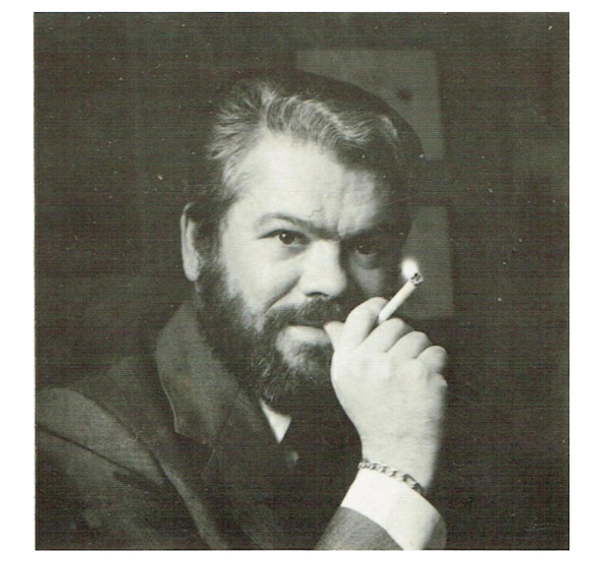
YVES COURRIERE

LA GUERRE D'ALGERIE

LES FEUX DU DESESPOIR

FAYARD



Voici le terme de l'épopée. La fin du drame algérien. Après *Les Fils de la Toussaint, Le Temps des léopards et L'Heure des colonels, Les Feux du désespoir* racontent, par le détail, les événements tragiques qui agitèrent les années 1960 à 1962. Yves Courrière, le premier historien de cette époque tragique, apporte, dans ce nouveau volume, mille révélations sur les secrets les plus mystérieux de la guerre d'Algérie : le putsch des généraux, les barbouzes, les négociations secrètes des Rousses, la lutte contre l'O.A.S., la montée de Boumediene, la guerre civile à Alger, l'arrestation de Salan. Il démontre l'implacable enchaînement qui mena des hommes comme De Gaulle, Challe ou Boumediene, Susini, Degueldre ou Krim Belkacem à prendre leurs responsabilités devant l'Histoire.
Les Feux du désespoir c'est aussi, c'est surtout, la fin d'un grand amour, d'une passion orageuse entre la France et l'Algérie. Une passion qui a laissé tant de traces...

L'AUTEUR. – NÉ en 1935 Yves COURRIÈRE, Écrivain, journaliste, a obtenu en 1966 le prix Albert-Londres du meilleur reportage.
De 1958 à 1962, il « couvre » la guerre d'Algérie sur le plan politique et sur le terrain.
depuis 1967, il a entrepris de raconter en détail ce que fut cette guerre. Pour cet ouvrage, il a été couronné, en 1970, par l'Académie française. Dix ans après, sa « guerre d'Algérie » reste la référence indispensable à tous ceux qui s'intéressent à cette page tragique de notre histoire.

Parus à la librairie Fayard

Du même auteur :

LA GUERRE D'ALGÉRIE – I
LES FILS DE LA TOUSSAINT *(préface de J. Kessel)*

LA GUERRE D'ALGÉRIE – II
LE TEMPS DES LEOPARDS *(prix d'histoire de l'Académie française, 1970).*

LA GUERRE D'ALGÉRIE – III
L'HEURE DES COLONELS

Yves Courrière

LA GUERRE D'ALGÉRIE – IV

LES FEUX DU DÉSESPOIR

(La fin d'un empire)

Fayard

TABLE

À Guy Samakh.

Le métier militaire...

« Ce n'est pas un sale métier. C'est le plus ancien et le plus beau, même si la plupart des gens qui l'exercent en sont indignes. »

E. HEMINGWAY.

« Ce n'est jamais que l'honneur qui oblige à choisir et à prendre parti... »

R. VAILLAND.

Première partie

Les occasions manquées

L'atmosphère est à l'orage. Paul Delouvrier est condamné. Il le sait. Il le voit. Il le sent. Depuis son arrivée à Paris, ce mardi 2 février 1960, au lendemain de la reddition du camp retranché d'Alger, alors que les titres fracassants des quotidiens du matin annoncent à une métropole rassurée la fin des Barricades, le délégué général recueille les fruits amers de la disgrâce. Physionomies lugubres, regards apitoyés, visages compatissants, poignées de main prolongées et consolatrices. « Croyez bien, cher ami, que nous participons à votre drame. » Sans oublier les éclairs de joie des ennemis, des envieux, de ceux qui ne sont pas fâchés que ce « bel animal politique » se soit enfin « ramassé » dans le cloaque d'Alger où se sont enlisées tant de carrières promises au plus bel avenir. Delouvrier les ignore. Il serre les dents. Sanglé dans un costume croisé bleu marine qui souligne sa carrure d'athlète, les cheveux soigneusement plaqués, il franchit, impassible, les degrés du perron de l'Élysée où le général De Gaulle l'attend pour lui « fendre l'oreille ».

Et pourtant, avec Challe, Delouvrier a réussi à se sortir du pétrin des Barricades sans faire couler une goutte de sang. Mais cela n'a pas suffi. L'affaire a trop traîné. De Gaulle s'est impatienté. Il n'a oublié ni les rodomontades d'Ortiz — aujourd'hui en fuite — ni la froide résolution de Lagaillarde, détenu depuis la veille à la Santé. Qu'une « poignée de braillards » ait pu se dresser contre le pouvoir pendant plus d'une semaine sans que le commandant en chef ni le délégué général aient eu suffisamment d'autorité pour réduire dans l'heure le camp retranché, voilà qui ne se pardonne pas. Un abcès au cœur de la ville. Une atteinte au prestige de la France. Un accroc à la dignité du Général. Voilà qui ne peut se pardonner.

Et puis il y a eu le discours ! Ce discours où Delouvrier s'est adressé au cœur plus qu'à la raison. Où il a parlé réconciliation plutôt que répression. Où, proposant le pardon et faisant vibrer sincèrement la corde sensible des plus lucides des insurgés, il a désamorcé la poudrière d'Alger. N'ayant rien lâché de la politique de De Gaulle, le délégué général s'est senti en règle avec sa conscience Tout plutôt que le sang coule. Et il a été entendu. Et les Barricades sont tombées. Mais si ces paroles sorties « des tripes et du cœur » ont touché Alger, elles ont déplu à Paris. Delouvrier l'a senti dès les premières conversations téléphoniques avec la capitale. Il vient d'en avoir aujourd'hui la confirmation.

Ce matin, à sa descente d'avion, son ami Rousselier l'attendait, porteur d'un message. Le premier ministre, Michel Debré, tenait à le voir avant le général De Gaulle. Avec ménagement, Rousselier avait ajouté :

« Vous ne retournerez certainement pas à Alger.

– Qui me remplacera ?

– Probablement Sudreau. »

Rousselier était bien informé puisque, dans l'anti-chambre de Debré, Delouvrier avait découvert avec surprise Sudreau, plongé dans la lecture des journaux du matin. Il attendait l'audience du premier ministre. On ne perdait pas de temps. Ni à Matignon ni à l'Élysée.

« Je suis heureux de voir mon successeur, lui avait dit sèchement Delouvrier. La place est chaude. Vous aurez du mal à vous y asseoir. »

Le sourire de Sudreau s'était figé. Il ne s'attendait pas à voir Delouvrier. Encore moins à ce qu'il sût déjà.

« Mais, cher ami, ma nomination n'est pas évidente. Je ne sais rien de tout cela. »

Debré, ouvrant la porte de son cabinet de travail, avait mis fin à une conversation embarrassante. Faisant attendre « le futur » il avait reçu « l'ancien ». Très gentil, très fraternel, le premier ministre avait voulu atténuer le coup que De Gaulle s'apprêtait à porter sans ménagement à un homme d'une grande droiture.

« Il est probable, mon cher Delouvrier, que vous ne retournerez pas en Algérie. Vous allez voir le Général. Il vous expliquera tout cela en détail. »

Delouvrier connaissait déjà la chanson.

« Mon discours, n'est-ce pas ?

— Ah ! votre discours, moi je l'ai trouvé très bon. Malheureusement ce n'a pas été l'avis de tout le monde au conseil des ministres. »

De Gaulle en avait, paraît-il, été exaspéré. Jacquinot, Couve de Murville, Buron et quelques autres avaient eu des mots très durs à son égard.

« Un délégué général est à Alger pour représenter le gouvernement français, pour rechercher les orientations profondes et véritables du peuple algérien, avait-on dit. Et non pour être le porte-parole des activistes auprès de Paris ! »

Debré, déjà déchiré par le drame algérien, douloureusement affecté par la tournure que semblait prendre la politique Élyséenne, mais ferme au service de l'État et fidèle à l'homme qu'il avait choisi de suivre voilà vingt ans, avait assuré le délégué général de son estime et de sa reconnaissance pour ce qu'il avait fait en Algérie.

« Mon cher Delouvrier, je regrette que vous partiez ! »

C'est tout juste si ce n'était pas à Delouvrier de consoler le premier ministre ! Allons ! Tout était joué d'avance.

« On me balancera quand on ne voudra plus de moi. J'étais inspecteur des Finances, je le redeviendrai. » Cette phrase désabusée que Delouvrier a parfois prononcée devant son directeur de cabinet au retour de voyages mouvementés au cours desquels le Général a laissé éclater sa « rogne et sa grogne » à l'égard de l'Algérie est plus d'actualité que jamais. À l'Élysée, dans le bureau des aides de camp, le délégué général voit à leurs figures que la température est plutôt froide. Le bon Bonneval, le fidèle gardien, la « bonne-à-tout-faire », salue le « sacrifié » et l'introduit immédiatement — selon les ordres — dans le bureau du Général.

« Alors, Delouvrier, je vous l'avais bien dit qu'« ils » n'obéiraient pas. »

Le général De Gaulle, prenant appui sur l'immense table aux ors flamboyants, s'est dressé. Il tend la main à Delouvrier qui la serre. L'attaque soudaine — bien dans la manière du Général qui aime dérouter et désarçonner son vis-à-vis — cingle le délégué général plutôt qu'elle ne l'abat. Avant de regagner le calme bastion des Finances, il a certaines choses « sur l'estomac » dont il entend bien se débarrasser. C'est aujourd'hui ou jamais. Il se lance :

« Mon général, il me semble que tous les quinze jours, dans ce bureau, c'est moi qui vous ai dit que l'armée n'obéirait plus[1]. Ici même, vos cabinets civil et militaire ne se parlent plus. Votre cabinet militaire[2] renforce l'idée de l'Algérie française dans l'esprit des officiers les plus en flèche. Même le premier ministre, lors des toasts qu'il porte au cours de ses voyages en Algérie, revivifie les sentiments des officiers sur l'Algérie française. On m'a mis dans une situation impossible. Je dépends de l'armée pour le maintien de l'ordre. Et j'ai une armée qui n'obéit pas ! »

Le Général s'est rassis. Son poing droit à demi fermé frappe impatiemment le maroquin du bureau. La mâchoire inférieure est agitée d'un tic devenu familier à son entourage. Il ne se rassérène pas. Au contraire. C'est à nouveau l'attaque.

« Dans les quatre premiers jours vous avez disparu, Delouvrier, vous ne vous êtes redressé que sur la fin. » Pas d'allusion au fameux discours. Pas un mot sur Challe. Delouvrier se rebiffe.

« Mon général, dans les premiers jours je me suis posé la question : dois-je dire que je suis prisonnier ? dois-je dire que je suis démissionnaire ? Je me suis tu. Et je suis resté. Mais ainsi j'ai empêché le. général Challe de glisser vers la position où s'est trouvé le général Salan au 13 mai 1958. Et Challe n'a prononcé aucun des discours que lui préparaient fébrilement ses colonels[3] ! Là j'ai été efficace. En outre, mon général, je crois pouvoir me considérer comme le seul à avoir obéi à vos ordres. J'ai pris la responsabilité de verser le sang à Alger. J'ai donné mes ordres à Crépin. Et à ce propos j'ai pu croire un instant — lorsque celui-ci a téléphoné à l'Élysée pour en avoir confirmation — qu'ils étaient réfutés par Paris et par vous-même. Il a fallu que je menace de révoquer Crépin pour qu'on les confirme ! Je ne devais pas avoir peur de verser le sang français. Et cela vous me l'avez rappelé vous-même ! »

Voilà. C'est fait. Delouvrier est soulagé. Il peut entendre sereinement l'annonce de son limogeage. Mais rien ne vient. Le Général s'est radouci. Son visage s'est ouvert. Il passe à un autre sujet : l'état psychologique de l'armée et de la population. Delouvrier, qui a lu dans un hebdomadaire à grand tirage des informations selon lesquelles le Général « contrebalancerait » la fermeté de son discours du vendredi, revient à nouveau à la charge. Puisqu'il a ouvert son cœur autant aller jusqu'au bout.

« Si tout cela est vrai, mon général, il ne faudra pas s'étonner de la réaction de l'armée. Depuis plus d'un an que je suis à Alger j'ai demandé d'importantes mutations. Jamais je n'ai obtenu l'accord de Paris. M. le premier ministre est déchiré. À votre cabinet le général de Beaufort bloque tout. Quant à la présence du général Zeller à l'état-major de l'armée de terre, elle a empêché tout simplement qu'un « bon esprit » règne dans l'armée d'Algérie. S'il y a des responsabilités à Alger, je les assume. Mais il y a aussi des responsabilités à Paris. Et elles sont proches de vous-même, mon général. »

De Gaulle se lève, marquant ainsi la fin de l'entretien. Contournant son bureau il accompagne à pas lents Delouvrier jusqu'à la porte. Il s'enquiert aimablement de sa santé. Le délégué, qui tombe de sommeil, n'en a cure. Il remarque pourtant le ton devenu familier. Il faut maintenant poser la question.

« Mon général, un avion m'attend. À 16 heures il doit décoller pour Alger. Dois-je y retourner ?

– Attendez demain matin, Delouvrier.

– Je ne peux regagner mon poste qu'avec votre entière confiance, mon général, mais Alger ne peut rester sans commandement. Il faut s'occuper de l'armée et de la population civile. Sans nouvelles instructions de votre part, je prendrai l'avion demain matin à 9 heures.

– Oui, attendez demain matin, Delouvrier. »

La lourde porte du cabinet présidentiel se referme sur un Delouvrier perplexe. Pas un mot du discours, pas un mot sur Challe, rien sur la suite de sa mission. Programme immédiat ? Informer Michel Debré du tour qu'a pris l'entretien. Et dormir. Dormir.

Le lendemain, mercredi 3 février, la *Caravelle* du G.L.A.M. décollait à 9 heures, emmenant le délégué général vers Alger. Il n'avait eu aucune nouvelle du général De Gaulle pas plus que d'une quelconque personnalité gouvernementale !

Un macadam épais recouvrait désormais la chaussée de la rue Charles-Péguy et du boulevard Laferrière. On ne dépaverait pas de sitôt le plateau des Glières. Le centre d'Alger avait repris sa physionomie habituelle. Aux yeux de l'étranger l'animation était toujours aussi grande, les trolleys aussi bondés aux heures de pointe. On avait remplacé les vitrines, refait les étalages, effacé les traces des journées d'insurrection. Trois petits bouquets, placés au pied du ficus où l'U.T. Roger Hernandez avait trouvé la mort au coin de la rue Charles-Péguy, témoignaient seuls du drame. Pendant quelques jours des mains anonymes les renouvelèrent. Puis on se lassa. Il n'y eut plus rien., Tout était redevenu comme avant. Pourtant les Algérois savaient qu'il y avait un ressort brisé dans le cœur de leur ville. La grande machinerie populaire ne fonctionnait plus. On avait perdu le goût de la discussion, on n'échafaudait plus les mirifiques hypothèses des semaines passées. On ne parlait plus de « grand jour », de basculage de l'armée, de révolution pacifique. Une grande tristesse planait sur la cité dont les habitants remâchaient une amère rancœur. On eût dit que leurs âmes méditerranéennes si sensibles au ciel et à la mer en avaient pris la teinte et l'apparence. Grise et tourmentée. Ce qui se passait là-haut au G.G.[4] ou au quartier Rignot[5] ? Ils s'en moquaient. Cette armée sans parole les avait lâchés. Quant aux autorités civiles, elles étaient « à la botte du grand coulo de l'Élysée » ! Alors, qu'en attendre ? L'Alger populaire, privé de ses leaders en fuite ou en prison, abandonné de tous, se complaisait dans son désespoir et son chagrin et en tirait de sombres délices.

Au sommet de la hiérarchie c'était la grande valse. Une fois de plus. Déplacements, mutations, épuration faisaient partie du vocabulaire quotidien. Le colonel Gardes, chef du 5e bureau, avait été inculpé, seul militaire parmi le groupe des activistes que devait juger le tribunal des forces armées. Mais on avait demandé à Challe une liste de « têtes » supplémentaire. Delouvrier, qui restait à Alger, avait été entendu. De Gaulle s'était rendu compte, à travers l'affaire des Barricades, que la résistance de l'armée à sa politique était plus grande qu'il ne l'avait supputé. Il s'était donc débarrassé du général de Beaufort et avait envoyé Messmer, ministre des Armées, à Alger pour épurer un état-major pas trop activiste. Les généraux Faure, Mirambeau, Gracieux étaient mutés en métropole ainsi que le « soviet des colonels » : Broizat, Argoud et Godard. Delouvrier avait « exécuté » personnellement ce dernier au lendemain des Barricades.

« J'exige votre démission de directeur de la Sûreté, avait dit le délégué général. Cette histoire semble vous avoir éclaté sous les pieds. Vous ne m'avez d'ailleurs jamais informé suffisamment depuis octobre dernier sur le développement des mouvements activistes. Je ne sais ce que vous avez fait ou pas fait. Mais je suis sûr que cette affaire de réduit n'est pas née spontanément. Au mieux vous avez été surpris dans votre tâche. J'attends votre démission. »

Godard avait juré ses grands dieux qu'il n'avait, en rien participé à l'affaire et qu'il était resté fidèle à Challe et à Delouvrier. « Je ne m'explique pas cette défaveur brutale », avait-il ajouté, ulcéré. Il n'en avait pas moins gagné immédiatement Nevers, sa nouvelle garnison, remplacé dans ses fonctions par le préfet Aubert. La direction de la

Sûreté d'Alger échappait aux militaires.

Le gouvernement, surpris un instant par l'affaire des Barricades, s'était repris et capitalisait avec une grande rapidité le discrédit dans lequel l'armée s'était plongée. Les préfets retrouvaient enfin la réalité des pouvoirs civils et avaient désormais le pas sur les généraux de corps d'armée ou de division qui ne conservaient que le maintien de l'ordre sous le contrôle des autorités civiles. Avec la conduite des opérations contre la rébellion c'est tout ce qui leur restait de leur ancienne puissance.

Le général Challe n'était pas fâché de cette séparation des pouvoirs. Il voulait avoir tout son monde à lui et bien à lui pour finir de gagner *sa* guerre. Et il était pressé. L'affaire des Barricades avait freiné ou suspendu nombre d'opérations contre les fellaghas. Challe voulait les reprendre au plus tôt pour remporter définitivement une victoire qu'il sentait à sa portée. En un an le plan Challe avait écrasé successivement les forces de l'A.L.N. de l'Ouarsenis, de l'Algérois, de la Kabylie et d'une partie du Constantinois. Restait la zone frontière avec la Tunisie et les Aurès-Nemencha. C'était un gros morceau et Maurice Challe n'avait que six mois devant lui.

C'était à Paris que le commandant en chef avait appris sa prochaine « affectation ». Il avait refusé d'accompagner Delouvrier lors de son premier voyage après les Barricades.

« La situation est trop difficile, avait-il expliqué, je ne tiens pas à ce que les colonels refassent en notre absence la comédie des trois premiers jours des Barricades. Avant d'aller à Paris je dois remettre les affaires en ordre et faire redémarrer les opérations. »

En voyant revenir Delouvrier « intact » Challe avait pensé qu'il allait payer pour deux. Pour lui, le résultat des Barricades était désastreux. Il était conscient d'avoir fait peur à l'entourage Élyséen de De Gaulle. Il sortait de l'affaire « fidèle mais dangereux. », décidé qu'il était à ne pas obéir aveuglément et sans discuter. Pourtant, lorsque trois semaines plus tard il s'était rendu à Paris, les choses s'étaient arrangées et il n'avait pas eu à subir l'algarade du Général. Au contraire, De Gaulle l'avait, félicité.

« Challe, tout cela est tassé. Ç'aurait pu mieux se passer. Mais vous vous êtes bien débrouillé... »

Challe attendait la suite.

« Comme je vous l'ai laissé entendre, il va falloir que vous songiez à remplacer le général Ely à la tête des armées. »

Chef d'état-major des armées ! Le plus haut poste de l'armée française ! Le général Ely devait prendre sa retraite le 14 juillet. Challe fit un rapide calcul, puis risqua :

« Mon général, je suis très flatté, mais laissez-moi un peu de temps en Algérie. Je pense que la guerre est gagnée mais pas finie. J'ai besoin de cinq ou six mois pour traiter les points forts qui restent aux rebelles. » Le Général eut un geste d'agacement.

« On verra. Je souhaite que vous preniez cette place au plus tôt. »

Lorsque, de retour à Alger, Challe avait analysé les termes de son entrevue avec le président de la République il avait pensé : « Tiens, on veut me sortir d'ici. Mais avant, je dois réussir. »

Le plan Challe n'était pas seulement d'écraser la rébellion. Sur ce point-là il n'avait pas de souci à se faire. Des prisonniers importants avaient déclaré que nombre de maquisards voulaient déposer les armes dans le cadre de la paix des braves. Ce qui importait à Challe, c'était la pacification bien comprise. La promotion de la masse musulmane. Le plan de Constantine était en route, provoquant des investissements

importants qui apporteraient du travail, et surtout il y avait un espoir de discussion sérieuse avec des musulmans autres que les traditionnels beni-oui-oui à chèche blanc et gandoura pittoresque. Challe avait rencontré un certain nombre de jeunes commissaires politiques du F.L.N. prisonniers à Zéralda et avait tiré grand espoir de sa conversation. Bien sûr les jeunes gens lui avaient dit : « On sait que vous, les militaires, vous êtes les plus forts mais peu importe, nous on représente les aspirations du peuple. » Challe trouvait cela un peu exagéré mais admettait qu'il y avait du vrai dans le raisonnement des jeunes gens. Ce qui, du temps de la « bataille d'Alger » — trois ans auparavant —, aurait suffi à classer le commandant en chef en Algérie parmi les plus progressistes des suspects européens ! Mais le temps avait passé. Challe pensait sincèrement — et beaucoup de militaires du bled partageaient cet avis — que l'on pouvait bâtir une Algérie nouvelle avec des jeunes nationalistes. Ce serait à l'armée d'intervenir une nouvelle fois en Algérie en écrasant le pesant paternalisme des pieds-noirs et en leur imposant ces jeunes élites musulmanes. Challe, connaissant la force et le dynamisme de la population européenne d'Algérie, supputait déjà les résultats extraordinaires que pourrait donner l'amalgame de ces deux jeunesses jusque-là ennemies. « Il faudra plus d'une génération pour y parvenir, pensait le commandant en chef, mais cela en vaut la peine. » Décoloniser par promotion et non par abandon était devenu sa formule préférée. Gagner la guerre n'était qu'un préambule à ce plan grandiose. Encore fallait-il l'écrire !

Débarrassé des braillards extrémistes d'Alger, douchés par la fin des Barricades, « soulagé » de la présence souvent encombrante du « soviet des colonels », Challe s'attela à l'entreprise la plus urgente : se concentrer sur l'affaire militaire avant que son commandement en Algérie ne lui échappe, gagner la guerre et présenter à De Gaulle une Algérie pacifiée sur un plat d'argent. Dans l'esprit du commandant en chef, imposer aux Européens ces jeunes musulmans à la forte personnalité serait alors la tâche de l'armée. Sa plus longue, sa plus difficile mais aussi sa plus belle tâche. Et ni De Gaulle ni la métropole ne pourraient refuser.

Après les heures d'espoir et de folie des Barricades, le 1er R.E.P.[6] avait gagné le Constantinois. On ne voulait plus de lui dans la capitale algéroise. Le rôle des paras lors de la semaine du 24 janvier n'avait échappé ni à Delouvrier ni à Challe. Bien sûr ils n'avaient pas basculé. Bien sûr c'est au 1er R.E.P. et à son chef le colonel Dufour que Lagaillarde et ses hommes avaient accepté de se rendre mais les liens entre ces soldats d'élite à béret vert ou amarante et la population algéroise, les contacts de leurs officiers avec les milieux ultras étaient trop étroits et trop fréquents pour que cela ne tourne pas un jour à la catastrophe. Le 1er étranger parachutiste avait donc embarqué dans ses camions jaune sable et, dans de grands ronflements de moteurs, l'unité au complet avait quitté sa base arrière de Zéralda pour aller « casser du Tell » sur la frontière. Pour être sûr qu'en fin d'opération — lors de la relève — ils ne reviendraient pas rôder autour des lumières tentatrices d'Alger, on leur installa même une B.O.A. (base opérationnelle avancée) dans la région de Guelma. En attendant, Challe, qui poursuivait avec acharnement son plan d'écrasement du F.L.N., les avait jetés dans l'opération « Pierres-Précieuses », suite logique de l'opération « Jumelles »[7]. Le combat contre les maquisards de la wilaya 2 leur ferait oublier — croyait-il — les chants des sirènes activistes d'Alger.

C'était compter sans la politisation profonde du colonel Dufour. Le 1er R.E.P. sous ses ordres, n'était plus ce qu'il avait été du temps du colonel Jeanpierre, « vingt-cinq ans et trois mois de campagnes » lorsqu'il avait été tué. Jeanpierre avait toujours tenu son régiment en dehors de la politique. Dufour, lui, n'avait plus cette attitude purement militaire. Il était gagné au jeu de la politique. À sa décharge, le rôle que les patrons de l'armée avaient dévolu au 1er R.E.P. lors des opérations de maintien de l'ordre à Alger n'y était pas étranger. D'ailleurs, depuis la pacification, depuis que l'autorité civile défaillante avait laissé — dès 1956-1957 — la quasi-totalité de ses pouvoirs aux militaires, l'armée tout entière était politisée. D'une façon plus ou moins importante selon les convictions personnelles et le degré d'engagement des officiers.

Pour les jeunes et brillants capitaines du 1er R.E.P., l'engagement était total. Et l'exemple de leur chef comptait beaucoup. L'expérience des Barricades les avait démoralisés. La chute du camp retranché représentait pour eux un nouveau degré dans l'échelle des renoncements. Déjà, l'autodétermination annoncée le 16 septembre par le général De Gaulle les avait atterrés. À leurs yeux, l'Algérie était fichue. C'était une conséquence directe de la guerre révolutionnaire que certains avaient apprise sur le terrain en Indochine. Puis on s'était efforcé de leur faire croire que De Gaulle prônait l'autodétermination pour gagner à sa cause l'opinion internationale. La véritable politique intérieure serait autre chose. La solution la plus française, par exemple... Et ils avaient repris espoir. Les Barricades venaient de le balayer. Alors il devenait inutile de se battre. Pourquoi mourir puisque ce n'était pas pour l'Algérie française ?

À la popote des officiers, Dufour ne cachait pas la crainte que lui inspirait la politique de De Gaulle. Il l'avait rencontré à l'Élysée pendant la semaine du 24 janvier.

« Il se prend pour Jeanne d'Arc, disait-il à ses officiers, et quand on rencontre Jeanne d'Arc on a peu de chose à lui dire. Il faut attendre. »

Et ils attendaient en passant inlassablement en revue les grands chefs militaires capables de prendre « une attitude ferme » devant la politique d'abandon qui se dessinait.

La visite du nouveau ministre des Armées, Pierre Messmer, remplaçant Guillaumat, limogé après les Barricades, n'avait rien arrangé. Pourtant, le nouveau ministre connaissait bien la guerre. Ancien légionnaire lui-même, il avait le grade de lieutenant-colonel de réserve, et le choix du général De Gaulle l'avait arraché à une période qu'il effectuait au « 3[8] » sous les ordres de Trinquier. Il était passé directement de la tenue léopard au fauteuil de la rue Saint-Dominique. Il savait les problèmes et les doutes qui agitaient l'armée pour les avoir partagés, pour en avoir longuement discuté à la popote des officiers de Trinquier. Il éprouvait la nécessité d'éclairer ces soldats qui se sentaient abandonnés, en particulier les paras, ses anciens camarades. Il avait donc choisi de « rassurer » le 1er R.E.P. en pleine opération, dans le djebel. En hélicoptère il avait visité toutes les compagnies, « sautant » de l'une à l'autre. À toutes, il avait tenu le même langage : « Votre devoir est clair : vous devez avoir une confiance absolue dans le général De Gaulle. Vous ne pouvez savoir ce qu'est la réalité de la politique. C'est au général De Gaulle de juger et de choisir compte tenu du contexte international. Vous devez faire la guerre sur le terrain et la gagner. Le gouvernement, lui, s'occupe de la politique. C'est son rôle. »

Et Messmer avait lâché une petite phrase qui n'avait guère surpris les officiers désabusés du R.E.P. :

« Il est possible que nous ne remportions pas un succès aussi éclatant sur le plan politique que sur le plan militaire ! Mais ce qu'on vous demande, à vous, c'est de faire la guerre, de détruire les rebelles. Pour le reste, ne cherchez pas trop à comprendre. »

Alors le 1er R.E.P. était reparti en opération. Sans passion aucune. Ça devenait du boulot. Et un boulot sinistre.

« Si encore on chassait la médaille, disait un capitaine, mais le R.E.P. est tellement décoré que ça ne compte même plus. »

Non, décidément, les paras étrangers n'avaient plus le cœur à l'ouvrage. Leur âme était restée à Alger où un jour il faudrait bien faire quelque chose. Quelque chose qui, enfin, réussisse !

Cette fois, ils ne pouvaient s'échapper. Depuis la veille, trois compagnies du R.E.P. avaient dégagé une unité locale sévèrement accrochée par un fort élément de la wilaya 2. Les troupes de secteur avaient même pris une sérieuse « branlée ». Les fells étaient « frais » et devaient venir de Tunisie sans avoir eu à franchir le terrible barrage électrifié qui présentait une faille sur une très courte portion de crêtes au nord du bec de canard de Ghardimaou dans les monts de la Medjerda. Les rebelles s'étaient réfugiés à la tombée de la nuit dans une clairière à moins de cinq cents mètres de la frontière tunisienne. Le capitaine Sergent, commandant la 1re compagnie du 1er R.E.P., avait stoppé ses gars. L'attaque serait pour le petit jour.

À l'aube, Sergent lança ses hommes après avoir averti le P.C. du sous-groupement du capitaine Martin. Appuyé sur la gauche par la 3e Cie du capitaine Estoup et sur sa droite par la 2e Cie du capitaine Simonot, Sergent se trouvait à la pointe du fer de lance.

« Allons-y, mais avec prudence... » Les rafales d'armes automatiques interrompirent le capitaine. Par bonds souples ses hommes abordaient la clairière, la contournaient, la débordaient. Le feu convergent des armes du R.E.P. hachait les arbustes et la broussaille qui protégeaient la clairière. L'ennemi ne répondait plus. Sergent ordonna l'assaut. Les fells avaient filé, abandonnant une mitrailleuse de 30. Il fallait poursuivre. Ils étaient là, à portée de fusil ! Le capitaine fit déployer sa compagnie qui n'avait pas perdu un homme, la 2e et la 3e en firent autant et les bérets verts, sur huit cents mètres, s'avancèrent vers la frontière.

« Les Viets sont de l'autre côté de la crête », passa Sergent par radio.

Il n'avait jamais pu se débarrasser de cette vieille habitude, souvenir de l'Indo. L'ennemi restait le Viet !

À mi-pente, un violent tir de mortier se déclencha, plaquant les hommes au sol. En quelques minutes, la 1re compagnie eut un mort et plusieurs blessés. Sergent appela le capitaine Martin au P.C. du sous-groupement.

« Je ne peux pas rester à me faire matraquer ici, grogna-t-il dans le micro, ou je poursuis en Tunisie ou je décroche tout de suite.

— Allez-y, mon vieux. »

Sergent ne se le fit pas dire deux fois. D'un geste il lança ses légionnaires à l'assaut de la position fell ! L'arme à la hanche, ils tiraient par courtes rafales. Un assaut donné par la légion a toujours quelque chose d'irréel. Les hommes semblaient défier le danger et avancer sans souci des rafales défensives qui pourtant soulevaient à leurs pieds des

geysers de poussière et d'éclats de pierres. Au dernier tiers de la pente le feu ennemi cessa comme par enchantement. Sergent gravit les derniers mètres et s'arrêta, stupéfait. À contre-pente, quelques centaines de mètres plus bas, en territoire tunisien, un véritable village de tentes et de cabanes de rondins était édifié d'où les hommes de l'A.L.N. — en pleine débandade — fuyaient par unités entières. Une véritable fourmilière éventrée ! Depuis des mois, aucun élément français n'avait dû atteindre la crête sacro-sainte. C'était la frontière ! Donc c'était interdit ! Et les tees avaient installé ce camp en toute tranquillité. Profitant de l'absence de barrage ! C'était l'endroit rêvé. Le tout était de ne pas accrocher aux abords immédiats pour que les Français ne découvrent pas le refuge !

Sergent fit stopper le feu.

« Ça ne sert à rien, expliqua-t-il. Il faut l'appui de l'aviation et *de* l'artillerie. Avec un peu de chance on va tous les « coxer » ! Si on va jusqu'au bout de la crête, on coince tout le monde et on fait un malheur ! »

Le capitaine rendit brièvement compte au capitaine Martin, demanda l'appui désiré et investit le camp rebelle. Les fells avaient fui avec leur armement personnel. Tout le reste était intact. Des tonnes d'armes, de munitions, d'équipement de toute sorte, radios, médicaments, vêtements.

« Mon capitaine, cria le radio, mon capitaine.

— Oui ?

— Vous avez le capitaine Martin. »

Sergent empoigna le combiné et donna machinalement son indicatif.

« On a l'appui ? C'est une question de minutes !

— Rien du tout, mon vieux. Vous êtes en territoire tunisien.

— Je sais bien que je suis en Tunisie, mais je tiens le camp fell et on les a à notre botte. Avec Estoup et Simonot on n'en fera qu'une bouchée.

— Pas question. J'ai rendu compte au colonel Dufour. Il a reçu l'ordre du général commandant la zone de vous faire immédiatement rebrousser chemin.

— Comment ? Mais on les tient !

— Ce sont les ordres, Sergent.

— On peut au moins récupérer le matériel neuf !

— Rien à faire. Demi-tour immédiat. Vous avez une demi-heure pour repasser la frontière. Encore une fois, ce sont les ordres. »

Sergent reposa le combiné. Il était blême. Il sentait monter de son ventre une furieuse vague de colère. Sur son visage étroit aux traits étonnamment jeunes et fins les maxillaires bloqués balafraient les joues, les lèvres naturellement minces avaient disparu, les yeux bleus ne semblaient plus voir. Près de lui un adjudant le regardait, inquiet.

« Alors, mon capitaine ?

— Alors rien. On fait demi-tour. »

Le sous-officier était stupéfait.

« Oui, on fait demi-tour ! Mais avant, on va tout faire sauter ! Je ne vais tout de même pas leur laisser tout cela. »

Pendant quatre heures, les hommes de la Compagnie s'appliquèrent avec un sauvage désespoir à détruire le camp fell. Une fumée noire s'élevait des guitounes de ravitaillement, les caisses de munitions explosaient avec de grandes flammes orangées

qui bronzaient les visages burinés des légionnaires. Les bras croisés, impassible, Sergent regardait le saccage.

« Et l'on conserve de bonnes relations avec la Tunisie », cracha-t-il entre ses dents.

Le soleil était encore haut dans le ciel lorsque la compagnie fit demi-tour. Au cœur des légionnaires il y avait plus que la lassitude du combat de l'aube. Un immense découragement les envahissait sournoisement. Après les Barricades, où on les avait fait marcher contre des gens qui criaient « Algérie française » et portaient haut le drapeau tricolore, voilà qu'on semblait protéger l'ennemi d'hier ! Sous prétexte qu'il se réfugiait en Tunisie !

Quand, deux heures plus tard, le commandant de secteur de la zone frontière ordonna aux hommes de Sergent de fouiller un terrain boisé très difficile, le capitaine le fixa de son curieux regard glacé. Sans répondre. Puis, se tournant vers sa compagnie, il cria d'une voix blanche :

« Colonne par un, on rentre.

— Qu'est-ce que cela veut dire ? s'étrangla le commandant.

— Ça veut dire que je ne vais pas crever mes hommes à fouiller un terrain désert, pour ne rien trouver ! Les fells sont là-bas, de l'autre côté de la frontière. Et on m'a interdit de les poursuivre ! »

Et il tourna les talons. Pour la première fois de sa vie d'officier, le, capitaine Sergent, commandant la 1re compagnie du 1er régiment étranger de parachutistes, venait de désobéir à un supérieur.

Le général De Gaulle, paraissait rayonnant. De la poche poitrine de son uniforme il avait sorti ses lunettes et contemplait le décor que Trinquier lui avait préparé. Le colonel avait bien fait les choses. Pour accueillir le président de la République, le patron du 3e R.P.I.Ma. avait fait décapiter un mamelon, tracer une route, construire une D.Z.[9] pour que la caravane présidentielle pût se poser et se déplacer dans ce bled sauvage du Nord constantinois. M. Messmer, qui avait préparé avec les collaborateurs du Général cette deuxième » tournée des popotes », avait tenu à ce que De Gaulle vît son ancien secteur. Et puis Trinquier était intéressant. N'était-il pas l'un des plus durs des colonels du 13 Mai ? Depuis, il s'était tenu tranquille. On ne l'avait pas vu se manifester aux Barricades. On ne lui connaissait aucun lien particulier avec les colonels activistes d'Alger mais on le savait farouchement Algérie française. Avec lui, le Général pourrait tâter le pouls d'une certaine armée. Celle des « officiers révolutionnaires. »

Cette tournée, De Gaulle n'avait voulu la faire que chez les militaires. Il était impatient de revoir une armée qui, lui disait-on, renâclait à sa politique. Le voyage était prévu de longue date. Pour le mois de février. Il avait fallu toute la diplomatie de Delouvrier et de Challe pour le persuader de le retarder d'un mois. Ça n'avait pas été facile. Après le drame des Barricades Delouvrier souhaitait que la hiérarchie civile soit en place et les troupes à nouveau au combat avant que le général commence sa visite. Il y était parvenu.

Sur le plateau artificiellement créé par Trinquier, outre les hommes de son régiment, qui avaient impeccablement rendu les honneurs, les manches de leur tenue léopard relevées sur des avant-bras bronzés, se trouvaient quelques centaines de musulmans que Trinquier avait pris sur lui d'amener d'El-Milia. Dans ce secteur très dur — le Nord

constantinois, par où Challe voulait terminer son opération « Pierres-Précieuses » — Trinquier avait simplement dit aux musulmans de la petite ville « Demain le général De Gaulle vient nous voir à Catinat. J'ai dix camions à votre disposition. Que ceux qui veulent venir le voir montent. » En un instant les dix camions avaient été bourrés.

Après avoir passé les troupes en revue et avoir assisté au briefing traditionnel le général De Gaulle, très satisfait de voir des musulmans, s'était mêlé à leur groupe, avait serré des mains. Trinquier, qui se demandait s'il n'était pas allé trop loin en faisant venir ces civils alors que le voyage était essentiellement militaire, respira enfin. D'autant que le Général se montra familier à son égard. Après l'avoir félicité, il l'entraîna à l'écart du groupe officiel en direction de son hélicoptère. La pente était rude et De Gaulle s'appuya du corps contre la solide et noueuse carcasse du colonel para. Il finit par le prendre par l'épaule.

« Trinquier...

— Oui, mon général ?

— Trinquier, il ne faut pas me forcer la main.

— Mais non, mon général. Il n'en est pas question. On s'est passionné pour l'Algérie, vous ne pouvez pas nous le reprocher.

— Oui... Oui... Oui. Mais vous avez entendu ce que j'ai dit.

— Oh ! oui, mon général. Si nous avons à faire comme vous nous l'avez dit, on vous aidera au maximum.

— C'est bien, Trinquier. Au revoir. »

Tandis que les hélicoptères tournoyaient dans le ciel et que les musulmans dociles reprenaient leurs « taxis parachutistes », Trinquier, ses officiers et ceux du secteur pavoisaient. En quelques mots, le Général leur avait rendu l'espoir :

« Votre secteur est difficile, avait-il dit. Mais continuez comme cela. Il n'y aura pas de Dien Bien Phu en Algérie. L'insurrection ne nous mettra pas à la porte de ce pays. Pacifiez. On a le temps. Pas la peine de vous bousculer. Il faut vous mettre dans la tête ce que tout le monde doit se mettre dans la tête : c'est qu'il y en a pour très longtemps. Oui, les opérations dureront longtemps. Le succès s'étend. Mais il n'est pas encore remporté. Il faut que nos armes l'emportent définitivement. Tout dépend de cela. C'est seulement après des années que les Algériens auront à dire ce qu'ils veulent. »

Puis De Gaulle, militaire parmi des militaires, s'était fait plus familier pour parler de l'avenir de l'Algérie :

« Ferhat Abbas réclame l'indépendance de l'Algérie. Mais Ferhat Abbas est un jean-foutre. L'indépendance de l'Algérie ce serait la clochardisation du pays. Quand les Algériens pourront choisir, je ne crois pas qu'ils choisiront cela. La France ne doit pas partir. Elle a le droit de rester en Algérie. Elle y restera. »

Les visages des officiers exprimaient la plus intense satisfaction. La dernière phrase du président de la République ne les avait pas alertés outre mesure. Pourtant, le Général, redevenu solennel, avait ajouté

« Mais il n'y a pas que l'Algérie. Il y a l'Europe. Il y a le monde. Ne vous obnubilez pas sur là seule Algérie. »

Ce soir-là, au mess des officiers à El-Milia, il ne restait du discours de De Gaulle que la petite phrase : « La France a le droit d'être en Algérie et elle y restera. » Après l'angoisse provoquée par le discours du 16 septembre sur l'autodétermination, c'était à

nouveau l'allégresse. Pas pour longtemps.

Les « conversations » du Général avec les officiers des secteurs visités avaient stupéfié le délégué général. Car les « bonnes paroles » dites à Trinquier et à ses officiers, De Gaulle les avait déjà servies la veille à ceux de Kabylie, à Hadjer-Mafrouch. Paul Delouvrier avait immédiatement réagi auprès du secrétaire général de la présidence, Geoffroy de Courcel.

« Les militaires, Challe en tête, s'attendaient à une algarade, et le Général leur dit de courir sus à l'ennemi. Je les connais, ils vont tourner ses propos en leur faveur. Si vous m'affirmez que la politique du Général reste inchangée il faut immédiatement publier un communiqué de presse. Vous allez voir, l'effet va être extraordinaire sur la presse d'Alger et même peut-être sur celle de Paris.

— Mais non, mon cher, ce n'est pas utile. »

La réaction ne s'était pas fait attendre. Le lundi soir, à Aumale, De Gaulle convoquait le délégué général. Il avait lu les journaux et arborait son air des « grands jours ».

« Alors, Delouvrier, vous ne surveillez pas *votre* presse. Les propos qu'on me prête sont, dans leurs interprétations, contraires à ma pensée.

— Mon général, il ne s'agit pas de ma presse. Il n'y avait aucun journaliste, à l'exception, de Jean Mauriac de l'A.F.P. Mais le téléphone a fonctionné entre les secteurs et Alger. En outre, la presse parisienne dont on vient de me faire le compte rendu a la même réaction. » A la lecture des dépêches de l'A.F.P. les journaux parisiens avaient développé le thème : « Tournée de charme auprès de l'armée, qui voit sa mission confirmée sur le plan militaire. Mais elle peut traduire une équivoque quant à la fin de cette mission. »

Le Général, décidément furieux, avait lâché :

« Et la censure, alors ! Faites-la fonctionner. »

À Paris le malaise était grand. Voilà que cette « tournée des popotes » balayait l'espoir d'une paix prochaine suscitée par le discours du 16 septembre et la ferme allocution du 29 janvier. À l'Élysée, Bernard Tricot, l'éminence grise du Général pour les affaires algériennes, calmait au téléphone les rédacteurs en chef des principaux journaux. Il expliquait que les interlocuteurs du Général, lors de ces « conversations privées non destinées au public », ne s'étaient pas rendu compte que ce qui était naturel dans un cadre militaire pouvait être interprété différemment sur le plan politique. Les dépêches de l'A.F.P. avaient peut-être été « imprudentes »…

« Ne vous laissez pas aller à des réactions rapides, conseillait Tricot, vous verrez... bientôt. »

Le mercredi 5 mars, c'était tout vu. Lors de l'ultime « conversation » au poste des Azziz, dans l'Algérois, le général De Gaulle déclara :

« Il n'est pas question de rétablir le système d'avant. Mais l'indépendance est aussi impossible. Ce serait une sottise, une monstruosité. Ce seront les Algériens qui décideront. Je crois qu'ils diront : une Algérie algérienne, liée à la France. »

Le terrain tâté, le mot tant redouté était lâché : « Algérie algérienne ». ! L'assistance était stupéfaite. La douche froide après les bonnes paroles des jours précédents ! Pour Delouvrier, tout redevenait clair. De Gaulle « rectifiait le tir ». Il suffisait dès lors de

remettre bout à bout les bribes de phrases prononcées en trois jours pour retrouver le sens d'une politique apparemment obscure mais suivie. L'armée ne devait pas subir de Dien Bien Phu. L'autodétermination et l'indépendance devaient apparaître comme données et comprises par le peuple français mais non imposées par la défaite militaire. La France acceptait par sagesse et non sous la contrainte. De Gaulle demandait à l'armée de poursuivre sa mission. On l'avait chargée de garder l'Algérie française et on arrivait maintenant à une indépendance inéluctable. Bien sûr, le jeu était difficile, mais il fallait le gagner, l'armée devait poursuivre sa mission mais ne plus l'assaisonner de discours politiques. La francisation était écartée. L'Algérie algérienne du poste des Azziz était la suite logique de l'autodétermination du 16 septembre. Non, De Gaulle n'avait pas changé de politique. Il avait simplement pris son temps pour l'exposer faute de l'expliquer !

Sur l'heure, Challe n'avait pas compris ce qui semblait si clair à Delouvrier, plus rompu aux subtilités politiques du Général. Il était furieux. Quelques heures auparavant, De Gaulle lui avait annoncé qu'il lui avait trouvé « quelque chose de très bien ».

« La plus belle place qu'on puisse donner à un général français, avait-il dit. Challe, j'ai décidé que vous serez commandant en chef du Centre Europe dans le cadre de l'O.T.A.N. »

Le commandement le plus important de l'O.T.A.N. ! Encore mieux que la place du général Ely ! Mais Challe voulait rester en Algérie. Quelques mois de sursis. Le temps de vaincre. À l'aérodrome d'Oran, le président de la République attira Challe et Delouvrier à l'écart. Son verdict tomba comme un couperet.

« Challe, vous ne resterez plus longtemps. J'ai besoin de vous à l'O.T.A.N.

— Oui, mon général, mais laissez-moi finir ici.

— C'est fini.

— Non, ce n'est pas fini.

— Vous partirez en avril.

— Bien, mon général. »

C'était décidé. Challe ne gagnerait pas SA guerre. Il était désespéré.

Sans ajouter un mot à son commandant en chef, déjà remplacé dans son esprit, le général se tourna vers Delouvrier.

« Quant à vous, monsieur, vous êtes là pour longtemps. »

De la « semaine des barricades », de l'opposition tragique d'Alger à Paris, des officiers en colère, des mutations, de la rogne de De Gaulle, de sa tournée et de ses déclarations apparemment contradictoires, les dirigeants du F.L.N. n'avaient retenu qu'une chose : la division s'était introduite chez l'adversaire.

Ben Khedda me dira plus tard : « La masse des Européens, qui jusque-là était unie, commençait à se diviser. Pour nous c'était encourageant de voir un fossé se creuser entre les pieds-noirs et les Français de France. Jusque-là, les Européens d'Algérie avaient entraîné la métropole. C'en était fini. Ce changement était pour nous d'importance. Mais sans plus. »

D'autant que le G.P.R.A. et la direction militaire de la révolution venaient d'être secoués par la crise la plus grave depuis l'assassinat d'Abane par ses pairs. Une fois de plus, l'opposition entre les musulmans de l'intérieur et les « ministres » de l'extérieur

avait été à la base d'un conflit qui avait failli tourner à la catastrophe.

L'année 1959, qui aurait dû voir le renforcement de l'autorité politique du G.P.R.A., n'avait fait que consacrer les divergences d'opinions entre civils et militaires, hommes de l'intérieur et « révolutionnaires » de l'extérieur, représentants des diverses anciennes fractions politiques — ex-U.D.M.A. et ex-centralistes de Ben Khedda. Un beau coup tordu, bien compliqué, plein de *chikayas*, de complots, d'alliances temporaires entre tendances hier ennemies, se préparait avec la bénédiction de chacun. C'était la crise. Provoquée au départ par la réussite du plan Challe. Les commandants et colonels de l'intérieur, qui venaient de subir tout au long de l'année les effets dramatiques du «rouleau compresseur » du commandant en chef français, n'avaient pas eu de mots assez durs pour ces « révolutionnaires de palace » qui tranquillement installés à Tunis ou au Caire étaient incapables de leur faire parvenir finances et armements indispensables à la poursuite de la guerre et au redressement du moral. Profitant de cette avalanche de critiques à l'égard du G.P.R.A., les 3 B — Boussouf, Ben Tobbal et Belkacem Krim — avaient décidé de frapper un grand coup en provoquant une réunion de tous les colonels de l'intérieur. Ceux-ci balayeraient les « politique » et donneraient une apparence « légale » a leurs pouvoirs déjà immenses. Ainsi les 3 B prendraient officiellement la tête de la révolution !

En accumulant les accusations contre Ferhat Abbas — dont on se demandait à quoi il servait —, contre Mahmoud Chérif — colonel pourtant mais venant de l'armée française —, entretenant un climat d'intrigues multiples et enchevêtrées, le « Chinois » Ben Tobbal, l'énigmatique Boussouf, au regard blessé perpétuellement dissimulé derrière des verres fumés, et Krim le Kabyle de la montagne cachant derrière des rondeurs bonhommes un caractère implacable, liés entre eux, et malgré eux, par le souvenir de l'ami assassiné — le cadavre pourrissant d'Abane Ramdane était difficile à oublier — étaient partis à l'assaut du pouvoir.

Répondant aux « mises en garde » des chefs de l'intérieur responsables de wilaya, les 3 B les avaient convoqués à Tunis pour évoquer et régler avec eux les problèmes concernant toutes les régions d'Algérie. On se souvient que c'est en venant exiger des comptes aux membres du G.P.R.A. qu'Amirouche et Si Haouès avaient trouvé la mort lors d'un accrochage avec les troupes françaises[10]. Prévoyant qu'ils n'auraient pas toujours la même « chance » et devançant les accusations dont ils pourraient faire l'objet, les 3 B avaient eux-mêmes provoqué en octobre 1959 la réunion des dix colonels qu'ils entendaient bien contrôler.

Hadj Lakhdar représentait l'Aurès (wilaya 1), Ali Kafi le Constantinois (wilaya 2), Mohammedi Saïd et « Si Saïd » Yazourène la Kabylie (wilaya 3), le colonel Sadek l'Algérois (wilaya 4), Lotfi et Houari Boumediene I'Oranie (wilaya 5). Une surprise les attendait, Boussouf, Krim Belkacem et Ben Tobbal avaient « débarqué » Ferhat Abbas qui s'était « retiré en laissant le pouvoir au collège des dix colonels sous la haute direction de Ben Tobbal, Boussouf et Krim Belkacem ! » Le G.P.R.A. était contesté. Plus de G.P.R.A. ! Aux dix d'en former un nouveau !

Leurs objectifs principaux étaient de définir une stratégie de guerre, de désigner un nouveau Conseil national de la révolution algérienne (C.N.R.A.) et enfin — et surtout — de désigner une équipe gouvernementale révolutionnaire capable de donner satisfaction à l'intérieur. Ça n'allait pas être facile ! La réunion des Dix s'ouvrait pour quatre-vingt-dix-

neuf jours ! Trois mois sans G.P.R.A. L'information était de taille et pourtant resterait secrète. Aujourd'hui encore rares sont ceux qui la connaissent.

La conférence se tint rue Parmentier à Tunis, dans les locaux du M.A.L.G. (ministère de l'Armement et des Liaisons générales), fief de Boussouf.

Tant qu'il s'agit d'énumérer les aspects positifs et négatifs de la gestion du G.P.R.A., tant qu'il ne fut question que des mesures d'approvisionnement de telle ou telle wilaya, tant qu'on passa en revue l'action de chacun des colonels, le travail avança à grands pas. Et puis on aborda le point crucial : la direction et la composition du Comité révolutionnaire qui devait remplacer le G.P.R.A. et le choix des membres d'un nouveau C.N.R.A. faisant table rase des compromissions politiques et des dosages de tendances. Ce comité devait marquer le retour d'une équipe restreinte comme aux beaux jours du C.C.E., quatre ou cinq personnes qui se soucieraient avant tout de la guerre sur le terrain. Krim, ministre de la Défense du précédent G.P.R.A., se voyait déjà coordonnateur général. C'était compter sans Boussouf qui, suivi de Boumediene, sa créature, et de son ami Ben Tobbal, provoqua le blocage de la discussion. Oh ! très discrètement. Presque sans le montrer. Les trois hommes se contentèrent de n'être jamais d'accord sur le nom du « patron ». Et cela dura près de dix semaines ! Dix semaines de luttes sourdes pour le pouvoir. Dix semaines d'intrigues, d'apartés, d'alliances provisoires dans une ambiance de plus en plus lourde.

Le régionalisme fit à nouveau son apparition divisant les dix participants en deux groupes opposés : les Nord-Constantinois réunissant autour de Boussouf : Boumediene, Ali Kafi et Ben Tobbal ainsi que le colonel Lotfi, successeur de Boussouf à la wilaya 5, et les Kabyles groupant autour de Krim : Mohammedi Saïd, Sadek, Si Saïd Yazourène rejoints par le Chaouïa Hadj Lakhdar. Chacun restait ferme sur ses positions. C'était l'impasse. La démonstration tragique de l'impossibilité de ces hommes responsables des combats sur le terrain de s'entendre pour établir un gouvernement digne de ce nom ! On en arrivait à ce paradoxe : les colonels qui avaient tout fait pour éliminer les « politiques » passaient leur temps en discussions « privées » avec ces mêmes politiques qui tentaient de « replacer » leurs cartes ! Conversations de couloirs, discussions passionnées dans les chambres de chacun des militants. À nouveau on faisait miroiter des projets d'alliance. Dans la fumée bleue des cigarettes chacun montait son petit mirage personnel. Après avoir tant insulté les « révolutionnaires de palace », les colonels se prenaient au jeu politique et se souciaient bien peu de leurs wilayas respectives. D'autres chefs les avaient remplacés sur le terrain. À eux de se débrouiller face au plan Challe. Chacun son tour !

Krim, ulcéré du lâchage des deux autres B — Ben Tobbal et Boussouf — et inquiet de la tournure que prenait cette réunion, décida de brusquer les choses.

« Vous avez manifesté votre mécontentement contre le G.P.R.A., dit-il à ses collègues, contre Abbas, contre Mahmoud Chérif, et vous n'êtes même pas capables de désigner un organisme de direction. C'est l'échec. On tourne en rond sans avancer d'un pouce. Alors je me retire... » -

Les colonels le regardèrent, extraordinairement attentifs. Ils attendaient la menace. Krim n'était pas un Abbas quelconque qui se retire sans combattre. Elle ne tarda pas.

« Je me retire, poursuivit Krim, avant de prendre les mesures qui s'imposent. Vous avez une semaine pour regagner vos postes à l'intérieur ou pour prendre une décision.

Formez au moins un C.N.R.A. qui élira un nouveau gouvernement ! Sinon j'agirai en tant que ministre de la Défense ayant reçu du gouvernement la responsabilité de la conduite de la guerre. »

Sans ajouter un mot, Krim ramassa ses papiers et sortit. Le lendemain, il avait quitté Tunis pour se « reposer » à Carthage non sans avoir auparavant rappelé impérativement à toutes les unités de l'A.L.N. qu'il était seul habilité à leur transmettre des ordres. Que diable, il était encore ministre de. la Guerre ! Même s'il avait contribué à l'élimination du G.P.R.A. !

Et le petit ballet recommença. Les cinq Nord-Constantinois se réunirent au Maroc, à Oujda, pour préparer une nouvelle liste de membres du C.N.R.A. L'opération qui devait leur donner la haute main sur l'armée avait échoué. Krim était un gros morceau à avaler. Il fallait abandonner l'offensive, on la reprendrait plus tard, d'une autre manière. Au C.N.R.A., par exemple. Encore fallait-il le désigner ! De retour à Tunis le groupe envoya Boumediene à Carthage. Il y retrouva Ben Khedda, Dahlab, Omar Oussedik, tous les « politiques », qui eux aussi avaient établi une liste de « possibles » pour le C.N.R.A. Avec une délégation de Kabyles, menés par Ouamrane, ils tentèrent de « raisonner » Krim.

« Tu dois revenir. Tu dois reprendre ta place à la réunion... On va bien arriver à s'entendre sur les noms des membres du C.N.R.A. Et ensuite le conseil décidera d'un nouveau gouvernement. » Boumediene, mandaté par ses compagnons Ben Tobbal, Boussouf, Ali Kafi et Lotfi, ajouta sa voix au concert des « supplications ». Enfin, Krim céda.

« Pour la sauvegarde de l'unité et dans l'intérêt de la lutte », déclara-t-il, impérial.

La réunion des Dix reprit et au 99e jour on se mit enfin d'accord sur la composition du C.N.R.A. ! Chacun des membres était désigné par cooptation. Tous les membres des comités de wilaya en faisaient automatiquement partie. En outre, les-Dix étaient convenus que le C.N.R.A. comporterait deux tiers d'éléments de l'intérieur et un tiers de « politiques » de l'extérieur. On donnait à nouveau la prédominance à l'intérieur. Le 3e C.N.R.A. pouvait enfin s'ouvrir.

Krim Belkacem s'épongea. Il était épuisé. La bouche amère. Devant lui, le cendrier débordait de Marlboro, ses cigarettes préférées. Dans la salle blanche de l'Assemblée régionale à Tripoli les membres du nouveau C.N.R.A. avaient les yeux fixés sur lui. Depuis trois jours il répondait à un feu roulant de questions dont l'enchaînement et parfois la violence donnaient aux débats l'apparence d'un procès. Malgré sa fatigue, Krim sourit intérieurement. Les deux journées précédentes avaient été consacrées aux questions concernant les effectifs, les finances, les chiffres en général. Et il avait réponse à tout. Son directeur de cabinet, le commandant Idir — ancien officier de l'armée française —, lui passait, telle une machine bien réglée, le dossier correspondant à la question ou bien griffonnait sur un petit bloc les éléments techniques de la réponse. Krim était décidé à se battre pied à pied. C'était clair, « ils » voulaient le démolir ! Le groupe Boussouf, Ben Tobbal, Boumediene avait envoyé ses hommes à la curée. Lorsque Menjli et Kaïd Ahmed, que l'on appelait volontiers le « commandant Slimane », avaient élevé la voix en posant des questions en forme d'accusation, Krim avait lui aussi élevé le ton de ses

réponses pour bien montrer qu'il n'était nullement impressionné. Aux autres questions le chef kabyle répondait calmement, prenant son temps. Voyant certains des membres — et non des moindres — se passer des papiers pour concerter leurs attaques, Krim avait senti une bouffée de cette vieille énergie combative, forgée depuis 1947 dans les maquis kabyles, l'envahir et dans le même instant le conforter. C'était tout de même plus dur qu'à Yakouren ou à Fort-National car, à Tripoli, l'adversaire était le frère d'hier, le compagnon des débuts de la révolution...

Dès l'ouverture du C.N.R.A. le 13 décembre — comme Abbas était « président sans être président » puisqu'il avait été déposé avant la réunion des Dix — les membres du C.N.R.A. avaient décidé, faute d'entendre le rapport du président, de demander à chaque ministre de répondre de sa gestion. Contre Mohammedi Saïd, contre Mahmoud Chérif, les attaques avaient été violentes surtout de la part de Menjli, brillant militaire qui se révélait l'accusateur sur lequel Boussouf, Ben Tobbal et Boumediene comptaient tout en restant pour leur part immobiles et silencieux.

Mahmoud Chérif, ministre de l'Armement du précédent G.P.R.A., n'avait pas assisté aux débuts des débats car avec Ferhat Abbas, Mehri, Ahmed Francis, Toufik El-Madani et le Dr Lamine il avait décidé de ne faire partie ni du nouveau C.N.R.A. ni du G.P.R.A. qui en sortirait. Puis Abbas, exploitant en vieux renard de la politique le différend qui séparait visiblement le clan Boussouf-Ben Tobbal de celui de Krim, avait fait des pieds et des mains pour se remettre en selle. Il avait alors rappelé Mahmoud Chérif qui continuait à faire la sourde oreille. Lamine Khene, jeune secrétaire d'État protégé de Ben Tobbal, lui avait même rendu visite :

« Je tiens à te dire, Chérif, que l'équipe qui va sortir de ce chaudron sera une équipe branlante. Vas-y et tu vas l'abattre. »

Le 3 janvier, Mahmoud Chérif, très remonté, était arrivé au palais législatif de Tripolitaine et avait exigé d'être immédiatement entendu. Ferhat Abbas, qui venait d'être critiqué par Ben Khedda — tenant de la publication d'un programme précis des aspirations socialistes et neutralistes de la révolution algérienne et considéré comme « gauchiste » —, refusa la parole à Mahmoud Chérif.

« L'ordre du jour ne le permet pas, précisa-t-il.

— Ou je suis entendu ce matin ou je repars tout de suite. »

Mahmoud Chérif était dans un état d'exaltation extraordinaire. Ah ! on lui reprochait de mal gérer les finances qu'on lui avait confiées pour les achats d'armes — alors qu'en réalité on lui reprochait d'avoir servi un temps dans l'armée française[11] — eh bien, ils allaient en recevoir pour leur grade ! Il cria si fort que Ferhat Abbas, résigné, lui donna la parole ! C'était la vraie pétaudière.

Mahmoud Chérif rendit ses comptes, exhiba les reçus concernant les achats de dizaines de milliers d'armes, de centaines de millions de cartouches.

« Ces armes, je les ai données à Krim. Qu'en a-t-il fait ? hurla-t-il.

— Bien sûr, je les ai reçues, se rebiffa Krim, mais nous avons des difficultés d'acheminement.

— Et ce n'est pas tout. »

Remonté, l'ancien chef de la wilaya de l'Aurès lança des centaines de millions en forme d'accusation aux visages des anciens ministres : « Et Mohammedi Saïd, qui a reçu 400 millions pour l'intérieur, les a dépensés pour l'armée des frontières. Ce n'était pas

leur destination. Et Krim, qui ne se souvient plus de 170 millions que je lui ai donnés ! Et Boussouf, qui a encaissé 150 millions pour l'achat de postes radio dont l'A.L.N. n'a jamais été dotée. Et Ben Tobbal, qui est incapable de justifier l'utilisation de 100 millions de francs suisses ! »

C'était un véritable carnage. Après ce feu d'artifice, Mahmoud Chérif, se sachant éliminé d'office du C.N.R.A., prit les devants :

« Je constate qu'il y a ici des bandits et des assassins. Je m'en vais. »

À sa sortie de la salle, dans un silence de mort, Boumediene se leva et l'embrassa ostensiblement.

« Bravo pour ton courage », dit-il à voix haute.

C'était la première fois qu'on l'entendait ! Mahmoud Chérif venait de faciliter la tâche de son groupe en lâchant quelques bonnes grosses accusations qui faisaient bien l'affaire du jeune colonel puritain et ascétique. L'ancien ministre de l'Armement avait procédé lui-même à son élimination du G.P.R.A. et allait au-devant de bien des déceptions. Son rôle officiel dans la révolution était désormais terminé. On lui proposera plus tard un poste d'ambassadeur en Chine. Mais jamais plus on ne demandera quelque chose d'important à cet « accident de la révolution ». On n'oubliera jamais qu'il avait, pendant quelques années de sa vie, porté l'uniforme français !

C'était également l'un des grands reproches formulés à l'encontre de Krim, ministre de la Défense. Comment lui, le vieux maquisard, avait-il toléré dans les rangs de la glorieuse A.L.N. des officiers qui avaient servi sous le drapeau français ? Krim se dressa.

« Vous me reprochez les Chabou, les Zerguini, les Slimane Hoffmann. Vous me reprochez Idir, mon directeur de cabinet. Eh bien, moi, je vais vous répondre. J'ai pris le commandant Idir avec moi parce qu'il m'est d'une plus grande utilité qu'un colonel illettré venant du bled, si courageux soit-il. Quant à cette armée des frontières dont Mohammedi Saïd et Houari Boumediene sont si fiers — à juste titre — qui croyez-vous qui l'ait formée ? Ces officiers « français », comme vous dites. Des unités disparates, sans aucune formation, sont sorties de leurs stages bien entraînées, prêtes au combat. Les résultats sont là. Nous disposons d'une véritable force de frappe. Et puis je vais vous dire une bonne chose, je préfère avoir employé des officiers algériens même s'ils venaient de l'armée française, plutôt que des étrangers venant de l'est ou de l'ouest. À vous de juger si vous pensez autrement. »

Krim avait marqué des points : en trois jours il avait répondu à cent vingt questions alors que les autres ministres n'avaient eu à faire face qu'à quinze ou vingt questions. Le chef kabyle s'était honorablement tiré du piège.

Il restait maintenant au C.N.R.A. à mettre au point le futur programme militaire, établir la direction politique qu'on entendait suivre et surtout nommer les membres du nouveau G.P.R.A. Trois commissions devaient dégrossir les problèmes militaires, politiques et diplomatiques. En outre une quatrième commission consultative devait entendre *tous* les membres du C.N.R.A. pour leur demander quel homme ils voyaient à la tête du nouveau gouvernement et quels ministres devraient l'entourer. L'importance de cette commission était considérable. Sa composition donna lieu à une série de marchandages, de chuchoteries, de complots de couloirs, de tractations de chambre à chambre dans l'enceinte de l'Albergo del Mehari, le bel hôtel du front de mer, construit à l'époque de

Mussolini, haut lieu de la diplomatie secrète du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. C'est là que les services spéciaux français avaient essayé en vain de faire assassiner Ben Bella en 1956. Trois membres devaient composer cette commission consultative. Les membres du C.N.R.A. se mirent d'accord sur les noms des deux chefs d'état-major celui de l'Est, Mohammedi Saïd, et celui de l'Ouest, Houari Boumediene. Aux deux militaires s'ajoutait la présence d'un « sage » politique : Saad Dahlab. Subtile combinaison. Les trois membres commencèrent leurs consultations. Comme tous les membres du C.N.R.A., Krim Belkacem fut appelé à donner son avis sur l'équipe qu'il voulait voir accéder au pouvoir. Le ministre de la Défense exposa ses vues :

« Au cours, de notre réunion des Dix on a critiqué le G.P.R.A. tel qu'il était constitué depuis septembre 1958. On a préféré une équipe de guerre réduite à quelques hommes. Une équipe dont certains des membres peuvent rentrer à l'intérieur. Il faut donc choisir des hommes capables de mener et de continuer la guerre.

— Qui vois-tu ?

— Les plus valables ! »

C'était le jeu du chat et de la souris. Krim sentit que tout allait se jouer au sein de cette commission lorsque Boumediene, impassible, les yeux mi-clos à son habitude, lui dit d'une voix calme, trop calme :

« Que penses-tu de, la formule d'un chef d'état-major général des armées et de la création au sein du gouvernement d'un comité interministériel de guerre qui remplacerait le ministre de la Défense et qui contrôlerait le chef d'état-major général ? »

Au moine c'était clair ! On ne pouvait mieux expliquer à Krim qu'il ne faisait plus l'affaire à la tête du ministère de la Défense. Il se rebiffa :

« Je ne vois pas ce comité aller s'occuper de la guerre. Et on ne la dirige pas de l'extérieur !

— Il y aura le chef d'état-major, dit Mohammedi Saki.

— Mais il ne va pas à l'intérieur », répondit Krim en le regardant bien en face. Depuis qu'il était chef d'état-major de l'Est, l'ancien compagnon du chef kabyle n'avait jamais franchi la frontière ! Il était loin le temps du maquis et des embuscades de nuit ! Boumediene intervint.

« Il ira, s'il le juge utile.

— Et qui voyez-vous comme chef d'état-major général ? interrogea Krim.

— Le C.N.R.A. choisira. »

Avant de se retirer Krim fit les plus expresses réserves sur cette formule. Quelques heures plus tard, après consultation de tous les membres du C.N.R.A., la commission lui demanda de revenir sur sa position. Cette fois, c'est Dahlab qui entreprit de le convaincre.

« Voilà, annonça-t-il, nous nous sommes déjà mis d'accord sur le nom du président du futur G.P.R.A. : Ferhat Abbas. »

Krim bondit de son fauteuil.

« Abbas qui a été déposé ! explosa-t-il. C'est le comble. Alors pourquoi l'avoir déposé avant la session des Dix ? Pourquoi ne pas l'avoir entendu au C.N.R.A. ? Pourquoi n'a-t-il pas été responsable de la politique du G.P.R.A. devant nous tous ? S'agit-il d'une potiche ou d'un parapluie ?

— Écoute, Krim, calme-toi. »

Dahlab s'était fait conciliant tandis que Boumediene, les mains jointes, droit dans son fauteuil, restait silencieux et énigmatique. « Toi, tu attends ton heure », pensa Krim. Il ne pouvait se douter qu'elle était si proche.

« Voilà, continua Dahlab, à notre avis, Abbas fait l'affaire. Car on a éliminé les anciens U.D.M.A. dont il avait trop tendance à s'entourer. Mahmoud Chérif et le Dr Lamine quittent le gouvernement. Alors on peut bien garder Abbas. Si ce n'est pas lui, qui mettre à sa place ? Il nous faut une direction politique modérée dans l'éventualité d'une négociation avec la France. Même Ben Khedda n'y est pas opposé. »

Ben Khedda, à qui son voyage en Chine avait fait la réputation d'un dur, avait fortement critiqué l'ancien G.P.R.A. mais — contrairement à ce qu'on dira ensuite — ne s'était pas opposé à Ferhat Abbas lors des tractations de l'Albergo del Mehari. Il avait simplement critiqué l'embourgeoisement qui à son avis guettait tous les dirigeants.

« De l'extérieur, avait-il expliqué, on ne se rend pas bien compte de ce qui se passe à l'intérieur. On devrait créer une direction à l'intérieur. »

Kaïd Ahmed l'avait contré sur ce point : « Il est impossible de diriger la révolution de l'intérieur. » Et le « commandant Slimane », énorme et convaincant, avait expliqué la position du groupe Boussouf-Ben Tobbal : enlever à Krim la responsabilité de la conduite de la guerre et la donner au chef d'état-major général supervisé par un comité interministériel de la guerre. Solution qui ne déplaisait pas au pharmacien de Blida. En effet il partageait le sentiment de la majorité du C.N.R.A. Krim n'avait pas su mener son armée. C'était un vieux baroudeur, un maquisard sincère, mais la liste des griefs établis contre lui était trop longue. Sous sa direction, les armes ne passaient pas, le régionalisme florissait dans l'A.L.N., aux frontières, les djounoud se groupaient en wilayas au lieu de former une armée unie, ils manquaient de commandement et de cadres. Là encore Mohammedi Saïd avait eu une influence catastrophique. En l'absence de toute directive, l'armée de l'Est vivait dans une joyeuse anarchie. Il fallait mettre de l'ordre dans tout cela. Ben Khedda avait approuvé les critiques. Et laissé agir le groupe Boussouf-Ben Tobbal « pour le mieux ». Il se retirait du G.P.R.A. sans bruit, prétextant des ennuis de santé. Il laissait entendre qu'il reprendrait volontiers son bâton de pèlerin pour convaincre, par exemple, les pays d'Amérique du Sud du bien-fondé de la révolution algérienne. Ben Khedda, avec sagesse, se mettait en réserve du G.P.R.A. !

« Tu es un beau parleur, répondit Krim à Saad Dahlab, tu as des arguments mais tu peux me raconter tout ce que tu voudras, tu ne parviendras pas à me convaincre. »

Et Krim n'était pas au bout de sa surprise ! Dahlab reprit :

« Je t'assure, notre solution est la bonne : Abbas, président, Mohammedi Saïd, ministre. »

Krim sursauta. Il se tourna vers son vieux compagnon qui, le torse puissant enfoncé dans un fauteuil, n'avait jusque-là pas pipé mot.

« Et toi, tu acceptes ?

— Et pourquoi pas ? Je ne suis peut-être pas ministrable ! »

L'imbécile ! Krim coula un regard vers Boumediene. Pas un frémissement sur le visage. Rien que ses yeux mi-clos, le menton appuyé sur les mains jointes, impassible. Ah ! le groupe avait bien monté son affaire. Pour Krim tout était clair. Il avait espéré jusque-là présenter Mohammedi Salit comme chef d'état-major général, le poste lui revenait, étant plus ancien en grade que Boumediene. Mais cette grosse outre gonflée de

prétention acceptant d'être ministre — et sans portefeuille encore — le poste ne pouvait échapper à Boumediene. Ce que Dahlab confirmait « dans la foulée ».

« Le poste de chef d'état-major général de l'armée revient au frère Boumediene qui sera supervisé et contrôlé par le comité interministériel de guerre composé de Boussouf, Ben Tobbal et, si tu acceptes, de toi, Krim. En outre, les membres du C.N.R.A. sont d'accord pour te donner le portefeuille des Affaires étrangères. »

Krim restait l'un des membres les plus importants du G.P.R.A. mais il n'entendait pas « se rendre » sans un baroud d'honneur.

« Messieurs, répondit-il, c'est comme si vous preniez un coiffeur alors que vous avez besoin d'un dentiste. Je suis un fils du peuple, maquisard, militant de base et d'un coup, vous me projetez sur la scène internationale. Je devrai discuter avec des chefs d'État et la diplomatie n'est pas mon rayon. Merci pour la considération mais je refuse tout en bloc. Je ne veux ni d'Abbas comme président ni de Mohammedi Saïd comme ministre d'État, ni de Krim comme ministre des Affaires étrangères. »

Laisser l'armée aux mains de Boumediene c'en était trop pour Krim. Dahlab se fit conciliant.

« Comme membre du Comité interministériel de guerre tu auras un droit de regard sur l'armée.

— Et comment veux-tu que j'assume des responsabilités militaires si, comme ministre des Affaires étrangères, je suis à New York, Pékin ou Moscou ? Comment veux-tu ainsi diriger la guerre ?

— Mais il y aura le chef d'état-major général et tu pourras lui donner tes directives.

— Je refuse. »

C'était à nouveau la crise. Pendant une semaine le C.N.R.A. fut bloqué par le refus de Krim. L'ancien ministre s'était retiré dans sa chambre. Il boudait. Tour à tour, les membres de l'ancien G.P.R.A., le bureau du C.N.R.A., des proches faisaient le siège du chef kabyle inflexible. Mohammedi Saïd s'était entendu reprocher son attitude.

« Je t'ai expliqué toute la manœuvre, disait Krim, excédé, et tu ne veux pas comprendre que ce poste de ministre d'État est une voie de garage. Tu préfères de bons biftecks à Tunis que le bordel de la frontière, avoue donc ! »

L'ancien agent des services spéciaux allemands s'était retiré, ulcéré, drapé dans sa dignité. Et fâché avec Krim.

À Dahlab, qu'il avait surnommé « la Pie qui chante », l'ancien ministre avait expliqué les ressorts du « complot ». Dahlab les connaissait aussi bien que lui, mais en tant que « politique » — ayant fait les frais jusque-là des critiques acerbes des « militaires » — il ne tenait pas à s'opposer à une coalition de poids : Bousouf-Ben Tobbal-Boumediene. C'était trop pour lui. D'autant que si le G.P.R.A. se créait il était assuré d'un poste de secrétaire général aux Affaires étrangères!

Même Boumediene se dérangea.

« Krim, assura-t-il, rejoins-nous. Il n'y aura pas de G.P.R.A. sans toi. »

Il fallait se décider, le 3e C.N.R.A. durait depuis un mois ! La presse internationale ironisait sur les « compagnons de la délibération »... Et en Algérie les hommes de l'A.L.N. aux prises avec « Pierres-Précieuses » tombaient chaque jour plus nombreux. Krim accepta de siéger à nouveau. Il fallait à tout prix sortir de l'impasse. La commission consultative, à laquelle Mehri, Ben Tobbal et Boussouf ajoutèrent leurs voix, pria Krim

de revenir sur sa décision. La séance tournait au drame. Le chef kabyle réglait ses comptes. Se tournant vers Ferhat Abbas, il lui dit :

« Dis donc, toi, je te respecte, je t'aime, mais reconnais donc que tu es incapable de dire à Boussouf qu'il a tort quand il a tort. Que tu es incapable de dire la même chose à Krim. Tu donnes toujours raison à tout le monde. Tu es bien fait, tu as les compétences voulues pour être président dans un pays en paix. Alors ce sera pour plus tard, après l'indépendance. Et pas dans tin pays en lutte ! À 9 heures tu es couché... »

Un éclat de Tire salua la dernière remarque. Abbas tassé sur sa chaise « faisait la gueule ». Mohammedi Saïd se dressa somme un ressort. Sur un ton extrêmement aigu il commença d'invoquer théâtralement les morts, les martyrs, le sang versé, psalmodiant puis criant, hurlant... « Ça y est, pensa Krim, c'est sa crise qui le prend. C'est le rocher qui parle... ».

« Je vous demande de, ne pas trahir ce pays, s'étranglait Mohammedi Saïd, je vous supplie de ne pas l'abandonner. » Krim l'interrompit sèchement :

« Il y a des gens ici — et c'est à toi, Mohammedi Saïd, que je parle — qui n'ont pas de leçon de patriotisme à me donner. Je ne suis pas un ministre « tombé du ciel » comme certains. Et c'est toujours à toi que je parle! Je suis un militant de base depuis des années. Je ne demande rien d'autre que de redevenir tel. Prenez vos responsabilités. Il y a des contradictions entre ce qu'on veut et ce qu'on fait. »

M'hamed Yazid, alors ministre de l'Information, me confiera plus tard : « Il y avait une grande contradiction dans la révolution algérienne : les raisons qu'avait, le peuple de se battre et de mourir tenaient en une page. On laissait croire que c'était le peuple qui commandait, alors qu'on favorisait l'éclosion de courants adverses. On laissait croire à chacun des chefs qu'il avait le potentiel nécessaire pour faire un numéro I. Alors ce n'étaient que palabres, combines, alliances, jalousie interne, lutte pour le pouvoir et l'autorité. Chacun s'appuyait sur X pour faire tomber Y. »

Au 33e jour du 3e C.N.R.A. Krim céda enfin. Dahlab, Omar Oussedik, Kaki Ahmed s'étaient succédé dans sa chambre.

« Tu luttes depuis si longtemps pour le pays, expliquèrent-ils. Tu dois venir avec nous. Le « monde international » nous regarde. On ne peut pas continuer sans toi. »

Si Krim persistait dans son refus et décidait de retourner à, l'intérieur, c'était la crise. Cette crise dont un an auparavant Abane Ramdane avait menacé ses frères... Krim accepta enfin la décision du C.N.RA.

« Plaçant l'intérêt du pays avant tout, déclara-t-il, je sacrifie ma personne. »

Le sacrifice était doux. Krim devenait ministre des Affaires étrangères et avait la liberté de choisir librement son équipe sans que le G.P.R.A. — qu'il contestait toujours — ait à s'en mêler. Le nouveau ministre s'entoura d'une équipe de très jeunes intellectuels : Bouattoura, vingt-sept ans, responsable du secteur Afrique-Asie, Hassan Aziz, vingt-huit ans, responsable de l'Europe et des U.S.A., Harbi, vingt-six ans, responsable des pays de l'Est ; Ksouri, le plus vieux, trente-cinq ans, responsable des questions arabes apprises à la Zitouna de Tunis et à la faculté d'El-Azhar du Caire. Saad Dahlab, secrétaire général du ministère, et Me Belhocine, ancien avocat d'Alger, adjoint de Dahlab et responsable du secteur Maghreb et des affaires générales, complétaient ce cabinet.

Krim prenait également place au sein du comité interministériel de guerre aux côtés de

Boussouf et de Ben Tobbal. Pour les maquis, c'était à nouveau les 3 B, plus unis et plus puissants que jamais, qui dirigeaient la guerre. La réalité était tout autre.

En nommant le colonel Houari Boumediene chef suprême des armées, les mentors du 3e C.N.R.A. de Tripoli venaient de prendre une décision historique essentielle pour la vie et l'avenir du pays. Ils étaient pourtant loin de s'en douter[12].

Pour prendre en main et réorganiser l'armée, Boumediene s'était donné jusqu'à l'été. En juin, l'affaire était pratiquement terminée. Il l'avait menée à sa manière : discrète mais sans faiblesse. En trois ans, ce jeune colonel de trente-cinq ans avait parcouru un chemin considérable sans faire beaucoup parler de lui. Le travail remarquable effectué à l'état-major de l'Ouest avait confirmé la confiance que Boussouf lui avait accordée[13]. Son esprit d'organisation, la réussite de ses missions, son comportement réfléchi et secret, son absence totale de vantardise, son apparent désintéressement de tous les honneurs, ses jugements mûrement pesés lui avaient valu — outre la confiance absolue de Boussouf — l'estime et le soutien de Ben Tobbal, lui-même très secret et agacé par la faconde des compagnons dont Krim s'entourait. Le ministre de l'Armement et celui de l'Intérieur allaient apporter leur concours sans réserve à ce brillant officier qui s'était promis de faire régner l'ordre et l'unité au sein des troupes anarchiques de l'armée des frontières. Le problème étant déjà réglé à la frontière marocaine qu'il venait de quitter, c'est à la bande tuniso-algérienne que Houari Boumediene s'attaqua dès le mois de janvier.

Il s'entoura tout d'abord de trois hommes de confiance Menjli — ancien membre du conseil de la wilaya 2 — qui s'occuperait des renseignements et liaisons, Kaïd Ahmed, son compagnon de la wilaya 5, chargé des questions politiques, et Azzedine[14], maquisard de la première heure, que ses succès militaires et l'aventure qu'il avait vécue dans l'Algérois avaient auréolé d'un prestige incomparable auprès des simples *moudjahidin*.

Boumediene savait choisir ses hommes. Ni Azzedine ni Kaïd Ahmed n'avaient l'envergure nécessaire pour avoir seulement l'idée de lui prendre sa place. Quant à Menjli, de loin le plus intelligent, le plus brillant, il suffirait de le tenir en main, et le jeune colonel s'y entendait.

Rétablir l'ordre sur la frontière était le premier et le plus pressant des objectifs. À l'exception du camp de Zitouna, où se trouvaient des hommes de la wilaya 3, et celui du sud, où quelques centaines de djounoud de la wilaya 4 séjournaient — camps bien tenus et disciplinés —, le reste des 12 000 hommes constituant l'armée des frontières vivait dans une complète anarchie à laquelle Mohammedi Saïd avait été bien incapable de mettre fin. On voyait les désertions se succéder au sein d'unités abandonnées à elles-mêmes. Plus grave encore, des « bandes perdues » se répandaient dans la nature, provoquant de multiples incidents avec la population et l'armée tunisiennes.

Boumediene confia le commandement unique de ces troupes au capitaine Moussa Mourad et, avec Azzedine, décida de faire un exemple pour imposer son autorité. Vingt officiers et soldats, des fortes têtes qui s'attaquaient aux Tunisiens lorsqu'ils descendaient en ville pour leurs beuveries habituelles, furent fusillés sur le front de leurs troupes. Puis il donna carte blanche à Azzedine et à Moussa Mourad pour faire régner une discipline de fer sur cette armée hétéroclite.

Dans un deuxième temps, cet organisateur-né sépara la zone frontière en deux parties :

la partie tunisienne, où s'implanterait et se développerait l'organisation logistique — intendance, hôpitaux, base de repos, réseau routier entre chaque camp —, et la partie algérienne, où se trouveraient les camps militaires proprement dits. Il la divisa en trois zones : la zone Nord confiée au capitaine Bensalem, la zone Sud (Souk-Ahras – Tébessa) commandée par Salah Souffi, et enfin une zone Extrême-Sud allant jusqu'à la Libye que détiendra plus tard Mahmoud Guénez.

Houart Boumediene compléta les structures internes de son état-major en créant cinq bureaux calqués sur ceux dés états-majors français :

Le 1er bureau : logistique et intendance, dirigé par le lieutenant Bouzada, sera rapidement rattaché au bureau technique (3e bureau).

Le 2e bureau : renseignement. Dirigé par le capitaine Moussa mais « chapeauté » par le commandant Stimane (Kaïd Ahmed). Il réunit dans des structures à part de très jeunes gens chargés des liaisons radio et des estafettes. Déjà, à l'ouest, Boumediene avait attaché une très grande importance à ce service créé en 1956 par Boussouf au Maroc[15].

Le 3e bureau, dit « bureau technique », chargé du rassemblement des éléments épars et des plans d'opération. Boumediene, qui savait utiliser les idées qu'il jugeait bonnes chez les autres, n'avait pas oublié la sortie de Krim sur les officiers « français ». C'est à ces hommes ayant une expérience toute fraîche des conceptions françaisés que le colonel Confia le 3e bureau doté d'une direction collective où se retrouvaient Boutela, Zerguini, Slimane Hoffmann et Chabou (qui deviendra en 1968 l'éminence grise du président Boumediene).

Le 4e bureau : effectifs et personnels, était dirigé par le jeune lieutenant Mohamed Chebila, tandis que le 5e bureau — presse-information-éducation — revenait au capitaine Ferhat.

C'est le commandant Menjli qui fut chargé de la direction générale de cet état-major dont le nouveau chef d'état-major général entendait faire, le principal instrument de sa politique.

Le colonel Boumediene, dont la lucidité était sans doute la qualité principale, ne se faisait aucune illusion sur la lutte qu'il pourrait mener à l'intérieur même de l'Algérie. Le plan Challe avait porté un coup mortel aux wilayas qui avaient reçu l'ordre d'éclater et de survivre comme elles pourraient. Plus de katibas, encore moins de faïleks (bataillons). Uniquement de petits groupes de quatre ou cinq hommes en civil, tenant le maquis pour maintenir une présence, cachant leurs armes, vivant terrés. Compte tenu des regroupements et des zones interdites, les populations déplacées ne pouvaient plus assurer les besoins de l'A.L.N. En outre aucune wilaya, même la plus proche de la frontière, n'avait les moyens, ni en hommes ni en armes, de faire face à l'offensive généralisée. Les ordres étaient donc de refuser le combat et de fuir devant l'ennemi en se repliant sur une autre wilaya. Appliquer la politique du vide. Ce que les nouveaux chefs de wilaya avaient admis tout en pestant à qui mieux contre ceux qui — au calme tunisien — les laissaient « lâchement » tomber. Cette attitude aura, lors des semaines qui suivront, des conséquences dramatiques.

De son P.C. de Ghardimaou, à dix kilomètres de la frontière, au calme de ses bureaux souterrains, retranchés comme une forteresse sous quelques mètres de terre et de béton, Boumediene, ayant donné une unité à une armée de 12 000 hommes qui — selon ses prévisions — ferait plus que doubler en quelques mois, prépara l'avenir. Pour l'heure, il

s'agissait de faire passer le barrage à de petits commandos de huit à dix hommes, profitant des orages et des intempéries qui déconnectaient le courant électrique des barbelés et balayaient les champs de mines. Le harcèlement en « piqûre d'épingle » gelait sur le barrage 80 000 soldats français, et c'était toujours ça de moins pour l'intérieur. Il fallait à tout prix les maintenir sur la frontière tunisienne pour permettre aux maquis de « souffler ». Les officiers du 3e bureau, selon la situation, montaient de petites opérations, faisaient exécuter des passages du barrage, et surtout veillaient à éviter les catastrophiques opérations de masse de 1958-59 où 80 p. 100 des djounoud laissaient leur peau entre les fils barbelés de la terrible ligne électrifiée. Il fallait au moins préserver le moral des troupes des frontières !

Mais Boumediene voyait plus loin. Bien plus loin. Conscient des faiblesses et des contradictions internes du G.P.R.A., témoin des marchandages auxquels ses membres se livraient sans vergogne, il imaginait l'avenir. Le moment où sonnerait l'heure des négociations, seule issue à cette guerre de libération qui ne pourrait jamais se gagner sur le terrain. C'est pour ce jour qu'il préparait l'armée des frontières. Une armée sur laquelle le futur chef de l'État algérien, quel qu'il soit, pourrait compter. Une armée sans laquelle le futur président — qu'il s'appelle Abbas, Ben Bella ou tout autre — ne POURRAIT gouverner.

Le sage et calme Houari Boumediene, le colonel froid technicien, était dans le secret de son âme un redoutable politique qui — lentement, à son habitude — construisait une carrière qu'il entendait mener au plus haut sommet.

À nouvelle orientation, nouvelle équipe. Puisque Delouvrier « est là pour longtemps », c'est pour faire avaler la politique que De Gaulle a décidée pour l'Algérie. Depuis 1959, le délégué générai a été un super-fonctionnaire du plan de Constantine, le cerveau bien fait de la technique financière, l'homme à qui le Général a confié la réalisation du plan généreux qui doit préparer l'éclosion de cadres musulmans et apporter une promotion considérable à cette masse jusque-là méprisée et étouffée sous le carcan du paternalisme colonial. « Faites tourner le plan, je m'occupe du reste », a été la seule directive du président de la République à son fidèle représentant en Algérie. Puis il y a eu l'autodétermination, les Barricades, les mutations, le « renouveau » Élyséen, l'« Algérie algérienne » qu'il va falloir faire passer. Alors Delouvrier doit sortir de la réserve jusque-là imposée par l'Élysée, il doit à son tour « faire de la politique ». Lorsque De Gaulle a lancé son « Algérie algérienne », Delouvrier a compris qu'il marquait ainsi une nouvelle étape dans l'évolution de sa politique. L'heure des négociations est donc arrivée. « Algérie algérienne » en est une bonne approche. Bien sûr, les activistes vont réagir. Mais pour l'heure ils sont encore assommés par le coup des Barricades. Il faut en profiter. Et cette fois expliquer plus clairement la politique parisienne. Les collaborateurs du délégué général trouvent que De Gaulle va un peu fort et surtout un peu vite. Qu'importe. On va en changer. D'abord Maffart s'en va. Le bon, le fidèle Maffart, le sérieux directeur des cabinets civil et militaire, a fait son temps. Il a été un collaborateur parfait tant que l'action politique était nulle ou presque. Désormais, il faut à Delouvrier un homme qui ait l'habitude de la politique et de l'Algérie, qui délaisse son bureau et ses dossiers pour « fourrer son pif » là où ça sent quelque chose. Un homme de contact, qui

pige, qui échange, qui drague le renseignement, qui l'extraie de tous les milieux et qui le ramène tout chaud au G.G. où l'on est coupé de tout et où l'on ne fait que jongler avec les abstractions, avec les chiffres, oubliant qu'ils sont hommes, souffrances, espoirs. Maffart regagnera la Cour des comptes, entouré de l'estime de tous, civils et militaires.

C'est un préfet qui va le remplacer : Jean Vaujour. Delouvrier sait qu'il sera pour lui un agent de contact et d'information de « première bourre ».

Jean Vaujour est familier de l'Algérie, il y a été directeur de la Sûreté au déclenchement de la rébellion en novembre 1954[16], alors que le gouverneur général était Roger Léonard et que Mendès-France était chef du gouvernement. Il a connu l'Algérie de papa, il a vu les abus, il a tiré la sonnette d'alarme. En vain. À Paris la IVe République était incapable d'imposer aux groupes de pression algérois les réformes indispensables. Il est donc parti, viré par Soustelle. Quatre ans plus tard, il est très loin de ces préoccupations dans son fauteuil de directeur général de la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs immigrés, mais il a suivi l'évolution d'un pays qui l'a profondément marqué dans sa carrière. En février, son ami Jean Poincaré, le plus proche collaborateur de Paul Delouvrier, est venu le voir. Avec franchise il lui a expliqué la situation :

« Delouvrier cherche un directeur de cabinet. Le gouvernement l'a chargé d'une mission nouvelle, plus politique, et surtout lui a donné — enfin — la haute main sur les militaires. Les Barricades auront au moins servi à ça ! Alors il voudrait trouver l'« oiseau rare » : un préfet qui connaisse l'Algérie, et qui, même s'il n'est pas totalement « accepté », n'effarouche pas trop les militaires qu'on va devoir prendre avec des pincettes. Maffart a été très bien mais il était trop homme de dossiers, Delouvrier voudrait un collaborateur tourné vers l'action, vers le contact ! Avec Jean Aubert et Max Moulins il a fait un « ample tour d'horizon » et il n'a trouvé que vous !

— Vous êtes bien bon. Mais je n'ai jamais vu M. Delouvrier et, en outre, j'ai l'impression d'avoir fait en Algérie ce que j'avais à y faire, à un moment crucial, alors ça suffit pour une vie !

— Bien sûr, ce ne sera pas de tout repos, mais réfléchissez. »

Vaujour a réfléchi, il s'est donné quinze jours de repos aux Douches, comptant sur l'immensité blanche et la sérénité du paysage pour l'aider à prendre une décision difficile. Au bout de huit jours Poincaré l'a rappelé. Vaujour a senti une certaine anxiété dans sa voix.

« Alors ?

— Alors, puisque Delouvrier et vous me le demandez, j'accepte. »

De retour à Paris, Vaujour a rencontré Delouvrier rue de Lille. Le délégué général lui a raconté *ses* Barricades, puis lui a posé la question essentielle : « Que pensez-vous de l'Algérie ? Comment la prendre après cette crise des Barricades ? »

Vaujour a parlé sans fard. Il est même allé au fond de sa pensée. Mieux vaut mettre cartes sur table avant de partir.

« Monsieur le délégué général, je suis convaincu que c'est une nouvelle époque qui commence pour l'Algérie. Ce sera une autre génération et une autre formule. Je crois profondément que l'Algérie française est dépassée dans sa formule brutale et réactionnaire, mais je crois que si nous avions le temps de préparer et de former en quelques années les hommes qui auront plus tard à diriger une Algérie autonome sinon

indépendante, ce serait une bonne solution. Pour être tout à fait franc je crois. même que ce serait la seule solution ! L'unique carte à jouer »

Delouvrier a paru soulagé.... et surpris d'entendre un ancien directeur de la Sûreté en Algérie lui tenir des propos qui, au lendemain des Barricades, ne sont pas très orthodoxes ! Vaujour est son homme. L'affaire se fait en quelques jours.

Et le 23 avril 1960, avec ses valises, ses dossiers, ses idées, avec sa femme et ses enfants — « Ou je viens avec ma femme et mes enfants ou je ne viens pas, a-t-il dit, il ne serait ni tolérable ni admissible que je laisse ma famille à l'abri, on en conclurait que le « nouveau » vient pour aider Delouvrier à liquider » — Jean Vaujour débarque à Maison-Blanche pour voir en bout de piste l'avion du général Challe décoller, l'emmenant, plein d'amertume, vers l'exil doté de l'O.T.A.N. À Alger c'est vraiment le grand chambardement.

Depuis que De Gaulle lui a signifié la fin de sa mission Challe a essayé de sauver les meubles. Qu'au moins son successeur mène à bien la mission qu'il aurait tant voulu remplir lui-même : l'écrasement total de la rébellion. Delouvrier, qui garde une profonde estime au commandant en chef et qui le voit partir avec regret, tente de lui rendre ce dernier service. Il sait que le général De Gaulle pense à Crépin pour la succession. Delouvrier va à Paris tenter de court-circuiter cette éventuelle nomination qu'il réprouve. Il est partisan de Gambiez, qui a fait ses preuves à Oran.

« Le travail majeur demandé au nouveau commandant en chef, explique-t-il à l'Élysée, est de reprendre l'armée en main. Et Crépin n'est pas fait pour cela. Il risque de ne pas avoir le doigté nécessaire tandis que Gambiez me paraît tout désigné pour appliquer une politique d'action psychologique indispensable à cette armée qui vient d'être privée de son 5e bureau[17]. »

Mais Delouvrier, qui connaît bien les réactions du président de la République, sent à son agacement qu'il a déjà pris sa décision. Ce sera Crépin. Alors le délégué général, qui sait à quel point Challe ressent sa nouvelle et brillante nomination comme un limogeage demande au général De Gaulle de lui donner le temps de faire des adieux « décents » à son armée d'Algérie.

« Le premier ministre veut qu'il rentre immédiatement », dit-il avec une nuance de reproche dans la voix.

Le Général est au courant d'un vif incident qui a opposé le 12 avril son premier ministre au commandant en chef. Michel Debré s'est déplacé spécialement à Alger pour remettre à Maurice Challe le grand cordon de la Légion d'honneur... et le prier fermement de regagner la métropole dans les quarante-huit heures. Challe, fou de rage, a refusé le grand cordon ! Une bienheureuse trombe d'eau noyant le terrain de Maison-Blanche a donné un motif plausible pour décommander la prise d'armes qui devait s'y dérouler. Au palais d'Eté, Challe a fait une véritable scène à Debré.

« Je ne tolère pas de partir d'Algérie à la sauvette, a-t-il jeté au premier ministre. J'ai besoin de huit jours devant moi. J'ai minuté un programme d'adieux aux différentes troupes qui ont servi sous mes ordres et auxquelles je suis attaché. Et vous venez avec votre grand cordon d'une main et un ultimatum de l'autre. Le grand cordon, je n'en veux pas ! »

Michel Debré, verdâtre, a maintenu sa position et a quitté Alger avec dans ses bagages le grand cordon écarlate, la plaque de vermeil et, fermement ancrée au cœur, la certitude que Challe est devenu un élément subversif et dangereux à Alger. D'autant que le commandant en chef lui a dit sans ménagement :

« Des gens comme vous et votre gouvernement n'ont pas besoin de chefs militaires mais de descentes de lit ! Il ne faut pas compter sur moi pour en être une. »

C'est ce dramatique affrontement que Delouvrier veut faire oublier au général De Gaulle. Celui-ci cède.

« Eh bien, qu'il fasse ses adieux, votre général ! Mais qu'il soit ici le 23 avril au plus tard. »

Il ne déplaît pas au Général de se montrer magnanime là où son premier ministre s'est affiché intolérant !

Passant par le bureau de Geoffroy de Courcel, Delouvrier annonce que Challe ne rentrera que le 23 avril à Paris.

« Mais c'est impossible ! s'exclame le secrétaire général de l'Élysée.

— Et pourquoi

— Mais parce que le Général va entreprendre le 18 son grand voyage au Canada et aux États-Unis et qu'il n'est pas question que, lui absent de Paris, Challe soit encore en Algérie. »

Delouvrier est stupéfait. On croit donc sérieusement à Paris que Challe peut encore « basculer ». Le délégué général proteste

« Si vous croyez qu'il peut se livrer à quelque exercice contraire à la discipline, vous vous trompez. Voyez son attitude à mes côtés lors des récents événements d'Alger...

— Le premier ministre partage mon point de vue, réplique Courcel, pincé.

— Eh bien, le Général vient de me confirmer sa décision : le général Challe fera ses adieux à l'armée comme prévu et reviendra le 23 à Paris ! »

Quand, de retour à Alger Delouvrier raconte l'incident à Challe, celui-ci, qui vient d'être reçu et salué à Oran par les troupes du général Gambiez, sourit amèrement. Décidément, il ne regrette pas sa sortie à Michel Debré ! Oui, ce poste de Fontainebleau sera une voie de garage. Désormais sa présence à Alger inquiète le gouvernement.

Ce ne sera pas le cas avec le général Crépin. Challe l'a convoqué quelques jours auparavant. Il veut tenter sa dernière chance d'en terminer avec l'ultime phase de son « plan ».

« Vous prenez ma suite, Crépin, normalement je dois déclencher le 19 avril la dernière opération de mon plan en attaquant les Aurès-Nemencha. La rébellion ne conserve que ce dernier bastion sur le territoire algérien. Or vous me succédez le 24 avril. Je ne veux donc pas déclencher cette dernière phase si vous l'arrêtez cinq jours plus tard. Désormais, c'est votre opération. Que décidez-vous ? »

Crépin n'a pas que des qualités mais il est avant tout d'une scrupuleuse honnêteté. Il n'hésite pas.

« Je préfère que vous ne donniez pas l'ordre de déclenchement, mon général. C'est une opération difficile et je ne voudrais pas me heurter à cette affaire de but en blanc en la prenant à mon compte. J'ai besoin d'abord de m'imposer à l'armée. Dès que cela sera fait, je reprendrai l'opération.

— Vous avez probablement tort. Mais ce n'est plus mon affaire. »

Et Challe, passant à un autre sujet, fait pour son successeur un tour d'horizon des questions militaires et de la nouvelle orientation que semble prendre la politique du général De Gaulle.

« Oh ! moi, Mon général, je n'ai pas l'intention de faire de la politique !

— Mon cher Crépin, que croyez-vous que j'aie fait comme politique ? Je n'ai ni le goût ni le désir de m'occuper de la politique de Paris sauf dans la mesure où elle est la condition de notre effort ici. Et d'ailleurs quand un lieutenant S.A.S. dit à un chef d'autodéfense : « Prenez les armes à nos côtés ; nous vous promettons que la France restera et que nous vous protégerons » c'est de la politique. Et noirs en faisons *sur ordre* du gouvernement. En guerre subversive, où l'on doit conquérir la population et non des cailloux, on ne peut éviter de dire à une population quel avenir on lui propose. Et l'avenir politique à court et moyen terme y est inclus. Qu'on le veuille ou non ! »

La tirade n'a pas l'air de convaincre Crépin. Challe renonce. Désabusé, frustré de sa victoire. Désormais, que lui importe ! Le 23 avril 1960 il quitte l'Algérie pour un exil prestigieux, certain de n'y jamais remettre les pieds. Avec dans la bouche l'amertume de n'avoir pas terminé une tâche qu'il était sur le point de mener à bien.

C'en est fini du beau tandem Challe-Delouvrier « entre lequel on ne glissera jamais une feuille de papier à cigarette[18] ». C'en est fini de la confiance amicale, du climat agréable dans les relations. Delouvrier a désormais la haute main sur les militaires. Mais il voudrait ne pas trop le faire sentir. Avec Crépin, ce sera impossible. Il est sec, froid, impassible, perpétuellement au garde-à-vous. Au nouveau directeur de cabinet, Jean Vaujour, le nouveau commandant en chef a immédiatement précisé sa position :

« Moi, je suis un soldat, un militaire qui obéit et exécute. Paul Delouvrier me donnera ses instructions, je lui dirai si c'est possible ou non. Je suivrai la politique de l'Élysée. Je suis inconditionnellement fidèle au général De Gaulle. Je serai ici un instrument de pacification et d'ordre ! »

Un point, c'est tout. Et c'est tout Crépin. Une machine supérieurement intelligente. Polytechnicien glacé, technicien hors pair. Froid, bourru, hermétique. 1,85 m, des épaules « comme une armoire », des cheveux blond-roux coupés ras, un curieux visage au menton en galoche, des yeux clairs qui n'adoucissent en rien une physionomie peu amène. Ah ! avec Dudule — c'est son surnom à l'état-major lorsqu'on ne l'appelle pas « Casse-Noisette » à cause d'une bouche aux dents légèrement proéminentes — on ne va pas rigoler! Et on ne rigole pas.

En fait cet ancien F.F.L., très beau militaire, artilleur de talent, dissimule derrière une attitude distante et des reparties sèches et autoritaires, une grande timidité. Il semble cacher sous une carapace épineuse un drame personnel qu'il garde jalousement. Personne ne lui fera jamais de confidence et il n'en fera à personne. Son unique passion : l'escalade. Pas celle du pouvoir mais celle des montagnes abruptes de Kabylie. La varappe est le seul plaisir que l'on connaisse à cet homme austère qui semble ne se trouver à l'aise que dans la solitude et l'effort extrêmes.

Avec Delouvrier il ne peut avoir d'atomes crochus. Crépin est en fait le type d'homme que le délégué général « ne peut pas voir en peinture ». L'un et l'autre sont d'une grande fidélité à De Gaulle mais Crépin a une forme d'esprit tout d'une pièce, sans grandes

nuances, qui inquiète Delouvrier. Un homme de chiffres, de rapports, pas une once « d'huile ». La rigueur personnifiée.

Challe, qui s'était réservé un bureau au G.G., entrait chez Delouvrier, bonhomme, un peu lourdaud, sympathique en diable, n'ayant qu'à traverser le couloir, pour bavarder, proposer une idée, demander un conseil en tirant sur sa pipe. Crépin, cérémonieux, « sollicitera » toujours une audience. Il agace prodigieusement le délégué général qui souhaiterait que, dans la situation qui règne à Alger, le commandant en chef discute en confiance sur une orientation de pensée qui devrait être commune. En outre, depuis les Barricades, où il s'est durement « accroché » avec Crépin, Delouvrier, qui lui concède une grande loyauté à l'égard de De Gaulle, craint certaines « faiblesses nerveuses » de la part du commandant en chef. Il redoute que, « dans un coup de chien, ça ne marche pas entre eux ». C'est pourquoi il a insisté auprès de l'Élysée pour soutenir la candidature Gambiez. Delouvrier, qu'Alger a rendu sentimental, croit que l'armée — des officiers à la troupe — a besoin d'être pansée. Gambiez lui aurait mis du baume au cœur tandis que Crépin, par sa psychologie tout d'une pièce, a tendance à l'étriller. Il a pris en main l'état-major d'Alger avec une rigueur mathématique. Sans tendresse ni sollicitude. L'armée le voit arriver d'un œil circonspect, Il faut dire qu'il n'a pas la tâche facile. En quatre mois il a eu à succéder à Massu à la tête du corps d'armée d'Alger — un Massu adoré de ses troupes, qui savait y faire, alternant gueulantes et tapotements amicaux sur l'épaule — et à Challe à la tête de l'armée d'Algérie — un Challe qui pour la première fois a su la faire gagner sur le terrain ! La succession est lourde, l'héritage difficile pour cet iceberg gaulliste. Il n'a rien pour plaire à l'armée ! Il n'est même pas de la famille !

« Crépin ? Jamais vu, disent les capitaines paras. Comment ça s'écrit ? »

Il ne provoque pas l'enthousiasme. Il le sait. Comme il est peu expansif, il s'en moque. Ce qui lui importe, c'est l'ordre. Que la machine tourne, réagisse à la moindre sollicitation. Tant pis si elle grince. Pas de sentiments.

Dans une armée qui vient de prouver lors des Barricades que nombre de ses chefs restent en arrière de la main et n'ont pas désarmé face à une politique qu'ils réprouvent, ce gaulliste viscéral suscite peu de sympathie, n'a pas d'amis. Encore moins de confidents. Il est l'homme seul. Et entend le rester. C'est sa seule coquetterie.

Non ! En ce mois d'avril 1960 l'avenir ne s'annonçait pas rose au Gouvernement général. Delouvrier « portait sa croix ». Et ce n'était pas l'arrivée du nouveau directeur politique — lui aussi « créature de l'Élysée » — qui allait arranger les choses !

C'est un nouveau poste. Depuis l'époque de Robert Lacoste, le Gouvernement général n'a plus connu de directeur des affaires politiques. De Gaulle remet la fonction à l'honneur. Il veut être informé directement de ce qui se passe à Alger. Ce n'est pas qu'il n'ait pas confiance en Delouvrier, loin de là, mais depuis les Barricades il craint que le délégué général ne se laisse intoxiquer. À ses yeux le « bel animal politique » est devenu trop sentimental. Alger est à ce point de vue une capitale redoutable. Il y a les militaires, il y a les pieds-noirs, il y a la « gentry » et les salons. Autant d'écueils que De Gaulle craint pour son représentant en Algérie. Lors de la semaine tragique Delouvrier a montré qu'il savait parler avec son cœur, que l'administrateur froid et impassible pouvait faire place à un homme de chair et de sang qui comprenait la douleur et pardonnait la révolte si elle savait s'arrêter à temps. Pour l'Élysée, Delouvrier s'est montré trop compréhensif. Trop confiant aussi. Et puis il conserve dans son entourage certains collaborateurs qui

renâclent trop visiblement devant la politique de Paris. Il lui faut un garde-fou. Mais, plus encore, il faut au Général un informateur, un « œil de Moscou » qui — en permanence — prenne la température d'Alger, prévoie ses crises, les prévienne au besoin. et cela sans le moindre sentiment. Un analyste froid. Un fidèle qui n'hésite pas à signaler la plus petite défaillance d'où qu'elle vienne, et en qui De Gaulle puisse avoir une confiance absolue. Un homme assez insensible pour accepter d'un cœur léger d'être haï, honni, méprisé. Un inconditionnel qui, passant par-dessus toutes les hiérarchies, sans souci des reproches ou des jalousies, soit en prise directe avec l'Élysée. Dise tout sur tous et sur tout. Un personnage d'exception.

Il a cinquante-quatre ans. En paraît dix de moins. Il s'appelle François Coulet. Un mètre quatre-vingt-cinq, cent soixante livres de muscles et d'os, un crâne bronzé et poncé; le visage large et marqué, la mâchoire lourde, des yeux bleu-vert glacials, de petites lunettes, une allure superbe de ruffian intellectuel. Et colonel de parachutistes par-là-dessus ! Sa vie est une longue aventure dominée par deux amours : la guerre (uniquement chez les paras) et De Gaulle. Il les a rencontrés tous deux en 1940.

À cette époque il est diplomate, car ce curieux bonhomme, fils du recteur de l'université de Montpellier, rejeton d'une famille protestante, a fait Normale Sup' et Sciences Po. Il est sorti premier du grand concours. Et comme pour sa famille universitaire de gauche les soldats de carrière sont des demeurés, il a enfoui son attirance pour la vie militaire sous l'apparente impassibilité du fonctionnaire au Quai d'Orsay. Il est conseiller à l'ambassade de France en Finlande. Quand l'armée française plie le genou devant l'attaque allemande, son sang fougueux ne fait qu'un tour. Il balance la jaquette du diplomate aux orties et part rejoindre les forces françaises combattantes par un itinéraire bizarre qui le conduit des pays baltes à la Russie puis de Moscou à Istanbul. À Alexandrie il rejoint la cohorte des Français libres qui ont quitté Chypre et la Syrie. Il se retrouve au Tchad. Après avoir envoyé son ralliement personnel à De Gaulle, qui ne sait rien de ce lieutenant de réserve perdu dans la masse, il rencontre Pleven, l'accompagne à Lagos tandis que De Gaulle fait route vers Dakar. C'est l'époque où tout est possible pour qui a du culot. Et celui de Coulet est monstrueux. Une culture peu commune et une confiance en soi à toute épreuve donnent des ailes au jeune ambitieux. On le charge avec Schmittlein de la direction d'un poste ondes courtes semi-clandestin, basé à Haïfa, et qui doit « arroser » tout le Moyen-Orient qu'on appelle encore le Levant. Puis le 7 avril 1941 c'est la Rencontre. Le général De Gaulle, qui a entendu parler de Coulet, demande à le voir à Jérusalem. Conquis par son enthousiasme, rassuré par sa culture, séduit par l'incroyable confiance en soi de ce diplomate qui joue les aventuriers, De Gaulle, qui s'y connaît en hommes d'exception, se l'attache.

« Vous allez rester près de moi, Coulet. Courcel doit séjourner au Levant, vous allez le remplacer. » Voilà François Coulet chef de cabinet de l'homme auquel il voue une admiration forcenée. Il est plus gaulliste que De Gaulle. D'ailleurs, son 18 juin n'est-il pas du 24 mai, date à laquelle il a quitté la Finlande pour reprendre le combat ?

Le voilà capitaine. L'entourage de De Gaulle découvre cet officier bouillant, vigoureux en diable, toujours vigilant dans l'ombre du Général, de Lagos à Brazzaville, puis à Londres. Il séduit par son caractère vif, ses reparties humoristiques et mordantes. Il agace aussi car il peut avoir la dent mauvaise. Ça lui arrive même souvent. Mais il sait à merveille faire basculer la situation en sa faveur et l'on oublie la réflexion caustique,

parfois « vacharde », en goûtant — entre gens de bonne compagnie — les délices d'une conversation purement littéraire qu'il anime avec brio. Ses joutes avec Louis Joxe resteront célèbres. Il parviendra même à battre ce maître en citations poétiques sur son propre terrain ! Et la guerre dans tout cela ? La vraie, celle qu'on fait le, fusil à la main ? Pour Coulet, elle reste une abstraction. Il est capitaine et n'a jamais entendu siffler une balle. Au bout de seize mois de cabinet il en a assez et demande au Général de lui rendre sa liberté. L'homme d'action veut se battre. Breveté parachutiste en Ecosse il est nommé commandant du petit groupe de paras de la France libre. Mais comme le colonel Passy lui « pique » régulièrement ses volontaires pour les envoyer en France en mission de renseignement, il part faire du recrutement en Afrique noire et au Levant. Puis c'est la libération de la Corse. Enfin Coulet réalise son vieux rêve : faire le coup de feu. Pas pour longtemps. Des baroudeurs, ça ne manque pas. Mais les administrateurs sont plus rares. Le Général le place aux côtés d'Emmanuel d'Astier pour préparer les futures structures administratives qu'il faudra mettre en place dès la Libération.

1944. Le débarquement. Coulet ne saute ni ne tire. Par contre, il est le premier commissaire de la République à Bayeux. Puis, Paris libéré, il est délégué aux relations interalliées. La guerre est finie. Le Quai retrouve un de ses membres les plus turbulents. Conseiller d'ambassade, puis ministre, il reçoit le poste de directeur de l'Europe au ministère des Affaires étrangères. Un beau poste. Beaucoup d'honneurs, beaucoup de responsabilités mais pas d'argent. Mieux vaut reprendre la route des ambassades. La Finlande, puis la Perse. Mais les relations se tendent avec la Maison mère. Le pétrole sépare ce curieux ambassadeur des « patrons » Massigli et Couve de Murville. Ils n'ont pas les mêmes idées. Ce para manqué rêve à nouveau de la guerre. Il y a l'Indochine mais cette année 1954 est marquée par Dien Bien Phu. C'est raté. Il est nommé à Belgrade. Mais Tito qui croit beaucoup en Mendès-France voit ses espérances déçues par le renversement du leader libéral. Goulet fait les frais de la mauvaise humeur du leader yougoslave. Et, comme son caractère le porte peu à mettre de l'huile dans les rouages, c'est la rupture avec le Quai. Il demande sa mise en disponibilité.

En Algérie les « actes de terrorisme isolés » se sont transformés en guerre véritable. François Coulet est colonel de réserve breveté parachutiste. Son arme est l'aviation. Et il est libre. Libre enfin de s'adonner à sa passion, la guerre, en servant son pays. Le général de Maricourt veut créer des commandos de l'air et il lui faut pour cela un homme à poigne qui fasse pour l'aviation aussi bien que font pour l’armée de terre les colonels prestigieux, les Bigeard, Jeanpierre, Conan. Coulet s'engage. Il est chargé de former les commandos de l'air. Pendant près de quatre ans il va faire un travail remarquable. De deux commandos sans grands moyens il arrive à un groupement de 1 300 hommes. Les résultats sont brillants. Sous sa direction, son unité — au prorata des hommes — obtient un triple record : celui de fells abattus, celui du minimum de refus de saut et celui des Légions d'honneur et valeurs militaires obtenues sur le terrain !

Pendant la « traversée du désert », Coulet n'a jamais perdu le contact avec De Gaulle. Ils sont même voisins car il a acheté une propriété à Juvanzé, à trente kilomètres de la Boisserie. Le Général reçoit parfois ce vieux compagnon. Ils bavardent. Et puis c'est le 13 Mai. Alger exulte. Mais lorsque Coulet voit sur le Forum les belles dames de la rue Michelet embrasser leurs fatmas, il dit à sa femme : « Je viens d'assister au malentendu majeur de toute cette affaire. Le retour de De Gaulle c'est, pour les pieds-noirs, le

maintien des privilèges et pour les musulmans la paix rapide à coup sûr. Ils se trompent les uns et les autres. » N'importe, le 13 Mai marque le retour au pouvoir de son dieu. Au fil des années l'admiration pour De Gaulle s'est transformée en passion. Il faut le dire, Coulet aime De Gaulle d'amour. Que le Général parle il obéira. À l'heure de l'autodétermination, le président de la République bat le rappel des fidèles. La politique qu'il a décidée pour l'Algérie va faire grincer bien des dents, il faut donc préparer la relève et mettre en réserve ceux qui, le moment venu, seront prêts à tout pour la faire exécuter. Lors de sa visite à l'opération « Jumelles », De Gaulle prévient ce para diplomate :

« Eh bien, Coulet, ça suffit comme ça.

— Ce qui veut dire, mon général ?

— Vous avez montré ce que vous savez faire. Je ne m'en doutais pas. Il faut maintenant rentrer dans la vie civile.

— Oh ! vous savez, la diplomatie c'est fini. J'ai perdu quatre ans et ça ne se rattrape pas.

— Il ne s'agit pas de diplomatie comme vous l'entendez. Il faut que vous restiez en Algérie. Vous serez attaché ici et vous « leur » expliquerez ce qu'« ils » doivent comprendre. »

Il faut d'abord l'expliquer à Coulet. Le grand projet, l'inéluctable, c'est l'indépendance à terme, et il « secoue » durement le colonel qui n'aime pas beaucoup cette perspective. De Gaulle balaie d'un geste les objections.

« Courcel vous expliquera tout cela. Il faut que vous soyez auprès de Delouvrier. Cela fait mon affaire. Les militaires vous estiment et les pieds-noirs ne pourront pas dire que vous n'avez rien fait pour eux. Ne renouvelez pas votre engagement. »

À Alger, Coulet, en permission libérable, voit Delouvrier au G.G. Il pense que le délégué général a été averti par l'Élysée et lui a prévu un emploi à ses côtés. Il n'en est rien. Et Delouvrier ne lui fait qu'un accueil mondain et négatif.

« Je ne peux vous demander, mon colonel, d'entrer dans mon cabinet. Vous qui avez occupé des postes si importants ! »

Voilà Coulet le bec dans l'eau, ayant tout son temps pour chasser le sanglier dans les noires forêts de la Marne. Et puis arrivent les Barricades, et la fureur de De Gaulle après le discours « geignard » de Delouvrier. Le Général appelle Courcel.

« Mais où est Coulet ? J'avais dit qu'il soit là-bas. Il n'y est pas encore ? Qu'on l'envoie ! »

Tel est l'homme qui dès les premiers jours d'avril se retrouve à Alger dans la position la plus délicate qui soit : être l'oreille de l'Élysée et veiller à ce que la politique de Paris soit désormais appliquée sans faiblesse. Pour tous il sera l'espion, le traître, et on le lui montrera et on le lui fera sentir. À l'exception de Paul Delouvrier qui, une fois de plus, révélera des qualités humaines rares dans cette époque troublée où chacun se méfie de son voisin. Et il lui faut beaucoup de grandeur d'âme pour accepter une situation que Coulet qualifie lui-même d'impossible. Qu'on en juge : le nouveau directeur des affaires politiques vit à Paris du lundi après-midi au mercredi matin au cours desquels il confère avec le *brain trust* Élyséen : Courcel, René Brouillet et Bernard Tricot auxquels se joignent les généraux Ely et Olié ! Puis il regagne Alger où il « travaille » avec Delouvrier. C'est désagréable pour le délégué général, qui a ainsi l'impression d'être

perpétuellement court-circuité. Le général De Gaulle veut toutes les cinq semaines un rapport oral de Coulet, qu'il écoute volontiers. Lorsque Delouvrier et son directeur des affaires politiques se retrouvent à déjeuner à l'Élysée, il arrive que De Gaulle — souverain et méprisant les conventions — retienne Coulet à l'issue du repas. Et laisse partir Delouvrier, blessé dans son amour-propre.

Avec les militaires c'est tout de suite la bagarre. Coulet trouve Delouvrier trop « aux ordres » de Crépin ! À son avis il devrait montrer plus d'autorité face à ceux qui sont désormais ses subordonnés et leur expliquer sans ambages la politique de De Gaulle. Puisque Delouvrier veut « prendre des gants », le nouveau directeur va se charger de les éclairer crûment. Il arrive à Alger avec la demi-confidence de De Gaulle sur l'indépendance. Pour Coulet, en Algérie, la cause est perdue. Le cours des choses n'est plus rattrapable pas tant par la faute de la population pied-noir, qui ne s'est jamais réellement battue contre les rebelles, que parce que l'armée dans son ensemble — à commencer par l'état-major — ne veut pas comprendre que la situation est bloquée. Il va donc falloir discuter. Et les militaires doivent se faire à cette idée. Très vite Coulet joue cavalier seul. Delouvrier préfère ménager la chèvre et le chou. Lui ne ménagera personne.

« Je ne peux continuer à trahir la pensée du Général, dit-il aux membres de son cabinet, Félix Rista, Herbouze et Roland Maugain, sous prétexte que Delouvrier va moins loin que moi dans la confiance qu'il a dans l'armée. »

L'armée, il la connaît. Il en sort. Alors au colonel Romain-Desfossé, que Crépin lui a envoyé pour « lui tirer les vers du nez », il parle en confiance. Des propos très directs du genre : « Il va falloir réviser certaines notions... » Effaré, le colonel rapporte la conversation à un Crépin plus fermé que jamais et qui — au fond — n'est pas tellement surpris. Mais tout l'état-major militaire de clamer à l'envi : « Nous avons la preuve que Coulet est un traître. » Bien vite pour les occupants du G.G. le bureau du directeur des affaires politiques devient l'antre de Satan. On détourne les yeux en passant devant sa porte. Ses collaborateurs et lui sont les pestiférés d'Alger où tout se sait à la vitesse de l'éclair.

À l'état-major, à l'issue des réunions entre Coulet et les officiers de Crépin, au cours desquelles l'ancien diplomate montre bien peu de diplomatie pour orienter les militaires vers les solutions « gaulliennes », on fait désormais la plaisanterie suivante :

« Ne manquez pas de me dénoncer ceux qui vous donnent l'impression de trahir l'Algérie française », récite l'un d'eux en imitant la voix sèche et impérieuse du commandant en chef.

Et les autres de répondre en gloussant :

« Coulet... Coulet Coulet Coulet... »

Scènes qui se passaient dans les locaux du gaulliste général Crépin et que le gaulliste Coulet reprochait vivement au gaulliste Delouvrier !

Non, vraiment, malgré le relatif apaisement de l'activité des ultras à Alger, la vie y était devenue impossible.

Les militaires voulaient faire naître une troisième force, mais une troisième force à eux, composée de musulmans « fidèles ». Susciter des élites que l'on formerait

doucement, tranquillement, jusqu'à leur confier la gestion et la direction politique de leur pays... dans dix, quinze ou vingt ans. C'était une belle mission. C'était devenu le nouvel évangile des S.A.S. Et ça faisait hurler Mahdi Belhaddad, le premier et seul préfet musulman d'Algérie, après en avoir été le premier et seul sous-préfet. Oui, ça le faisait hurler d'indignation. « Ils » ne changeraient donc jamais ? Ils ne seraient donc jamais capables d'évoluer ?

On l'avait installé en grande pompe. Delouvrier s'était déplacé à Batna pour la cérémonie. Belhaddad était la réclame vivante de cette introuvable troisième force. Lui seul pouvait tenter de « dégeler » cette population musulmane plus attentiste que jamais. De Gaulle lui-même avait reçu Belhaddad. Il avait beaucoup d'estime pour ce haut fonctionnaire qui avait perdu un bras à Monte Cassino et avait réussi l'exploit d'être toujours aux côtés de la France sans pourtant passer aux yeux de la population algérienne pour un beni-oui-oui servile et obséquieux. C'est à Belhaddad que le Général avait réservé ses premières confidences sur l'autodétermination[19]. C'est à lui qu'il confiait la mission de « dérouiller la machine », de voir s'il était raisonnable de penser à une troisième force représentative avec laquelle — à l'heure de l'autodétermination — on puisse discuter.

« Les élections cantonales seront un test, avait dit le Général. Allez à Batna. Essayez de convaincre la population que cette fois, c'est vrai, elle aura *la* liberté complète *de* choix. Il faut commencer par l'expérience des cantonales avant d'aller plus loin. Belhaddad, vous êtes mon représentant là-bas, vous êtes libre de vos actes et responsable uniquement devant moi. »

Malgré ce soutien prestigieux et celui apporté publiquement par Delouvrier, Belhaddad avait dû se battre. Dans ce berceau de la rébellion qu'était le département de l'Aurès, les militaires ne voulaient pas céder une once de leurs pouvoirs. Depuis que le département avait été créé, un général avait toujours fait fonction de préfet. Les contacts entre civils et militaires étaient ceux d'occupants à occupés. Dès son installation Belhaddad avait demandé au général de Crèvecœur, commandant militaire de la zone Sud constantinois, une série de mesures destinées à « dégeler », comme on le réclamait à cor et à cri, l'opinion publique musulmane. Les mesures étaient d'importance. Belhaddad voulait que tous les détenus des camps de transit (C.T.T.) arrêtés depuis plus de trois mois soient déférés devant les tribunaux ou remis en liberté, que les cas des internés détenus dans les centres d'hébergement soient tous révisés et qu'enfin les mesures de fermeture de certains magasins musulmans soient levées. En outre Belhaddad demandait que son ami le Dr Benzaïm, interdit de séjour à Batna, puisse quitter Nice où il résidait pour revenir dans sa ville natale.

Mais pour qui se prenait-il ce préfet musulman ? Crèvecœur fit la sourde oreille. Deux fois. Trois fois. À la quatrième Belhaddad saisit Delouvrier du conflit qui l'opposait aux militaires !

« Ou je suis préfet à part entière et le Dr Benzaïm peut revenir, ou je ne le suis pas et on n'a placé à ce poste un préfet musulman que pour avaliser les conneries des militaires ! »

Belhaddad était hors de lui. On recommençait toutes les erreurs du passé. Pour les militaires, troisième force ou pacification c'était du pareil au même !

Il y avait pourtant quelque chose de changé car Belhaddad avait obtenu gain de cause.

Crèvecœur avait été « dégommé » et remplacé par le général Ducournau. Et les élections cantonales avaient été un succès. Dans l'Aurès comme partout ailleurs, 58 % de participation électorale malgré l'interdiction du F.L.N. et celle des mouvements activistes européens. Chez lui Belhaddad dut se gendarmer avec des maires européens et aussi avec quelques officiers S.A.S. qui voulaient « faire voter » comme d'habitude. Belhaddad les prévint charitablement :

« Vous ne m'aurez pas. N'oubliez pas qu'avant d'être de la préfectorale j'ai été caïd. Alors les histoires de falsification de procès-verbaux et d'urnes à double fond, je les connais toutes ! »

Belhaddad n'était pas le seul à constater des réticences chez les officiers S.A.S. Paul Delouvrier avait tellement senti que l'armée voulait susciter une troisième force « à son goût » qu'il avait provoqué à Alger une réunion monstre d'officiers S.A.S. Il leur avait expliqué qu'il devaient donner confiance à la population musulmane. Qu'en parlant d'Algérie algérienne le général De Gaulle avait manifesté son choix pour l'association dans le triptyque de l'autodétermination. Que quel que soit le statut juridique final qu'obtienne l'Algérie il était important qu'elle restât ASSOCIÉE à la France. Et cela les officiers S.A.S. devaient le faire comprendre à la population.

« Votre mission, avait-il conclu, est d'amener les populations civiles musulmanes dont vous avez la charge à choisir librement leur destin. »

Les jeunes officiers, au contact quotidien d'une population qui bien souvent en était au stade du Moyen Âge — où seule compte la loi du plus fort —, voyaient déjà tous leurs efforts anéantis.

« Si on ne leur dit plus que la France reste, ils vont nous filer entre les doigts ! »

L'indignation avait été grande.

« Alors, monsieur le délégué général, pour quoi se baton ? Pour quoi meurt-on encore en Algérie ? avait demandé l'un des officiers présents.

— Monsieur, partout où un officier ou un soldat meurt, s'il meurt pour la France, ça doit suffire. »

Manifestement la réponse, elle, n'avait pas suffi ! Et Delouvrier avait été obligé de constater que l'effort qu'il demandait « ne passait pas dans l'oreille de tout le monde ».

En fait personne n'était convaincu. Personne ne croyait réellement à l'éclosion d'une troisième force représentative. Chacun sentait qu'une page était tournée en Algérie. Ceux des militaires qui voulaient le nier tentaient de lâcher du lest mais ne parvenaient à réunir autour d'eux que les éternels bachaghas à guenour et djellaba immaculés. Alors on devait revenir à la pacification. Et l'évolution de la politique Élyséenne la rendait impossible. Dans le bled les musulmans les moins évolués « prenaient du champ ». Certes ils avaient voté lors des élections cantonales en apportant leur bulletin aux listes de soutien au général De Gaulle. Mais on attendrait longtemps l'éclosion d'éléments représentatifs prêts à « se mouiller ». La masse musulmane faisait confiance à De Gaulle pour régler le problème. Au G.G. le directeur des affaires politiques n'en était pas étonné. Lui non plus ne croyait pas à la troisième force.

« Depuis Chataigneau[20], la consommation des élites a été folle, expliquait-il, on en a trouvé et ce n'était pas facile. Qu'en a-t-on fait ? Pendant qu'en Indochine on formait quatre-vingt-seize polytechniciens de race jaune, l'Algérie ne fournissait que trois polytechniciens musulmans ! Les Algériens ne pouvaient se développer dans

l'atmosphère coloniale des Borgeaud et des Schiaffino. Chaque fois que les autorités civiles françaises ont essayé de faire sortir des élites musulmanes les pieds-noirs ne l'ont jamais accepté. Ils leur ont rendu la vie impossible. Et leurs coreligionnaires du bled les considéraient comme des transfuges religieux. Alors que peut-il nous rester aujourd'hui ? Des raclures ! »

Il était clair que la durée n'appartenait plus à la France. Il fallait vingt ans pour faire évoluer l'Algérie selon un plan généreux, comme celui que prévoyait Challe dans ses moments d'espoir les plus fous, tandis qu'il devenait évident que l'affaire algérienne pesait de plus en plus à la métropole et que De Gaulle entendait la régler dans le plus bref délai.

Le succès des listes Algérie française à Alger — en particulier le triomphe de la liste de Babette Lagaillarde dont la campagne avait été appuyée par le leader extrémiste de droite Jean-Marie Le Pen — montrait la profondeur du fossé qui existait entre les deux communautés.

Jean Vaujour, le directeur de cabinet de Delouvrier, qui avait entrepris une vaste campagne de contacts, constatait que les Européens étaient plus fermés que jamais. Une seule attitude leur semblait possible : l'intégrationnisme le plus intransigeant. À l'abattement du lendemain des Barricades succédait maintenant un vif désir d'agitation. Vaujour en avait des preuves tous les jours. Le député Vignau qu'il rencontrait souvent ne s'en cachait même plus.

« On est décidé, expliquait-il, on va se battre. On fera céder le pouvoir.

— On ne peut tout de même pas faire la guerre totale, répliquait le directeur de cabinet. Tuer tous les musulmans ne réglerait pas le problème.

— Laissez-nous faire. On les connaît. Débarrassez-nous de ces bandits du F.L.N. et on se charge du reste. »

Le vieux recours à la force, la politique du bâton — et pas seulement à l'égard des musulmans mais aussi des « traîtres à la solde de Paris » — reprenait du poil de la bête. Une nouvelle fois l'incompréhension dominait à Alger. Mais pouvait-on encore s'y comprendre ?

Des mains maladroites s'énervaient sur les serrures piquées de rouille. Le couvercle de la misérable valise écorchée et maculée laissait apparaître son carton bouilli. Enfin la serrure gauche céda. Puis l'autre. Le jeune soldat leva les yeux. Autour de lui le cercle de ses camarades du commando de l'Akfadou s'était resserré, les visages reflétaient une intense curiosité.

« Ouvre », ordonna le capitaine Léger.

Le para obéit. Des liasses de billets occupaient le dessus de la valise, allumant la convoitise dans certains regards. Comme dans les films de gangsters.

« Eh bien, la prise est bonne, dit Léger. Le fils de Mohand n'a pas menti. »

Il y avait seize millions en billets de mille et de cinq mille francs dont les piles dissimulaient un sac de pièces d'or et un autre de bijoux kabyles.

« Voilà, c'est fini, on peut rentrer. »

L'opération avait été fructueuse. Sur renseignement, le capitaine Léger avait monté une embuscade contre l'un des rares groupes de maquisards qui survivaient encore dans le massif de l'Akfadou, l'ancien fief de la wilaya 3.

La grande opération « Jumelles » était démontée depuis longtemps et le bulldozer du

plan Challe n'était plus qu'un souvenir. Les troupes de secteur et le commando de paras laissés dans l'Akfadou suffisaient amplement à tenir la région. La wilaya 3 était presque totalement détruite. Seuls quelques petits groupes d'hommes mal armés tenaient encore dans la forêt. Le successeur d'Amirouche, Mohand Ou el-Hadj, ne commandait plus qu'à une centaine de maquisards disséminés aux quatre coins de la Kabylie. Décimée par la folie sanguinaire de Hacène la Torture et d'Amirouche qui, intoxiqués par la « bleuite » du capitaine Léger[21], avaient liquidé sauvagement tous les cadres instruits de leur wilaya, et par les coups de boutoir implacables assenés par le plan Challe, la wilaya 3 en était revenue aux temps difficiles des débuts de la révolution. Plus d'armes, presque pas d'hommes, pas de liaison. Brisés, isolés, les survivants du terrible rouleau compresseur se terraient dans les immensités désertes des zones interdites.

Léger et les hommes qui l'accompagnaient avaient accroché un de ces lambeaux de l'ancienne wilaya 3. Ça n'avait pas été bien terrible. Les djounoud s'étaient vite rendus. Parmi eux se trouvait le fils du chef de la wilaya 3, Mohand Ou el-Hadj. Léger ne l'avait pas brusqué. Ce spécialiste de la guerre psychologique, connaissant parfaitement les atroces conditions de vie des derniers maquisards, avait tablé sur le découragement, la lassitude et surtout le soulagement qui, à son avis, devaient envahir le prisonnier. Il ne s'était pas trompé. Le jeune homme — il avait vingt-cinq ou vingt-six ans — était fatigué, écœuré. L'extérieur, comme il disait, laissait tomber les pauvres types de l'intérieur tout juste bons à crever comme des chiens. Le voyant dans de si « bonnes » dispositions Léger avait proposé au rebelle de rester avec lui. « On pourra peut-être travailler ensemble... » Puis il avait soutiré quelques renseignements « utiles ». C'est ainsi que le fils de Mohand Ou el-Hadj avait donné le « trésor » de la wilaya 3 que Léger rapportait maintenant au P.C. de l'Akfadou.

« Voilà pour le foyer du commando, dit-il au commandant local en lui tendant six millions prélevés dans la valise. Le fils du grand chef ne m'a pas raconté de bobards. Je suis sûr qu'avec lui je vais faire du bon travail. Je le ramène à Alger. Au fait, où est-il passé ?

— Le D.O.P. me l'a piqué, répondit le commandant. Ils étaient excités comme des puces à la pensée d'avoir le fils de Mohand Ou el-Hadj. Ils espèrent ainsi avoir le père ! Ils l'interrogent.

— Ah ! les cons ! »

Léger savait ce que signifiaient les « interrogatoires » des D.O.P. Il bondit jusqu'à la baraque où « officiaient » ces messieurs. S'ils lui avaient abîmé son client il ne serait plus question de le retourner en jouant la confiance et la lassitude ! Le capitaine entra en trombe dans le bureau. Mohand Ou el-Hadj fils avait déjà le visage en sang.

« Ah ! vous ne traînez pas ! Et qu'est-ce que vous croyez obtenir ? »

Un gros officier, l'air hargneux devant l'intrusion de ce capitaine en tenue léopard, s'avança :

« Il va donner son père. Et je vous prie de croire qu'il nous dira tout ce qu'il sait.

— Pas question. Détachez-le. Faites-le soigner. Il part avec moi. »

L'officier devint cramoisi. La fureur déformait son visage. On lui arrachait « sa » viande !

« Et de quel droit ? rugit-il.

— Capitaine Léger, du Bureau d'études et de liaisons d'Alger. Si vous avez pu réaliser

cette opération payante c'est grâce aux renseignements que j'obtiens. Et moi mes informations je me les procure d'une autre manière ! Aussi elles ont une autre valeur. Alors, bouclez-la et exécutez les ordres. Messieurs, j'attends le prisonnier chez votre commandant. »

Et Léger sortit, suivi par les regards haineux des hommes du D.O.P.[22]. Ces tortionnaires allaient l'obliger à perdre un temps considérable pour reprendre en main un prisonnier qui lors de sa capture se trouvait dans les meilleures conditions de retournement. Les crétins !

Le capitaine Léger avait fini son temps en Algérie. Grâce à sa science du retournement et au dévouement d'une petite équipe musulmane où quelques jeunes femmes avaient joué un rôle redoutable il avait mené de main de maître une vaste opération d'intoxication des wilayas 3 et 4 (Kabylie et Algérois). En Kabylie on estimait que la bleuite avait fourni à Amirouche et à son adjoint Hacène la Torture l'occasion de mettre à mort dans d'atroces souffrances près de trois mille jeunes gens qui avaient tous au moins leur certificat d'études[23]. Quant aux chefs de la wilaya 4, victimes eux aussi du piège diabolique tendu par Léger, ils s'étaient débarrassés d'un bon millier de « traîtres » intellectuels !

Le capitaine Léger — mission terminée — avait « largué » ses filles qui étaient trop « mouillées ». Son fidèle Surcouf avait pris sa retraite et avait ouvert un restaurant vietnamien à Alger où il coulait des jours heureux et prospères. Le reste des « bleus-de-chauffe » était disséminé à droite et à gauche. En vain Léger avait-il demandé la prolongation de son séjour en Algérie où il se battait depuis 1957. Son « tour » de France était arrivé. Il était affecté à Bayonne. La mort dans l'âme il s'apprêtait à partir quand l'état-major lui avait demandé s'il voulait entrer au B.E.L. dans l'équipe du colonel Jacquin.

Jacquin était l'un des plus mystérieux colonels de cette armée d'Algérie qui en comptait beaucoup. La cinquantaine sèche, grisonnante et coléreuse, de taille moyenne. Jacquin était considéré comme un seigneur par les lares hommes qu'il avait sous ses ordres. D'abord, en dehors de fréquentes colères, il parlait doucement et aimablement, mais sans une once de familiarité. Ensuite, bien qu'il ne l'évoquât jamais, il traînait avec lui sa légende d'ancien des Brigades internationales pendant la guerre civile espagnole. Enfin, au sein du B.E.L. il montait des coups faramineux dont il réservait le récit aux seuls chefs dont il dépendît directement : Delouvrier, Challe, puis Crépin et le cabinet du général De Gaulle. En dehors du président de la République, du délégué général et du commandant en chef personne ne connaissait le détail des activités « top secret » du mystérieux colonel Jacquin.

Dès l'instant où l'on parlait gamberge, coups tordus, intox' à mort, et autres « joyeusetés » de la guerre psychologique Léger était partant.

« En avant pour le B.E.L., se dit-il. Tout plutôt que quitter l'Algérie. »

Et puis au B.E.L. il se retrouvait dans son élément naturel ! Le colonel Jacquin traitait exclusivement de la guerre psychologique adaptée aux adversaires. La pacification, l'action psychologique sur les populations, ça ne l'intéressait pas du tout. Il faisait la guerre, pas la nounou ! Pour mener à bien sa difficile mission il s'était entouré d'un petit nombre d'officiers spécialisés depuis l'Indochine dans les maquis contre-maquis, les

retournements et l'intoxication en tout genre. Pour ces spécialistes le plus court chemin d'un point à un autre n'était jamais la ligne droite.

Chaque officier était responsable d'une ou deux wilayas et montait à sa guise, sur ce territoire, des opérations de services spéciaux. Le capitaine Pillet était chargé des wilayas 1 et 2 (Aurès et Constantinois), le capitaine Heux de la wilaya 4 (Algérois), le commandant Cathala des wilayas 5 et 6 (Oranie et Sud algérien). Léger qui connaissait à merveille la Kabylie pour y avoir exercé avec talent son industrieux artisanat d'intoxication se vit confier la wilaya 3. L'équipe du B.E.L. était complétée par le lieutenant de vaisseau Guillaume, spécialiste du. trafic d'armes, et par le lieutenant-colonel de Saint-Péreuse. Chaque bureau était très cloisonné et si, entre eux, les officiers s'entendaient parfaitement aucun ne savait ce que l'autre était en train de « gamberger ».

En cette année 1960 le travail du B.E.L. consistait essentiellement à profiter des extraordinaires résultats du plan Challe et à peaufiner la démoralisation des survivants des maquis. Car si les grosses opérations avaient décimé les troupes de l'A.L.N, la présence de quelques groupes armés dans le djebel suffisait à entretenir la permanence du F.L.N. dans l'esprit des populations alentour. « Ils » étaient toujours là, malgré les énormes moyens mis en œuvre pour les détruire ! La braise isolée pouvait remettre le feu. Il suffisait d'un bon coup de vent ! Ces petits groupes isolés que l'on ne devait pas mépriser ne pouvaient être traités que par des méthodes particulières. On en avait l'amère expérience ! C'est à partir des bandes infimes de 1954 sur lesquelles la troupe traditionnelle s'était cassé les dents que le F.L.N. avait pu se développer au point de constituer une véritable armée. Tout le processus pouvait recommencer. Cette fois il fallait extirper les moindres germes, écraser définitivement les moindres brandons.

L'une des spécialités les plus réussies du B.E.L. était les numéros truqués du *Moudjahid*. Ils imitaient à s'y méprendre le véritable journal du F.L.N. On pouvait y lire les mêmes furieuses attaques contre le colonialisme, contre la présence française. Ces lignes au vitriol étaient toutes composées par des officiers du B.E.L. qui développaient à cœur joie des arguments contre les colons, arguments auxquels bien souvent ils souscrivaient. Mais en outre — et c'était là toute l'astuce — ils donnaient des comptes rendus d'accrochages où les Français avaient été durement touchés mais où les forces de l'A.L.N., *elles aussi*, avaient eu à déplorer de lourdes pertes. Le djoundi ou le brave épicier de la ville qui lisait cela en concluait immédiatement que si l'A.L.N. avouait de si lourdes pertes c'est qu'elles avaient dû être énormes ! Le djoundi n'avait qu'une hâte : se mettre enfin à l'abri. Quant à l'épicier ou à son fils il n'avait aucune envie d'aller renforcer ces morts en sursis qui tenaient péniblement le maquis.

Ce type d'opération, pour important qu'il fût, n'était que bagatelle et mise en condition avant le travail sérieux.

En Kabylie, Léger avait décidé d'employer la bonne vieille méthode qui lui avait permis de décimer les cadres d'Amirouche. Mais le nouveau chef de la wilaya, Mohand Ou el-Hadj, n'avait ni la férocité, ni l'aveuglement, ni la haine pour le « lettré » qui faisaient la faiblesse de son prédécesseur. Il fallait agir plus subtilement.

Dans un premier temps, le capitaine Léger faisait le tour des camps où se trouvaient des prisonniers récents, s'y promenait, bavardait avec les djounoud désarmés. Au bout de quelques jours il en sélectionnait un. En général celui qui lui paraissait le plus dur, le plus réticent. Celui qui avait « la plus sale gueule ». Puis il faisait mine de vouloir le

retourner, lui faisait des confidences, donnait son nom connu de tous les militants depuis que ses « bleus-de-chauffe » s'étaient taillé la réputation que l'on connaît.

« Tu sais, disait-il, nous avons toujours des contacts avec le maquis. Mais malheureusement, comme on s'entoure du plus grand secret pour ne pas griller nos informateurs vis-à-vis de leurs chefs, on a des difficultés pour transmettre des lettres et pour recevoir leurs renseignements. »

L'homme, intéressé, cherchait à savoir quel était le salaud qui — encore en liberté —, trahissait ses camarades. Ah ! s'il pouvait s'échapper de ce camp et prévenir le maquis ! La proposition de Léger arrivait « au moment psychologique ».

« Si tu voulais me rendre service, moi je me charge de te dédouaner et te faire sortir de ce camp.

— Ah bon ? Qu'est-ce qu'il faudrait faire ?

— Eh bien voilà. Je t'emmène à Alger. Tu es libéré. Je te fais suivre un petit stage de formation. Et ensuite je te donne du courrier pour quelqu'un que tu ne connais pas. Il te suffira de déposer la lettre dans une boîte postale dans le djebel, et de me ramener celle qui éventuellement s'y trouvera. »

Le prisonnier sautait sur l'occasion. Léger le faisait libérer, puis l'emmenait suivre un stage-bidon dans la villa des Tourelles à Alger où l'on s'efforçait par d'apparentes négligences de le persuader de l'ampleur du complot.

Léger réalisait alors la deuxième étape du plan. Il partait pour la Kabylie et faisait effectuer par un commandant de secteur une opération dans une zone familière aux derniers groupes de maquisards. Au cours de l'opération, Léger repérait une mechta bien visible à cinq ou six kilomètres de là, puis il donnait ses ordres à une patrouille.

« Vous allez vous rendre dans la première maison de la mechta en zone interdite. Près de la cheminée vous allez placer trois briques l'une sur l'autre. Sous la première vous poserez cette lettre. Puis vous reviendrez. Surtout sans "accrocher" » !

La « lettre » était un petit chef-d'œuvre dont Mme Léger était l'auteur. Le capitaine travaillait en famille ! Grâce aux documents saisis au cours d'opérations, Léger possédait des spécimens d'écritures, de signatures et de cachets dont se servaient les responsables F.L.N. de la région. S'aidant d'une vitre dépolie Mme Léger forgeait une lettre parfaitement imitée dans laquelle un chef local donnait des renseignements intéressants ou parlait d'une récente opération qui avait réellement eu lieu et au cours de laquelle les fells avaient eu de la casse.

« Vous voyez que mon dernier renseignement était bon, concluait le « responsable » par la main de Mme Léger. Je prends actuellement contact avec Untel (suivait le nom d'un autre responsable) qui va bientôt marcher car il s'est disputé avec tel chef et veut servir votre cause ! »

Mme Léger signait d'un pseudonyme quelconque mais l'écriture était là, enfantine à reconnaître pour le chef qui avait la lettre en main ! Pour tromper Mohand Ou el-Hadj qui avait désapprouvé les purges d'Amirouche, Léger se servait de l'écriture de petits responsables d'intendance qui avaient déjà eu maille à partir avec les chefs F.L.N. pour des histoires de filles ou d'argent. Le piège en place, Léger déclenchait la troisième partie de sa machination.

Il transportait son prisonnier « retourné » d'Alger en Kabylie. Puis en bordure de zone interdite le lâchait dans la nature.

« Tu ne peux pas te tromper, lui expliquait-il. C'est la première maison de la mechta qu'on aperçoit là-bas à flanc de montagne. Sous trois briques près de la cheminée tu trouveras une lettre. Tu me la rapporteras en reposant à la place celle que je te remets maintenant. L'informateur viendra la chercher quand il le pourra.

Et Léger tendait à son « courrier » une lettre dans laquelle il félicitait son informateur : « Merci de tes renseignements. Ça nous a permis de faire telle opération (et suivait le récit d'une véritable opération qui avait coûté cher aux rebelles). Contacte Untel (ici le nom d'un responsable plus important) qui nous a déjà écrit. »

Une petite merveille d'intox.

« Voilà, tu peux y aller. Je n'y vais pas moi-même car c'est trop en vue, dans la zone interdite. Si tu es arrêté par des Français, donne le numéro de téléphone que tu sais et tu seras immédiatement relâché. Bonne route. »

Ou le gars était un pauvre type qui avait réellement cru Léger et rapportait le courrier, c'était alors un coup pour rien. Ou il fonçait tête baissée dans le piège, tout heureux d'avoir « niqué ce connard de capitaine Léger » et surtout de prévenir ses camarades du danger qui les menaçait.

Très vite les résultats avaient prouvé que le plan était parfait. Mohand Ou el-Hadj, malgré sa sagesse et l'affreux souvenir qu'il avait gardé des tueries d'Amirouche, était pris dans l'engrenage. Poussé par ses officiers, il avait dû liquider quelques-uns de ces « traîtres ». D'autant que dans les débris de sa wilaya certains officiers de l'A.L.N. avaient décidé de s'insurger contre son pouvoir. Ils avaient déserté les rangs de I'A.L.N. et s'étaient réfugiés avec leurs hommes dans des zones limitrophes de la Kabylie. Ils s'étaient baptisés les « officiers libres ».

La situation qui régnait au sein de la wilaya kabyle — la plus importante avec la wilaya constantinoise — était très significative de l'ampleur de la victoire militaire remportée par Challe sur le terrain. Dans cette région où jadis tout marchait au doigt et à l'œil, où toutes les populations apportaient aide et soutien aux maquis, la situation était devenue catastrophique. Déjà écrasé par le passage de forces françaises considérables, Mohand Ou el-Hadj avait en outre à faire face à une politique de fractionnement menée par certains de ses officiers de la région de Bougie (zones 1 et 2 de la wilaya 3). Quatre d'entre eux avaient décidé de ne plus reconnaître son autorité. Les lieutenants Sadek Ferhari et Allaoua, le sous-lieutenant Mohamed Ben Yahia, et le responsable des habous[24], Kadri Ahmed, qui répondait à l'aimable sobriquet de « Connerie », avaient érigé de leur propre autorité la région de Bougie en zone libre et avaient donné à leur groupe le nom d'« officiers libres ». Avec les survivants de leurs compagnies ils espéraient non seulement établir leur pouvoir sur cette région mais l'étendre aux régions voisines.

« Les chefs de wilaya, disaient-ils, ne s'occupent que d'eux-mêmes et des trésors qu'ils ont amassés. Nous ne reconnaîtrons une autorité supérieure qu'au Grand Frère qui viendra de l'extérieur reprendre la situation en main et unifier les maquisards après avoir châtié les égoïstes qui sont au pouvoir. »

On voit quel degré de confusion avaient atteint les débris des katibas détruites. Les chefs de l'intérieur qui reprochaient aux « révolutionnaires de palace » de Tunis leur confort et l'égoïsme dont ils faisaient preuve à leur égard n'étaient pas exempts des mêmes critiques dans les rangs de leurs propres subordonnés !

En butte à des attaques de plus en plus précises, Mohand Ou el-Hadj avait réuni les cadres et les djounoud qui lui restaient et leur avait déclaré :

« Frères, cette Algérie et son trésor appartiennent à tous. Désignez un tribunal de djounoud et que tout le monde s'explique. Mon cou est très fin... il est à votre disposition. »

Les paroles du chef avaient porté d'autant plus que les « officiers libres » avaient sérieusement maltraité certains de leurs « collègues » qui refusaient de rejoindre leur mouvement ! Mais venant après « Jumelles », cette dissidence inattendue n'était pas faite pour remonter le moral. Le dernier convoi d'armes venu de Tunisie remontait à avril 1959 : 36 hommes avec leurs fusils mais sans arme supplémentaire ! Pour se ravitailler, les maquisards ne pouvaient compter que sur les désertions de harkis qui abandonnaient leurs unités et gagnaient l'A.L.N. avec armes et bagages. La situation se révélait désespérée pour l'intérieur. Le courrier que recevait Mohand Ou el-Hadj le lui confirmait avec une obsédante régularité.

Son fils, prisonnier aux mains du capitaine Léger, lui écrivait toutes les semaines, parfois plus. Léger qui avait fait soigner le jeune homme à l'hôpital Maillot, se l'était attaché sans parvenir à le retourner complètement. Pourtant, il pouvait être utile. Mieux valait le garder en réserve plutôt que de l'envoyer dans un quelconque camp « d'hébergement ». Après une brève convalescence il avait demandé à correspondre avec son père.

« Et comment faire ? avait dit Léger.

— Je vous donnerai une boîte postale.

— Eh bien, écris si tu veux. Mais tu me feras lire les lettres. »

Par son intermédiaire, Léger espérait tisser un lien, si ténu soit-il, avec le chef kabyle. Peut-être arriverait-il ainsi à le rallier « honorablement ». Après tout, la paix des braves proposée par De Gaulle pouvait peut-être servir !

C'est un pompiste d'Azazga, chez qui se trouvait la boîte postale « liaison rapide » entre les wilayas 3 et 4, qui se chargea du courrier du prisonnier. Le jeune homme semblait très attiré par la solution offerte par la paix des braves. Il en parlait souvent à son père, insistant même sur « l'inutilité d'un combat que l'inégalité des forces en présence rendait dérisoire... »

Léger surveillait avec anxiété les réponses du chef de la wilaya 3. Qu'il entrât dans le jeu et l'on pourrait peut-être amorcer un plan de paix séparée avec les chefs de l'intérieur. C'était une idée creusée par certains officiers français qui reconnaissaient de bonne grâce le courage, l'obstination et la valeur de leurs adversaires. Faute de parvenir à les détruire totalement, peut-être pourrait-on s'entendre avec eux et en faire des « interlocuteurs valables » en évitant ce que chacun d'entre eux redoutait : la discussion avec « ceux de l'extérieur », avec le G.P.R.A. Mais le vieux Mohand Ou el-Hadj était prudent comme un serpent. Dans ses réponses il multipliait les vœux de bonne santé sans faire une quelconque allusion à ce que Léger souhaitait si fort. Pas un mot sur une certaine lassitude, pas la moindre amorce d'une « discussion séparée ».

Les officiers du B.E.L. ne méprisaient pas le danger politique que représentait la persistance de l'implantation de ces petits groupes dans le djebel. Ils la négligeaient d'autant moins que les « variations » de la politique du général De Gaulle avaient

provoqué chez les musulmans les plus engagés à leurs côtés une réaction de retrait. Après tout, pourquoi se mouiller avec les Français si l'on n'était pas persuadé de les voir rester ? Pourquoi jouer les « collabos » au sein des unités de harkis ou dans les autodéfenses ? Si un jour la France traitait avec le F.L.N. ils feraient les frais de l'aventure ! Déjà on avait noté un certain nombre de désertions au sein des harkas. À Azazga, que Léger savait être une région « en pointe » dans la wilaya 3, un groupe d'une vingtaine d'hommes sous la direction d'un certain Rouget semblait même reprendre du poil de la bête. Exactement la situation du début de l'année 1955 ! Ce Rouget assassinait ceux des notables qui jouaient trop ostensiblement la carte de la France. Faute de s'attirer les bonnes grâces de Mohand Ou el-Hadj, décidément irréductible, Léger décida de le priver d'un de ses principaux lieutenants. Il se rendit lui-même à Azazga avec un seul objectif : Rouget, sur lequel le fils de Mohand Ou el-Hadj lui avait donné quelques renseignements.

C'est le colonel Huchet de Quentin, un cavalier traditionnel et un peu « pète-sec », qui commandait le secteur. Ces histoires de B.E.L. lui déplaisaient souverainement. Léger, lors d'opérations « Boîtes postales » au cours desquelles il devait employer les troupes de secteur, s'était déjà heurté à sa mauvaise volonté. Le colonel, « service-service » et prodigieusement attaché à la plus stricte hiérarchie, ne pouvait comprendre qu'un simple capitaine arrivât d'Alger dans son hélicoptère personnel — tout comme un général de division — et, disposant d'un pouvoir qu'il jugeait scandaleux pour un officier subalterne, donnât des ordres qu'il ne pouvait même pas contester ! En outre, il admettait mal que Léger pût prétendre que dans sa région, il y avait encore des rebelles.

« L'action psychologique et les opérations militaires nous en ont définitivement débarrassés », dit-il au capitaine.

Léger, furieux d'être reçu comme un chien dans un jeu de quilles, se montra sarcastique.

« Ah ! oui ? Vous plaisantez, mon colonel, en me disant que votre secteur est pacifié et que tout baigne dans le beurre !

— Mais pas du tout. Le secteur d'Azazga a retrouvé la paix.

— Et Rouget ?

— Rouget ? Ce n'est rien. Quelques résurgences dont on va se débarrasser rapidement.

— Et les désertions de harkis ? »

Quenetin se renfrogna. Ces désertions, à vrai dire peu importantes, apportaient pourtant une ombre au tableau idyllique qu'il entendait brosser de son secteur. Léger poussa son avantage.

« Quand Rouget sera éliminé et qu'on n'aura plus à déplorer de désertions, alors, là, votre secteur sera vraiment pacifié. Je suis venu ici pour vous aider à réaliser ce plan. C'est notre affaire car il ne s'agit plus d'opérations de troupes de secteur mais de guerre psychologique.

— De guerre psychologique, s'étrangla le colonel, mais j'en fais depuis des années !

— Je crois, mon colonel, que vous confondez guerre psychologique avec action psychologique. Moi je suis là pour détruire l'ennemi grâce à des méthodes peu traditionnelles, je l'avoue, mais qui nous sont propres. L'action psychologique, je vous l'abandonne. Laissez-moi travailler. Cela ne pourra que vous aider. »

Le colonel n'était pas convaincu mais comme ce petit capitaine arrivait d'Alger avec

carte blanche il ne pouvait que céder. Léger qui ne voulait pas d'incident se fit plus souple.

« Plus vite ce problème sera réglé, dit-il, plus vite je repartirai pour Alger. Qu'avez-vous comme renseignements sur ce Rouget ? »

Le secrétaire de la sous-préfecture d'Azazga, un fonctionnaire musulman cousin de Rouget, avait été contacté par le chef local. Menaces à l'appui, un émissaire de Rouget l'avait chargé de trois missions : informer son cousin d'après les tuyaux qu'il pouvait recueillir à la sous-préfecture, voler et transmettre des documents, enfin trouver des munitions. Le secrétaire avait fait mine d'accepter et avait prévenu le 2e bureau de Quenetin.

« Qu'en pensez-vous ? dit le colonel.

— Bonne information, répondit Léger. On va donner satisfaction à ce Rouget. Il aura des renseignements, des documents et des munitions.

— Comment ! » s'indigna Quenetin.

Décidément, il ne se ferait jamais aux décisions farfelues de ces « spécialistes » du renseignement ! Léger prit contact avec le secrétaire de la sous-préfecture et lui donna des cartouches de fusil et de mitraillette en parfait état.

« Premier cadeau pour mon ami Rouget, dit-il. Il y en aura bien d'autres. Toi, tu ne t'occupes de rien. Suis à la lettre mes instructions. »

Léger repéra l'agent de liaison qui venait de Yakouren à Azazga prendre livraison des munitions. Après l'avoir « situé » il le laissa faire. Non sans mal. Il eut toutes les peines du monde à le préserver et à lui laisser les rênes longues. Les militaires du 2e bureau voulaient à toute force l'arrêter !

Sur ses ordres, le secrétaire de la sous-préfecture indiqua dans une lettre à Rouget qu'il avait pu se procurer ces munitions grâce à un harki en poste près d'Azazga.

« Il veut déserter et vous rejoindre après avoir fourni le plus de munitions possible », écrivit-il.

Le harki dont il donnait le nom, était un agent de Léger qui le tenait pour d'obscures raisons. Interrogé par les hommes de l'A.L.N. il confirmerait éventuellement l'alibi.

Rouget se montra très satisfait et réclama à son parent d'autres munitions et surtout des documents.

« Ah ! mon bonhomme, tu veux des documents ? Tu vas en avoir. » Léger venait de trouver un moyen diabolique de stopper les désertions de harkis. Sur ses ordres le secrétaire rédigea un message à Rouget :

« Je viens de voir passer un rapport marque du tampon « secret ». Je n'ai pu en prendre connaissance mais dans les bureaux j'ai entendu le nom du plan : « Violette ». Il s'agirait de harkis. Je n'en sais pas plus. »

Le message accompagnait une nouvelle cargaison de munitions. Cette fois, Léger avait mélangé des cartouches truquées aux véritables douilles. Deux sur trois devaient exploser dans les armes au moment de la percussion. Le « courrier » revint avec les nouvelles instructions de Rouget. Celui-ci intimait l'ordre à son parent de profiter de la confiance dont il jouissait à la sous-préfecture pour s'emparer du document. Léger fit traîner l'affaire sur une quinzaine de jours au cours desquels le fonctionnaire et le fellagha échangèrent de nouveaux messages. Le secrétaire faisait valoir que le plan « Violette » était vraiment très secret et qu'il se trouvait à l'abri d'un coffre-fort dont il

essayait de se procurer la clef.

Le plan « Violette » était sorti tout droit de l'ingénieux cerveau du capitaine Léger. « Violette » était une lettre adressée par le général Crépin, commandant en chef en Algérie, au sous-préfet d'Azazga. Le général lui expliquait le fonctionnement du plan « Violette » : pour lutter contre les désertions le commandant en chef avait décidé de choisir des harkis sûrs que l'on tiendrait en exerçant des pressions sur leurs familles. Ensuite ces harkis, après un stage à Alger, seraient envoyés aux maquis qui les accueilleraient à bras ouverts. Ils pourraient alors multiplier les missions de renseignements et d'intoxication.

Bien sûr la signature de Crépin était fausse ainsi que les divers cachets qui constellaient le plan « Violette ». Ni le commandant en chef ni le sous-préfet ne connaissait même l'existence de ce document forgé dont Léger attendait beaucoup. Après avoir mis l'eau à la bouche de Rouget le capitaine donna le feu vert. Un soir le secrétaire remit le plan « qu'il avait réussi à sortir du coffre » à un émissaire du chef local.

« Surtout, pleura-t-il, il faut me le ramener avant le lever du jour pour qu'il reprenne sa place dans le coffre et que personne ne se doute de son absence ! »

L'agent de liaison promit... et tint sa promesse. Au bout de trois heures il rapporta le document accompagné d'une lettre de félicitation de Rouget dont Léger fut le premier lecteur et qui lui prouva que le chef F.L.N. se cachait quelque part en ville. Le renseignement pourrait servir ultérieurement.

Dix jours plus tard le capitaine du très spécial B.E.L. avait gagné. Toute la population savait que trois harkis qui avaient déserté pour gagner le maquis avaient été arrêtés dès leur arrivée dans le djebel et fusillés par les hommes de Mohand Ou el-Hadj. La mésaventure s'était déroulée dans une autre région de la Kabylie, ce qui prouvait que Rouget, persuadé de l'authenticité de « Violette », avait mis en garde toutes les zones de la wilaya 3. Comme par miracle les désertions de harkis cessèrent dans toute la Kabylie. Aucun de ces malheureux, désorientés, trompés de toutes parts, n'avait plus le désir de rejoindre l'Armée de libération nationale. Mieux valait rester avec les Français, vivant, que gagner le maquis pour y être fusillé !

Mohand Ou el-Hadj venait de se faire avoir une nouvelle fois. Il ne savait plus à qui se fier d'autant que son fils lui expliquait que certains des « officiers libres » de Bougie avaient pris contact avec le capitaine Léger pour se rallier dans le cadre de la paix des braves à la condition qu'on leur assurât un grade et un commandement égal dans l'armée française. Et c'était vrai ! Mais Léger doutant de la sincérité de cette proposition inattendue avait résolu de faire traîner les renégats et — grâce au fils du chef de la wilaya kabyle — de démoraliser Mohand Ou el-Hadj en lui communiquant ces nouvelles. Peu lui importait que ces lascars se rallient à la France, il voulait surtout les pousser à affronter le chef kabyle ! Et, qui sait, l'amener lui aussi à envisager — cette fois de bonne grâce — un ralliement personnel. D'autant qu'à Alger les officiers du B.E.L. étaient sur un coup qui risquait de changer tout le cours de la guerre. Si Salah, le chef de la wilaya 4, avait pris contact avec le gouvernement français, pour étudier les possibilité d'une paix séparée !

Les trois Alouette n'étaient encore que des bulles légères dans le ciel bleu de cet

après-midi du 9 juin quand le pilote du S.O. Bretagne du G.L.A.M.[25], garé en bout de piste de l'aéroport militaire de Maison-Blanche, lança ses moteurs. À leur fracas profond vint bientôt se mêler le bourdonnement plus aigu des pales d'hélicoptères.

À quelques centaines de mètres de là deux sentinelles de l'armée de l'air, la main en visière au-dessus des sourcils, tentaient d'apercevoir ce qui se passait. Le soleil qui commençait à décliner faisait encore éclater le blanc crayeux du béton de la piste et miroiter le fuselage argenté de l'avion dont l'apparente incandescence blessait le regard des deux militaires. Depuis deux heures ils étaient de garde à l'entrée de la piste avec une seule consigne : interdire son accès à qui que ce soit tant que le S.O. Bretagne n'aurait pas décollé.

« Qu'est-ce qu'ils peuvent bien « maquiller » ? demanda la première sentinelle.

— Tu le vois comme moi. Une correspondance ! »

Les Alouette venaient de se poser à une dizaine de mètres en retrait de l'avion. De chaque hélicoptère deux civils en costume de ville avaient sauté à terre et, courbés en deux, gagnaient au pas de course l'échelle de fer du S.O. Bretagne. Six hommes en tout. Six silhouettes sombres dont les deux sentinelles ne pouvaient distinguer les visages. Un à un les hommes s'engouffrèrent dans le trou noir ouvert au flanc de l'appareil. La porte de la carlingue se referma. L'avion, sous pression, prit la piste et décolla immédiatement.

« Oui, de drôles de clients, ces civils ! Ça doit être important pour qu'on déplace trois ventilos et un S.O. du G.L.A.M.

— Peut-être un ministre ? hasarda le deuxième soldat.

— Penses-tu ! Les ministres, ça aime les honneurs. Et la musique. Si ç'avait été un « guignol », on se serait retrouvés de peloton... »

Il rabattit le chargeur de la MAT qu'il portait à la bretelle.

« ... Alors que maintenant, nous, on va aller se taper une « 33 » bien glacée au foyer.

— Bonne idée. Avec ce soleil... N'empêche que j'aurais bien fait une petite virée à Paris avec eux... »

Le S.O. Bretagne avait mis le cap sur la métropole. Ce cap que tous les appelés qui faisaient leur temps sur le terrain de Maison-Blanche connaissaient depuis le jour de leur arrivée. Celui qu'ils suivraient à l'heure bénie de la « quille ».

« On est bien mieux ici, lui dit son camarade en l'entraînant vers le foyer, t'as fini ta garde, t'es « pépère » tranquille jusqu'à demain. Tandis que ces types-là ça doit être service secret et compagnie. Pas du tout repos. Allez, viens... »

Sans le savoir, les deux bidasses étaient des privilégiés. Ils étaient les seuls à avoir aperçu, ombres noires dans le soleil d'Alger, les protagonistes d'une des affaires les plus mystérieuses et tragiques de la guerre d'Algérie. En effet le S.O. Bretagne du G.L.A.M., qui n'était plus qu'un point d'argent à l'horizon, transportait à Paris les chefs de la wilaya 4 qui venaient discuter avec une « haute personnalité du gouvernement français » les conditions d'une paix séparée.

Tout avait commencé cinq mois plus tôt. Dans les premiers jours de janvier 1960 les services d'écoute radio du capitaine Heux, chargé, au B.E.L., des renseignements concernant la wilaya 4, avaient intercepté une série de messages échangés par Si Salah, chef de l'Algérois, et l'état-major d'Oujda commandé par le colonel Boumediene. Ils

étaient singulièrement instructifs. Heux savait que le plan Challe avait fait la vie dure aux survivants de la wilaya, mais il ne pensait pas que le moral fût tombé aussi bas. Dans son message, Si Salah exprimait en termes d'une rare violence le désarroi, le désespoir et la fureur de ses hommes. Le recrutement local était devenu impossible et ni les armes, ni les munitions, ni les renforts promis par l'extérieur n'arrivaient jusqu'au cœur de l'Algérie. En fait, Si Salah « engueulait » littéralement son chef d'état-major.

« Vous ne foutez rien, disait-il. Vous vous prélassez à l'extérieur. Mais méfiez-vous. Les maquis sont las et écœurés. De Gaulle propose la paix des braves, l'égalité complète pour tous. Nous, c'est ce que nous demandons. L'égalité, c'est le but auquel depuis toujours nous aspirons. Si vous ne nous fournissez pas les moyens de faire la guerre nous acceptons cette proposition. On ne peut rien demander d'autre. »

L'état-major d'Oujda semblait suffoqué. Croyant à une manœuvre d'intoxication des services français, il avait demandé la répétition du message accompagné de chiffres d'identification prouvant l'authenticité de l'origine. Si Salah avait donné toutes les précisions voulues et avait envoyé un deuxième message encore plus virulent.

Heux transmit ces informations à son patron. Le colonel Jacquin avait tout de suite senti que cette fois il y avait un espoir d'aller au-delà d'une simple opération d'intoxication. Jacquin savait la valeur du chef de la wilaya 4. Qu'un homme aussi sérieux, aussi mesuré, aussi. estimé de ses troupes que Si Salah prenne de pareils risques et se révolte ouvertement contre ses chefs de l'extérieur valait qu'on s'en occupe sérieusement. Il fallait absolument établir la liaison. Heux fut chargé de la mission.

Un vieux cheikh faisant fonction de cadi à Médéa servit d'intermédiaire. Oh, ce ne fut pas facile ! Apparemment, le cadi jouait la carte française mais Heux le soupçonnait depuis longtemps d'entretenir des rapports avec la rébellion. En outre il savait que les hommes de la wilaya 4 cherchaient, par son intermédiaire, à nouer des contacts avec les autorités françaises. Il fallait les favoriser sans brusquer les choses. Heux vint trouver le cheikh et après avoir suffisamment tourné autour du pot pour que la politesse orientale fût sauve, il amena la conversation sur la guerre, sur les chances de paix qu'on laissait échapper.

« Par exemple, dit-il au vieil homme, toi qui es la sagesse même, tu devrais conseiller aux hommes du maquis...

— Mais je ne les connais pas, coupa le cadi, indigné, je n'en ai jamais vu. »

Heux l'apaisa :

« Bien sûr, mais cela pourrait t'arriver. Tu es très connu. Ta sagesse est de bon conseil, alors les hommes du djebel voudront peut-être en profiter. D'ailleurs, tu ne serais pas le seul à Médéa à avoir des contacts avec le F.L.N. Il y a tant de colons européens qui payent régulièrement pour ne pas voir leurs récoltes détruites ! »

Le vieux cadi souriait dans sa barbe. Heux poursuivit :

« Eh bien, s'ils te demandaient conseil, rappelle-leur que le général De Gaulle a proposé la paix des braves. Que son offre a toujours été rejetée par le G.P.R.A. Bien sûr, pour eux c'est facile. Ils sont bien à l'abri dans leurs palaces et leurs somptueuses villas. Mais les maquisards, eux, pourraient y penser. On les sait courageux, De Gaulle lui-même l'a dit, c'est pourquoi il ne leur demande pas de se rendre, loin de là, mais de faire la paix avec lui. Parle-leur. »

C'était assez pour une première fois mais Heux revint plusieurs fois à la charge. Enfin,

au mois de mars, le cadi annonça :

« J'ai vu Si Lakhdar, le responsable politique de la wilaya. Il m'a dit que les hommes se sentent abandonnés. Ils sont fatigués des promesses jamais tenues par l'extérieur. Il serait prêt à discuter sur la base des propositions du général De Gaulle.

— Et comment faire ? interrogea Heux.

— Ils ne veulent pas discuter avec vous. »

Cela faisait l'affaire de Heux qui ne voulait jouer aucun rôle dans une éventuelle négociation. L'officier du B.E.L. préférait rester en observateur et pouvoir intervenir au gré des circonstances.

« Comprenez-les, poursuivit le cheikh. Ils ne veulent avoir aucun contact avec les militaires ni avec les gens du délégué général. Ils n'ont pas confiance. Ils disent que les militaires vont les matraquer et les tromper. Et que les civils ne représentent rien. Ils veulent établir un contact avec un émissaire important du pouvoir parisien.

— Cela me semble difficile.

— Ne vous en occupez pas. Ils y parviendront. »

Le brave homme semblait avoir une idée très précise de la suite à donner à l'affaire. Le B.E.L. avait lancé l'amorce, il était préférable d'attendre que la situation mûrisse. Il serait temps de la relancer si elle traînait trop.

Le cheikh de Médéa allait vivre une extraordinaire aventure. Lui aussi voulait que l'affaire aboutisse. Comme toute la population musulmane, il était las de la guerre. Mais il ne fallait pas faire de faux pas. Les djounoud étaient épuisés, certes, mais encore très méfiants et peu enclins à se faire « rouler » ni à passer pour des traîtres en discutant avec l'armée. Le cadi s'ouvrit de ses craintes au très libéral procureur d'Alger, M. Schmelk, nommé après la grande valse des Barricades Celui-ci lui conseilla de se rendre à Paris et lui obtint un rendez-vous du garde des Sceaux, son ami Edmond Michelet. Et le 19 mars, place Vendôme, le vieil homme confiait ses espoirs et ses angoisses au ministre de la Justice.

Le lendemain le premier ministre, Michel Debré, apprenait la possibilité de conversations entre les chefs d'un des principaux foyers de rébellion en Algérie et des représentants du gouvernement. Aussitôt il en informait brièvement le général De Gaulle.

Sauf contre-indication de votre part, dit-il au président de la République, j'irai personnellement au fond de cette histoire.

— Comme vous voudrez. »

De Gaulle chargea son homme de confiance pour les affaires algériennes, Bernard Tricot, d'en suivre le déroulement pour l'Élysée. Pour sa part, Debré désigna son directeur de cabinet, Pierre Racine, et le chef de son cabinet militaire, le général Nicot. Celui-ci, qui ne pouvait se déplacer en Algérie, délégua ses pouvoirs pour cette mission à l'un de ses adjoints : le colonel Mathon. L'équipe Tricot-Mathon, Élysée-Matignon, était constituée. L'affaire Si Salah commençait.

La première rencontre eut lieu en début de soirée, le 28 mars 1960, à 14 préfecture de Médéa. La petite ville était noyée dans une brume épaisse descendue de la montagne. Il faisait froid et humide. De toute la journée le soleil n'avait réussi à percer la grisaille du ciel et à 19 heures le ciel était si bas, si lourd, le brouillard si dense que la nuit semblait

être tombée depuis longtemps sur cette journée qui malgré la date n'avait rien de printanier. À l'heure prévue, tels des fantômes sortis de l'ombre cotonneuse, trois hommes en burnous gris pénétrèrent dans le jardin de la préfecture et franchirent la porte latérale du bâtiment officiel désert où les attendait le préfet Cayssa. Celui-ci les conduisit jusqu'à un bureau du premier étage et se retira. Face à face se retrouvaient pour la première fois depuis le début de la guerre d'Algérie trois représentants des combattants les plus durs de la rébellion algérienne et deux des plus proches collaborateurs du général De Gaulle et de Michel Debré. Il y eut un instant de gêne. Chacun restait immobile. Sur la défensive. Puis Bernard Tricot et le colonel Mathon s'avancèrent et se présentèrent. À l'énoncé de leurs titres de représentants des deux plus hautes autorités françaises — le président de la République et le premier ministre — les visages des trois hommes s'éclairèrent. Ils se dégagèrent de leurs burnous.

« Nous sommes parmi les principaux dirigeants de la wilaya 4, dit l'un d'eux, un homme mince, le visage fin et ouvert. J'en suis le responsable politique et voici un membre du conseil de wilaya et le responsable local du F.L.N. pour la ville de Médéa. Nos noms n'ont pas d'importance. Nous les échangerons plus tard.

— Vous n'avez pas eu de difficultés pour parvenir jusqu'à nous ? interrogea Mathon.

— Non, les promesses ont été tenues. Nous n'avons vu personne. »

Les deux émissaires français ne pouvaient s'empêcher de penser à l'accueil que l'on fait au début d'un week-end à quelques invités peu familiers. Questions sans importance sur le temps et l'état de la route, histoire de briser la glace et d'échanger quelques mots.

« Nous n'avons rencontré ni militaires ni patrouilles, renchérit le responsable local. Tout s'est passé comme nous l'a dit le cadi. Très simplement. »

Mais pour que tout se déroule « très simplement » il avait fallu mettre le général Roy., commandant la zone de Médéa, dans la confidence ! Delouvrier, Challe et Jacquin, les trois seuls hommes qui à Alger soient au courant de la mission extraordinaire avaient rassuré Tricot à Son propos.

« Le général Roy est un homme très droit, très intelligent, très fin politiquement. Il comprendra et fera en sorte qu'aucun chef d'unité ne déclenche une opération malheureuse. »

Il suffisait en effet du zèle intempestif d'un sous-lieutenant à la tête d'une patrouille pour tuer ou arrêter les envoyés du F.L.N. et mettre fin à tous les espoirs de paix ! Challe avait donc recommandé à Roy de suspendre toutes les opérations dans son secteur, puis les envoyés de Paris avaient mis au point avec le commandant de Médéa un itinéraire que les émissaires du F.L.N. pourraient emprunter en toute sécurité. Protéger des hommes que l'on considère depuis six ans comme des ennemis n'était pas chose facile à expliquer à un militaire. Mais le général Roy avait très bien « compris ». Et les trois responsables F.L.N. étaient là sains et saufs dans un secret presque absolu.

« Avant que nous discutions en détail des possibilités d'un cessez-le-feu, commença l'un des trois maquisards, je voudrais tout de suite préciser un point. Une chose très importante et qui engage tous les combattants de la wilaya que nous représentons. »

C'était le responsable politique qui avait pris la parole. Il se posait ainsi en chef de la délégation aux yeux de ses interlocuteurs français.

« Nous voulons la paix, poursuivit-il, mais il ne s'agit pour nous ni d'aman ni de reddition. Encore moins d'une trahison personnelle. Nous représentons nos camarades

combattants du maquis de la wilaya 4 et notre volonté sera, dans toutes nos discussions, de les associer à tous les points sur lesquels nous pourrions nous mettre d'accord. »

Mathon et Tricot, acquiescèrent, satisfaits. L'homme exprimait avec aisance et clarté tout ce qui était sous-entendu lors des contacts établis par le cadi. Le dialogue pouvait commencer.

Bernard Tricot rassura ses interlocuteurs. Personne n'entendait assimiler ces conversations à une reddition. Il s'agissait uniquement d'établir de bonne foi les conditions d'un cessez-le-feu, d'une paix raisonnable. Au cours de ce premier contact, l'envoyé de l'Élysée proposa aux trois chefs rebelles un plan de discussion. D'abord évoquer l'aspect technique des négociations : comment arrêter les combats et maintenir ce cessez-le-feu jusqu'à l'autodétermination. Et ensuite parler de l'avenir de l'Algérie.

Appuyé par ses deux compagnons, le chef politique F.L.N. expliqua que seuls les hommes de l'intérieur voulaient la paix et que seuls ils étaient capables de l'imposer. -

« Le G.P.R.A., précisa-t-il, est bien loin de nos préoccupations. Nous voyons toujours des gens partir pour Tunis, jamais en revenir. Le G.P.R.A. est traité en gouvernement, ses membres trouvent cela agréable. Ils n’ont aucune raison de faire cesser cet état de choses. »

Puis il laissa entendre que l'idée d'indépendance découlant directement de. celle d'autodétermination, les combattants de l'intérieur avaient atteint leur but. Il suffisait de se mettre d'accord sur des zones de regroupement des maquis.

« Et les armes ? interrogea le colonel Mathon.

— C'est en effet un problème, concéda le chef politique. Mais il n'est pas insoluble. Elles pourraient être déposées auprès d'une autorité civile et placées sous une garde mixte. »

Les combattants étaient donc prêts à déposer et à rendre leurs armes pourvu que l'arrêt des combats ne ressemblât pas à une reddition. L'information était de taille. Il fallait vraiment que les maquis soient à bout de souffle pour envisager pareille mesure.

Quant à l'avenir politique de l'Algérie, le chef de la délégation le concevait dans une étroite coopération entre Algériens d'origine musulmane et européenne.

« Nous ne désirons couper les ponts ni avec la France ni avec l'Occident, dit-il d'une voix douce. Chacun a droit de vivre en paix dans son pays. Ce que nous désirons, c'est la fin de la domination européenne. Que nous soyons maîtres de nos affaires sans que les Européens décident pour nous. »

Voilà un langage que comprenait Bernard Tricot. Pour lui, l'avenir de l'Algérie ne pouvait que passer par là. Décidément, cette première réunion ne se déroulait pas mal.

« Ce que nous désirons, poursuivit le chef politique, une fois réalisées les conditions d'arrêt des combats, c'est une cohabitation étroite avec les Européens et une coopération importante avec la France. Les combats ont été trop durs, le peuple a trop souffert. Il est à bout de souffle. Nous-mêmes n'avons presque plus de relations avec l'extérieur qui est censé nous représenter. Plus de liaisons radio, plus de messagers réguliers. Il nous faut parfois plus d'un mois pour recevoir des nouvelles de Tunis. Le prix de la réalisation de notre idéal initial est trop élevé. Arracher l'indépendance coûterait trop cher. Nous ne voulons plus continuer dans cette direction. La conception de la paix des braves nous convient.

— Convient-elle à vos troupes ? »

Le colonel Mathon savait, d'après les informations des services du colonel Jacquin, qu'il ne devait rester en wilaya 4 qu'environ 250 hommes armés. Troupes était donc un bien grand mot. Mais les contacts ne pourraient être menés à bien que si ce noyau d'où tout pouvait repartir se ralliait sans réticence à la politique de son chef.

« Nos commandants de secteur, répondit celui-ci, sont tous au courant de notre rencontre. Ils l'ont approuvée. Nous devons maintenant rendre compte de nos conversations à notre chef de wilaya, Si Salah, ainsi qu'au responsable militaire, Si Mohamed. Il est temps de vous dire maintenant que mon nom est Si Lakhdar, responsable politique et adjoint de Si Salah. Le responsable de Médéa ici présent est Abdelhatif, et Halim fait partie du conseil de wilaya comme chef de la zone d'Aumale. »

Lakhdar exprimait ainsi sa confiance et son désir de poursuivre des négociations qui n'en étaient qu'à leurs balbutiements malgré des preuves certaines de bonne volonté. Les cinq hommes convinrent de se retrouver trois jours plus tard au même endroit et dans les mêmes conditions.

« Il serait bon, souligna Bernard Tricot, qu'après avoir consulté votre chef et vos collègues de la wilaya, vous soyez en mesure — à notre prochaine réunion — de définir les conditions de mise sur pied d'un cessez-le-feu efficace et réel. »

L'ordre du jour de la réunion suivante étant ainsi fixé, les cinq émissaires secrets se saluèrent, toute gêne effacée. Ils n'étaient que des hommes de bonne volonté résolus à mettre fin à un combat fratricide. Le jeu était dangereux mais en valait la chandelle !

C'est le 31 mars que se joua l'avenir de ce qu'on allait appeler l'affaire Si Salah. Un avenir plein d'espoir mais aussi de déceptions et de drames qui allaient provoquer des catastrophes et influer considérablement sur le destin d'hommes aussi différents que le commandant en chef de l'armée française en Algérie ou que le triumvirat qui présidait aux destinées de la wilaya algéroise. Le chef militaire couvert de gloire et d'honneur y perdra sa liberté en entrant en rébellion contre le gouvernement de son pays tandis que les chefs rebelles prêts à mettre fin à la guerre disparaîtront dans la tourmente, happés, broyés par l'implacable tourbillon des rivalités et des haines, éliminés dans la course pour le pouvoir.

Mais ce 31 mars 1960, c'était encore l'Espoir. Entre 19 et 23 heures les représentants de la wilaya 4 acceptèrent toutes les conditions présentées avec beaucoup de souplesse et de doigté par le colonel Mathon et Bernard Tricot. C'est le général Challe qui — en rapport étroit avec les représentants de l'Élysée et de Matignon ainsi qu'avec le premier ministre, Michel Debré — avait établi les modalités d'une « reddition qui n'en ait pas les apparences mais tous les effets », comme dira plus tard Paul Delouvrier. Qu'on en juge : il était entendu que tous les combattants de la wilaya déposeraient leurs armes dans des endroits fixés par accord mutuel — de préférence les préfectures pour que les djounoud n'aient pas le sentiment de remettre leurs armes à des militaires. Ainsi l'honneur serait sauf. En échange de quoi, la France reconnaîtrait à ces « fellaghas » le titre de combattants réguliers. Dès lors chaque djoundi pourrait soit regagner son village soit s'engager dans l'armée française au sein des harkis ou dans une formation de promotion sociale. Les cadres F.L.N. seraient envoyés à l'école d'officiers et de sous-officiers de Cherchell ou bien rejoindraient eux aussi leur famille. Le gouvernement français

s'engageait à n'exercer aucune poursuite contre ces anciens rebelles à condition qu'ils « n'aient pas de sang sur les mains ». Les « tueurs » et les terroristes seraient jugés. Mais les négociateurs de Médéa convinrent que ces cas particuliers seraient réglés « entre eux ». Comme une loi d'amnistie interviendrait très rapidement après l'autodétermination, Mathon et Tricot pourraient « fermer les yeux » et aider à l'exil temporaire des « tueurs » vers l'étranger.

Ayant accepté toutes les conditions matérielles du cessez-le-feu Si Lakhdar entreprit de clarifier la situation politique. Les « négociateurs » de la wilaya 4 prônaient la constitution d'une sorte de parti politique dont ils seraient les leaders et qui s'insérerait dans une « cohabitation » avec la France. En fait ils réclamaient une autonomie interne dans laquelle ils auraient une place privilégiée.

« Mais tout cela ne sera valable, précisa Lakhdar, que si nous avons l'accord des autres régions. Le pouvoir des wilayas est beaucoup plus fort, beaucoup plus important que celui que peut détenir l'organisation extérieur, peu consciente des réalités intérieures. Nous devons désormais agir en deux temps. Dans un premier temps, nous allons mettre au courant de notre accord tous nos chefs de zone, puis, après leur acceptation, nous entreprendrons d'amener à nos vues les wilayas voisines.

— Et Tunis ? interrogèrent les « Français ».

— Nous nous expliquerons également avec Tunis. Mais plus tard. Que pourront faire les membres de l'extérieur si toutes les wilayas — c'est-à-dire les combattants et par suite tout le peuple qui nous soutient — décident de négocier avec la France ? Rien. Si ce n'est suivre. Et traiter. Ils s'apercevront enfin de la véritable situation qui règne à l'intérieur et sentiront l'opportunité, si ce n'est la nécessité, d'adopter nos plans. »

Décidément la négociation semblait favorable. Tricot et Mathon ne pouvaient qu'abonder dans le sens de leurs adversaires d'hier, bientôt des alliés. Il fallait mettre à exécution le plus vite possible la première partie de ce plan. Avertir les chefs de zone ne paraissait pas être bien difficile. Pourtant Lakhdar, Halim et Abdelhatif demandèrent un délai de huit semaines.

« Tant que cela ! s'exclama le colonel Mathon.

— Oui. Et à condition que pendant ce délai vous vous engagiez à suspendre les opérations de réserve générale sur le territoire de la wilaya 4.

— Et les troupes de secteur ? demanda le colonel.

— Aucune importance. On s'en arrange très bien. Ce qu'il faut éviter ce sont les opérations de parachutistes, de légionnaires ou de commandos de chasse. »

Mathon en prit l'engagement.

« Nous verrons plus tard ce qu'il faudra faire lorsque nous contacterons les wilayas voisines, ajouta Si Lakhdar.

— Quand nous reverrons-nous ?

— Laissez-nous environ ces deux mois. Nous vous avertirons par le canal habituel du résultat de notre mission. Le vieux cheikh vous dira quand nous serons prêts à passer au second stade de la discussion. »

L'affaire prenait une telle importance que, pour garantir le secret, le colonel Mathon écrivit lui-même au stylo à bille les comptes rendus de ces deux réunions et en fit six copies tirées au papier, carbone pour le général De Gaulle, Michel Debré, Paul Delouvrier, le général Challe, Bernard Tricot et lui-même. En dehors de ces six

documents manuscrits il n'existe pas une note, pas un papier, pas un compte rendu qui fasse seulement allusion à l'affaire.

Chaque ligne de ce compte rendu était du baume au cœur de Challe, qui y voyait la justification de toute sa politique. Il interrompit pratiquement toutes les opérations qui se déroulaient dans l'Algérois. Avec la reddition de la wilaya 4 c'étaient les trois quarts de l'Algérie qui étaient pacifiés. En effet non seulement la wilaya de Si Salah couvrait de Palestro à Ténès — c'était la plus riche d'Algérie —, mais en outre, depuis les affaires Bellounis, Si Chérif et Si Haouès[26], elle avait barre sur la wilaya 6 et ses arrières. Quant à l'organisation F.L.N. oranaise, elle était littéralement à genoux. Aux frontières, les barrages est et ouest étaient efficaces à 95 % et les rares djounoud chargés d'armes qui passaient vers le Sud étaient vite repérés grâce à une surveillance aérienne intense et aux pisteurs arabes que Challe avait décidé d'utiliser dans cette chasse à l'homme. Ils étaient fantastiques. De véritables devins. Quelques traces de pas, quelques éraflures et ces Sherlock Holmes du désert vous disaient quand le fell était passé, quel était son signalement, s'il était chargé ou non, quelle était sa direction. Un hélicoptère et une mitrailleuse suffisaient alors à anéantir les djounoud qui avaient passé la frontière.

La rébellion, privée de moyens de communication, de ravitaillement, d'armes, de recrutement, traquée par les opérations et les embuscades, était à bout. Les négociations de Médéa le prouvaient. Aux yeux de Challe cette affaire Si Salah était le coup de grâce porté aux maquis de l'intérieur. Dès lors on comprend mieux sa déception devant l'inflexibilité du général De Gaulle à son égard. Challe voulait rester non seulement pour voir sa victoire, en goûter les fruits les plus doux, en tirer les honneurs qui sont la récompense de la vie militaire, mais aussi, mais surtout, pour surveiller le déroulement de l'affaire Si Salah — car le commandant en chef se méfiait de l'envoyé de l'Élysée. Pour lui, Bernard Tricot était le mauvais génie de De Gaulle. L'homme qui ne voyait qu'un avenir pour l'Algérie : l'indépendance. Il craignait que l'éminence grise du Général ne se serve du ralliement de Si Salah pour manœuvrer le G.P.R.A. et l'amener à traiter.

Car déjà, en ce mois de mars 1960, l'affaire Si Salah est une source d'équivoques. Pour Challe et les quelques officiers du B.E.L. qui sont dans la confidence, le cessez-le-feu partiel signifie le ralliement des hommes de Si Salah. Comment appeler autrement une manœuvre qui aboutit au dépôt des armes, au retour des rebelles dans leurs foyers ou à leur entrée dans les rangs de l'armée française ? L'affaire Si Salah réussie, c'est l'intégration tant rêvée qui devient enfin possible, le maintien définitif de cette Algérie française que l'on a juré de préserver. Ce qu'ils oublient — volontairement ou non — c'est que les cadres et les djounoud épuisés physiquement par une lutte démesurée, écœurés par le « lâchage » de Tunis, n'en restent pas moins très attachés à l'idéal de l'indépendance. Ils acceptent d'autant mieux la paix des braves qu'elle conduit au référendum d'autodétermination. Et si celui-ci se déroule librement, il proclamera le désir du peuple algérien d'être indépendant. Le délégué général Paul Delouvrier en est persuadé. Tous les rapports qu'il reçoit concordent. En Oranie, par exemple, cette Oranie où la rébellion est à genoux — comme dit Challe —, où le général Gambiez a fait un effort considérable pour éliminer la torture et les « corvées de bois », où la paix semble revenue, la population musulmane libérée du joug du F.L.N. n'en exprime pas moins son désir d'indépendance. La rébellion a reculé jusqu'à disparaître mais son empreinte politique reste indélébile sur la population. L'armée, chefs en tête, nie obstinément cette

évidence. Et de bonne foi ! Dans le bled elle est au contact d'une population qui vit au Moyen Age et ne sait que rendre hommage au plus fort. Dans cette optique, la réussite de l'affaire Si Salah ne peut conduire qu'à une Algérie définitivement française. Mais une page est tournée. La rébellion, commencée dans les campagnes, a bouleversé la façon de penser des villes. Désormais le pouls de l'Algérie musulmane se prend dans les faubourgs des grandes villes. Et là, le désir d'indépendance manifesté par le peuple s'y fait jour avec force. L'armée ne peut ni ne veut l'admettre. Elle a vaincu son adversaire sur le terrain, donc elle a gagné. Sans rébellion on ne peut remettre l'Algérie française en question.

Dans ce contexte, Challe, qui savait pouvoir réaliser cette décolonisation par promotion dont il s'était fait le champion, ressentait encore plus profondément l'amertume de son départ. D'autant plus profondément qu'il était désormais persuadé que De Gaulle et a la bande à Tricot » voulaient larguer l'Algérie, et torpiller les chances de réussite de l'affaire. Si Salah. Quittant l'Algérie l'ancien commandant en chef se promettait bien de suivre de Fontainebleau le déroulement de cette affaire mystérieuse. À ses yeux elle était la dernière chance de l'Algérie française et fraternelle dont il rêvait depuis deux ans.

Tout avait réussi. Les cadres de la wilaya étaient d'accord. Un cessez-le-feu était désormais possible mais ne serait réellement profitable que s'il était admis et suivi par les autres wilayas. Telles étaient en bref les nouvelles qu'apportaient le 31 mai 1960 les émissaires de la wilaya 4 à leurs homologues, Tricot et Mathon à nouveau réunis à la préfecture de Médéa. Cette fois, les cinq hommes, devenus de vieilles connaissances, ne perdirent pas de temps en approches subtiles ni en précautions de langage. Ils étaient cinq dans la même galère. Deux mois s'étaient écoulés et il ne s'agissait plus de perdre de temps. Les résultats, étaient positifs et le secret entourant leurs contacts avait été préservé. Chacun des deux partis avait joué le jeu. Un miracle. Il fallait profiter du courant de confiance établi entre les ennemis d'hier pour faire aboutir aujourd'hui le projet de cessez-le-feu.

Pourtant, après que Lakhdar eut expliqué les contacts avec les différents commandants de zone, Bernard Tricot et le colonel Mathon, rompus aux discussions de cabinet et aux sous-entendus, décelèrent chez leurs interlocuteurs une certaine gêne. Malgré les nouvelles optimistes la machine grippait. Mais où ? Si les commandants de zone étaient tous favorables, c'était de l'état-major que provenaient d'éventuelles réticences. Il fallait en avoir le cœur net. Faisant preuve d'une psychologie rare de la part d'un maquisard descendu de sa montagne, Lakhdar prit les devants :

« Nous avons deux problèmes, avoua-t-il, le premier vient d'un homme : Si Mohamed, l'adjoint de Si Salah, l'autre est un problème d'attitude générale. Nous sommes conscients de l'intérêt que représentent ces discussions à l'échelon le plus haut mais en même temps nous craignons de donner à certains, peu familiers avec les subtilités des contacts secrets, l'impression de trahir, de jouer pour notre propre compte et dans notre intérêt personnel.

— Si Mohamed est opposé à nos entretiens ? interrogea Mathon.

— Non. Pas ouvertement. Mais c'est un chef militaire très dur, très difficile à convaincre. Il voit la trahison partout. Lors des crises internes récentes il a été très

violent. Beaucoup de djounoud, et de cadres aussi, ont peur de lui. »

Si Lakhdar semblait embarrassé. Aucun des deux émissaires français ne releva l'allusion aux terribles purges qui avaient décimé quelques mois auparavant les cadres intellectuels de la wilaya. Si Mohamed était donc de ces adeptes sanguinaires d'Amirouche. Il faudrait compter avec son intransigeance. Pour l'heure, il s'agissait de rassurer Lakhdar, lui donner bonne conscience.

« Il n'y a pas traîtrise, plaida Tricot, lorsqu'on tente de mettre honnêtement sur pied les conditions d'un cessez-le-feu qui ne sera pas uniquement applicable à la wilaya 4 mais à tous les combattants de l'intérieur. Quels qu'ils soient. En outre, vous ne traitez pas avec l'armée mais avec le gouvernement.

— C'est pourquoi, enchaîna Si Lakhdar, il sera indispensable qu'une fois définies les conditions d'arrêt des combats, nous amenions les autres wilayas à partager notre point de vue. »

Le chef politique s'arrêta un instant, passa la main sur son visage, comme pour se donner les secondes d'une ultime réflexion, puis se lança

« Pour convaincre Si Mohamed, pour persuader les wilayas voisines nous avons besoin de traiter notre affaire à un haut niveau. C'est pourquoi nous n'avons voulu rencontrer que des représentants du pouvoir parisien. Maintenant que nous sommes sur le point d'aboutir il faudrait frapper un grand coup, d'une portée psychologique importante. Nous vous faisons personnellement confiance, vous représentez directement le général De Gaulle et M. Debré, mais si nous pouvions rencontrer une haute personnalité politique de Paris qui conclue avec nous les accords que nous avons étudiés cela faciliterait énormément notre travail. Vis-à-vis des autres wilayas, et aussi vis-à-vis de Si Mohamed, nous serions plus représentatifs. »

L'idée était bonne. Tricot et Mathon l'avaient d'ailleurs évoquée à Paris et Michel Debré ne s'y était pas opposé.

« Je crois que cela peut se faire, répondit Bernard Tricot. Laissez-nous quarante-huit heures. Après-demain vous aurez la réponse. »

Le 2 juin, tout était réglé. Des émissaires de la wilaya 4 étaient attendus à Paris « par une haute personnalité » qui récapitulerait avec eux les différents points de l'accord de cessez-le-feu et s'engagerait au nom du gouvernement français.

« Si vous donnez suite à cette proposition, dit le colonel Mathon, faites-nous connaître deux jours à l'avance la date que vous aurez fixée. »

C'était le maximum de ce que pouvaient faire les représentants français. Ils ne voulaient pas non plus donner à leurs vis-à-vis l'impression de trop « pousser à la roue ». Après tout, c'étaient les wilayas qui étaient en position de faiblesse. Mais qu'est la force, qu'est la faiblesse dans une guerre subversive où tous les rapports, toutes les valeurs sont bouleversées ? Lakhdar, Halim et Abdelhatif avaient l'air très satisfaits :

« Nous vous préviendrons bientôt », assura le chef politique en prenant congé de ses hôtes.

Le soir du 2 juin, en faisant son rapport au stylo à bille — en appuyant bien fort pour que les cinq carbones impressionnent les caractères —, le colonel Mathon dégagea l'intérêt de l'opération, intérêt mutuel où il n'y avait ni gagnants ni perdants mais sûrement des chances de paix. Pourtant il ne put s'empêcher de noter que pour certains officiers français, dont il ne citait pas les noms, ces contacts s'assimilaient à un véritable

ralliement. Dans leur esprit, c'était la victoire militaire totale et écrasante. Le colonel Mathon, se souvenant des cuisantes expériences de « ralliement forcé » — comme celui d'Azzedine qui s'était terminé dans la déroute la plus complète[27] —, souligna le danger d'une pareille interprétation qui, une fois de plus, pouvait provoquer d'amères « déceptions ».

Les fenêtres du premier étage du pavillon de chasse des tirés de Rambouillet étaient grandes ouvertes sur la forêt dont la nuit d'été exaltait le parfum frais et léger. Bernard Tricot, étendu sur un lit, écoutait le bruissement soyeux de la brise dans les hautes futaies. Qu'elles semblaient lointaines, les nuits précédentes, lourdes, odorantes, chargées des parfums épais de la Mitidja ! Savourant le calme qui l'enveloppait, « l'homme de l'Élysée » faisait le point. Si la journée avait été fertile en surprises et en rebondissements, le lendemain pouvait être essentiel dans le déroulement de l'affaire et influer sur la durée de la guerre. La paix tenait peut-être entre les mains des cinq hommes étendus dans ces deux chambres du pavillon de chasse de Rambouillet, car, cette fois, ils étaient en France, ces fellaghas dont on parlait tant depuis des années !

Quarante-huit heures auparavant — le 7 juin — le cadi avait transmis le message de la wilaya 4. Les émissaires du F.L.N. étaient prêts à se rendre à Paris. Tricot et Mathon avaient fixé le rendez-vous au 9 juin à 15 h 30 à Médéa. Ils « jouaient » un horaire très précis. En partant en hélicoptère de Médéa vers 16 heures et compte tenu du transbordement dans le S.O. Bretagne qui attendrait à Maison-Blanche, ils arriveraient à Villa-coublay à la nuit, protégés des regards indiscrets. Le colonel Jacquin, patron du B.E.L., avait « récupéré » les responsables de la wilaya à la limite du bled et des faubourgs et les avait conduits en camionnette bâchée à la D.Z. de Médéa. À 15 h 40 ils entraient dans le bureau où les attendaient Bernard Tricot et le colonel Mathon. Lakhdar était le premier mais deux inconnus l'accompagnaient.

« Messieurs, dit Lakhdar, je vous présente Si Salah, notre chef, et Si Mohamed, chef militaire de la wilaya. »

Avec Si Lakhdar, c'était tout l'état-major de la wilaya 4 qui se déplaçait, prouvant ainsi l'importance que ces hommes attachaient à la tentative de cessez-le-feu ! L'affaire suivait une progression logique. Dans un premier temps ils avaient voulu traiter avec des représentants directs du pouvoir parisien, ensuite ils avaient demandé à être reçus par une personnalité importante du gouvernement, et aujourd'hui ils « mettaient le paquet » en se présentant tous trois — le chef suprême, son adjoint politique et son adjoint militaire — à l'heure du départ pour Paris.

Si Lakhdar expliqua que Halim resterait à la wilaya pour s'occuper des affaires courantes. Quant à Abdelhatif, il ne parlait pas suffisamment français pour participer à une « conférence au sommet ». Très habilement, le chef politique, profitant de sa connaissance des deux émissaires français, cherchait à mettre à l'aise les deux nouveaux venus. Pour Si Salah, cela semblait facile. L'homme, très grand — environ 1,90 m — paraissait très sympathique et parlait facilement. Le visage clair était agréable. Des yeux bruns, intelligents, dirigeaient alternativement leurs regards sur les délégués français comme pour mieux les connaître et les jauger. Une fine moustache surmontant une bouche gourmande faisait élégamment oublier un nez trop grand. L'aisance des gestes, la taille

élancée rendaient plus rustaude encore l'allure de son voisin Si Mohamed. C'était donc là l'homme avec lequel, ou plutôt « contre lequel », il faudrait jouer ! Le chef militaire de la wilaya 4 n'était pas gâté par la nature. Le front bas, les oreilles décollées encadrant des pommettes larges et saillantes, des yeux bridés et très enfoncés et, par-là-dessus une moustache soulignant d'un trait noir et épais le teint basané donnaient à sa physionomie un air à la fois fruste et sournois. Si Mohamed avait à peine salué et se tenait dans une réserve hostile qui n'augurait rien de bon. Pourtant dans le S.O. Bretagne qui les menait à Paris le chef militaire s'était détendu, parlant un peu de sa vie. Il avait expliqué à Bernard Tricot qu'il ne connaissait de l'Europe que les mines belges où il avait travaillé dans les années 50. Et puis le survol d'Alger, le bouleversant panorama de la Ville blanche l'avait surpris. Les trois maquisards n'avaient pas revu Alger depuis cinq ans. Pour Si Lakhdar et Si Mohamed c'était la première fois qu'ils survolaient la cité.

« C'est notre baptême de l'air », avait confié Lakhdar. Et, avec une nuance d'admiration dans la voix, il avait ajouté :

« Mais Si Salah, lui, est déjà monté en avion. »

Le repas lui-même avait été une source d'étonnement pour ces soldats des maquis. Les gendarmes de l'air en civil — ils étaient quatre, deux à l'arrière, deux à l'avant de la carlingue — les avaient vus déchirer à belles dents les tranches de viande froide qu'on leur présentait. À l'heure du fromage, Lakhdar, qui ne connaissait pas le camembert, l'avait mangé tout entier, croyant que c'était l'usage. Et sans une goutte de vin ! Les trois hommes respectaient strictement l'orthodoxie musulmane, ils ne fumaient ni ne buvaient d'alcool. Au fil des heures Tricot et Mathon n'avaient pu s'empêcher d'une certaine sympathie pour ces hommes qui les avaient durement combattus et qui, l'heure de la négociation arrivée, se trouvaient littéralement arrachés à leur pays, à leurs habitudes simples et rudes de coureurs de djebel, pour se trouver plongés dans un monde inconnu, au contact de coutumes et d'habitudes nouvelles. Il leur fallait un réel courage pour entreprendre seuls une pareille aventure, en opposition avec leurs chefs de l'extérieur et sans même le soutien des wilayas voisines.

Après le repas, dans l'avion, les cinq hommes avaient abordé les thèmes politiques. Si Salah avait exprimé un nouveau désir : il voulait s'entretenir avec Ben Bella.

« Il est en prison chez vous, expliqua-t-il, ce sera très facile de le rencontrer. »

Les trois chefs de la wilaya 4 voulaient bien passer au-dessus de ce G.P.R.A. qui à leurs yeux ne représentait plus rien mais ils désiraient tout de même rencontrer le leader emprisonné, qui déjà faisait figure de martyr. Ben Bella au courant, ils ne pourraient être accusés de traîtrise ! Le plan était habile mais. Bernard Tricot savait que le général De Gaulle refuserait cette éventuelle visite au prisonnier de l'île d'Aix. Il entreprit de les décourager.

« Voir Ben Bella ne me semble pas une bonne idée, expliqua-t-il. Vous avez le souci de ne pas jouer en solitaires. Vous ne voulez pas apparaître comme des traîtres mais comme des chefs conscients de la qualité de ce que vous entreprenez. Si vous rencontrez Ben Bella, il préviendra le G.P.R.A. Et là vous apparaîtrez comme des traîtres car il sera facile aux membres du gouvernement provisoire d'expliquer ainsi votre tentative de discussion séparée. »

Les trois hommes parurent convaincus. Convaincus mais désemparés.

« Si vous avez des doutes sur l'importance que le gouvernement français attache à cette

affaire, poursuivit Bernard Tricot, ils seront balayés quand vous verrez la qualité de celui qui discutera avec vous au nom du gouvernement français. »

Jusque-là les hommes de la wilaya 4 n'avaient prononce aucun nom. Ils avaient simplement manifesté le désir de rencontrer une « haute personnalité ». De leur côté, ni Mathon ni Tricot ne pouvaient leur dire qui les recevrait. Rien à Paris n'était décidé et la qualité — imprévue — des émissaires du F.L.N. autorisait tous les espoirs. Celui de Tricot — peut-être le seul homme dont le général De Gaulle entendît les suggestions sur le problème algérien — était de les faire recevoir par le président de la République lui-même. L'impact serait si fort qu'il pourrait accélérer la bonne marche d'un plan de cessez-le-feu subtil mais non exempt de risques et de dangers. Il s'agissait de « gonfler » des hommes, certes importants, mais qui pour l'heure ne représentaient que les deux cent cinquante ou trois cents fells armés qui tenaient encore le naquis algérois.

« De toute façon, conclut Tricot, je poserai la question à propos de Ben Bella. »

Au cours du voyage un courant de confiance s'était établi entre les envoyés de l'Élysée et de Matignon et les deux nouveaux venus dans la négociation. Les précautions prises pour conserver leur anonymat, l'absence de mesures de sécurité exprimant une quelconque défiance à leur égard, les avaient bien disposés. À l'arrivée à Villacoublay seules trois voitures attendaient garées en bout de terrain, tous feux éteints. Le sous-préfet de Rambouillet, ignorant l'identité des Algériens, avait été prié de venir avec sa voiture personnelle et sans chauffeur. En outre il avait reçu l'ordre d'assurer l'hébergement de cinq personnes, pendant une ou deux nuits dans une résidence située de telle façon que leur présence restât secrète. Il s'était acquitté de sa mission et avait servi de chauffeur à Bernard Tricot et Si Salah. Le général Nicot, chef du cabinet militaire de Michel Debré, était aussi au rendez-vous et avait conduit Si Mohamed tandis que le colonel Mathon s'était glissé derrière le volant de la troisième voiture avec, à ses côtés, Si Lakhdar. Les trois véhicules avaient pris la route de Rambouillet dont le château sert de résidence d'été aux présidents de la République, et étaient arrivés sans encombre au pavillon de chasse isolé au cœur de la forêt. Seuls le garde-chasse et sa femme les avaient accueillis et s'étaient retirés après avoir préparé le repas. Pas la moindre surveillance, nulle sentinelle à l'horizon.

Les trois chefs F.L.N., séduits par la confiance que leur faisaient leurs interlocuteurs français, leur avaient même demandé de ne jamais être séparés d'eux. Que toujours, pendant le temps que durerait leur séjour en France, le colonel Mathon ou M. Tricot restât avec eux. Même la nuit. Pour répondre à leur désir on avait installé trois lits dans une chambre réservée aux hommes du F.L.N. et deux dans la pièce contiguë dont on avait laissé la porte de séparation grande ouverte. Bernard Tricot pouvait ainsi entendre un souffle fort et régulier provenant de la pièce voisine. Qui dormait aussi profondément ? Si Salah, Si Mohamed ou Si Lakhdar ?

Le 10 juin 1960 Bernard Tricot se rendit à l'Élysée. À 11 h 30 il était de retour pour permettre au colonel Mathon de gagner Matignon. Chacun devait faire son rapport à son patron. Ce n'est que lorsque les deux hommes retrouvèrent leurs trois compagnons pour un déjeuner tardif qu'ils leur annoncèrent la nouvelle.

« Vous serez reçus ce soir à 22 heures par le général De Gaulle. »

La promesse de Tricot était tenue au-delà de leurs espérances. De Gaulle effaçait Ben Bella. Le premier moment de surprise passé, après qu'ils eurent marqué leur satisfaction — plus modérée chez Si Mohamed que chez ses deux compagnons —, les chefs de la wilaya 4 demandèrent à leurs interlocuteurs français de les aider à résumer dans un « topo » d'ensemble les points sur lesquels ils s'étaient mis d'accord lors des quatre réunions de Médéa, L'après-midi se déroula dans une atmosphère de « bachotage » assez touchante. Guidés par Tricot ils travaillèrent à la préparation de l'entrevue. Son déroulement les préoccupait. Les trois chefs F.L.N. ne montraient pas tant une réelle inquiétude qu'une certaine recherche de bienséance à l'égard du général De Gaulle.

« Comment faut-il le saluer ? demanda Si Salah. On lui dit monsieur le président ou mon général ? » Bernard Tricot les rassura.

« Appelez-le mon général.

— Et qui assistera à cette entrevue ? s'enquit Lakhdar. Personne en dehors du colonel Mathon et de moi-même. »

À 21 heures, ce 10, juin 1960, trois voitures sortirent de la forêt de Rambouillet. Le général Nicot conduisait la première, Tricot la seconde, Mathon la troisième. La traversée des Champs-Élysées, la vision de l'Arc de Triomphe éblouissant sous les projecteurs, les mille lumières des boutiques et des voitures qui se pressaient les unes auprès des autres, la succession des feux rouges et verts, furent autant d'émerveillements pour ces hommes simples-qui découvraient Paris. Un Paris lumineux, gai, riche, insouciant. Une foule joyeuse, avide de son plaisir. Bien loin de la guerre et de ses préoccupations. Un monde nouveau. Insoupçonné. Insoupçonnable pour ces combattants dont l'horizon se limitait depuis cinq ans aux âpres djebels, aux mechtas misérables, aux caches obscures et qui n'avaient connu jadis que la vie biblique de leur douar natal ou les faubourgs misérables où se terrent, la nuit venue, la foule des travailleurs nord'Af.

« Pourquoi passe-t-on au feu vert ? interrogeait Si Mohamed, à chaque signal automatique. Qui le fait fonctionner ?

— Est-ce les Invalidés ? » demandait Si Salah devant l'Arc de Triomphe illuminé.

À 21 h 50 les trois voitures pénétrèrent dans l'Élysée. Elles avaient emprunté une discrète entrée latérale située dans la rue du même nom. Sur les visages les sourires et l'émerveillement avaient fait place à une gravité tranquille chez Si Salah et Si Lakhdar, sombre chez Si Mohamed. Les six hommes traversèrent une succession de couloirs, de salons, de bureaux déserts. Ils ne croisèrent âme qui vive. Bernard Tricot, familier des lieux, avait soigneusement repéré son itinéraire et donné ses ordres. Personne ne devait rencontrer les mystérieux visiteurs. Quelques minutes avant, 22 heures ils se retrouvèrent dans le vaste bureau des aides de camp où seul les attendait le colonel de Bonneval. Un Bonneval plus anxieux, plus tracassé que jamais. Torturé par l'idée d'un possible attentat. Après tout, ces hommes pouvaient avoir monté un plan machiavélique à l'issue duquel ils abattraient la « haute personnalité » qu'ils devaient rencontrer. Tricot et Mathon n'avaient pas négligé cette hypothèse, surtout depuis qu'ils avaient rencontré Si Mohamed. Mais il fallait jouer le jeu. L'opération psychologique qui allait se défouler entre le général De Gaulle et les trois chefs F.L.N. ne pouvait réussir que si l'on établissait un climat de confiance réciproque et complète. Qu'on les fouille pour s'assurer qu'ils ne portaient pas d'armes et tout était fichu! En accord avec le Général, Tricot avait pris le risque. Aucune

mesure de sécurité apparente ! Toutefois on avait à l'avance fixé les places. Le général De Gaulle derrière son bureau, Tricot à sa droite sur le côté du bureau, Mathon à sa gauche. L'un et l'autre tournés de trois quarts vers les chefs rebelles qui se trouveraient en ligne, face au président de la République. À leur hauteur derrière une tenture dissimulant les hautes croisées du bureau, la mitraillette armée à la main, l'un des « gorilles » du Général, Henri Djouder, se tiendrait prêt à tirer. Il pourrait à travers la fente des lourds doubles rideaux suivre les faits et gestes des visiteurs. En outre, sans pouvoir l'affirmer, il est pratiquement sûr que Tricot et Mathon portaient chacun un pistolet.

À 22 heures précises les cinq hommes pénétrèrent à pas lents dans le bureau du président de la République. Le général Nicot demeura avec le colonel de Bonneval dans le bureau des aides de camp.

Le général De Gaulle se tenait derrière son bureau. L'instant était solennel. D'un geste large il désigna à ses hôtes les trois fauteuils. Si Salah prit place au centre, Lakhdar à sa droite, Si Mohamed à sa gauche.

« Messieurs, dit le général De Gaulle, asseyez-vous je vous prie. »

Les trois chefs de la wilaya, raidis, tendus, saluèrent militairement puis s'assirent. Le général De Gaulle, tout comme le colonel Mathon, était en civil. Il sortit ses lunettes de la poche poitrine de son veston gris foncé, puis se mit à jouer avec.

« Messieurs, dit-il, je voudrais avant que nous commencions cette discussion situer à nouveau ma position qui est celle de la France. »

En un monologue d'une dizaine de minutes il résuma les termes de l'accord établi à Médéa. Il promettait aux djounoud qui déposeraient leurs armes dans des endroits fixés en accord avec eux la reconnaissance de leur statut de combattant, la possibilité de regagner sans encombre leurs villages ou de s'engager dans l'armée française, ou encore d'entrer dans des centres de promotion en attendant le référendum d'autodétermination. Le Général insista sur la dignité qui devait être reconnue par tous aux hommes du djebel.

« L'Algérie, ajouta-t-il, doit se bâtir avec le concours de tous. »

C'était au tour des Algériens de parler. Si Salah et Si Lakhdar, parfois Si Mohamed, exposèrent leurs points de vue. Ils étaient prêts à cesser des combats « qui se traînaient et ne menaient à rien ». Ils acceptaient l'autodétermination ainsi que les conditions fixées.

Si Salah insista particulièrement sur le souci qu'ils avaient de ne pas traiter pour leur compte personnel, de ne pas se désolidariser de leurs frères.

« Il faut que le plus grand nombre possible de wilayas cessent le combat en même temps que nous, précisa-t-il.

— Oui, intervint Lakhdar, et pour cela il nous faut pouvoir convaincre leurs chefs. Il faut qu'un cessez-le-feu partiel nous permette de nous déplacer. »

De Gaulle, très attentif, les rassura sur ce point.

« Vous aurez ce cessez-le-feu durant tous vos déplacements, que noue faciliterons au mieux. »

On en arriva au G.P.R.A. Le Général annonça qu'il allait à nouveau faire appel dans une allocution radia-télévisée à l'organisation extérieure et intérieure.

« Dans quelques jours je vais proposer une fois encore le cessez-le-feu. »

Les trois hommes n'exprimèrent aucune surprise.

« De notre côté, réaffirma Si Salah, nous mènerons nos contacts avec les wilayas voisines. Si le G.P.R.A. répond à vos offres de paix vous n'entendrez plus parler de nous.

S'il les rejette nous poursuivrons nos entretiens — avec cette fois les représentants des wilayas qui partagent notre point de vue. Ensemble nous essayerons de mettre sur pied un cessez-le-feu séparé à partir des conditions que nous venons d'établir. »

L'entretien était terminé. Le Général se leva, imité par ses visiteurs.

« Messieurs, leur dit-il, je ne sais si nous nous reverrons. Je l'espère. J'espère aussi que je pourrai alors vous serrer la main. Vous comprendrez que je ne puisse le faire aujourd'hui car nous restons, pour l'instant, des adversaires. Mais si je ne vous serre pas la main, messieurs, je vous salue[28]. »

Les trois chefs F.L.N. paraissaient très émus. Ils saluèrent à nouveau militairement et, flanqués de leurs « anges gardiens » Tricot et Mathon, ils gagnèrent la porte du bureau.

Immobile, debout derrière sa table de travail, De Gaulle les regarda sortir.

La rencontre la plus secrète de la guerre d'Algérie venait de se terminer.

Pour la première et la dernière fois le Général avait parlé face à face avec ces ennemis insaisissables dont la révolte avait provoqué la crise la plus grave qui ait ébranlé la France depuis quinze ans.

Pour la première fois aussi, depuis le 1er novembre 1954, une solution était en vue. La paix se profilait à l'horizon des mechtas.

Le 14 juin, à 20 heures, le général De Gaulle, dans la deuxième partie de son discours radiotélévisé consacré aux questions sociales et économiques et à la Communauté, renouvela ses offres de paix à l'organisation rebelle. En apparence il ne disait rien de plus qu'au 16 septembre : collège unique, cessez-le-feu par la « paix des braves », autodétermination, libre référendum par lequel les Algériens choisiraient leur destin.

« Il est garanti que le choix séra entièrement libre », dit le président de la République.

Et chacun put remarquer qu'il insistait sur chacun de ses mots, martelant et détachant chaque phrase, les ponctuant du poing sur la table.

« Les informateurs du monde entier, poursuivit-il, auront pour le constater, pleine et entière latitude. »

Pas un mot de la rencontre secrète de l'Élysée. Pas un mot et pourtant celui qui savait le détail de son entrevue avec les trois chefs de la wilaya 4 pouvait retrouver les thèmes, les termes mêmes, de la discussion, dans l'appel adressé par le président *d e* la République au G.P.RA. :

« Une fois de plus, je me tourne, au nom de la France, vers les dirigeants de l'insurrection. Je leur déclare que nous les attendons ici POUR TROUVER AVEC EUX UNE FIN HONORABLE AUX COMBATS QUI SE TRAÎNENT ENCORE, RÉGLER LA DESTINATION DES ARMES, ASSURER LE SORT DES COMBATTANTS. Après quoi, tout sera fait pour que le peuple algérien ait la parole dans l'apaisement. La décision ne sera que la sienne. Mais je suis sûr, quant à moi, qu'il prendra celle du bon sens : accomplir, en union avec la France et dans la coopération des communautés, la transformation de l'Algérie algérienne en un pays moderne et fraternel. »

Cet appel au G.P.R.A. scandalisa les militaires d'Alger qui étaient dans la confidence. Pour eux, De Gaulle torpillait froidement l'affaire. Il sabotait une paix séparée possible avec Si Salah et les wilayas, une paix au sein de laquelle, à leur idée, l'Algérie resterait française, pour traiter avec le G.P.R.A. dont le but avoué était l'indépendance de

l'Algérie. Leur thèse, et ce sera celle de Challe — alors à Fontainebleau —, celle de Nicot — alors chef du cabinet militaire de Debré —, celle des hommes du B.E.L. dans le secret, était que Si Salah et ses compagnons n'avaient accepté de traiter qu'à condition que De Gaulle s'engageât à ne pas discuter avec le G.P.R.A. dont ils ne voulaient plus entendre parler. C'était la scission complète avec l'extérieur. Dans cette optique, Si Salah se ralliait purement et simplement. Et tous les espoirs étaient permis, « si ce Machiavel de l'Élysée ne livrait l'Algérie pieds et poings liés aux tueurs de Tunis » !

Cette attitude, cette équivoque sur les termes échangés entre le Général et les chefs de la wilaya 4, est le point de départ de ce qu'on appellera moins d'un an plus tard la « révolte des généraux ». Pour eux, dès la rencontre avec Si Salah, le 10 juin 1960, De Gaulle trahit. D'autant que l'affaire de la wilaya 4 va se terminer dans le drame et la confusion.

Après la rencontre avec De Gaulle, Si Salah, Si Lakhdar et Si Mohamed, toujours « cornaqués » par le tandem Tricot-Mathon, regagnèrent le pavillon de chasse des tirés de Rambouillet. Ils semblaient très satisfaits, en proie même à une certaine émotion d'avoir vu le Général, y compris Si Mohamed, pourtant moins prolixe que ses compagnons.

« Pour nous, confia-t-il à Bernard Tricot, cette entrevue est très importante. C'est une garantie que d'avoir entendu le général De Gaulle. »

Dans la bouche de cet homme dur et farouche la réflexion prenait une singulière résonance...

Il s'agissait maintenant pour les trois émissaires F.L.N. de « convaincre » les wilayas voisines. Le 11 juin ils étaient de retour à Médéa. Tricot, Mathon et le colonel Jacquin, patron du B.E.L., convinrent d'un rendez-vous pour le 18. Il fallait bien une semaine pour donner les ordres nécessaires à un cessez-le-feu partiel qui permettrait aux chefs de la wilaya 4 de se déplacer sans encombre dans les wilayas voisines. Pour le commandant en chef, le général Crépin, qui avait succédé à Challe au cours de l'affaire Si Salah, il n'était pas question de donner aux généraux commandants de région et aux colonels commandants de secteur en Kabylie et dans l'Algérois les raisons d'un cessez-le-feu partiel et temporaire. Le B.E.L. fut donc chargé de le faire appliquer sans explication. Le capitaine Heux pour l'Algérois et le capitaine Léger pour la Kabylie furent désignés pour suivre les émissaires F.L.N. « à la trace » et pour les protéger durant leur mission. L'opération Si Salah reçut comme nom de code « Tilsitt » — l'humour militaire ne perdant jamais ses droits — et Léger, Heux et Jacquin eurent seuls le droit d'en consulter le dossier, bien mince puisqu'il ne contenait aucun des comptes rendus manuscrits du colonel Mathon.

Le 18 juin, à Médéa, eut lieu la dernière réunion franco-algérienne de l'affaire Si Salah. Seul Lakhdar s'y présenta au côté de son chef. Ni Si Mohamed, ni Halim, ni Abdelhatif n'y assistèrent. Si Salah confirma son désir de se rendre en Kabylie pour y rencontrer Mohand Ou el-Hadj.

« Avant notre visite à l'Élysée, confia Si Salah, j’ai déjà reçu un accord de principe. Il m'a écrit une lettre qui nous laisse beaucoup d'espoir. Je suis kabyle comme lui, j'en fais mon affaire. »

De leur côté le colonel Jacquin et le capitaine Léger qui tenaient le fils de Mohand Ou el-Hadj, avaient fait écrire par ce dernier une lettre expliquant au vieux chef de la

wilaya 3 que dans l'Algérois le calme revenait, qu'il n'y avait plus de combats, que la paix des braves recevait un bon accueil. Bref un véritable travail de sape que le voyage de Si Salah compléterait à coup sûr.

Le chef de la wilaya 4 paraissait très optimiste. Il ne semblait pas du tout penser que De Gaulle dans son discours prononcé quatre jours plus tôt avait trahi leurs accords[29].

« J'ai besoin d'être déposé à quelques kilomètres de Tizi-Ouzou, expliqua Si Salah. Un agent de liaison me mènera alors à Mohand Ou el-Hadj. »

Le chef de la wilaya kabyle se terrait dans le massif de l'Akfadou. Il faudrait quelques jours à Si Salah pour gagner sa retraite. Jacquin promit un hélicoptère pour le 21 juin. Si Salah précisa que les contacts avec les wilayas 5 et 6 s'établiraient parallèlement.

« Et avec les wilayas de Constantine et de l'Aurès ? interrogea Mathon.

— Cela se fera à partir de la 3, répondit Si Lakhdar. Il faut procéder par ordre.

Le 18 juin au soir tout était réglé. Les « Français » assuraient le transport de Si Salah à Tizi-Ouzou et lui garantissaient l'arrêt des combats dans les zones qu'il traverserait. En outre, le colonel Jacquin lui donna le nom de deux postes français ainsi qu'un mot de passe.

« Avec ce mot, expliqua le colonel, le chef de poste vous accueillera, quel que soit le résultat de vos conversations avec Mohand Ou el-Hadj, et me préviendra, On vous fera récupérer en hélicoptère et déposer où vous voudrez dans l'Algérois. »

Cette fois les dés étaient jetés. Si Salah et Si Lakhdar saluèrent chaleureusement les émissaires français qui leur souhaitèrent bonne chance.

Quelque temps plus tard « on » racontera au général Challe à Fontainebleau que Bernard Tricot aurait dit à Si Salah : « Prenez garde de gêner la politique du général De Gaulle par des négociations latérales. » Réflexion qui bien sûr viendra encore étayer la thèse « militaire » déjà exposée.

Quoi qu'il en soit, le 21 juin, Si Salah quitta l'Algérois pour ouvrir en Kabylie la première de ces fameuses

« négociations latérales ». Sans se soucier le moins du monde de la « mise en garde » de l'envoyé de l'Élysée[30].

Pour les émissaires français la longue et angoissante attente commençait.

Léger avait transmis au général de Camas, commandant la Kabylie, l'ordre de prévenir les deux chefs de poste et de stopper toutes les opérations de réserve générale et de, secteur entre Tizi-Ouzou et le massif de l'Akfadou. Et cela sans lui en expliquer les motifs. Il fallait beaucoup de diplomatie au simple capitaine du B.E.L., dans le secret des dieux, pour faire avaler pareilles instructions à un général de division laissé dans l'ignorance ! Mais l'auréole du B.E.L., la réputation « moustache » de ses membres, faisaient admettre bien des choses. Même les ordres d'un petit capitaine à un grand général !

Pendant une dizaine de jours Léger suivit sur la carte d'état-major la progression de Si Salah. Chaque matin lui apportait sa moisson de renseignements provenant de ralliés ou d'agents travaillant au sein de la population. Personne ne savait qu'il s'agissait du chef de la wilaya 4 mais chaque information signalait la présence d'un groupe de cinq hommes qui cheminaient en direction de l'Akfadou. Si Salah était accompagné de Halim, qui avait

participé aux premiers contacts, du capitaine Saïd Mouhouiddir et de deux gardes du corps. À la fin du mois de juin Si Salah était arrivé. À nouveau il fallait attendre. De combien de temps aurait-il besoin pour convaincre le vieux chef kabyle ?

La bombe éclata dans les premiers jours de juillet. Par hasard une patrouille de troupes de secteur qui n'avaient pas, été prévenues de suspendre les accrochages et les embuscades — on se souvient que les chefs de la wilaya 4 avaient uniquement demandé l'arrêt des opérations de réserve générale — avait tué un agent de liaison du comité de wilaya. Selon le processus habituel tous les papiers récupérés furent confiés au 2e bureau qui les transmit au B.E.L. Heux découvrit alors une « mise en garde » de Si Mohamed à tous les chefs de zone. Le capitaine n'en crut pas ses yeux. Le chef militaire de la wilaya 4 avait « tourné sa veste » !

« Si Salah et Si Lakhdar, ainsi que les commandants Halim et Abdelhatif, sont des traîtres qui ont pactisé avec l'ennemi, écrivait Si Mohamed. Salah et Lakhdar se sont même rendus à l'Élysée pour négocier la reddition des vaillantes troupes de l'A.L.N. ! En conséquence et sans attendre le jugement du tribunal qui décidera du sort de ces traîtres, ils sont destitués. Le gouvernement provisoire lui-même nommera le remplaçant de Si Salah dont, à partir de cette heure, je prends provisoirement les pouvoirs. »

Au B.E.L. ce fut le branle-bas de combat. Il fallait à tout prix éliminer Si Mohamed, qui s'était bien gardé de dire que lui aussi s'était rendu à l'Élysée, et sauver ses compagnons.

Léger eut la confirmation de la nouvelle par le pompiste d'Azazga qui venait de recevoir une lettre de Si Mohamed à Mohand Ou el-Hadj. La « boîte aux lettres » signalée par le fils du Kabyle travaillait désormais pour Léger à qui elle fournissait copie du. courrier échangé entre les wilayas 3 et 4 ! Si Mohamed expliquait à Mohand Ou el-Hadj qu'il avait fait fusiller Si Lakhdar et Abdelhatif et qu'il lui conseillait d'en faire autant avec Si Salah et Halim

« Ce salaud a trahi tout le monde », pensa Léger.

Il était déjà trop tard pour Si Lakhdar et Abdelhatif. Ils étaient les deux premières victimes du retournement de Si Mohamed. Pour les gens du B.E.L. — persuadés de la promesse faite par De Gaulle de ne pas traiter avec le G.R.P.A. —, cela ne faisait aucun doute, Si Mohamed, le plus farouche et le plus réticent des émissaires F.L.N., s'était senti trompé par le discours du président de la République. Et il avait pris tout le monde de vitesse en faisant arrêter Lakhdar et Abdelhatif et en mettant en garde Mohand Ou el-Hadj.

La réalité était tout autre. Si le résultat était le même la motivation était différente. Au cours du conseil de wilaya tenu au retour de l'Élysée, Si Salah, Si Lakhdar et Si Mohamed avaient mis la plupart des chefs de zone au courant des contacts qu'ils allaient prendre avec les wilayas voisines sans leur donner le détail de leurs conversations avec De Gaulle. Si Salah était chargé de ceux avec la Kabylie, Si Mohamed de la wilaya 5 (Oranie) et Abdelhatif de la wilaya 6 (Sud). Or deux capitaines de la wilaya 4, Berroughia et Lakhdar Bouraghra, avaient changé d'avis. Ils n'étaient plus d'accord sur la paix des braves. Ils voulaient poursuivre le combat en accord avec le G.P.R.A. et le nouvel état-major de Boumediene. Après le départ de Si Salah, Berroughia et Lakhdar Bouraghra s'étaient entendus avec leurs hommes. Il s'agissait de faire revenir Si Salah ou Si Mohamed sur leur projet et, avec leur aide, de

liquider le reste du conseil de la wilaya.

« Il faut arrêter cette mascarade », avaient décidé les deux capitaines.

Si Salah étant en route pour la Kabylie, c'est avec Si Mohamed qu'ils avaient tenté l'épreuve de force.

Bouraghra avait proposé à Si Mohamed un rendez-vous avec des éléments de la wilaya 5. Sans méfiance, celui-ci avait accepté. Cela faisait partie de sa mission. Mais au rendez-vous, dans la forêt, il n'avait trouvé que le capitaine Berroughia flanqué de son acolyte Bouraghra qui avait braqué un pistolet sur le ventre de l'adjoint de Si Salah.

« Tu es notre prisonnier, raconte-nous l'Élysée. » Et Si Mohamed, terrorisé, avait tout raconté.

« Eh bien, tout cela est clair, avait dit le capitaine. Ça ne peut pas continuer comme cela. Il n'y a qu'une chose à faire : casser cette négociation. Alors choisis. Ou tu reprends la lutte avec nous jusqu'à l'indépendance, et on te considère comme le chef, ou on te liquide. »

Si Mohamed n'avait pas hésité. Sur le Coran il avait juré fidélité à la révolution, à la direction extérieure et avait pris sa première décision de « chef de la wilaya 4 » : fusiller Si Lakhdar, Abdelhatif et quelques cadres tout prêts à accepter la paix des braves. Quant à Si Salah, on le jugerait à Tunis.

« C'est un combattant du 1er novembre, avait dit sentencieusement Bouraghra, et un homme brave. On ne peut le fusiller comme cela. »

Encore fallait-il le prendre ! C'est ainsi que Si Mohamed avait écrit à Mohand Ou el-Hadj.

À la réception de la lettre, le vieux chef kabyle ne prit aucune décision. Il ne souffla mot du message à Si Salah et le laissa pendant plusieurs jours développer ses arguments en faveur de la paix des braves. Mohand Ou el-Hadj n'était pas très séduit — contrairement à ce que Si Salah avait affirmé — par cette formule. Mais beaucoup de ses chefs de région y souscrivaient. Et le vieil homme, s'il croyait profondément au combat de libération nationale pour lequel il avait sacrifié à son âge une vie calme, confortable et douillette d'artisan prospère[31], était las des luttes fratricides, des purges de toute sorte dont Mayouz, Amirouche et ce Si Mohamed avaient ensanglanté la Kabylie et l'Algérois. Il résolut donc d'attendre. Si Mohamed n'avait pas encore gagné dans sa wilaya. Peut-être n'aurait-il pas le dernier mot avec ses troupes.

Ce dernier mot, le colonel Jacquin était bien décidé à l'avoir. La seule solution s'imposait : éliminer Si Mohamed. Et pour réussir, faire vite. Le plan fut soigneusement étudié par le capitaine Léger. Cette « élimination » posait en effet des problèmes graves. Elle ne devait pas apparaître comme une exécution décidée par les Français mais comme un sursaut d'énergie des hommes de la wilaya 4 qui, outrés du changement d'attitude de leur nouveau chef, l'abattraient pour pouvoir profiter de la paix des braves ! L'idée était subtile. On ferait transmettre par le vieux cheikh à Médéa une lettre des émissaires de Paris donnant rendez-vous à Si Mohamed. Comme si rien ne s'était passé. Si le chef algérois acceptait, le cheikh et le colonel Jacquin viendraient le chercher au point de rencontre habituel en dehors de Médéa. Jacquin seul dans sa camionnette ouvrirait la route et le cheikh, au volant d'un second véhicule, suivrait à quelques dizaines de mètres. En chemin les deux voitures tomberaient dans une embuscade tendue par des djounoud de la wilaya 4 en uniforme — en réalité des musulmans du capitaine Léger déguisés en

fellaghas. La camionnette de Jacquin passerait après avoir essuyé quelques coups de feu dans les ailes pour la vraisemblance mais la voiture du cheikh serait arrêtée. Le cadi VERRAIT ET ENTENDRAIT les hommes de la wilaya 4 accuser Si Mohamed de traîtrise au nom des combattants qui voulaient la paix avant de s'évanouir, savamment matraqué. On ferait alors disparaître Si Mohamed. Et à son réveil le vieux cheikh se ferait une joie de raconter alentour comment le chef félon avait été liquidé par les hommes de sa propre wilaya. Il ne resterait à Si Salah qu'à revenir et reprendre la situation en main avec l'aide éventuelle de l'armée !

La « gamberge » du B.E.L. était séduisante. Mais il fallait la mettre à exécution avant que Si Mohamed apprenne l'interception de son agent de liaison. L'affaire était trop importante pour que Jacquin et Léger se permettent de la monter seuls. Si Mohamed avait rencontré le général De Gaulle, il fallait donc pour l'éliminer que celui-ci donne le feu vert. Jacquin sauta dans un avion... et attendit quinze jours la réponse. Cette attente allait confirmer dans l'esprit de certains militaires le double jeu du président de la République. Pour eux, cette fois, c'était clair, il ne voulait pas que l'affaire Si Salah aboutît !

Lorsque le patron du B.E.L. obtint enfin l'autorisation du Général il était trop tard. Si Mohamed ne vint pas au rendez-vous. Jacquin et Léger tentèrent désespérément de sauver au moins la peau de Si Salah. Ils déclenchèrent; pour s'emparer de Si Mohamed, une opération de réserve générale dans la wilaya 4, rompant ainsi le cessez-le-feu partiel promis par De Gaulle. Et ce fut la plus atroce confusion. Des chefs de région qui n'avaient pas été touchés par Si Mohamed ou qui, malgré ses menaces, restaient fidèles à Si Salah, se rendirent sans combat aux unités françaises. Pour ces « prisonniers » qui croyaient toujours en Si Salah et à la paix des braves la fin des combats dans l'honneur et la dignité était arrivée. Selon le plan prévu... Ils n'avaient plus qu'à attendre l'autodétermination dans leurs villages. Ils essayaient de faire comprendre leur situation — à grand renfort de sourires — aux officiers de renseignement qui les interrogeaient. Le malheur était que ceux-ci, lancés dans l'opération, ne savaient rien — et pour cause — des négociations ouvertes entre la wilaya 4 et l'Élysée ! Et lorsque les officiers de l'A.L.N. leur disaient en clignant de l'œil :

« Mais ne crie pas si fort, tu sais bien qu'on est d'accord !

— D'accord avec quoi ? gueulaient-ils. Tu me prends pour un con ? »

Et les « tartes » pleuvaient.

Devant ce gâchis désespérant il n'y avait plus rien à faire. Car, bien sûr, on n'avait pas « coxé » Si Mohamed. Heux ne put qu'arracher aux pattes des O.R.[32] ahuris et furieux les chefs F.L.N. trop confiants... et les envoyer finir la guerre dans des « camps d'hébergement », écumants de rage et pleins de rancune contre ces « roumis » qui — tout le leur prouvait — les avaient trompés dès le départ.

Léger attendit vainement que Si Salah contactât l'un des deux postes qu'on lui avait signalés. Il savait, grâce à la boîte postale et à quelques informateurs, que Mohand Ou el-Hadj lui avait ouvert les yeux.

« Je ne suis pas contre ton projet, avait dit le vieux chef, mais pour tout dire je ne suis pas chaud. Je ne marcherai que si tout le monde est d'accord. Et je sais que chez toi tout ne va pas pour le mieux. »

Il lui avait alors montré la lettre de Si, Mohamed. Si Salah, furieux, avait décidé de partir pour reprendre en main sa wilaya et éliminer Si Mohamed. Malheureusement,

présumant trop de ses forces, il négligea de passer d'abord par les postes indiqués par le colonel Jacquin. Inquiet de ce silence et décidé coûte que coûte à sauver la vie à Si Salah, Léger fit passer des messages sur les antennes de Radio-Alger racontant la révolte de Si Mohamed dans la wilaya 4 et l'exécution de Lakhdar et d'Abdelhatif. S'il possédait un transistor, Si Salah serait ainsi prévenu du sort qui l'attendait.

Si Salah et Halim furent arrêtés par les hommes de Si Mohamed à Palestro en septembre 1960. Une vaste purge « assainit » la wilaya déjà exsangue. Halim fut exécuté immédiatement. Si Mohamed, qui voulait jouer la carte de l'état-major Boumediene, remit Si Salah à Mohand Ou el-Hadj avec mission de le faire parvenir à Tunis.

« Je ne suis que commandant et arabe, écrivit-il au chef de la wilaya 3, tu es colonel et kabyle. On ne pourra pas m'accuser d'avoir voulu le faire disparaître pour des raisons personnelles. »

Mohand Ou el-Hadj fit libérer Si Salah et le convainquit de se soumettre au jugement de Tunis. D'après Saada, l'un des cadres de la wilaya kabyle, il était libre de ses mouvements, et conservait une arme. Il aurait donc pu s'échapper mais son moral semblait atteint. Il était abattu. « Conscient de son erreur », me diront Azzedine et Saada. Quoi qu'il en soit, Si Salah ne devait pas rejoindre Tunis vivant. Il fut tué au cours d'un accrochage le 20 juillet 1961 dans le Djurdjura, aux environs de Bouira, par un détachement du 22e bataillon de chasseurs alpins, en même temps que quelques cadres de la wilaya.

La mort du visiteur de l'Élysée allait ajouter au mystère de cette étrange affaire. Des officiers du B.E.L. reçurent dans les bureaux de l'état-major interarmées le rapport suivant : « Si Salah, enchaîné, a été blessé par du détachement du 22e alpins. Il est encore en vie. » Quarante-huit heures après parvenait ce rectificatif : « Si Salah était libre et armé. Il a farouchement résisté aux côtés de son escorte. Blessé grièvement il a succombé à ses blessures. »

« Pourquoi cette contradiction ? Parce qu'on a voulu éliminer tous les témoins de l'affaire. » Telle sera la thèse de certains militaires qui souligneront le remplacement du général de Camas en Kabylie par le général Simon, « une créature de De Gaulle »... Thèse qu'ils confirmeront — et il faut bien avouer que la coïncidence est troublante — par le récit de la mort de Si Mohamed.

Le 6 août 1961 un renseignement de valeur A. 1 signale la présence de Si Mohamed dans une maison des faubourgs de Blida. Au lieu d'envoyer une unité en poste à Blida le commandant en chef fait venir spécialement de CORSE un commando du mystérieux 11e » choc » — régiment action des services spéciaux —, commandé par le capitaine Prévot, ancien d'Indo et parfois chargé de missions à l'étranger dans le cadre du SDECE. Le commando est mené à pied d'œuvre à Blida. Le combat est d'une rare violence. Si Mohamed et son escorte e battent pied à pied. Face à la cache, le capitaine Prévot est grièvement blessé. Et Si Mohamed est tué d'une rafale de mitraillette.

L'affaire Si Salah venait de trouver un épilogue sanglant.

« Prévot était là pour exécuter un ordre : descendre Si Mohamed, dernier témoin de la rencontre de l'Élysée. D'ailleurs De Gaulle n'avait-il pas dit : « Personne ne parlera de l'affaire Si Salah. Et celui qui en parlera n'en parlera pas longtemps », affirmeront les mêmes militaires. Mais nous serons en 1961. Le putsch aura passé, divisant l'armée. Challe et Zeller seront en prison. Et — alors qu'ils risquent leurs têtes — seront d'accord

pour que l'affaire Si Salah ne soit pas évoquée même à huis clos. D'autres voudront se servir de cette sombre histoire racontée ici pour la première fois dans ses détails pour justifier leur action au sein du putsch et de l'O.A.S. Mais quelle sera l'importance de cet épisode, si mystérieux soit-il, face à la guerre civile qui ensanglantera l'Algérie ?…

« Messieurs les plénipotentiaires... »

Solennel, le torse épais moulé dans un costume gris croisé, Me Ahmed Boumendjel entra dans la salle de conférence de la préfecture de Melun, en prenant garde de glisser sur le parquet miraculeusement ciré. M. Roger Moris vint à sa rencontre. Pour lui comme pour de nombreuses personnalités politiques parisiennes, Me Boumendjel n'était pas un inconnu. Sa faconde méditerranéenne, sa bonhomie naturelle, sa culture européenne, sa voix de stentor et son physique à la Porthos en faisaient, en 1956, l'invité recherche des dîners en ville, à qui l'on posait inlassablement la même question : « Et vous, mon cher Boumendjel, que pensez-vous de la situation en Algérie ? » Alors son bon visage sympathique s'éclairait. « Boum » passait la main dans ses cheveux bouclés et grisonnants et inlassablement, en évitant soigneusement les mots qui choquent, il tentait d'expliquer son pays, ses coreligionnaires, le peuple algérien et ses souffrances. Et puis 1957 était arrivé. Avec la « bataille d'Alger », son frère « suicidé » par les parachutistes[33], l'engrenage *de* la guerre. L'ancien avocat de Ben Bella avait disparu des salons parisiens et des bureaux des partis politiques pour gagner Tunis. Avec lui le F.L.N. avait fait une recrue de choix et l'avait mis « en réserve ». Ses connaissances juridiques, son « sérieux », les relations amicales qu'il avait conservées dans différents milieux français seraient utiles, le jour de la négociation arrivé...

Roger Moris, secrétaire général des affaires algériennes, était heureux de le revoir et malgré ses sentiments Algérie française lui tendit la main, emporté par le réflexe humain du Méridional chaleureux. Boumendjel la serra vigoureusement et, en s'asseyant à la table de la conférence, dit avec un sourire un peu forcé :

« Une poignée de main pour l'amitié, un titre de plénipotentiaire pour la reconnaissance de notre État algérien, nos entretiens commencent bien ! »

Roger Moris serra les lèvres. Il n'aurait jamais dû, lui, chef de la délégation française, serrer la main au chef de la délégation F.L.N. ! Et son directeur de cabinet, M. Suel, aurait dû appeler Boumendjel et Ben Yahia : « Messieurs les représentants. » Juridiquement le terme plénipotentiaire s'appliquait aux représentants d'un État ! C'était la double gaffe. Heureusement qu'il n'y avait pas de témoins. Les journalistes étaient tous loin, au-delà des grilles de la préfecture, et jouaient aux boules sur la place. Autour de la table il n'y avait que six personnes : Roger Moris, le général Hubert de Gastines et le colonel Mathon pour la délégation française, Boumendjel, le jeune Ben Yahia — épaules étroites, visage chafouin, intelligence fulgurante — et Hakiki, le spécialiste des transmissions et du chiffre, pour la délégation F.L.N. Personne ne parlerait du faux pas diplomatique. La conférence de Melun pouvait commencer. Et cette fois sans cordialité. Selon les ordres.

Pour la première fois le G.P.R.A. avait répondu à l'appel du général De Gaulle. Et vite. À peine six jours après l'allocution du 14 juin, le G.P.R.A. annonçait que « désireux de mettre fin au conflit et de régler définitivement le problème, le gouvernement

provisoire de la République algérienne décidait d'envoyer une délégation présidée par M. Ferhat Abbas pour rencontrer le général De Gaulle ». Les « plénipotentiaires » de Melun étaient là pour définir les modalités du voyage.

Après la visite de Si Salah, le président de la République avait traversé une phase d'optimisme. Les maquis intérieurs étaient en déroute et le G.P.R.A. semblait décidé à traiter. Le « gouvernement » de Tunis avait-il appris l'entrevue de l'Élysée ? Certains en étaient persuadés. De Gaulle, pour sa part, voyait l'occasion de pousser son plan d'autodétermination avec l'accord de tout le monde. Intérieur et extérieur. Il pensait avoir tous les atouts en main et pouvoir jouer avec le F.L.N. en exploitant ses divergences internes. Pourtant il n'attendait aucun miracle des entretiens de Melun. À Paul Delouvrier. qui regrettait que l'affaire Si Salah ne soit pas clarifiée avant l'ouverture de la conférence, il avait répondu :

« Il n'y a pas de lien entre les deux, Delouvrier. Les gens de Tunis s'offrent à une première conversation, je ne peux la refuser. Mais je ne pense pas que cela puisse marcher. C'est le tout premier contact. »

« Il n'y a pas de lien entre les deux, Delouvrier. Les gens de Tunis s'offrent à une première conversation, je ne peux la refuser. Mais je ne pense pas que cela puisse marcher. C'est le tout premier contact. »

D'ailleurs le président de la République n'avait rien fait pour que ces entretiens aboutissent. Il voulait aller de l'avant mais pas trop vite. Le choix du négociateur principal, Roger Moris, dont les opinions Algérie française étaient connues de tous, et les consignes draconiennes qu'il lui avait données, auguraient mal du résultat des conversations. À son habitude, le Général jouait par paliers, tout comme dans ses discours. Il fallait habituer l'opinion publique d'Algérie à l'idée *d e* négociation. On discutait à Melun, certes, mais l'homme qui menait ces discussions n'était pas un « progressiste », rien à voir avec « la bande à Tricot », c'était un homme qui donnait confiance non seulement à l'Algérie européenne, ultras exceptés, mais aussi à une fraction du gouvernement. Avec lui on n'allait pas « brader ». Ce que craignaient certains ministres et non des moindres. Le premier ministre, Michel Debré, s'il servait loyalement le général *De Gaulle*, suivait avec anxiété une évolution qu'il était loin de partager. Les officiers de son cabinet, le général Nicot en tête, ne le cachaient pas. Debré était déchiré, fidèle et... impuissant car les événements des Barricades avaient amené De Gaulle à resserrer son emprise sur la politique algérienne. La création d'un comité des affaires algériennes avait été un moyen élégant de prendre directement le dossier en main. La nomination de Moris au secrétariat général adoucissait un peu la mesure. Il était « du même bord ». Mais là aussi il ne s'agissait que d'un palier. Derrière la silhouette de Roger Moris se profilait déjà, dans l'esprit du Général, la « carrure » de Louis Joxe. Ce serait l'étape suivante. Pour l'heure, on « causait ».

La délégation F.L.N., amenée *en* hélicoptère dans l'enceinte même de la préfecture de Melun, fut logée au dernier étage où elle disposa de tous les moyens de télécommunication avec Tunis. Mais le luxe de précautions et la claustration complète imposée par le gouvernement français contribuèrent rapidement à tendre l'atmosphère.

Tout de suite on était entré dans le vif du sujet : les modalités de la rencontre, d'une délégation du G.P.R.A., conduite par son président Ferhat Abbas, avec des représentants du gouvernement français. Au cours de conversations d'abord sereines, puis de plus en

plus après et dures Boumendjel exprima les desiderata du G.P.R.A. Ferhat Abbas et la délégation F.L.N. devraient pouvoir prendre contact avec qui bon leur semblerait, notamment avec les ambassades étrangères et les milieux politiques français. En outre Ferhat Abbas aurait le droit de rencontrer les journalistes et de tenir — sur le sol français — toutes les conférences de presse qui lui sembleraient opportunes! Il était clair que la délégation algérienne voulait faire du voyage du président du G.P.R.A. une plate-forme d'officialisation. Mais ce n'était pas tout. Les délégués algériens exigeaient de s'entretenir avec les prisonniers de l'île d'Aix. Mieux, Ben Bella devrait participer aux négociations au côté de Ferhat Abbas ! En outre, Boumendjel insista particulièrement sur l'importance qu'il attachait aux noms des meneurs de jeu français.

« Il serait très souhaitable, expliqua-t-il, qu'un membre du gouvernement français ayant rang de ministre conduise la délégation. Quant à l'absence de militaires à la table des négociations elle ne présenterait que des avantages. »

Prétentions exorbitantes auxquelles on fit le sort qu'elles méritaient! Non, vous ne verrez pas Ben Bella, on ne traite pas avec un prisonnier ! Non, vous ne saurez pas le nom du ministre. Et il n'est pas sûr qu'il dirigera la délégation ! Non, vous ne verrez pas la presse ! De Gaulle sur ce point est formel : secret absolu des contacts et isolement intégral de la délégation. Non, la délégation présidée par Ferhat Abbas ne pourra en aucune façon entraîner la reconnaissance du G.P.R.A. par le gouvernement français ! Non, le gouvernement français n'amènera pas les couleurs et il entend mettre qui il voudra à la tête de la délégation qui comprendra le nombre de civils et de militaires qu'il jugera utile Non, non, et non !

Si ! Mais si, voyons... Et l'on recommença. Ben Yahia de sa voix feutrée et mesurée reprit point par point les arguments que « Boum » avait exprimés avec sa volubilité habituelle et sa bonhomie apparente. La glace et le feu. Un véritable ping-pong diplomatique. Quatre jours d'incompréhension, quatre jours pendant lesquels avec une obstination tout orientale les deux Algériens ne cessèrent de revenir sur les mêmes sujets. Mêmes questions. Mêmes réponses. Et le monde entier qui s'interrogeait sur les résultats de la « conférence » !

Au quatrième jour, le 29 juin, De Gaulle décida que cela Suffisait.

« Ils amusent la galerie, grommela-t-il, ils mobilisent l'intérêt de la presse internationale, ils font parler d'eux. Ils sont contents. Cela suffit. »

Que les « Arabes » partent. Et pour manifester la mauvaise humeur du gouvernement français celui-ci établit le texte d'un communiqué annonçant la clôture des entretiens sans que celle-ci ait été décidée en séance plénière !

« Les représentants du gouvernement ont fait connaître aux émissaires de l'organisation extérieure de la rébellion algérienne les conditions dans lesquelles pourraient être organisés les pourparlers en vue, conformément aux propositions faites par le général De Gaulle, de trouver une fin honorable aux combats qui se traînent encore, de régler la destination des armes et d'assurer le sort des combattants. Ces entretiens préliminaires étant maintenant terminés, les émissaires doivent repartir incessamment pour Tunis. »

Allez, ouste ! On vous a assez vus !

C'est au colonel Mathon qu'échut le lourd « privilège » de porter ce communiqué à Me Boumendjel. Dissimulant sa surprise celui-ci en approuva le texte.

« Puisque j'ignorais que la séance d'hier était la dernière, ajouta l'avocat, peut-être

pourrai-je prendre congé des membres de la délégation française. »

« Boum » jouait la courtoisie... et ne claquait pas les portes. Cette fois, ça n'avait pas marché. Mais il faudrait bien se revoir. C'était cela l'important.

Le 5 juillet, Ferhat Abbas prononça un discours qui refermait sèchement la porte entrouverte sur un espoir de paix.

« Nous devons renforcer nos moyens de lutte, dit le leader du G.P.R.A., et notre combat armé. L'indépendance ne s'offre pas, elle s'arrache. La guerre peut être encore longue. »

Alors ça continuait. À Alger la réaction de la population européenne fut plutôt favorable. L'opinion générale était : « De Gaulle s'aperçoit que maintenant il n'y a rien à faire. Et s'il cédait aux exigences des rebelles il pourrait bien avoir un nouveau 24 janvier sur les bras. Et qui réussirait. » C'était, une fois de plus, l'interprétation erronée de la pensée du Général assortie de la menace permanente du Grand Coup ! Et l'espoir toujours renouvelé que « cette fois, la Grande Zohra elle a compris ». Faire céder De Gaulle restait le leitmotiv des groupements politiques européens.

Puisque la lutte dans les maquis était devenue impossible et les barrages infranchissables, le G.P.R.A. décida d'accentuer son effort sur le plan international. Que les victoires diplomatiques fassent oublier les échecs sur le terrain. Une fois de plus, Krim était porté par le vent de l'Histoire. Ministre de la Défense lorsque l'A.L.N. accrochait durement les troupes françaises entre 1957 et 1960, il se retrouvait ministre des Affaires étrangères à l'heure où le combat devait se dérouler sur la scène internationale. Toujours en première ligne. Il entendait mener cette offensive politique avec autant de punch qu'il avait dirigé ses maquisards à l'aube de la révolution et décida d'inaugurer son ministère par un bouleversement total de sa représentation à l'étranger.

« Je veux une organisation forte et dure qui permette au gouvernement une action diplomatique efficace, dit-il. Que chaque chef de département prépare un dossier avec des documents, des analyses, des suggestions. Il faut se réveiller. Etre ambassadeur du F.L.N. ne doit pas être une sinécure ! »

La diplomatie F.L.N., jusque-là confiée au vieux docteur Laminé, était divisée en quatre départements : la section EUROPE-AMÉRIQUE comprenait un représentant à New York — Abdelkader Chanderli — dont l'activité à l'O.N.U. était considérable, et quelques « diplomates » à Belgrade, à Madrid et à Rome où, en dehors des « bons sentiments » de la Yougoslavie, les résultats étaient nuls.

La section AFRIQUE-ASIE disposait d'un représentant à New Delhi et d'un autre en Indonésie. Le plus clair de son activité était naturellement dirigé vers le Maghreb. Les rapports avec le Maroc et la Tunisie se normalisaient. En dehors de petites querelles passagères et depuis que le colonel Boumediene avait jugulé l'anarchie de l'armée des frontières, les relations avec les deux gouvernements étaient devenues excellentes. Non seulement le Maroc et la Tunisie « toléraient » les bases de l'A.L.N. sur leur territoire national, mais ils accueillaient « fraternellement » les responsables du Front et mettaient locaux et villas à leur disposition. En outre, des dizaines de milliers de réfugiés avaient trouvé asile, nourriture et soins dans les zones frontières où le Croissant-Rouge tunisien et marocain avait édifié de véritables camps.

La section ARABE, représentée à Amman, en Syrie, au Liban, en Libye, en Arabie Saoudite, en Irak et en Egypte, n'avait jusque-là obtenu que peu de résultats. Tous ces pays — auxquels se joignaient le Soudan et le Koweït — étaient favorables à la cause du F.L.N., se répandaient en déclarations de sympathie, acheminaient quelques tonnes d'armes et fournissaient quelques centaines de millions. « Dérisoire, ironisait Krim, par rapport à ce que devrait être l'attitude de pays « frères ». Nous restons isolés ! »

Enfin la section des PAYS SOCIALISTES était la source de beaucoup d'espoirs venus de la Chine lointaine et mystérieuse mais apportait également des déceptions de taille dont la non-reconnaissance du G.P.R.A. par l'U.R.S.S. n'était pas la moindre. Quant aux rapports avec les autres pays socialistes, ils s'établissaient au Caire auprès de leurs ambassades respectives, ainsi qu'à l'O.N.U. Les résultats là non plus n'étaient guère encourageants.

Alors que le G.P.R.A. siégeait à Tunis, c'est au Caire que se trouvait le ministère des Affaires étrangères. Il fallait bien ménager la susceptibilité de Nasser déjà ulcéré par l'installation du gouvernement provisoire à Tunis ! C'est donc au Caire que Krim réunit tous les chefs de département et leur signala les premiers changements auxquels il avait procédé.

« J'ai décidé de rappeler tous les représentants du Front à l'étranger à l'exception de Chanderli, que je maintiens à New York. J'ai nommé Boulharouf à Rome, Boukadoum en Yougoslavie, Chérif Guellel à New Delhi, Demagh Latrous à Pékin, Socrate au Japon (Socrate était le surnom de Benhabylès, un parent du député français), Brahimi remplacera en Indonésie Ben Yahia devenu secrétaire du gouvernement. »

Après avoir fait part de ses décisions, Krim exigea de chacun des « ambassadeurs » un programme d'action politique et diplomatique, bien négligée jusque-là.

« Nous avons surtout besoin d'appuis MATÉRIELS, expliqua-t-il, nous n'avons pas assez de rentrées, pas assez d'aide. Vous me réclamez tous une définition de l'orientation de notre politique. Eh bien, moi, je vous dis qu'il est prématuré de s'engager dans le cadre étroit d'une définition. L'Algérie est en lutte et N'OPTE PAS. Elle a besoin de l'aide de tout le monde. Le Front de libération est le représentant de TOUS les Algériens de TOUTES tendances. C'est ce que vous devez vous tuer à expliquer. Nous n'avons pas à créer de luttes de tendances ou de doctrines alors que notre pays se bat pour sa libération ! »

Krim décida de lancer son action diplomatique sur trois plans : les pays socialistes, les pays arabes en enfin l'O.N.U.

Les relations avec les pays socialistes posaient un problème de taille au ministre des Affaires étrangères du G.P.R.A. qui devait faire face à un violent courant interne dirigé vers l'Est. Les jeunes, en particulier Harbi et Benhabylès, sans dire ouvertement « nous devons passer à l'Est », le suggéraient très vivement. L'influence des jeunes militants que le F.L.N. avait envoyés étudier dans les universités de l'Est dans les années 1957-1958 se faisait sentir. Et surtout, au fil des mois, Krim constatait le vif attrait que le socialisme exerçait sur les jeunes officiers dont Boumediene s'était entouré à Ghardimaou. Attrait auquel ni Krim ni la majorité des membres du G.P.R.A. n'étaient sensibles. Bien au contraire. Sentant le danger, le rusé chef kabyle prit la décision de renforcer l'action diplomatique du gouvernement provisoire en direction des pays de l'Est. Leur appui était indispensable aux victoires qu'il voulait obtenir sur le plan international. Et cette « main tendue » vers l'Est calmerait les ardeurs socialistes des plus jeunes cadres.

Le mois de mai vit le départ d'une importante délégation F.L.N. pour un long périple

qui devait la conduire du Caire à Moscou puis à Pékin, en Corée et au Vietnam du Nord. Il s'agissait de consolider avec Mao des liens tissés dès 1958 au cours de la première visite de Mahmoud Chérif, Ben Khedda et Saad Dahlab[34]. Ce dernier était d'ailleurs du voyage aux côtés de Krim, Ahmed Francis, Boussouf, Ben Tobbal et d'une douzaine de conseillers juridiques et politiques.

Première escale politique : Moscou. Le voyage commença bien mal. Décidément, l'U.R.S.S. ne valait rien aux gens du F.L.N. Depuis septembre 1958 le gouvernement soviétique n'avait toujours pas reconnu le G.P.R.A. et les délégués s'aperçurent que ce ne serait pas encore pour ce voyage. À Moscou, la « caravane publicitaire du F.L.N. » ne fut reçue que par Mahiedinov, spécialiste des affaires africaines au ministère des Affaires étrangères. Sans tambour ni trompette. À la sauvette. On la logea à l'écart de la capitale comme si les dirigeants soviétiques avaient hâte de se débarrasser de ces hôtes encombrants. Ni Gromyko ni Khrouchtchev ne leur accordèrent la moindre audience. Mais on les gava de caviar, on leur fit visiter Moscou, la place Rouge, le Kremlin, le bureau de Lénine, son tombeau, le métro, le Goum comme à de bons cousins de province. Dans la capitale soviétique la délégation F.L.N. était traitée comme un minable voyage organisé par Intourist pour d'obscurs et « méritants » travailleurs tchèques ! Caviar en plus !

« Nous pensons à autre chose qu'à faire du tourisme », se plaignit Krim.

Alors Mahiedinov, résigné, poussa sa corvée jusqu'au bout et pendant près de cinq jours... prit des notes ! Il se garda de recevoir la délégation au ministère des Affaires étrangères et ne rencontra les délégués que dans la résidence qu'on leur avait réservée bien loin du centre de Moscou. Les 3 B, Ahmed Francis et Saad Dahlab se relayèrent pour exposer la position du F.L.N. à ce fonctionnaire impavide. Il n'y avait rien de nouveau. Ni d'un côté ni de l'autre : « Le F.L.N. n'est pas communiste et travaille surtout en direction de l'opinion publique française, expliqua Krim. Mais le parti communiste français — dont nous savons les liens avec l'Union soviétique — ne fait rien pour l'aider. Le P.C. algérien a quasiment déserté la lutte quand il s'est agi d'oublier son étiquette pour se fondre au sein du F.L.N. Le P.C. français, qui a pris des positions franches et dures lors du conflit indochinois, est bien loin d'en faire autant pour l'Algérie. »

Mahiedinov — au curieux nom arabe russifié — notait inlassablement. Sans souffler mot.

« Il faut que vous interveniez auprès du P.C.F., plaida Krim. Jusqu'ici sur le plan politique il ne nous a été d'aucune utilité. Au contraire, il a voté les pouvoirs spéciaux à Mollet et Lacoste ! De plus il devient nécessaire que le gouvernement soviétique reconnaisse notre gouvernement provisoire — pour nous ce serait une victoire diplomatique ! »

Enfin, la main de Mahiedinov s'arrêta de courir sur le papier.

« L'Union soviétique, dit-il d'une voix égale, soutient tous les pays en lutte pour leur libération. Elle soutient l'Algérie comme les autres. Si nous n'avons pas reconnu le G.P.R.A., c'est pour des raisons de stratégie mondiale. Nous ne pouvons toujours pas vous reconnaître officiellement car la politique de l'U.R.S.S. est de ménager le président De Gaulle qui œuvre utilement pour le rapprochement avec l'Est. Mais nous pourrons réexaminer cette reconnaissance et surtout nous pourrons vous aider à l'O.N.U. Il est évident que nous interviendrons également auprès du P.C.F. »

Voilà, c'était tout. De bonnes paroles. Et encore chichement accordées. Il était temps de partir. La délégation F.L.N. perdait son temps à Moscou. Peut-être la session de l'O.N.U. en octobre verrait-elle une évolution de l'attitude soviétique que le G.P.R.A. jugeait pour le moins « réservée ».

Par contre, le voyage en Chine confirma l'excellente impression que la première mission avait recueillie en 1958. Ah ! c'était autre chose que l'accueil spartiate des Soviétiques à Moscou. Des drapeaux, des bannières, des confetti, du faste, des défilés avec un million de personnes sur la place Rouge ! Et puis Chen Yi, le ministre des Affaires étrangères, et le maréchal Chou Teh, et les états-majors, et Chou En Laï qui les reçurent savaient tout d'eux, connaissaient la situation, la mentalité, la psychologie de l'Algérie en guerre. Les fanfares militaires avaient même appris l'hymne algérien de la révolution : *Kassamen* — Nous jurons — écrit par le poète mozabite Moufdi Zakhariat et composé par des Arabes « étrangers » au Caire lors du premier C.N.R.A. ! Et ils l'interprétaient sur un rythme martial comme jamais les membres de la délégation ne l'avaient entendu jouer ! Les fêtes suivirent les cérémonies. Meetings, discours, visites, banquets à vingt-cinq plats dans une vaisselle de porcelaine transparente digne des empereurs. Même le vieux Mao les reçut le 17 mai dans son village à cinq heures de train de Pékin. Son allure lente, son physique de Bouddha énigmatique, son large front et ses yeux plissés qui laissaient filtrer un regard pétillant, leur firent grande impression. Et quelle simplicité ! Mao, le grand Mao, le tout-puissant Mao avait enlevé sa veste et commencé la discussion en manches de chemise pour que ses hôtes, suivant son exemple, se sentent à leur aise malgré la chaleur. Et il ne parlait pas pour ne rien dire.

« Nous sommes favorables à votre cause, confia-t-il à voix basse, c'est pourquoi nous avons reconnu votre gouvernement. Mais nous ne sommes pas contre la France. La France est un pays avancé ! La Chine ne produit pas encore autant. Les Chinois travaillent et font des progrès. Et surtout ils sont sûrs de ce qu'ils font et de la direction qu'ils suivent. C'est ce que vous devez faire. »

Mao leur expliqua encore pourquoi des régions entières étaient toujours exploitées par des bourgeois terriens.

« Ils ont de l'expérience, des moyens qui doivent servir à la communauté. On ne doit pas s'en séparer ni se priver de l'aide qu'ils apportent. Il faut leur faire comprendre que c'est *nous* qui avons raison mais pas les déposséder tant que nous n'avons pas leur expérience. »

La leçon était claire.

« Nous luttons pour notre liberté, expliquèrent à leur tour les 3 B, non contre Paris mais contre le colonialisme. Nous voulons notre indépendance mais en conservant des liens avec la France. »

Mao approuva, puis, tassé sur sa chaise, les épaules lourdes et tombantes, il parla lentement et calmement de l'aide que son pays apporterait à la révolution algérienne. La Chine était disposée à verser une nouvelle aide financière comparable à celle de deux milliards accordée en 1958. En outre, armes et ravitaillement chinois prendraient en grande quantité le chemin des dépôts F.L.N. en Tunisie. « Selon vos besoins », précisa le président.

C'était le pactole. À nouveau les Chinois apportaient en une seule fois plus que tout le monde arabe en un an ! Et sans contrepartie idéologique, sans conditions préalables, sans

même vouloir se mêler de l'orientation future de la politique algérienne.

« Nous ne reconnaissons ni les fantoches ni les démagogues, ajouta simplement Mao. Votre indépendance, vous l'aurez. Mais ensuite le Front de libération national qui regroupe toutes les tendances éclatera. Il ne pourra durer à moins de lui fixer une orientation politique. »

Krim pensa qu'il serait alors temps d'aviser. Pour sa part — et le reste de la délégation partageait son avis — il était bien décidé à ne pas se fourvoyer dans la voie du collectivisme socialiste à la chinoise.

« Tu nous vois accepter la commune populaire, avait-il confié à Ben Tobbal après une visite dans un village collectiviste, avec la femme qui travaille d'un côté, le mari de l'autre et les enfants à la garde de la commune ? Impossible ! »

L'argent, les armes, le ravitaillement, soit, mais le régime, jamais ! D'ailleurs aucun des dirigeants chinois n'y faisait allusion.

Lorsque, après une ultime poignée de main devant les photographes, Krim, Ben Tobbal, Boussouf, Francis et Saad Dahlab prirent congé de Mao et regagnèrent Pékin sous un déluge de fleurs, de confetti, de rubans, acclamés par des centaines de milliers de Chinois massés sur dix rangs de chaque côté de la route, ils venaient de remporter leur première victoire diplomatique. Le monde entier allait parler de la grandiose réception réservée par le peuple chinois aux délégués du G.P.R.A. Tous les journaux — à l'exception des français — allaient reproduire les photos « historiques ». Krim, qui venait de faire une rentrée éclatante sur la scène internationale, entendait bien se servir de ce prestige tout neuf pour décider enfin ses « frères » arabes à desserrer les cordons de leurs, bourses jusque-là bien parcimonieuses et à accorder enfin à la révolution algérienne autre chose que des « encouragements ». C'était la deuxième partie de son plan.

Il profita de la conférence des ministres des Affaires étrangères des pays de la Ligue arabe, réunie le 22 août à Chtaura, pour leur forcer la main. Les délégués qui s'étaient confortablement installés au Liban pour discuter sereinement des relations entre les pays de la Ligue arabe et de leur position à l'égard de la Palestine virent leur tranquillité troublée par l'arrivée du bouillant « ministre » algérien. Négligeant l'ordre du jour, Krim demanda à la conférence de donner la priorité à la question algérienne. Et puis de faire vite !

« Des affaires extrêmement urgentes m'obligent à quitter le Liban à bref délai », dit-il aux délégués, médusés.

Dans ce Moyen-Orient indolent la méthode surprenait. Elle était pourtant efficace. En quarante-huit heures, Krim avait gagné. Après un rapport explicatif sur la situation politique, économique, sociale et militaire de l'Algérie, il fit à huis clos cinq propositions laissant entendre qu'elles devraient être rapidement acceptées si les pays arabes voulaient que le monde continue à prendre leur « solidarité » au sérieux. Krim exigea un appui financier « enfin digne de ce nom », calculé au prorata des revenus de chaque pays — un véritable « impôt pour l'Algérie » —, ainsi que l'autorisation pour les volontaires — arabes ou non — de s'engager dans les rangs de l'A.L.N., ce qui ouvrait la voie aux pays de l'Est et éventuellement à la Chine. Il « conseilla » en outre la rupture des relations diplomatiques avec la France, le boycottage économique des produits français et l'appui politique et diplomatique inconditionnel pour la prochaine session de

l'O.N.U. En particulier, Krim demanda aux pays arabes en affaires avec certains pays occidentaux de faire pression sur ceux-ci pour qu'ils soutiennent le vote sur la négociation.

Le 24 août, tous les pays arabes avaient cédé. Ils faisaient, bien sûr, quelques réserves, édulcorant tel passage jugé trop violent, facilitant par exemple le recrutement des volontaires mais ne soufflant mot de leur acheminement vers la Tunisie ce qui, évidemment, réduisait singulièrement la portée de la décision. Mais l'important était la nouvelle victoire diplomatique assortie d'une aide financière considérable que Krim venait de remporter. L'Arabie Saoudite, l'Irak et le Koweït versaient immédiatement un million de dollars, sans compter l'aide en matériel ! Les autres suivraient selon leurs moyens.

Pour que la nouvelle de ce succès ne soit pas réservée aux seuls ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe, Toufik El-Madani, ambassadeur au Caire et représentant du F.L.N. au sein de la Ligue, provoqua une conférence de presse.

Rondouillard, roublard, amical, Krim fit aux journalistes un numéro de charme et de séduction, répondant avec une apparente docilité à leurs questions sur les résultats obtenus par l'Algérie. Puis, sur la fin de la conférence, il changea de registre. Le diplomate fit place au chef de guerre. Plus de sucre, plus de miel, la violence à l'état pur ! Dans le fond comme dans la forme !

« Maintenant, dit-il, fini de tergiverser. Nous voulons l'indépendance. Nous aurons l'indépendance. Nous emploierons tous les moyens pour y parvenir !

— Quels moyens ? demanda un journaliste.

— Je ne peux entrer dans les détails. Mais ce que je peux vous dire c'est que nous faisons appel aux pays de l'Est. Et que nous emploierons tous les moyens mis à notre disposition... y compris les fusées ! »

La ficelle était un peu grosse. Mais elle provoqua un certain « boom » dans la presse. Le lendemain le *Journal du Liban* titrait : « Krim Belkacem déclare que la lutte pour l'indépendance se fera par tous les moyens y compris les fusées. » Information qui n'allait pas manquer d'atteindre les maquis de l'intérieur... et peut-être de calmer leur courroux.

C'était également le seul moyen qu'avait trouvé Krim Belkacem pour tirer la sonnette d'alarme occidentale et surtout française. « Melun a échoué, la porte s'est refermée... faites un effort sinon vous nous poussez dans les bras accueillants du communisme international ! »

En quelques mois l'ancien maquisard kabyle avait assimilé les subtilités de la diplomatie internationale et se servait du chantage au communisme avec une maestria certaine. Mais aboutirait-il aux résultats escomptés ?

Un million d'adhésions en quelques semaines ! Le bruit courait comme une traînée de poudre. On se le répétait avec ravissement. Eh oui ! Enfin on se ressaisissait. Rien n'était terminé. On luttait à nouveau. Un million d'adhésions au Front de l'Algérie française ! Un triomphe. Et qui allait faire réfléchir la métropole.

Le F.A.F. avait vu le jour à Alger le 15 juin 1960 au lendemain de l'appel du général De Gaulle au G.P.R.A. Puisque le président de la République osait traiter avec ce gouvernement de rebelles fantoches, on allait lui montrer qu'en Algérie il devait compter

avec la population européenne et aussi avec les musulmans fidèles. Si on lui montrait la force que représentait ce peuple de pionniers peut-être bien qu'il se déciderait à le considérer — lui aussi — comme un « interlocuteur valable », au lieu de le mépriser et de ne lui laisser le choix qu'entre « la valise et le cercueil » !

Le nouveau mouvement avait révélé de nouveaux noms. La relève de l'activisme. C'était nécessaire puisque, depuis les Barricades, les « gloires » d'Alger effervescent étaient en fuite ou en prison ! Ortiz vivait aux Baléares. On n'en entendait plus parler. Lagaillarde était à la Santé. On disait même qu'il occupait la cellule de Ben Bella. C'était bien ça, la France. Elle envoyait les rebelles assassins en « villégiature » à l'île d'Aix et on mettait Pierrot dans un cul-de-basse-fosse rempli de cafards ! Mais ça allait changer. Le F.A.F. était là !

La création du mouvement avait été mûrement réfléchie. Depuis quelques mois des journalistes pieds-noirs pensaient à créer un vaste « rassemblement qui couvre toute l'Algérie, qui réunisse tous les groupuscules, qui les fonde et les muselle aussi. Car ces hommes intelligents et sensés étaient médiocrement sensibles aux déclarations enflammées des extrémistes qui faisaient plus de tort à la cause de l'Algérie française qu'ils ne la défendaient. En outre il fallait remplir ce grand vide politique de l'Algérie et renouer de bonnes relations avec l'armée. Connaissant les réactions spontanées de leurs compatriotes, jouant sur leur versatilité étonnante et comptant sur le magnifique élan populaire dont ils étaient capables dans le feu de l'enthousiasme, ils décidèrent de les mobiliser en masse et de leur faire comprendre que, tout en représentant par eux-mêmes une force importante, rien à Alger ne serait possible sans l'armée. Il fallait une bonne fois cracher l'amertume que les Barricades avaient suscitée à son égard, oublier son « lâchage » et tout recommencer sur des bases solides. Ces journalistes étaient André Seguin, adjoint de Jean Brune, directeur de *La Dépêche quotidienne* — le journal du richissime Schiaffino[35] —, et Georges Ras, ancien collaborateur de *La Voix du Nord* que l'on retrouvera dans quelques mois à la tête du « service de presse » de l'O.A.S. S'étaient joints à eux Camille Vignau, frère du député de Médéa — nous l'avons vu assurer Vaujour de sa détermination à « faire céder le pouvoir » —, Dominique Zattara, directeur d'école, et Claude Capeau, ingénieur à l'E.G.A. Ce dernier, capitaine de parachutistes dans la réserve, bénéficiait de l'estime et de la confiance de nombreux militaires en particulier chez les officiers du 1er R.E.P. À Oran, car il ne fallait pas retomber dans les erreurs passées et ne créer qu'un mouvement exclusivement algérois, Villeneuve et Santini, conseillers généraux, Tabarot, ancien boxeur et « figure » des quartiers populaires, Ange Codina et les docteurs Laborde et Finas, se chargèrent des destinées du F.A.F. À Constantine c'était plus difficile puisque la ville était à majorité musulmane, mais les députés Canat et Portolano ouvrirent à leur tour des bureaux de recrutement. Avec succès.

C'était la grande fête de l'espoir retrouvé. Les centres d'adhésion étaient pris d'assaut ! Ouvriers, colons, employés, ménagères, étudiants, fonctionnaires, anciens communistes de Bab-el-Oued, bourgeois d'El-Biar ou de la rue Michelet, tous fraternellement mêlés. Un bulletin à remplir, une faible cotisation à verser... et l'on sauvait l'Algérie française ! Les services de police avouaient 200 000 adhésions, mais c'était près d'un million qu'il fallait compter. Un million dont 120 000 musulmans ! Ça, c'était quelque chose. On avait bombardé le bachagha Boualem à la présidence du F.A.F. Avec un président musulman,

on ne pourrait plus dire que le plus important mouvement européen d'Algérie n'aimait pas les Arabes, non ? Ce million d'adhésions c'était la réponse des pieds-noirs à M. De Gaulle ! Et maintenant que nous sommes tous unis, prêts à nous battre, « larguez » si vous pouvez !

Au G.G. on suivait attentivement la création légale de ce F.A.F. Dans l'entourage de Delouvrier les avis étaient partagés. Pour le délégué général, c'était « l'histoire d'Ortiz » qui recommençait. F.A.F. n'était pas loin de F.N.F. [36], d'autant que déjà on parlait de cellules secrètes constituées clandestinement à l'abri de la façade populaire et bon enfant de ce mouvement nouveau-né. Et cela inquiétait Paul Delouvrier. Au moins à l'époque du 16 septembre, quand De Gaulle avait annoncé l'autodétermination, on savait qui était le leader du F.N.F. : Jo Ortiz, le bistrot du Forum. Mais aujourd'hui Jean Aubert, le patron de la Sécurité en Algérie, était incapable de mettre une tête à ce corps géant qui grandissait de jour en jour. On connaissait Boualem, et Seguin, et Capeau... mais les autres ? Les vrais. Ceux qui œuvraient en douce et préparaient en silence le coup de chien que Delouvrier jugeait inévitable, compte tenu de l'orientation de la politique de l'Élysée, on n'en savait rien. Etaient-ce les mêmes ? Ou bien d'autres ?

Jean Vaujour, le directeur du cabinet, n'avait pas vécu les heures tragiques de la préparation des Barricades. L'Algérie de 1960 ne correspondait pas à « son » Algérie de 1954. On lui avait changé ses pieds-noirs. Ce n'étaient plus les Européens sûrs d'eux, de leur suprématie sur les musulmans, qu'il avait connus au début *de* la rébellion, mais des gens inquiets, anxieux de leur avenir, qui ne savaient plus à quelle branche se raccrocher, des gens qui voulaient sauver leur pays et se sauver eux-mêmes et qu'on laissait dans l'ignorance. Puisque les leaders extrémistes étaient en fuite, en prison ou expulsés — on avait interdit le territoire algérien à quelques dizaines d'étudiants d'extrême droite et de commerçants poujadistes dont Goutallier[37] — peut-être était-ce le moment de « faire quelque chose ».

« Il y a une masse de braves gens, pensait-il, qui se sont regroupés. Peut-être faudrait-il profiter de ce F.A.F. pour les réunir, les canaliser, leur expliquer ce que sera l'avenir qu'on leur réserve. »

Vaujour comprenait le désarroi de ce petit peuple, de ces petits Blancs des quartiers populaires. Une scène lui avait fait toucher du doigt le drame que soupçonnaient seulement ces malheureux. Son coiffeur, confiant — pensez donc, il coupait les cheveux au directeur du cabinet ! — lui avait demandé conseil.

« Monsieur le directeur, j'ai économisé toute ma vie, j'ai un million et demi et je dois acheter un appartement. À votre avis — vous êtes dans le secret des dieux —, je peux ? Dites... »

Dire non était se ranger dans le camp des défaitistes. Dire oui, dans celui des salauds.

« Attendez un peu, mon vieux. Vous n'êtes pas pressé. À la rentrée il va certainement y avoir une baisse sur les logements ! »

C'étaient tous ces coiffeurs, ces épiciers, ces ouvriers, ces petits fonctionnaires qu'il souhaitait éclairer. Le F.A.F. était peut-être une chance de leur faire entendre raison. De leur expliquer qu'au point où on était arrivé il était indispensable de discuter avec « ceux d'en face » et non pas — comme Vignau le député qui voyait dans le F.A.F. le moyen de mettre 200 000 Européens dans la rue pour te faire céder — de se bercer de fallacieuses illusions.

« Ce mouvement est une réaction verbale typique des pieds-noirs, disait-il, il est né dans la salive, il n'est pas dangereux mais il faut qu'il serve à autre chose. À quelque chose d'utile. »

Un homme ne partageait pas cet avis dans l'entourage de Delouvrier. Il arrivait en Algérie avec un titre tout neuf de directeur. Jacques Coup de Fréjac était le nouveau patron de l'information en Algérie. Un directeur à part entière et non un conseiller technique au cabinet du délégué général. Pour lui, la création du F.A.F. était une suite logique des Barricades. Le point de ralliement d'une population européenne perdue qui avait besoin de se retrouver. Ce spécialiste de la presse et de la publicité était sensible à la réussite fulgurante du mouvement. L'opération avait été menée de main de maître. Rien n'avait été oublié. Pas même le clin d'œil aux musulmans. Le F.A.F. avait le bachagha Boualem, Delouvrier ne l'avait pas ! Et, avec Boualem, 120 000 adhésions à une époque où on s'efforçait en vain de « révéler » une élite musulmane. 120 000 c'était ou pas assez ou trop ! Trop car elles pouvaient justifier le mouvement dans ses espoirs les plus fous. Mais pas assez pour avoir une chance de réussite. À nouveau, c'était l'illusion, l'illusion tragique, la tête cachée sous l'aile avec, bien ancrée au cœur, la certitude d'avoir les musulmans pour soi en « oubliant » les chiffres, les proportions. Le F.A.F. c'était 880 000 Européens et 120 000 musulmans. 880 000 Européens sur un million, 120 000 musulmans sur neuf millions ! Coup de Fréjac avait demandé à Delouvrier d'agir immédiatement contre ce nouveau péril.

« L'Algérie nouvelle doit se faire avec tous ceux qui y vivent, disait-il. Avec le F.A.F. mais aussi avec le F.L.N. Les Européens doivent se résoudre à « parler » avec les rebelles. Depuis les Barricades ils étaient désemparés. Et c'était heureux. Car leur désarroi les poussait à entamer 14 discussion. Qu'ils trouvent un point de cristallisation et c'en est fini du dialogue. Avec le F.A.F., les pieds-noirs vont passer à nouveau du désarroi à la passion. Ce mouvement est un aimant qui attire la grenaille. C'est en cela qu'il est dangereux. »

Delouvrier refusait d'agir, prisonnier des lois. Jusque-là le mouvement était légal. L'« histoire du F.N.F. d'Ortiz » se renouvelait sans qu'on s'y opposât le moins du monde ! Le nouveau directeur de l'information, irrité par l'attitude apparemment négative et résignée de Delouvrier, l'avait pourtant mieux comprise lors du voyage à Paris. Son poste lui permettait d'aller « tirer les sonnettes » et de faire comprendre dans la capitale le désarroi des Européens d'Algérie. S'il y parvenait, le danger que représentait le F.A.F. deviendrait évident.

Debré, Guichard, Lefranc, Foccart, Courcel, Joxe, Moris, il les avait tous alertés. Les ducs et les barons du régime. Chacun enregistrait, « comprenait la situation »… et remerciait chaleureusement. Sans effet. Coup de Fréjac, impuissant, constatait au niveau de Paris la volonté d'ignorer les porte-parole de la thèse pied-noir. Au cabinet du premier ministre, le directeur de l'information avait reçu des « conseils ». Après avoir lu son rapport sur les activités du F.A.F. Michel Debré l'avait « supplié » de ne pas se laisser prendre à « l'intoxication locale ».

« Ce qui suppose que dans son esprit, se dit Coup de Fréjac de retour à Alger, je suis déjà « pris » ! A quoi sert d'alerter Paris. Notre crédibilité est pratiquement annulée aux yeux des membres influents du gouvernement. D'après eux, nous sommes intoxiqués ! »

Bien plus tard le directeur de l'information me fera cette confidence désabusée :

« Paris n'acceptait plus de délai et n'entendait aucun pied-noir. Jusqu'au putsch, j'ai eu le sentiment d'être relativement écouté à Alger et de parler dans le désert à Paris. Il faudra le désarroi provoqué par la révolte des, généraux chez certains membres du gouvernement pour inverser les facteurs... »

Et pourtant comment pouvait-on négliger l'importance du F.A.F. lorsqu'on savait la direction que le président de la République avait décidée pour sa politique ?

Pour De Gaulle, l'affaire Si Salah avait eu une double conséquence défavorable : non seulement son échec avait donné à certains militaires le sentiment qu'il les frustrait de LEUR victoire, mais le G.P.R.A. — c'était maintenant sûr — en avait conçu des soupçons sur ce que voulait réellement le président de la République.

Par contre le Général voyait confirmer son opinion profonde : rien désormais n'était possible sans le G.P.R.A. Les redditions locales n'étaient que « péripéties » et ne régleraient pas le fond du problème. Il fallait négocier en tenant compte des aspirations profondes de la population musulmane exprimées par Si Salah dans le bureau présidentiel : indépendance dans une étroite coopération.

Lorsque le général De Gaulle avait annoncé à Coup de Fréjac sa nomination à la tête de l'information en Algérie, il lui avait donné des consignes qui ne permettaient aucune « interprétation erronée » sur la politique qu'il entendait mener :

« Coup, vous disposerez de l'autorité complète sur l'information CIVILE et MILITAIRE. Et il vous appartiendra de faire en sorte que l'opinion évolue d'une guerre totale que nous contrôlons à une négociation... »

C'était clair, net et précis. Et eh nommant Coup de Fréjac à un poste essentiel au G.G., le Général poursuivait son plan de « rénovation » du personnel en Algérie. Que chaque direction importante soit entre les mains de fidèles sur lesquels — l'heure de la négociation venue — il puisse compter. Et Coup de Fréjac était de ceux-là. L'homme que le Général avait choisi pour « faire évoluer » l'opinion était ce gamin qu'il avait pris vingt ans plus tôt à Londres comme officier d'ordonnance.

En août 1940, Coup de Fréjac a vingt et un ans, il a traversé la Manche sur un bateau à voile. Il ne connaît même pas l'existence du général De Gaulle et n'a jamais entendu parler de l'Appel du 18 juin. Mais l'atavisme a joué. Ce fils d'administrateur colonial, dont les oncles sont tous militaires, ne conçoit pas d'exploiter sa licence en droit et son diplôme de Sciences Po sans être libre. Il lui faut faire cette guerre. La poursuivre malgré la honteuse reddition. Pourtant il n'a aucune raison de haïr l'Allemagne pour l'Allemagne. Si sa mère est anglaise sa grand-mère est allemande, et il connaît bien les provinces d'outre-Rhin. Mais à Londres il est sûr de trouver, ce qu'il recherche : la liberté et la guerre. Avec un cousin il a embarqué à Saint-Cast sur une coque de noix et, à la voile, a traversé le Channel. Il n'y a pas grand monde à Londres autour de De Gaulle et toutes les bonnes volontés sont bienvenues. On emploie d'abord le jeune homme qui parle trois langues comme officier du chiffre. Puis le général De Gaulle se l'attache comme officier d'ordonnance. Ce grand garçon au visage ouvert et avenant, aux yeux clairs, l'a séduit par sa culture, son apparente nonchalance et sa distinction. Mais la flamme intérieure qui le brûle décide de tout. Pendant un an Coup de Fréjac vit près de De Gaulle. Il est Français libre, son rêve, mais n'a toujours pas fait la guerre. Il quitte Carlton Gardens pour l'entraînement parachutiste. Pins monte au combat, le seul qui puisse se mener en 1942 sur la terre de France : au sein de l'armée de l'ombre. Parachuté en Bretagne en mars

1942, Coup de Fréjac partage son temps entre le renseignement et l'action. Très vite les Allemands le repèrent, le traquent. Le jeu de cache-cache dure plus d'un an. En août 1943, cerné à Lons-le-Saunier, il parvient à s'échapper, passe la frontière espagnole et se retrouve en prison. « À quelque chose malheur est bon » devient la devise de l'aventureux jeune homme quand, dans les geôles espagnoles, il rencontre celle qui sera sa femme et qui — elle aussi — s'est évadée de France. Vite libérés, ils gagnent l'Afrique du Nord, sont du premier convoi sur Casablanca. Puisqu'il a été officier du chiffre à Londres Coup de Fréjac est affecté à Alger au B.C.R.A., dirigé par Jacques Soustelle. Il recrute et sélectionne des Français qui seront parachutés dans les maquis. Puis arrive la campagne d'Italie. Le voilà officier de liaison avec les troupes américaines. Il débarque à l'île d'Elbe, y est blessé, ce qui lui fait manquer le débarquement en Normandie, mais il est rétabli pour celui de Provence. Là, au fur et à mesure de l'avance des troupes il est parachuté toutes les quarante-huit heures derrière les lignes allemandes pour faire la liaison avec les maquis. Moitié en parachute, moitié à pied il remonte toute la route Napoléon ! Mais le 6 septembre 1944, la belle aventure se termine. Il est fait prisonnier. Malgré le repli, les Allemands ont conservé une redoutable machine paperassière. Ils retrouvent son identité et c'est au camp de concentration de Dora que Coup « fête » son vingt-cinquième anniversaire. Sept mois en enfer n'abattent pas le jeune homme mais le font réfléchir. Jusque-là il n'était qu'un gamin, très intelligent mais plongé dans l'action immédiate. En 1945, lorsqu'il revient de Dora par la Russie, il est un homme mûr. Après s'être soigné pendant un an, il décide avec sa femme d'aller en Allemagne. Tous deux veulent « comprendre ce qui a pu se passer ». Ils ont du mérite, lui sort d'un camp de la mort, sa femme a vu son père fusillé par l'occupant. Qu'importe, il faut savoir. « Etre Français libre et faire la guerre », sous-tendra toute sa vie d'homme. Mais « comprendre », quelle que soit la situation, sera toujours son principal souci. Tant en Allemagne auprès des forces d'occupation ou au cabinet de M. André François-Poncet qu'aux U.S.A., où il se rend en 1955, et plus tard en Algérie.

Coup de Fréjac n'a jamais perdu le contact avec les gaullistes, ses amis de Londres. Il est resté en liaison avec Olivier Guichard et avec le général De Gaulle lui-même. Mais revenant d'Allemagne et après une analyse politique du régime des partis il doute des chances de retour du seul homme politique qu'il admire : Charles De Gaulle. Alors il décide d'aller aux États-Unis. Au directeur de la société américaine qui l'emploie il dit :

« Il n'y aurait qu'une raison qui me ferait vous quitter sur l'heure, ce serait le retour au pouvoir du général De Gaulle.

— Alors, mon vieux, venez avec nous et ne vous en faites pas. Il est déjà mort ! »

Trois ans d'Amérique pour y apprendre les techniques de relations publiques et de promotion et c'est le 13 Mai. Le directeur américain a perdu. L'ermite de Colombey redevient le premier en France et Coup de Fréjac se retrouve à Paris, tout comme dix-huit ans plus tôt à Londres. Prêt à servir. De Gaulle lui demande de se mettre à la disposition de Paul Delouvrier qui va effectuer une mission officieuse d'information en Algérie — au grand déplaisir du général Salan, alors délégué général[38] — pour préparer le plan de Constantine. Une réunion en janvier 1959 rassemble autour du général De Gaulle Delouvrier, Piquart, Maffart et Coup de Fréjac, pour une première synthèse sur le devenir économique de l'Algérie. Pour Coup de Fréjac les propos alors échangés sont révélateurs. Delouvrier expose les grandes lignes du plan de Constantine et ajoute :

« Mon général, ce plan n'est réalisable que sous deux conditions. D'abord qu'au minimum deux tiers des pieds-noirs restent en Algérie, ensuite que l'on dispose de trois ans et plus — vraisemblablement de cinq — pour donner à une Algérie dotée de ressources économiques un départ irréversible. »

De Gaulle est très attentif, la démonstration de Delouvrier lui paraît concluante mais sa réponse laisse augurer de ce qu'il croit être le proche avenir de l'Algérie.

« Il est vraisemblable qu'il nous faudra faire avec moins des deux tiers, dit-il, plus sûrement la moitié des Européens. Quant au temps, si l'armée ne me gêne pas, vous aurez trois ans, sinon vous aurez deux ans. »

Puis après un bref temps de réflexion :

« Mais je crois aux deux ans. Oui ! vous n'aurez que deux ans. »

Malgré ces prévisions pessimistes Delouvrier entreprend — sur les ordres du Général — la mise en route du plan de Constantine, et demande à Coup de Fréjac de l'accompagner à Alger pour diriger son service d'information.

« Monsieur le délégué, répond celui-ci, je suis professeur de relations publiques, confiez-moi la promotion du plan de Constantine que vous pourrez utiliser dans le domaine politique. Je pense plus facilement vendre à l'opinion publique le plan de Constantine qu'un pays en guerre. »

C'est ce poste qu'occupait Coup de Fréjac lorsque De Gaulle l'avait envoyé à Alger pour « faire évoluer l'opinion publique vers l'idée de négociations ». Cette nomination n'avait pas plu au premier ministre qui destinait ces fonctions à M. Cardin. Mais le choix du Général était fait. Déjà, il avait pris la résolution de traiter directement l'affaire algérienne. En tenant son premier ministre au courant... mais sans plus ! Il ne partageait pas le déchirement de Michel Debré à propos de l'Algérie, et se méfiait terriblement des « faiblesses » que trop de « compréhension » pourrait provoquer. Il en avait eu la preuve avec Delouvrier aux Barricades. Le Général avait une très grande considération pour le courage physique et moral du délégué général mais il n'avait pas compris — ni apprécié — son attitude lors des Barricades. Le « discours » avait été à ses yeux une faiblesse.

Coup de Fréjac découvrait une Algérie toute différente de celle dont jusque-là il s'était occupé. Une Algérie non plus de chiffres, de prévisions, de statistiques, mais de chair, de sang, dont le cœur sautait au moindre espoir. C'est cette Algérie-là qu'il fallait convaincre de la nécessité de négocier.

Le directeur de l'information ne pouvait guère espérer d'aide des journaux algérois. Mis à part Le Journal d'Alger, ils tiraient à boulets rouges sur tout ce qui n'était pas l'Algérie française la plus orthodoxe. Depuis les Barricades la censure avait été établie en Algérie. C'est Philippe Thibaud[39] qui en était essentiellement chargé mais le malheureux n'avait pas le personnel qualifié nécessaire à cette tâche délicate. Faute de spécialistes, c'étaient des policiers des Renseignements généraux qui étaient affectés au marbre des quotidiens d'Alger, Oran et Constantine. De bons policiers mais ignorants des techniques d'information, et surtout ne sachant rien des lignes directrices de la pensée Élyséenne. Ils pouvaient tout juste faire passer à la « trois » ou à l'avant-dernière page des informations que la direction du journal voulait publier à la « une ». Les feuilles hostiles, en particulier *L'Echo d'Alger*, en profitaient pour laisser en blanc l'emplacement du papier publié par ailleurs à l'intérieur du journal. L'effet psychologique était saisissant. Le lecteur y voyait — dès le petit déjeuner — la main du pouvoir « muselant »

la voix de l'Algérie française.

Coup décida de ne pas s'occuper de la censure. « Je laisse ça à la police », dit-il à Delouvrier. Il voulait consacrer son temps à des tâches plus importantes.

« Vous disposerez de l'autorité sur l'information civile et militaire », avait dit le Général. Facile à dire. Moisis à réaliser dans l'Algérie de l'été 1960 où la haute administration totalement fidèle était convaincue d'une politique à appliquer mais régnait sur des milliers de fonctionnaires qui — tant au G.G. que dans l'administration régionale — faisaient opposition à toute évolution politique. Il était déjà trop tard pour que la « masse » administrative évolue.

« Les fonctionnaires en place devraient être des propagandistes, dit-il au délégué général, or ils constituent un outil passif car ils ne sont pas, convaincus. Quant à l'outil militaire — en matière d'information — il trahit purement et simplement ! »

Le 5e bureau avait été dissous après les Barricades mais les services de l'état-major interarmées en avaient repris les fonctions. Quoi que l'on dise ou fasse, les militaires ramenaient toute information à leur thèse : présence physique et morale à tout prix. Coup de Fréjac dira : « Quand nous nous efforcions par des propos progressifs de faire évoluer l'esprit de l'Algérie, ils les transformaient pour servir leur cause et non la nôtre. » Là encore le personnel manquait. Quand les services de Coup, au G.G., voulaient transmettre des informations au bled ils dépendaient totalement du bon vouloir militaire. Par ignorance de la langue arabe personne au G.G. ne pouvait se porter garant de l'exactitude de la traduction!

Et pourtant il y avait quelque chose à faire. Etablir un dialogue avec certains pieds-noirs conscients n'était pas impossible. Et pas avec la minorité libérale — Coup ne croyait pas aux contacts avec les libéraux. « Ce sont des métis pour les uns et pour les autres », disait-il — mais avec des représentants des tendances les plus Algérie française. Jean Brune, directeur de *La Dépêche quotidienne*, avait amené au directeur de l'information des industriels, des chefs d'entreprise, des membres de professions libérales, des jeunes cadres pieds-noirs, des hommes qui réfléchissaient et ne se contentaient pas de « gueuler » aux manifestations ou à l'heure de l'anisette aux Trois-Horloges[40]. Et Coup de Fréjac les trouvait prêts à discuter. Les esprits « bloqués » après les Barricades se déverrouillaient lentement. La méfiance était encore certaine — nombre d'entre eux ne voulaient même pas se nommer — mais la volonté de discussion ne l'était pas moins. Ils semblaient conscients de la nécessité d'une évolution. Ces interlocuteurs étaient avides de tout savoir sur la politique du délégué et surtout sur « celle de De Gaulle » pour tenter de transmettre ce message à d'autres qui — de leur bouche — l'entendraient mieux. Coup était amené par leurs questions à parler de leur rôle dans une Algérie indépendante qu'ils concevaient. Mais dans dix ans ! Le directeur de l'information, ne pouvant leur parler de deux ans — trois au mieux —, tentait le maximum pour que ces pieds-noirs influents fassent fonctionner le développement économique de l'Algérie au lieu de s'y opposer. Qu'ils fassent de cette affaire LEUR affaire, la condition de leur maintien. S'ils parvenaient â faire admettre à leurs concitoyens que le maintien des pieds-noirs était possible dans une Algérie indépendante dans dix ans, on pouvait espérer que — dans un second temps — ils l'admettraient dans trois ans.

La création du F.A.F. et les arguments sentimentaux qu'il employait allaient à

l'encontre de cette tentative. Coup doutait de la capacité de conviction de l'intelligence sur la passion. En Algérie — pays enflammé —, la passion faussait tout. Pour rétablir l'équilibre il fallait du temps et du calme. Il n'avait ni l'un ni l'autre. Alors il fallait pallier. Discuter avec les quelques « oreilles » favorables et atténuer l'action activiste de certains civils et de l'information militaire.

Delouvrier avait accepté la nomination de trois délégués à l'information à Alger, Oran et Constantine, et la mise en place de douze postes régionaux de radios où seraient affectés des militaires du contingent. C'est Emmanuel de La Taille, l'un des membres du cabinet de Coup de Fréjac, qui fut chargé de surveiller l'implantation de cet « outil ». Il permettrait à la Délégation générale de transmettre, le moment venu, des messages conformes à sa politique sans passer par les militaires qui pratiquaient sans se décourager l'évangile selon Gardes et Lacheroy. Les mutations n'avaient pas fait évoluer leurs idées. L'attitude du commandant en chef — gaulliste inconditionnel — ne les impressionnait pas outre mesure. Même en lui Coup de Fréjac ne pouvait trouver un allié. Froid, inabordable, le général Crépin détestait les journalistes et ne concevait à leur égard qu'une attitude : la porte ou la « cabane ». Coup, aidé de son principal adjoint, Jean-Louis Guillaud, chargé de l'information quotidienne, dut se battre pour empecher l'expulsion d'Alain Jacob, du *Monde,* et l'escamoter avant qu'il ne soit arrête par l'armée. De même pour des journalistes de *Paris-Match,* d'*Associated Press,* pour Jean Daniel ou encore Jules Roy déclarés « personae non gratae » par Crépin. Voilà qui ne facilitait guère le travail du nouveau directeur de l'information et donnait lieu à d'homériques engueulades » avec le malheureux Lancrenon, détaché par Crépin auprès de Delouvrier.

« Je n'admets pas l'intrusion des militaires dans les affaires de journalistes exerçant leur métier » disait Coup de Fréjac au malheureux général pris entre le bois et l'écorce.

Les rivalités de pouvoirs n'étaient pas mortes à Alger où l'on n'avait toujours pas commencé à « vendre la négociation à l'opinion publique» !

Au sommet, il y avait de l'humeur et du découragement dans l'air. Delouvrier se sentait las. Il avait cru à la réussite du développement de l'Algérie économique. Il était pénétré de sa mission : préparer une génération nouvelle de musulmans capables de prendre aux côtés des Européens les rênes d'une nouvelle communauté algérienne dans une relative autonomie vis-à-vis de la France. Il avait lancé le plan de Constantine. Avec un certain succès et mille difficultés. Auprès de nombreux cadres et chefs d'entreprise pieds-noirs, il avait essuyé un échec. Ne pouvant contrôler le plan, ils refusaient d'y participer. C'était surtout des firmes métropolitaines — 72 % — qui avaient implanté les principales entreprises. Et certains « managers » venus de France étaient peu enclins et peu préparés à discuter avec les cadres et employés pieds-noirs. Trop souvent méprisants, toujours prévenus contre eux, ils ne cherchaient pas à les connaître. C'est ce blocage que Coup de Fréjac pensait libérer grâce aux contacts avec les cadres européens d'Algérie qu'il rencontrait fréquemment. Mais là n'était pas le problème essentiel. Quatre cents firmes s'étaient installées en Algérie, investissant 100 milliards d'anciens francs mais — malgré les mille villages construits, les trente-sept musulmans intégrés dans les grands corps de l'État, les seize mille agents musulmans supplémentaires dans la fonction publique — Delouvrier était conscient des difficultés qui allaient se poser, qui se posaient déjà.

Etait-il honnête d'entraîner des industriels à investir et à créer des emplois maintenant qu'il doutait du maintien de leur présence dans un proche avenir ?

Et puis si on avait réussi une certaine promotion musulmane dans l'administration et dans l'armée — quatre cent cinquante officiers en deux ans —, sur le plan politique l'échec était certain. Cette troisième force après laquelle tous — gouverneurs, ministre résidant et délégué général — avaient couru n'existait que dans l'esprit chimérique de quelques hommes politiques, qui avaient trouvé là la panacée à tous les maux de l'Algérie, et des militaires qui y trouvaient la justification de leur présence. Il fallait l'avouer, les musulmans que l'on voulait à toute force considérer comme « interlocuteurs valables » du gouvernement l'étaient — la plupart du temps — pour des raisons financières détestables. Quant aux commissions d'élus, elles ne trompaient personne. L'effectif total des quatre commissions devait être de seize députés, huit sénateurs, soixante-quatre présidents et membres des conseils généraux, vingt maires et douze membres des chambres d'agriculture et de commerce d'Algérie. Pendant quinze ans, la politique de la France avait été de couper dans les champs de blé l'épi qui poussait au-dessus des autres et voilà qu'on essayait de faire pousser ces épis devenus introuvables ! Il y avait en Algérie trop peu de maires, trop peu de conseillers généraux musulmans. Dans chaque département, si sur cinquante conseillers on trouvait vingt à vingt-cinq musulmans, c'était le maximum ! Et c'était insuffisant car les commissions devaient constituer une sous-Assemblée algérienne et un super-conseil général qui introduiraient les réformes du statut algérien. Pourtant malgré leur peu de représentativité sur le plan musulman cela n'empêchait pas certains parlementaires européens d'Algérie de s'y opposer violemment. Marc Lauriol, par exemple, tenta de faire ajourner leur composition en exposant des arguments qui montraient à quel point — nous sommes dans l'été de 1960 —, les esprits étaient difficiles à diriger dans le sens de la « discussion » et de l'évolution nécessaires au maintien des pieds-noirs sur leur terre algérienne.

« Les travaux de ces commissions, affirmait le député d'Alger, ne permettront pas de modifier le cadre général à l'intérieur duquel ils s'inscrivent, cadre qui a été tracé unilatéralement en application d'une prédétermination aboutissant aux quatre points suivants : Algérie algérienne, affirmation de l'existence d'un peuple algérien considéré dans son unité collective, annonce d'un gouvernement algérien, affirmation que le problème algérien se pose depuis cent trente ans. Ce qui constitue une atteinte à la fois gratuite et extrêmement grave à la légitimité française en Algérie. »

Lauriol déposait une motion selon laquelle le conseil général d'Alger devait surseoir au scrutin de nomination aux commissions d'élus « jusqu'à ce que le cadre soit modifié dans le sens de l'Algérie française, partie intégrante de la République ». Motion qui fut rejetée. Mais elle montrait à Delouvrier combien la situation serait difficile à maintenir. D'autant que le terrorisme F.L.N. ensanglantait à nouveau l'Algérie. Douze baigneurs assassinés par des fells en uniforme sur les plages du Chenoua entre Alger et Cherchell, des grenades à Alger, des enlèvements, des égorgements de musulmans. Sans oublier les plastics européens qui visaient des libéraux favorables à l'Algérie algérienne. Eric Westphal, un collaborateur de Delouvrier, avait été le premier visé.

La situation se dégradait de jour en jour. L'été avait fait croître dans l'esprit du délégué général la fleur vénéneuse du découragement. Les positions étaient trop éloignées, trop tranchées pour que l'on conservât un espoir de discussion amiable. C'était inévitable, un

nouveau coup de chien se préparait. Pour quand ?

« Dudule a viré sa cuti. » Tel était le titre d'un grand hebdomadaire parisien qui expliquait que le commandant en chef, le général Crépin, s'était laissé prendre aux mirages non plus du défunt 5e bureau mais de vues simplistes sur le problème politique algérien. Delouvrier, lisant l'article qui avait provoqué la fureur de Crépin, n'était pas loin de partager l'avis de l'hebdomadaire. Ces dernières semaines, les rapports entre pouvoirs civil et militaire s'étaient encore aggravés. Lors du voyage de Michel Debré à Constantine pour le deuxième anniversaire du plan, un vif incident avait même opposé le délégué général à son commandant en chef. Le premier ministre, qui n'avait pas fait de discours, avait réuni Delouvrier, Crépin et ses adjoints et leur avait demandé leurs impressions sur la situation. À sa grande stupéfaction Delouvrier avait entendu « Dudule » se faire le porte-parole de ses officiers d'état-major et l'attaquer directement.

« Les Européens sont dans un état de crainte permanent, avait-il dit, et on ne leur parle que d'association dans l'autodétermination sans évoquer les autres solutions. »

Delouvrier avait pris cela pour lui. Que le commandant en chef lui reproche de ne pas parler d'intégration dépassait l'entendement ! Furieux, écarlate, il avait prié Debré de répondre en quelques mots au commandant en chef. Le premier ministre avait semblé embarassé.

« La situation est très difficile... il ne s'agit pas d'abandon... mais... faites votre métier de militaire... »

Rien pour calmer Delouvrier, qui avait exigé une explication en privé et « à trois ».

« Je ne peux admettre qu'il mette en doute mes dires et mon autorité ! »

Engueulade générale. Delouvrier avait tiré à boulets rouges sur le mur Crépin. Un vrai bastion qu'il voulait enlever depuis longtemps. La scène était l'aboutissement de dizaines d'accrochages mineurs qui ne cessaient d'envenimer les relations entre les deux hommes. Que Delouvrier demande à son directeur de cabinet Jean Vaujour de prendre des notes durant la conférence quotidienne avec Crépin et celui-ci, piqué au vif, lâchait aigrement :

« Je trouve extrêmement désagréable que votre collaborateur prenne ce que je dis en note ! »

Même lorsqu'il s'agissait de mesures de maintien de l'ordre. Non, décidément, ce n'était plus possible de vivre ensemble ! Debré avait bien essayé de calmer les deux adversaires mais Delouvrier trouvait qu'il s'y prenait d'une bizarre façon. Cette affaire algérienne faussait tous les rapports. Le délégué général pensait que le premier ministre, malgré de multiples précautions oratoires, employait une manière qui pouvait à son tour provoquer des équivoques. À quoi, dans ces conditions, servait l'action psychologique que tentait Delouvrier pour amener « ses » militaires à une meilleure compréhension de l'avenir algérien ?

Le bilan de l'automne lui paraissait désespérant : « Dudule virait sa cuti » ; il devenait de plus en plus difficile de parler de l'Algérie avec le premier ministre ; De Gaulle peaufinait dans le silence de l'Élysée les termes du discours qui marquerait sa prochaine étape ; *et* lui, Delouvrier, se retrouvait seul avec une ville qui recommençait à bouillonner !

C'est dans cette ambiance explosive que le général Salan annonça qu'il prenait sa

retraite à Alger ! Le voilà, le détonateur. Pour Delouvrier cela ne faisait aucun doute, Salan à Alger allait cristalliser toutes les oppositions. Le F.A.F. Jeune Nation, les débris du F.N.F. d'Ortiz comme de Lagaillarde, les étudiants nationalistes trouveraient enfin la « tête » qu'ils cherchaient, le drapeau à brandir ! Il fallait empêcher cette arrivée intempestive. Delouvrier conseilla à Messmer d'interdire l'Algérie à Salan.

« Même en temps de paix, monsieur le ministre, il est extrêmement rare qu'un ex-gouverneur général prenne sa retraite en Algérie. Alors... en temps de guerre ! Il va polariser immédiatement tous les officiers.

— Bien sûr, je comprends, répondit le ministre des Armées, mais vous savez, ce n'est pas facile... je verrai. »

Bref, rien. Etait-ce bien étonnant ? Après les Barricades, le cabinet Messmer avait été, à l'égard de nombreux officiers « mouillés », d'une indulgence qui avait surpris Delouvrier. Comme si ni Messmer ni le colonel Dabezies, l'un de ses proches adjoints, n'avaient oublié leur séjour au 3e R.P.C. et tous les camarades qu'ils y avaient connus. Mais comment faire le moindre reproche au ministre quand le général De Gaulle à qui Delouvrier avait demandé d'interdire l'Algérie à Salan répondait : « Je réfléchirai... » ? Delouvrier devait jouer seul. Ce n'était pas fait pour lui déplaire.

Lorsque Salan, qui avait pris le bateau par horreur de l'avion, arriva à Alger, il trouva une magnifique gerbe de fleurs pour sa femme et un message lui indiquant que le délégué général Paul Delouvrier le saluait et lui rendrait visite l'après-midi même à son domicile d'Hydra !

À 15 heures, la DS officielle s'arrêta devant le jardin de la villa Dominique que Salan avait achetée sur les hauts d'Alger. Delouvrier en descendit bien décidé à régler le problème. Les deux hommes se saluèrent froidement. Sans son uniforme, sans le placard de décorations qu'il portait d'ordinaire sur son torse bombé, dépouillé des attributs que lui avaient valus son grade et sa carrière militaire exceptionnelle, Salan en costume gris, ses beaux cheveux bleutés soigneusement lissés, ressemblait à un bon bourgeois qui s'apprête à savourer sa retraite après une vie bien remplie. Cette image tranquille et rassurante ne l'était guère aux yeux de Delouvrier. Pour lui ce masque lisse, impassible, ces yeux clairs et glacés qui ne laissaient percer aucun sentiment, dissimulaient au contraire l'ambition forcenée d'un homme qui entendait jouer dans le civil un rôle dont on l'avait privé au temps de sa gloire. Le délégué général n'était pas dupe et voulait le montrer. Il attaqua le premier.

« Mon général, veuillez m'excuser d'être brutal, dit-il, mais pour avoir occupé mon poste vous en connaissez les responsabilités. Je n'arrive pas à comprendre comment vous avez pu concevoir de prendre votre retraite à Alger. Ce n'est guère souhaitable ! »

Salan était impénétrable. Il avait subi la première offensive sans qu'un trait de son visage eût bougé. Inlassablement il égrenait de sa main mutilée un splendide rosaire de jade.

« Monsieur le délégué général, répondit-il calmement, l'Algérie c'est la France. Mon fils est enterré boulevard Bru. Et ma femme aime beaucoup ce climat. Pour nous, ce fut une épreuve que de partir.

— Mon général, je ne voudrais pas être discourtois. Je ne nie pas que votre fils soit enterré boulevard Bru mais il est mort extrêmement jeune et vous l'avez eu d'une femme vietnamienne. Si je peux passer sur le climat qui est agréable à Mme Salan il n'en est pas

moins clair — et c'est cela qui m'intéresse — que votre présence va polariser les esprits des civils et, ce qui est plus inquiétant, des militaires. Lors d'un possible coup de chien ils trouveront en vous la personnalité qui leur manque. »

La conversation devenait singulièrement tendue. Le général Salan avait crispé les lèvres. Le rosaire s'agitait plus rapidement dans la main droite.

« Je n'exercerai à Alger aucune activité politique, dit-il, et je m'étonne, bien mieux, je ne conçois pas votre opposition à ma présence. »

On tournait en rond. Delouvrier abattit ses cartes.

« Pour moi, votre présence est un sérieux motif d'inquiétude. Dans ces conditions, si vous n'êtes pas en France dans un mois, je me verrai obligé de prendre contre vous un arrêté d'expulsion.

— Mais enfin, explosa le général, tout ceci est très brutal ! C'est même inadmissible vis-à-vis d'un général ayant commandé en chef en Algérie. »

La voix était devenue métallique. Comme tous les timides, Salan en perdant son sang-froid découvrait une partie de son jeu.

« Au surplus, dit-il, je suis président des anciens d'Indochine et je ne peux ni ne veux les décevoir...

— Vous avez prononcé une phrase de trop, mon général, coupa Delouvrier. C'est pour moi un motif supplémentaire de vous demander de partir. Si dans quelques semaines le gouvernement ne vous rappelle pas de lui-même je signerai votre arrêté d'expulsion. »

Salan ne répondit pas. Après ce bref éclat, il avait repris son impassibilité coutumière. Il raccompagna courtoisement le délégué général à sa voiture. Dans le combat Salan-Delouvrier, le premier round n'avait été que d'observation !

C'est par un message public aux Anciens d'Indochine — la turbulente association du non moins turbulent Yves Gignac —, dont il était président d'honneur, que Salan ouvrit le deuxième round. Et avec l'habileté d'un vieux champion ! Il profita des polémiques entretenues à Paris par les débats du procès du réseau Jeanson[41], dont les membres accusés d'aide au F.L.N. étaient loin de bénéficier de la faveur de l'opinion, et du Manifeste des 121 dont les signataires — tous des intellectuels — justifiaient l'insoumission en Algérie, pour lancer son premier crochet à la face du « pouvoir ». Très habilement, il dépassait l'aspect civique du problème pour attaquer la politique algérienne du gouvernement.

« Il n'est au pouvoir d'aucune autorité quelle qu'elle soit de décider l'abandon d'une portion du territoire où s'exerce la souveraineté de la France, écrivait Salan. Nul n'a ce droit, nul n'a reçu du pays un tel mandat, particulièrement en ce qui concerne l'Algérie, constituée de départements et de communes, collectivités territoriales de la République, en vertu de l'article 72 de la Constitution. Je n'hésite pas à affirmer que le sursaut national du 13 Mai et le référendum qui l'a suivi ont établi définitivement l'Algérie comme terre française par la volonté unanime et libre de ses habitants. »

En quelques lignes à la dynamite, Salan se désignait lui-même aux Algériens comme chef de file des partisans de l'Algérie française. « Depuis les Barricades, vous n'aviez personne, me voilà ! » Il savait en outre qu'appartenant à la 2e section du cadre de réserve il était tenu à soumettre tout écrit ou déclaration publique à l'assentiment de son ministre. C'était donc la guerre avec le pouvoir. Salan l'attendait de pied ferme.

Le télégramme de Messmer arriva le 19 septembre. Salan était convoqué rue Saint-

Dominique. Il joua le jeu jusqu'au bout et avant de quitter Alger se rendit dans son ancien bureau du G.G. où l'attendait Paul Delouvrier.

« Je ne comprends pas le sens de ce télégramme, dit-il au délégué général.

— Vous devez pourtant vous en douter, répliqua Delouvrier. De toute façon je m'apprêtais à signer à votre encontre un arrêté d'expulsion. Ainsi les formes sont respectées et nous restons dans la courtoisie. »

Delouvrier, qui, quelques jours auparavant, avait demandé une. nouvelle fois l'expulsion de Salan, s'était entendu répondre par le général De Gaulle : « Vous êtes juge des moyens à employer. » La déclaration Salan lui avait coupé l'herbe sous le pied. Mais tout compte fait cela semblait préférable.

Le 22 septembre, Salan, pâle, les lèvres pincées, s'entendit interdire l'accès du territoire algérien par le ministre des Armées. C'était la dernière humiliation que lui infligeait le pouvoir.

Ah ! on l'avait bien trompé, mené en bateau.

Ce De Gaulle qu'il avait contribué à ramener sur la scène politique au soir du 13 Mai ne lui avait pas pardonné ce « service » ! Sept mois après on l'avait retiré d'Algérie, pour le nommer inspecteur général de la défense nationale, poste créé spécialement pour lui. À Paris, rien de tout cela n'existait. Et il s'était retrouvé gouverneur militaire de la capitale ! Lui, Salan, couvert d'honneurs, de médailles, de victoires. Et aujourd'hui, après avoir pris sa retraite anticipée, on lui interdisait sa Ville blanche ! Ça ne se passerait pas comme cela. Le temps de la revanche approchait à grands pas.

Le 25 octobre, au Palais d'Orsay, le général Salan organisait une conférence de presse qui se limita à la lecture d'une longue déclaration de guerre à la politique du général De Gaulle. Au premier rang des spectateurs attentifs on remarquait Georges Bidault, endormi, et Pierre Poujade, qui, pour l'occasion, avait mis une cravate. Depuis l'arrivée de Salan à Paris on voyait Poujade accroché aux basques du général. Il lui avait apporté « ses troupes » — elles organisaient d'ailleurs le service d'ordre au Palais d'Orsay — et en échange comptait sur lui pour redorer un blason qui en cette fin d'année 1960 était singulièrement terni. Et puis rien jusque-là, depuis le 6 février 1956, ne s'était fait à Alger sans les poujadistes. Il fallait maintenir la tradition !

Bien que les termes de la déclaration du Palais d'Orsay fussent d'un académisme qui frôlait la monotonie, Salan prenait officiellement la tête de l'Algérie française.

« Il faut proclamer à la face du monde, déclarait-il, que l'Algérie demeurera ce qu'elle est, française, que la France est prête à tous les sacrifices pour remporter une victoire française, conditions d'une paix véritable dans un avenir peut-être proche. »

Sur ce, ravi des applaudissements et flanqué de son fidèle aide de camp, le capitaine Ferrandi, Salan décida de se « réfugier » en Espagne. M[e] Tixier-Vignancour, le verbe haut, la voix caverneuse, le visage impérial et mélodramatique, avait annoncé « de sources sûres » la prochaine arrestation du général, véritable lettre de cachet signée par De Gaulle ! Salan ne s'était pas ému pour autant mais il ne lui déplaisait pas de franchir les frontières de la France pour se tenir, chez Franco, à la disposition des activistes de Paris et d'Alger.

Cette fois, il avait franchi le Rubicon beaucoup plus facilement qu'au 13 Mai. Le « Mandarin » rusé, avisé et circonspect entamait pour la première fois de sa vie une carrière aventureuse qui allait l'entraîner bien au-delà des limites prudentes qu'il s'était

toujours fixées.

Chez Delouvrier on respira. Enfin, on s'était débarrassé de Salan. Sa conférence de presse et sa fuite en Espagne n'étaient aux yeux de l'entourage du délégué général qu'une opération destinée à remettre en selle un personnage démonétisé. Car à Alger ni l'arrivée ni le départ de Salan n'avaient soulevé les foules. Coup de Fréjac déclara à son propos : « Pour moi, c'est un mythe qui disparaît, je suis plutôt soulagé de sa déclaration. »

À l'Élysée, lorsque le général De Gaulle apprit le départ de Salan pour l'Espagne et les propos « vengeurs » qu'il avait tenus, il dit simplement : « Ça ne m'étonne pas de lui. »

Et il se dirigea vers la télévision. Il était 20 heures et c'était l'heure du journal.

Sous les ors de l'Élysée, la voix s'élevait, s'enflait, s'éraillait, trouvait de rauques accents devenus familiers au pays.

« Vive la République ! Vive la France ! » Le discours était fini. Le cameraman de la télévision française tourna encore quelques mètres, vérifia si tout s'était bien passé, si par malheur le film n'avait pas « bourré », puis s'adressant au président de la République :

« Pour moi c'est parfait, mon général.

— Merci, Prioux. »

Le cameraman respira. Encore un dans la boîte. Depuis 1958, Robert Prioux participait à tous les enregistrements des discours présidentiels et ce n'était pas une. sinécure. Pourtant le Général le connaissait, était habitué à son visage carré et souriant. Prioux « couvrait » pour la T.V. tous ses voyages et De Gaulle exigeait que ce soit « son » cameraman qui revienne pour chaque enregistrement. D'abord il le maquillait car le général avait dès le début refusé les services d'une technicienne, et il savait avec tact s'effacer, se faire oublier. Dans le grand salon à l'angle duquel on installait un bureau, De Gaulle était seul avec la France. C'est à elle qu'il s'adressait à travers l'objectif de Prioux. Et c'est sans doute cela qui chaque fois donnait le trac au cameraman.

L'ingénieur du son se trouvait dans la pièce voisine le casque aux oreilles. C'était plus tranquille. Encore que ce soit à lui que revienne la tâche de faire entendre l'enregistrement au général De Gaulle et à ses proches collaborateurs. Et ce 4 novembre il sentit — bien qu'ils n'aient échangé aucune parole — que quelque chose « accrochait ». Le Général écouta attentivement son allocution, puis sortit le premier, satisfait. Brouillet, Courcel et Tricot demandèrent une nouvelle audition de deux passages du discours. Deux passages sur l'Algérie, puis, sans un mot, se retirèrent, soucieux.

La situation était grave. Si ce discours était diffusé tel quel et comme prévu le soir à 20 heures, la date du 4 novembre marquerait un nouveau tournant dans l'histoire de la guerre d'Algérie. En effet, dans son allocution, le Général expliquait enfin cette Algérie algérienne dont il n'avait fait que prononcer le nom à Aziz le 6 mars, à la fin de sa tournée des popotes, et qui avait déjà provoqué de sérieux remous tant dans l'armée que chez les activistes.

« Ayant repris la tête de la France, disait De Gaulle, j'ai décidé en son nom de suivre le chemin qui conduit non plus à l'Algérie gouvernée par la métropole française, mais à l'Algérie algérienne... Cela veut dire une Algérie émancipée... une Algérie qui, si les

Algériens le veulent — et j'estime que c'est le cas —, aura son gouvernement, ses institutions et ses lois. »

Cela, déjà, allait faire hurler. Mais il y avait plus grave ! Parlant des membres du G.P.R.A., De Gaulle disait : « Les dirigeants rebelles, installés depuis six ans en dehors de l'Algérie et qui, à les entendre, le seront encore pour longtemps, se disent être le gouvernement de la République algérienne, LAQUELLE EXISTERA UN JOUR, mais n'a encore jamais existé. »

Après « Algérie algérienne », « République algérienne » ! On était ainsi définitivement fixé sur l'orientation de la politique du Général. Les réactions allaient être d'une violence extrême et c'est ce qui inquiétait tant Brouillet, Courcel et Tricot. D'autant que la petite phrase n'existait pas dans le texte préparé et appris par le Général ! Cette « République algérienne » était venue dans le feu du discours face à la caméra. Était-il temps de dire la vérité ? De parler de l'existence inéluctable de cette République algérienne tant redoutée ? Les conseillers étaient sceptiques. Ils redoutaient surtout les prises de position que ces quelques mots allaient susciter. Après s'être concertés un long moment ils décidèrent de poser la question au Général.

« Est-il opportun de laisser passer cette phrase ? » De Gaulle hésita. Il connaissait aussi bien que ses collaborateurs les remous qu'elle allait provoquer.

« Techniquement, dit-il, est-il possible de couper la phrase sans recommencer l'allocution ? »

La réponse arriva des techniciens de la télévision encore présents à l'Élysée : oui pour la radio, non pour la télévision. Il fallait enregistrer un nouveau discours.

« Dans ce cas, dit De Gaulle, je laisse passer. »

Les jeux étaient faits.

À 15 heures, Delouvrier, qui était de passage à Paris, reçut à son bureau, rue de Lille, un coup de téléphone affolé de Michel Debré.

« Il est probable que ce soir, à 20 heures, dit le premier ministre, le Général explique ce qu'il entend par Algérie algérienne. Il est probable aussi qu'il parle de République algérienne. »

En un éclair défilèrent devant les yeux de Delouvrier les catastrophes que pouvaient provoquer deux simples mots dans cet Alger frémissant, réceptif, déjà traumatisé et fou d'inquiétude.

« Delouvrier, poursuivit Debré, faites un effort. Un effort désespéré auprès du Général pour éviter ces mots ! »

Faire revenir De Gaulle sur un discours déjà enregistré! Il était bien gentil, Michel Debré, mais que ne le faisait-il lui-même ! Delouvrier s'était déjà fait rabrouer la veille lorsqu'il avait déconseillé au Général, qui lui en exprimait le désir, de se rendre en Algérie dans le courant du mois de décembre.

« Il y va de votre vie, mon général. »

L'algarade avait été rapide, sèche et cinglante. Un peu méprisante aussi.

Il était dit que Delouvrier, le cerveau, le technicien, le financier, aurait, à souffrir dans son cœur et dans son amour-propre pour une politique dont, au départ, il ne devait pas s'occuper ! Il boirait donc le calice jusqu'à la lie. En soupirant, il prit le chemin de l'Élysée et demanda une audience à Geoffroy de Courcel en lui signalant l'émotion de Debré.

« Le discours est enregistré, lui répondit le secrétaire général, et le Général s'est assez analysé avant de prononcer ce terme ! »

C'était inutile d'insister. Delouvrier regagna son bureau de la rue de Lille pour écouter le discours et prendre, sitôt après, les mesures qui s'imposaient.

À 20 h 20 lorsque retentit la Marseillaise qui mettait fin à l'allocution du président de la République, Delouvrier se sentit beaucoup plus las qu'il ne l'avait été jusque-là. Depuis 15 heures déjà il connaissait « la phrase » mais l'entendre de la bouche du Général avait été un choc d'autant plus rude que, le recevant la veille, De Gaulle n'y avait fait aucune allusion. Et pour cause. Mais Delouvrier ignora toujours les circonstances dans lesquelles ces mots avaient été lâchés.

À Alger les réactions allaient être graves. Le « coup de chien » devenait inévitable. Et le délégué général était persuadé que dans ce cas Crépin ne serait pas l'homme de la situation. D'autant que le « virage de la cuti » n'annonçait rien de bon. Sa première communication téléphonique fut donc pour ordonner au commandant en chef de préparer de sévères mesures de maintien de l'ordre. À sa grande surprise le général Crépin ne manifesta aucune émotion et approuva toutes les dispositions qu'il préconisait. Cet homme le surprendrait toujours !

Il en fut tout autrement avec Jacomet. Le secrétaire général du G.G. — qui remplaçait Delouvrier pendant ses voyages à Paris — manifesta au téléphone une émotion caractérisée. Une émotion si violente que le délégué général dut « encourager » son collaborateur.

« C'est la dernière étape du dessein politique du Général, dit-il, nous devons faire face. Ensemble. Demain je serai à Alger, nous parlerons. »

L'affaire Jacomet commençait.

Le samedi, dès son arrivée à Alger, Delouvrier se rendit compté à quel point André Jacomet, le patron de la fonction publique en Algérie, le troisième personnage officiel après le délégué général et le commandant en chef, était bouleversé par la déclaration du président de la République.

Autant Crépin confirmait à Delouvrier l'impression qu'il avait eue au téléphone — il ne se posait aucun problème de conscience —, autant Jacomet était torturé. Très loyalement il prévint son patron. En conscience il ne pouvait pas continuer à se solidariser avec la politique du Général.

« Si j'admets la négociation, dit-il, ce n'est pas pour aboutir à une République algérienne. Je dois démissionner. Et il me faut vous dire que certains directeurs de la Délégation générale veulent en faire autant. Parmi eux il y a M. Vibert. »

Vibert était directeur du plan et avait une réelle influence sur les directeurs des départements économiques — agriculture, main-d'œuvre, industrie, etc. Delouvrier était bouleversé. Lui aussi se posait des questions. En outre il avait beaucoup d'amitié et de respect pour André Jacomet. Il fallait le faire revenir sur son projet. Et ce n'était pas facile.

« Ne prenez pas de décision précipitée, plaida Delouvrier. Dans une phase difficile nous ne pouvons pas laisser l'autorité civile vacante. Si démission il y a, elle sera publique. Ça ne peut que compliquer la tâche de tous. Vous savez, j'ai moi aussi des

problèmes personnels. Je vais réfléchir aux décisions que j'aurai à prendre. »

Le secrétaire général se rendit à ses raisons. En le, priant toutefois de demander son changement d'affectation au premier ministre.

La démission de Jacomet ayant filtré au sein du cabinet Delouvrier, le délégué général convoqua Crépin, Coup de Fréjac et François Coulet, et leur dit pour couper court aux rumeurs :

« Jacomet a accepté de ne pas prendre position et restera sur la réserve tant que nous ne serons pas mieux informés de la véritable pensée du Général. »

Le péril et le scandale étaient écartés. Provisoirement.

L'affaire Jacomet n'a jamais été racontée dans ses détails et les activistes s'en étant emparés, ils en firent le symbole de la révolte du modèle des hauts fonctionnaires contre ce « traître de De Gaulle ». Comme toujours la réalité était bien différente.

Jacomet était un républicain libéral, plein d'admiration pour l'homme Charles De Gaulle ; cependant, il n'avait jamais aimé la confusion que le Général faisait entre la France et lui. La notion de légitimité par rapport à la légalité l'agaçait prodigieusement. Et c'est en cela que le discours du 4 novembre l'avait choqué. À ses yeux, De Gaulle « octroyait » la République algérienne alors qu'il fallait à son avis la négocier. À cela s'ajoutaient ses problèmes d'orientation politique. Si Jacomet avait une profonde estime pour Paul Delouvrier il ne le considérait pas comme un bon politique, et était assez éloigné de ses conceptions algériennes. Aux Barricades, par exemple, il l'avait trouvé trop mou.

« J'étais, me dira-t-il, beaucoup plus contre Lagaillarde et Ortiz que ne l'étaient Challe et Delouvrier. »

Sur le plan des réalisations pour l'Algérie, le délégué général lui paraissait très en arrière de la main. La thèse Jacomet était qu'au prix d'une révolution sociale il était possible de modifier la situation et de faire effectuer la relève des Européens par des musulmans. Le problème algérien n'était pas une question de drapeau mais de promotions musulmanes résolvant un problème social, me confiera-t-il.

« En deux ans j'ai signé plus de mesures de promotion musulmane qu'en cent vingt années ! Sur ce point Delouvrier était très en arrière de moi ! Je voulais Oulid Aïssa, maître des requêtes au Conseil d'État, comme directeur de l'agriculture, et Si Hacène, directeur d'école à Constantine, comme directeur général des affaires sociales. Ça ne s'est pas fait. Pour le premier poste, Delouvrier, très technocrate, voulait un Européen non pour la race mais parce qu'à ses yeux il était plus Important que ça marche bien avec un Européen plutôt que moins bien avec un musulman. Pour Si Hacène, mon départ a empêché que le poste ne lui soit attribué. »

De plus, Jacomet était hostile au plan de Constantine. À son avis l'industrialisation de la côte était une erreur qui ne ferait qu'accentuer la différence de niveau de vie entre les habitants du littoral et ceux du bled. Il fallait développer l'intérieur grâce aux caisses de crédit agricole et à la promotion.

La « République algérienne » anéantissait tous ses espoirs. À Jean Vaujour il dira ce même samedi 5 novembre :

« La pacification porte ses fruits et on casse le travail. Le gouvernement ne sait pas ce qu'il veut. On n'est pas venus pour brader l'Algérie. »

Connaissant les opinions de Jacomet, Vaujour ne fut pas étonné du trouble dans lequel

se trouvait plongé son ami. Il tenta de le raisonner.

« Mais que voulez-vous faire? Qu'est-il possible de faire ?

— Je ne sais pas trop. De toute façon nous avons déjà avalé beaucoup de couleuvres. »

Le dimanche 6 novembre fut pour de nombreux hauts fonctionnaires celui de la réflexion. Chacun devait résoudre son cas de conscience. À commencer par Delouvrier.

« C'est ce jour-là, me dira-t-il bien plus tard, que je me suis déterminé. Je risquais de ne plus être utile. On ne refait pas tous les jours le discours des Barricades. Mais je ne pouvais ni ne voulais démissionner car cela n'aurait fait que renforcer le trouble et précipiter les bruits de conspirations diverses. »

Delouvrier n'était pas hostile à la « République algérienne », loin de là, mais il ne pouvait plus, dans ces conditions, continuer à être utile ni espérer convaincre qui que ce soit. Cette nouvelle étape exigeait un homme nouveau.

Jacomet lui aussi avait réfléchi.

« Je me suis interrogé, dit-il le lendemain matin à Vaujour avec qui il descendait les marches du G.G., je me suis posé la question de confiance — et aussi de conscience. Dois-je partir ? Je crois que oui. Il faut que je le dise.

— Oui, il faut le dire à Delouvrier. »

Vaujour pensa que son devoir était d'alerter Delouvrier. Le secrétaire général avait exposé ses idées avec beaucoup plus de chaleur et de détermination que l'avant-veille. Il était préférable que le délégué général, lorsque Jacomet lui demanderait audience, sache à quoi s'en tenir.

Puis Vaujour hésita. Delouvrier était très fatigué, il décida donc de ne pas troubler-son déjeuner. Il devait s'en mordre les doigts.

À 15 heures, le lundi 7 novembre, Paul Delouvrier réunit les directeurs du G.G. et les membres de son cabinet pour leur expliquer la portée du discours du général De Gaulle et la conduite qu'il convenait de suivre.

Le délégué général était très tendu. Il n'avait pas revu Jacomet depuis leur entretien du samedi et savait que le discours présidentiel avait suscité chez les hauts fonctionnaires des réactions diverses.

« Messieurs, dit-il, le Général est conscient de ce que l'on doit progresser dans les étapes de l'évolution de l'Algérie. Je n'ai pas réussi à éclairer, dans la position du président de la République, le degré d'accélération qu'il apportera à cette évolution. Il importe qu'il n'y ait pas de positions trop hâtives. »

Après avoir commenté l'allocution du Général il ajouta :

« Je fais appel à votre sens du devoir et de la discipline pour appliquer les directives gouvernementales quelles que soient les objections personnelles des uns et des autres. »

Puis, plus familier :

« Il faut marcher comme cela.., et ça va être dur. »

Il donna alors la parole à ceux des directeurs qui voulaient la prendre. Trois ou quatre réactions furent extrêmement vives. Avant d'y répondre, Delouvrier se tourna vers Jacomet :

« Monsieur le secrétaire général a peut-être des observations à présenter ou quelques questions à formuler. »

Tous les regards se tournèrent vers le secrétaire général et, en un éclair, la tension qui régnait sur la réunion tourna au drame.

Le sang semblait avoir quitté le visage rond de Jacomet. Les yeux vagues, le front perlé de transpiration, il resta un moment sans voix. Après avoir confié quarante-huit heures plus tôt ses angoisses au délégué général, il ne s'attendait pas à devoir prendre la parole. Dans un état de fébrilité extrême il pensa à un piège : « Il veut que je me rallie à ses objectifs alors qu'il sait que je suis contre. Je n'ai pas l'habitude de me dégonfler ! » Et il se leva.

Sans une note, sous le coup d'une émotion intense, il ouvrit son cœur.

« Vous me gênez beaucoup, monsieur le délégué général, en me donnant la parole. Je vous ai dit en effet ce que je pensais du dernier discours du chef de l'État et je n'ai pas changé d'avis.

« Deux aspects de ce discours m'ont profondément troublé. Son ton d'abandon et sa référence au pouvoir personnel.

« Pour la première fois le général De Gaulle a admis, et ce, avant la fin de la guerre, que la République algérienne existerait un jour. Il a également déclaré, pour la première fois avec autant de netteté, qu'en cas de rupture hostile, la France laisserait l'Algérie à elle-même... J'estime regrettable que le G.P.R.A. reçoive satisfaction avant le cessez-le-feu sur son principal but de guerre : la République algérienne. Je crois aussi que, parce qu'elle y est implantée depuis cent trente ans, la France a, vis-à-vis de tous les habitants de l'Algérie et particulièrement des Européens, des obligations et des devoirs qui doivent être honorés en tout état de cause, qui peuvent encore l'être malgré la gravité de la situation, et qui, par conséquent, ne sauraient être abandonnés au seul résultat de l'autodétermination... »

Delouvrier était blême, Jacomet exsangue. Il se contrôlait difficilement. D'émotion plutôt que de colère. La température montait.

« Je n'arrive pas à identifier ma patrie à un homme, poursuivit-il d'une voix étranglée. Pour moi la France n'est pas De Gaulle et De Gaulle, ce n'est pas la France...

« Je sais bien que la situation en Algérie est très grave. L'état moral y est plus mauvais qu'il n'a jamais été. La cohabitation des communautés est rendue très difficile par le comportement, à l'égard des musulmans, des Européens qui ont fait l'Algérie et ont le droit d'y rester. Malgré la générosité et le courage des officiers et des soldats, l'armée qui a tout fait pour rétablir la sécurité commet, notamment par l'abus des regroupements, beaucoup d'erreurs psychologiques et, à la limite, fabrique plus de fellaghas qu'elle n'en tue. Les musulmans, avec leur complexe si explicable de frustration mais aussi le refus de choisir nettement entre la France et la rébellion, ne nous récompensent guère des immenses efforts faits pour eux depuis quelques années. »

Suivit une sévère critique de la position d'isolement que De Gaulle pratiquait.

« Je suis profondément troublé, conclut Jacomet. Après les concessions déjà faites, je n'aperçois plus le sens de ma mission. Je ne sais plus quel langage officiel tenir sans contredire mes propos précédents. Vous avez vous-même déclaré, monsieur le délégué général, il y a quelques jours à Oran, que les promesses du 16 septembre seraient tenues. Que reste-t-il aujourd'hui *de* ces promesses ? »

La voix du secrétaire général, naturellement cassée, se brisa lorsque, les larmes aux yeux, il déclara :

« Pour ces raisons, et avec une infinie tristesse, je vous demande de transmettre ma démission au premier ministre[42]. »

Puis il enchaîna : « Et en ce qui vous concerne, monsieur le délégué général, quelle sera votre attitude ? »

Delouvrier, jusque-là très ému, se reprit. Le sang afflua à son visage.

« Cela, c'est mon affaire, monsieur le secrétaire général, répondit-il sèchement. Vous n'avez pas le droit de prononcer dans cette enceinte les propos que vous tenez. Nous n'avons pas à juger l'État ni ceux qui le servent. La séance est levée. Je dois téléphoner à Paris. Je vous demande à tous de garder le secret le plus absolu sur ce qui vient de se passer. »

L'émotion était à son comble. Les directeurs se levèrent. Jacomet était au bout de ses ressources nerveuses. Pour Delouvrier, le coup était rude car il avait toujours beaucoup d'estime pour Jacomet. Quoi que l'on pût penser de ce qu'il avait dit, aucun des assistants ne pouvait être insensible à la révolte d'un homme — haut fonctionnaire jusque-là discipliné — pour lequel sa conscience pesait plus lourd que la décision du chef.

Quelques minutes après la suspension, Delouvrier téléphona à Matignon et à Coulet, directeur politique, à l'Élysée. Moins d'une heure après, la sanction tombait comme un couperet. André Jacomet était suspendu de ses fonctions de secrétaire général. Le lendemain, il regagnait définitivement Paris où il devait apprendre — fait exceptionnel encore jamais Vu — sa révocation du Conseil d'État.

L'affaire Jacomet était terminée.

Pour Delouvrier, en Algérie, les instants étaient comptés.

Le clairon égrenait les premières notes de la sonnerie aux morts lorsque la foule se déchaîna. « DE-GAULLE-AU-PO-TEAU... GOU-VERNEMENT-VEN-DU ! » Derrière les doubles haies de gendarmes mobiles le délégué général pouvait apercevoir les mille visages de la foule, femmes et hommes, jeunes et vieux, tous déformés par la haine, l'invective à la bouche. Le défilé du 11 novembre était terminé et Delouvrier déposait sa gerbe au monument aux morts. Au garde-à-vous pendant la minute de silence troublée par les cris de colère de la foule, il se tenait impassible devant la flamme du souvenir. Les anciens combattants qui l'entouraient, médailles pendantes sur leurs vestons ou leurs burnous, pouvaient pourtant remarquer la crispation du visage...

« DELOUVRIER-ASSASSIN ! » C'était la première fois ! Jamais Alger ne l'avait ainsi traité. La note brève du clairon mit fin à la minute de « silence » mais non aux injures de la foule. Avenue Pasteur, la DS étincelante du délégué général était constellée de crachats. Des pierres avaient bosselé une aile.

« DELOUVRIER-ASSASSIN ! » Il vit le visage de la jeune femme révulsé de passion hostile. Devant lui, elle renouvela son imprécation, reprise par ses voisins. Paul Delouvrier était choqué jusqu'au fond de lui-même. Pour la première fois la haine de la Ville blanche lui éclatait au visage comme ces crachats qui éclaboussaient sa voiture ou s'écrasaient sur le sol sur son passage. Il ressentit une violente douleur à la jambe — depuis les Barricades cette maudite blessure, séquelle d'un accident ancien, le faisait atrocement souffrir. Négligeant la DS, il décida d'affronter la foule et, dissimulant de son mieux sa claudication, remonta à pied les escaliers qui menaient au G.G. sous les injures et les insultes.

Ces manifestations populaires étaient la réponse des pieds-noirs au discours du 4

novembre. De Bab-el-Oued au Ruisseau le F.A.F. avait jeté ses troupes dans la rue et faisait courir les bruits les plus fous. La veille, Jean Vaujour et les services de sécurité avaient même appris qu'un attentat aurait lieu contre Delouvrier.

Celui-ci était encore à Paris où il avait tenté de défendre une dernière fois Jacomet auprès du général De Gaulle. Et une fois de plus il s'était fait « engueuler »!

« Pourquoi parlez-vous trop, Delouvrier ? avait dit le Général. Une fois que j'ai parlé, ça suffit.

— Mon général, je me suis efforcé de faire comprendre votre position.

— Et vous y êtes bien mal parvenu avec Jacomet. Comment voudriez-vous qu'il reste membre du Conseil d'État après ce qu'il a dit contre le président de la République ? »

Delouvrier n'avait pas insisté et avait enchaîné sur ses problèmes. Sur les manifestations auxquelles il fallait s'attendre après la « République algérienne ».

« Je suis dans une situation impossible, mon général. D'abord Crépin est toujours là alors que j'ai demandé son rappel. Ensuite, c'est par Michel Debré que j'ai appris ce que vous alliez dire. Et encore sans détails. Ainsi je n'ai pu prendre à l'avance les mesures destinées à éviter la situation explosive que j'ai maintenant sur les bras. »

De Gaulle n'avait pas répondu sur l'essentiel.

« Il fallait bien en arriver là, avait-il dit simplement, vous avez le choix des moyens pour faire face à votre situation explosive. Et puis je vais en Algérie au début du mois prochain!

— Mais c'est impossible, mon général. Votre sécurité personnelle est en cause.

— Ma sécurité personnelle ! Mais elle est en cause en France, mon pauvre Delouvrier, elle est en cause partout ! »

Ayant échoué sur tous les points, le délégué général avait regagné Alger le soir même pour entendre, au dîner, quelques relations mondaines de sa femme le supplier de ne pas se rendre le lendemain au monument aux morts.

« Vous y risquerez votre vie, monsieur le délégué général. »

Il avait eu un geste négligent. Lui aussi voyait « sa sécurité mise en cause ». Qu'y pouvait-il ? Les mesures de maintien de l'ordre étaient prises, il fallait laisser faire le destin !

Le 11 novembre au matin, la ville se réveilla quadrillée par d'énormes forces de gendarmerie et de C.R.S. Delouvrier décida que Vaujour n'assisterait pas aux cérémonies et resterait au G.G. près d'un poste émetteur pour parer à toute éventualité. Si le délégué général se trouvait dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, Vaujour et Max Moulins, igame de Constantine, remplaçant Jacomet, quitteraient Alger et prendraient ses pouvoirs. Au dernier moment on s'aperçut qu'un hélicoptère ne pouvait même pas se poser sur le toit du G.G. en raison de la forêt d'antennes qui l'encombrait !

« L'important, recommanda Delouvrier, c'est de ne pas se faire faire aux pattes. »

Le 13 Mai et les Barricades avaient laissé des souvenirs ineffaçables...

« LAGAILLARDE-AU-POUVOIR… De Gaulle-AU-POT-EAU… ! ALGÉRIE FRANÇAISE » Par vagues les slogans venaient battre les murs ocre du G.G. protégés par plusieurs rangs de C.R.S. qui s'écartèrent sur le passage du cortège officiel et se refermèrent immédiatement, opposant leurs silhouettes hostiles aux manifestants qui, au bas des escaliers et rue Michelet, s'accrochaient aux forces de police. Les grenades lacrymogènes répondaient aux pierres, boulons et plaques de fonte. Des nuages de gaz

poussés par une brise aigrelette venue de la mer s'infiltraient par les larges baies du G.G. Quand Delouvrier entra dans son bureau, rejoint par les membres de son cabinet, tout le monde larmoyait. Le délégué général eut une moue désabusée :

« Cette fois, je ne crois plus être l'homme de la situation. »

C'était la première fois qu'il le disait à ses collaborateurs.

Jean Vaujour se carra dans son fauteuil, perplexe. L'histoire que le général Jouhaud venait de lui conter était extravagante.

Depuis trois semaines, l'ancien patron de l'armée de l'air s'était installé à Alger. Tout comme Salan. Il avait quitté l'armée avec humeur après s'être vu refuser par Messmer l'autorisation d'inspecter les forces aériennes en Algérie, voyage qui pourtant entrait dans ses attributions honorifiques d'inspecteur général de l'armée de l'air ! Le gouvernement ne voulait voir outre-Méditerranée aucun des colonels et généraux du 13 Mai! Jouhaud avait rentré sa grosse tête dans ses larges épaules et dignement « avait foutu le camp de l'armée »... pour prendre sa retraite à Alger ! Il avait eu droit à la « mise en garde » habituelle de Delouvrier.

« Votre situation est différente de celle du général Salan, avait dit le délégué général. Vous êtes un pied-noir, c'est votre pays, je n'aurai donc pas la même attitude à votre égard qu'à celui du général Salan. Sauf si vous vous mêliez de politique. »

Le général Jouhaud avait donné sa parole d'honneur de ne pas faire de politique et Delouvrier l'avait aimablement accompagné jusqu'à la porte de son bureau. Jouhaud était si inquiet de la convocation au G.G. qu'il semblait avoir « des yeux derrière la tête » tant il s'attendait à être arrêté sur l'heure et expulsé. Rassuré sur les intentions du délégué, il avait regagné son poste à la Cellunaf, une usine de cartonnerie du groupe La Rochette, dont le président était de ses amis.

Bien sûr, Jouhaud avait proclamé en toute occasion son attachement à l'Algérie française, ce qui était son droit le plus strict, et avait été contacté par tous les mouvements nationaux, en particulier par les gens du F.A.F. Mais la prudence de ses propos, son absence de toute tribune politique, avaient rassuré le G.G. à son égard. Le général « se tenait bien » à Alger.

Le 17 novembre, Jouhaud avait sollicité un entretien. Jean Vaujour, embarrassé, avait réfléchi un instant. Delouvrier et Crépin étaient à Paris. Si le délégué général avait été à Alger il aurait prié son directeur de cabinet de voir ce que voulait le général. Il avait donc décidé de le recevoir. Mais le soir et dans sa villa privée, pour que l'entrevue n'eût rien d'officiel.

Et Jouhaud, très calme, plus massif que jamais, lui avait raconté une histoire rocambolesque.

« Je suis officiellement mandaté, avait dit le général, par des membres du gouvernement avec qui je suis en liaison à travers des personnages qui sont venus me voir, pour tenter de trouver une solution au problème algérien. Cette solution n'est ni dans l'Algérie française, telle qu'on la défendait jadis, ni dans l'Algérie indépendante telle que la prédit De Gaulle, mais dans une Algérie musulmane. Ce ne serait plus une Algérie française où l'on admettrait les musulmans, mais une Algérie musulmane où l'on admettrait les Français. »

L'idée était séduisante.

« Ces hommes — en particulier Paul Jérôme — poursuivit le général, sont venus me trouver de la part de Michel Debré et de Jacques Foccart. »

Vaujour avait sursauté. D'autant que la suite du projet expliqué par Jouhaud lui semblait relever de l'intoxication ou du roman.

Ces éminents personnages auraient établi un mémorandum d'où il ressortait que le général De Gaulle, suivi par la majorité du peuple, irait jusqu'au bout de. sa politique algérienne. L'installation en Algérie d'un exécutif nommé par Paris serait suivie d'un contre-exécutif formé par les pieds-noirs. Ce serait l'insurrection en Algérie. Et cette insurrection provoquerait « inévitablement » l'instauration d'une démocratie populaire à Paris, C'est le péril qu'il fallait éviter en créant une République algérienne à laquelle musulmans et Européens seraient intimement liés dans l'esprit du 13 Mai ! Pour réaliser cette cohésion entre les Européens, les musulmans et l'armée — qui apporterait son généreux concours au non moins généreux projet — un seul homme : Jouhaud[43] ! Ainsi, soufflée par des proches du général De Gaulle, apparaîtrait, limpide, la « solution de l'avenir ». Sous un « habillage » musulman on ferait cohabiter les deux communautés. Et plus de « République algérienne » !

Avant de se lancer dans l'aventure, Jouhaud avait tenu à en informer le délégué général. Vaujour, sceptique, avait promis de rapporter l'affaire à Delouvrier. Et le général, digne et mystérieux, s'était retiré. Etait-il intoxiqué ou intoxiquait-il ? En tout cas il semblait grnouiller plus que jamais dans les milieux politiques.

Puisqu'il rejoignait Delouvrier à Paris le lendemain, Vaujour lui parlerait de cette incroyable histoire qui — tout compte fait — paraissait enfantine face aux multiples problèmes qui se posaient à Alger. Les noms cités étaient bien « gros ». Et les intermédiaires bien peu représentatifs pour donner du corps à la proposition. Mais sait-on jamais ? Ce problème algérien divisait non seulement les Français, mais le gouvernement et la majorité. Un vrai pétrin. Qu'attendait donc le délégué général pour s'en tirer ?

Depuis le 6 novembre Paul Delouvrier avait décidé de partir. Il avait tenu sa décision secrète. C'est au Général qu'il devait la première explication.

Non seulement il était las, malade, usé par vingt-quatre mois passés sur une poudrière, mais il était découragé et n'avait plus la foi. Il l'avait dit très franchement la veille au général De Gaulle.

« Je ne peux plus rester en Algérie, mon général. Même si votre politique est en accord avec ce que j'ai pensé depuis le début, je ne serai plus d'aucun, utilité.

— Mais si, Delouvrier!

— Non, mon général, mon autorité sera nulle car j'ai fait des exercices verbaux pendant deux ans. Toutes mes paroles d'espérance, de contacts, de plan de Constantine ont, été balayées par « l'Algérie algérienne » et surtout par la « République algérienne ».

Delouvrier avait expliqué que désormais il ne pourrait plus parler en public. Que personne ne l'écouterait, ne lui accorderait le moindre crédit.

« On ne résiste pas à certains événements dans certains postes, lui avait dit très justement Jean Vaujour se référant à son expérience du 1er novembre 1954. Surtout quand

ces événements correspondent à une modification de la ligne politique du gouvernement. »

À son habitude, le général De Gaulle avait balayé toutes ces objections de la main. Négligemment.

« Allons, Delouvrier, venez demain déjeuner avec moi. »

Dans la nuit, avec le calme que lui donnait sa détermination, Delouvrier écrivit au Général tout ce qu'il lui avait dit sans grand succès la veille. Envoyé pour préparer l'autodétermination, il devrait désormais orienter l'opinion vers la République algérienne. Sa tâche devenait impossible. Il n'avait plus l'autorité morale nécessaire et suffisante pour parler au nom d'un gouvernement qu'il avait jusque-là représenté dans un autre contexte. En outre, il n'avait pas confiance en Crépin pour le maintien de l'ordre. Enfin, s'il était d'accord sur la stratégie qui conduisait de l'Algérie française du 13 mai 1958 à la République algérienne du 4 novembre 1960, il était en désaccord sur la tactique. Dans ces conditions, ne pouvant plus servir, à quoi bon rester ? Delouvrier demandait à De Gaulle de le rappeler d'Alger et, sous couverture de ce départ, de nommer un ministre de l'Algérie. Ainsi son successeur aurait-il un interlocuteur à Paris en dehors de l'Élysée, ce qui n'était pas le cas en cette fin d'automne 1960. À ce propos, la veille, Delouvrier avait dit au Général : « Ce n'est plus possible de traiter de l'Algérie avec Michel Debré, il est trop passionné, trop déchiré. Et entre vous et moi il n'y a personne ! » De Gaulle n'avait pas relevé...

Pour terminer sa lettre, Delouvrier proposait au Général — si, comme il le croyait, l'heure des négociations était arrivée — d'être l'homme des entretiens secrets qui ne manqueraient pas de préluder aux conférences officielles.

Le lendemain à 10 heures, soulagé mais anxieux, Delouvrier se rendit à l'Élysée. Il pria Boneval de remettre immédiatement sa lettre au Général et de lui dire ensuite si « le déjeuner tenait toujours » ! Trois quarts d'heure plus tard la réponse était là : déjeuner confirmé.

Le repas — auquel assistaient Mme De Gaulle, Tricot et Courcel — se déroula dans une atmosphère amicale et détendue... sans que l'on évoquât le moins du monde la lettre du délégué général ni le problème qu'elle soulevait !

Enfin, au café, dans le petit salon attenant à la salle à manger privée, De Gaulle tira Delouvrier par la manche.

« Delouvrier, je ne force personne à rester à Alger. Vous ne voulez plus y être ? Bien. Vous êtes rappelé à Paris. Un ministre de l'Algérie sera incessamment nommé et un délégué du gouvernement installé en Algérie. »

Delouvrier renouvela ses offres de négociations secrètes. De Gaulle n'y répondit même pas.

« Regagnez Alger et restez-y jusqu'à ce que l'on annonce la nomination du ministre. Vous n'aurez pas beaucoup à attendre. »

Puis il lui tendit la main et lui dit avec chaleur : « Merci, Delouvrier. »

Pour Paul Delouvrier la page algérienne était tournée. Une nouvelle vie commençait. Plus calme sinon plus tranquille. En vingt-quatre mois, le délégué général avait fait son plein de drames.

Il y avait encore de ces jours miraculeux en novembre. Un vent frais avait débarrassé le ciel de la masse cotonneuse et grisâtre d'où, depuis plusieurs jours, tombait une petite pluie fine et glacée qui vous transperçait jusqu'aux os. Le soleil de cette fin de matinée baignait la place de la mairie de Kouba. Lorsque Alilat descendit de l'autobus bleu ciel de la R.S.T.A. qu'il avait pris place du Gouvernement au pied de la Casbah, il s'aperçut que depuis longtemps il n'avait eu l'occasion de savourer une pareille image de paix. Des femmes voilées, en haïk blanc, perchées sur leurs escarpins pointus — seule concession à la coquetterie européenne — se pressaient chez les commerçants, le couffin débordant de marchandises. Des gosses dépenaillés jouaient au football avec une vieille boîte de conserve. Le soleil dorait leur peau mate et faisait luire leurs dents éclatantes. L'air léger vibrait de leurs cris joyeux. Un vieux paysan, la peau ridée, ratatinée par les ans et les intempéries, entortillé dans un burnous de laine rêche et décolorée, tapait à coups redoublés sur la croupe d'un âne chargé de panières d'oranges. L'animal refusait obstinément d'avancer. Alilat Larbi sourit. Quelle drôle de chose que la vie, et quelle drôle de guerre que cette guerre ! Qui aurait pu penser en voyant le calme de cette place de Kouba, dans la proche banlieue d'Alger, qu'elle était partout présente ? Qu'elle pouvait réapparaître en une seconde. Qu'une grenade pouvait troubler le calme du bistrot où, sur la terrasse, les parfums mêlés du café et de l'anisette embaumaient.

Depuis l'été les attentats F.L.N, avaient repris dans la ville. Ni très graves ni très spectaculaires — excepté la tuerie du Chenoua où les baigneurs avaient été mitraillés par un groupe isolé de la wilaya 4 — mais suffisants pour que la population musulmane mesure à nouveau la présence du Front. Pour la première fois depuis la « bataille d'Alger » en 1957 le F.L.N. avait repris pied dans les quartiers musulmans.

Alilat frissonna et, frileusement, croisa les revers de son veston sur son col de chemise douteux. Un geste machinal. Un geste du camp. Le dos rond, les épaules resserrées, la main gauche ramenant sur la poitrine les revers de la veste ou de la capote. Silhouettes misérables, vaincues, tournant inlassablement derrière les barbelés. C'était il y a quelques mois à peine...

À la fin de la « bataille d'Alger » Alilat Larbi, fils du caïd de Sidi-Aïch, gros village de la vallée de la Soummam, s'était retrouvé isolé. À la terreur parachutiste et policière avait succédé l'équivoque du 13 Mai. La population qui avait vécu dans un climat de peur et de méfiance incroyable, redoutant la moindre dénonciation au sein même de sa famille, avait accueilli le 13 Mai avec soulagement. Parfois avec joie. Toujours avec espoir. La révolution européenne qu'elle craignait tant s'était déroulée dans un enthousiasme extraordinaire. On s'était reconnu, retrouvé, embrassé. Ceux qui avaient assisté aux scènes étonnantes du Forum les avaient racontées aux autres. « À part entière... citoyens à part entière. Juré sur le Forum ! » Alilat n'avait jamais cru à ces « singeries » mais devait se cacher, attendre. Il n'était pas question de parler F.L.N. dans cette kermesse où chacun voyait la fin de la guerre et du cauchemar dans une véritable fraternité. Et puis, les lampions éteints, rien n'avait changé. Dix millions de Français, c'était pour les banderoles et les pancartes, mais un melon restait toujours un melon. Alors, patiemment, Alilat avait renoué des contacts, il n'était pas le seul à Alger. Il avait retrouvé Betouche Belkacem qui avait conservé une liaison avec la wilaya 4. Ensemble ils avaient recréé un réseau de quatre-vingts membres. Collectes de fonds, renseignements, sélection de fida (terroristes), tel était le travail quotidien. Il fallait remettre sur pied une organisation

solide avant de reprendre les attentats qui montreraient à la population que le F.L.N., écrasé par les parachutistes de la « bataille d'Alger », renaissait de ses cendres. Et que si le plan Challe broyait les wilayas, le combat reprenait dans les villes.

« Rien n'est jamais fini, disait Betouche à Alilat. Qu'il reste seulement un de nous et tout repart. C'est une question de temps et de volonté. On a les deux. En face, ils n'ont ni l'un ni l'autre... et ils ne peuvent pas nous tuer tous ! »

Le réseau Betouche-Alilat devait tomber rapidement. Un responsable de secteur avait rencontré un « représentant » de la wilaya 4 qui promettait des armes. Mais celui-ci n'était autre que Basile Ghandriche, dit Safi le Pur[44], le redoutable adjoint du capitaine Léger ! Avec ses « bleus » il n'avait fait qu'une bouchée du réseau nouvellement constitué. Par miracle Alilat avait pu s'échapper et avait reconstitué une autre cellule dans un autre secteur de la ville. Il avait jeté son dévolu sur les hauteurs d'Alger. Avec Ben Saada il avait structuré une centaine d'hommes armés à Bouzaréa, Climat-de-France, Guyotville et Delly-Ibrahim, et les avait laissés « en sommeil ». La situation militaire et politique évoluait rapidement. Sur le plan militaire, en faveur des Français, mais sur le plan politique, en faveur du F.L.N. Il fallait plus que jamais rester en réserve. Alilat avait jugé des « immenses possibilités » qu'allait offrir l'autodétermination. Non par ce qu'elle représentait elle-même — la proposition de De Gaulle, venant après le plan de Constantine, pouvait même faire capoter tous les espoirs de reprise en main de la population par le F.L.N. — mais par l'opposition que manifestaient les Européens et une partie *de* l'armée à cette politique de réformes profondes et d'accession des musulmans à une certaine autonomie.

Alilat avait vu ses prédictions se réaliser... au camp de Bossuet, Il avait été bêtement arrêté à un contrôle et — figurant sur les listes de suspects — on l'avait « hébergé » pour un temps indéterminé. C'est derrière les barbelés qu'il avait appris les Barricades et la révolte européenne à la politique de De Gaulle.

Puis le camp de Bossuet avait reçu à plusieurs reprises la visite de commissions du Gouvernement général. Tous les anciens militants du M.T.L.D. de Messali, de l'U.D.M.A. de Ferhat Abbas, même des militants communistes avaient été réunis. Le procureur général Bertrand avait parlé de futures élections, de possibilité pour les musulmans de prendre en main les destinées de leur pays, « il fallait sortir de l'attentisme, prendre position, profiter de la politiqué généreuse du général De Gaulle ». On avait parlé de conseils généraux, de nouvelle société musulmane « où des gens intelligents et cultivés politiquement, comme ils l'étaient tous, pourraient devenir des interlocuteurs valables ». En dehors du F.L.N. bien entendu! D'ailleurs, disaient les « visiteurs », le F.L.N. n'existe plus. Il est démantelé depuis longtemps dans les villes et écrasé dans le bled. C'est donc le moment de s'engager dans une politique de réformes profondes.

Entre mai et juillet, plus de trois mille cinq cents « hébergés » avaient été libérés par les autorités françaises. Le 16 juillet Alilat Larbi avait franchi les barbelés de Bossuet, son balluchon à la main. Dans sa famille on l'avait accueilli avec des cris de joie, des larmes, un couscous de fête. Il avait vécu la scène des retrouvailles qui s'était déroulée dans trois mille cinq cents foyers.

Quarante-huit heures plus tard dans l'appartement d'un menuisier du Ruisseau, tout près du stade municipal, il participait à une réunion de vingt cadres F.L.N. Un nouveau

responsable, Bara Mohand, avait fait un bref tour d'horizon de la situation à Alger. Durant son séjour à Bossuet deux groupes s'étaient développés. L'un dirigé par Ali Khenchoul était en relation avec les survivants de la zone 5 de la wilaya 4 (Berrouaghia). L'autre — son ancien réseau —, dirigé par son ami Betouche Belkacem, l'était avec la zone 2 de la wilaya 4 (Sahel). Environ cent cinquante personnes étaient considérées comme cadres possibles. En outre, des éléments divers de la wilaya 3 et de la wilaya 4 « s'occupaient » activement de collectes auprès de la population. Bara Mohand, que l'on surnommait Malik, avait proposé à Alilat de travailler directement avec lui et de faire bénéficier le groupe de son expérience « du temps de la bataille ».

En trois mois l'organisation Malik s'était structurée et implantée à Alger. Bara, dit Malik, s'occupait des finances, Alilat qui avait pris le surnom d'Abdelhatif, de l'administration et des contacts avec les wilayas 3 et 4, et Betouche Belkacem de l'action et des fida. Les grenades dans les cafés, les actions contre les agents messalistes, et les quelques bombes — comme celle du Coq-Hardi qui inquiétait tant Vaujour et Goulet — étaient son œuvre. L'organisation Malik comptait deux cent cinquante membres cloisonnés, dont cinquante fida, prêts à n'importe quelle mission terroriste. Ben Slimane Youssef, un des tout premiers militants F.L.N. d'Alger, à l'époque des Fils de la Toussaint, en 1954, en était particulièrement responsable.

La première tâche de l'organisation Malik avait été d'unifier le mouvement. On ne pouvait penser implanter une organisation solide et respectée de la population si celle-ci se voyait régulièrement « tapée » par de prétendus collecteurs de la wilaya kabyle ou algéroise. Alilat avait réglé le problème avec les wilayas 3 et 4. Mohand Ou el-Hadj avait une nouvelle fois montré sa sagesse en s'effaçant d'Alger, ce que Mohammedi Saïd, son prédécesseur, avait toujours refusé, pensant à la puissance qu'aurait — le jour de l'indépendance venu — la wilaya qui contrôlerait la capitale !

Ensuite, au moment de développer l'implantation et le recrutement, Alilat, Betouche et Malik s'étaient trouvés devant un problème de structuration. Fallait-il créer une organisation géographique qui puisse — à l'heure de la prise en main définitive d'Alger — se transformer aisément en zone autonome, comme avaient fait en 1956-57 Ouamrane, Abane, Yacef et Ben M'Hidi [45], ou bien allait-on constituer un réseau « artisanal » où chaque membre en recruterait d'autres en raison de sympathies personnelles et de liens familiaux ? Alilat avait plaidé pour la seconde méthode

« Si l'on recrute par secteurs et par quartiers, avait-il expliqué, si l'on crée une zone autonome d'Alger, on va se retrouver très vite noyautés par des « bleus ». Mais si chacun ne recrute qu'un ami qu'il connaît depuis toujours, on élimine tout risque d'infiltration ennemie. »

Les fantastiques résultats du capitaine Léger avaient échaudé les militants d'Alger ! Malik et Betouche Belkacem s'étaient rendus aux raisons d'Alilat. L'organisation Malik n'était donc constituée que d'amis, décidés à la lutte « jusqu'à l'indépendance », et était prête à se développer sans trop de risques puisqu'il n'était plus question, de la part des autorités, de « matraquer » la population comme cela s'était produit à l'époque de la « bataille ». Bien au contraire... Il fallait simplement éviter de tomber sur une patrouille en transportant tracts ou armes.

Ce jour ensoleillé de novembre 1960, Alilat se préparait à développer considérablement le groupe Malik. Le C.N.R.A. de Tripoli avait, paraît-il, décidé de

faire contrôler Alger par la wilaya 4 et deux officiers étaient descendus du djebel pour faire le point de l'organisation algéroise.

Alilat, adossé contre un arbre, au soleil, attendait Rabia, l'agent de liaison qui devait le conduire à la villa de Kouba où il rencontrerait les deux officiers de la wilaya.

Une patrouille déboucha sur la place. Nonchalants, le visage à demi mangé par le casque lourd, l'arme à la bretelle, les militaires en treillis de combat avançaient en file indienne. Avec eux, la guerre venait d'entrer sur la tranquille place de la mairie de Kouba. Pourtant, depuis six ans, ils faisaient partie du paysage ! Le sous-officier qui marchait en tête de la colonne arrêta une jeune fille, puis une autre femme en haïk, puis un ouvrier en veston rapiécé. L'homme instinctivement levait les bras ; dans la main gauche il avait déjà sa carte d'identité ! Un soldat passait rapidement les mains le long de son corps, puis examinait les papiers. Alilat n'avait jamais pu s'y habituer. Ces gestes si communs, si routiniers, lui devenaient insupportables. Mouvements mécaniques, automatisme de la guerre. Bras en l'air, mains contre le mur, fouille. Tes papiers ? Ça va ! File ! Les femmes d'elles-mêmes écartaient, dans leurs couffins d'alfa tressé, les légumes et les fruits pour montrer qu'elles n'y dissimulaient ni armes ni grenades !

« Alors, tu viens ? » Alilat sursauta. Fasciné par ce spectacle pourtant si ordinaire, peut-être un peu ivre de cet air pur, léger et coupant tout à la fois, il n'avait pas entendu venir Rabia !

« Ils sont là, chez moi, expliqua celui-ci en chemin. C'est à deux cents mètres. Tu es armé ?

— Non !

— Bon. Alors on peut couper la place et passer près de la patrouille. On ne risque rien. Si ce n'est de présenter nos papiers. »

Alilat avait soudain oublié la paix, les gosses qui jouaient, l'odeur de café et d'anis sur la place familière. Le combat l'avait repris tout entier. La paix, on y penserait plus tard. Après...

Lorsqu'ils arrivèrent à la maison où se tenait la réunion, Malik était déjà là, assis auprès de deux inconnus, devant une assiette de gâteaux et du café.

« Moi, je suis le lieutenant Djamal, dit le plus jeune, la bouche pleine de makroud[46] dont le miel lui dégouttait des doigts, et voici le capitaine Kheiddine. »

Alilat et Rabia prirent place aux côtés des officiers et de Malik.

« Abdelhatif, dit ce dernier, Djamal et Kheiddine sont venus pour coiffer l'ensemble des réseaux existant à Alger. Ils sont nommés par la wilaya 4 qui agit sur ordre du C.N.R.A.

— L'ordre a mis très longtemps à nous parvenir, expliqua Kheiddine, et puis il y a eu des troubles en wilaya 4...

— Et, enchaîna Alilat, si vous étiez venus plus tôt vous n'auriez pas eu grand-chose à contrôler... »

Alilat fit pour les deux officiers le panorama des réseaux F.L.N. « en sommeil » à Alger. D'abord le réseau Malik, le plus important avec deux cent cinquante membres, ensuite le réseau Ali Khenchoul, environ deux cents hommes dont trente armés, enfin des militants divers rattachés à la wilaya 3 et aux autres zones de la wilaya 4.

« Moi, dit le lieutenant Djamal, je suis pour la manière forte. Ils doivent tous se soumettre, et vite, à notre autorité. Sinon, ils devront nous répondre par la force.

— Oui, ajouta Rabia l'agent de liaison, pareil pour Ali Khenchoul...

— Je ne suis pas d'accord, coupa Alilat, on n'est déjà pas très forts, ce n'est pas le moment de nous taper dessus. »

Ces mots parurent profondément choquer le «lieutenant » Djamal. « Toi, tu joues les casseurs et les rouleurs d'épaules, pensa Alilat. Mais d'après ce que l'on dit, ça va plutôt mal là-haut au maquis. Et pourtant la lutte doit se poursuivre. Elle ne se poursuivra efficacement que dans les villes. »

« Il est plus raisonnable de contacter chacun des responsables, poursuivit Alilat, et de les convaincre de l'utilité de la réunification de notre mouvement. Les ordres de Tunis sont maintenant parvenus à toutes les wilayas. Moi je suis en contact avec le sous-lieutenant Abacha, zone 1, région 1 de la wilaya 3, il est prêt à ordonner aux militants rattachés à la wilaya kabyle de nous rejoindre. Il obéit aux ordres et pourtant c'est un sacrifice car la 3 a été durement touchée par la répression et a besoin d'argent.

— Si vous devez aider la 3, dit le capitaine Kheiddine, faites-le. Moi je suis prêt à donner quatorze ou quinze millions par mois ! Il faut les soutenir. »

Les décisions prises ce beau jour de novembre à Kouba marquaient la renaissance du F.L.N. à Alger. Elles allaient aboutir, quelques semaines plus tard, à la reconstitution d'une organisation d'environ cinq cents hommes, armés, structurés, prêts à prendre en main leurs quartiers respectifs en quelques heures sur un ordre venu de Kheiddine et de Djamal.

« Nos objectifs principaux, ajouta le capitaine, restent le contrôle politico-administratif de la population, la distribution de secours aux prisonniers...

— Et les attentats, coupa Djamal.

— Oui, les attentats, mais pas des attentats aveugles. Toujours dirigés contre les messalistes ou des « bleus » ou des Européens qui nous ont dénoncés.

— Et les manifestations ? demanda Rabia.

— Attendons de tenir en main la population. Elle a durement payé à Alger, elle n'est pas près de descendre dans la rue.

— Alors, mon capitaine, dit Malik, on laisse la ville aux Européens ?

— Pour l'instant, oui. On ne peut pas se permettre de les accrocher. L'armée nous tirerait dessus. Laissez les Européens crier et gueuler contre De Gaulle. Tout cela ne peut que nous servir. Restons à l'abri. Et soyons prêts à agir quand cela deviendra nécessaire. Pour moi, seule l'efficacité compte. »

Alilat comprit qu'Alger avait enfin trouvé un nouveau patron.

Il ne fallait pas être grand clerc pour se rendre compte qu'une nouvelle fois Alger allait laisser exploser sa colère et sa haine contre l'homme qui était « la cause de tous ses maux ». Non seulement De Gaulle avait annoncé un référendum pour le début de l'année, par lequel il soumettrait à l'assentiment du pays un projet de loi relatif à l'organisation des pouvoirs publics en Algérie en attendant l'autodétermination — en clair Alger comprenait : « Je soumets au référendum la première étape vers le dégagement » —, mais encore il allait narguer les Européens sur leur sol natal en venant se faire applaudir par « ses melons » !

L'annonce du voyage du président de la République — du 9 au 13 décembre — avait

suscité quelques jolies colères méditerranéennes avec injures, bras d'honneur et considérations diverses et mitigées sur la « constitution virile du guide ».

Les informations qui parvenaient au nouveau délégué, M. Jean Morin, étaient inquiétantes : le Front de l'Algérie française appelait ses troupes — c'est-à-dire la quasi-totalité des Européens — à manifester contre la présence du Général. En outre les bruits les plus fâcheux parvenaient du 1er régiment étranger de parachutistes. Son colonel avait disparu !

Le 1er R.E.P. était à la pointe de la rogne et de la grogne militaires. On a vu ses capitaines — en particulier le capitaine Sergent — et ses lieutenants — en particulier Degueldre et Godot — se poser des questions sur l'utilité du combat compte tenu de l'orientation que De Gaulle voulait donner à sa politique algérienne.

Après l'interdiction qui lui avait été faite de détruire l'unité fells qu'il avait poursuivie en Tunisie, le capitaine Sergent avait décidé de prendre les quarante-cinq jours de permission qui lui restaient. Pendant son absence, la 1re compagnie — son unité — avait été sérieusement accrochée. Son adjoint, le lieutenant Godot, avait redressé rapidement la situation mais dix légionnaires étaient restés au tapis. Le 14 novembre, l'enterrement avait eu lieu à Zéralda. Sur les cercueils, devant la population et les autorités, le colonel Dufour s'était écrié : « Il n'est pas possible que votre sacrifice demeure vain. Il n'est pas possible que nos compatriotes de la métropole n'entendent pas nos cris d'angoisse. »

Le P. Delarue, le turbulent aumônier de la 10e D.P., moins prudent dans ses propos, avait traduit ce que pensait chacun des officiers du 1er R.E.P. :

« Vous êtes tombés à un moment où, si nous en croyons les discours, nous ne savons plus pour quoi nous mourons. »

Dès son arrivée en Algérie Jean Morin avait demandé au général Crépin le départ du colonel Dufour et de certains officiers S.A.S. qui poursuivaient une politique contraire à celle fixée par le gouvernement. En vain. Et pourtant, Morin s'était tout de suite bien entendu avec Crépin qui était allé le chercher à Paris et auprès de qui il avait fait son entrée dans Alger. Mais Crépin, très gaulliste, compagnon de la Libération, n'en était pas moins effrayé par l'évolution de la politique algérienne du Général. En outre il avait vécu la période des Barricades[47] et avait souffert de la division de l'armée. Pour éviter le renouvellement de pareils incidents — aux conséquences catastrophiques pour l'armée — Crépin était prêt à défendre et même à couvrir certains officiers supérieurs dont la fidélité au gouvernement de la République était douteuse. Il l'avait montré avec le patron du 1er R.E.P. Après un rapide tour d'horizon militaire Morin avait voulu « une charrette » : en tête Dufour, puis des officiers S.A.S. comme le capitaine Oudinot.

« Ils ont été loyaux, fidèles et talentueux, en exécutant une politique, disait Morin. Ils ont fait crier Algérie française, ils se sont engagés ; c'est un mauvais service à leur rendre que de les laisser sur place et d'exiger d'eux qu'ils appliquent une nouvelle politique. »

Morin, tout comme avant lui Delouvrier, avait essuyé un refus. Non seulement de Crépin — ce sera leur seul sujet de désaccord — mais du ministère des Armées où le cabinet Messmer ne semblait avoir aucun souci à ce sujet. D'ailleurs, quand il « consentait » à muter, c'était pour envoyer des officiers brillants, aux résultats prestigieux, engagés politiquement, moisir dans une caserne à Châteaudun ou à Chartres, en 3e ou 4e position de commandement, voués au désœuvrement, à la routine, à

l'amertume..., à la révolte.

Pour une fois, après l'incident de Zéralda, Paris avait réagi. François Coulet, le directeur des affaires politiques, avait dû signaler à l'Élysée l'attitude franchement hostile du colonel Dufour. Déjà, au 14 juillet, Dufour avait défilé en tête de ses troupes dont le moindre légionnaire avait la valeur militaire et nombre de sous-officiers la Légion d'honneur, la poitrine vierge de toute décoration.

« Vous ne pouvez laisser passer cela, avait dit Coulet à Delouvrier.

— Pourquoi ?

— C'est une manifestation publique de son opposition. »

Au « pot » traditionnel au palais d'Eté, Dufour avait brillé par son absence.

« Vous voyez, monsieur le délégué, triompha Coulet, c'est plus qu'un camouflet. C'est de la dissidence ! »

Après la diatribe de Zéralda, Dufour avait été muté en métropole. Il devait passer son commandement au lieutenant-colonel Guiraud. Et la nouvelle extraordinaire était parvenue au G.G. Dufour avait disparu, emportant le drapeau du régiment. Sans drapeau, impossible de passer le commandement sur le front des troupes. Dufour restait le « patron moral » du 1er R.E.P. Morin ne comprenait rien à cette attitude. Il devait en avoir l'explication quelques jours plus tard en affrontant la première des émeutes, révoltes et luttes fratricides qui allaient jalonner les seize mois de sa carrière en Algérie aux prises avec la guerre civile.

Le 22 novembre on apprit à Paris et à Alger que Delouvrier était « rappelé » à Paris. Il n'aurait pas de réel successeur. L'affaire algérienne se dirigerait désormais à l'échelon de l'Élysée. De Gaulle désignait Louis Joxe, jusqu'alors ministre de l'Education nationale, comme ministre d'État chargé des Affaires algériennes. Les observateurs politiques remarquaient que Joxe recevait le titre de ministre d'État et non, comme il était initialement prévu, de ministre délégué auprès du premier ministre. Il agirait sous les ordres directs du Général et non de Michel Debré. Le « conseil » de Delouvrier avait été suivi !

Le représentant du gouvernement en Algérie serait M. Jean Morin, préfet de la Haute-Garonne. Inconnu du public. Il porterait le titre de délégué du gouvernement et non celui de délégué général comme Delouvrier. Les formes étaient respectées.

Avant de gagner Alger, l'un pour y faire ses adieux, l'autre pour y faire son entrée, Delouvrier et Morin eurent un bref entretien en présence de Louis Joxe. L'ancien fit pour le nouveau un tour d'horizon peu encourageant. Il raconta l'incident Jacomet, les réactions au discours sur l'Algérie algérienne, les libéraux, les groupuscules, le F.A.F.

« Il faut que vous partiez très vite, dit Delouvrier. Il y a des dispositions à prendre pour le voyage du président de la République. Et le commandant en chef reste inchangé ! Je pars tout à l'heure, vous viendrez le 24. J'espère pouvoir prendre toutes les mesures pour que vous puissiez arriver à Alger…

— Que je puisse ? interrogea Morin.

— Oui, physiquement. Que le F.A.F. ne vous en empêche pas ! »

Cela commençait bien.

« Je ne connais rien à ces problèmes, dit Morin. Je vais m'y mettre. Le général

De Gaulle m'envoie en Algérie, j'y ferai respecter les consignes du gouvernement. »

Joxe ajouta :

« Je vous rejoindrai dans quatre jours. Pour préparer le voyage du Général. »

L'arrivée de Joxe, que les moins futés appelaient déjà « Monsieur Négociations », n'allait pas manquer d'exacerber l'ire des Algérois. En ce mois de décembre la température politique de la Ville blanche n'aurait rien d'hivernale.

Jean Morin est inconnu du public. Son visage ne dit rien. Rond, le front dégarni, les yeux mobiles et vifs, cordial quand il sourit. Mais il ne sourit jamais. Ou presque. Un froid. Un « cassant ». Il n'aime ni les effusions ni les démonstrations d'amitié. Ce n'est pas un chaleureux, encore moins un enthousiaste. Et s'il a un débit verbal extrêmement rapide, le ton en est toujours net, tranchant. Même quand il dit des choses aimables. Surprenant personnage qui suscite attachements et inimitiés en nombre égal ! Une seule chose l'intéresse : l'analyse de la réalité et la réussite de la mission qu'on lui confie et qu'il accepte. Bref, le modèle des hauts fonctionnaires.

Pour réaliser en Algérie la dernière phase de sa politique, le général De Gaulle a voulu un préfet. Il a pensé à Papon ; Debré et Brouillet ont conseillé leur ami Morin. Et le Général a accepté. D'autant qu'il connaît bien cette force de la nature « administrative ». Bien et depuis longtemps.

En 1944, pendant les derniers sursauts nazis, Jean Morin est à vingt-sept ans l'adjoint de Georges Bidault au Conseil national de la Résistance. Quelques mois plus tard, la paix revenue, il est le plus jeune préfet de France. De Gaulle n'a pas laissé passer une aussi belle et aussi fidèle intelligence. Il le charge de l'épuration du corps préfectoral au ministère de l'Intérieur. Morin s'acquitte de sa lourde tâche sans faiblesse mais sans haine. Des actes, des faits, un dossier. Il ne connaît que cela. Les calomnies, les jalousies, les vengeances, les ragots n'ont aucune prise sur ce jeune homme intègre. Quinze ans plus tard il n'y a pas un préfet en place qui ne doive d'une façon ou d'une autre son poste à Jean Morin car il a poussé certaines promotions pour remplacer de hauts fonctionnaires épurés. Il a su aussi pardonner certaines erreurs. Au fil des années le brillant préfet a tâté de la politique au cabinet de Jules Moch, d'Antoine Pinay et de Georges Bidault avec lequel il est resté très lié. 1958. Le retour du général De Gaulle le trouve à la tête de la préfecture d'Angers. De Gaulle, qui a renoué avec la France, le nomme igame de Toulouse, fief antigaulliste. Morin y fait des merveilles. Il dit simplement : « J'y ai bien rétabli la situation. » En février 1959, de passage à Toulouse le Général profite d'un long voyage en voiture — l'avion n'a pu décoller à cause du brouillard — pour donner au jeune préfet une belle preuve de confiance : il lui révèle les grandes lignes de ce qui sera le discours sur l'autodétermination !

« Les militaires ne sont pas faits pour administrer un pays, a dit le Général, il faut leur reprendre l'autorité dévolue au pouvoir civil. » Le préfet n'a pas revu le président de la République en tête à tête depuis un an et demi quand, en novembre 1960, un coup de téléphone de M. Racine, directeur du cabinet de Michel Debré, lui signale qu'il est attendu à l'Élysée. « On parle de vous pour l'Algérie... »

Jean Morin est un partisan convaincu de la politique d'autodétermination préconisée par De Gaulle pour l'Algérie, il a pourtant été « surpris » par le discours du 4 novembre.

Il n'en est pas encore à l'État algérien.

« De Gaulle, pense-t-il, a lancé sa pensée en avant. Est-ce très en avant ou juste en avant ? »

À peine est-il dans le bureau que le Général lui propose de partir pour l'Algérie. Delouvrier est fatigué. Il veut rentrer. Et puis la politique évolue. La mission est intéressante et la preuve de confiance est flatteuse. De plus, de, Gaulle n'a pas l'air de se soucier de l'amitié qui unit Morin à Georges Bidault dont les déclarations anti-gaullistes se font de jour en jour plus virulentes. Morin demande un délai de réflexion.

« Je vous l'accorde, dit le Général, mais faites vite... »

Puis, lui serrant la main, il ajoute d'une voix solennelle :

« Morin, si la tâche est ardue, la mission est noble ! »

À Matignon, quand il apprend que Morin — pour lequel il a beaucoup d'estime et d'amitié — a demandé trois jours de délai, Michel Debré dit : « Parce que vous croyez que vous avez la possibilité de réfléchir ! »

Et vogue la galère ! Voilà Morin au-dessus de la Méditerranée avec pour seul viatique les trois recommandations du Général :

D'abord ne jamais oublier que l'on est à l'époque des commissions d'élus. Il FAUT faire participer les musulmans à la vie administrative et politique. On en parle beaucoup depuis le 13 Mai et on ne le fait jamais. « Je veux des préfets musulmans », a dit De Gaulle.

Ensuite réorganiser la Délégation générale qui est considérée comme un paravent entre l'administration et l'Algérie. Ses cadres sont loin de la population ce qui ne facilite pas la prise en main de certains postes par des musulmans. « Je désire une importante déconcentration », a souligné le Général. Il n'a pourtant pas dit à Morin s'il voulait l'Algérie algérienne avec le F.L.N. ou sans le F.L.N. Pas encore…

Enfin ne pas se laisser emprisonner par Alger. Le Général a évoqué la situation pénible de Delouvrier à l'heure des Barricades, qui ne « s'en est tiré » que grâce au départ pour Reghaïa[48].

« Nous avons là-bas un projet de cité administrative en dehors d'Alger... » C'est ainsi que Morin apprend le projet ultra-secret de Rocher-Noir. Mais, alors que la Caravelle avale la Méditerranée, ce qui inquiète le plus le nouveau délégué c'est ce voyage qu'entend faire le Général avant le référendum. Il va venir sur place se rendre compte des réactions que provoque sa politique : association et prise de conscience des Algériens. Il vient pour donner l'Algérie aux Algériens, pour affirmer son désir d'algérianisation du pouvoir et de l'administration qui débouchera sur les trois options de l'autodétermination.

« Le voyage sera préoccupant », pense Morin.

Il est au-dessous de la vérité. Il sera dramatique.

La permission du capitaine Sergent avait été des plus agitées. Avant de quitter Alger il avait vu ses amis du F.A.F.

« Nous, on est prêt au Grand Coup, avait dit Claude Capeau, l'ingénieur de l'E.G.A., mais l'armée, quand va-t-elle se décider à basculer ? »

Agacé, Sergent l'avait envoyé « sur les roses ».

« Je ne suis pas l'armée française. De plus il n'y a pas UNE armée.

— Peut-être, mais sans elle rien n'est possible. »

L'antienne habituelle. Sergent savait ses amis du 1er R.E.P. très montés. Mais entre les critiques acerbes des popotes et la révolte il y avait un pas que beaucoup de militaires étaient peu disposés à franchir. En outre si les chefs F.A.F., Capeau, Zattara, Vignau, faisaient confiance aux officiers les plus décidés, la tête manquait. Au procès des Barricades l'attitude de Susini leur avait fait une impression défavorable. Toutes les autres déclarations étaient apparues comme sympathiques à l'opinion publique. Les juges avaient même accordé la liberté provisoire à nombre d'accusés — Lagaillarde en tête — et Susini était venu tout gâcher par ses déclarations intempestives, fleurant le fascisme à la Mussolini et le nationalisme des grandes années « préparatoires » en Allemagne. À l'audience, tout ce qui paraissait pur à l'oreille des jeunes capitaines avait été contre Susini et tout ce qui avait été réellement politique avait été à son avantage. « Quelle tête politique ! » disait-on. Mais on ajoutait aussitôt : « Redoutable tête politique ! » L'effet avait été désastreux. Il avait détruit le travail considérable de Lagaillarde et du colonel Gardes qui, sur le plan civil et militaire, étaient apparus à l'opinion publique comme des hommes sincères. Pour la première fois, au cœur de Paris, l'Algérie française disposait d'une tribune digne et de valeur. Sergent, qui les connaissait bien, n'avait qu'une piètre estime pour le sens politique de Marçais ou de Lauriol — les ténors officiels et « patentés » d'Alger — qui ne convainquaient personne en métropole. Avec Gardes et Lagaillarde cela prenait une autre dimension. Et Susini « avait tout foutu par terre » !

Il fallait une tête au F.A.F. Et une bonne tête. Un chef estimable auquel les militaires décidés fassent confiance.

Et ce soir du 7 décembre 1960, en se pliant à Orly aux formalités de départ pour l'Algérie, le capitaine Sergent pensait bien le leur apporter. Son séjour dans la capitale avait été fructueux.

Plus que des militaires il avait surtout fréquenté des avocats. Chez Me Gallot il avait rencontré Pierre Lagaillarde en liberté provisoire. Il l'avait félicité et s'était réjoui lorsque le jeune député lui avait dit : « Je file... dès ce soir. En Espagne. » Sergent s'était imaginé que, Salan préparant quelque chose de grave, Lagaillarde voulait « en être ». D'autant que quelques jours plus tard, un autre avocat, Me Le Coroller, lui avait dit : « Il se passe des choses importantes, mon capitaine.

— Je suis chez moi, maître. En permission et disponible. Vous pouvez toujours faire appel à moi. »

Sergent était encore le militaire-militaire, subalterne de surcroît et avait beaucoup d'innocente admiration pour « ceux qui savaient ».

Là-dessus était arrivée l'annonce officielle du voyage de De Gaulle en Algérie. Lorsque ce n'était encore qu'un bruit, ses amis du F.A.F. lui avaient dit : « Un pareil voyage dans de telles circonstances, ce serait une véritable provocation ! Qu'il vienne s'il ose. Qu'il vienne et, ce salaud, on va le recevoir ! »

La réception se préparait ! Le matin de ce 7 décembre Sergent avait reçu un nouvel appel téléphonique de Le Coroller.

« Êtes-vous toujours disponible, mon capitaine ?

— Oui. Ce sera long ?

— Peut-être.

— Je suis à votre disposition.

— Venez ce soir chez mon confrère Me X... »

Prêt à accomplir une mission nette et précise, Sergent s'était retrouvé dans le salon d'un grand avocat parisien. Et celui-ci de sa voix d'airain, le masque tragique, l'œil fixe, était parti dans une grande explication politique selon laquelle le processus de liquidation de l'Algérie était profondément engagé ; si De Gaulle parvenait à « extorquer » le soutien du peuple français par référendum, la partie serait irrémédiablement perdue[49]. Il était indispensable de profiter du voyage « inespéré » du Général en Algérie pour « faire quelque chose ». Arrivait enfin l'objet de la mission.

« Mon capitaine, pouvez-vous partir immédiatement pour Alger ?

— Oui. Mais les billets ?

— Nous les avons. Vous allez vous rendre auprès du général Jouhaud et vous lui donnerez « le feu vert de Salan ».

— C'est tout ? Le feu vert de Salan ?

— Oui, je reviens de Madrid où j'ai vu un de mes clients. Le grand jour est arrivé. Grâce à vous, Jouhaud aura le feu vert pour prendre Alger. »

Sergent était surpris. Non du message mais du laïus de l'avocat qui dépassait ainsi le rôle de simple agent de liaison transmettant le message d'un client ! La réputation de droite de l'avocat n'était plus à faire. Alors, s'il se mouillait devant témoins — témoins sûrs mais témoins tout de même — c'est que quelque chose de sérieux se préparait !

Pour Sergent, comme pour beaucoup de militaires, le personnage Salan n'était guère « excitant ». Assez simples dans leurs analyses ils considéraient Salan comme un général politique, malin, mondain, soutenu par une foule de relations dans tous les milieux. L'inverse de Massu qui donnait une impression de solidité extrême allant jusqu'à l'entêtement. Il y avait chez Salan une certaine « mollesse », et trop de calculs. Apprenant que l'ancien commandant en chef « donnait son feu vert », Sergent — « bête et discipliné » comme il me le dira plus tard avec une certaine amertume — se demanda si Salan n'était pas victime de l'« étiquette » qu'on lui avait collée depuis l'Indochine, s'il n'était pas plus fort qu'il ne le pensait.

« Madrid est son Londres, se disait le jeune capitaine. S'il se décide à passer à l'action, c'est qu'il veut combattre jusqu'au bout. »

Sergent n'était pas loin de croire que Salan était même un « crack ». Bien sûr, il avait commis la faute de se réfugier en Espagne, ce qui donnait à son éventuelle action un fâcheux relent de fascisme, mais peut-être n'avait-il pu faire autrement. La lutte De Gaulle-Salan était ouverte, c'était l'essentiel. Et Salan en 1960 adoptait vingt ans après une solution à la De Gaulle en filant à l'étranger pour y proclamer son opposition !

Déjà dans l'esprit du jeune capitaine — et de tous ceux qui le suivraient dans la tragique aventure — tout ce qui n'était pas Algérie française devait être considéré comme ennemi.

Et puis tout cela ne se présentait pas mal. Des contacts étaient pris avec des gens solides — ses amis du F.A.F. n'avaient rien à voir avec les colons braillards ni avec les extrémistes qui s'étaient illustrés dans le contre-terrorisme, et à Paris les amis de l'avocat semblaient être de bons bourgeois raisonnables — en liaison avec un général prestigieux dont le représentant à Alger semblait être le plus apte psychologiquement à entraîner ses compatriotes. Jouhaud était pied-noir et avait pris sa retraite à Alger. Oui. Cette fois c'était sérieux.

Quand à 23 heures, ce 7 décembre 1960, Pierre Sergent, capitaine au 1er R.E.P., prit l'avion de nuit pour Alger il eut l'impression d'accomplir l'un des actes les plus importants de sa vie. Sauver l'Algérie française, maintenir la France au rang de grande puissance, et lutter contre le communisme qui déferlait sur l'Occident chrétien : tel était le but qu'il poursuivait en soutenant le « grand coup » qui se préparait. Le hasard lui faisait jouer les détonateurs. Il était bien décidé à participer plus activement encore à l'explosion.

« Le feu vert !... Le feu vert ! Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? » Le visage naturellement affable de Jouhaud s'est fermé. Sa bouche, volontiers gourmande et moqueuse, n'est plus qu'une blessure en coup de sabre.

Devant lui, Sergent, qui le voit pour la première fois, tente de le convaincre.

« Mon général, je transmets seulement un message. Il vient du général Salan.

— Salan ? Et avec quoi veut-il que je marche ? Il n'a qu'à venir lui-même. »

C'est donc cela la révolution ? Le capitaine plein de foi et d'idéal, qui s'attendait à être reçu brièvement, à transmettre son message, au garde-à-vous, et repartir avec une nouvelle mission drapé dans son manteau couleur de muraille, perçoit la réalité. Rien ! Rien n'est prévu. Ni chef, ni plan, ni unités. Rien de consistant. Une fois de plus l'énorme « tchatche » née au bord de la Méditerranée, entretenue par des esprits surchauffés, nourrie des espoirs les plus fous de braves types déboussolés et présentée sérieusement de l'autre côté chez un célèbre avocat parisien ne révèle qu'un vide désespérant. Quel décalage entre Paris et Alger ! Ce qui vaut pour l'autorité civile vaut pour les activistes. Jamais sur la même longueur d'onde!

Malgré sa déception, Sergent retire une bonne impression de ce général qu'il n'a jamais rencontré. Sa réaction franche et brutale le séduit. Voilà un homme énergique, sans folklore. Ce folklore pied-noir velléitaire et hâbleur que déteste par-dessus tout le jeune capitaine froid, exalté et un peu puritain. Au garde-à-vous il dit :

« Mon général, je suis en permission. Je me mets à votre disposition. »

Pour Jouhaud c'est inespéré. Le général a perdu contact avec l'armée qu'il sent désemparée mais en arrière de la main. Il est aviateur, ne connaît pas grand monde dans ces régiments de réserve générale sans lesquels aujourd'hui aucun « coup » n'est réalisable. Sergent, capitaine au 1er R.E.P., sera son agent de liaison au sens militaire du terme et non la simple estafette.

Le général sonde un peu cet officier au visage d'ascète, aux yeux bleus glacés, inquiétants comme ceux d'un enfant trompé. L'examen est probant. Le jeune homme rêve d'une grande politique française, d'un gouvernement qui choisisse de conserver à la France son rang de grande nation digne de la signature donnée à Berlin. Pour lui l'Union française — l'Empire français — donne au pays la possibilité d'être une grande puissance. Qu'il s'effondre et la France devient la Suisse. Petite, tranquille, riche, peut-être, dans ses coffres mais sans horizon, peu exaltante à vivre ! Et puis garder l'Algérie française c'est lutter contre le communisme auquel la France, à chaque reculade, cède la place avec un empressement qui aux yeux de Sergent ressemble fort à une trahison. Sans Union française, sans l'Algérie — une Algérie avec bien sûr l'égalité des droits et des devoirs pour tous dans l'esprit du 13 Mai —, c'en est fini de la France. Et,

paradoxalement, dans l'esprit de la plupart des officiers qui partagent les idées de Sergent et qui vont jouer un rôle de premier plan pendant les dix-huit mois qui restent à vivre à l'Algérie française, le symbole du recul, de l'abaissement de la France, au niveau de petit pays repu, calme et tranquille, c'est l'Homme du 18 Juin, celui qui écrit : « Toute ma vie je me suis fait une certaine idée de la France. » Eux pensent territoire, lui pense âme. Là encore le déphasage est grand entre Alger et Paris. Encore que des hommes comme Sergent soient lucides. Ils savent que le peuple de France suit et approuve dans sa majorité la politique de De Gaulle — d'où la crainte du prochain référendum. Il faut donc lui imposer une nouvelle ligne de conduite. Et pour cela éliminer politiquement De Gaulle. Les officiers prêts à se mouiller savent maintenant qu'il ne sera pas question de faire revenir le général sur les décisions prises. ALORS IL FAUT QU'IL S'EN AILLE. La guerre civile ? On en assume le risque. Le fait que la France reste une grande puissance vaut un changement brutal de régime. Avec tous les dangers que cela comporte !

Rassuré sur la détermination de Sergent, Jouhaud va l'employer à convaincre les régiments parachutistes sans l'aide desquels l'émeute populaire ne peut aboutir. Les hommes du F.A.F. sont prêts. Ne manque que le feu vert des colonels paras. Et il est autrement important que celui de Salan, qui vitupère et ordonne à l'ombre des plantes vertes de son hôtel madrilène !

Le discours du 4 novembre et la « République algérienne » évoquée comme une certitude pour l'avenir par le président de la République ont décidé certains colonels à « se mouiller ».

C'est le cas pour le colonel Masselot, patron du le régiment de chasseurs parachutistes. Pied-noir de Bougie — son grand-père, contrôleur maritime, a créé le port — il s'est fait la promesse de ne jamais abandonner l'Algérie. Jusque-là il s'est strictement cantonné dans le métier militaire qui est toute sa vie. Il adore son régiment — l'ancien Royal-Auvergne, devenu le régiment du Chevalier d'Assas — et ses hommes le lui rendent bien. Georges Masselot fait partie de ces colonels « à légende indochinoise ». Il y a commandé le 2e B.E.P. qui est devenu le 2e R.E.P. lorsque, fin 1955, il est arrivé en Algérie. Pour cet ancien d'Hoa Binh il y a ceux qu'il a connus sur le terrain en Indo, les copains, et les autres qu'il n'y a jamais vus et pour lesquels il professe un solide mépris. Ainsi il ne pourra jamais « encadrer » Antoine Argoud dont nul n'a croisé la silhouette sur les diguettes des rizières.

Depuis la fin de l'année 1955, Masselot baroude de Djelfa au Constantinois. Son le R.C.P. y fait merveille. Il casse du fell, fait son métier et défend sa terre. Il a cinquante ans, des cheveux en brosse grisonnants, un bon visage carré, obstiné et sympathique, une taille moyenne et « des épaules ». Il est pied-noir du fond de son âme. Il aime commander les hommes. Surtout « ses » hommes. Et il sait les conduire sur le droit chemin. Il ne se complique pas la vie avec des idées politiques auxquelles il ne comprend rien. Et surtout ne veut rien comprendre. Il a toujours fait son devoir. Souvent plus qu'un autre. Et il défend les valeurs traditionnelles qui ont fait la grandeur de la France et grâce auxquelles l'Algérie est devenue un beau pays. Son pays. Un Arabe est un Arabe. Un juif, un juif. Un Français, un Français. Que chacun reste à sa place !

Mais coup sur coup l'autodétermination, l'Algérie algérienne et enfin la « République

algérienne » sont venues bouleverser le tableau qu'il s'était fait de l'avenir de « son » Algérie. Son sang n'a fait qu'un tour. Jusque-là l'ennemi avait été le fell, il faut désormais y ajouter De Gaulle.

Il apprend par le colonel Romain-Desfossés, commandant le secteur de Philippeville, base du 18e R.C.P., qu'un brain trust militaire composé d'officiers du 1er R.E.P., de la 10e D.P. et du corps d'armée d'Alger, « prospecte » les unités de la 25e D.P. Son copain. Lecomte, le colonel du 14e R.C.P., lui confirme la nouvelle.

« Pourquoi, moi, pied-noir, n'ai-je pas été contacté ? dit Masselot avec humeur.

— On n'en est qu'aux préparatifs, répond Lecomte. Mais si tu es d'accord avec nous, je me mets sous tes ordres. Tu seras notre chef de file dans le Constantinois.

— Si je suis d'accord ? Plutôt deux fois qu'une... »

Les contacts se multiplient. La Chapelle, le patron du 1er R.E.C., qui correspond avec Argoud, muté en France depuis l'affaire des Barricades, « marche à fond ». À l'état-major du général Gouraud, commandant le Constantinois, les colonels trouvent une rare compréhension parmi les généraux.

« Je suivrai et je vous aiderai », dit même Gouraud.

Il est bien connu que dans cette guerre d'Algérie les colonels sont faits pour marcher devant les généraux !

En outre — comme si l'expérience des Barricades n'avait pas suffi — l'état-major d'Alger a désigné le 18e R.C.P. et le 14e R.C.P. pour être d'alerte à Alger. C'est à eux que reviendra — en cas de troubles — le soin de rétablir l'ordre lors d'éventuelles manifestations européennes ou musulmanes !

Ce choix aberrant réjouit particulièrement Sergent, devenu au côté de Jouhaud, la « tête militaire » du complot tout en affectant de jouer les subalternes. Dufour, le patron « en cavale » du 1er R.E.P. — qui n'est introuvable que pour la Délégation générale et le commandant en chef — lui apporte son adhésion au mouvement, « à condition que les autres chefs de corps se joignent à lui ». De toute façon — Dufour ou pas Dufour — Jouhaud et Sergent peuvent compter sur le 1er étranger de parachutistes. Le lieutenant Degueldre a contacté personnellement chaque commandant de compagnie. Ils se sont engagés à revenir à Zéralda sur simple message en code signifiant : « 1er R.E.P. à Alger. » Comme le régiment est en opération dans le Constantinois il faudra simplement tenir compte du délai de voyage. Degueldre, qui est affecté pour un temps à la C.C.S. (compagnie de commandement et, des services) de Zéralda, passera lui-même le message sur ordre de Sergent.

1er R.E.P., 14e R.C.P., 18e R.C.P., et la foule d'Alger téléguidée par le F.A.F., il n'en faut pas plus pour gagner. Après tout, le 13 Mai ne s'est pas réalisé autrement !

En moins de vingt-quatre heures le capitaine « en permission » Pierre Sergent a établi les contacts et les liaisons nécessaires au général Jouhaud pour contrôler la manifestation qui doit marquer l'arrivée du chef de l'État sur la terre algérienne. Quand, au soir du jeudi 8 décembre, les deux « conjurés » se retrouvent pour une ultime mise au point, Sergent peut brosser un tableau optimiste de la situation.

L'ordre de grève générale est lancé par le F.A.F. Des dizaines de milliers de tracts imprimés dans toute la ville et même au Gouvernement général sur les ronéos de l'administration, rappellent les ordres du Front de l'Algérie française : « La vie de la capitale doit s'arrêter. Interdiction aux véhicules civils de circuler. Interdiction d'ouvrir

les magasins sous peine de les voir saccager. Des piquets de grève seront formés devant les entreprises. Dès les premières heures de la matinée la population doit manifester dans le centre de la ville son indignation et son mépris à la visite qu'« ose » faire le général De Gaulle à l'Algérie. »

Dès onze heures, à Bab-el-Oued, carrefour de l'Horloge, rue Michelet, au coin de la rue Richelieu, et à Belcourt-Polignac les groupes de choc du F.A.F., ceux de Jeune Nation, les partisans isolés de Lagaillarde, les poujadistes et les « durs » des anciennes U.T. attaqueront le service d'ordre. Les engagements seront brefs et violents. La tactique est d'exciter les C.R.S. et gendarmes en un point, puis de rompre très vite le contact pour reprendre le harcèlement un peu plus loin. À ce régime, le service d'ordre sera vite épuisé. Les autorités feront alors appel à l'armée. Et arriveront SUR ORDRE du G.G., les régiments de Masselot et de Lecomte. Il ne restera plus qu'à faire venir le 1er R.E.P. grâce au message de Degueldre. Les trois régiments dirigés par des chefs acquis au mouvement n'auront qu'à « cueillir » la ville qui tombera comme une poire blette. En outre, le général De Gaulle, venu se fourrer dans la gueule du loup, sera éliminé d'une manière ou d'une autre. Le mouvement — semblable au 13 Mai — gagnera toute l'Algérie puis la métropole. Sans De Gaulle pas de gaullisme. L'U.N.R. éclatera comme une baudruche. Le régime s'effondrera. Et tous les espoirs seront permis.

Pour les conjurés cette visite du général De Gaulle est inespérée. Qu'on laisse cette chance passer et c'en est fini de l'Algérie française. Le référendum approuvé par « un pays de veaux » lui porterait le coup de grâce. Heureusement, ce soir du 8 décembre, Jouhaud, soutenu par Sergent et par la direction clandestine du F.A.F., a tous les atouts en main. Le Grand Coup est pour demain. Cette fois, il ne peut échouer.

Au centre de la ville les rues sont désertes, les rideaux de fer baissés, l'ordre de grève est respecté. À Bab-el-Oued, les balcons sont vides, les volets restent fermés. À chaque carrefour important un commando du F.A.F. veille. Qu'un « traître» tente de se soustraire à la grève et « on lui fait » le magasin. Rue Michelet la seule boutique ouverte est celle d'un boulanger « réquisitionné ». Quatre soldats en armes veillent à la porte.

Vers neuf heure trente la ville s'anime. Par groupes, par paquets, les hommes — beaucoup de très jeunes gens — descendent vers le centre. Les poches sont lourdes de boulons, des pierres et des morceaux de fonte ballottent dans les musettes. Les groupes de choc du F.A.F. sont armés. Ils ont revêtu la « tenue de combat » : blue-jean, blouson et chaussures de basket. « Souplesse et mobilité avant tout », ont dit les chefs de groupe.

Dès l'aube, gendarmes et C.R.S. ont quadrillé la ville. Depuis quarante-huit heures la Délégation générale n'ignore rien des mots d'ordre des mouvements ultras qui n'ont jamais brillé par leur discrétion. Des forces importantes de « mobiles » en treillis de combat, bardés de grenades lacrymogènes, stationnent au centre de la ville. Des automitrailleuses blindées sont placées en réserve sur le plateau des Glières. D'après les renseignements parvenus aux oreilles de Jean Aubert, le directeur de la Sûreté, c'est rue Michelet que l'assaut sera le plus rude. Les gendarmes y sont prêts. À Belcourt, on a placé des unités de C.R.S. aux lisières du quartier européen — désert — et du quartier musulman où ostensiblement les boutiques sont ouvertes. Là aussi des groupes de très jeunes gens stationnent, le regard braqué sur la zone européenne. Eviter à tout prix les

heurts entre les deux communautés telle est la consigne que doivent faire respecter les forces de l'ordre en tampon à la limite des quartiers « mixtes ».

Au fil des heures la tension monte en même temps que les groupes venus de la ville entière forment une masse mouvante qui observe et jauge le service d'ordre.

Une nouvelle fois la ville européenne s'apprête à faire entendre sa symphonie aux accents tour à tour tragiques et pathétiques. Une nouvelle fois les nerfs sont tendus à se rompre. Une nouvelle fois la population va traduire son obstination mais aussi son désarroi, mêlant imprécations et sanglots. Puisqu'on est seuls, abandonnés de tous, désespérés, qu'il ne faut compter que sur nous pour empêcher le crime qui se prépare... En avant ! Et tant pis si l'on doit mourir !

Toute la Méditerranée est là. Tragédie et farce inséparables. Mais pour les Algérois l'heure de la comédie est dépassée. Reste le drame. Il va être long et douloureux. Dix-huit mois consternants traversés d'éclairs d'espoir. Une alternance tragique d'illusions et de certitudes. Succession de crises qui — chaque fois — laissent le corps et l'âme brisés. Ouverts seulement aux espérances les plus folles.

Ce 9 décembre 1960, à Alger, on sait où sont les ennemis. Casqués et bottés là... à portée de la main. Représentants détestés d'un pouvoir « méprisable ». Chaque pierre, chaque boulon, chaque morceau de fonte sur les C.R.S. ou les gendarmes c'est une pierre, un boulon, un morceau de fonte sur Morin, sur Crépin, sur De Gaulle. Surtout sur De Gaulle... toute cette clique haïe qui veut livrer aux Arabes le beau pays tant aimé. Eux aussi sont l'ennemi. Il ne faut pas l'oublier. On ne va pas l'oublier dans les heures qui suivent. La raison n'a plus droit de cité. N'aura plus droit de cité. Jamais. Jusqu'à la fin. Ce 9 décembre 1960, avec le premier jet de pierre commence l'atroce calvaire, le combat désespéré et solitaire dans lequel les Européens vont se réfugier avec une morose délectation.

Dès 10 heures les heurts sont vifs. La riposte ne l'est pas moins. Les gendarmes remontent la rue Michelet sous une pluie de projectiles. Mais les grenades lacrymogènes font refluer la foule des manifestants. On pleure, on crache, on éructe, on décroche. Pour recommencer un peu plus loin. Il ne s'agit pas d'une manifestation populaire — ce sera pour le lendemain mais d'attaques de commandos du F.A.F. bien précises, bien préparées. On a étudié soigneusement la topographie de la rue Michelet. Les heurts violents ne doivent avoir lieu qu'à proximité des immeubles à double issue. Et ils pullulent dans ce quartier construit à flanc de colline. La rue Michelet est une tranchée. Il suffit de monter au quatrième étage à la hauteur du n° 90 pour se retrouver au rez-de-chaussée de l'autre façade, rue Henri-Alexandre et par un dédale de ruelles, d'escaliers, de passages il est facile de gagner un point en amont de la rue principale et de prendre le service d'ordre à revers ! Les troupes fatiguent. Elles sont attaquées de tous côtés. Les tourelles des A.M.X sont refermées. Des toits et des balcons pleuvent des tuiles, des pots de fleurs, des poêles à frire, des parpaings. Pourtant on n'en arrive jamais au corps-à-corps. Entre les manifestants et les « mobiles » il y a toujours un jet de pierre ! Les violents accrochages ont fait des blessés de part et d'autre mais rien de grave. Et puis, comme par miracle, vers 13 heures, les combats cessent. La trêve du déjeuner ! Les manifestants disparaissent, recueillis par la ville complice. Il ne reste plus que des gendarmes qui se replient et sur la chaussée les débris de l'émeute : pierres, pavés, boulons, chaussures, quelques taches de sang, et planant sur la rue les nuages âcres des

gaz lacrymogènes. C'est tout pour ce 9 décembre à Alger. L'heure des véritables affrontements n'a pas encore sonné. Ni celle de la « démobilisation ».

Dans la soirée, le F.A.F. publie un communiqué : « La grève générale se poursuit. Demain, samedi 10 décembre, la population descendra dans la rue manifester par sa présence massive — aux cris d'Algérie française — sa farouche hostilité à la politique d'abandon. Nous le répétons : le moment est venu. Demain il sera trop tard. »

De la « Symphonie algéroise », le F.A.F. n'a joué que l'ouverture !

« Vive de Gaulle !... Vive De Gaulle !... AL-GÉ-RIE AL-GÉ-RIENNE... »

« AL-GÉ-RIE FRAN-ÇAISE... AL-GÉ-RIE FRAN-ÇAISE... »

Les slogans se mêlent, s'opposent, se heurtent. De Gaulle accompagné de Louis Joxe fait son entrée à Aïn-Témouchent alors que des manifestants européens, hommes et femmes, arrachent à la foule algérienne en burnous et haïk blancs les bannières où s'étalent les mots honnis : Algérie algérienne.

Lorsque le Général sort de voiture flanqué de Jean Morin et du général Crépin un « À bas De Gaulle !... Algérie française » repris par la population européenne le frappe en pleine face. Morin pâlit. Crépin a le menton en galoche qui tremble. Ils observent le Général. Un geste d'agacement et c'est tout.

Pourtant, le F.A.F. a bien fait les choses, aidé par les commandants de secteur locaux. C'est une floraison de calicots et de pancartes Algérie française. Il est bien loin le temps du 13 Mai où l'on mettait les musulmans au premier rang, pour montrer combien ils étaient fidèles et attachés à l'Algérie française. À Aïn-Témouchent on les a relégués derrière les Européens ou parqués loin de l'endroit où doit s'arrêter le cortège présidentiel.

Dès la première minute, De Gaulle impose au voyage le rythme qu'il suivra trois jours durant. Affolant. La course au trésor. Tout doit marcher au pas de charge. De Gaulle est là, il prouve à l'Algérie entière qu'il peut y venir, y rencontrer qui il veut. Par sa présence physique il impose sa loi. Mais il montre bien que cela doit aller vite. Qu'il ne fait que passer, que des choses plus importantes l'attendent ailleurs.

« Algérie française... » les cris reprennent de plus belle au passage du cortège. Le Général se penche vers Morin, Joxe et Crépin et, sans s'arrêter, dit :

« Les cris, les clameurs, cela ne signifie rien. L'évidence, la clarté et le bon sens, voilà ce à quoi nous devons nous attacher et non à des slogans et à des formules qui sont périmés. »

Le traditionnel « briefing » militaire se déroule bien. De Gaulle semble très satisfait du laïus du colonel Brothier, le patron de la légion à Sidi-Bel-Abbès.

« Celui-là, c'est un pur, un loyal », confie le Général à Jean Morin.

Après l'accalmie il faut pourtant ressortir des locaux militaires. Pour Morin comme pour Crépin le cauchemar recommence avec les cris hostiles au président de la République. Heureusement que la DS noire n'est pas loin. Mais voilà,, que De Gaulle s'arrête. Paul Comiti, Henri Djouder, Roger Tessier et Raymond Sassia se regroupent très vite autour du Général. Ce sont les « gorilles ». Œil acéré, tir rapide, des épaules de catcheur et une efficacité qui a impressionné les G. Men du président américain lors du récent voyage aux États-Unis. À Paris Jacques Foccart, qui devient de plus en plus l'homme à tout faire de l'Élysée, et qui est chargé de la sécurité personnelle du Général, les a alertés. Les bruits les plus alarmants lui sont parvenus. On doit enlever De Gaulle,

l'assassiner. On parle de complot civil, de kidnapping militaire. Mais ce que craint par-dessus tout Jacques Foccart c'est l'homme dans la foule. Là le Général est vulnérable. Aucun garde du corps ne peut empêcher un fanatique de le poignarder. Et *De Gaulle*, comme pour forcer le destin, ne manque pas une occasion de plonger dans les rangs des assistants pour serrer des mains pendant de longues minutes. Foccart sait qu'Aïn-Témouchent et Orléansville seront des points cruciaux du voyage. Dire au Général de les éviter serait un défi. Il s'est contenté — avant le départ — de le supplier de ne pas « trop aller dans la foule ».

« Fichez-moi la paix », a été la seule réponse au Général.

Sur la place d'Aïn-Témouchent les gorilles sont aux aguets. Leurs regards se croisent, forment un faisceau invisible qui ne laisse aucun angle mort autour du Général: Sous la veste déboutonnée le colt Cobra, dans son holster noir accroché à droite de la ceinture, est prêt à entrer en action. En outre, sous l'impulsion de leur chef, Paul Comiti, chacun, avant le départ, a fixé un pistolet « de secours » sur la face interne de la cuisse gauche — sous le pantalon — au cas où ils seraient brusquement désarmés. Toutes les précautions sont prises. Ils sont prêts à tout.

Et l'incroyable se produit. Au lieu de regagner sa voiture, le Général se dirige vers la foule. Sans prendre garde aux personnalités qu'ils bousculent les gardes du corps se précipitent à sa suite. De Gaulle, méprisant, fend les premiers rangs de la fouie hostile, celle des pancartes « Algérie française ». Il a aperçu, loin derrière, des musulmans qui crient « Algérie algérienne !... Vive De Gaulle !... » C'est vers eux qu'il avance péniblement. Les faces bronzées s'éclairent, la main du Général est happée par des mains brunes qui la serrent.

« Bonjour... Bonjour... »

« Vive De Gaulle ! Vive De Gaulle! Algérie algérienne ! »

Cette fois les cris arabes ont écrasé les slogans des Européens. Ceux-ci, médusés, s'écartent, se taisent tandis que De Gaulle se dirige vers sa voiture. Quelques jeunes gens tentent *de* le retenir lorsqu'il traverse la foule européenne, mais ils sont repoussés sans ménagement par les gorilles et les officiers de la suite présidentielle. Cette lois il faut filer et profiter de la stupeur. La DS démarre. Dans la seconde, les gorilles sautent en voltige et à vive allure le cortège prend la route de Tlemcen. Les membres de la suite se précipitent dans leurs voitures. Il ne s'agit pas de perdre la caravane !

Dans la DS de tête, De Gaulle s'adosse aux coussins. Silencieux. Près de lui, Jean Morin éponge son vaste front. Le voyage ne fait que commencer. Il n'est pas au bout de ses soucis. Les cris hostiles résonnent encore à ses oreilles. Et le visage du Général est à l'orage.

Les ordres sont suivis. Le F.A.F. tient la ville. La grève générale continue. Les rues sont désertes. Pas pour longtemps. Pour la seconde fois en quarante-huit heures la population d'Alger va marquer son hostilité à De Gaulle qui vient la narguer. « Il ne veut pas venir à Alger, on le comprend! Mais on va bouger de telle façon que, même de loin, il saura ce qu'on pense. »

Cette journée du 10 décembre est essentielle pour le F.A.F. Il faut absolument que l'armée intervienne. La vraie armée, celle des paras, et non ces types de l'infanterie de

marine qui quadrillent Bab-el-Oued. Les premières heures de la matinée sont calmes. La ville semble morte. Surtout dans le centre, où les habitants des beaux appartements de la rue Michelet se calfeutrent. Les gendarmes et C.R.S. attendent de pied ferme les lanceurs de pavés de la veille. Le quadrillage est plus serré. Les rues adjacentes à la rue Michelet sont bloquées. Les automitrailleuses sont en place, prêtes à faire refluer les manifestants et à dégager le centre. Les heures passent. Rien. 9 heures. 10 heures. À 11 heures c'est une certitude, le F.A.F. a changé de tactique et d'objectif. C'est le palais d'Été qu'il attaque en fin de matinée. Ils sont des milliers, armés de matraques et de projectiles divers. Le palais d'Eté est désert puisque le délégué du gouvernement accompagne De Gaulle et a passé la nuit à Tlemcen, tout comme le commandant en chef, mais la prise du palais d'Été, pendant le voyage du président de la République, serait un beau camouflet et montrerait la volonté du peuple de se faire entendre ! Les responsables du service d'ordre ont entrevu le péril. Abandonnant le centre d'Alger les gendarmes mobiles remontent au pas de charge la rue Michelet puis la rue Franklin-Roosevelt. L'affrontement est très violent. Les manifestants harcèlent les forces de l'ordre par commandos extrêmement mobiles. La tactique du coup d'épingle. Dès qu'ils approchent à découvert les gendarmes sont accueillis par des volées de pierres, de pavés, de morceaux de fonte. En une demi-heure ils ont des dizaines de blessés. Il faut pourtant dégager le palais d'Eté. Alors on fait donner les chars. Courbés derrière les blindés, dont les coupoles sont refermées, les gendarmes gagnent du terrain. Les grenades lacrymogènes dispersent la foule des manifestants. À 13 heures le palais d'Eté est « nettoyé ».

À Bab-el-Oued les soldats de l'infanterie de marine ont dressé des chevaux de frise en travers des rues qui mènent au centre de la ville. Le quartier le plus turbulent est ainsi isolé. Mais pour combien de temps ? Le changement d'objectif des manifestants a prouvé une chose : les gendarmes et C.R.S. ne suffisent pas à maintenir l'ordre à Alger. Il faut faire intervenir la troupe. Le 18e R.C.P., le régiment d'alerte, a été appelé d'urgence. Le colonel Masselot arrivera dans la nuit. De Batna il a dû se rendre jusqu'à Télergma où ses hommes sont embarqués par vagues successives. Les premiers arrivent en début de soirée à Alger. Le régiment ne sera utilisable — au complet — que le dimanche matin.

C'est la première bonne nouvelle que le capitaine Sergent apporte à ses amis du F.A.F. Ils sont réunis pour un premier bilan dans une pièce au rez-de-chaussée, rue Horace-Vernet. Il y a là Vignau, Capeau, Moreau et quelques hommes de main. Dominique Zattara, l'âme du F.A.F. avec Claude Capeau, a été arrêté — par mesure préventive — avant l'arrivée du général De Gaulle en Algérie. Auparavant il avait eu le temps avec ses camarades de déterminer sur le plan d'Alger les objectifs à atteindre.

Les hommes du F.A.F. entourent Sergent.

« Alors ? Que fait l'armée ? demande Vignau.

— Masselot arrive.

— Et le 1er R.E.P. ? »

La nouvelle a du mal à passer les lèvres du capitaine. Le 1er R.E.P., c'est son régiment, celui de Degueldre, celui sur lequel on comptait dur comme fer.

« Je ne sais ce qui se passe. Degueldre — en accord avec le colonel Dufour — a passé le message qui doit faire revenir le régiment sur Alger. Mais nous n'avons aucune nouvelle. »

La déception est grande. D'autant plus grande pour Sergent que le colonel Dufour a quitté Alger pour Paris ! Le colonel s'est « dégonflé ». S'il tardait encore à rejoindre son affectation il risquait de graves sanctions. Alors il est parti. Sergent est horriblement déçu. Décidément, ces militaires qui font tant de promesses s'engagent dans l'aventure avec — soigneusement caché dans leur portefeuille — un billet d'aller-retour. Pour Sergent, qui a pris sa détermination, l'aller est simple... Il a largué les amarres, il ira jusqu'au bout.

« Que l'armée ne nous refasse pas le coup des Barricades », dit Vignau.

Sergent réagit d'autant plus violemment qu'il sait l'éventualité possible.

« Je vous le répète — et je vous l'ai toujours dit —, l'armée n'a rien promis. Mais je vous demande de manifester et de continuer pour montrer à De Gaulle que tous les partisans de l'Algérie française sont décidés à ne pas se laisser imposer sa politique. Nous avons l'occasion de renverser la situation. Nos camarades prendront eux aussi conscience de leurs responsabilités.

— Et De Gaulle ? Qu'est-ce qu'il fait ? »

Sergent eut un petit sourire. Il espérait apprendre incessamment la « bonne nouvelle » : l'arrestation ou la mort de l'homme honni. Jouhaud avait parlé de projets, lui-même avait entendu évoquer une possible intervention d'un commando militaire dans l'Est algérien lors de la visite à Bougie ou à Philippeville.

« L'important pour l'instant, dit-il à ses amis, c'est de maintenir vos troupes en alerte. Dès son arrivée, je pose la question de confiance au colonel Masselot. Ne perdez pas le contact avec le général Jouhaud. Tout peut réussir demain. Tout DOIT réussir demain ! »

Le voyage continue de Tlemcen à Orléansville en passant par Cherchell. Partout aux « Vive De Gaulle ! Algérie algérienne » des musulmans répondent les « Algérie française » des Européens. Les injures fusent. De Gaulle, impassible, n'entend rien, ne voit rien que les visages pleins d'espoir des musulmans et les mains qui battent. Il agit comme si c'est eux qu'il est venu voir. Eux et eux seuls. Tant pis pour les autres s'ils ne veulent pas comprendre ni admettre l'évolution nécessaire de la politique française.

Le voyage-marathon se poursuit à un rythme hallucinant. De Gaulle, en uniforme de général de brigade, semble n'offrir aucune prise à la fatigue et ne faire aucune concession à la prudence. Il rompt les barrages, écarte avec agacement ses gorilles ou les membres des services de sécurité, et entre dans la foule pour serrer les mains qui se tendent vers lui. Au cours de la journée il a une parole pour chacune des communautés. Aux Européens — dont il dédaigne les manifestations hostiles — il demande « leur concours, leur participation ». Aux musulmans il demande de sortir de leur réserve : « Il vous appartient, leur dit-il, de prendre des responsabilités algériennes. » Au F.L.N. il répète : « Nous proposons sans relâche, loyalement et honorablement, la paix. » Aux militaires, enfin, il prédit : « La politique, dans l'armée, c'est la rupture. »

Et pour bien montrer à tous qu'une page est définitivement tournée, pour l'Algérie et la France, il développe — tout au long du voyage — le thème : « Entre l'Algérie nouvelle et la France nouvelle doit s'établir un contact nouveau. »

Jean Morin, au côté du Général, vit un véritable calvaire. Crépin a regagné Alger et lui a téléphoné de revenir d'urgence. La grève continue, les troubles se multiplient, le

commandant en chef doit prendre des mesures énergiques mais ne veut les prendre qu'avec le délégué du gouvernement.

« Non, vous n'irez pas à Alger, a dit sèchement De Gaulle. Votre place est ici, près de moi. »

Morin obéit. Que faire d'autre ? Le voyage se poursuit. Une pluie fine rend la route glissante, le paysage désolé. Le Général exige que l'on s'arrête au moindre village, où, derrière quelques notables en gandoura, se trouve, groupée sur le bord de la route, la population musulmane sortie de ses gourbis. Morin est sur les nerfs. Les gorilles sur les dents ! Sur quelle protection compter ? Le Général est à la merci d'un attentat F.L.N. ou européen. Négligeant superbement le risque, De Gaulle ne veut rien voir de l'angoisse qui étreint sa suite. Angoisse justifiée. Vers 17 heures, à une halte plus importante, un officier signale à Jean Morin qu'on l'appelle d'urgence d'Alger. Au téléphone : Vieillescazes, directeur adjoint de son cabinet, resté au G.G.

« Monsieur le délégué, dit-il d'une voix tendue, des informations précises et recoupées par la Sécurité militaire et les Renseignements généraux indiquent qu'un attentat va être dirigé contre le Général à Orléansville. Une équipe de tueurs est venue d'Alger. Ils attendent le cortège à l'entrée de la ville.

— Merci, Vieillescazes. À Alger, comment ça va ?

— Les manifestations se développent, en coup de poing. Violents accrochages, puis rupture de contact. Ça reprend aussi violemment en un autre point. Les gendarmes et C.R.S. courent aux quatre coins de la ville. Ils sont épuisés et vont manquer de matériel. Heureusement les régiments d'alerte arrivent de l'Est. Crépin a fait venir le 18e R.C.P. et devant le développement des manifestations a demandé à deux autres unités de gagner Alger. C'est tout. »

Morin raccroche. Comment annoncer cela au Général ? Le délégué rejoint le cortège et s'approche de Louis Joxe. En quelques mots il lui explique la situation.

« Ce sera à l'entrée d'Orléansville. Il faut prendre des mesures.

— Dites-le au Général ! »

De Gaulle serre encore quelques mains, puis monte en voiture. Morin prend place auprès de lui. Comment annoncer à cet homme qui refuse toute précaution le bouleversement des cérémonies prévues à Orléansville ? Il se lance :

« Mon général, je n'ai pas l'habitude de m'affoler mais je viens d'obtenir des informations sûres. On craint un attentat en entrant à Orléansville. Je vous demande d'accepter un changement d'itinéraire et de ne pas vous lever dans la voiture pour saluer la foule. »

De Gaulle se tourne à demi sur la banquette. Il regarde Morin. Pour la première fois du voyage le visage se détend. Il est presque paternel.

« Vous n'avez pas à me demander, Morin. C'est vous le responsable du maintien de l'ordre. Décidez... »

L'entrée dans Orléansville se fait par une route détournée. Le cortège s'engouffre dans la préfecture. Les voitures ne s'arrêtent que devant le perron. Les gorilles font un rempart de leur corps au Général, qui gagne rapidement le bâtiment neuf où l'attendent les notables.

« À bas De Gaulle ! Vive l'Algérie française ! » Autour de la préfecture c'est une floraison de bannières hostiles au Général. Morin, furieux, s'arrête et demande le

responsable du maintien de l'ordre.

« Morin au poteau! Démission Morin ! »

— Qu'est-ce que ça veut dire, colonel ! Je trouve vos militaires un peu trop « compréhensifs »... Balayez-moi cette manifestation et montrez un peu de fermeté, que diable ! »

La complicité des autorités militaires locales ne fait aucun doute. On n'en est pas encore aux violences d'Alger mais... si l'attentat s'était produit, que se serait-il passé à Orléansville ? Morin en entrant dans la préfecture se promet de passer un savon au préfet qui ne semble pas avoir la haute main sur « ses » militaires.

L'arrière-salle du petit café, à la hauteur du 90, rue Michelet, est bleue de fumée. Une quarantaine de jeunes hommes s'y entassent et discutent avec passion. L'anisette opale dans les verres embués calme le feu des gorges brûlées par la poussière, les cris et les gaz lacrymogènes, mais fait monter le ton des conversations. La journée a été éprouvante. Depuis quarante-huit heures, les hommes du groupe ont harcelé les forces de l'ordre. Mais ce ne sont que les prémices de la révolte qui doit aboutir. Les quarante hommes, sales et transpirants, aux visages parfois marqués par les accrochages avec des gendarmes, n'attendent qu'un signal pour préparer le retour de celui qu'ils se sont choisi pour chef : Pierre Lagaillarde. Et cette fois, les armes — chacun d'eux en est pourvu — remplaceront les boulons et les matraques. Christian est le chef du groupe Lagaillarde. C'est un ami du député en fuite. C'est lui qui a été l'âme du regroupement. Il a participé aux Barricades, puis a fait partie du commando Alcazar avec son cousin Ivan. Il est l'en des rares à être resté jusqu'au bout. À son « retour à la vie civile » pendant l'été de 1960 il a patiemment renoué les contacts avec les anciens U.T. des Barricades. Par son cousin Ivan, jeune ingénieur de vingt-trois ans, « gonflé » e prêt à tout pour sauver l'Algérie française, il a connu Pierre, expert comptable à Hydra. Puis le noyau a essaimé. Chacun de son côté a prospecté parmi ses amis et relations. Le groupe initial reçoit les adhésions de nouvelles recrues : Guy, un peintre en bâtiment, « Pépé » et Victor, puis Michel, un drôle de type affligé d'un épouvantable accent parisien, ancien para au 3e R.P.C., qui a récolté deux ans de prison au tribunal militaire pour avoir pris trop de goût aux exécutions sommaires de fells ou présumés tels[50]. Il y a aussi le père F... et quelques autres U.T. « de choc ». Pour eux, le F.A.F., c'est de la rigolade, la révolution à la pépère. Ses membres sont tout juste bons à brailler sur le plateau des Glières et à défiler drapeaux en tête et béret basque sur le front. Eux veulent une véritable révolution comme celle que leur chef Pierre Lagaillarde aurait réussie le 24 janvier si l'armée ne l'avait pas lâché au dernier moment. Mais rien n'est perdu. Lagaillarde s'est échappé des griffes du pouvoir. Il est à Madrid, près de Salan, il peut revenir. Il va revenir. Dans cette attente, le groupe de Christian cherche de l'armement, du matériel. L'un promet quatre cents tenues de para, l'autre un camion d'armes. Pas moins ! Pierre, Ivan et Michel, eux, ont pillé la réserve d'armes des gardes mobiles de Saoula. Des garants, six Thompson, et quatre-vingts chargeurs dont quelques-uns ont dégringolé sur la route d'Alger tant la fuite a été précipitée ! Quand le F.A.F. a créé ses groupes de choc, montrant ainsi sa détermination les hommes de Christian l'ont rejoint de même que les étudiants nationalistes de Jeune Nation et quelques vieux fidèles du F.N.F. de Jo Ortiz.

Depuis le vendredi 9 décembre, on les a vus à la pointe de toutes les attaques contre les gendarmes et les C.R.S. Et ce soir du 10, Christian leur a demandé de venir armés et prêts à passer la nuit dehors. Car jusque-là les manifestants ont respecté la trêve « déjeuner et anisette » traditionnelle à Alger.

« La première partie du plan a réussi, crie Christian en essayant d'obtenir le silence. Taisez-vous, bon Dieu, c'est important ce que je vous dis. »

Les conversations ont cessé. Chacun sent que l'instant est grave. « Oui, reprend-il, nous avons épuisé les gendarmes. Les paras arrivent... »

Une longue ovation salue la nouvelle tant attendue. Les paras depuis toujours, surtout depuis la « bataille d'Alger » sont les sauveurs d'Alger.

« Les paras arrivent et ce soir ou demain l'armée doit basculer. Officiellement les paras sont là en renfort et doivent mater nos manifestations. En réalité, ils vont prendre Alger. Et notre rôle sera de servir *de* guides aux unités qui ne connaissent pas la ville. Nous devrons leur indiquer les points cruciaux : le G.G., la radio, l'hôtel de ville, la nouvelle mairie, les émetteurs d'Ouled-Fayet. Alors calmez-vous, reposez-vous. Les heures qui suivent seront rudes. Préparez vos armes, »

Le brouhaha règne à nouveau dans l'arrière-salle. On s'excite, on s'exalte. L'heure tant attendue est arrivée.

C'est aussi celle du doute pour Pierre et son copain Ivan. On parle, on parle mais où sont les armes ? L'adjudant européen qui devait fournir les quatre cents tenues para est en perm' ! Et le camion d'armes promis a un pneu crevé ! Heureusement que l'armée est là pour réaliser les grands projets. Sans les paras ils resteraient à l'état de conversations de bistrot !

Malik et Alilat n'en croient pas leurs yeux. « Ils » descendent de partout. Des bidonvilles du ravin de la Femme-Sauvage, de Diar-el-Mahçoul, de Diar-es-Saada, du Clos-Salembier, ils chantent, ils crient : « Yahia De Gaulle [51] ! Algérie algérienne. Yahia De Gaulle ! » Par groupes anarchiques, sans ordre, libérés, joyeux, des femmes, des enfants se mêlent aux hommes. Il est à peine 8 heures, ce dimanche 11 décembre, et la population musulmane d'Alger pour la première fois depuis le 1er novembre 1954 manifeste de son propre chef.

« D'où est-ce parti ? demande Alilat au responsable financier du plus important groupe F.L.N.

— D'après les renseignements que j'ai pu avoir, répond Malik, c'est le capitaine Bernard, tu sais, celui de la

S.A.U.[52] de Belcourt qui loge dans le stade près du cimetière Sidi-M'hamed. Il en avait assez de voir les Européens gueuler contre tout ce que De Gaulle veut faire, contre l'Algérie algérienne.

— Pourtant, en général, les officiers S.A.S. sont très Algérie française.

— Oui, mais ceux des S.A.U. disent que les musulmans sont gaullistes — même s'ils sont pour l'indépendance — et qu'ils peuvent contre-manifester pour montrer aux Européens qu'ils existent par eux-mêmes.

— Tout cela c'est de la propagande pour répondre à De Gaulle : « Nous sommes là, on eut a assez de la guerre. » C'est ce que Morin, à peu de chose près, a dit à la radio : « Descendez tous et manifestez... »

— Peut-être, Larbi, mais ils sont là, dans la rue, devant nous. Le capitaine Bernard a dit

à ses cent goumiers, et tu sais combien la population les craint à Belcourt — « Alors qu'est-ce que vous attendez pour faire crier vos coreligionnaires ? » Et ils sont partis d'El-Aguiba.

— Boulevard Cervantès ?

— Oui, c'est de là que c'est parti. Exactement là. Les goumiers ont interpellé les gens. « Allez manifester contre les pieds-noirs. Ne vous laissez pas faire. Bougez. Ils crient Algérie française. Criez Algérie algérienne. C'est De Gaulle qui l'a dit... » Et tu vois, ils ne se sont pas fait prier. Ç'a suivi comme une traînée de poudre. »

Alilat réfléchit un instant, puis décide :

« Il faut réunir tous les hommes du groupe. Avertis le capitaine Kheiddine et Djamal de la situation. Il ne faut pas laisser faire.

— Tu ne vas quand même pas les arrêter avec nos deux cent quarante hommes ? ironise Malik.

— Non, mon frère, mais on va faire tourner la manifestation à notre profit. Envoie nos hommes à Salembier, à la Redoute, à Bouzaréa, Maison-Carré, El-Biar, Climat-de-France, à la Montagne, aux Eucalyptus. Et aussi à la Casbah et dans les cités à Mahçoul et Saada.

— Et qu'est-ce qu'ils vont faire ?

— Crier avec les autres.

— Yahia De Gaulle ?

— Oui. Et Algérie algérienne. Puis ils ajouteront : Yahia Ferhat Abbas, Yahia Ben Bella, Yahia De Gaulle, Négociation, République algérienne, Algérie indépendante. Il faut tout mélanger. Et faire évoluer dans notre direction. Et même tu vas faire sortir les drapeaux verts.

— Les drapeaux verts ?

— Oui, les drapeaux verts ! Quand là foule va en voir quelques-uns ça va être l'éclosion. Tout le monde en a un, caché dans les paillasses. Et s'ils n'en ont pas ils en fabriqueront. On n'était pas assez forts pour lancer une pareille manifestation mais si on ne parvient pas à la faire tourner en notre faveur c'est que l'avenir ne se présente pas bien pour le F.L.N. à Alger ! Nos deux cent cinquante hommes feront au moins aussi bien que cent goumiers. Et puis la foule sait que pour une fois les autorités sont pour nous. Ah! ils veulent que les musulmans se manifestent et disent ce qu'ils pensent. Ils vont être servis ! Allez, Malik, fissa. Exécution ! »

Alilat reste à Belcourt. Il se mêle à la foule des jeunes gens et s'égosille avec eux :

« Yahia De Gaulle. Algérie algérienne... »

Puis, jetant un coup d'œil sur ses voisins, il lance d'une voix vibrante :

« Yahia F.L.N... Yahia Ferhat Abbas. Yahia De Gaulle... »

Ses voisins le regardent, un instant interloqués, puis reprennent avec lui :

Yahia F.L.N... Yahia Ferhat Abbas... Yahia De Gaulle... Algérie algérienne... »

Et Alilat :

« Algérie indépendante...

Ils reprennent :

« Algérie indépendante... »

Déjà un drapeau vert et blanc fleurit sur une terrasse. Puis un second. Des jeunes gens crient : « Sortons les drapeaux... Yahia F.L.N. » Alilat les quitte. Il peut changer de

quartier. À Belcourt, c'est parti. La première manifestation musulmane à Alger sera une manifestation F.L.N. !

Neuf heures. Une véritable marée humaine s'est répandue dans les quartiers musulmans. En hâte, des renforts de gendarmes et de C.R.S. sont venus s'interposer à la limite des quartiers européens, en particulier à Belcourt. Rue de Lyon une barrière de casques noirs fait face à la meute hurlante. Toutes les rues transversales sont envahies d'une foule qui trépigne. Aux premiers rangs, de très jeunes gens dans un état d'excitation extrême, sautant à pieds joints, les bras en l'air, tels des derviches, crient à s'en rendre fous : « Yahia Ferhat Abbas, Yahia F.L.N. Yahia De Gaulle... » D'autres reprennent : « Algérie musulmane. Algérie indépendante ». Des milliers de drapeaux verts hérissent cette masse compacte. Les C.R.S. et les gendarmes restent impassibles devant les cris et les drapeaux nationalistes. Il n'ont qu'un souci : éviter les affrontements entre pieds-noirs et musulmans. Derrière eux commence le quartier européen.

Dès le début de la manifestation les fenêtres, les volets se sont fermés brusquement. Les immeubles, les appartements sont barricadés. Les rues désertes. Mais l'on sent derrière chaque fenêtre aveugle, derrière chaque porte cadenassée l'homme à l'affût, qui protège sa famille, l'arme à la main. Là il ne s'agit plus de politique ni d'imposer ses vues sur tel ou tel projet mais de sauver sa peau. C'est la peur ancestrale de toutes les minorités. « Ils descendent. » Cette vieille peur qui jadis a fait refuser toute réforme : « Ils » sont neuf millions, nous sommes un million. S'ils sont nos égaux, à un contre neuf, ce sera le massacre.

Le spectacle qui s'offre aux yeux des Européens barricadés est impressionnant. À leurs pieds, de l'autre côté de la rue, les immeubles, les terrasses, les balcons ont été pris d'assaut par des colonnes de fourmis hurlantes. Les manifestants brandissent des drapeaux fells, des pancartes où l'on peut lire : « De Gaulle, Ferhat Abbas. Négociations ». Par grappes, innombrables, ils s'accrochent aux palissades publicitaires. Ils ont écrit en grosses lettres maladroites qui pleurent des larmes de peinture noire : « Vive le F.L.N. Lagaillarde au poteau ». Sur des chiffons peints en vert et blanc saignent l'étoile et le croissant rouges, symboles d'un avenir tragique pour les Européens, s'ils laissent faire, s'ils se laissent faire.

10 h 15 : dans le bas de la rue Julienne des coups de feu claquent, partis des immeubles européens. Des hommes armés quittent leurs abris et font face à la horde musulmane. Des C.R.S. se précipitent pour s'interposer. Dans un grand remous hallucinant, la foule musulmane reflue. Mais la nouvelle court de bouche en bouche bien plus rapide que l'homme qui fuit. Elle atteint les autres quartiers musulmans : « Les Européens ont tiré. Il y a des morts. »

À Diar-el-Mahçoul, l'immense cité de pierre ocre, construite par Jacques Chevallier et Fernand Pouillon, les façades, les balcons ont fleuri, chaque fenêtre porte son bourgeon vert et blanc. Une immense clameur, répercutée par les murs de la gigantesque cour intérieure, jette les manifestants dans la rue. Armés de bâtons, de barres de fer, ils saccagent tout sur leur passage. D'immenses drapeaux nationalistes sont brandis à bout de bras et la foule suit, dévastatrice, criant vengeance. Elle ne sait rien, elle est aveugle, elle veut casser, crier, hurler, tuer aussi. Au passage du ravin de la Femme-Sauvage un

Européen est égorgé. Sur les hauts d'Alger des camions constellés de croissants rouges, de drapeaux verts, surchargés de jeunes hommes hurlants, parcourent les rues, follement applaudis. Sur la cabine de l'un d'eux un homme au bord de la crise nerveuse brandit une hache. Plus loin une vieille femme agite un drapeau. Elle crie : « Yahia F.L.N... » Dans son exaltation, son voile a à demi découvert son visage ridé, c'est Hanifa, la tante d'Azzedine, le célèbre chef F.L.N. devenu l'adjoint de Boumediene à l'état-major général des forces de l'A.L.N. Elle a soixante-seize ans et crie sa joie !

Des villas sont pillées. Des « fatnias » voilées, glapissantes, passent par les fenêtres des meubles, des lits, des matelas, des portes arrachées à leurs gonds qui s'écrasent sur le sol. Des enfants y mettent le feu et dansent autour.

À Belcourt, la tension a monté. Des Européens sont maintenant dehors. Beaucoup ont l'arme à la main. Ils insultent les Arabes mais surtout les C.R.S. hais, les gendarmes détestés.

« Fils de pute, vous allez nous laisser égorger sans intervenir, hein ? »

Des femmes pleurent. Les scènes d'hystérie se multiplient. Au centre d'Alger, où des manifestations européennes devaient reprendre contre lé service d'ordre, le F.A.F. a annulé ses consignes. Le comité directeur, comme tous les Européens, a peur.

« Les Arabes vont descendre, disent-ils. Il faut foutre la paix aux C.R.S. et aux gendarmes pour qu'ils puissent nous défendre et nous protéger. Il faut les laisser faire leur boulot ! »

Etonnant réflexe. O combien humain ! Tristement humain. L'ennemi de la veille devient le sauveur ! Le capitaine Sergent, plus amer que jamais, constate. Sans illusions sur la population européenne, ni sur l'humanité en général, il approuve la cessation des hostilités contre le service d'ordre. « Ils ont la trouille, comment leur en vouloir ? »

Décidément, la révolution, si elle voit le jour, sera en Algérie une affaire militaire. Strictement militaire !

« Capitaine Léger, allez voir à Diar-el-Mahçoul ce qui se passe.

— Bien, mon général. »

Le capitaine Léger a appris l'émeute musulmane en arrivant à l'état-major interarmées et c'est le commandant en chef, le général Crépin, qui lui demande d'aller aux nouvelles. Il paraît soucieux.

« Partout des drapeaux fellouzes, mon capitaine, dit le chauffeur de Léger.

— Eh bien, on va aller voir. »

Léger est en uniforme de parachutiste, tenue léopard et béret rouge. Par précaution il a pris une MAT. En un quart d'heure la 203 est aux portes de Diar-el-Mahçoul dont s'échappent des clameurs qui fouettent par vagues les immeubles avoisinants aux fenêtres soigneusement closes. Un barrage du 117e R.I. arrête le véhicule, puis reconnaissant un capitaine de paras, les biffins écartent les chevaux de frise placés en travers de la route en lacet.

« Fais gaffe », dit Léger au chauffeur qui avance avec précaution.

La 203 parcourt cent cinquante mètres. Le chauffeur freine brusquement.

« Oh ! merde ! » dit-il.

Sur l'asphalte, le cadavre d'un Européen égorgé gît au milieu d'une flaque de sang à

quelques mètres seulement des premiers rangs de la foule. La vue de la tenue léopard déchaîne les hurlements et les you-you des femmes. Léger, la MAT à la main, s'avance vers le cadavre, vers la foule. Des jeunes gens qui brandissent des gourdins et des drapeaux verts viennent à sa rencontre, menaçants. Léger s'arrête. D'un geste sec, professionnel, il arme sa mitraillette.

« Le premier qui avance, je le descends », crie-t-il. La masse s'est arrêtée. Ça ne va pas durer. Il faut faire vite.

« Demi-tour, toi, dit Léger au chauffeur, et démerde-toi. »

La peur donne du génie au chauffeur qui, malgré l'étroitesse de la rue, exécute sa manœuvre avec maestria. Léger saute dans la 203 et regagne le barrage.

« Qui commande ici ? s'écrie-t-il.

— Moi, dit un capitaine.

— Alors il y a un cadavre européen à quelques mètres de vous et vous ne faites rien ?

— Oh ! moi, je n’ai pas d'ordres. Actuellement, vous savez ce que c'est, je fais ce qu'on me dit et pas plus !

Léger est hors de lui. Ce « cloporte » l'écœure.

« Un officier comme vous, j'en fais un tous les matins ! »

Avant de regagner l'état-major, le capitaine para passe par la place du Gouvernement. Les C.R.S. et les « mobiles » ont constitué des barrages pour empêcher la Casbah de déverser sa population sur les quartiers européens. La ville arabe est en délire. Sur toutes les terrasses flotte l'emblème du F.L.N., une floraison qui aux yeux du capitaine ressemble à une provocation. Et ces C.R.S. qui rigolent ! Ah ! ils ne sont pas hostiles à cette racaille hystérique. Léger serre les poings. Des jeunes sont montés sur les automitrailleuses de la gendarmerie et agitent leurs emblèmes fells. Les femmes les excitent de you-you mille fois repris sur les hauteurs de la Casbah.

« Allez, ça suffit, on rentre », dit-il à son chauffeur.

À peine franchie la porte du quartier Rignot, Léger se précipite chez le commandant en chef.

Garde-à-vous. Salut. Léger, la voix blanche, contenant de plus en plus mal une rage qui ne demande qu'à exploser, « rend compte ». Il raconte le cadavre européen, la réponse du capitaine du régiment d'infanterie, il décrit la Casbah vert et blanc.

« Mon général, c'est scandaleux. La biffe est là et on laisse ce cadavre en travers de la route. Et l'on ne fait rien devant ces drapeaux F.L.N. ! En six ans il n'a jamais flotté sur Alger ! »

Crépin est embarrassé. Il hésite.

« Mon général, tente Léger, il faut donner des ordres. Ça ne peut pas durer.

— Et quels ordres voulez-vous que je donne ? explose le commandant en chef. Pas celui de tirer dans le tas !

— Oh ! ce n'est pas la peine de tirer. Je vous dégage la place du Gouvernement avec deux sections de paras et sans un coup de feu. »

Crépin est furieux. Il ne peut pas expliquer à ce capitaine qu'il est seul à Alger, qu'il vient d'appeler Morin qui accompagne le général De Gaulle à Tizi-Otizou et lui a demandé de rentrer d'urgence. « Je ne peux plus assurer l'ordre seul, a-t-il dit, il va peut-être falloir tirer sur la population. Il faut que vous soyez là. » Morin est en route.

Et puis peut-il dire à ce capitaine para — qui comme tous les officiers des troupes de

réserve générale a risqué sa peau contre le F.L.N., parfois pour récupérer un seul de ces chiffons magiques dont les couleurs vert et blanc exaltent le nationalisme arabe — que nombreux sont ceux dans l'entourage du délégué du gouvernement qui approuvent la manifestation musulmane, même s'ils déplorent l'apparition imprévue de slogans et de drapeaux F.L.N. ? Il fallait que les musulmans sortent de leur attentisme. Voilà qui est fait. Ils ont affirmé à la face du monde qu'ils bougent quand ils veulent et non quand les Européens les y engagent. Ce sont eux et eux seuls qui prennent les décisions. Par cette manifestation, en criant Vive De Gaulle... et, bien sûr, Vive Ferhat Abbas — ce qui est plus ennuyeux — ils expriment leur solidarité à l'effort que tente le Général pour mettre fin à la guerre. Ils montrent aussi qu'ils sont majeurs et n'ont plus besoin des Européens pour prendre des décisions !

« Alors, mon général ? » interroge Léger.

Un colonel qui assiste au rapport s'enflamme devant le silence de Crépin.

« Si vous ne donnez pas d'ordres, mon général, il ne faudra pas vous étonner si un caporal-chef de parachutistes les donne ! »

Il se fait sèchement rappeler à l'ordre.

« Occupez-vous de votre travail, colonel. Et vous, Léger, allez voir à Belcourt comment évolue la situation. Je vais faire dégager la place du Gouvernement. C'est bien. Merci, messieurs. »

Lorsque Léger arrive rue de Lyon il est stupéfait. Les C.R.S. semblent ne pas voir les drapeaux fells que les manifestants leur promènent sous le nez, ni entendre les slogans que hurlent des jeunes gens munis de mégaphones. Le capitaine s'avance. Là encore la tenue léopard, exécrée des musulmans, provoque une recrudescence d'injures, de you-you haineux. Un colonel de C.R.S. se précipite.

« Qu'est-ce que vous venez foutre là ? » s'écrie-t-il. Léger, qui ne peut pas « piffer » les C.R.S., sent la colère monter.

« Je suis en mission état-major interarmées par ordre du général en chef, monsieur. »

Il a appuyé sur le Monsieur. Pour lui, un cinq galons C.R.S. n'est ni ne sera jamais « mon colonel ».

« Votre ordre de mission ?

— Monsieur, éclate Léger, pour venir du quartier Rignot à la rue de Lyon il n'y a pas besoin d'ordre de mission. Vous me demandez un ordre, à moi capitaine de paras, mais vous tolérez cela ! »

D'un geste il montre la marée mouvante et hurlante qui bat le barrage des C.R.S.

« Foutez le camp, répète le colonel.

— Pourquoi, je vous dérange ? persifle Léger. J'aperçois pourtant d'autres officiers, dont un du 2e bureau de l'état-major. Pourquoi pas moi ?

— Ce n'est pas vous. C'est votre uniforme qui me dérange. Il excite la foule et moi je suis là pour rétablir le calme.

— On ne s'en aperçoit pas beaucoup. Et mon uniforme vaut largement le vôtre ! »

Un hurlement de pneus crissant sur l'asphalte attire l'attention de Léger sur le début de la rue de Lyon.

« Eh bien, dit-il au colonel, si vous n'aimez pas mon uniforme, voilà qui va vous réjouir ! »

À cent mètres, par bonds souples, les paras du 18e R.C.P., Masselot en tête, sautent de

leurs G.M.C. Le régiment d'alerte fait son entrée à Alger !

La foule, les cris, les hurlements ce n'est pas très important pour les léopards du 18e R.C.P., ce qui compte avant tout c'est cette floraison vert et blanc, ce sont ces deux noms accolés sur les mêmes pancartes : De Gaulle — Ferhat Abbas. Lorsqu'ils sautent des vingt-cinq camions prêtés par Alger-Sahel les hommes de Masselot, qui ont été transportés en moins de vingt-quatre heures de l'Aurès à Alger, découvrent un nouveau monde. Ils quittent le djebel de Batna où la chasse aux fells reste l'objectif principal, où l'on se bat pour capturer un groupe isolé, où l'on meurt en entrant dans une cache pour saisir une liasse de papiers, quelques carnets et parfois, grossièrement cousu, l'un de ces drapeaux nationalistes que les manifestants brandissent aujourd'hui par centaines devant des C.R.S. et des gendarmes impassibles. Situation scandaleuse, incompréhensible. Ignoble provocation. De qui se moque-t-on à Paris ou chez ce M. Morin ou chez ce gaulliste de Crépin ? Y a-t-il deux poids, deux mesures? Dans l'Aurès, on tue ou l'on se fait tuer pour ces drapeaux qui à cinq cents kilomètres de là ont droit de cité ! Ça ne va pas se passer comme cela !

Le colonel Masselot saute de sa jeep de tête. Comme ses hommes il est en tenue camouflée de parade, décorations sur la poitrine, béret rouge sur l'œil. Les hommes sont armés de fusils et de MAT. Depuis leur arrivée, les you-you, les cris, ont redoublé. Les injures aussi. Masselot s'avance vers le barrage de C.R.S. quand il entend venant des premiers rangs de la foule musulmane :

« Eh ! tapette. Le para, on le pique. Eh ! tapette, enculé... »

Ses nommes aussi ont entendu. Pas besoin d'ordre. Ils sont une dizaine à foncer, colonel en tête, sur les très jeunes gens des premiers rangs. Gifles, coups de pied aux fesses, coups de crosse. Et les manifestants se sauvent, laissant deux ou trois drapeaux F.L.N. aux mains des léopards. L'incident attire un colonel de C.R.S.

« Arrêtez, mais arrêtez donc, crie-t-il, vous allez tout faire craquer ! On a assez de mal à les contenir !

— Je n'en ai pas l'impression, répond Masselot goguenard, quelques hommes et moi avons suffi à les mettre en fuite à coups de latte dans le cul ! »

Le colonel paraît excédé. Ces uniformes bariolés ne sont pas faits pour calmer la tension qui règne à Belcourt.

« Ici, je suis responsable de la sécurité, dit-il. Tout à l'heure ça a tiré. Ce n'est pas la peine de les exciter. Je vous donne l'ordre de repartir.

— Je n'ai pas d'ordre à recevoir de vous. Je suis en régiment d'alerte et Alger-Sahel m'envoie au carrefour Polignac, or ici je ne peux pas passer. Dégagez-moi ça et je file !

— Impossible » !

Masselot, vexé que sa contribution ne soit guère acceptée par les C.R.S., donne à ses hommes l'ordre de faire demi-tour. Cent mètres plus loin, dans la rue de Lyon, une patrouille d'agents de police hèle les paras. Un gardien affolé s'adresse à Masselot :

« Mon colonel, notre commissaire a été pris par les Arabes. Ils l'ont emmené dans la rue là... Ils vont le tuer. »

Masselot doit prévenir Alger-Sahel avant d'intervenir « durement ». Un lieutenant-colonel de C.R.S. s'approche.

« Ah ! vous tombez bien, dit Masselot, que faites-vous pour dégager le commissaire ? Il est de la police comme vous.

— Moi ? j'ai pas d'ordres. »

Alors Masselot, se tournant vers les flics :

« Débrouillez-vous avec les C.R.S., vous êtes de la même boutique. Moi, je vais à Alger-Sahel. »

Par radio le colonel passe un message au secteur :

« Les C.R.S. ne veulent pas de notre intervention, que devons-nous faire ? »

Le poste radio reste muet, pas de réponse d'Alger-Sahel qui pourtant a accusé réception du message.

« On dirait qu'on dérange », glisse Masselot à l'un de ses officiers. Celui-ci n'a pas le temps de répondre. Un civil hors d'haleine s'accroche à la manche du colonel.

« Mon colonel, mon colonel, ma femme et mes enfants sont dans un immeuble du Ruisseau cerné par les Arabes. Ils vont les égorger. J'ai pu m'échapper mais je ne trouve pas d'aide. »

Ordres officiels ou pas, Masselot donne les siens.

« Capitaine Tissier, filez avec votre compagnie. Contournez le barrage C.R.S. sans débarquer, prenez une rue plus bas et dégagez la famille ! On se retrouve au carrefour Polignac. »

Cette fois le convoi du 18e R.C.P. parvient sans encombre au bout de la rue de Lyon. Les C.R.S. se sont écartés. À peine les léopards ont-ils pris place au carrefour Polignac que des coups de feu partent des hauteurs boisées du ravin de la Femme-Sauvage, au-dessus des bidonvilles, et du minaret de la mosquée située sur la gauche. Personne n'est atteint mais c'en est trop pour les hommes du 18e, qui ripostent et foncent dans la foule. C'est l'affolement. Les balles sifflent de tous côtés. Les manifestants refluent précipitamment devant les coups de feu et la charge des paras. Ils paraissent surpris de la réaction de l'armée. Masselot voit ses hommes revenir avec une vingtaine de drapeaux F.L.N. qu'ils fixent, tels des trophées, sur les ridelles de leurs G.M.C. où ils font monter quelques « meneurs » arrêtés au passage.

Le convoi de paras suit maintenant le ravin en direction de Colonne-Voirol. À la hauteur du Bois de Boulogne plusieurs dizaines de milliers de manifestants venus d'Hydra, d'El-Biar et des bidonvilles barrent la route. Un escadron blindé de gardes mobiles leur fait face. Cris, hurlements, slogans mais rien de plus. Masselot appelle Alger-Sahel.

« Dois-je forcer le barrage ? Si oui, on ne peut le faire qu'en tirant sur la foule. »

La réponse se fait attendre.

« Patientez, vous recevrez des instructions ultérieurement. »

Le colonel du 18e s'adresse alors au commandant de l'escadron blindé.

« Avec vos chars vous pouvez entrer lentement dans la foule, sans tirer et nous on suivra.

— Non, mon colonel, je n'ai pas d'ordres. »

Toujours la même réponse. Masselot trépigne. Il envoie son commandant en troisième, Schaub, voir ce qui se passe dans les premiers rangs de la foule.

« Il y a beaucoup de monde, dit celui-ci à son retour, les gars ne sont pas armés et ils n'ont pas de mauvaises gueules... Mais ils sont bien décidés à ne pas nous laisser passer.

— On ne va quand même pas tirer dedans, dit Masse-lot. Ça ne me plaît pas du tout. D'autant qu'ils n'ont pas d'armes. »

Alors s'engage une étonnante négociation. Masselot et ses commandants discutent avec les meneurs de la manifestation. Ceux-ci ont l'air d'être engagés dans une affaire qu'ils ne comprennent pas très bien. Ce que confirmeront le lendemain quelques musulmans de Bel court qui diront au capitaine Cipan du 18e R.C.P. : « Nous on comprend plus rien, le capitaine de la S.A.U. nous dit de manifester, qu'il n'y a rien à craindre, et toi et tes paras vous nous tapez dessus. Il y a des morts et tout... » Masselot qui commence à comprendre que la manifestation musulmane a été « préparée » par certains éléments militaires des S.A.U. est profondément écœuré. Là aussi l'équivoque est complète. On jette les Arabes dans la rue, puis on lui demande à lui, colonel de paras, de rétablir l'ordre. Mais tout cela se paiera un jour. En attendant, pour régler le problème du barrage, Masselot propose aux manifestants de leur rendre les prisonniers que ses hommes ont faits lors de la fusillade du carrefour Polignac contre la promesse qu'ils rentreront chez eux. Marché conclu. Les vingt-cinq camions, allégés des prisonniers, mais toujours ornés des drapeaux F.L.N., traversent la foule et regagnent le centre d'Alger. Au Champ-de-Manœuvre, des Européens applaudissent les paras du 18e R.C.P.

« Sauvez-nous ! Défendez-nous contre les Arabes ! Sauvez l'Algérie française. Nous n'avons que vous ! »

Masselot pense que le moment est peut-être arrivé, que ce soir tous les contacts pris depuis des semaines crans le Constantinois vont aboutir.

À Maison-Carrée, la 25e division de parachutistes va être presque au complet. Avec à sa tête Mimile l'Africain, autrement dit le général Autran, les colonels Bréchignac et Fourcade — ceux-là ne seront pas d'une grande aide si le Grand Coup est pour demain, au contraire — mais il y aura aussi le 14e R.C.P. de Lecomte — lui, c'est du béton —, le 8e R.P.I.Ma. de Lenoir et le 2e R.E.P. de Darmuzay sur lesquels on pourra compter.

Masselot ne se trompe pas. À peine est-il arrivé à Maison-Carrée que le colonel Lecomte lui dit : « Il y a beaucoup de gens qui veulent nous voir. Surtout après ce qui s'est passé aujourd'hui. On les rencontrera demain matin. »

Tout comme Sergent, Masselot pense que tous ces civils ne se sont pas embarqués sans « biscuit » et que l'appui paras servira d'ultime « coup de pouce » pour faire basculer le régime. Il ignore encore que dans l'esprit des dirigeants du F.A.F. le 18 e R.C.P. doit être « la locomotive » qui tirera les wagons !

Dans le courant de l'après-midi, des fusillades sporadiques ont éclaté aux quatre coins d'Alger. À Belcourt et à Bab-el-Oued les Européens ont tiré sur les manifestants musulmans. Place du Gouvernement, c'est l'armée qui a tiré pour contenir les émeutiers descendus de la Casbah tout comme au Ruisseau. Le délégué du gouvernement, Jean Morin, est arrivé en fin de matinée. La situation que lui décrit le commandant en chef est grave. En quelques heures, Morin se révèle comme le grand fonctionnaire d'autorité qu'il n'a jamais cessé d'être. Maintenir l'ordre en Algérie est son principal souci. Il sait bien que désormais la politique, les tractations, la diplomatie, c'est l'affaire de Joxe et surtout du Général. Alors, avec un sang-froid assez étonnant — il n'est en Algérie que depuis dix-huit jours — il distribue les troupes, les flics, les C.R.S., les gendarmes. À

15 heures, il donne au général Crépin l'ordre de TIRER SUR LA FOULE, quelle qu'elle soit, européenne ou musulmane, si le besoin s'en fait sentir. Morin est le véritable chef d'état-major civil. Un rôle où il excelle.

L'ordre qu'il vient de donner à Crépin a une portée considérable non sur le terrain — personne n'a attendu l'ordre de tirer, sauf, comme d'habitude, gendarmes mobiles et C.R.S. — mais sur le plan psychologique. Le délégué sait que son commandant en chef a été bouleversé lorsqu'ira appris que les léopards avaient ouvert le feu. En outre, Crépin commence à faiblir sous les critiques de nombreux officiers qui lui répètent : « Alors, on nous balade le drapeau fell sous le nez et on ne fait rien ? » Sa position est difficile. Morin s'aperçoit de l'erreur colossale commise en laissant les paras au contact des musulmans brandissant des drapeaux verts. Il donne donc à Crépin l'ordre d'évacuer les paras et de les remplacer par des C.R.S. Comme le « civil » a fait montre d'une fermeté peu commune en décidant de faire tirer sur la foule, aucun militaire de l'état major ne va contester cette décision. Voilà le problème « parachutistes » en partie réglé. En partie seulement. Car pour Morin il pose un casse-tête chinois. Au contact des musulmans, les paras tirent. Au contact des Européens ils « fraternisent ». Le délégué n'a pas oublié les Barricades ! Quelle folie de les avoir fait venir à Alger. Mais le bilan de la journée est trop important pour que le délégué, assailli de soucis avec le chef de l'État qui pendant ce temps se « promène » en Kabylie comme si de rien n'était — porte une plus longue attention au problème paras. On verra demain.

Soixante et un morts à Alger, dont cinquante-cinq musulmans, cinq Européens et un officier de police. Chiffres éloquents. Le lendemain, ils seront quatre-vingt-quatre dont six Européens. Le bilan définitif des journées de décembre sera de cent vingt morts dont cent douze musulmans.

Morin, révolté mais d'un calme olympien, s'adresse par radio à la population et, après avoir dressé le bilan du dimanche tragique, conclut :

« Des atrocités nombreuses ont été commises. Elles déshonorent leurs auteurs. Et cependant les forces de l'ordre se sont interposées avec un calme et une fermeté exemplaires aux heurts violents des uns et des autres... La violence a déjà fait assez de victimes. Ceux qui ne croient qu'à elle retardent l'heure tant attendue de la paix. À vous tous qui habitez sur cette terre je redis que l'union est et sera de toute manière indispensable à la vie de l'Algérie. Sans elle il n'y aura qu'anarchie et chaos. »

Appel à la sagesse qui n'aura guère d'écho. Les « cartons » faits sur les « bougnoules » lui ont claqué définitivement la porte au nez. Un nouvel engrenage est en marche. Les cent douze musulmans et les huit Européens tués ces jours-là, sont les premières victimes de cette véritable guerre civile qui commence à Alger. Le F.A.F. est dissous. Peu lui importe, ses membres les plus en pointe, se disposent à prêter main-forte au putsch militaire qui couve. De toute façon, ils sont décidés. Ils iront jusqu'au bout. Si ce n'est pas cette fois, ce sera pour plus tard.

Jouhaud est apparu aux colonels comme un diable sortant d'une boîte ! Ni Lecomte, ni Lenoir, ni Masselot ne s'attendaient à le voir à cette réunion du F.A.F. qui se tient le lundi 12 dans une pièce en sous-sol, près de la colonne Voirol. C'est Claude Capeau qui leur a dit : « Nous sommes allés chercher quelqu'un que vous serez surpris de voir. »

Dans un coin, plus discret et plus taciturne que jamais, le capitaine Sergent a un demi-sourire. Il est plutôt optimiste. Le drapeau F.L.N. flottant la veille sur Alger a dû faire comprendre aux colonels les plus « souples », les plus tièdes, que la guerre n'est plus dans le djebel, mais en ville et surtout à Alger. Les cartes sont sur la table. À moins d'être fous ou idiots ils doivent désormais prendre parti, « y aller ».

C'est dans ce sens que Jouhaud s'adresse à ses « chers camarades ».

« Messieurs, leur dit-il, il faut faire quelque chose. Nous pourrions prendre le pouvoir sur le plan technique puisque les autorités civiles ne sont pas foutues de maintenir l'ordre et qu'elles ont appelé les militaires à la rescousse. L'armée peut donc prendre le pouvoir et remettre de l'ordre dans la situation sans ambition politique. Je vous demande si, avec vos unités, vous acceptez d'occuper les points stratégiques que nous vous désignerons. »

Les colonels se doutaient bien que quelque chose se préparait mais depuis les contacts du Constantinois rien de précis n'avait été évoqué. Or voici que Jouhaud leur « propose la botte ». Flottement. Le général ajoute :

« En outre il est souhaitable que nous profitions du voyage de De Gaulle pour exécuter notre projet. »

Aucun des colonels n'est tombé de la dernière pluie. Le petit discours de Jouhaud montre que rien n'est prêt. À part les gueulards du F.A.F. qui s'envoleront comme une volée de moineaux dès qu'il y aura du « sérieux » et les « glorieux » tireurs des fenêtres sur la foule musulmane, l'insurrection repose sur les épaules des paras. Et il faut se décider immédiatement !

« Moi, je ne peux engager des Africains dans l'affaire, objecte le colonel Lenoir, patron du 8e R.P.I.Ma. C'est une affaire intérieure française. Je ne peux les mettre en première ligne.

— Moi, dit Lecomte, je ne suis pas sûr de tous les officiers du 14e R.C.P. Je peux vous amener deux compagnies. Pas plus ! »

Ça part mal. Dans leur coin les civils du F.A.F. désormais clandestin s'agitent.

Masselot s'avance vers Jouhaud :

« Je peux vous apporter tout le 18e R.C.P. Et je suis à vos ordre, mon général. » L'atmosphère se détend.

« Mais, ajoute le colonel, je n'ai que vingt-cinq camions prêtés par le 25e train. Il m'en faut le double avec des chauffeurs sûrs. Je n'ai ni jeep ni véhicule radio. Mes cadres ne connaissent pas la ville, il me faudra des guides.

— On les a, coupent les hommes du F.A.F.

— En outre, qu'avons-nous comme unités ? Des paras et les deux cents hommes que Saint-Marc, à Zéralda, a promis de mettre à ma disposition en cas de grabuge. Vous croyez que le reste de l'armée marchera dans un coup engagé par des paras et des légionnaires ?

— Vous pourriez peut-être déguiser vos hommes en biffins, propose un officier d'état-major que Masselot n'avait pas encore remarqué

— Ridicule ! »

Lecomte souligne alors que face aux quatorze escadrons blindés de la gendarmerie, les paras n'ont qu'un armement léger.

« Il faut absolument avoir le concours d'éléments blindés, ajoute-t-il. Moi je ne marche qu'à cette condition.

— Les blindés de Coëtgorden sont arrivés », dit Sergent.

Mais on n'a pas encore contacté, le colonel du 2e R.E.C.

« Je m'en charge, poursuit le capitaine.

— Moi aussi, dit Masselot. Résumons-nous : rien ne peut se faire aujourd'hui en quelques heures. Préparez-moi des guides, procurez-moi des camions, trouvez un bataillon d'infanterie. On va essayer de convaincre Coëtgorden. Et surtout, donnez-moi votre plan d'action.

— Tout cela sera fait demain matin », assura Jouhaud approuvé par Sergent.

Les civils ne l'entendent pas de cette oreille.

« Si vous ne faites rien ce soir, proteste le chef du F.A.F., je ne pourrai plus tenir mes hommes. Et ce sera la ratonnade. »

Masselot bondit :

« Alors vous me trouverez contre vous. Je suis au moins aussi pied-noir que vous et mettez-vous bien dans la tête qu'on ne fera pas l'Algérie française sans les Arabes ! Je n'admets pas votre chantage. »

Jouhaud calme tout le monde et fait diversion. Ce problème des Arabes a toujours séparé pieds-noirs et parachutistes depuis le 13 Mai. Ce n'est pas la moindre des équivoques qui existent entre eux. Jouhaud veut éviter que les paras ne précisent trop leur pensée sur ce qu'ils entendraient faire dans leur future Algérie française où un Arabe serait l'égal d'un Européen, partout et toujours. Il préfère évoquer la réception que l'on réserverait à Lagaillarde si celui-ci jugeait opportun de « se pointer ».

Masselot notera plus tard : « Il est, lui, d'avis de le mettre à l'ombre et cherche à nous faire dire que Salan serait aussi traité de la même façon. Pour la plupart, nous sommes d'accord ! »

Sur ces bonnes paroles on se sépare. Les colonels donneront leur réponse définitive le mardi matin. Jusque-là, les conditions posées devront être remplies.

La journée du lundi se passe en contacts divers. Le patron des chars du 2e R.E.C., le colonel Coëtgorden, est effaré de ce que lui raconte Masselot.

« Comment ! lui dit-il, moi qui suis dans le coup depuis le Constantinois, ces rigolos ne m'ont même pas tenu au courant ! »

Il évoque alors l'attitude de Dufour, le patron du 1er R.E.P. qui a regagné Paris « par crainte des sanctions », et celle de son régiment qui crapahute toujours et n'a pas répondu aux appels du lieutenant Degueldre.

« Croyez-moi, dit-il à Masselot, ce ne sont pas des gens sérieux. On ne peut marcher avec eux. »

C'est bien l'avis du colonel pied-noir. Il veut bien s'engager mais avoir toutes les chances de son côté. Ce n'est pas pour cette fois. À moins que Jouhaud, Sergent et le F.A.F. n'aient trouvé guides, camions, unité d'infanterie et n'aient décidé d'un plan d'action. Masselot raconte à Coëtgorden que les gens du F.A.F. n'avaient prévu pour le 11 au soir — date fixée pour l'insurrection — qu'un coup de main contre Crépin. Or, ce dimanche soir, le commandant en chef, après avoir transmis les ordres de Morin, était parti pour Bou-Hamama !

« Simple détail, ironise le colonel para. Quant à Morin, à la station d'Ouled-Fayet, aux liaisons téléphoniques et télégraphiques, au commissariat central, à la préfecture d'Alger... rien... Ils n'avaient rien prévu ! Des rigolos. Je ne marche pas dans ces

turlupinades. »

À l'aube du mardi 13 décembre lorsque le capitaine Sergent, pressé par ses amis du F.A.F., se présente au P.C. du 18 e R.C.P. il sait, en voyant Masselot, que la révolution n'est pas pour demain. En effet, aucune des conditions exigées par les colonels n'est remplie.

Le capitaine est effondré. Masselot, fraternel, s'explique :

« Comprenez, mon vieux, je n'ai pas changé mais nous n'avons pas le droit de manquer notre coup, ce serait la fin de notre cause. Il nous faut le préparer et nous qui venons des djebels nous ne pouvons l'improviser. Faute d'obtenir ce que j'ai demandé je n'engagerai pas mes hommes, qui me font confiance, dans un coup idiot. Je reste cependant décidé à prendre tous les risques dans une affaire offrant un pourcentage admissible de chances de succès. »

Masselot évoque également le problème du chef. Il faut un leader prestigieux... un Massu, par exemple. Jouhaud est brave, mais c'est un général d'aviation qui n'apporte même pas un avion à son entreprise ! En outre, on a complètement oublié la métropole, qui va être totalement opposée à un putsch militaire.

« Coupés d'elle, dit Masselot, on ne peut rien faire, » Sergent qui partage cette opinion comprend les réticences des paras.

« À bientôt, mon colonel, dit-il à Masselot en le saluant.

— À bientôt, Sergent. À très bientôt. Et cette fois ce sera la bonne. »

À 10 heures, Jouhaud connaît la réponse des colonels. La déception est grande.

« Merci, Sergent, pour tout ce que vous avez fait. Nous ne pouvons plus rien tenter pour l'instant. Il faut espérer une autre occasion. »

Les groupes Lagaillarde, qui attendaient à l'église Saint-Charles à l'Agha, apprennent que l'opération est reportée.

« Il faut écraser. Les colonels et les régiments n'ont pas marché. À 200, même représentant 5 000 bons-hommes, on ne peut rien faire. »

Ivan et son copain Pierre décident de rendre les armes volées aux gendarmes de Saoula. On ne sait jamais. En cas de perquisition ou d'enquête, la découverte de ces armes peut coûter cher. La prudence avant tout !

Le curé d'El-Biar, stupéfait, va trouver au soir du 13 décembre des garants, des Thompson et des chargeurs baignant dans l'eau bénite des fonts baptismaux. La ville est vraiment en folie !

À Bône, avant de terminer sa visite à cette Algérie bouillonnante qu'il ne reverra jamais, le général De Gaulle a appelé Jean Morin, le général Crépin et Louis Joxe. La veille, il leur a expliqué que si un mouvement insurrectionnel s'était déclenché à la suite des fusillades et que, par exemple, Salan, soit venu prendre la tête des troupes du F.A.F., il aurait demandé à Michel Debré d'aller s'installer à Alger et au général Ely de prendre la tête de l'armée pour montrer sa détermination et l'importance qu'il attachait au maintien de l'ordre en Algérie.

« Mais tout cela semble calmé », dit-il. Et se tournant vers Morin et Crépin, il ajouta :

« Vous et vous, je tiens à porter hommage à votre attitude. Vous avez été suffisamment forts pour que le drame soit évité, et suffisamment humains pour qu'il soit limité. Maintenant préparons ensemble l'étape suivante : le référendum. Vous avez trois semaines devant vous. »

Etait-ce cela l'enfer ? Le docteur Toumi n'était pas loin de le penser. Subsister aujourd'hui était plus difficile que d'attaquer jadis les unités de l'armée française. « Pierres-Précieuses[53] » avait écrasé la wilaya constantinoise et les troupes de secteur poursuivaient le travail en quadrillant systématiquement le terrain et Ln obligeant les survivants à se terrer. Le médecin chef de la wilaya 2 partageait la vie des djounoud comme celle du chef de wilaya, Çaout El-Arab. Tous étaient logés à la même enseigne.

Originaire d'Oued-Zenati, Çaout El-Arab était un garçon d'une trentaine d'années, grand, très brun, très maigre, toujours sérieux, souriant rarement. Ses hommes lui avaient donné le surnom de Çaout El-Arab — la Voix des Arabes — car il parlait tout le temps de l'émetteur égyptien et de ses messages à la nation algérienne. En outre, son jugement raisonnable et judicieux, sa compréhension des problèmes humains justifiaient, à leurs yeux, ce surnom « glorieux ». En cette fin d'année 1960, pour le chef de la wilaya 2 comme pour ceux des autres régions, le principal souci n'était plus de combattre — ils n'en avaient plus les moyens — mais de survivre et prouver au peuple que les maquis existaient toujours.

Depuis plusieurs semaines la famine régnait au sein de la wilaya. Des régions immenses, vidées de leurs populations regroupées dans des villages contrôlés par les Français, n'offraient aucun secours aux djounoud affamés. Le docteur Toumi, comme le petit groupe avec lequel il vivait ordinairement, en avait été réduit à suivre à la trace les patrouilles françaises pour ratisser après leur départ le terrain où les soldats avaient abandonné croûtons de pain, boîtes de ration ou fruits séchés compacts qu'ils ne goûtaient guère et jetaient fréquemment. Cette vie à quelques centaines de mètres des militaires français avait duré plus de trois semaines, épuisantes pour les nerfs. En raison de la proximité de l'ennemi, les djounoud ne devaient parler qu'à voix basse et devenaient aphones. Pour tousser ils s'enveloppaient la tête dans une couverture. Il n'était pas question de faire du feu pour se réchauffer. Au bout d'un mois de cette existence Toumi avait une idée fixe : faire un véritable repas en criant à tue-tête ! Heureusement, appelé à donner des soins à l'autre bout de la wilaya, il avait quitté cette zone inconfortable pour rejoindre Rouibah, l'un des adjoints de Çaout El-Arab, dans la zone 2 commandée par le capitaine Si Larbi. Toumi avait pu y exercer ses cordes vocales atrophiées par plusieurs semaines de conversations étouffées mais n'avait pas réussi à combler son estomac. Au cœur de cette zone interdite, désertée de ses habitants, la seule ressource du groupe de douze djounoud qui entourait Rouibah et Si Larbi était un silo à blé caché sous terre. Mais le grain était rationné. Chaque homme recevait une cuillerée de blé le matin, et deux cuillerées midi et soir. À ce blé gonflé dans de l'eau Toumi ajoutait des glands et de l'herbe pour tout potage ! Il lui arrivait de regretter les boules de gros pain et les fruits compacts ramassés dans le sillage des soldats français !

Les survivants de la wilaya ne pourraient tenir longtemps à ce régime. D'autant que le médecin constatait quotidiennement les ravages qu'exerçaient la peur et la disette sur l'esprit de ces hommes traqués. Les crises de démence devenaient fréquentes. Si Larbi, capitaine de. la zone, déjà bizarre naturellement, adoptait depuis quelques semaines un comportement étrange. Non seulement il voyait des traîtres dans tous les membres de son entourage, mais encore il prenait des décisions qui risquaient d'anéantir les quelques survivants de la zone plus sûrement que la plus efficace des embuscades françaises.

Rouibah ayant acheté avec l'argent de la wilaya quarante kilos de viande à deux

paysans qui étaient restés en zone interdite et avaient tué une vache élevée clandestinement, Si Larbi les confisqua et avec l'air sombre qui le caractérisait dit simplement :

« Pour une fois on va manger de la galette en l'honneur du docteur. »

Il semblait déchiré d'avoir à faire pareil sacrifice !

« Et la viande qu'on vient de payer ? demanda Toumi.

— On ne peut pas allumer de feu !

— Si, on allumera. Moi je préfère gueuler, manger chaud et mourir ! Rouibah, tu vas lui donner l'ordre de nous donner de la viande. »

À grand-peine Toumi parvint à obtenir six kilos de viande pour les hommes de son escorte. Si Larbi fit préparer pour ses djounoud un potage clair où nageaient quelques pois chiches. Dans son esprit dérangé, la viande devait être mise en réserve ! Près de quinze jours plus tard le docteur Toumi fut rappelé chez Si Larbi. Dans ces caches souterraines où se terraient vingt à trente hommes de l'A.L.N. régnait une odeur nauséabonde.

« Sortez de là-dedans, s'écria-t-il, vous allez crever. » Puis s'adressant au capitaine Si Larbi :

« Je pense que tu as voulu conserver la viande que nous t'avions achetée ?

— Oui, dit Si Larbi. Je l'ai fait frire et conserver dans l'huile. Elle est bonne. Tiens, mange. »

Et il sortit une jarre pleine à ras bord d'une viande bleue baignant dans l'huile et répandant une odeur épouvantable.

« Et tu ne sens rien ? interrogea Toumi en se pinçant le nez.

— Non. Elle est bonne, s'obstina le capitaine.

— Tu es complètement fou. Je t'interdis de donner cette viande à tes hommes. Tu empoisonnes l'Armée de libération nationale. »

Il avait fallu toute l'autorité du médecin chef pour que Si Larbi acceptât d'enterrer la viande pourrie ! Cet exemple d'aliénation mentale ne fut pas le seul. Le docteur Toumi devait en voir bien d'autres pendant cette période affreuse. Des hommes comme Rouibah, ou Bouali, chef de la zone 1, étaient si épuisés qu'ils avaient perdu l'instinct du danger. Ils ne voulaient plus quitter leur refuge à la moindre alerte, technique qui leur avait permis de survivre — la chance aidant — à plusieurs années d'un conflit sans merci. Rouibah en arrivait à traiter Toumi de couard et de lâche lorsque celui-ci, prévenu des risques d'une opération militaire par un agent de liaison, le suppliait de lever le camp.

« Laisse-moi faire la grasse matinée, eh ! trouillard. » Inconscient de la menace, Rouibah échappa ainsi à trois attaques-surprise. Il devait laisser la vie lors de la quatrième dans le courant de 1961.

De ces heures atroces le docteur Toumi ne devait jamais oublier l'histoire fabuleuse d'un Chef local, Ahmed Belabennia, dont le courage n'avait d'égal que la cruauté. Grand, squelettique, ce responsable militaire ne buvait *que* de l'huile d'olive et un peu d'eau. Sa force était phénoménale. Il tenait une mitrailleuse comme une mitraillette. Entre ses mains elle ressemblait à un joujou. Doué d'une résistance peu commune il n'admettait pas la faiblesse et avait tué de ses propres mains certains de ses djounoud qui — devant la durée et les rigueurs de la guerre — manifestaient quelque lassitude. Comme la plupart des petits chefs locaux, paysans durs et arriérés, il manifestait une extrême méfiance à

l'égard des intellectuels, des harkis ralliés au F.L.N. et des jeunes filles qui servaient au maquis comme infirmières. Certaines régions, comme celle du douar Beni-Afer où le docteur Toumi, Çaout El-Arab et son adjoint, Si Tahar Bouderbala, étaient arrivés en cette fin d'aimée 1960, vivaient encore au Moyen Age. La misérable population, qui n'avait pas été regroupée, obéissait à de multiples croyances. Ainsi elle faisait vivre un charlatan qui se prétendait marabout et racontait aux paysans qu'il avait été marin en Chine, au Japon et en Turquie où « il avait vu des moutons tout petits mais dont la queue pesait cinquante kilos ». Les montagnards misérables vénéraient l'escroc qui vivait à leurs dépens et les impressionnait en habitant en ermite au pied d'un rocher où il avait creusé une grotte.

« Il faut faire quelque chose et les débarrasser de la tyrannie de ce bandit, avait dit Toumi. C'est le rôle de la révolution de faire évoluer ces populations misérables et crédules.

— Garde-t'en bien, mon fils, avait répondu Çaout El-Arab. Dans cette région, que je connais bien, cela suffirait pour nous mettre toute la population à dos. Et nous n'avons pas besoin de cela ! »

Le terrible Belabennia était originaire de ces douars reculés. Naïf et méfiant, militaire avisé et chef implacable, il faisait régner une discipline de fer sur ses troupes. Sa férocité posait même des problèmes à la direction de la wilaya. À l'époque de la bleuite, avec Saïd Ben Tobbal, frère du colonel du G.P.R.A., Belabennia avait découvert un « complot » dans sa région. Après enquête les deux hommes avaient conclu à la culpabilité d'un sous-officier harki qui avait rejoint le F.L.N. : M'Amar, un ancien « béret rouge » exécré. Ils l'avaient torturé et comme M'Amar avait avoué ce que voulaient entendre ses bourreaux ceux-ci avaient « démontré la culpabilité » d'une jeune fille, Yamina, qu'ils s'étaient aussitôt empressés de soumettre à la question. Heureusement pour elle l'arrivée inopinée de Çaout El-Arab et de Si Tahar avait mis fin à ses tourments.

« Yamina est au maquis depuis 1956, avait grondé Çaout El-Arab, vous êtes fous. Faites ce que *vous* voulez à M'Amar mais ne touchez plus à elle. »

Belabennia avait abattu l'ancien parachutiste avant d'être lui-même fait prisonnier quelques jours plus tard lors d'un accrochage avec des éléments de la 10e D.P. Sa réputation de férocité était arrivée aux oreilles des hommes de la compagnie musulmane qui l'avait capturé. Ils l'avaient ligoté, torturé horriblement et abandonné sous une tente, gardé par un berger allemand. « Qu'il meure de faim comme un chien galeux », avaient décidé ses coreligionnaires à béret rouge. Belabennia, souffrant atrocement des tortures qu'il avait subies, avait geint pendant quarante-huit heures. Puis s'était tu.

« Cette fois, il va crever », avaient dit les hommes de la compagnie musulmane en lui donnant de l'eau pour « faire durer le plaisir ». Mais inexplicablement le chef F.L.N. ne mourait pas. Il semblait même reprendre des forces. Ses liens lui interdisaient pourtant de se déplacer et de chercher quelque nourriture. Et sa résistance peu commune ne pouvait suffire à lui faire surmonter les rigueurs d'un pareil régime. Tout juste pouvait-elle retarder l'épuisement total. Belabennia révéla plus tard le secret de sa survie. C'est le chien-loup, dressé à l'attaque par les paras, qui avait eu pitié du prisonnier !

Que s'était-il passé entre cet homme sauvage et l'animal féroce ? Quel mystérieux fluide entre le chien habitué à mordre et le chef de bande garrotté ? Le berger allemand avait d'abord léché les plaies purulentes du prisonnier, puis, chaque jour, lui avait

apporté des morceaux de viande de sa soupe ou ceux que les soldats lui jetaient et, de gueule à bouche, il avait nourri l'homme abattu. Peu à peu Belabennia avait émergé du brouillard douloureux dans lequel il vivait. L'espoir était revenu avec les forces. Il devait s'échapper. L'occasion allait s'en présenter.

Ebranlés par l'évolution de la politique française, les goumiers avaient assoupli les conditions de détention de ce condamné qui ne se décidait pas à mourir. On lui donna quelque nourriture, on détacha ses liens, qui furent remplacés par des chaînes, mais, les articulations bloquées, Belabennia devait rester étendu sur le sol. Enfin, deux goumiers, inquiets de leur sort dans l'Algérie future, lui proposèrent de fuir avec eux s'il leur garantissait l'impunité au maquis. C'est ainsi que, porté par les déserteurs qui — sur ses conseils — avaient saoulé toute la section, le chef rebelle s'était échappé du camp de Djidjelli. Le chien-loup, dressé à la garde et à la poursuite des prisonniers, n'avait fait que lécher les poignets meurtris de son ami et l'avait regardé partir sans donner l'alarme.

Belabennia avait regagné tant bien que mal sa région et commencé une longue convalescence. À l'infirmerie installée dans une cache il avait été soigné avec dévouement par la jeune Yamina. Celle-là même qu'il avait torturée quelques mois auparavant ! Aidé par une nature d'une solidité exceptionnelle, il s'était rapidement rétabli et pourtant ce n'était plus le même homme qui renaissait à la vie. Il semblait dévoré de remords à l'égard de la jeune femme sans toutefois avoir fait la moindre allusion au passé. Il avait refusé de reprendre son commandement et s'était retranché dans un silence solitaire, fuyant la compagnie des hommes pour rechercher celle des animaux, en particulier des chacals. Ils lui rappelaient le chien-loup qui l'avait sauvé. Un jour, sans se soucier du danger, il était même redescendu à Djidjelli où stationnait la 10e D.P. pour tenter de revoir « son ami le chien ». Il ne s'intéressait plus au combat ni à la révolution. À ses yeux djounoud et soldats français se ressemblaient. Lui qui était si maigre, il devint obèse. Toumi appelé à statuer sur son cas diagnostiqua une « démence légère » et conseilla au chef de la wilaya de le garder à l'infirmerie « jusqu'à la fin des combats qui ne saurait tarder. »

Le cruel chef de guerre Belabennia était devenu un gros homme méfiant, solitaire, retranché dans un mutisme dont il ne sortait que pour parler à un chien errant trouvé en zone interdite et qu'il avait adopté !

C'est cette histoire que racontait le docteur Toumi à Oussedik Boualem, en route pour Tunis. L'ancien responsable de la propagande de la wilaya 4 marchait depuis bientôt huit mois[54] ! C'était un miracle qu'il fût encore en vie et sain d'esprit. Il avait échappé tour à tour aux purges, à l'opération « Jumelles », à « Pierres-Précieuses », et — avec une volonté opiniâtre — se dirigeait seul vers la frontière tunisienne quand il avait reçu une balle dans un genou au cours d'un engagement. En voyant la plaie, Toumi fit une grimace pessimiste.

« Il va falloir que tu restes longtemps ici, dit-il au jeune homme. Et je ne suis pas sûr de sauver ta jambe.

— Pas question. Tu me donnes des antibiotiques. Je dois parvenir le plus vite possible en Tunisie.

— Tu es fou, tu ne pourras pas marcher.

— Si je veux, je peux. »

Quarante-huit heures plus tard, Toumi, incrédule, vit partir le jeune homme à

califourchon sur un âne, en direction de l'Aurès où le passage du barrage était plus facile.

« S'il n'est pas à Tunis dans une semaine, il est fichu », pensa le médecin. Oussedik Boualem ne devait y parvenir que six semaines plus tard ! Non sans avoir perdu son âne et avoir terminé sa terrible odyssée par trois jours de marche malgré son genou brisé I

« Lorsque je m'arrêtais, me racontera-t-il plus tard, et que je m'assoupissais, je rêvais aussitôt que je marchais, mes douleurs me reprenaient et je me réveillais. »

Au cours de sa longue marche, le jeune chef put se rendre compte du désastre qui s'était abattu sur l'A.L.N. de l'intérieur. Même la wilaya de l'Aurès était inexistante. De nombreuses bandes des Nemencha guerroyaient pour leur propre compte, ne reconnaissant ni le F.L.N. ni la France. Selon la tradition ancestrale ils tuaient tout ce qui était étranger[55]. Oussedik Boualem ne dut son salut qu'à l'admiration que portaient les chefs de ces bandes à Si M'hamed, le chef disparu de la wilaya 4.

« Ah ! ça, c'était un homme et un vrai révolutionnaire », dit le chef des Nemencha qui tenait. le poste d'Argou.

« Argou... le cauchemar, pensa Oussedik, c'est vraiment cela : un cauchemar. »

Pourtant ces mouclzaouichin[56] dissidents l'aidèrent à franchir le barrage électrifié, dernier obstacle dressé sur sa route. Il n'y avait qu'une façon de passer la frontière. Guidé par des djounoud de la région qui en connaissaient les moindres détails, il fallait l'aborder à 16 heures, ramper sur cinquante mètres, puis descendre une colline et, à travers les ravines, s'approcher à la nuit tombante du premier barrage en affrontant le premier champ de mines.

L'affaire était difficile pour un homme valide. Pour Oussedik dont le genou était devenu énorme et dur comme du bois, elle semblait impossible.

« Tu n'y arriveras jamais, dirent les guides.

— Allez toujours. »

Avec une volonté opiniâtre, Oussedik Boualem, traînant la jambe, entreprit de gravir son calvaire. Il franchit tous les obstacles, rampa dans le champ de mines à la suite des djounoud qui ouvraient le chemin et signalaient les pièges explosifs par un morceau de papier maintenu par une pierre. À 19 heures, le guide entailla la première barrière de barbelés, qui fut rapidement franchie. I es hommes se plaquèrent au sol au passage d'une patrouille d'automitrailleuses qui braquaient leurs projecteurs le long du barrage.

« On a huit minutes avant le passage de la patrouille qui vient en sens inverse, dit le chef du groupe. Il faudra ensuite attaquer le barrage électrifié ».

Oussedik serra les dents lorsqu'il vit le djoundi cisailler les barbelés, faisant jaillir une gerbe d'étincelles. Comme inconscient du danger, le saboteur travaillait avec minutie et rapidité. Les fils tombèrent les uns après les autres. Les hommes s'engouffrèrent dans la brèche.

« Le troisième barrage n'est pas électrifié, on va le sauter en jetant des cachabias sur les barbelés, expliqua le chef de groupe. Il faut faire vite, les radars nous ont déjà repérés et les tirs vont commencer. »

Aidé par ses compagnons, Oussedik réussit, malgré son genou bloqué, à franchir l'obstacle. La douleur aiguë et insupportable irradiait sa jambe jusqu'à la hanche.

« Je n'arriverai jamais en Tunisie, dit-il épuisé. Je n'ai plus de réflexes. »

Le sifflement des obus le jeta pourtant par terre. Pendant quelques minutes, déclenché automatiquement par le radar, un tir de mortier de plusieurs centaines d'obus les figea au

sol. Lorsque l'orage se calma. Oussedik avait oublié sa douleur.

« Heureusement que la terre est friable, ça nous évite d'avoir trop de casse, dit le djoundi de tête. En zone rocheuse, le risque serait décuplé par les éclats de pierres. »

Le petit groupe reprit sa marche oblique, « suivant un angle de 30° par rapport au barrage, avait-on recommandé à Oussedik, pour éviter le deuxième repérage du radar ». Enfin, les hommes atteignirent un petit ravin au moment où un tir de fusées éclairantes illuminait le plateau où ils avaient cheminé quelques minutes auparavant. Sauvés de justesse !

La longue marche d'Oussedik Boualem était terminée. Il foulait le territoire tunisien. Avant de se laisser tomber sur le sol, vaincu par la douleur, les nerfs enfin détendus, il se retourna vers la terre d'Algérie illuminée par les fusées.

« Je ne la reverrai que lorsqu'elle sera indépendante, pensa-t-il. Quatre ans de maquis, c'est suffisant. J'ai payé ma part. »

Le jeune intellectuel ignorait que moins d'un an plus tard il vivrait un nouveau drame en dirigeant, avec Azzedine, la zone autonome d'Alger et en menant parallèlement aux forces de l'ordre françaises l'ultime combat contre l'O.A.S.

L'annonce des manifestations de décembre à Alger eut un immense retentissement à l'O.N.U. où se déroulait la session de l'Assemblée générale qui s'apprêtait à débattre de l'Algérie. Le bilan connu, Ferhat Abbas avait immédiatement envoyé un message à MM. Dag Hammarskjoeld, Chou En Lai, Khrouchtchev, Macmillan, Tito et Nehru, ainsi qu'au comité international de la Croix-Rouge : « Nous vous adressons cet appel pressant, écrivait le président du G.P.R.A., pour vous prier de tout entreprendre pour que cesse immédiatement ce génocide caractérisé du peuple algérien..»

Ces manifestations et le nombre important des victimes musulmanes apportaient pourtant à Krim Belkacem une arme psychologique dont il allait se servir avec habileté.

Le chef de la diplomatie du G.P.R.A. avait décidé de profiter de la session de l'Assemblée générale des Nations unies pour organiser une « grande parade F.L.N. » dont le monde entier parlerait. Déjà, l'échec des conversations de Melun avait été soigneusement exploité.

« Nous avons un grand désir de régler le problème, disaient les « diplomates » F.L.N. à leurs « collègues » étrangers, mais nous nous sommes trouvés en face de décisions unilatérales sans possibilité de discussion. Cela ne pouvait aboutir. »

Il fallait maintenant profiter de la réunion de la plupart des chefs d'État à l'O.N.U. pour exposer les thèses du F.L.N. et tenter de couper la France d'alliés jusque-là fidèles. Krim était donc arrivé à New York à la tête d'une délégation dynamique et étoffée, comprenant Boumendjel et Ben Yahia — les négociateurs de Melun —, Saad Dahlab, M'hamed Yazid, Bouatoura, Ahmed Francis, Abdelkader Chanderli et Hassan Aziz, bref toute la fine fleur des « politiques » de l'organisation extérieure, des hommes intelligents, cultivés, modérés, qui savaient exploiter avec diplomatie les apartés dans les couloirs de l'O.N.U. ou dans les cocktails, et se servir habilement des hasards d'un déjeuner mondain. Ils présentaient un visage « sérieux et rassurant » de la rébellion algérienne.

Le plus impressionné par le voyage, qu'il avait pourtant organisé dans ses moindres détails, avait été Krim lui-même. D'abord New York l'avait écrasé.

« C'est le ciel qui se touche avec la terre, avait-il dit en découvrant les buildings de Manhattan. Ce sont des montagnes où l'on habite. »

La découverte de New York était une expérience fascinante pour le petit berger kabyle devenu l'un des leaders d'une révolution qui faisait la « une » des journaux du monde entier. À Manhattan, Krim avait joué les parfaits touristes. Jusque-là tous ces déplacements — les voyages en Union soviétique et en Chine ou ceux dans les pays arabes — avaient revêtu un caractère officiel. Il n'avait pas eu une minute de liberté et n'avait pu se promener incognito dans les rues des capitales traversées. À New York, au contraire, il était M. Tout le Monde et cela le ravissait. Et puis c'était son premier contact avec le monde occidental. Hors l'Algérie, où il vivait en clandestin, traqué depuis 1947, il ne connaissait que les pays du Moyen-Orient ou du bloc oriental. La richesse du monde occidental offerte dans le plus impressionnant des écrins le stupéfiait. « Pour la première fois de ma vie, me dira-t-il plus tard, je me suis senti libre de faire ce que je voulais. »

Le premier moment de surprise passé, ayant sacrifié au rite de l'Empire State Building et de la 5e Avenue, le chef de la délégation F.L.N. s'était mis au travail et avait indiqué à ses compagnons la conduite à tenir.

« Puisque nous avons accepté l'autodétermination proposé par De Gaulle, expliqua-t-il, nous devons mettre en relief la fin de non-recevoir qui nous a été signifiée à Melun par l'attitude unilatérale inacceptable des Français. Donc premier point : exploiter Melun à fond.

« Ensuite, toujours compte tenu de l'autodétermination, obtenir que le référendum se déroule sous le contrôle des Nations unies. »

À ce propos Ferhat Abbas, dans son discours du 1er novembre s'était élevé contre le principe de l'Algérie algérienne, « amputée de sa partie saharienne comme le voudrait le général De Gaulle », et avait précisé : « Nous n'allons pas déposer les armes sur de vagues promesses d'une autodétermination dont l'application est confiée à une armée, à une administration et à une police qui en condamnent le principe même. »

« Nous devons, ajouta Krim Belkacem, suivre les grandes lignes de la politique du G.P.R.A. et réclamer l'indépendance de l'Algérie dans l'intégrité du territoire. Sur ces deux résolutions : référendum contrôlé par l'O.N.U. et intégrité du sol algérien, nous allons nous battre. »

Les événements de décembre, confirmant les jugements portés par Ferhat Abbas sur l'éventuelle application de l'autodétermination, permirent à Krim d'obtenir un double succès.

D'abord sur le plan psychologique. Dès l'annonce des troubles de décembre, Jacques Soustelle quitta précipitamment New York. C'était un grand soulagement pour le chef de la délégation F.L.N. En effet, la France, absente des débats de l'O.N.U. — le « machin » ayant excité la verve et le mépris hautain du général —, n'opposait aucun argument officiel à ceux des membres de la délégation algérienne. Seul Jacques Soustelle, avec le soutien de ses amis « Algérie française », avait entrepris personnellement une campagne d'information qui donnait les plus grandes inquiétudes à Chanderli, le spécialiste de l'O.N.U. L'ancien gouverneur avait su toucher l'opinion publique américaine en organisant des débats télévisés de ville en ville et en se pliant de bonne grâce au jeu des questions et des réponses. Avec l'assurance de celui qui est dans son droit il décrivait la délégation F.L.N. comme une équipe d'extrémistes qui terrorisaient le peuple algérien et

ne pouvaient en aucun cas prétendre le représenter. Le bilan des émeutes de décembre, cent douze morts musulmans pour huit morts européens, et son départ précipité avaient réduit ses efforts à néant. Krim avait le champ libre.

Sa deuxième victoire, le chef de la délégation F.L.N. devait l'obtenir devant la commission politique de l'Assemblée des Nations unies qui adopta — en votant paragraphe par paragraphe — le projet de résolution déposé par vingt-trois pays africains et asiatiques « travaillés » en profondeur par M'hamed Yazid.

Ce projet reconnaissait :

— le droit du peuple algérien à l'autodétermination et à l'indépendance ;

— la nécessité impérieuse de garanties adéquates et efficaces pour assurer avec succès la juste application du principe de la libre détermination, sur la base de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'Algérie ;

— la responsabilité des Nations unies de contribuer au succès de la mise en œuvre de ce principe.

Le quatrième paragraphe contenait une, décision pratique : « Un référendum aura lieu en Algérie, organisé et contrôlé par les Nations unies afin de permettre au peuple algérien de déterminer librement les destinées de son pays dans son ensemble. »

Ce dernier paragraphe ne fut voté qu'à la majorité relative. Il ne devait pas passer l'épreuve de l'Assemblée générale.

Pourtant amendé dans un sens apaisant — l'Assemblée ne « décidait » plus mais « recommandait » le contrôle du référendum par l'O.N.U. —, il n'obtint pas la majorité des deux tiers. Il s'en fallut d'une voix. 52 voix pour 27 contre. Si pour cette session les États-Unis s'étaient abstenus comme d'habitude au lieu de voter contre, la victoire de Krim aurait été complète. Le délégué américain, Francis Wilcox, expliqua ainsi son vote : « Rien ne doit être fait qui puisse entraver les efforts du général De Gaulle. »

Les trois premiers paragraphes de la résolution furent adoptés par 63 voix contre 8 et 27 abstentions. Officiellement ce n'était qu'une demi-victoire mais elle pourrait se « compléter » lors de la session suivante.

Pour les délégués F.L.N. le vote partiel de la résolution passait au second plan. Le succès diplomatique remporté dans les coulisses leur importait beaucoup plus. Il remontait déjà à quelques semaines. Lors de l'ouverture de l'Assemblée générale de l'O.N.U. la présence de Nikita Khrouchtchev à New York avait éclipsé celle de tous les autres chefs d'État. La presse, les photographes, la télévision s'attachaient aux pas du Premier soviétique. Être reçu par M. K., c'était figurer aussitôt à la « une » de la presse mondiale, éclairé par les projecteurs de l'actualité. Et Krim avait réussi ce miracle ! La délégation d'un mouvement rebelle avait été reçue officiellement à la résidence soviétique de Glenn Cover. Police, sirènes, foule extraordinaire. Khrouchtchev avait serré longuement les deux mains du chef kabyle. S'était fait photographier avec lui, le bras familièrement posé sur ses épaules. Les deux hommes étaient de même taille et de même corpulence. M.K. avait fait son grand numéro de charme qui contrastait singulièrement avec l'attitude « prudente » suivie jusque-là par le gouvernement soviétique à l'égard de la rébellion algérienne.

Après avoir sacrifié à la presse internationale, Khrouchtchev avait eu un long entretien avec Krim qui avait exposé la situation de l'Algérie en guerre. Le leader F.L.N. avait fait un discret appel du pied à une éventuelle reconnaissance.

« Je vois très nettement ce qui se passe chez vous, avait dit M. K. Conformément à notre politique et à nos principes vous avez notre soutien. Votre cause est juste et noble. Le peuple algérien réalisera son objectif. Nous ferons de notre mieux pour l'y aider. Quant à la question de la reconnaissance, elle est en train d'être examinée. Elle aura une solution. »

Krim avait quitté Khrouchtchev mi-flatté, mi-déçu. Une fois de plus il n'avait guère obtenu que de bonnes paroles soviétiques.

Quarante-huit heures plus tard, l'ambassade d'U.R.S.S. avait invité la délégation F.L.N. à la grande réception donnée en l'honneur de M.K. À l'entrée, Yazid, Francis, Chanderli, Boumendjel, Dahlab et Ben Yahia avaient été dirigés vers les salons où se trouvaient les ministres et personnalités invités. Krim, lui, avait été guidé par le directeur du protocole vers le salon des chefs d'État. Khrouchtchev était venu à sa rencontre, lui avait prodigué mille amabilités et avait exigé que l'on prenne des photos où, avec Nehru, il figurerait à ses côtés. Le chef kabyle était intimidé, ne sachant pas très bien comment se tenir dans cette ambiance peu familière. M. K. l'avait mis à l'aise, le tenant par le bras et le guidant de buffet en buffet.

« Mangez... regardez comme je mange, disait-il. Buvez... Ah ! c'est vrai vous ne buvez que de l'orangeade. À votre santé. »

Khrouchtchev engloutissait une quantité phénoménale de nourriture et de vodka sans en souffrir le moins du monde.

Rien d'important ne s'était dit ce soir-là mais le lendemain la presse française avait commenté amèrement la réception : « Le délégué français n'a pas eu le droit de pénétrer dans la salle des chefs d'État tandis que Krim, chef rebelle, y était... » Jamais on n'avait tant parlé de la révolution algérienne dans la presse internationale. De plus en plus l'opinion mondiale considérait le F.L.N. comme le représentant unique du peuple algérien en lutte pour son indépendance.

Enfin — honneur suprême — le président du Conseil soviétique avait assisté — alors qu'on ne s'attendait pas à ce qu'il y paraisse — à la réception donnée par le ministre des Affaires étrangères d'Irak en l'honneur de la délégation F.L.N. Krim était sorti sur le perron pour l'accueillir. Khrouchtchev lui avait serré la main et tapé sur l'épaule, clignant de l'œil en direction des caméras de télévision.

« Monsieur le président, avait dit Krim devant les micros, nous sommes très flattés de votre présence. À travers nous, c'est l'Algérie en lutte que vous honorez.

— Vous savez, avait répondu M. K., comme tous ceux qui luttent pour leur indépendance, vous l'aurez. Mais les colonialistes et les impérialistes ne comprennent pas l'indépendance. Ils sont encore aveugles. »

Et, sous les éclairs des flashes, K., tenant Krim par l'épaule, s'était dirigé vers le buffet, mangeant dans tous les plats.

« Monsieur le président, avait dit Chanderli, donnez-nous le secret de votre force. Vous êtes en bonne santé et vous mangez comme quatre !

Khrouchtchev avait éclaté d'un rire homérique.

« Mon secret, c'est que j'ai confiance en moi-même... Vous aussi devez avoir confiance... »

Et la boucle pleine, il avait à nouveau tapé sur l'épaule de Krim. C'est alors que s'était déroulé l'événement qui pour la délégation F.L.N. allait revêtir la plus grande

importance. Le vice-président de la presse aux Nations unies s'était approché et avait dit :

« Monsieur le président, le fait que vous ayez rencontré à plusieurs reprises M. le vice-président du G.P.R.A. implique-t-il la reconnaissance du gouvernement provisoire par l'Union soviétique ?

— Prenez-le comme cela. Dès mon retour à Moscou ce sera fait officiellement ! »

Là encore l'information fut reprise par la presse internationale[57].

Rentrant à Tunis au lendemain du vote à l'Assemblée générale Krim rapportait, outre l'adoption partielle de la motion afro-asiatique, le plus beau « press-book » qu'ait jamais obtenu le F.N.L. en six années de combat.

C'était plus qu'un succès d'amour-propre car l'opinion publique était profondément touchée. À ses yeux le G.P.R.A. devenait un interlocuteur valable. Le temps des égorgeurs et des lanceurs de bombes était dépassé.

« C'était, dira Krim, la première marche vers l'indépendance. »

Oui-Non-Non-Oui, la campagne pour le référendum battait son plein. Les murs d'Alger étaient couverts d'affiches, d'inscriptions à la peinture blanche ou noire. Dans les quartiers européens le *non* dominait. Les affiches « Oui » n'avaient jamais le temps de sécher. Mais, depuis les événements de décembre, personne ne se serait risqué en quartier musulman pour « conseiller » le « Non à De Gaulle ».

Dans la Casbah, à Belcourt, au Clos-Salembier, une nouvelle affiche avait fait son apparition. Elle représentait un Européen et un musulman se tendant les bras et deux gosses main dans la main. Un petit pied-noir, un petit Arabe. L'affiche était frappée d'une immense croix de Lorraine bleu ciel et on pouvait y lire : « Oui à De Gaulle. Paix. Justice. » Elle était publiée et affichée par le « Comité de coordination pour le soutien de la politique du chef de l'État ».

Ce comité avait été créé par un jeune animateur de la R.T.F., Lucien Bitterlin, qui était le responsable de la Fédération d'Algérie du M.P.C. (Mouvement pour la Communauté), un groupuscule fondé à Paris par Jacques Dauer et présidé par le cadi Benhoura.

Lucien Bitterlin avait vingt-huit ans. Brun, de taille moyenne, le cheveu noir et la moustache fine, le regard un peu fixe — il avait perdu un œil tout enfant lors des bombardements —, il ne connaissait qu'une passion : la politique. Son grand homme, il l'avait choisi à seize ans en 1948 : De Gaulle. Douze ans après, il n'avait pas changé. C'est au sein du R.P.F. qu'il s'était lié avec Jacques Dauer, responsable des jeunes de la région parisienne. Pendant la « traversée du désert », les deux hommes avaient collaboré à un journal semi-confidentiel *Le Télégramme de Paris.* Ces jeunes gaullistes paraissaient anachroniques en ces années où le reclus de Colombey semblait éliminé à jamais de la vie politique. Ils s'en souciaient peu. Ils militaient avec ferveur et fidélité pour le retour du Général. En 1958, leurs efforts couronnés de succès, Jacques Dauer avait flirté avec Delbecque, tandis que Bitterlin — plus à gauche — devenait maire adjoint de La Garenne. En 1959, Dauer créa le Mouvement pour la Communauté présidé par le cadi Benhoura. Avec cet homme sage et cultivé Lucien Bitterlin découvrit l'Algérie. Le cadi lui raconta la vie des musulmans, la délégation présidée par son ami Ferhat Abbas venue discuter à Paris de la loi Viollette qui devait accorder la citoyenneté française à dix mille musulmans. « J'étais de cette délégation, lui raconta le vieux cadi,

mais tous les élus européens d'Algérie menacèrent de démissionner si la loi était appliquée. « L'intégration, c'est la « fin de la France », proclamaient les représentants des colons. » Ah ! ça a bien changé. Mais toujours avec un train de retard. »

Bitterlin, secrétaire général du M.P.C. pour la région parisienne, avait profité d'une occasion professionnelle pour découvrir cette Algérie qu'il ne connaissait que par les déclarations enflammées qu'elle suscitait au cours des congrès U.N.R. À l'heure de l'autodétermination, le M.P.C. s'était prononcé pour l'association alors que pour une grande partie de l'U.N.R. le grand maître restait Soustelle et la seule attitude « possible », l'intégration. En arrivant pour la première fois à Alger en mars 1960, deux mois à peine après les Barricades, le petit animateur radio de la R.T.F., plongé dans un monde nouveau, ne pensait pas qu'il deviendrait, dix-huit mois plus tard, le premier chef des « barbouzes » d'Alger ! Mais l'heure des fausses barbes, des Vietnamiens, des judokas et de la lutte à mort n'est pas encore arrivée...

À Alger, en mai 1960, Bitterlin avait créé la Fédération algérienne du M.P.C. dont il avait laissé la présidence à un petit industriel en chauffage central, Yves Le Tac, un héros de la Résistance, une gueule extraordinaire au crâne poncé, aux yeux clairs, commandeur de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération. Autour d'eux, un petit noyau s'était formé avec Youssef Benhoura, le fils du cadi, rédacteur au Rectorat d'Alger, son beau-frère Nouar, instituteur dans la Casbah, et Charles Bonardi, journaliste sportif, une des figures d'Alger. Une exception aussi, car Bonardi était connu pour ses idées progressistes et ses amitiés communistes. Deux « personnages » les avaient rejoints : le P. Badin, un gaulliste de 1942, et — chargé, de la « sécurité » — un transfuge des troupes de Lagaillarde, un jeune photographe de vingt-six ans, Barthélemy Rossello, déçu par les activistes et rallié à la cause gaulliste « pourvu qu'il y ait du baroud ». Il allait y en avoir !

Très vite les ennuis avaient commencé. Moins à Alger qu'à Paris, où « l'U.N.R. Algérie française » voyait d'un mauvais œil ce Bitterlin gaulliste libéral, trop libéral à son goût, s'agiter à Alger. Accusé d'avoir lutté contre une liste U.N.R. lors des élections cantonales il fut même rappelé à Paris — le directeur de la R.T.F. à Alger, M. Oudinot, « ayant été prié » par le ministre de l'Information de se priver de la collaboration du gêneur Trop jeune, trop indiscipliné, ce gamin ! Il allait pourtant avoir sa revanche. Ceux de ses « amis » de l'U.N.R. qui avaient obtenu son rappel devaient, peu de temps après, démissionner à leur tour et passer dans l'opposition soustellienne ! Lorsqu'il fut autorisé à retourner en Algérie en juillet 1960 Lucien Bitterlin dut promettre de « ne plus faire de politique », promesse qu'il tint jusqu'en novembre mais qui ne l'empêcha pas de suivre attentivement l'évolution de la politique du Général et les violentes réactions qu'elle suscitait en Algérie. Pour Bitterlin, il fallait aller plus loin que le choix des options de l'autodétermination. L'association, c'était bien mais insuffisant. Il était nécessaire de lutter pour le cessez-le-feu, pour l'autodétermination et pour l'indépendance. À ses yeux c'était la seule chance de sauver encore quelque chose entre Européens et musulmans.

À Alger, Yves Le Tac avait été élu à la présidence de l'Association des anciens déportés, ce qui prouvait que tout le monde n'était pas hostile à De Gaulle en Algérie. Une idée s'imposa très vite à l'esprit du jeune homme : il fallait montrer aux activistes qu'ils n'étaient pas seuls à Alger et que les Français de la Résistance et les pieds-noirs libéraux entendaient manifester leur présence.

Face au raz de marée du F.A.F., les gaullistes n'étaient représentés en Algérie que par « l'Association nationale pour le soutien de l'action du général De Gaulle », animée par un métropolitain « parachuté » à Alger, Claude Raybois, qui avait établi son siège au cinquième étage du 26, boulevard Carnot, sur le front de mer, et par le Mouvement Rouland, député U.N.R. de Boulogne, qui tentait un rassemblement des élus d'Algérie avec le colonel Desanges. Si les deux mouvements disposaient de fonds relativement importants venant de la rue de Solferino et de l'U.N.R., leur action restait modeste. Ils n'osaient appeler un chat un chat et leurs discussions byzantines n'avaient guère d'écho devant les proclamations des activistes qui, eux, montraient sans complexe leur volonté de lutte au grand jour.

Après les manifestations européennes de novembre, puis de décembre, les membres du M.P.C. décidèrent de faire sortir leur mouvement du long sommeil dans lequel ils l'avaient volontairement plongé. Puisque personne ne s'opposait efficacement aux activistes du F.A.F. et à ses groupes armés clandestins, il devenait nécessaire de montrer aux musulmans que tout ce qui était français en Algérie n'était pas forcément Algérie française.

Le référendum du 8 janvier en serait l'occasion. C'est ainsi que les groupuscules gaullistes : l'Association de soutien, les débris de l'U.N.R. Alger et le M.P.C. s'étaient unis au sein d'un Comité de coordination présidé par Yves Le Tac. Raybois et Bitterlin en étaient co-secrétaires généraux. Temps d'antenne à la radio, à la télévision et campagne d'affichage, telles étaient les armes dont ils disposaient pour s'opposer au *non* des activistes et surtout pour tenter une véritable politique de rapprochement avec les musulmans.

Officiellement reconnu, le Comité obtint l'autorisation des militaires d'afficher dans les quartiers musulmans. Certains officiers S.A.U., en particulier à la Casbah, proposèrent de « mettre leurs gus au travail, ils avaient l'habitude ». Bitterlin refusa.

« Cette fois, dit-il, l'affichage en faveur du Général ne doit pas être fait par des militaires, mais par des civils et si possible des musulmans. Ce que je demande, c'est l'autorisation de circuler de nuit sans entrave de la part des patrouilles. »

Il l'obtint facilement. Par contre, certains officiers S.A.S. de la Mitidja sursautèrent devant le texte de l'affiche. « Oui à De Gaulle. Paix. Justice. » Et des Arabes et des Européens main dans la main, ça ne leur plaisait guère ! « Vous allez me foutre le bordel dans mon secteur, disaient-ils. Ici, pas de salade. S'il y a un incident avec les Européens, j'embarque tout le monde. »

La menace était claire. Que les colleurs d'affiches se présentent et il y AURAIT FORCÉMENT des incidents avec tes Européens ! Le M.P.C. évita soigneusement ces secteurs. La bagarre serait pour plus tard !

Pour l'affichage en quartier musulman Bitterlin reçut l'aide de ses amis algériens. Youssef et Nouar, directeur d'école de la rampe Valée, fournirent de jeunes « costauds » choisis dans une œuvre privée, présidée par le cadi Benhoura qui hébergeait, sous le marché Randon, des chômeurs et de jeunes mères de famille dont le mari était en prison ou avait « disparu ».

Le premier soir de la campagne d'affichage, dans une Casbah figée par le couvre-feu, un concert de you-you haineux suivi d'un bombardement en règle de bouteilles et de briques s'abattit sur la caravane bardée de pots de colle et d'affiches. Le spectacle était

d'autant plus impressionnant que personne ne se montrait. C'était une ville apparemment aveugle et déserte qui clamait sa haine des Européens.

Depuis les événements de décembre la Casbah vivait sur le qui-vive. Dès la tombée de la nuit chaque terrasse, chaque coin de ruelle avait son « chouf »[58]. Personne ne pouvait pénétrer dans la Casbah sans être immédiatement signalé comme aux jours tragiques de la « bataille d'Alger[59] ». En effet, les musulmans, mitraillés lors des manifestations de décembre, craignaient que des commandos européens ne viennent poser des bombes, rééditant ainsi l'exploit de la rue de Thèbes[60]. Les groupes F.L.N. d'Alger reconstitués — comme on l'a vu — sous les ordres de Kheiddine, Djamal, Malik et Alilat avaient littéralement quadrillé les quartiers musulmans et institué des tours de garde. Ce qui expliquait la pluie de projectiles dont Bitterlin et les quelques militants européens du M.P.C. venus coller leurs affiches étaient victimes !

Heureusement, les jeunes gens musulmans qui les accompagnaient intervinrent. Ils crièrent quelques mots en arabe, puis « s'absentèrent », le temps d'une explication. À leur retour, comme par miracle, le chahut cessa et des visages apparurent aux fenêtres et au-dessus des murets des terrasses. On montra l'affiche. Des sourires éclairèrent alors les physionomies encore hostiles. Et très vite le téléphone arabe fonctionna, les colleurs d'affiches musulmans bénévoles signalèrent partout leur présence. Désormais — dans les quartiers arabes — le groupe Bitterlin était « ami ».

Grâce à Charles Bonardi, des musulmans du parti communiste algérien clandestin distribuèrent même des milliers de tracts en faveur du *oui* alors que le P.C. s'était prononcé par le non *!* Les directives des hautes sphères n'étaient pas toujours suivies, à la base ! À Alger, peu importaient les moyens. Il fallait faire face aux ultras qui, eux, avaient montré — et, nul n'en doutait, montreraient encore — leur détermination. Bitterlin, Le Tac et leurs amis musulmans y étaient fermement décidés. Ils ignoraient encore jusqu'où les mènerait ce combat désespéré.

Au lendemain des événements de décembre et tout au long de ce dernier mois de l'année 1960, c'est la déception qui domina tant chez les Algériens musulmans que chez les pieds-noirs libéraux. Le Général ne s'était pas vraiment adressé à eux. Des encouragements, certes, mais rien d'officiel, rien de marquant. Rien de décisif. Pour le référendum, De Gaulle demandait seulement carte blanche pour régler le problème algérien. Pouvait-on encore avoir confiance ?

Ferhat Abbas avait répondu à sa manière : « Peuple algérien ! Tu as su jusqu'ici déjouer toutes les manœuvres des colonialistes. Tu sauras cette fois encore faire échec à. la mascarade qui se prépare. Tu ne t'y prêteras pas. Tu déserteras les bureaux de vote et utiliseras tous les moyens possibles pour contrecarrer les desseins de l'ennemi. »

Malgré ces instructions, les contacts entre Européens libéraux et musulmans se multipliaient. Au Gouvernement général le directeur de l'information, Coup de Fréjac, rencontrait de plus en plus d'interlocuteurs « valables ». Les musulmans sortaient de leur mutisme et de leur prudence habituels. Pour eux, le problème militaire était dépassé. On en arrivait au stade de la négociation et de la mobilisation des compétences.

L'ambiance était à la paix.

Mais chez les Européens désemparés, c'était une nouvelle fois l'amertume. » L'armée nous a lâchés. On ne peut compter sur ses officiers... » L'échec des manifestations du F.A.F. puis l'interdiction du mouvement, la « descente » des musulmans, l'impassibilité

hautaine de De Gaulle, autant d'éléments qui ne pouvaient pousser la communauté européenne à l'optimisme. Plus que jamais les Européens d'Algérie se sentaient rejetés. Par armée, qui les trahissait après leur avoir donné de multiples raisons d'espérer. Par les musulmans, qui pour la première fois montraient leur volonté de ne plus se laisser diriger. Et surtout par la métropole qui restait muette. Le gouvernement les considérait désormais comme des enfants odieux et inconséquents qui avaient dépassé les bornes et auxquels il ne voulait plus s'adresser que pour dicter ses volontés.

À Paris, le Général, en demandant un blanc-seing à la nation, montrait plus que jamais sa volonté de régler l'affaire algérienne à sa guise. Il ne voulait parler du problème qu'avec ses trois sources d'information : Morin, la source officielle, l'homme du maintien de l'ordre ; Joxe, la source politique, l'homme des négociations ; Coulet, la source particulière, l'homme de la hiérarchie parallèle qui jugeait la situation « vue d'Alger ».

« Parler le moins possible », telle était, semble-t-il, la devise.

Au niveau du gouvernement, on semblait avoir décidé qu'avec les Européens il n'y avait plus rien à faire, que la situation ne pouvait plus évoluer. C'était presque du mépris pour l'opinion publique pied-noir « qui ne voulait rien comprendre à la situation... à qui il était donc devenu inutile de l'expliquer ».

Il était évident que De Gaulle ne reviendrait jamais sur la politique qu'il avait décidée pour l'Algérie et dont les moins lucides voyaient qu'elle conduisait inéluctablement à l'indépendance. Lors des manifestations de décembre, les musulmans avaient par avance donné leur réponse à l'autodétermination. Les you-you de la Casbah ou de Belcourt, les « Yahia Ferhat Abbas », les « Yahia Ben Bella » qui retentissaient chaque nuit dans les quartiers « indigènes » montraient que l'heure des illusions était passée.

Pour les plus violents des Européens il restait une solution : supprimer De Gaulle. Les autres, tous les autres — exception faite des groupuscules libéraux, quelques centaines d'hommes tout au plus — pensaient que la dernière chance était de contrôler la situation « manu militari » et de transformer l'Algérie algérienne en Algérie française. Quitte à se couper de cette vraie France qui les rejetait. Mais cette solution exigeait la participation de l'armée !

S'il était facile de faire de l'auto-intoxication sur De Gaulle — « il est malade, il est gâteux, il va mourir, on va l'assassiner » —, il était beaucoup moins facile, l'expérience le prouvait, de s'assurer du concours de l'armée. Les officiers « en flèche », les Masselot, les Lecomte, les Degueldre, les Sergent, pour persuadés qu'ils fussent dé la nécessité de faire « quelque chose », ne voulaient se mouiller qu'avec des chances de réussite. L'inorganisation, la pagaille même qui régnaient dans les rangs du F.A.F., même si le brave Jouhaud avait fait son possible, les avaient prodigieusement agacés. L'idée d'un putsch les séduisait, encore faudrait-il qu'il fût uniquement militaire, préparé, soigné, fignolé comme une opération. Le gouvernement allait leur en donner le loisir...

Au lendemain des événements de décembre, on muta le capitaine Sergent, à Chartres, le lieutenant de La Bigne — officier du 1er R.E.P., qui avait refusé de faire tuer ses légionnaires dans le djebel alors que le drapeau fell flottait à Alger — à Annecy, Degueldre au Sahara. On laissa à Masselot et à Lecomte leurs régiments. Après tout, ils n'avaient pas officiellement démérité.

Seul Degueldre décida de déserter. Il ne rejoignit pas son poste au Sahara et personne, semble-t-il, ne s'en inquiéta. Les instructions judiciaires qui étaient allégrement menées

contre les objecteurs de conscience refusant la guerre en Algérie, furent moins rudes à son égard. On aurait pu en effet retrouver facilement le lieutenant déserteur à la base arrière de Zéralda où il devait vivre encore pendant plusieurs semaines avant de préparer activement la liaison entre Paris et Alger lorsque l'idée de putsch naîtra dans l'esprit de quelques officiers supérieurs et généraux ! La coupable négligence d'officiers « sympathisants » coûtera la vie à cet homme qui — quoi qu'on pense de son action future — défendra sincèrement, et jusqu'à la mort, un idéal qu'il jugeait noble et respectable. Ceux-là ne purent jamais en dire autant.

Le général Jouhaud ne fut pas inquiété. Il reprit tranquillement sa place à la cartonnerie dé la Rochette...

Le 8 janvier au soir, l'« homme seul » de l'Élysée sut que les Français lui faisaient confiance — une confiance aveugle — pour les « débarrasser du boulet algérien ». Le oui était « franc et massif ». 15 200 000 en métropole. 1 749 000 en Algérie, où le bled avait voté oui et les villes non. 40 % des électeurs s'étaient abstenus. Les consignes du F.L.N. avaient été entendues dans les centres urbains. Les urnes avaient confirmé l'opposition européenne à la politique du Général. 72 % de non à Alger !

À Madrid, Lagaillarde annonça : « Unissez-vous car nous allons combattre. » Salan conclut sa déclaration par ces mots : « Je continuerai à me battre pour que les braves gens de la terre française d'Algérie voient enfin reconnaître leurs aspirations de Français tout court et soient maintenus au sein de leur patrie : la France. »

Le Général, ayant reçu pleins pouvoirs pour l'installation d'un exécutif algérien, choisit d'engager d'abord les négociations. Une page était définitivement tournée. Les pièces de l'échiquier étaient en place. Une nouvelle partie pouvait commencer.

Deuxième partie

La levée de boucliers

Sous les projecteurs, le front de Me Popie se perle de sueur. Est-ce la chaleur ou la conviction qu'il veut à toute force faire passer dans sa brève déclaration ? Sur le sol de son bureau des dizaines de mètres de câbles traînent, emmêlés. Ils courent de la caméra au magnétophone et à la batterie. Derrière l'ArrifleX, assis sur une caisse, l'œil vissé au viseur, le cameraman cadre en gros plan l'avocat libéral. Le casque aux oreilles l'ingénieur du son surveille l'aiguille du « modulomètre » de son magnétophone. Le reporter de « Cinq Colonnes à la Une », l'émission d'information la plus célèbre de la télévision française, celle qui tous les mois « fait le plein » devant les petits écrans, poursuit son interview.

« Maître Popie, dit-il, pensez-vous que l'on puisse trouver dans la population européenne d'Algérie des promoteurs pour une politique libérale ?

— Sans difficulté. En ce qui nous concerne, les cadres d'un futur parti libéral existent. Ce que nous demandons simplement pour embrayer sur l'opinion, c'est la possibilité d'expression à la fois par la presse et par des réunions publiques. »

Déjà plusieurs réunions avaient eu lieu, rassemblant autour de Me Popie : Jean-Pierre Gonon, un libéral qui avait eu maille à partir avec les paras lors de la « bataille d'Alger », Perrin, du club Jean-Moulin, Kadache, professeur aux centres sociaux de Ben-Aknoun, Moschetti, du P.S.U., des représentants de la S.F.I.O., Lucien Bitterlin, du M.P.C., et une quinzaine de libéraux bon teint. Le thème de la discussion avait été : défendre par tous les moyens les Européens dans une Algérie indépendante et, pour leur y trouver une place, lès séparer des plus activistes d'entre eux. Si Gonon et Jean Froscoso, architecte de talent, responsables de L'Espoir[1], ne représentaient aucun mouvement politique, tous les autres étaient liés à ce « régime des partis » dont les gaullistes ne voulaient pas entendre parler. Les habitudes restaient les plus fortes et, bien que poursuivant les mêmes buts, aucun des assistants n'avait voulu poursuivre les contacts avec Bitterlin et les gaullistes du M.P.C. Chez les libéraux, les querelles de clocher n'étaient pas mortes.

Il n'est pas question d'évoquer ces brouilles locales devant les téléspectateurs. Il faut au contraire convaincre.

« Pensez-vous, poursuit le reporter, qu'avec des réunions publiques et de l'information politique comme vous vites vous-même, on arrivera à rassurer la population de Bab-el-Oued ? »

C'est pour l'avocat le moment d'exposer devant des millions de Français ce que peut être l'avenir de l'Algérie.. C'est l'occasion de tenter d'amener les plus influents de ses compatriotes à aider son mouvement.

« Certes, répond Me Popie, nous savons qu'actuellement nous sommes totalement dépourvus de moyens d'expression. Nous n'embrayons que très peu sur cette opinion populaire. Nous savons que le F.A.F., procédant d'un instinct de conservation, recrute ici ses troupes les plus ardentes. Mais nous sommes persuadés que si nous parvenons à leur faire comprendre qu'une République algérienne est un État neuf dans lequel ils auront tous les droits de citoyens à part entière, eh bien, je suis persuadé que nous arriverons à les raisonner car, pour eux, il n'y a pas d'issue. »

Popie prend un temps, se concentre. Puis, martelant ses mots :

« L'Algérie française ne peut pas être pour eux une issue. L'Algérie française est morte. Il faut qu'ils se tournent vers l'avenir et que dans cet avenir ils arrivent à s'intégrer

en citoyens pleins et entiers de la République algérienne.

— Coupez.

— Bon pour le son ?

— C'est bon pour moi. »

Me Popie se lève, s'éponge et dit en riant à l'équipe de « Cinq Colonnes »

« J'espère aussi que ce sera bon pour moi ! »

Il vient de signer son arrêt de mort. Quelques jours plus tard, le 25 janvier, il est poignardé dans son cabinet, rue de l'Abreuvoir. Deux jeunes gens, spécialistes du close-combat, Claude Peintre et Dauvergne, lui ont porté huit coups de poignard dont un au cœur. L'assassinat de Me Popie est l'œuvre d'un commando isolé du F.A.F. clandestin. L'avocat libéral, haï des mouvements ultras, est la première victime de l'action que les divers groupes « patriotiques » d'Alger ont décidé de mener. Sa mort est accueillie avec satisfaction par ceux qui depuis la « bataille d'Alger » connaissent son action au sein du mouvement libéral. Les autres, la troupe, la masse qui apprend le nom de l'avocat en même temps que les circonstances de sa mort, n'ont qu'une réaction : « S' « ils » l'ont buté, c'est qu'« ils » savaient à qui » ils » avaient affaire. » Désormais « ils » ont raison. On ne « les » connaît pas encore — le sigle O.A.S. n'a pas fait son apparition — mais « ils » défendent l'Algérie française. Peu importent les moyens qu'ils emploient.

C'en est fini du folklore. Seule la haine trouve sa place dans la Ville blanche où les explosions de plastic rythment la vie quotidienne. Elles n'étonnent plus. Bien mieux, la rue les approuve. Chaque détonation est une vengeance. Au mépris de Paris, Alger répond à sa façon. Le règne des règlements de comptes commence. Celui de la guerre civile n'est pas loin. Cette fois, c'est entendu et bien entendu. Il y a les Européens et les musulmans. Face à face. Ennemis. Définitivement. Le fossé est devenu ravin. Qui se risquera à le franchir sera impitoyablement éliminé. La dernière épreuve de force est engagée. Dans chaque quartier, les forces se rassemblent, s'unissent. Contre-terroristes de l'époque d'Ortiz et de Kovacs, U.T. de choc des Barricades, groupes Lagaillarde, fascistes de Jeune Nation, paras déserteurs du 24 janvier ou de décembre 1960, nostalgiques de Pétain et de Vichy. Et puis tous les jeunes, et les moins jeunes — la majorité —, qui ne comprennent rien à rien. Pour lesquels une croix celtique n'est qu'un emblème « national ». Qui acceptent tout et sont prêts à accepter plus encore de la part des chefs qui prétendent défendre LEUR Algérie française. La Grande Tromperie commence.

Entre. Alger et Madrid, c'est la noria des activistes. Lagaillarde « reçoit » beaucoup. Beaucoup plus que Salan qui est désormais flanqué de Jean-Jacques Susini. Etrange couple que celui formé par ce général qui porte beau une soixantaine florissante et le jeune technicien du fascisme, au teint blême et à l'œil glacé. À l'hôtel Princesa, où ils ont élu domicile, ils doivent tout de même compter avec le brillant ex-député d'Alger. Ils n'ont pas la même vie et se détestent cordialement. Depuis bien longtemps Susini, qui a jadis succédé à Lagaillarde à la tête des étudiants d'Alger, multiplie les peaux de banane sous les pas du « barbu » dont le prestige gueulard et bon enfant l'agace prodigieusement. Lors des Barricades, Lagaillarde a symbolisé la résistance pied-noir. Susini n'a été que « l'inspirateur » d'Ortiz, qui a filé lorsque la menace se précisait. Au procès des Barricades Lagaillarde a paru sympathique, il a su remuer les tripes de ses auditeurs, toucher les points sensibles, parler de la population désespérée, des promesses faites

depuis le 13 Mai. Susini. froid théoricien, mû par une passion contenue, n'a réussi qu'à faire peur en exposant des théories national-socialistes. Même les « gueules » les séparent. On a envie d'être copain avec Lagaillarde, bon vivant, rigolard, qui sait faire la part des choses. Pas avec Susini. Son visage blafard, son austérité, l'apparence raide et froide qu'il affiche volontiers glacent l'interlocuteur. Lagaillarde est un meneur d'hommes. Il se suffit à lui-même. Susini a besoin de vivre à l'ombre d'un « nom ». Après Ortiz, un mauvais cheval — une erreur de jeunesse —, le jeune fanatique choisit Salan. Et inexplicablement le Chinois « marche ». À l'étonnement de ses proches. Mais où est-il, le prudent Mandarin si soucieux du décorum, de la solidité de ses « arrières », si jaloux de son pouvoir personnel ?

Depuis qu'il a franchi la frontière espagnole, depuis qu'il devient évident que la guerre d'Algérie doit finir en guerre civile, Salan est devenu un autre homme. Les cheveux sont toujours bleutés, le visage impassible, l'élégance du vêtement civil a succédé à l'ordonnance méticuleuse de la tenue militaire, mais le cerveau a changé. Le général « politique » chargé d'honneurs veut devenir un grand politique tout court. Après tout, il y a bien un général à l'Élysée. Pourquoi son successeur ne le serait-il pas ? Et Susini qui voit tout, devine tout, qui cache derrière son manteau de glace une intuition quasi féminine, sent que cette fois — à l'abri de l'ambition du général — il va pouvoir faire de grandes choses. Il avait la tête, il lui manquait les épaules. Les voilà !

Pour l'heure, malgré le prestige et la renommée, Salan est un homme seul. Susini aussi. Ni troupes ni organisation à Alger. Lagaillarde les a. Et il s'en vante. Il faut faire « cause commune » avec lui.

Et Lagaillarde a une idée géniale. Fort de l'appui de ses groupes armés et des bonnes relations qu'il entretient avec les hommes du F.A.F. clandestin, il décide — en accord avec Salan — l'unification des mouvements de diverses tendances.

« Il faut former en Algérie un véritable appareil de combat révolutionnaire essentiellement civil », explique-t-il à Salan et à Susini, convaincus d'avance. C'est une idée qui s'est révélée irréalisable. Jusque-là, chaque groupuscule d'Alger a voulu garder son état-major. Et lorsque Lagaillarde parle d'unification, il sous-entend qu'il en sera le patron ! Cela ne trompe personne. On discute, on ergote, mais la proximité du danger « gaulliste et arabe » balaye bien des préventions. Il ne faut pas se fâcher. Lagaillarde est précieux. Il fournit les troupes... et un nom aux commandos « patriotiques » enfin réunis : Organisation armée secrète. O.A.S.

Noir sur blanc Lagaillarde et Salan mettent au point leurs « accords de Madrid ». Ils décident que :

— l'O.A.S., organisme de combat des civils algériens, s'intègre dans une opération d'ensemble civile, militaire, métropolitaine et algérienne ;

— toutes les formations « activistes » s'intègrent (au sens précis du terme) dans l'O.A.S. ;

— Salan, au sein d'un comité, assume la présidence et la direction de l'ensemble de l'opération dont Lagaillarde, assisté d'une direction centrale, prend le commandement.

Le 24 février les amis de Lagaillarde à Alger reçoivent, par courrier spécial, copie de ces accords.

Le chef du F.A.F., Zattara, libéré après une brève détention préventive qui lui a épargné une éventuelle inculpation, a retrouvé son ami Capeau. Les manifestations de rue

de décembre les ont mis en contact avec tous les groupes activistes d'Alger qui pendant trois jours se sont placés sous leurs ordres. Pour eux, réaliser l'unité de ces mouvements est un jeu d'enfant. Et ils n'ont pas attendu les « ordres » de Lagaillarde. Ils acceptent donc ses conseils mais refusent son commandement. S'il veut diriger, qu'il vienne donc à Alger ! Avec tous les risques que cela comporte !

Les premières divergences à la tête de l'O.A.S. naissante resteront secrètes. Les militants n'en sauront rien. Ils admirent toujours « Pierrot » et c'est en son nom qu'aveuglément ils vont obéir à Zattara et à Capeau.

Les deux frères Piegts, Claude et Roger, patrons d'une affaire de boissons gazeuses et d'une agence d'assurances à Castiglione, sont chargés de renouer le contact avec les civils « gonflés » des événements de décembre. C'est par Claude Piegts que Pierre et Ivan apprennent que le combat continue. Et cette fois-ci durement. Avec des chefs. Piegts, Pépé, Guy et Miguel le Cubain constituent un premier groupe qui reçoit une double mission : récolter des fonds en fixant des « impôts », surveiller et intimider les « traîtres » en puissance. Ivan et Pierre s'attachent pour leur part aux « activités suspectes » d'une assistante sociale, visiteuse de prison, qui a le tort de s'occuper plus attentivement des musulmans que des Européens. On prévoit même de la plastiquer. Mais « sans qu'il y ait de blessé ».

Au niveau supérieur on réunit les chefs d'autres mouvements, en particulier ceux d'un nouveau groupement qui s'intitule « France-Résurrection », créé et dirigé par un étonnant personnage : André Brousse, marquis de Montpeyroux. La cinquantaine, ancien officier de la campagne de Syrie, volontaire de la guerre d'Espagne, du côté de la « légitimité et de la tradition », c'est-à-dire à droite, contre les « marxistes » de Madrid, fantastique militaire dans la drôle de guerre, qui en compte bien peu, résistant brillant grièvement blessé, il finit la guerre infirme. Une reforme à cent pour cent ne l'empêche pas de s'engager en 1956 pour l'Algérie. Chef de S.A.S., il sait « se faire aimer et redouter » de ses musulmans fidèles. Ecœuré par la politique de De Gaulle et aidé du capitaine Souètre, déserteur depuis décembre, il crée près de Mostaganem un maquis « France-Résurrection » qu'il baptise « commandos de la vie ». Ils sont trente et ne feront pas long feu. Mais ses « correspondants » à Alger et en Oranie sont organisés et prêts è l'action. Peu importe leur programme politique farfelu. Zattara et Capeau ont besoin d'hommes d'action. Où qu'ils soient, quoi qu'ils pensent, pourvu qu'ils soient prêts à défendre l'Algérie française.

Le dernier jour de février paraît le premier tract de l'O.A.S. ronéotypé à plusieurs milliers d'exemplaires et adressé à la population. Les Algérois le trouvent au matin du 1er mars dans leur boîte aux lettres. C'est le véritable acte de baptême de l'O.A.S. Il est publié ici pour la première fois :

L'UNION SACREE EST FAITE.

LE FRONT DE LA RESISTANCE EST UNI.

Français de toute origine,

La dernière heure de la France en Algérie est la dernière heure de la France dans le monde, la dernière heure de l'Occident.

Aujourd'hui, tout est près d'être perdu ou sauvé. Tout dépend de nos volontés. Tout dépend de l'Armée Nationale.

Nous savons que l'ultime combat approche. Nous savons que ce combat, pour être victorieux, exige l'unité la plus totale, la discipline la plus absolue.

Aussi les Mouvements Nationaux clandestins et leur organisation de résistance ont décidé de joindre unanimement leurs forces et leurs efforts dans un seul mouvement de combat :

L'ORGANISATION ARMÉE SECRETE.

O. A. S.

Algériens de toute origine,

En luttant pour l'Algérie française, vous luttez pour votre vie et votre honneur, pour l'avenir de vos enfants, vous participerez ainsi au grand mouvement de rénovation nationale.

Dans cette lutte, vous suivrez désormais et exclusivement les mots d'ordre de l'O.A.S.

Soyez certains que nous nous dresserons tous ensemble les armes à la main, contre l'abandon de l'Algérie, et que la victoire est assurée si nous savons la mériter.

Dans le calme et la confiance,

Tous debout, tous prêts, tous unis,

VIVE LA FRANCE !

L'ORGANISATION ARMEE SECRETE.

Le 6 mars pour la première fois apparaissent sur les murs du centre d'Alger trois lettres mystérieuses : O.A.S.

Au Gouvernement général, un fonctionnaire métropolitain classe paisiblement le tract et note l'apparition du nouveau sigle.

« Après le F.L.N., le F.A.F., voilà l'O.A.S., marmonne-t-il, même idéologie primaire : un maître, un combat. Ils n'ont décidément pas beaucoup d'imagination. Tous des rigolos... »

Dans le fond, Morin réussit bien. Il s'est habilement tiré du guêpier de décembre. Ferme, dur, inconciliant, il a paradoxalement limité les dégâts en donnant aux militaires l'ordre de tirer sur la foule. L'affaire ne s'est pas engluée dans une crise du style Barricades. De Gaulle est content de « son » Morin. Au moins, avec lui, pas de risques de jérémiades. L'ancien préfet ne fait pas dans le style « pleureuse ». Il n'essaye pas d'attendrir les pieds-noirs — ce qui avait tant agacé De Gaulle chez Delouvrier —, non, il ne les voit pas. D'ailleurs il ne voit personne. Il vit cloîtré. Avec son cabinet.

Cocktails diplomatiques et mondains, vie administrative et économique normale, sorties et week-ends réguliers, c'est la vie quotidienne d'Alger. Les crises ne l'affectent pas. Seulement, les groupes activistes et leurs leaders vivent dans cette ambiance et influent sur le monde économique, financier et même politique. C'est ainsi qu'à Alger, de cocktail en week-end, de déjeuner d'affaires en réception mondaine, « on vire sa cuti ». De Gaulle est persuadé que cette imprégnation de la vie quotidienne d'Alger a considérablement influencé certains de ses hommes. C'est vrai. Mais pas pour Morin, qui se refuse à tout contact.

D'abord avec la presse. « Je ne recevrai pas de journalistes, a–t-il dit, dès son arrivée, à Coup de Fréjac, le directeur de l'information. Vous vous occuperez des conférences de presse. »

C'est à Coup et à Jean-Louis Guillaud « d'informer » la presse d'Alger. Une

quarantaine de journalistes plus teigneux les uns que les autres. Des Français de tout bord — de *L'Echo d'Alger au Monde,* de *L'Aurore à L'Observateur* — mais aussi des Anglais — comme le gros Wallis, un Pickwick perpétuellement vêtu de noir, au visage rose et au crâne dégarni qu'il abrite du soleil de printemps sous un immense parapluie noir plus familier du crachin de Fleet Street que du grand soleil d'Alger. Une bonne bouille, ce Wallis ! Sympathique et conciliant en diable ! Il faut s'en méfier comme de la peste. La question vacharde est toujours en embuscade. Il est informé de tous côtés et tisse en permanence une toile d'araignée de renseignements dans laquelle il espère prendre Coup de Fréjac ou Jean-Louis Guillaud.

Il y a aussi Tom Brady. L'Américain en costume de toile bleue rayée et froissée qui lui donne l'allure d'un garçon boucher qui dormirait tout habillé. Depuis quelque temps — depuis qu'il est très mal avec les militaires — il ne met plus sa djellaba. Cela tournait à la provocation. Dans l'esprit des militaires, Brady est un « Arabe ». Tout ce qu'« ils » font est bien, tout ce qu'« on » fait est répréhensible. En décembre, le colonel Masselot a eu une sérieuse algarade avec l'Américain qui l'accusait de tirer sur la foule musulmane. Pour une fois le colonel, aidé par une bienheureuse balle venue des bidonvilles et sifflant à leur oreilles, a eu raison des arguments de Brady. Mais c'est rare. Malgré son visage de vieux bébé, rose et bronzé, ses yeux d'azur qui brillent sous de candides lunettes *made in U.S.A.,* il est habile et tordu comme il n'est pas possible ! Sa spécialité ? Les questions d'une simplicité embarrassante : « Monsieur le porte-parole, l'ambiance est à la paix et à la négociation, comment se fait-il alors qu'il y ait encore... ? » et suit une nomenclature précise des conditions de vie atroce dans les camps d'hébergement, de méfaits commis par la troupe dans l'Aurès et dont seul le préfet musulman de Constantine, Mahdi Belhaddad, s'est plaint au délégué général par télégramme secret. Et tout est scrupuleusement vrai ! Pousser le porte-parole à la contradiction, le placer en porte à faux est le sport favori des journalistes anglo-saxons dont le moindre n'est pas Larry Collins, l'un des plus redoutables, caustique et mordant sous son allure, de jeune étudiant encore imprégné de l'ambiance du campus. Il deviendra célèbre en écrivant plus tard, avec Dominique Lapierre : *Paris brûle-t-il ?*

De leur côté, les Français ne sont pas sans causer bien des soucis au porte-parole officiel. D'abord, les journalistes des radios périphériques : Besançon, d'Europe 1, Farkas et l'auteur de ces lignes, de Radio-Luxembourg. Ils sont toujours à l'affût. Les manifestations antigauffistes lors du voyage de décembre, celles des musulmans à Belcourt, la grande peur de la Casbah retranchée, les you-you des femmes, ils enregistrent tout et « balancent » à Paris des reportages sonores sui sont autant de « provocations » pour la population pied-noir qui se branche de préférence sur les deux postes « patos » pour savoir ce que la métropole pense d'eux. Elle les déteste — « Y font toujours entendre ce que disent les melons… » — mais les écoute attentivement.

Heureusement pour Coup de Fréjac, ni Morin ni Crépin n'ont le temps d'entendre les radios périphériques. Par contre, ils lisent. Surtout *Le Figaro et Le Monde.*

« Vous leur en racontez trop », reproche Morin à Coup. Et pourtant... le délégué a exigé que son porte-parole lui remette le texte de sa conférence de presse hebdomadaire. Il le corrige attentivement et enlève plutôt qu'il n'ajoute dans les informations déjà soigneusement filtrées.

« C'est bien suffisant comme ça... »

Jean Morin a, à l'égard des journalistes, une attitude très brutale, largement dictée par Crépin, qui les déteste, Américains, Anglais ou Français, c'est une race nuisible. Il faut avoir tué père et mère pour faire ce métier ! Si Coup les écoutait, il ferait expulser les journalistes par dizaines et les remplacerait par désinformateurs militaires ! Heureusement, il fait la sourde oreille et évite les faux pas. Pas toujours, car Morin agit parfois directement. Pour une phrase qu'il juge désobligeante, il décroche son téléphone et appelle, au *Figaro*, Brisson ou Gabriel-Robinet, les patrons.

« Votre Chauvel, votre Bromberger, je ne veux plus les voir à Alger. »

Mais la bête noire, c'est Alain Jacob, du *Monde*. Une plume acérée, des informations « en béton », un jugement sûr et peu amène font de ce grand jeune homme, à l'allure encore adolescente, la cible permanente *de* la fureur civile et militaire.

Un jour, Morin, devant la rage de Crépin, décide d'expulser Jacob.

« Monsieur le délégué, plaide Coup, Jacob a des contacts, joue le jeu. Il n'est ni désagréable ni mauvais. Je n'ai personnellement aucun motif contre lui. Je ne suis pas d'accord sur son expulsion. Je souligne même que ce serait une maladresse politique.

— Crépin veut l'arrêter.

— Permettez-moi de voir Jacob. »

Coup convoque le journaliste du *Monde* et lui conseille de prendre quelques jours de vacances et de revenir dans une dizaine de jours. « Autrement Crépin vous fait arrêter et expulser. »

Jacob téléphone au patron à Paris et lui expose la situation. Beuve-Méry lui dit :

« Si vous voulez des vacances, prenez-les. Mais si vous vous laissez expulser, je vous augmente de 50 000 ! »

Jacob, prudemment, prend les vacances. « L'affaire est réglée », pense Coup. Et pour détendre l'atmosphère qui, à l'étage de Morin, lui semble sépulcrale, il raconte au délégué du gouvernement la réaction du patron du *Monde*.

Jean Morin ne goûte guère cet humour. Furieux, il appelle Beuve-Méry devant Coup de Fréjac et « l'engueule » d'une façon que le directeur de l'information trouve bien peu diplomatique. À l'autre bout du fil, Beuve-Méry reste silencieux, puis, à la fin de l'algarade, il lâche simplement :

« Décidément, monsieur le délégué, il va falloir que j'augmente Jacob de plus de 50 000 francs ! »

Morin, raccroche si furieusement qu'il en casse le téléphone !

Les relations avec les journalistes vont pourtant s'améliorer car Crépin, qui est souvent à la source de ces incidents, s'en va. Il a fait son temps. Ou plutôt François Coulet, directeur des affaires politiques, a eu sa peau. On lui a laissé terminer l'opération Ariège dans l'Aurès. C'est la dernière opération militaire française dans le djebel. Pour la dernière fois, les régiments de « réserve générale », les paras et les commandos, ont combattu. Les résultats ont été « satisfaisants ». Beau bilan, beau tableau de chasse « en tués, prisonniers et armes saisies ». Mais pour quoi faire ? L'armée n'a plus d'objectif. Il faut faire la paix. Il faut négocier. Ce n'est pas son boulot. Cette dernière victoire dans l'Aurès lui laisse un goût amer. D'autant qu'on parle déjà dans les popotes d'un éventuel cessez-le-feu que le nouveau commandant en chef serait chargé d'appliquer et de « faire avaler » à l'armée.

Morin se bat pour conserver Crépin. Il le défend.

« Je ne suis pas sûr que le putsch aurait eu lieu si Crépin était resté », me dira-t-il plus tard.

Mais Coulet, qui a l'oreille de l'Élysée — ce que le délégué trouve très agaçant et que Crépin, son ennemi intime, ne peut admettre —, réussit avec l'aide de Tricot et de Courcel à « virer » le général. Il va se battre pour faire nommer son ami le général Gambiez qui commande à Oran.

À l'Élysée, De Gaulle hésite. Il pense à Le Pulloch. Coulet, qui, avec le Général, se permet beaucoup de liberté, monte à Paris plaider la cause de Gambiez.

« Crépin est parti, tant mieux, dit-il à De Gaulle. Vous vous êtes trompé avec celui-là. Mais moi je viens de la troupe. Je connais les généraux de l'armée française. Le Pulloch est un excellent militaire mais je crois qu'il n'a jamais commandé en Algérie. Gambiez, lui, a commandé à Oran. C'est en outre l'ancien patron des commandos. Il a de l'influence sur les hommes. Il en aura besoin car sa tâche ne sera pas facile. »

De Gaulle hésite encore. Alors Coulet « se fout en rogne ». Le Général l'écoute en souriant. Il aime que de temps en temps on lui résiste.

« Vous savez, mon général, pourquoi vous ne voulez pas de Gambiez ? Parce qu'il a l'air d'un curé de campagne. Et parce qu'il a été. Algérie française. Mais moi-même, mon général, j'ai été Algérie française.

— Et moi aussi, Coulet, j'ai été Algérie française. »

Coulet a gagné. Exit Crépin. Vers l'Allemagne où il commandera en chef.

« Alors vous êtes content, dit De Gaulle à Morin qui lui rend visite, votre Crépin va en Allemagne. Un beau poste ! »

Comme s'il ignorait que le délégué du gouvernement souhaitait garder Crépin à Alger !

« Non, mon général, Crépin voulait être délégué général à l'armement.

— Eh bien, Morin, il l'aura ce poste... plus tard. »

Et voilà Gambiez au sommet de l'Algérie où il a commandé si longtemps. Il sera beaucoup plus souple, beaucoup plus diplomate que Crépin. Et pour appliquer la politique que le Général prévoit pour l'Algérie, ces deux qualités vont être précieuses.

C'est vrai qu'il ressemble à un bon curé de campagne, Gambiez ! Un bon vieux curé court sur pattes, enveloppé, rougeaud, dégarni, avec un bon pif, de bons yeux, une bonne voix douce et un peu zézayante. Et ce sourire désarmant ! Et ce regard toujours un peu ahuri. Aimable, discret, marrant, pas pète-sec pour un sou comme Crépin, binoclard, un peu clown. Nimbus. On l'appelle d'ailleurs Nimbus. Et il le sait. Et il s'en fout, car c'est dit gentiment. Pas la moindre vacherie dans ce surnom. Gambiez jouit dans l'armée d'une grande réputation. Bien sûr, il n'a pas de prestance ni de prestige auprès de certains colonels ou généraux sensibles à la « gueule », qui aiment les beaux officiers, les épaules, les carrures sanglées dans des uniformes nets, du type Cogny ou Allard, des belles gueules bien dures, bien polies par l'air des djebels, le regard farouche, le verbe sec, l'allure décidée, stick sous le bras, gants de peau à la main été comme hiver ! Mais les autres, tous les autres, tous ceux de l'Indo savent que ce petit « curé », aux jambes minuscules, à la voix onctueuse de Monsignore du Vatican, au bide rassurant, a dans sa musette quelques tours bien vicieux et tourmentés qu'il a fignolés au cours d'une carrière aussi brillante qu'agitée. Car ce bon père de famille, bon époux, bon chrétien, bon patriote, confit en principes, bourré de bonnes manières bourgeoises, est un docteur « ès liquidations en tout genre ». Diplômé des groupes d'assaut anglais, maître après Dieu des

commandos de choc, des gaillards spécialistes du couteau, de l'étranglement, de la bagarre à main nue avec comme seule issue : la mort. Devant ce petit binoclard, les « balaises », les dingues, les tordus, les fous furieux, les héros des commandos sont au garde-à vous, pleins d'admiration pour le « patron » qui les dirige d'une poigne de fer mais qui dépense peur ses « enfants » des trésors d'affection. Et puis quelle carrière derrière ce général de cinquante-sept ans ! Maroc. Campagne de France. Il est l'un des créateurs des troupes de choc avec lesquelles il participe à la libération de la Corse. Il est du fameux commando de l'île d'Elbe avant de participer au débarquement et aux campagnes de France, d'Allemagne et d'Autriche, toujours en tête, toujours en pointe avec des lascars qui désorganisent tout sur leur passage, tuent en silence, mettent des unités en déroute, puis l'âme satisfaite, le couteau nettoyé, l'esprit serein, regagnent le gros de la troupe où l'on ne s'est pas aperçu de leur absence !

Mais c'est en Indochine que Gambiez donne la pleine mesure de son talent. Son intelligence, sa subtilité, sa diplomatie, sa fermeté aussi font merveille dans ce pays où personne ne se fie à l'apparence. Même son physique un peu ridicule le sert. « Nimbus ? Un redoutable. Ne vous y fiez pas ! »

De Lattre lui a confié le commandement du sud du Delta. Inexplicablement, lui qui aime les beaux hommes, les maréchaux d'Empire dont la prestance sert son panache, se prend d'amitié, d'affection pour le petit homme efficace, pour ce « nain de Blanche Neige », comme l'appelle alors Lucien Bodard. C'est lui qui est chargé des catholiques et surtout des évêques « moyenâgeux » qui mènent à la baguette un bon million de nha-qués. Plus curé que les évêques, plus chinois que les Indochinois, plus cruel que les partisans, une splendeur ! Et puis c'est l'Algérie, où il a fait de bon travail. Sans faire parler de lui, sans bruit, sans étendard, sans fifres ni tambours mais en appliquant à la pacification les règles d'humanité et d'humanisme qui conduisent sa vie. Il vient de diriger l'Oranie. Et c'est une réussite remarquable. Il a su établir les meilleurs rapports civils-militaires avec le préfet Gey. Il a su contrôler la situation. Chez lui pas d'exemple de camp de regroupement scandaleux, pas d'officiers d'action psychologique qui continuent de faire ce qu'ils veulent. Une bonne situation bien claire et bien nette. Sauf à Oran, qui s'agite encore plus qu'Alger. Mais qu'y faire ? La ville est au trois quarts européenne.

En quelques jours à l'état-major d'Alger Gambiez réussit ce tour de force : changer l'ambiance. Il est conciliant. Il écoute tout le monde et tout le temps. Rien à voir avec le « garde à vous, pof-pof... » de Crépin, qui n'écoutait jamais. Tout de suite, Gambiez s'entend avec Morin. Qui le trouve bon politique, bon diplomate, très confiant... trop confiant peut-être Très gaulliste aussi.

C'est peut-être la seule chose que lui reprochent certains officiers « en flèche ». Mais après tout Crépin l'était tout autant. Pour eux ce changement importe peu. Et puis on ne fait plus la guerre. La guerre est finie. Le F.L.N. est totalement absent des préoccupations de Morin. On ne parle plus de rébellion lors des réunions de cabinet. Alors chez ces officiers « au chômage », le moral est cassé. Seule une aventure désespérée pourrait les faire réagir.

Chez les civils du cabinet Morin, chez les directeurs du G.G., c'est un soupir de soulagement qui accueille Nimbus.

« On sent que l'on ne sera plus détesté ni trahi par les militaires », dit Coup de Fréjac.

Avec Gambiez on ne se méfie plus des militaires. ET C'EST GRAVE. L'humanisme

attentionné, « amilitaire » de Gambiez endort la méfiance. Paradoxalement, ce dur, ce fidèle gaulliste, crée pour les officiers qui ne sont pas loyaux — pour tous ceux qui rêvent d'un grand coup. d'un putsch qui libérerait la France de la « dictature » de De Gaulle et rendrait l'Algérie définitivement française — une situation quasi idéale. L'arrivée de Gambiez a rassuré le cabinet gaulliste de Morin. On ne s'occupe plus de ces officiers. Ils vont pouvoir tout à leur aise — et forts de la confiance que leur porte le nouveau commandant en chef — fignoler leur coup, peaufiner l'affaire dans tous ses détails, se construire, se monter un beau putsch bien huilé, bien préparé, bien agencé. Une affaire strictement militaire où l'on ne fera entrer aucun civil. Jouer la loyauté, donner le change sera facile. Nimbus croit dur comme fer à la parole d'un officier !

L'heure était à la négociation. Encore fallait-il être deux pour négocier ! Depuis l'échec de Melun, tous les contacts directs entre le G.P.R.A. et le gouvernement français étaient rompus. Seules quelques « bonnes volontés » tentaient de les rétablir.

C'est ainsi que le colonel Trinquier, qui avait quitté l'Algérie à l'automne de 1960, reçut la visite d'un de ses amis musulmans qui était porteur d'un questionnaire établi par un pharmacien se disant proche de Ferhat Abbas et de M'hamed Yazid. Les réponses à ces questions pouvaient, selon le messager, servir de base à une éventuelle reprise des négociations.

Trinquier reçut le personnage[2] en présence du colonel Dabezies, attaché au cabinet de M. Messmer, ministre des Armées. Ensemble ils étudièrent avec attention ce document resté jusqu'ici inédit. Le pharmacien, lié aux membres du G.P.R.A., désirait savoir si le colonel Trinquier pouvait « avoir la liaison » avec De Gaulle, et dans ce cas recommandait :

a) de voir ses intentions : « Que peut-il tirer de la commission d'élus ? Que veut-il dire quand il parle de gouvernement algérien ? Bouakouir[3] ?... »

b) que pense-t-il d'un référendum sous contrôle de la communauté africaine ?

c) l'échec de Melun. Quelles en sont les raisons ? Pourquoi n'avoir pas envoyé des gens qui connaissaient Boumendjel et les éléments principaux du G.P.R.A. ? Le choix des frères était pourtant significatif dans ce sens. »

L'intermédiaire présentait alors les propositions suivantes « indispensables » à la reprise des contacts :

1. Jouer cartes sur table ;
2. Choisir des personnes s'étant connues avant 1954 ;
3. Mandater les participants non seulement par leurs gouvernements respectifs, mais par leurs armées respectives ;
4. Soulever la question du « couteau ». N'est-il pas ridicule de parler de cessez-le-feu avant même les négociations ? Un militaire sait que l'armistice ne suit pas l'arrêt des combats mais le précède ;
5. Souligner le problème actuel : les problèmes militaires priment le reste dans la lutte contre le communisme ;
6. L'éventualité de l'échec de Melun a été soulevée par l'I.S.[4] (*Newsweek* 7-9-60) ;
7. Peut-être que De Gaulle a recherché cet échec de Melun dans le dessein d'avoir une défaite militaire due à des forces internationales et non aux troupes nord-africaines seules.

L'intermédiaire assurait que le G.P.R.A. envisageait des pourparlers moins spectaculaires qu'à Melun, secrets si possible. Ils se dérouleraient ainsi dans une atmosphère plus détendue. Il assurait en outre que lui et ses amis souhaitaient que le drapeau français, et lui seul, flottât en Algérie. Chacun d'eux pensait que l'égalité de tous les Algériens serait une véritable manne pour les musulmans. Le G.P,R.A. l'accepterait volontiers si elle lui était sincèrement offerte ! « Le seul véritable danger, avait même précisé le visiteur, c'est le communisme. Le G.P.R.A. jusqu'à maintenant a refusé son aide. Il faut donc rapidement terminer la guerre pour que l'Algérie puisse prendre part à la lutte contre le communisme. »

Ces différentes propositions, allant à l'encontre de tout ce qui jusque-là avait été la ligne de conduite du G.P.R.A., ne parurent très réalistes ni au ministre des Armées ni au gouvernement. Trinquier n'eut jamais d'autre réponse que celle que lui fit M. Messmer lorsqu'il lui remit son rapport.

« Je suis ministre de la Guerre, je suis là pour faire la guerre. Je communiquerai votre papier au Général lors du conseil des ministres. »

Les propositions du pharmacien, présentées comme émanant de membres influents du G.P.R.A., répondaient à toutes les idées de Trinquier sur l'Algérie : prépondérance de l'armée, lutte contre le communisme international, égalité franco-musulmane... Il était convaincu que la masse musulmane avait peur du G.P.R.A. et applaudirait si on lui proposait à nouveau l'esprit du 13 Mai, mais cette fois en accord avec la direction extérieure de la révolution !

« Le gouvernement est actuellement désemparé, écrivit-il à son ami le pharmacien, il sera pris à contre-pied par ces propositions qui le surprendront sans défense prévue. Sous peine d'être pris en flagrant délit de mensonge il ne pourra les refuser. Il n'a en effet plus le temps nécessaire d'échafauder une habile manœuvre pour le parer. Il sera obligé d'accepter ce qu'il a jusqu'ici, sous de faux prétextes, refusé.

« La paix peut alors être rétablie en quelques mois. À la demande de Ferhat Abbas, tous les musulmans, ses partisans comme ses adversaires, l'accepteront. Quant aux Français,, ils seront obligés d'admettre pratiquement ce que jusqu'alors ils n'ont accepté que du bout des lèvres. »

Trinquier ne reçut aucune réponse. Il partit alors pour le Katanga avec quelques-uns de ses léopards de la « bataille d'Alger ». Il restera toujours persuadé que cette offre était représentative de l'état d'esprit qui régnait dans une certaine fraction du G.P.R.A. À part l'attitude à l'égard du communisme ou plutôt de l'option socialiste que certains entendaient déjà donner à la future République algérienne, aucun de ces points ne se révéla exact lors de la reprise de contacts sérieux qui eut lieu en Suisse au mois de février, entre les envoyés du G.P.R.A. et ceux du gouvernement français.

Fin janvier, le gouvernement suisse avait fait savoir au gouvernement français que le G.P.R.A. était prêt à négocier. Un citoyen helvétique, M. Long, ami personnel de M. Joxe, avait été en contact à Rome avec Boulharouf, représentant du G.P.R.A. en Italie, et avec Saad Dahlab. Ferhat Abbas avait donné aux deux hommes pleins pouvoirs pour reprendre la discussion à condition que leurs interlocuteurs français puissent parler *au nom du général De Gaulle*.

Informé par Louis Joxe, le Général désigna Georges Pompidou comme « ambassadeur secret ».

Intelligent, subtil, Pompidou était de nature à bien voir le problème algérien. Il pouvait être un interprète valable de la pensée du Général dont il avait depuis longtemps la confiance absolue. Inconnu du grand public, directeur de la banque Rothschild, ancien directeur de cabinet du Général pendant son bref passage à Matignon, Pompidou réunissait toutes les qualités pour mener à bien cette difficile mission. Il n'était pas un personnage officiel mais pouvait parler au nom du général De Gaulle. L'idéal !

Le 20. février, Georges Pompidou, « en congé de sports d'hiver », accompagné de Bruno de Leusse et d'Henri Chayet, attaché de cabinet de M. Joxe, rencontra dans le plus grand secret Boumendjel et Boulharouf dans la petite ville de Lucerne. Le premier contact fut glacial. Pompidou était de mauvaise humeur. Jusque-là il n'avait jamais voulu revenir aux affaires. En 1958, il avait bien précisé au Général qu'il n'acceptait d'être son directeur de cabinet que pour la période Matignon et avait refusé de le suivre à l'Élysée, retournant à Son bureau de la rue Laffitte. Cette mission, pour secrète qu'elle fût, pouvait être un engrenage politique redoutable pour la suite de sa carrière. En outre, le directeur de la banque Rothschild n'avait aucune sympathie pour le F.L.N. Pourtant, bien vite, il s'aperçut que Boumendjel et Boulharouf étaient décidés à faire avancer les choses avec beaucoup de bonne volonté. Ils s'inquiétèrent d'abord de ce que serait l'autodétermination.

« Nous craignons une mise en scène comparable à celle des élections qui se déroulent d'habitude en Algérie.

— Les intentions du Général sont formelles, répondit Pompidou, la consultation du peuple algérien sera d'une sincérité totale. La France réalisera l'autodétermination, avec le F.L.N., si elle le peut, ou sans lui[5]. »

La conversation s'engagea alors sur un dossier que les Algériens avaient soigneusement préparé. On était loin de Melun. De part et d'autre ! Les deux parties évoquèrent les conditions de déroulement du référendum, les garanties des Européens d'Algérie, les questions de nationalité, la durée de la présence de l'armée en Algérie et enfin la coopération.

De retour à Paris Pompidou put assurer qu'il n'y avait pas d'obstacles infranchissables pour accorder les deux positions, sauf peut-être à propos du Sahara, de la trêve et de Mers el-Kébir. Les deux délégations étaient convenues d'un autre rendez-vous, cette fois à Neuchâtel, après consultation de leurs gouvernements respectifs.

Le 5 mars, Pompidou retrouva ses interlocuteurs. Cette fois Boumendjel et Boulharouf semblaient plus mal à l'aise, plus tendus. Sans cesse ils revenaient sur la question de Ben Bella. Si le G.P.R.A. ouvrait des négociations il exigeait de pouvoir consulter le leader emprisonné ainsi que ses compagnons. À partir des positions des représentants F.L.N. Pompidou diagnostiqua un malaise entre les membres les plus « conciliants » du G.P.R.A. et les durs dont Ben Bella semblait être le chef de file. Les premiers craignaient visiblement d'être accusés de « mollesse » par le second auquel — on va le voir — le colonel Boumediene, chef suprême de l'armée, semblait accorder un soutien inconditionnel. Il fallait donc jeter du lest et permettre aux négociations de s'ouvrir le plus rapidement possible.

Si les accords sur le fond ne furent pas réglés, les deux parties décidèrent tout de même de s'entendre sur la phase suivante : la négociation réelle et officielle. Les « désaccords de Melun » furent effacés par la bonne volonté des deux délégations.

Les futures négociations se dérouleraient sur le territoire français, comme le demandait le gouvernement. Mais pour laisser à la délégation F.L.N. sa liberté de manœuvre et de parole vis-à-vis de la presse internationale, elle pourrait résider en Suisse. En outre, comme le souhaitait le G.P.R.A., les négociateurs seraient autorisés à consulter à leur guise les « ministres » du'G.P.R.A. détenus en France.

Était-ce suffisant pour ouvrir les négociations ? La réponse appartenait désormais à Ferhat Abbas et au général De Gaulle. Personnellement, Pompidou revint pessimiste et sceptique sur les chances de succès de pareilles négociations ouvertes avec un ennemi visiblement divisé. Michel Debré, tenu un peu à l'écart de l'affaire algérienne depuis la nomination de Louis Joxe, voyait s'éloigner son beau projet d'Algérie franco-musulmane où la souveraineté française serait partagée mais non exclue. Il me dira plus tard : « J'avais l'espoir d'engager l'Algérie dans une phase transitoire permettant aux Français de subsister et de prospérer. Le problème principal était celui du transfert du pouvoir politique posé par l'arrivée des musulmans et la disparition du monopole. européen. J'espérais un 13 Mai accentué vers l'évolution, un point de départ de vie en commun qui évoluerait petit à petit dans une atmosphère de maintien des habitants des deux souches. »

Ce projet semblait difficile à faire admettre aux gens du G.P.R.A. Le putsch — tout proche — et l'O.A.S. allaient le réduire à néant avant même qu'on ait eu à en discuter !

Quand, le 30 mars, deux communiqués similaires publiés à Paris et à Tunis annoncèrent l'ouverture des pourparlers à Évian le 7 avril, Georges Pompidou était à nouveau assis derrière son bureau directorial rue Laffitte. Officiellement de retour des sports d'hiver. Seuls quelques proches collaborateurs de la banque Rothschild remarquèrent que « le patron n'avait pas beaucoup bronzé » !

L'annonce des négociations d'Évian souligna une nouvelle fois les divergences considérables qui séparaient depuis de longs mois les « politiques » du G.P.R.A. des militaires de l'état-major de l'A.L.N. Déjà Boumediene et ses officiers, représentant les wilayas de l'intérieur, avaient protesté contre les premiers contacts de Melun. Cette « opération de sondage » avait été le fait du seul G.P.R.A. qui n'avait été mandaté par aucune instance militaire. Les officiers d'état-major avaient vivement réagi contre cette initiative, d'autant plus vivement que son échec avait été exploité par des services d'information « avides de tapage ».

L'échec de Melun, dont Krim avait fait un cheval de bataille pour ses « diplomates », était sévèrement Critiqué par l'état-major. « Vous décidez des contacts sans nous en prévenir, disaient Boumediene et ses officiers, vous échouez et vous vous en vantez. Sans penser un seul instant que ce battage risque de casser le moral du peuple. Nous désirons comme vous que la guerre se termine mais sans signer de reddition. »

Le conflit se dessinait entre l'état-major et le G.P.R.A. Il était d'autant plus grave que, sous l'impulsion du colonel Boumediene, cet état-major s'était structuré. En quelques mois, l'ancien chef de la wilaya 5 avait accompli un travail de réorganisation extraordinaire. Il avait non seulement augmenté les effectifs des armées des frontières qui devenaient sous sa direction un « argument » avec lequel le G.P.R.A. devrait compter, mais il avait renoué le contact avec les wilayas et profité des divers incidents — affaire Si Salah, disparition d'anciens chefs maquisards — pour placer à leur tête des hommes qui admettraient les options socialistes que l'état-major prévoyait déjà pour le pays.

Au printemps de 1961, les six wilayas avaient les chefs suivants : wilaya 1 (Aurès) : Tahar Zbiri ; wilaya 2 (Constantinois) : Çaout El-Arab, de son vrai nom Salah Boubnider ; wilaya 3 (Kabylie) : Mohand Ou el-Hadj ; wilaya 4 (Algérois) : Khatib Youssef (successeur de Si Salah et de Si Mohamed) ; wilaya 5 (Oranie) : Atlunane ; wilaya 6 (Sud) : Mohamed Chabani, ancien adjoint de Si Houes, mort aux côtés d'Amirouche.

À l'exception de Çaout El-Arab et de Mohand Ou el-Hadj, les autres colonels étaient des fidèles de Boumediene. Et encore les deux chefs constantinois et kabyle n'étaient-ils pas opposés au jeune colonel, qui semblait s'occuper beaucoup plus de l'avenir qui se préparait pour le peuple algérien que de la politique telle que voulaient la jouer les membres du G.P.R.A.

L'état-major général avait modifié la structure des wilayas dont les comités directeurs étaient constitués d'un colonel responsable politico-militaire, assisté de quatre commandants chargés respectivement des affaires politiques, militaires, des renseignements, et des liaisons.

Cet organigramme était repris à tous les niveaux. La zone comportait un capitaine et quatre lieutenants ; la région : un lieutenant et quatre sous-lieutenants ; le secteur : un aspirant ou un adjudant et quatre sergents et ainsi de suite jusqu'au groupe et au sous-groupe. La principale modification était la séparation des renseignements et des liaisons. Boumediene chargeait les responsables de la branche renseignements de la contre-propagande, de la lutte contre la pénétration des maquis, et surtout des contacts avec le peuple jusque-là réservés au responsable politique. La modification était d'importance car c'est par ce canal qu'à tous les échelons le jeune colonel entendait faire parvenir la bonne parole à la population d'Algérie. Et la bonne parole selon l'état-major n'était pas celle qu'entendaient les » politiques » du G.P.R.A. !

Boumediene et ses jeunes officiers procédaient dans l'ombre à une véritable révolution intérieure dont Ghardimaou, siège de l'état-major général, était le cerveau.

Jusque-là, les membres du G.P.R.A. — dont les plus influents avaient été à la base du déclenchement de la guerre d'indépendance — avaient respecté les statuts du Front de libération nationale : le Front n'était pas un parti mais un rassemblement d'hommes de toutes les tendances qui luttaient au coude à coude contre le colonialisme et pour l'indépendance. Le colonel Boumediene et ses officiers avaient résolu de donner un autre contenu au combat.

« L'indépendance ou la mort, cela ne suffit plus », avaient-ils décrété. Profitant des dissensions internes du G.P.R.A. (auxquelles le lecteur a assisté depuis 1958), le chef de l'état-major général avait soigneusement sélectionné ses adjoints. Tous jeunes, brillants, intelligents et... socialistes. Pour eux, l'heure des chefs historiques était dépassée. Le combat sur le terrain — auquel peu d'entre eux, à commencer par Boumediene, avaient participé — était vain. Il fallait construire l'avenir.

Les membres de l'état-major de Ghardimaou étaient unanimes : le G.P.R.A. n'était pas à la hauteur de ce qu'en attendait la base, on ne pouvait plus tenir compte de ses directives. Chacun des officiers sentait la nécessité d'une politisation de la base. Unis autour du colonel Boumediene, ils étaient résolus à contrecarrer la politique du G.P.R.A. qui « allait faire le coup classique, comme en Tunisie ou au Maroc, et dire : la guerre est finie, rentrez chez vous... ».

À cette attitude « rétrograde » ils opposaient une politique dynamique qui avait commencé officiellement par la politisation socialiste de l'état-major.

« Il faut donner un sens à la révolution, disaient-ils. La victoire est une chose mais la guerre continue. »

Boumediene comptait sur l'influence qu'il avait prise sur les wilayas, et sur les nouvelles orientations données sur le terrain aux commissaires « renseignements » pour triompher de l'immobilisme bourgeois dû G.P.R.A. « conservateur ». Puisque le gouvernement provisoire avait commis l'erreur de se couper des combattants de l'intérieur et de le laisser seul en prise directe avec les wilayas, il allait profiter de sa force toute neuve pour « donner un contenu au combat du peuple ».

Et pour que nul membre du G.P.R.A. en visite à Ghardimaou n'ignorât les buts qu'il poursuivait, le colonel Boumediene, applaudi par les officiers de son état-major, fit peindre en lettres géantes sur les murs de ses bureaux le premier des slogans socialistes qu'il entendait imposer : « Les gouvernements passent, la révolution demeure. »

À l'heure de la négociation, les membres de la délégation F.L.N. ne pourraient en oublier les termes !

Le 31 mars, coup de théâtre ! Vingt-quatre heures seulement après la publication des deux communiqués annonçant à Paris et à Tunis l'ouverture des pourparlers d'Évian, le G.P.R.A. déclarait que « dans l'état actuel des choses » il refusait de rencontrer les délégués de la France.

La veille au soir, à Oran, Louis Joxe, au cours d'une conférence de presse, avait affirmé : « Je rencontrerai le M.N.A. comme je rencontrerai le F.L.N. »

Le G.P.R.A., répondit M'hamed Yazid, regrette cette attitude du gouvernement français au moment où naissait en France et dans le monde un espoir de mettre fin à la guerre d'Algérie. »

D'où venait cette subite envie de discuter avec les partisans de Messali Hadj ? Il semble évident que certains des ministres du gouvernement, bien que fidèles au général De Gaulle, n'en voyaient pas moins d'un mauvais œil l'ouverture des négociations avec le seul G.P.R.A. Malgré l'échec de toutes les tentatives de troisième force ils ne pouvaient admettre la représentativité unique du F.L.N. Si les musulmans n'avaient pas su ou voulu créer d'autres mouvements qui puissent participer à la négociation, il fallait pallier cette « carence » ! C'est ainsi que le S.D.E.C.E. — dépendant directement du premier ministre, Michel Debré —, en collaboration avec certain service de police chargé des questions musulmanes, avait créé de toutes pièces un mouvement « représentatif » M.N.A. qui, aux yeux de l'opinion publique française et algérienne, aurait autant le droit de participer aux négociations que le F.L.N. Ce mouvement devait être connu sous le nom de F.A.A.D. (Front d'action algérienne démocratique). C'est la première fois que sont révélées ici les conditions de sa création. On verra à quel point son rôle occulte sera important puisque c'est par l'entremise d'un de ses membres que le général Salan, chef de l'O.A.S., sera arrêté près d'un an plus tard !

L'affaire commença dans un bureau du 4e secteur du Service d'assistance technique aux Français musulmans d'Algérie (S.A.T.F.M.A.), 13, rue du Rendez-Vous, dans le 12e arrondissement.

Le S.A.T.F.M.A. était un service dépendant de la préfecture de police. Son rôle officiel était de vérifier la situation des F.M.A. — les Français musulmans d'Algérie —, c'est ainsi que dans le langage administratif on appelait les « Arabes » travaillant à Paris. Les fonctionnaires du SA.T.F.M.A. étaient chargés de vérifier la situation de chacun d'eux, son adresse, la date de son arrivée et de son départ, les numéros de sa carte d'identité. Ils étaient également habilités à délivrer les autorisations d'entrée et de sortie en Algérie. Ils recevaient aussi les « doléances » des Algériens sur les collecteurs de fonds et « contrôlaient » régulièrement les hôtels de « Nord'Af' ». Ceux des locataires qui n'étaient pas fichés ou n'avaient pas de papiers en règle étaient une source d'ennuis sans fin pour les « tauliers » qui devaient se « rattraper » dans les jours suivant l'infraction en donnant « bénévolement et spontanément » des renseignements sur d'éventuels membres du F.L.N. ou des sympathisants ! Bref le S.A.T.F.M.A. était le service de renseignements de la préfecture de police en ce qui concernait les affaires nord-africaines. Une véritable toile d'araignée qui s'étendait sur toute la population F.M.A. de la région parisienne.

Le S.A.T.F.M.A. était divisé en six secteurs. Celui de la rue du Rendez-Vous portait le n° 4. Il était le plus important car, outre des arrondissements à forte densité nord-africaine, il contrôlait le centre de transit de Vincennes où étaient parqués dans des conditions d'hygiène épouvantables tous les « Arabes » en situation plus ou moins irrégulière ou dont la « gueule » ne revenait pas à ceux qui les contrôlaient !

Chaque secteur du S.A.T.F.M.A. était commandé par un officier français détaché par l'armée auprès du cabinet du préfet. Il avait sous ses ordres un officier de police, un officier adjoint, un brigadier, un ou deux agents de police classés dans une catégorie sédentaire, une archiviste fonctionnaire de la préfecture et deux dactylos.

Le secteur n° 4 était commandé par le capitaine F..., ancien officier des affaires indigènes de Biskra ; l'officier de police adjoint était un ancien sous-officier parachutiste, Jean-Marie Lavanceau. Leurs bureaux étaient installés au rez-de-chaussée du 13, rue du Rendez-Vous. Ils disposaient d'une double sortie, 55, avenue de Saint-Mandé, utilisée par certains de leurs informateurs.

Après quelques mois de travail en commun, F... et Lavanceau, tous deux anciens paras, s'étaient liés de sympathie. Les résultats obtenus par le secteur 4 étaient parmi les meilleurs parvenus à la préfecture de police et c'est à eux que le S.D.E.C.E., sur ordre du gouvernement, confia la mise en activité d'un mouvement algérien nationaliste hostile au F.L.N.

« Il faut que nous mettions discrètement en place un « futur gouvernement » profrançais et anti-F.L.N. qui fasse pièce au G.P.R.A. », expliqua le capitaine.

Le nom de Messali Hadj était démonétisé tant sur le plan algérien que sur le plan métropolitain, il fallait trouver des hommes nouveaux, proches de Messali, capables d'utiliser ce qui restait de ses troupes et d'en recruter de nouvelles. Le moment venu, les commandos bien en main et implantés, le « gouvernement » mis sur pied, il suffirait aux nouveaux leaders de se désolidariser de Messali et de se poser en « interlocuteurs valables » que le gouvernement français s'empresserait de reconnaître. Aux yeux des musulmans ce nouveau mouvement anti-F.L.N. apparaîtrait comme totalement indépendant de la France. Mieux encore, son nationalisme serait aussi intransigeant que celui du F.L.N. Il s'agissait de monter l'affaire avec la plus grande discrétion. Que l'on découvre que le F.A.A.D. — puisque tel était son nom — n'existait que par la volonté du

gouvernement français et toute l'affaire était à l'eau !

Nous n'entrerons pas dans les arcanes compliqués de la création de l'éphémère Front d'action algérienne démocratique. Disons simplement que sa direction fut confiée par le capitaine F... à Khelifa Khalifa, un professeur, ancien fidèle de Messali, prêt à jouer la carte de la France au sein d'une République algérienne dont il serait premier ministre et qui serait placée sous la présidence du cadi Belhadi, leader M.N.A. — recherché à ce titre par la police officielle française —,vivant en exil à Lausanne où le e secteur du SA.T.F.M.. était allé le chercher ! Un brain trust composé d'intellectuels européens, favorables à la cause M.N.A. — et manipulés comme tels par Lavanceau — fut constitué pour aider de ses conseils cette direction bicéphale. On y retrouvait une journaliste amie de Messali Hadj et spécialiste dés problèmes M.N.A., ainsi que le directeur d'une biscuiterie et sa femme, tous deux passionnés par les problèmes nord-africains. Ils se chargeaient de la propagande et de la publication du journal du F.A.A.D. L'industriel, enthousiasmé par l'affaire, donna même à Khelifa Khalifa sa voiture personnelle, une grosse Buick, plus représentative pour un futur « chef de gouvernement » que la minable Dauphine noire fournie par les services de police de la rue du Rendez-Vous !

F... et Lavanceau téléguidaient l'ensemble, eux-mêmes surveillés et dirigés par deux fonctionnaires du S.D.E.C.E., MM. Arnaud et Mercier, qui disaient agir en relation directe avec MM. Foccart, pour la présidence de la République, et Melnik, pour le premier ministre. Ce « parrainage » est impossible à prouver car les noms de Foccart et de Melnik revenaient sans cesse dans les conversations des « parallèles » ! L'un était chargé, comme on l'a vu, de la sécurité personnelle du président de la République, l'autre étant l'homme des services spéciaux au cabinet de Michel Debré. Quoi qu'il en soit, F... et Lavanceau, grâce aux fonds spéciaux remis par MM. Arnaud et Mercier — noms fleurant bon le « bidon » —, permirent à Khelifa le recrutement d'hommes de main parmi la population ouvrière musulmane de Paris. Lavanceau fournit même à Khelifa son chauffeur garde du corps, un certain Dédé, ancien pilote de course de type italien, aussi rapide au tir au P.M. qu'à la conduite de la voiture « présidentielle ». L'équipe de Khelifa se chargea rapidement de l'élimination de certains chefs F.L.N. dans les quartiers nord-africains de la capitale. Non seulement elle bénéficiait en cas de pépin de la protection du secteur n° 4, mais en outre Lavanceau fournissait « gracieusement » les noms et adresses des F.L.N. à éliminer ! Liquidations, plastiquage de cafés notoirement F.L.N., distribution du journal du F.A.A.D..., autant d'actions que la presse et même la police « officielle » attribuèrent à un inexplicable regàin d'activité du M.N.A. !

La première partie du plan réussit parfaitement. Khelifa vivait dans une villa du Plessis-Trévise, entouré de gardes du corps. Le tout payé par les fonds des services spéciaux ! Les adhésions au F.A.A.D. serai-clandestin se multiplièrent. Les travailleurs nord-africains anciens du M.N.A. étaient tout heureux de voir le vieux parti nationaliste renaître de ses cendres. Ils répugnaient à suivre Messali qui marchait trop visiblement aux ordres français. Avec le F.A.A.D. il en allait autrement. La lutte contre le F.L.N. se doublait de visées nationalistes. Alors, tout était bien !

Au cours de plusieurs voyages en Algérie, Lavanceau avait contacté d'anciens chefs messalistes, en particulier dans la région de Biskra. À Alger même, des cellules ex-M.NA. s'étaient reconstituées sous le nom de F.A.A.D. Les attentats anti-F.L.N. avaient fait leur réapparition.

Les agents du S.D.E.C.E., Arnaud et Mercier, véritables Durand et Dupont, décidèrent alors de créer en Algérie, par l'intermédiaire de F... et de Lavanceau, un comité de soutien européen au FA.A.D. On réaliserait enfin le rêve impossible : avoir une troisième force musulmane apparemment nationaliste, à laquelle des Européens influents apporteraient — fait miraculeux — leur soutien.

Lavanceau contacta ainsi un industriel d'Alger, M. A..., ancien officier de cavalerie, et M. R..., ingénieur à Oran. Tous deux acceptèrent de monter l'affaire et prirent des contacts avec certains milieux européens — bancaires et industriels — conscients de la nécessité de s'entendre avec les musulmans sans pour cela traiter avec le seul F.L.N, !

C'est à ce mystérieux F.A.A.D. que Joxe avait fait allusion à Oran en disant qu'il traiterait aussi bien avec le M.N.A. qu'avec le. F.L.N.

L'histoire secrète de la création du F.A.A.D. éclaire d'un jour nouveau cette brusque décision du ministre des Affaires algériennes. Exiger de traiter avec un M.N.A. qui depuis deux ans n'avait plus aucune représentativité avait surpris tous les observateurs de l'époque. D'autant que cette décision remettait en cause les contacts rétablis à grand-peine avec le F.L.N. Traiter avec un F.A.A.D. qui n'avait rien à lui refuser.. et pour cause... et ainsi casser la représentativité unique du F.L.N. en Algérie, devenait une manœuvre qui pouvait réussir !

La rapide évolution des événements durant ce mois d'avril 1961 allait en décider autrement.

La démission du général. Challe avait fait grand effet dans les rangs de l'armée. Depuis la « République algérienne » lâchée le 4 novembre 1960 par le général De Gaulle sa décision était prise. Il avait pourtant attendu la fin de l'année pour la faire connaître au gouvernement. Challe n'était pas l'homme des coups de tête. Il voulait se renseigner, être sûr que les mots prononcés par De Gaulle correspondaient bien à sa pensée. Et surtout, conscient du prestige qu'il exerçait sur l'armée, il ne voulait pas que sa démission à chaud en entraînât d'autres, irréfléchies. Provençal de la montagne — « Provençal froid », comme il aimait à dire —, il n'entendait pas s'engager à la légère dans une opposition aux conséquences importantes tant pour lui que pour ses « fidèles ».

Depuis son départ d'Alger, l'Algérie lui « était restée en travers de la gorge ». Il avait cru à la réussite de l'affaire Si Salah et elle avait échoué. Il avait espéré en terminer avec « sa » guerre et De Gaulle ne lui en avait pas laissé le temps. Et tout cela pourquoi ? Pour une retraite forcée à Fontainebleau. Une voie de garage de luxe ! Commandant en chef du Centre Europe, c'était une sinécure offerte « en compensation ». En quatre mois de commandement, Maurice Challe s'était aperçu qu'il ne commandait rien. Sur le papier les forces étaient considérables mais hors la VIIe armée américaine en permanence sur pied de guerre avec effectifs et armements complets, les autres unités étaient de la poudre aux yeux. En outre, chacune exécutait exclusivement ce que son gouvernement lui disait de faire.

« Je commande une passoire, avait-il dit à Norstad, le commandant suprême. Je suis là pour perdre la première bataille et souhaiter qu'il y en ait une seconde. Malheureusement la défaite sera totale à la première !

— Cela n'a d'importance que politique, avait répondu Norstad, j'ai compris que nous n'étions là que pour servir de sonnette. Si une attaque se produit venant de l'Est, l'affaire sera réglée à coups de bombes atomiques par le Strategic Air Command. »

Au moins il ne se faisait aucune illusion ! Challe préférait ce cynisme à l'attitude de De Gaulle à son égard. Entre les deux hommes les rapports s'étaient aigris. Le Général faisait pourtant des efforts pour faire oublier « son » Algérie à Challe.

« Ce poste de Fontainebleau n'est qu'un palier, avait-il dit, je pense qu'un jour ou l'autre vous remplacerez Norstad. »

Challe avait sursauté. Cette fois, c'en était trop. Ou De Gaulle jouait les imbéciles — et ce n'était pas dans sa nature — ou il le prenait pour un imbécile !

« Mon général, y pensez-vous vraiment ?

— Et pourquoi pas, Challe ?

— Mais, mon général, Norstad est un officier général américain. Ce qui nous différencie c'est qu'il a une option sur le Strategic Air Command. Et vous croyez qu'un président américain donnerait à un général français une option sur cette arme fantastique ? Non !

— On verra bien. »

De Gaulle, sec et mécontent de se voir contrer aussi directement, avait congédié Challe. Les deux hommes ne devaient jamais plus se revoir.

Et le 30 décembre le commandant en chef Centre Europe avait présenté sa démission. Il avait vu Debré et Messmer, et Roger Frey qui l'avait même invité à déjeuner. À tous il avait expliqué ses raisons. Bien que n'étant plus concerné par l'Algérie mais compte tenu des responsabilités qu'il avait exercées il ne voulait pas paraître cautionner, même à un poste extérieur, la décision du gouvernement.

« On a persuadé le Général que l'Algérie, c'était fini, avait-il dit, qu'il fallait traiter avec le G.P.R.A. Eh bien, moi, je vous dis qu'après la prise en main de la population par le gouvernement provisoire ce sera la pagaille, puis le bain de sang. Je ne peux donc pas rester dans l'armée. »

On l'avait « fait traîner » jusqu'au 1er mars. Il fallait étudier sa situation, le conseil des ministres devait statuer sur son cas..., etc. Enfin, le 1er mars 1961, le général Maurice Challe fut autorisé, à cinquante-six ans, à faire vidoir ses droits à une retraite anticipée...

Depuis qu'en décembre la situation en Algérie s'était considérablement aggravée, un groupe réunissant des civils et des militaires s'était formé à Paris. Il comptait, parmi ses participants réguliers, : Georges Bidault, Jacques Soustelle; Marc Lauriol, Robert Lacoste, Max Lejeune, le général Zeller, l'ancien patron de l'armée de terre redevenu civil, ainsi que le général Valluy, prédécesseur de. Challe à Fontainebleau. Maurice Challe les avait rejoints. Deux fois par semaine le petit groupe se réunissait et « étudiait la conjoncture ». Le gouvernement allait livrer l'Algérie au-F.L.N. Que fallait-il faire, que ne fallait-il pas laisser faire ? Challe avait souvent eu l'occasion d'exposer sa théorie sur l'Algérie. Les Français devaient agir en grands frères à l'égard des Algériens, leur permettre d'évoluer dans une parfaite égalité. Son ambition personnelle était d'attacher l'Algérie au char de l'Europe et de lui apporter ainsi l'espace nécessaire aux grandes nations et qui lui manquait jusque-là.

« C'était déjà la théorie de Tocqueville en 1831, expliquait-il. On peut intégrer l'Algérie à l'Europe et subsidiairement à la France. La centralisation de Paris a assez duré. Au bout d'un certain nombre d'années l'Algérie aura à choisir l'intégration à l'Europe à travers ou à côté de la France. Les nationalistes de la droite française seront ainsi désarmés d'avoir les Algériens comme partenaires. »

Ses amis du petit « groupe d'étude » et surtout les officiers d'Algérie qui venaient régulièrement le voir étaient beaucoup plus sensibles à la seconde théorie du général Challe concernant la parole donnée.

« La fidélité à la parole donnée, disait-il, est la valeur essentielle de la civilisation occidentale. Si l'on n'y croit pas on retourne à la loi de la jungle. Et ce n'est pas un idéal avouable. »

Avec l'ensemble des officiers et sous-officiers d'active servant en Algérie Challe pensait aux dizaines de milliers de musulmans que chacun d'eux avait contribué à attacher à leur cause en jurant que la France resterait en Algérie. Pour Challe c'était même l'essentiel. Les histoires de pieds-noirs et d'O.A.S. dont on commençait à entendre parler ne le poussaient pas à s'engager comme il allait le faire. Mais aider les deux cent mille musulmans engagés dans l'armée et les cinquante mille organisés en autodéfense lui semblait indispensable.

« On ne peut les livrer à la vengeance du F.L.N. et rester muets devant le sort que De Gaulle prépare à l'Algérie, se révoltait-il. S'il est facile à un gouvernement de dire : Cette politique ne s'est pas révélée efficace, changeons-en, il est moins facile à ceux qui se sont engagés sur place en son nom, de revenir sur leur parole. C'est même impossible. À partir du moment où une armée est au contact de la population, elle se lie avec elle. À moins que ce ne soit une armée de mercenaires. Notre parole est en jeu. Il faut la défendre. On nous demande d'être parjures. Notre devoir est donc tout tracé. »

C'est un langage qui plaisait aux nombreux colonels qui venaient entretenir Challe de l'angoisse de l'armée d'Algérie. Argoud, Broizat, bien d'autres encore lui disaient : « Vous ne pouvez laisser faire cela... Vous qui... Vous que... Avec ce que vous représentez, on est prêt à prendre les armes si vous prenez notre tête. »

Mais Maurice Challe hésitait. Discipliné par trente-cinq années de bons et loyaux services armés, marqué du sceau de Saint-Cyr, républicain jusqu'au fond de l'âme, il lui était difficile de sauter le pas. Les civils eux-mêmes pressaient l'ancien commandant en chef. Marc Lauriol, qui assurait la liaison entre Paris et Alger disait leur impatience, leur colère aussi de voir l'armée et ses chefs les plus prestigieux tant hésiter. Challe leur avait conseillé de faire de la résistance passive en refusant l'impôt, en se barricadant dans les municipalités pour protester contre la politique gaulliste.

« À l'extrême, avait-il dit à Marc Lauriol, formez un gouvernement de l'Algérie française refusant celui de Paris. Ainsi vous obligerez l'armée qui est parmi vous à prendre parti. »

La réponse ne s'était pas fait attendre. Lauriol la rapporta en traduisant l'amertume des activistes algérois :

« Ce plan d'amorce, nous n'en voulons pas. En décembre, on est descendus dans la rue et les militaires, une fois de plus, nous ont laissés tomber. À leur tour de commencer et nous verrons ce que nous pouvons faire. »

Les militaires représentés par « le soviet des colonels » — comme les avait appelés Michel Debré un an auparavant lors des Barricades — ne voulaient marcher qu'avec Challe à leur tête.

Et Challe parlait, échafaudait des hypothèses politiques mais ne se décidait pas.

En mars 1961 il devint évident qu'il faudrait lui forcer la main.

Cette paix négociée que redoutaient tant les militaires et que les plus optimistes disaient impossible et irréalisable commença à se profiler à l'horizon algérien lorsque l'état-major reçut une note secrète, signée du premier ministre Michel Debré, et concernant un projet de trêve unilatérale destinée à prouver au F.L.N., et surtout au monde, la bonne volonté de la France dans l'élaboration d'un plan de paix.

Début avril, le commandant en chef, le général Gambiez, réunit tous les officiers chefs de bureau de l'état-major interarmées dans son cabinet et leur expliqua sans fard le contenu de la note du premier ministre.

« Ce n'est pas la peine de vous faire un grand discours, dit-il brusquement, voilà les instructions de Paris. Le gouvernement a décidé une trêve unilatérale. »

À partir d'une date très prochaine, toutes les grandes opérations en cours seraient démontées, aucune opération nouvelle ne devrait être envisagée. Les zones interdites ne seraient plus bombardées et deviendraient ainsi des zones réservées à l'A.L.N. Seules les patrouilles à l'échelon section ou au maximum compagnie seraient encore autorisées à sortir des postes. Si ces patrouilles tombaient par hasard sur des fells hors des zones interdites, l'officier commandant la patrouille devrait prendre contact avec les rebelles et les inviter ou à se rallier ou à regagner leur zone ! Les soldats français ne devraient tirer que s'ils étaient attaqués.

Ce fut une levée de boucliers comme jamais le calme bureau du commandant en chef n'en avait connu. Alors ça y était. On mettait les pouces. On se retrouvait comme en Indochine en 1947.

« Mon général, dit l'un des officiers, mettez-vous à la place d'un lieutenant qui tombe sur des fells. Il ne pourra pas ne pas tirer dans le tas et faire la guerre ! »

Gambiez, pâle, les lèvres frémissantes, « piqua » une de ses célèbres colères.

« Les instructions sont à transmettre à tous sans délai, dit-il d'une voix blanche. Les ordres, ça ne se discute pas ! »

Les officiers, le visage fermé, sortirent en silence du cabinet du patron. Le jour même, de tous les bureaux de l'E.M.I. partirent des notes explicatives pour tous les échelons de la hiérarchie. Et à tous les échelons les réactions furent les mêmes que celles des officiers d'état-major. C'était la catastrophe. Les officiers étaient outrés. Les rapports, les protestations affluèrent à Alger, Les « types » ne voulaient plus sortir. C'était du suicide. Un vent de révolte souffla dans les mess et les popotes. Il devenait évident qu'on courait au « clash ». Bien mieux, on l'espérait, on le souhaitait, on l'attendait.

La réaction du F.L.N. ne tarda pas. Pour l'Armée de libération nationale moribonde, la trêve était une aubaine. Les officiers du Bureau d'études et de liaisons eurent bien vite la communication d'un tract diffusé en wilaya 1, au cœur de l'Aurès. Le chef de la wilaya expliquait qu'il avait appris « de source sûre » la décision de trêve unilatérale. Le F.L.N. n'en tiendrait aucun compte et devrait au contraire profiter de cet arrêt des combats pour reprendre en main les populations — y compris celles sous contrôle direct de l'armée — en leur expliquant que « cette fois c'était fini, les Français laissaient tomber ». En outre, le chef de la wilaya recommandait de monter, le maximum d'embuscades pour récupérer de l'armement.

Au bout de trois semaines, alors que la trêve n'était pas annoncée officiellement — elle ne le sera qu'en juin 1961 — les résultats apparurent à l'état-major dans leur tragique réalité. Les officiers découragés, les troupes ne sortant plus, les commissaires politiques

de l'A.L.N. avaient le champ libre et reprenaient la population en main.

« Les musulmans redeviennent peureux, méfiants, fermés, disaient les rapports. Les propagandistes du F.L.N. procèdent à un véritable marathon. Il n'est pas un village, pas une mechta où ils ne passent pas. »

Plus grave encore — aux yeux des « opérationnels » — les maquis décimés, comme on l'a vu, par le plan Challe se « regonflaient » avec rapidité. Chez les harkis, on désertait en masse. Des groupes entiers d'autodéfense passaient aux fells avec armes et bagages, pensant ainsi se « dédouaner ». C'était la débandade.

Certains officiers confièrent ces résultats à un journaliste qu'ils considéraient comme favorable à leur cause : Jean Lartéguy. Dans leur esprit, il était temps de mettre l'opinion publique en garde avant que la catastrophe fût complète.

C'est ainsi que *Paris-Presse* publia sous la signature de Jean Lartéguy la copie exacte du document F.L.N. de la wilaya 1 avant même que Gambiez ait pu le transmettre à Paris ! C'était la révolte ouverte parmi les cadres. « Tous les grands chefs sont des cons. Quel est le type qui va enfin prendre les manivelles ? » Telle était l'antienne mille fois répétée aux quatre coins de l'Algérie.

Le général Gambiez ouvrit une enquête pour savoir d'où venait la fuite et quels étaient les officiers qui avaient osé transmettre des renseignements militaires à un journaliste. Il n'allait pas avoir le temps de la mener à bonne fin. La mise en place de la trêve unilatérale venait de transformer dans l'esprit de nombreux officiers d'Algérie le rêve d'un putsch en réalité.

C'est toujours avec amitié et même affection que le colonel de Blignières recevait le lieutenant Degueldre dans son appartement bourgeois de la rue de la Pompe. Dans cet intérieur agréable et peu guindé où tout rappelait la famille et la carrière militaire du maître de maison, le lieutenant du 1er R.E.P. retrouvait la chaleur d'un foyer ami et la quiétude qui n'avait guère présidé jusque-là au déroulement de son existence. Les cris des enfants, la maternelle sollicitude de Mme de Blignières, l'amitié franche du colonel le changeaient agréablement de la vie mouvementée qu'il menait depuis décembre 1960.

On ne pouvait guère imaginer plus de différences entre deux hommes. Le colonel, fin, aristocrate, élégant, officier supérieur, chargé à l'état-major de Paris d'un bureau d'études atomiques, éminence grise du général Lecomte — l'un des rares généraux de l'armée française à avoir une optique politique des problèmes —, et le lieutenant, colosse épais, taillé dans la masse, volontiers gouailleur, officier subalterne sorti du rang, d'origines incertaines sur lesquelles il ne s'étendait pas. Mais comme dans les romans de cape et d'épée le lieutenant avait sauvé le colonel. C'était en 1950, le 21 janvier, en Indochine. Le capitaine de Blignières, servant dans un escadron amphibie de légion, était tombé dans une embuscade viet. Grièvement blessé, il n'avait dû de survivre qu'au courage extraordinaire du maréchal des logis-chef Roger Degueldre qui, l'emportant dans ses bras, l'avait ramené jusqu'à un poste français. Les deux hommes s'étaient liés malgré la différence de grade et d'origine. Blignières était peu attaché à ces tabous qui font d'une certaine partie de l'armée une caste, jalouse de prétendus privilèges. Lui ne s'attachait qu'à la qualité de l'homme. Et celle de Degueldre était certaine. Blignières ayant effectué tous ses temps de commandement dans la légion, il avait suivi la carrière du jeune sous-

officier, l'un des rares à vouloir passer la sacro-sainte barrière et à devenir lieutenant après avoir été adjudant-chef. Pour Degueldre il était devenu mieux qu'un patron, un conseiller, un ami.

Outre ces liens qui suffisent à unir deux hommes pour la vie, ils défendaient avec passion une même cause : l'Algérie française. Chacun y employait ses armes naturelles. Le colonel, l'intelligence et les relations politiques. Le lieutenant, l'action et la Violence.

Lorsqu'en septembre 1960 Blignières avait été affecté à Paris après avoir commandé le 1er R.E.C. en Algérie, c'est Degueldre qui l'avait tenu au courant de l'évolution de l'esprit des officiers. Le colonel n'avait rien ignoré du complot de décembre mais n'y avait pas participé estimant à juste raison que l'affaire était mal préparée. Après les Barricades, qu'il avait sévèrement jugées, un vieux policier au bord de la retraite lui avait dit : « Quand vous vous engagez dans des affaires pareilles ne faites confiance à personne. Méfiez-vous de tout le monde. Renseignez-vous vous-même. Et surtout sachez d'avance quelle attitude prendre. » Règle qu'il avait appliquée en décembre 1960 et grâce à laquelle il avait refusé de marcher.

Depuis l'échec des manifestations de décembre à l'issue desquelles il avait déserté, Degueldre assurait la liaison entre les officiers des unités d'Algérie prêts au « grand coup » et ceux qui, en métropole, étaient décidés à les soutenir. Sa désertion ne le gênait nullement pour circuler en Algérie. Aucun officier n'avait songé à l'arrêter ou à le dénoncer à la Sécurité militaire comme il aurait fait sans hésiter pour n'importe quel bidasse. Mieux encore, Degueldre avait revêtu une tenue d'aviateur qui lui permettait de se faire transporter gratuitement lorsque, toutes les trois semaines, il assurait la liaison avec Paris !

Les nouvelles qu'il apportait ce jour-là au colonel recoupaient parfaitement celles que Blignières avait recueillies d'Argoud et de Broizat avec lesquels il était en liaison. De nombreux officiers supérieurs étaient prêts au clash mais ils exigeaient un chef prestigieux et un soutien politique en métropole. Lors des événements de décembre, près de cent personnalités politiques et militaires dont le maréchal Juin, les membres du Comité de Vincennes et des notabilités, devaient passer en Espagne et faire une tonitruante déclaration pour protester contre le discours du 4 novembre. Des paroles en l'air ! Personne n'y était allé !

Il devenait nécessaire qu'une grande figure de l'armée se décidât à prendre la tête de la révolte militaire. Alors, seulement, tout le reste — politiques et notables — suivrait.

« Il faudrait un Massu, dit Degueldre au colonel de Blignières. C'est le seul qui ait assez de prestige tant sur l'armée que sur la population.

— Malheureusement, c'est non », soupira Blignières.

En effet, tous ceux qui avaient servi sous les ordres de Massu, à commencer par Antoine Argoud et Joseph Broizat, avaient tenté une manœuvre désespérée pour amener le prestigieux général à « se mouiller » pour l'Algérie française.

« Je suis d'accord avec vous s'il s'agit d'un baroud d'honneur, avait répondu Massu. Là, je prends votre tête. Mais si c'est pour prendre le pouvoir, je n'y crois pas. Je n'en suis et n'en serai jamais ! »

Argoud et Broizat, déçus et furieux tout à la fois, avaient répondu :

« Cette fois, c'est la révolution qu'il faut faire. Donc prendre le pouvoir ! »

Bref, Massu ne marchait pas. Fidèle à De Gaulle et à son devoir. Le colonel Romain-

Desfossés, apprenant la nouvelle, dira au colonel Masselot :

« Pour décider Massu il faudrait l'enlever. S'il n'y avait pas sa femme on l'amènerai à nos vues ! »

Une autre équipe se préparait « sérieusement ». Elle était menée par le général Faure, éternel comploteur, boy-scout et politique innocent. Lui « faisait » dans le poujadisme en liaison avec quelques officiers de l'Ecole militaire et des anciens du Comité de Vincennes. Des rigolos qui se prenaient au sérieux.

En définitive, les plus décidés étaient les officiers du 1er R.E.P., des lieutenants, des capitaines, qu'ils soient en poste en Algérie ou qu'ils aient été mutés en France comme Sergent ou La Bigne. Degueldre leur servait de liaison avec les colonels des Barricades.

Car ils étaient tous là, en métropole, se morfondant dans des postes subalternes, ces colonels, prestigieux baroudeurs ou intoxiqués de l'intoxication. Argoud à Metz, Broizat à Châlons-sur-Marne, Godard à Nevers, Dufour en Forêt-Noire, Lacheroy à l'Ecole militaire, Gardes à Metz ! Remâchant leurs rancœurs dans des postes indignes de leur rang et de leur valeur. Prêts à toutes les aventures. Disponibles aussi puisque le ministre et ses hauts fonctionnaires avaient été incapables de leur trouver une autre activité.

Pour Degueldre qui allait se rendre en Algérie pour une nouvelle tournée d'information et de sondage auprès des chefs d'unité favorables à un pronunciamiento, le colonel de Blignières fit le point de la situation :

« Massu dit non. Le R.E.P. dit oui. Les colonels sont poussés dans les reins par les capitaines et les lieutenants. Argoud dit qu'il n'est plus nécessaire de rechercher des généraux. Avec un triumvirat de colonels cela suffira. Ce n'est pas mon avis car si techniquement on peut monter notre affaire, elle n'aura aucun écho sur l'armée hors des unités de choc déjà acquises comme le 1er R.E.P. ou les régiments de Masselot et de Lecomte. Et encore moins d'impact sur la métropole. Nous devons nous réunir bientôt à l'Ecole militaire chez le colonel Lacheroy. Faites un nouveau tour d'horizon de l'Algérie avec le général Jouhaud et apportez-nous les listes définitives des chefs d'unités sûres sur lesquelles on puisse s'appuyer. Et peut-être verrons-nous se détacher un nom qui fasse l'unanimité. Pour l'instant, nous ne voyons que Challe. Sur lui tout. le monde est d'accord à part quelques réticences de capitaines qui trouvent son attitude lors des Barricades un peu suspecte, mais ces préventions pourraient s'arrangera.. si seulement Challe disait oui. Mais pour l'heure, c'est non. »

Le travail de contact et d'unification des divers groupes prêts au clash accompli par le colonel de Blignières pendant les mois de février et mars fut considérable. À l'époque on parla très peu de lui. Sa discrétion, la fidélité de ses amis, et aussi la crainte qu'avaient certains groupes politiques du centre et du centre droit ainsi que les milieux industriels et économiques avec lesquels il avait été en contact de voir leurs noms révélés après le putsch, expliquèrent le relatif anonymat qui entoura son nom.

Persuadé de la nécessité d'appuis extérieurs le colonel de Blignières se servit de ses multiples relations pour sonder des pays étrangers sur leurs réactions à un éventuel pronunciamiento. Ces contacts furent établis par des émissaires placés au niveau de l'O.T.A.N. dans des postes tels que, selon leur réponse, on pouvait conclure à des probabilités de 90 %. Les pays anglo-saxons étaient les premiers intéressés au sort de la

Méditerranée et aux problèmes du pétrole.

Les Anglais furent les plus réservés : « Jouez votre carte, on jouera la nôtre. Ne comptez sur rien. » Ainsi que les Américains qui ne voulaient pas compromettre leur position à l'égard du gouvernement français. Pourtant, certains émissaires d'outre-Atlantique conseillèrent de « tenir quinze jours dans l'hypothèse d'un coup de force ». Après quoi ils promettaient d'assurer la logistique de base.

L'Afrique du Sud, elle, fut plus concrète. Ses intérêts étaient aussi plus simples ! « Tout ce que vous ferez dans le sens du maintien de l'Européen en Afrique sera parfait. Nous ne sommes pas très liés à la France sur le plan diplomatique mais il faut pourtant que vous teniez huit jours. Au bout de ce délai, si vous nous demandez trésorerie, matériel, fournitures, nous vous les procurerons immédiatement. »

Pour sa part, l'Allemagne fédérale était très bien renseignée sur l'Algérie. Beaucoup de ses ressortissants faisaient partie de la légion étrangère et renseignaient très habilement ses « services diplomatiques » comme on le verra plus loin. La République fédérale connaissait l'existence des multiples complots militaires et savait tout de la théorie de Challe sur l'Algérie rattachée à l'Europe. Sa réponse fut très simple, très « efficace » : « Si l'Algérie, le Sahara et son pétrole ne sont pas mis à la seule disposition des Français mais de l'Europe, votre projet intéresse l'Allemagne ! »

Quant à Franco il fit dire par son gendre, Serrano Super : « Tenez, tenez le plus longtemps possible. Notre politique se fera en fonction de vos possibilités en ce domaine. »

Sur le plan économique et politique, Blignières avait lié des contacts sérieux avec certaines personnalités des milieux giscardiens, centristes, radicaux et socialistes « nationaux ». Son homme de base était même l'un des directeurs du ministère des Finances.

Des centristes, des giscardiens et des radicaux il y en avait également à la réunion organisée chez un gros industriel dont la propriété se Trouvait entre Argenteuil et Colombes. Des sénateurs, des financiers et des industriels, tous partisans du libéralisme économique avaient fait à Blignières la proposition suivante : « Nous ne savons pas ce que vous faites mais nous savons que vous êtes en contact avec des gens décidés. Nous vous soutiendrons car il est évident que si nous n'agissons pas ensemble, d'ici huit mois il n'y aura plus d'Algérie française. Que pouvons-nous faire pour vous ? Quel est votre support politique et de quoi avez-vous besoin ? »

L'atmosphère était favorable à un putsch. Blignières pouvait être satisfait. Si le pouvoir militaire insurrectionnel tenait quinze jours ses arrières seraient assurés. Mais en même temps le colonel se méfiait de ces multiples contacts. Il n'avait pas tort.

Les Renseignements généraux recevaient de tous bords une foule d'informations. Cela grenouillait de toutes parts. Et même si l'on ne complotait pas « on étudiait sérieusement, dans le cas d'un départ « inopiné » du général De Gaulle, une structure de gouvernement susceptible d'assurer l'ordre, de prendre le relais et de gérer, le temps qu'il faudrait à une révision de la Constitution, les affaires de l'État ». Dans ce dessein, une réunion secrète s'était tenue le 5 janvier 1961, réunissant des personnalités de tendances nationalistes et antigaullistes. Il y avait là Blocq-Masquart, le conseiller d'État Picard, Arrighi, également du Conseil d'État, Roland Pré, président de la Recherche minière outremer, Piquart — un préfet que l'on retrouvait et que l'on retrouvera dans tous les coups tordus

—, le général Cogny et les colonels Passy et Barberot.

Leur propos n'avait rien de subversif, assurait l'informateur des R.G. Il était seulement de créer un gouvernement provisoire assurant la continuité de la légalité républicaine en cas de départ du général De Gaulle. Au cours de cette réunion prospective on établit même un projet de haut-commissariat de la République assisté de douze commissaires généraux remplaçant les ministres. Des noms furent avancés sans que l'on puisse dire que les intéressés aient été consultés. Voici la composition de ce haut-commissariat telle qu'elle parvint en 1961 aux R.G.

Haut-commissaire : maréchal Juin ou Antoine Pinay.
Vice-haut-commissaire : M. Monnerville.
Affaires étrangères : M. Arrighi.
Affaires administratives : M. Roland Pré.
Justice : Blocq-Masquart.
Défense nationale : Max Lejeune.
Affaires économiques et Finances : M. de Vitry ou M. Blot.
Transports et Communications : général Cogny.
Travaux publics, Urbanisme, Logement : M. Pisani.

On évoqua également les noms des officiers avec lesquels certains pouvaient trouver le contact. Et les mêmes noms revinrent sur le tapis : les généraux Challe, Jouhaud, Zeller, Salan, Faure, Massu, Vanuxem, Maison-rouge ; les colonels Godard, Argoud, Gardes, Broizat.

Les R.G. classèrent l'information. Après tout ce n'était qu'une réunion prospective qui ne présentait pas le plus petit début de complot.

À propos de la situation générale en Algérie certains services français reçurent à la même époque le rapport secret de l'ambassadeur d'Allemagne fédérale en France, M. Blanckenhorn, diplomate particulièrement bien informé de ces problèmes. Il y procédait à une analyse de la situation qui montrait à quel point devenait évidente l'imminence d'une réaction violente et désespérée.

« L'Algérie associée à la France, écrivait le diplomate, est morte pendant les sanglantes journées de décembre dernier, comme tous les espoirs de créer une Algérie française ont été définitivement enterrés au moment où se rendaient à l'armée, fin janvier 1960, les « hommes des barricades »,.. L'indépendance totale ne fait plus de. doute... La situation est explosive... L'armée aura de la peine à avaler une pilule aussi amère car, malgré les apparences, c'est une, nouvelle défaite puisque sa mission était de défendre l'Algérie française... Dans l'état où se trouvent les nerfs aussi bien de l'armée que des Français et des musulmans, des heurts sporadiques sont inévitables et peuvent avoir, dans le climat passionnel d'Alger, d'Oran, de Bône et de Constantine, des conséquences, incalculables... »

Commentant la démission du général Challe l'ambassadeur écrivait :

« Sa décision de quitter l'armée doit être interprétée comme un refus d'accepter une politique qui amènera la perte totale de cette position si importante, aussi bien pour la France que pour la stratégie défensive du Traité de l'Atlantique Nord... Les partenaires de la France dans l'Alliance atlantique se demandent s'il y aura encore une armée française valable le jour ou l'Afrique du Nord aura été évacuée par les forces armées françaises. »

Enfin deux informations en provenance d'Algérie confirmèrent la préparation d'un « coup de chien ». François Coulet, directeur des affaires politiques à la Délégation du gouvernement, avait rencontré, avec l'autorisation de Jean Morin, le capitaine Souètre arrêté après avoir tenté de monter le maquis « France-Résurrection » du marquis Brousse de Montpeyroux. Souètre et Coulet avaient fait partie des commandos parachutistes pendant là seconde guerre mondiale. Ils se retrouvaient de chaque côté de la barrière mais l'amitié n'était pas morte.

« Faites attention, recommanda Souètre, il se prépare quelque chose et cette fois, quelque chose de sérieux. Je peux vous dire qu'il ne s'agit ni de moi ni de mes amis. Mais que cela sera efficace... »

Ni Morin ni l'Élysée n'attachèrent la moindre importance à des propos si vagues. On en tenait des dizaines, tous semblables, à chaque week-end.

L'autre information provint de Lucien Bitterlin, le jeune délégué du Mouvement pour la Communauté à Alger. Le photographe transfuge des groupes Lagaillarde, Barthélemy Rossello, engagé pour s'occuper de la « protection » du M.P.C., avait été contacté en France où il passait des vacances, par ses anciens amis des Barricades qui lui proposaient de reprendre du service.

En accord avec Bitterlin, Rossello revint à Alger et « pénétra » le milieu activiste qui voulait l'employer pour ses « connaissances » particulières en sabotage, dynamitage et coups de main divers.

« Il va y avoir une opération sérieuse dans quelque temps, affirma rapidement Rossello. « Ils » se préparent. »

Yves Le Tac et Bitterlin le mirent en rapport avec le commissaire Gautray, des R.G. d'Alger, qui lui conseilla « de faire attention mais de poursuivre sa mission de renseignement chez les activistes ».

Le 10 mars, Rossello apporta à Bitterlin l'information suivante : « J'ai rendez-vous aux Trois-Horloges avec des responsables importants. Le coup se précise. Il se fera en liaison avec l'armée. Je vais monter dans une voiture noire. Tu nous suivras. »

Par un hasard malheureux, Bitterlin à l'affût ne put suivre la voiture où était monté Rossello. Il ne devait jamais le revoir vivant. Le 21 mars, le cadavre du jeune homme était retrouvé dans le Mazagan, la rivière de Koléa. Il avait été tué de deux balles dans la tête !

Bitterlin fit son rapport aux commissaires Grassier et Joubert, chargés à Alger de la lutte anti-activiste, et leur révéla le pro jet de putsch découvert par Rossello.

Quelques jours plus tard, lors du congrès M.P.C. à Paris, Bitterlin, à sa grande stupéfaction, se vit ordonner par M. Legrand, chef de cabinet de M. Joxe, de couper le passage de son rapport concernant « des événements graves qui allaient se produire en Algérie ». Il ne fallait pas faire la moindre allusion à l'éventuelle prise du pouvoir par l'armée « car, disaient de nombreux membres du M.P.C., trop de responsables U.N.R., tant dans le personnel politique que chez les hauts fonctionnaires, restaient Algérie française et suivaient mal le cheminement de De Gaulle ». Des trois options du Général ils avaient choisi la plus française. Les mettre en alerte en dénonçant la collusion certaine entre certains officiers et les activistes serait néfaste !

Il faut bien avouer qu'au sein de l'U.N.R. le malaise était grand. M. Coup de Fréjac, directeur de l'information à Alger, avait pu le constater lors d'une réunion de cadres

départementaux où il avait été invité à faire le point au début de l'année 1961. Il avait été pris à partie par la majorité des 150 participants en raison de la politique dont il était l'instrument et l'acteur.

Coup me dira plus tard : « Jacques Baumel, secrétaire général de l'U.N.R., Se méfiait tellement de sa propre maison qu'il ne me recevait jamais chez lui, rue de Lille ! »

En ce printemps de 1961 l'opinion d'une grande partie de l'U.N.R. déboussolée par la politique du Général était

« Il faut laisser la situation se décanter. »

En réalité, elle pourrissait.

Le mois de mars 1961 vit se multiplier les réunions d'officiers. La plupart se déroulèrent chez le colonel Lacheroy autour duquel s'était faite l'unification du groupe Faure et du groupe des colonels. Lacheroy disposait de locaux dans l'enceinte même de l'Ecole militaire où on lui avait confié la direction du cours des officiers de réserve d'état-major. Que se réunisse chez lui la fine fleur de l'activisme militaire, qu'on y voie Godard, Gardes, Argoud et d'autres — tous, paraît-il, placés sous la surveillance de la Sécurité militaire — ne surprenait personne ! Ce qui en dit long ou sur la surveillance dont ils étaient l'objet ou sur l'efficacité de la S.M. de l'époque ! Cela démontre en tout cas le désarroi de l'armée et les multiples complicités dont les colonels savaient bénéficier.

Etranges, ces réunions de l'Ecole militaire ! Peu déterminantes et bien débilitantes aux yeux des colonels dont l'efficacité n'était plus à prouver. Il y avait là des gens de toutes paroisses. Des bavards, des « bordeliques », des innocents. Un Faure arrivait tout content, l'œil pétillant parce que, au Comité de Vincennes, trois radicaux hors de course lui avaient dit : Bravo ! D'autres s'imaginaient que le soutien des poujadistes, des Biaggi, des Gignac et autres membres de l'A.C.U.F., qui se gargarisaient de la présence à leur tête du général Salan, mènerait à quelque chose.

Blignières savait à quoi s'en tenir à ce sujet. Il avait été récemment convoqué chez un avocat célèbre, qui lui avait dit avec des mines de conspirateur :

« J'ai reçu la visite d'un garçon venant de la part de Salan. Il doit rapporter de l'argent en Espagne pour que le général puisse gagner l'Algérie en cas de coup dur. Cet intermédiaire a vu des industriels prêts à donner une somme importante à condition que vous et un général du SHAPE de vos amis soyez d'accord. »

Blignières et le « général du SHAPE » avaient donné leur garantie. Dix-huit millions dont douze en billets de 500 francs avaient été remis à l'émissaire dans un appartement de la rue Spontini, juste en face du domicile de Michel Debré ! Seuls douze millions étaient parvenus à Madrid. Six millions s'étaient volatilisés en route. Voilà qui en disait long sur « l'organisation » de Salan avec lequel Blignières ne devait jamais avoir d'autres contacts !

Au fil des réunions le « soviet des colonels » s'était reconstitué : Argoud, Broizat, Lacheroy, Godard, Gardes et Vaudrey. Avec Blignières et quelques capitaines dont « le plus pur et le plus dur » s'appelait Pierre Sergent, ils décidèrent de prendre l'affaire totalement en main et de laisser « les autres » parler à perte de vue.

Après plusieurs voyages d'Argoud en Algérie et les rapports que faisait régulièrement

Roger Degueldre ils s'aperçurent que de très nombreux régiments « marcheraient » à condition de ne pas être en fer de lance. Suivre, d'accord ! Mais ils ne démarreraient jamais les premiers. Une fois de plus, il devint évident que seul le 1er régiment étranger de parachutistes pouvait servir de détonateur au putsch.

Trois conditions devaient donc être réunies pour donner la date du déclenchement :

1° Il fallait que le 1er R.E.P. soit au repos dans sa base arrière de Zéralda, près d'Alger ;

2° Il était nécessaire que le colonel Guiraud, qui avait remplacé Dufour, soit en permission. Les anciens officiers du R.E.P.. mutés en métropole n'avaient pas confiance en lui, tandis qu'ils savaient que le commandant de Saint-Marc, commandant en second, serait sensible à leurs arguments ;

3° Il fallait que les anciens officiers du R.E.P., Sergent, Degueldre, La Bigne, etc., soient à Alger pour épauler les lieutenants en premier.

En outre, Blignières avait rallié les colonels à son opinion : il fallait une tête à ce, pronunciamiento. Une tête connue, aimée de l'armée, qui donne confiance et qui puisse être suivie par la métropole.

Massu ? Il n'en était plus question après sa réponse à Argoud.

Le maréchal Juin ? C'était une caution morale, sans plus. On ne pouvait rien en attendre sur le plan de l'action.

Le général Lecomte ? Il n'avait jamais participé à une quelconque réunion. Personne ne l'avait sondé. Et si, sur le plan politique, il pouvait être d'une aide considérable en métropole, il n'était assez connu ni de l'opinion publique ni de l'armée d'Algérie.

Alors Salan ? Pas question. Oh ! ce n'est pas l'envie qui lui en manquait — il s'était déjà posé en Espagne en chef de l'opposition à De Gaulle.. — mais l'armée ne le suivrait pas. Son mystère, sa légende de « général politique », ses histoires d'Indochine, ses secrets, son manque de chaleur, son côté « poisson à l'étalage » le desservaient considérablement. Bref l'armée ne l'avait jamais aimé, ne l'aimait pas, ne l'aimerait jamais.

Restait Challe : Ah ! oui, avec Challe ce serait autre chose. Ce n'était pas aussi bien que Massu — « le grand dabe avec sa gueule d'empeigne et son menton rétréci », comme l'appelait affectueusement certain colonel — mais ce ne serait pas mal. Challe était sérieux, intelligent, républicain. Et puis il avait fait gagner l'armée en Algérie, ce qui faisait oublier les « bavures » : les Barricades, la fuite à Reghaïa, le soutien à Delouvrier...

Mais Challe, contacté à plusieurs reprises, ne s'engageait pas. Ni hostile ni enthousiaste. Hésitant.

Les conditions indispensables au déclenchement du putsch allaient être incessamment réunies, il fallait absolument décider l'ancien commandant en chef.

C'est Jouhaud, de passage à Paris, qui fut chargé de convaincre son vieux camarade.

C'est le dimanche 25 mars que Challe, qui assistait à Lyon au mariage du fils d'un de ses amis, vit arriver son bon ami Jouhaud. Le « brav' » général était flanqué d'un personnage que l'ancien commandant en chef avait bien connu à Alger. : André Regard, ancien secrétaire général adjoint au G.G. à l'époque du 13 Mai. En cette année 1961,

Regard était un fonctionnaire important du ministère des Finances et brûlait de jouer autour des généraux en puissance de putsch le rôle de Maître Jacques. Jouhaud embrassa son ami et tout de suite entra clans le vif du sujet. Challe était suffisamment au courant de ce qui se tramait pour se passer de périphrases.

« Il faut que tu partes pour Alger, dit Jouhaud. Dimanche prochain, c'est Pâques. Le 1er R.E.P. rentre d'opération, il sera à Zéralda. Il faut que tu te mettes à la tête de ces hommes et que tu sauves l'Algérie française. Je me débrouillerai pour t'avoir un avion dans deux ou trois jours. »

Jouhaud ne changeait pas ! Toujours enthousiaste mais un peu léger. Une révolution avec en tout et pour tout un régiment de légion, c'était court !

« Non, mon vieux, répondit Challe, je ne marche pas. Je veux savoir avant de m'engager de quels moyens je vais disposer. Le 1er R.E.P., c'est bien joli mais insuffisant. Et d'ici deux ou trois jours, comme tu le dis, je n'aurai aucun renseignement supplémentaire. Non ! Vraiment je refuse de prendre la tête de ce mouvement. »

Jouhaud, aidé de Regard, déploya alors des trésors d'éloquence. Il expliqua à son camarade que de toute façon il se passerait quelque chose. Qu'il était important de ne pas laisser un quelconque Lagaillarde ou même un Salan, « drivé » par l'inquiétant Susini, se rendre maître de la révolution. Sur le nom de Challe toute l'armée suivrait.

« D'ailleurs, ajouta Jouhaud, le commandant Robin, que tu connais bien, s'engage à nos côtés avec ses commandos de l'air. Mais il pose ses conditions. »

Et les conditiona de Robin c'était ou Juin ou Challe... ou merde ! En outre, expliqua Jouhaud, tout le monde était tellement fin prêt que Challe n'aurait pas à intervenir dans le déclenchement. L'« affaire » faite, le pouvoir pris par l'armée, il n'aurait qu'à arriver pour prendre le commandement et lutter contre le F.L.N. Finir de gagner la guerre... le rêvé de Challe.

« Et puis, conclut Jouhaud, je te donnerai à Paris la liste de toutes les unités qui déjà marchent derrière toi. »

Challe se laissa fléchir. Le 28 mars — on avait abandonné l'idée de gagner rapidement Alger — il retrouva chez Regard, dans un bel appartement au coin du boulevard de Courcelles et du boulevard Malesherbes, les généraux Faure, Vanuxem et Jouhaud, ainsi que Georges Bidault et quelques autres. Les listes des régiments « acquis » étaient impressionnantes.

Outre le 1er R.E.P. dont chaque commandant de compagnie était favorable au putsch et dont le chef par intérim, Elie Denoix de Saint-Marc, « marcherait » si Challe lui-même le lui commandait, il pourrait compter dès le premier jour sur le 27e dragons du colonel Puga, sur le 1er R.E.C. du colonel de La Chapelle, sur le 18e R.C.P. du colonel Masselot, sur le 14e R.C.P. du colonel Lecomte, sur le 2e R.E.C. du colonel Coëtgorden. Argoud avait recueilli lui-même leur adhésion au cours de ses voyages dans le Constantinois. En outre, les régiments de légion, dont le patron était le Colonel Brothier, suivraient le mouvement une fois le putsch déclenché. Des contacts étaient établis et la réponse devait arriver incessamment.

Challe, pourtant séduit par ces « ralliements », hésita encore. Qu'il était dur de sauter le pas ! D'autant que l'ancien commandant en chef avait reçu un message de mise en garde d'un officier en qui il avait toute confiance, le commandant Coignet. Ancien du 5e bureau — « le plus intelligent de mes officiers d'action psychologique », disait Chaire —, il

commandait un quartier de pacification à Bou-Sfer.

« Je sais ce qui se prépare, disait Coignet, mais méfiez-vous. Chez moi il n'y aura pas plus de dix p. cent des militaires qui vous suivront. Je ne suis pas capable d'extrapoler à toute l'Algérie car j'ai quitté les services d'Alger, mais il est probable que dans beaucoup de régions il faudra tenir compte de cette attitude. »

Et Coignet était un homme de bon conseil qui avait les pieds sur terre et ne se laissait pas abuser par la passion. Mais c'était le seul son de cloche défavorable...

Le 31 mars on avait appris que les préliminaires d'Évian étaient ajournés. Pour Challe c'était l'ultime répit. Il fallait en profiter. Car si la conférence devait s'ouvrir publiquement, si les représentants du G.P.R.A. s'asseyaient en face des délégués français c'en serait fini. La partie serait perdue. Lorsqu'il apprit que le général De Gaulle devait tenir une conférence de presse le 11 avril, Maurice Challe annonça aux conjurés qu'il leur donnerait sa réponse définitive le 12 au matin. Les colonels renâclèrent un peu. Encore dix jours perdus ! Mais sans Challe la tentative était désespérée. Il fallait attendre. Et profiter de ce temps mort pour tout organiser dans les moindres détails.

Sous la guitoune la fumée des « troupes » stagnait en lourds nuages bleutés au-dessus de la lampe à acétylène. Les officiers du 18e R.C.P. en opération de contrôle dans l'Aurès se pressaient autour du colonel Masselot. Sur une table pliante, au milieu des verres, un transistor grésillait. C'était l'heure des informations. Ce 11 avril, Radio-Alger-France-V retransmettait les principaux extraits de la conférence de presse du général De Gaulle.

Du haut-parleur dont le plastique blanc vibrait à chaque éclat de voix, sortaient des mots dont le moindre frappait ces officiers paras au point le plus sensible : l'Algérie.

« Depuis Brazzaville, disait la voix, je n'ai jamais cessé d'affirmer que les populations qui dépendaient de nous devaient pouvoir disposer d'elles-mêmes...

« Aux yeux de la France, ce qui est en cause pardessus tout, c'est l'avenir de l'Algérie. Le cessez-le-feu, l'autodétermination, ce sont des préliminaires qui sont destinés à ouvrir à l'Algérie sa route. Dans le monde actuel, et à l'époque où nous sommes, la France n'a aucun intérêt à maintenir sous sa loi et sous sa dépendance une Algérie qui choisit un autre destin ; et la France n'aurait pas intérêt à porter à bout de bras l'existence des populations dans une Algérie qui serait devenue maîtresse d'elle-même et qui n'offrirait rien en échange de ce qu'elle aurait à demander...

— Intérêt... Demander... Il parle comme un maquignon, dit un capitaine.

— Chut ! écoute... il parle de ce que sera l'Algérie...

« Cet État, poursuivait le président de la République, sera ce que les Algériens voudront. Pour ma part, je suis persuadé qu'il sera souverain au-dedans et au-dehors. Et encore une fois, la France n'y fait aucun obstacle.

« La décolonisation est notre intérêt et par conséquent noire politique. »

C'en était trop. Les cris, les hurlements des jeunes hommes en colère couvraient la voix exécrée. Les injures fusèrent :

« La Grande Zohra, elle marchande... La putain... La grande salope... Il faut la tuer,... »

Masselot leur fit signe de se calmer. On savait que le colonel partageait ces opinions mais c'était tout de même le colonel. Les cris cessèrent, remplacés par une conversation animée.

« Mon colonel, dit un capitaine, c'est pourtant bien vrai que si nous partons ce seront les Russes ou les Américains qui nous remplaceront.

— Vous avez entendu « sa » réponse, dit un autre : je leur souhaite bien du plaisir.

— Et tout ceux qui se sont engagés à nos côtés, tous ces musulmans, on va les laisser se faire égorger par les fellouzes ?

— Ça, il n'en dit pas un mot. Ce n'est pas son affaire.

— Oui... mais c'est la nôtre. On ne peut pas laisser commettre un pareil crime après toutes les promesses que nous avons faites... »

Masselot sourit. Le sourire était amer mais cachait aussi beaucoup d'espoir.

« Ne vous en faites pas, mes enfants, dit-il, cela ne se fera pas. On est encore prêt à se sacrifier polir garder notre terre à la France... »

Un hurlement d'approbation répondit au colonel. Oui, de braves petits gars. Avec lesquels on ferait rentrer dans la gorge les propos de la « Grande Zohra ».

Ce même soir à Paris Challe avait pris sa décision. Il avait attendu de voir plus clair dans la politique de De Gaulle avant de se lancer. Cette fois, c'était évident, le Général rejetait l'Algérie hors de la France en souhaitant aux autres « bien du plaisir ». Il ne fallait plus attendre. Pour Challe, c'était oui.

Dès que, le 12 avril, il eut apporté son accord à ses. amis Jouhaud, Zeller, Regard, Faure et Vanuxem réunis dans un appartement des Buttes-Chaumont, Challe se posa en patron. C'était dans son caractère et puisque l'on voulait le nom on aurait aussi l'homme.

Tout de suite il eut à trancher. Au sein des « penseurs » de l'opération il y avait deux écoles. Ceux qui affirmaient qu'il était nécessaire d'agir sur Paris en même temps qu'Alger. Et ceux qui pensaient que l'action sur Alger serait suffisante.

Les tenants de la première école étaient les colonels de Blignières, Godard et Vaudrey, ainsi que le capitaine Sergent. On a vu Blignières multiplier les contacts politiques avec les centristes et les socialistes « nationaux ». Godard et Sergent s'étaient occupés des militaires affectés en France et de ceux qui avaient récemment quitté l'armée. Leur plan était simple : devant un coup de force à Alger et une action civile et militaire en France — et surtout à Paris — De Gaulle se trouverait dans une situation insoutenable et se retirerait à Colombey pour ne jamais revenir. Les militaires choisiraient alors un gouvernement qui pratiquerait une politique algérienne conforme à leurs désirs : sauver l'Algérie française. En aucun cas ils ne pensaient à une prise du pouvoir politique par les officiers putschistes.

À la grande surprise de ses amis, Challe trancha en faveur de la seconde école.

« Ce n'est pas que je n'aie pas envie de renverser le gouvernement, expliqua-t-il, mais je ne suis pas assez fort en métropole. » Et, implacable, il avait fait le bilan des unités prêtes à marcher sur Paris : un bataillon de paras de la région Pau-Biarritz, des unités d'Allemagne que, malgré les estimations optimistes de Vanuxem, il n'évaluait pas à plus d'une brigade et demie ! Même si on y ajoutait les deux mille deux cents anciens paras recrutés par Godard et qui reprendraient du service pour le grand jour, c'était insuffisant. On aboutirait, au mieux, à la prise de quelques ministères et de la radio — avec à la clef une grève générale sur le dos —, au pire à la guerre civile.

« Les apprentis sorciers, ce n'est pas mon genre, poursuivit calmement Challe. Par contre, en Algérie, je me sens gagnant. Si l'armée me suit comme vous me le garantissez je finis la guerre contre le F.L.N. Cela me demandera entre deux et quinze jours car le

F.L.N. n'a de valeur que par le fait que la France se désiste en sa faveur: Sur, le terrain, il n'existe plus.

— Et Paris ? interrogea Zeller.

— Paris se soumettra ou se démettra. La paix faite en Algérie je renvoie le contingent en métropole. Cela ne représente que 200 000 hommes. Les 300 000 restants sont les musulmans, les engagés, l'aviation et la marine. Je mobilise sept ou huit classes de pieds-noirs et de musulmanes et le tour est joué. Je vous prie de croire que face à l'opinion publique pas un gouvernement ne pourra s'opposer à celui qui renvoie les gamins à leurs parents ! »

Le plan ne manquait pas de séduction mais il ne suffit pas à vaincre toutes les réticences. L'action violente sur Paris avait de chauds partisans. Alors Challe analysa sans complaisance la situation en Algérie. Avait-on prévu le remplacement des pouvoirs civils ? Non. Avait-on noyauté l'administration civile ? Non. Y avait-il des comités révolutionnaires dans chaque régiment sans distinction de grade ? Non. Avait-on pensé à remplacer les pouvoirs politiques et administratifs de chaque secteur par une troïka — un militaire, un pied-noir, un musulman ? Non. Alors, pressé par le temps, il fallait jouer la hiérarchie en place.

« Compte tenu des promesses de tant d'officiers, conclut Challe, ça peut réussir. Mais vous comprendrez que n'ayant déjà pas une position de force en Algérie, je refuse de mener une action conjointe Sur Paris. Ce n'est pas l'envie mais les moyens qui manquent. »

C'était gagné. Tous les participants à la réunion se rendirent aux raisons de celui qu'ils s'étaient choisi comme patron. Il ne restait qu'à fixer la date du putsch.

« Il faut se hâter, dit encore Challe, car De Gaulle risque d'annoncer la date des pourparlers d'Évian. Nous devons le prendre de vitesse car dans le cas contraire nous ne pourrons tenir les musulmans en leur disant : voilà ce qui se produira... voilà votre avenir. C'est une donnée indispensable de la guerre révolutionnaire. Si on leur laisse entendre qu'à travers Évian ils peuvent obtenir l'indépendance, c'est fichu. Je connais les méfaits du mot Istiqlal ! Jouhaud a prévu huit jours pour procéder aux ultimes mises au point tant à Paris qu'à Alger. Nous sommes le 12. Notre... affaire aura lieu dans la nuit du jeudi 20 au vendredi 21 avril. »

Il n'y avait plus aucun doute, Challe était vraiment le patron... Et il n'aimait pas le mot putsch !

Et Salan ? Eh bien, Salan s'apercevait à Madrid des inconvénients de l'exil. Il était « hors course ». Il savait que quelque chose se tramait par son ami Yves Gignac, le patron des Anciens Combattants de l'Union française, et par Regard qui, infatigable, était venu l'informer du putsch qui se préparait, mais aucun des « leaders », à commencer par Challe, n'avait daigné lui demander son avis. Ulcéré, le Mandarin lui avait envoyé une lettre fort imprudente par laquelle il le « nommait » son représentant militaire en France ! L'ancien commandant en chef, établi, avait lu le message, allumé une nouvelle pipe et brûlé soigneusement la « nomination ». De quel droit Salan le « bombardait-il » son délégué ? Pourquoi pas nonce apostolique Décidément, l'orgueil du général n'avait plus de bornes. Il lui faisait perdre jusqu'au souci de la plus élémentaire prudence. Que ce

papier soit tombé dans des mains hostiles et c'en était fait du putsch !

Le moyen que Salan avait trouvé pour se rappeler au bon souvenir des conjurés soulignait une fois de plus le « froid » qui régnait entre Paris et Madrid.

Challe n'avait aucun « atome crochu » avec le Chinois. D'abord il l'avait remplacé en Algérie — voilà qui ne se pardonne guère dans la société militaire — ensuite il se méfiait de la cour dont s'entourait Salan. Les Susini et autres Achard ne lui disaient rien qui vaille. Challe ne voulait pas entendre parler de ces pieds-noirs ultras qui jusque-là avaient accumulé bourdes sur bourdes et par leur intransigeance rétrograde étaient en grande partie responsables de la situation dramatique de l'Algérie.

Quant aux buts politiques que poursuivait le Mandarin... Challe me dira plus tard :

« Primo, je ne savais rien de ce que voulait Salan. Secundo, je m'en foutais éperdument. »

Il était pourtant clair qu'à quelques jours du Grand Coup il faudrait compter avec Salan. Son arrivée à Alger était inévitable. Il s'y précipiterait dès l'annonce du putsch. Et Challe redoutait plus que tout au monde son immixtion d'ans l'exécution de l'affaire et surtout la réaction de l'armée à sa présence.

Si Challe parvenait à faire l'unité autour de son nom, il ne craindrait plus personne. Ou il réussissait — et Salan ou le pape pouvaient bien venir — ou il échouait et c'était la lin dans les fossés de Vincennes... Si Jouhaud et Zeller qu'il avait choisis comme adjoints jouaient un rôle positif dans cette alternative, celui de Salan se révélait négatif.

Il fallait donc le tenir à l'écart jusqu'à la prise en main complète de l'armée d'Algérie.

Cette fois la machine était en marche. Rien ne pourrait l'arrêter.. Après avoir longuement hésité Challe était sans conteste le patron « à poigne » que chacun souhaitait. Les plus inquiets étaient restés Vaudrey et Blignières, mais ce dimanche 16 avril, en sortant de l'appartement du général Challe près de l'avenue de La Bourdonnais, ils étaient rassurés. Sans se soucier de hiérarchie ils avaient posé trois questions à l'ancien commandant en chef.

« Pardonnez-nous, mon général, avait dit Blignières, mais nous nous portons garants des exécutants. Vaudrey pour la métropole et moi pour la légion. En leur nom nous voulons savoir si vous êtes prêt à aller jusqu'au bout ? »

Challe avait souri.

« Mais évidemment.

— Avez-vous l'intention de mettre les civils dans le coup, et en particulier les musulmans, comme au 13 Mai ?

— Bien sûr, sans quoi notre affaire ne peut pas déboucher.

— Enfin, avait dit Vaudrey, pouvez-vous nous garantir que nous ne nous dirigeons pas vers un régime de type fasciste et qu'il n'y a pas dans votre entourage des gens prêts à prendre le pouvoir ? »

Challe s'était fait bonhomme et sur le ton le plus amical avait tapé sur l'épaule de Vaudrey en lui disant :

« Je suis un vieux républicain, Vaudrey. Moi je n'ai qu'une ambition : pêcher à la ligne en fumant la pipe... après avoir sauvé l'Algérie. »

Challe était un homme loyal. Blignières et Vaudrey avaient vu leurs dernières

réticences balayées par la franchise du général. On pouvait y aller. C'était du solide ! Il était temps de transmettre le feu vert à Alger.

La nuit tombait ce lundi 17 avril sur la petite route de Batna à Lambèse lorsqu'une 203 noire s'arrêta sur le bas-côté.

« Attends-moi là », dit Masselot à son chauffeur.

Le para pensa que le colonel avait de drôles de rendez-vous. Les fells du coin était « H.S.[6] » mais il ne fallait pas tenter le diable. Une voiture isolée arrêtée sur la route, c'était une belle cible !

À peine Masselot était-il descendu de voiture qu'une autre 203 toute semblable arriva de Télergma. C'était La Chapelle, l'extraordinaire patron du 1er R.E.C., un rouleur de mécaniques, armoire à glace, brillant légionnaire, enthousiaste et antigaulliste acharné. C'est lui que le colonel Argoud avait choisi comme « commis voyageur » de la révolution dans l'Est algérien. C'est par lui que Masselot avait appris qu'il se préparait quelque chose entre Paris et Alger.

« Ça y est, dit La Chapelle en serrant la main à son camarade, c'est pour dans deux jours. Le 20 avril. Tiens, lis... » Il éclaira de sa lampe torche la lettre qu'il venait de recevoir du colonel Argoud. Celui-ci annonçait son arrivée à Constantine le 20 avril. Là, il verrait Gouraud, le général commandant le corps d'armée qui prendrait la tête des opérations dans l'Est algérien. Challe serait à Alger ce même 20 avril et s'emparerait de tous les postes de commande.

« Une seule recommandation, concluait Argoud : obéir au général Gouraud. »

Le patron du Constantinois semblait donc totalement acquis à la cause. Cela n'étonnait pas Masselot. Quelque temps auparavant, alors que le 18e R.C.P. était au repos pour quarante-huit heures à Batna, le général était venu en inspection. Le colonel lui avait demandé de prononcer quelques mots devant ses officiers. Et, bien sûr, Gouraud avait parlé de la situation politique et militaire de l'Algérie.

« Il y a des choses qu'on ne peut laisser faire, avait dit le général, et il y a des choses auxquelles on s'opposera par tous les moyens. » Il avait été follement applaudi par les jeunes officiers paras. Son chef d'état-major, Saint-André, avait été « terrifié » par l'imprudence verbale de son patron.

« Ne vous inquiétez pas, avait dit Masselot. Ici, on pense tous de la même façon. »

Mais toutes les réactions n'étaient pas les mêmes. La Chapelle avait contacté le général Ducournau, commandant la zone Sud constantinois, pour le sonder sur sa position.

« Bien sûr, avait répondu le général, il faudrait faire quelque chose. Mais nous sommes vieux et ankylosés. Il ne faut pas compter sur nous. »

À l'échelon des colonels de secteur, toutes les réponses avaient été favorables, enthousiastes même, sauf celle du colonel Voinot, de M'Lila, et du colonel Georges de Boissieu, pourtant ami intime de Challe.

« Je ne suis pas opposé au principe, avait-il dit à Masselot, mais à la fin, si vous renversez De Gaulle, qui aurez-vous ?

— Je n'en sais rien. Debré ou Frey ou Sanguinetti... et puis je n'ai rien à foutre des politiciens. »

Comme beaucoup d'officiers prêts au Grand Coup, le seul but de Masselot était de renverser De Gaulle mais pas le régime.

« Nous sommes des républicains, disait-il. Ce que nous voulons c'est que l'armée reste en Algérie dix, douze ou quinze ans. Nous nous transformerons en cantonniers s'il le faut... »

L'avis de la population de la métropole ou des musulmans, il ne s'en souciait pas. Des veaux qui suivraient le plus fort...

« Cette fois, c'est la bonne, dit La Chapelle. Tu es chargé par Argoud de prévenir Lecomte et son 14e R.C.P. ainsi que Lenoir du 8e R.P.I.Ma. Toi, je suppose que tu es prêt ?

— Depuis longtemps. J'ai même fait des réserves ! 20 000 litres d'essence accumulés à Batna. Mais Argoud sera bien au rendez-vous ? »

La Chapelle pencha son énorme carcasse vers le petit Masselot et en confidence lui glissa à l'oreille :

« Il sera là le 20. Chez moi. À Télergma. »

Alors plus de doute possible. L'affaire était en route. Avant de se séparer les deux colonels échangèrent le mot de passe qui, transmis par radio, signalerait que le putsch avait démarré.

« Essai transformé, proposa Masselot.

— Ça me va. Espérons que ce sera un beau match ! »

Le général Gardy était, avec le général Zeller, le plus vieux des conjurés. L'un des plus brillants aussi. Il avait fini sa carrière en 1960 comme inspecteur de la légion étrangère, après avoir exercé de nombreux commandements. Il y avait même « laissé » ses deux filles. L'une avait épousé un officier du 1er R.E.P. à Zéralda, l'autre un capitaine du 1er étranger de Sidi-Bel-Abbès. Dès l'année 1960, la calme petite ville de Bayonne avait appris à connaître ce vieux petit monsieur affable, au visage ridé, aux paupières lourdes, aux yeux globuleux. La marchande de journaux était fascinée par ses oreilles collées, aux lobes immenses, mais aussi par le bleu du regard et la fine moustache très 1925. À cette époque, elle avait vingt ans. C'était loin ! M. Gardy était un monsieur très bien sous tous les rapports !

Et puis le nom du général en retraite était apparu dans les rapports des Renseignements généraux. Il avait repris du service au sein du F.A.F. métropolitain. La vieille fascination de la droite... Avec Thomazo et Me Tixier-Vignancour, il avait milité sans grand succès. Le F.A.F. en France n'avait pas la même résonance qu'en Algérie. Puis Salan avait passé la frontière espagnole toute proche. Alors Gardy était allé retrouver son vieux camarade. Au cas où ! André Regard avait été leur chargé de mission en Algérie pour étudier si la situation en décembre 1960 était favorable à une arrivée du « Chinois ». C'est fou ce que ce digne fonctionnaire du ministère des Finances avait peu de travail rue de Rivoli ! Et combien ses absences répétées ne surprenaient personne. Heureuse époque ! Gardy avait été hébergé par Serrano Suñer, le gendre de Franco, puis avait logé au côté de Salan, à l'hôtel Princesa. Il avait assisté aux divers grenouillages entre Lagaillarde, Salan et Ortiz, le revenant, qui supportait mal l'anonymat après avoir régné sur Alger. Mais découragé par ce petit monde velléitaire il avait regagné Bayonne

tout en restant en relation avec Salan. En France il avait été contacté par des gens infiniment plus sérieux comme Blignières et Vaudrey, infiniment plus efficaces comme Degueldre qu'il aimera comme un fils, ou Romain-Desfossés. Et tout naturellement il était monté à Paris où il avait participé à de nombreuses réunions à l'Ecole militaire dans le bureau de Lacheroy où il se retrouvait pour la dernière fois ce mardi 18 avril à 17 heures, prêt à une nouvelle aventure. Car le général, qui avait joué les charnières entre Salan et le groupe des colonels pendant la préparation du putsch, s'apprêtait à partir pour l'Algérie ! Les colonels n'avaient pas laissé passer cette occasion. Un inspecteur de la légion étrangère, même en retraite, cela pouvait servir à décider les régiments étrangers sur lesquels on comptait pour faire la révolution !

C'est le général Faure qui ouvrit cette dernière réunion à laquelle assistaient, outre le général Gardy, les colonels Godard, Vaudrey, Bernard, de Blignières, Gallet (représentant le général de Maisonrouge commandant de zone en Oranie), le commandant Casati, le capitaine Sergent et quelques autres.

« Je vous confirme, dit le général Faure, que l'insurrection sera déclenchée à Alger dans la nuit du jeudi 20 au vendredi 21. C'est-à-dire après-demain. Les départs sont ainsi fixés : le général Gardy et les colonels Godard, Gardes, Argoud, Broizat partent clandestinement par des avions réguliers. Ils doivent se débrouiller par leurs propres moyens.

« Le colonel Lacheroy est déjà à Alger depuis quelques jours. Il prépare le travail. Les cinq ex-officiers du 1er R.E.P. quitteront Istres par avion militaire. Les généraux Challe et Zeller ont également un avion militaire qui quittera la région parisienne le 20 dans l'après-midi.

« Vaudrey, Bernard, Blignières, Callet, Casati et moi-même, poursuivit le général Faure, restons en métropole, pour tenter de déclencher tout de même quelque chose autour de Paris. À ce propos, Gardy, je vous demande instamment de faire tout votre possible à Alger, d'user de tout votre poids pour forcer la main à Challe et le décider à envoyer au plus tôt des unités sur Paris.

— Sur quoi pouvons-nous compter sûrement à Alger ? interrogea Gardy.

— Outre les cinq régiments acquis dans l'Est algérien, le 1er R.E.P. et les commandos de Robin, nous comptons sur Brothier et sa légion à Bel-Abbès. Nous avons vu il y a quarante-huit heures l'un de ses officiers. Il apporte, paraît-il, une adhésion complète au mouvement puisque Challe en prend la tête et qu'Argoud et Broizat lui ont garanti que l'affaire était sérieuse.

« En outre, Challe est sûr de Bigot, commandant la Ve région aérienne. On a donc toute l'aviation. À Paris, on peut également compter sur le général Nicot.

— Et les patrons des régions d'Oran et de Constantine ?

— Zeller croit pouvoir décider Gouraud qui commande le Constantinois. Quant à Pouilly, en Oranie, il ne marchera pas mais ne nous mettra pas de bâtons dans les roues. Son adjoint Lhermitte prendra le commandement et entraînera l'ensemble des troupes. »

Or le général Lhermitte sur lequel les conjurés comptaient si fort pour prendre en main l'Oranie était en permission. Ce que tout le monde ignorait et qui en dit long sur le sérieux de la préparation du complot !

« À Alger, Vézinet est un gaulliste acharné, continua Faure, mais Arfouilloux marchera certainement, de même que Maisonrouge en Oranie. »

Jusque-là en n'avait jamais parlé du contingent. Seulement des officiers supérieurs ou généraux, comme si les hommes qui composaient l'armée étaient quantité négligeable. On espérait simplement qu'ils obéiraient initialement à leurs officiers et qu'ensuite en prenant des mesures d'ordre psychologique, telles que réduction du temps de service et mobilisation des classes pieds-noirs, on pourrait compter sur leur passivité naturelle. Après tout, qu'est-ce qu'ils désiraient, les bidasses ? La quille ! On la leur donnerait en échange de leur bienveillante neutralité !

Les conjurés allaient, dans ce domaine, prouver leur méconnaissance totale de la psychologie de la nation.

Mais ce 18 avril un autre problème tracassait le général Faure. Un problème à ses yeux bien plus important. Il s'en ouvrit à son aîné Gardy au moment des adieux.

« Mon vieil ami, lui dit-il, je compte sur vous pour mettre de l'huile dans les rouages entre les patrons qui vont sûrement se disputer. Vous savez que Challe et Salan ne sympathisent guère et que leurs vues, une fois l'affaire déclenchée, ne coïncideront probablement pas.

— Vous pouvez compter sur moi. »

En quittant les locaux vénérables de l'École militaire pour gagner Marseille où il savait pouvoir bénéficier de complicités à Air Algérie, Paul Gardy ignorait qu'il n'en reverrait ni les lourds portiques ni les énormes colonnades avant une bonne dizaine d'années. Pour le vieux général couvert d'honneurs, bardé de décorations, piqué d'étoiles, couturé de cicatrices, commençait la période la plus tragique de sa vie agitée.

Il est près de minuit, le 20 avril 1961, lorsque le commandant Schutz, Alsacien massif et solide, pose son Nord-2500 en bout de piste de l'aérodrome de Blida.

Jusque-là tout s'est bien passé. À 16 heures, il a « réceptionné » sur le terrain militaire de Creil les passagers clandestins annoncés par le major général de l'armée de l'air. Sous couvert d'une mission de ravitaillement en matériel photographique, le général Nicot a trouvé le moyen d'assurer le transport discret des généraux Challe et Zeller jusqu'en Algérie. À l'heure de l'embarquement le colonel Broizat a rejoint les deux patrons « pour s'assurer qu'il ne leur manquerait pas un lacet de chaussure au dernier moment ». Schutz a « planqué » les trois hommes et leur « baise en ville » sous les paquets marqués « service cinématographique de l'armée ». À plat ventre, Zeller s'est tourné vers Challe et — sans se soucier de leur position ridicule — lui a dit

Eh bien, nous y voilà. Nous avons 20 % de chances de réussite !

— Il y en a beaucoup plus, mon cher Zeller. Vous êtes pessimiste. »

À plat ventre lui aussi, Broizat n'a rien dit. Le colonel « kalmouk », au crâne rasé, a très bien senti qu'il ne comptait pas dans l'esprit de Challe. Et il s'en moque. Que ces généraux servent d'étiquettes à la révolution puisque tel sera leur rôle. Le « soviet des colonels » dont il est un des plus beaux fleurons saura bien diriger la machine à sa guise. La coulisse est l'un des milieux dans lesquels le brillant colonel se sent le plus à l'aise. L'action psychologique, la direction des pensées, la manipulation des foules civiles, ce sera cela l'important. Et c'est sa spécialité.

Le voyage s'est déroulé sans encombre. Après le décollage les trois hommes ont dormi. Challe aura juste le temps d'arriver pour prendre les commandes et il ne sera pas

question de prendre du repos avant plusieurs jours ! Schutz, fort de la protection de Nicot en métropole et de Bigot en Algérie — les plus hautes autorités de l'armée de l'air —, a navigué en basse altitude, jouant à cache-cache avec les nuages, dans un silence radio complet. À Alger, le Nord s'est posé dans un calme absolu. Challe, observant l'aéroport par le hublot, s'est dit : « Tiens ! pour une ville en révolution, il ne se passe pas grand-chose. » Mais la révolution est pour cette nuit et il en est le détonateur.

Schutz, parti aux nouvelles, est revenu en disant que le « comité d'accueil » était parti et qu'il fallait décoller pour Blida où « ça irait mieux ». Challe a vu dans ce contretemps un mauvais présage. Malgré les promesses cette affaire n'avait pas été préparée aussi sérieusement qu'elle le méritait.

« Va pour Blida », a-t-il dit en soupirant.

Cette fois, c'est la dernière étape. Il fait nuit noire lorsque Schutz débloque la porte du Nord-2500 qu'il a garé en bout de piste sur l'aérodrome de Blida. Challe et Zeller sautent à terre les premiers. Des phares s'allument et trouent la nuit dans leur direction. Partout des ombres. Zeller a un mouvement de recul. Se faire prendre si près du but ! Et Challe qui a mis un chapeau mou ! Comme si on portait le chapeau mou à Alger ! Toute cette affaire est ridicule. Mais les ombres sont amies. Le commandant Robin est là, au garde-à-vous devant Challe, entouré de ses commandos du G.C.P.

« Enfin vous voilà, mon général ! »

Le soulagement se lit sur le visage décidé de l'officier.

« Eh bien, oui, Robin, me voilà. Alors ?

— C'est décommandé pour cette nuit, mon général. L'affaire est reportée de vingt-quatre heures.

— Mais pourquoi ?

— C'est vous qui l'avez dit, mon général ! Votre télégramme est bien arrivé.

— Jamais envoyé de télégramme. Enfin... on verra plus tard ! Filons d'ici ! »

En réalité il s'agit d'un message des ex-officiers du R.E.P. Ne pouvant décoller d'Istres le 20 avril, ils ont pris sur eux d'envoyer ce télégramme d'annulation.

Pour Challe c'est une preuve de plus que l'affaire est « curieusement » montée. Mais en même temps le soulagement de Robin en le voyant lui a fait plaisir. Les jeunes Turcs, les officiers paras qui vont réellement compter dans la prise d'Alger n'ont foi qu'en lui, veulent le voir, le toucher. Ils savent que Challe à Alger ce n'est pas du flan !

« Mon général, dit Robin, vous allez coucher ici à Blida. Un capitaine du secteur et sa femme vous attendent. Tout est prêt. Demain matin je vous conduirai avec mes hommes à notre P.C. des Tagarins pour tout mettre au point. »

Challe s'engouffre dans une 203. Zeller dans une autre. Les paras remontent dans leurs jeeps et leurs camions, et la caravane prend la route de Blida. Au passage un officier du G.C.P. signale à la tour de contrôle que l'opération de « ratissage du terrain » est terminée.

« On n'a rien trouvé, dit-il. Tout est calme. Bonne nuit ! »

Dans la tour de contrôle l'officier de quart inscrit sur son rapport : « 20 avril. Minuit. Atterrissage d'une mission de ravitaillement en provenance de Paris. Fin de l'opération de ratissage. R.A.S.[7]. »

Gardy et Godard sont arrivés à Alger le même jour au milieu de l'après-midi. Ils ont embarqué clandestinement à Marignane sur la Caravelle d'Air Algérie grâce à la complicité d'un employé de l'agence de Marseille. Argoud et Gardes ont pris l'avion de Bône dans les mêmes conditions. Gardy a appris qu'il avait été impossible de prévenir le colonel Jacquin, l'ancien patron du B.E.L. Avec celles du général Gracieux, qui a refusé de participer au putsch, et du général de Crèvecœur, que les colonels ont trouvé trop « brouillon », cette défection semble regrettable au vieux général qui pense qu'« on ne sera pas trop pour remplacer certains chefs d'unité encore hésitants »

À Alger, où de charmantes hôtesses d'Air Algérie les ont menés à l'adresse indiquée par Faure lors de la dernière réunion de l'Ecole militaire, Gardy et Godard ont trouvé porte close. Ni Degueldre ni Lacheroy ne sont au rendez-vous. Désemparés, les deux hommes n'ont dû leur salut qu'à la présence d'esprit des jeunes hôtesses. Godard risquait d'être reconnu dans ce centre d'Alger où pendant deux ans, comme directeur de la Sûreté, il avait imposé sa loi. Les jeunes femmes les ont emmenés chez la chef hôtesse d'Air Algérie. Là, Gardy a joint au téléphone sa fille, Nicole Bésineau.

« Il faut absolument que je te voie. Avec ton mari. »

C'est alors que Godard s'est aperçu que dans l'affolement il avait oublié sa serviette et son imperméable dans le couloir de l'immeuble où était fixé le premier rendez-vous ! Sa serviette ! Avec des plans compromettants et tous ses papiers d'identité. Il a bondi dans la voiture d'une des hôtesses, bons génies de la révolution, et a trouvé un véritable attroupement dans le couloir de l'immeuble ! On craignait une bombe et des voisins avaient déjà alerté la police ! En un éclair, Godard a écarté les badauds, empoigné l'imperméable et la serviette et s'est enfui comme un voleur. L'alerte a été chaude !

Pour les deux hommes cette journée du 20 avril est celle des catastrophes. Le capitaine Bésineau, sa femme, et le lieutenant Degueldre qui les retrouvent dans l'appartement de la chef hôtesse paraissent stupéfaits de les voir à Alger. Le capitaine du 1er R.E.P. et le lieutenant déserteur, qui ont suivi toutes les phases de la préparation du complot, ne sont pas au courant de l'imminence du déclenchement. Ni matériellement ni psychologiquement, le 1er R.E.P. n'est prêt à s'engager cette nuit.

« Mais le colonel Lacheroy ne vous a pas prévenus ? interroge Gardy, qui va de surprise en surprise.

— On ne l'a pas vu.

— Il est ici depuis une semaine ! Il faut absolument le retrouver. »

C'est sa fille, Nicole Bésineau, que le général Gardy charge de cette mission. En attendant, le capitaine Bésineau et son ami le lieutenant Degueldre sont formels : il est exclu de mettre la machine en route cette nuit si l'on compte sur le seul 1er R.E.P.

« Il faut d'abord convaincre le commandant de Saint-Marc, explique Bésineau, et ni lui ni les compagnies ne marcheront s'ils ne voient pas Challe en personne. »

À 22 heures, Nicole Bésineau annonce à son père qu'elle est enfin parvenue à joindre Lacheroy grâce à des amis activistes. Celui-ci, très calme, lui a appris que l'affaire était remise de vingt-quatre heures !

« Et il ne se dérange même pas ! explose Gardy. Pas d'explication sur ce délai ni sur ce qu'il a fichu à Alger pendant une semaine ?

— Non!

Le comble est que Degueldre a prévenu Paris de n'envoyer personne à la « planque »

du centre d'Alger, grillée depuis quelques jours. Cette planque que le général Faure a donnée innocemment comme seul point de ralliement à Godard et à Gardy !

« Allons, dit Bésineau, inutile de revenir là-dessus. Venez vous coucher. On vous a trouvé une cache sûre ! »

Gardy est accablé par l'impréparation manifeste de ce *pronunciamiento* où tant d'officiers vont engager leur vie et leur honneur. Degueldre le rassure :

« Ne vous en faites pas, mon général, l'affaire est remise de vingt-quatre heures. Si demain matin le général Challe est à Alger la journée nous suffira pour prendre l'affaire en main. Et on s'en occupera directement. »

C'est bien l'intention de Godard qui, furieux, n'a pas dit un mot.

Vendredi 21 avril. 9 heures du matin. Challe est à pied d'œuvre. Carré derrière le bureau du commandant Robin, à la villa des Tagarins, P.C. des G.C.P. (groupes de commandos parachutistes), la pipe à la bouche, quelques dossiers à portée de la main, il se sent — pour la première fois depuis le début du complot — en prise directe avec le mouvement qu'il va déclencher. L'impression de la veille s'est confirmée. La préparation a été bâclée. Certains des colonels, en particulier Lacheroy, ont « laïussé » — comme dit Gardy —, d'autres ont pris leurs désirs pour des réalités mais qu'importe ! Challe est aux commandes. Entouré de son brain trust. Il a quinze heures devant lui pour préparer son coup d'État.

À l'extérieur de la villa les gardes mobiles affectés à la protection du P.C. ne se doutent de rien. Les sentinelles ont salué machinalement les deux civils qu'accompagnait le commandant Robin. Dans le jardin, des commandos montent la garde contre d'éventuels indiscrets. Le premier souci de Challe est de fixer les objectifs que ses troupes devront enlever dans la nuit. Le plan est mis au point par le colonel Godard, à qui le général a donné la haute main sur la zone militaire d'Alger, et surtout par le capitaine Bayt, dont on n'a jamais parlé. Ce capitaine du corps d'armée d'Alger, officier de réserve en situation d'activité, est un ancien comédien, fabuleusement intelligent, qui a la confiance de Godard. C'est lui qui a soigneusement préparé — sur le papier — la prise d'Alger en 19 objectifs. Une petite merveille de précision et de concision. Tout y est. L'horaire d'acheminement de chaque unité sur son objectif, le chemin à prendre, l'horaire de l'assaut. Il a même prévu des heures de départ différentes selon l'éloignement des objectifs. Selon son plan, à l'heure H, chacun sera à pied d'œuvre. En moins d'une heure les centres nerveux de la capitale doivent être neutralisés. Délégation générale, état-major interarmées, corps d'armée d'Alger, P.C. de la zone et des deux secteurs d'Alger, radiodiffusion et télévision, centres des transmissions, palais d'Eté, aérodromes, commissariat central, domiciles des principaux hauts fonctionnaires et chefs militaires. Pour chaque point visé, le capitaine Bayt a établi l'itinéraire, le plan des locaux, le nombre des sentinelles, le tout dans une grande enveloppe qui sera remise au chef d'unité responsable. Il a même pensé à recruter des guides civils de confiance qui accompagneront les chefs de convoi peu habitués à circuler dans les rues d'Alger ! Ils sont une dizaine, tous sélectionnés par Bat dans les troupes de choc des mouvements nationaux et fascistes d'Alger. Le contraire des « gueulards » habituels du F.A.F. Des gars décidés à tout du moment que l'on sauve l'Algérie française.

Challe est séduit. « Le plan est parfait, dit-il, il ne faut pas y changer une virgule. »

La matinée se passe à vérifier point par point les plans d'attaque et surtout à décider quelles sont les unités qui y participeront. C'est d'ailleurs le problème qui préoccupe le plus le général Challe. Il a à sa disposition les G.C.P. de Robin et le 1er R.E.P. à condition que Saint-Marc, le commandant par intérim, apporte son appui total au pronunciamiento. Les cinq ex-officiers du R.E.P., Sergent, La Briffe, Ponsolle, Godot et La Bigne, sont arrivés à la villa des Tagarins prêts à reprendre leur ancien commandement au sein du régiment étranger.

Il est midi lorsque le commandant de Saint-Marc arrive au P.C. Challe flanqué de Bésineau et de Degueldre. Le général Gardy qui ne l'a pas vu depuis 1959 le met d'emblée au courant du projet et de la mission essentielle qu'on veut lui confier. saint-Marc connaît depuis quelques jours le projet de putsch et la personnalité de celui qui doit le diriger. Mais il réserve sa réponse. Il veut voir Challe et obtenir de sa bouche quelques explications moins succinctes.

« De toute façon, dit-il à Gardy, sans présager de ma décision, je vous donne ma parole que je ne révélerai rien de vos projets et que — si je n'y participe pas — je ne ferai rien pour les entraver. »

Challe a beaucoup d'estime pour Elie Denoix de Saint-Marc. Il n'est pas le seul. Saint-Marc est de ces officiers qui électrisent les hommes par leur simple présence. Il est le type même du para « pur et dur » qui a cru trouver dans l'Algérie du 13 Mai la réalisation de rêves de justice sociale, d'égalité politique et d'intégrité du territoire que la IVe République n'a pas été capable d'imposer. Résistant, torturé par la Gestapo, déporté à dix-neuf ans à Buchenwald, ce fils de famille bordelais a fait l'Indochine, puis l'Algérie. Il a participé à la « bataille d'Alger » au côté de Massu et en a gardé un mépris sans fond pour les politiciens pourris du gouvernement Mollet qui leur ont fait accomplir toutes les missions que les civils étaient incapables de mener à bien. Puis c'est l'immense espoir du 13 Mai. Mais il s'aperçoit très vite que l'armée se fourvoie. À des journalistes du *Monde* il dit en 1958 : « L'armée ne doit pas être l'instrument de la droite, mais celui de la nation tout entière[8]... » Il prend alors un congé et se réinsère dans la vie civile. Mais Salan, modèle du général politique qu'il déteste, quitte l'Algérie. Challe le remplace. Alors Saint-Marc regagne les rangs de l'armée hors de laquelle il se sent mal dans sa peau. Au P.C. « Jumelles » il apprécie ce général d'aviation, attaché à la République, dédaignant les combinaisons politiques et... qui fait gagner une armée qui en avait perdu l'habitude. En mars 1960, il le voit partir avec tristesse. Il ressent plus que personne les dangers du désespoir et de l'amertume qui se sont abattus sur le corps des jeunes officiers. Une fermentation malsaine, génératrice de catastrophes. Le clash inévitable en raison de l'évolution politique de De Gaulle ne peut que les entraîner dans les pires folies. Le 15 avril il apprend qu'il est imminent et on lui révèle le nom de celui qui en prend la tête : Challe. Le seul qui puisse éviter que le mouvement ne tombe aux mains de Salan, Susini et autres excités algérois !

Dans le petit bureau, Challe serre longuement la main à l'officier para.

« Je suis heureux de vous voir, Saint-Marc, en un jour pareil. Marchez-vous avec nous ?

— Quels sont vos buts, mon général ? »

Une fois de plus Challe expose ses conceptions et ses intentions : faire un putsch,

prendre le pouvoir en Algérie, gagner rapidement la guerre et entouré d'un commandement exceptionnel — Godard, Argoud, Saint-Marc, Robin, Masselot... les meilleurs — se tourner vers la métropole et lui dire : « Alors, cette fois, plus d'objection, plus d'hésitation... on reste ? »

« Je suis un démocrate, Saint-Marc, poursuit Challe. Je ne veux pas d'un putsch fasciste. Mais il s'agit bien d'un coup d'État. Devant une pareille situation le régime s'effondrera. On le remplacera par un autre conforme aux intérêts de l'Algérie française. »

L'élimination des complices de l'ennemi mais aussi celle des Européens extrémistes trop étroitement attachés à leurs seuls privilèges, voilà qui plaît à Saint-Marc. Il rectifie la position et, solennel, dit :

« Mon général, je suis à vos ordres. »

Challe vient d'obtenir sa première victoire ! Pour prendre Alger il disposera de deux mille hommes. C'est peu mais ce sont des troupes d'élite. De toute façon il faudra s'en contenter. Il est exclu de faire appel à des unités éloignées d'Alger dont le déplacement alerterait les autorités. Ce sera pour le deuxième temps de l'opération, quand la ville sera investie et que Challe pourra se servir en toute sécurité du téléphone !

L'heure H est fixée à 2 heures du matin. En effet Saint-Marc, les capitaines Bésineau et Borel — commandants de compagnie — et leurs épouses sont invités à dîner par le général Saint-Hillier qui commande la 10e D.P. Annuler ce dîner donnerait l'éveil au général en qui ni Challe ni Saint-Marc n'ont confiance. Compte tenu de cette malencontreuse invitation et du temps d'acheminement des unités au pied des objectifs, 2 heures du matin est une heure raisonnable.

Robin et Saint-Marc seront les hommes clefs de l'opération dont dépend la réussite ou l'échec du putsch. Leurs régiments en seront le fer de lance. Challe leur fait ses ultimes recommandations.

« Dans toute la mesure du possible, dit-il, évitez les effusions de sang. Et ne brutalisez pas ceux que vous aurez à arrêter. »

La recommandation de Challe vise à calmer les plus excités des paras qu'on va lancer dans l'affaire mais il sait très bien qu'un homme qui se révolte et qui interdit toute effusion de sang est battu d'avance. C'est pourquoi il *n'interdit jamais* — contrairement à ce que l'on dira après le putsch — l'effusion de sang.

« J'avais le très grand souci de ne pas répandre le sang français, me confiera plus tard le général Challe, mais si nous avions dû prendre l'Algérie au prix d'un certain nombre de victimes, même françaises, elles eussent été moins nombreuses que celles — européennes et musulmanes — qui ont suivi notre abdication. Je n'éprouve aucun plaisir quand le sang coule mais s'il l'avait fallu j'en aurais assumé la responsabilité puisque ainsi j'évitais un plus grand mal. »

Un autre problème moral s'est posé aux patrons du putsch : celui de la légion. Peut-on entraîner des troupes étrangères dans une action politique ? Sans hésitation, Challe, Zeller, Jouhaud et Gardy — orfèvre en la matière puisque ancien légionnaire — l'ont balayé de leurs préoccupations. Les officiers sont tous français et les légionnaires le sont « par le sang versé ».

« En outre, a souligné Challe, étant donné mes ordres de modération et compte tenu de la valeur de ces troupes, il n'est pas pensable que l'on arrive à une lutte généralisée où le

problème de l'affrontement français contre étranger puisse se poser. »

Par contre, le capitaine Sergent, qui, pour le Grand Coup, va reprendre le commandement de sa 1er compagnie du 1er R.E.P., ne peut s'empêcher d'un certain mépris pour ces colonels « recruteurs » qui n'ont pas été capables de mettre en pointe d'autres unités. Mais l'excitation qui monte au fur et à mesure qu'approche l'heure H estompe les « cas de conscience ».

La prise d'Alger étant une question réglée — sur le papier — Challe, Zeller et Gard profitent de l'accalmie de l'après-midi pour se répartir les tâches. Aux yeux de tous, Challe est et reste le patron incontesté. Zeller et Jouhaud seront ses adjoints.

Zeller se chargera de deux missions : convaincre définitivement Gouraud de rallier le putsch en entraînant ainsi tout le Constantinois sous la bannière de Challe, et s'occuper de toutes les questions administratives et logistique, elles vont très vite se révéler essentielles à la réussite définitive du coup d'État. Gouraud est un « gros morceau » car c'est dans le Constantinois qu'il y a le plus de troupes. Quant aux questions de logistique, elles vont très vite se révéler essentielles. L'Algérie va vivre un certain temps coupée de la métropole, il faudra assurer le paiement des salaires de la fonction publique et fournir du ravitaillement à la population.

« Vous devez parvenir à faire tourner la machine pendant au moins quinze jours, a dit Challe. Après, si nous réussissons il se produira des événements en métropole qui amèneront une nouvelle situation. »

Quant à Jouhaud, il s'occupera des rapports avec le peuple d'Alger. C'est un pied-noir passionné, aimé de la population. La confiance que lui portent les divers leaders civils doit aider le mouvement.

Dans l'esprit de Challe la mission de Jouhaud doit être dans un premier temps de dire aux civils : « Faites-nous confiance. Obéissez aux ordres. Et surtout ne vous occupez de rien. » Car Challe ne veut à aucun prix les mêler à la réalisation du putsch qui doit rester une affaire uniquement militaire. Il redoute par-dessus tout les déclarations forcenées dont les mouvements extrémistes européens ont le secret. Les milices civiles du type Ortiz lors des Barricades, ce n'est pas son genre. Ni celui des officiers du type Saint-Marc qui s'est inquiété de leur éventuelle participation.

Gardy, lui, reste « en réserve ». Challe se doute qu'il faudra convaincre quelques hésitants. Le général légionnaire sera parfait dans ce rôle. En outre, Challe ne sera pas fâché de l'éloigner car il représente à Alger la tendance Faure-Blignières favorable à l'intervention armée sur Paris. Fidèle à la promesse faite au général Faure avant de quitter Paris, Gardy évoque ce problème dès la fin de l'après-midi :

« Il faut envoyer très rapidement des paras sur Paris pour appuyer l'action de nos amis. »

Challe et Zeller se montrent des plus réticents. Ils ne veulent pas braquer le vieux général mais leurs réponses sont évasives.

« On verra, mais il est impossible de le prévoir pour le moment... Ce serait très grave... Enfin, on en reparlera dans quelques jours. »

Et l'on passe très vite aux autres affectations. C'est cela le plus important. Gardy n'en est pas persuadé mais il n'est pas le patron.

Godard, dès la prise d'Alger, s'installera à la caserne Pélissier et contrôlera tout le corps d'armée d'Alger.

Challe ne veut pas demander au général Héritier, chef d'état-major de Gambiez, de poursuivre sa tâche auprès de lui, ce serait le mettre en difficulté et risquer d'essuyer un refus. Le colonel Cousteaux, chef du 3e bureau de l'E.M.I. et responsable des réserves générales, le remplacera auprès de Challe. Il a accepté.

Argoud, qui se trouve dans le Constantinois et doit « décider » Gouraud, sera un « itinérant » tout comme Gardy.

Gardes et Broizat s'occuperont de la propagande et Lacheroy de l'exploitation psychologique. Ces trois brillants colonels se « tireront des bourres » pendant les quatre jours que durera le putsch. Chacun pensant être plus efficace, plus intelligent, plus « tordu » que l'autre dans la direction des âmes, dans la manipulation de la foule. Ce ne sera pas la moindre déception de Challe... Mais il y en aura tellement !

À 20 heures, quand Jouhaud, qui s'est débarrassé des « anges gardiens » que la Sûreté a attachés à ses pas depuis plusieurs jours, arrive au P.C. des Tagarins tout est prêt, pesé, pensé, minuté. Y compris les listes d'arrestations en tête desquelles figurent le délégué du gouvernement Jean Morin, le commandant en chef Gambiez, le chef du corps d'armée, général Vézinet, suivis de plusieurs dizaines d'autres dont Godard, Bayt et quelques officiers ont jugé « l'élimination » indispensable. On les emprisonnera, on les jugera, on les condamnera. Comme cela se fait dans toutes les révolutions ! C'est normal, ce sont des traîtres…

À Paris, on sait. On sait, même depuis la veille au ministère de l'Intérieur. Mais comme partout, on ne croit pas. Les histoires de putsch, de *clash,* de Grand Coup font partie de la mythologie d'Alger qui, depuis le 24 janvier — depuis les Barricades — « vit sur un volcan » et en a pris l'habitude.

Pourtant le jeudi 20 avril à 19 h 40 — il y a déjà vingt-quatre heures — M. Willy-Paul Romain, chef du service de presse du ministère de l'Intérieur, diplômé de l'Ecole de police, commissaire fin et cultivé, écrivain, ami des journalistes et des poètes, a reçu dans son bureau de la place Beauvau la visite de M. C..., un informateur digne de foi.

« Savez-vous, cher ami, a dit C...,pourquoi le G.P.R.A. diffère sa réponse pour fixer la date d'Évian ? Eh bien, parce qu'il a été informé d'un coup de force qui sera tenté à Alger par les généraux Challe, Salan, Zeller et Jouhaud. Et ce sera pour ce soir, demain ou probablement samedi 22. Faites-en part à qui de droit car ce coup de force va vers un échec inévitable qui entraînera en métropole une révolution et *l a* mainmise des communistes sur le pouvoir. »

L'informateur a donné la liste des soutiens civils dont les officiers rebelles pourront bénéficier à Paris. Et cette liste comprend les noms de nombreux participants à la réunion du 5 janvier dont les R.G. ont eu vent ! Romain remercie, réfléchit et donne l'alerte.

Le préfet Vié, directeur des R.G., est en voyage, son adjoint, M. Nadeau, saute en l'air.

« Il faut prévenir Verdier ! »

Mais le directeur général de la Sûreté, le préfet Verdier, est absent. On alerte donc son directeur de cabinet, Victor Deshusse — que tout le monde appelle Totor. Celui-ci, les pieds sur la table car tout est tranquille à Paris, est sidéré par l'information.

« Il faut prévenir Gallichon. »

Mais M. Gallichon, directeur du cabinet de M. Pierre Chatenet, ministre de l'intérieur, n'est pas là. Pas plus que le ministre, qui souffre d'un furoncle dans le nez et ne retrouvera jamais son bureau doré de la place Beauvau dont — dans quelques heures — va s'emparer Roger Frey, qui se révélera l'âme de la lutte contre Alger. On prévient donc Issac Georges, conseiller technique, qui est le seul membre du cabinet présent au ministère ce jeudi soir.

« Êtes-vous sûr de votre informateur ? demande-t-il à Romain.

— C'est un vieil ami. Ses renseignements sont toujours fidèles et précis. Il a même assisté à une réunion de civils où il a vu Jo Léger. »

Joseph Léger — dit Jo — est un préfet que l'on dit très lié avec Faure.

« Je résume, poursuit Willy-Paul Romain, l'opération va se dérouler dans trois jours au plus tard. Salan rejoindra Challe, Jouhaud et Zeller. Ils n'ont pas le soutien logistique nécessaire, ils ne sont pas assurés du soutien de l'armée, encore moins de celui des services civils. Tout cela ne peut déboucher que sur un noir désordre. »

Isaac Georges prévient les cabinets de Joxe et Messmer. Et l'on va se coucher.

Le vendredi matin la ronde des téléphones reprend. Isaac-Georges prévient Constantin Melnik, chargé des services de renseignements au cabinet du premier ministre. Le directeur des R.G., le préfet Vié, prévenu à son tour est rentré à Paris. Il se montre très sceptique. Romain lui répète ses informations, les, rapproche des renseignements parvenus aux R.G. sur les multiples réunions « secrètes » qui se sont tenues à Paris dans différents milieux depuis le mois de janvier.

« Je ne crois pas à votre affaire, dit Vié le vendredi après-midi, appelons ensemble Baudry. »

Baudry est le patron des R.G. en Algérie. Il est formel.

« Tout va bien, dit-il. Tout va même très bien. Je viens de voir le responsable de la Sécurité militaire. Il se porte garant que tout est calme et loyal dans l'armée. Dans les se aces civils c'est également le calme parfait. Non, vraiment, je ne vois rien de probable pour le week-end qui s'annonce particulièrement tranquille. »

Pourtant, dans la soirée, une certaine animation règne tant à Matignon que place Beauvau. Des bruits divers parviennent d'Algérie. On ne sait rien mais on « sent ». Pas assez pourtant pour alerter Debré ni, bien sûr, le général De Gaulle, qui, ce vendredi soir, reçoit le président Senghor à la Comédie-Française.

Le vendredi soir est un jour agréable au palais d'Eté. Jean Morin y tient table ouverte pour ses collaborateurs auxquels se mêlent quelques intimes. Aucune obligation, on vient ou on ne vient pas, on joue au tennis jusqu'à la nuit ou on bridge selon les goûts. Ce vendredi soir, Verger, directeur du cabinet de Morin, Vieillescazes, directeur du cabinet civil, Jacques Planty, chef du cabinet, et Coup de Fréjac, directeur de l'information, ont entamé une partie quand le téléphone sonne.

« Le mort, répondez », dit Vieillescazes.

Quand on bridge, le vendredi soir, c'est le mort qui répond. Coup de Fréjac se lève. Au bout du fil, Burgalat, un ami d'enfance qui est secrétaire général à Oran.

« Que fais-tu là ?

— Je bridge chez Morin.

— Tu n'es pas au courant ?

— De quoi ?

— Le coup serait parti. Les R.G. disent que des troupes de réserve générale seraient sur le point de faire mouvement sur Alger et Oran.

— Merci, j'en informe Morin. »

Le délégué s'inquiète de cette information. Elle s'ajoute à celle que lui a apportée Verger vers 18 heures : le préfet Aubert, directeur de la Sûreté, a été alerté de Tizi-Ouzou où « quelque chose se prépare ». Les indices s'accumulent.

« Verger, dit Morin, tirez au clair cette affaire de réserves générales avec le colonel Cousteaux. »

Bien sûr, Cousteaux qui, dans quelques heures, va devenir chef d'état-major de Challe, « rassure » Verger.

« J'ai vérifié, dit-il, pas question de déplacements. Tout est parfaitement calme. »

Morin reste tout de même soucieux. Il convoque après dîner Gambiez, Vézinet, Aubert, Jannin, préfet de police, le colonel Moullet, patron d'Alger-Sahel qui sera le pilier du maintien de l'ordre.

Il ne veut pas paniquer. Il ne prévient même pas Robert Buron, le ministre des Transports, qui est en visite à Alger et qui, le dîner terminé, est monté se reposer dans sa chambre. Pourtant il devient évident que « quelque chose » se prépare.

Le général Vézinet, commandant le corps d'armée d'Alger, vient d'avoir au téléphone le général Simon, commandant la Z.E.A. à Tizi-Ouzou. Celui-ci a été alerté par un officier, le capitaine Savary.

« Mon général, a dit ce dernier, un putsch se prépare. On m'a sollicité. J'ai été contacté par un commandant de secteur, qui est dans le coup. Ce sera pour cette nuit. »

Ce récit, rapporté par Vézinet, n'est pas du goût du commandant en chef.

« Ce n'est pas possible, s'écrie Gambiez, je tiens l'armée en main. Tout cela est impensable. »

Nimbus est vexé. Morin hésite. Vézinet, ancien bras droit de Leclerc, est un homme de confiance, bien informé, calme et réfléchi. Quant à Simon, son gaullisme est bien connu.

« Faisons le point », propose Morin.

Il a autour de lui les chefs de l'armée et de la police, des informations contradictoires et pas le début d'une preuve.

Chacun résume la situation dans son domaine et il ressort de ce tour d'horizon politique et militaire que la seule chose à craindre est une manifestation populaire avec retournement de l'armée. Or les R.G. d'Alger sont formels : aucune manifestation civile n'est prévue pour le week-end. Donc rien à craindre d'une réaction de l'armée. Celle-ci ne bougera pas toute seule. Gambiez le confirme encore et s'emporte de voir Morin, Aubert et Jannin — les civils — sortir tout de même le plan de défense d'Alger.

« Il est trop tard pour faire venir des troupes, dit Morin, s'il devait se produire quelque chose il faudra compter sur les gendarmes mobiles et la police locale.

— Mais il ne se passera rien, s'emporte Gambiez qui revient de téléphoner. J'ai parlé avec Saint-Marc à Zéralda. Il rentrait de dîner chez le général Saint-Hillier. Quand je lui ai parlé de mouvements de troupes de réserve générale, ça l'a fait rire. Chez lui tout est parfaitement calme. Le 1er R.E.P. est au repos et les légionnaires pensent à bien autre chose qu'à faire une révolution. Vous devriez calmer vos informateurs ! »

Vers minuit et demi, coup de téléphone de Paris. Le ministère de l'Intérieur annonce à Morin que plusieurs agents des R.G. signalent de sources différentes d'importants mouvements de troupes de réserve générale.

Morin, fou de rage, raccroche et dit au commandant en chef :

« Alors, général Gambiez, tout est calme selon vous ? »

Le colonel Moullet reçoit alors des informations provenant de barrages de gendarmerie mis en place en accord avec Vézinet lorsque celui-ci a reçu l'information de Tizi-Ouzou.

« Monsieur le délégué, dit-il, anxieux, les gendarmes me signalent d'importants mouvements de troupes autour de Zéralda ! »

Cette fois, ça y est. Gambiez comprend qu'il a peut-être été abusé. Alors l'homme d'action se manifeste.

« J'y vais, dit-il à Morin. Je vais sur place à Zéralda. On va bien voir s'ils ne vont pas m'obéir. »

L'ancien commando, le casse-cou du débarquement de l'île d'Elbe, le patron des groupes spéciaux en Indochine, réapparaît. Etre sur place, voir « de ses yeux », c'est la règle d'or. Et se porter immédiatement sur le point attaqué. Ce n'est plus Nimbus mais Subito[9] qui se manifeste !

Vézinet et Moullet qui ont donné des ordres par téléphone regagnent leurs bureaux. Vézinet à la caserne Pélissier, Moullet au Fort-l'Empereur.

Il est un peu plus de 1 heure du matin. Les coups de téléphone se multiplient. Il n'y a plus de doute. Des camions bondés de paras font route sur Alger. Le délégué prévient Bigot, le patron de l'armée de l'air en Algérie.

« C'est invraisemblable votre histoire », répond celui-ci.

Et pour cause, il est dans le putsch jusqu'au cou. Par contre, l'amiral Querville, patron de l'Amirauté, prend l'information très au sérieux.

« Vous pouvez compter sur la marine, monsieur le délégué. Mes unités sont à votre disposition. »

Morin et ses collaborateurs évoquent alors les différentes possibilités qui s'offrent à eux. Faut-il rester au palais d'Eté, se laisser neutraliser mais le faire savoir, ou faut-il disparaître et s'installer sur l'un des bateaux de l'amiral Querville ? Morin choisit la première solution.

« Si l'autorité se montre défaillante et s'en va, explique-t-il, les putschistes auront beau jeu de se substituer à elle et faire croire à la pseudo-légalité de leur mouvement. Mais s'ils nous arrêtent, ils entrent dans l'illégalité la plus complète. Ils deviennent des généraux rebelles. »

Coup de Fréjac juge ces conversations trop byzantines à son goût. L'heure est grave.

« Moi je n'ai pas une âme de prisonnier, dit-il. Je pars. Leur histoire ne peut durer au-delà de trois semaines. Il est préférable de se cacher quelques jours, puis de voir ce qu'on peut faire. »

Ce n'est pas l'avis de Morin qui fait réveiller Robert Buron et prend contact avec Paris.

Il est tout de même temps de dire à Michel Debré que pour la première fois l'armée d'Algérie se révolte. Et sans les civils encore !

Sur la route qui mène à Zéralda la jeep de tête roule à tombeau ouvert. Au volant, le légionnaire Sladeck passe nerveusement ses vitesses. À côté de lui, le capitaine Sergent, qui a revêtu sa tenue camouflée et coiffé le béret vert, emmène vers Alger le 1er régiment étranger de parachutistes. À l'arrière de la jeep, près du radio, le capitaine Rubin de Cervens, qui a redonné le commandement de la 1re compagnie à son ami Sergent. Les camions et les jeeps du G. T. 50, groupe de transport de la 10e D.P., forment une longue colonne. Trois compagnies et le P.C. du 1er R.E.P. Tous phares allumés. Impressionnant. Le glorieux Pr étranger de parachutistes n'est plus le régiment vedette de la 10e division de parachutistes mais une unité rebelle qui s'apprête à conquérir le pouvoir à Alger. Déjà Sergent a eu à franchir plusieurs barrages de gendarmes. Le premier par ruse. Les autres en force. La 1re section a débarqué de ses camions et a dégagé la route des chicanes de barbelés et des herses aux dents acérées. Les gendarmes n'ont pas protesté. Il faudrait tirer et ils n'en ont aucune envie.

À l'entrée d'Alger, Gambiez, dans sa voiture noire à fanion tricolore, suffoque de rage. Impossible d'arrêter ce dragon qui avance à 80 km à l'heure, prêt à cracher le feu. Pourtant, profitant d'un ralentissement, son chauffeur parvient à couper le convoi et à immobiliser sa voiture en travers de la route. Gambiez descend dans la lumière des phares.

« Arrêtez.. mais arrêtez donc ! »

Un véhicule de commandement stoppe à quelques centimètres du patron de l'armée. Le lieutenant Durand-Ruel se penche du camion.

« Vous me reconnaissez, crie Gambiez, je suis le commandant en chef.

— Vous n'êtes plus rien, répond avec assurance le lieutenant. Challe et Zeller sont arrivés. C'est à eux que nous obéissons.

De mon temps, s'étrangle Gambiez, les lieutenants ne répondaient pas ainsi aux généraux.

— De votre temps, réplique le jeune homme, les généraux ne vendaient pas l'Algérie française. »

Saint-Hillier, le chef de la 10e D.P., qui a accompagné Gambiez, voit avec effarement le plus beau régiment de sa division bousculer en force la voiture du commandant suprême en Algérie. Comme une vulgaire voiture de marchand des quatre-saisons arabe !

Et le convoi s'ébranle à nouveau. Durand-Ruel connaît bien son objectif : le Gouvernement général. C'est là, sur le Forum, où il a suivi la compagnie du 1er R.E.P., que Gambiez, après avoir tenté une dernière fois d'arrêter les légionnaires avec un courage physique qui confirme sa légende de baroudeur, sera arrêté par des légionnaires allemands qui, à de rares exceptions près, ne comprennent pas grand-chose à ce qu'on leur fait faire.

À la caserne Pélissier, place Mermoz, tout va très vite. Sergent, avec une extraordinaire présence d'esprit et un sang-froid à toute épreuve, a réussi à s'introduire seul jusqu'au bureau de Vézinet. Là, il trouve l'état-major du C.A. en pleine effervescence. L'alerte a été donnée, c'est clair ! Alors que Vézinet essaye de le retenir, Sergent dévale l'escalier, reprend son souffle pour passer calmement le poste de garde, se fait ouvrir la grille par les sentinelles et la bloque, grande ouverte, en appelant la légion à la rescousse. Les grands diables verts s'engouffrent dans la caserne. Dix minutes plus tard, Vézinet est arrêté et ceinturé par le lieutenant Godot. Dans la bagarre, le

portrait de De Gaulle est tombé et s'est brisé. Un légionnaire s'est blessé à la main et un peu de sang a jailli sur la vareuse du général. Celui-ci ne veut même pas entendre les explications que tente de lui donner un officier du 1er R.E.P. et quitte son bureau pour gagner la prison que lui ont réservée les rebelles. Car Vézinet est un inconditionnel, ce n'est même pas la peine de lui demander s'il veut rallier le mouvement !

À 2 h 45, ce samedi 22 avril 1961, les trois généraux de la villa des Tagarins se félicitent. Alger est tombé. Les prévisions du plan Beÿt-Godard exécuté par Saint-Marc-Robin se sont réalisées point par point. Tous les centres vitaux d'Alger sont aux mains des paras rebelles. La radio et la télévision sont prises. Au palais d'Eté, Morin, Buron et leurs collaborateurs sont consignés dans leurs chambres. Gambiez, Vézinet et quelques autres sont « au trou ». Seule ombre au tableau, la mort du maréchal des logis Pierre Brillant, tué par les paras alors qu'il tentait de défendre l'émetteur radio d'Ouled-Fayet. On parlera de « méprise regrettable ». Et l'on oubliera bien vite « l'incident ».

Challe peut désormais téléphoner librement sans se soucier des écoutes. Il est le patron d'Alger !

Sa première communication est pour le général Gouraud, commandant le corps d'armée de Constantine. Son ralliement doit devenir public dès les premières heures de la matinée, en même temps que le pays apprendra le coup d'État d'Alger. L'effet psychologique balayera les dernières hésitations militaires.

À 3 h 30 Challe obtient Gouraud.

« Allô ! ça y est, mon vieux Gouraud. Nous venons de prendre Alger sans histoire. Comme promis, bien entendu, vous marchez avec nous ?

— Bien sûr, je marche, répond le général.

— Prenez toutes les dispositions utiles pour vous rendre maître de la situation dans votre corps d'armée. Je vous rappellerai plus tard. »

Challe s'éponge le front et se rend dans la salle où se trouvent Zeller, Jouhaud et quelques officiers.

« Comme prévu, Gouraud marche ! »

L'ambiance est au triomphe. Le Constantinois est gagné à leur cause. Le Sud algérois aussi. Challe est persuadé, comme on le lui a dit à Paris, que le général Arfouilloux est favorable. Alger est pris. Reste Oran. Pouilly se laissera peut-être convaincre. De toute façon, son second, Lhermitte, « doit » suivre le mouvement. Et puis il y a Bel-Abbès avec le colonel Brothier. La Chapelle et quelques autres ont assuré à Challe qu'il est de tout cœur avec le putsch et prêt à lui apporter son aide.

Avant de relancer chacun d'eux par téléphone, Challe lit à Jouhaud, Zeller et Gardy la proclamation aux troupes qui apprendra aux Algérois mal réveillés et au monde stupéfait la réalité du coup d'Alger.

« Je suis à Alger avec les généraux Zeller et Jouhaud pour tenir notre serment, le serment de l'armée de garder l'Algérie, pour que nos morts ne soient pas morts pour rien. Un gouvernement d'abandon nous apprenait successivement l'Algérie française, l'Algérie dans la France, l'Algérie algérienne, l'Algérie indépendante associée à la France. Il s'apprête aujourd'hui à livrer définitivement l'Algérie à l'organisation extérieure de la rébellion. Etait-ce cela la paix annoncée ? »

Suit alors une violente attaque contre le gouvernement "qui a refusé de traiter avec Si Salah et une justification de la révolte de l'armée devant le sort réservé à l'Algérie

future. Pas un mot de Salan. Ni Zeller. ni Jouhaud ne protestent. Il n'en va pas de même de Gardy, qui à Paris, a promis de « mettre de l'huile dans les rouages ».

« Si vous ne citez pas le nom de Salan, mon cher Challe, dit-il, cela va faire un drame lorsqu'il arrivera et ce sera fâcheusement commencer une collaboration nécessaire... »

Challe ne voit aucune nécessité à cette collaboration. Pourtant il cède après un moment d'hésitation. Et il ajoute à la suite des trois noms les mots : « en liaison avec le général Salan ». Il accepte également que le nom de Salan figure à la fin du texte de l'état de siège proclamé en Algérie à partir du 22 avril 0 heure et qui donne tous les pouvoirs à l'armée.

L'article 5 précise en outre : « Les individus ayant participé directement à l'entreprise d'abandon de l'Algérie ou du Sahara seront mis en état d'arrestation et déférés à un tribunal militaire qui sera incessamment créé pour connaître des crimes commis contre la sûreté de l'État. »

Ainsi, à l'aube, Morin, Gambiez et leur clique sauront à quoi s'en tenir !

Challe va enregistrer son ordre du jour à l'armée au magnétophone et c'est Gardy qui, faute de speaker, enregistrera la proclamation de l'état de siège. Le vieux général espère que Salan, pour lequel il a de l'amitié, arrivera bientôt.

Avant l'enregistrement Challe est appelé au téléphone. C'est à nouveau Gouraud à Constantine.

« Mon général, dit-il, je vous ai donné mon accord tout à l'heure. Depuis, j'ai réfléchi. »

En réalité, Jean Morin, qui, consigné dans sa chambre, a conservé une ligne téléphonique que les paras n'ont pu découvrir, a alerté Maxime Roux, l'igame de Constantine, et lui a expliqué la situation. Roux a immédiatement joint le général Gouraud et l'a convaincu de ne pas se fourvoyer dans une affaire qui ne peut déboucher « sur rien de bon ».

Challe, lui, ne l'entend pas de cette oreille. Il explose.

« Ah ! non, mon cher Gouraud. Vous m'avez effectivement donné votre accord. C'est avant qu'il fallait réfléchir et pas après. Je ne vous reconnais plus le droit d'hésiter après avoir été formel !

— Bien sûr, mais ça débouche sur quoi, votre affaire ? »

Et pour la énième fois depuis son retour en Algérie, Challe expose son plan, explique son but, énumère les moyens mis à sa disposition. Lorsqu'il raccroche il sent qu'il n'a pas convaincu Gouraud. Comme un malheur n'arrive jamais seul il apprend alors que le général Lhermitte dont on lui a tant dit qu'il ferait basculer l'Oranie est en permission en France depuis trois semaines et qu'il est remplacé par le général Hublot, un « inconditionnel » !

Quand, vers 5 heures du matin il enregistre sa proclamation triomphante, Challe sait déjà qu'« il y a du mou dans la corde » !

Mais rien n'est perdu. Il faut se battre. Pour convaincre Gouraud il y a Zeller et pour l'Oranie il y a Gardy. C'est ce dernier que Challe fait immédiatement partir pour Bel-Abbès et Oran en le nommant chef de corps d'armée ! Et pour montrer sa détermination à tous ses camarades il dit d'une voix forte à l'ancien inspecteur de la légion :

« Et si les gens ne marchent pas, s'ils nous font obstacle, balayez-moi toute l'Oranie avec la légion, sans hésiter. Gardy, si nous échouons, nous sommes foutus, mais surtout

l'Algérie est foutue, la France est foutue. C'est la dernière chance. Allez, j'ai confiance en vous. À bientôt. »

Gardy salue et dit, très ému :

« Je ferai l'impossible, mon général. »

En Oranie aussi il faudra la légion étrangère pour « convaincre » l'armée française ! A la villa des Tagarins, que Challe va quitter pour retrouver son vieux quartier Rignot où Gambiez ne risque plus de reparaître, on ne s'en soucie guère. Seul le but final compte. Et le patron a l'air décidé.

Le « balayez-moi ça... » a agréablement surpris ceux des colonels et des capitaines qui — déjà — trouvaient en Challe un révolutionnaire par trop débonnaire…

À Alger, il y a ces journées de février ou de mars où le ciel est sale, la mer glauque, les murs pisseux, où l'on se demande si l'on retrouvera la joie de vivre. Des journées où l'anisette a un goût âcre, où les olives cassées sont plus amères que d'habitude, où l'on se traîne, mal dans sa peau. Les habitants ont alors l'âme morose, presque désespérée. C'est incompréhensible pour ceux qui n'ont jamais vécu, à Alger, ou qui sont passés à côté de ce grand roman d'amour qui unissait les pieds-noirs à leur terre, à leur ciel, à leur mer et à leur soleil. Alors ils n'ont compris ni le pays ni les gens. Encore moins leurs réactions.

Et puis, tout d'un coup, éclate le printemps, qui est déjà l'été et qui va durer une bonne partie de l'année. Alors la ville s'étire,, s'anime, resplendit. C'est pour huit mois la grande fête « à la couleur n. Du bleu, du blanc et de l'or. Partout. On relègue au grenier ces vêtements d'hiver dans lesquels les peuples méditerranéens ressemblent toujours à des clochards, et l'on revêt l'uniforme de l'été. La robe légère, le chemisier ouvert qui fait les femmes plus belles et plus désirables, la chemisette et le pantalon de toile qui sentent déjà la plage. Les peaux mates vont encore foncer. Et souvent seul le vêtement distinguera le fils de Bab-el-Oued de celui de la Casbah, l'enfant du boulevard de la Victoire de celui du Village nègre. Le vêtement et quelque chose au cœur qui en ce mois d'avril 1961 rend difficile sinon impossible tout rapprochement entre les deux communautés. En ce printemps de 1961 il y a peu d'espoir au cœur des pieds-noirs. On a beau vouloir se leurrer il faut se résoudre à la vérité. Les Arabes, tous les Arabes sont pour le F.L.N. On se parle encore.., par habitude, mais de jour en jour on ressent plus précisément la réalité de cette barrière dont on a toujours voulu nier l'existence. Et à Paris le gouvernement ne parle que pour les encourager. Eux savent ce, que sera leur avenir. Le « grand pendard » de l'Élysée le leur répète chaque fois qu'il ouvre la bouche. « Ils » auront un État « souverain au-dedans et au-dehors ». Ce que sera l'avenir des Européens ? Personne ne daigne le leur dire. Depuis décembre 1960 il ne s'est rien passé. Il y a bien des plastics, des sigles O.A.S. sur les murs, mais on ne sait rien de plus. Ça mène à quoi ces actions « secrètes ? » Depuis la dissolution du F.A.F. il n'y a plus de mouvement qui réunisse la population unanime, qui soit capable de la faire descendre dans la rue pour une de ces kermesses héroïques où l'on fait le coup de main, où l'on reçoit parfois la matraque mais où l'on se sent heureux, fort, puissant, revigoré. Une de ces grandes « gueulantes » où le peuple européen d'Alger prouve à la métropole, au monde et d'abord à lui-même sa force et sa vitalité. Oui, vraiment, depuis décembre, le ressort est cassé. Aucun espoir à l'horizon. Seule la triste réalité d'une indépendance

qu'on dit inéluctable et qui verra les Arabes au pouvoir ! Les assassins du F.L.N. au gouvernement ! Et il n'y a personne, plus personne pour se mettre en travers de la route du déshonneur.

En cette fin avril 1961, malgré le printemps qui a éclaté, malgré la nature qui est fidèle au rendez-vous et se moque de la vie des hommes, les esprits sont moroses. On n'a pas le cœur à la grande fête du corps, de la mer et de la couleur. Ou, si l'on y sacrifie, c'est par habitude, en se disant : « C'est peut-être la dernière fois, profitons-en. » On vit machinalement en se demandant « jusqu'où ça ira ».

Ce samedi 22 avril, Alger s'éveille lentement. Le ciel est pur. Une brume légère monte du port à l'assaut des collines. Il fera chaud. Les rues du centre sont fraîchement arrosées et exhalent un parfum de poussière mouillée. Dans les ficus les moineaux piaillent par milliers. Les terrasses des cafés où les garçons font le « mastic » sentent l'odeur du matin : café, croissants et blanc d'Espagne. À Bab-el-Oued et dans les quartiers populaires s'y ajoute l'odeur de la soubressade du casse-croûte. Les lève-tôt, descendus acheter le pain croustillant et la bouteille de lait frais, vont rapporter les premiers l'extraordinaire nouvelle aux foyers encore mal réveillés. Ceux de l'avenue de la Marne, de la rampe Valée, de la rue Borély-la-Sapie ont vu les paras affalés dans leurs jeeps place Jean-Mermoz, devant la caserne Pélissier. Ceux des beaux quartiers dont les façades ouvrent sur le Forum ont découvert le même spectacle devant le G.G. Et ceux de la rue de la Lyre ou de la rue Bab-Azoun ont vu la place du Gouvernement en état de siège. Partout des paras. Partout des bérets. Verts, rouges ou noirs. Des légionnaires et des commandos. Il se passe quelque chose à Alger.

La nouvelle fuse, court de quartier en quartier, de rue en rue, d'immeuble en immeuble. À Bab-el-Oued on se la crie de balcon à balcon. On allume la radio. Pas de programme. De la musique militaire ! Pour les Algérois la musique militaire c'est bon signe ! Enfin une voix inconnue l'interrompt. « Ici Radio-France, dit-elle. Le général Challe vous parle.. »

L'armée au pouvoir. Le rêve d'Alger. Si souvent réclamé depuis le 13 Mai ! Le voilà réalisé ! Contenu par des mois de désespoir, l'enthousiasme déferle sur la ville. Spontanément les fenêtres se fleurissent de drapeaux, les rues européennes pavoisent. On sourit aux paras. On les embrasse. C'est la libération ! L'espoir retrouvé. Qu'elle est belle la ville, quand elle crie sa joie. Les trottoirs sont noirs de monde. On s'agglutine autour des jeeps militaires qui par haut-parleurs répètent les ordres des généraux. Les voitures civiles klaxonnent inlassablement. Trois brèves, deux longues. AL-GÉ-RIE FRAN-ÇAISE. Du haut des terrasses du G.G. où ils ont installé mitrailleuses et fusils mitrailleurs les bérets verts, allemands, yougoslaves, français, contemplent les gradins sublimes de la Ville blanche qu'ils viennent de prendre. Leurs officiers s'agitent. Vont et viennent entre le G.G., Pélissier où règne Godard et le quartier Rignot d'où Challe, Jouhaud et Zeller dirigent le putsch.

La ville est gagnée. Mais Alger n'est pas l'Algérie. Loin de là. Au fil des heures Challe s'en convainc. Depuis l'aube il est au téléphone. Il « rameute ». Le colonel Cousteaux a bien tardé à venir prendre son poste de chef d'état-major auprès du patron. Et quand il arrive, c'est entouré d'une section de légion.

« À quoi bon, pense Challe puisque Alger est bien calme. »

Mais il renonce à poser la question à Cousteaux qui se met à ses ordres, et bat le

rappel des officiers d'état-major. Ils se présentent un à un. Viennent aux nouvelles. Viennent prendre le vent. Il y a de la sympathie, c'est sûr, mais peu d'enthousiasme. Cousteaux essaye de mettre la machine militaire en route.

« Ne vous occupez pas de ce qui se passe à l'étage au-dessus, dit-il aux officiers d'état-major, c'est l'affaire du général Challe. Poursuivez votre boulot. La guerre continue.

Le capitaine Léger, qui est là comme les autres, n'a pas oublié la note de Debré concernant le cessez-le-feu unilatéral et la réflexion de Cousteaux le « fait bien rigoler ». En fait de boulot on bavarde. À part le général Héritier, chef d'état-major de Gambiez, le colonel commandant le 2e bureau qui refuse de servir sous les ordres de Challe et sera envoyé en prison, et un autre colonel qui a pris sa serviette et, sans mot dire, est rentré chez lui, tous les officiers d'état-major sont restés. C'est une ruche, on parle, on évoque les diverses solutions, on se demande aussi sur quoi cela peut « déboucher ». Cousteaux en fait autant à l'étage au-dessus. Il discute avec des colonels, des généraux, il téléphone aussi, pour savoir ce qu'il faut faire et ne pas faire. Challe s'aperçoit très vite qu'il n'y a pas un consensus aussi fort qu'on le lui avait affirmé à Paris. Déjà il trouve Cousteaux bien peu « vigoureux » dans ses fonctions de chef d'état-major. Et il n'est pas le seul. Les déceptions se succèdent.

Bigot, le patron de l'armée de l'air, marche à fond mais il est seul. Ses officiers ne le suivent pas.

En Kabylie, rien ne bouge alors qu'un certain nombre d'officiers devaient prendre l'affaire à leur compte et s'emparer du commandement. Quand Challe téléphone à Tizi-Ouzou, c'est le général Simon lui-même qui lui répond : « Je vous obéirai opérationnellement, mon général, dit Simon, mais administrativement, je continuerai à dépendre de Paris.

— Etes-vous fou, Simon ? J'ai sauté le pas, je suis un rebelle. Vous n'êtes pas logique. Ou vous êtes totalement avec moi ou totalement contre moi. »

Simon sera totalement contre. Et lorsque Challe enverra, le dimanche, un escadron d'E.B.R. du 1er R.E.C. pour l'obliger à prendre position, le général commandant la Kabylie se déguisera en caporal-chef de l'aviation et réussira à gagner Paris alors que tout sera terminé.

Challe ne peut faire autrement que jouer la hiérarchie en place. Mais il s'aperçoit bien vite qu'il ne suffit pas de récupérer son ancien titre de commandant en chef de l'Algérie pour que les subordonnés soient aux ordres. Ce samedi, Challe a la révélation de l'état d'esprit de la hiérarchie. Elle n'ose pas s'opposer à lui mais elle n'ose pas non plus le suivre franchement. On lui dit oui, mais au moment de l'action on ne sait plus ce qu'il faut faire.

Le général de Maisonrouge, commandant la zone de Colomb-Béchar, en est un exemple type.

À Paris, il a dit à Zeller « Si vous venez je vous donne mon appui complet. À Alger c'est devenu intenable. »

À 4 heures du matin, Alger pris, Zeller l'a appelé.

« Ah ! c'est extraordinaire de vous avoir là, a dit Maisonrouge. Que puis-je pour vous ?

— Prenez un avion et venez à Alger. Vous aurez un commandement important.

— Bien ! Je dois passer un certain nombre de consignes avant de partir.
— Non, plus tard ! Nous avons besoin de vous dans quelques heures.
— Je vous retéléphone.
— Non, arrivez. »

Puis plus de nouvelles ! Zeller a rappelé quelques heures plus tard et n'a réussi à avoir que son aide de camp.

« Le général vient d'avoir une terrible crise de palu !
— Il n'avait rien tout à l'heure !
— Ç'a été subit. Il ne peut plus bouger. »

Challe, déçu par la défection de Gouraud, fait lui-même une dernière tentative auprès de Maisonrouge, qu'il parvient à obtenir.

« Mon vieux Maisonrouge, passez vite à Alger. Je vous nomme commandant du corps d'armée de Constantine à la place de Gouraud.
— Je ne peux pas, je suis malade.
— Faites un effort.
— Impossible, je crache le sang. »

Challe n'insiste pas. Premières « défilades » ! Elles vont de multiplier. D'autres, en revanche, veulent se rallier mais Challe n'en veut pas. C'est le cas d'un général de parachutistes. Après l'arrestation de Gambiez, il vient supplier Challe de lui rendre son commandement.

« Je me rallie ! dit-il.
— Fichez-moi la paix, je n'y crois pas ! »

Et Challe l'envoie rejoindre le groupe des prisonniers qu'il va faire transférer le lendemain dans le Sud, à In-Salah.

C'est le colonel Ceccaldi, ancien de Challe à l'opération « Jumelles », qui va le remplacer. Lui aussi se fait tirer l'oreille lorsque Challe lui ordonne d'envoyer un régiment pour prendre l'aérodrome de Télergma, puis de se diriger sur Constantine où Gouraud devra se soumettre ou se démettre. Pour plus de sûreté, Challe demande à un commandant para de l'E.M. de partir pour Djidjelli où se trouve Ceccaldi et de lui confirmer ses ordres.

« Bien, mon général, mais si les aviateurs de Télergma résistent ?
— On prend la position de force !
— Alors on va tirer ?
— Evidemment on va tirer. Expliquez-moi comment faire autrement. »

Et le commandant, les larmes aux yeux, dit à Challe :

« Mon général, on ne peut pas donner de pareils ordres. Ce n'est pas possible de tirer sur des Français. »

Challe, dès cet instant, pense que si on en est là dans l'armée française il n'a pas encore gagné.

Zeller ne s'embarrasse pas des mêmes scrupules que le commandant para. C'est lui qui va transmettre les ordres *de* Challe et sonder les unités de la 10e D.P. !

« Je saurai exactement où en est la situation », dit-il.

C'est en fin de matinée qu'il prend l'avion pour Djidjelli. Ceccaldi, compagnon de la Libération, portant toujours la croix de Lorraine, l'accueille à bras ouverts. Là au moins les nouvelles sont bonnes. Sur quatre régiments d'infanterie para, un groupe d'artillerie et

un régiment de hussards parachutistes, seul le 3e R.P.I.Ma, l'ancien régiment de Bigeard, refuse de marcher.

C'est le colonel Le Borgne, son patron, qui le signifie à Zeller.

« Je ne crois pas à votre réussite. En outre, j'y suis opposé dans le principe !

— Bien. Au moins, vous, vous n'hésitez pas. Me tirerez-vous dessus ?

— Jamais. Je suis opposé à toute lutte fratricide. Mais mon régiment ne vous suivra pas. Tous mes officiers sont de mon avis.

— Pourtant, tous les autres régiments de la 10e D.P. marchent et j'ai besoin de tout le monde.

— Je resterai neutre. S'il y a du travail aux frontières, envoyez-moi. Mais ne comptez pas sur moi pour jouer un rôle dans votre mouvement. »

Zeller gardera toujours grande estime à l'un des rares colonels qui se soient opposés franchement au putsch. Il n'en est pas de même pour le général Autran, commandant la 25e D.P., qui, en pyjama, a regardé partir le 14e et le 18e R.C.P. de Lecomte et Masselot. Il a simplement dit à Zeller :

« Je suis heureux de vous voir là. Votre affaire prend une bonne tournure. Mais vous n'avez pas intérêt à laisser trop longtemps mes régiments faire votre besogne. »

Autran restera « neutre ». Mais ne participera jamais à la lutte contre le mouvement comme vont le faire, dans l'Est, le général d'aviation Fourquet bientôt suivi du général Ailleret.

Lorsque Zeller regagne Alger, la situation n'a guère évolué. Les régiments de choc ont tenu parole : le 1er R.E.C. de La Chapelle, le 1er R.E.P. de Saint-Marc, les commandos de l'air d'Emery, les 14e et 18e R.C.P. de Lecomte et Masselot, la totalité de la 10e D.P. à l'exception du 3e R.I.PMa., le 27e dragons de Puga dont les chars sont arrivés à Alger, et le 5e étranger dont le commandant Camelin a pris la tête, se sont rangés sous la bannière de Challe. Les généraux tergiversent ou se défilent. L'aviation ne suit pas à l'exception du général Bigot mais un général sans avion ne sert pas à grand-chose. L'amiral Querville tient sa marine bien en main. Ce qui provoque la réflexion amère d'un capitaine de l'E.M.I. :

« Depuis Trafalgar, la marine française est toujours hors du coup ! »

En Oranie, Gardy depuis le matin tente l'impossible pour gagner l'Ouest algérien à la cause des putschistes.

Quant au Constantinois, Gouraud ne s'est toujours pas décidé.

« Mon cher Zeller, dit Challe lorsque son compagnon lui rend compte de sa mission à Djidjelli, il faut que vous partiez demain matin pour retourner Gouraud. Il faut que le Constantinois bascule. Coûte que coûte. Paris ne va pas se laisser faire. Déjà De Gaulle a réagi. »

C'est le premier ministre Michel Debré qui annonce la nouvelle du putsch au président de la République. Il a pris sur lui de le faire réveiller et pourtant les ordres du Général sont stricts : ne jamais troubler son repos sauf en cas de guerre mondiale ! Mais là, c'est la guerre civile qui peut se déclencher d'un moment à l’autre. De Gaulle a simplement écouté, puis a chargé son premier ministre de prendre l'affaire en main. Pour la durée du putsch, Debré va retrouver son Algérie qui depuis des mois était le domaine réservé du

Général. Dans la nuit, réunion à l'Élysée. Debré, Joxe, Foccart sont là, Frey est au ministère de l'Intérieur. De Gaulle est d'un calme olympien. Ne pas céder à l'intimidation mais ne pas non plus précipiter les décisions. Il veut se rendre compte de l'état d'esprit et de l'attitude de l'armée dans son ensemble. Et pour ce faire, il envoie immédiatement Louis Joxe et le général Olié, chef d'état-major de la défense nationale, se rendre compte sur place. Ils prendront une Caravelle du G.L.A.M. et décolleront à l'aube. Par décret présidentiel pris sur l'heure, Joxe, ministre des Affaires algériennes, aura en Algérie tous les pouvoirs de la République, quant à Olié, De Gaulle le nomme commandant en chef en Algérie en remplacement de Gambiez, momentanément « empêché » ! Les premières mesures prises, De Gaulle veut « regarder » l'affaire évoluer.

« Surtout, dit-il à Debré, cette affaire n'est pas sérieuse... »

Le Général entend par là que les généraux rebelles — même s'ils réussissent — n'ont aucun avenir politique. Mais ils ne réussiront pas.

« C'est une question de trois jours », dit-il à Jacques Foccart.

Pourtant, malgré les demandes réitérées de ses collaborateurs il refuse de parler dès le premier jour à la nation.

« Réagir... parler..., grogne-t-il, non. Il faut attendre. »

Et il attend. Pour De Gaulle, qui reste profondément marqué par sa formation militaire, c'est un véritable drame que de voir des généraux se révolter. Mais il n'intervient pas. Il fait confiance à la sagesse populaire et à la réaction de l’opinion devant laquelle, une fois de plus, se pose le problème de ses relations avec l'armée.

« Cette armée qui sur le plan politique s'est toujours trompée », dit-il.

Cette armée avec laquelle il s'est trouvé si souvent en désaccord.

Pendant la matinée du 22 avril, à l'Élysée, on s'aperçoit que l'appareil de l'État se réduit à la volonté d'un homme et de quelques fidèles. Le reste, tout le reste ? Une multitude de spectateurs. Et pour ceux-ci le Général adopte une attitude qui lui est familière en cas de crise. Il donne une impression de catastrophe. Il en remet. Il en rajoute, comme un vieux comédien du Boulevard. Mais lui « fait » dans la tragédie.

« Tout va à vau-l'eau, dit-il, ce sera la fin de la France, la guerre universelle. »

À des intimes il ajoute : « C'est impossible que cela s'arrange, ce sera désastreux. Nous allons à notre perte... »

Ses proches collaborateurs ne se laissent plus prendre au « numéro ». Ils le connaissent trop. Mais cette sorte d'« hygiène mentale » qui pousse le Général à exagérer et à terrifier certains de ses interlocuteurs produit son effet.

Le colonel de Blignières, dont tout le monde ignore qu'il est l'une des chevilles ouvrières de la sédition, enregistre ses réactions avec plaisir. Comme d'habitude il a gagné son bureau de la caserne de Lourcine. Pour chacun, il est l'homme qui fonce dans le domaine atomique, le militaire technicien de grande valeur, bien au-dessus de ces affaires de complot et de putsch. On se confie volontiers à lui. Un de ses amis, garçon d'honneur à son mariage et très proche du Général, sort de l'Élysée. Il a vu De Gaulle. Il est catastrophé.

« C'est foutu, dit-il à Blignières. Ils ont Alger et Oran. Constantine va tomber. Pour le Général, pour nous tous, c'est affreux. »

Blignières « compatit ». En réalité, il se frotte les mains car cette journée d'attente où il semble qu'en Algérie Challe ait la situation bien en main lui apporte mille preuves de

complicité d'un grand nombre de personnages importants. Ce samedi, tous les espoirs sont permis.

Un général parachutiste, qui n'est pas du complot, prévient Blignières de l'étonnant dialogue qu'il a échangé avec l'un des patrons de la police parisienne.

« Mon général, a dit l'éminent personnage, je ne sais pas si vous êtes dans le coup mais je tiens à vous dire ceci : quoi que les généraux et les parachutistes entreprennent sur Paris, on ne fera rien contre eux. »

Et le général conseille à Blignières de prévenir Challe et Zeller à Alger.

« Si, bien sûr, vous êtes en relation avec eux ! » Un officier supérieur de la 1er région militaire vient également informer Blignières que « toutes les munitions des chars *Sherman* des gardes mobiles du camp de Satory sont des munitions à blanc » !

« Voyez ce que vous avez à faire... », ajoute l'officier en saluant le colonel.

Un autre général parachutiste supplie Blignières de lui trouver un avion pour l'Est algérien.

« Là-bas je pourrai aider Challe. Je veux lui apporter mon soutien. »

Mais quand, quatre heures plus tard, l'ingénieux colonel de Blignières aura trouvé un chasseur en bout de piste à Meaux, le général, convoqué à l'Élysée, sera déjà parti pour l'Est algérien. Mais cette fois pour le compte du général De Gaulle ! En France aussi les militaires ont du mal à se déterminer.

Heureusement pour le président de la République, il n'en est pas de même pour Debré et Frey.

Michel Debré, déchiré depuis des mois par l'évolution de la politique algérienne du Général, se retrouve mobilisé. Il est décidé. C'est le patriote qui défend les institutions. Il oublie tout, sa douleur, ses amitiés, son déchirement. Cette fois, c'est une affaire qui concerne le peuple et non la seule armée. Et il réagit. Il reprend en main le général Nicot, qui de l'intérieur même de son cabinet, a soutenu les généraux rebelles. Il le couvrira jusqu'au bout et dira, bien plus tard, comme pour l'excuser : « Nicot aimait bien Challe alors il a obéi à Challe. Mais quand le putsch a été lancé c'est à moi qu'il a obéi. » Il téléphone à tous les généraux qu'il connaît. Il s'occupe de tout. Il prend les mesures nécessaires vis-à-vis de l'armée métropolitaine et de celle d'Allemagne d'où le danger pourrait bien venir. Messmer est à Rabat où il assiste aux cérémonies du transfert des cendres du maréchal Lyautey. Debré le remplace. Il a la haute main sur les opérations concernant l'armée et l'Algérie.

La France, c'est pour Roger Frey. Tiré à quatre épingles, la narine palpitante, le plus élégant des hommes politiques de l'Entourage cache sous son apparente désinvolture une rare obstination. D'une main soignée mais ferme — d'une fermeté qui va sauver la Ve République — il prend sans tarder les mesures nécessaires pour protéger la capitale et étouffer dans l'œuf le complot parisien. Le général Faure, le commandant Casati, le préfet « Jo » Léger et quelques autres sont arrêtés — tous ensemble — au domicile du commandant Bléhaut, avenue Niel. Beau coup de filet mais petits comploteurs. Godard serait furieux d'apprendre comment son magnifique plan d'investissement de Paris vient d'échouer par la négligence des conjurés. Face à Roger Frey, ils ne « font pas le poids ».

Pourtant, Paris, qui reste calme à l'heure du danger et qui s'affolera alors que Challe n'aura plus un atout dans son jeu, s'étonne de l'allocution que Michel Debré prononce à la radio et à la télévision le samedi à 13 h 20.

« Le gouvernement est décidé à faire respecter la volonté de la nation... J'adjure tous ceux qui ont une responsabilité [...] de ne pas s'engager dans une aventure qui ne peut avoir pour la nation que de tragiques lendemains. Ce n'est pas seulement à la fidélité et au devoir que je fais appel, c'est aussi, c'est avant tout, au respect des intérêts fondamentaux de la nation. »

À 17 heures, le premier conseil des ministres réuni depuis le début de l'insurrection d'Alger, décrète l'état d'urgence à partir du 23 avril à 0 heure. Les chefs de la mutinerie seront déférés à la justice militaire. L'état d'urgence sera complété, le lundi 24, par la mise en œuvre de l'article 16 de la Constitution qui permet non seulement à la police de garder à vue pendant quinze jours les suspects de subversion avant de les remettre à l'autorité judiciaire mais encore au préfet de les interner par simple décision sans en référer à la justice.

Les éternels sceptiques ne vont pas manquer de critiquer ces mesures — pourtant approuvées par la majorité des partis et des syndicats — en soulignant que « le régime est victime de ses origines ».

L'état d'urgence est d'autant plus justifié que le plan Godard est une réalité. Le coup de filet de l'avenue Niel en a empêché la réalisation complète mais dans la nuit de vendredi à samedi, des centaines de conjurés armés ont été acheminés de la France entière vers Orléans. Ils se retrouveront samedi soir dix-huit cents dans la forêt d'Orléans et quatre cents dans celle de Rambouillet, en tenue de parachutiste, avec béret rouge, tous dotés d'un armement léger, prêts à se mêler aux trois colonnes du 2e régiment de hussards d'Orléans et du 501e chars de Rambouillet dont la mission est de s'emparer de la préfecture de police, de l'Élysée, du ministère de l'Intérieur, de Matignon et de l'Assemblée nationale.

Ces deux mille deux cents « parachutistes » attendront une partie de la nuit des ordres qui ne viendront pas... et pour cause. Des officiers de la gendarmerie nationale, voyant l'échec de l'initiative locale, et peu désireux d'entamer un combat fratricide, leur diront : « Vous n'avez pas d'ordres, vous êtes là comme des imbéciles. Rentrez chez vous. Filez avant qu'il ne soit trop tard... »

Cette « réunion » sera la seule concentration « putschiste » sur le territoire métropolitain. On n'en parlera jamais. Faute de pouvoir expliquer à la population, qui, dans quelques jours, va apprendre à vivre à l'heure des plastics de l'O.A.S., comment on a laissé filer des hommes dont une grande partie va passer de l'action romantique « émotionnelle » à l'activisme forcené !

Lorsqu'il arrive sur le terrain de Sidi-Bel-Abbès Gardy n'en croit pas ses yeux. Rien. Le désert. L'unité de légion qui doit assurer sa protection et qu'il a demandée d'Alger par téléphone n'est pas là. Il n'y a même pas un piquet d'honneur. Volontiers pète-sec, l'ex-inspecteur de la légion pense qu'en temps normal cela ne se passerait pas ainsi ! Mais le général Gardy est à la retraite et les temps sont loin d'être normaux !

Près d'un hangar, il y a tout de même le colonel Brothier, qui commande Bel-Abbès. Brothier, que Château-Jobert et Argoud disent favorable à la cause du putsch. Brothier dont ils ont assuré Challe qu'il amènerait toute la légion au mouvement.

« Alors, Brothier, comment ça va ici ? demande Gardy.

— Mais très bien, mon général.

— Tout de même, Brothier, je m'attendais à trouver sur le terrain la garde que j'avais demandée. J'hésitais à me poser.

— Ce n'était pas la peine, mon général, il n'y a aucun risque. »

Gardy sent que quelque chose lui échappe, mais quoi ? Il croyait arriver dans une ville en effervescence, aux mains de la légion, et Bel-Abbès est désert. Peut-être est-ce à Oran que cela se passe ? Au poste de garde de la caserne on semble surpris de voir arriver l'ancien inspecteur de la légion qui s'est remis en uniforme. Sans uniforme, que faire dans un putsch ?

C'est dans le bureau de Brothier, son ancien bureau, que Gardy comprend enfin. Il y a là le colonel de Baulny, second du régiment, le capitaine Bertany, chef d'état-major du 1er R.E.P., et le capitaine Glasser, le gendre de Gardy.

« Eh bien, Baulny, je vous croyais à Oran ? s'étonne le vieux général.

— J'en reviens, mon général. J'ai tenté en vain de convaincre le général de Pouilly.

— Mais, proteste Gardy, qui commande les compagnies que je vous ai ordonné d'envoyer sur Oran ? »

Le colonel Brothier intervient alors.

« Baulny est allé seul à Oran. Et il n'est pas question d'envoyer d'unités de Bel-Abbès. »

Gardy découvre alors que le légionnaire, contrairement à ce qu'on a dit, ne marche pas. Loin de là. Le colonel s'explique d'ailleurs avec le général Gardy, qui restera toute sa vie persuadé que Brothier a joué le double jeu. Le brave général ne peut mettre en doute la sincérité et l'honnêteté intellectuelle des colonels qui ont préparé le putsch. Puisque Argoud et avant lui Château-Jobert ont affirmé que Brothier marcherait, c'est qu'il doit marcher.

Or le colonel Brothier, lorsqu'il avait rencontré Château-Jobert, en janvier 1961, lui avait expliqué que les positions prises aux Barricades par son prédécesseur, le colonel Dufour, n'engagaient que lui. Jamais ses officiers et encore moins la troupe n'avaient été consultés. Pour sa part, Brothier, profondément républicain, ne croyait pas à la possibilité d'un régime militaire qui serait « vomi » par la métropole. En outre, il refusait d'engager des étrangers dans une telle affaire... Position qu'il avait confirmée à Argoud et à Broizat lorsqu'il les avait vus au cours d'une permission à Metz.

Autant d'arguments qui sont des flèches dans le cœur de Gardy.

« Et puis, dit Brothier, je suis convaincu qu'un mouvement partant d'Algérie est voué à l'échec dès le départ. »

À Château-Jobert il avait même dit :

« Si je marche dans votre truc il faudra que je proclame la République autonome de Sidi-Bel-Abbès ! »

Brothier est resté fidèle à ses principes et lorsque, le vendredi après-midi, il est revenu d'Arzew où il se reposait, il les a répétés au colonel de Baulny. En effet, celui-ci, acquis au mouvement, voulait exécuter les ordres que venait de lui apporter d'Alger le lieutenant Godot : prendre dans la nuit un certain nombre d'objectifs à Oran. Brothier a réuni ses officiers, leur a annoncé à 21 heures le putsch qui n'allait se dérouler qu'à 2 heures du matin et a ajouté :

« Il n'est pas question qu'une unité du régiment entreprenne une action qui pourrait

l'amener à se heurter à une autre troupe. »

Malgré cela, Gardy reste persuadé que Érothier est fidèle à Challe « comme il l'a promis aux colonels » et qu'il refuse simplement d'engager ses unités dans l'action immédiate. Tout prouve le contraire mais — inexplicablement — Gardy ne veut pas le savoir.

Cette matinée du 22 avril est dure aux nerfs du général. Il n'a pas dormi depuis quarante-huit heures et va de déception en déception. Après Brothier, c'est le général de Pouilly, commandant le corps d'armée d'Oran, qui refuse de se rallier. Là, Gardy ne s'en étonne pas mais veut obtenir sa « neutralité ». L'entretien demeure courtois mais Pouilly affirme que son parti est pris. Il ne peut se rallier à Challe qui n'en demeure pas moins son ami.

« Au fait, dit-il, Gouraud s'est-il rallié comme le dit Alger ?

— Bien sûr, répond Gardy de bonne foi.

— Eh bien, c'est faux ! Je viens de l'avoir au téléphone et il m'a déclaré rester fidèle au gouvernement, tout comme moi. »

Gardy ne sait que dire. Depuis son départ d'Alger il n'a eu qu'un contact téléphonique avec Challe, qui, pressé, lui a simplement annoncé l'arrivée du colonel Argoud qu'il lui donne comme adjoint et des deux régiments de Masselot et Lecomte qui feront route sur Oran pour remplacer la légion défaillante. Pas un mot sur Gouraud et un bref « tout va bien » pour Alger.

Pouilly ajoute que, par honnêteté et bien que sa décision soit irrévocable, il consultera ses adjoints. Il n'a pas grand risque à courir. Gardy a vu à la gueule « chromée » des officiers de son état-major au Château-Neuf[10] que leur sentiment ne va pas vers Challe. Quant au commandant de la zone Centre oranais, le général Perrotat, que Gardy déteste et « méprise », il connaît depuis longtemps la position de son ami Brothier et celle de Pouilly qui lui a dit, après son entrevue avec Baulny : « C'est une affaire perdue d'avance. Je ne suis pas un rebelle et moins il y aura de chefs compromis, mieux l'armée s'en tirera. » Tout en étant anti-gaulliste, Pouilly ne veut pas pour autant favoriser un putsch militaire. Perrotat « suit » son chef.

Gardy va regagner Bel-Abbès sans se faire d'illusions : Pouilly ne marchera jamais. Il marchera d'autant moins qu'il s'apprête à recevoir à la base aéronavale de Lartigue les « envoyés de la République » : Joxe et Olié. Challe, qui a appris la présence de la Caravelle du G.L.A.M. aux alentours d'Oran, a donné l'ordre de l'intercepter. Informé, Pouilly a rappelé son ami Challe et lui a dit :

« Tu ne peux faire cela. Gardy vient de regagner librement Bel-Abbès, tu dois en faire autant et les laisser repartir après leur escale. »

Challe a accepté, croyant à une... escale technique. C'est à Télergma qu'il espère « coincer » Joxe et Olié. Mais ceux-ci auront déjà organisé la défense de l'Oranie et donné au préfet et au commandant du corps d'armée les pouvoirs nécessaires à la résistance active.

La « neutralité passive » de Pouilly ira rejoindre « engagement » de Brothier au magasin des illusions perdues que Challe a ouvert à Alger.

« Nous ne sommes pas des généraux mexicains. Nous voulons simplement obliger la

métropole à accepter l'Algérie française. »

À nouveau, Challe « vend sa salade ». Il est épuisé. Et sans cesse il faut répéter, convaincre, car les ralliements promis se font rares ! Cette fois, c'est au colonel Goubard que le général explique son plan. Goubard est l'adjoint du général Arfouilloux qui commande la zone Sud algérois à Médéa. Encore un qui a promis mais qui veut savoir sur quoi « ça débouche ». Et pour cela envoie son second. Ainsi, il ne se « mouille » pas... Challe poursuit son explication. Reprendre le combat contre les fells comme autrefois, et ensuite amener l'Algérie pacifiée, française, « sur un plat d'argent à la France ».

« Aurez-vous l'armée ? demande Goubard.

— Oui, comme en 58 !

— Non, car cette fois vous avez une volonté à Paris. De Gaulle n'est pas Pflimlin. En outre, l'armée ne vous suivra pas car si on a trois mois de vivres on n'a pas trois semaines de carburant. Et sans pétrole, pas de « roulettes ». Les hélicos sont notre seule supériorité sur les fells ! Pas d'essence et pas de vivres, c'est mince !

— Eh bien ! Nous irons à pied et nous mangerons du mouton ! Et puis nous essaierons d'avoir des appuis extérieurs. Ecoutez, Goubard, je sais que vous êtes pour l'Algérie française. Racontez ce que je vous ai dit à Arfouilloux et informez-le que je le nomme commandant du corps d'armée d'Alger en remplacement de Vézinet ! »

De retour à Médéa, Goubard fait son compte rendu à Arfouilloux, qui ne sait que faire. Il n'a qu'une idée : être du bon côté du manche. Et pour cela il a tous les atouts en poche car — un comble — il est nommé commandant du C.A. d'Alger à la fois par Joxe et Olié, qui lui ont téléphoné de Mers el-Kébir où ils ont conféré avec les autorités d'Oran, et par Challe, le chef rebelle ! Déjà, le matin, Goubard l'a empêché d'aller à Alger.

« Ce n'est pas votre place. Vous risquez gros. Challe, on l'aime bien, mais c'est un rebelle ! »

Maintenant il le pousse à accepter la nomination officielle et à rejeter celle de Challe. Arfouilloux tergiverse, puis se décide à téléphoner à Olié qui se trouve déjà à Constantine auprès de Gouraud qu'il ramène « dans le droit chemin ». Il accepte le commandement du corps d'armée d'Alger !

L'engagement d'Arfouilloux pour la défense de la légalité et de la République n'ira pas au-delà. Le dimanche, il restera en pyjama sans prendre la moindre décision !

Goubard, outré devant cette attitude, lui dira :

« Mon général, il faut prendre des mesures. Le 27e dragons de Puga est parti pour Alger mais un commandant d'escadron s'est fait bousculer par ses hommes quand ils ont su qu'on les emmenait soutenir le putsch. Par contre, le 4e R.T. est Algérie française à tous crins et le 2e régiment étranger de cavalerie de Djelfa va partir pour Alger ! Tous vos commandants de secteur attendent vos ordres.

— Vous savez bien que je ne vais jamais au bureau le dimanche ! », répondra le général.

Le dimanche soir, il se décidera enfin à expliquer sa position de fidélité à tous ses officiers tout en refusant de signer un télégramme annonçant son opposition à Challe.

Ce n'est que le mardi soir, quand tout sera fini, qu'il sortira de sa léthargie pour être le premier à accueillir les illustres prisonniers libérés d'In-Salah ! Et il s'étonnera que ni Gambiez ni Vézinet ne lui serrent la main.

Et ils sont ainsi des centaines en Algérie à hésiter. Challe ou la légalité ? De cœur avec Challe, mais la légalité pour la carrière ! Le mieux est de ne rien faire et d'attendre. Ce n'est pas glorieux mais c'est prudent.

La Caravelle hurle de toutes ses sirènes. Elle vole trop près du sol et déclenche ses signaux d'alarme automatiques. Le commandant de bord ne s'en soucie pas. Il obéit aux ordres de Joxe et Olié : gagner coûte que coûte Télergma sans se faire repérer par les radars des rebelles. Pour cela une seule solution : passer par le Sud en lisière du désert et voler à très basse altitude. L'avion commercial n'est pas habitué à ces « fantaisies ». Tiendra-t-il ? L'air chaud à basse altitude est terriblement dangereux. Inch'Allah !

Dans l'immense cabine déserte le ministre de l'Algérie et le commandant en chef font le bilan de la première partie de ce voyage épique. À Mers el-Kébir, dans cette forteresse de cavernes naturelles, de béton et d'acier, tenue par la marine, ils ont conféré avec les généraux de Pouilly et Perrotat, le préfet Gey et le préfet de police Plettner. Le général de Pouilly a rendu compte de l'arrivée de Gardy et de celle imminente du colonel Argoud, un nom qui depuis les Barricades est synonyme de révolte de l'armée. Il a aussi exprimé ses craintes de voir la légion basculer dans le camp putschiste et les mouvements extrémistes européens, réunis sous l'étiquette O.A.S., prendre possession d'Oran. Joxe et Olié ont conseillé la fuite. Mais une fuite qui ne soit pas un renoncement. Pouilly, Gey et Plettner commanderont depuis Tlemcen, loin du bouillonnement d'Oran. C'est une solution qui depuis les Barricades a les faveurs de l'autorité. En outre, la proximité du Maroc où l'ambassadeur Roger Seydoux pourra assurer les transitions avec Paris, ne présentera que des avantages.

« En cas de besoin, peut-on résister par la force ? ont demandé Joxe et Olié.

— Rigoureusement impossible, a répondu Perrotat. Vous allez avoir sept bataillons de légion : trois du 1er R.E.P., deux du 5e étranger et deux du 2e R.E., je ne pourrai leur opposer en tout et pour tout que deux bataillons du 21e R.I., un escadron de chars et deux batteries d'artillerie ! Les troupes de secteur en pacification sont rigoureusement inutilisables. Quant au 2e zouaves, il est entièrement pied-noir !

— Pas de résistance, a conclu Joxe, sauf passive. »

Malgré le risque que présente la légion, la situation à l'ouest ne semble pas préoccupante aux envoyés du gouvernement. Il n'en est pas de même à l'est.

« Allez dans le Constantinois, a pourtant dit Michel Debré à Joxe, là-bas tout est sûr. »

Les informations de Paris sont pour le moins sommaires ! Joxe et Olié savent que c'est dans le Constantinois que tout va se jouer. Les nouvelles transmises par Radio-France à Alger indiquent que l'Est algérien est totalement acquis. La liste des unités ralliées à Challe est impressionnante et Gouraud se serait rangé sous la bannière des putschistes ! Il faut faire la part des choses. Tout n'est peut-être pas aussi favorable aux rebelles mais tout n'est pas aussi « sûr » que veut bien le dire Debré.

Dès leur arrivée à Télergma, les envoyés du gouvernement savent pouvoir compter sur le général Fourquet, commandant le G.A.T.A.C.[11] de Constantine, et sur le général Ailleret, commandant à Bône. Ce dernier a vu Gouraud l'après-midi même. L'impression a été mauvaise. Gouraud plutôt que d'ordonner à son subordonné de résister lui a

demandé ce qu'il pensait de « l'affaire ». « C'est une splendide connerie, a dit Ailleret, il faut résister. Même à coups de fusil ! »

Gouraud l'a mollement approuvé. Dès qu'il rencontre le commandant du corps d'armée de Constantine, Joxe le sent désemparé.

« Vous ne devriez pas rester là, dit Gouraud. Ce n'est pas prudent. »

Ni Joxe ni Olié ne se méprennent. Gouraud est prêt à passer de l'autre côté. Alger dit vrai ou ne fait que précéder de quelques heures la nouvelle.

Pendant le dîner, le patron du Constantinois est sans cesse dérangé.

« Mon général, on vous appelle d'Alger », dit chaque fois son aide de camp.

Le dilemme qui se pose à ce soldat peint son visage aux couleurs de l'angoisse. Alger demande à Gouraud d'arrêter Joxe et Olié, tout comme Fourquet s'est vu ordonner d'intercepter la Caravelle. Fourquet a répondu par une déclaration de guerre aux rebelles d'Alger. Gouraud, lui, ne peut s'y résoudre. Pas plus qu'il ne peut obéir aux ordres d'Alger. Arrêter ses invités serait trahir son devoir d'hôte. Lorsque Joxe et Olié, après le dîner, regagnent librement Télergma où Fourquet compte sur les aviateurs pour les protéger, ils ont conscience de ne pas avoir convaincu Gouraud qui ne parvient pas à se décider et vit un véritable drame.

Et puis, surprise ! A 22 heures, ce samedi 22 avril, le général adresse à ses troupes le télégramme n° 107/R.T./C.A.C./C.A.B. :

« Je demande à tous de comprendre l'extrême gravité de la situation qui découle des événements survenus à Alger et qui ne peut qu'entraîner une rupture totale avec la France métropolitaine — stop. Je n'approuve pas l'action qui vient d'être déclenchée et je considère que le loyalisme envers le gouvernement de la République est capital — stop. En conséquence j'ordonne à toutes les forces armées placées sous mon commandement de cesser toute relation avec l'état-major d'Alger — stop. Vous n'avez d'ordres à recevoir que de moi et je me suis placé sous l'autorité du commandant en chef désigné par le gouvernement : le général Olié. Stop. Signé *:* Gouraud. »

C'est à Télergma, où l'on vient de les avertir que des paras rebelles de la 10e D.P. convergent vers l'aérodrome, que Joxe et Olié apprennent la nouvelle. Gouraud est fidèle mais il n'est guère obéi puisque des paras de Djidjelli théoriquement sous ses ordres s'apprêtent à arrêter les représentants du gouvernement !

Plutôt que d'obliger les militaires de la base à résister aux paras, Joxe et Olié préfèrent fuir Télergma en pleine nuit et gagner Bône où Ailleret garantit leur sécurité. Lorsque la *Caravelle* décolle, Joxe aperçoit par le hublot les faisceaux lumineux des phares du convoi parachutiste qui progresse vers Télergma. Ils l'ont échappé belle ! Après le délégué général du gouvernement, un ministre et plusieurs généraux, l'arrestation des deux hommes aurait fait sombrer l'État dans le ridicule.

Au même moment, Gouraud, désespéré, lisse du plat de la main le télégramme secret qu'il a reçu vers 20 heures et qui a provoqué son message de fidélité :

« N° 7755. Dans la situation grave où la rébellion d'Alger met la France, sachez, mon cher Gouraud, que j'ai confiance en vous. Signé *:* Général De Gaulle. »

Il n'a osé en parler à personne.

À Alger, la fenêtre du bureau de Challe au quartier Rignot va rester éclairée toute la nuit. Les résultats de vingt-quatre heures d'insurrection ne sont pas aussi probants qu'on le pensait à Paris lors de la préparation, mais ils sont encourageants. Challe est maître

absolu d'Alger. Oran est en fête. Gardy, rejoint par Argoud, vient d'annoncer que Pouilly se retirerait « purement et simplement » le lendemain à 6 heures. Argoud a promis de ne rien faire avant.

« Je pense, a dit Gardy, que Pouilly va rentrer en métropole ou bien se fixer dans une villa quelconque aux alentours d'Oran ! »

À Sidi-Bel-Abbès la déception vient de Brothier, qui refuse toujours de faire intervenir la légion. Mieux, il a exigé le retour de la musique que le colonel de Baulny avait envoyée défiler à Oran accompagnée d'une compagnie commandée par le capitaine Bonnel. Ce dernier a refusé de rentrer et le colonel de Baulny s'est dressé contre son chef. Gardy et Argoud signalent que, malgré cet incident, l'ambiance au P.C. du 1er étranger est excellente. Personne ne doute qu'à l'exception de Brothier tout le régiment soit totalement au service de « la cause ». En outre, Pfirrmann et son 5e R.E.I. se sont ralliés. Ainsi que la 13e D.B.L.E. dont le commandant Gendron a pris la tête après avoir déposé le colonel Vaillant, gaulliste inconditionnel. Adhèrent également au mouvement le 2e R.E.I., la demi-brigade de fusiliers marins de Nemours, le 1er » cuir » et le 6e R.C.A. de Mostaganem. Sauf « pépin » majeur, l'Oranie est gagnée.

Reste le Constantinois. Gouraud vient de se « déterminer » mais Zeller compte le faire revenir sur sa position.

« Gouraud est un homme torturé, dit-il à Challe. Il ne faut pas mal le juger. C'est un saint... je vais lui parler dès demain. J'en fais mon affaire. »

Les paras de Ceccaldi ont pris Télergma sans coup férir. Tous les officiers de la base sont acquis au mouvement à l'exception d'un seul : le lieutenant Fille Lambic. Si les paras étaient arrivés une heure plus tôt ils auraient capturé Joxe et Olié. Challe n'est pas fâché qu'ils se soient échappés. Ces deux prisonniers auraient été embarrassants.

La seule opposition « sérieuse » vient de Fourquet et d'Ailleret à Bône mais Challe compte sur le colonel Buchoud, commandant le secteur de La Calle, qui a rallié le putsch avec quatre autres colonels pour « convaincre » Ailleret dès le lendemain matin.

Challe va passer sa seconde nuit sans dormir. Il veut joindre personnellement le plus grand nombre d'hésitants. Le téléphone sera son arme principale car malgré les bons résultats de ce samedi 22 avril il apparaît évident que la journée de dimanche sera essentielle. Elle doit marquer la victoire absolue du coup d'État. Ce n'est qu'à ce prix que Challe pourra entreprendre son plan de pacification générale et définitive de l'Algérie. Pour l'heure il a consacré l'essentiel de ses forces à convaincre des chefs d'unité de sa sincérité et à rappeler à d'autres les promesses faites au cours des derniers mois. Cette situation ne pourra durer éternellement. D'autant que Paris ne va pas se cantonner dans ce demi-silence. Chaque heure joue en faveur de De Gaulle.

Le dimanche matin, les colonels Gardes, Broizat et le commandant Robin insistent pour que Challe, Jouhaud et Zeller enregistrent une allocution pour la télévision.

« Mais j'ai autre chose à faire, proteste Challe.

— Il faut absolument que l'on vous voie, dit Gardes. Beaucoup de gens ne croient pas que vous êtes là. Ils s'imaginent que l'on parle en votre nom mais que vous n'êtes pas en Algérie. »

Challe cède. Et pourtant il n'aime ni se montrer ni parler en public. Mais il comprend l'insistance du colonel. Peut-être en paraissant à la télévision, massif et sûr de lui, arrivera-t-il à convaincre les plus réticents.

Dès la fin de l'enregistrement chacun retourne à son poste. Zeller, qui est chargé de faire tourner la machine administrative, se précipite au G.G. où il a convoqué Salah Bouakouir, secrétaire général adjoint de la Délégation. Celui-ci est très gêné.

« Mon général, dit-il, vous me mettez dans une situation tragique. Je ne peux prendre votre parti. Comme vous tous j'aspire à voir l'Algérie dans la France mais voyez ce qui va se passer si vous ne réussissez pas. Vis-à-vis de mes compatriotes je me serai mis dans la position de l'homme indésirable et il peut m'arriver malheur.

— Je vous comprends, monsieur le directeur, mais je voudrais voir les autres directeurs de la Délégation.

— J'y ai pensé et je les ai réunis ce matin pour avoir leur avis. Tous sont comme moi. À aucun prix nous ne voulons prendre position. Nous ne savons pas ce qui va se passer et nous ne signerons aucun document émanant du gouvernement de fait que vous avez mis en place. »

Pour Zeller la situation est grave. Il n'est pas question de remplacer au pied levé les rouages complexes de l'administration.

« Que peut-on faire ? demande-t-il à Bouakouir. Les fonctionnaires doivent reprendre le travail dès demain matin. La semaine commence.

— Nous vous proposons la solution suivante : comme il faut faire vivre les gens chacun de nous va donner ordre à son sous-directeur de prendre la tête du service dont il est responsable et nous, nous resterons chez nous jusqu'à ce qu'on voie clair. »

Zeller sourit intérieurement. Le « parapluie » ne vaut pas seulement pour l'armée !

« Comme vous voudrez, dit-il. Pour moi l'important c'est de discuter avec quelqu'un ! »

La discussion se révélera particulièrement « payante » à la Banque d'Algérie. Zeller doit prévoir les échéances de fin de mois. Et la fin du mois, c'est à la fin de la semaine. Il lui faut trouver cinq milliards ! Une seule source : la Banque d'Algérie.

« Impossible, lui dit un haut fonctionnaire de la Banque, je vous les refuse.

— Et alors ?

— Et alors ? Vous les prenez quand même. Voici un modèle de réquisition. Vous le signez et je pourrai présenter un reçu ! »

Ingénieux et prudent, ce fonctionnaire ! Voilà Zeller débarrassé d'un souci majeur. Les sous-directeurs ne se révèlent pas très coopératifs mais les fonctionnaires subalternes — tous pieds-noirs — apporteront une aide efficace à Zeller.

Après un rapide bilan celui-ci s'est aperçu que l'Algérie coupée de la France peut « tenir » quinze jours. L'huile manquera peut-être mais les ménagères ont toutes quelques provisions. Et puis on se serrera la ceinture jusqu'à ce que le nouveau pouvoir traite avec des pays méditerranéens exportateurs comme l'Espagne, le Portugal ou la Grèce. C'est une question de temps. Et d'hommes. Sur le plan économique l'absence d'un état-major qualifié se fait cruellement sentir. Tout comme Challe sur le plan militaire, Zeller se retrouve seul pour régler tous les problèmes. Si encore il pouvait y consacrer tout son temps. Mais il y a le « cas » Gouraud. Et il est le seul à être lié d'amitié avec le général de Constantine. Pour la réussite du coup d'État, Gouraud est plus important que l'huile d'olive ! Zeller quitte donc Alger en fin de matinée avec le général Bigot. Celui-ci veut essayer de contrer sur place l'influence « néfaste » du général Fourquet, qui, dans l'Est algérien, organise la résistance de l'armée de l'air aux généraux putchistes. En ce

dimanche matin, le Constantinois reste le point crucial.

Alger est radieux. Depuis quarante-huit heures, il est tout à sa joie. Les fenêtres et les balcons sont pavoisés. Une atmosphère bon enfant règne dans le centre. Samedi, on a même marié sur le trottoir : l'hôtel de ville et la mairie étant occupés par les parachutistes, l'adjoint de service a fait installer une petite table sur le trottoir de la rue Alfred-Lelluch et a célébré les unions pour le meilleur et pour le pire. En un si beau jour on n'allait pas décevoir les jeunes couples ! Les paras et les équipes armées de l'O.A.S. ont été les premiers à féliciter les nouveaux mariés.

Car l'O.A.S., dès le samedi matin, révèle sa présence au grand jour. Des groupes armés établissent leur siège square Laferrière. Des chefs de quartier s'installent à l'hôtel de ville. Et, en liaison avec certains parachutistes du ler R.E.P. et avec le colonel Godard qui, à la caserne Pélissier, règne à nouveau sur Alger, ils commencent leur besogne. Ils procèdent à la libération immédiate de tous leurs amis activistes parmi lesquels le Dr Jean-Claude Pérez, qui dans quelques semaines va commander les groupes « action » de l'O.A.S., et les assassins de M. Popie : Peintre et Dauvergne. Comme par miracle les armes sortent, les milices armées se constituent. Le commissariat central dont les portes ont été grandes ouvertes par ses occupants est pillé. On se distribue plusieurs centaines de mitraillettes. Et on part en chasse. Objectif : arrêter tous les « ennemis » de la nation. Tout ce qui est « communiste », c'est-à-dire tout ce qui est libéral, tout ce qui affiche l'étiquette gaulliste, tous ceux qui ont eu l'imprudence de dire que « peut-être il faudrait s'entendre avec les Arabes avec lesquels on allait vivre côte à côte à égalité ».

Au P.C. O.A.S. Laferrière installé — ô ironie ! — dans les locaux de l'action sociale, on dresse des listes de gens à arrêter. Ils sont une quarantaine d'hommes dont un lieutenant de réserve qui a pris le commandement. À l'hôtel de ville, Dominique Zattara, ancien leader du F.A.F., et Christian dirigent les opérations en liaison avec le colonel Godard et avec le colonel Gardes, qui n'a pas manqué de reprendre contact avec ses amis.

L'équipe des « durs » de Lagaillarde lors des événements de décembre est à nouveau au premier plan. Cette fois, ce n'est plus le service d'ordre qu'il faut attaquer. « Le service d'ordre, c'est nous. On a gagné. Les traîtres doivent payer. »

La guerre civile pointe son sale museau.

Piegts, M. Guy — en liberté provisoire —, Pierre et Ivan ont répondu à l'appel de Christian et de Dominique Zattara. Ils ne se posent aucun problème. « On est au pouvoir.. et on obéit aux militaires. »

La première arrêtée est une jeune femme musulmane, Hama Malem, secrétaire de Raybois, le président de l'Association de soutien au général De Gaulle que tous les membres de l'O.A.S. recherchent à Alger, ainsi que François Coulet, Coup de Fréjac et Bitterlin qui sont leurs bêtes noires.

La secrétaire est naturellement soupçonnée de travailler pour le F.L.N. Pensez donc, musulmane et gaulliste ! Elle est « forcément » F.L.N. Au P.C. Laferrière, on la menace. On lui promet la baignoire et autres spécialités algéroises. On s'excite, au fur et à mesure qu'arrivent les nouveaux prisonniers. La haine se cristallise. On les tient, ces salauds, Raybois a été arrêté à son tour. On a saisi le fichier de tous les gaullistes d'Alger chez le directeur du service mécanographique du G.G., rue Bab-Azoun. Voilà quelques plastiquages en perspective !

« Il faut tous les liquider »,disent certains.

L'ambiance monte, les nerfs se nouent. La terreur se peint sur le visage des prisonniers. Il y a du règlement de comptes dans l'air. Ivan et Pierre interviennent pour que les prisonniers soient livrés à la caserne Pélissier.

« C'est Godard qui doit les interroger », disent-ils. On les regarde d'un sale œil mais ils obtiennent gain de cause.

A Pélissier, Godard est débordé. Le capitaine Léger, qui va le voir pour une question de service, le trouve excité, volubile.

« Vous avez vu ça, comment on fait un coup d'État ? dit le colonel. Comment sans effusion de sang on prend une ville comme Alger ?

— Et après, qu'est-ce qu'on fait ?

— Ne vous en faites pas. »

Léger est surpris de cette exubérance contraire à la nature du colonel qui est un homme calme, secret et réfléchi. Mais lui aussi doit tout faire. Remettre la machine militaire du corps d'armée d'Alger en route, filtrer les officiers, déterminer leur degré de fidélité ou de « neutralité ». Ceux qui sont contre sont « assignés à résidence » ou en fuite comme le colonel Bocquet, le commandant de secteur d'Aïn-Taya, arrêté par le commando de l'air n° 40 et qui — amené au corps d'armée — n'a pas tardé à s'échapper.

Challe, mis au courant de l'aventure, n'a pas félicité les officiers de Pélissier.

« Vous êtes des andouilles, a-t-il dit, un type aussi courageux... et aussi gaulliste que Bocquet, on le ficelle comme un saucisson et on s'assoit dessus. Autrement, il part ! Ce qu'il a fait. »

Ce qui préoccupe par-dessus tout Godard, ce sont les civils. L'O.A.S. a déjà publié un communiqué selon lequel elle est habilitée par l'autorité militaire à donner des ordres à la population. Ce qui est faux car Challe ne veut pas entendre parler des civils. Mais Godard ne peut les brusquer, il faut les tenir en main. Dans la mesure du possible. Déjà il a appris que des groupes fascistes, réunis dans une cave de la rue Berthezène, ont dit : « Les militaires sont de pauvres cons, ils sont trop faibles. Ils envoient leurs prisonniers à In-Salah. Ce qu'il faut, c'est les buter avec un écriteau communiste ou gaulliste autour du cou et jeter leur corps dans la rue au centre d'Alger. Voilà qui fera de l'effet. »

Parmi ces hommes : un certain B..., envoyé de Lagaillarde à Alger. Godard, qui le rencontre sur le Forum, décide de faire un exemple pour calmer les excités. Devant ses camarades il l'attrape par l'oreille comme un gamin mal élevé et dit :

« Si vous touchez à un cheveu d'un seul civil je vous fais fusiller par la compagnie de paras qui est sur le Forum. »

L'oreille rouge et basse, « l'envoyé » de Lagaillarde et ses amis sont partis, pleins de haine pour les militaires, mais peu enclins à s'y opposer ! De même, Godard a fait récupérer un canon de 75 sans recul « piqué » par une équipe civile aux gendarmes de Baba-Ali ! Combien de temps pourra-t-il les retenir ? Si au moins Challe jetait du lest. S'il voulait les utiliser, se servir des bonnes volontés. Mais il n'y a rien à faire.

Depuis le samedi matin, des députés, des activistes, des membres de l'O.A.S. font le siège de son bureau au quartier Rignot.

« C'est un scandale, se plaignent-ils. On ne peut voir le général. On est pourtant tous prêts à l'aider. »

Godard, Gardes, Lacheroy, Broizat qui sont sans cesse en contact avec les civils font

rapport sur rapport.

« Ils veulent absolument se manifester », disent-ils.

Le capitaine Sergent sait par Degueldre, resté en liaison avec les groupes européens, que ceux-ci sont ulcérés du barrage qu'établissent les militaires. Sergent essaie de faire comprendre à l'état-major qu'« on laisse passer une chance ». Mais Challe reste inflexible. Le putsch sera uniquement militaire. À Zeller il a dit dès le samedi :

« Lorsque vous en aurez fini avec les problèmes de subsistance vous vous occuperez des problèmes de politique locale avec Jouhaud. »

Il craint en effet que le « brav' général » ne se laisse trop « accrocher » par les pieds-noirs les plus extrémistes.

« Si on réussit, a poursuivi Challe, on leur imposera nos idées et nos réformes. »

Car il ne se fait aucune illusion. Les buts qu'il poursuit sont loin de ceux des mouvements activistes. Mais il ne veut pas trop souligner cette évidence.

« On a le temps d'utiliser les civils, dit-il à Godard. À Alger on n'en a pas besoin, on tient solidement la place. Ailleurs ce serait une maladresse. »

En effet, l'ancien commandant du Centre Europe ne veut pas que les militaires pensent que les civils européens vont tout commander. Ce serait catastrophique. Les officiers supérieurs et généraux ne sont pas partout d'accord, il s'en faut, avec les groupes pieds-noirs les plus influents et les plus décidés. Et Challe joue la hiérarchie en place.

« Si les Européens se manifestent, pense-t-il, ce sera par une de ces déclarations enflammées dont ils ont le secret et les types que j'ai tant de mal à rallier vont foutre le camp au grand galop ! »

D'ailleurs, lorsqu'il a apporté son accord à Challe un homme aussi décidé que le commandant de Saint-Marc n'a pas manqué de préciser :

« Je marche mais surtout pas de civils dans l'affaire ! »

Et lorsque les meurtriers de Me Popie, libérés par les activistes de l'O.A.S., se sont présentés pour s'engager au 1er R.E.P., Saint-arc les a brutalement renvoyés.

« Pas d'assassins dans mon régiment. »

Jusque-là, Challe n'a fait qu'une concession. Il a reçu une quinzaine de parlementaires algériens dent Marçais et Lauriol venus lui apporter le «soutien de la population ». Il leur a fait un exposé succinct et optimiste de la situation militaire.

« Mais nous voulons participer aussi au mouvement, ont-ils dit, nous voulons vous aider.

— Eh bien, c'est très simple. Vous allez me préparer un projet sérieux de réforme agraire et de redistribution des terres. Ça m'aidera beaucoup plus que les milices armées. »

Pas de réaction. Ils n'ont pas « moufté » ! En silence ils sont sortis. Et Challe, souriant, a pensé que dans les situations difficiles les députés étaient toujours des gens très gentils !

En Oranie la journée du dimanche va être essentielle. Dès l'aube, le général de Pouilly et son adjoint le général Hublot s'installent à Tlemcen ainsi que le préfet et M. Plettner, préfet de police. Ils ont emmené d'Oran trois compagnies de C.R.S. Mais deux d'entre elles composées de pieds-noirs se sont mutinées en apprenant que Gey et Pouilly allaient

à Tlemcen représenter le pouvoir légal. À 10 h 25, Pouilly fait parvenir à tous ses commandants de zone et de secteur le télégramme n° 1 provenant du C.A. d'Oran « transféré » à Tlemcen.

« Des éléments irresponsables, écrit le général, ont joué sur la sensibilité d'une partie de la population d'Oran et sur la menace d'une effusion de sang pour m'obliger à quitter le siège du corps d'armée. Cette attitude n'implique de ma part aucune adhésion ni soumission à ces éléments. De mon P.C. actuel je continuerai à définir à chacun son devoir conformément aux règles de l'honneur militaire et aux traditions de l'armée de la France. Signé : De Pouilly. »

Cette fois, plus d'équivoque. C'est la guerre. Le général Perrotat a rejoint le colonel Brothier à Sidi-Bel-Abbès. Eux aussi représentent le pouvoir légal.

Gardy et Argoud ainsi que les capitaines Glasser, Monganne, Pompidou et Bonnel, tous officiers du 1er étranger, se sont emparés des locaux du corps d'armée au Château-Neuf et tentent de faire exécuter leurs ordres. En vain. Les officiers du C.A. laissés par Pouilly au Château-Neuf déclarent qu'ils assureront leur service, sans adhérer au mouvement. Gardy, très nerveux, bout d'impatience. Dieu, qu'il les méprise ces officiers ! Car il sent bien qu'à part 15 à 20 % d'entre eux qui sont franchement hostiles au putsch, les autres, tous les autres, sont des attentistes prudents !

Argoud tente de débloquer la machine. Il faut absolument que ça bouge. Il veut rallier Perrotat resté à

Bel-Abbès pour représenter Pouilly.

« Venez dejeuner avec moi, lui demande-t-il au téléphone.

— Je dois en référer à Tlemcen ! » Perrotat discipliné téléphone à Pouilly.

« N'allez pas à Oran, dit celui-ci, s'il veut vous voir qu'il vienne à Bel-Abbès. Après tout, vous êtes général de division et lui n'est que colonel. »

Perrotat répond dans ce sens à Argoud et lui lit le texte du télégramme n° 1 publié à Tlemcen.

« Pouilly m'a joué, s'écrie Argoud, furieux. J'aurais dû l'arrêter hier ! D n'en sera pas de même pour vous. Ou vous venez immédiatement à Oran prendre le corps d'armée ou je vous fais arrêter par la légion.

— Dans ces conditions, répond Perrotat, je n'ai plus rien à vous dire. »

Et il raccroche sèchement. Quelques instants plus tard, Brothier reçoit d'Argoud l'ordre d'arrêter Perrotat.

« Il n'en est pas question, répond le patron de la légion. Et puis je vous donne l'ordre de faire rentrer mes compagnies qui sont parties pour Oran sans mon assentiment. »

La situation se gâte.

« Il n'est pas possible de renvoyer la légion, s'étrangle Gardy, informé de la décision de Brothier. Je verrai dans la journée ce que je pourrai faire mais de toute façon j'ai besoin de la compagnie de Bonnel pour tenir les point vitaux du centre. »

Il faut régler la situation de Bel-Abbés où Brothier et Perrotat se révèlent au moins aussi dangereux que Pouilly et Gey à Tlemcen. Gardy envoie le colonel Lancrenon, commandant l'infanterie d'Oran, et le colonel du Chayla, commandant la cavalerie — qui se sont tous deux ralliés au putsch « sans toutefois s'engager totalement » —, pour convaincre Perrotat de venir à Oran.

Ils arrivent à Bel-Abbès en plein drame. Le colonel Brothier a réuni ses officiers pour

leur faire part de ses décisions : toutes les compagnies du 1er R.E. doivent regagner sans délai Bel-Abbès et en aucun cas la légion ne ralliera le putsch, La séance est tendue. Le colonel de Baulny et le capitaine Magne se révèlent les plus virulents et refusent d'exécuter les ordres de leur chef.

« S'il en est ainsi, déclare Brothier, je ne perdrai pas mon temps à donner des ordres qui ne seront pas exécutés. En conséquence je rentre chez moi. »

À Alger, on dira que Brothier s'est mis lui-même en permission pour n'avoir pas à intervenir. On n'en est plus à une interprétation près.

De leur côté, Lancrenon et du Chayla, plus habiles et plus souples qu'Argoud, tentent de convaincre Perrotat. Paradoxalement ils « jouent » la discipline et l'ordre pour décider le général à passer du côté de l'insurrection !

« Venez à Oran, mon général, disent-ils. C'est le désordre complet. On ne sait à qui obéir. Faites-vous donner une délégation du général de Pouillly.

— Je doute Que le général accepte, répond Perrotat.

— Je vais lui téléphoner à Tlemcen », dit Lancrenon. À Tlemcen, Pouilly est formel : pas question d'aller à Oran.

« Mon cher Perrotat, dit le général, quoi que vous fassiez vous conserverez mon amitié et mon estime, mais si vous allez à Oran je considérerai que vous avez quitté mes ordres pour servir sous ceux de Challe. »

Devant Baulny et Brothier qui viennent d'arriver dans le bureau de Perrotat, celui-ci dit aux envoyés d'Argoud :

« Dites au colonel ce que vous avez vu. Aucun de mes adjoints et commandants de secteur ne veut me remplacer à la tête de la division. Nous sommes unanimes ! »

À 14 heures Baulny téléphone d'Oran :

« Général Perrotat, le colonel Argoud a décidé de vous laisser le commandement de votre division.

— Il est bien bon ! »

On nage en plein délire. Gardy vient d'essuyer deux échecs successifs. L'un auprès de l'aviation d'Oran commandée par le général Clausse, qui l'a reçu fort sèchement et a formellement refusé sa participation au putsch, l'autre de l'amiral Querville qui a quitté clandestinement Alger où on le recherchait, pour rejoindre Mers el-Kébir. Querville, fidèle à De Gaulle, accepte seulement de poursuivre ses missions opérationnelles contre le F.L.N. sans intervenir ni pour ni contre Challe.

Lorsque Gardy quitte Mers el-Kébir, un lieutenant de vaisseau, officier d'ordonnance de l'amiral adjoint, lui dit qu'il est prêt à rallier Challe, qu'il ne faut avoir aucune confiance en Querville et qu'enfin il faut prendre de force la base navale dès que le mouvement en aura les moyens.

« 95 % des personnels à terre ou à bord sont hostiles au général Challe, dit-il, mais ils n'opposeront aucune résistance, Et Querville s'embarquera à la première alerte. »

Mais Gardy, débordé, est bien loin d'en avoir les moyens. À entendre tous ces officiers il faudrait forcer la main à tous les hésitants. Il faudrait attaquer Bel-Abbès, Mers el-Kébir, Tlemcen. Et puis quoi encore ?...

Au corps d'armée d'Oran, c'est la pagaille. Argoud et les quatre officiers du 1er R.E. font ce qu'ils peuvent. Ils répondent aux, civils de l'O.A.S., aux activistes, aux anciens combattants. Ils tentent de rallier tel ou tel camarade. Mais ils ne sont rien, que des

officiers rebelles. Et Pouilly, à Tlemcen, qui multiplie les coups de téléphone et télégrammes ordonnant à ses commandants de secteur la fidélité au gouvernement, obtient d'autres résultats ! Les instructions de Joxe et Olié portent leurs fruits. À partir de Tlemcen se constitue une sorte de base de l'Algérie gaulliste.

« Cela devient très dangereux, dit Gardy à Argoud, il faut y mettre un terme très rapidement. »

Rien n'est possible avant l'arrivée du 18e R.C.P. de Masselot et du 14e R.C.P. de Lecomte. Ils sont parvenus à Alger dans la nuit de samedi à dimanche venant de Constantine, et Masselot a voulu que ses hommes dorment un peu avant de reprendre la route d'Oran. Plus de 1 200 kilomètres en deux jours avec armes et bagages, c'est beaucoup. Si seulement Brothier avait « collaboré ». L'affaire aurait été réglée en vingt-quatre heures !

Le colonel Brothier est moins coopératif que jamais. Et sa détermination est payante. Dans l'après-midi, il a vu défiler un par un ceux de ses officiers qui commencent à craindre d'être allés trop loin.

« Mon colonel, disent-ils, désemparés, revenez prendre votre commandement. »

Parmi eux, Brothier a la surprise de voir le colonel de Baulny et son chef d'état-major, le commandant Bertany, qui quelques heures plus tôt se sont révélés les plus durs !

Baulny est pris au piège de ses promesses. Il « marche » avec Challe mais ne veut pas « trop » désobéir à Brothier, son supérieur direct ! Challe a voulu jouer la hiérarchie mais il va le payer très cher. Ces hommes habitués à obéir depuis leur adolescence, ces officiers élevés dans la tradition de l'honneur de l'armée, de la fidélité républicaine au gouvernement, ne peuvent se résoudre à sauter le pas. Challe lui-même a tant hésité...

Gardy et Argoud se battent sur tous les fronts. Mais ils sont impatients. Aucun des généraux du corps d'armée d'Oran ne s'est rallié au mouvement. Au contraire. Maintenant que Pouilly a annoncé de Tlemcen qu'il continuait à commander et qu'il restait fidèle au gouvernement, depuis qu'ils savent que leur chef hiérarchique peut communiquer avec Paris grâce aux télécommunications marocaines, ils multiplient les manifestations de fidélité au général De Gaulle. Il faudrait pouvoir les remplacer. Par qui ? Le manque de préparation du putsch, l'absence d'officiers totalement acquis, le nombre sans cesse grandissant de ceux qui « se défilent », compromettent d'heure en heure la réussite du coup d'État.

Pourtant, pour Gardy, tous les moyens sont bons pour discréditer le gouvernement et obliger les officiers hésitants à « basculer ». Le capitaine Pompidou du 1er R.E. a trouvé dans le tiroir du général de Pouilly la fameuse note secrète concernant la trêve unilatérale envisagée par Debré et Joxe. La voilà, la preuve de « trahison » du gouvernement ! Voilà l'occasion de dire aux officiers : « Allez-vous permettre la cessation des opérations offensives alors que Challe s'apprête à vous faire gagner la guerre ? Qui choisissez-vous : De Gaulle qui trahit et va discuter avec l'ennemi, ou Challe, Jouhaud, Zeller qui veulent garantir l'intégrité du territoire national au prix de leur liberté et de leur vie ? »

Le contenu du document secret sera révélé à la presse mais sera si mal exploité — faute de temps et d'organisation — qu'il passera inaperçu.

Argoud et Gardy ont également décidé de faire taire Tlemcen.

« Éliminer Pouilly et les préfets, dit le vieux général, ou les obliger à la fuite est urgent et essentiel. Ce sera la première mission du 14e et du 18e R.C.P. »

Masselot, commandant le 18e, est épuisé par trois nuits sans sommeil mais il est surtout découragé par le manque de « vigueur » qui, à son avis, caractérise les ordres qui viennent du quartier Rignot.

Lorsque à Orléansville, en route pour Oran, il a voulu arrêter le général Prieur, patron de la division, et le remplacer par le colonel Zeller, le plus jeune frère du général Zeller, il s'est heurté au refus du colonel Cousteaux, chef d'état-major de Challe.

« Ne vous occupez pas de cela, a dit sèchement Cousteaux, et filez d'urgence à Oran.

— Mais j'en ai pour cinq minutes, a protesté Masselot.

— Non. Laissez tomber. J'ai trois commandos de Robin qui s'occuperont de votre général. »

Ils ne s'en occuperont jamais. Masselot voit ainsi confirmée la mauvaise impression qu'il a de Cousteaux. À son avis, partagé par de nombreux officiers dont Jouhaud et Zeller, Cousteaux freine. Pour quelles raisons ? On ne le saura jamais.

Sur la route entre Orléansville et Oran, Masselot a pu également constater que l'unanimité était loin d'être faite sur le mouvement du général Challe, Il lui a fallu « faire gicler dans les fossés » des gendarmes qui entendaient contrôler son convoi ! Mauvais signe tout cela !

L'atmosphère qui règne au Château-Neuf d'Oran n'est pas faite pour revigorer le bouillant colonel para. Gardy et Argoud sont seuls. Absolument seuls. Le vieux général lui paraît nerveusement très fatigué. C'est Argoud qui a littéralement pris le pouvoir mais face aux ordres officiels que Pouilly fait parvenir de Tlemcen il ne fait pas le poids.

« Il faut que vous éliminiez Pouilly demain, dès l'aube, dit Argoud dont les traits sont encore plus creusés qu'à l'habitude.

— Je le connais bien, je vais lui téléphoner d'abord. Sa femme est avec lui ?

— Non. Elle est restée à Oran. Elle est ici au Château-Neuf dans ses appartements. »

C'est du salon de Mme de Pouilly que Masselot téléphone au commandant du corps d'armée. Les deux hommes se connaissent bien. Ils sont liés non seulement par l'amitié mais par un drame commun. Le fils de Masselot a été tué en Algérie alors qu'il servait sous les ordres de Pouilly, et celui de Pouilly l'a été sous les ordres de Masselot.

La communication est rapidement établie.

« Alors, Masselot, il paraît que vous allez venir m'arrêter ?

— Mon général, c'est ridicule. J'ai trop d'estime pour vous pour croire que je serai obligé d'en arriver là. Et pour vous le prouver, j'irai seul à Tlemcen demain matin. Mes deux régiments ne dépasseront pas Bel-Abbés. Ils n'interviendront que si je ne suis pas rentré demain soir.

— C'est ça, Masselot, à demain. » Et Pouilly raccroche.

« C'est vrai, vous n'allez pas l'arrêter ? demande Mme de Pouilly, inquiète.

— Mais non, chère madame. J'espère surtout le convaincre. »

Quand, vers 19 h 30, Gardy appelle le général Challe à Alger ce n'est pas pour lui transmettre un bulletin de victoire.

« Je ne vous dissimule pas, mon général, que la situation est grave. Aucune autorité du corps d'armée ne s'est ralliée et l'attitude de plus en plus réticente, pour ne pas dire hostile, de Brothier m'a enlevé mon meilleur atout. »

Gardy est ulcéré de voir qu'il n'a pas réussi à retourner par sa seule présence la légion de Bel-Abbès. Lui, général ex-inspecteur de la légion ! Mais être « ex » dans d'armée,

c'est un peu être mort ! On vous rend toujours les honneurs mais on ne vous obéit plus...

« Demain matin, poursuit Gardy, Masselot réduira Tlemcen.

— J'espère que cela fera basculer les attentistes. »

Au téléphone Challe semble las.

« Comment vous sentez-vous, Gardy ?

— Bien, mais je voudrais que vous envoyiez un général divisionnaire d'active et qui ne soit pas, comme moi, exclusivement légionnaire. Il aurait peut-être plus d'autorité sur les commandants de zone et de secteur.

— J'y penserai, mais pour votre part n'hésitez pas à remplacer les commandants que vous sentez réticents. Bonsoir, Gardy. Essayez de dormir ! »

Remplacer des commandants de secteur. Et par qui, grands dieux ? Gardy n'a même pas osé lui dire que le colonel de Baulny, qui éventuellement pourrait suppléer à la « défaillance » du colonel Brothier et emmener la légion dans le camp putschiste, le supplie au contraire de « ménager la susceptibilité » de son patron.

« Il s'est retiré chez lui et ne donne aucun ordre, explique-t-il, désemparé... Il se cantonne dans une abstention irritée. On risque à Bel-Abbès une crise effroyable. »

Ce dimanche soir, Gardy est déçu. Il lui reste pourtant un espoir : tenir vingt-quatre ou quarante-huit heures en parant au plus pressé. D'ici là, Tlemcen muselée, tout basculera en faveur du coup d'État sous la pression du succès dans le reste de l'Algérie. Car Radio-France, en fin d'après-midi, a claironné le ralliement du général Gouraud et l'engagement de tout le corps d'armée de Constantine aux côtés du général Challe. Non, vraiment, tout espoir n'est pas perdu.

Lorsque Zeller arrive à Constantine, tout est calme. Le colonel Ceccaldi et ses éléments de la 10e D.P. sont installés en lisière de la ville.

Tout va bien, mon général, dit le colonel, les gens nous acclament. Pas de réaction des Arabes.

— Et Gouraud ?

— Jusque-là il ne m'a rien dit, mais il ne me semble pas mal disposé. »

Zeller, depuis quarante-huit heures, se sent « gonflé à bloc ». Reprendre du service — et dans quelles conditions — a effacé le poids des ans et la monotonie de la vie civile. Au pas de charge, il gagne le palais mauresque, siège du Q.G. à Constantine. L'atmosphère y est désagréable. Dès que Zeller arrive, c'est le vide. Les portes claquent sur son passage, les hommes disparaissent au fond des couloirs. Non, vraiment, à Constantine ce n'est pas l'enthousiasme.

Zeller trouve son ami Gouraud au bord du désespoir.

« Ce n'est pourtant pas un lâche, pense Zeller, c'est un chrétien scrupuleux. Il n'a peur de rien, ni de la mort ni de la tournure que peut prendre sa carrière. »

Mais Gouraud cherche son chemin. Malgré le télégramme de fidélité il n'est pas sûr de souhaiter la victoire du gouvernement et pourtant il est incapable de passer seul du côté de la rébellion militaire. Alors Zeller, tel un boxeur, l'entreprend « au corps ». Il fait le forcing de la conscience de Gouraud. Il lui parle de leurs opinions communes, de ce dont ils ont déjà maintes fois discuté : l'Algérie est le dernier bastion de l'Occident chrétien, lutter pour l'Algérie française, c'est lutter contre le communisme international.

« Mon cher Gouraud, vous savez ce qui arrivera si nous échouons : vous partirez comme tous les autres et c'en sera fini de l'Algérie française. Vous aurez combattu pour

rien. Ce que nous tentons c'est le dernier recours. »

Pendant vingt minutes Zeller ajuste ses coups. Gouraud hésite, encaisse, s'interroge, enfin cède.

« Oui, dit-il à voix basse. Je vous suis. »

Ce n'est pas un oui d'enthousiasme. Zeller ne s'y trompe pas.

« Mon cher ami, vous me dites oui, c'est bien. Mais il faut que le reste suive. Que vous fassiez une proclamation au corps d'armée et que vous obteniez l'accord complet de vos commandants de zone.

— Je ferai la déclaration, répond Gouraud. Quant à mes commandants de zone, ce ne sera pas facile. Je vais pourtant essayer. »

Lorsque Zeller quitte le palais mauresque pour gagner l'aéroport il emporte l'acquiescement tant attendu du général Gouraud mais aussi une impression de malaise. Il a conscience d'avoir littéralement « violé » Gouraud. Pourvu qu'il suive et que son ralliement ne se soit pas limité à ce oui murmuré dans le silence sépulcral du Q.G. de Constantine !

Deux télégrammes vont rassurer Zeller. Le premier, retransmis en fin d'après-midi sous le n° 1595 par la zone Nord-Est constantinois, annonce brièvement la volte-face du général :

« Le présent message annule le message diffusé le 22 avril 1961. Le général Gouraud, commandant la région territoriale et le corps d'armée de Constantine, se place avec toutes ses unités aux ordres du général Challe, commandant en chef interarmées en Algérie. Signé *:* Gouraud. »

Dans le second télégramme le patron de Constantine cherche à se justifier :

« Ordre du jour n° 25. En avril 1960 avec le commandement du corps d'armée de Constantine, j'ai reçu la mission d'assurer la présence de la France sur ce territoire en luttant contre les bandes du F.L.N. et en resserrant les liens fraternels entre toutes les communautés. Stop. Aujourd'hui, ma mission n'a pas changé. Stop. Dans ces heures particulièrement graves pour l'avenir de la France et de l'Algérie, afin d'assurer l'unité de l'armée française, condition indispensable à notre succès final, moi, général Gouraud, votre chef, je décide de me ranger avec toutes mes unités sous les ordres du général Challe, commandant en chef interarmées en Algérie. Stop. Populations françaises et musulmanes, officiers et sous-officiers, soldats du Constantinois, je compte sur vous. Stop. Je sais que je serai suivi. Stop. Signé *:* Gouraud. Stop et Fin. »

Suivi ? Rien n'est moins sûr. À la préfecture c'est Mahdi Belhaddad, préfet de Constantine, qui représente le gouvernement. Maxime Roux, préfet inspecteur général régional, après s'être absenté quelques heures, a été assigné à résidence chez lui. Des éléments parachutistes le gardent.

Belhaddad a appris que certains activistes civils et militaires comme l'officier de police Bidal et le commandant Rodier, tous deux fervents « challistes », ont évoqué son arrestation :

« Quand va-t-on arrêter le manchot ? a élégamment demandé Bidal.

— Ne vous emballez pas, a répondu Rodier avec un mince sourire, chaque chose en son temps. »

Rodier a un compte à régler avec le préfet musulman. En effet le commandant Radier est le patron de la trop fameuse ferme Ameziane, « Centre de renseignement et d'action », et Mahdi Belhaddad a violemment protesté contre les méthodes d'interrogatoire des suspects qui s'y exercent encore trop souvent. Mis en cause, Rodier garde une sérieuse rancune à l'égard du préfet. Belhaddad qui a gardé le contact téléphonique avec Bernard Tricot à l'Élysée, et avec le premier ministre, n'est pas très fier. « Une balle perdue est vite arrivée », pense-t-il. Pourtant il organise la résistance. Le colonel Weil, commandant le 16e dragons, qui a assisté à la réunion des activistes est l'un des premiers à se mettre à sa disposition.

« Monsieur le préfet, dit-il, je dois vous dire que de cœur je suis avec le putsch. Mais je vous connais depuis que j'étais commandant de secteur à Aïn-Beïda où vous étiez sous-préfet. Et j'ai été révolté par les termes employés par ces hommes qui voulaient vous arrêter. Ils ne pensaient guère au rapprochement des communautés. Avant qu'on parvienne à vous toucher il faudra qu'on me passe sur le corps et sur tout le 16e dragons ! Vous pouvez compter sur moi ! Je me charge de votre protection. »

Les déclarations de fidélité affluent à l'appartement de Belhaddad. Le général Lennuyeux, commandant la division de Constantine, a été l'un des premiers à apporter deux lignes jetées à la hâte sur un papier à en-tête de la 14e division d'infanterie :

« Je reste fidèle au gouvernement légal de la France métropolitaine. Signé *:* général Lennuyeux. »

Ailleret, à Bône, renvoie sèchement le colonel Buchoud, commandant le secteur de La Calle, et quatre autres colonels qui le pressent de se rallier.

« Je reste dans la légalité, leur dit-il.

— Mais les buts de Challe sont nobles et nos unités sont d'accord. »

Ailleret, qui perçoit la menace sous-jacente, réplique : « Si des hommes passés à la rébellion viennent sur mon P.C. je répondrai avec mes moyens. Tous mes moyens. J'ai eu, il y a dix-sept ans, la Gestapo aux fesses et ceux-là, à côté, sont des enfants de chœur.

— Allez tout de même à Alger pour avoir quelques éclaircissements, insiste Buchoud.

— Si vous voulez, j'irai demain. »

Ailleret, qui ne souhaite pas affronter les troupes de Buchoud, pense ainsi le calmer et — sous le couvert du voyage à Alger — déplacer son P.C. de Bône à Gambetta selon un plan baptisé « Mouette » qu'il appliquera dès le lendemain matin. Non sans avoir informé Belhaddad de sa fidélité au gouvernement.

Dans de nombreux régiments l'alternative posée par le coup de force d'Alger provoque des remous, des cas de consciences Par exemple au sein du 4e hussards, à Souk-Ahras, où le colonel réunit ses officiers.

« Messieurs, leur dit-il, j'ai vu le général Ailleret à Bône. Il refuse de se rallier au putsch mais j'ai également vu le colonel Buchoud. Il semble que le putsch soit en passe de réussir. Je ne veux pas mêler le régiment à ces histoires politiques. Nous sommes parmi les rares officiers à être encore au contact des fells. Quoi qu'il se passe, occupons-nous de notre mission opérationnelle et battons-nous contre le F.L.N., c'est là notre devoir. »

Apparemment pas de problèmes. Ce n'est pas l'avis du commandant Bourgue, adjoint opérationnel au 4e hussards. En tête à tête avec son colonel, il livre le fond de sa pensée.

« Je ne reconnais que le gouvernement de Paris, dit-il. Je vais vous désobéir car je

refuse de me battre contre les fells alors que les paras oublient cette mission pour faire les zouaves à Alger. Je vous donne ma démission. Ne comptez plus sur moi. »

Et, ne pouvant maîtriser son émotion devant son colonel livide, le commandant Bourgue éclate en sanglots. Il se retire dans sa chambre après avoir jonché son bureau de tous ses dossiers et avoir prévenu le général Ailleret de sa position de « rebelle » au second degré !

À la préfecture de Constantine, Belhaddad, qui connaît ces cas de conscience, qui sait également que des appelés métropolitains ont rageusement piétiné des drapeaux tricolores dont les pieds-noirs avaient décoré leurs fenêtres, tente une ultime manœuvre auprès de l'Élysée. À Bernard Tricot, avec qui il reste en liaison téléphonique, il dit :

« Je vous en supplie, faites ce qui est en votre pouvoir pour que le général De Gaulle parle et délie le contingent de son obéissance à ses chefs rebelles. »

Et il raconte le déplorable incident des drapeaux piétinés. Le commandant Bourgue, qui a eu à faire face au même incident, a dit aux jeunes appelés :

« Ne faites pas les cons. Ramassez ces drapeaux et tracez des croix de Lorraine dans le blanc. Ainsi vous embêterez les pieds-noirs mais vous ne jetterez pas dans le ruisseau l'emblème de la République que vous voulez défendre ! »

« Il faut que le Général s'adresse aux militaires d'Algérie, supplie Belhaddad, beaucoup sont prêts à s'opposer à leurs chefs s'ils sont couverts par l'autorité suprême ! »

Tricot promet. Et tiendra sa promesse. En fin d'après-midi l'Algérie apprend que le Général doit parler à 20 heures.

Salan est arrivé dans l'après-midi au quartier Rignot, flanqué du capitaine Ferrandi qui lui sert d'aide de camp. Jean-Jacques Susini qui l'a accompagné depuis Madrid a immédiatement repris contact avec les organisations civiles où il compte beaucoup d'amis.

Salan est plus impénétrable que jamais. Il sait qu'on l'a tenu hors du coup le plus longtemps possible. On ne l'a pas prévenu du décalage horaire du déclenchement du putsch. Il a attendu en vain le fameux message : « La chambre de bonne a été cambriolée », qui devait l'avertir d'avoir à quitter Madrid pour gagner Alger. Il a avalé une nouvelle fois la couleuvre et a tout de même réussi à fausser compagnie aux policiers qui devaient l'empêcher de quitter la capitale espagnole. Maintenant qu'il est à Alger il entend jouer sa partition dans le grand concert.

Challe, qui n'est pas ravi de son arrivée, fait pourtant bonne figure. On se salue. On ne s'embrasse pas sur la bouche mais l'entrevue reste correcte. L'ancien commandant du Centre Europe se pose une nouvelle fois en patron. Il fait pour le général Salan le bilan des opérations. Il ne craint pas l'ancien délégué général car il sait que si l'armée doit obéir à quelqu'un — en dehors de De Gaulle —, c'est lui qu'elle choisira et non le Chinois, à l'égard duquel elle nourrit depuis longtemps mille préventions. D'ailleurs, Raoul Salan ne semble s'occuper que des civils.

« Sont-ils dans le coup ? demande-t-il à Challe.

— Non. Zeller et moi-même avons décidé un mouvement uniquement militaire destiné à montrer à De Gaulle que l'armée s'oppose à l'abandon de l'Algérie, et non d'une émeute civilo-militaire contre le gouvernement.

— Nous n'interdisons pas aux civils de participer au mouvement, intervient Zeller, mais nous refusons de voir des civils armés de fusils se mêler de nos affaires ! »

Salan ne répond pas. Puisqu'il s'intéresse aux questions civiles, Challe lui propose de s'installer avec Jouhaud au G.G. et de s'occuper des contacts avec la population. Jouhaud sera plus précisément chargé des relations avec les musulmans. C'est dire si dans ce putsch il n'aura pas grand-chose à faire ! Salan accepte et se retire très vite. Voilà Challe débarrassé d'un souci. Pas pour longtemps. Dès le lendemain, Jouhaud et Salan s'affronteront. Le Mandarin voudra prendre à son compte l'action déjà entreprise par Jouhaud sur la population. L'enfant de Bou-Sfer[12] demandera à Challe d'intervenir, ce que fera le leader du putsch, en ne manquant pas de rappeler aux deux hommes « qu'il a besoin de tout le monde et que ce n'est pas le moment de créer des conflits d'attribution ». Désespérant !

Pour désamorcer à l'avance un nouvel affrontement, Challe, dès qu'il a appris, le dimanche soir, l'arrivée probable de Lagaillarde et de Ronda, a annoncé à la presse leur « engagement immédiat dans une unité de paras » ! Il ne manquerait plus que le député et le fabricant de pantoufles, héros des Barricades, pour effrayer définitivement les officiers qu'il s'efforce de rallier ! Mais ni Lagaillarde, ni Ronda, ni même Ortiz ne pourront échapper à la vigilance des policiers espagnols dont le gouvernement craint de se faire accuser de complicité avec les officiers rebelles d'Alger. Les bonnes relations avec De Gaulle sont pour Franco plus importantes que le soutien de causes incertaines même si elles ont de nombreux points communs avec sa propre aventure !

Quand, à 19 h 55, il se dirige vers le poste de radio à longue distance qui va lui permettre d'écouter la riposte que prépare le général De Gaulle — car, bien sûr, le discours ne sera pas relayé par Radio-France ! — le général Challe fait lucidement le bilan de ces dernières quarante-huit heures. En dehors des régiments qui dès le déclenchement se sont franchement mouillés (le 18e, le 14e R.C.P., les commandos de Robin, le 1er R.E.P. et quelques unités éparses) personne *ne* s'est engagé à fond. Ni dans un sens ni dans un autre. À l'exception des Ailleret, Fourquet, Bocquet et autres Simon, chacun attend, prudemment. Même au P.C. Rignot c'est le règne du bla-bla. On discute à perte de vue. On se téléphone de colonel à colonel, de capitaine à capitaine.

« Et toi, qu'est-ce que tu fais ? »

La hiérarchie de l'armée d'Algérie joue l'expectative. La plupart des officiers placés à des postes clefs sont partagés entre deux sentiments : la crainte de s'opposer à Challe en pensant que les unités qui lui sont fidèles sont plus fortes que les leurs, et le souci de ne pas compromettre leur carrière par un passage à la dissidence. Et puis il y a les femmes. Les femmes des généraux et des colonels, qui sont sur place, bien installées dans leurs belles villas, soucieuses de leurs privilèges, de l'avenir de leur mari. Elles constituent un élément modérateur non négligeable.

« Dans quelle aventure te lances-tu ? Tu n'y songes pas. Et qu'est-ce que tu vas devenir s'« ils » perdent ? Et nous ? Pense à ta femme, à tes enfants, à ta carrière... »

Pour Challe, c'est maintenant une certitude. Malgré les communiqués de victoire que claironne la radio, soulevant l'enthousiasme d'un petit peuple une nouvelle fois floué, la belle mécanique patine, tourne à vide. Pas d'opposition mais pas d'engagement. Les régiments paras de la 10e D.P. envoyés par Ceccaldi et Gouraud pour convaincre certains régiments importants sont reçus à bras ouverts. On les acclame, on leur offre le

champagne... Mais on ne se rallie pas. Les paras, malgré tout leur enthousiasme, ne peuvent tout de même pas se battre contre des gens qui les accueillent comme des libérateurs, sablent le champagne... et attendent la suite !

« Ils me font le coup de l'édredon, pense Challe, il ne se produit rien. Ni pour ni contre moi. C'est bien ça, je donne des coups de poing dans un édredon. »

Et dans ce cas, c'est toujours l'administration en place qui gagne. Une fois de plus, ce De Gaulle a une chance extraordinaire.

Bernard Tricot, l'homme « Algérie » de l'Élysée, en qui De Gaulle a toute confiance, a enregistré la demande du préfet de Constantine. La situation a suffisamment évolué. Il faut que le Général parle à la nation.

Durant l'après-midi de ce dimanche, Joxe et Olié ont rendu compte de leur mission « à tout risque », comme l'appellera De Gaulle. Le ministre de l'Algérie a rapporté au Général les incertitudes militaires, l'état d'esprit du contingent et les risques croissants de conflit entre les appelés et leurs officiers — ce qui va dans le sens du préfet Belhaddad bien que ni Joxe ni Olié n'aient vu la nécessité de rencontrer le préfet musulman lors de leur passage dans l'Est algérien ! Le Général a appris aussi le dévouement et la fidélité d'une grande partie des fonctionnaires de l'administration préfectorale, des P.T.T., de l'enseignement, prêts à saboter le coup d'État. Joxe a conseillé de prévoir l'aménagement d'accès sur le sol algérien. À défaut des grands ports aux mains des insurgés choisir de petits mouillages tels La Calle et Collo à l'est, Nemours à l'ouest.

Et puis le ministre a relaté ses entretiens avec Fouquet et Ailleret, en soulignant combien ces deux-là feraient merveille, le premier à la tête de l'armée de l'air, le second comme commandant en chef. Car il ne fait de doute pour personne que Gambiez a fait son temps. Nimbus prisonnier, même s'il s'en sort bien, ne pourra plus commander l'armée d'Algérie dont trois jours plus tôt il affirmait la fidélité à toute épreuve !

« Voyez-vous, Joxe, a dit De Gaulle, tout cela est dramatique mais ce n'est pas sérieux. »

Joxe a insisté pour que le président de la République parle à l'armée en général.

« L'armée, a maugréé De Gaulle, vous parlez de l'armée. Savez-vous ce que c'est à l'heure où nous sommes ? Il s'agit de cinq cent mille gaillards pourvus de transistors[13]. »

Joxe n'a obtenu aucune promesse mais son rapport fait son chemin dans l'esprit du Général. De son côté, Bernard Tricot a souligné un deuxième danger. Il a été frappé par le raisonnement de certains chefs militaires qui, sans avoir rallié Challe, n'en répètent pas moins tant en France qu'en Algérie : « Il y a les nécessités opérationnelles et la continuation de la lutte qui nous obligent à garder le contact avec les généraux révoltés. L'unité de l'armée en lutte contre la rébellion algérienne nécessite des égards, des précautions et des entretiens avec le pouvoir d'Alger. Il ne faut pas faire le jeu de la rébellion. »

Et pour cela ces chefs militaires n'hésitent pas à faire celui des généraux d'Alger !

« Quand j'entends des « gens sûrs » tenir de tels propos, confie Tricot, j'éprouve un grand malaise. Cette position peut expliquer et excuser toutes les compromissions. »

Pour couvrir des initiatives comme celle du commandant Bourgue, qui refuse de lutter contre le F.L.N. pendant que les paras « font les zouaves » à Alger, ou celle des appelés

de l'escadron du 27e dragons, qui ont mis sous clé leur capitaine, il devient indispensable que De Gaulle parle et dise clairement jusqu'où on peut aller dans la lutte contre les officiers putschistes.

À 17 heures, De Gaulle est entré dans le bureau de Geoffroy de Courcel, secrétaire général de l'Élysée, et lui a dit :

« Faites venir la télévision. »

Puis il est monté dans ses appartements pour se changer. Car à 20 heures c'est en tenue de général de brigade qu'il apparaît sur les écrans. Comme à chaque crise grave qui secoue la France De Gaulle rappelle au peuple qu'il est militaire et que c'est dans cet uniforme qu'il lança l'Appel du 18 Juin par lequel la France vaincue allait recouvrer son honneur.

Ce 23 avril 1961, au soir d'un beau dimanche de printemps, la population métropolitaine est massée devant ses écrans de télévision. En Algérie chacun tâtonne sur le cadran de son transistor pour parvenir à capter les grandes ondes des radios périphériques ou celles de Radio-Monte-Carlo qui est le poste métropolitain que l'on reçoit le mieux. Les « 500 000 gaillards » sont tous à l'écoute, et aussi leurs chefs, qu'ils soient fidèles à la République ou ralliés au putsch des généraux.

Dès les premiers mots, on se rend compte que De Gaulle est résolu à se battre et à vaincre par tous les moyens. Le choix des mots est révélateur.

« Un pouvoir insurrectionnel s'est établi en Algérie par un pronunciamiento militaire, dit le Général d'une voix grave et décidée. Les coupables de l'usurpation ont exploité la passion des cadres de certaines unités spécialisées, l'adhésion enflammée d'une partie de la population de souche européenne qu'égarent les craintes et les mythes, l'impuissance des responsables submergés par la conjuration militaire. »

Et c'est la condamnation sans appel des fauteurs de troubles, qu'ils soient généraux ou colonels.

« Ce pouvoir a une apparence : un quarteron de généraux en retraite. Il a une réalité : un groupe d'officiers, partisans, ambitieux et fanatiques. Ce groupe et ce quarteron possèdent un savoir-faire expéditif et limité. Mais ils ne voient et ne comprennent la nation et le monde que déformés à travers leur frénésie. Leur entreprise conduit tout droit au désastre national... »

Tout y est, toute la « mythologie gaulliste », comme dira un journal du soir : l'évocation du 18 Juin, la défunte IVe République, l'unité nationale retrouvée, la décolonisation, les institutions solides.

« Et voici l'État bafoué, poursuit le Général, la nation défiée, notre puissance ébranlée, notre prestige international abaissé, notre place et notre rôle en Afrique compromis. Et par qui ? Hélas ! hélas ! par des hommes dont c'était le devoir, l'honneur, la raison d'être de servir et d'obéir. »

Mais il n'est pas dans le caractère du Général de se lamenter longtemps. Voici la riposte :

« Au nom de la France, j'ordonne que tous les moyens, je dis TOUS LES MOYENS, soient employés pour barrer partout la route à ces hommes-là, en attendant de les réduire. »

Le ton est devenu d'une tension extrême, d'une violence rentrée qui subjugue et effraie à la fois la France à l'écoute de son chef.

De Gaulle délie alors tous les soldats de l'obéissance à leurs chefs mutinés.

« J'interdis à tout Français, et d'abord à tout soldat, d'exécuter aucun de leurs ordres. L'argument suivant lequel il pourrait être localement nécessaire d'accepter leur commandement sous prétexte d'obligations opérationnelles ou administratives ne saurait tromper personne. »

Voilà pour les généraux et colonels hésitants, pour les directeurs du G.G. et leurs adjoints. De Gaulle menace :

« L'avenir des usurpateurs ne doit être que celui que leur destine la rigueur des lois. »

Le président de la République annonce alors à la nation la mise en œuvre de l'article 16 et sa décision de prendre toute mesure « exigée par les circonstances ».

« Par là même, je m'affirme, pour aujourd'hui et pour demain, en la légitimité française et républicaine que la nation m'a conférée, que je maintiendrai, quoi qu'il arrive, jusqu'au terme de mon mandat ou jusqu'à ce que me manquent soit les forces, soit la vie, et dont je prendrai les moyens d'assurer qu'elle demeure après moi. »

Et après avoir affirmé à la face du monde sa force et sa détermination, le Général conclut par un bref appel au peuple qui aura une portée psychologique immense :

« Françaises, Français ! voyez où risque d'aller la France, par rapport à ce qu'elle était en train de devenir.

« Françaises ! Français ! aidez-moi ! »

En Algérie, l'influence du discours est extrême. Le contingent l'a écouté avec attention mais les réactions ne viendront que le lendemain. Il faut une nuit pour réfléchir.

À Alger, Challe et Zeller ont suivi ensemble l'allocution de « l'Ennemi n° 1 » dans un sous-sol du quartier Rignot. La brutalité du discours frappe Zeller.

« Il a une façon extraordinaire de retourner les gens, dit-il à Challe. Et ses termes peuvent toucher nos militaires qui ont tendance à se mettre facilement au garde-à-vous.

— Oui, peut-être. »

Challe semble lointain. Il téléphone toujours. Zeller trouve qu'il n'a pas écouté très attentivement le discours.

« On a eu tort de ne pas brouiller la diffusion de son allocution, ajoute-t-il.

— Oui, peut-être... »

Toujours la même réponse. Comme si cela n'avait pas d'importance... Et pourtant, c'est Challe qui va se rendre compte le premier de l'influence de De Gaulle sur l'armée. Au sein même des services du quartier Rignot, les appelés qui servent de secrétaires, de techniciens des télécommunications, de téléphonistes passent de l'opposition larvée des premiers jours à une opposition plus active. Il faut une heure pour taper la moindre note. Les communications téléphoniques ne sont établies qu'après une attente interminable. « Pas libre, circuits occupés », disent laconiquement les « services ».

Les officiers de l'E.M.I. ont écouté le discours dans la salle O.P.S.[14]. Les avis sont partagés. Mais les plus nombreux sont découragés. Ils savent déjà que cette journée du dimanche a été celle des défections. Devant la violence du discours on commence à se dire : « Dans quelle galère me suis-je fourré ? »

D'autres, au contraire, réagissent en prenant cela à la blague. Le commandant de l'antenne des troupes aéroportées, un colonel parachutiste très sympathique et « olé-olé » que ses camarades appellent affectueusement le « Clown », fait son numéro :

« La Grande Zohra, dit-il… » et il enfonce son index dans sa joue droite gonflée… « on va lui mettre comme ça... » Et suit un vigoureux bras d'honneur.

« Drôlement remonté, le colonel », observe le capitaine Léger. Lui, au contraire, pense que « ça va casser après un discours pareil ».

C'est le sentiment de nombreux officiers qui pressent Challe de foncer sur Paris.

« Si on laisse De Gaulle agir comme il veut, l'affaire est foutue... »

Sergent, Godot, Degueldre et les officiers paras subalternes les plus durs commencent à renâcler sérieusement. Léger voit Sergent, le visage plus creusé, le nez plus pincé que jamais, s'écrier en sortant du bureau de Challe et Zeller :

« Ils sont incapables de donner des ordres et de prendre des décisions. Il faut les prendre nous-mêmes. »

Ces jeunes officiers reprochent à Challe de ne pas vouloir aller assez loin. De garder le 1er R.E.P. et les commandos à Alger plutôt que de les envoyer sur Paris ou au moins « rallier » par la force les régiments qui hésitent encore. Ils voudraient également jouer avec les civils, avec l'O.A.S. Ils sont prêts à la guerre civile. Ils regrettent le malaise qui règne depuis l'arrivée de Salan.

« Challe semble ne pas en vouloir, disent-ils. Salan est arrivé « Dar le métro ». Et, au lieu d'en faire quelque chose de spectaculaire qui unisse l'armée et les civils, on le met de côté. »

Mais surtout les pressions se multiplient pour préparer sans retard une opération aéroportée sur Paris. Ces jeunes paras sont sûrs de ne faire qu'une bouchée des « forces républicaines ». Selon eux le peuple a besoin d'être « violé ». Ils sont persuadés d'avoir fait De Gaulle au 13 Mai et d'être aussi capables de le défaire. Il leur suffira d'apparaître. Jouhaud et les colonels sont de cet avis. Le général a recensé ses moyens. Il dispose de 45 Nord-2500 et de l'aviation civile. Comme en 1958 ! Mais bientôt arrivent de mauvaises nouvelles. S'il sera facile de réquisitionner par la force l'aviation civile, il n'en sera pas de même de l'aviation militaire. Nicot, le patron de l'armée de l'air à Paris, avertit ses amis d'Alger que la chasse est en alerte et que « 20 % des pilotes au moins obéiraient à l'ordre d'ouvrir le feu ».

Et puis surtout Challe est contre. Résolument contre. « Partir pour Paris avec trois ou quatre régiments de paras fidèles, me dira-t-il plus tard, en laissant une Algérie qui, il s'en fallait, n'était pas passée de mon côté, jouer avec des effectifs infimes face à l'énorme masse de l'organisation française, c'était ridicule. Si l'armée entière avait été derrière moi je n'aurais pas hésité, mais là... »

C'est la réponse que rapporte le colonel Broizat au capitaine Sergent. « Je souhaiterais qu'on y aille, mais on n'y va pas... »

On y va d'autant moins que l'on signale le départ d'avions de la base aéronavale ! Chez les officiers, c'est la stupeur et le début d'une réticence à l'égard de Challe qui ira croissant au fil des heures. Avec un général aviateur dirigeant l'affaire, ils croyaient qu'au moins il avait derrière lui toute l'aviation. Qu'il avait déjà tout pesé, tout réfléchi...

À Paris pourtant on croit aux bruits de débarquement qui proviennent d'Alger. Et puis nombreux sont les membres du gouvernement qui se souviennent du plan « Résurrection » prévu au 13 mai 1958[15] ! Moins de deux heures après le discours du Général la capitale prend sa « sale gueule des jours de révolution ». Toutes les unités de maintien de l'ordre disponibles sont concentrées avec leurs chars et leurs armes lourdes autour de l'Élysée, du Palais-Bourbon, des ministères, du Grand Palais. Pourtant, on a peur de l'armée. On a coffré Vanuxem qui, d'après Jouhaud, « devait rendre disponible un aéroport parisien

pour permettre l'arrivée sur Paris d'une vague de trois régiments de paras allégés[16] ». On évite de faire appel aux régiments métropolitains basés autour de la capitale et on consigne les militaires dans leurs casernements. Debré a choisi : il préfère défendre les centres vitaux de l'État en laissant libres les aéroports et les voies d'accès à la capitale.

Pour la défense de ces points stratégiques il a un plan !

À 23 h 45, les couche-tard encore devant leur poste de télévision ou à l'écoute de la radio entendent et voient le premier ministre pâle, hâve, mal rasé, visiblement en proie à une vive inquiétude, faire appel à la population.

« Des avions sont prêts à lancer ou à déposer des parachutistes sur divers aérodromes afin de préparer une prise du pouvoir », dit-il d'une voie angoissée.

Le débit est haché, propre à « remuer » une population jusque-là passive et qui — habituée aux « coups *de* gueule » d'Alger — a passé un week-end serein. Cette fois, c'est sérieux. Pour que le premier ministre parle sur un ton aussi dramatique c'est que la situation en métropole risque d'évoluer vers le coup d'État.

« Le gouvernement, poursuit Michel Debré, est certain [...] que la population aidera de toutes ses forces à la défense de la nation. »

Est-ce la guerre civile ? C'est au moins la mise en alerte, l'appel pressant :

« Dès que les sirènes retentiront, allez-y à pied ou en voiture, convaincre ces soldats trompés de leur lourde erreur. Il faut que le bon sens vienne de l'âme populaire et que chacun se sente une part de la nation. »

On rira beaucoup — mais plus tard... — du « à pied ou en voiture... » auquel les humoristes ajouteront « à cheval ». Pourtant Michel Debré a pesé les termes de son allocution à laquelle il a volontairement donné un aspect mélodramatique. Il a dit au peuple un certain nombre de choses que le Général ne pouvait lui dire. « Certaines attitudes ne siéent pas au président de la République... » Le résultat est immédiat. Les standards téléphoniques sont bloqués. Les appelés des casernes métropolitaines se rendent compte de la situation. Même si certains de leurs chefs voulaient les entraîner à marcher sur la capitale ou à aider un éventuel débarquement parachutiste il serait trop tard.

Place Beauvau, des centaines de volontaires se présentent. Ils veulent des armes pour sauver la République ! On leur donne des treillis et des godasses, ce qui les rajeunit de quelques années. Et puis aussi de belles paroles. De Roger Frey, de Sanguinetti, que tout le monde au ministère de l'Intérieur appelle « Jambe-de-Laine » — il a perdu une jambe héroïquement lors du débarquement à l'île d'Elbe[17] — et aussi, et surtout, d'André Malraux. Le ministre des Affaires culturelles harangue les volontaires sur le mode épique. Il évoque la République, la guerre d'Espagne, sa jeunesse. Paris vit une nuit folle. Mais les volontaires n'auront pas d'armes. Par contre, beaucoup de réseaux de Résistance se sont reconstitués. F.F.L. ou F.T.P. Dans les imprimeries des journaux beaucoup de typos ont la vieille mitraillette de 1943 dans leurs casiers. Dans la capitale, des gaullistes « de choc » s'organisent. Les premiers comités de défense de la République voient le jour et veillent sur la radio officielle mais aussi sur Radio-Luxembourg, rue Bayard, et sur Europe N° 1, rue François-Ier. Parmi eux de nombreux journalistes, des membres de professions libérales, des gens qui n'auraient jamais pensé quelques jours plus tôt sortir avec un revolver sous l'aisselle ou dans la ceinture !

« Des armes pour le peuple », réclament les syndicats qui avec les grands partis ont

pris position dès le samedi matin contre les « généraux factieux ».

L'Echo d'Alger pourra titrer le lundi matin : « En métropole le parti communiste revendique la direction des masses populaires ». Personne ne s'y trompera. À commencer par le « quarteron » d'Alger. À l'aube du lundi 24 avril ils savent que la métropole est et sera toujours contre leur mouvement. Cette panique parisienne sera la dernière victoire de Challe qui saura dans quelques heures que « tout est fichu ». Et la métropole n'y sera pour rien.

À Oran, le général Gardy et le colonel Argoud ont soigneusement préparé la prise de Tlemcen par le 14e et le 18e R.C.P. À l'aube du lundi matin, les régiments de Masselot et de Lecomte ont quitté Oran. L'un des régiments entrera dans Tlemcen par la route directe. S'il y a résistance, l'autre débordera par le nord. Gardy a nommé Masselot, le plus ancien en grade, chef de l'expédition qui doit réduire l'îlot de résistance où se sont réfugiées les autorités fidèles au gouvernement : le général de Pouilly et les préfets Gey et Plettner.

Conduite à tenir, a précisé Gardy : éviter à tout prix, selon les ordres de Challe, une effusion de sang, sauf impossibilité absolue. En tout cas, si cela devait se produire, laissez aux forces opposées... »

Gardy n'a pas osé dire ennemies…

« ... laissez aux forces opposées l'initiative d'ouverture du feu. Agissez par intimidation et par surprise. De toute manière je serai en place, en personne, à l'arrivée au contact des troupes pour prendre moi-même la responsabilité de ce qui pourrait se produire et donner mes ordres selon l'évolution de l'affaire. »

Masselot s'est mis en route, comme prévu, mais à Sidi-Bel-Abbès il a fait stopper les deux régiments et est parti en hélicoptère voir en tête à tête son ami Pouilly. Dans *l'Alouette*, les deux pilotes, deux officiers qui ont caché leurs galons, sont armés jusqu'aux dents pour parvenir en terrain « ennemi ».

« Quels connards ! » pense Masselot, qui n'est pas armé. L'entrevue avec Pouilly est tragi-comique. Masselot le trouve en larmes dans son bureau.

« Finissons-en, dit Pouilly. Amenez-moi dans le jardin et abattez-moi. »

Masselot éclate de rire.

« Mais, mon général, il faudrait pour cela que vous me prêtiez un pistolet... je, n'en ai pas ! »

Pouilly, épuisé par les heures dramatiques qu'il vient de vivre, écartelé entre son devoir — qu'il a suivi avec honneur — et ses amitiés et convictions profondes — il sera l'un des rares officiers supérieurs loyalistes à apporter un témoignage favorable aux insurgés lors des principaux procès du putsch —, se ressaisit.

« Mais, Masselot, dit-il, à quoi espérez-vous parvenir avec cette histoire Challe ?

— Ah ! ça, mon général, ce sont des préoccupations qui ne sont pas de mon ressort. Nous nous sommes révoltés par honnêteté. Le général Challe a la tête assez bien faite pour avoir prévu les suites. Moi, je vous suggère d'aller le voir.

— Entendu, je serai cet après-midi à Oran !

— Non, mon général, j'ai une Alouette. Venez avec moi. »

Masselot — en bon militaire service-service — a beau ne pas se poser de questions il n'a tout de même pas l'intention de se laisser « fourrer » par Pouilly. La mission que lui a

confiée Gardy est de prendre Tlemcen. Et elle vaut toujours. Mais Masselot espère que Challe convaincra Pouilly mieux que Gardy et Argoud n'ont su le faire et qu'ainsi il n'aura pas à investir par la force une place défendue par l'armée française.

En fin de matinée l'Alouette atterrit sur la D.Z. de la G.A.T.A.C. Masselot ouvre l'œil car le général Clausse qui la commande a été l'un des premiers à se déclarer hostile au putsch.

Deux voitures conduites par des gendarmes attendent les deux passagers. La première est pour Pouilly. On veut faire monter Masselot dans la seconde. Mais le puissant colonel ne l'entend pas de cette oreille. Il écarte brusquement le gendarme, ouvre la portière de la voiture de Pouilly et s'installe à ses côtés.

« Vous me ferez bien une petite place, mon général. » Masselot a un bon sourire, trop innocent pour être honnête. Pouilly a l'air confus. Il hausse les épaules,

« Alors ces gendarmes et ces types de la G.A.T.A.C. croyaient me prendre au piège, pense le colonel. Gros futés, va ! »

Il se carre sur la banquette arrière.

« En route pour le Château-Neuf », commande-t-il au chauffeur.

Puis se tournant vers Pouilly :

« Mon général, il est préférable que vous enleviez votre képi comme je vais enlever mon béret. Inutile que la population croie, en nous voyant, qu'un colonel para "emmène" un général de division ! »

À midi, le général est dans ses appartements. Une heure plus tard il prendra l'avion pour Alger. Seul. L'opération « Tlemcen » est remise à plus tard.

Gardy, lui, est à Bel-Abbès où il retrouve les deux régiments qui devaient prendre Tlemcen. Le voyage inopiné de Pouilly à Alger lui donne quelques heures de répit qu'il veut mettre à profit pour tenter une ultime démarche auprès de Brothier. Que le colonel accepte de jeter la légion dans la balance et tout peut être sauvé. Mais Brothier est un mur. Il a fait rentrer les deux compagnies dont « on avait disposé sans son autorisation » et, ayant récupéré ses « étrangers » dans la maison mère de Sidi-Bel-Abbès, il a refermé les grilles du quartier Viénot sur la région au complet. Il ne manque à l'appel qu'un ou deux capitaines. Le colonel de Baulny a réintégré le « foyer ». Brothier à l'heure des comptes pourra présenter la légion « unie comme toujours » et couvrira ses officiers. L'unité avant tout.

Lorsque Gardy, désespéré, regagne Oran c'est pour trouver une situation catastrophique. Au Château-Neuf il n'y a plus personne sur qui compter. Masselot a demandé à son ami Lecomte d'envoyer une compagnie pour assurer la sécurité à l'état-major abandonné par la compagnie de légion.

De son côté Argoud a prévenu l'E.-M. de Challe à Alger.

« Le général de Pouilly continue à nous trahir, a-t-il dit.. Il a un trafic radio avec Paris par le Maroc. C'est la radio marocaine qui a transmis le discours de De Gaulle en français et en arabe »

À Alger, Zeller, fou de rage en apprenant la « trahison » de Pouilly, le fera arrêter à sa sortie du bureau de Challe et l'enverra à In-Salah. C'est le général Perrotat — l'officier général le plus ancien — qui prendra immédiatement sa succession, et fera respecter la légalité, approuvé par les six commandants de zone.

À Oran, c'est déjà la débâcle. Argoud semble détaché des choses de ce monde.

Masselot le voit assis sur la margelle du jet d'eau dans la cour d'honneur du Château-Neuf, « ricanant d'une façon permanente ». Il a bloqué le port, bloqué les fonds de la Banque d'Algérie. Et il attend.

Le général Gardy, lui, est très fatigué. Les nerfs lâchent.

« Je n'en peux plus, téléphone-t-il à Alger. Envoyez Jouhaud ou quelqu'un d'autre. »

« C'est la fatigue nerveuse d'un vieux soldat qui s'est rebellé », dira Masselot.

Pourtant il se bat encore. Il ne veut pas désespérer. Le colonel de Baulny lui téléphone de Bel-Abbès.

« Tout n'est pas perdu, dit-il, Brothier semble revenir à de meilleurs sentiments. Je suis en outre persuadé que le général Perrotat acceptera de marcher avec nous pourvu que les apparences soient à peu près sauves et que la formule qu'il adoptera comporte la subordination à « l'autorité de fait ». Faites-moi confiance, mon général. »

Argoud, mis au courant de la communication, conseille d'agir en force, d'obliger Brothier à obéir à l'ordre formel de mettre ses unités à la disposition de Gardy, et s'il refuse — ce qui est certain — de le remplacer.

« Mais par qui ? s'écrie Gardy.

— Eh bien, par Baulny !

— Mais il n'acceptera pas. Même parmi ses subordonnés qui nous sont acquis personne n'est en mesure d'assumer cette mission. »

L'ancien inspecteur de la légion connaît la discipline qui fait la force de ce corps d'élite.

Le colonel Masselot en a la confirmation à Bel-Abbès.

« Je vais arrêter Brothier, dit-il à Baulny. Vous, prenez le commandement. »

La panique se lit sur le visage du colonel en second.

« Mais, Masselot, ce n'est pas possible. Je n'ai d'autorité que la part que me délègue le colonel. Mon cœur bat à la pensée de le remplacer sans son accord ! »

Masselot, furieux, se retire sous sa tente :

« Je me débats au milieu d'édredons », dira-t-il à Gardy.

Sans le savoir il a employé la même expression que Challe à Alger.

Ce lundi 24 avril il est certain que les officiers rebelles ont manqué leur coup en Oranie.

Lorsque Georges de Boissieu rejoint son vieil ami Challe et tente de mettre un peu d'ordre dans la pagaille qui règne au quartier Rignot, cela fait trois jours que l'ancien commandant de Centre Europe n'a pas dormi. Il tient grâce au tabac. Mais la fumée de sa pipe a un goût d'autant plus amer que les nouvelles arrivant à l'état-major sont désastreuses. À Constantine Gouraud, rallié, ne fait rien. Arfouilloux à Médéa ne répond pas. Challe décide d'envoyer contre lui la 13e demi-brigade qui se trouve à Bougie. À Oran, c'est l'échec complet. Même au quartier Rignot c'est le « bordel », comme dit Challe. Il doit convenir que le colonel Cousteaux, qui a été son chef d'état-major depuis le samedi, n'est pas capable. Il a parlé. D'abondance. Et c'est tout. D'ailleurs tout le monde parle. Mais ce lundi on parle au quartier Rignot comme on ferait dans la maison d'un moribond.

Challe se sent seul. Très seul. Les hommes sur qui il sait compter, les Masselot, Lecomte, Robin, Godard, Argoud, La Chapelle, sont sur le tas à Constantine, à Oran, à Alger, au corps d'armée. Le colonel de Boissieu, en qui il a une confiance aveugle, va

l'aider à recevoir les officiers qui viennent encore l'interroger sur les « débouchés » de son mouvement. Mais Boissieu ne semble guère convaincu. Il est venu par amitié. Non par conviction. Et ça se voit. Jouhaud s'en aperçoit. Il ne comprend plus Challe.

« Si Boissieu n'est pas d'accord avec vous, dit-il, qu'il s'efface. »

Quant au capitaine Sergent il est encore plus sévère :

« Boissieu doute de notre réussite. Il n'y croit pas. Challe veut faire un putsch de la bienséance et s'entoure d'hommes qui ont un style étranger à ce que nous voulons faire. Quand on veut gagner on se fait accompagner par des gens qui y croient. Et non par de ternes porte-sacoches ! »

Mais y croient-ils encore eux-mêmes, ces censeurs rigoristes ?

Libéré par le discours du général De Gaulle, le contingent se manifeste. Depuis le début du mouvement les officiers rebelles ont tenu les appelés pour quantité négligeable. Des bidasses qui obéissent aux ordres, qui ne réfléchissent pas et qui ne pensent qu'à la quille. Challe — pour bien montrer qu'il restait soucieux de la légalité — a fait procéder aux opérations normales de libération des appelés qui devaient quitter l'Algérie entre le 22 et le 25 avril. Au jour fixé, les unités du contingent ont regagné la métropole. Cette opération psychologique devait lui gagner sinon la sympathie du moins la neutralité des appelés. Mais le discours de De Gaulle a bouleversé ces prévisions optimistes.

Le général Bigot, patron de l'aviation en Algérie, voit ses bases de la Mitidja en état d'insurrection. Lui-même ne peut plus gagner son bureau à l'état-major ! À Blida on a même vu un drapeau rouge flotter sur la base. On en conclut immédiatement dans l'entourage de Challe que la résistance du contingent est l'œuvre des militants communistes. L'un des officiers de la base de Blida, le commandant Kubasiak, paiera de sa vie — à l'heure de l'O.A.S. — d'avoir dirigé le mouvement de fidélité à De Gaulle.

Sont-ils tous communistes les hommes du 14e bataillon de chasseurs qui arrêtent leurs officiers ? Et ceux du 21e R.I. qui à Oran ont projeté de kidnapper Gardy et Argoud ? Et ceux de la compagnie des transmissions du corps d'armée qui ont tenté — commandant en tête — de quitter le Château-Neuf pour gagner Mers el-Kébir, base du fidèle amiral Querville ?

Les exemples se multiplient dans la journée du lundi. Le préfet Belhaddad reçoit des dizaines de délégations d'appelés, et des télégrammes venant de toutes les unités. De plus en plus nombreux, des avions de transport quittent les bases algériennes au nez et à la barbe des putschistes impuissants.

Au sein même du 14e R.C.P., l'un des régiments « en pointe » de la révolte des généraux, le colonel Lecomte n'est plus « sûr » de ses hommes. Il recevra même une grenade sur son P.C. ! La machine grippe. Le contingent verse le sable à poignées.

Telles sont les nouvelles peu réjouissantes dont Challe prend connaissance lorsque, du G.G., les colonels le prient, ainsi que Zeller, de rejoindre Salan et Jouhaud pour adresser quelques mots à la population massée sur le Forum.

Challe n'est pas chaud pour « aller faire le guignol ». Il conçoit très bien de se présenter devant un micro pour convaincre une foule mais si elle est déjà convaincue — comme c'est le cas à Alger — l'opération n'aboutit qu'à se faire acclamer. Il cède pourtant à l'insistance des colonels. Mais ce n'est pas un homme « épanoui » qui se montre au balcon « historique » du G.G.

La foule, elle, n'y voit que du feu ! Elle est là, confiante, au coude à coude, prête à

suivre « ses » généraux qui vont sauver l'Algérie française. Elle croit revivre le 13 Mai. On lui jette en pâture quelques bonnes paroles « définitives ».

« Voici ceux qui sont venus avec vous pour se battre, souffrir et mourir s'il le faut pour que l'Algérie reste terre française », dit Challe.

« Nous nous retrouvons ici, sur cette place où ensemble nous avons fait le serment de garder l'Algérie à la France », s'écrie Salan.

« Je suis venu de France, pour rejoindre mes amis et parce que je pense que si l'Algérie a besoin de la France, la France ne peut pas se passer de l'Algérie », poursuit Zeller.

« Nous avons acclamé la France, nous avons acclamé l'Algérie, je vous demande d'acclamer l'armée... », conclut le général Jouhaud.

La foule en délire — ils sont près de 100 000 à avoir envahi le Forum, les grands escaliers et les jardins — répond à l'appel de Jouhaud, l'enfant du pays.

Challe ne s'est pas trompé. Ses « collègues » sont venus pour se faire acclamer ! Il est furieux et ne s'attarde pas au balcon. Jouhaud et Salan restent au G.G. avec « leurs » civils. Challe tourne les talons, suivi de Zeller. Il retourne au quartier Rignot voir ce qui — au milieu du désastre — peut encore être sauvé.

À l'E.M.I., les officiers ont des têtes d'enterrement. Challe s'enferme dans son bureau. Pas une bonne nouvelle pour le réconforter. Jusque-là il a tenu. Maintenant, la fatigue le terrasse. Il doit dormir, sinon il va tomber.

« Boissieu, dit-il à. son chef d'état-major, je vais me reposer quelques heures. Vous me réveillerez lorsque la 13e demi-brigade arrivera à Alger. Je veux lui donner personnellement mes ordres pour qu'elle secoue Arfouilloux à Médéa.

— Bien, mon général. »

Challe dormira bien. On ne le réveillera pas. La 13e demi-brigade, elle non plus, n'a pas marché !

Le mardi 25 avril, au réveil, Challe ne peut que constater la débâcle. Au quartier Rignot personne n'obéit à personne. Les officiers de l'E.M.I. viennent ou ne viennent pas. Qui s'en soucie ? Pour le patron du putsch, c'est la fin des illusions. Après un repos réparateur il a fait le point lucidement, sans complaisance. En trois jours, son état-major et lui-même n'ont remué que du vent. En dehors des régiments acquis dès le départ, Challe n'a rallié personne qui compte. Alors il décide de recommencer en petit ce qu'il a manqué en grand. Plutôt que d'être faible partout et fort nulle part il préfère concentrer ses troupes sur Alger et la Mitidja. S'il faut faire la guerre autant la faire à partir d'un territoire sûr. Il s'ouvre de ce projet au colonel de Boissieu.

« Si je tiens l'Algérois jusqu'au Sahara, dit-il, je pourrai encore discuter. Faites rentrer le 14e et le 18e R.C.P. et laissez la 10e D.P. à Constantine pour ménager l'avenir. On ne sait jamais. »

Même ce plan de la dernière chance se révèle irréalisable. Depuis le discours de De Gaulle, la situation s'est dégradée à une folle allure. Les oppositions se multiplient. Au sein des unités, dans les services, c'est partout la même chanson : « Challe va à l'échec. Faut pas le suivre. »

Oran ne donne aucune nouvelle des 14e et 18e R.C.P. Challe apprend dans le courant

de la matinée que les troupes — même les plus fidèles comme le 1er R.E.C. ou les commandos parachutistes — suivent de moins en moins. Seul, le 1er R.E.P. de Saint-Marc ne bronche pas. Tous les officiers sont ralliés au putsch et leurs hommes les suivent imperturbablement.

Devant les multiples défections militaires, on supplie Challe de se servir des civils. Au G.G., Salan et Jouhaud insistent.

« Ils veulent faire quelque chose. Profitons-en. » Mais l'ancien commandant en chef refuse. Il est toujours pris dans les mêmes contradictions :

« Tant que je tiens Alger, je ne vois pas ce que les civils peuvent faire pour m'aider. Ils ne risquent, par leurs excès, que de faire basculer dans le camp adverse les dernières bonnes volontés militaires. »

Depuis son arrivée en Algérie Challe est conscient de cette opposition entre l'armée et les pieds-noirs ultras les plus politisés. « L'armée au pouvoir », crient ces derniers. Mais l'armée qu'ils souhaitent c'est celle des Argoud, des Godard, des Gardes, du « soviet des colonels », celle du D.P.U.[18] de Trinquier et de Vaudrey, une armée qui leur ferait la part belle et qui « materait » les melons. Or elle n'existe plus. Les colonels eux-mêmes rêvent d'une Algérie égalitaire, libérée des honteux privilèges, une Algérie « socialiste » mais surtout nationale..

Ce 25 avril l'heure n'est plus à ce qu'on voudrait faire mais à ce qu'on peut encore faire. Et on ne peut plus faire grand-chose. Challe ne dispose à Alger que des légionnaires étrangers du 1er R.E.P. Situation délicate. Heureusement, il y a encore les régiments de parachutistes qui sont en Oranie. Il faut absolument qu'ils rentrent à Alger.

La dernière « opération » prévue par les parachutistes d'Oran ne réussit pas plus que les précédentes.

Le lundi soir, le lieutenant de vaisseau Guillaume — très attaché à Challe et ennemi intime de l'amiral Querville — est arrivé à Oran. Il a proposé, grâce à la complicité de deux ou trois officiers sympathisants, de s'emparer de la base de Mers el-Kébir.

L'arrivée de la flotte au large de la base a précipité la décision et a effrayé les civils. Ceux-ci harcèlent Gardy et Argoud. Le départ du capitaine Bonnel, du 1er étranger, chargé de les organiser, les a déconcertés. Ils veulent bouger, se « rendre utiles ». La présence des hommes du maquis Petitjean — une résurgence des maquis France-Résurrection du marquis Brousse de Montpeyroux — et des C.R.S. pieds-noirs qui se sont rebellés les « regonfle ». Gardy pense les utiliser si « les choses tournaient tout à fait mal ». Le colonel Lancrenon, deuxième adjoint du corps d'armée d'Oran, s'y oppose fermement.

« Et pourquoi donc ? interroge Gardy.

— Tout simplement parce que l'on assistera alors à un déferlement de la masse musulmane qui jusqu'à présent n'a pas bougé, et à des excès probables de la part des civils oranais excités. »

Le colonel ne se fait aucune illusion. La ratonnade toujours présente... toujours possible.

Et puis, à l'aube du mardi 25, « les choses tournent tout à fait mal ». Le colonel Lecomte, qui devait, à la tête du 14e R.C.P., prendre la base de Mers el-Kébir doit y renoncer. Deux de ses trois compagnies ont refusé de marcher malgré les efforts des

officiers. Les appelés parachutistes ne veulent plus obéir aux chefs rebelles et cinq sous-officiers ont « déserté » pour rejoindre la légalité représentée à Oran par le général Perrotat et ses six commandants de zone. Il n'y aura donc ni combat ni coup de canon tiré par la marine, comme certains informateurs l'ont affirmé à l'époque.

« Cette fois, c'est foutu, dit Argoud à Gardy. La situation est sans issue. »

Le général téléphone à Alger pour rendre compte.

« Devant l'hostilité générale du corps d'armée, dit-il à Boissieu, ne pouvant compter ni sur Brothier ni désormais sur le régiment de Lecomte, je suis hors d'état de remplir ma mission.

— Regagnez immédiatement Alger avec les régiments de Masselot et de Lecomte », répond laconiquement Boissieu.

Pas un mot sur la situation à l'état-major interarmées. Gardy transmet l'ordre aux paras.

« On me signale un passage fell sur le barrage, dit Masselot, j'y vais ?

— Non, c'est sans doute un piège pour vous soustraire à notre cause. L'ordre de Challe est formel. Nous devons tous regagner Alger. »

Le colonel Argoud fixe le départ d'Oran à 14 h 30. La caravane est hétéroclite. Commandée par un vieux général en retraite et par un colonel « révolutionnaire » rebelle, elle comprend le 14e R.C.P. de Lecomte, où de nombreux éléments sont désormais « allergiques » à la rébellion, le maquis Petitjean, composé d'illuminés et d'excités, des civils O.A.S. en uniformes bizarres mais armés jusqu'aux dents, et les C.R.S. ralliés au putsch. C'est à Saint-Denis-du-Sig que Masselot la rejoindra.

La retraite vers Alger commence. L'« épopée » oranaise a fait long feu.

À midi, Challe prend sa décision. Tout seul. Sans consulter le moindre de ses collaborateurs. Il va se rendre. Il convoque Boissieu et le charge d'aller à Paris négocier sa reddition avec l'Élysée.

« Dites-leur que je me livrerai. Je suis le seul responsable de l'affaire. Je ne pose qu'une condition : qu'il n'y ait ni journalistes ni photographes à mon arrivée en métropole. »

Le colonel de Boissieu, qui approuve cette décision, n'arrivera jamais à temps à Paris car son avion sera détourné sur Tours où on le fera « poireauter » jusqu'à ce qu'à Alger la rébellion se soit effondrée.

Lorsqu'il a pris sa décision et donné ses ordres à Boissieu, Challe range ses dossiers, ses pipes et annonce son projet à Zeller, le seul avec qui il ait travaillé la main dans la main depuis le début de la révolte.

« L'affaire est cuite, Zeller. Je ne vois plus d'issue et je ne veux pas que quelqu'un d'autre que moi porte la responsabilité de notre révolte. Je me rends et me désigne comme premier coupable. »

Zeller proteste.

« Ah ! non alors. On n'est pas venus ici pour quatre jours ! Il va falloir se battre. L'affaire était plus grave qu'on ne l'a pensé mais on va mettre sur pied une organisation militaire de résistance.

— Et où ?

— En Kabylie, par exemple. J'en avais parlé à Paris avec le général Faure. C'est tout à fait possible. D'autant que Simon, en fuite, a été remplacé par le colonel Roca qui est à nous !

— Inutile, coupe alors le colonel Cousteaux qui est entré dans le bureau, les unités sont de plus en plus nombreuses à se dresser contre nous. Le discours de De Gaulle a porté ! »

À 16 heures, Challe réunit les chefs de corps présents à Alger et qui l'ont soutenu jusqu'au bout : Saint-Marc, Robin, La Chapelle, Puga, etc. L'atmosphère est extraordinairement tendues Les visages sont figés, les traits tirés. Challe se fait plus lourd, plus massif que jamais. Il mordille le tuyau de sa pipe pour cacher son émotion. Il porte une chemise et un pantalon kaki et ses pattes d'épaulettes à cinq-étoiles. Pas une décoration.

« Messieurs, rentrez dans vos garnisons avec vos unités. L'affaire est finie. Nous avons échoué. Il faut maintenant en tirer les conséquences. Je ne vous laisserai pas payer seuls, rassurez-vous, ce n'est pas mon genre. »

Puis, tirant en vain sur sa pipe éteinte, Challe libère ses « fidèles » de la parole qu'ils lui ont donnée. Son dernier ordre est pour dire à Saint-Marc de ne pas dégager immédiatement le G.G. mais d'y assurer la protection de Salan et de Jouhaud qui y sont encore.

Tout est consommé. L'affaire est jouée. Un à un, en silence, les commandants d'unité serrent la main à leur chef.

Pourtant, Robin, qui, avec Saint-Marc, a. été le fer de lance algérois du putsch, tente de fléchir le général.

« Vous avez déclenché un coup. Il faut aller jusqu'au bout. Nous y sommes prêts.

— Non, Robin. Ce n'est pas possible.

— Alors, s'insurge Robin, dans ce cas, c'est criminel d'avoir si mal préparé un coup.

— Le coup était parfaitement préparé pour ce que je voulais faire. J'ai reçu des promesses. Je n'ai fait qu'une seule erreur d'estimation : jamais je n'aurais cru qu'il y ait autant de salauds dans l'armée française. »

Godard et Salan sont arrivés sur la fin de la réunion.

« Lagaillarde, avec moins de mille types, a tenu pendant une semaine, dit le colonel, et nous, avec deux divisions, on flanche au bout de quatre jours ! Ça, non ! »

Le ton monte. Salan proteste à son tour. Il faut poursuivre. Il faut aller jusqu'au bout. Challe se retire. C'est la confusion. Un colonel menace de faire arrêter Salan !

Au rez-de-chaussée du quartier Rignot, Cousteaux, les larmes aux yeux, a annoncé aux officiers d'état-major que c'était fini, que Challe se rendait.

« Je vous conseille, dit-il, de rentrer chez vous ou de rejoindre la caserne des gardes mobiles aux Tagarins où le général Héritier rassemble son monde. »

C’est la débandade à l'E.M.I. La volée de moineaux. On emporte des dossiers, on brûle des papiers et on file à « toutes pompes » se réfugier sous l'aile protectrice des « mobiles »... Au bar de l'E.M.I. deux longues carcasses, en tenue bariolée, boivent en pleurant.: Robin et le capitaine Léger.

Dans le bureau de Boissieu, qui s'apprête à quitter Alger, l'atmosphère est tendue. C'est le capitaine Sergent qui accuse... et violemment encore !

« Mon colonel, dit-il, vous savez ce qui se passe dans le bureau du général Challe.

C'est une véritable trahison ! Vous savez très bien que, maintenant, c'en est fini de l'Algérie et que nos derniers espoirs vont s'effondrer. Vous savez très bien que les jeunes officiers se sont lancés avec confiance derrière ce chef. Pensez-vous que nous avons traversé la mer pour jouer cette comédie ?

— Oui, tout cela est atroce... Mais nous n'y pouvons rien...

— Si, je peux encore aller lui tirer une balle dans la tête[19]... »

Sergent sort son revolver. Salan l'arrête d'un geste. La tension tombe. On se sent désemparé, désespéré, un peu ridicule aussi...

« Allons au G.G., dit Salan, voir ce qu'on peut encore faire... »

Dans son bureau, Challe est d'un calme olympien. Il a demandé à son aide de camp, le capitaine Perrier, de brûler tous les documents et de « ficher le camp ». Il a rendu leur parole à ses officiers et est décidé à se livrer. Il se sent disponible.

C'est alors qu'intervient Jean-Jacques Susini. Challe sait qu'il est arrivé « daim les bagages » de Salan, mais jusque-là il ne l'a pas et ne s'en est pas plaint. Susini veut réussir là où Robin et les officiers à gros godillots ont échoué faire revenir Challe sur sa décision, gagner du temps, le persuader de reprendre la lutte au cœur d'Alger. Le petit maître à penser de la future O.A.S., dont Salan prendra la tête, déploie des trésors d'éloquence. Avec ce général républicain il ne peut pas user de la phraséologie fasciste qui lui est habituelle. Non, il faut faire « dans le sentiment ». Susini, qui est diaboliquement intelligent et qui est un orateur-né, dispose de multiples registres. Pendant trois quarts d'heure il démontre à Challe qu'il ne peut abandonner la population civile, qu'elle se soulèvera contre Paris et que ce sera atroce. Et il parle ! Et il parle ! Et il réussit ! Challe, convaincu, épuisé aussi, cède. Il est seul. Il a dégagé ses officiers de leur parole. Il est persuadé d'être fusillé en se livrant, alors autant crever avec les Algérois.

« D'accord, je viens avec vous au G.G. On mourra tous ensemble ! »

Suivant Susini triomphant, Challe arrive à temps pour apposer une quatrième signature à la dernière pièce du putsch. Salan-Jouhaud-Zeller, décidés à poursuivre le combat, ont préparé une déclaration à la population annonçant la mobilisation de huit classes de pieds-noirs et conseillant à tout le monde de prendre les armes pour sauver l'Algérie française. Cette fois, c'est la révolution, avec les milices de civils armés. Mais il est trop tard.

Sur le Forum, à l'allégresse de la veille a succédé une lourde inquiétude. La population semble abattue. Elle attend le miracle. Rien ne se produit. Les généraux ont paru au balcon mais, les micros ne fonctionnant pas, ils sont rentrés dans leurs bureaux. Et la foule qui ne sait pas ce qu'ils voulaient lui dire en retire une impression désespérante.

Au G.G., c'est la pagaille. Des légionnaires et des civils en armes parcourent les couloirs jonchés de sacs, d'armes, de papiers, de canettes vides. Tout le monde gueule. Tout le monde commande. Puisqu'il a « repris du service », Challe veut organiser un poste de commandement. Au commandant Raffin, un officier d'état-major qui l'a suivi, il demande de rencontrer quatre ou cinq civils représentatifs.

« Voyez avec eux ce qu'on peut faire et ne pas faire. Etudiez quelle est la partie d'Alger qu'on peut défendre. Tout Alger si possible. Sinon, le Forum, le G.G. jusqu'à la mer. C'est le minimum pour laisser l'ouverture à ceux qui voudront filer. Voyez

l'approvisionnement, les armes, les munitions. Dans trois quarts d'heure rendez-moi compte. »

Triste évolution en quatre jours ! D'abord l'Algérie, puis l'Algérois, maintenant le cœur de la Ville blanche. Puis mourir...

Ce n'est même pas possible. Le baroud d'honneur est vain. Raffin revient. Le verdict tombe :

« Je ne suis arrivé à rien, mon général, il y a environ 1 500 types armés mais ils se baladent dans tout Alger. C'est l'anarchie. On n'a pas de radio, pas de moyens de communication. On ne dispose ni d'armes, ni de munitions, ni de l'approvisionnement nécessaire pour pouvoir simplement tenir. Je regrette, mon général, je n'ai rien pu mettre de sérieux sur pied. »

Raffin a les larmes aux yeux. Challe lui tape sur l'épaule :

« Merci, mon petite Raffin ; maintenant, foutez le camp. La plaisanterie est terminée. »

À la radio d'Alger le capitaine Sergent tente un dernier appel dans le désert. Cet homme pur et dur, sans complaisance ni pour les autres ni pour lui-même, a une réaction de désespoir. C'est la première fois de sa vie que cela lui arrive. Avec l'accord de Gardes et de Lacheroy, qui s'apprêtent eux aussi à larguer les amarres, Sergent, au micro de Radio-France, adjure ses camarades de l'armée de prendre leurs responsabilités sans tenir compte de la hiérarchie. C'est l'appel à la désobéissance, à la révolte totale.

Les heures qu'il vient de vivre sont tellement intenses que Sergent en est arrivé à espérer le miracle qui le tirerait de son désespoir.

Mais il est trop tard. Son message sera l'avant-dernier transmis par Radio-France.

Il est 23 heures lorsque retentit le dernier appel. C'est un jeune homme, revêtu de la tenue bariolée des parachutistes — il s'appelle Le Fustec —, qui le lance d'une voix haletante, dramatique :

« Population d'Alger, rendez-vous immédiatement au Forum pour empêcher la trahison de l'emporter. »

Un peu de musique. Puis une autre voix annonce :

« Ici, France V, nous reprenons le cours normal de nos émissions. » Le groupe Drouet — les journalistes réunis autour du rédacteur en chef de la radio — a arrêté Le Fustec et a repris l'antenne aux insurgés. À la radio, la légalité est rétablie.

Au premier étage du G.G. commence la « veillée funèbre ». Zeller, qui s'est endormi vers 20 h 30, a rejoint ses camarades. Challe leur exprime son désir de se livrer. Il n'obtient aucune réponse. Un photographe réussit à entrer et prend le dernier cliché des quatre généraux qui, devant l'objectif, font encore bonne figure alors qu'ils savent que tout est perdu. Puis Challe fait éteindre les lumières sur le Forum qui retentit de temps à autre de tristes Marseillaise. Il faut que les gens partent, rentrent chez eux. Il faut éviter de possibles incidents avec les gendarmes qui vont reprendre possession des lieux. Saint-Marc et Godard attendent, immobiles et pensifs.

« Saint-Marc, dit Challe. Ça m'est égal d'être fusillé mais je ne veux pas recevoir de coups de pied dans le cul de la part des gardes mobiles.

— Je pars pour Zéralda, mon général, venez avec nous. Demain, vous verrez. »

Salan, Jouhaud et Zeller expliquent alors qu'ils n'ont aucune raison de se rendre, que le combat continue, etc. Challe reste fermé.

— Moi, je me livre.

— Vous allez vous faire fusiller, et après ? » s'écrie, véhémente, Mme Salan.

« La Biche » est venue rejoindre son mari comme dans tous les coups durs. Challe la regarde, impassible.

« C'est mon opinion, dit-il froidement, et j'ai l'habitude de faire ce que je veux !

— Mon mari ne fera pas comme vous !

— C'est son affaire, pas la mienne. »

Challe est furieux. Il ne manquait plus que les bonnes femmes dans une affaire pareille. Salan reste silencieux.

À 23 h 15 Zeller se met en civil, puis, après avoir salué ses camarades, se perd, anonyme, dans la foule.

Sergent et les lieutenants Godot et Degueldre quittent le G.G. Pour eux le combat ne fait que commencer.

« La prochaine fois, lance Degueldre à Jouhaud, on ne restera pas l'arme au pied devant les gendarmes. » Quelques coups de feu retentissent dans la ville. La foule quitte à regret le Forum. Allons, encore une fois, c'est manqué ! Saint-Marc retire ses troupes qui, au fur et à mesure; sont remplacées par les gendarmes. En ordre, les légionnaires du 1er R.E.P. montent dans les camions. Parmi eux, Challe, Salan et Jouhaud.

Au P.C. O.A.S. Laferrière, le lieutenant, Durand-Ruel, du 1er R.E.P., prévient les civils armés du groupe Zattara-Christian :

« C'est branlé ! Tirez-vous. Rendez armes et équipements, on remportera ça dans nos camions. Attention ! les mobiles tirent à vue ! »

Arrivés à Zéralda, Jouhaud et Salan décident de fuir. Ils s'en vont avec des civils qui vont les cacher. Challe embrasse Jouhaud et lui remet les 300 000 anciens francs qu'il a sur lui.

« Ça ne me servira plus à rien. Toi, tu en auras besoin. »

Puis il serre la main de Salan.

Les deux généraux quittent la base arrière du 1er R.E.P. par le chemin creux qui mène à la grand-route et s'enfoncent dans la nuit. Pour eux s'ouvre la vie clandestine. Une nouvelle aventure tragique...

Challe et Saint-Marc se retrouvent seuls.

« Vous êtes jeune, Saint-Marc, on va payer cher. Laissez-moi me livrer seul. Qu'il y en ait un de plus ne servira à rien. »

Saint-Marc s'est raidi.

« Mon général, vous n'avez pas voulu abandonner vos troupes et les laisser payer pour vous, permettez que j'en fasse autant avec les miennes.

— Comme vous voudrez... »

À l'aube, Saint-Marc négociera la reddition de Challe avec le général Héritier. Le soir, le patron du putsch couchera à la Santé.

À 4 h 50, François Coulet, directeur des affaires politiques, qui a quitté sa « planque », retrouve son bureau. Le coffre-fort a été forcé. L'argent qui s'y trouvait s'est envolé. Sur le sol, déchirée en huit morceaux, la photo dédicacée du général De Gaulle.

« Les salauds », murmure Coulet.

En vain il a cherché Godard « pour lui faire la peau ». Il ne lui a pas pardonné l'arrestation de son collaborateur Félix Rista ni les propos tenus par les équipes civiles qui ont arrêté à tour de bras.

À 5 heures du matin, Coulet téléphone à Joxe, qui ne se dérange même pas, au colonel de Bonneval et à Geoffroy de Courcel à l'Élysée.

« Ça y est, leur dit-il, le G.G. est libre. La légalité est rétablie. »

Cette fois le putsch est bien terminé. Il a duré quatre jours et cinq nuits.

Troisième partie

L'ultime espérance

Il ne fallut que quelques heures pour se rendre compte à quel point l'armée française sortait brisée de la crise qu'elle venait de traverser.

On avait balayé, repeint les couloirs, réparé les coffres-forts éventrés, remplacé les vitres brisées. Il n'y avait plus ni papiers sales ni canettes de bière. Le G.G. et le quartier Rignot ne « sentaient » plus le para et le légionnaire. Aseptisés, désinfectés, les bureaux reprenaient leur apparence habituelle. À ceci près que, selon les cas, on y crevait de trouille ou l'on y était saisi de nausées. C'était la grande purge. L'interrogatoire généralisé. Ça bardait à tous les étages. Il fallait rendre des comptes ! Et aussi les régler...

À l'état-major général, chaque officier dut faire un long rapport sur son action heure par heure durant les quatre jours du putsch. Le général Hublot, nommé chef d'état-major, dut contrôler ces « autocritiques » et décider du sort de chacun. Blanchir ou faire inculper.

Fidèle, dès la première heure, au gouvernement de la République, Hublot dans ses fonctions de grand inquisiteur put constater l'ampleur des dégâts causés dans l'armée par la révolte des généraux. La noblesse d'attitude de ceux qui sans ambiguïté « avaient choisi leur camp » n'était pas monnaie courante. La crainte, la lâcheté, l'ambition sans mesure, la simple « vacherie » déferlaient dans son bureau. Les exemples de bassesse se succédaient. Des officiers qui n'avaient pas levé le petit doigt pour défendre la légalité pendant le coup d'État entendaient néanmoins être récompensés de leur « abstention » en coiffant sur le tableau d'avancement certains petits camarades moins prudents mais cependant mieux placés dans « l'annuaire » des officiers. Chaque jour apportait sa moisson de lettres de dénonciation, de « rapports d'information ».

« Je ne les lis même plus, disait Hublot en les jetant au panier, tout cela m'écœure et me dégoûte. En être arrivé là ! »

Une large majorité d'officiers, conscients de ne pas s'être opposés au putsch avec « toute l'énergie souhaitée », faisaient des efforts désespérés et pitoyables pour ne pas être soupçonnés par les commissions d'enquête d'avoir apporté leur aide à Challe, Le mépris que leur portaient ceux qui s'étaient engagés — qu'ils soient gaullistes ou putschistes — était sans limite et consacrait la « cassure » profonde et durable de l'armée.

Au lendemain du putsch, Robert Buron — libéré d'In-Salah — avait fait son rapport au général De Gaulle. Il avait parlé de la « victoire des transistors », de la détermination des appelés mais aussi des officiers activistes, et de la cohorte des hésitants. Vézinet et Pouilly, prisonniers avec lui à In-Salah, s'étaient plaints de la faveur dont les officiers les plus activistes avaient joui jusque-là auprès des, cabinets du premier ministre et du ministre des Armées. Buron l'avait souligné et le Général « avait fait la gueule ».

« Je tirais sur sa dent malade, dira plus tard Robert Buron. Les complicités, chez Messmer — trop bien avec ses anciens amis parachutistes —, et chez Debré, où Nicot avait purement et simplement trahi, lui prouvaient qu'il n'avait pas aussi bien nettoyé l'armée qu'il l'avait cru au lendemain des Barricades. »

Cette fois, le président de la République décida une purge « sans faiblesse ». Le 1er R.E.P., le 14e et le 18e R.C.P. et les. commandos de l'air furent dissous, leurs officiers mis aux arrêts. Certains furent transférés en métropole.

À la surprise générale, Gambiez fut confirmé dans ses fonctions de commandant en

chef. De Gaulle ne voulait pas lui faire immédiatement payer les pots cassés mais il était évident que « Nimbus » ne ferait pas long feu en Algérie.

Morin et Gambiez avaient besoin que l'on redore un peu leur blason et que l'on consolide publiquement leur autorité bien chancelante. Louis Joxe, ministre des Affaires algériennes, et le général Olié, patron de l'armée française, s'y employèrent en venant réinstaller avec faste leurs représentants en Algérie. Et pourtant Joxe avait été très violent contre Morin. Il ne comprenait pas comment la légalité avait pu se « défaire » à ce point devant la détermination du « quarteron ». À ses yeux le délégué du gouvernement était coupable.

« Il sera immédiatement relevé de ses fonctions », avait-il prédit à Paris.

Il n'en fut rien. Après tout, c'était l'armée qui avait en partie soutenu le putsch. Les préfets, l'administration civile étaient restés parfaitement fidèles à la légalité. C'était donc à l'armée de payer. Ohé était là pour remplir cette délicate mission.

« Mais, remarqua Morin, on était loin de la purge annoncée et de la fermeté ordonnée par De Gaulle... »

On restait entre généraux ! Et — exception faite de l'inculpation des officiers les plus « mouillés » — Olié ne procéda à aucune mesure qui pût « accentuer » le malaise dont souffrait déjà l'armée.

« Pour Olié, dira le délégué du gouvernement, Arfouilloux restait « mon Arfouilloux », Partiot « mon Partiot ». C'était le ton de l'amitié et du tutoiement. On retrouvait l'armée des généraux et leur solidarité. »

Sanctions diverses contre deux cents officiers — une dizaine d'entre eux transférés en métropole et inculpés —, mandats d'arrêt lancés contre Jouhaud, Zeller, Salan, Argoud, Godard, Broizat, Lacheroy et Gardes, on n'alla pas plus loin.

Par contre, du côté civil, Joxe et Morin firent montre d'une plus grande fermeté. Si les « patrons » de l'administration s'étaient tous élevés contre le putsch, il n'en était pas de même de leurs subordonnés. Quatre hauts fonctionnaires du G.G. furent révoqués, deux mutés. Six commissaires de police suspendus et en instance de révocation. Pour l'ensemble de la ville d'Alger on décida l'arrestation de deux cents fonctionnaires. Quatre cent cinquante personnes furent interrogées dans les jours suivants et inculpées d'aide à un mouvement insurrectionnel. La parution des quotidiens algérois *L'Echo d'Alger, La Dépêche quotidienne* et *Dernière Heure,* qui avaient applaudi à grands cris à la prise du pouvoir par l'armée, fut suspendue. Seul *Le Journal d'Alger,* de tendance libérale, sera autorisé à reparaître quelques jours plus tard.

Au Gouvernement général, les directeurs « gaullistes » comme Coulet et Coup de Fréjac sentaient s'établir autour d'eux un climat d'une effroyable méfiance. Tous les rapports humains étaient faussés. Personne n'avait confiance en personne. En outre, le putsch n'avait fait qu'accentuer l'inimitié grandissante entre Morin et son directeur des affaires politiques, François Coulet. Morin ne supportait plus « l'œil de l'Élysée ». Il l'accusa même d'avoir profité de son absence forcée à In-Salah pour fouiller ses tiroirs personnels ! Finalement Morin obtint de De Gaulle le rappel de sa « bête noire ».

L'attitude de Jean Morin, qui avait choisi de se laisser arrêter pour mettre les militaires rebelles au pied du mur, avait provoqué un certain malaise au sein de l'équipe dirigeante. Max Moulins, le remplaçant de Jacomet au secrétariat général, voulut même démissionner. Joxe fit savoir qu'il n'accepterait ni démission ni mutation. Son plan, que

Morin allait appliquer à la lettre, demeurait : tout continue comme avant. Poursuivre la politique économique et faire entrer la politique militaire dans une phase nouvelle dominée par la trêve décidée par le gouvernement, tel était le souci principal de Louis Joxe qui savait proche l'ouverture des négociations avec le G.P.R.A. Dans cette perspective l'heure n'était pas aux querelles internes. La marche inéluctable vers l'autodétermination devait accélérer la mise en place de hauts fonctionnaires musulmans. L'entrée des « Arabes » à tous les niveaux de la vie économique et sociale était aux yeux du gouvernement la condition essentielle du maintien des pieds-noirs dans un pays qui allait à l'indépendance. L'intérêt de tous était de minimiser l'importance du putsch et de profiter de l'abattement passager des Européens pour leur faire admettre un changement important dans leurs rapports avec la communauté musulmane.

Les perquisitions en masse dans les différents quartiers d'Alger et dans des lieux jusque-là « tabous » pour la police, comme l'hôtel Saint-George, le G.G., le cercle des officiers, la mairie et la préfecture, devaient permettre — dans l'esprit de Morin — de récupérer des armes et de « mettre à l'ombre » un certain nombre de cadres de l'O.A.S., seule force éventuellement capable de prendre en main la population européenne et de s'opposer à l'ouverture et à l'aboutissement des négociations avec le F.L.N.

Le mouvement clandestin représentait-il un danger réel ? Les avis étaient partagés. Selon les uns l'O.A.S. qui s'était manifestée dès le lendemain du putsch par voie de tracts et par l'explosion de quelques plastics ne comptait dans ses rangs que quelques dizaines d'excités dirigés par de vieux nostalgiques du contre-terrorisme. Pour d'autres, l'O.A.S. s'était repliée dans une clandestinité rigoureuse et organisée, et se préparait à lutter par tous les moyens pour l'Algérie française telle que la souhaitait la majorité des Européens.

Devant les piètres résultats obtenus après quelques jours de perquisitions, et face à la multiplication des tracts et des explosions on dut se rendre à l'évidence : l'O.A.S. s'était bien gardée de se découvrir pendant les cent heures de sédition. On allait devoir compter avec elle.

Le général Zeller marchait la tête baissée. Etre reconnu et arrêté à quelques minutes de se constituer prisonnier serait inutilement humiliant ! En civil, l'ancien patron de l'armée de terre ressemblait à un petit fonctionnaire retraité promenant sa bedaine au doux soleil de printemps. Mais ce sacré visage aux lèvres en coup de sabre et aux yeux clairs derrière les lunettes cerclées risquait de le faire reconnaître du policier le moins perspicace !

Le général quitta l'avenue Foureau-Lamy et s'engouffra dans un de ces petits chemins creux, bordés de hauts murs, d'arbres séculaires et de propriétés splendides qui abondent autour de la rue du Dr-Lucien-Raynaud. Zeller avait rendez-vous à 9 heures Colonne-Voirol, et il était en avance. Il ralentit et déchiffra le nom du chemin désert sur une plaque bleue à demi recouverte de glycines : chemin de la Solitude. Il soupira... L'air léger du matin, l'odeur des arbres, des buissons, des pelouses bien entretenues, le soleil à travers les branches qui formaient une voûte naturelle au chemin creux, tout lui semblait nouveau, frais, magnifique. Il savourait ses derniers instants de liberté. Dans vingt minutes, à soixante-trois ans, il serait prisonnier. Sauverait-il seulement sa tête ?

Dix jours plus tôt, au soir du mardi 25 avril, lorsqu'en civil il s'était perdu dans la foule abattue du Forum, il n'avait pas l'intention de rentrer en France. Il avait besoin de

réfléchir pour choisir entre les trois solutions qui s'offraient à lui : rester en Algérie et poursuivre la lutte clandestine, fuir à l'étranger ou se livrer comme le général Challe.

Il faisait nuit lorsqu'il était arrivé chemin des Glycines, chez un de ses beaux-frères qu'il n'avait pas revu depuis plusieurs années. Le pauvre homme était dans tous ses états. Parent tombé du ciel, ce général factieux dont le nom et le portrait s'étalaient à la « une » des journaux du monde-entier, était bien embarrassant. On lui trouva pourtant un refuge dans un réduit près du poulailler. Zeller y passa sa première nuit de proscrit, éveillé à l'aube par les chants triomphants des coqs de la basse-cour ! Le mercredi matin, le général dut quitter ce gîte insolite. La police devait être en chasse et allait écumer les logements des parents et alliés des hommes qu'elle recherchait. Le « Mohamed » de son beau-frère le conduisit discrètement dans un pensionnat religieux de jeunes filles dont la supérieure était « sympathisante ». Zeller était un peu inquiet en pénétrant dans ce couvent à deux pas de l'hôtel Saint-George. La religieuse voudrait-elle l'accueillir ? Aurait-elle la possibilité de le cacher ?

La mère supérieure l'accueillit à bras ouverts, compatissante et... furieuse.

« Ah ! mon pauv'général, pourquoi ne les avez-vous pas tous tués ? »

Zeller était rassuré quant aux opinions de la digne religieuse mais stupéfait de sa question. Cela devait se lire sur son visage car la supérieure ajouta :

« Mais oui, général. Dans ces affaires-là, il arrive un moment où il faut tuer. »

Zeller n'avait pas l'intention d'entamer une discussion sur ce sujet. Il lui fallait d'abord se cacher. Et un homme — même d'un certain âge — dans un couvent de jeunes filles, cela pose nombre de problèmes ! La supérieure l'emmena dans sa propre chambre.

« Soyez discret, général, si mes filles vous voyaient là... »

Zeller était mi-gêné, mi-amusé. Au bout du couloir qu'une porte vitrée coupait en deux il aperçut le double rang sage d'une classe de jeunes filles qui passait.

« Eh oui, poursuivit la bonne sœur, dans ma chambre vous êtes en. sécurité. Mais pour aller au petit coin vous risquez de tomber sur une de mes filles ! »

Elle réfléchit un instant puis, d'un pas décidé, elle se dirigea vers la porte vitrée, brisa d'un coup de poing le carreau supérieur et cria à la cantonade :

« Bande de petites idiotes, vous m'avez encore cassé une vitre. Vous êtes tellement maladroites que je condamne cette porte. »

Puis, revenant vers Zeller, elle ajouta :

« Vous voilà tranquille, général ! »

Pendant huit jours Zeller vécut cloîtré dans la chambre de la supérieure. Il se tenait informé grâce à un transistor à écouteurs. Son beau-frère vint le voir à plusieurs reprises, l'informant de la répression qui s'abattait sur Alger.

Le général examinait toutes les solutions. Faire de la résistance en Algérie ? Oui, s'il y avait eu un îlot de résistance militaire en Kabylie, par exemple. Mais ce n'était pas le cas et Zeller répugnait à se mêler à une organisation civile comme feraient certainement Jouhaud et Salan. En outre était-il nécessaire d'être plusieurs « gros » généraux en Algérie ? Les problèmes de personnes qui s'étaient déjà posés pendant les quatre jours du putsch allaient se multiplier, les susceptibilités s'exacerber... Et puis Zeller était peu apte à la vie clandestine, à la guérilla.

« Je suis trop vieux », pensa-t-il, découragé.

Par l'intermédiaire de son beau-frère, des Européens lui proposèrent de passer en

Espagne. Le bateau était prêt. Zeller n'aurait qu'à s'accroupir dans un tonneau pendant quelques heures. Au large il serait libre. Mais aller à l'étranger c'était réellement *fuir.* Et Zeller, en vieux militaire, ne pouvait s'y résoudre. Depuis le début de l'aventure il avait agi selon sa conscience, il n'allait pas changer alors que tout était perdu. Fuir était la plus mauvaise solution.

Lorsqu'il apprit à la radio l'arrestation du général Gouraud, commandant le Constantinois, et son transfert en métropole il se décida.

« C'est, moi qui l'ai entraîné dans cette affaire, je l'ai poussé, j'ai joué avec sa conscience, je dois le défendre. »

Lorsque, le soir venu, il s'ouvrit de son projet à la mère supérieure celle-ci l'approuva.

« Finalement, général, c'est ce que vous avez de mieux à faire. »

Le lendemain, André Zeller confia à son beau-frère une lettre pour le général Vézinet qu'il connaissait bien... mais qu'il avait envoyé à In-Salah la semaine précédente.

« Je suis décidé à me constituer prisonnier entre les mains du gouvernement de fait actuel, écrivit-il au commandant du corps d'armée d'Alger. Mais je désire me livrer à l'autorité militaire et non à la police. Je veux être transporté en France entre deux officiers et non entre deux policiers. »

Vézinet accepta toutes les conditions du général et lui fit savoir que son adjoint, le général de Belney, l'attendrait le lendemain matin à 9 heures Colonne-Voirol.

Quand, par cette belle matinée du 6 mai, le général Zeller l'aperçut au bout du chemin du Dr-Lucien-Raynaud, il sentit qu'à soixante-trois ans il tournait une page de sa vie. La religion et l'idée qu'il se faisait de la France l'aideraient peut-être à supporter les épreuves qui, il n'en doutait pas, l'attendaient en métropole.

Le soir, André Zeller couchait à la Santé après avoir refusé de répondre aux policiers qui voulaient connaître son emploi du temps et ses refuges depuis le 25 avril. Dans une cellule voisine, Maurice Challe préparait son procès.

Le 29 mai ils comparaîtront côte à côte dans le box des accusés. Le 31 mai, le général Challe et le général Zeller seront condamnés à quinze ans de détention. Ayant mis fin de leur propre volonté au putsch déclenché le 22 avril, ils bénéficieront des circonstances atténuantes. Pour eux l'aventure était terminée.

Restaient encore Jouhaud et Salan et tous les colonels qui — comme Gardes l'avait dit à Jean-Louis Guillaud — étaient prêts à « aller jusqu'au bout ».

« Après tout, pensa Challe qui n'avait aucune sympathie particulière pour Salan, tant mieux s'ils réussissent là où j'ai échoué. Tant mieux s'ils gardent l'Algérie à la France. »

Connaissant ceux qui formaient l'O.A.S. naissante$_{s}$ il en doutait.

Challe et Zeller avaient joué et perdu. Ils payaient. C'était conforme à leur sens de l'honneur. Sous leur autorité on avait évité l'affrontement sanglant. Cela seul leur importait.

Ivan, membre de l'O.A.S. Laferrière, qui avait arrêté Raybois, le patron de l'Association pour le soutien au général De Gaulle à Alger, décida lui aussi de se rendre. L'Algérie française telle qu'il la pensait, l'Algérie française des Challe, des Denoix de Saint-Marc qu'il admirait, c'était foutu. Il ne restait plus qu'un mouvement de desperados qui cherchaient à se regrouper, à poursuivre un combat avec des méthodes qu'il

réprouvait, à défendre des intérêts dont il se sentait très éloigné. Il téléphona donc à Raybois à qui il avait donné son nom lorsqu'il l'avait arrêté.

« La police connaît-elle mon identité ?

— Non, elle vous cherche d'après le portrait que j'ai fait de vous. Mais si vous essayez de vous soustraire à la justice vous risquez un jugement expéditif.

— Je suis prêt à me livrer. »

C'est Raybois lui-même qui conduisit Ivan à la police judiciaire ! Devant le commissaire qui les interrogea il plaida la cause de celui qui l'avait arrêté.

« Grâce à lui, dit Raybois au commissaire, mon arrestation s'est bien passée. Je voudrais que pour lui ça se passe bien aussi. »

Le commissaire ne s'attarda pas sur ce terrain sentimental et passa à l'interrogatoire d'Ivan. Celui-ci, plusieurs années plus tard, se souviendra d'un homme petit, sec, le cheveu rare, l'œil glacial derrière ses lunettes dorées.

« Un intraverti qui n'avait rien d'humain », dira-t-il. L'interrogatoire fut bref. Ivan reconnaissait les faits.

« À la geôle », conclut le commissaire.

Pour s'y rendre Ivan dut passer entre deux haies de gardes mobiles qui ne lui épargnèrent ni les coups de pied ni les coups de poing. Les méthodes du P.C. O.A.S. Laferrière où l'on « intimidait » volontiers se retrouvaient de l'autre côté de la barricade !

Lorsque le juge d'instruction Champagne l'interrogea et l'inculpa, le jeune homme apprit le nom du commissaire.

« C'est Gavoury, lui glissa un autre inculpé qui attendait dans le couloir du palais de justice. C'est lui le responsable de la répression après le putsch. Une vraie peau de vache ! Mais on l'aura ! »

Ivan ne prêta pas grande attention à cette réflexion. Par contre, lorsqu'un homme qui se présenta sous un nom corse vint l'interroger dans sa cellule pour savoir si « un trou de 80 millions constaté, d'après lui, dans la caisse de l'Association de soutien ne serait pas l'œuvre commune d'Ivan et de Raybois »,il pensa que les groupuscules gaullistes d'Alger ne brillaient ni par l'estime ni par la confiance que leurs membres se portaient mutuellement !

Il était certain que les différentes arrestations et perquisitions effectuées durant les quatre jours du putsch avaient été mises à profit par des membres peu scrupuleux des milices civiles. Et ces quatre-vingts millions, ainsi que les dizaines de millions volés dans les coffres du G.G. n'étaient pas perdus pour tout le monde ! Mais ce n'était plus l'affaire d'Ivan. four lui l'aventure était terminée.

Le projet de trêve unilatérale révélé quelques heures avant le putsch par Jean Lartéguy dans *Paris-Presse* et confirmé le 24 avril par la publication du document trouvé à Oran par Gardy dans le bureau de Pouilly, devenait une réalité. Le général Gambiez reçut la dure mission de la « faire avaler » à l'armée. Montrer la bonne volonté de la France et de son armée, et hâter ainsi la reprise de négociations sérieuses, tel était le but recherché.

On baptisa la trêve d'un nom pudique : interruption des opérations offensives. Il s'agissait de porter un grand coup psychologique à l'opinion internationale. Le porte-

parole du Gouvernement général, Coup de Fréjac, à qui, depuis le putsch, on recommandait de parler le moins possible et qu'on laissait à l'abandon, sans instructions, se « démerder avec ses journalistes », reçut à cette occasion une pluie de consignes parisiennes. Le gouvernement, et en particulier Michel Debré, avait pensé à tout.

Les notes de service se succédèrent, longues, minutieuses, précises. Attitude à observer, messages à lire en français et en arabe à la radio, informations à donner aux journalistes suivant les différentes hypothèses. Le gouvernement prévoyait quatre possibilités :

1° Trêve sans incidents ;

2.° Rupture de trêve ;

3° Le G.P.R.A. réagit ou non ;

4° Les pieds-noirs prennent violemment parti contre la trêve ou non.

C'était la première fois que Coup se voyait entourer de tant de « sollicitude ».

« La France ouvre la route de la paix. » Le slogan était beau mais l'armée n'était ni chaude ni enthousiaste pour l'appliquer et le commandement en chef dut user d'arguments psychologiques... et de menaces pour que la trêve devienne réalité. Déjà accusée de lâcheté par les pieds-noirs qui la considéraient comme responsable de l'échec du putsch, l'armée allait désormais essuyer un déferlement d'injures. Pour les Européens, la trêve des combats c'était la honte, la grande honte. Cette fois on bradait, on laissait le pays aux mains des rebelles. On permettait aux wilayas décimées depuis le plan Challe de se regonfler. Les villes allaient à nouveau être reprises en main par les commissaires politiques et les militants F.L.N. libérés depuis 1960 des camps d'hébergement.

L'« offensive de la fraternité », comme l'appelait Gambiez, c'était, à leurs yeux, le « commencement de la fin ».

Du côté musulman, la surprise du premier instant passée et devant le respect de la trêve par l'armée française, le sentiment général fut la satisfaction.

En métropole, la trêve unilatérale fut jugée par l'opinion publique comme un acte de grandeur et de courage du gouvernement, seul capable de hâter la reprise des négociations.

La vérité oblige à dire que cette trêve unilatérale fut un échec que l'on minimisa dans la mesure du possible.

En obéissant à cet ordre qui Marquait la fin de sa mission offensive, l'armée montrait au monde qu'elle n'était pas « factieuse », mais l'état-major, à la lecture des rapports, savait à quel point sa lassitude, son découragement étaient justifiés. Les désertions de harkis se multipliaient. Les musulmans qui s'était engagés aux côtés de d'armée tentaient ainsi de se dédouaner aux yeux du F.L.N. qui apparaissait comme le véritable vainqueur du conflit. L'A.L.N. se regroupait, reprenait des forces. Dans toutes les wilayas, en particulier dans le Constantinois, où l'organisation militaire du F.L.N. avait été démantelée par la violence de l'opération « Pierres-Précieuses », les responsables avaient le loisir de tisser à nouveau en toute tranquillité la délicate toile d'araignée qui devait couvrir toute la région. Les goumiers et les harkis déserteurs apportaient des armes, les jeunes gens venant des villes, de l'argent. L'afflux fut tel que Çaout El-Arab, chef de la wilaya 2, dut renvoyer nombre d'entre eux dans leur ville ou leur douar d'origine, chargés de missions de propagande. Les liaisons, qui allaient à vau-l'eau, furent réorganisées avec soin. Les commissaires politiques n'eurent aucun mal à

persuader la population musulmane que l'ennemi « s'essoufflait ». Le peuple ne demandait qu'à croire !

En quelques semaines, l'infrastructure F.L.N. se reconstitua... sans, bien sûr, accepter la trêve ! Les méfaits se multiplièrent. On évita simplement les accrochages avec l'armée. Le mois de mai vit 113 attentats faire 85 morts et 121 blessés. Sur les 85 victimes il y avait 62 musulmans, 20 militaires et 3 Européens. Pour le F.L.N., suivre la trêve aurait été démobiliser l'opinion publique à l'heure où il en avait le plus besoin : celle des négociations.

« Pas de sentiments. La victoire est proche ! L'ennemi est sur le point de demander grâce. »

Le service d'information de la délégation générale était impuissant devant de pareils arguments. Et puis l'essentiel n'était-il pas que le G.P.R.A. se décide à répondre aux propositions de pourparlers ?

Pendant le putsch la population musulmane s'était bien gardée d'intervenir. « Que les français se débrouillent entre eux. Cela ne nous regarde pas. » Dès le 22 avril, Ferhat Abbas avait lancé un appel au peuple algérien : « Face aux graves événements qui se déroulent dans notre capitale je vous demande, au nom du G.P.R.A., de rester plus que jamais unis et plus que jamais vigilants. Vous devez vous organiser pour faire face aux provocations, comme vous avez su le faire lors des journées historiques de décembre et de janvier derniers. »

Si ces journées de sédition avaient rapproché spontanément les nationalistes algériens du général De Gaulle, si la victoire de ce dernier sur les généraux rebelles d'Alger augmentait encore son prestige aux yeux des membres du G.P.R.A., on n'en était pas parvenu pour autant à fixer une date d'ouverture des négociations. De Gaulle avait réglé ses comptes avec les officiers factieux d'Alger mais il n'en était pas de même pour le G.P.R.A., qui se heurtait à une opposition militaire de plus en plus violente. Le colonel Boumediene, chef de l'état-major général de l'A.L.N.,était passé à l'offensive.

En quinze mois, Houari Boumediene avait fait de l'armée des frontières l'instrument de « dissuasion » qui lui permettrait, l'heure venue, d'imposer au pays devenu indépendant la solution socialiste qui, selon lui, ferait son bonheur.

Après avoir transformé — comme on l'a vu — le siège de l'état-major à Ghardimaou en pépinière de jeunes cadres socialistes; il prit en main toutes les grosses unités des frontières et aidé de ses adjoints, les commandants Menjli et Slimane (plus connu aujourd'hui sous son véritable nom : Kaïd Ahmed), il plaça à leur tête des officiers « sûrs », c'est-à-dire de tendance socialiste. Assuré de leur soutien inconditionnel, Boumediene poursuivit dans le calme et la discrétion qui lui étaient naturels son offensive contre les « dinosaures » du G.P.R.A. Son armée, pourvue d'un matériel considérable, bien entraînée, bien encadrée... et désœuvrée, car il n'était pas question de franchir en masse le barrage électrifié, devenait l'outil rêvé de conquête du pouvoir politique.

Pour Boumediene, la lutte sur le terrain reprendrait peut-être après l'indépendance — alors on jugerait de l'importance de l'armée des frontières — mais pour l'heure le véritable combat devait se mener lors des conférences qui, un jour ou l'autre,

s'ouvriraient entre la France et le G.P.R.A. Du résultat de ces négociations dépendrait l'avenir de l'Algérie.

Fort de son armée et de l'appui de certains membres influents du G.P.R.A. comme son « maître » Boussouf[1] ou comme Ferhat Abbas, qui était reconnaissant au jeune chef militaire d'avoir influé sur la décision de son maintien à la présidence, Boumediene entreprit une campagne de dénigrement systématique des principaux ministres du G.P.R.A. à la tête desquels Krim Belkacem occupait une place de choix. Nous n'entrerons pas dans les détails de la lutte que menèrent les deux hommes, ni des alliances obscures qu'ils nouèrent de la Tunisie au Maroc en passant par l'île d'Aix où se trouvaient enfermés Ben Bella et ses compagnons. Ils y déployèrent des trésors d'éloquence, d'« embrouilles », de *chikayas* anciennes savamment exploitées, dont l'énumération serait fastidieuse pour le lecteur.

Le conflit état-major-G.P.R.A. devint un problème angoissant pour la révolution algérienne lorsque Boumediene décida de saboter toutes les velléités de négociation montrées par le G.P.R.A. après les entretiens Pompidou-Boumendjel.

La position des officiers de Ghardimaou et de leur chef était simple :

« Nous sommes les représentants "exclusifs" des wilayas de l'intérieur... » Et c'était vrai car, bien que ne leur fournissant ni armes ni ravitaillement, l'état-major général avait réussi à assurer la liaison avec chacune des régions militaires en Algérie et à couper un G.P.R.A. assez indolent des combattants de l'intérieur.

« Etant les représentants des wilayas, poursuivaient les officiers d'état-major, nous sommes les représentants de la révolution, donc du peuple. Et c'est le peuple qui doit se révéler le véritable vainqueur de cette guerre. C'est donc à lui et à son avenir que doivent penser les négociateurs. »

Boumediene craignait que des acords conclus par les délégués désignés par les seuls membres du G.P.R.A. ne prévoient des conditions compromettant définitivement l'orientation socialiste rêvée par l'état-major pour l'Algérie indépendante.

Le patron de l'A.L.N. savait très bien qu'un homme comme Krim Belkacem, farouche anticommuniste dont l'influence restait importante tant dans les maquis qu'au sein du G.P.R.A., s'entendrait avec les négociateurs français dans le cadre d'une étroite coopération économique et sociale des deux pays. Que les accords qui mettraient fin à la guerre prévoient par exemple la continuation par la France du plan de Constantine apportant à l'Algérie une aide économique appréciable dans le cadre capitaliste et c'en serait fait de l'avènement du socialisme en Algérie !

En outre, les « vieux politiques et historiques » du G.P.R.A. étaient en majorité favorables au maintien des pieds-noirs en Algérie alors qu'à l'état-major de Ghardimaou le départ des Européens était tout à fait envisagé, sinon souhaité et décidé. Dans cette optique, l'incompréhension totale de la majorité des pieds-noirs, hostiles aux négociations, n'acceptant que l'Algérie française et fermés à toute concession politique, devenait le meilleur atout de Boumediene. Les libéraux — ceux qui depuis 1954 tendaient la main aux musulmans pour créer une véritable communauté fraternelle, ceux qui attendaient des accords franco-F.L.N. la naissance d'une nation nouvelle où Européens et musulmans jouiraient des mêmes avantages — constituaient pour l'ambitieux colonel autant d'obstacles, heureusement peu nombreux !

Grâce à. une campagne de dénigrement entreprise auprès des représentants du F.L.N. à

l'extérieur, Boumediene et ses adjoints parvinrent à faire entendre à la majorité des délégués influents que Krim, Ben Tobbal et même Boussouf — valeureux combattants certes. — étaient néanmoins entraînés par les vieux politicards du G.P.R.A. sur la voie de la facilité. Les avions, les palaces, les honneurs, tout cela vous pourrit un homme...

« Et ce sont ces hommes qui vont nous « brader » l'Algérie lors des négociations, expliquèrent-ils. La France n'aura aucun mal à leur imposer sa volonté. Nous ne devons pas donner l'impression que l'Algérie rend les armes. Il faut que l'on sache que l'A.L.N. est toujours là, prête à agir pour obtenir des concessions. »

Très habilement Boumediene ne se déclarait pas hostile aux négociations mais hostile aux personnes que le G.P.R.A. ne manquerait pas de désigner.

Consultés, les cinq prisonniers de l'île d'Aix se déclarèrent pourtant solidaires du G.P.R.A. pour des raisons bien différentes. Ben Bella, dont les idées socialistes ressemblaient fort à celles de Boumediene, soutint le gouvernement provisoire car il était persuadé que Boudiaf — qu'il détestait — « manipulait » le chef d'état-major ! Les autres — y compris Boudiaf — s'opposèrent à Boumediene car une remise en cause publique de l'autorité du G.P.R.A. constituerait à leurs yeux un dangereux précédent à la veille des négociations.

Boumediene, qui avait fait contacter Ben Bella par Me Hachemi Chérif, défenseur marocain des « locataires » de l'île d'Aix, avait perdu cette manche auprès des cinq « ministres » prisonniers. Il se promit de ne pas manquer la prochaine occasion. Dès que le contact direct serait possible il leur enverrait un homme à lui, son « poulain », qui saurait les convaincre de la pureté de ses intentions.

Ce jeune homme qui voyait son étoile monter dans l'ombre de Boumediene s'appelait Abdelaziz Bouteflika. Il sera le responsable de l'alliance Boumediene-Ben Bella, alliance née en prison et dont les conséquences seront d'importance pour l'avenir de l'Algérie.

Le soutien des cinq de l'île d'Aix ne parut tout de même pas suffisant aux membres du G.P.R.A. pour provoquer une crise ouverte avec l'état-major. Lorsque, le 10 mai, le gouvernement provisoire annonça l'ouverture des négociations d'Évian pour le 20 mai, on remarqua que dans la délégation présidée par Krim Belkacem figuraient deux officiers de Ghardimaou, les commandants Menjli et Slimane, adjoints du chef d'état-major.

Le colonel Boumediene venait d'obtenir sa première victoire. Elle lui ouvrait le chemin du pouvoir.

L'Alouette s'arrêta à quelques mètres du sol, à l'aplomb du quai P.-Léger, puis amorça sa descente. Les pales puissantes soulevaient des nuages de poussière au-delà des massifs fleuris qui décoraient le quai. L'hélicoptère atterrit. Le pilote fit coulisser la porte transparente. Un petit homme rondouillard, au front dégarni, sauta lestement à terre et, le dos courbé, se mit hors de portée de l'hélice qui terminait sa course dans un bruit assourdissant. Il serrait contre son costume sombre une serviette de cuir noir.

Dans le ciel d'Évian les hélicoptères effectuaient une véritable noria. La délégation F.L.N. comptait une trentaine de personnes. Trente personnes qu'il fallait transporter de Bois-d'Avault, la résidence des plénipotentiaires algériens, située près de Genève, jusqu'au quai P.-Léger à Évian. L'une après l'autre les Alouette déposèrent leurs

passagers sur le terre-plein au bord du lac, à quelques mètres de l'hôtel du Parc où Krim Belkacem les attendait. Du coin de l'œil il avait repéré à une centaine de mètres le groupe compact des journalistes qui, parqués derrière des barrières de métal, le dévisageaient. Flatté, il se redressa, ne perdant pas un centimètre de sa courte taille. Là-bas, les photographes et cameramen, grâce aux téléobjectifs, fixaient son image. Dans quelques heures la presse mondiale la reproduirait à des millions d'exemplaires. Pour Krim l'instant était émouvant. C'était la première fois que l'ex-petit berger kabyle, le maquisard de la première heure, le Fils de la Toussaint qui, sept ans auparavant, avait déclenché un conflit sans merci, foulait le sol de la métropole. Depuis 1947 cet homme luttait contre le système colonial français et c'était lui qui allait peut-être faire la paix !

De la France il ne connaissait que des photos et, depuis quelques minutes, ce quai immense, désert, interdit à la circulation par d'imposantes forces de police. À l'exception des quelques journalistes maintenus à bonne distance par des C.R.S. vigilants on n'apercevait pas âme qui vive. Évian vivait en état de siège. Depuis trois jours, toutes les routes qui convergeaient vers la petite station thermale étaient sévèrement contrôlées. Quant aux voies d'accès à l'hôtel du Parc, elles étaient purement et simplement interdites. Les services de sécurité craignaient que l'O.A.S., qui se promettait d'empêcher par tous les moyens l'ouverture des négociations, n'intervienne contre la délégation algérienne.

Le 31 mars, le maire d'Évian, Camille Blanc, avait payé de sa vie d'avoir accepté d'accueillir les plénipotentiaires. Une bombe posée à son domicile par un groupe ultra l'avait déchiqueté. Dans son numéro 14, *Le Courrier nationaliste* — frappé de la croix celtique de Jeune Nation et des groupuscules fascistes — écrivit à ce propos :

« L'exécution spectaculaire d'un salopard prend, dans le contexte actuel, une importance exceptionnelle, montrant au monde, à l'opinion française et à nos compatriotes d'Algérie que des hommes sont résolus à employer les moyens nécessaires au salut de la nation... L'exécution du maire d'Évian est un acte de salubrité nationale qui sera confirmé et honoré comme tel par l'Histoire. »

Cet assassinat scandaleux et le honteux commentaire qui l'accompagnait avaient soulevé l'indignation de la France entière mais avaient également alerté les services de police sur la détermination de certains nationalistes européens d'Algérie. Le putsch et la révélation au grand jour de l'Organisation armée secrète n'avaient fait que multiplier leurs craintes. Pour assurer la sécurité des deux délégations ils avaient transformé l'hôtel du Parc en véritable camp retranché. L'espace aérien au-dessus du lac Léman était interdit. Il y avait même des hommes-grenouilles qui patrouillaient dans les eaux glacées du lac aux bords de la D.Z. des hélicoptères !

De son côté la police suisse n'avait négligé aucune précaution. La villa de Bois-d'Avault, mise à la disposition du F.L.N. par son richissime propriétaire, l'émir du Katar, était cernée de forces de police considérables. Pour éviter le moindre incident, les hélicoptères embarquaient les délégués à l'intérieur du barrage infranchissable établi autour de la propriété pour les déposer de l'autre côté du lac sur le quai désert, à la porte de l'hôtel du Parc.

Le F.L.N. lui-même n'avait pas négligé la menace O.A.S. et Krim pouvait voir, mêlés à la délégation maintenant au complet, les cinq gardes du corps dirigés par Sadek — qui deviendra plus tard ministre du Tourisme ! — surveiller d'un œil attentif les abords de l'hôtel. En outre, Krim sentait dans sa ceinture le poids du parabellum 9 mm qui y était

glissé. Chacun des membres de la délégation avait reçu le même avant le départ pour Évian !

Krim, qui avait été opéré de la vésicule biliaire au mois d'avril et avait interrompu sa convalescence lors du déclenchement du putsch des généraux, était encore faible et ne pouvait s'empêcher d'une certaine appréhension devant la menace qui planait. « Mais c'était pour moi un jour historique, dira-t-il plus tard, j'étais l'homme qui descendait du ciel sur la terre pour faire la paix.. On parlait bombes, assassinats, mais je crois que, même si on s'était battu à côté, je serais venu négocier. Il fallait se rencontrer et mettre fin à la guerre. »

C'est le préfet de Thonon-les-Bains qui accueillit les membres de la délégation algérienne et leur indiqua les locaux de l'annexe de l'hôtel réservés à leurs réunions privées. À 10 h 30, les experts et secrétaires qui accompagnaient Krim et les sept autres participants à la conférence y installèrent leurs dossiers et surtout le poste émetteur-récepteur qui leur permettait de communiquer en code avec Tunis. L'opérateur venait d'établir la première liaison lorsqu'un huissier à chaîne vint prier « ces Messieurs » de bien vouloir le suivre.

À 11 heures, les huit délégués algériens firent leur entrée solennelle dans la salle de conférence aménagée dans le grand salon de l'hôtel du Parc. Chaque membre de la délégation française était déjà en place, debout derrière son buvard, ses crayons, son verre et sa carafe. Krim s'avança, puis à travers la table, salua son homologue, Louis Joxe, d'un signe de tête et s'assit en face de lui.

Les premiers instants furent difficiles. Ils se regardaient en chiens de faïence. Joxe observait le chef de la délégation F.L.N. C'était donc lui, le fameux maquisard Krim Belkacem, ce petit homme légèrement bedonnant dont le col de chemise bâillait sur un cou amaigri par la récente opération !

Lorsque chacun eut sorti ses dossiers, ses papiers, arrangé machinalement ses crayons, Louis Joxe présenta les membres de la délégation française : Roland Cadet, son adjoint, conseiller d'État, Bernard Tricot, conseiller technique à la présidence de la République. Krim l'observa un instant. Pour les hommes des deux délégations les abstractions devenaient réalité. Ces noms dont chacun parlait prenaient un visage, un corps. Tricot, l'éminence grise du Général... « Avec celui-là, il va falloir compter... », pensa Krim. Joxe poursuivit les présentations : Bruno de Leusse, directeur des affaires politiques, et Philippe Thibaud, chef du service information au ministère des Affaires algériennes, assistés de MM. Bourillet, du ministère de l'Information, Barbier, conseiller à l'ambassade de Londres, et Merillon, secrétaire à l'ambassade de Rome.

À son tour, Krim présenta les membres de la délégation algérienne. À sa gauche Ahmed Francis, ministre des Finances du G.P.R.A., puis Kaïd Ahmed, dit Commandant Slimane, Ben Yahia, le plus jeune, directeur du cabinet de Ferhat Abbas, enfin le commandant Menjli. À sa droite, Saad Dahlab, secrétaire général des Affaires étrangères, Taïeb Boulharouf, délégué du F.L.N. à Rome, Ahmed Boumendjel, conseiller politique du G.P.R.A. Ces deux derniers n'étaient pas des inconnus pour Bruno de Leusse qui, au côté de Georges Pompidou, les avait secrètement rencontrés trois mois plus tôt à Lucerne et à Neuchâtel.

Les présentations terminées, Joxe donna la parole à Krim Belkacem.

« Non... non, monsieur le président, dit celui-ci, la parole est à vous... »

C'était le premier assaut de courtoisie. Louis Joxe remercia, puis entreprit un exposé général de la situation.

« Il faut tourner la page, dit-il notamment, le souci du gouvernement de la République française et du général De Gaulle est de faire la paix et de faire l'Algérie nouvelle après un passé regrettable... »

Krim répondit en développant les termes de la déclaration faite en Suisse à la presse internationale. Après sept ans de lutte sanglante pour la liberté et l'indépendance, la délégation du G.P.R.A. venait rencontrer la délégation française pour trouver une solution au problème.

« Nous vous exprimons nos sentiments sincères, poursuivit Krim, d'arriver à trouver un terrain d'entente qui puisse permettre à la France et à l'Algérie d'entamer une ère nouvelle de coopération. »

Après ces bonnes paroles de modération qui ne faisaient pourtant pas oublier à Krim le conflit intérieur G.P.R.A.-état-major, les deux délégations se séparèrent, plutôt satisfaites du ton souple et conciliant mutuellement adopté au cours des déclarations liminaires. Les délégués convinrent de siéger un jour sur deux et d'observer une discrétion absolue sur le sujets abordés et la substance des échanges.

Les Algériens passèrent ensuite à table. Un repas leur était servi dans l'annexe de l'hôtel. Boumendjel[2], sevré de fromage dans les pays arabes, retrouva avec plaisir ses « habitudes » françaises. Pourtant, le vin lui manquait. Il n'osa pas en réclamer. Les Français avaient poussé la « délicatesse » jusqu'à n'en point proposer à ces « stricts » musulmans. À la fin du repas, Krim fit pourtant une entorse à l'orthodoxie et alluma une cigarette pour calmer sa nervosité, puis une autre... Il devait beaucoup fumer lors de cette première conférence d'Évian.

Trêve unilatérale des opérations offensives, libération de six mille militants du F.L.N. internés et transfert des prisonniers de l'île d'Aix dans la résidence ultra-confortable du château de Turquant, près de Saumur, telles étaient les preuves de bonne volonté que le gouvernement français versait dans la corbeille des négociations. Elles ne devaient pourtant pas suffire à effacer les différends majeurs qui opposèrent entre elles, à la cinquième rencontre, les deux délégations. Ils concernaient principalement l'avenir du Sahara et la situation des Européens.

Avant l'ouverture de la conférence, le général De Gaulle avait exposé à Joxe et à Tricot la position qu'il entendait leur voir adopter sur le premier problème. Il avait expliqué que le Sahara avait été rattaché à l'Algérie par l'administration française, que les Algériens y allaient peu et que tout ce qui y avait été fait l'avait été par les Français.

« Le pétrole, c'est la France et uniquement la France, avait dit le général, le Sahara algérien est une fiction juridique et nationaliste sans fondement historique. »

Dans son esprit, les pays d'Afrique du Nord et d'Afrique noire riverains du Sahara devaient bénéficier au même titre que l'Algérie des revenus et avantages procurés par le pétrole et le gaz. S'il y avait négociation sur le Sahara elle se déroulerait avec eux.

« La solution intelligente, avait-il ajouté, est une source commune pour tous les pays riverains. »

Jouer le Sahara à part c'était également une façon de maintenir des liens étroits entre la

France et ces pays limitrophes dans le cadre d'une communauté française.

Les délégués du F.L.N. ne l'entendaient pas de cette oreille.

« Le Sahara est partie intégrante de l'Algérie », s'insurgea Krim Belkacem.

Il apparut très vite que les Algériens n'en démordraient pas.

« Nous pouvons concevoir une exploitation commune des grandes ressources naturelles du sous-sol, accorda pourtant Krim, mais uniquement sur la base d'un Sahara algérien. »

Quant aux garanties que le gouvernement français voulait obtenir pour la minorité européenne — en particulier la reconnaissance des intérêts des pieds-noirs —, la délégation algérienne ne voulut pas en entendre parler et lui opposa le principe de l'égalité totale dans un pays totalement indépendant.

« Ces Algériens, ces Français ou ces Espagnols, dit Krim, font partie intégrante du peuple algérien. Il n'y aura aucun passe-droit. Pas davantage de haine. L'avenir doit permettre une vie nouvelle. La cohabitation des Algériens et des Européens est une condition essentielle de la stabilité d'une Algérie indépendante. »

Le chef de la délégation F.L.N., vice-président du G.P.R.A., ne pouvait aller plus loin. Lorsqu'on connaît le différend état-major-G.P.R.A., qu'ignoraient les membres de la délégation française, on voit que les propositions d'exploitation commune des ressources du Sahara et la cohabitation des Européens et des musulmans n'allaient pas du tout dans les vues du chef d'état-major, le colonel Boumediene, dont Kaïd et Menjli étaient les représentants vigilants. Krim voulait mener à bien la négociation, il voulait sincèrement la paix et la coopération, mais il ne pouvait prendre le risque de provoquer l'affrontement déjà évité de justesse entre les militaires et les politiques. Un putsch au sein du F.L.N. n'aurait pas arrangé les choses.

Devant l'intransigeance des Algériens, le 13 juin, à la treizième rencontre, Louis Joxe, revenant de Paris après une suspension de quarante-huit heures, procéda en ouverture de séance à un constat d'échec.

« Monsieur le président, messieurs, je viens de faire avec le général De Gaulle, le point des premiers contacts. Le Général a pris connaissance du contenu des conversations. Nous sommes venus ici pour négocier avec la ferme volonté d'aboutir, de conclure des accords. Nous avons arrêté les combats, tandis que vous...

— Nous ne pouvons arrêter les combats tant que la question politique n'est pas réglée, intervint Krim. Pour nous, la question militaire est secondaire. Ce qui nous importe c'est la souveraineté intégrale de l'Algérie et la mise en application de l'autodétermination sur la totalité du territoire, y compris le Sahara. Nous ne pouvons vous suivre sur le terrain de la trêve sans ces garanties indispensables. »

On était au bout de l'impasse.

« Je suis déçu, répondit Louis Joxe. Pas découragé mais déçu. Vos propositions sont trop éloignées des nôtres. Actuellement, il n'y a pas de possibilités de s'entendre pour mettre fin à cette guerre. Je propose donc la suspension des pourparlers pour réflexion.

— On se retrouvera quand ? interrogea Boumendjel.

— Je ne peux vous donner de date. C'est à vous de réfléchir. »

Krim et ses compagnons se retirèrent quelques instants pour délibérer. Il leur apparaissait évident que le général De Gaulle avait donné l'ordre d'arrêter la conférence. Il fallait faire une autre proposition.

« Nous souhaitons que la négociation continue, dit Krim à son retour dans la salle des conférences. Peut-être demain ou après-demain reviendrons-nous avec des formules susceptibles de la faire avancer.

— Il me semble préférable de suspendre et de réfléchir, répondit Joxe.

— Alors, donnez-nous acte que c'est vous qui suspendez »

C'était la rupture. La position tranchée des deux délégations sur le Sahara, le sort de la minorité « non musulmane » — comme on appelait officiellement les pieds-noirs — et le problème de la trêve rendaient inutile la poursuite des négociations.

« Cette Algérie nouvelle que propose la France, dit Reda Malek, porte-parole du F.L.N. au cours d'une conférence de presse, est un monstre et un fantôme. Le F.L.N. ne peut accepter un État algérien amputé des quatre-cinquièmes de son territoire, dominé par certaines enclaves militaires et miné de l'intérieur par la cristallisation d'une partie de la population autour d'intérêts coloniaux révolus. »

Pour sa part, Louis Joxe déclara que la délégation française restait prête à tout contact qui permettrait une reprise fructueuse de la négociation. Chaque partie devait étudier les moyens de sortir de l'impasse.

« Notre volonté reste entière, conclut-il. Comme au premier jour. »

Pour prouver son désir de renouer le dialogue, Louis Joxe laissa à Évian une « permanence » constituée de MM. de Leusse et Labouret. Dahlab et Boulharouf, eux, resteraient en Suisse. Personne ne voulait claquer la porte.

De retour à Bois-d'Avault, Krim Belkacem expliqua aux journalistes la position du G.P.R.A. :

« Le gouvernement algérien ne conclura des accords d'association ou de coopération qu'après avoir accédé à l'indépendance. Cependant, je réaffirme mon souci de ne rien dire qui puisse nuire à la reprise de la négociation et à la paix. Il ne faut pas insulter l'avenir. »

La première conférence d'Évian était terminée. Elle avait duré vingt-quatre jours. Krim s'était montré ferme. Il calmait — provisoirement — « ses » militaires. De Gaulle n'avait pas cédé sur le Sahara, il calmait ainsi et son premier ministre Michel Debré, qui y était très attaché, et l'armée, qui aurait vu d'un mauvais œil un ennemi vaincu sur le terrain obtenir du président de la République une victoire politique à ses yeux exorbitante.

Il importait maintenant que le temps de réflexion, nécessaire à habituer l'opinion publique à la négociation et à de nouvelles concessions, ne soit pas trop long. Car si l'opinion métropolitaine était acquise à l'idée de la négociation, l'opinion pied-noir en était encore loin. Bien loin. D'autant que l'O.A.S. venait, en quelques semaines d'action violente, de lui donner un nouvel et fol espoir.

La patrouille de A.M.8[3] de la gendarmerie descendait la rue Michelet. Malgré la chaleur lourde de cette soirée de printemps, malgré les rues désertes, vidées par le couvre-feu, les gendarmes avaient dû, comme chaque jour, rabattre les tourelles. Il fallait se méfier des pots de fleurs et des objets divers qui — au détour d'une rue — tombaient en pluie des balcons plongés dans l'obscurité. Les autorités civiles multipliaient les perquisitions et les bouclages de quartiers européens. Depuis la fin du putsch, des centaines d'opérations de contrôle avaient eu lieu. Oh ! elles n'avaient pas donné grand

résultat — quelques armes, quelques explosifs saisis — mais là n'était pas le but principal. Il fallait casser le moral de la population européenne, lui faire définitivement comprendre qu'il était inutile de se dresser contre le pouvoir parisien. Et ce n'était pas facile.

Au lendemain de l'effondrement du putsch éclatait le premier plastic dont l'explosion sourde allait ponctuer chaque journée de la fin de l'Algérie française. Le 27 avril, nouvelle explosion. Et un tract, le premier d'une longue série, « rendait l'espoir » aux Européens désemparés par la fin lamentable et précipitée du putsch des généraux.

« Nous venons d'essuyer un échec, non par notre faute mais par celle de chefs militaires qui n'ont pas su utiliser le potentiel que nous représentons. Cet échec ne peut pas être définitif. Nous retournons, certes, à la clandestinité mais notre action va se poursuivre contre la trahison de nos gouvernements et de leurs séides. Nous allons renforcer nos moyens et durcir le combat. Nous devons créer une psychose de peur chez tous les séides gaullistes d'Alger. Ceux-ci n'ont plus aucune pitié à attendre de nous. Là où nous pourrons les atteindre nous le ferons impitoyablement. » Le tract était signé : Le Monocle. Derrière ce pseudonyme rocambolesque se cachait un industriel métropolitain installé en Algérie depuis 1940 : André Canal. Petit, râblé, dur comme un roc, séduit par l'action romantique et la clandestinité, il s'était installé dans l'activisme dans les années 1959-60. Il avait ainsi connu Godard, puis Salan, à qui il avait proposé ses services à Madrid. Farouchement attaché à l'Algérie il avait été déçu de la façon dont les militaires avaient conduit le putsch à l'échec. Il était temps que des « hommes sérieux » comme lui s'occupent de l'Algérie avant qu'il ne soit trop tard. Ce premier tract allait lui permettre, pensait-il, de prendre contact avec ceux qui dans la clandestinité s'apprêtaient certainement à reprendre la lutte. Nous le retrouverons.

« Salauds, fumiers, assassins... » Les injures trouaient la nuit et s'abattaient, accompagnées de projectiles divers, sur la patrouille de gendarmerie. Puis, après un coup de sifflet, le tintamarre emplit les rues du centre de la ville. C'était le nouveau jeu. La riposte des pieds-noirs aux opérations de dissuasion policières. À l'abri derrière leurs volets, ou en chemise sur leurs balcons pour les plus courageux, les Européens frappaient sur des casseroles ou des poêles à frire les trois brèves et deux longues d'AL-GÉ-RIE FRAN-ÇAISE. Ah ! on voulait leur casser le moral, on voulait les contrôler comme de vulgaires melons, on voulait perquisitionner comme dans la Casbah pendant la « bataille d'Alger » ; ils en auraient vite assez, ces « tortionnaires ». Et ce n'était qu'un début !

Depuis le 26 avril l'hostilité des pieds-noirs se cristallisait sur les gendarmes mobiles, les C.R.S. et les appelés métropolitains du contingent, chargés du maintien de l'ordre à Alger. Le soir venu, protégés par l'ombre et l'anonymat, ils pouvaient enfin cracher leur haine et leur mépris du haut de leurs balcons sur ces représentants d'un pouvoir honni et ces « spécimens » d'une métropole « sans couilles ».

Le 3 mai, un nouveau tract, signé cette fois de trois initiales O.A.S., annonçait que « la guerre commençait ».

« Une grande armée des maquis s'organise. La provocation du régime a neutralisé certains chefs félons. Les purs restent avec nous et poursuivent le combat... Ecoutez-nous et tout peut être sauvé. Ne rendez pas vos armes. Regroupez-vous en petites sections. Descendez ceux qui veulent vous arrêter. Incendiez les palaces de l'administration. Tuez

tous les traîtres, petits et grands. Sabotez la presse et brûlez ses dépôts. N'écoutez plus la radio qui ment et intoxique. »

Le 19 mai, à la veille des « scandaleuses » négociations d'Évian, dix-neuf charges de plastic explosaient à Alger, frappant des musulmans ou des Européens libéraux. Une nouvelle fois Alger s'enflammait. Dans les cafés populaires à l'heure de l'anisette, mais aussi dans les salons et les villas d'Hydra ou d'El-Biar, on échangeait les informations les plus fantaisistes : « Tous ceux qui ne s'étaient pas rendus comme ces fous et ces traîtres de Challe, Zeller et autres Saint-Marc se préparaient à déclencher la lutte armée... Salan circulait comme il voulait dans la Mitidja à bord d'une voiture à fanion entourée de motards de l'O.A.S... Godard regroupait ses forces pour une nouvelle « bataille d'Alger ». Il avait l'habitude... La lutte ne faisait que commencer. »

Les plastics quotidiens étaient la preuve de l'existence de l'Organisation armée secrète dont le sigle apparaissait sur les murs de tous les quartiers européens.

Ce n'étaient pas les 26 000 hommes dont le préfet de police Jannin disposait pour maintenir l'ordre à Alger qui empêchaient les « stroungas » d'exploser !

Ce n'étaient pas eux non plus qui empêchaient les attentats F.L.N. de se multiplier ! Grenades, assassinats au poignard ou au pistolet se succédaient.

« Voilà le beau résultat de leurs négociations, disait-on chez les Européens. La Grande Zohra est tout juste bonne à interrompre les offensives de l'armée et à nous laisser assassiner par des fells qui se déplacent en toute tranquillité. Ça ne va pas se passer comme cela. »

Le 9 et le 10 juin les attentats F.L.N. faisaient quatre morts et trente-sept blessés à Alger. Le 13 juin, tandis que l'on apprenait l'échec des négociations, l'O.A.S. exprimait sa joie en faisant exploser un plastic en plein centre de la ville. Immédiatement de la rue d'Isly à la rue Michelet s'élevait le plus extraordinaire concert de klaxons et de casseroles que la ville ait jamais connu.

De voiture à voiture on se souriait, on s'interpellait :

« Hein, c'est pas fini !

— Oh ! non, ça commence seulement. On est les plus forts. »

Les patrouilles d'appelés détournaient les regards devant les « bras d'honneur ». Leurs oreilles se fermaient aux injures.

« C'est bien vrai, l'O.A.S. frappe où elle veut, quand elle veut, qui elle veut. »

Le slogan passait de bouche en bouche, de tract en tract, de bistrot en bistrot. Jusque-là, le plastic intimidait, détruisait boutiques et appartements, mais ne tuait pas. Les tracts restaient rodomontades méditerranéennes. Pourtant, lorsque, le 1er juin, Alger apprit que, dans la nuit, le commissaire central Roger Gavoury, chargé des enquêtes sur l'O.A.S. à la suite du putsch, avait été assassiné, on sut que l'Armée secrète avait changé de style. L'heure de la vengeance avait sonné et l'anisette avait coulé à flots pour « arroser » l'événement.

« Au poignard qu'il a été eu... oui, au poignard commando. »

C'était à nouveau l'engrenage de la violence. Après tout, le meurtre et l'assassinat avaient bien réussi au F.L.N. ! Pourquoi ne pas l'employer pour garder l'Algérie à la France ?

Aux quatre coins d'Alger on battait le rappel. De petits groupes se formaient autour d'hommes décidés qui avaient déjà fait leurs preuves. On renouait des contacts entre anciens du F.N.F. d'Ortiz, du F.A.F. de Zattara, entre étudiants nationalistes de Susini et fascistes de son ami Michel Leroy, ceux qui à l'aube du 22 avril avaient servi de guides aux paras étrangers du 1er R.E.P. Pour eux pas question de casserolades ni de folklore pied-noir. Il fallait commencer la guerre, éliminer l'ennemi gaulliste, organiser la population, la prendre en main.

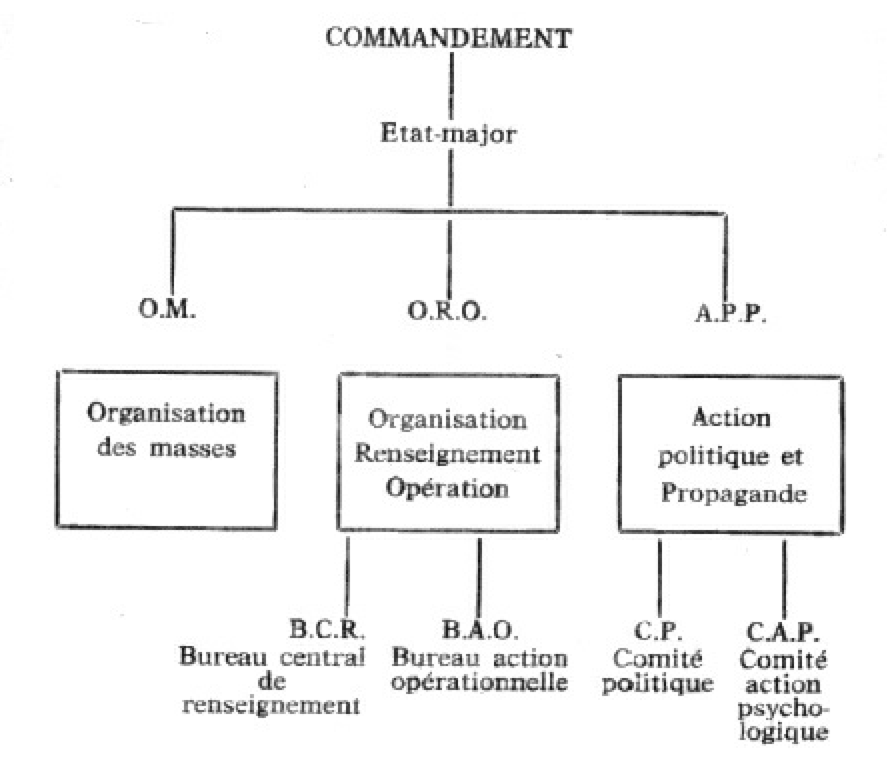
Pour ces groupes décidés, l'Algérie française est un mythe. Ils ne veulent plus en entendre parler. Ce qu'ils veulent, c'est le pouvoir, la création par la force d'une Algérie fasciste de type sud-africain, où les Arabes resteront dans leur coin et la « boucleront » bien sagement. Ils formeront avec les petits Blancs misérables de Belcourt et de Bab-el-Oued les commandos les plus durs, véritable force de frappe d'une O.A.S. qui n'existe encore que sur les murs et dans l'esprit de pieds-noirs crédules.

C'est à la structuration d'un mouvement jusque-là informe et composé de sympathisants provenant de divers horizons idéologiques que dix hommes réunis au mois de juin dans un appartement de Champ-de-Manœuvre travaillaient d'arrache-pied.

Penché sur la table recouverte de papiers, le colonel Godard, manches de chemise relevées sur des avant-bras puissants, traçait l'organigramme du mouvement qu'il entendait créer à partir des initiales O.A.S. et faire approuver par ses compagnons. Autour de lui, assis sur des chaises ou affalés sur un divan bas, le général Gardy, le capitaine Sergent, le lieutenant Degueldre, le Dr Pérez, Dominique Zattara, Jean-Jacques Susini, Georges Ras et André Seguin, ainsi que le capitaine Ferrandi, aide de camp de Salan, écoutaient avec attention l'explication qu'il donnait de son organigramme.

« Il est essentiel de regrouper tous les mouvements armés prêts à l'action, dit-il, et de les mobiliser de façon quasi permanente. Ils formeront les troupes essentielles au fonctionnement de l'Organisation Renseignement Opération, l'O.R.O., branche prédominante d'une O.A.S. efficace. J'ai calqué l'organisation sur celle du F.L.N. pendant la « bataille d'Alger ». J'en connais l'efficacité. La deuxième branche sera l'Organisation des masses. Elle doit nous permettre de prendre en main la population à tous les échelons. Enfin la troisième branche se chargera de l'Action politique et de la Propagande. Je l'appelle A.P.P. L'O.R.O. et l'A.P.P. pourront être divisées chacune en deux branches. Voici ce que donne l'organigramme. Il est simple mais suffisant. »

Il fit passer à chacun la feuille quadrillée sur laquelle il avait tracé le schéma suivant :



La conversation roula ensuite sur l'attribution des différents postes. Godard qui, en ces mois de mai et juin, s'était révélé le véritable organisateur et créateur du mouvement, connaissait toutes les rivalités, toutes les ambitions politiques des leaders civils et même militaires prêts à passer à l'action. Il savait l'importance d'un Susini, pour qui il n'avait que peu de sympathie, ou d'un Dr Pérez sur les groupuscules civils les plus décidés. Il fallait jouer avec, leur donner de l'importance mais pas trop. Bref les contrôler au mieux. Il fit admettre, après une discussion habilement orientée, les « nominations » susceptibles de satisfaire les plus représentatifs des civils tout en gardant aux militaires la haute main sur la direction du mouvement. L'O.R.O. serait dirigé par Jean-Claude Pérez assisté de Roger Degueldre, l'A.P.P. reviendrait aux spécialistes de la politique et de l'information, Jean-Jacques Susini et Georges Ras, ancien journaliste à *La Voix du Nord*. Quant à l'Organisation des masses, elle revenait de droit au colonel Gardes — ancien chef du 5e bureau d'action psychologique — qui se remettait près du centre d'Alger d'un grave choc nerveux consécutif aux émotions et nuits blanches du putsch.

« Le colonel va nous rejoindre dans quelques jours », affirma Susini.

On lui adjoignit Michel Leroy, responsable des groupes d'extrême droite Jeune Nation. Pour sa part, Godard se plaçait modestement sous les ordres du général Gardy à la tête de l'état-major, charnière entre le commandement en chef et les trois branches de l'O.A.S.

Chacun reconnut facilement que le poste suprême revenait de droit au général Salan assisté du général Jouhaud. Nul mieux que le Mandarin ne saurait servir de porte-drapeau au mouvement de la dernière chance que représentait l'O.A.S.

« Cet organigramme à l'échelon national, doit être reproduit à l'échelon de chaque ville ou de chaque secteur », expliqua Godard.

C'était la tactique employée par le F.L.N. depuis le congrès de la Soummam en août 1956.

« L'important est maintenant d'unifier nos troupes, conclut le colonel, et de préparer soigneusement la population. Elle a été secouée et déçue par l'échec du putsch. Il faut

donc la remettre en condition, la structurer, l'organiser. Tout cela demande un certain délai. Mais les différentes actions menées jusqu'ici prouvent qu'elle est réceptive. Unissons nos efforts, nous gagnerons du temps. »

Le temps était, de l'avis de Salan et de Jouhaud qui devaient prendre la tête de l'OA.S., ce qui manquait le plus à l'organisation. Ils étaient favorables à une action immédiate qui ne permettrait pas aux forces de l'ordre d'accentuer la répression, nt à la hiérarchie militaire de remplacer les officiers sympathisants encore en poste en Algérie par des inconditionnels. Mais pour l'heure les deux généraux étaient « couvés » par Martel, le « chouan » de la Mitidja, qui entendait profiter de leur présence et de l'influence qu'il exerçait sur un Salan désorienté par la clandestinité pour imposer ses vues à la subversion naissante. Il avait réussi à faire signer au Chinois quelques tracts délirants où sa prose « chrétienne, occidentale, antisémite et antimaçonne » se déchaînait. Pour les hommes d'Alger il devenait indispensable d'arracher les deux généraux à l'influence du colon. Godard, qui à Alger tenait toutes les ficelles et ne craignait guère l'illuminé de la Mitidja, se faisait fort d'amener « respectueusement » son chef hiérarchique à une conception « correcte » de l'avenir. Aucun des participants à la réunion secrète de Champ-de-Manœuvre n'en doutait, en ce mois de juin 1961, le créateur et le véritable chef de l'O.A.S. c'était lui : Yves Godard, ancien du Vercors, ancien chef de la Sûreté d'Alger, destitué, recherché, clandestin…

Ces rivalités de chapelles, ces histoires de suprématie, même cette hiérarchie militaire qui prévalait au sein de l'OA.S., faisaient rigoler Roger Degueldre. Il avait bien senti, lors de la « distribution des responsabilités », la réticence de Godard à son égard. Pour le colonel, officier supérieur, il restait un lieutenant, officier subalterne et, qui plus est, sorti du rang ! Et dans la légion encore ! Alors il ne pouvait être autre chose qu'un chef de commando ! La direction générale de l'O.R.O., c'était pour le Dr Pérez, un excité de première, un de ces pieds-noirs toujours sur la brèche lors des manifestations activistes, toujours prêts à ajouter de l'huile sur le feu. Le B.A.O., le Bureau d'action opérationnelle, les commandos, la castagne, le risque, c'était pour Degueldre ! Sous la direction de Pérez ! Et pourtant il n'en ressentait aucune amertume. Le fantastique mépris qu'il professait pour les politicards de la métropole, pour les grenouilleurs de la Chambre, pour les députés en général, s'étendait aussi aux mouvements ultras qui se perdaient en rivalités stériles, oubliant le but final commun pour se livrer à d'imbéciles querelles internes. Front national, France-Résurrection, Jeune Nation, Etudiants nationalistes, petits commerçants poujadistes, anciens combattants « dépassés », bourgeois du F.A.F., « ratonneurs » de Bab-el-Oued, il les connaissait tous et les jugeait à leur valeur : nulle.

Bien avant les événements de décembre 1960 le lieutenant Degueldre avait pris ses premiers contacts avec tous ces mouvements civils ultras. Il ne les avait jamais perdus. Il savait qu'au sein de ces groupes existait un noyau de jeunes gens « purs et durs » selon son cœur, méprisant les querelles de pouvoir et prêts à risquer leur peau pour aboutir. C'est avec eux qu'il entendait jouer. Dès le lendemain du putsch, Degueldre, qui avait promis à Jouhaud — en le saluant — que « la prochaine fois on ne resterait pas l'arme au pied devant les gendarmes », avait entrepris le combat. Pendant que les Susini, Salan, Jouhaud et consorts se planquaient, lui, avec un phénoménal mépris du danger, avait

récupéré « ses » hommes. Quand, le 26 avril, les camions jaune sable du 1er R.E.P. avaient quitté Zéralda pour rejoindre Bel-Abbès où le régiment devait être dissous, beaucoup de légionnaires avaient sauté en route, se perdant au hasard des champs de blé ou des orangeraies. Puis, après s'être mis en civil chez des colons compatissants, ils avaient regagné Alger où Degueldre, grâce à ses relations activistes, les avait récupérés dans les refuges les plus divers. C'est ainsi qu'Albert Dovecar, que l'on appelait Bobby, un Yougoslave de vingt-quatre ans, sergent au 1er R.E.P., l'avait rejoint. Degueldre le connaissait depuis Guelma en 1958. Dovecar, tout jeune engagé, s'était battu comme un lion. Le lieutenant l'avait vu ému lorsqu'on avait relevé le colonel Jeanpierre touché à mort. Très vite, Dovecar avait manifesté, comme tous les sous-officiers du 1er R.E.P., des sentiments très Algérie française. Degueldre lui avait alors confié le serment qu'il avait fait sur le cercueil du colonel Jean-pierre :

« Plutôt mourir, mon colonel, que de laisser l'Algérie aux mains du F.L.N., je vous le jure. »

C'était aussi la position de Bobby. Quittant Zéralda il n'avait pas hésité. Pour le gouvernement français le combat était peut-être fini mais pas pour lui, surtout avec un chef comme le lieutenant. Il allait faire partie du premier commando de Roger Degueldre avec un autre légionnaire, allemand celui-là : Schliedermann, simple soldat, qui passera au travers de tous les barrages anti-O.A.S. et sera tué, en mercenaire, au Biafra, dix ans plus tard.

Sans attendre *que* les chefs sortent de leurs trous, Roger Degueldre entreprit de réunir quelques durs, prêts à tout pour prouver au pouvoir qu'au lendemain du putsch l'O.A.S. était toujours vivante et décidée à garder l'Algérie à la France.

L'espèce d'aura qui émanait du lieutenant allait lui permettre de réunir des hommes de tout bord, de toute opinion, de toute formation.

Roger Degueldre est sans doute la personnalité la plus étrange et la plus attachante qui ait traversé cette période tragique. Héros pour les uns, assassin pour les autres. Martyr pour ceux-ci, dangereux tueur nuisible à la société pour ceux-là. Les opinions sont tranchées. Le drame est si proche qu'aucun jugement ne pourra actuellement les modifier.

Roger Degueldre a trente-six ans au début de l'O.A.S. Un visage un peu chevalin, très viril, et par là même très beau. Des traits lourds, des yeux clairs, une bouche presque féminine, le cheveu châtain coupé très court. Le splendide para. 1,80 m, plus puissant qu'élancé. Il n'est pas lourd mais pesant. La parole est brève, le geste mesuré. Efficace. Voilà, c'est un type efficace qui a du poids.

Au 1er R.E.P., on dit de lui : « C'est le contraire d'un « branleur ». Quand il dit quelque chose il le fait. »

De son Nord natal, il est né à Louvroil le 19 mai 1925, il a gardé l'horreur de l'exagération, des mots pour rien, des vantardises, des « moi, je... » On fait d'abord, on parle ensuite. Une règle qu'il a toujours appliquée depuis l'adolescence. Toute sa vie est consacrée à l'action. À dix-sept ans il s'engage dans la Résistance, chez les F.T.P. Il y trouve sa voie, non dans la politique mais dans le combat. Après l'armée de l'ombre, c'est l'armée régulière. Après la Libération, il continue la guerre jusqu'à la victoire. Et puis, un jour, s'engage dans la légion sous un faux nom. Pourquoi ? On ne le saura jamais. Degueldre n'aime pas les confidences. Et il n'a pas la tête d'un homme à qui l'on pose des questions sur sa vie privée !

En Indochine, il est blessé à Dien Bien Phu et bâtit déjà sa légende. Courageux, au-delà de toute limite, inconscient, diront certains, méprisant la mort en tout cas. On a vu comment il sauva la vie au colonel de Blignières et combien cet officier supérieur, cultivé, intelligent, distingué, aristocrate, porta d'amitié au sous-off' légionnaire. Pour ma. part, je verrai dix ans plus tard un officier général, auquel pourtant il avait joué un tour que l'on ne pardonne pas facilement, sangloter en évoquant la mémoire du lieutenant. Oui, Degueldre est un personnage énigmatique qui échappe à toute analyse manichéiste.

Après l'Indochine c'est l'Algérie. Il s'appelle à nouveau Roger Degueldre. Il a pris du galon... et passe la barrière gigantesque qui dans l'armée sépare un sous-officier d'un officier. L'adjudant-chef devient lieutenant et prend au sein du 1er R.E.P. une importance considérable parmi les officiers subalternes. Il sait régler mieux qu'un autre les histoires de sous-officiers sans qu'elles parviennent à l'échelon supérieur où elles font toujours « du dégât ». Admiré, Degueldre est aimé de ses hommes, de ses anciens collègues, de ses nouveaux « pairs ». On a vu les liens qu'il a tissés avec le capitaine Sergent. Avec lui et quelques autres comme Godot et La Bigne il s'initie à la politique. L'expérience indochinoise lui sert en Algérie et lorsqu'il voit les colonels paras jouer le rôle que l'on sait au 13 Mai il s'engage dans l'action politico-militaire. Mais il s'y engage comme il fait toute chose : à fond.

À Susini[1] il dira un jour : « Quand nos colonels nous ont intéressés à l'Algérie, je me suis senti repris par une pensée que j'avais oubliée. Je leur ai dit après la « semaine des barricades » : Faites bien attention. Vous affirmez que rien ne vous empêchera de garder l'Algérie à la France. J'ai prêté serment avec vous. Mais sachez bien qu'en ce qui me concerne, il sera respecté. J'irai jusqu'au bout. »

C'est le langage qu'il tient au printemps de 1961 aux premières recrues de son commando. Etre prêt à aller jusqu'au bout. Les légionnaires déserteurs le connaissent, les premiers civils apprennent à le connaître, à le respecter, à le redouter, mais aussi à l'aimer. Ces jeunes gens prêts à toutes les aventures sont séduits par ce gaillard résolu, précis, qui ne dit jamais plus qu'il ne faut mais capable de grands éclats de rire, de « dégagements » fabuleux. Car le héros n'est pas un Spartiate. Il aime la vie et l'étreint à pleins bras. Son physique, sa légende lui valent des aventures féminines qu'il mène à sa façon. Directe et sans baratin.

« Elles lui tombaient toutes dans les bras, m'ont dit ses amis. Avec lui boum... boum... ça y est. Mais il ne s'attachait pas. »

Ce n'est qu'aux heures les plus sombres de l'O.A.S. qu'il vivra une grande passion qui lui fera oublier ses liens familiaux, car il est marié. Une passion violente et tragique comme sa vie. L'une des « pasionarias » de l'O.A.S., fille d'une famille d'officiers, mariée à un officier, s'éprendra de ce loup sauvage. Cet amour impossible de deux êtres tour à tour chasseurs et chassés, rythmé par les explosions et les assassinats dans le décor d'une ville en folie, sera certainement l'un des épisodes les plus étranges de la vie de l'état-major de l'O.A.S. Nul d'entre « ceux qui ne sont pas morts pour respecter leur serment ne pourra l'oublier.

Très vite, Degueldre recruta une centaine d'hommes. Une troupe hétéroclite où se mêlaient des déserteurs, des fascistes, d'anciens contre-terroristes, quelques membres des équipes de l'O.A.S. de Lagaillarde. Parmi eux, beaucoup de jeunes gens. De très jeunes gens.

C'étaient eux qui avaient posé les premiers plastics, qui « intimidaient » les gaullistes, qui « résistaient » à la « répression policière » et « faisaient réfléchir » le pouvoir. Ils étaient responsables des premières actions dont Godard avait parlé à la réunion de Champ-de-Manœuvre. Mais les tracts vengeurs des « politiques » et les « stroungas » des équipes terroristes ne desserraient guère l'étau dans lequel l'autorité civile avait enserré la ville.

Il fallait faire un exemple. Montrer la détermination de l'OA.S. Montrer aussi que la capitale de l'Algérie résisterait jusqu'au bout. Que chaque quartier, chaque rue, chaque immeuble se battrait contre les décisions qu'un pouvoir désormais « étranger » voudrait lui imposer.

Faire d'Alger un nouveau Budapest était devenu l'idée maîtresse de Roger Degueldre, obsédé par l'exemple de la révolte hongroise. Mais pour faire combattre Alger, les armes à la main et non dans les arrière-salles des bistrots, pour faire parler la poudre et non les langues à l'heure de l'anisette, pour passer de la « tchatche » au crime politique il fallait organiser la ville par îlots et quartiers, prendre en main les citadins, leur faire accepter une discipline rigoureuse, les mettre en condition pour qu'à l'heure choisie, de chaque balcon, de chaque toit, de chaque porte ou fenêtre un feu d'enfer s'abatte sur « l'ennemi », sur les représentants du pouvoir parisien. Face au monde, Alger, et par là même toute l'Algérie, proclamerait sa volonté d'être libre, c'est-à-dire française et non F.L.N., comme cela ne manquerait de se produire si l'on suivait l'autodétermination et la voie de la « légalité ». Le gouvernement français et De Gaulle devraient alors céder devant la ville insurgée ou alors la reprendre maison par maison, quartier par quartier, au prix d'une répression digne de celle de Budapest.

Pour parvenir à discipliner cette population bavarde, vantarde, hâbleuse, il fallait lui montrer que la nouvelle organisation qui prenait sa destinée en main était forte, puissante, prête à tout. « L'O.A.S. frappe où elle veut, quand elle veut. » Le slogan serait réalité ou l'O.A.S. ne deviendrait que l'héritière des mouvements patriotiques éphémères qui se succédaient depuis 1956 ! Il fallait donc passer à la violence. Les légionnaires du premier commando de Degueldre ne la craignaient guère. Depuis des années c'était leur compagne quotidienne. Dans leur esprit, la lutte qu'ils entamaient n'était que la continuation de cette chasse aux fells qui, hier encore, constituait leur devoir. Fells ou complices de fells. Il fallait les abattre. Quant aux membres civils de ce premier commando, leur conception de la lutte politique n'excluait pas le meurtre.

Roger Degueldre, baptisé Delta dans la clandestinité — en langage radio militaire, D s'appelle Delta —, assigna à son commando Delta 1 sa première « opération ponctuelle ». C'était un euphémisme inventé lui aussi par le lieutenant pour désigner un meurtre. Dans quelques semaines, « faire une ponctuelle » deviendra une expression courante parmi les membres des commandos Delta. Deux légionnaires, dont Bobby Dovecar, et trois civils, dont le fils d'un commissaire de police, exécutèrent dans la nuit du 31 mai le commissaire Gavoury, symbole de la répression organisée par le pouvoir contre les patriotes. À cinq contre un, dans le silence d'un petit studio rue du Docteur-Trolard, l'exécution au poignard parachutiste d'un policier sans défense fut la première action dont l'O.A.S. s'enorgueillit. Un « traître » abattu! Tel serait désormais le sort de tous les « traîtres », c'est-à-dire de ceux dont l'opinion ne serait pas celle des membres de l'Organisation armée secrète. Ce 31 mai marquait le début de la guerre civile.

Dès la première semaine de son existence mouvementée, l'O.A.S. eut la preuve qu'elle pouvait prendre en main des fractions de la société dont la complicité aurait — au départ — para des plus problématiques. Après le meurtre du commissaire Gavoury, Dovecar et quelques légionnaires qui l'avaient rejoint ainsi que des civils du commando Delta 1 se réfugièrent dans un appartement de la rue Lys-du-Parc appartenant à un jeune homme, fils du maire de Fort-National assassiné par le F.L.N. en 1956. puis quelques jours plus tard, devant l'ampleur des recherches policières déclenchées après le meurtre de Gavoury, ils gagnèrent un autre refuge. Les étudiants d'extrême droite des Beaux-Arts les accueillirent à bras ouverts dans leurs locaux du quartier Laperlier. Le directeur des Beaux-Arts ferma les yeux, puis bientôt se rebella devant les méthodes qu'employait l'O.A.S. pour établir son pouvoir sur Alger.

« Dehors.. je ne veux plus de ces hommes ici ! »

Le fils du maire de Fort-National les emmena alors dans une villa de Bouzaréa. Tous ces déplacements et surtout ces « villégiatures » nouvelles attiraient forcément l'attention des voisins. Mais la plupart étaient favorables au mouvement naissant. Aider l'OA.S. devenait un devoir. Et qui ne coûtait pas plus que les casserolades !

Pourtant, les légionnaires jouèrent de malchance. Le propriétaire de la villa située en face de leur refuge était un haut fonctionnaire du Gouvernement général, M. Perrin, lié au groupe libéral d'Alger. C'est M. Emery, architecte d'origine suisse, et Louis Miguel, ami d'enfance d'Albert Camus, qui lui avaient construit sa maison. Ces hommes, eux aussi passionnément attachés à l'Algérie, se désolaient de voir le pays se lancer sur la voie de la violence qui ne pouvait que mener à une plus grande incompréhension entre les deux communautés et conduire à une catastrophe inéluctable. Peut-être était-il encore temps d'éliminer ceux qui dans l'O.A.S. n'hésitaient pas à tuer et à gâcher les chances des pieds-noirs. Perrin signala des présences suspectes dans la villa de Bouzaréa. À qui téléphona-t-il ? Quel policier renseigna-t-il l'O.A.S. ? Deux jours plus tard, deux hommes sonnèrent à la porte de la villa. Mme Perrin vint ouvrir.

« Nous voudrions voir M. Perrin.

— Je vais le chercher. »

Discrets, les deux hommes attendirent sur le perron. Lorsque le fonctionnaire arriva ils ouvrirent froidement le feu. Foudroyé par des balles de 11,43, M. Perrin s'abattit aux pieds de sa femme tandis que les tueurs quittaient tranquillement les lieux.

Un « traître » de moins ! Et pas n'importe lequel. Dans l'esprit d'une grande partie de la population européenne tous ces libéraux, les Chevallier, les Tiné, les Miguel qui « collaboraient » avec les Arabes étaient encore plus détestables que le F.L.N. ou les communistes. Espérer s'entendre avec les Arabes était une utopie. On ne parlait plus de fraternisation ni de citoyens à part entière. C'était désormais la guerre. Le F.L.N., c'est-à-dire les Arabes, tuait. Il fallait donc tuer. Le plus fort gagnerait... et resterait.

Cette politique simpliste trouva écho parmi les Européens les plus influents. La suite des pérégrinations des légionnaires de Delta 1 le prouve.

La villa de Bouzaréa « grillée », les hommes de Degueldre trouvèrent asile dans la splendide propriété des Gauthier-Saliège, une des grandes familles d'Alger. La fille du Dr Saliège — parent du cardinal — avait épousé un ophtalmologiste célèbre : le Dr Gauthier, protestant rigoriste, très vieille Algérie, qui fit régner dans la belle propriété une atmosphère sévère et rigide. Vingt ans plus tard l'une des filles des

Gauthier-Saliège épousa Pierre Lung, neveu du célèbre propriétaire viticole, protestant lui aussi. Grosse fortune, rigueur religieuse, sens élevé de la hiérarchie sociale, culture rare — la bibliothèque du Dr Gauthier était célèbre jusqu'en Europe —, la famille Gauthier-Saliège-Lung n'avait rien de commun avec le petit peuple de Bab-el-Oued ni même avec certains « parvenus » des quartiers chics d'Alger. C'est elle pourtant qui ouvrit ses portes aux légionnaires « en cavale ». Bien mieux, la vieille Mme Gauthier, qui, lorsque son mari était mort, avait fermé définitivement la bibliothèque, laissant en place toutes ses affaires personnelles — papiers, pipes, stylos —, la fit rouvrir pour les légionnaires. Ceux-ci, ébahis, y découvrirent une collection de trophées nazis rapportés par le docteur lors de la seconde guerre mondiale. La bibliothèque interdite devint leur refuge, la vieille dame leur bon ange. C'est là que les gendarmes les arrêtèrent après un siège en règle et une fusillade nourrie. Dovecar réussit à s'échapper mais sept légionnaires furent pris au piège. Baignant dans son sang, un certain Claude Terme fut découvert dans la bibliothèque. Selon les survivants des commandos Delta, il aurait été l'un des participants au meurtre de Gavoury. Rétabli, il sera condamné aux travaux forcés à perpétuité et s'évadera six ans plus tard de la prison de Ille de Ré dans des conditions rocambolesques.

L'arrestation des légionnaires n'était qu'un épisode dans la lutte anti-O.A.S. Elle ne fit pas grand bruit, bien que la Délégation générale ait essayé de faire croire que les légionnaires vivaient dans un repaire « nazi ». Par contre, celle des principaux membres des familles Gauthier-Saliège et Lung, « avantageusement connus à Alger », souleva une intense émotion. L'O.A.S. perdait huit hommes de main mais gagnait une bataille psychologique d'importance. Que des bourgeois stricts, moralistes, protestants, riches à millions, n'hésitent pas à héberger des membres de l'O.A.S. devenait une garantie. C'était aussi la preuve que dans tous les milieux l'O.A.S. bénéficiait d'un courant de sympathie qu'elle devait exploiter au plus vite.

En quelques semaines, Roger Degueldre, par le plastic, la balle et le couteau, avait fait plus pour l'O.A.S. que les trop nombreux chefs de tendances diverses qui se chamaillaient dans l'ombre pour imposer d'hypothétiques orientations politiques !

Avec inquiétude Jean-Jacques Susini voyait les jours passer sans que le général Salan se décide à occuper le poste suprême que Godard lui avait réservé au sommet de la pyramide de l'O.A.S. Et sans Salan, Susini n'était rien. Les mois passés à Madrid à insuffler au Mandarin l'énergie nécessaire à prendre la tête de la révolte devenaient temps perdu. Susini savait l'hostilité de Godard à son encontre. Seul il ne parviendrait à rien dans cette O.A.S. dominée par les militaires. Puisque Salan restait terré dans la Mitidja, puisqu'il acceptait d'être « chambré » par Martel et ses illuminés « au Cœur et à la Croix », Susini décida de jouer seul. Profitant de ses relations avec les Étudiants nationalistes dont il avait été jadis le président, regroupant les éléments épars du F.N.F. d'Ortiz dont il avait été le cerveau aux Barricades, il créa son propre mouvement : le Front nationaliste. Pour jouer sa carte personnelle il n'hésita pas à fractionner, alors que le but essentiel de Godard était d'unir, un mouvement dont les débuts avaient été « brillants » grâce à la détermination de Degueldre mais qui, il fallait l'avouer, avait tendance à « piétiner » au début de l'été.

En quelques semaines, se déplaçant sans cesse dans Alger pour recruter ses hommes, les réunir tout en ménageant les susceptibilités, Susini aidé par un ingénieur « pétrolier » de la Repal, Michel Leroy, mit sur pied un mouvement regroupant environ deux mille hommes armés. On a vu que Leroy, responsable des mouvements d'extrême droite Jeune Nation, avait été désigné comme adjoint du colonel Gardes à la tête de l'Organisation des masses. Il amena facilement les groupuscules néo-fascistes à se fondre dans le Front nationaliste.

Susini, séduit par l'action violente des commandos Delta de Degueldre, décida à son tour d'appuyer son Front nationaliste par une équipe « action » baptisée commando Z, qui réunit les plus décidés des jeunes nationalistes. Ceux qui, au moment du putsch, voulaient descendre les gaullistes et les communistes et déposer leurs cadavres en plein centre de la ville. À l'époque, Godard s'était violemment opposé à leur projet. Aujourd'hui, couvrant les actions des commandos Delta, qui ne faisaient qu'appliquer ce plan d'élimination des adversaires, le colonel admettait tacitement qu'ils avaient eu raison !

Leroy s'adjoignit René Villars, l'ancien chef de France-Résurrection. Jean-Marie Zagamé et ses étudiants fascistes qui avaient guidé les paras du 1er R.E.P. à l'aube du putsch constituèrent le premier noyau des commandos Z. C'est Jean Sarradet, un jeune homme de vingt-cinq ans que l'on voyait souvent en compagnie d'une frêle jeune fille blonde, Anne Loesch[2], qui devint le chef des commandos Z. Le colonel Gardes, enfin remis de ses émotions, mais plus idéaliste que jamais, les couvrira de son aile protectrice.

« Les commandos Z, c'est notre fer de lance », dira-t-il plein d'admiration pour les jeunes gens.

Pendant tout l'été de 1961, les commandos Z s'efforcèrent de convaincre nombre de leurs amis découragés par la tournure des événements de ne pas quitter l'Algérie pour la métropole.

« Restez, votre pays c'est ici, vous devez vous battre pour le garder ! »

Le Front nationaliste publia rapidement sa doctrine politique. Sous le signe de la croix celtique il proclamait son but : abattre la Ve République pour instaurer un État nationaliste seul capable de garder l'Algérie française.

« Ce qu'il nous faut, expliquait un des premiers tracts du mouvement Susini, c'est un Front nationaliste fort, hiérarchisé, populaire, corporatif, décentralisé et surtout *antidémocratique.* »

À son habitude, Susini annonçait la couleur. Il organisa l'état-major de son mouvement en cinq bureaux : Finances, Appui, Renseignements, Propagande et « Action spéciale » — dévolu aux commandos Z.

Cocktails Molotov contre les forces de l'ordre, constitution de listes de noms « à éliminer », intimidations en tout genre, les commandos Z n'en étaient pas encore à l'action ponctuelle des commandos Delta. Ils n'allaient pas tarder à y arriver.

Lorsque le colonel Godard, furieux des « manigances » de Susini, lui intima l'ordre de fondre ses troupes au sein de l'O.A.S. et de les placer sous la direction du Comité supérieur, Susini laissa entendre que c'était difficile, qu'il fallait laisser à chacun une certaine autonomie, qu'il allait voir ce qu'il pourrait faire dans le sens de l'unification. Bref, Susini, même en l'absence de Salan, représentait quelque chose. On devait désormais compter avec lui et avec ses hommes.

Depuis la création du Front nationaliste, il savait que ses membres devraient un jour ou l'autre rejoindre l'O.A.S. mais, quoi qu'il arrivât, ils resteraient sous ses ordres.

Susini ne craignait ni Gardes, un peu boy-scout, ni Pérez, gueulard et brouillon. Quant à Degueldre c'était déjà un allié. Il partageait avec le jeune homme une détermination sans vains scrupules que n'approuvaient pas certains colonels.

Si Salan pouvait se décider à prendre effectivement la tête de l'O.A.S. tous les espoirs seraient permis ! Godard était peut-être un organisateur hors pair, un officier futé, un homme d'action remarquable, il ne ferait pas le poids devant le tandem Salan-Susini, surtout appuyés par les deux mille hommes du Front nationaliste.

Sous son large front Susini remuait d'ambitieuses pensées. Seul, il avait réussi à s'imposer. Il lui fallait maintenant Salan pour vaincre.

« Allez, tout le monde dehors, n'oubliez pas les pancartes ni les drapeaux. »

Dans tous les quartiers musulmans les responsables F.L.N. de l'organisation Malik, ceux de la wilaya 3 et de la wilaya 4 désormais contrôlés par Kheiddine et Djamal — la réunification des réseaux F.L.N. d'Alger s'était faite dans le courant du mois de juin —, incitaient la population à descendre dans la rue.

« 5 juillet, journée contre la partition, criaient-ils. Tous dehors pour montrer notre volonté d'aller jusqu'au bout. La victoire est proche. Le peuple doit appuyer les efforts du Front. »

Depuis le 2 juillet une avalanche de tracts F.L.N. s'était abattue sur les grands ensembles de Diar-el-Mahçoul, de Diar-es-Saada, ainsi qu'à Climat-de-France et au Clos-Salembier.

« Nous devons manifester notre détermination... »

Hommes, femmes, enfants fabriquaient des pancartes, des drapeaux, préparaient des ballons auxquels étaient attachées les couleurs nationalistes et qu'on lâcherait en direction des quartiers européens. Chaque banlieue, chaque îlot, chaque bidonville était à nouveau contrôlé par le F.L.N. L'équipe Alilat-Malik-Betouche avait fait de bon travail et avait amené à Kheiddine une véritable organisation structurée. Au noyau de base s'étaient ajoutés les militants recrutés dans chaque quartier ou chaque entreprise, puis étaient arrivés les « libérés » des camps d'hébergement. Le jour de l'ouverture de la conférence d'Évian, six mille militants F.L.N. avaient été libérés. Immédiatement ils avaient repris contact avec la nouvelle organisation. Ainsi Belkacem Betouche et Ben Slimane Youssef avaient vu grossir les rangs de leurs groupes de fida (terroristes). La moyenne quotidienne des manifestations terroristes F.L.N. s'était élevée de 21 avant la trêve unilatérale à 33 au cours de la semaine du 8 au 13 juin. En quinze jours sur toute l'Algérie les attentats F.L.N. avaient fait 133 morts dont 17 Européens, et 300 blessés.

Les attentats des 9 et 10 juin — 4 morts et 17 blessés — avaient montré à la population musulmane que le F.L.N. qui traitait à Évian ne le faisait pas en état « d'infériorité ». Quant à l'O.A.S., elle n'avait qu'à bien se tenir ! L'hostilité des quartiers européens pour les musulmans n'avait d'égale que la haine qui couvait dans la communauté musulmane pour l'ensemble des Européens. Dans les esprits, la simplification tragique était désormais bien ancrée : les Européens qui tapent sur les casseroles sont tous O.A.S., les musulmans qui brandissent des drapeaux verts sont tous F.L.N. !

Le 1er juillet, le commandant Hassan, qui, après l'affaire Si Salah, avait pris la direction de la wilaya 4 — la plus proche d'Alger —, avait ordonné une manifestation de masse pour protester contre la position française sur le Sahara. Aux cris de « Sahara algérien », la population musulmane avait renouvelé les manifestations de décembre 1960. Alilat avait bien essayé de convaincre Dahmane Allaoua, envoyé spécial de la wilaya 4, d'annuler cet ordre de manifestation qui risquait de compromettre celle prévue pour le 5 juillet. Les chefs de la wilaya 4 étaient restés inflexibles. La grève générale des travailleurs musulmans avait été suivie à 90 %, la manifestation avait été un succès mais Alilat et Belkacem, le chef des fida, avaient dû faire donner leurs troupes pour refouler à coups de bâton la population déchaînée qui voulait envahir Babel-Oued.

« Vous êtes fous, avait dit Alilat, ils ont des fusils, des bazookas, ce sera le massacre ! »

Au Clos-Salembier et à Climat-de-France, c'est le service d'ordre français qui avait tiré. Le bilan était lourd. « 350 morts, se lamentait Alilat, en reprenant les chiffres donnés par les cellules F.L.N., ils ne vont jamais ressortir pour le 5 juillet !

Depuis le début du conflit, le 5 juillet, date anniversaire de la prise d'Alger par les Français, était, avec le 1" novembre, l'occasion de manifestations F.L.N.

En outre, ce 5 juillet 1961 devait être consacré à une journée de protestation contre la partition.

Du 28 juin au 2 juillet, le général De Gaulle, en voyage dans l'est de la France, avait menacé le F.L.N. de regrouper les populations européennes si les négociations ne reprenaient pas immédiatement.

« Si aucun accord n'était possible, avait dit le président de la République, nous serions amenés à regrouper de part et d'autre ceux qui sur le moment pourraient s'entendre et coopérer. Nous n'y tenons pas du tout. Ce n'est pas la solution souhaitable. »

Il avait pourtant ajouté :

« Nous ferons des regroupements autour d'Oran et d'Alger, au moins provisoirement. Une fois qu'ils seront faits il y aura peut-être la possibilité de faire un nouvel essai d'association... Quant au Sahara, une Algérie associée nous permettrait d'avoir des liaisons plus faciles avec lui ! »

Ce qui montrait sa volonté de ne pas céder sur le problème !

Le 31 juin à Tunis le G.P.R.A. avait proclamé le mercredi 5 juillet « journée nationale contre la partition ».

Kheiddine, Djamal, Alilat et leurs compagnons avaient minutieusement préparé le déroulement de la manifestation. Après la répression du 1er juillet, il fallait reprendre la pcipulation en main pour lui faire oublier que l'armée tirait et pour l'amener à appuyer à nouveau le F.L.N.

Dès le milieu de la matinée de ce 5 juillet Alilat, qui se faisait un sang d'encre à la pensée d'un échec, fut rassuré. Les responsables, les militants quadrillaient littéralement les quartiers musulmans. Depuis que le F.L.N. était redevenu influent à Alger, l'adhésion quasi totale de la jeunesse s'était révélée comme un moteur puissant. C'était elle qui aidait les responsables F.L.N. à regrouper la population, à la convaincre de défiler. C'était elle aussi qui faisait monter l'ambiance en hurlant sans répit les slogans nationalistes habituels. À midi, un véritable flot humain, hérissé de drapeaux vert et blanc, de pancartes contre la partition, avait envahi les quartiers musulmans. Jean Morin,

le délégué du gouvernement, avait donné des ordres stricts. Chaque point chaud était étroitement surveillé. La Casbah était bouclée par des chevaux de frise. À Climat-de-France, des blindés avaient pris position. Le Clos-Salembier était cerné d'un véritable mur de troupes. Pendant toute la journée, le service d'ordre F.L.N. contint la foule pour qu'elle n'entre jamais en contact avec l'armée. Dix heures durant, les journalistes purent voir, filmer, photographier cette masse déchaînée mais étroitement contrôlée, manifester son appui au F.L.N.

L'organisation du Front à Alger avait atteint son but : montrer que la population lui était acquise et prouver aux observateurs du monde entier que le F.L.N. la tenait parfaitement en main. Pour la première fois aussi on vit des fellaghas armés circuler dans la foule...

Au soir du 5 juillet, aucun incident notable n'était signalé à Alger.

À Constantine, le préfet Mahdi Belhaddad se trouvait dans une situation dramatique. Premier préfet musulman nommé en Algérie, Belhaddad symbolisait l'effort entrepris par De Gaulle pour faire éclore une élite musulmane qui, l'indépendance venue, dirigerait le nouvel État allié à la France.

Aux musulmans, ses frères, Belhaddad ne cessait de répéter :

« Je veux l'indépendance comme vous. Mais je ne veux pas d'une indépendance stérile comme la réclament les intransigeants du F.L.N. L'Algérie nouvelle viendra de la fusion de toutes les communautés qui l'habitent : européenne, musulmane, israélite. Cette Algérie sera heureuse car elle restera liée à la France qui fera des sacrifices pour sa prospérité. »

Avec de pareils raisonnements il était devenu la bête noire des ultras européens, civils ou militaires. On a vu comment, à l'heure du putsch, les plus excités voulaient se débarrasser du « manchot ».

Son influence sur la population musulmane inquiétait également les plus extrémistes des membres du F.L.N. Une Algérie liée à la France, une Algérie où cohabiteraient Européens et musulmans, cela n'allait pas dans les vues de l'état-major de l'A.L.N., dont le lecteur connaît désormais les théories. Il fallait profiter des manifestations du 5 juillet pour détruire le crédit de Belhaddad. Boumediene savait qu'à l'heure de l'indépendance les militaires « socialistes » auraient du mal à éliminer ceux qui à l'intérieur du G.P.R.A. soutenaient la théorie de la coopération étroite avec la France. Il n'était pas utile de leur apporter une aide extérieure en la personne d'un Belhaddad aimé et apprécié de la population de l'Est algérien. L'éliminer physiquement serait maladroit. Le couper moralement de la population, détruire son image de marque était suffisant.

Alors qu'à Alger, dans l'Algérois, en Kabylie, en Oranie et même dans l'Aurès le F.L.N. donna des consignes sévères pour éviter le contact avec les forces de l'ordre, le Constantinois fut, le 5 juillet, le théâtre d'affrontements sanglants.

À Constantine, où Morin avait enlevé deux compagnies de C.R.S. pour renforcer le service d'ordre à Alger, Belhaddad dut faire appel à la troupe. Le général Meltz, commandant de la zone Nord constantinois, lui proposa une unité de légion ou une unité du contingent. Le préfet choisit le contingent. Depuis le putsch, on se méfiait de la légion !

À la hauteur de la Médersa, rue Nationale, les appelés, qui formaient un barrage destiné à empêcher les musulmans de monter vers l'hôtel de Paris et le quartier européen, furent abordés par-derrière alors qu'ils attendaient le gros de la manifestation par-devant ! Affolés par la violence de la foule, les soldats tirèrent pour se dégager. Bilan : 17 morts, 200 blessés à Constantine. Les mêmes incidents qui se déroulèrent dans d'autres localités du Constantinois portèrent le bilan total à 80 morts et 266 blessés.

Belhaddad était « grillé ». On se détournait de lui. Ses frères l'accusèrent :

« Tu nous avais dit d'avoir confiance. Tu t'étais porté garant des Français. Mais ils continuent à tuer des musulmans dans la ville où tu es préfet ! »

Le lendemain de la fusillade, sa femme revint en larmes du marché. Elle avait été huée par ses amis d'hier. Sa famille même ne la reconnaissait plus.

Ce fut la curée. Les ennemis de Belhaddad, qu'ils soient Européens hostiles à la politique de De Gaulle ou musulmans extrémistes, s'en donnèrent à cœur joie. On colporta les bruits les plus insensés. Belhaddad, d'après certains, avait même survolé la manifestation en hélicoptère et avait jeté des grenades sur le cortège musulman !

L'ancien officier de Monte Cassino réagit rapidement. Il rédigea une courte déclaration dans laquelle il révélait la mauvaise foi de « ceux qui avaient pris ombrage de sa bonne volonté et de la confiance qu'il suscitait ». Avant de la lire à la radio il téléphona à Jean Morin à Alger.

« Le ministre, M. Joxe, est là, répondit Morin, je vous le passe. »

Belhaddad lut sa déclaration au ministre des Affaires algériennes. La réaction fut immédiate.

« Impossible, monsieur, le préfet. Vous ne pouvez lire cela.

— Mais, monsieur le ministre, je ne peux pas rester là-dessus. Il faut que je rétablisse la confiance avec la population musulmane pour continuer d'appliquer la politique du général De Gaulle.

— Il ne faut pas polémiquer. Vous êtes préfet. Vous avez la conscience tranquille. Vous n'avez pas à faire connaître vos raisons à la population. »

Belhaddad, rouge de colère, dit avant de raccrocher :

« Rappelez-vous, monsieur le ministre, que c'est une grave erreur de laisser une chose pareille sans mise au point. »

Intransigeant, Joxe refusa de nouveau. Belhaddad accorda alors à un journaliste de *Paris-Presse*, Main de Sédouy, une interview qu'il lui avait refusée quelques heures plus tôt.

La publication de cet article allait provoquer une intense émotion tant à Paris qu'en Algérie !

Non seulement Belhaddad s'expliquait sur le drame du 5 juillet mais il faisait une critique lucide de la situation.

« Je suis venu à Constantine pour faire une politique d'apaisement et de coopération. Faute de gens ayant suffisamment de sang-froid, elle est en train d'échouer. »

Il laissait ensuite entendre que les coups de feu tirés lors des obsèques des victimes et « attribués un peu vite au F.L.N. » pouvaient être l'œuvre d'éléments du M.N.A. On verra plus tard que les éléments du F.A.A.D. de Khelifa Kkalifa, manipulés par certains services français, avaient repris leur action en Algérie !

Belhaddad donnait ensuite son avis sur Évian :

« J'ai l'impression que tout le monde se noie dans de faux problèmes. Une poignée de main aurait peut-être changé bien des choses... Un peu de chaleur humaine, un peu moins de langage diplomatique et tout aurait pris une autre tournure. »

C'était une pierre dans le jardin de Joxe, négociateur principal, qui venait de lui montrer que la chaleur humaine entrait peu dans ses considérations politiques.

Belhaddad, déchaîné, ne s'en tint pas là. En quelques phrases il liquida le problème de la partition.

« C'est irréalisable ! dit-il. Il ne faut pas me faire le raisonnement du précédent historique en Corée et en Indochine : on a tiré un trait et on a fait deux États. Mais il n'y avait que des Coréens et des Vietnamiens. Que fera-t-on des musulmans qui resteront dans l'État à majorité européenne ? Et quel sera leur état d'âme vis-à-vis de leurs frères restés dans l'autre État ? Est-ce qu'on a pensé à toutes ces questions ? »

Puis, se faisant prophétique :

« Si on se lance dans cette aventure, il faudra un million d'hommes pour garder la frontière entre les deux États. Le problème algérien est un problème à part dans le monde. Il faut donc en arriver à trouver une solution à part. »

Après la publication de ce véritable réquisitoire qui avait pourtant touché une grande partie de la population et prouvé la bonne foi du préfet musulman, ses ennemis se frottèrent les mains. Belhaddad n'allait pas faire long feu. Il prendrait des vacances « bien méritées » et ne reviendrait jamais en Algérie. Paris n'allait pas laisser passer une pareille incartade !

Pour des raisons diamétralement opposées les extrémistes F.L.N. et les ultras européens se rejoignaient dans une même politique : il fallait tuer la raison.

La décision était prise. Le dégagement commençait. Après la trêve unilatérale — preuve de bonne volonté guère entendue par l'adversaire[3] — on passait à la seconde phase. Paris avait décidé. Alger devait obéir. Le 8 juillet, la 11 e D.I.L. s'embarquait et quittait l'Algérie. Une autre division suivrait au cours du mois de juillet. Insensiblement l'armée devait abandonner le bled.

« Peut-on encore douter qu'on laisse l'Algérie, notre Algérie, aux mains des assassins du F.L.N. ? » Paris fournissait à l'O.A.S. des arguments de choix. On ne pouvait nier que l'amorce de retrait des troupes du bled allait permettre aux rebelles de reconstituer leurs forces exsangues..» Avec la bénédiction de De Gaulle », ajoutait l'O.A.S.

L'organisation jouait sur du velours. La population européenne voyait ses craintes se réaliser. Déjà certains colons abandonnaient le bled. Sans l'armée, c'était la mort certaine. Les lendemains tragiques des guerres civiles.

Quant aux officiers, c'est la rage au cœur qu'ils abandonnaient le pays où ils s'étaient battus, où ils avaient gagné le terrain et « pacifié » les populations. L'échec de la pacification profonde était évident. Elle ne valait que par la présence de l'armée. Qu'elle s'en aille et le château de cartes s'écroulait. Mais il était difficile à un officier d'admettre que la solution du problème ne tenait pas à la victoire militaire mais bien à la négociation politique !

Au lendemain du départ de la 11e D.I.L., le général de Menditte, commandant le corps d'armée d'Alger, alerta ses chefs de corps sur les troubles de conscience que

l'application de la politique Élyséenne allait provoquer chez les officiers.

« Des remaniements de dispositifs aboutissant à un retrait de nos forces plus ou moins accusé selon les régions et les conditions locales de sécurité seront inévitables, expliqua-t-il dans une note. La répartition, le stationnement, le fractionnement et l'emploi des moyens seront modifiés, compte tenu de l'évolution de la situation dans les villes et les centres ruraux importants de l'Algérie. »

On ne pouvait dire plus clairement que l'évacuation du bled allait se poursuivre et que les divisions restant en Algérie se regrouperaient autour des villes et des grands centres ruraux.

« Les missions traditionnelles, poursuivait Menditte, sont donc à réviser en conséquence, du moins dans l'exécution. Ainsi au contact statique et permanent avec les populations, du bled en particulier; devons-nous substituer dans bien des cas un contact mobile et intermittent. Il n'en demeure pas moins que la période de transition dans laquelle nous allons entrer sera difficile pour beaucoup, pénible même pour certains. On peut craindre que chacun n'en saisisse pas d'emblée les raisons ni la nécessité.

« Aussi une action auprès des cadres d'active, en particulier visant à leur faire comprendre les impératifs de la situation, apparaît-elle indispensable. »

Lorsque, quelques jours plus tard, l'Action politique et de propagande de l'O.A.S. — dirigée par Susini — publia la note confidentielle, le général Ailleret entra dans une violente colère. Au plus haut niveau des états-majors l'Organisation bénéficiait de complicités !

Le nouveau patron de l'armée n'avait pas la tâche facile. « Dégager, rapatrier » certaines unités, faire avaler *ce* retrait à ses officiers et aux pieds-noirs et garder l'armée dans une stricte neutralité, telles étaient les consignes. Elles valaient au général Ailleret sa quatrième étoile et le poste occupé jusque-là par Gambiez.

« Subito » avait dû céder la place. Paris n'avait pas voulu le chasser au lendemain du putsch mais n'oubliait pas... Gambiez payait l'addition. Jean Morin avait bien essayé de le défendre. En vain. Joxe s'était souvenu de son voyage-éclair du 22 avril et avait imposé Ailleret, l'un des rares généraux à avoir fait montre de fermeté face aux rebelles d'Alger. Le choix était judicieux. Il fallait un roc lucide et sans illusions. Un homme qui comprenne que l'heure de l'armée était passée en Algérie, et que la victoire militaire était désormais sans objet.

Ailleret, au lieu d'être nommé commandant en chef comme ses prédécesseurs, reçut le titre de commandant supérieur des troupes en Algérie. Il n'était pas subordonné à Morin mais admettait facilement que le délégué du gouvernement soit le patron. Ailleret serait responsable des forces armées devant le président de la République, le premier ministre et le ministre des Armées pour le maintien de l'ordre en Algérie.

En prenant son poste à Alger, Ailleret pensa que ce ne serait pas facile. Il était au-dessous de la vérité ! Il allait devoir faire face à une double rébellion : celle du F.L.N. et celle de l'O.A.S.

À tâche exceptionnelle, homme d'exception. Charles Ailleret, que l'on accusera de toutes les turpitudes, que l'on couvrira d'insultes et d'accusations ignobles, est le contraire du général un peu effacé et beni-oui-oui pour lequel l'O.A.S. voudra dans un premier temps le faire passer.

« De Gaulle l'a placé là pour qu'il soit l'exécuteur de ses basses œuvres ! Le petit doigt

sur la couture du pantalon et le oui *à* la bouche. » L'O.A.S. se mordra les doigts de ne pas avoir mieux analysé ce personnage étonnant.

Polytechnicien, docteur en droit, spécialiste de l'arme atomique, ancien chroniqueur politique au *Temps* de Paris, parlant parfaitement l'anglais et l'italien, pratiquant honorablement le russe, c'est « l'homme tous azimuts » rêvé par De Gaulle. Le « cerveau », la grosse tête, l'intellectuel. Il voulait faire Normale Sup', sa famille a préféré Polytechnique.. Il a obéi. Il était jeune. Au fil des années son caractère s'est durci pour finir par perdre toute souplesse Il n'est pourtant pas buté mais décidé. Ses adversaires vont s'en rendre compte.

En outre, cette tête bien pleine est posée sur un corps d'athlète. Breveté parachutiste, ancien moniteur, champion de judo, il adore la bagarre, les coups fourrés, il aime montrer « qu'il en a ». C'est son côté cow-boy. Avec l'O.A.S. il va s'en donner à cœur joie et susciter les pires inquiétudes chez les hommes chargés de sa sécurité. Et puis il est gaulliste. Et on ne le lui pardonne pas. Son attitude au putsch, si elle lui a valu ce poste suprême en Algérie, lui a suscité une foule d'ennemis. On tentera d'accréditer à son sujet la fable de l'opportuniste qui sait retourner sa veste. À ce propos les défenseurs de l'O.A.S. publieront une prise de position « Algérie française » signée par Ailleret à l'heure du putsch, alors qu'il n'avait publié un communiqué adressé aux pieds-noirs de Bône que le 25 avril — le putsch ayant déjà échoué — à la demande de M. Grauby, maire de Bône, qui l'avait supplié de faire quelque chose pour désarmer la population européenne en colère.

« Dites que vous maintiendrez l'Algérie française envers et contre tous, avait dit le maire, et avec cela je vais les calmer. »

Ailleret avait refusé cette version « activiste » et avait publié le communiqué suivant : « Bônois, Bônoises. Devant la gravité des événements actuels, je tiens à faire connaître à la population civile que mon sentiment le plus profond comme celui des cadres et de la troupe est de voir l'Algérie demeurer française. Pour atteindre ce but il faut que se poursuive la lutte contre l'adversaire. Cette lutte que nous menons ici sur le front, face à la frontière, exige encore plus qu'ailleurs que soit maintenue la cohésion de l'armée et le respect des liens hiérarchiques sans lesquels elle perd toute son efficacité. Cette cohésion ne peut être maintenue que dans le cadre de la légalité nationale. Telles sont les raisons de la prise de position officielle que j'ai fait connaître et qui me paraît seule conforme aux intérêts supérieurs de notre patrie.

Bône, le 25 avril.
Général Ailleret. »

Le lendemain, Grauby avait rendu ce papier à Ailleret en lui disant :

« Peut-être préférez-vous l'oublier.

— Pas du tout. Ça n'a aucune importance... »

Mais la photocopie de la première phrase circulera dans les milieux activistes comme « preuve » de la « duplicité » d'Ailleret qui, le 22 avril, « était favorable » au putsch du général Challe !

Outre le fait de rétablir la vérité la publication de ce communiqué a une importance indéniable car il explique ce que sera le plan d'Ailleret, commandant supérieur : permettre la réalisation de la politique gouvernementale sans que les fells puissent se

prévaloir d'une victoire militaire.

« Pas de Dien Bien Phu en Algérie... »

La diminution d'effectifs à laquelle se heurta Ailleret dès son arrivée à Alger ne simplifiait pas sa tâche. Le déclenchement d'une véritable guerre civile par l'O.A.S. allait pourtant faire passer ce problème au second rang de ses préoccupations.

La première décision que prit Ailleret en entrant en fonctions fut de déplacer son poste de commandement du quartier Rignot à Reghaïa. Il voulait se débarrasser de l'épouvantable ambiance de l'état-major où chaque officier avait peur ou trahissait son copain dans un sens ou dans un autre.

À Reghaïa, entouré de ses hommes de confiance, il espérait pouvoir mener à bien sa mission.

Il prit comme adjoint le général Fourquet, commandant l'aviation, et comme chef d'état-major, le général Hublot. De ce côté-là rien à craindre. Fourquet dans l'Est, Hublot dans l'Ouest avaient montré à l'heure du putsch leur détermination.

Le colonel Viala et le commandant Bourgue furent nommés respectivement directeur et chef de cabinet. Viala, fils de gendarme, sorti du rang, était républicain au fond des tripes. Quant à Bourgue, qui devenait également porte-parole du commandant supérieur, c'était le type même de l'officier « camusien »,. courageux, brillant militaire, mais farouchement hostile aux aventures putschistes.

« Aussi mendésiste qu'on peut l'être en étant officier », diront ses camarades.

Gaullistes, disciples de Camus, républicains, mendésistes, ni le commandant supérieur ni ses proches collaborateurs ne pouvaient espérer — avec de pareilles étiquettes — obtenir les faveurs d'Alger. Ils ne pensaient tout de même pas susciter une telle haine.

À nouveau il y avait de la négociation dans l'air. La veille de la manifestation contre la partition, le 4 juillet, les « éléments avancés » laissés par le F.L.N. en Suisse et par la France à Évian s'étaient à nouveau rencontrés. De Leusse et Labouret et Saad Dahlab et Taïeb Boulharouf s'étaient mis d'accord sur une reprise des négociations à une date rapprochée. Le vieux château de Lugrin sur les hauteurs d'Évian avait été choisi. La date restait à fixer. Les rencontres s'étaient déroulées dans le plus grand secret.

À Alger pourtant un homme savait que la négociation était en cours : Jacques Coup de Fréjac. Non qu'il fût dans le secret des dieux mais par simple déduction. Le porte-parole de la Délégation du gouvernement avait reçu l'ordre de ne plus tenir ses conférences de presse hebdomadaires qui permettaient aux journalistes de faire le point, et aux responsables de l'État de s'adresser à la population. C'était un signe qui ne trompait pas ! L'autorité suprême en Algérie restait muette, tirait le rideau. Motus et bouche cousue. Silence total sur la politique, plus d'opérations militaires, plus de conférences de presse... le mur ! Coup de Fréjac n'approuvait pas cette politique. Dans l'atmosphère enfiévrée d'Alger, ne donner aucun renseignement sur l'avenir qui se préparait, laisser cette population désorientée, apeurée, désespérée, « dans le bleu complet », c'était la livrer à l'O.A.S., son seul espoir, c'était permettre à l'organisation de distiller son poison dans l'esprit d'hommes et de femmes qui, un peu plus chaque jour, se sentaient abandonnés par une métropole indifférente et par un gouvernement « méprisant ».

Coup de Fréjac, à qui De Gaulle avait dit : « Vous avez la responsabilité de l'information pendant toute la période qui nous conduira de la guerre à la paix », avait cru candidement qu'il irait jusqu'au bout des négociations, qu'il en serait même le porte-parole, qu'il pourrait calmer un peu la population, lui expliquer son avenir. Joxe avait anéanti ses espoirs : « Il n'y aura d'autre porte-parole que moi. »

On n'avait plus besoin de lui. Coup avait demandé de reprendre sa liberté. Morin avait accepté, lui demandant pourtant de rester jusqu'au mois d'août pour mettre en place une direction générale des affaires politiques et de l'information qui serait confiée à M. Sicurani assisté de M. Maistre, chargé des problèmes d'information. Coulet — déjà « éliminé » d'Alger — et Coup de Fréjac étaient donc remplacés par un seul homme.

Coup décida de profiter des quelques semaines où il était encore un personnage officiel pour « tirer la sonnette d'alarme ». Il n'était pas le premier, ni le dernier, mais sa conscience lui imposait de le faire. Car à ses yeux la situation s'aggravait de jour en jour. Tous les grands projets du gouvernement pour une Algérie liée étroitement à la France s'écroulaient par pans entiers.

Avec Delouvrier, Coup avait beaucoup travaillé à mettre en route le plan de Constantine dont la continuation, l'indépendance venue, serait un facteur important des négociations. Or *c e* plan ne valait que si les pieds-noirs qui en constituaient l'infrastructure restaient en Algérie. Et pour Coup de Fréjac cette hypothèse devenait de jour en jour plus problématique.

C'est ce qu'il voulait expliquer au gouvernement. Puisqu'il était bâillonné à Alger, qu'il n'y servait plus à rien, il entreprit une « grande tournée d'information » à Paris. Il vit Tricot, Joxe, Courcel, Buron, Boulin chargé d'étudier discrètement les problèmes que poserait le retour de « quelques dizaines de milliers de rapatriés ». À chacun il expliqua que les pieds-noirs, s'identifiant de plus en plus à l'OA.S. et menant sous sa bannière un combat de plus en plus violent, stérile et désespéré, ne pourraient rester en Algérie après l'autodétermination.

« Il faut se l'avouer, dit-il à plusieurs reprises, l'hypothèse des Européens et des musulmans vivant côte à côte après l'autodétermination est une vue de l'esprit. Les musulmans chasseront les pieds-noirs qui, par l'action démente qu'une poignée d'excités mènent actuellement en leur nom, se seront chassés eux-mêmes. » Les « Mais non, mon vieux, vous êtes trop pessimiste » succédèrent aux « Dites-moi, cher ami, vous êtes encore marqué par le putsch d'avril. Tout cela est fini. »

Une fois de plus, Coup constatait que Paris ignorait tout — ou voulait tout ignorer — de la situation en Algérie. Et puis à Alger, l'entourage de Morin ne voulait rien voir, et surtout rien prévoir. On vivait en circuit fermé : sans contacts avec les Européens ni avec les musulmans. Tels étaient les ordres de Paris. On s'y tenait scrupuleusement. Sauf quelques hommes comme Coup de Fréjac... et comme jadis François Coulet.

Coup mit une dernière fois en garde ses interlocuteurs dont Michel Debré, Joxe, Courcel et Buron :

« Si pendant la période des négociations, puis pendant la période transitoire le gouvernement ne prépare pas techniquement — surtout en matière de sécurité — l'évacuation et le reclassement en métropole de tous les pieds-noirs, il portera une lourde responsabilité. »

On n'aime pas les Cassandre... On n'écouta Coup que d'une oreille distraite. Mais oui,

on avait envisagé le problème. Boulin, après de très sérieuses études, prévoyait une « pointe » d'environ 200 000 rapatriés en trois mois. Après, ça se tasserait.

« Non ! protesta. Coup. Dans l'état actuel des choses, l'O.A.S. prenant une telle importance, j'affirme que la moitié des Européens d'Algérie fuiront en un mois ! »

Cinq cent mille personnes en un mois sur les côtes de France ! Ce Coup perdait la raison !

Renonçant à se faire entendre par les ministres et les barons, Jacques Coup de Fréjac sollicita par lettre une audience du général De Gaulle.

« Je voudrais vous entretenir, écrivit-il, de deux problèmes : d'abord de la gravité du problème posé par les rapatriés et ensuite des techniques de l'information de l'État. »

Coup fut reçu par le Général, qui lui accorda les vingt-cinq minutes classiques. Vingt-cinq minutes que De Gaulle consacra à l'éventuelle création d'un ministère de l'Information. Pas une fois il n'évoqua le problème des rapatriés. Sortant de l'Élysée, Coup de Fréjac pensa qu'il y avait peut-être eu un peu de lâcheté de sa part à ne pas interrompre le Général pour lui parler d'un problème que visiblement il voulait éviter.

Mais puisque au niveau de ses plus proches collaborateurs : Debré, Joxe, Courcel — ceux qui avaient la confiance et l'oreille du Général — on n'y croyait pas, pourquoi diable serait-il plus « royaliste que le roi » ?

Ce problème algérien broierait donc jusqu'au bout tous ceux qui tenteraient de s'y intéresser de trop près.

Las, découragé, Coup rejoignit à Paris son ancien patron Paul Delouvrier qui, depuis son départ d'Alger, avait refusé brutalement tout poste ministériel, tant que le problème algérien ne serait pas réglé.

Au District de Paris, Delouvrier et Coup — personnages pourtant haïs des pieds-noirs d'Alger — n'allaient cesser de parler de ce problème qui les obsédait : les rapatriés.

Lorsque, le 20 juillet, les deux délégations, française et F.L.N., se retrouvèrent à Lugrin, Joxe n'avait pas plus d'espoir que Krim d'aboutir à un accord.

L'« incident » qui, quinze jours plus tôt, avait opposé la France à la Tunisie à propos de Bizerte et au cours duquel la riposte militaire française à l'attaque « sournoise » de Bourguiba[4] avait été d'une rare violence alourdissait encore l'atmosphère. La situation de la France sur le plan international n'était pas fameuse. Joxe n'arrivait ni en position de force ni optimiste sur les résultats de ces nouveaux entretiens.

Les conversations préliminaires Dahlab-de Leusse avaient montré que le désaccord restait entier sur trois points : le Sahara, les garanties à donner aux pieds-noirs et la représentativité du G.P.RA. En effet, la France ne reconnaissait à la délégation F.L.N. que le titre de porte-parole des combattants, ce qui — d'après les délégués — « interdisait au G.P.R.A. de s'engager à long terme au nom de l'Algérie tout entière ».

Les premières séances, qui se déroulèrent avec une lenteur toute diplomatique — chacun proposant des méthodes de travail et le partenaire ne répondant que le lendemain —, montrèrent que les craintes des négociateurs étaient fondées. Le « préalable » du Sahara bloquait la machine.

Le 27 juillet, Louis Joxe demanda à Krirm Belkacem un entretien en tête à tête. Il espérait qu'un contact « humain » donnerait un nouvel essor à la négociation. Les deux

hommes évoquèrent leurs difficultés respectives. Compte tenu de l'opposition et du Parlement, expliqua Joxe, certains points devaient absolument être réglés. En particulier celui des garanties de la minorité européenne.

« Je vous comprends, répondit Krim. Mais nous aussi nous avons des problèmes semblables. La guerre dure depuis sept ans et notre C.N.R.A. n'est pas plus facile à manier que votre Parlement. Nous ne pouvons faire aucune concession sur les trois grands problèmes :

1° Nous n'arrêterons les combats qu'après un accord politique ;

2° L'autodétermination sera appliquée sur *tout* le territoire y compris le Sahara

3° Nous considérons lés enclaves — surtout Mers el-Kébir — comme faisant partie de notre territoire souverain. Nous fixerons à leur sujet un droit de « location » et des délais d'évacuation.

— Pour le Sahara on trouvera une formule plus tard, tenta Joxe.

— Non!

— Alors que faire ?

— Nos positions sont trop éloignées. Tant sur le domaine politique que militaire. Ainsi que sur l'autodétermination. Il est préférable que nous retournions en assemblée générale. »

C'en était fini du tête-à-tête. L'assemblée générale des deux délégations ne put que constater l'impossibilité de poursuivre la négociation.

« Nous demandons la suspension, dit Krim. Réfléchissez de votre côté. Lorsque le principe de l'intégrité du territoire sera admis par la France, tout redeviendra possible.

— Donnez-nous acte que vous demandez la suspension, dit Joxe.

— Bien volontiers. »

Cette fois, c'était le F.L.N. qui suspendait les négociations, faisant ainsi preuve de fermeté, alors qu'à Évian c'étaient les Français qui avaient décidé l'interruption des conversations. Le conflit état-major-G.P.R.A. n'était pas étranger à ce durcissement de la position de la délégation F.L.N. À Lugrin, Krim se préparait déjà à soutenir l'offensive qui n'allait pas manquer de se produire lors du 4e Conseil national de la révolution qui devait s'ouvrir à Tripoli.

Aux yeux du grand public, qu'il soit français ou algérien, Lugrin marquait une nouvelle étape dans l'incompréhension. Jusqu'où irait-elle, alors que chaque jour le fossé se creusait un peu plus entre Européens et musulmans ? Si quelque chose pouvait être sauvé il fallait faire vite. Déjà, entre Évian et Lugrin, la situation en Algérie s'était considérablement dégradée.

D'aucuns commençaient à penser que de part et d'autre on ne faisait rien pour arranger « humainement » les choses.

C'est pendant la conférence de Lugrin que Krim avait appris le développement de la crise état-major-G.P.R.A. Boumediene, entraînant derrière lui Menjli, Kaki Ahmed et Azzedine, avait envoyé une lettre de démission en forme de critique violente contre les « corrompus qui siégeaient à la tête de la révolution La crise avait éclaté à propos d'un Mystère F-84 français abattu par l'A.L.N. au-dessus du territoire tunisien. Le pilote, qui avait pu sauter en parachute, avait été remis par le G.P.R.A. à Bourguiba alors que l'état-

major aurait voulu le garder prisonnier.

Se servant de ce prétexte Boumediene avait envoyé sa lettre de démission cosignée par les trois commandants.

Jamais on ne s'était opposé dans de tels termes à la politique ni aux hommes du G.P.R.A. Boumediene parlait « d'ambition personnelle menant à la négation pure et simple du principe de la collégialité, de lenteur démesurée, d'embourgeoisement, de charlatanisme, de manipulations honteuses en matière financière ». Il accusait le gouvernement de pratiquer une politique d'obstruction, voire d'asphyxie à l'égard de l'armée.

« Nous avons essayé de démontrer qu'un grave conflit, un profond désaccord sur les méthodes nous ont toujours opposés à notre gouvernement, écrivait Boumediene. Nous avons dénoncé l'abdication permanente et l'absence d'autorité. Nous nous sommes élevés contre l'esprit de coterie et de clan... Nous avons une fois pour toutes compris pourquoi les responsables qui, aujourd'hui, braquent toutes leurs batteries sur un état-major qui n'a commis que le crime de redresser une situation sortie de l'abîme, n'ont laissé derrière eux que conflits, règlements de comptes, dilapidation des deniers de la révolution, en un mot l'anarchie la plus scandaleuse. »

Le colonel Boumediene montrait son habileté. Ce n'était plus l'état-major qui se dressait contre le G.P.R.A. mais certains « pourris » du G.P.R.A. qui « braquaient leurs batteries » pour détruire l'état-major. Celui-ci se retirait « dignement », non sans menacer...

« ... Nous nous en remettons, concluait Boumediene, pour ce qui est de notre cas, au sain jugement de tous les membres du C.N.R.A., aussi bien ceux qui sont à l'intérieur que ceux qui sont à l'extérieur, et plus particulièrement, LES LUEURS D'ESPOIR ET DE CONFIANCE QUI NOUS RESTENT VONT DROIT VERS CEUX QUI SONT EN PRISON ET QUI, POUR NOUS, RESTENT LES ARBITRES... » L'allusion à Ben Bella était claire. Boumediene préparait l'avenir. Son homme de confiance, le jeune Abdelaziz Bouteflika, avait fait de bon travail. Profitant du déplacement des prisonniers de l'île d'Aix au château de Turquant et du régime exceptionnel accordé par le gouvernement français, il avait, muni d'un passeport marocain, pris contact avec Ben Bella, Aït Ahmed, Bitat, Khider et Boudiaf. Il avait développé les critiques de Boumediene contre le G.P.R.A. accusé d'embourgeoisement, de déviationnisme. Les prisonniers lui avaient fait part de leur position : faire taire les problèmes internes jusqu'à l'issue de la négociation. Mais Aït Ahmed, toujours à l'affût, avait remarqué le long entretien en tête à tête Bouteflika-Ben Bella. Il sut par la suite combien Bouteflika s'était montré convaincant. La fin du conflit approchait, avait-il exposé. Il fallait préparer l'avenir. Il fallait se faire connaître. Il fallait faire connaître Boumediene qui avait derrière lui toute l'armée..

Il fallait aussi détruire l'image de marque des « fossiles » du G.P.R.A. En particulier de ceux qui — seuls et sans armes — avaient déclenché la révolution !

Le 4e C.N.R.A. se réunit à Tripoli du 5 au 22 août 1961. Il allait marquer une nouvelle orientation de la révolution algérienne et sceller le destin de l'Algérie indépendante. Dès son arrivée, dès les premières réunions, Krim sentit l'influence grandissante prise par les membres de l’état-major sur ceux du C.N.R.A. Visiblement, les « politiques » avaient

peur des militaires. Krim, Ben Tobbal et Boussouf — à nouveau unis, mais pour combien de temps ? — avaient montré leur détermination en menaçant Boumediene et en arrachant en personne le pilote français des mains de l'état-major pour le remettre à Bourguiba. Mais le C.N.R.A. n'était pas les 3 B ! Ferhat Abbas se sentait las et isolé, sans forces suffisantes pour s'opposer aux officiers de Ghardimaou ni pour prendre la tête d'un mouvement hostile aux ambitions de Boumediene, Kaïd et Menjli. Il se contenta « d'arranger » lès choses en refusant la démission que l'état-major avait adressée d'une façon si cavalière et en invitant ses membres à participer aux travaux du C.N.R.A. dont ils faisaient partie.

C'était pour les officiers, de l'état-major l'occasion de dire de vive voix ce qu'ils avaient écrit. À son habitude, Boumediene resta dans un silence prudent, rompu de temps à autre par une réflexion calme, mesurée et pleine de bon sens. C'est Kaïd Ahmed et Menjli qu'il lança à l'attaque sur le thème : les négociateurs sont allés à Évian et à Lugrin pour « liquider » l'Algérie.

Les explications furent vives. Krim expliqua le dossier de la négociation, montra la fermeté dont il avait fait preuve face aux plénipotentiaires français. Il fut appuyé dans ce sens par tous les membres de la délégation, à l'exception des deux commandants Kaïd et Menjli qui, dans une sortie fracassante, déclarèrent qu'ils se retiraient de la délégation :

« Nous ne voulons pas participer au bradage de l'Algérie. »

Le C.N.R.A. vota pourtant la poursuite des conversations avec la France à la quasi-unanimité. Il faisait confiance à Krim pour y parvenir. Seuls les membres de l'état-major votèrent contre. Était-ce la rupture avec les militaires ? Non. Grâce à un compromis qui durera jusqu'à la veille de l'indépendance, les membres de l'état-major reprirent leur démission, à l'exception d'Azzedine qui — persuadé d'être manœuvré — annonça sa rupture avec le groupe Boumediene. Non seulement il maintenait sa démission mais il votait pour tes négociations. L'ancien patron des commandos de la wilaya 4 était en désaccord avec l'état-major et avec le G.P.R.A. Il soutenait que les militaires devaient rejoindre l'intérieur et lutter aux côtés de leurs hommes durant les derniers mois de la guerre. Mais il était seul. Aucun des membres de l'état-major n'était chaud pour le suivre et ainsi perdre de vue les « politiques » livrés à eux-mêmes ! La proposition d'Azzedine n'était acceptable qu'à condition de n'avoir aucune ambition politique. Ce qui n'était le cas ni de Boumediene ni de Kaïd Ahmed ! Ce 4e C.N.R.A. montrait déjà à quel point la lutte pour le pouvoir sur l'Algérie indépendante était âpre. Et pourtant la guerre allait encore durer près d'un an !

Malgré le compromis, le vote du C.N.R.A. sur la poursuite des négociations avait accentué le malaise entre l'état-major et le G.P.R.A. Le C.N.R.A. sentait qu'il fallait donner une nouvelle orientation au F.L.N. Le large front national auquel le nom de Ferhat Abbas était attaché devait faire place à un véritable parti politique chargé de préparer la paix et de construire l'Algérie de demain. Ce parti devait symboliser la révolution. Il fallait donc effectuer un profond retour aux sources et faire présider le nouveau gouvernement par un homme qui ait participé aux premiers mois de la révolution. Krim Belkacem, fils de la Toussaint, vice-président du dernier G.P.R.A., connu maintenant du monde entier, semblait tout désigné. L'unanimité faite autour de son nom lors du vote sur la poursuite des négociations montrait que les membres du C.N.R.A. n'y seraient pas opposés. C'était compter sans l'état-major. Krim, leader du G.P.R.A. qui ferait la paix,

refuserait d'orienter l'Algérie indépendante vers le socialisme que souhaitaient imposer les militaires.

Boumediene se mura dans un silence menaçant pour les membres du C.N.R.A. tandis que Kaki et Menjli leur expliquèrent à quels drames une pareille nomination pourrait aboutir. En secret, Houari Boumediene contacta son « maître » Boussouf, l'homme qui avait su découvrir dans le jeune djoundi arrivé dans la guerre avec le premier convoi d'armes égyptiennes parvenu au Maroc, les qualités du chef militaire qu'il était devenu. Quelles mystérieuses alliances les deux hommes conclurent-ils ? Toujours est-il qu'à l'issue de ces entretiens Boussouf fit des, propositions aux anciens centralistes, dont Saad Dahlab et Yazid, pour pousser la candidature du plus célèbre d'entre eux, Ben Youssef Ben Khedda. Il réunissait toutes les qualités. Il avait rejoint la révolution naissante — sans toutefois l'avoir déclenchée —, il avait, été du premier, C.C.E., son rôle dans la « bataille d'Alger » avait été essentiel, en outre, sa culture politique socialisante ne « déplaisait » pas à l'état-major. Bref l'homme-miracle !

« Si Krim arrive au pouvoir, dit Boussouf, ce sera la lutte ouverte. Il aura peut-être la majorité de l'opinion publique pour lui mais l'état-major, lui, aura la force ! »

On ne pouvait risquer de provoquer une crise grave à la veille des négociations finales ! C'est ce que Ben Tobbal et Boussouf vinrent expliquer à Krim Belkacem :

« Nous sommes comme toi contre les membres de l'état-major, mais c'est l'impasse. Tout le monde a peur d'eux. Ils sont si forts qu'ils ne parlent même plus. À la veille des négociations il faut qu'une équipe sorte de ce C.N.R.A. Dans la mesure où tu restes vice-président du G.P.R.A. sans réclamer le poste de président on essaiera de sortir de l'impasse et de poursuivre les négociations. Autrement, ce sera l'explosion.

— Pourquoi me dites-vous cela ? répondit Krim. Est-ce que j'ai cherché un poste ? Je n'ai même pas piétiné Abbas comme beaucoup l'ont fait. Mais pourquoi voulez-vous que je refuse la présidence du G.P.R.A.?

— Si tu acceptes cette présidence, ce sera le conflit avec Boumediene et Ben Bella. Tu vas les balayer. À l'indépendance, ce sera la crise. Sanglante. Peut-être avant. Fais un sacrifice.

— Et qui proposez-vous ?

— Ben Khedda.

— Est-il en mesure de faire face à l'état-major et de régler les problèmes ?

— Nous sommes là, on le soutiendra. »

Krim céda à condition de rester vice-président du G.P.R.A. et de ne plus s'occuper des Affaires étrangères. Je prends l'Intérieur, la Santé et le F.L.N.. », décida-t-il.

Boussouf et Ben Tobbal se chargèrent de faire accepter ces exigences. Tout, pourvu que Krim ne soit pas président !

Le chef kabyle entendait surtout rester aux frontières, pour surveiller les agissements de ce turbulent état-major.

« Pour moi, dira-t-il plus tard, l'essentiel était de ne pas les quitter des yeux ! »

Fort habilement il fit admettre au C.N.R.A. que Boudiaf, prisonnier à Turquant, devait également être nommé vice-président ! Tout comme lui ou Ben Bella. Informé des contacts de ce dernier avec Bouteflika, l'émissaire de Boumediene, Krim voulait ainsi « casser » sa représentativité. Si Boudiaf était nommé vice-président du G.P.R.A. la presse ne pourrait plus décemment parler de « Ben Bella et ses compagnons » comme

elle faisait jusque-là, parant le leader arabe d'une gloire que — selon Krim — il ne méritait pas.

Les problèmes réglés — en apparence — on procéda au vote. Ben Khedda fut élu sans discussion à la présidence du G.P.R.A. Saad Dahlab prenait les Affaires étrangères, Ben Tobbal figurait au titre de ministre d'État. Krim restait vice-président et était chargé des Affaires intérieures. Ferhat Abbas et Ahmed Francis, son vieux compagnon de l'U.D.M.A., étaient éliminés. L'éviction des modérés fut interprétée dans le monde comme un durcissement de l'équipe dirigeante. Certains observateurs n'hésitèrent pas à prédire que le nouveau G.P.R.A. se refuserait à traiter et relancerait la guerre avec l'aide des pays de l'Est !

Ben Khedda annonça le désir du nouveau G.P.R.A. de conquérir non seulement l'indépendance politique, mais aussi ce qu'il appelait « la deuxième indépendance », c'est-à-dire l'indépendance sociale et économique. Cette déclaration et l'annonce d'une politique d'accroissement de la mobilisation des masses grâce à un encadrement politique et social accru; allaient lui valoir pour un temps la « bienveillance » de l'état-major.

Le 22 août 1961, le monde découvrit dans ses journaux le portrait de l'ancien pharmacien de Blida, devenu terroriste, puis chef de gouvernement. Plus renfermé que jamais, les yeux baissés derrière ses verres fumés, il était l'image même d'un Saint-Just de la révolution algérienne, austère, glacé, d'une violence accentuée par la timidité maladive. On était loin de la bonhomie méditerranéenne et très « IIIe République » d'un Ferhat Abbas !

Le 22 août, après l'élection, Abbas, ulcéré, vit sortir « le nouveau visage de la révolution ». sous les applaudissements des membres du C.N.R.A.

Ben Khedda se dirigea vers l'automobile noire et briquée réservée au président du G.P.R.A. On lui ouvrit cérémonieusement la porte, puis le chauffeur démarra en trombe, tandis qu'à travers la place le président Ben Khedda saluait d'une main hésitante les journalistes et les badauds.

Il n'eut pas un geste ni un regard pour Ferhat Abbas, éliminé après trois ans de présidence.

Seul, sur le trottoir, celui-ci vit s'éloigner la voiture qui jusque-là l'avait amené au palais de. l'Assemblée. Il regagna à pied son hôtel !

Le vieux leader n'allait jamais oublier cette humiliation. Il la fera payer cher en rejoignant, à l'heure de la paix d'Évian, le clan Boudemiene-Ben Bella, qu'il aidera dans sa prise du pouvoir en leur amenant la confiance des modérés !

Ce samedi 5 août, à l'heure où à Tripoli le 4e C.N.R.A. se réunissait, à l'heure où, au palais d'Eté, M. Joxe, en visite à Alger, s'attablait devant M. Morin et procédait, entre les hors-d'œuvre et la pièce de viande, à « un large tour d'horizon » de la situation, les Algérois amateurs de télévision, prêts à entendre le bulletin d'informations de 13 heures, virent sur leur écran l'image sauter, puis disparaître. L'indicatif du journal fut interrompu par une brève mitraillade de parasites. Puis une voix inconnue annonça :

« Ici, Radio-Algérie française. L'O.A.S. a décidé d'interrompre aujourd'hui l'émission de la radio gaulliste... »

Immédiatement les auditeurs se précipitèrent sur leurs balcons ou à leur téléphone pour avertir voisins et amis.

« Écoutez la télé... l'O.A.S. parle... c'est formidable... » La voix poursuivait :

« Délégué par le général Salan, le général Gardy, inspecteur général de la légion étrangère, vous parle ! »

Eberlués, les Algérois entendirent le timbre haut et cassé par le tabac du général Gardy s'adresser aux « Français européens et musulmans » !

« Au lieu de la voix dérisoire et mensongère des valets du régime, disait Gardy, vous entendez la voix de la vérité, la parole française de ceux qui luttent pour maintenir la communauté nationale sur les deux rives de la Méditerranée et pour reconstruire la France sur les ruines accumulées par la dictature gaulliste... »

Gardy annonçait au peuple d'Algérie que malgré l'échec d'avril la lutte continuait.

« Je m'adresse d'abord à mes camarades de tout grade restés dans les rangs de l'armée, cette armée déchirée, décomposée par le régime, condamnée, la rage au cœur, à remplir un rôle contraire à sa mission essentielle et à l'honneur militaire. »

Le général les incitait à la révolte. L'armée n'avait plus à obéir à un État dont le chef « a usurpé tous les pouvoirs [...] et qui pratique l'imposture et le mensonge ».

Aux Européens et musulmans Gardy indiquait la ligne de conduite à suivre :

« Nous mettons en jeu toutes les forces de résistance contre toute mesure conduisant à l'abandon, y compris le recours aux armes... Vous devez dès à présent organiser votre autodéfense afin de vous accrocher sur place le jour venu. Des délégations O.A.S. seront constituées dans tous les centres de l'intérieur et notamment à l'échelon du département et de l'arrondissement, pour animer et encadrer cette résistance.

« Union-Discipline-Révolution, concluait Gardy. Français européens et musulmans qui voulez vivre et mourir français sur cette terre française, debout ! Ni valise ni cercueil, la patrie et un fusil ! »

C'était l'appel à la guerre-civile. En quelques minutes, Alger fut en ébullition. Les rues étaient noires de Monde, les véhicules klaxonnaient AL-GÉ-GIE-FRAN-ÇAISE, la population était persuadée que, comme le 22 avril, la radio était aux mains des clandestins.

C'était simplement la première émission pirate de l'O.A.S. Des groupes Delta avaient fait sauter les câbles haute tension qui alimentaient l'émetteur d'Ouled-Fayet et, profitant du canal son de la télévision, des techniciens radios recrutés par Degueldre avaient fait passer une déclaration enregistrée sur un magnétophone par le général Gardy.

Susini venait de marquer le premier point d'une guerre des nerfs qui ne faisait que commencer. Bien vite, la population se rendit compte que l'heure d'un nouveau putsch n'avait pas sonné mais elle compensa sa déception en regardant — goguenarde — l'effet psychologique d'une simple émission de quelques minutes sur l'autorité « gaulliste ». Alger était en état de siège. À tous les échelons on s'affolait. Des chars prenaient position autour des principaux édifices, des jeeps et des voitures de police cernaient l'immeuble du boulevard Bru où se trouvaient la radio et la télévision. On contrôlait des véhicules dans le centre. Il fallut plusieurs heures avant que la ville retrouvât son visage habituel.

« L'O.A.S. a salué à sa façon le. voyage de Joxe à Alger ! Ah ! Ils sont forts, nos petits gars de l'O.A.S. ! »

Ce n'était pas encore le grand jour mais on s'y préparait !

Seuls, quelques Européens plus politisés remarquèrent que Salan aurait bien pu

prendre lui-même la parole. Ils soulevaient sans le savoir l'un des principaux problèmes de l'O.A.S. en cet été de 1961.

C'est Martel, le colon de la Mitidja, l'ancien patron du M.P. 13, qui réagit le plus violemment au discours de Gardy. À ses yeux il n'était pas fait pour mobiliser les pieds-noirs, leur redonner espoir et les engager dans la lutte contre le pouvoir, mais il constituait une manœuvre de, l'ancien inspecteur de la légion pour se placer de lui-même à la tête de l'O.A.S. et éliminer Salan !

Le soleil de la Mitidja semblait avoir une certaine influence sur le cerveau déjà « bizarre » de Martel. Depuis qu'il « assumait la protection » de Salan et de Jouhaud, l'homme au Cœur et à la Croix considérait les hommes qui à Alger avaient mis sur pied l'O.A.S. comme des agents du pouvoir ! Tous francs-maçons. C'était, avec juif et apatride, l'injure suprême du langage « martelien ». Ces. ambitieux ne pouvaient que trahir la « cause suprême ». Martel en cette fin d'été 1961 vivait avec les idées de Drumont ou des plus virulents pamphlétaires nationalistes de l'époque dreyfusarde dont il employait la vieille artillerie. Toujours du côté de l'intolérance, trouvant à toutes ses actions une justification mystique, Martel avait, adopté la doctrine du « Christ-Roi » et avait choisi comme emblème celui des chouans — un cœur surmonté d'une croix ! Un seul programme : la haine dû libéralisme sous toutes ses formes et le soutien par tous les moyens de l'Occident chrétien. Ami de Boyer-Banse — expulsé en 1957 par Lacoste —, du général Cherrière et du général Chassin, il avait trouvé dans leurs groupuscules, résurgences de la Cagoule, des idées à son goût. Dans sa Mitidja, au milieu de ses vignes, Martel vivait au XIXe siècle. Il avait réinventé le vocabulaire désuet et appliquait les idées les plus rétrogrades et intolérantes des mouvements d'extrême droite. Le chasseur de sorcières. Seul Salan avait trouvé grâce à ses yeux.

Depuis l'échec du putsch le chouan de la Mitidja avait littéralement séquestré Salan, flanqué de sa famille — la « Biche » et sa fille Dominique l'avaient suivi dans sa fuite — et du brav' Jouhaud. Le général d'aviation remontait dans l'estime de Martel. Il n'y a pas si longtemps Jouhaud et ses amis Marçais et Lauriol n'étaient — dans la prose délirante de Martel — que des dignitaires de la Grande Loge de France, complices du pouvoir. De même, Susini, Godard et Gardy étaient de dangereux francs-maçons, tous membres de la Synarchie, prêts à éliminer Salan par tous les moyens ! Heureusement que Martel était là pour préserver la vie « physique et intellectuelle » du général ! Il avait mis « tous ses moyens » à la disposition du « Mandarin ». En tout une centaine d'hommes un peu braques, répartis pour la plupart dans la Mitidja, et un embryon de réseau dans le sud-ouest de la France !

Tel était l'homme à qui Salan faisait confiance depuis quatre mois ! Pendant qu'à Alger Gardy, Godard et Susini trépignaient d'impatience — ces deux derniers pour des raisons diamétralement opposées — en attendant l'arrivée de Salan, le. Chinois acceptait sans broncher le véritable barrage dressé par Martel autour de lui. Choisissant ses caches, filtrant ses contacts avec Alger, décidant des entrevues, Martel ira jusqu'à surveiller et lire le courrier de Salan !

Jouhaud dira plus tard que Salan pensait pouvoir diriger l'O.A.S. par de larges directives « au calme de sa campagne » et soutenu moralement par les fréquentes visites

de sa femme et de sa fille !

Il est certain que Salan, après un « passage à vide » au lendemain de l'échec du putsch, avait eu besoin de faire le point et de retrouver les forces morales et physiques lui permettant de lutter en clandestin. Car il n'était pas sûr de s'imposer à Alger.

Les rapports du fidèle Ferrandi — l'un des rares, avec le colonel Gardes, à avoir « apprivoisé » Martel et à avoir pu prendre contact avec Salan — invitaient le Mandarin à se méfier de Godard et de Gardy. Seul Susini méritait sa confiance. Mais était-ce suffisant pour gagner la partie à Alger ?

Las de ces atermoiements et de l'indécision flagrante de Salan, le comité supérieur de l'OA.S. prit la décision de continuer seul la structuration du mouvement. Tout le monde était d'accord pour éviter une rupture avec Soleil — tel était le surnom de Salan. Sa place lui était toujours réservée à la tête de l'organisation mais son absence — si elle était vivement regrettée — ne devait pas influer sur l'évolution de l'O.A.S. et sur la prise en main de la population, objectif n° 1 de tout mouvement subversif. L'O.A.S. en 1961 se retrouvait dans la même situation que le F.L.N. en 1956. C'est pourquoi Godard, qui ne s'y trompait pas, avait calqué son organigramme sur les structures F.L.N.

Jouhaud, qui à plusieurs reprises avait pu rencontrer Godard et Degueldre, était excédé de l'emprise chaque jour grandissante de l'illuminé de la Mitidja. De caractère peu patient le général pied-noir explosa devant la réaction stupide de. Martel au discours de Gardy. De pareilles prises de position risquaient de fractionner un mouvement qui pour réussir avait besoin de présenter un front uni aux attaques que la police et le pouvoir n'allaient pas manquer de lancer contre lui.

Le 7 août, Jouhaud quitta la Mitidja, décidé pour sa part à entrer dans la lutte active. N° 2 de l'O.A.S. — dès le 28 mai Salan l'avait désigné comme successeur « en cas de malheur » le général trouva le comité supérieur aux mains du colonel Godard. Décidé, tranchant, le colonel menait l'organisation à la « militaire-militaire ». Seul Susini faisait entendre sa voix — fort de ses 2 000 militants du Front nationaliste — et encore sans trop s'opposer à Godard.

Soleil Bis — pseudonyme transparent de Jouhaud que l'on appellera également Compagnon — s'aperçut très vite que Gardy s'entendait à merveille avec Godard et que le « gentil » Gardes était — comme d'habitude — « aux ordres ». Il avait besoin d'un maître. Peu désireux d'entamer la bagarre avec Godard, Jouhaud décida une tournée d'inspection dans son fief oranais. Jusque-là le comité supérieur de l'O.A.S. s'était surtout occupé d'Alger. C'était une vieille habitude, Alger décidait, déclenchait un mouvement et Oran suivait vingt-quatre ou quarante-huit heures après. Alger, c'était la capitale, Oran, la province.

Personne ne s'était soucié de structurer Oran, laissant la bride sur le cou aux divers mouvements patriotiques locaux. Les quelques cadres importants de l'O.A.S. n'entendaient pas quitter Alger. Susini et Godard se surveillaient mutuellement. Gardes n'était pas fait pour l'action. Pérez et Degueldre organisaient leurs commandos, Broizat — en réserve — attendait son heure à Alger où il y avait une carte à jouer pour un « cerveau ». Gardy avait encore sur le cœur son échec oranais lors du putsch.

Les autres « figures » du putsch étaient en prison ou « en cavale ». Argoud avait fui l'Algérie, désespéré... et tremblant, comme l'avait remarqué le colonel Masselot qui l'avait ramené d'Oran à Alger le 25 avril. Solitaire, Argoud avait regagné la métropole,

bien décidé à échapper à la police et à ses anciens compagnons pour refaire sa vie en Amérique du Sud. Puis, réfléchissant, il s'était rendu à Madrid où il avait retrouvé Lagaillarde. Alors les vieux démons de la politique l'avaient repris. À deux ils avaient constitué l'O.A.S.-Espagne qui tout naturellement s'opposait vivement à l'O.A.S.-Alger, laquelle n'était pas d'accord avec l'O.A.S.-Mitidja de Salan ! Argoud et Lagaillarde souhaitaient que Salan quittât l'Algérie et vînt, les rejoindre en exil où ils formeraient un gouvernement de l'Algérie française. Le F.L.N. n'avait-il pas procédé ainsi à Tunis ? Alors, pourquoi pas eux ?

Lacheroy, qui avait lui aussi quitté l'Algérie était venu grossir le groupe des « théoriciens » de Madrid, peu soucieux d'appliquer leurs principes sur le terrain, face à un pouvoir qui ne semblait pas se laisser abattre facilement.

Quant au capitaine Sergent, accompagné de son ami le lieutenant Godot, il avait de son propre chef gagné la métropole. Pour eux c'était à Paris et en France que devait se jouer l'affaire algérienne. On ne renverserait pas De Gaulle d'Alger mais de Paris.

Ces grandes ambitions n'impressionnaient guère Godard pour lequel Sergent et Godot, de même que Degueldre à Alger, n'étaient que des officiers subalternes. Hiérarchie pas morte ! Même dans la lutte subversive clandestine ! Les « révolutionnaires » restaient marqués par leur passé bourgeois ! Côté colonel, on donnait volontiers des ordres tranchants, côté subalterne, on claquait volontiers des talons. Gardes ne se débarrassera jamais de son habitude d'appeler Godard « mon colonel », avec une nuance marquée de respect et de vassalité. Mais Gardes sera toujours « un cas ».

Devant cette situation, Jouhaud, qui avait tout pour lui — Salan l'avait désigné comme n° 2, il était général et connaissait parfaitement la bourgeoisie oranaise décida de ne pas ajouter ses étoiles à la forêt de galons de l'OA.S.-Alger et de « mettre de l'ordre » à Oran où la nomination d'un patron était essentielle. Quant à Salan il déciderait lui-même du moment opportun pour faire une entrée « majestueuse » — la seule qui lui convînt — dans l'O.A.S. d'Alger.

Lorsque Jouhaud annonça son départ pour Oran, Godard « fit la gueule ». Quand Jouhaud disait : « Je vais étudier la situation et nommer un chef pour l'Oranie », le colonel comprenait : « Je vous laisse à vos discussions et je prends la tête des éléments patriotiques d'Oran. » Jouhaud seul n'était pas dangereux mais Godard redoutait qu'Oran ne devînt sous sa direction une zone autonome échappant au contrôle du comité supérieur algérois. Il n'avait pas tort mais là aussi la hiérarchie jouait. Jouhaud était « Soleil Bis » et général. Que faire quand on est colonel — colonel remarquablement intelligent mais colonel — devant un général ? Accepter ses décisions.

Jouhaud quitta Alger le 20 août pour prendre la tête de son Oranie natale qu'il espérait bien conduire à la révolution.

Une O.A.S. à Oran ? Il y en avait dix ! Il y en avait cent ! Des groupuscules réunissaient au sein de réseaux multiples, compliqués et enchevêtrés d'anciens U.T. au verbe haut prêts à l'action « militaire » mais peu enclins à se colleter avec le service d'ordre, des lycéens séduits par Jeune Nation, des anciens combattants toujours prêts, des cheminots, des médecins, des membres de professions libérales, des épiciers, des colons. Tous à l'image de la ville : passionnés, forts en gueule, bon enfant, désordonnés,

pleins de vigueur, tous farouchement attachés à leur étiquette, tous certains d'avoir raison, pleins de dédain pour la « boutique » d'à-côté. Tout cela faisait du monde et du bruit. Oran avait connu l'O.A.S. bien avant le putsch. On a vu dans quelles circonstances Lagaillarde à Madrid avait trouvé le nom de l'Organisation armée secrète et comment à Alger, à travers des hommes comme Christian, Pierre, Ivan et quelques autres, il avait téléguidé la croissance pénible du mouvement clandestin.

À Oran, le « Barbudo » avait eu plus de succès grâce à la personnalité de ses « représentants ». L'O.A.S.-Oranie, tendance Lagaillarde, était dirigée avant le putsch par trois hommes : Tassou Georgopoulos, gérant du *Whisky à gogo, «* Pancho » Gonzalès, garagiste populaire et décidé, et Robert Tabarot, un ancien boxeur véritable figure à Oran où sa gloire passée lui valait de « taper l'anisette » à « bars ouverts ». Après le putsch, le boxeur et le bistrot, désarçonnés par l'absence de Lagaillarde en Algérie et par le refus des militaires putschistes à les employer durant les heures glorieuses, avaient jugé plus prudent de gagner la métropole et de s'y faire un peu oublier.

Pancho, resté seul à Oran, avait vu grandir un autre mouvement patriotique : France-Algérie, « filiale » de France-Résurrection, le mouvement de l'ineffable marquis de Montpeyroux dont quelques partisans, comme Petitjean, avaient pris le maquis et, à l'échec du putsch, avaient fui en compagnie de Masselot et du 18e R.C.P. Les rescapés de l'épopée, soutenus « moralement » par certains médecins dont le Dr Roméo, pédiatre très connu à Oran, avaient fait exploser les premiers plastics oranais.

Le sang de Pancho n'avait fait qu'un tour. Ça « bardait » à Oran et sans lui ! Ça ne pouvait pas durer. Il avait alors contacté le fils du gros industriel en quincaillerie Jean-Marie Micheletti, qui lui avait fourni des explosifs, de l'argent et le concours... de son père ! C'était le coup de génie : Pancho, rejoint par Tassou et Tabarot, amena au mouvement la « clientèle » populaire du quartier de la Marine et de Saint-Pierre, les plus pauvres, les plus durs, et Micheletti fit jouer ses relations mondaines et d'affaires. L'association allait faire merveille, Quand Jouhaud arriva d'Alger, le duo Pancho-Micheletti avait déjà rallié le mouvement des médecins en la personne du Dr Roméo, celui des « industriels » avec deux recrues de choix M. Brun, secrétaire général du patronat français d'Oran, et un industriel en métallurgie : Maurice Ducrocq, le seul partisan de Salan au sein de l'OA.S.-Oranie.

Restait à unifier la douzaine de mouvements qui ne voulaient se plier à aucune direction centrale.

D'abord, le G.A.D., Garde au Drapeau, constitué d'activistes réunis avant le putsch par le capitaine Bonnel dont on a vu l'action au Pr étranger de Bel-Abbés au côté du colonel de Baulny. Ensuite, les anciens U.T. qui avaient conservé leur fichier « pour le jour de la mobilisation générale ». Ils acceptaient bien de se battre mais au grand jour, en unités régulières, et « avec un F.M. par compagnie », affirmait leur chef, une parodie de capitaine U.T. « scrogneugneu ». Il y avait aussi les colons qui avaient commencé à s'armer grâce à des trafiquants du « milieu » oranais. Puis le réseau Bonaparte, dirigé par Marcel Careno, qui venait d'Alger avec une équipe de policiers révoqués prêts à tout, et la bénédiction de Roger Degueldre. Il y avait également les membres du Front nationaliste de Susini, dont on a vu comment « ils étaient de l'OA.S., sans en être tout à fait, mais étant prêts à y entrer sur ordre de leur chef ». Susini, merveilleusement à l'aise dans ces sacs d'embrouilles qu'il compliquait à plaisir, avait délégué Michel Leroy pour

regrouper tout ce qu'Oran comptait comme fascistes de Jeune Nation, du G.A.D. et de France-Résurrection ! Il y avait enfin les hommes à tout faire, les « gitans », d'anciens militants du parti communiste — car certains quartiers d'Oran, tout comme Bab-el-Oued à Alger, avaient été, avant 1954, des fiefs communistes — ces « gitans », les plus pauvres, les plus décidés, « se battaient pour leur bicoque et pour le cul de leur femme », comme me le dira un de leurs chefs. Pancho les avait organisés et pris en main pour constituer les commandos de choc indispensables au terrorisme urbain que voulait instituer la haute direction du comité supérieur d'Oran.

C'est cet enchevêtrement de mouvements politiques que Jouhaud, avec un bel entrain et une foi extraordinaire, entreprit d'unifier. Se plaçant d'autorité à la tête de l'O.A.S.-Oranie, il distribua les rôles selon les qualités et l'influence de chacun des responsables. Micheletti père fut chargé de l'A.P.P. (Action psychologique et politique). Jouhaud se félicita de cette recrue de choix : riche, bourgeoise, respectable, la cinquantaine allègre, qui par son exemple allait valoir à l'O.A.S. des appuis importants. Le fils Micheletti fut chargé du renseignement et « Pancho » Gonzalès de « l'action ». Ali et Baba — leurs pseudonymes — formeront un couple redoutable et redouté. M. Brun et le Dr Roméo — des noms à la Pagnol — furent chargés des finances et de la structuration des masses. Ils ajoutaient par leur position sociale à la respectabilité de cet état-major de l'O.A.S.

Un général à cinq étoiles, un industriel, un dirigeant du patronat français, un pédiatre célèbre, tout cela sonnait bien. Il n'y avait que Pancho qui « fasse peuple » mais il était si brave... Et puis c'était le peuple qu'il fallait entraîner dans la bagarre.

Lorsqu'il s'installa chez des amis dans un bel appartement, boulevard Front-de-Mer, le général Jouhaud était confiant. À Oran, l'enfant se présentait bien. Désormais, Oran devait très vite passer à l'action. Là au moins l'O.A.S. en avait les moyens. Et Jouhaud n'était pas fâché de montrer à l'état-major, et en particulier à Godard, que la « province », si elle « pensait » moins, agissait plus.

Ni à Évian ni à Lugrin le chef de la délégation française n'avait reparlé de discussion avec le M.N.A. de Messali Hadj. La France s'était résignée à considérer le F.L.N. comme seul interlocuteur valable.

Pourtant certains services spéciaux n'avaient pas renoncé au développement du F.A.A.D. (Front algérien d'action démocratique) créé en métropole sous l'impulsion du gouvernement. À Paris, le mouvement, étroitement contrôlé par le capitaine F... et par l'ancien adjudant-chef Lavanceau, recrutait de nouveaux membres parmi la population ouvrière musulmane. L'essentiel de l'activité du groupe, consistait à éliminer brutalement ceux des membres du F.L.N. qui — repérés — n'avaient pas été arrêtés par la police ou qui bénéficiaient de la « protection » de certaines autorités françaises jugées trop libérales. Règlements de comptes entre musulmans, assassinats purs et simples, disparitions mystérieuses se succédèrent dans une indifférence quasi générale. Les musulmans raflés dans les rues de Paris en situation irrégulière et conduits au camp d'hébergement de Vincennes apprirent à connaître les hommes du. F.AA.D. S'ils échappaient à la prison ou à l'expulsion ils devaient adhérer au mouvement ou craindre pour leur vie...

C'est pourtant en Algérie que le F.A.A.D. développa le plus sérieusement son action. Jean-Marie Lavanceau et Khelifa Khalifa — responsable musulman du mouvement présidé par le cadi Belhadi — recrutèrent à Alger et Biskra un certain nombre d'anciens

militants M.N.A. et les enrôlèrent dans les rangs du F.A.A.D. La seule mission de ces commandos était d'éliminer physiquement des membres importants du F.L.N. À Alger, Khelifa regroupa quatre-vingts hommes de main. À Biskra, ancien fief messaliste, le « correspondant » du F.A.A.D., un certain Allaoui — dont le frère était un chef local F.L.N. ! — réunit près de quatre cents hommes. Ni l'argent ni les armes ne manquaient. Très vite, les hommes du F.A.A.D. portèrent des coups très durs au F.L.N. À Alger, les hommes de Khelifa devinrent les pires ennemis des commandos F.L.N. d'Alilat, Kheildine et Djamal. Là encore, les assassinats se succédèrent. Des responsables F.L.N. fuient abattus en pleine rue et on commença par des dissidents du mouvement de Messali Hadj ! Khelifa et le cadi Belhadi firent leur apparition, expliquèrent à d'éventuels sympathisants que l'heure était venue de montrer au F.L.N. la puissance du F.A.A.D., soutenu par de nombreux musulmans nationalistes mais soucieux d'une indépendance étroitement liée à la France. Belhadi et Khelifa se gardèrent bien d'indiquer que leur mouvement ne tenait que par les fonds et les armes fournies par les services spéciaux !

Le 21 août 1961 à la terrasse d'un petit café tranquille d'El-Biar, Lavanceau et les deux agents du S.D.E.C.E. — Arnaud et Mercier — chargés de l'affaire remirent au « chef d'état-major » du F.A.A.D. algérois près de dix millions destinés à ses hommes de main et à la location de plusieurs villas.

« Et que l'histoire du carrefour de l'Agha ne se renouvelle pas, recommanda Lavanceau. Vous devez être plus prudents. Je veux la plus entière « discrétion ».

Deux semaines auparavant un homme du F.A.A.D. avait abattu un responsable F.L.N. en plein centre d'Alger devant le Mauretania. Pris à partie par des passants européens et musulmans qui avaient vu en lui un tueur F.L.N., il avait été sérieusement malmené avant d'être conduit au commissariat central qui se trouvait à deux pas. L'agent avait révélé son appartenance au commissaire central qui l'avait fait conduire sous bonne garde à l'hôpital militaire Maillot. Lavanceau, alerté, avait dû trouver en compagnie de Khelifa et de Mercier un moyen d'« évacuer » le bonhomme avant qu'il ne se montre trop bavard et donne des précisions sur son rôle exact. L'antenne locale du S.D.E.C.E. avait enlevé l'imprudent à bord d'une ambulance militaire.

Lavanceau s'inquiétait de ces « faux pas ». Assurés par leurs chefs de l'impunité, les hommes des commandos du F.A.A.D. ne prenaient aucune précaution à l'égard des autorités officielles. C'est ainsi qu'au cours d'opérations de contrôle et de fouilles anti-O.A.S., les gendarmes du colonel Debrosse avaient découvert dans une des villas du F.A.A.D. un important stock d'armes. Lavanceau avait dû arranger l'affaire et prendre contact avec le colonel commandant le secteur Alger-Sahel qui avait été averti du rôle du F.A.A.D.

« Nos hommes ont eu des incidents avec vos troupes, avait expliqué Lavanceau, il faudrait trouver un moyen de reconnaissance.

— Je suis au courant de votre action mais il m'est impossible de faire une note là-dessus. Que vos types se débrouillent pour ne pas se faire prendre. »

Khelifa avait commis une grave erreur en révélant à ses hommes qu'ils ne risquaient rien des autorités. Mais sans cette impunité, auraient-ils attaqué les agents du F.L.N. ?

À aucun prix on ne devait apprendre que le gouvernement bidon du F.A.A.D. était une « invention » des Services spéciaux français. D'autant qu'en ce mois d'août le Comité de soutien européen au F.A.A.D., créé à Alger par M. A... et, à Oran, par M. R..., avait attiré

l'attention de certains Européens influents.

On a vu comment, à l'instigation du capitaine F..., Lavanceau avait contacté A... et R... Ce dernier, ingénieur connu, avait développé à Oran un comité de soutien au F.A.A.D. d'une grande efficacité. Non seulement il avait recruté des membres européens dans la meilleure bourgeoisie d'Oran, mais encore il avait exposé lors de diverses réunions le programme du mouvement, en soulignant combien la population européenne aurait intérêt à le soutenir.

Il avait même publié un tract s'adressant aux Européens et aux membres de l'O.A.S. :

« Le F.A.A.D. veut une Algérie occidentale mais autonome.

« Soyez réalistes : comment les leaders du F.A.A.D. trouveraient-ils audience auprès de leurs coreligionnaires en disant Algérie, départements français ? Comprenez et admettez enfin le principe d'une patrie commune aux Européens et musulmans. »

Puis il avait habilement présenté les garanties « offertes » par les musulmans du. F.A.A.D. : postes de direction partagés, double nationalité, Parlement composé de 50 % d'Européens et de 50 % de musulmans et disposant d'un droit de veto, exploitation commune d'un Sahara franco-algérien. Bref, le rêve !

« Aidez le F.A.A.D., avait conclu R..., éliminez impitoyablement tous les racistes et les exploiteurs. Chassez vous-mêmes les 40 000 Européens qui ont bafoué les règles les plus élémentaires de la justice sociale. Tendez les bras à vos frères musulmans. »

Sans révéler que le F.A.A.D. avait été créé secrètement par les Services spéciaux du gouvernement français, R... laissa entendre qu'il pourrait bénéficier du soutien officieux du premier ministre Michel Debré.

Certains industriels proches de l'état-major O.A.S. d'Oran demandèrent alors une réunion discrète avec les « patrons » du F.A.A.D. Elle eut lieu le 28 août à 10 heures dans la banlieue d'Oran.

La veille, A... et R... avaient rejoint à l'hôtel Martinez Lavanceau, Khelifa et le cadi Belhadi qui, devant l'importance de la réunion, avait accepté de quitter la Suisse pour revenir en Algérie.

« Il y aura des représentants du général Jouhaud qui a pris, il y a quelques jours, la tête de l'O.A.S.-Oran, dit R... Avec eux, on risque un gros coup : s'ils croient en notre mouvement, on peut les rallier et éviter que les gens raisonnables ne se lancent dans l'aventure de l'O.A.S. Le F.A.A.D. peut prendre ainsi un développement considérable et se dégager de l'emprise de Paris... Mais attention ! ils sont méfiants et réticents. Tout va dépendre des réponses de Khelifa et du cadi. »

Khelifa et le cadi Belhadi se montrèrent à la hauteur de la situation. Pendant près d'une heure, le 28 août, ils exposèrent les buts poursuivis par le « gouvernement algérien » du F.A.A.D. soutenu par d'anciens membres du M.N.A.

« Nous avons 500 0000 militants en Algérie affirma Khelifa. Tous les cadres et militants armés du M.N.A. se sont joints à nous. Tous sont d'accord pour un gouvernement étroitement lié à la France, un gouvernement où Européens et musulmans seront à égalité... »

Sous une autre forme, Khelifa « resservait » les arguments exposés par R... lors de ses précédentes réunions d'information. Il « gonflait » simplement les chiffres !

« Et vous, monsieur... »

Lavanceau sursauta. Du fond d'un profond fauteuil, un homme à cheveux blancs

l'interpellait.

« M. R... vous a présenté tout à l'heure comme la « garantie » du gouvernement ou plutôt de Matignon dans cette affaire. Mais qui nous dit que ce n'est pas un coup de Foccart ? »

Lavanceau se montra convaincant. Il assura que le F.A.A.D. était un mouvement musulman spontané et que devant l'ampleur des résultats obtenus le gouvernement français avait jugé utile de suivre son développement. Si une troisième force « représentative » pouvait se constituer pourquoi ne pas l'aider ? Et traiter avec elle ?

« Mais cette lutte contre le F.L.N., poursuivit l'homme aux cheveux blancs qui semblait parler au nom des industriels présents, ainsi que la création du mouvement de soutien, cela coûte de l'argent. D'où vient-il ?

— Le FA.A.D. a des collecteurs de fonds, intervint Khelifa et nous avons de nombreux sympathisants. En outre, à Paris, les ouvriers algériens nous aident de leurs deniers. »

Les représentants, de l'O.A.S., sans se nommer, laissèrent entendre qu'une alliance avec le F.A.A.D. n'était pas impossible.

« Vous parlez autonomie, nous pensons sécession. Pourquoi ne pas s'entendre ? dit l'un d'eux. Pour l'instant — et dans un premier temps — nous sommes prêts à vous aider financièrement. Que diriez-vous d'un premier versement de vingt millions ?

— Nous devons en discuter, répondit Lavanceau. Nous vous préviendrons par M. R... »

A..., le représentant du comité de soutien d'Alger, dit alors :

« Certains d'entre vous sont très proches du général Jouhaud, nous voudrions savoir ce qu'il pense de notre tentative et s'il est prêt à y participer. »

C'est l'homme aux cheveux blancs qui répondit :

« Nous aussi devons en discuter. Vous aurez une réponse à ce propos ce soir à 21 heures.

— Bien. Nous serons à ce moment à la Sénia où nous prendrons l'avion de Paris. Pouvons-nous nous retrouver là-bas ?

— Entendu. »

À 21 heures précises, ce 28 août 1961, R... reçut la réponse du général Jouhaud : « C'est trop beau pour être vrai. Méfions-nous du traquenard. »

Jouhaud transmettra pourtant l'offre de « collaboration » au général Salan.

« Poursuivez vos contacts », dira, le Mandarin.

Mais c'est surtout la participation des membres du F.A.A.D. dans les rangs de l'O.A.S. qui intéressera Salan. Arrivant à Paris au P.C. de la rue du Rendez-Vous, Lavanceau fit un rapport optimiste au capitaine F...

« Si l'on parvient à maintenir le secret sur l'origine du F.A.A.D., tout peut réussir.

— C'est bien, vous avez fait de bon travail. »

L'optimisme allait être de courte durée. Quarante-huit heures plus tard un poste périphérique annonçait dans son journal parlé du soir que « selon des informations dignes de foi des agents spéciaux du gouvernement avaient pris contact à Oran avec l'état-major de l'O.A.S. »

Le lendemain, les agents du S.D.E.C.E. Arnaud et Mercier — trésoriers et surintendants du F.A.A.D. — entraient dans le bureau de F... et de Lavanceau.

« On arrête les frais, dirent-ils. Le Général a été fou de rage en apprenant la

divulgation de l'information. Il ne veut plus entendre parler de cette histoire de F.A.A.D.

— Mais que va-t-on faire de tous ces gens qu'on a mouillés ? Interrogea F...

— Ah ! moi, j'en sais rien, répondit Arnaud. Tout ce que je sais c'est qu'il n'y a plus d'argent ! »

Lavanceau ne devait jamais le revoir. Arnaud participera un an plus tard à l'enlèvement du colonel Argoud en Allemagne, puis disparaîtra mystérieusement...

« Eh bien, dit F... à son adjoint, on a foutu dans la merde un tas de musulmans tant à Paris qu'en Algérie.

— Et Khelifa qui attend dans la villa du Plessis-Trévise !

— Il faut le prévenir. »

Convoqué, Khelifa pâlit lorsque le capitaine lui annonça la nouvelle. Plus d'argent, plus de villa, plus d'hommes... et des casseroles aux femmes » qui allaient tinter de plus en plus désagréablement !

« Que vais-je devenir ? demanda-t-il à F...

— Je ne sais pas. Il vous reste un peu d'argent sur tout ce que nous vous avons versé. Essayez de vous ranger...

— Mais sans mes hommes, je vais me faire descendre par le F.L.N. dans les quarante-huit heures. Je pars pour Alger prévenir mes commandos pour qu'ils se tirent de ce pétrin.

— Que vont-ils faire ?

— Oh ! pas difficile à prévoir : passer au F.L.N. ou à l'O.A.S. Ils n'ont pas le choix... moi non plus d'ailleurs !

— Attendez quelques jours à Paris, conseilla F... Planquez-vous. Je vous tiendrai au courant. R... et A... doivent arriver demain. »

Lorsqu'il vit Khelifa, abattu, passer la porte, le capitaine ne put s'empêcher de murmurer :

Pauvre type !

— Bien sûr, dit Lavanceau. Mais que peut-on y faire ?

— Oh ! moi c'est bien simple, vous savez que je suis un ami de Jacques Achard qui est à Alger dans l'OA.S. C'est un type formidable. Alors, puisque le gouvernement nous laisse tomber avec l'histoire du F.A.A.D., je passe à l'O.A.S. Je fonce. Vous me suivez ?

— Ben... moi, l'O.A.S., vous savez...

— Comment ! vous, un ancien de Bigeard, un para, qui avez tout fait pour l'Algérie française...

— Oui, c'est vrai. Je vais réfléchira »

Le lendemain, F... informa R..., arrivé d'Oran, de sa décision :

« Tout est terminé. Le F.AA.D. est dissous. On est dans le pétrin. Alors je rejoins Achard.. Je suis sûr qu'une grande partie du F.A.A.D. tant à Alger qu'à Paris nous suivra. Retournez à Alger et demandez à Achard ce qu'il en pense.

— Quelle aide pouvez-vous apporter à l'O.A.S. ?

— Simplement fournir des papiers, des cartes d'identité, des autorisations de voyage, des permis de séjour à tous les musulmans et aux officiers français qui désireraient gagner Alger !

— Je pars immédiatement pour Alger. Je reviens dans trois jours avec la réponse d'Achard. »

Trois jours plus tard, la 4e section du Service d'assistance technique aux Français musulmans d'Algérie devenait une officine O.A.S. !

« Alors, Lavanceau. Vous marchez avec nous ? demanda alors F...

— Oui, mon capitaine, bien réfléchi. Je vous suis.

— À la bonne heure ! »

Le capitaine ignorait que, depuis la veille, son adjoint, l'adjudant-chef Jean-Marie Lavanceau, s'était ouvert du complot au contrôleur général Parat, l'un des hommes chargés de la lutte anti-O.A.S. au ministère de l'Intérieur !

Parat l'avait engagé à jouer le jeu et à, noyauter le nouveau réseau O.A.S. :

« Pour moi, Lavanceau, vous êtes désormais M. Legris. Voici mon numéro direct : Anjou 19-08. Et bonne chance ! »

Ni le capitaine F..., ni le contrôleur général Parat, ni l'adjudant-chef Lavanceau ne se doutaient — et pour cause — que la longue enquête qui aboutirait, sept mois plus tard, un jour d'avril 1962, à l'arrestation du général Salan venait de commencer !

Au premier étage du G.G., dans l'immense bureau qui avait été celui de Soustelle, de Lacoste, de Salan, puis de Delouvrier, Jean Morin se trouvait dans la situation la plus désagréable qui soit pour un délégué du gouvernement : coupé de la population qu'il avait charge de diriger. Morin n'avait jamais cherché le contact ni avec les musulmans ni avec les Européens. C'étaient les ordres de l'Élysée : ne pas se laisser intoxiquer. Mais l'isolement qu'il ressentait n'avait rien à voir avec l'absence de contacts personnels. Il était le résultat d'une coupure profonde entre la population et son gouvernement. Les pieds-noirs dans leur quasi-totalité passaient à l'O.A.S., la soutenaient, lui apportaient chaque jour mille preuves de leur complicité. Désormais, il y avait les Européens et l'O.A.S., les musulmans et le F.L.N., et les autorités avec leurs gendarmes « aux ordres » et une armée plus réticente.

Contre l'organisation qui chaque jour manifestait sa présence et sa puissance par des explosions de plastic et quelques « opérations ponctuelles », Morin se sentait impuissant. La police et les C.R.S. pieds-noirs étaient tous favorables à l'O.A.S. Quant aux gendarmes mobiles, les seuls à multiplier contrôles et perquisitions, ils ne ramenaient que du menu fretin. Morin ne pouvait réellement compter que sur trois hommes : le commandant Rivière, patron de la Sécurité militaire, le colonel de gendarmerie Debrosse, et Grassien, le seul haut fonctionnaire de la police « active » qui fût sûr.

Louis Grassien, commissaire divisionnaire de la P.J., sous-directeur de la Sûreté nationale, avait créé, sous l'autorité du préfet de police Jannin, la première et unique brigade anti-O.A.S. d'Alger. Dix hommes: Huit métropolitains et deux musulmans dont l'inspecteur Sarraoui. Leurs enquêtes avaient permis quelques arrestations comme celle de Zattara, ou celles des légionnaires de la villa Gauthier-Saliège. Mais aucun des chefs, aucune des têtes de l'O.A.S. n'était tombé dans les filets de Grassien qui savait pourtant que les Godard, Degueldre et autres Susini se cachaient dans le centre d'Alger, à proximité de son bureau du rez-de-chaussée du G.G. La population européenne, unanime, les protégeait des « infiltrations » douteuses. Et sans indicateurs, sans renseignements, pas de police efficace. Techniciens de la guerre subversive, ils vivaient dans la clandestinité comme « des poissons dans l'eau ».

Pour détruire l'O.A.S., le délégué du gouvernement ne pouvait tout de même pas diriger contre les Européens une offensive semblable à celle lancée par Lacoste et Massu contre les musulmans pour détruire le F.L.N. à l'heure de la « bataille d'Alger ».

Les perquisitions, la découverte de nombreux documents, les arrestations de comparses avaient tout de même permis de reconstituer l'organigramme de l'O.A.S. Grassien connaissait les pseudonymes employés par chacun, leurs codes favoris, les grandes lignes de la politique de l'O.A.S. Mais il ne parvenait pas à arrêter un seul chef. Godard, ancien directeur de la Sûreté, et Degueldre, ancien lieutenant de parachutistes, étaient orfèvres en matière de sécurité. Contre eux, Grassien avait tenté tous ses trucs de flic mais Godard avait déjoué tous les tours qu'il avait lui-même employés quelques années auparavant ! Quant à Degueldre, il avait impitoyablement exécuté ceux qui s'étaient prêtés aux « jeux » de Grassien.

Le dernier en date étant un certain Palacio, « petit hareng », vendeur de « came », que Grassien avait jeté comme appât dans le « milieu » algérois. Pensant que Salan, l'objectif n° 1, était toujours intoxiqué (la légende de Salan opiomane était tenace), Palacio avait proposé de la drogue pour « Soleil ». Si le poisson mordait à l'hameçon, Grassien pourrait remonter la filière jusqu'au chef de l'O.A.S. Mais les deltas veillaient. C'est Dovecar qui se chargea de l'exécution de Palacio. Deux balles dans la poitrine. Le service de renseignements de Godard et Degueldre fonctionnait parfaitement. Après ces exécutions les « collaborateurs » occasionnels n'allaient pas se presser dans le bureau du sous-directeur de la Sûreté !

Malgré ces déboires, depuis le milieu de l'été, Jean Morin avait un espoir. Le préfet de police Jannin l'avait informé fin juillet, qu'un déserteur italien de la légion — un certain Pino — désirait le rencontrer.

« Il est prêt à nous aider, avait dit Jannin. Il est déjà dans l'O.A.S.

— C'est intéressant. Réglez l'affaire vous-même.

— Non, il veut absolument vous parler. »

Morin l'avait reçu en compagnie du commandant Rivière, de la Sécurité militaire. Pino avait, expliqué son « cas de conscience ». Légionnaire Algérie française, il avait déserté au lendemain du putsch pour « travailler » dans les commandos Delta. Il avait posé de nombreux plastics mais lorsqu'on lui avait demandé d'effectuer une « opération ponctuelle » il avait refusé.

« Les stroungas, oui. Ça fait plus de bruit que de mal. Mais assassiner un homme, pas d'accord. »

Et le légionnaire avait proposé de renseigner le commissaire divisionnaire Grassien si Morin lui promettait « de sa bouche » de passer l'éponge sur sa désertion et sur les « stroungas », et de le faire rapatrier sain et sauf en Italie. Il ne demandait ni argent ni protection. Simplement son passeport pour l'Italie. Morin avait accepté le marché. C'était inespéré.

Godard était assez fort pour détecter les hommes que l'on tentait d'infiltrer dans l'O.A.S., mais il ne pouvait se méfier de tous les membres de l'O.A.S., et Pino était déjà dans la place !

Grâce au légionnaire, brigade anti-O.A.S. et gendarmes mobiles découvrirent, fin août, plusieurs caches de la Mitidja. Ils manquèrent de peu Salan, dissimulé dans un silo à blé, mais récupérèrent armes et documents.

Jouant avec sang-froid le double jeu, Pino, dont la gueule balafrée était connue de tous les deltas de Degueldre et qui, légionnaire du 1er R.E.P., jouissait de leur confiance, réussit à localiser le colonel Godard. Il fournit aux gendarmes trois adresses rue Michelet : le double immeuble du 101-103 et celui du 94. L'officier de gendarmerie chargé de la « descente » préféra, plutôt que d'envoyer un commando léger à chaque adresse, boucler l'immeuble du 103 à grand renfort d'automitrailleuses et de troupes ! Alerté par un tel déploiement de forces, le colonel Godard, qui se trouvait au 94, réunit quelques documents et, tranquillement, descendit la rue Michelet vers un autre refuge !

Pourtant, au 103, rue Michelet, la moisson était bonne. Les gendarmes découvrirent une série de documents écrits de la main de Godard. Dans l'un d'eux, le colonel parlait d'un certain Gingembre, agent de liaison dans l'organisation entre Paris, Alger et Madrid.

Le filet se resserrait. Les perquisitions dans les fermes de la Mitidja, en particulier dans celle d'un certain — ami de Martel, avaient permis de retrouver une abondante correspondance du colonel Gardes qui, catholique fervent, avait réussi à établir le contact et la confiance avec « les hommes au Cœur et à la Croix ». « Fleur » — tel était le surnom de Gardes — n'était guère prudent. L'exploitation immédiate de ces documents par le colonel Debrosse permit l'arrestation d'une femme d'une quarantaine d'années, Noëlle Luchetti. Debrosse s'aperçut très vite qu'il tenait une capitaine retraitée, ancienne secrétaire du général Salan ! Mais une fois encore il avait manqué le gros poisson. Ferrandi, le fidèle Ferrandi qui logeait chez la capitaine Luchetti, n'avait dû son salut qu'à une bienheureuse insomnie qui, dès l'aube, l'avait jeté dans les rues d'Alger à la recherche d'un café ouvert. Debrosse jouait de malchance. Il résolut de mener lui-même l'affaire Gingembre. Peut-être lui permettrait-elle d'arriver jusqu'aux têtes de l'O.A.S.

Maurice Gingembre était un directeur de société, très mondain, très riche, grand, maigre, myope et charmeur. Directeur général des mines du djebel Onk, la quarantaine allègre, gravitant dans les milieux Algérie française il avait fait la connaissance de Gardes qui l'avait présenté à Salan lors des heures tragiques du putsch d'avril. Un amour démesuré et enfantin de la clandestinité romantique, le désir de jouer un jour un rôle politique de premier plan dans le régime qui remplacerait « forcément » la Ve République de De Gaulle, l'avaient amené en Espagne où Argoud, Lagaillarde, Ronda et Lacheroy l'avaient fait profiter de leurs élucubrations politiques et « sociales » en échange de quelque « menue monnaie » dont l'élégant directeur de société était fort prodigue et dont les excités de Madrid avaient fort besoin. Puis de « trésorier » il était devenu agent de liaison. Ses fréquents déplacements professionnels lui assuraient une couverture sans faille. Sa distinction, son « entregent » l'avaient fait accueillir à bras ouverts par l'O.A.S.-Métro dont le colonel de Blignières et surtout Sergent et Godot étaient les responsables. Bien vite Gingembre avait été mis au courant des « divergences » entre Paris, Madrid et Alger. Ravi de la confiance que lui témoignaient ces hommes qui vivaient en clandestins une existence « follement romantique », Gingembre s'était proposé pour « plaider leur cause » auprès de l'O.A.S.-Alger. L'élégant industriel rêvait de réunifier à lui tout seul les diverses tendances de l'O.A.S. Il avait réussi à rencontrer Godard au domicile d'un gynécologue très connu à Alger, le Dr Salasc, dont la femme servait d'agent de liaison et de secrétaire au colonel. C'est ainsi que Godard avait cité dans le courrier saisi au 103, rue Michelet le nom de Gingembre qu'il considérait comme un aimable farfelu. Avis partagé par Jean-Jacques Susini qui

avec ses amis n'avait pu contenir son hilarité devant l'étalage des obsessions du « précieux » industriel. Par contre, Susini avait été effrayé par la confiance abusive que les « madrilènes » et les « parisiens » avaient témoignée à Gingembre qui connaissait tous les pseudonymes, ainsi que les rôles attribués à chacun et qui les énumérait sans précaution pour « prouver qu'il était dans le coup » !

Susini n'avait pas tort de pester contre l'imprudence des « exilés » de l'O.A.S. Elle allait coûter cher à l'organisation. Le 7 septembre le colonel Debrosse, en civil, prit place à Orly dans l'avion qui devait amener une nouvelle fois Gingembre à Alger. Depuis la découverte des documents Godard, l'industriel était placé sous surveillance mais Debrosse retardait son arrestation pour lui permettre de rencontrer « les têtes ». Malheureusement le zèle d'un policier chargé à Orly d'examiner les bagages des passagers à destination de l'Algérie alerta Gingembre. Debrosse dut l'arrêter en public à bord de l'avion avant qu'il ne puisse se débarrasser de sa serviette ! L'élégant quadragénaire se lança dans une diatribe du plus haut comique, s'indignant de « l'impudence du colonel de gendarmerie qui dans quelques mois serait en prison tandis que lui, Gingembre, participerait au nouveau régime » !

Le colonel Debrosse ne sourit même pas. Depuis le 24 janvier 1960 où les mouvements « patriotiques » d'Ortiz et de Lagaillarde avaient tiré sur ses gendarmes, faisant 14 morts et 123 blessés dans leurs rangs, Debrosse s'était consacré au démantèlement des groupes ultras. Il emmena Gingembre, son élégance et sa distinction aux Tagarins où en quelques heures il apprit de l'industriel vantard et loquace les noms et adresses de membres influents de l'O.A.S... Mais le téléphone avait fonctionné entre l'aéroport de Maison-Blanche, d'où Gingembre était sorti entre deux gendarmes, et Alger. Seuls des comparses tombèrent dans le filet. Mme Salasc, sa mère Mme Grasser, l'agent de liaison de Godard — un certain Rodenas —, et quelques autres, rejoignirent en prison les hommes arrêtés dans la Mitidja.

L'O.A.S., experte en intoxication des foules, jouera de l'indignation des Algérois en accusant le colonel Debrosse d'avoir torturé Mme Salasc. Susini accusera également le professeur Goinard, éminent chirurgien dont les sentiments Algérie française étaient bien connus, d'avoir été circonvenu et d'avoir signé un certificat médical justifiant la sortie de la jeune femme libérée pour raison de santé !

Les révélations de Gingembre permirent, à Paris, l'arrestation du colonel de Blignières et des généraux Vanuxem et de Crèvecœur. Sergent échappa aux descentes de police.

À Oran, poursuivant son offensive, Debrosse, renseigné par le légionnaire italien Pino qui avait établi le contact avec Michel Leroy, de Jeune Nation, arrêta, le 12 septembre, le Dr Roméo sans parvenir, à remonter jusqu'au général Jouhaud. Cette fois, Pino était grillé. Les services de la délégation du gouvernement respectèrent leur parole. Le légionnaire fut envoyé en Italie muni d'une autre identité. On ne reparlera jamais de Pino. Jamais non plus ni Debrosse ni Grassien ne pourront recruter pareil indicateur au sein de l'O.A.S. !

Pendant près de quinze jours, l'état-major de l'O.A.S., dispersé par les coups de boutoir des services de Grassien et de Debrosse, se « mit en veilleuse ». Il avait échappé par miracle au désastre total. L'alerte avait été chaude.

Salan, toujours terré dans la Mitidja, décida alors de gagner Alger. Les diverses opérations de police et les résultats obtenus par les gendarmes lui avaient prouvé que sa

sécurité n'était pas plus assurée chez les colons de Martel qu'au cœur d'Alger. En outre il était temps de prendre le commandement effectif de l'O.A.S., où chacun, civil ou colonel, semblait n'en faire qu'à sa tête.

La première « note » qui accueillit Salan à Alger fut un « bilan » signé par le Dr Pérez :

« Salut la compagnie !

« Après l'orage tout va bien. En ce qui concerne l'O.R.O. la boutique a continué à tourner régulièrement et normalement. Aucun dégât de notre côté. J'aurai très rapidement l'occasion de vous faire un compte rendu dès la reprise normale des liaisons. À bientôt !

« Moral de fer et couilles d'airain [5]. »

Voilà un style qui ne plaisait guère au Mandarin. Il était nécessaire de donner discipline militaire et dignité à ce mouvement qui tournait au folklore.

Le drame n'était pas loin.

La chaleur des projecteurs ajoutait à la moiteur de cette journée de septembre. Dans la grande salle des fêtes de l'Élysée, assis sur de fragiles chaises dorées, tassés lés uns contre les autres, près de mille journalistes représentant la presse du monde entier transpiraient dans une atmosphère épaisse de parfum, de sueur, de poussière aussi, que quelques rares ventilateurs soulevaient en lourdes vagues un peu écœurantes.

Sur une estrade, derrière la table au tapis vert, De Gaulle, cerné par les projecteurs du cinéma et de la télévision, frappant à petits coups nerveux un dossier inutile posé près du verre d'eau intact, annonçait une nouvelle fois ses intentions politiques. Il parlait de Berlin, de Bizerte, de la crise agricole, mais surtout de l'Algérie. Et le ton était nouveau, les intentions précises. Ce 5 septembre, le Général ne trouvait plus utile d'user de périphrases ni d'employer de termes vagues. Le jour était à la franchise et même à la brutalité.

« En Algérie, dit De Gaulle, ce dont il s'agit c'est du dégagement. Bien entendu, nous n'excluons pas que ce dégagement aboutisse à une coopération, mais cette coopération, pour désirable qu'elle nous paraisse, et surtout dans l'ordre du sentiment, cette coopération ne nous est nullement nécessaire. »

On ne pouvait être plus direct ! De Gaulle avait décidé de « lâcher ». Il expliquait que le problème algérien se ramenait à trois termes essentiels : l'institution d'un État algérien, les rapports de la France avec cet État et l'avenir du Sahara.

Sur ce dernier point, pierre d'achoppement d'Évian et de Lugrin, le Général avait changé de politique. Il cédait aux exigences du F.L.N.!

« La question de la souveraineté du Sahara n'a pas à être considérée, dit-il, tout au moins elle ne doit pas l'être par la France dans le débat franco-algérien... La réalité, c'est qu'il n'y a pas un seul Algérien, je le sais, qui ne pense que le Sahara ne doive faire partie de l'Algérie, quelle que soit son orientation par rapport à la France. »

Au premier rang des ministres, sagement assis à la droite du Général, Michel Debré était attentif. Malgré les traits tirés et la barbe naissante qui ombrait les joues pleines, le visage était impassible. Et pourtant ! Les décisions du président de la République lui brisaient le cœur. Jusqu'au bout cet homme déchiré entre l'avenir qui se préparait pour l'Algérie et sa fidélité à l'Homme du 18 Juin avait tenté l'impossible. L'Algérie, c'était le

domaine réservé du Général mais Debré était intervenu sur le problème saharien. Il s'était battu pied à pied, dans le bureau du président de la République, pour que celui-ci imposât au F.L.N. une organisation commune du Sahara. En vain. Debré parlait sentiments, De Gaulle réalités. Et elles étaient dures !

Après les déceptions d'Évian et de Lugrin, il fallait aboutir. Et pour aboutir engager à nouveau les négociations. Rien n'était possible sans le F.L.N. La tentative téléguidée du F.A.A.D. avait échoué. De même que celle de Morin. Depuis juin 1961 Jean Morin avait constitué un Comité d'étude libérale chargé de préparer l'autonomie ou l'indépendance de l'Algérie « par l'intérieur », c'est-à-dire sans le F.L.N. Diverses personnalités avaient accepté d'y participer : un médecin de Constantine, un animateur d'organisations agricoles, un Européen d'Oranie, deux présidents de conseil général musulmans et M. Lamy, président de la Chambre d'agriculture d'Alger. Mais très vite ces libéraux avaient trouvé contradictoires leurs tentatives et les négociations qui, à un autre niveau, se déroulaient entre Paris et le G.P.R.A. ! Ils ne s'étaient ni « mouillés » ni même manifestés. Devant cet échec, le Général avait décidé de traiter aux conditions préalables posées par le F.L.N. En reconnaissant que le Sahara était partie intégrante de l'Algérie. De Gaulle avait longtemps cru à un Sahara dont les ressources pétrolières seraient partagées entre les pays riverains. Mais même ceux-ci, bénéficiaires du plan français, n'en voulaient pas ! Aucun d'eux n'entendait se mettre mal avec la future Algérie indépendante.

« Vous voyez bien, Debré, avait dit De Gaulle, ce Sahara à part c'était une construction artificielle. Il faut y renoncer. Ainsi nous pourrons à nouveau ouvrir des négociations avec les membres de l'organisation extérieure. »

Le Sahara algérien et le « dégagement », c'en était trop pour le premier ministre. Il avait poursuivi la discussion. Sans vouloir céder un pouce. Pour la première et la dernière fois, Debré s'était opposé à De Gaulle.

« Ce fut notre seul désaccord », dira-t-il plus tard.

Mais quel que fût son désir d'arranger les choses pour ces pieds-noirs auxquels il pensait tant et qui lui rendaient bien mal sa sollicitude, Debré devait convenir qu'il « allait à contre-courant ». En quelques semaines, l'activité de l'O.A.S. en Algérie et surtout en France, où les plastics succédaient aux menaces de mort, avait transformé l'opinion. La France métropolitaine qui avait toujours soutenu l'Algérie, qui avait accepté l'envoi du contingent et qui avait fourni sans murmurer un effort financier considérable, ne tolérait plus tant de sacrifices au bénéfice de « fous qui faisaient exploser des bombes et voulaient plonger le pays dans la guerre civile ». L'action terroriste de l'OA.S. avait été déterminante. Les hommes qui ne voulaient plus entendre parler de l'Algérie se trouvaient dans le courant de l'opinion. Le Général l'avait bien compris. Ce n'est pas au hasard qu'il avait prononcé en public le mot terrible de « dégagement » ! Non, décidément, Debré n'était plus dans la course: L'intérêt de la France était d'aboutir quels que soient les sentiments personnels qu'on puisse éprouver.

Ce soir du 5 septembre, après que le général De Gaulle eut annoncé au monde sa décision, Michel Debré sut qu'il devrait gravir jusqu'au bout son calvaire moral. L'homme du « Courrier de la colère », devenu premier ministre, verrait la fin de l'Algérie française, devrait appliquer la politique de dégagement puis, la page tournée, passerait la main...

Il se souvint de la phrase lancée à Challe, un peu avant les Barricades : « Dépêchez-vous, la France va se lasser... » Cette fois, c'était fait.

Pis encore, entraînés dans la folle aventure de l'O.A.S., les Européens d'Algérie, confondant dans une même haine De Gaulle et le peuple français qui le soutenait, se séparaient chaque jour un peu plus de la métropole. L'heure du dégagement s'annonçait dramatique.

Quatrième partie

L'apocalypse

Un fanion noir frappé des trois lettres blanches O.A.S. se balançait mollement au faîte de la plus haute grue du port. Sur le quai principal aux pavés bombés les clients matinaux d'un petit bistrot à la façade bleu délavé, niché au creux d'un des arceaux où s'ouvraient des passages sombres et étroits qui, passant sous le front de mer, débouchaient en contrebas de la Marine, observaient en riant le chiffon noir agité par la brise venue du large.

« Celui-là, les gendarmes y vont avoir le vertige pour le décrocher, dit le patron, un colosse dont le ventre distendu rebondissait au-dessus de la large courroie qui lui servait de ceinture.

— Et quand ils l'auront arraché, dix autres apparaîtront », ajouta un contremaître en cotte bleue.

L'O.A.S. avait commencé sa campagne d'affichage et de « présence » dans les lieux les plus insolites. En quelques jours le drapeau O.A.S. noir et blanc avait flotté successivement sur le port, aux facultés, sur différents bâtiments officiels, provoquant l'hilarité des Algérois devant la course du service d'ordre et les acrobaties auxquelles ses membres étaient obligés de se livrer pour faire disparaître les symboles de l'organisation subversive. Puis les affiches étaient apparues sur les murs, surtout dans les quartiers populaires. D'abord une carte de l'Algérie frappée d'un poignard maladroitement dessiné et du sigle O.A.S., puis des yeux blancs se détachant sur un rectangle rouge, du style « O.A.S. voit tout ». Mais on n'en était pas encore à l'appel à l'insurrection populaire, but suprême de Degueldre, loin de là ! Pour la casserole, pour l'affiche, pour les inscriptions « O.A.S. frappe où elle veut », pour les caricatures de De Gaulle matraqué par un gourdin « O.A.S. » tenu par une main dont la manche s'ornait de cinq étoiles — allusion à Salan et Jouhaud — ça allait, mais pour l'action directe, c'était plus difficile. Sur le plan propagande, Susini obtenait de meilleurs résultats que Degueldre sur celui de l'action « ponctuelle ». Le jeune homme n'avait aucun mal à faire diffuser ses journaux *Appel de la France et Les Centurions* — ce dernier destiné aux militaires — parmi la population. Les journaux passaient de main en main, selon les consignes. Mais pour recruter des hommes prêts à tuer sur un simple ordre de Pérez ou de Degueldre, c'était une autre affaire !

Par contre, les collectes de fonds donnaient enfin quelques résultats. Chaque quartier d'Alger, découpé par le colonel Godard suivant le dispositif de protection urbaine (D.P.U.) organisé à l'époque de la « bataille d'Alger » par le colonel Trinquier suivant les méthodes qui, dans l'Allemagne nazie, avaient donné de si « bons » résultats, était doté d'un état-major local et de collecteurs de fonds. Bientôt de commandos Delta.

Bien sûr, les « nouveaux impôts » soulevaient quelques discussions. Dans le petit café du port le contremaître montrait au patron un ticket orange barré de bleu.

« Voilà le ticket de l'O.A.S., dit-il. Cent nouveaux francs.

— C'est pas marqué O.A.S. ?

— Non, c'est un nouveau truc. Ils appellent ça Office d'Action Sociale. Les initiales sont les mêmes !

— Tu ne t'en tires pas trop mal. Moi, c'est bien plus cher. Tiens, regarde ce que j'ai reçu. »

Le « bistrot » tendit à son ami une lettre ronéotypée ainsi rédigée

« Monsieur, Madame,

« Nous connaissons vos sentiments pour l'Algérie française mais cela ne nous suffit pas. Il faut que vous nous prouviez que ce sentiment est vraiment fondé. Pour cela, l'O.A.S. vous demande de verser 1 000 N.F. suivant instructions.

« Une personne vous contactera en vous donnant une lettre dans laquelle sera écrit le mot qui suit : Liberté.

« Le porteur de ce mot devra ignorer ce que contient l'enveloppe avec 1 000 N.F. que vous lui remettrez. Pour cela, veillez cacheter celle-ci. Nous vous remercions d'avance.

Signé : O.A.S.

« Vive l'Algérie française. »

— Et tu as payé ?

— Bien forcé. Et puis c'est pour la France !

— Moi c'est pour les U.T. Marine que je paie. C'est mon ancien groupe. J'étais aux Barricades avec eux. On s'est tous retrouvés. »

Ni Susini ni Godard n'avaient négligé le recrutement des membres des anciens mouvements patriotiques et surtout des unités territoriales dissoutes après les Barricades où elles avaient formé le fer de lance du mouvement. C'est ainsi qu'André Lafeuille[1], agent immobilier, et André Le Tord [1], employé à la S.N.C.F., avaient été contactés au début de l'été. Lafeuille avait commandé les U.T. marine aux Barricades, Le Tord, lui, avait rejoint Lagaillarde dans le réduit des facultés. Tous deux anciens résistants, F.F.L., hommes d'action décidés — Lafeuille avait fait Bir-Hakeim —, ils avaient été chargés de mettre sur pied des commandos de cinq à dix personnes. Le Tord, qui avait conservé le fichier des U.T. marine, avait fait la tournée d'Alger. Les chefs de groupe avaient reconstitué leurs équipes. Ce groupe des U.T. marine, incorporé dans le secteur O.A.S. Orléans-Marine, chargé de contrôler le port, était très représentatif de ce que fut l'O.A.S. au niveau populaire. Sur les cinq cents hommes des U.T. marine, trois cents passèrent tout naturellement à l'O.A.S. Petits pêcheurs, petits employés des entreprises portuaires, ouvriers spécialisés, ils étaient prêts à « se battre » pour défendre l'Algérie française. Sans formation politique comme la majorité des pieds-noirs qui se contentaient de parcourir les journaux locaux et qui, depuis l'interdiction de *L'Echo d'Alger* ne lisaient plus rien — on n'allait tout de même pas acheter le libéral *Journal d'Alger*, pourquoi pas *Le Monde ?* — leur position se résumait en une série « d'évidences » :

Je suis Algérie française = Je suis O.A.S. = Je reste ici.

Peu importait l'ordre des propositions ! Pour eux tout devait être tout blanc ou tout noir. Et tout ce qui n'était pas Algérie française était tout noir. L'autodétermination ? Personne ne savait ce que c'était. Les Arabes ? Eh bien, qu'on leur donne des places dans l'administration puisqu'ils en voulaient, qu'on favorise leur promotion mais rien de plus. Quand la situation serait rétablie, quand l'Algérie serait vraiment française ils suivraient le plus fort, comme un troupeau, comme d'habitude. Et tout redeviendrait comme avant.

Quant à ceux que l'O.A.S. descendait, c'était pour le bien de tous. Ces Popie et autres libéraux, tous des « môvais » qui voulaient livrer leur belle terre d'Algérie aux bandits F.L.N. Toujours l'exagération méditerranéenne : tout ce qui ne partage pas notre avis est un ennemi qu'il faut éliminer.

Le Tord lui-même avait dû se « mouiller » à fond pour faire oublier que vingt ans

auparavant il avait rejoint les gaullistes et avait appartenu aux F.F.L. C'est lui qui avait monté les réseaux de collecteurs de fonds, de colleurs d'affiches, sous le contrôle d'André Lafeuille. Son organisation regroupait cent des trois cents U.T. marine. Alors on « pardonnait » son erreur de jeunesse ! D'autant que les résultats étaient satisfaisants. Les affiches étaient collées à l'heure dite, les tracts distribués au jour prévu. Et l'argent rentrait à flots. Toutes les entreprises industrielles du port — Tamzali, le roi musulman de l'huile de table, en tête —, tous les artisans, tous les commerçants cotisaient. Des « dons »

privés parvenaient à Lafeuille — parfois plus d'un million — et lorsqu'une fois par semaine il recevait le produit de la collecte des U.T. marine, C'était un « beau tas d'argent » qui s'étalait sur la toile cirée de la cuisine où les responsables se réunissaient.

L'état-major de l'O.A.S. avait trouvé une autre source de revenus en « punissant » ceux qui avaient contrevenu aux ordres de l'organisation. Une des premières mesures prises dès le mois de juin par le Comité supérieur avait été d'interdire à la population européenne de partir en vacances. C'était la première étape de la prise en main. Si tout le petit peuple avait obéi, nombre de bourgeois des beaux quartiers avaient négligé la « mise en garde » de ce mouvement qui tout en recueillant leur sympathie les agaçait en leur donnant des ordres ! Le quadrillage O.A.S. des quartiers d'Alger avait permis au Comité supérieur de connaître les noms de ceux qui avaient transgressé les ordres. Début septembre, à leur retour, les « vacanciers » avaient trouvé à leur domicile la lettre suivante :

« Monsieur,

« L'O.A.S. voit tout, sait tout. Nous savons donc que vous êtes parti en vacances en France.

« Jusqu'à présent nous n'avons rien fait contre vous connaissant vos sentiments Algérie française. À vous de prouver que nous ne nous trompons pas à ce sujet en faisant votre devoir.

« De ce fait, l'O.A.S. vous condamne à payer 2 000 F pour aider notre organisation. Cette somme devra être réglée dans les vingt-quatre heures qui suivront la présente.

« Si votre réponse est négative nous le saurons et agirons en conséquence.

« Nous vous ferons parvenir les instructions nécessaires pour le mode de paiement de votre *dette*.

L'O.A.S. »

Quelques récalcitrants furent plastiqués. On n'en était pas encore au crime organisé et systématique. L'heure en viendra. Des sociétés comme William-Alger, rue Géricault, qui avaient payé une cotisation de 2 500 F au mois de juillet mais avaient fermé au mois d'août pour congés annuels, virent leur siège social plastiqué. Quelques exemples de ce genre suffirent à convaincre les plus réticents à « l'impôt ».

Pour importantes qu'elles soient, ces collectes ne suffisaient pas à l'état-major pour développer le mouvement et lui donner l'essor nécessaire pour se poser en « interlocuteur valable » du gouvernement français. À tous les échelons de l'argent disparaissait. De nombreux commandants de secteur en gardaient une partie pour le compte de leur « boutique » : clandestins à payer, familles de «réprouvés » à aider. Et puis chaque mouvement « parallèle » à l'O.A.S. collectait pour son compte personnel.

Susini qui recueillait de l'argent pour le Front national ne s'en plaignait pas moins du budget ridicule que l'état-major de l'O.A.S. attribuait à l'A.P.P. (Action politique et Propagande) ! Michel Leroy, son homme lige à Oran, avait de son propre chef « distrait » une dizaine de millions des collectes de l'Ouest algérien pour en faire bénéficier ses amis parisiens de Jeune Nation !

Quant au Dr Pérez il se plaignait que l'O.A.S.-Oranie ait rançonné la succursale oranaise de la fabrique d'anisette Cristal, dont le propriétaire et directeur général, M. Manuel Liminiana, était son propre beau-père ! De l'argent pour l'O.A.S. oui, mais quand même pas celui de la famille ! Charité bien ordonnée, etc.

Pérez s'était montré plus prodigue des deniers d'autrui. Il avait organisé le premier hold-up de l'histoire de l'O.A.S. en faisant enlever 82 millions sur le port d'Alger avec la complicité de l'Amicale des anciens marins. Le « bon ange» de Belcourt, le « médecin des pauvres », après les assassinats, orientait l'O.R.O. (Organisation Renseignement Opération) vers les hold-up. Ce premier exemple sera suivi de centaines d'autres qui auraient dû faire de l'O.A.S. le plus riche des mouvements terroristes de l'histoire des guerres subversives ! Mais du début à la fin sans gloire de l'organisation, les questions d'argent — et surtout leurs destinations souvent très privées — alimenteront les querelles entre clans. Certains membres de l'O.A.S. perdront même la vie des années plus tard !

À la mi-septembre, malgré des débuts cahotants, l'O.A.S. pouvait se flatter d'avoir réussi la première partie de son plan : prendre en main la population, encore que Susini — éternel insatisfait, perfectionniste de la subversion — se plaignît que la structure ne fût réelle qu'au niveau du quartier et non à celui des immeubles!

C'est le moment que choisit Salan, réfugié à Alger dans un appartement loué par André Canal[2], pour prouver au monde à quel point l'emprise de l’O.A.S. sur la population européenne était totale.

Le 21 septembre, au cours d'une émission pirate, les Algérois furent invités à une série de manifestations destinées à présenter un front uni aux « forces de répression ». Le 23 septembre l'opération « casseroles » leur permit de se défouler sans danger en menant pendant des heures un charivari comme jamais la ville n'en avait entendu jusque-là. Tapant sur des instruments de cuisine, sur les volets en fer, sur des feuilles de tôle ils firent retentir les trois brèves et deux longues d'Algérie française pendant plus de cinq heures. On riait, on s'interpellait des balcons, on injuriait les gendarmes et les soldats du contingent. Ces derniers, venus de métropole pour effectuer leur service militaire en Algérie comme près de trois millions de leurs aînés l'avaient fait depuis 1956, étaient particulièrement visés par les Algérois. Ils étaient les fils de ces métropolitains détestés qui apportaient leur aide à De Gaulle. Par des manifestations d'hostilité enfantines et stupides les malheureux pieds-noirs se forgeaient une réputation désastreuse dont la plupart auront à souffrir lorsqu'un an plus tard ils devront s'installer en métropole. Il leur faudra donner mille preuves de leurs qualités de création, de courage, d'opiniâtreté, il leur faudra montrer aux métropolitains leur détermination à être heureux, leur faire partager cet élan méditerranéen, cette amicale fraternité qui les caractérise et les unit pour effacer la déplorable réputation qui les avait précédés. Beaucoup se plaindront de l'accueil de la France en oubliant comment ils avaient eux-mêmes accueilli des « bidasses » qui ne faisaient que maintenir l'ordre à Alger, en oubliant aussi que les chefs de l'O.A.S. qu'ils avaient aveuglément suivis les avaient entraînés dans une voie

désespérée et sans issue.

La seconde manifestation prévue par Salan montra aux membres du Comité supérieur quelles étaient les limites de « participation » des Français d'Algérie à l'O.A.S.

Le « chef suprême » avait ordonné que le 25 septembre tout Alger fût pavoisé aux couleurs de l'organisation : pavillon noir et blanc frappé de la croix celtique. On se contenta de décorer les façades des immeubles de drapeaux tricolores. Alger qui devait présenter au monde le noir visage de la révolte et de la colère avait, au contraire, un air de fête ! Un super-14 juillet ! Les Algérois étaient peu soucieux de faire repérer leur appartement par les services de police en arborant le drapeau noir. Contre le tricolore les gendarmes ne pouvaient pas sévir. Et ainsi on avait « presque » suivi les ordres de l'O.A.S. ! Dès qu'il fallait se mouiller, prendre position à visage découvert, il n'y avait plus personne.

« Devant le danger, me dira plus tard un ancien O.A.S. du secteur Orléans-Marine, on avait peu de volontaires. Comme par hasard on devait rester à la maison, la femme était malade, le beau-père souffrant. Même à Bab-el-Oued, "où c'étaient des durs", on avait peu de monde pour l'action. Les affiches, les tracts, la casserole, oui. Mais le reste... tenez, même pour tirer sur des Arabes... c'était difficile à trouver. Ils restaient O.A.S., fiers de l'être, fiers de le dire. Mais O.A.S. tranquilles ! Sans "risques". »

Ce 25 septembre, seuls les édifices publics ou les entreprises furent pavoisés de noir et de blanc !

Salan, pour effacer cette pénible impression, ordonna pour le 28 septembre une opération embouteillage qui, à midi précis, bloqua le centre d'Alger. Là, au volant de sa voiture, klaxonnant Algérie française, tapant sur les portières ou la carrosserie en narguant la police, l'Algérois montrait sans danger son appui à l'O.A.S. Ce fut une réussite totale...

Mais Degueldre et ses deltas étaient là pour montrer que l'organisation n'était pas uniquement composée de braillards et de stratèges de Café du Commerce. Explosions, assassinats en série « donnaient du sérieux » à l'entreprise et allaient faire réfléchir les autorités.

Cette fois, l'architecte franco-suisse M. Emery, ami de M. Perrin, abattu par l'O.A.S. pour avoir signalé la présence de légionnaires dans une villa de Bouzaréa, était excédé. Les casseroles, ça allait encore, mais le plastic, c'était trop.

Depuis toujours Emery était mal vu à Alger. Cela avait commencé en 1940, où ses convictions antivychistes l'avaient désigné à la vindicte de ses voisins pétainistes. Puis ses amitiés libérales, son action en faveur de la promotion musulmane n'avaient fait que noircir une réputation déjà bien entamée ! Depuis l'O.A.S., il était devenu « le traître » du quartier. À plusieurs reprises sa femme de ménage, sa « Mauresque », Zoubia, lui avait dit de se méfier.

« Fais attention, je sais qu'il y a eu une réunion O.A.S. pas loin d'ici pour savoir si tu serais plastiqué. Tous étaient d'accord. S'ils ne l'ont pas fait c'est pour la maison. »

L'O.A.S. du quartier de la rue Poiret, entre le Telemly et le boulevard Saint-Saëns, ne voulait pas abîmer un immeuble appartenant à une « bonne famille », Pélissier de Raynaud. Pourtant l'O.A.S., à titre d'avertissement, avait fait exploser une voiture piégée

de 10 kilos de plastic au pied de l'escalier donnant boulevard Saint-Saëns. Emery, de sa fenêtre, avait vu deux jeunes gens dont le fils de son voisin, se sauver et se réfugier dans un appartement situé dans l'immeuble en face, où se tenaient régulièrement des réunions O.A.S.

Profitant d'une descente de C.R.S., assortie de fouille d'appartements, Emery demanda à voir l'officier qui commandait l'expédition. L'architecte se présenta.

« Vous avez à vous plaindre de quelque chose, monsieur Emery ? dit l'officier.

— Non, vos hommes ont perquisitionné chez moi avec beaucoup de soin et sans faire de dégâts. Mais j'en ai assez. Depuis l'explosion de la voiture, la coupe est pleine. Je peux vous dire où se tiennent les réunions de quartier de l'O.A.S. C'est là, dans l'appartement d'en face, rue Poiret. Transmettez mon information à qui de droit. »

L'officier de C.R.S. regarda autour de lui. Ses hommes étaient sortis.

« Monsieur Emery, dit-il en baissant le ton, je ne transmettrai pas votre information à mes supérieurs. Ce serait trop dangereux pour vous. Il y a des fuites partout. Et cette fois, ce ne serait plus du plastic... l'O.A.S. vous descendrait purement et simplement. Excusez-moi, monsieur. »

L'officier salua et sans ajouter un mot sortit de l'appartement. Emery sut alors qu'il devait fuir cette Algérie qu'il aimait tant et qui sombrait dans la folie.

C’est au mois de septembre que l’autorité civile quitta Alger. Après Ailleret, qui, dès le mois de juin, avait abandonné le quartier Rignot pour installer son état-major à Reghaïa, Morin s'éloignait de la Ville blanche pour emménager dans les locaux ultra-modernes de la cité administrative de Rocher-Noir, entre Aïn-Taya et Courbet-Marine. Une page était définitivement tournée. Le grand G.G., symbole de l'autorité, devenait un bateau aveugle et déserté, solitaire et inutile. Désormais, le Forum et le monument aux morts, qui s'élevait au pied de ses escaliers monumentaux, lieux historiques, témoins des grandes heures de l'Algérie française — du 6 février 1956 au 13 mai 1958 — et des grands drames des Barricades et du putsch, ne vibreraient plus sous les pas et les cris de la masse en fusion, de la foule des « jours de gloire ». Ce Forum d'où le peuple d'Alger, poussé par ses maîtres, avait si souvent dicté sa politique à Paris, ce Forum où pour la première fois depuis 1946 on avait rappelé à la France que dans un petit village de la Haute-Marne se morfondait un fils qui pourrait encore la servir, ce Forum où « on avait été compris », où l'on avait aussi crié son mépris et sa rage impuissante devant la politique de « l'Ingrat », redevenait la place artificielle et déserte au sol de marbre verni et aux jardins trop soignés qui dans l'esprit des architectes des années 30 devaient montrer aux générations futures l'extraordinaire prospérité de l'Algérie, colonie française.

Le départ du délégué du gouvernement fut interprété comme une fuite. Morin « avait la trouille » du peuple d'Alger et de l'O.A.S., il se « tirait ». Bon voyage. Et bon débarras. Certains, plus lucides, virent dans ce départ la première étape du dégagement. En fait, le projet d'une cité administrative située loin d'Alger était dû à Paul Delouvrier. Après les Barricades — où il avait retourné la situation en quittant Alger pour Reghaïa — il avait chargé un architecte de la Caisse des dépôts et consignations de repérer un lieu propice à l'édification d'une nouvelle Délégation générale. Le fonctionnaire avait trouvé Rocher-

Noir. Delouvrier avait retenu le site. À une quarantaine de kilomètres d'Alger, proche d'une voie ferrée et de l'aéroport de Maison-Blanche, ouvrant sur la mer mais aussi sur la Mitidja, Rocher-Noir présentait tous les avantages. À l'époque, le cabinet Delouvrier avait pensé à un éventuel regroupement de la population européenne dans la Mitidja. L'Algérie indépendante aurait réclamé sa capitale, Alger, et la France aurait gardé Rocher-Noir. En outre, la proximité de la Kabylie permettrait la réalisation d'une vieille combinaison politique. Certains membres du cabinet Delouvrier jouant le particularisme berbère pensaient que la Kabylie constituerait un îlot particulier dans l'Algérie indépendante. Idée qui sera reprise par certains membres de l'O.A.S. qui espéreront un temps réussir avec les Kabyles ce qui se révélait impossible avec les Arabes : une République d'Algérie coupée de la France mais sans participation F.L.N.

Puis le projet Rocher-Noir était tombé à l'eau. Paris n'était pas persuadé, malgré les Barricades, de la nécessité de s'éloigner du chaudron algérois. Il faudra les événements de décembre 1960 et le voyage houleux du général De Gaulle pour que le projet aboutisse. Quelques milliards débloqués et moins d'un an après Morin pouvait emménager avec son cabinet, ses directeurs, ses services, ses dactylos et ses archives dans une cité sans âme que le péril de l'O.A.S. avait transformée en véritable camp retranché ! Mais Morin se souciait peu du confort et de l'ambiance qui pouvait régner à Rocher-Noir. La situation en Algérie ne cessait de se dégrader. L'O.A.S. avait l'initiative et semblait jouer le pourrissement. Il fallait agir et agir vite avant que la prise en main de la population ne soit totale.

Le délégué du gouvernement, brillant préfet et spécialiste de l'analyse politique, ne se trompait pas. Salan, revenu à Alger, avait renoncé à son projet d'insurrection immédiate, ralliant ainsi la thèse de Godard, pour entreprendre une politique de coups d'épingle, d'usure, de harcèlement intensif de l'autorité civile et militaire couplée à une mobilisation de plus en plus grande et efficace de tous les « patriotes », jusqu'au jour où l'armée — parachutistes et légionnaires en tête — basculerait définitivement dans le camp de l'O.A.S.

Pour Jean Morin, l'évidence était là : il fallait se décider à combattre l'organisation sur son propre terrain à Alger et à Oran. Mais comment ? Jamais le délégué du gouvernement ne s'était senti plus seul, près de la défaite totale. La population européenne par sa complicité active avait réussi à créer une ambiance d'incertitude et de méfiance qui renforçait une O.A.S. basée sur la faiblesse de l'opposition plus que sur sa propre force. L'action psychologique trouvait là un terrain propice. Les campagnes d'affichage, les manifestations populaires, les bruits savamment distillés sur l'éventuelle intervention d'éléments armés à Alger, la constitution de Stocks de victuailles dans chaque foyer, l'annonce d'un putsch prochain ajoutaient encore à l'ambiance étouffante, développaient la lourde appréhension qui régnait sur la ville.

Pour lutter contre l'O.A.S. il n'y avait que la police, et Morin savait à quoi s'en tenir sur son « efficacité ». Un rapport des services de gendarmerie mobile, le seul corps sur lequel il pût compter dans la lutte contre l'O.A.S., la définissait ainsi : « Cette administration est noyautée à fond. 60 à 80 % des agents du corps urbain s'avèrent inaptes à la lutte anti-O.A.S. et bon nombre d'entre eux exercent même une activité subversive certaine : distribution de tracts, pose de plastics, complaisance dans les enquêtes, complicité, etc. De fréquentes arrestations sont nécessairement opérées dans ce

milieu. »

L'officier de gendarmerie concluait : « Il faudrait relever, sans solde, au moins 70 à 80 % de ces fonctionnaires. »

C'est le plan que Jean Morin avait proposé à Paris mais ni le ministre de l'Intérieur, Roger Frey, ni son adjoint, Alexandre Sanguinetti, « MM. anti-OA.S. » comme on les appelait, n'avaient voulu y souscrire. L'O.A.S. avait fait son apparition en métropole sous l'impulsion de Sergent et de son ami Godot. Plastics et attentats divers se succédaient au domicile des personnalités hostiles à l'Algérie française. Le 8 septembre, à Pont-sur-Seine, sur la route de Colombey, le général De Gaulle avait même échappé à un attentat perpétré par un groupe « indépendant » de l'autorité de Pierre Sergent[3]. Bien que Salan ait renié la paternité de l'attentat contre De Gaulle, le péril O.A.S. restait au premier rang des préoccupations de Roger Frey qui s'était heurté assez violemment au délégué du gouvernement en Algérie.

« Pour lutter efficacement contre l'O.A.S., avait dit Morin, vous devez rapatrier immédiatement tous les inspecteurs et C.R.S. pieds-noirs, dissoudre leurs compagnies et "noyer" leurs membres dans des unités sûres. Ensuite m'envoyer au moins une centaine d'inspecteurs métropolitains, inconnus en Algérie, qui auront pour tâche exclusive la recherche des "têtes" de l'O.A.S. »

La position des responsables du maintien de l'ordre en métropole était diamétralement opposée.

« L'Algérie, c'est perdu, disaient-ils. L'OAS. y est maîtresse. Le gouvernement n'a qu'à donner à l'armée l'ordre d'intervenir. Nous, ici, on n'a déjà pas assez de police, si l'on rapatrie des policiers pieds-noirs on va "pourrir" la France. Par contre, en métropole où la situation n'est pas comparable à celle de l'Algérie, on musellera l'O.A.S. si on ne dégarnit pas nos effectifs. »

Morin avait réagi violemment :

« C'est ridicule. 80 % de la France est pour De Gaulle. Vous n'avez pas d'inquiétude à avoir. Mais si Salan et l'armée prennent le pouvoir, ce serait grave et pour l'Algérie et pour la métropole. La priorité va donc à la lutte anti-O.A.S. à Alger ! »

Devant le refus absolu de Roger Frey et d'Alexandre Sanguinetti, Morin — « au bord du *clash* » comme il dira plus tard — fit appel au général De Gaulle. Déjà, en conseil interministériel, le Général avait évoqué les ratonnades qui s'étaient déroulées à Alger et Oran aux mois d'août et de septembre.

« J'ai l'impression, monsieur le délégué, que les autorités civiles n'ont pas accompli leur mission.

— Mon général, la police d'Alger est défaillante.

— Vos ordres ne devaient pas être suffisamment précis.

— Si j'avais des forces de police méritant ce nom...

— Je ne suis pas convaincu. »

En audience privée, le général De Gaulle avait été moins sévère. « Alors, monsieur le délégué du gouvernement, vous êtes fatigué. Vous me semblez un peu nerveux. Mais expliquez-moi tranquillement vos problèmes. »

Morin avait exposé une nouvelle fois ses griefs contre son ancien ministère. L'Intérieur ne lui apportait aucune aide. De Gaulle promit des renforts de police.

« On va vous envoyer les meilleurs », assura-t-il.

C'est ainsi que naquit l'idée de la fameuse « mission C » qui sera confiée au directeur général de la Sûreté, Michel Hacq. Mais elle ne devait arriver qu'en décembre à Alger, où, en trois mois, il se sera passé bien des choses.

« Le gouvernement n'a qu'à donner l'ordre à l'armée d'intervenir... » La phrase des responsables du maintien de l'ordre en métropole faisait sourire Morin, pour autant qu'il eût envie de sourire ! Qu'ils essayent donc de donner cet ordre et ils verraient...

Depuis la cassure du putsch, plus des trois quarts de l'armée faisaient de l'objection de conscience ! La majorité — tout en restant Algérie française — n'avait pas accepté la révolte des généraux qui, brisant l'unité de l'armée, pouvait conduire à la guerre civile. Mais de là à lutter contre l'O.A.S., à fusiller Salan, à tirer contre les Gardes, les Argoud, les amis et camarades d'hier, c'était tout autre chose. Ils s'étaient peut-être fourvoyés mais leurs sentiments étaient nobles. L'armée, elle, était amère, déçue, mal dans sa peau. Elle avait cru au 13 Mai, aux S.A.S., à la fraternisation, au beau rêve de « libération » de l'Algérie qui avec son aide aurait pu vivre une véritable « révolution sociale » de type titiste. Elle allait maintenant payer les pots cassés ! Le commandant en chef Charles Ailleret était sensible à cette crise de conscience. Il estimait que si 10 % des officiers étaient favorables à l'O.A.S. et 10 % prêts à lutter contre elle, 80 % — l'immense majorité — restaient neutres avec pourtant le sentiment de « se conduire comme des salauds » en abandonnant les pieds-noirs. C'est la raison qui le poussait à s'opposer depuis des semaines au délégué du gouvernement. Car Jean Morin n'avait pas attendu le « conseil » des amis de Roger Frey pour employer l'armée contre l'O.A.S. dans les villes. Chaque fois il s'était heurté au refus d'Ailleret.

Le commandant en chef tenait à engager le moins de troupes possible dans des opérations de maintien de l'ordre urbain.

« Ce n'est pas leur métier, disait-il, en outre j'ai peu de réserves. Qu'il se produise un gros coup, que l'O.A.S. proclame Alger "ville libre" et je n'aurai aucun renfort à lancer dans la lutte. »

Ce qu'Ailleret répugnait à dire, c'est qu'il n'était pas sûr de certaines de ses troupes. Ses adjoints le disaient pour lui :

« Si on en met trop dans la ville elles risquent de fraterniser et on se retrouverait avec de nouvelles Barricades sur le dos. Pendant tout le XIXe siècle l'armée française n'a fait que cela : tirer sur des Français. Nous, on ne veut plus. »

Le malentendu entre Morin et Ailleret venait aussi du fait que le commandant en chef et son entourage étaient si loyalistes que le délégué du gouvernement imaginait toute l'armée à leur image. Pour lui, en refusant l'intervention des troupes dans les villes, Ailleret faisait simplement preuve de mauvaise volonté.

« L'armée est attentiste, détrompait le commandant Bourgue, chef de cabinet d'Ailleret, elle ne veut plus se mouiller. Elle ne marchera pas contre l'OA.S. Si Alger se soulevait, combien y aurait-il d'officiers pour mater la rébellion ? »

Les rapports rédigés par la gendarmerie mobile confirmaient cette opinion.

« Les cadres d'active se démontrent peu, disait le rapport du patron de la brigade de gendarmerie chargé de la lutte contre l'O.A.S. On peut avancer pourtant qu'en dehors des officiers généraux et de certains officiers supérieurs, les cadres sont en général

secrètement favorables à l'O.A.S. Les petits gradés de carrière, les engagés ou rengagés sont surtout marqués dans ce sens ; on estime qu'à la base de Reghaïa, ces milieux sont contaminés à cinquante p. cent !

Il n'est que le contingent, dans sa fraction métropolitaine, pour se montrer résolument hostile à cette tendance et décidé à s'opposer au besoin par la force à toute tentative de soulèvement activiste. »

Septembre vit le creux de la vague loyaliste. Pendant l'été, l'O.A.S. avait marqué des points. Le chef de cabinet d'Ailleret estimait alors que « le loyalisme de l'armée tenait entre les mains de cinquante types ». Les cadres de l'armée voyaient avec effroi se renouveler le processus d'abandon qui, à la fin de la guerre d'Indochine, les avait marqués si profondément. Il fallait d'urgence reprendre l'armée en main avant que ne se multiplient les désertions d'officiers ou que ne se fomente un nouveau soulèvement.

Heureusement, l'O.A.S. commit une série de maladresses qui allaient permettre à Ailleret de réagir vivement. La politique d'« opérations ponctuelles » des commandos Delta de Degueldre provoqua un sursaut d'indignation chez beaucoup d'officiers. Ils restaient fidèles à l'Algérie française prônée par l'O.A.S. mais ne pouvaient admettre que leurs camarades d'hier participent aux crimes des commandos Delta en les couvrant de leur autorité et de leur prestige.

« Ils deviennent fous, dirent-ils. Il faut intervenir. »

Les ratonnades qui marquaient désormais avec une grande régularité les obsèques des victimes du terrorisme F.L.N. provoquèrent, elles aussi, une réaction défavorable des cadres de l'armée.

Profitant de ce sentiment général et s'appuyant sur l'hostilité du contingent avec lequel, depuis le putsch, les officiers avaient appris à compter, Charles Ailleret publia un ordre du jour qui dictait sans fard ni concession l'attitude que l'armée devrait adopter face à l'O.A.S.

« Ordre du jour n° 5.

« À toutes les forces de l'ordre :

« De récentes opérations de police viennent de prouver à l'évidence que les organisations activistes qui se disent O.A.S. sont en réalité des organisations subversives visant, par le terrorisme et la guerre civile, à renverser les institutions de la République et à imposer au pays, par la force, la politique et la volonté d'une minorité.

« Une mission permanente de l'armée étant la défense de la loi par le maintien de l'ordre public, son devoir est simple et net : mettre hors d'état de nuire des organisations révolutionnaires caractérisées et agissantes.

« En conséquence, tout en poursuivant la, lutte contre la rébellion fellagha dans laquelle elles sont engagées à plein et en s'opposant à toute manifestation raciale d'où qu'elle vienne, nos forces armées doivent par ailleurs :

a) apporter leur concours aux forcés de police chargées de neutraliser la soi-disant O.A.S. ;

b) récupérer les armes, munitions et équipements pour la plupart volés à l'armée, détenus par les factieux ;

c) s'opposer à toute propagande visant à faire l'apologie de la révolte et de la violence ;

d) protéger la population contre les extorsions de fonds appuyées sur la terreur et les

destructions à l'explosif.

« Si le respect des libres opinions légalement exprimées est en France une règle absolue, toute faiblesse à l'égard d'une organisation factieuse et terroriste déclarée constituerait une trahison caractérisée qui devrait être sanctionnée comme telle.

AILLERET. »

C'était une véritable déclaration de guerre. Il n'y avait désormais plus d'équivoque pour les cadres de l'armée.

L'O.A.S. ne s'y trompa pas. Ce fut une véritable explosion de colère. Ailleret ne reçut plus ni les lettres ni les tracts qui l'invitaient à basculer et à comprendre les positions de ses anciens camarades, mais des condamnations à mort.

« Au pont de l'Arrach, disait l'une d'elles, on te pendra par les pieds, on te coupera les couilles et on te saignera... »

Son appartement parisien fut plastiqué le 23 septembre à 18 heures. Sa femme, revenue d'Alger, faillit être tuée par l'explosion.

Ailleret devint pour l'O.A.S. l'ennemi public n° 1.

Deux revolvers dans ses poches, le commandant en chef — plus cow-boy que jamais — multiplia alors ses déplacements. Dans sa voiture, la 15 CV blindée qui avait servi à Salan, il disposa des grenades, plusieurs mitraillettes et un stock de chargeurs.

S'ils nous attaquent, ils trouveront à qui répondre. Ce n'est pas encore eux qui vont m'imposer leur loi ! »

La bataille contre-l'O.A.S. venait de commencer. Alger et Oran connaissaient déjà les prémices de la guerre civile.

C'est face à un poste de zouaves, impasse Marie-Lefebvre — une ruelle qui ouvrait sur la rue d'Isly, au coin de la rue Henri-Martin —, que le groupe Malik avait installé le P.C. des réseaux F.L.N. de la zone d'Alger !

« C'est à proximité des flics ou des militaires qu'on prend le moins de risques », avait dit Alilat.

Le risque pourtant était toujours présent. Le capitaine Kheiddine et Djamal — les deux responsables algérois du F.L.N. — venaient d'être arrêtés par hasard à un barrage militaire. Leur voiture avait été fouillée boulevard du Telemly, à la hauteur du parc de Galland. On avait trouvé des armes. Les autorités militaires avaient eu tôt fait d'identifier les deux hommes et avaient présenté leur arrestation comme une grande victoire. Ni Ailleret ni Morin n'avaient laissé passer cette occasion de montrer à la population européenne que si l'armée avait pris position contre l'O.A.S. elle n'en poursuivait pas moins sa lutte contre le F.L.N. L'arrestation de Kheiddine et de Djamal avait fait la « une » du *Journal d'Alger et* la radio l'avait annoncée à tous ses bulletins d'information

« Le réseau terroriste F.L.N. démantelé après l'arrestation de ses deux chefs »

Le 20 octobre 1961, à 10 heures dû matin, quatre hommes semblaient bavarder tranquillement sur le trottoir de la rue d'Isly, près de la façade de PA.B.C. Le « Comité des 3 » — Betouche Belkacem, Bara, dit Malik, et Alilat Larbi — ainsi que Ben Slimane Youssef, responsable avec Betouche du groupe terroriste de fida, avaient décidé après l'arrestation de leurs chefs de ne pas regagner le P.C. Marie-Lefebvre qui risquait d'être « brûlé » et s'étaient réunis en pleine rue d'Isly à proximité de la basse Casbah où la

présence de quatre bavards ne surprendrait personne. Désormais le quatuor se retrouvait à la tête du F.L.N. d'Alger. Il fallait d'urgence prendre des décisions et rétablir la liaison avec la wilaya 4 dont Kheiddine s'était occupé jusque-là. Heureusement, Malik avait gardé des contacts personnels avec le maquis.

« Le plus important, dit-il, c'est de faire réagir la population. L'arrestation du capitaine et de Djamal, et tout le battage que les militaires ont fait autour, ont porté un coup très rude au moral du peuple. Les gens sont découragés.

— Ils disent que depuis la « bataille d'Alger » le F.L.N. est incapable d'imposer sa présence, ajouta Betouche. Or, à part Kheiddine et Djamal, personne n'a été arrêté. Mes gars sont prêts à l'action. Mais comment remonter la population ? »

Chacun proposa sa solution. Toutes tendaient à prouver au peuple que l'élimination des deux chefs n'avait pas décapité le F.L.N. algérois.

« Il faut faire du bruit, dit Alilat, beaucoup de bruit. Et montrer par nos actions que les fida[4] sont sains et saufs.

— C'est cela, approuva Ben Slimane Youssef, poursuivons les attentats contre les types du F.A.A.D. et contre les indicateurs et les traîtres.

— Pas seulement contre eux, coupa Alilat. Il faut beaucoup d'attentats. Des attentats aveugles. Le plus possible. Que le peuple sache qu'on est fort et qu'il n'y a pas simplement l'O.A.S. »

Malik fit remarquer que jusque-là la wilaya 4, retransmettant les ordres de Tunis, avait interdit les attentats aveugles.

« Il y a déjà eu des bavures et des règlements de comptes, dit-il. Ça suffit. Les directives sont formelles sur ce point.

— La wilaya 4 fera ce qu'elle voudra, s'insurgea Alilat. Moi je décide une politique d'attentats aveugles. Ça foutra la trouille aux Européens qui en rabattront un peu avec leur O.A.S. et ça prouvera notre force à la population musulmane. »

Ben Slimane Youssef et Betouche Belkacem, responsables des groupes terroristes, approuvèrent leur camarade. Malik, en minorité, s'inclina.

« Si l'on décide de taper dans le tas, dit-il, il faut faire vite.

— Dès ce soir », proposa Alilat.

Les quatre hommes fixèrent l'heure H : 20 heures ce 20 octobre 1961.

La première grenade éclata à 20 h 10 au café Château-neuf à El-Biar. Elle fit un mort et sept blessés dont un commandant français et un inspecteur des Renseignements généraux. À 20 h 15, c'est le café du Progrès, toujours à El-Biar, qui fut visé. L'explosion blessa grièvement trois personnes. À 20 h 17, dans un café de Saint-Raphaël, plusieurs consommateurs furent atteints d'éclats de grenade. Jusqu'à 20 h 45 les équipes terroristes — constituées chacune de cinq fida — attaquèrent successivement la S.A.S. de Maison-Carrée, un dépôt de bois à Belfort et l'ancien adjoint du capitaine Léger, « Basile » Ghandriche, responsable de la fameuse opération « bleuite ».

Ce 20 octobre 1961 marquait Je « renouveau » du terrorisme urbain. Au cours des jours qui suivirent, les groupes de Ben Slimane et Betouche Belkacem firent régner la terreur. Vingt-quatre attentats causèrent la mort de dix-neuf personnes.

Le terrorisme F.L.N. contre l'O.A.S. commença au mois de novembre. Le 21 novembre, Zidad qui, lors de l'opération réunification des réseaux F.L.N., avait mis son groupe — une centaine d'hommes dont trente armés à la disposition de l'organisation

Malik, se vit mettre à l'épreuve.

Alilat lui remit le pistolet 11,43 n° 807240 muni d'un chargeur anglais et lui expliqua sa mission :

« Un médecin musulman a été abattu par l'O.A.S. aux Sources. Il faut le venger. Tu vas abattre un médecin européen du Ruisseau : le docteur Joël Maguin. C'est un O.A.S. Œil pour œil, dent pour dent, médecin pour médecin. »

Le 21 novembre, le docteur Maguin tombait sous les balles dés tueurs.

Six jours plus tard, c'est un pâtissier d'El-Biar, Roger Falip — identifié par l'organisation Malik comme « O.A.S. notoire » — qui tombait sous les balles d'un gamin de dix-huit ans, Gueboub Boualem, de Maison-Carrée. C'était son premier meurtre...

À la même époque, Zaoui Mohamed, dit Zoubir, responsable d'un réseau, abattit à Climat-de-France un capitaine de la caserne de Beni-Messous. Blessé, le capitaine survécut. Il devait quelques mois plus tard retrouver par hasard son agresseur. Il l'arrêta puis, l'emmenant à l'endroit où il avait été blessé, il l'abattit d'une balle dans la tête devant la population de Climat-de-France, terrorisée.

Depuis la première grande manifestation européenne du 6 février 1956 on avait souvent dit qu'Alger était pris de folie passagère. On avait comparé la ville à un chaudron bouillonnant, à un grand malade sujet aux accès de fièvre. Tous ces termes étaient dépassés. Le père de famille qui, le matin, quittait les siens, la ménagère qui partait pour le marché, le bidasse qui « prenait la patrouille », ne savaient pas s'ils reviendraient vivants. Pas plus que la « fatma » qui allait faire ses ménages en quartier européen ou le docker qui prenait son travail sur le port. La folie était devenue permanente. La mort rôdait à chaque coin de rue. Et encore... le pire restait à venir !

En cette fin d'année 1961 la confiance était un sentiment qui avait fui Alger. Chacun se méfiait de son voisin. La gangrène avait gagné les corps les mieux constitués de l'État. On a vu le grand patron de l'Algérie Jean Morin vivre dans son camp retranché de Rocher-Noir, sans y être pour cela à l'abri. Les attentats O.A.S. n'allaient pas tarder à viser la cité administrative. On sait ce qu'il en était de la police. L'état-major de l'armée à Reghaïa, gangrené à cinquante p. cent d'éléments favorables à l'O.A.S., disait le rapport des enquêteurs de la gendarmerie, vivait sur le qui-vive, redoutant non seulement les « événements extérieurs » dus à l'O.A.S. ou au F.L.N., mais également les risques d'un nouveau putsch venu de l'intérieur ! Chacun des officiers se demandait secrètement ce que ferait le voisin... ce qu'il ferait lui-même.

Le péril parut si grand à certains officiers musulmans de l'état-major qu'ils prirent contact *avec* les réseaux F.L.N. de l'organisation Malik ! Cette fois, devant le développement de l'action terroriste de l'O.A.S., il était exclu que la population musulmane reste à l'écart d'un nouveau « coup de chien ». Elle devrait s'opposer par la violence aux putschistes qui seraient soutenus par toute la population européenne.

C'est le capitaine Ben Kheira, de l'état-major, qui prit contact avec Alilat Larbi par l'intermédiaire d'un certain Ali Pacha Rachid. Il expliqua à Alilat qu'il était temps de s'organiser « en force » pour s'opposer à un putsch éventuel.

« Et que pouvons-nous faire ? demanda Alilat.

— Il faudrait que vous nous fournissiez une liste de musulmans algérois ayant effectué leur service militaire dans l'armée française et donc familiarisés avec le maniement des armes. En cas de malheur nous serions prêts à les armer et à organiser un contre-putsch.

Ce serait à. vous de les mobiliser. »

Alilat fournit une liste de deux mille noms !

« Aucun d'eux n'a été prévenu, avertit le chef F.L.N., il sera bien temps de le faire si un putsch éclate. Sinon nous aurons des fuites. »

Il se garda bien de dire au capitaine Ben Kheira qu'un second réseau militaire fonctionnait avec l'appui du F.L.N. Celui-là était dirigé par le commandant Grine Ahmed qui fournissait à l'organisation Malik des cartes d'identité militaires destinées à éviter les barrages de police. En cas de putsch, il suffirait à Alilat de réunir les deux réseaux pour se retrouver à la tête d'une force considérable. Les contacts entre le capitaine Ben Kheira et le F.L.N n'eurent pas de suite puisque le putsch prévu n'eut pas lieu. Par contre, le réseau du commandant Grine fut découvert par la Sécurité militaire. Le commandant fut arrêté, puis relâché. La fourniture de quelques cartes d'identité ne constituait plus un crime, à une époque où O.A.S. et F.L.N. faisaient quotidiennement couler le sang à Alger. Un commando Delta fut simplement « informé » du projet de contre-putsch du commandant. Quelques jours après avoir été remis en liberté, Grine Ahmed, commandant de l'armée française, était abattu à El-Biar par de « mystérieux » agresseurs…

Pour le 1er novembre, « anniversaire » du déclenchement de la révolution, l'O.A.S. demanda à la population européenne de rester chez elle. Pour montrer sa puissance elle fit exploser dans la soirée du 31 octobre plus de soixante-dix plastics. Chiffre record jusque-là à Alger.

Quant à lui, le F.L.N., à son habitude, avait recommandé pour ce 1er novembre « une grandiose manifestation de masse » au cours de laquelle la population musulmane devrait démontrer aux Européens son désir de cohabitation pacifique. Au cours de son appel au peuple algérien le nouveau président du G.P.R.A., Ben Khedda, s'était déclaré « prêt à reprendre les négociations sur des bases sérieuses », tandis que le vice-président, Krim Belkacem, tentait à Rabat de « rassurer » les Européens.

« Pour nous, avait dit le chef kabyle, indépendance signifie coopération, et coopération libre et fructueuse pour le bien et dans l'intérêt de nos peuples. Quant aux Français d'Algérie, nous leur disons que le passé est mort, et nous proclamons solennellement que la sécurité et les droits légitimes leur seront garantis dans l'Algérie indépendante. Le peuple algérien n'est ni raciste ni xénophobe, il se fera un honneur de le prouver. De toute façon nous souhaitons une paix rapide en Algérie. »

Chaque heure retardant la reprise des négociations affaiblissait le G.P.R.A. en butte aux critiques et aux sarcasmes de l'état-major général de l'A.L.N. dont le chef, le colonel Boumediene, n'entendait pas faire siennes les déclarations « intempestives » de Krim Belkacem !

La position extrême de l'O.A.S. et la politique de plus en plus dure qu'elle entendait mener conduiront les Européens — par un de ces paradoxes dont l'Histoire abonde — à asseoir par ignorance le pouvoir de Boumediene et à rejeter dans l'ombre — parfois dans la mort — les hommes avec lesquels ils auraient pu vivre et s'entendre.

Quoi qu'il en soit, la journée « pour la cohabitation pacifique » se solda par une centaine de victimes musulmanes. Les heurts les plus sanglants se déroulèrent dans de petites cités du Constantinois et de l'Algérois où la population, encadrée par des

membres de l'A.L.N., se heurta aux forces de l'ordre.

À Alger — comme sur tout le territoire — les manifestations étaient interdites par le délégué du gouvernement. Les habitants des grandes cités musulmanes se contentèrent d'agiter des drapeaux vert et blanc en scandant des slogans nationalistes.

À Constantine, où, le 5 juillet, la troupe, affolée, avait tiré sur les manifestants, on s'attendait à une nouvelle catastrophe. À la surprise générale le 1er novembre s'y déroula sans incidents.

Il y avait une explication à ce « miracle ». Pour la première fois en Algérie, les autorités françaises et F.L.N. avaient pris contact et avaient *ensemble* décidé du programme de la journée !

On a vu à quel point le préfet musulman de Constantine, Mahdi Belhaddad, avait été traumatisé par les morts du 5 juillet. Il était décidé à tout tenter pour que de tels incidents ne se renouvellent pas. Il demanda à Jean Morin l'autorisation de rencontrer un responsable F.L.N. de Constantine et d'obtenir que les manifestations soient sévèrement contrôlées et canalisées par le service d'ordre du Front ! Le délégué du gouvernement, soucieux lui aussi de préserver des vies humaines, accorda l'autorisation à l'insu des autorités militaires.

C'est M. Carbonar, délégué du Secours protestant à Constantine, qui mit en contact le secrétaire général de la préfecture, M. Massendès — également protestant —, avec Si Bachir, ancien étudiant en médecine, responsable politico-militaire du F.L.N. de Constantine. Si Bachir accepta le principe d'une discussion avec le préfet.

Deux réunions se déroulèrent dans le plus grand secret au temple protestant dans l'appartement du pasteur, M. Mousseigt. Outre le pasteur et le délégué du Secours protestant, Si Bachir rencontra dans la dernière semaine d'octobre le préfet Belhaddad et son secrétaire général, M. Massendès. Les deux hauts fonctionnaires et le représentant F.L.N. se saluèrent froidement. Pour la première fois, face à face, se retrouvaient les deux « autorités » qui gouvernaient la ville, l'une officiellement, l'autre clandestinement.

D'entrée, Si Bachir se montra d'une exigence extrême. Le Front encadrerait la population musulmane qui défilerait drapeaux en tête en plein centre de la ville. C'était inacceptable. La rencontre faillit tourner court. Mahdi Belhaddad ne pouvait recevoir de pareilles propositions. C'est le pasteur Mousseigt qui, prêchant à chacun la modération, réussit à rapprocher les deux musulmans.

« L'un et l'autre vous voulez éviter de faire couler le sang, dit-il. Vos raisons sont nobles. Il faut que chaque partie fasse des concessions. »

Si Bachir et Mahdi Belhaddad, plan de ville en main, étudièrent alors un itinéraire sur lequel pourrait se dérouler la manifestation musulmane.

« Je vais prendre un arrêté d'interdiction, expliqua le préfet, puisque le délégué du gouvernement a interdit toute manifestation, mais je ne mentionnerai pas dans la liste des rues interdites celles de l'itinéraire sur lequel nous nous sommes mis d'accord ! »

Si Bachir à son tour accepta de ne sortir ses drapeaux vert et blanc et de ne faire scander ses slogans que lorsque le cortège aurait dépassé la gare, c'est-à-dire après la partie la plus « épineuse » de l'itinéraire : celle bordant les quartiers européens.

« Je vous garantis que mon adjoint et moi-même, dit Si Bachir, marcherons en tête du cortège et que nos hommes veilleront à ce qu'il n'y ait pas d'incidents. De votre côté garantissez-nous que les militaires ne nous empêcheront pas de manifester selon nos

accords.

— Je m'y engage »,dit Belhaddad.

Le principe du défié avec emblèmes et slogans était admis sur un circuit bien déterminé. On avait évité tous les points de friction. L'accord ménageait les susceptibilités de part et d'autre et satisfaisait tout le monde dans l'ensemble. Encore fallait-il faire accepter aux militaires de Constantine le principe même du défilé !

Jean Morin, tenu au courant des tractations, décida de se rendre en personne à Constantine pour aider le préfet Belhaddad auquel il portait beaucoup d'estime. Si l'on arrivait à faire une. Algérie indépendante liée à la France, c'était avec des hommes comme lui et, pourquoi pas, comme Si Bachir. Ces premiers contacts permettaient de se mieux connaître et de se comprendre. Morin vint donc « cautionner » son préfet auprès des militaires sans leur dévoiler les rencontres avec le F.L.N. qu'ils n'auraient pas admises.

La « conférence » ressembla à un dialogue de sourds mais Jean Morin, jouant de la discipline, obtint de l'armée que le dispositif de sécurité qu'elle mettrait en place, laissât aux musulmans la possibilité de manifester pacifiquement sur l'itinéraire prévu.

Le 1er novembre, lorsque le cortège arriva au contact des officiers commandant les forces de l'ordre, ceux-ci, qui n'avaient pas « digéré » le principe de la manifestation, interdirent aux musulmans de sortir leurs emblèmes. Il fallut que le secrétaire général, M. Massendès, intervienne en personne pour que les « accords soient respectés.

Du côté musulman, le chef F.L.N. eut à compter aussi avec ses « extrémistes » qui traitèrent son adjoint d'agent provocateur messaliste et qui firent courir dans la foule le bruit que Si Bachir était un goumier ! Il eut toutes les peines du monde à se disculper, à se faire reconnaître et à éviter les accrochages entre ses militants et un élément de bérets rouges dont le colonel se montrait de plus en plus nerveux.

Au soir du 1er novembre, quand les rapports qui parvenaient sur son bureau prouvèrent qu'à Constantine il n'y avait eu ni mort, ni blessé, ni même une échauffourée, Jean Morin se félicita d'avoir autorisé Belhaddad à rencontrer le chef F.L.N. de la ville. Mais que de difficultés et de complications pour obtenir ce résultat ! Et combien y avait-il en Algérie de Belhaddad et de Si Bachir prêts à se comprendre, à s'entendre, à vivre ensemble ?

La 403 noire déboucha du tunnel des facultés au milieu d'un flot de voitures. À l'heure de la sortie des bureaux, le centre d'Alger était une véritable fourmilière. Par centaines les employés des administrations et des entreprises du quartier Michelet prenaient d'assaut les arrêts de trolley pour regagner leur domicile. Il faisait presque chaud, une des dernières belles journées de novembre. Bientôt le ciel d'Alger se couvrirait des nuages gris de l'hiver, les façades privées de l'éclatement du soleil prendraient une teinte jaune délavé, tristes comme un décor de théâtre sans le feu des projecteurs. La 403 ralentit et s'engagea dans la file de droite du boulevard Saint-Sens. La circulation dense, était pourtant assez fluide. La faible allure du véhicule provoqua l'impatience des voitures qui la suivaient.

« Klaxonne toujours, dit le chauffeur nonchalamment accoudé à la portière gauche.

— Garde la même allure », ajouta son passager, un jeune homme d'une vingtaine d'années.

Les deux individus qui occupaient la banquette arrière n'avaient rien dit. Le jeune homme tenait à la main une photo.

« C'est le type qu'on doit descendre ? interrogea l'un des hommes de l'arrière en se penchant par-dessus l'épaule de son compagnon.

— Non, on n'a pas la photo d'Adadi. C'est celle de notre indicateur. Il doit nous montrer le bonhomme à l'arrêt de l'autobus. C'est un sympathisant O.A.S. »

Le jeune homme, comme beaucoup de pieds-noirs, prononçait « Ouasse ».

« C'est pas la peine de s'y mettre à plusieurs, ajouta-t-il, couvrez-moi, simplement.

— Attention ! on arrive », prévint le chauffeur.

De la boîte à gants le jeune homme sortit un 22 long rifle muni d'un silencieux. Dans le chargeur, des balles Fiocchi explosives. La voiture ralentit encore. Le jeune tueur sauta à terre. À l'arrêt du trolleybus il avait repéré l'indicateur — un employé de la S.N.C.F. — qui d'un bref mouvement du menton désigna un Arabe de petite taille debout au bord du trottoir. L'homme portait une serviette de cuir avachi et paraissait perdu dans ses pensées. Le jeune homme se glissa derrière lui. La 403 s'avança glaces baissées. Aux portières arrière apparaissaient des canons de mitraillette braqués vers la foule, qui eut un mouvement de recul. Dans le bruit de la circulation on n'entendit même pas le coup de feu assourdi par le silencieux. L'Arabe tomba à genoux. La balle, tirée à bout portant, lui avait fracassé la nuque. Le jeune homme tira une nouvelle fois. Le coup de grâce. Le corps du musulman bascula sur le trottoir. Le jeune terroriste le contourna tranquillement et, le 22 long rifle encore à la main, prit place à bord de la 403, qui démarra et se perdit dans la circulation.

Adadi, chef de cellule messaliste, affilié au F.A.A.D. et prêt à jouer avec les Français d'Algérie contre le F.L.N., malgré trois années passées en camp d'internement, était mort. La foule s'écarta légèrement. Un employé qui attendait le trolley déplia son journal et le posa sur le visage du musulman, puis reprit son attente. Ce n'était jamais qu'un mort de plus. Et les deltas qui venaient de tuer un Arabe en plein centre d'Alger au milieu de la passivité générale devaient avoir leurs raisons...

C'est aussi ce qu'avait pensé le jeune tueur lorsque ses chefs lui avaient confié sa mission. Il avait vu la fiche de signalement à en-tête O.R.O./ZA.I/A. tapée à la. machine. Il avait lu au bas de la fiche deux lignes de l'élégante écriture de Roger Degueldre.

« A B.A.O./O.R.O./Z. A.1.

« Pour O.P.S. ponctuelle. »

Deux lignes qui condamnaient à mort. O.P.S. ponctuelle ! « Opération ponctuelle ». Ç'avait un côté sérieux mais ça voulait dire deux balles dans la tête. Et il ne s'était pas dégonflé. D'ailleurs, aucun des membres du commando de Jean-Pierre ne se dégonflait.

Jean-Pierre, à vingt-cinq ans, était un des hommes de confiance de Degueldre. L'un des premiers aussi que le légionnaire ait recrutés. C'est André, un ancien officier de police d'Alger, qui les avait présentés. Jean-Pierre était prêt à tout pour que la France reste en Algérie.

« Alors, avait dit Degueldre, tu viens avec moi. Tu as deux possibilités. Ou tu abandonnes tout, et je te donne 55 000 F par mois, où tu travailles « à mi-temps », et tu prends une équipe. Si tu viens à plein temps, je te donne les trois meilleurs commandos. »

En juillet le jeune homme avait accepté le terrorisme à temps complet.

« J'ai près de cent types sur le turf, avait dit Degueldre, mais je n'arrive pas à les faire passer du plastic à la balle dans la tête. »

En août, le bilan O.A.S. avait été de 6 morts et 430 plastics, en septembre de 9 morts et 763 explosions, en octobre les chiffres étaient passés à 13 et 970, en novembre on en était à 28 morts, en décembre il y aura 98 cadavres à l'actif de l'O.A.S.

Jean-Pierre n'avait eu aucun mal à passer de la « strounga » à l'action ponctuelle. Il sortait de trois ans et demi d'assassinats en série. En 1957, étudiant en droit, il avait résilié son sursis. Il était l'un des trois garçons, sur les deux mille qui à l'époque s'égosillaient dans les manifestations européennes, à l'avoir fait. Aspirant, il avait commandé une harka. Et c'est sa harka que l'on avait choisie pour abattre lés F.L.N. qui avaient été trop torturés ou qui étaient condamnés à la « corvée de bois ». On liquidait en série. Tout le monde trouvait cela normal. Le sous-préfet et le chef de S.A.S. savaient et ne disaient rien. Le capitaine — supérieur direct de Jean-Pierre — s'était moqué du jeune homme quand il avait eu du mal à exécuter son premier fell. Puis l'habitude était venue. Et il avait vu les atrocités commises par des bandes F.L.N. : jeunes femmes violées, puis égorgées et éventrées. Et la cruauté de la harka qui, toute une nuit, avait découpé vivant un égorgeur de jeune fille.

« La loi du talion, disaient les harkis. On le découpe en lamelles. »

Et puis il avait vu Challe et même De Gaulle en visite au P.C. de la harka. Et le capitaine — après leur départ — avait bien souligné que les « patrons » voulaient du renseignement à tout prix. Et ç'avait continué. Pratiquement jusqu'en 1961. Alors il avait sa petite opinion sur les belles phrases et la politique du gouvernement ! La lutte à mort ne lui faisait pas peur. Quant au personnage de De Gaulle, il le haïssait depuis toujours. Ses parents pétainistes, ses opinions fascistes déclarées, son mépris total de la vie humaine que ses chefs militaires lui avaient inculqué avec l'hypocrite bénédiction de tous ceux qui ne voulaient pas se salir les mains mais exigeaient des résultats, rien ne l'empêchait d'être le parfait adjoint du lieutenant Degueldre. D'autant que les objectifs proposés par le légionnaire répondaient à ses options politiques : abattre le communiste européen, le F.L.N. ou le nationaliste du M.T.L.D. musulman, et tous les « libéraux » qui concevaient de s'entendre avec ces « chacals ».

« La démocratie chrétienne est l'ennemie de l'Occident », disait-il.

L'éliminer était dans la ligne de défense de l'Occident chrétien, slogan mille fois répété dans les années 1957 à 1959 par les militaires, de Bigeard à Gardes, même si ceux-ci n'étaient pas d'accord sur les moyens employés !

On avait usé de certaines « techniques » pour obtenir des résultats. Et les résultats avaient été payants. Tant lors de la « bataille d'Alger » que dans le bled. Mais à quel prix ! Pour un Bollardière démissionnant de l'armée, tentant par *ce* geste désespéré d'arrêter le terrible engrenage, combien de généraux et d'hommes politiques satisfaits ! Ç'avait commencé sous Guy Mollet et avec la bénédiction de son gouvernement « de gauche » et ç'avait continué sous la 5e République. Pauvre Malraux qui, abusé, avait déclaré : « Sous le général De Gaulle, on ne torture plus en Algérie ! » Il ne l'avait pas dit deux fois !

Alors on avait vaincu le F.L.N. sur le terrain « avec ces moyens qui nous répugnent », comme disait Bigeard lors de la « bataille d'Alger », mais combien de jeunes gens étaient cassés, brisés, combien d'autres avaient perdu ce qui pouvait faire d'eux des hommes, des

vrais ! Pas des tueurs ou des tortionnaires. Qu'ils ont été peu curieux, nos parents de métropole, qui ne se sont jamais demandé pourquoi leurs fils qui revenaient d'Algérie parlaient peu de leur guerre ! On les avait trompés, on les avait conduits à rallier la population musulmane par des promesses dont nulle ne serait tenue, on les avait broyés dans un système « psychologique » que des apprentis sorciers politiques et militaires maniaient avec une légèreté incroyable !

Roger Degueldre avait su jouer de ce sentiment qu'il partageait : « On nous a trompés, disait-il, on nous a fait tromper des gens. On leur a dit : on restera, et l'on veut aujourd'hui dégager ? Pas question. Nous, on reste. Par tous les Moyens. C'est la voie de l'honneur... et de la réussite. Puisque le F.L.N. est devenu un interlocuteur valable par le terrorisme nous le deviendrons par le même moyen, en éliminant nos ennemis ! »

Ce raisonnement lui servait de politique. Degueldre se moquait des thèses soutenues par les partis. Il n'en parlait jamais. Une fois Jean-Pierre lui avait expliqué ses théories fascistes et l'admiration qu'il portait au Mussolini de 1943-1944. Ça ne l'intéressait pas.

« Il n'était pas fasciste, dira plus tard Jean-Pierre, il avait plutôt l'esprit résistant. La lutte pure et dure. Œil pour œil. Il ne disait jamais : si on gagne... si on perd. Pourtant, parfois, il laissait entendre que l'affaire se terminerait mal. Et il s'en fichait. »

L'efficacité avant tout. Degueldre avait recruté dans tous les milieux, des hommes de toute origine. En novembre ses commandos Delta comptaient plus de deux cents hommes placés sous les ordres de vingt-trois chefs de commando. Mais en réalité il ne pouvait réellement contrôler que les cinq ou six groupes les plus décidés.

Le 12 octobre Degueldre avait perdu son premier et plus fidèle lieutenant, chef du Delta 1, Bobby Dovecar. C'est un membre des commandos, Roger, dit Fines-Moustaches qui, arrêté par les gendarmes du colonel Debrosse, avait donné le P.C. des deltas. Degueldre se sentait si sûr de lui au cœur de cet Alger où chaque Européen était un allié sur lequel on pouvait compter qu'il avait loué trois appartements dans un bel immeuble du boulevard Marcel-Duclos au haut de la rue Michelet pour y installer son poste de commandement ! Deux des appartements étaient réservés aux légionnaires déserteurs et à la réserve d'armes. Sur des étagères, comme dans un arsenal, s'entassaient des munitions de tout calibre, des armes, des pains de plastic, des détonateurs, des pistolets, des mitraillettes et des F.M. Il n'y manquait que des armes lourdes, mitrailleuses et mortiers. Ce que regrettait vivement Jean-Jacques Susini pour lequel l'objectif principal restait de trouver cinquante mille armes pour en doter la population !

On était loin de l'« idéalisme » de Gardes qui disait qu'avec quelques pistolets et des pots de fleurs jetés des balcons sur les gendarmes, les Algérois imposeraient leur volonté ! Gardes n'était guère pris au sérieux par les durs qui — parodiant son pseudonyme Fleur — ne l'appelaient que Fleurette des champs !

C'est au P.C. du boulevard Marcel-Duclos que Degueldre, véritable aiguilleur de la mort, vérifiait les fiches opérationnelles et y apposait ses deux lignes terrifiantes :

« A B.A.O./O.R.O./Z. A.1.

« Pour O.P.S. ponctuelle. »

C'est là également qu'étaient classés les dossiers provenant des services de renseignements de l'O.A.S. Sur ces fiches, l'avis d'un informateur classé A.1., c'est-à-dire de toute confiance, suffisait à Degueldre. Sur quelques lignes tapées à la machine il décidait de la vie d'un homme.

Voici la fiche d'un « condamné » trouvée dans les archives O.A.S. :

« Bulletin de renseignements :

« Origine : Eve / Paulette *(c'est-à-dire le Dr Pérez)* Valeur :

« Cornu Georges, 3, chemin des Glycines, Alger.

« Se déplace toujours sur moto de marque Ariel A. Ch. immatriculée 659 BC 9 A. Communiste notoire et propagandiste acharné. Cet individu a été mis à la porte plusieurs fois à la suite de sa propagande en faveur du P.C.A. *(parti communiste algérien)*. Se targue d'avoir énormément voyagé et de tout connaître, mais, en fait, n'a aucun métier dans les mains... Par contre, possède une langue qui, dans nos intérêts, aurait sacrément besoin d'être raccourcie ! »

Au bas de la fiche, de la main de Degueldre, le verdict :

« A B.A.O./O.R.O./Z. A.1.

« Pour O.P.S. ponctuelle. » La mort !

Autre fiche concernant un certain Marin, propriétaire du café Montplaisant :

« Communiste notoire. *Informateur a vu de ses propres yeux pavoiser lors de la chute de Dien Bien Phu*[5]. Son café ainsi que le seul café maure qu'il y a un peu plus bas sur le même côté de la route sont les seuls lieux de rendez-vous *(sous-entendu F.L.N.)* du secteur. Maison de passe. »

Degueldre, certainement furieux de voir réapparaître un nom pour lequel il avait déjà pris une décision « catégorique », avait ajouté :

« Vous ai transmis il y a quelques jours l'adresse où se trouvaient cachés Marin et un autre comparse. » Puis il avait signé de la lettre grecque *delta*.

Marin avait échappé à la mort ! Pas pour longtemps, on devait retrouver son corps au mois de novembre.

C'est du P.C. du boulevard Marcel-Duclos qu'étaient partis les ordres d'assassinat du Dr Schembri, le maire socialiste de Fort-de-l'Eau, dont le seul crime était de vouloir vivre en bonne intelligence avec les musulmans... et d'être gaulliste. Ce qui suffisait à Susini pour écrire du Dr Schembri : « Un des personnages les plus inquiétants et les plus méprisables de l'Algérie, un de ces vieux corrupteurs qui avaient cru fonder leur fortune politique sur le succès de la rébellion. »

Quant au commissaire Goldenberg, juif et P.S.U. de surcroît, l'O.A.S. en avait fait un agent anti-O.A.S., tortionnaire de « patriotes », alors qu'il était chef du service de la réglementation des étrangers et s'occupait du contrôle des boissons et des nomades ! On l'avait assassiné au volant de sa 2 CV dans le tunnel des facultés. Un commissaire P.S.U. participait forcément à la lutte contre l'O.A.S. !

Le 11 octobre, après l'arrestation de Roger, dit Fines-Moustaches, le P.C. du boulevard Marcel-Duclos était repéré, puis encerclé le 12 octobre. Dovecar et cinq de ses compagnons furent arrêtés, des armes et des archives saisies. Le légionnaire yougoslave se rendit sans combattre pour ne pas risquer, au cours de l'accrochage, de faire exploser les stocks de plastic et provoquer une catastrophe dans un quartier résidentiel.

Après ce coup dur, les membres de commandos Delta n'eurent plus qu'une idée : « Faire la peau à cet enculé de Fines-Moustaches. » C'est Degueldre qui lui sauva la vie en faisant passer le mot d'ordre suivant :

« Roger Giono est mon ami. Pensez à ce qu'il a dû endurer dans les geôles gaullistes.

Je défends à quiconque de le toucher. »

Degueldre assumait sa légende de brute au grand cœur. En dehors de Salan — le grand patron —, le lieutenant légionnaire était sans conteste l'homme le plus populaire parmi les membres de l'O.A.S. À tel point que dans les cafés et bars comme l'Otomatic ou le Coq-Hardi — hauts lieux de l'activisme algérois — on racontait les « exploits » de Roger Degueldre comme ceux de Robin des Bois.

Un jeune médecin hâbleur que l'on appelait Toto se flattait même à l'Otomatic de « donner des conseils » au chef des Delta.

« Quand je vois Roger, disait-il avec son accent inimitable et suffisant, je lui dis : Ontontion, Rouger,, faudré moins décunner. »

Au pays de la *tchatche,* Toto était roi. On dit bientôt du médecin :

« Tu connais Toto ? Mais tu sais bien, l'adjoint de Degueldre... »

Ce n'était pas fait pour plaire au lieutenant qui, un jour, décida de « fermer cette grande gueule ». Lui qui prenait tant de précautions depuis la découverte du P.C. Marcel-Duclos et qui ne fréquentait aucun des bistrots activistes d'Alger se rendit à l'Otomatic et s'assit devant le médecin qui pérorait.

« Il paraît que vous êtes un ami de Roger ? lui dit-il.

— Ah ! mon ami Roger. Justement je viens de le voir et je lui disais...

— Vous savez qui je suis ?

— Non... »

Le légionnaire sortit son revolver, le posa sur la table.

« Je suis Roger Degueldre. »

Et l'autre sans se démonter lui répondit :

« Je suis bien content de vous voir enfin. Je veux vous rencontrer depuis longtemps, c'est pourquoi j'ai raconté toutes ces histoires. Juste pour vous attirer. »

Devant ce « culot » doublé d'un beau sang-froid car la réputation de Delta Taisait frémir plus d'un Algérois, Degueldre éclata d'un rire homérique. Lui qui avait dit à ses commandos : « Je veux buter cet imbécile moi-même... », déclara que désormais Toto était son ami et qu'il ne fallait pas toucher à un cheveu de sa tête.

« Maintenant, dit-il, je veux que l'on me raconte « Ma vie » par Toto. »

Et un gars de son équipe fut chargé tous les deux ou trois jours de récolter les histoires de Toto sur Degueldre.

Il fallait ce divertissement pour faire oublier au lieutenant les soucis que lui donnaient ses commandos. Habitué à la discipline de la légion, il ne pouvait concevoir que les deltas n'obéissent pas au doigt et à l'œil. S'il avait réussi à les « faire passer de la strounga à l'opération ponctuelle » il n'était pas parvenu pour autant à leur faire admettre la rude discipline militaire ni à obtenir un compte rendu régulier de leurs activités.

Le dimanche 4 novembre 1961, de son nouveau P.C. du chemin Laperlier, il leur adressa une note comminatoire.

« Delta à tous.

1° Ayez tous un endroit sûr où vous déposerez votre C.R. *(compte rendu) tous les lundis* avant 12 heures. Cet endroit ne sera connu que de vous, de Roger et de Paulo.

(Paulo était l'adjoint direct de Roger Degueldre. Après l'arrestation du lieutenant légionnaire c'est lui qui prendra la tête des deltas.)

2° Afin de pouvoir utiliser pour action psychologique vos actions vous devez

obligatoirement me remettre vos C.R.

3 ° *Une dernière fois, je* vous demande de rester dans le cadre des actions commandées.

4° Faites de plus en plus attention et restez bien tous cloisonnés.

5° N'écoutez pas les mots d'ordre lancés par qui que ce soit sa*uf de moi-même.*

6° Dans vos C.R. mettez le motif de l'action entreprise si vous l'avez vous-même engagée.

7° Seuls la discipline, le *silence, le cloisonnement* peuvent permettre de tenir.

Signé : Delta. »

Demander le silence à des Méditerranéens au sang chaud lancés dans une telle aventure ! Il fallait être militaire de carrière — et légionnaire de surcroît — pour penser sérieusement l'obtenir.

Bobby Dovecar, puis le lieutenant Delhome, anciens des commandos de l'air sous les ordres du capitaine Souètre, avaient été arrêtés. Eux comprenaient la discipline militaire, mais les autres...

Les « grandes figures » des commandos Delta venaient de tous les milieux. Lâchés dans la nature avec armes, argent et droit de vie ou de mort — comme ils le pensaient — sur leur prochain, ils étaient peu disposés à se mettre au garde-à-vous, le petit doigt sur la couture du pantalon ! Seuls, investis d'une « mission »,ils se sentaient des rois... Certains l'étaient. Comme Jésus de Bab-el-Oued, un chauffeur de taxi, petit, trapu, râblé, inquiétant. Il avait commencé par les plastiquages. Au cœur de Bab-el-Oued, protégé par la population des petits Blancs d'origine espagnole et maltaise, il régnait, décidait, tranchait avec une autorité souveraine. Qui aurait osé s'attaquer à Jésus de Bab-el-Oued ! Au vu et au su de tout le monde, dans un bistrot de la Baseta, il débitait, de sa main droite au doigt coupé, des pains de plastic sur le comptoir et les confiait à « ses » hommes.

« Toi, tu es courageux, disait-il, tu auras trente secondes de mèche. Toi, tu as la trouille, je t'en mets une minute... »

Mais c'est dans l'« opération ponctuelle » que jésus et sa troupe donnaient leur pleine mesure. Un mot du chef suffisait et la victime désignée tombait, une balle dans la tête. Quant aux musulmans, le centre de Bab-el-Oued leur était pratiquement interdit. Depuis les ratonnades de septembre à Oran et à Alger, provoquées par l'assassinat à Oran d'un coiffeur juif le jour de l'an israélite, un climat de racisme et de violence extrême régnait sur le quartier populaire, climat que Jésus entretenait à plaisir. Leurs crimes seront si nombreux que même les membres des autres commando Delta les leur reprocheront.

« Je ne les aimais pas, me dira plus tard Jean-Pierre, l'un des adjoints de Degueldre après l'arrestation de Dovecar, car ils ont tué leur meilleur copain, un petit Arabe avec qui, « avant », ils prenaient l'anisette. Ils l'ont descendu d'une balle dans le ventre et il les traita d'empafés et de coulos jusqu'à sa mort. Il n'avait pas tort. »

Roger Degueldre avait moins d'ennuis avec les autres commandos du secteur dirigés par Jo, trente-huit ans — ancien contre-terroriste de la « grande époque » d'Ortiz et de Kovacs — ouvrier aux tramways algériens, et par Gaby l'Argenté, vingt-huit ans, employé de transit, «. le plus beau garçon de Bab-el-Oued » à qui des cheveux précocement blancs avaient fourni son surnom. Le secteur Orléans-Marine, qui comprenait Bab-el-Oued, Saint-Eugène et les quartiers limitrophes, comptait deux commandos supplémentaires commandés par Dédé la Pleureuse, ancien béret rouge,

déserteur de quarante-cinq ans, et par Longs-Cheveux. À ces équipes spécialistes des opérations ponctuelles se joignaient des personnages étonnants et inquiétants qui tuaient tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre. L'un de ceux qui auront les plus beaux « tableaux de chasse » sera un musulman : Jean dit Petite-Soupe. Ancien para du 3e R.P.C. de Bigeard, il avait l'habitude de dire à son colonel, en opération :

« Vous voulez une p'tit'soup', mon colonel ? »

Le surnom lui était resté.

Le prénom catholique de ce personnage qui l'était si peu lui venait de son baptême à Paris où un grand avocat nationaliste parisien et la femme d'un officier supérieur polytechnicien l'avaient « tenu » sur les fonts baptismaux. Il finira au Congo ex-belge comme garde du corps du colonel Mobutu qui pourra ainsi compter sur une des plus fines détentes de son temps

Dans cette atmosphère trouble, faite de violence, de meurtres et de règlements de comptes, l'argent devait jouer son rôle. Bien qu'en général les sommes distribuées par Degueldre à ses deltas fussent honnêtement réparties, certains commandos ne pouvaient s'empêcher de « gonfler » leurs effectifs pour toucher la paie d'éléments fantômes. Ce petit jeu coûtera la vie à un couple de tueurs, Jo et Max, qui seront exécutés sur ordre de Degueldre pour avoir non seulement triché sur les effectifs, mais encore gardé la paie de leurs hommes ! Malgré les efforts des chefs, du colonel Gardes en particulier, aucune comptabilité sérieuse ne pourra jamais être tenue. La politique des hold-up inaugurée par Pérez sur le port d'Alger permettra très vite aux commandos de se servir eux-mêmes et de fournir à la tête de l'O.A.S. ce qu'ils voudront bien lui donner.

À tous les échelons, qu'il s'agisse des commandos de plastiqueurs, des tueurs ou des « intellectuels-penseurs » de la révolution, en passant par les simples agents de liaison ou les afficheurs occasionnels, la pagaille régnait. Elle tenait aux *chikayas* qui, à la tête de l'O.A.S., opposaient entre eux les chefs du mouvement.

Godard, véritable créateur de l'O.A.S., croyait à la possibilité d'un nouveau putsch et apportait tous ses soins à la constitution de réseaux militaires. Il espérait noyauter suffisamment l'armée pour — le jour venu — la faire basculer. Sans l'armée, pas de succès possible. En outre, ulcéré d'avoir été mis en retrait par Salan, il avait laissé le « commandement » du Grand Alger au. colonel Vaudrey, « évadé » de France où il avait été condamné en septembre à dix ans de prison pour sa participation au complot parisien du putsch des généraux.

Entre Vaudrey et Salan, le général Gardy jouait les chefs d'état-major. Sa ligne politique était bien vague. Il souhaitait que l'O.A.S. organisât et armât la partie active de la population d'Alger et des grands centres, puis, ayant rallié tous les musulmans attachés à la France, se lançât dans un combat qui lui permettrait « au moins » de prendre le pouvoir en Algérie. Traumatisé par la déroute de 1940; par l'abandon de l'Empire colonial, de l'Indochine et de ses populations chrétiennes, il voulait éviter le « déshonneur » de l'armée, conséquence à ses yeux inéluctable de la politique d'autodétermination de De Gaulle. Antigaulliste de toujours il estimait que le président de la République tournait le dos à ce qu'il considérait comme le seul avenir de la France : l'Alliance atlantique et l'unification de l'Europe à laquelle devaient se joindre l'Algérie, la Tunisie et le Maroc dans un bloc eurafricain.

« Nous étions prêts à n'importe quoi pour empêcher que ne se renouvelle le drame

indochinois, me dira-t-il dix ans plus tard. Moi-même et tous ceux qui ont viré à l'action ponctuelle, au meurtre, estimions que c'était la dernière occasion de la France pour se relever. »

Quant à Salan, depuis son retour à Alger, il avait mis les bouchées doubles. Conscient du coup que son « exil » dans la Mitidja avait porté à son prestige et inquiet de l'emprise que Godard avait sur l'organisation, il avait entrepris une série de manœuvres qui devaient faire de lui le chef incontesté de l'O.A.S. Susini qui savait ne pouvoir régner que par Salan interposé l'avait aidé considérablement. Chef de l'Action psychologique et de la Propagande, le jeune homme avait entrepris une véritable campagne de publicité pour « vendre » son général. Il avait parfaitement réussi. À coups d'affiches, d'émissions pirates, d'articles dithyrambiques dans les journaux clandestins *Les Centurions et L'Appel de la France,* il avait réussi à faire assimiler par l'opinion publique le nom de Salan à celui de l'O.A.S. En ce mois de novembre 1961, Salan était devenu le patron de l'O.A.S. Littéralement téléguidé par Susini, il avait entrepris d'en donner une image « rassurante » et d'obtenir en métropole l'alliance de tous les partis antigaullistes. Ainsi il apparaîtrait comme le seul « concurrent » sérieux du général De Gaulle. Pendant que les commandos Delta se livraient à leur sinistre besogne sous la conduite de son ami Degueldre, Susini écrivait sans relâche des lettres que Salan revoyait, signait et envoyait aux membres de l'appareil des partis d'opposition ainsi qu'aux autorités civiles, morales et religieuses de la métropole. Salan écrivit même au *Monde !*

« L'O.A.S. ne pouvait s'insérer dans la vie française que par une technique de Front populaire inversé », dira plus tard Susini dans son *Histoire de l'O.A.S.*

Donner confiance et cristalliser autour du nom de Salan toutes les oppositions au gaullisme était devenu le but principal de Susini « politique ». C'est lui qui insufflait jour après jour l'esprit révolutionnaire qui manquait à Salan. Mais il le faisait avec son habileté coutumière : sans trop choquer le vieux soldat qui avait quelques difficultés, à plus de soixante ans, à se mettre dans la peau d'un révolutionnaire prêt à renverser le système républicain qui lui avait tout donné.

En novembre, Salan pouvait se flatter d'avoir été entendu sinon compris et approuvé dans de nombreux milieux qui allaient de l'entourage de Guy Mollet à celui du patron des Républicains indépendants : Giscard d'Estaing. Et puis on parlait de lui à l'Assemblée : Jean-Marie Le Pen et Georges Bidault saluaient l'O.A.S. comme un mouvement légal soutenu par l'ensemble des pieds-noirs. François Valentin, membre du Comité de Vincennes, présenta même un amendement au budget militaire, prévoyant la réduction du service militaire à dix-huit mois et la mobilisation ou le rappel de classes pieds-noirs ! Le plan de Challe et de Jouhaud à l'heure du putsch ! Plan qui allait devenir dans le jargon de l'Assemblée « l'amendement Salan » car il ne tendait à rien de moins qu'à placer l'armée, où les Européens d'Algérie seraient en majorité, sous le contrôle de l'O.A.S.[6] ! Toujours le vieil espoir de faire basculer l'armée.

Enfin, dernier succès pour Salan : la réunion du Comité de Vincennes auquel avaient souscrit dès ses débuts Jacques Soustelle, Robert Lacoste, André Morice, Georges Bidault et Bourgès-Maunoury, une belle brochette de bons politiciens bien rassurants et qui ne faisaient pas peur. Bien sûr, il y avait des « gueules » qui ne revenaient pas à tout le monde : Le Pen, Jean Dides, et puis aussi l'homme du 13 Mai, Léon Delbecque. Mais dans l'ensemble, le Comité de Vincennes pouvait paraître respectable à cette France que

Salan voulait séduire.

En plein Paris, à la Mutualité, trois mille deux cents personnes — la fine fleur de l'activisme parisien — avaient applaudi le nom de Salan et celui de l'O.A.S., « seul pouvoir réel en Algérie », avait dit Léon Delbecque.

Bidault, ancien président du Conseil national de la Résistance à l'heure où l'ennemi était le nazi, avait osé une comparaison avec un passé glorieux :

« L'armée de la nouvelle Résistance est formée, avait-il déclaré sur un ton grandiloquent. Il est impossible désormais de perdre l'Algérie qui n'est heureusement plus sans recours et sans espoir... Un coup d'État n'est pas à exclure... »

Quant à Jean Dides, ancien commissaire de police et député d'extrême droite, il avait terminé son intervention par ces mots : « Gloire au général Salan qui rendra à la France sa grandeur et sa liberté !... », assortis de quelques menaces à l'égard du président de la République qui lui valurent d'être arrêté le lendemain et interrogé à la suite de plaintes du ministère de l'Intérieur pour offenses au chef de l'État, provocation au meurtre et atteinte à la sûreté de l'État. Les députés Marçais, Bidault, Le Pen et Bernard Lafay furent également entendus par la police[7].

Merveilleuse publicité pour Salan, dont les « innocents » admirateurs et défenseurs étaient poursuivis par une police au service d'un « prince-président » dictatorial ! Susini pouvait se frotter les mains. Il avait réussi à faire passer son général pour un martyr sacrifié sur l'autel du pouvoir gaulliste.

Ce succès du général Salan sur une mince frange de l'opinion publique métropolitaine sera le dernier obtenu par Susini « politique ». Susini « l'homme d'action » allait le faire oublier.

Conscient des difficultés que rencontrait son ami Degueldre avec ses commandos, inquiet de la rivalité de plus en plus vive qui opposait Delta au bouillant docteur Pérez, excédé par les querelles entre les diverses tendances Godard-Gardes-Gardy et autres idéalistes, il lui fallait établir le pouvoir de Salan.

« La couronne était posée, écrira-t-il, restait à trouver des vassaux fidèles et courageux qui veuillent la soutenir. »

Profitant de l'arrivée à Alger de trois capitaines en rupture de légion après le putsch — les capitaines Branca et Montagnon du 2e R.E.P. et le capitaine Le Pivain du 3e étranger — il les plaça à la tête de trois des cinq secteurs clefs d'Alger. Hussein-Dey passa sous la direction de Pierre Montagnon, Maison-Carrée sous celle de Philippe Le Pivain, Alger-Centre sous celle de Guy Branca. Ce dernier, pied-noir d'origine corse, était un ami de Susini. Le Pivain était lié à la famille *de* Michel Leroy — l'adjoint de Susini à la tête du Front nationaliste. Montagnon, lui, était le copain de Branca. Tous pour un, un pour tous ! Susini avait ainsi la haute main sur ce qu'on appellera le « soviet des capitaines auquel viendra se joindre l'ancien sous-préfet Jacques Achard, patron du secteur Orléans-Marine. Il n'y avait pas une sympathie débordante entre Achard et Susini mais le général Salan aimait les « drôleries » du sous-préfet... il fallait bien l'accepter ! Degueldre, sur le conseil de Susini, put enfin déléguer une part de son autorité et détacher certains de ses commandos Delta auprès des chefs de secteur désormais responsables de l'action dans leurs quartiers. Degueldre contrôlerait ainsi plus étroitement ses commandos les plus sérieux et s'occuperait personnellement du « traitement » qu'il convenait d'appliquer à certaines affaires.

Triomphant, Jean-Jacques Susini apportait au général Salan la direction effective de l'O.A.S. Les contacts directs entre Salan-Susini-Degueldre et le « soviet des capitaines » « court-circuitaient » le groupe Godard-Gardes-Gardy-Vaudrey. Désormais Salan pouvait commander en prise directe. Il allait également assumer la responsabilité non moins directe des actes de terrorisme de l'organisation. C'en était fini de la rassurante « image de marque » qu'il s'était efforcé de présenter à la métropole !

Susini avait réalisé son plan. Conseiller politique, influant directement sur l'action des deltas à travers Degueldre, et sur celle des secteurs à travers le « soviet des capitaines », tenant en main l'Action psychologique et la Propagande, il était devenu dans l'ombre le véritable patron du mouvement clandestin. Il pouvait se montrer beau joueur et ramener à l'O.A.S. les troupes du Front nationaliste et son fer de lance : les commandos Z.

Avant de rejoindre les rangs de l'O.A.S. les commandos Z, dirigés par Leroy et Villars en l'absence de Sarradet blessé au cours d'un accrochage avec les forces de l'ordre, se payèrent le luxe d'enfreindre l'un des ordres formels des colonels : l'interdiction d'attaquer les gardes mobiles.

Les colonels — Godard en tête — avaient expliqué leur point de vue :

« On ne peut pas attaquer ces hommes qui portent un uniforme français. »

Susini et Degueldre avaient violemment réagi :

« Avec une pareille façon de voir, on arrivera à la catastrophe. »

Degueldre, toujours respectueux de la hiérarchie, avait pourtant obéi. Mais les commandos Z, emmenés par Leroy et Villars, attaquèrent au mois de novembre 1961 une patrouille de half-tracks de la gendarmerie qui remontait la rue Michelet. Deux cocktails Molotov, une grenade incendiaire, quatre morts. Après quoi, Susini plaça ses hommes avec beaucoup d'ostentation sous la direction de Degueldre et du Dr Pérez, responsables de l'O.R.O. Il se posait ainsi en champion de l'unification de l'O.A.S. !

Après les balbutiements des débuts difficiles, le tonnerre allait éclater sur Alger. Un chef en place, des seconds dévoués, des troupes décidées, une population complice, l'organisation pouvait passer à l'attaque !

Depuis l'opération « Pino », la brigade du commissaire Grassien n'avait jamais réussi à infiltrer un nouvel informateur au sein de l'O.A.S. Toutes ses opérations se soldaient par des échecs. À Alger, dans les services qui étaient censés s'occuper de la lutte anti-O.A.S., c'était la « passoire ». La police algéroise faisait cause commune avec l'O.A.S. et nombre d'inspecteurs renseignaient l'organisation. C'est ainsi que le commissaire « loupa » de peu Degueldre dont il avait réussi à localiser la cache dans le centre d'Alger. Lorsqu'il arriva dans le studio qu'occupaient le lieutenant et sa maîtresse, il trouva le lit vide, encore chaud, et quelques archives. Grassien et ses hommes, étaient brûlés, archigrillés. Devant la détermination de l'O.A.S., le ministère de l'Intérieur les rappela à Paris avant qu'ils ne se fassent tuer les uns après les autres. Jusque-là, par miracle, aucun homme de la brigade anti-O.A.S. n'avait été touché.

Le 9 novembre Grassien réunit ses inspecteurs pour le pot de l'adieu dans un bistrot du boulevard Gallieni. Tandis qu'ils trinquaient pour fêter leur départ, sous l'œil peu amène de quelques consommateurs, une voiture freina brusquement devant le café, deux hommes, mitraillette à la main, s'encadrèrent dans la porte et tirèrent au jugé. Les

policiers, instinctivement, plongèrent vers le sol tout en dégainant. Ils mirent en fuite les agresseurs mais René Joubert, adjoint de Grassien, était mort sur le coup. Une balle de MAT 49 l'avait atteint en pleine tête !

Quelques semaines auparavant, c'est le commandant Poste, un aviateur de la Sécurité militaire chargé de la lutte anti-O.A.S., qui avait été abattu. Poste avait espéré remonter jusqu'à Susini grâce à un patron de bar, Dominique Fondacci, ancien para et membre du « milieu » algérois, dont une parente tenait le Chabanais, l'un des bordels les plus célèbres d'Alger. Il pensait qu'un ancien para corse serait en contact avec l'insaisissable Susini. Degueldre fut averti de la mission de l'officier aviateur par un sympathisant de l'O.A.S. qui entretenait d'« excellents » rapports avec une personne très proche du commandant. Un soir, sur l'oreiller, elle lui avait fait cette confidence :

« Poste, qui a plus ou moins marché avec Challe à l'époque du putsch, essaye de se dédouaner en jouant un rôle dans la lutte anti-O.A.S. Son P.C. est à la villa Sesini. »

Ce sympathisant à la « cause » avait alors alerté un de ses amis, Milou, et lui avait remis la photo du commandant Poste, qui était inconnu du commando Delta. Les renseignements étaient parvenus à Degueldre qui avait chargé le commando de Jo de l'« opération ponctuelle ».

Le commando assassina le commandant Poste, que lui désigna un certain L..., militant Jeune Nation du midi de la France, venu participer au « combat » pour l'Algérie française. L... avait été mis en rapport avec le commandant Poste par Fondacci. Mais celui-ci ignorait que L... travaillait aussi pour l'O.A.S. par l'intermédiaire de Claude Piegts — arrêté depuis pour le meurtre du commissaire Gavoury !

Degueldre — résolu à assainir le « milieu » algérois — décida alors de faire d'une pierre deux coups. Il ordonna à L... d'assassiner son ami Fondacci.

« Ainsi, tu nous montres que tu marches vraiment avec nous et non avec ces fripouilles de maq' et de trafiquants. De toute façon ou tu le flingues ou je te flingue. »

Fondacci, sans méfiance, fut abattu dans son lit quelques heures après le commandant Poste !

Désormais à Alger — que l'on soit civil ou militaire, officier ou gendarme, patron de bar ou maquereau — on savait ce qu'il en coûtait de s'opposer à l'O.A.S.

En cette fin de novembre 1961, la phrase de Léon Delbecque à ses amis du Comité de Vincennes n'était pas exagérée. C'était l'O.A.S. qui tenait Alger.

La nouvelle éclata comme une bombe à l'aube du 13 novembre. À Alger, Blida, Orléansville, Affreville, Miliana et Ténès, des inscriptions O.A.S. avaient été recouvertes du slogan M.P.C. = Paix ! Place du Gouvernement, square Bresson, rue d'Isly, rue Michelet, rue de Lyon, à El-Biar, aux quatre coins d'Alger des affiches jusque-là inconnues s'étalaient, encore humides de colle, sur les murs des grandes artères. L'une, bleu et blanc, frappée d'une croix de Lorraine, proclamait : « Paix en Algérie par l'autodétermination. » Sur l'autre, vert et blanc, on pouvait lire : « Ni la valise ni le cercueil mais la coopération. » L'une et l'autre étaient signées M.P.C., Mouvement pour la Coopération !

Au P.C. de Degueldre on s'interrogea. Cette campagne d'affichage n'était pas l'œuvre de la Délégation du gouvernement. Terrée dans son Rocher-Noir, elle était bien

incapable de la moindre réaction. Alors un mouvement libéral ? Degueldre avait envoyé un commando pour. « éliminer » Yves Le Tac, représentant du M.P.C. (Mouvement pour la Communauté). La première fois l'ancien résistant avait découvert la charge de plastic placée sous sa voiture mais la seconde attaque, menée par-derrière par un delta, avait réussi. Ou presque, car Le Tac, grièvement blessé, avait survécu. La baraka le protégera jusqu'au Val-de-Grâce à Paris où un commando O.A.S. essaiera en vain de t'assassiner sur son lit de convalescent !

Raybois était hors circuit. Le patron de l'Association pour le soutien au général De Gaulle ne s'était remis ni de son arrestation lors du putsch ni du vol de son fichier.

Restait Gaston Pernot, responsable à Oran du M.P.C., mais il n'y avait rien à craindre de son côté. Il avait été reconnu dans la rue et lynché par des pieds-noirs surexcités. Un bras disloqué, il avait été conduit dans une clinique favorable à l'O.A.S. Quarante-huit heures plus tard, une grenade avait été jetée par la fenêtre ouverte ! Par chance, le lit métallique et le matelas avaient amorti l'impact meurtrier. Gaston Pernot avait été de nouveau blessé et l'on parlait de l'amputer d'un bras lorsqu'on l'avait rapatrié sur ordre exprès de l'Élysée. Le Général connaissait cet homme de cinquante ans, ancien F.F.L., commandeur de la Légion d'honneur, célèbre pour avoir été l'un des rares évadés de Buchenwald. Il est certain que des actions aussi ignobles sur les hommes de cœur qui croyaient à la coopération avec les musulmans influèrent sur l'attitude qu'affectera De Gaulle à l'égard des pieds-noirs lorsque, dans quelques semaines — après les discussions d'Évian —, il refusera de leur adresser le moindre mot pour leur expliquer les possibilités ouvertes par la négociation.

Qui donc avait pu diriger cette campagne anti-O.A.S. ? Qui se cachait derrière ce M.P.C. qui avait transformé son nom de Mouvement pour la Communauté en Mouvement pour la Coopération ?

Susini et Degueldre se souvinrent alors de Lucien Bitterlin, secrétaire du M.P.C. et responsable de la campagne d'affichage franco-musulmane lors du référendum de janvier 1961. Mais il avait quitté l'Algérie pour la métropole.

« Il ne serait pas revenu ? interrogea Degueldre.

— Non, on a les noms de tous les passagers qui débarquent à Maison-Blanche en provenance de France. Il n'est pas revenu. »

Susini ordonna une enquête sur laquelle il lança ses informateurs. En attendant son résultat, les membres de l'O.A.S.-Alger reçurent l'ordre de lacérer les affiches et d'effacer les slogans. Des Algérois matinaux n'avaient pas attendu ce conseil. Lire sur les murs de leur bonne ville des insanités comme autodétermination et coopération était au-dessus de leurs forces. À midi, il n'y avait plus une affiche intacte !

« Eh bien, monsieur Bitterlin, les résultats sont excellents. M. Morin est ravi. Il ne vous reste plus qu'à continuer ! »

Claude Vieillescazes, directeur du cabinet civil du délégué du gouvernement, semblait très enthousiaste. Et pourtant les relations entre Bitterlin, patron du M.P.C. en Algérie, et le cabinet de Morin avaient mal commencé.

À Paris, Jacques Dauer, fondateur du M.P.C., et Raymond Schmittlein, président du groupe U.N.R. à l'Assemblée, avaient eu une réunion avec Louis Joxe. Depuis la rencontre de Lugrin, en juillet, les négociations avec le G.P.R.A. étaient au point mort. Seules deux missions avancées, de Leusse-Chayet à Évian et Redat Malek-Ben Yahia en

Suisse étaient restées sur place prêtes à renouer le contact sur ordre de leurs gouvernements respectifs. Les négociations devraient reprendre un jour ou l'autre et la situation créée par l'O.A.S. à Alger affaiblissait considérablement la position française.

« L'inaction des militaires, signalait Morin, et la complicité de l'armée donnent l'impression que l'O.A.S. est maîtresse du terrain. »

Se servant de cet argument, Schmittlein était intervenu auprès de Joxe.

« Il nous faut un moyen d'action en Algérie, avait-il expliqué. Nous devons nous imposer à Alger. Il faut mener la lutte politique contre l'O.A.S. sinon, lors d'une nouvelle négociation, on arrivera en état d'infériorité. »

Avec Dauer, il avait proposé la création à Alger d'une force européenne qui — sur le plan civil — puisse dialoguer avec les musulmans et montrer aux Européens que leur avenir n'était pas avec les extrémistes. C'est dans cette optique que le Mouvement pour la Communauté s'était transformé en Mouvement pour la Coopération.

« Que quelqu'un aille à Alger, avait concédé Joxe. Morin le recevra. »

C'est ainsi que Lucien Bitterlin avait repris le chemin d'Alger. Après le lynchage de Gaston Pernot, l'attentat contre Le Tac et la mise hors circuit de Raybois, la tâche était difficile. Bitterlin avait pris contact avec André Goulay, un blanchisseur de L'Arba, au sud d'Alger. Goulay était un personnage hors du commun. Trente-quatre ans, grand, bâti en catcheur, le nez cassé, les épaules lourdes et « mobiles », le cheveu châtain coupé très court, il était l'un des rares Européens gaullistes d'Algérie et qui osaient le dire ! Ancien adjoint de Ponchardier au service d'ordre du R.P.F., ancien du bataillon français de Corée, ancien des « commandos noirs » du général de Bollardière et du colonel Barberot, il s'était fait démobiliser à L'Arba où se trouvait le P.C. des commandos et y avait ouvert une blanchisserie. Très vite, tout le monde avait su les opinions de l'ancien baroudeur qui n'avait pas l'habitude de mâcher ses mots. En outre, il arborait en permanence une croix de Lorraine au revers de son vêtement. Pourtant, personne ne s'était risqué à l'attaquer. Pas même l'O.A.S., qui s'était contentée de voler dans sa blanchisserie un stock d'uniformes que l'armée lui avait donnés à nettoyer. La « grande gueule » faisait peur.

C'est au R.P.F. que Bitterlin avait connu Goulay. Ils s'étaient retrouvés en Algérie et c'est chez lui que le jeune homme s'était réfugié lors du putsch, après avoir réussi à fausser compagnie aux paras qui l'avaient arrêté, grâce à la complicité d'un commissaire de police pied-noir.

Les deux hommes étaient bien différents. Bitterlin, petit, assez frêle, intellectuel, parlant d'une voix douce et mesurée ; Goulay « une armoire », faubourien, « gueulant » avec ses tripes. Mais l'un et l'autre unis par un même amour de l'Algérie et par le désir de voir les Européens et les musulmans y vivre ensemble, à égalité.

« Il faut que nous montrions qu'il n'y a pas que l'O.A.S., avait expliqué Bitterlin. Il faut réunir tous ceux qui voient autre chose que l'optique activiste. »

Avec les miettes de l'ancien M.P.C. et les débris de l'Association pour le soutien au général De Gaulle, les deux hommes avaient réuni une petite troupe d'hommes décidés. Car il ne fallait se faire aucune illusion. Si le collage d'affiches et la propagande étaient difficiles à l'époque du référendum de janvier 1961, aujourd'hui on y risquait sa vie. Goulay avait recruté des pieds-noirs et des métropolitains installés en Algérie et décidés à s'entendre avec les musulmans : Jean Dubuquoy, chargé de louer des villas discrètes —

car l'O.A.S. ne se laissait pas faire —, Guy Gits, M.P.C. d'Orléansville, Lavier, un boucher de la Casbah dont la femme travaillait au Service régional des fabrications d'armement en Afrique du Nord où la plupart des chefs et tout le personnel étaient favorables à l'O.A.S. et d'où partaient des caisses de pistolets qui allaient grossir les stocks de Degueldre, Frank, un Algérois, Gaston Badin, patron d'une auto-école rue Cavaignac, un gardien de la paix : Hortenzi, Pelletier, autre Algérois. À ce petit groupe s'étaient joints des musulmans de l'U.G.T.A.[8] comme Hamerène, des élus comme le secrétaire général de la mairie de Rovigo : Antri Bouzarn, et un chauffeur de taxi de Guyotville, Moussaoui. Enfin le cheikh Zekiri avait amené une douzaine d'hommes. Chacun prêt à recruter plusieurs amis décidés à jouer la coopération entre Français et musulmans.

C'est alors que Bitterlin s'était présenté au délégué du gouvernement qui l'avait reçu entouré de Verger et de Vieillescazes. Joxe avait bien prévenu Jean Morin de la visite de « quelqu'un du M.P.C. », mais le délégué s'était révélé très sceptique. Il ne gardait pas un très bon souvenir du M.P.C. à l'époque du référendum. Ces « libéraux » ne lui paraissaient ni très efficaces ni très représentatifs. Bitterlin s'était retrouvé dans le bureau du patron de l'Algérie « à vendre des aspirateurs ». Il avait pourtant expliqué son plan d'affichage et de propagande avec grande conviction.

« Si l'on montre qu'il existe un mouvement européen en Algérie qui poursuit d'autres buts que ceux de l'O.A.S., avait-il dit, beaucoup de gens viendront vers nous. »

Mais il fallait de l'argent, des hommes, des armes pour se défendre.

« Combien ? avait demandé Morin.

— Environ deux cents hommes avec des militants sûrs venant de métropole et à peu près trente millions. »

Morin n'était pas chaud. Toujours payer et pas de résultats !

« Nous avons "entretenu" le mouvement Rouland et le Mouvement national des élus locaux. Et il n'en est rien sorti ! »

Verger était venu à la rescousse. Après tout, sans moyens, le M.P.C. n'avait pas fait de si mauvais travail au référendum.

« On va faire un essai sur Alger, Orléansville et la région pendant un mois. On vous donne quinze millions. La Sécurité militaire vous fournira des laissez-passer pour vos hommes et des permis de port d'armes. De notre côté nous donnerons des ordres aux autorités militaires pour que vos hommes n'aient pas d'ennuis pendant le couvre-feu et que l'on ne leur demande rien sur l'origine de leurs armes. »

L'affaire prenait tournure. Bitterlin avait commandé ses affiches à Paris puis, après avoir rendu compte à Jacques Dauer de la suite qu'il comptait donner aux événements, il avait recruté dans la capitale quelques hommes de confiance qui puissent le seconder à Alger. Ces hommes avaient accepté de prendre un mois ou deux de vacances pour se lancer dans la lutte politique contre l'O.A.S. Il s'agissait de Mario Lobianco, cinquante ans, ancien des Brigades internationales, résistant, déporté à Buchenwald, responsable U.N.R., et de deux jeunes membres de la section U.N.R. de Champigny, Gérard Maugueret et Michel Dirand, tous deux anciens commandos parachutistes. Pierre Lecerf, un ami d'André Goulay, ancien de Corée et représentant de commerce gigantesque, « une allure de malfrat balafré mais vêtu avec beaucoup de distinction », dira Bitterlin, s'était joint « par amitié » au petit groupe. Amitié et goût de la bagarre.

À Alger, Verger avait tenu sa parole. La Sécurité militaire était prête à aider les hommes de Bitterlin. C'est le colonel André dit Laurent qui avait été chargé du M.P.C. Il avait fourni des pistolets italiens Astra, pris au F.L.N., ainsi que des ordres de mission et des permis de port d'arme signés du colonel Rivière, grand patron de la S.M. Très vite ces documents prouvant la corrélation directe entre les autorités et le M.P.C. avaient été remplacés par des ordres de mission signés lieutenant-colonel Martin, personnage mythique tout droit sorti de l'imagination de la S.M. Tout ce qui restait de vrai dans cette affaire étaient les pistolets un numéro de la Sécurité militaire — le 656-33-28 ou Mogador 68-33 — à appeler en cas de pépin, et deux soldats du contingent qui arrivèrent au P.C. de Bitterlin avec deux voitures, quatre mitraillettes, des pistolets automatiques, des munitions et quelques grenades ! Ces deux garçons dont l'un s'appelait « le Boulonnais » — on ne lui connaît pas d'autre nom — étaient en rapport direct avec Martial, adjoint du commandant Poste assassiné par l'O.A.S.

Jean Dubuquoy avait loué une villa, rue Fabre à El-Biar, villa appartenant à un activiste, André d'Andréa, expulsé d'Algérie après le putsch. Le M.P.C. ayant besoin d'une couverture pour se protéger de l'O.A.S., la villa devint le siège social d'une société de peinture. Un stock de deux cents kilos de peinture verte et quelques prospectus « bidons » répandus sur une table basse dans le hall de la villa suffirent à accréditer la fable.

Le 13 novembre, à 1 heure du matin, les différentes équipes — soit une centaine d'hommes disséminés dans la région d'Alger et d'Orléansville — avaient frappé les trois coups qui annonçaient le drame : « M.P.C. contre O.A.S. » Chaque équipe avait travaillé avec les autorités locales. À Blida, le colonel commandant le secteur — un lointain parent de Mme De Gaulle — avait mis sa voiture personnelle à la disposition du M.P.C. ainsi que les quelques volontaires du contingent en civil. Mais dans certaines agglomérations comme Aïn-Taya ou Cherchell, les sous-préfets n'avaient rien voulu savoir ! Dans l'ensemble, l'opération avait été un succès.

Morin, en visite à Orléansville, le surlendemain de l'opération, avait découvert une ville où enfin les murs n'étaient pas recouverts de slogans O.A.S. mais d'inscriptions pour la coopération. Les élus locaux, dont le bachagha Boualem, s'étaient répandus en reproches. Pour eux, pas de problème, le M.P.C. c'était le gouvernement.

« Pourquoi faites-vous cela, monsieur le délégué ? avaient-ils demandé.

— Heureusement qu'il y a ces inscriptions, avait répondu Morin, dont l'œil pour une fois reflétait un amusement discret, sans quoi vous et moi n'aurions su que nous dire ! »

Les visages des élus s'étaient fermés.

L'offensive M.P.C. avait eu un grand retentissement. Les agences de presse A.F.P., U.P.I., les radios, la presse avaient reproduit les communiqués du M.P.C. et sa profession de foi demandant que se créent des comités locaux de coopération capables d'engager le dialogue, « seul capable de permettre aux Algériens des différentes communautés de vivre en bonne intelligence après avoir oublié haines et rancunes ».

« Le M.P.C., disait également le communiqué, s'adresse plus particulièrement aujourd'hui aux Algériens d'origine européenne afin qu'ils cessent de suivre ceux qui les conduisent vers le suicide collectif sur la terre natale. Manifestement, des individus aigris et ambitieux, plus soucieux de leur intérêt particulier que de la grandeur de la nation, exploitent ce sentiment respectable : le désir de rester français. »

Le délégué général Jean Morin était ravi. Bitterlin et sa poignée d'hommes avaient réussi là où les autorités avaient échoué.

Durant le mois de novembre la campagne d'affichage et de slogans continua. Les hommes du M.P.C. virent venir vers eux un nombre important de libéraux et de musulmans.

« C'est la première fois qu'on voit cela, disaient-ils, on se décide enfin à montrer qu'il n'y a pas que l'O.A.S. Mais attention ! les deltas doivent vous chercher. Nous on sait où sont certains chefs de l'O.A.S. On pourrait peut-être les faire coffrer. »

L'engrenage était en marche. André Goulay réunit quelques-uns des anciens de l'Association pour le soutien dont Jean, un gorille par la carrure, voyageur de commerce, Biard, instituteur bourguignon marié à une Kabyle. Bien d'autres encore. Chacun apportait non seulement sa bonne volonté au mouvement mais aussi les renseignements qu'il pouvait glaner ici et là. Il y eut aussi des défections. C'est ainsi qu'un ancien de l'Association, Del Perrugia, habitant d'El-Biar, refusa de « reprendre du service » au sein du M.P.C. Lorsque Bitterlin et Goulay lui rendirent visite il n'eut qu'une idée : les voir partir le plus vite possible.

« Vous êtes fous, dit-il. Vous êtes repérés. L'O.A.S. sait ce que vous voulez faire. Vous ne vous rendez pas compte comment on vit ici. Des jeunes plastiquent au vu et au su de tout le monde et personne ne les dénonce. Ils vous ont certainement vus entrer ici. André est déjà condamné à mort par l'O.A.S. »

Goulay sourit et écarta sa veste, découvrant le 9 mm glissé dans sa ceinture.

« C'est ça, ironisa Del Perrugia, mais moi je ne veux pas finir ma vie si tôt. Dans un mois je file. Je vais en France. La vie n'est plus possible. »

Un deuxième incident, plus grave celui-là, donna à Bitterlin la preuve que l'O.A.S. était sur la piste des hommes du M.P.C. avec la complicité d'autorités militaires locales.

Jean Morin avait fait prévenir les préfectures et états-majors des villes où le M.P.C. était implanté pour leur demander de ne pas entraver le travail de ses membres et pour signaler que « compte tenu des événements ils étaient porteur d'armes ». Ordre était donné de ne pas les contrôler et de les aider dans la mesure du possible.

À réception des recommandations du délégué, le génral commandant la zone d'Orléansville « pondit » la note suivante destinée à ses subordonnés de *tous* les secteurs de la zone Ouest algérois et aux gendarmeries.

« No 1756/Z.O.A./2/S.

Réf. : T.O. 1728/Z.O.A./2/S. Secret.

Suite instructions du corps d'armée d'Alger, un certain nombre d'individus possédant ordres de mission émanant ministre des Armées et Sécurité militaire et signés par le lieutenant-colonel Martin sont autorisés à circuler en armes de nuit et de jour.

Attitude à observer à leur égard :

1° Contrôler ordre de mission, identité des intéressés. Relever modèle et numéro des armes et véhicules ;

2° Ne leur accorder aucune aide ;

3° Ignorer leurs activités si elles ne portent pas atteinte à l'ordre public ;

4° Rendre compte au général commandant la Z.A.O. C.R. immédiatement en cas d'incident. Fin. »

Les paragraphes 1 et 2 de la note venaient en contradiction totale avec les ordres

émanant du cabinet de Morin. Quand le délégué du gouvernement parlait à Paris de complicité de l'armée il n'était pas loin de la vérité !

Deux Algériens du M.P.C. d'Orléansville furent ainsi contrôlés par un lieutenant qui releva leurs numéros de laissez-passer et leur confisqua leurs armes. L'un d'eux s'appelait Ould Larbi Noureddine.

Revenez les chercher demain », dit le lieutenant.

Les deux Algériens savaient que cette attitude était contraire aux ordres mais ils ne pouvaient protester. Le lendemain on leur remit leurs armes sans difficultés.

Le numéro suivant *d'Appel de la France*, journal clandestin de l'O.A.S. dirigé par Georges Ras et Jean-Jacques Susini, publia en pleine page les photocopies des ordres de mission ainsi que les numéros des armes contrôlées par l'autorité militaire d'Orléansville ! Les membres du M.P.C. y étaient traités de S.S. gaullistes !

La Sécurité militaire locale avait purement et simplement transmis ces renseignements à l'O.A.S. C'était condamner à mort les deux membres du Mouvement pour la Coopération sans se salir les mains !

Bitterlin n'avait toujours pas été repéré malgré plusieurs passages à Maison-Blanche. Il circulait sous le nom de Jacques Dulac, né le 15 juillet 1932 à Colombes et domicilié, 9, rue Séverine à La Redoute (Alger). Sa carte d'identité portait le n° L. J31476 et son autorisation de voyage le n° 63/P.P. Il s'était installé avec sa femme et André Goulay dans une villa isolée, entre La Redoute et le Golf, rue Séverine, une voie tranquille où il menait une vie en apparence des plus bourgeoises. À partir du 13 novembre, il multiplia les précautions car le M.P.C. ou plutôt certains des hommes qui en faisaient partie avaient décidé d'évoluer. De l'action psychologique et politique telle que Jacques Dauer la préconisait à Paris, Bitterlin, Goulay et leurs amis passèrent au renseignement, puis à l'action.

Dans un premier temps ils communiquèrent au colonel André et au colonel Rivière les renseignements que leur apportaient les membres du M.P.C. concernant l'O.A.S. Puis, un jour de novembre, le colonel André vint à la villa A, rue Fabre, où se réunissaient les membres de l'équipe de choc de Goulay. Il leur remit dix paquets de 500 grammes de plastic et fit pour ceux qui ne savaient pas s'en servir un bref cours sur la mèche d'allumage.

« C'est simple, leur dit-il, vous coupez avec une lame de rasoir, vous attendez que le cordon grésille et vous vous tirez ! »

Il donna alors une liste des cafés, bars et restaurants, repaires d'activistes déclarés : l'Otomatic, les Sept-Merveilles, le Cheval-Blanc et le Tantonville.

« Il faut que l'O.A.S. s'aperçoive qu'elle n'est plus maîtresse à Alger ! Et qu'on est capable d'employer les mêmes méthodes qu'elle ! »

Le soir même, cinq voitures : une 404 beige 373 KE 9A, une 403 verte 66 GT 92, une Simca Aronde 363 FA 9A, une Marly 188 FV 9A, et la vieille Mercedes d'André Goulay 962 CW 9A quittèrent la villa de la rue Fabre.

Entre 1 heure et 5 heures du matin les façades de l'Otomatic, du Tantonville et du Cheval-Blanc explosèrent. Aux Sept-Merveilles l'équipe de « contre-contre-terroristes » se heurta à des membres de l'O.A.S. qui ouvrirent le feu.

C'était la première fois que l'on s'attaquait à l'O.A.S. La nouvelle se répandit dans Alger, habilement dirigée par les membres du M.P.C.

« L'O.A.S. plastique ceux qui ne payent pas les cotisations qu'elle impose. Mais ça ne sert à rien de payer puisqu'on est aussi bien plastiqué par « les autres ». Même les hauts lieux de l'O.A.S. n'y échappent pas. »

Quarante-huit heures plus tard, c'étaient le Joinville, le Coq-Hardi et le Viaduc, rendez-vous des hommes de l'O.A.S., qui explosaient.

A Alger on commença à avoir peur. Les Européens, entendant une « strounga » n'étaient plus certains que ce soit un « môvais » qui paie ainsi son libéralisme ou son refus de cotiser à l'O.A.S. Musulmans et libéraux n'étaient plus seuls visés.

Goulay, Lecerf, Pelletier, Lavier, Franck, Hortenzi et Dubuquoy, tous Français d'Algérie, venaient d'expliquer à leur manière qu'ils entendaient rester — eux aussi — en Algérie et lutter contre l'O.A.S. avec les mêmes moyens. Ce petit groupe informa Bitterlin qu'il prenait le nom de réseau Talion. Œil pour œil, etc.

« Nous restons au M.P.C., expliquèrent ses membres, mais nous entendons aussi taper sur l'O.A.S. ».

À Paris, Jacques Dauer protesta. Il ne voulait pas que son mouvement politique se double d'une organisation contre-terroriste.

Bitterlin répliqua qu'« on ne pouvait faire autrement car dans une ambiance de guerre civile, faisant de l'affichage le revolver à la main et le cran de sûreté baissé, continuellement menacé de mort, on était bien obligé d'utiliser les mêmes armes que l'adversaire ». De son côté, Jean Morin, qui souhaitait que le M.P.C. s'implante sur toute l'Algérie et poursuive parallèlement sa mission de renseignement et — éventuellement — de contre-plastiquage, calma Dauer en lui faisant remarquer qu'au lendemain des attentats M.P.C. l'O.A.S. ne s'était pas manifestée.

L'accalmie devait être de courte durée. D'autant qu'André Goulay et Jean Lecerf avaient décidé de demander du renfort à Paris.

« Lucien, j'ai un copain à Paris. Un avocat : Pierre Lemarchand. Un ancien commando noir, gaulliste à tout crin. Une tête mais aussi un baroudeur. Il nous trouvera des gars. Il faut aussi que je joigne mon ancien patron au R.P.F., Ponchardier. Lui aussi saura nous récupérer des hommes. »

C'est ainsi que Lucien Bitterlin apprit que Goulay pouvait se procurer des renforts. Ils devenaient nécessaires. Et il ne fallait pas recruter de petites natures. Le péril se précisait. Déjà quelques membres du M.P.C. avaient flanché devant la multiplication des « actions ponctuelles » de l'O.A.S. Le 18 novembre le secrétaire général de la S.F.I.O. à Alger, William Lévy, avait été abattu d'une balle dans la tête. Après l'assassinat de Camille Blanc à Évian et du docteur Schembri à Fort-de-l'Eau, tous deux maires socialistes, celui de William Lévy marquait la fin des espoirs de Salan de se « faire bien voir » de certains socialistes sur lesquels il fondait beaucoup d'espoirs en métropole. Le chef de l'O.A.S. avait interdit l'exécution de Lévy décidée par Degueldre en raison de son hostilité ouverte au mouvement clandestin. Mais il n'avait pas été écouté. Degueldre et ses deltas en avaient fait à leur guise. Salan aura beau protester dans une lettre à Guy Mollet, assurant que cet assassinat était l'œuvre d'un « groupe d'extrémistes », il portera désormais la responsabilité de tous les crimes de l'O.A.S. Cette exécution prouvait aussi que l'O.A.S. c'était d'abord et avant tout les deltas de Degueldre et de Pérez. C'est d'ailleurs la seule chose que retenait la population.

On sentait l'imminence d'une réaction violente de l'O.A.S. contre les membres du

M.P.C. La menace planait. Déjà des musulmans de leur groupe avaient été abattus. Lors des deux derniers affichages, c'est un miracle qui avait permis à l'équipe de colleurs d'échapper aux éclats meurtriers de grenades lancées des balcons algérois. L'effet de surprise était passé. L'O.A.S. guettait les gaullistes.

Bitterlin avertit Jacques Dauer de la démarche de Goulay auprès de Lemarchand. Le patron du M.P.C. à Paris n'était pas « chaud ».

« Je veux rester politique, dit-il à son représentant à Alger. Si Lemarchand se met dans le coup, le mouvement risque de nous échapper. »

Rester strictement politique à Alger en exposant des opinions gaullistes de coopération avec les musulmans, c'était risquer la balle dans la tête ! Alors autant se battre...

Goulay et Bitterlin rencontrèrent donc Lemarchand et Ponchardier.

Pierre Lemarchand, député, avocat à Paris, résistant à dix-huit ans, membre des jeunesses du R.P.F., ancien commando de Bollardière, avait gardé de nombreux contacts avec des gerçons qui n'avaient pas froid aux yeux. Les réunir était pour lui un jeu d'enfant.

Quant à Dominique Ponchardier, son ami Roger Frey, ministre de l'Intérieur, lui avait déjà demandé de l'aider dans la lutte anti-O.A.S. !

Frère de l'amiral Pierre Ponchardier, Dominique était un gaillard de quarante-quatre ans dont la vie était un roman d'aventures. Chef de mission de première classe à la D.G.E.R.[9] pendant toute la durée de *l a* guerre, ses exploits d'agent secret ne se comptaient plus. En 1947 il avait fait partie du conseil de direction du R.P.F. sans pour cela cesser de rencontrer ses copains des Services spéciaux revenus à la vie « civile ». Puis il s'était consacré au cinéma et à la littérature. La Série Noire s'enrichit alors d'un nouveau héros : le Gorille, et d'un nouvel auteur, Antoine Dominique, alias Dominique Ponchardier, qui utilisa ainsi nombre de ses souvenirs... Commandeur de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, l'agent secret devenait une vedette. En 1961, il s'était « remis en veilleuse » pour constituer discrètement un corps de police peu officiel.

Harcelé par Jean Morin qui lui réclamait des forces de police « sûres », le ministre de l'Intérieur avait décidé d'envoyer une mission de policiers professionnels : la « mission C » dont nous reparlerons, et un corps de volontaires que Ponchardier, tout en y étant peu favorable, était chargé de recruter.

C'est ainsi que le Gorille avait contacté l'Avocat.

Lorsque Bitterlin et Goulay rencontrèrent les deux hommes ils étaient prêts à étoffer le groupe initial du M.P.C. d'Algérie.

Le premier volontaire pour l'Algérie fut le « père Peysson », de son véritable nom Jean Dufour. Ancien Français libre, résistant, gaulliste, lui aussi ancien commando noir, adjudant d'intendance. Employé à la S.N.C.F. ce père tranquille quinquagénaire prodiguera ses conseils avec un pittoresque accent du Midi et s'occupera de l'intendance du groupe « action » anti-O.A.S. Car désormais il y avait de l'argent. On était loin des quinze millions « généreusement » accordés par Vieillescazes. De l'argent, des armes, du matériel et des salaires. Les volontaires voulaient bien risquer leur peau mais pas pour rien et pas sans assurance !

Le budget réclamé par Bitterlin fut fixé à trente-six millions quarante-quatre mille francs par mois. Le salaire mensuel des cadres à deux cent mille francs et celui des

militants à quatre-vingt mille francs. Ils passeront très vite à trois cent mille et cent cinquante mille pour les hommes du recrutement Ponchardier-Lemarchand. En janvier, Mme Lemarchand souscrira même des polices d'assurance temporaire sur la vie à la Compagnie d'assurances générales sur la vie, 87, rue Richelieu. Pour un capital de cinq millions. Cinq millions la peau d'un homme. Pas cher ! Les chefs vaudront le double.

Outre le père Peysson, Bitterlin rencontra Claude Veillard, dit Petit-Claude, 25 ans. « Un gosse de l'Assistance », petit, râblé, déluré, ancien para, tatoué sur le bras droit, un doigt coupé à la main droite, un peu voyant, trop bavard, et un chauffeur de poids lourds, Marcel Pisano, ancien du service d'ordre du R.P.F., qui avait quitté son emploi pour venir en Algérie. Amoureux des armes et de la guerre, il allait être comblé !

Enfin la dernière recrue — et non la moindre — de cette première équipe de « policiers parallèles » fut Jim Alcheik, dit Lassus, champion de karaté et directeur d'une école de judo. Il amenait avec lui huit judokas. Quatre Vietnamiens, dont Roger Bui-Thé, chauffeur-livreur père de quatre enfants, de Viorne et « Petit-Chapeau », et quatre pieds-noirs, juifs d'origine tunisienne ou algérienne comme Jim Alcheik, dont Joseph Touitou et Alain Belaïche.

Le 5 décembre les « renforts » arrivèrent à Alger. À Maison-Blanche ils rencontrèrent Lucien Bitterlin, André Goulay et Jean Dubuquoy, entourés de leurs gardes du corps. Tous armés jusqu'aux dents. Du vrai cinéma. L'ambiance était à la révolution. Chacun faisait peser sur son voisin un regard lourd de suspicion. Les murs de l'aéroport étaient recouverts d'inscriptions O.A.S.

« L'O.A.S. frappe qui elle veut, quand elle veut, où elle veut. »

En passant devant cette « profession de foi », les Vietnamiens eurent un petit sourire. Voilà un programme qui risquait de changer.

Jean Morin avait obtenu satisfaction. Les renforts de police réclamés sur tous les tons arrivaient enfin à Alger. Avec deux mois de retard. Pour les obtenir Morin avait dû se plaindre directement à l'Élysée.

« Mon général, avait-il dit, si je ne reçois pas une aide policière sérieuse, je ne peux plus assumer mes fonctions en Algérie. »

Il faut bien dire que, depuis le départ de l'équipe de Grassien, l'O.A.S. régnait sur Alger. Seules les actions du M.P.C. avaient porté quelques coups à son prestige. Piqûres d'épingle en vérité, qui ne risquaient pas de démanteler l'O.A.S. De Gaulle s'était fâché. L'O.A.S. devenait un péril grave pour la nation. Il fallait réagir durement.

Sur ordre du Général, Roger Frey avait désigné l'homme qui à Alger serait chargé de la lutte anti-O.A.S. : le directeur de la police judiciaire, Michel Hacq, résistant, déporté, grand officier de la Légion d'honneur et médaillé de la Résistance.

Hacq arriva fin novembre à Alger avec carte blanche, sous le nom de « professeur » Hermelin. En dix jours, aidé de Jannin, directeur de la Sûreté nationale, et du nouveau préfet de police Vitalis Cros, il fit le point de la situation. Elle était « claire » et simple : la police algéroise et oranaise était toute à l'O.A.S. Les fuites étaient considérables et les renseignements nuls. L'adversaire connaissait tout des autorités, de leurs plans, de leurs projets, jusqu'à l'entourage des grands patrons. Avec une pareille police locale même renforcée d'éléments métropolitains, il n'y avait rien à espérer. Quant à l'armée...

« Il faut une mission spéciale de policiers professionnels métropolitains restant deux mois au maximum, conclut le « professeur ». Tous les deux mois ils seront relevés par un système de rotation. Seul l'encadrement composé de responsables sûrs de la P.J. restera sur place. Je dirigerai personnellement la mission. »

Michel Hacq fixa les effectifs nécessaires à une lutte efficace à deux cents inspecteurs triés sur le volet.

À Paris il expliqua son plan au ministre de l'Intérieur.

« Je vais installer mes hommes dans une véritable forteresse, sans contact avec l'extérieur. Personne ne les connaîtra. Ils n'opéreront qu'en commandos avec un support solide constitué de gardes mobiles. »

Hacq avait choisi les gendarmes mobiles car — on l'a vu — les C.R.S. n'étaient pas, tous sûrs. En outre, la gendarmerie était équipée d'armement lourd, de chars et de canons.

« Contre les bazookas de l'O.A.S., ce sera utile... »

C'était la guerre. La plus terrible. La guerre civile.

La direction de la gendarmerie, commandée en Algérie par le général Cherasse, détacha auprès de Michel Hacq un petit état-major dirigé par le capitaine Lacoste, et quelques hommes décidés autorisés à travailler avec les policiers soit en uniforme, soit en civil.

« Mes hommes, expliqua encore le directeur de la Pi., n'interviendront que sur renseignement. »

À ce propos, Michel Hacq comptait beaucoup sur le M.P.C. À Alger, Morin lui avait présenté Lucien Bitterlin. Le policier avait très vite jugé le jeune homme : intelligent, rapide, rusé, courageux. Par contre, il n'avait pas apprécié la constitution d'une équipe « action » composée de « durs » qui risquaient d'échapper au chef du M,P.C. En outre, Hacq n'avait besoin de personne pour l'action. Cette équipe parallèle ne ferait que le gêner dans sa mission.

Pourtant il revint sur sa première impression lorsque Bitterlin lui annonça que son équipe avait fait deux prisonniers O.A.S. dont les renseignements pouvaient permettre un coup de filet fructueux.

L'histoire de cette arrestation était rocambolesque. Le 19 novembre deux jeunes gens sonnaient à la villa de la rue Fabre. Lecerf leur ouvrit.

« On voudrait parler à M. d'Andréa.

— Il n'habite plus là. »

Les deux garçons, gênés, ne savaient que dire.

« Que lui voulez-vous ? demanda Lecerf.

— Eh bien voilà, se lança le plus grand des deux, on voulait le prévenir que sa villa était branchée sur une table d'écoute de la Sécurité militaire. »

Lecerf fut ébahi car c'était la vérité. Le colonel André avait averti les membres du M.P.C. qu'il mettait le téléphone en écoute permanente pour intervenir en cas de difficulté. Que l'O.A.S. soit en possession de l'information en disait long sur la confiance que Rivière et André pouvaient avoir en leurs subordonnés.

Sans perdre son sang-froid, Lecerf remercia les deux jeunes O.A.S. et les fit entrer dans la villa où se trouvait le reste du réseau Talion, auquel s'étaient joints deux Arabes aux gueules patibulaires, le père et le fils Amar recrutés par le colonel André et que les hommes du M.P.C. appelaient : les tueurs. À la vue des holsters portés sous l'aisselle par

chacun des occupants de la villa, les deux gamins s'inquiétèrent. Lecerf eut un bon gros rire.

« Ne vous en faites pas, les enfants, si vous êtes de l'O.A.S. nous on vient de métropole pour vous aider. »

Après tout, cette équipe ressemblait comme deux gouttes d'eau à celle des deltas de Degueldre dont les jeunes gens connaissaient les membres. Alors ils bavardèrent. Habilement Lecerf leur « tira les vers du nez ». En trinquant à la santé de Salan et à la victoire de l'Algérie française ils racontèrent leur vie d'agents de renseignement. Ils donnèrent ainsi leurs boîtes aux lettres, le nom de leur chef, un certain Brutin, les lieux de rendez-vous de Jésus de Bab-el-Oued, le nom de ses deltas !

« La tâche de l'O.A.S.-Métropole dont nous faisons partie, dit Lecerf, va être facilitée grâce à vous. Merci, les gars. »

Lorsque les jeunes gens voulurent se retirer Lecerf leur dit que les ordres ne le permettaient pas. Il fallait attendre le patron.

« On peut téléphoner ? hasarda le plus jeune.

— Et puis quoi encore ? rugit Lecerf. C'est vous qui venez de nous prévenir que nous étions sur écoute de la SM.

— Ah ! oui, c'est vrai ! »

Il les garda jusqu'au petit matin. Le réveil fut brutal.

« Allez, dit Lecerf, la plaisanterie a assez duré. Nous ne sommes pas O.A.S., mais des agents gaullistes. »

Les deux gars s'effondrèrent. On ne pouvait ni les garder dans la villa ni les relâcher. Lecerf prévint la Sécurité militaire qui ne voulut pas se charger des deux « colis » ! Il fallut l'intervention de Martial, l'ancien adjoint du commandant Poste, et du colonel André pour que les deux membres de l'O.A.S. soient incarcérés !

Devant tant de réticences, Michel Hacq pensa qu'il était temps que ses hommes viennent remplacer ceux de la Sécurité militaire. Malgré le retard apporté à l'exploitation des renseignements l'opération fut payante. Brutin, le chef du réseau renseignement O.A.S., fut arrêté ainsi que quelques membres de son équipe. Si les hommes du M.C.P. fournissaient régulièrement d'aussi bons renseignements, les inspecteurs de Michel Hacq obtiendraient vite les résultats espérés. Leurs méthodes et leur détermination seraient autres que celles de la Sécurité militaire. C'est ce que le directeur de la P.J. expliqua à Roger Frey.

« Comment appellerez-vous votre mission ? interrogea le ministre.

— « mission C », monsieur le ministre. C comme choc. »

Le 5 décembre tandis que les « parallèles » empruntaient la ligne normale, deux cents inspecteurs et commissaires de police arrivèrent à Alger à bord de deux *Caravelle* spéciales. Un formidable service d'ordre composé de gardes mobiles les attendait.

Le soir même, la « mission C » fut installée à l'école de police de Hussein-Dey transformée en fortin et gardée par les chars de la gendarmerie mobile. Tout y était prévu pour y vivre et y « travailler » en circuit fermé : hébergement, cuisines, salles d'interrogatoire, cellules...

Restait maintenant à trouver les têtes de l'O.A.S. Car tel était le but de la « mission C ».

« Messieurs, avait dit Michel Hacq au départ de Paris, le menu fretin ne m'intéresse

pas, ce que je veux c'est Salan, Jouhaud, Degueldre et les principaux deltas. »

La longue chasse commençait. Elle allait durer cinq mois. Et serait fertile en rebondissements !

L'annonce de l'intensification de la lutte anti-O.A.S. avait transpiré à Paris. Les journalistes avaient appris la décision d'envoyer à Alger une brigade anti-O.A.S. Cela suffit à décider Lucien Bodard, l'un des meilleurs grands reporters français, à prendre l'avion pour Alger. Il fut servi par une chance extraordinaire. Dans la même *Caravelle*, assis au rang précédent, se trouvaient Jacques Dauer, patron du M.P.C. en France, Robert Abdesselam, député Algérie française, et Michel Hacq, directeur de la police judiciaire que le journaliste connaissait ! Le voyage fut fructueux. Les oreilles de Bodard ressemblaient à des radars. Sans se méfier de ce gros homme, au ventre rassurant, Jacques Dauer bavarda librement avec le député Abdesselam. Il lui raconta la campagne d'affichage du M.P.C. Après tout, cela était légal. Abdesselam, dont le cœur ne battait pas du côté du M.P.C., resta très réservé. Michel Hacq, lui, se cantonna à des banalités lorsque Bodard se présenta aux trois hommes. Mais dans le cerveau du journaliste le, déclic avait joué : derrière le visage hermétique et les yeux plissés la machine intellectuelle travaillait à plein rendement. Rassemblant tous les renseignements qu'il avait sur la mission policière dont il avait entendu parler à Paris, sur les hommes du M.P.C. dont Dauer venait d'expliquer le rôle « officiel », les rapprochant des explosions anti-O.A.S. qui avaient eu lieu à Alger dans les semaines précédentes et découvrant la présence du patron de la P.J. métropolitaine à Alger, Bodard construisit l'un des plus beaux papiers de sa vie.

Sans certitudes, il approcha de la vérité comme personne ne l'avait fait jusque-là.

Le lendemain, *France-Soir* publiait la nouvelle de la guerre anti-O.A.S. que le gouvernement allait livrer à Alger en traquant les têtes du mouvement subversif grâce à un corps de police secrète.

« Cette police, écrivit Bodard, sera autonome et non assujettie à l'autorité normale. Elle agira en dehors de l'armée et de la police, et aura ses propres moyens d'action. Ultra-secrète, elle mettra à profit les renseignements qu'elle aura reçus. Nous allons assister à une guerre entre les réseaux O.A.S. et les anti-O.A.S. » Mélangeant de bonne foi les « parallèles » du groupe M.P.C. et les policiers de la « mission C », Bodard, reprenant l'appellation pittoresque inventée par Dominique Ponchardier dans ses « Gorilles », annonça la création en Algérie d'un corps de « barbouzes ». Le mot était lancé. Il allait faire florès.

Dans ce quartier chic et discret où, à deux pas de l'hôtel Saint-George — le Ritz d'Alger — se calfeutraient de merveilleuses villas enfouies dans la verdure, les fleurs, les gazons, où l'eau des piscines était toujours bleue, l'arrivée des barbouzes ne passa pas inaperçue. La propriétaire de la villa du chemin Beaurepaire louée à l'intention des hommes de Jim Alcheik présentés comme de paisibles « représentants de commerce » fut horrifiée de l'étrange activité qui y régnait. Lorsqu'elle aperçut les Viets se livrer à de fulgurantes démonstrations de karaté entrecoupées de cris inhumains et qu'elle se heurta à

ces curieux pieds-noirs qui passaient leur temps à graisser leurs mitraillettes et ne se déplaçaient qu'avec un pistolet plaqué sous l'aisselle, elle refusa d'abriter plus longtemps « cette équipe de malfrats ». Elle rendit les dépôts de garantie et les avances sur loyer, et exigea que l'équipe déguerpît au plus tôt.

Bitterlin dut ventiler ses hommes entre la villa A, où régnaient les « pépères » des barbouzes, Mario Lobianco et Gaston Dufour alias Peysson, et la villa B, la belle Dar-Likoulia, rue Faidherbe — une impasse donnant sur la rue du Dr-Lucien Raynaud. Il tenait à préserver sa retraite de la rue Séverine et celle de la rue des Pins à Hydra, où avec Jean Dubuquoy il recevait ses informateurs politiques. Ces deux villas devaient rester « respectables » !

La situation évoluait très vite. On était loin de l'ancienne action légale du M.P.C. Avec Jim Alcheik et ses hommes on allait passer au combat contre l'O.A.S. André Goulay était revenu de Paris avec le titre de responsable pour l'Algérie de la lutte anti-O.A.S., titre généreusement décerné par Ponchardier, et accompagné des félicitations de Roger Frey. Désormais, le M.P.C. n'avait plus rien à voir avec le mouvement créé par Dauer à Paris, sinon que Bitterlin en restait le responsable politique en Algérie. Sur le plan de l'action — confiée à Goulay et à Jim Alcheik — et sur celui de l'administration — contrôlée par le père Peysson — il dépendait entièrement de Paris et constituait ni plus ni moins qu'une milice locale et clandestine, œuvrant avec la bénédiction de tous. C'était désormais Lemarchand qui assurait la liaison entre Paris et l'équipe d'Alger, surveillée du coin de l'œil par Vieillescazes et Michel Hacq.

Sur le plan renseignement, Bitterlin avait trouvé une source de premier ordre en recrutant par l'intermédiaire de Jean Dubuquoy un lieutenant-colonel de réserve d'une cinquantaine d'années : Jacques Despinoy, que l'O.A.S. repérera sous le nom de colonel Foyer. Despinoy était fonctionnaire au Centre de formation de la jeunesse algérienne. Il apporta très vite — malgré quelques réticences des hommes du commando action à son égard — des renseignements sur la collusion entre certains dirigeants du C.F.J.A. et l'O.A.S., mais surtout de très nombreuses informations sur des membres de l'organisation repérés par les jeunes élèves musulmans du C.FJ.A. ou leurs parents.

De même, Bitterlin recueillit de très précieux renseignements auprès de membres des centres sociaux — créés jadis par Germaine Tillion —, outrés de la façon dont les hommes de l'O.A.S. se conduisaient à l'égard de la population musulmane en creusant jour après jour un fossé qui à l'heure de l'indépendance se révélerait comme infranchissable. Mais l'O.A.S. avait déjà des soupçons et l'un des membres des centres sociaux, Kadache, avait alerté ses amis de la villa Séverine. Bitterlin lui avait confié un ordre de mission et un pistolet Beretta provenant du stock fourni par le colonel Laurent, de la S.M. Dans trois mois, c'est contre le Château-Royal, P.C. des centres sociaux, que l'O.A.S. déclenchera son offensive, abattant six fonctionnaires innocents dont le grand écrivain Mouloud Feraoun, ami de Camus et de Roblès.

L'affolement de Kadache, l'incident de la villa Beau-repaire, le manque de discrétion des Viets inquiétaient Bitterlin qui avait en outre appris que les voisins de la villa Séverine avaient identifié sa demeure comme celle d'un agent de la D.S.T.

Avant même d'avoir commencé leur action contre l'OA.S. les barbouzes étaient repérés !

Le 11 décembre, un lundi soir, Gérard Maugueret et Jim Alcheik qui attendaient à

Maison-Blanche l'arrivée de trois Tunisiens venus en renfort « avant la bagarre », téléphonèrent de l'aéroport à la villa de la rue Séverine.

« On a eu la route coupée par des automobilistes, dit Jim, on est bloqués à l'aéroport. Les Tunisiens ne sont pas là. On ne peut sortir à deux sans se faire flinguer. »

Lecerf, Goulay et Michel Dirand à qui, faute d'armes, Bitterlin remit son pistolet, partirent à la rescousse et dégagèrent leurs amis sans que les commandos de l'O.A.S. engagent le combat. Mais l'étau se resserrait.

Informé de l'incident, le directeur de la P.J., Michel Hacq, qui avait pris le relais de la Sécurité militaire et était désormais le seul responsable officiel de la lutte anti-O.A.S. en Algérie, promit à Bitterlin vingt-cinq pistolets et dix mitraillettes pour compléter un armement déficient. S'il n'était pas favorable à l'action violente que voulaient mener les barbouzes il devait convenir que leurs renseignements n'étaient pas négligeables. Et à ce titre il se devait de leur donner au moins les moyens de se protéger. Il était déjà miraculeux que l'O.A.S. ne soit pas encore passée à l'attaque.

Depuis plusieurs jours une pluie fine tombait sur le jardin de la villa Séverine. Le ciel était uniformément gris et seuls les thuyas, les buis et les sapins gorgés d'eau apportaient une note verte dans la grisaille qui enveloppait Alger. Puis comme par miracle, ce mardi matin 12 décembre, le ciel s'était dégagé. Bleu, pur, merveilleux. Un matin de printemps. Le sol encore humide exhalait une odeur enivrante sous la caresse du soleil. Bitterlin sortit le premier. Il était 9 h 20. Depuis l'incident de la veille, à Maison-Blanche, le jeune homme ouvrait l'œil. Jean Dubuquoy — qui une demi-heure auparavant était venu chercher Zohra, la femme de Bitterlin, pour l'emmener faire une course et la protéger — avait signalé la présence de quatre individus dans une voiture stationnée à quelques mètres de la villa.

« Ils ont des sales gueules, avait-il dit.

— Ah ! maintenant qu'on se sait repérés, avait répliqué Goulay de mauvaise humeur, on va voir des guetteurs O.A.S. partout. Hier à Maison-Blanche. Aujourd'hui rue Séverine. »

Il avait néanmoins armé son pistolet avant de le remettre dans son holster et de suivre Bitterlin. Les deux hommes aperçurent une voiture garée le long du trottoir opposé à la villa, à une cinquantaine de mètres. Rien ne bougeait. Ils avancèrent vers la Mercedes.

« Il faut que je fasse marche arrière jusqu'à la rue Mangin, dit Goulay en se glissant au volant. Hier au soir, j'étais tellement crevé que je ne l'ai pas fait. »

La rue Séverine était trop étroite pour permettre à la grosse Mercedes de faire demi-tour. Avec son mouchoir Bitterlin essuya la condensation qui s'était formée sur le pare-brise tandis que Goulay faisait chauffer le moteur.

« Allez... en route, dit-il. Elle chauffera en chemin. »

Il enclencha la marche arrière et recula doucement jusqu'à la rue Mangin, perpendiculaire. Au croisement, il passa au point mort pour repartir en marche avant. C'est alors qu'il découvrit, dans la rue Mangin, la deuxième 404. Dans son rétroviseur il vit que la première voiture, garée rue Séverine, s'était mise en marche et se dirigeait au pas vers la Mercedes. Il tenta de lancer le lourd moteur allemand, qui cala.

« On nous envoie des pierres », cria Bitterlin.

André Goulay bascula sur le côté. En un éclair il avait tiré son pistolet. D'une bourrade il poussa de ses quatre-vingts kilos Bitterlin contre la portière droite qui, sous le choc, s'ouvrit. Le jeune homme roula à terre. Ce n'est qu'à ce moment qu'il entendit le crépitement des mitraillettes. Les occupants des deux 404 prenaient la Mercedes en tir croisé. Bitterlin sentit un choc à l'omoplate suivi d'une légère brûlure. Il se plaqua sur le macadam rugueux. Du sang coulait de son visage. Haletant, il chercha instinctivement son pistolet. Il l'avait donné la veille au soir à Michel. Dirand ! Les rafales des mitraillettes cessèrent soudain. Bitterlin releva la tête. Une violente explosion le plaqua à nouveau sur le sol. Avant de s'enfuir, les agresseurs venaient de lancer une grenade défensive contre la Mercedes. Par bonheur, le jet était trop court. La grenade avait explosé sur la chaussée, criblant l'avant de la voiture d'éclats meurtriers. Silence. Puis des cris, des appels. En un instant, la Mercedes fut entourée de voisins. Un homme s'approcha du siège avant. Goulay ne bougeait pas. Il avait les yeux ouverts. L'homme débloqua la portière.

« Ça va ? » dit-il à mi-voix. Goulay braqua sur lui son 9 mm.

« Non, ne craignez rien. On va vous secourir. » Sur le trottoir on entourait Bitterlin.

« Quand tout cela va-t-il s'arrêter ? dit une femme. Pourquoi, mon Dieu, pourquoi tout cela ? »

Un homme en costume bleu se pencha sur le chef du M.P.C.

« Vous avez mal ?

— L'épaule... Mon copain ? Là dans la voiture. Comment va-t-il ? »

Avant qu'on ait pu lui répondre, la voix d'André Goulay parvint à Bitterlin :

« Ça va, p'tit. Ça va. Et toi ? Comment te sens-tu, p'tit ?

— Ça va. »

Puis le jeune homme entendit le colosse s'adresser rageusement à ceux qui l'entouraient :

« Nous sommes gaullistes. C'est pour ça que l'O.A.S. a voulu nous tuer. »

C'est malin, pensa Bitterlin, si les autres ne reviennent pas nous achever, c'est nos voisins qui vont s'en charger.

« Ne vous en faites pas, dit l'homme en bleu. Moi aussi je suis gaulliste... »

Goulay lui tendit son pistolet :

« Alors restez près de nous. Avec ça, ça ira.

— Moi, je ne suis pas gaulliste, dit un autre, mais je ne suis pas d'accord pour cela. N'ayez pas peur, on vous protège. »

Bitterlin lui fit signe.

« Prévenez nos amis. Téléphonez au 66.70.28. »

C'était le numéro de villa B, chemin Raynaud.

« J'y vais », dit le voisin.

Dans un tintamarre de sirènes et de klaxons une ambulance arriva et freina brutalement. Des pompiers dégagèrent Goulay qui, touché à un bras et au ventre, avait glissé sous le volant. Allongé sur un civière il retrouva Bitterlin que les voisins avaient étendu sur un deuxième brancard.

« J'ai fait prévenir la villa B », dit le jeune homme.

Goulay ne pouvait parler. Il souffrait atrocement. Transpercé de part en part à la hauteur du bassin et le bras gauche brisé, il parvint pourtant à sourire.

« À Mustapha, vite », dit le pompier-infirmier au chauffeur.

L'ambulance prit de la vitesse. La sirène perçait les tympans des blessés. Soudain après quelques minutes de route l'ambulance freina brusquement. La panique saisit Bitterlin.

« Ils viennent nous achever. »

La porte s'ouvrit. Bui-Thé bondit à l'intérieur, le pistolet à la main. Jim Alcheik et Jean Dubuquoy le suivaient.

« Vous en faites pas. Maintenant, on est là. On a pu rattraper l'ambulance. »

Epuisé par l'émotion, Bitterlin se laissa aller en arrière.

« Il faut pas aller à Mustapha, murmura-t-il, là-bas on se fera descendre. Ils sont tous O.A.S.

— Cause pas, dit Jim. J'y vais. »

Alcheik bondit vers le chauffeur, s'assit près de lui.

« Qu'est-ce que vous voulez ? dit le pompier, terrorisé par le pistolet du judoka.

— À Maillot. Tu entends ? À Maillot et pas à Mustapha. Tu as compris ? »

Les barbouzes firent une entrée remarquée au service chirurgical de l'hôpital militaire. Bui-Thé et Jim Alcheik, le pistolet au poing, suivis de Michel Dirand et Jean Dubuquoy, mitraillette à l'épaule, escortèrent les deux blessés jusqu'à la salle de soins. Malgré l'opposition des infirmiers.

Les chirurgiens militaires décidèrent d'opérer immédiatement Goulay dont l'état semblait grave. Bitterlin avait été atteint d'une balle à l'omoplate. Encore avait-elle pénétré en séton, n'entamant que la peau. Des éclats de verre lui avaient coupé le visage, provoquant une hémorragie spectaculaire. Rien de grave. Une heure plus tard, pansé et réconforté, il était sur pied.

Avant de quitter l'hôpital il se rendit avec Jim auprès de Goulay que les infirmiers préparaient pour l'opération. Le colosse gémissait. Il se reprit en voyant ses compagnons.

« Les salauds, dit-il, luttant contre la douleur. Les salauds. Ne leur faites pas de cadeaux.

— T'en fais pas, dit Jim. T'en fais pas. Ils vont nous payer tout ça. »

Michel Dirand et Bui-Thé restèrent à la porte de la salle d'opération. Arme à la main.

« Je vous ferai relever dans le courant de la journée, dit Bitterlin. En attendant, ne le quittez pas de »

Il ne tenait pas à ce que la mésaventure de Gaston Pernot à Oran se renouvelle à Alger. En ces heures de folie, une grenade était vite arrivée.

Dans l'après-midi, Bitterlin déménagea de la villa de la rue Séverine et s'installa dans la villa A, rue Fabre, louée par Jean Dubuquoy. Le soir même, Zohra Bitterlin et Mme Dubuquoy, accompagnées de la femme et des enfants d'André Goulay, prirent l'avion de Paris.

« Inutile de les mêler à tout cela, avait dit Bitterlin. Maintenant on ne va plus se faire de cadeaux. »

Le jeune homme était décidé à poursuivre la lutte. Ce n'était pas l'heure de s'embarrasser de femmes et d'enfants. À 15 heures le délégué du gouvernement et M. Verger, son directeur de cabinet, l'avaient reçu à Rocher-Noir.

« Je suis heureux de vous voir sur pied, avait dit Morin.

— Vous continuez, j'espère ? avait ajouté Verger.

— Oui, nous continuons. Et nous allons leur faire payer cela au centuple. »

Vieillescazes avait remis les billets d'avion pour les familles et Michel Hacq avait ordonné à Renato Hernandez, chargé du contact avec le M.P.C. au sein de la « mission C », de « débloquer » un stock de mitraillettes. Les hostilités étaient ouvertes.

À 21 heures, ce mardi 12 décembre, Bitterlin réunit ses hommes à la villa B, chemin Raynaud, pour faire le point, Goulay avait bien supporté l'opération. Par miracle, aucun organe vital n'avait été touché, mais le « gorille » était sur le flanc pour au moins deux mois. En attendant qu'un transfert en métropole soit possible deux hommes armés resteraient en permanence à son chevet. C'est Jim Alcheik qui fut désigné pour le remplacer.

Bitterlin décomptait les armes remises par la « mission C » lorsque le guetteur vietnamien qui était en faction sur la terrasse signala qu'un individu rôdait autour de la maison et semblait noter les numéros des voitures qui stationnaient devant la villa.

« Amenez-le », ordonna Jim Alcheik.

Silencieux, deux Vietnamiens « kidnappèrent » l'homme en un tournemain. C'était un métropolitain habitant l'immeuble voisin et installé depuis des années en Algérie. Il portait un 6,35 à la ceinture et son permis de port d'arme signalait un 7,65. Il n'en fallut pas plus aux barbouzes traumatisés par l'attentat du matin pour le trouver suspect.

« Mais j'ai laissé mon 7,65 à mon bureau, au Telemly », protesta l'homme.

Un membre du M.P.C., arrivé de Paris, Gaston Quetel, l'interrogea, puis quitta la villa pour retrouver le fameux 7,65 dans le bureau du « suspect » au Telemly.

On nageait en plein confusion. Le cheikh Zekiri venait de téléphoner pour signaler que l'équipe O.A.S. responsable de l'attentat du matin était composée de tueurs du commando Delta 14 de Jésus de Bab-el-Oued, accompagnés de pétroliers de la S.N. Repal. Heureusement pour lui, le suspect au 7,65 ne touchait ni de près ni de loin à l'industrie pétrolière ! Mais son absence prolongée avait inquiété sa femme. L'ayant vu par la fenêtre entrer dans la villa Dar-Likoulia elle envoya un voisin aux nouvelles et ameuta toutes ses relations de l'immeuble. L'incident était inévitable. Le deuxième « visiteur » cria très fort, fit du scandale.

« Où est mon ami ? On l'a vu entrer, ici. Qui êtes-vous ? »

Un véritable attroupement s'était formé à la grille de la villa lorsque le colonel Laurent, alerté par Bitterlin, arriva à la villa, accompagné de deux inspecteurs.

« Relâchez le deuxième homme, conseilla-t-il. Et puis aussi le premier lorsque vous aurez vérifié l'existence de ce deuxième pistolet. »

L'agent de la Sécurité militaire, agacé par l'incident qui « grillait » une nouvelle planque des agents spéciaux, allait se retirer lorsque les Viets firent leur entrée en poussant sans ménagement deux hommes en bleus de chauffe et coiffés de képis de gardiens de la paix.

« On les a trouvés qui rôdaient par-derrière », expliquèrent-ils.

Les deux hommes se répandirent en protestations. C'étaient deux pieds-noirs du service de déminage de la préfecture de police. Ils présentèrent leurs cartes de police.

« Si c'est pas une honte », commença l'un d'entre eux.

Le colonel Laurent vérifia leurs papiers et les fit relâcher sur l'heure.

« Il ne faut pas voir des suspects partout, conseilla-t-il à Bitterlin. Et puis tenez vos

gars ! »

C'est alors que le téléphone sonna. C'était Gaston Quetel qui avait bien trouvé le 7,65 du premier suspect dans le bureau du Telemly mais était bloqué dans l'immeuble et n'osait ressortir.

« Y'a deux voitures bourrées de types qui bloquent la rue à chaque extrémité. Je ne peux plus bouger. »

Quetel était terrorisé. Il fallait le dégager. Les badauds assemblés devant la villa Dar-Likoulia virent sortir dix hommes armés, dont quatre Vietnamiens, et des musulmans conduits par les deux colosses Lecerf et Pisano — 200 kilos de muscles — qui prirent place à bord de deux 404. Une demi-heure plus tard, Quetel était de retour avec l'équipe de barbouzes. Il expliqua que les occupants des deux voitures du Telemly s'étaient remis mutuellement deux grosses serviettes et étaient repartis avant l'arrivée de l'équipe de Jim Alcheik. Fausse alerte ! On relâcha le suspect au 7,65 et le calme revint dans le chemin Raynaud où chacun avait regagné son logis.

Le mercredi 13 décembre l'O.A.S. publia un tract annonçant « la mort du sinistre Coulet, chef des barbouzes gaullistes, et de son garde du corps ! »

Les commandos Delta et les services de renseignements O.A.S., abusés par la consonance des noms, avaient confondu André Goulay avec François Coulet, l'ancien directeur des affaires politiques, bête noire des activistes à l'époque du putsch ! Par contre, tout Alger savait que les barbouzes comptaient dans leurs rangs de nombreux Vietnamiens et musulmans. Et que leur P.C. se trouvait dans une villa du chemin Raynaud... La chasse était ouverte.

Lorsque Bitterlin téléphona à Hernandez, son correspondant de la « mission C », pour lui fournir les informations du cheikh Zekiri sur leurs éventuels agresseurs, celui-ci lui conseilla de « remonter lui-même la piste ».

« Et puis tenez vos hommes, ajouta le policier, qu'ils n'aillent pas faire du scandale dans la rue... »

Quant au colonel Laurent, lui non plus ne pouvait rien.

« Bref, démerdez-vous tout seul », conclut Bitterlin en soupirant.

Cette affaire de barbouzes prenait des proportions inquiétantes. L'après-midi du 13 décembre Jim Alcheik fit deux nouveaux prisonniers. L'un, un musulman, guettait aux abords de la villa B. Le cheikh Zekiri après l'avoir « bousculé » lui fit avouer qu'il était payé par un cafetier de la rue Michelet pour surveiller la villa Dar-Likoulia. L'autre, un Européen arrêté aux abords de la villa A, rue Fabre, né voulut rien dire. Seulement, pour son malheur, Nasser, l'un des hommes de main du cheikh, le reconnut.

« C'est un activiste, dit-il, il travaille à la S.N. Repal. Il connaît certainement vos tueurs du 12 décembre. »

À nouveau alerté le colonel Laurent ordonna aux barbouzes de garder leurs prisonniers et de les faire parler.

« Il faut qu'ils en racontent le maximum et qu'ils signent leurs dépositions. »

Les Viets de Jim Alcheik ne se firent pas prier... Le lendemain Lecerf, Pisano et un musulman du cheikh Zekiri enlevaient deux autres pétroliers de la S.N. Repal et les confiaient aux « soins diligents » des Viets qui, par des « attouchements anatomiques » ne

laissant aucune trace de torture, obtinrent des aveux complets. En fait, c'était du menu fretin. Ils n'avaient fait qu'imprimer des affiches O.A.S. avec le portrait de Salan sur le matériel de la Repal et avaient distribué des tracts.

Bitterlin se retrouvait avec trois sous-fifres de l'O.A.S. sur les bras. Mais trois sous-fifres appartenant à la puissante S.N. Repal ! Que les employés de la société se mettent en grève et le pétrole s'arrêterait de couler, ce qui ne ferait pas l'affaire du gouvernement. Ni Hernandez ni Laurent ne se souciaient de prendre en charge de pareils « colis ». Qu'en faire ? Jim Alcheik se résigna à libérer les trois hommes qui promirent de ne rien révéler de leur aventure. Et tinrent leur promesse.

Entre-temps, Lecerf, sa mitraillette « Gertrude » à la main, avait arrêté un certain Lopez, agent immobilier qui avait loué les villas à Dubuquoy et avait dit aux voisins de la rue Séverine que la villa était occupée par des inspecteurs de la D.S.T. La piste pouvait être intéressante. Mais Lecerf avec ses gros sabots était entré, l'arme à la main, dans une épicerie d'Hydra et, devant les clients sidérés, avait ordonné à un musulman de le conduire chez l'agent immobilier Lopez. Bien sûr, l'histoire de ce géant dans les mains duquel la mitraillette ressemblait à un jouet allait faire le tour d'Alger et atterrir au P.C. des commandos Delta accompagnée du numéro de sa voiture ! Lecerf n'avait pas pensé à cet aspect de son expédition solitaire. Ni au sort réservé au malheureux musulman qui le conduisit chez Lopez. L'O.A.S. l'abattit quelques jours plus tard. Quant à Lopez, un maçon dont il ne connaissait pas le nom lui avait dit que la villa était repérée par l'OA.S…

« Alors j'ai cru que vous étiez de la D.S.T.... »

Encore un coup pour rien !

La deuxième attaque de l'O.A.S. contre les barbouzes eut lieu à la porte même de l'hôpital Maillot en plein Bab-el-Oued. L'avocat Lemarchand, de passage à Alger, Bitterlin, Jim Alcheik et le père Peysson, accompagnés de leurs chauffeurs et gardes du corps, Michel Dirand, Gérard Maugueret, « Petit-Chapeau » et Nasser, avaient rendu visite à André Goulay qui se remettait difficilement du choc opératoire. Le « voyage » entre le Golf et Bab-el-Oued s'était bien passé. Dans les deux voitures chacun avait son pistolet à portée de la main, armé et cran de sûreté levé. Dans chaque voiture « un garde du corps tenait sa mitraillette sur les genoux, dissimulée sous un journal ou dans un imperméable plié. Chaque coffre à gants recelait sa provision de grenades. À l'hôpital, Bitterlin, Lemarchand et Peysson s'étaient rendus au chevet de Goulay, encore très faible. Jim réglait un problème de relève des gardes du corps lorsque la fusillade éclata. Les quatre hommes, l'arme à la main, se ruèrent vers la cour où Gérard, Michel, Nasser et « Petit-Chapeau » étaient restés en faction auprès des véhicules.

« C'est une 403 bleue, haleta Nasser. Je les ai vus, ils ont tiré sur nos voitures. »

Le garde du corps musulman faisait les cent pas devant la grille de l'hôpital lorsque la 403 de l'O.A.S. était arrivée. Il avait eu le temps de hurler pour prévenir ses copains. Tout le monde s'était jeté à plat ventre. Les rafales avaient atteint les deux voitures, hachant les pneus arrière, mais n'avaient blessé personne. Les membres du commando Delta étaient descendus de voiture pour poursuivre leur « ouvrage » mais les barbouzes avaient riposté. Le mal n'avait pas été grand. Pourtant tous les P.M. remis par les autorités s'étaient enrayés au premier coup de feu. Ils étaient montés à l'envers. C'était encore un compte à régler avec l'Ecole de police de Hussein-Dey qui ne semblait pas

tenir les membres de cette police parallèle en grande estime ! « Petit-Chapeau », sans perdre son sang-froid, avait ajusté les deltas au pistolet automatique et ceux-ci avaient fui dès le premier coup de feu.

Lorsque Bitterlin arriva près de ses hommes, il y avait un attroupement devant la grille de l'hôpital.

« Dommage que les mitraillettes n'aient pas fonctionné, dit « Petit-Chapeau » dont les yeux en amande souriaient, on en aurait laissé quelques-uns au tapis. »

L'incident n'était pas terminé. La foule de Bab-el-Oued devenait houleuse.

« Al-gé-rie française... Salauds... C'est les barbouzes... Y'a des Viets... »

Les huit agents spéciaux se tenaient le dos tourné à l'hôpital, l'arme à la main, face à la foule. Jim Alcheik, le pistolet braqué, revenait d'une terrasse de bistrot proche, en poussant devant lui un jeune homme portant un collier à la Lagaillarde.

« Tiens, Michel, dis Jim. surveille-le-moi. Tu le reconnais ? »

Jim et Michel Dirand l'avaient déjà repéré la veille, s'intéressant de près aux déplacements des barbouzes.

« On le remettra à la « mission C », dit Bitterlin. L'affaire se termina non sans incident avec le colonel directeur de l'hôpital Maillot, qui voulait à toute force chasser ces intrus, et avec le commissaire de police de Bab-el-Oued, qui voulait en savoir plus sur ces civils armés et combatifs. L'altercation avec les deux hommes tournait à l'aigre lorsque deux voitures conduites par Bui-Thé et Djefri, alertés par téléphone, firent leur entrée. L'apparition de nouveaux barbouzes viet et musulman déchaîna la foule. « Assassins... Salauds... » Bui-Thé, enragé, arma sa mitraillette et en menaça les premiers rangs des manifestants pieds-noirs. Il fallut l'arrivée de renforts de l'Ecole de police de Hussein-Dey, accompagnés de C.R.S., pour mettre fin à l'incident qui s'envenimait.

Avant de quitter l'hôpital Maillot, le commissaire de Bab-el-Oued vint s'excuser auprès de Bitterlin, qui s'était présenté sous le nom de Dulac :

« Très heureux, Dulac. Tu comprend, moi je veux éviter les emmerdements. Dans deux mois je serai à Paris. Alors je veux essayer de terminer mon séjour ici dans le calme. »

Il broya la main de « Dulac ».

« Dis donc, tes gorilles, ils en veulent. Faudrait pas leur dire deux fois de taper dans le tas. »

Gorilles ! Bui-Thé et « Petit-Chapeau », dont les yeux n'étaient plus que de minces fentes et qui tenaient encore leurs mitraillettes braquées sur la foule, mesuraient chacun 1,50 m et pesaient quarante-cinq kilos ! Mais le commissaire ne s'était pas trompé. Ils en voulaient !

C'est par Smaïl Madani, un musulman travaillant à l'O.R.T.F. boulevard Bru, que le groupe F.L.N. d'Alger établit un contact avec les barbouzes.

Alilat Larbi chargea Charikhi Abdelhamid de sonder ces curieux policiers parallèles sur leurs intentions. Qu'ils tapent sur l'O.A.S. était plutôt une bonne nouvelle mais qui disait qu'une fois l'O.A.S. abattue ils ne se retourneraient pas contre le F.L.N. ? Bitterlin les rassura sur ce point. Il expliqua la politique de coopération dans l'indépendance, idée maîtresse du M.P.C. Alilat qui déjà avait eu un contact avec Le Tac, avant l'attentat qui devait l'éliminer de la scène algéroise, accepta de rencontrer les barbouzes.

Dans un premier temps il réclama des armes à Bitterlin.

« Avec ces armes, on pourra descendre les types de l'O.A.S. que vous nous désignerez. »

Le chef des barbouzes n'entendait pas donner d'armes à n'importe qui. Il avait trop de mal à s'en procurer pour ses hommes. Mais il acceptait que des militants musulmans gagnent les rangs du M.P.C. et surtout apportent des renseignements sur l'O.A.S.

Les contacts avec le F.L.N. n'allèrent pas plus loin. Bitterlin et Alilat se méfiaient. L'un ne voulait pas donner d'armes, l'autre ne souhaitait pas fournir des militants. Pourtant, pour ne pas rompre les ponts, Alilat procura, par l'intermédiaire de Smaïl Madani, une liste de deux pages dactylographiées concernant des membres de l'O.A.S. Noms, âges, adresses.

« A vous de vous en servir », dit-il à Smaïl.

C'est ainsi que le patron de la P.J., Michel Hacq, reçut sa première liste importante de suspects O.A.S. D'autres renseignements devaient suivre. La plupart provenaient du « colonel » Foyer, *alias* Despinoy. Celui-ci, grâce à ses informateurs du C.F.J.A., apprit successivement l'adresse d'une villa d'El-Biar où devait se cacher Gardes, Godard ou Gardy, le nom d'un électricien travaillant pour l'O.A.S. à Rocher-Noir et qui préparait une opération plastiquage contre le siège de la Délégation du gouvernement, ainsi que l'emplacement de stocks d'armes de l'O.A.S. comme celui qui fut découvert dans les caves de la B.N.C.I. rue Dumont-Durville. En outre, un jeune O.A.S. de dix-neuf ans, kidnappé par Gits et son équipe M.P.C. d'Orléarlsville, révéla le nom de ses chefs et l'organigramme complet d'Alger et de la Mitidja. Hacq sauva la vie au jeune homme en le faisant rapatrier en France et en le noyant dans la masse de ceux qui effectuaient leur service militaire en Allemagne. C'est Bitterlin qui paya son passage sur le budget du M.P.C. !

Le chef de la « mission C » devait convenir de l'efficacité des barbouzes dans la recherche du renseignement. Par contre, leur discrétion laissait à désirer. En moins d'une semaine ils avaient « cassé » six voitures, ils s'étaient accrochés à la population européenne tant à l'hôpital Maillot qu'à deux autres reprises dans la rue où leurs « gorilles », dont Lecerf, avaient menacé les passants pour se dégager après un accident. Leurs voitures avaient été incendiées par les pieds-noirs déchaînés. Quant à l'O.A.S., elle n'avait pas de mots pour flétrir l'action des « S.S. gaullistes ». Susini, très habilement, avait déclenché une campagne de bouche à oreille sur les sévices que les Viets faisaient subir à leurs prisonniers. Alger souffrait d'une nouvelle fièvre maligne, la « barbouzite ». Elle avait saisi les Européens qui — victimes de la psychose de l'espion — se livraient à une véritable « chasse au Viet ». Un malheureux maroquinier d'origine chinoise, installé depuis vingt-cinq ans à Bab-el-Oued, fut plastiqué à plus de dix reprises ! Quant aux journalistes japonais, en reportage à Alger, ils n'osèrent plus sortir qu'avec des macarons indiquant en grosses lettres leur nationalité et le nom de leur journal !

L'honnêteté commande de dire qu'à la Délégation du gouvernement tous les responsables de la lutte anti-O.A.S., après un bref agacement, ne furent pas mécontents de cette publicité. En attirant l'attention sur leur action par des maladresses successives et répétées, les barbouzes constituaient un extraordinaire paravent à l'abri duquel la « mission C » et les gendarmes du capitaine Lacoste allaient pouvoir travailler dans une

relative tranquillité. En fait, aux yeux des autorités qui d'ailleurs niaient leur existence avec une belle obstination, les barbouzes jouaient le rôle de « chèvres ». En fixant l'adversaire ils laissaient le champ libre aux policiers de métier !

« Qu'ils fassent du renseignement ou de l'action ponctuelle, dit même cyniquement l'un des chefs de la lutte anti-O.A.S. Mais qu'ils ne se mêlent pas de faire de prisonniers. »

Car à Rocher-Noir, si l'on jouait la légalité, on n'était pas fâché de voir quelques « durs » lutter contre l'O.A.S. en employant les mêmes moyens !

Le 29 décembre Lucien Bitterlin reçut l'ordre de suspendre les activités politique du M.P.C. Jacques Dauer ne voulait pas que les Viets et Lemarchand « entachent » par leurs méthodes la « pureté » politique de son mouvement. Bitterlin refusa.

« Arrêter le M.P.C. en Algérie, répondit-il, ce serait condamner tous les responsables résidant en Algérie. En outre ce serait très grave vis-à-vis des musulmans aux yeux desquels nous commençons à représenter un élément valable dangereux pour l'O.A.S. »

Bitterlin était favorable à un rapatriement des Viets les plus turbulents et voyants, mais il ne voulait pas abandonner le combat. D'autant que le M.P.C. avait politiquement pris de l'importance auprès des syndicalistes et des libéraux. De fructueux contacts avaient été noués avec Force ouvrière dont le délégué, M. Glaise, avait présenté deux militants prêts à coopérer : un militaire du contingent travaillant à Maison-Blanche et un instituteur d'Aïn-Taya : Marcel Hongrois.

Ce dernier, en quelques jours, avait fait un travail considérable d'affichage à Aïn-Taya réputée jusque-là comme fief activiste. Il avait également été contacté par de jeunes appelés de l'O.C.C. (Organisation clandestine du contingent), créée au lendemain du putsch parmi les jeunes gens effectuant leur service militaire et que l'O.A.S. avait baptisée Organisation communiste du contingent, et par des représentants de la wilaya 4 désireux de savoir — tout comme Alilat à Alger — où voulait en arriver le M.P.C. C'était une nouvelle source de renseignements qu'il ne fallait pas négliger.

Hongrois, aidé, par l'équipe de Jim Alcheik, passa à l'attaque dans la nuit du 30 au 31 décembre 1961 en plastiquant les domiciles des principaux représentants de l'O.A.S. à Aïn-Taya. Devant les corps de ses amis libéraux et musulmans abattus par l'O.A.S., il n'avait pu se contenter de l'action purement politique...

À Rocher-Noir, personne ne protesta contre cette nouvelle série d'explosions. Ce 31 décembre, l'O.A.S., qui avait décidé une « trêve de Dieu » pour la nouvelle année, venait de battre son record de meurtres. Quatre-vingt-dix exécutions pour le dernier mois de l'année dont celle du commandant Rançon de la Sécurité militaire d'Oran et d'un malheureux quartier-maître tué lors de l'explosion de la *Laïta*, un L.S.T. *(Landing Ship Transport)* de la marine nationale équipé de relais destinés à remplacer les émetteurs algérois « défaillants » en cas d'émissions pirates.

Alger devenait Chicago. Et les *G. Men* ne se montraient guère efficaces. Lorsque Michel Hacq lui remit une liste de tueurs et un recueil de photos d'activistes recherchés, Bitterlin fut plus décidé que jamais à continuer son œuvre. D'ailleurs, le patron de la « mission C » et le délégué général Jean Morin ne lui avaient-ils pas dit

« Votre service de renseignements est le plus efficace. C'est le seul qui alimente les brigades anti-O.A.S. »

Et les plastics du M.P.C. avaient considérablement ralenti ceux de l'O.A.S. !

À la villa B, rue Faidherbe, au coin du chemin Raynaud, le réveillon s'annonçait mal. Les hommes de Jim Alcheik étaient nerveux. Certains avaient décidé de rentrer en France, d'autres ne pensaient qu'à « casser de l'O.A.S. » comme jadis ils avaient cassé du fell. Car c'étaient les plus jeunes, anciens commandos parachutistes ou membres de l'école de judo d'Alcheik, qui étaient les plus décidés. Les « vieux » calaient, à l'exception de Mario Lobianco et du père Peysson qui maintenant formaient une paire d'amis. Avant de quitter ses hommes pour rejoindre sa femme qui venait d'arriver de métropole pour passer avec lui le cap de la nouvelle année, Jim Alcheik recommanda la prudence. Il plaça les guetteurs, les sentinelles.

« Méfiez-vous, le téléphone ne fonctionne plus. Il se peut que l'O.A.S. nous prépare un tour à sa façon. On lui en a fait voir ces jours derniers... Bouffez, ne buvez pas trop et surtout gardez vos armes à portée de la main. En cas de pépin, prévenez les autres. »

À la villa A, rue Tabre, Mario Lobianco ainsi que des nouveaux venus de Paris, membres du SA.C.[10], comme Clauzure et Andréi, s'apprêtaient à passer une soirée tranquille. Quant à Bitterlin, il sablait le champagne dans sa villa avec le père Peysson et Lemarchand après une décevante réunion avec un soi-disant responsable du C.D.R.[11] à Alger présenté par Lavier, le boucher de la Casbah. Une casserolade monstre avait succédé à l'émission pirate du général Salan qui — en maître d'Alger — avait présenté ses vœux à la population. Pour donner le change aux voisins de la villa de la rue des Pins — la seule à ne pas être encore repérée — le vieux père Peysson était sorti sur le pas de la porte et pendant dix minutes avait scandé « Al-gé-rie française » sur deux poêles à frire. Son visage exprimait toute la joie du monde !

À 23 heures, une voiture conduite par une jeune femme, s'arrêta chemin Raynaud. Près d'elle, le lieutenant Degueldre avait sorti son 9 mm.

« C'est là ? interrogea-t-il.

— Oui, à deux pas de la rue Faidherbe, répondit l'un de ses gardes du corps, un légionnaire assis à l'arrière.

— Tout le monde est en place ?

— Oui, mon lieutenant, les F.M. et Laget[12] se trouvent sur la terrasse de l'immeuble que vous apercevez sur votre gauche. Ils surplombent la villa. Les autres sont tout autour. »

Marcel Laget, un déserteur des parachutistes coloniaux, était le chef de l'équipe Delta chargée des tirs au bazooka. Degueldre avait soigneusement préparé l'expédition contre la villa B à son nouveau P.C. de Belcourt. Six commandos Delta y participaient dont ceux de Jésus, de Nani, de Bianchi et de Gaby l'Argenté. En tout vingt-quatre hommes, sans compter la jeune femme.

« Les barbouzes sont tous là ? interrogea encore Degueldre.

— Je crois, mon lieutenant. Les radars sont affirmatifs. »

Les « radars » étaient Roger, un tenancier de bistrot, et un coiffeur pour hommes, installés au coin de la rue Lucien-Raynaud au carrefour des avenues Foureau-Lamy,

Savorgnan-de-Brazza, du boulevard Gallieni et de la rue Franklin-Roosevelt.

Degueldre jeta un coup d'œil à sa montre. 23 h 13. « Allons-y. »

L'attaque était fixée à 23 h 15. Tous les hommes du commando avaient réglé leur montre avant le départ.

À 23 h 15, sept roquettes frappèrent de plein fouet la façade de la villa Dar-Likoulia. Un projectile pulvérisa la fenêtre de la chambre de Jim Alcheik et fit exploser le stock de grenades qui s'y trouvait. Sur la terrasse, le guetteur vietnamien Dzu, blessé par des éclats, gémissait.

Degueldre et ses hommes attendirent la septième « patate » pour se lancer à l'attaque. Pendant que les F.M. arrosaient la façade principale, le lieutenant légionnaire, suivi de quelques deltas, opéra un mouvement tournant. Chacun avait à la main une grenade.

« Il faut tirer les rats du trou », cria l'un d'eux.

Ils durent s'aplatir sur le gazon du jardin. De la lucarne des w.-c., au rez-de-chaussée, un Vietnamien, debout sur la cuvette de porcelaine les arrosait de sèches rafales de mitraillette. Dans le jardin, dissimulé derrière un arbre, Degueldre tirait posément sur les fenêtres où les lumières s'éteignaient une à une. D'une Estafette Renault un F.M. visait le côté ouest de la villa. À l'intérieur, les barbouzes s'étaient repris. Dirigés par Michel Dirand et Gérard Maugueret, ils passèrent à la contre-attaque. Les armes ne manquaient pas. Ni les munitions. Un feu d'enfer s'abattit sur le jardin. La fusillade dura vingt minutes ! Puis, comme par miracle, elle cessa. Michel Dirand vit un delta aider un homme, vraisemblablement blessé, à monter dans l'Estafette. Il n'eut pas le temps de l'ajuster. Une dernière grenade éclata sur le perron de la villa, faisant sauter la porte. Puis des portières claquèrent. Le bruit des moteurs décrut. Le silence de la nuit retomba sur le quartier paisible. Personne n'osait sortir. Ni les barbouzes ni les voisins, terrorisés.

Après cinq minutes de calme, Michel Dirand, Claude Veillard et trois Viets, l'arme à la main, se ruèrent vers une de leurs 404 et, à tombeau ouvert, se dirigèrent vers la villa C. Il fallait prévenir Bitterlin.

Cette fois c'était le désastre. L'arrivée en trombe de Michel Dirand, les trois hommes en armes qu'il disposa autour de la villa de la rue des Pins, grillaient définitivement le dernier refuge sûr des barbouzes. Bitterlin n'eut pas le courage de faire des reproches au jeune homme encore bouleversé par l'attaque qu'il venait de repousser. Il fit simplement relever Claude Veillard, qui, en maillot de corps bleu, se trouvait à plat ventre sur le trottoir, la mitraillette braquée sur l'enfilade de la rue des Pins, prêt à recevoir d'éventuels agresseurs ! A leurs fenêtres, les voisins, alertés par le remue-ménage, observaient, goguenards, le manège de ces curieux locataires. Pierre Lemarchand partit immédiatement avec Michel Dirand pour rassurer les rescapés de la villa B et prévenir de malencontreuses initiatives toujours possibles dans l'état d'énervement où les barbouzes devaient se trouver. À son arrivée, il découvrit dans la rue Raynaud un car de police dont le pare-brise avait été pulvérisé par la dernière rafale du combat. Un homme était mort, l'inspecteur Paoli, de la police urbaine. La foule des réveillonneurs entourait la villa qui semblait avoir subi un véritable bombardement. Trous énormes dans les murs, fenêtres pulvérisées, escalier effondré.

« Allez, dispersez-vous, dit Michel Dirand aux badauds, il n'y a rien à voir. C'est fini. »

Lemarchand passa la nuit à la villa B, puis, à l'aube, la fit évacuer. Le 1er janvier, les barbouzes se retrouvèrent tous réunis à la villa d'Andréa, 8, rue Fabre.

Bitterlin après avoir téléphoné à Hernandez, de la « mission C », pour récupérer Dzu, qui, à l'hôpital Mustapha — fief O.A.S. —, n'était pas en sécurité, ramassa ses papiers, ses armes et les rejoignit, quittant définitivement la villa des Pins.

La fusillade de la Saint-Sylvestre, pour spectaculaire qu'elle ait été, n'avait pas causé la mort d'un homme du côté des barbouzes. Un quotidien parisien annoncera 14 morts mais l'information provenait de l'A.P.P. de Susini ! Seul, Dzu avait été blessé.

Du côté O.A.S., un delta avait été légèrement touché. Mais un capitaine d'U.T., Massenet, envoyé le 1er janvier à l'aube par Degueldre pour « observer » le déménagement de la villa B, fut touché à une jambe par Michel Dirand alors qu'il tentait de s'enfuir. Se voyant pris, Massenet sortit un pistolet, Trop tard. D'un atémi fulgurant un Viet l'étendit au sol Mort.

Désormais les barbouzes de Jim Alcheik et l'équipe Talion d'afficheurs-plastiqueurs de Mario Lobianco se trouvaient réunis à la villa de la rue Fabre. Pour le meilleur et pour le pire.

Quand, l'après-midi de ce 1er janvier, Bitterlin leur annonça que Jacques Dauer avait décidé de suspendre l'action du M.P.C. et de rapatrier les volontaires, ce fut un tollé général. Même les tièdes ne voulaient plus partir.

« À l'unanimité, on continue, dit Jim Alcheik. Ils n'ont qu'à bien se tenir. »

On était loin de la politique de réconciliation prônée par le M.P.C. au début de sa campagne. Les barbouzes devaient désormais pousser l'O.A.S. dans ses derniers retranchements. Leurs atouts principaux étaient les renseignements fournis par les musulmans et les libéraux. Mais après les attentats contre Bitterlin et Goulay, après l'attaque de l'hôpital Maillot et celle de la Saint-Sylvestre, il ne fallait pas espérer que leurs armes restent au vestiaire !

Le commandant en chef Charles Ailleret avait considéré l'attaque contre le *Laïta* comme une déclaration de guerre. Un marin innocent était mort, plusieurs étaient grièvement blessés. Jusque-là, l'O.A.S. avait frappé des officiers qui étaient engagés dans la lutte anti-O.A.S., comme Poste ou Rançon, maintenant elle frappait aveuglément. C'était l'escalade. L'organisation n'allait pas en rester là. Deux possibilités s'offraient à elle. Soit occuper, grâce à une action de grande envergure, les points sensibles et les édifices publics à Alger et à Oran, puis, après un appel à la masse des pieds-noirs, proclamer une République française d'Algérie. Soit provoquer systématiquement les musulmans et les pousser à réagir aveuglément contre les Européens. Les forces de l'ordre tireraient alors sur les musulmans et les unités bascaleraient par solidarité raciale.

Ailleret ne croyait pas à cette dernière solution pas plus qu'à un éventuel putsch. Si les cadres de l'armée étaient plutôt favorables à l'O.À.S., peu d'entre eux étaient prêts à sauter le pas. Et ceux qui s'y résoudraient ne représenteraient qu'eux-mêmes. La troupe, les appelés, les bidasses, étaient hostiles au mouvement subversif. Les pieds-noirs ne s'y trompaient pas, qui manifestaient aux patrouilles en ville un mépris de toutes les heures.

Par contre, le général Ailleret craignait une attaque généralisée de l'O.A.S. contre les

points sensibles et l'appel à la masse. En constituant ses commandos Delta chaque jour plus redoutables, l'organisation avait mis sur pied sa « force de frappe ». Il fallait s'attendre à une action contre le G.G., le quartier Rignot, Reghaïa et Rocher-Noir. On ne parlait même plus de la radio puisque l'O.A.S. émettait lorsqu'elle en avait envie. Les émissions pirates étaient plus suivies que les programmes réguliers !

Si ces points vitaux tombaient aux mains de l'O.A.S. une partie de l'armée serait bien capable de rejoindre la masse de la population européenne et le reste — l'armée fidèle — ne serait pas chaude pour tirer sur ses officiers. Ailleret ne se faisait aucune illusion.

« Il faut admettre que l'initiative appartient à l'O.A.S., disait-il. Il ne nous reste qu'à protéger chaque communauté contre les excès de l'autre et garder des réserves de contre-attaque pour écraser d'éventuelles forces rebelles. »

Le commandant en chef avait poursuivi sa politique de maintien de l'ordre en créant à l'intérieur d'Alger et d'Oran des îlots confiés à certaines unités chargées de conserver les zones essentielles et de protéger les axes de manœuvre.

« Surtout ne pas "bourrer" les villes, recommanda-t-il. Je veux uniquement un dispositif de sauvegarde des points essentiels. Gardons les renforts pour écraser les factieux ou pour asphyxier les quartiers qu'ils pourraient prendre. »

L'attitude de plus en plus hostile de l'O.A.S. et des pieds-noirs l'obligeait pourtant à ne pas laisser dans les îlots de trop petits détachements noyés dans la foule où ils devenaient une proie facile pour les commandos Delta.

La position de Morin était diamétralement opposée. Le délégué du gouvernement exigeait un quadrillage serré de la ville pour empêcher la multiplication des attentats O.A.S. dont l'effet était déplorable dans la presse internationale. Les incidents se multipliaient entre le patron civil et le chef militaire. Le 4 janvier la crise inévitable éclata.

Dans la matinée Despinoy, *alias* colonel Foyer, apporta à Bitterlin une information d'importance : l'O.A.S. avait décidé d'établir son contrôle total sur la région est d'Alger, comprenant Cap-Matifou, Rocher-Noir, Maison-Blanche et Reghaïa. Juste le plan qu'Ailleret redoutait ! Despinoy avait également appris qu'une « personnalité importante » devait être enlevée. Rapprochant ce renseignement de la disparition d'un hélicoptère blanc de la S.N. Repal dont il connaissait les liens avec l'O.A.S. et de l'information concernant la présence d'Otto Skorzeny[13] comme conseiller des activistes espagnols, Bitterlin conclut à une opération « Mussolini » contre le délégué général Jean Morin.

Bitterlin alerta Rocher-Noir. Les services de sécurité s'apprêtèrent au siège. Ailleret déclencha immédiatement son dispositif d'alerte.

Les renseignements des barbouzes recoupaient ceux de Vitalis Cros, préfet de police, de Jannin, directeur de la Sûreté, et de Michel Hacq. L'opération O.A.S. devait se dérouler aux alentours de minuit le 4 janvier et devait être dirigée par des commandos de marine aidés d'agents du S.D.E.C.E. dont les tendances Algérie française pro-O.A.S. inquiétaient depuis quelque temps le gouvernement !

Morin, qui n'avait pas oublié sa mésaventure du putsch d'avril 1961, en profita pour exiger d'Ailleret le rappel des fameuses troupes de réserve de l'intérieur. Cette fois le commandant en chef accepta. Lui aussi était inquiet.

Le même jour, à 18 h 30, pas un homme n'était arrivé ! Le préfet de police Vitalis

Cros en informa Morin. Furieux, celui-ci convoqua son commandant en chef. Après tout, c'était lui le patron.

« Que se passe-t-il, mon général ? Vous donnez des ordres et ils ne Sont pas exécutés.

— Ce n'est pas de votre niveau, monsieur le délégué, ni même du mien. Vous et moi prenons les grandes responsabilités. Nous n'avons pas à intervenir sur les modalités de leur application !

— Bien sûr, mon général. Encore faut-il que vos ordres soient exécutés ! »

La conversation s'envenima. Ailleret, très autoritaire mais aussi très courageux, lança quelques pointes au délégué qui avait demandé à Bitterlin et à quelques-uns de ses hommes les plus efficaces de s'installer à Rocher-Noir pour la nuit. Ailleret *ne* pouvait supporter les barbouzes.

« On m'a dit, monsieur le délégué, que vous aviez même prévu l'évacuation du personnel principal et la vôtre.

— Parfaitement. C'est mon droit, non ? Surtout quand je vois que vos troupes ne sont pas arrivées !

— Et vos canots pneumatiques ? »

C'était la vacherie, la bonne, la belle vacherie du militaire gonflé au civil timoré, car Morin avait demandé une flottille de canots pneumatiques de secours pour gagner les bâtiments de la marine nationale en cas de sabotage des hélicoptères. Le cow-boy Ailleret se fit sarcastique.

« Eh bien, vous ne les aurez pas ! Si on doit mourir, on mourra. J'ai vingt paras fidèles. Et avec mon état-major on sait tirer. On crèvera ici peut-être. Mais vous ne partirez pas. »

Dans la nuit Morin marqua des points. Gardé par les barbouzes qui autour de ses bureaux jouaient au bouchon avec des grenades quadrillées dont ils avaient enlevé les détonateurs, Morin fit déclencher une vaste opération de police. Grâce aux renseignements de Despinoy, les hommes de la « mission C » arrêtèrent des plastiqueurs qui devaient opérer à Rocher-Noir. Dans les archives trouvées par les inspecteurs de Michel Hacq on découvrit plusieurs rapports complets de réunions tenues chez Ailleret à Reghaïa. Le commandant en chef était trahi de partout ! En outre, à l'aube, une patrouille militaire arrêta deux parachutistes du 11e « choc » de Calvi — le régiment action du S.D.E.C.E. ! Incapables d'expliquer leur présence aux abords de Rocher-Noir, ils furent incarcérés.

« Ils n'ont rien à faire dans le secteur », maugréa Ailleret.

Cette fois, le commandant en chef devait admettre que les renseignements barbouzes avaient été utiles. Furieux, il fit procéder dans les jours suivants à une réorganisation complète du service action du S.D.E.C.E. Le colonel Roussillat, successeur du célèbre colonel Morlane à la « piscine » du boulevard Mortier, fut remplacé par le colonel de Froment. Puant à l'échelon Perpignan et Calvi du 11e « choc », il fut purement et simplement dissous !

Le 5 janvier à l'aube rien ne s'était passé. L'O.A.S. se voyant devinée avait-elle renoncé à son plan ? S'agissait-il seulement d'une opération psychologique ?

« Je me suis peut-être fait intoxiquer », dit Bitterlin à Vieillescazes.

Le jeune homme sentait l'opposition de l'état-major, le mépris des officiers à l'égard de ses hommes. Pourtant, s'ils étaient là, c'est que les autorités officielles étaient

incapables d'assumer leurs fonctions.

« Ne vous en faites pas, dit Vieillescazes. Et ne comptez que sur vous. Ne regardez jamais en arrière. Ce n'est pas facile d'avoir vos responsabilités. C'est vrai que vous êtes seul. Mais nous en sommes tous là. Qui sait ce que nous serons demain. Et comment nous accueillera-t-on lorsque tout cela sera terminé ? »

Ce 5 janvier au matin, à Rocher-Noir, l'ambiance n'était pas à l'optimisme. Les événements de la journée n'allaient pas ramener le sourire dans l'entourage de Morin.

Des murs d'Alger étaient couverts de milliers de nouvelles affiches tricolores où se détachaient deux hommes qui brandissaient un drapeau français. L'un des hommes était coiffé d'une chéchia. Chacun portait une mitraillette. Au haut de l'affiche trois mots en gros caractère bleus : Aux armes, citoyens. En bas, une signature rouge : O.A.S.

Salan avait décrété la mobilisation générale des pieds-noirs ! Des centaines d'hommes avaient reçu à leur domicile un ordre de mission barré de tricolore : « Par ordre du général d'armée Raoul Salan, commandant en chef de l'armée secrète... »

En lettres grasses, la feuille de mobilisation stipulait :

« Toute divulgation de cet ordre, toute négligence dans son exécution sera sanctionnée avec la plus extrême sévérité. La peine prévue en cas de désertion ou trahison (même par imprudence) est la PEINE DE MORT. Cet ordre né doit pas être détruit mais doit pouvoir être présenté à chaque réquisition des autorités de l'Armée secrète. Le titulaire est responsable de sa conservation et ne doit en aucun cas le laisser tomber entre les mains des forces de répression ennemies. »

Cette fois Salan annonçait la couleur. Dans un document secret à diffusion restreinte l'état-major O.A.S. indiquait que grâce à la masse de manœuvre constituée par la foule des pieds-noirs « il devenait possible de battre en brèche l'influence de la propagande du régime, de la finance apatride et de la subversion. Il devenait possible d'amener l'opinion au point où le régime tomberait comme un fruit pourri et sans effusion de sang ». La mobilisation de la population n'était pas un mot en l'air. Il fallait prendre en main ce peuple toujours prêt à crier, à gueuler, à envoyer des pierres sur le service d'ordre, à taper la casserole, à écrire « Vive l'O.A.S. » sur les murs ; mais peu décidé à entreprendre la lutte les armes à la main. Les commandos Delta de Degueldre et de Pérez avaient fait leur plein. Trois cents hommes au maximum, dont une bonne moitié de « rouleurs de mécaniques » que le lieutenant et ses adjoints méprisaient cordialement. Il n'y en aurait pas plus. Degueldre rêvait à Budapest, Salan à Israël. Les pieds-noirs voulaient bien crier mais pas se battre. Alors il fallait se servir de la masse.

Chaque sous-secteur de l'organisation fit parvenir aux familles habitant les blocs d'immeubles placés sous son autorité le tract suivant :

« Le général Salan a décrété la mobilisation générale. Cette mobilisation s'applique à toute la population française d'Algérie. En conséquence les mesures suivantes seront mises en application à compter du 15 janvier 1962 :

1° Tout départ du territoire algérien sans autorisation du commandant de secteur O.A.S. local sera considéré comme une désertion et sanctionné en conséquence

2° Les contacts seront pris par les responsables territoriaux O.A.S. Chacun a le devoir d'y répondre et de les faciliter au maximum. »

Et pour montrer qu'il ne s'agissait pas de plaisanter avec les ordres du chef de l'O.A.S. quelques malheureux pieds-noirs qui, pressentant la catastrophe imminente, tentaient de mettre leurs biens et leurs familles à l'abri furent « sanctionnés ».

Pas question d'une amende — comme au retour des vacances 1961 — mais de la mort. Les chefs de l'O.A.S. avaient décidé de faire le « bonheur » des pieds-noirs malgré eux. Mais pour cela il fallait qu'ils restent bon gré mal gré ! Un bijoutier juif de Maison-Carré, M. Choukroun, fut ainsi « traduit devant un tribunal militaire de l'O.A.S. » et exécuté le jour même. Salan ne reculait devant rien. L'O.A.S. se vanta de ces exécutions dans un tract, publié dans le courant du mois de janvier !

Désormais la peur régnait sur Alger. Les « colleurs d'affiches » O.A.S. ne craignaient plus seulement de se retrouver nez à nez avec des barbouzes mais encore de ne pas en faire assez aux yeux de leurs responsables. Au sein des administrations, les fonctionnaires terrorisés virent certains de leurs collègues, syndicalistes, abattus pour n'avoir pas pensé « tout à fait » comme l'O.A.S. L'heure de la surenchère était arrivée.

André Le Tord, responsable au sein du secteur Orléans-Marine, fut alerté par un de ses amis, O.A.S. lui aussi, qu'il allait être abattu.

« Ils savent que tu es un ancien F.F.L., que tu es métropolitain, ils vont te descendre.

— Mais je n'ai rien fait, je travaille avec eux !

— C'est un autre groupe qui te butera. Métropolitain et ancien F.F.L., ça suffit ! »

Le Tord dut la vie à l'intervention de son chef Lafeuille auprès de Degueldre.

« Au bureau, me dira plus tard Le Tord, on voyait certains collègues poser leur porte-plume à midi. À 14 heures ils n'étaient plus là... Morts ? Partis en France sans prévenir, sans rien emporter ? Personne ne le savait. On a vu des gens abattus parce qu'ils étaient simplement tièdes... »

Salan, soutenu par Susini, Degueldre et le « soviet des capitaines » : Le Pivain, Branca, Montagnon et l'ex-sous-préfet Achard, avait décidé la guerre totale. Il fallait écraser tous ceux qui ne pensaient pas comme lui, même dans son camp.

Déjà les « espagnols » étaient hors de course. Le gouvernement de Franco, peu désireux de voir ses relations avec la France se dégrader et n'ayant aucun avantage à favoriser l'installation d'un trop grand, nombre d'activistes sur son territoire, avait « bouclé » les leaders de l'O.A.S.-Madrid. Lagaillarde, Argoud, Ortiz et le colonel Lacheroy se morfondaient sous bonne garde dans une petite île des Canaries, à Santa Cruz de la Palma. La tendance rivale O.A.S.-Madrid était ainsi éliminée sans que Salan ait eu à lever le petit doigt.

Par contre, il avait dû envoyer à Paris André Canal pour coiffer le jeune capitaine Sergent qui — à son goût — se servait trop de son nom à des fins politiques personnelles. La « mission III » — tel était le nom de l'organisation Canal en métropole — allait accumuler gaffe sur gaffe et dresser par ses méfaits la totalité de l'opinion publique métropolitaine contre l'O.A.S. Salan se promettait de revoir le problème métropolitain lorsqu'il aurait gagné son affaire en Algérie.

À Alger même, le Mandarin avait à faire face à un nouveau péril.

Les dirigeants du Front nationaliste, Leroy, Villars et Sarradet, placés avec leurs commandos Z sous la direction de Degueldre, ruaient dans les brancards. Leroy, ancien adjoint de Susini à la tête du Front nationaliste, n'avait jamais admis la fusion avec l'O.A.S. Avec ses amis Villars et Sarradet, soutenu par les commandos Z, il représentait

une tendance qui était loin d'être négligeable. Les trois hommes toléraient d'autant moins l'autorité de la « Maffia militaire » — comme ils appelaient l'état-major ide Salan et le « soviet des capitaines » — que les objectifs de l'O.A.S. ne répondaient plus à leur conception de la lutte. Pour Leroy, fasciste convaincu, l'Algérie française était morte et enterrée. Seule une Algérie pied-noir limitée à une zone côtière de regroupement pouvait permettre de sauver les meubles. C'est ainsi qu'il en arriva à approuver la solution de partage préconisée par Alain Peyrefitte dans une série de papiers publiés par *Le Monde*. Il se réservait d'y appliquer ensuite ses théories d'extrême droite.

Sarradet lui ménagea une entrevue avec un fonctionnaire de Rocher-Noir, M. Petitbon.

Pour le cabinet de Morin, l'occasion était belle de provoquer une scission intérieure au sein de l'O.A.S. Car Sarradet, Leroy et Villars proposaient un véritable coup d'État à l'intérieur de l'organisation: Que le gouvernement les aide à créer une zone française qui pourrait se transformer en République pied-noir d'Algérie et ils s'engageaient à livrer l'état-major de l'O.A.S. au complet. Salan en tête !

Le coup de chance inouï ! Bien mieux que l'indicateur italien de l'année 1961 ! Bien mieux que les renseignements des barbouzes ! Bien mieux que les résultats fragmentaires et locaux de la « mission C » ! D'un coup, on anéantissait la tête de l'O.A.S. ! On pouvait toujours promettre. Ça n'engagerait à rien... À Rocher-Noir on se prit à rêver.

C'était compter sans De Gaulle ! Il n'allait pas s'abaisser à traiter avec une bande de « petits voyous ». Il n'avait jamais cru à cette histoire de partition qui n'avait été lancée sur le marché de l'information que pour décider le G.P.R.A. à reprendre contact avec le gouvernement français. Pour le Général, les pieds-noirs étaient des adultes. Il leur avait proposé l'autodétermination : ou ils s'entendaient avec leurs « frères musulmans » ou ils quitteraient l'Algérie. Il n'y avait pas à revenir là-dessus.

Joxe transmit à Petitbon le refus de l'Élysée. Alors se déroula une histoire incroyable. Leroy et Sarradet, nullement abattus par ce refus, entreprirent, avec un beau mépris du danger, une campagne d'information auprès des membres de l'O.A.S. Forts de la puissance de leurs commandos Z, persuadés du ralliement de nombreux deltas excédés par la discipline que faisait régner Degueldre et par la mégalomanie de Pérez, ils présentèrent au colonel Gardes, supérieur hiérarchique de Leroy à la tête de l'Organisation des masses, un ultimatum : ou l'O.A.S. entrait en contact avec le gouvernement en renonçant à l'Algérie française et en adoptant la thèse de la partition, ou ils créaient une O.A.S. dissidente ! Il était évident que si Salan acceptait ce plan, il devrait admettre au sein de son état-major Leroy et Sarradet, représentants du Front nationaliste ! Ce qu'il avait toujours refusé.

Susini ne fut pas surpris de la démarche de ses anciens amis. L'un de ses informateurs avait vu Sarradet entrer au palais d'Eté et depuis ce jour il avait fait surveiller les leaders du Front nationaliste. Prévenu, Salan décida de poursuivre sa campagne d'assainissement de l'O.A.S. Il réunit le « soviet des capitaines », Susini, Degueldre et quelques autres, et les informa de la situation. La mort fut votée à l'unanimité. Pour une fois, Degueldre refusa de se charger de l'exécution. Non pas qu'il n'ait « personne sous la main » — ses deltas étaient devenus d'une insensibilité totale — mais il tenait à mouiller quelques capitaines du « soviet ». C'est le capitaine Le Pivain qui fut chargé de l'exécution de Leroy et de Villars.

René Villars, ancien chef de France-Résurrection, fut abattu le 19 janvier par les

commandos Delta du secteur de Maison-Carrée sur les dunes désertes d'une plage de Fort-de-l'Eau, en présence du capitaine Le Pivain. Vingt-cinq balles de P.M. dans le corps !

Le soir même, Le Pivain exécuta Leroy dont il avait la confiance puisqu'il était le parrain de l'un de ses fils !...

Les amis de Le Pivain disent aujourd'hui que le capitaine, un héros, voulait entrer dans les ordres lorsque tout serait fini... Il n'en eut pas le loisir. Le 7 février, d fut abattu par une patrouille de gendarmes mobiles dans une rue d'Alger. Le général Gardy me dira plus tard que Le Pivain avait été trahi par un ancien lieutenant d'U.T. qu'il avait menacé s'il ne se décidait pas à rallier l'O.A.S. Mais des amis de Leroy et de Villars, anciens des commandos Z, m'assurèrent que c'est la veuve d'un des deux hommes qui, folle de douleur, donna l'information aux gardes mobiles. Qui le saura jamais ?

Héros mystique pour les uns, tueur pour les autres... Ainsi disparut Cap alias Le Pivain, fils d'amiral, Breton aux yeux bleus, couvert de décorations. On dira aussi que Degueldre, craignant que Le Pivain ne soit trop séduit par l'idée d'une république pied-noir fascisante, ne fut pas fâché de le mettre en difficulté. Il l'aurait poussé à abattre son ami pour prouver sa foi en la « véritable, pure et dure O.A.S. ». Celle de Salan.

Quant à Jean Sarradet il échappa inexplicablement à la mort. Après avoir fait son autocritique devant son ancien ami Susini il reprit du service « à la base ». Il tentera de faire reparler de lui sur la fin de l'O.A.S., rencontrera même le capitaine Lacoste et Vincent Monteil, attaché au cabinet de Christian Fouchet, refusera de se rendre en armes comme le lui demandait Lacoste, mais adjurera ses compagnons de cesser la politique de « terre brûlée ». Il mourra accidentellement après la tourmente, asphyxié avec ses parents dans une petite maison des environs de Dijon en décembre 1962. Il avait vingt-cinq ans.

Ayant fait régler à l'échelon subalterne ce problème épineux d'« intendance interne » Salan put poursuivre en toute tranquillité l'élaboration de son plan : empêcher par tous les moyens la conclusion d'un cesser-le-feu entre le gouvernement français et le F.L.N.

La prise était bonne. Sur les indications de Marcel Hongrois, l'instituteur d'Aïn-Taya qui avait déjà permis à la « mission C » d'effectuer quelques fructueuses perquisitions, Jim Alcheik et Gérard Maugueret, accompagnés de Bui-Thé et de Dzu — remis de ses émotions de la Saint-Sylvestre —, avaient arrêté deux hommes : Alexandre Tislenkoff et Henry Vinent. Tislenkoff, réparateur de télévision de vingt-cinq ans, originaire de Nancy, n'était autre que le responsable des émissions pirates de l'O.A.S. Vinent, gamin de vingt-deux ans, était son chauffeur. Bien sûr les deux hommes, arrêtés à leur domicile, avaient nié. Mais Jim Alcheik, de mauvaise humeur, les avait livrés à ses spécialistes des « attouchements ». Vinent avait tout avoué. Tislenkoff plus réticent avait donné un poste émetteur de grande puissance (400 kW), l'Estafette qui servait à son transport et un grand nombre de bandes magnétiques dont une allocution de Salan. Le courage des deux hommes qui, pendant un certain temps, avaient résisté à la torture, avait permis à deux autres membres de l'équipe — dont Diego Garcia, agent de liaison de Susini — d'enlever le poste émetteur principal qui servait aux émissions en cours. Sérieusement malmenés, Vinent et Tislenkoff avaient été enfermés dans une pièce de la villa A, 8, rue Fabre.

Le 28 au soir Mario Lobianco téléphona à Bitterlin pour le prévenir de l'importance

de la prise. Si l'on parvenait à interrompre les émissions pirates, le moral de l'O.A.S. et surtout celui de la population seraient sérieusement atteints. Jusque-là toutes les opérations militaires et de police montées contre les radios-pirates avaient échoué malgré un déploiement de forces — hélicoptères, « radio-gonio », camions de repérage triangulaire — qui déchaînait la colère des pieds-noirs pris dans les contrôles incessants.

Depuis le 10 janvier Bitterlin, qui avait effectué un voyage en métropole pour tenter de régler le différend opposant Jacques Dauer à l'équipe d'Alger, s'était vu interdire l'accès du territoire algérien. « D'ordre du gouvernement », lui avait-on dit. Matignon, gêné par l'ampleur que prenait le phénomène barbouze, avait décidé d'y mettre fin. Déjà, Morin avait dû plaider la cause de Bitterlin et de ses hommes pour qu'ils restent à Alger lorsque Dauer avait ordonné de suspendre les

activités du M.P.C. Michel Debré avait cédé. À Rocher-

Noir, c'est Morin qui avait pouvoir de décision. Mais, profitant du passage de Bitterlin, Lemarchand, Goulay et Jim Alcheik en métropole, le gouvernement leur avait signifié l'interdiction de retourner en Algérie. Sans « têtes », que pourraient faire les barbouzes ? Ils se calmeraient ou, désemparés, ils se feraient éliminer l'un après l'autre !

Le 23 janvier, grâce à l'intervention de Ponchardier, Jim Alcheik et son garde du corps, Gérard Maugueret, avaient pu regagner Alger.

« Et ils ont fait de bon travail, dit Mario Lobianco. Au fait, Jim a reçu l'avis d'arrivée de la machine offset. On nous la livrera demain.

— Pas de nouvelles attaques de l'O.A.S. ? interrogea Bitterlin.

— Non. Rien pour l'instant. »

Courant janvier, Pierre Lemarchand avait commandé aux Etablissements Maillet un ensemble Photorapid Multiprint Offset qui permettrait aux barbouzes d'imprimer sur place leurs tracts et affiches sans passer par Paris. La machine, réglée par l'avocat qui signa un chèque d'un montant de 3 124 NF, rejoignit une seconde presse louée par Jim Alcheik à la Société Regi à Paris. L'ensemble fut adressé par la maison de transport Bedel à M. Jim Lassus, 8, rue Fabre, à Alger, sur instruction de Mine Lemarchand. Il comprenait deux caisses d'un poids total de 722 kg, assurées pour 30 000 NF. C'est l'agence en douane Miara, 47, rue d'Isly, qui se chargea des formalités et de la livraison.

Le 29 janvier, à 15 h 45, un camion de transport vert foncé se présenta à la villa d'Andréa. Les sentinelles Novak, Delmas et Fraysse ouvrirent la grille. Avec précaution, sept déménageurs musulmans déchargèrent les caisses et les placèrent dans la salle de séjour de la villa.

« Voilà, dit le responsable. Ça fait mille cinq cent vingt-sept francs soixante et un centimes. Nouveaux ! »

Jim Alcheik régla la facture et remit vingt francs de pourboire.

« Attention ! dit le déménageur. Vous ne devez ouvrir que lorsque le commissaire en douane sera arrivé. Il ne va pas tarder. »

À 17 heures personne n'était venu.

« Ouvrons », décida Jim Alcheik.

À ce moment, Alain Belaïche, que Jacques Cohen venait de déposer à la porte de la villa, entra dans la pièce.

« Attendez, je vais vous donner un coup de main, dit-il, Jacques repart pour El-Biar avec Mustapha. »

À 17 h 4, un petit voisin musulman qui sympathisait avec les barbouzes de la villa d'Andréa s'approcha du premier cercle métallique qui enserrait la plus grosse caisse. Il passa un tournevis entre le bois et le métal... Autour de lui Jim Alcheik, Freddy Smadja, Gérard Maugueret, Bui-Thé, Michel Dirand, Lanfranchi, Son-Tay, dit René Paggi, Ryad et le vieux Mario Lobianco se tenaient prêts à sortir les machines.

À quelques dizaines de mètres de là, accoudé à une fenêtre du pensionnat Saint-Joseph où le colonel Lacheroy avait longtemps trouvé refuge et sympathie auprès des pères, un homme observait la villa. Quatre heures auparavant, dans le hangar de Maison-Blanche où les caisses étaient restées en transit, ce spécialiste en explosifs des commandos Delta avait démonté le plus gros colis. Avec douceur, il y avait placé trente kilos de plastic, dix de T.N.T., trente de N. 17 et vingt de dynamite-gomme, ensuite il avait relié les détonateurs aux planches par des fils de soie à parachute. Pour faire bon poids, il avait coincé plusieurs grenades quadrillées dégoupillées entre l'explosif et les parois de bois. C'est Degueldre qui lui avait donné les indications nécessaires au sabotage. Depuis quelques jours le lieutenant légionnaire avait eu connaissance des pseudonymes employés par les chefs des barbouzes. Il savait que Dulac était Bitterlin, que Jim Lassus était Alcheik, que Peysson était Dufour. Il avait remis cette liste à tous ses informateurs d'Alger. « Si vous voyez ou entendez parler d'un de ces noms, avertissez-moi. » Un commissaire de l'aéroport, membre du sous-secteur de Maison-Blanche, intrigué par ces deux énormes caisses, avait lu le nom inscrit sur l'étiquette : M. Jim Lassus, 8, rue Fabre...

« Cette fois on les tient. À toi de jouer », avait dit Degueldre à son « spécialiste ».

L'homme — un artiste — avait fait de son mieux !

À 17 h 5, dans une formidable explosion, la villa d'Andréa s'affaissa. Les murs volèrent en éclats. La grande dalle de béton armé qui servait de terrasse disparut dans un nuage de poussière. Nick et Tony qui se trouvaient allongés. dans la chambre de Jim à la hauteur de la terrasse furent projetés à l'extérieur par le souffle de l'explosion. Tony atterrit dans le jardin, Nick sur le toit d'une maison voisine. Indemnes. Andréï, qui se trouvait dans la salle de bains, près du bureau d'état-major, fut enseveli par la plate-forme de béton, ainsi que Lebrun. Vien parvint à se dégager des décombres. Mais Félix Nga, que l'on appelait Al Capone, et Pierre Terroux restèrent coincés. Clauzure et Moulouk, qui interrogeaient les radio-pirates prisonniers dans le bar, furent déchiquetés.

Jacques Cohen et Mustapha entendirent l'explosion à bord de leur Versailles. Ils firent demi-tour. Dans la cour, ils découvrirent les prisonniers O.A.S. aveuglés de poussière, hagards, les vêtements déchirés, mais saufs ! Cohen, Tony et Mustapha aidés des radios de l'O.A.S. et de quelques barbouzes valides commencèrent les opérations de sauvetage. À Rocher-Noir, Vieillescazes, alerté, envoya immédiatement Hernandez, le contact de la « mission C », et un détachement de gardes mobiles. Ils arrivèrent à temps pour empêcher un second massacre. Fous de douleur et de rage devant les corps mutilés de leurs camarades, les survivants voulaient tirer sur les policiers du commissariat d'El-Biar et sur les voisins européens qui ricanaient devant leur désespoir et les abreuvaient de quolibets. Le quartier fut bouclé par les gendarmes mobiles qui expulsèrent les badauds des lieux du drame.

Les recherches se poursuivirent jusqu'à 23 h 45. Seuls Andréï et Félix Nga furent retrouvés vivants. Un détachement de gendarmes les emmena à l'hôpital Maillot. Tony, le

père Peysson et Jacques Cohen reconnurent tour à tour les corps affreusement déchiquetés de Xavier Clauzure, Pierre Lecerf, Nasser, Gauthier, Pierre Terroux, Moulouk et Claude Veillard. De Michel Dirand on ne retrouva qu'une jambe...

Le lendemain, on dégagea les restes de Mario Lobianco, Jim Alcheik, Bui-Thé, Gérard Maugueret, Alain Belaïche, Freddy Smadja, Ryad Ahmed, Air, Lanfranchi et Son-Tay *alias* René Paggi. On ne retrouva rien du petit voisin musulman qui avait ouvert la caisse...

Vinent, Tislenkoff et un certain Gosselin que les barbouzes avaient arrêté par erreur, furent remis au policier de l'Ecole de Hussein-Dey.

Les corps, des agents spéciaux furent ramenés en France avec beaucoup de discrétion. Et peu de considération ! Lemarchand interdit à Bitterlin de prévenir lui-même les familles.

« Les gars ont été repérés. Il ne faut pas se mêler de cela. »

L'avocat avait raison. Roger Maugueret, qui s'était présenté pour reconnaître les restes de son frère Gérard, fut abattu quelques jours plus tard par l'O.A.S. alors qu'il n'avait jamais été mêlé ni de près ni de loin à la lutte contre l'organisation.

Les restes des barbouzes furent enterrés à la sauvette dans les cimetières de Sainteny et de Champigny. La plupart des cercueils ne contenaient qu'un membre, quelques débris humains et des pierres. Seules deux femmes assistèrent à la mise en terre : Mme Lanfranchi, dont le mari était mort dans la villa, et Mme Lemarchand. La femme de l'avocat n'avait pu se résoudre à abandonner la malheureuse. Elle suivit l'enterrement au péril de sa vie. Les barbouzes furent ensevelis comme ils avaient vécu les dernières semaines de leur mission : seuls et rejetés par tous.

La « machine infernale » avait fait dix-neuf morts.

L'O.A.S. n'était pas débarrassée pour autant des « policiers parallèles ». Une nouvelle équipe, envoyée par Ponchardier, s'installa à Alger dans un hôtel minable de style mauresque, le Radja, 6, rue Anatole-France à La Redoute, qu'un certain « colonel » avait loué à son propriétaire M. Bou Abdallah pour la somme de 10 000 NF pour trois mois. À cette équipe, commandée par un ancien figurant de cinéma, se joignirent les survivants de l'équipe Jim Alcheik.

Ils n'allaient pas tenir longtemps. Quelques semaines à peine. Mais quelques semaines pendant lesquelles ils multiplièrent les arrestations, les tortures, les séquestrations. À Rocher-Noir Michel Hacq se fâcha. Si la première équipe avait été bruyante, du moins avait-elle été efficace. Ses renseignements avaient permis de nombreuses arrestations. Celle-ci ne faisait que contrarier le travail de la « mission C » et du capitaine Lacoste.

Hacq eut de sérieux accrochages avec « Vieille Masure-Vieille Mechta » — tel était le surnom dont l'état-major de la « mission C » avait affublé Vieillescazes — à qui il reprocha de donner « ses » tuyaux aux barbouzes qui lui « cassaient » ses affaires. L'arrestation, puis le meurtre d'un malheureux ingénieur, M. Petitjean — dont le seul défaut était de se vanter d'être un chef de l'O.A.S. auprès des jolies personnes qu'il rencontrait —, scella le destin des barbouzes en Algérie. Les membres de la « mission C », chefs en tête, menacèrent de demander leur relève si les agents spéciaux étaient encore couverts par Rocher-Noir.

Les commandos Delta ne leur laissèrent pas le temps de mettre leur menace à exécution. Au bazooka, au plastic, à la grenade ils harcelèrent l'hôtel Radja pendant

quarante-huit heures sans que les forces de l'ordre interviennent. La dernière attaque eut lieu le 15 février. La veille, les barbouzes de Bob avaient tué trois membres des commandos Delta. Degueldre décida de les venger. Il procéda à un assaut en règle qui mit les « agents spéciaux » en fuite. Une partie se réfugia à Rocher-Noir. Ils baissaient les bras. Les quatre derniers accompagnèrent un de leurs camarades blessés à l'hôpital Maillot. À leur sortie, avant d'avoir pu dégainer leurs armes, ils furent mitraillés à bout portant par cinq tueurs de l'O.A.S. La 404 beige qu'ils occupaient percuta un mur. Alors se déroula une scène atroce. Les habitants des, immeubles voisins se ruèrent sur la voiture, empêchant les blessés de sortir, puis mirent le feu au véhicule.. Ainsi finirent les quatre derniers barbouzes d'Alger.

Degueldre sortait vainqueur de la lutte contre les « agents spéciaux » envoyés de Paris. Ses ennemis personnels s'appelaient maintenant Michel Hacq et le capitaine Lacoste. Et ceux-là n'étaient pas des amateurs !

« Ils étaient courageux, ils ont fait ce qu'ils ont pu. »

Telle fut l'oraison funèbre prononcée par les policiers de la « mission C » à la mémoire de leurs étranges « collègues ».

Il faut bien avouer qu'en regard des pertes énormes subies, les barbouzes n'avaient guère porté de coups efficaces à l'O.A.S. Par contre, leurs agissements peu discrets et le retentissement qu'ils avaient eu tant dans la presse que dans les conversations de trottoir avaient réussi à persuader la population qu'une véritable armada gaulliste s'était implantée à Alger. En outre leurs renseignements avaient permis à la « mission C » d'attaquer violemment l'infrastructure de l'O.A.S.

Avec 110 hommes à Alger, 60 à Oran, 30 à Constantine et aidé des 30 gendarmes de la brigade de police judiciaire du groupement de gendarmerie d'Alger commandée par le capitaine Lacoste, le professeur Hermelin, alias Michel Hacq, pouvait se vanter d'un bilan fort honorable. Entre le 5 décembre 1961 et le 20 février la « mission C » avait arrêté 604 membres de l'O.A.S. dont 69 tueurs et 62 plastiqueurs. Ses membres, assistés de forces de gendarmerie mobile et de C.R.S., avaient effectué 5 834 perquisitions, saisi 642 armes automatiques, 10 000 munitions et un stock important d'archives.

Alors que les barbouzes étaient tombés comme des mouches sous les coups des deltas, Michel Hacq n'aura à déplorer que la mort de deux inspecteurs imprudents qui, sans se soucier des ordres impératifs, voudront aller seuls acheter leurs billets d'avion pour la métropole. Deux jeunes appelés détachés par la Sécurité militaire auprès de la « mission C » en qualité de chauffeurs — Casalta et Bartoli — seront également abattus par l'O.A.S. au cours d'une promenade dans les rues de Hussein-Dey.

Malgré un bilan positif et spectaculaire, ni Hacq ni Lacoste n'étaient parvenus en cette fin du mois de février à arrêter l'une des têtes de l'O.A.S. C'était pourtant leur objectif principal. Ils décidèrent alors de développer le « travail de bureau ». Plusieurs de leurs hommes — les gendarmes de Lacoste étaient tous officiers de police judiciaire et faisaient partie de la « gendarmerie blanche[14] » — ne s'occupaient désormais que du dépouillement des archives et de l'interrogatoire des prisonniers. Le recoupement des informations permettait seul de parvenir au sommet. Que pouvaient faire cent quarante hommes — même s'ils étaient les meilleurs policiers du monde — devant une population

totalement hostile ? Ils ne pouvaient ratisser les 200 km^2 de l'agglomération algéroise, ni contrôler les mille kilomètres de rues, encore moins perquisitionner dans les deux cent mille appartements ! Il fallait ruser, pénétrer la psychologie de l'adversaire, connaître ses habitudes. Le capitaine Lacoste y apporta toute son énergie.

Au début de l'année il avait arrêté un commando complet de légionnaires déserteurs dans une villa des Deux-Moulins. Les deltas, surpris dans leur sommeil, n'avaient opposé aucune résistance. Bien mieux Lacoste s'était aperçu que les légionnaires arrêtés se mettaient à table sans qu'on ait à les « pousser ». La plupart avaient été engagés dans cette aventure par leurs chefs. Alors ils avaient suivi. Arrêtés, ils ne faisaient aucune difficulté pour parler. Il faut noter qu'au cours de l'atroce combat fratricide qui opposa l'O.A.S. aux forces de police la quasi-totalité des membres de l'organisation arrêtés dénoncèrent leurs complices sans beaucoup de vergogne. S'il est vrai que certains barbouzes employèrent pour obtenir ces aveux des méthodes mises à l'honneur par les parachutistes pendant la « bataille d'Alger » et généralisées par l'armée d'Algérie dans la lutte contre le F.L.N., les inculpés de l'O.A.S. furent très rares à se plaindre des sévices de la part des gendarmes ou des hommes de la « mission C ». Les avocats des activistes le reconnurent volontiers bien que l'Action psychologique et de propagande de Susini fît courir les bruits les plus affreux sur les tortures subies par les membres de l'O.A.S. à l'Ecole de police de Hussein-Dey.

Au cours des interrogatoires le capitaine Lacoste avait remarqué que les légionnaires allemands étaient particulièrement coopératifs. La plupart n'avaient aucune conviction politique. Ils avaient simplement suivi Degueldre qu'ils admiraient profondément. Grâce à eux, Lacoste connut bientôt toutes les habitudes des deltas. Il sut tout de leur vie quotidienne. Bien mieux, il s'attacha un jeune déserteur allemand, depuis six mois dans l'O.A.S., qui l'accompagna dans les tournées « d'information » qu'il faisait à bord d'une anonyme 203 dans les quartiers activistes.

« Tiens, mon capitaine, regarde celui-là, à la porte du bistrot. C'est un "gross" tueur. »

« Gross Tueur », le surnom lui resta.

« Si j'avais su, mon capitaine, disait-il encore, c'est avec toi que j'aurais été. »

Le malheureux avait trouvé un autre patron aussi courageux, aussi téméraire, aussi prodigue de sa vie que le précédent. Alors il l'avait adopté et l'admirait. Le jour où Lacoste lui confia un P.M. pour participer à ses côtés à une opération d'envergure, il fut prêt à se faire tuer pour lui.

Le capitaine comptait beaucoup sur sa connaissance du milieu des commandos Delta pour parvenir à arrêter Degueldre. Entre le lieutenant et le capitaine la lutte était ouverte. Elle faillit se terminer à un feu rouge dans le centre d'Alger, le dernier jour de février. Lacoste, qui changeait de voiture trois fois par jour et qui n'employait jamais deux fois les mêmes plaques, se trouva bloqué dans la circulation à côté d'une voiture où se trouvaient trois deltas dont il possédait la fiche de recherche. Les hommes se reconnurent. En un éclair, les mitraillettes apparurent. Lacoste et deux gardes du corps avaient été aussi rapides que les deltas. Portières contre portières, les deux véhicules n'étaient qu'à quarante centimètres l'un de l'autre. Les gendarmes en civil et les commandos O.A.S. se fixèrent des yeux, le doigt crispé sur la détente de leurs armes. La tension était insoutenable. Qui allait tirer le premier ? A bout portant personne ne pouvait échapper au massacre. Au feu vert, les deux véhicules démarrèrent, roulèrent pendant

quelques mètres côte à côte. Puis la voiture de l'O.A.S. s'engouffra dans une rue latérale et disparut.

Le destin n'avait pas voulu que le capitaine Lacoste fût la 554e victime de ce mois de février dans les rues d'Alger. La lutte entre Degueldre et Lacoste pouvait se poursuivre. Plus âpre que jamais. Le capitaine n'oubliait pas que sur 553 meurtres de ce mois le lieutenant était responsable de 302 attentats. Et Salan, à l'annonce de négociations secrètes entre la France et le G.P.R.A., venait de préconiser l'intensification du terrorisme !

Le visage ravagé d'une enfant de quatre ans, la petite Delphine Renard, défigurée par un plastic destiné à André Malraux, indigna la France. L'O.A.S.-Métro venait de commettre un geste fatal. La métropole, excédée par la politique d'attentats préconisée par André Canal, dit Le Monocle, se dressa contre le mouvement subversif. C'était la fin des espoirs de Pierre Sergent.

Le jeune capitaine avait espéré profiter de la confusion politique qui régnait en France à propos de l'Algérie pour faire basculer l'opinion publique. Son plan était de créer un courant d'insécurité, de troubles, qui pousserait le peuple à se retourner contre le pouvoir. En liaison avec de nombreux éléments de l'armée, créant et multipliant des réseaux de très jeunes gens parmi les lycéens, il pensait faire de l'O.A.S.-Métro le champion de la lutte contre le communisme qui, en cas de révolution, ne manquerait pas d'inquiéter la majorité des Français. Son dernier espoir s'écroula avec les réactions populaires, aux manifestations de Charonne.

Le lendemain de l'attentat contre André Malraux, de nombreuses associations de gauche — partis, syndicats, mouvements — appelèrent la population à manifester contre l’O.A.S. Le gouvernement rappela que toute manifestation sur la voie publique était interdite. Sans se soucier de la décision du ministre de l'Intérieur, des dizaines de milliers de manifestants anti-O.A.S. affrontèrent pendant trois heures les forces de police. Bilan : Huit morts et des centaines de blessés parmi la foule. Dix blessés chez les policiers. On n'avait jamais vu cela à Paris depuis le 6 février 1936 ! Le gouvernement parla d'émeutiers communistes, de bandes organisées. Et ne put rien prouver. En réalité, pour ne pas donner à l'armée, dont la fidélité était plus qu'incertaine, l'impression qu'il cédait à la gauche communiste, pour enlever à l'O.A.S. son étiquette de « seul champion de l'anticommunisme en France », le gouvernement avait durement réagi.

« Le pouvoir est pris en fourchette, dira Sergent. Il se voit dans l'obligation de briser les manifestations de gauche. Pour nous, c'est bon. »

Charonne devenait pour l'O.A.S.-Métro un angle possible d'attaque.

L'enterrement grandiose que Paris réserva aux victimes de la manifestation réduisit à néant les efforts de l'organisation. Plus de cinq cent mille personnes suivirent le cortège funèbre. De la République au Père-Lachaise, une marée humaine, silencieuse, concentrée, émue aussi, envahit avenues et trottoirs. Le peuple de Paris et, à travers lui, celui de la France tout entière montrait, par sa présence et son recueillement, sa farouche détermination. Pour réussir, l'O.A.S. devrait le balayer. Sans cris, sans slogans, sans la moindre bagarre, avec grandeur et dignité, la nation exprimait sa volonté. Cette fois, Roger Frey ne commit pas la gaffe d'interdire la manifestation. Et le gouvernement

compris la leçon. Charonne marquait un point de non-retour.

L'O.A.S. portera encore quelques coups bas, feignant de lutter non plus pour l'Algérie française mais contre le « communisme international », mais le peuple ne s'y trompera plus. La province — en particulier sa bourgeoisie — qui, depuis le début de la guerre, avait approuvé le mythe de l'Algérie française, y devint soudain hostile. Soutenir l'Algérie française, c'était soutenir l'O.A.S. Et hors l'extrême droite, personne ne pouvait s'y résoudre.

Se débarrasser de l'O.A.S., en finir avec l'Algérie, devenait indispensable à la survie du régime, à la survie de la France démocratique.

L'heure était venue de franchir le dernier pas. À l'Élysée, De Gaulle cherchait la formule qui mettrait fin au risque que courait la France. Et cette formule il la connaissait : se débarrasser des départements français d'Algérie. Il avait tout essayé pour ne pas en arriver là. La victoire militaire n'avait rien arrangé puisque le problème était politique. La troisième force était restée introuvable. Et maintenant les Européens d'Algérie, en suivant aveuglément l'O.A.S., gâchaient non seulement leurs chances de survie côte à côte avec les musulmans, mais se dressaient contre la France.

Quoi que les propagandes de droite ou de gauche aient pu dire De Gaulle était déchiré. Rien, ni dans sa formation, ni dans son éducation, ni surtout dans son caractère, ne le poussait à amputer la France de ses départements d'outre-mer. Rien, si ce n'est le vent de l'Histoire. Ce n'était pas la responsabilité qui le torturait mais le fait d'être obligé, *lui,* de provoquer l'amputation si fondamentalement contraire aux « intérêts » de la France. Je peux affirmer qu'il laissa entendre *ce* drame à quelques proches. Oh ! pas nombreux. Deux à ma connaissance. Peut-être trois. Si De Gaulle ne mettait pas fin au drame, qui le ferait ? La France irait de nouveau de chute de ministère en chute de ministère pour aboutir,,, une dictature fasciste, puis à un régime extrémiste de gauche, après avoir souffert de celui de droite. Seul, grâce à son prestige et à son autorité, il pouvait rompre les liens coloniaux et les remplacer par des liens d'étroite coopération. Car en ce mois de février tout semblait encore possible. L'Algérie vivait dans le drame, dans le sang, mais depuis 1954 les musulmans en avaient l'habitude. L'irréparable n'avait pas encore été commis. Les dernières chances de l'avenir des Français en Algérie n'étaient pas perdues. Pas encore. Mais il fallait faire vite. Pressé par le temps — il n'était pas jeune — De Gaulle fit des ouvertures de différents côtés. Le dialogue avec le F.L.N. devait reprendre. À tout prix.

Quelle allait être la réaction des Européens d'Algérie ? Deux des proches du Général — deux hommes dont les noms étaient pourtant, aux oreilles des pieds-noirs, synonymes de Satan — œuvrèrent dans l'ombre pour que le Général se décidât à leur parler. Non sous forme d'oracles mais d'homme à hommes. Sentimentalement. Qu'il dise seulement un mot. Un mot gentil, humain, aux Européens d'Algérie et aux musulmans fidèles. Qu'il leur fasse comprendre quel pouvait être leur avenir. Qu'il leur montre sa sollicitude, sa compréhension. Qu'il laisse sentir que le drame des Français d'Algérie le touchait, lui aussi, très profondément.

« Une petite phrase seulement, mon général. Pour dire ce que vous ressentez. »

Elle ne vint jamais. Ce n'était ni le genre ni le tempérament de De Gaulle. « Raccrocher la clientèle » lui faisait horreur. Il était impossible que, dans le monde tel qu'il était, la France essayât de maintenir ses positions de jadis. Cela devait suffire.

Chacun devait savoir qu'il procédait par devoir, par conviction, mais sans plaisir. Si certains ne le comprenaient pas, tant pis. Ce n'était pas à lui de l'expliquer. En outre, s'il n'avait ni animosité ni rancune contre les pieds-noirs, il n'était pas du tout attiré par ce « genre » de population. Les cris, l'hystérie, les menaces, les injures et là-dessus l'O.A.S., rien de constructif pour l'avenir. Rien qui le séduisît. Il se retrancha dans le silence de son cabinet pour préparer les grandes lignes de la position française lors des" négociations secrètes que le G.P.RA. acceptait d'ouvrir dans une petite localité du Jura : Les Rousses.

L'intérêt de la France était d'aboutir vite. Rien d'autre ne lui importait.

Au sein du G.P.R.A. on avait hâte de négocier. Chaque journée gâchée servait à l'état-major. Le conflit ne cessait de s'envenimer entre les « vieux crabes » des chefs historiques et les « jeunes Turcs » de l'état-major général des armées. Une réunion fort importante — et secrète — s'était déroulée en Suisse dans un appartement discret de Lausanne dont le propriétaire était un industriel suisse, ami de Krim Belkacem : Bernard Golay. Avec sa femme, Martine, il avait hébergé à plusieurs reprises le vice-président du G.P.R.A., lui prodiguant ce qui lui manquait le plus : une amitié sincère et désintéressée. Four tout dire, Bernard et Martine Golay étaient les premiers amis européens qu'ait jamais eus Krim Belkacem. L'ancien petit berger kabyle devenu un « personnage » du monde international n'avait jamais oublié l'accueil familial que lui avaient réservé les deux jeunes Suisses. Il n'avait jamais eu à regretter la confiance qu'il leur témoignait : ils étaient la discrétion même.

C'est donc chez Bernard Golay, qui, pour l'occasion, avait abandonné son appartement aux délégués F.L.N. et était allé coucher avec sa femme et son enfant à l'hôtel, que se réunirent les représentants F.L.N. de Tunisie, du Maroc et de la Fédération de France. À l'ordre du jour deux problèmes : la négociation et la position extrémiste de l'état-major. À l'unanimité les délégués se prononcèrent — au nom de centaines de milliers de militants — pour une négociation immédiate et pour l'élimination pure et simple des membres de l'état-major général : Boumediene, Menjli et Kaïd Ahmed. Cette décision, écrite et signée par les trois délégués et adressée au G.P.R.A., prenait valeur d'avertissement. Si le gouvernement provisoire ne se prononçait pas, les délégués couperaient les vivres. Et la menace n'était pas négligeable. L'apport financier de la Fédération de France était considérable et constituait plus de 70 % du « trésor de guerre » du F.L.N. !

Le G.P.R.A. reçut la « mise en garde » lors de la réunion solennelle qui se tint du 4 au 10 janvier à Mohammedia, près de Rabat. Le choix de la cité marocaine n'était pas fortuit. D'abord, il fallait de temps en temps faire plaisir aux Marocains et ne pas toujours résider à Tunis, ensuite, le Maroc avait été le théâtre de conflits entre l'état-major et certains ressortissants algériens, réfugiés ou blessés de l'A.L.N. L'état-major, sans passer par le G.P.R.A., sans même avertir le Dr Chouki, représentant du F..N. au Maroc, avait recruté des hommes destinés à renforcer l'armée des frontières. C'était un cas d'insubordination grave.

Pendant six jours, Mohammedia fut le théâtre d'une âpre bataille pour le pouvoir. Si l'on en croyait les communiqués, le G.P.R.A. ne s'était réuni que pour étudier le problème

posé par l'O.A.S. en Algérie. Jusque-là, le gouvernement provisoire avait eu une attitude ambiguë à l'égard de l'organisation. « L'activisme est un problème intérieur français qui ne nous concerne pas, avait dit le porte-parole. Nous n'avons aucune raison d'aider le régime gaulliste. » Mais devant les pertes subies par la population musulmane il avait fallu réagir, ne serait-ce que pour rassurer l'opinion publique. Tel était officiellement le but de la réunion de Mohammedia dont les membres — à l'issue de leurs travaux — annoncèrent des « mesures », en vue de « briser l'action » de l'O.A.S.

En réalité, Mohammedia n'était qu'une nouvelle escarmouche dans la lutte ouverte par l'état-major contre le G.P.R.A. Un nouveau round du match Krim-Boumediene. Cette fois, le leader kabyle abordait la discussion avec des « biscuits ». Non seulement son dossier comprenait l'ultimatum des Fédérations de France, de Tunisie et du Maroc, établi en Suisse, mais encore une série de plaintes d'officiers contre la « dictature de l'état-major », étayées de très nombreux exemples de désertions, en particulier celle du commandant Moussa qui, accompagné de six officiers de l'A.L.N., s'était réfugié à la mission F.L.N. de Tunis en refusant d'obéir plus longtemps aux directives politiques de l'état-major de Boumediene.

Une nouvelle fois, Krim partit à l'attaque. Il développa devant le G.P.R.A. les plaintes adressées contre l'état-major et proposa que Boumediene, Kaïd et Menjli soient relevés de leurs fonctions et affectés à quelque poste subalterne ou qu'en dernier ressort l'état-major général soit élargi. Mohammedia Saïd, avec sa « délicatesse » habituelle, suggéra même qu'ils soient fusillés !

Une nouvelle fois Boumediene dut son salut à Boussouf qui mit en garde les anciens centralistes Ben Khedda, Saad Dahlab et M'hamed Yazid, hésitants.

« Si vous prenez une décision contre l'état-major, expliqua-t-il, c'est Krim qui prendra la direction de tout. Et vous n'aurez plus qu'à "la boucler" ! »

L'ère des 3 B liés pour le meilleur et pour le pire depuis l'assassinat d'Abane Ramdane[15] était terminée ! Chacun reprenait ses cartes et accumulait les atouts pour assurer sa prédominance sur une Algérie dont l'indépendance poignait à l'horizon.

Les « centralistes », ménageant la chèvre et le chou, firent traîner les choses.

« Bien sûr, tu as raison, dirent-ils à Krim, nous aussi nous condamnons l'état-major, mais il faut éviter la cassure. Attendons.

— Si vous continuez d'ergoter, menaça Krim, je démissionne. Et j'agirai seul ! »

Le beau concert de protestations ! Mais non, Krim ne pouvait pas démissionner ; mais oui, on comprenait la situation, mais on ne pouvait compromettre l'unité du G.P.R.A. à l'heure de s'asseoir à la table des négociations ! Krim devait penser qu'il conduirait à nouveau la délégation. Quel poids aurait-il face à la France si le conflit interne éclatait ? Et puis il y avait les cinq ministres prisonniers en France. Dont deux vice-présidents ! Il fallait avoir leur avis.

On passa au vote. Krim et Mohammedi Saki se déclarèrent pour la suppression de l'état-major de Boumediene, les cinq autres (Boussouf, Ben Tobbal, Ben Khedda, Saad Dahlab et Yazid) contre. Le reste des « ministres » comptait pour du beurre. Tous décidèrent la reprise des négociations avec la France.

« Mais, ajouta Ben Khedda, il faut établir un contact avec les prisonniers. Et avoir leur avis. »

Le gouvernement français, averti par les autorités suisses, accorda le droit de visite.

C'est ainsi que dans le plus grand secret Krim, Ben Tobbal et Ben Yahia, pris en charge à la frontière suisse par une voiture de la sécurité française, découvrirent Aulnoy, son château, ses maîtres d'hôtel, son parc royal, ses fauteuils profonds, ses postes de télévision.

Les trois « envoyés spéciaux » n'en revenaient pas.

« Mais ils vivent comme des princes, remarqua Krim, beaucoup mieux que les membres du G.P.R.A. Et on ose nous traiter de révolutionnaires de palace ! »

La qualité de la cuisine française et la déférence des maîtres d'hôtel l'impressionnèrent beaucoup.

Après les retrouvailles, les embrassades, l'émotion, on passa aux choses sérieuses. Les cinq — Ben Bella, Khider, Bitat, Aït Ahmed et Boudiaf — expliquèrent les péripéties de leur grève de la faim de novembre pour obtenir que tous les prisonniers F.L.N. en France jouissent du régime politique, puis, cette « mise en train » faite, on évoqua les deux grands problèmes: la négociation et l'attitude de l'état-major.

En aparté, Khider expliqua à Krim que deux clans s'étaient formés : Bitat, Ben Bella et lui-même, opposés à Aït Ahmed et à Boudiaf.

« Mais ce n'est pas grave, dit-il. Des humeurs de prisonniers... »

De son côté et tout aussi discrètement, Aït Ahmed lui confirma la visite de Bouteflika — « le porte-serviette de Boumediene », dit Krim — et le changement d'attitude de Ben Bella.

« Désormais, il joue avec l'état-major... »

Très habilement, Ben Bella ne donna pas cette impression à ses visiteurs. Il se rangea à l'avis de la majorité qui disait : « Laissons de côté cette histoire d'état-major et plaçons la négociation avant tout. Lorsque nous serons libres, on réglera tout cela entre nous. Priorité à l'intérêt supérieur du pays. »

Krim exposa les grandes lignes de la négociation. Ben Yahia et Ben Tobbal entrèrent dans les détails. Puisque De Gaulle avait cédé sur le Sahara, plus rien n'empêchait la reprise des négociations. On passa alors à la constitution de la délégation.

« Depuis Évian et Lugrin, j'ai changé de poste, dit Krim, je ne suis plus ministre des Affaires étrangères. Il faut donc désigner un président et des membres.

— Krim doit être président », dit Ben Bella.

Le rusé Kabyle refusa. Il avait eu à Tripoli un avant-goût des accusations que l'état-major ne manquerait pas de porter contre ceux qui « braderaient » l'Algérie. Les cinq le prièrent d'accepter. À leurs yeux, la présence de Krim à la tête de la délégation était une garantie pour l'avenir. Son influence était encore grande sur les maquisards des wilayas qui ne contesteraient pas sa signature au bas d'éventuels accords.

« Je partage l'avis de Ben Bella, dit Ben Tobbal. C'est à Krim de présider et j'irai avec lui !

— Bon, concéda Krim, puisque tout le monde insiste... Mais compte tenu de l'attitude de l'état-major, qui est en état d'insubordination, et de celle du G.P.R.A..., qui est ce qu'il est, je vous demande. de signifier par écrit votre décision au C.N.R.A. »

Les huit chefs présents signèrent « l'accord », en précisant bien que les négociateurs devraient apporter toute leur vigilance au délai d'évacuation des bases militaires françaises.

« Mers el-Kébir français pour cinquante ans, c'est inconcevable, dit Ben Bella.

— Je suis de ton avis », approuva Krim.

C'était également celui du Conseil national de la révolution...

« Eh bien, à la négociation, à la victoire, à votre libération, dit le chef kabyle en levant son verre d'orangeade.

— À la victoire », répondirent les sept autres.

Pour fixer par l'image cette « belle unanimité », les trois ministres du G.P.R.A. et leurs cinq collègues prisonniers se firent photographier sur les pelouses enneigées devant les hautes futaies dégarnies du parc d'Aulnoy.

Tous se tenaient par les épaules, comme des frères. Mais à l'exception du demi-sourire de Ben Yahia et de Khider, tous les visages reflétaient une intense préoccupation.

La lutte du Front de libération nationale, la lutte d'un peuple pour son indépendance était terminée. Celle pour le pouvoir commençait. L'ennemi n'était plus la France coloniale qui agonisait dans d'atroces convulsions, mais le voisin, le frère de combat... celui qu'à Aulnoy, les pieds dans la neige, on tenait par les épaules...

C'est le dimanche 11 février qu'une DS surmontée d'une paire de skis s'arrêta au bout d'un chemin tracé dans la neige à la porte d'un chalet des ponts et chaussées des Rousses : *le Yéti*. Deux hommes en descendirent dont l'un portait un épais passe-montagne. Ils entrèrent immédiatement dans la vaste demeure. Le premier était Jean de Broglie, secrétaire d'État au Sahara et aux Départements d'outre-mer. L'homme au passe-montagne, Louis Joxe. Ils furent bientôt rejoints par Robert Buron, ministre des Transports. Les experts Bruno de Leusse, Chaillet, Billecart et le général de Camas étaient déjà arrivés. La délégation française était au complet. Il ne restait plus à attendre que les Algériens.

C'est M. Albayez, directeur des voyages officiels, qui avait choisi le lieu des négociations secrètes après de longues conversations avec le préfet du Jura, M. Aubert. Leur choix s'était arrêté sur cette grande bâtisse montagnarde, située à l'écart de la route, à proximité de la frontière suisse. *Le Yeti* servait de hangar aux chasse-neige des ponts et chaussées, d'appartement pour le conducteur de travaux et sa famille, et d'« hôtel gratuit » pour un certain nombre de fonctionnaires et d'ingénieurs désireux de faire du ski pendant les vacances ou en fin de semaine. Les habitants des Rousses, habitués à un incessant va-et-vient autour du *Yéti,* n'attacheraient aucune importance à ce « nouvel arrivage ». En outre, à condition de se réunir dans les pièces de derrière, volets fermés, personne ne se rendrait compte de l'affluence. La seule difficulté pour Aubert et Albayez avait été de dissuader les ingénieurs, leurs familles et leurs amis de venir passer ce week-end du 11 février 1962 dans ce « petit trou pas cher... »

Enfin la délégation algérienne arriva. Comme à Évian on se salua d'un signe de tête mais l'atmosphère n'était plus la même. Le secret, le décor rustique, l'entassement des délégués[16] autour d'une table de bois ciré dans une salle trop étroite, allaient bien vite transformer la solennelle conférence en une discussion plus libre. Elle n'allait pourtant pas être facile.

Pendant huit jours exactement les membres des délégations luttèrent pied à pied. Dans une atmosphère enfumée, devant des cendriers pleins à ras bord, chaque délégué défendit âprement ses positions. On évoqua tous les problèmes, techniques et humains. La

coopération culturelle, financière, administrative, économique. Les problèmes militaires, les dispositions relatives à la période transitoire : durée, pouvoir du haut-commissaire qui remplacerait le délégué du gouvernement, forces de sécurité. Et surtout le problème des garanties pour les Français désireux de rester en Algérie. Marchandages innombrables, discussions passionnées dans une ambiance de film policier. Les membres des services de sécurité français et algériens, côte à côte, en manches de chemise dans des pièces surchauffées, le pistolet sous l'aisselle ou à la ceinture, se relayaient pour observer par les fenêtres dont les vitres étaient couvertes de condensation, les abords du chalet. La menace d'un « coup de commando » O.A.S. était toujours à redouter mais pour conserver le secret de la rencontre il fallait prendre le risque de ne pas protéger les alentours...

Au bout du huitième jour la plupart des problèmes étaient réglés mais deux divergences d'importance portaient encore sur les conditions dans lesquelles les Français d'Algérie bénéficieraient des mesures décidées en leur faveur et sur les attributions et surtout la composition de l'exécutif provisoire qui aurait pour mission de préparer le référendum d'autodétermination.

Il n'est pas dans mon intention de traiter le détail des longues tractations auxquelles pendant huit jours se livrèrent les membres des deux délégations. Le lecteur intéressé par ce point d'histoire diplomatique pourra se reporter aux passionnants *Carnets politiques de la guerre d'Algérie* de Robert Buron[17].

Ce document inédit et d'une importance capitale pour l'Histoire résumera mieux que toute synthèse la position française.

Le dimanche 18 février, après huit jours de conversation, le général De Gaulle, qui était resté à l'Élysée pour suivre le déroulement des négociations secrètes, appela Les Rousses. Après avoir procédé par téléphone à un véritable conseil des ministres réduit au cours duquel Joxe, Buron et de Broglie lui firent un résumé de la situation, il donna, à 12 h 50, les instructions suivantes restées jusqu'ici secrètes :

« L'essentiel, dit le Général, est d'aboutir à un accord comportant le cessez-le-feu, puis l'autodétermination, du moment que cet accord n'entraîne pas des bouleversements soudains dans les conditions actuelles relatives aux intérêts matériels et politiques des Européens, à la présence militaire française en Algérie, aux conditions pratiques dans lesquelles s'opère sur place l'exploitation du pétrole et celle du gaz, enfin aux rapports économiques, techniques et culturels entre l'Algérie et la métropole. C'est cet aboutissement, je répète, cet aboutissement, qu'il faut réaliser aujourd'hui.

« Si les conditions ci-dessus sont acquises — et il me paraît qu'elles le sont — il faut faire l'accord.

« Cela dit, il y a évidemment intérêt à obtenir par la suite la plus longue durée possible quant au bail pour Mers el-Kébir et quant à notre présence militaire pour les expériences ; mais dès lors que la présence à Mers el-Kébir serait de l'ordre de plusieurs lustres et la présence au Sahara de plusieurs années, nous devons admettre ces détails plutôt que de refuser un accord, car il n'y a aucun rapport entre l'intérêt primordial qui consiste à aboutir et l'intérêt secondaire qui consiste à tenir un peu plus longtemps certaines choses que, de toute façon, nous n'entendons pas tenir pour toujours.

« De vous à moi, précisons bien que le but de l'accord en ce qui concerne la France est d'établir une situation telle qu'il y ait d'abord une période de l'ordre de trois années

pendant lesquelles seront tentées, d'une part, la collaboration franco-algérienne, d'autre part, celle des communautés en Algérie.

« Si l'épreuve ne réussit pas, c'est qu'elle ne réussira jamais et alors nous nous trouverons dans un tout autre problème, dégagés que nous serons d'ailleurs de beaucoup d'autres servitudes.

« Mais dans le cas où cette coopération se révélerait possible, au cours de la période d'épreuve, l'affaire consistera pour nous à provoquer un état de choses dans lequel nous porterons notre aide à l'Algérie en tous domaines d'année en année, pourvu que de son côté elle fasse, d'année en année, ce qu'il faut pour que nous la lui portions.

« Comme on ne voit pas, en définitive, que l'Algérie de demain veuille se passer de notre aide, sauf tomber dans un chaos qui ne nous toucherait pas beaucoup, ne nous exagérons pas la portée ni l'importance des rédactions auxquelles nous aboutissons aujourd'hui. »

De Gaulle, qui avant leur départ pour Les Rousses, avait dit à chacun des trois négociateurs « des choses admirables et incompréhensibles dont la traduction était : Démerdez-vous pour aboutir » — selon le mot de l'un d'eux —, précisait sa position. Cette fois, c'était net. Le résultat ne se fit pas attendre. Le lundi 19 février, à 2 heures du matin, Français et Algériens se séparaient après s'être entendus sur les droits réservés aux Européens et sur la procédure du cessez-le-feu qui figurerait dans le procès-verbal de la prochaine réunion officielle (à Évian) et que signeraient les plénipotentiaires. Les responsables militaires des deux côtés le prononceraient unilatéralement, mais le même jour à la même heure.

Les nouvelles qui provenaient d'Alger ne rendraient-elles pas inutiles tant de discussions ? Par ses crimes multipliés, l'O.A.S. s'efforçait de rendre irréalisable un avenir possible pour les Européens d'Algérie. Ce seraient les petits pieds-noirs qui en feraient les frais. Les autres, les « gros » avaient depuis belle lurette pris leurs précautions et investi leur fortune en métropole ou à l'étranger...

Mais l'heure n'était pas aux spéculations. La pièce était écrite. Il fallait maintenant s'entendre pour la faire jouer le plus vite possible.

Le dernier jour des entretiens des Rousses, les négociateurs français avaient appris avec angoisse le bombardement de la base F.L.N. d'Oujda par deux avions français. L'O.A.S., quelques heures plus tard, revendiquait l'attentat. C'était d'évidence pour montrer aux Algériens que les engagements pris par les représentants du gouvernement français étaient nuls et sans valeur puisque celui-ci était incapable d'imposer le retour au calme !

Le bombardement d'Oujda, on peut le révéler aujourd'hui, n'était pourtant pas un attentat préparé par le commandement de l'O.A.S. Il s'agissait d'une vengeance.

Le sergent de réserve R..., l'un des chefs pilotes de l'aéro-club d'Oran, avait eu son jeune frère de vingt ans tué par les fellaghas en 1960 sur un piton du Constantinois. R... avait juré de le venger. « Et s'il le faut je prendrai les armes », confia-t-il à l'un de ses élèves pilotés, Claude M... Passé dans la réserve, R... accomplit tout de même deux ou trois missions par semaine pour l'armée de l'air. À bord de son T-6, il faisait de l'appui feu ou de l'observation. L'heure de l'O.A.S. venue, R... y adhéra avec joie. Pour lui,

c'était aussi l'heure de la vengeance. C'est ainsi que le 18 février, un dimanche, en compagnie d'un de ses amis, lieutenant de réserve, il prit son service pour une mission d'observation. Mais les deux hommes avaient fait armer à bloc les deux T-6.

Sitôt décollés de la base de la Sénia, les deux avions militaires piquèrent sur la frontière marocaine. Objectif : le camp de l'A.L.N. où l'état-major de l'ouest avait établi son P.C.

La base de Ben-M'Hidi abritait environ 10 000 hommes, sans compter de très nombreux réfugiés algériens qui campaient à ses abords sous des guitounes fournies par le gouvernement marocain, le Croissant-Rouge et la Croix-Rouge internationale. La base Ben-M'Hidi comportait, outre les installations militaires, un ensemble médico-social très important où, avec l'aide de la Yougoslavie et de l'Allemagne de l'Est, le F.L.N. avait implanté des centres d'apprentissage, d'alphabétisation et de repos pour les blessés, les réformés, les convalescents.

Guidés par le hasard, puisqu'ils ignoraient tout du camp Ben-M'Hidi, les pilotes des deux T-6 pirates lâchèrent leurs roquettes sur la base logistique qui renfermait les provisions nécessaires à l'alimentation des djounoud. Deux roquettes incendièrent le dépôt de farine, d'huile et de fèves. Malheureusement, les deux autres tombèrent sur les bâtiments jouxtant la base logistique et qui abritaient l'hôpital militaire.

Un croissant rouge peint sur le toit protégeait — en principe — les locaux. D'ailleurs, le commandement A.L.N. pensait ainsi préserver non seulement son hôpital mais sa base logistique d'éventuelles attaques françaises. Les pilotes de l'O.A.S. — tout à leur vengeance — ne s'en soucièrent pas. Avaient-ils seulement remarqué l'emblème rouge ?

Dans le bloc opératoire de l'hôpital, le Dr Net, assisté des docteurs Feghoul et Boudjelab — le futur ministre de la Santé —, opérait un blessé à la poitrine. Autour d'eux, un infirmier s'affairait. Soudain, la baie vitrée vola en éclats. Les T-6 prenaient sous le feu de leurs mitrailleuses le hangar où se trouvait la salle d'opération. Les 12,7 crépitèrent. Les médecins se plaquèrent au sol. Quand le Dr Naït se releva, le blessé n'avait plus besoin de ses soins. Il était mort criblé de balles, ainsi que l'infirmier. Les trois chirurgiens étaient indemnes. Ils retrouvèrent plus de cent impacts de mitrailleuse dans le bloc opératoire. Dans le ciel les deux T-6 avaient disparu. Ils laissaient derrière eux cinq morts et plusieurs blessés. À Saïda, où une voiture amie les attendait, les deux pilotes s'évanouirent dans la nature.

Le G.P.R.A. qui savait qu'aux Rousses se jouait une partie difficile « étouffa » l'incident. Mais le gouvernement marocain, qui comptait un ressortissant parmi les morts, adressa une vive protestation au gouvernement français. Quant à l'état-major de l'O.A.S. il bondit sur l'aubaine et présenta l'affaire comme une « opération » militaire soigneusement montée qui prouvait l'efficacité de ses troupes. Le gouvernement français et le G.P.R.A. l'entendirent comme le premier coup de la grande offensive Salan.

Le 23 février le Mandarin publia le texte le plus important de l'histoire de l'O.A.S., son instruction n° 29. Cette fois, c'était une véritable déclaration de guerre civile.

L'instruction n° 29 commençait par les mots :

« L'irréversible est sur le point d'être commis. » Elle fixait ni plus ni moins que les modalités de la guerre à livrer à l'ennemi — c'est-à-dire aux forces de l'ordre françaises — après la signature considérée comme inévitable des accords entre le gouvernement français et le F.L.N.

Pour situer l'état d'esprit du général Salan lorsqu'il écrivit cette instruction n° 29 il n'est que de reprendre son instruction précédente concernant l'intensification de la lutte par le harcèlement sur tous les secteurs.

« Il est particulièrement satisfaisant, écrivait Salan, de noter que la, semaine écoulée[18] a été marquée par des actions de très haute valeur sur tous les plans. J'en adresse mes plus vives félicitations aux exécutants... Dans la forme de guerre que nous menons tout est bon pour démoraliser et neutraliser l'adversaire, consolider nos positions et améliorer nos moyens. Encore une fois, IL FAUT PRENDRE L'ARMEMENT DANS LES DÉPÔTS DE L'ADVERSAIRE, IL FAUT PRENDRE L'ARGENT DANS SES BANQUES. Je ne dissimule pas que certaines actions peuvent prêter à critiques et engendrer quelques erreurs regrettables. On ne fait la guerre, on ne descend dans la rue ni avec des enfants de chœur ni avec des « gens de salon », mais avec des hommes de main courage= et, il faut bien le reconnaître, dépouillés de considérations mondaines.

« Je profite donc de cette occasion pour renouveler un feu vert général pour toutes les actions payantes et spectaculaires, telles que celles qui viennent d'être exécutées.

SALAN. »

Mais il fallait diriger ces hommes de main de façon qu'ils soient le plus efficaces possible. C'était le but de l'instruction 29. Elle renferme en quelques pages tous les crimes de l'O.A.S., tout son plan de sabotage d'une vie possible pour les pieds-noirs en Algérie. Tout en conseillant de « cesser toute opération faisant le jeu de la ségrégation », Salan ordonnait de créer des zones insurrectionnelles dans les campagnes, à base d'unités militaires ralliées et de maquis,, l'accroissement À L'EXTRÊME du climat révolutionnaire dans les grands centres urbains et l'exploitation du pourrissement de l'adversaire PAR L'ENTRÉE EN JEU DE LA POPULATION EN MARÉE HUMAINE pour l'ultime phase.

Salan donnait l'ordre de briser le quadrillage des villes par tous les moyens. La date de l'attaque était fixée au 4 mars.

« Ouverture systématique du feu sur les unités de gendarmerie mobile et les C.R,S., écrivait-il. Emploi généralisé des bouteilles explosives pendant les déplacements de jour et de nuit. »

Il conseillait de se servir des postes à essence pour répandre le combustible dans les caniveaux et y mettre le feu, ainsi que l'emploi des bidons d'huile renversés et des clous pour faire déraper les véhicules militaires.

« Une bouteille explosive judicieusement appliquée au moment d'un dérapage, poursuivait-il, provoquera l'inflammation de l'essence... Dans le cadre des ordres de mobilisation la partie « population armée » devra y participer entièrement. »

Venait enfin le plus grave. L'article 8 du paragraphe B concernant les tactiques de manœuvre.

« Sur ordre des commandements régionaux enfin, LA FOULE SERA POUSSÉE DANS LES RUES à partir du moment où la situation aura évolué dans un sens suffisamment favorable. »

Voilà pour l'action en Algérie. Mais Salan n'oubliait pas la métropole. L'objectif final, le pouvoir, c'est là-bas qu'il faudrait le prendre.

Dans une annexe à la directive n° 29, annexe secrète et destinée uniquement aux chefs des trois zones O.A.S. d'Algérie et à ceux de la métropole, le Mandarin précisait :

« Il faut s'efforcer de paralyser le pouvoir et le mettre dans l'impossibilité d'exercer son autorité. Les actions brutales seront généralisées sur l'ensemble du territoire. Elles viseront les personnalités influentes du parti communiste et du gaullisme, les ouvrages d'art et tout ce qui représente l'exercice de l'autorité, de manière à tendre au maximum vers l'insécurité générale et la paralysie totale du pays. La provocation à la grève générale sera aussi une excellente arme.

« Le choix de la date en métropole est fonction de l'évolution de la situation en Algérie. Mais en tout état de cause, la métropole doit agir et coordonner ses actions avec la campagne ouverte en Algérie. »

Vingt-cinq ans après Franco, qui lui aussi était parti d'Afrique du Nord, Salan — dans sa retraite au centre d'Alger — peaufinait le plan qui lui ouvrirait les portes du pouvoir parisien. Après tout, Raoul avait plutôt plus de moyens que Francisco n'en avait disposé au départ de la grande aventure. Car il y avait la foule des pieds-noirs dont il entendait se servir à sa guise. Ces petits pieds-noirs gueulards, pleins de vigueur et de foi, dont l'habile Susini avait fait une force à sa dévotion. Dépassés, les colonels, enfoncés, les Godard ambitieux, les Gardes idéalistes. Salan était le Roi, le Dieu d'Alger. Jeanne d'Arc, Tarzan et Robin des Bois. On ne connaissait que lui, ce héros mythique qui savait par son intelligence déjouer tous les pièges de la police. Celui après qui tous les flics couraient en vain. Non seulement on avait confiance en lui, mais on n'avait confiance qu'en lui. Lui seul sauverait l'Algérie française que ces traîtres de gaullistes bradaient dans leurs conférences secrètes et livraient pieds et poings liés aux assassins du F.L.N. Avec lui, grâce à sa détermination, tout redeviendrait comme avant et la masse des melons suivrait le plus fort. Comme toujours... Lui seul pouvait conjurer la Vieille hantise coloniale, lui seul pouvait empêcher les Arabes de « descendre ». Lui seul et son O.A.S., pouvaient « leur » faire peur.

Alors, Alger devint l'enfer. Derrière ce décor splendide de ciel bleu limpide, de plages rousses, de palmiers bruissant sous la brise légère, derrière ce printemps algérois si doux, si tendre, si sensuel qu'il en paraît théâtral, commença l'atroce massacre. Le Grand Guignol dans les coulisses du Châtelet.

Les commandos Delta, ayant appris que de nombreux renseignements fournis par des musulmans parvenaient aux gendarmes de Lacoste, décidèrent de leur enlever l'envie de recommencer. Et Alger prit l'habitude de voir des Arabes s'affaisser en pleine rue. Une balle dans la tête. Pérez décida un jour que les laborantins, les préparateurs en pharmacie, étaient tous des « traîtres » qui renseignaient le F.L.N. sur l'O.A.S. Il donna l'ordre d'en abattre le plus possible. Et le massacre commença dans la rue, dans les pharmacies. Un pharmacien européen qui voulait défendre son préparateur fut abattu sans pitié. C'était le père d'un adolescent qui, dix ans plus tard, se rendra célèbre en réapprenant, aux sons de sa clarinette, le chemin de l'église à la jeunesse.

Les delta tuaient avec une parfaite inconscience. Ils ne connaissaient pas leurs victimes. On leur disait tue. Et ils tuaient.

Après l'arrestation de plusieurs activistes dans l'immense ensemble de l'aérohabitat on décida une expédition punitive contre le douar qui se trouvait accroché à la colline voisine. Seuls ces musulmans, en observant les allées et venues suspectes, avaient pu dénoncer les membres de l'O.A.S. On lança contre le douar une DS piégée de plastic et remplie de boulons, et les delta, à l'affût au-dessus de la cuvette, mitraillèrent les

survivants. Puis ce fut la journée des facteurs. Ceux-là aussi en savaient trop. L'O.A.S. en abattit cinq en quelques minutes. Deux catholiques, un juif et deux musulmans. La grève fut immédiate. Alger fut privé de courrier. Alors on dut installer des centres de tri à l'Aletti, dans des salles de cinéma ou des halls suffisamment vastes. Et chacun vint se renseigner sur l'éventualité d'une lettre !

Mais le pire arriva bientôt. Le lynchage pur et simple. La chasse à l'Arabe, la ratonnade ignoble et aveugle. Bab-el-Oued, le quartier de la joie de vivre, du langage dru, le cœur d'Alger, bon enfant, négligent, s'y tailla une triste réputation. Le 24 février, après le meurtre d'un chauffeur de taxi par le F.L.N., des groupes déchaînés se livrèrent aux joies troubles et sadiques du meurtre collectif. Des travailleurs musulmans hommes ou femmes furent bloqués dans des encoignures de porte, au coin d'une rue, roués de coups de poing, de pied, de couteau. Vingt corps sanguinolents, vingt faces écrasées allèrent rejoindre à la morgue des centaines de corps européens et musulmans qui y attendaient une sépulture. Le 22 février, l'O.A.S. avait tué vingt-trois fois ! Le 26, dix musulmans tombaient en moins d'une demi-heure dans un rayon de 500 mètres au cœur d'Alger. Les entrepreneurs de pompes funèbres étaient débordés. Ils ne pouvaient suivre le rythme.

De leur côté, les groupes F.L.N. ne restaient pas « inactifs », justifiant par leurs crimes les assassinats de l'O.A.S. L'atroce engrenage tournait à plein, lubrifié à la chair humaine, broyant dans ses rouages sanglants et le passé et l'avenir de deux communautés désormais ennemies.

On se vantait de ses crimes ! Les cafés de Bab-el-Oued résonnaient du récit des exploits O.A.S. Musulmans anonymes mitraillés par un commando Delta à l'endroit où un Européen la veille, avait été assassiné. Bravo ! Bravo ! Une fatma étranglée en pleine rue. Bravo ! Bravo ! Bab-el-Oued, capitale de la nouvelle France. Bravo ! Bravo ! Plus un melon aux Trois-Horloges. Jamais plus. Bravo ! Bravo !... La ville n'était plus capable de réfléchir. Mais l'avait-elle été une seule fois ?

Beaucoup d'Européens pourtant se rendaient compte du drame. On avait permis, provoqué, facilité la création des bandes armées. Et l'on avait ouvert les vannes. On ne pouvait s'étonner d'y retrouver la lie de la société. On avait applaudi à tous leurs « exploits ». On ne pouvait plus les arrêter. L'écœurement gagnait. Même parmi les membres de l'O.A.S. Désormais, beaucoup, parmi les plus lucides, voulaient partir. Pour eux, l'organisation n'était plus composée que de gens qui « avaient étalé au grand jour leur lâcheté, leur mauvaise volonté, leur cruauté implacable, leur veulerie, leur vanité », comme écrira plus tard Anne Loesch[19], qui vécut avec courage, enthousiasme, puis accablement auprès de son compagnon Jean Sarradet, chef des commandos Z, les heures les plus tragiques de l'Algérie française. Pour ceux-là le beau rêve était terminé. Le pays foutu en proie à un délire meurtrier. Crimes F.L.N., crimes barbouzes, crimes O.A.S. Assez ! Assez de sang ! Assez de meurtres ! Assez de folie !

Mais ceux-là n'avaient pas la parole, ne l'avaient plus. Dire ces choses en public en mars 1962, c'était signer son arrêt de mort. Simplement espérer, simplement vouloir croire envers et contre tous qu'un Européen et un musulman pourraient vivre côte à côte, à égalité, dans un pays libre et indépendant, c'était marcher au sacrifice.

Le 14 mars, le grand écrivain kabyle Mouloud Feraoun, ami de Camus, de Roblès et de tous les libéraux, écrivit dans son journal intime :

« À Alger c'est la terreur. Les gens circulent tout de même et ceux qui doivent gagner leur vie ou simplement faire leurs commissions sont obligés de sortir et sortent sans trop savoir s'ils vont revenir ou tomber dans la rue. Nous en sommes là, les courageux et les lâches, au point que l'on se demande si tous ces qualificatifs existent vraiment ou si ce ne sont pas des illusions sans véritable réalité. Non, on ne distingue plus les courageux des lâches[20]. »

Feraoun, après avoir été instituteur, puis directeur d'école à Fort-National, avait dû venir à Alger, chassé de sa Kabylie par des fonctionnaires français qui jugeaient ses idées «malfaisantes et nuisibles ». Pensez donc, il prônait l'entente entre Européens et musulmans dans une Algérie indépendante qui appartiendrait aussi bien aux uns qu'aux autres, où chacun aurait les mêmes droits. Il avait été nommé inspecteur des centres sociaux, créés en 1955 par Germaine Tillion et réunissant des Européens et des musulmans prêts à envisager un avenir ensemble, un avenir où aucune communauté ne serait subjuguée par l'autre. Les centres sociaux ! Lacoste, représentant de Guy Mollet, en avait fait sa bête noire. Les parachutistes de la « bataille d'Alger » les avaient durement frappés. Des traîtres. Des anti-Algérie française ! Ils avaient pourtant tenu bon, contre vent et marée. Certains d'avoir raison. Sûrs que l'avenir de l'Algérie passait par l'égalité et la bonne entente entre deux communautés.

Malgré l'O.A.S., malgré la folie, Feraoun et ses amis n'avaient pas abandonné. Ils espéraient toujours. En ces heures troubles, l'écrivain continuait à se rendre à son bureau, au Château-Royal. Il avait simplement demandé à sa femme de ne plus laisser ses deux fils aller à l'école.

« Chaque matin tu fais sortir trois hommes, lui avait-il dit. Tu ne penses pas tout de même qu'ils te les rendront comme ça tous les jours[21] ! »

Le 15 mars son fils Ali l'entendit embrasser sa mère et lui dire : « Laisse les enfants dormir. » Puis il se rendit aux centres sociaux, symbole algérois de la coopération franco-musulmane, où devait se tenir une réunion des principaux dirigeants..

À 10 heures, un commando Delta entre dans la salle de réunion où délégués musulmans et européens étaient mêlés. Ils appelèrent sept noms dont ceux de Mouloud Feraoun et Petitbon, du cabinet de Jean Morin. Petitbon n'était pas arrivé, retenu par hasard à Rocher-Noir. Feraoun, lui, était là...

« Les membres des centres sociaux étaient au premier chef des propagandistes F.L.N., me dira plus tard le général Gardy. Le premier plastic O.A.S. avait d'ailleurs été dirigé contre Eric Westphal, du cabinet de Delouvrier, qui avait défendu cette politique dès 1960... On a saisi le jour où ils étaient réunis. »

C'est le commando d'El-Biar qui exécuta les « ordres ». Les hommes dont ils avaient les noms étaient tous « F.L.N., gaullistes ou libéraux ». Etre libéral suffisait.

On retrouva les six corps criblés de balles de mitraillette dans la cour du Château-Royal. Mouloud Feraoun avait reçu douze balles de 9 mm dans la poitrine.

Mouloud Feraoun, le champion de la coopération, qui avait écrit dès mai 1958 :

« Au fond, la guerre d'Algérie sera un coup très dur pour la France, peut-être mortel pour la République. Après quoi, sans doute, ce coup apportera le remède efficace à l'Algérie et aux Algériens. Bien souvent, d'ailleurs, le malade ne trouve de soulagement qu'aux seuls remèdes qui peuvent l'achever. En sommes-nous là à présent ? »

L'O.A.S., en ce mois de mars où la conférence d'Évian venait de s'ouvrir, répondait

sans équivoque.

Il fallait rendre la vie impossible dans Alger. En tuant Alger s'il le fallait.

La lutte était ouverte. Cette Algérie convulsée, où un nouveau drapeau allait flotter, suscitait bien des convoitises. Chacun avait son plan, son idéologie pour « faire le bonheur » de millions d'Algériens déchirés depuis sept ans par un conflit atroce. Le cinquième C.N.R.A., réuni à Tripoli, confirma une nouvelle fois les divergences entre les deux tendances du F.L.N. : celle du G.P.R.X. et celle de l'état-major. Un seul ordre du jour : l'examen des négociations des Rousses et la présentation du dossier d'Évian. Composé à 80 % de « politiques » — ce n'était pas le moment de dégarnir l'intérieur du peu de cadres qui lui restaient — le Conseil national approuva la négociation. Seuls les représentants de l'état-major s'y opposèrent violemment.

« Les Français vous ont eus, dirent-ils. Ils n'appliqueront jamais ce que vous semblez avoir obtenu. Ils nous font cesser le combat pour mieux nous torpiller ensuite. »

La période transitoire restait leur principal souci. En outre, les accords préparés aux Rousses allaient à l'encontre des options socialistes de l'état-major. Une assemblée comprenant des représentants des différentes ethnies et minorités, voilà qui paraissait inconcevable à Boumediene, Menjli et Kaïd Ahmed. Et cette fois, Ben Bella, de son château-prison d'Aulnoy, avait fait connaître sa position. Il s'opposait — suivant en cela Boumediene — à l'association des Européens aux institutions.

« C'est la trahison de la révolution », déclara-t-il.

Ben Bella, pendant toute la durée des négociations, avait rencontré à Aulnoy un très grand nombre de personnalités, essayant de son côté d'ouvrir une négociation parallèle. L'heure de sa libération était proche et il entendait ne pas manquer son entrée dans l'arène politique. Il pouvait compter sur l'aide des hommes de l'état-major qui avaient également multiplié les contacts directs avec l'Union soviétique, la Yougoslavie et les pays arabes, sans en référer au G.P.R.A. dont jour après jour ils sapaient l'autorité fragile.

Outre la participation des Européens à la vie politique de l'Algérie indépendante, Boumediene — par l'entremise de Menjli — avait violemment protesté contre la partie « pétrolière » des accords.

« Vous vous êtes laissé avoir. À la suite de vos brillantes négociations, le pétrole algérien ne rapportera à l'Algérie indépendante que le vingtième de son budget. C'est ridicule. »

Les négociateurs protestèrent.

« Et vous qui êtes à la tête de l'armée, expliquez-nous comment vous chasserez les Français ? Par les armes ?... ironisa Krim.

— Ou c'est une révolution que nous faisons, répliqua Menjli et nous passerons par tous les stades de l'après-révolution, ou vous la brisez et ce n'est pas une véritable révolution. »

Malgré la vive opposition de l'état-major et de Ben Bella, le 5e C.N.R.A. vota la reprise officielle des négociations d'Évian.

Pour le principe, on évoqua l'O.A.S.

« Ce sont des éléments colonialistes, dit Krim. Dès l'instant où nous serons d'accord avec De Gaulle, ce sera fini. L'O.A.S. n'est rien pour nous. Elle ne nous fait pas peur. »

Il n'en était pas de même de la menace que désormais l'état-major et Ben Bella faisaient planer sur l'avenir de la révolution. Aucun des négociateurs algériens n'allait l'oublier à Évian.

La conférence s'ouvrit le 7 mars. Elle allait durer onze jours.

Onze jours pour entériner des accords mis au point pendant les négociations secrètes des Rousses ! Cela parut exagéré. Mais beaucoup de choses avaient changé...

Aux Rousses, Joxe, Buron et de Broglie s'étaient battus pied à pied pour que le maximum de pieds-noirs puissent bénéficier de la nationalité algérienne, puissent continuer à vivre dans leur pays en jouissant des mêmes droits et des mêmes devoirs que les Algériens. Aux Rousses, on avait joué l'avenir. Les négociateurs du F.L.N. avaient cédé, accordant les garanties réclamées pour les pieds-noirs dont aucun d'eux ne désirait le départ.

À Évian, le problème n'était plus là. L'O.A.S., suivie par les Européens, avait tant fait qu'il n'était plus question pour la majorité des pieds-noirs de rester. Une infime minorité s'accrocherait peut-être. Et encore. Les crimes répétés coupaient chaque jour un peu plus les ponts entre les deux communautés. La haine s'accumulait. Il était évident qu'à la veille de l'indépendance les Européens s'apercevraient de la réalité et ne penseraient qu'à une chose : fuir au plus vite. Fuir avant les règlements de comptes et les vengeances inévitables dus aux « événements » des dernières semaines.

Pour les négociateurs, le centre de gravité était tout à fait déplacé. Aux Rousses, en neuf jours, on avait plus traité du statut de l'Algérie indépendante que de la période transitoire. À Évian, ce fut le contraire. Exécutif provisoire, sa présidence, ses membres. Pour les membres européens ce n'était pas compliqué, mais pour la présidence... On se mit enfin d'accord sur le nom de Farès, ancien président de l'Assemblée algérienne, arrêté le 4 novembre 1961 avec une valise bourrée de billets de banque destinés au F.L.N. Bienheureuse arrestation qui permit au brillant notaire, familier du Fouquet's, ami de nombreux parlementaires, de se dédouaner face aux durs du F.L.N., et au gouvernement français d'avoir — en cas de besoin — un interlocuteur valable sous la main. L'opération se révélera rentable pour toutes les parties. Farès, on le verra, jouera un rôle bref mais d'une grande importance tant pour les Algériens que pour les Français. Importance humaine plus que politique...

Évian vit aussi la création de la force locale qui, petit à petit, remplacerait l'armée. Le F.L.N. ne voulait dans ses rangs ni Européens d'Algérie ni harkis... Et puis il fallait se battre sur le problème des bases militaires, sur les détails juridiques concernant les Français qui voudraient rester en Algérie[22]. Il fut également décidé que le référendum sur l'autodétermination se déroulerait en Algérie dans un délai de trois à six mois après la signature des accords. On n'oublia ni la coopération technique ni les accords d'exploitation commune du pétrole saharien.

On arriva enfin au cessez-le-feu. Il serait proclamé par chaque camp au même moment comme les délégués en étaient convenus aux Rousses. Dès lors, plus rien ne séparait les deux parties. L'heure de la signature était venue et chacun en éprouvait un immense soulagement car depuis le début de la conférence, de part et d'autre du tapis vert, on s'observait avec inquiétude.

Les Français se doutaient de l'importance qu'avait revêtue le 5e C.N.R.A. de Tripoli et des menaces que les « durs » du F.L.N. faisaient peser sur les négociations.

Les Algériens, eux, savaient l'inquiétude que l'O.A.S. faisait régner chez leurs vis-à-vis. En signant l'article 2 relatif au cessez-le-feu — « les deux parties s'engagent à interdire tout recours aux actes de violence collective ou individuelle. Toute action clandestine et contraire à l'ordre public devra prendre fin » —, les Français affirmaient leur détermination de détruire l'Organisation armée secrète. Mais comment ?

Et encore, les Algériens ignoraient tout de l'attitude de l'Élysée et de Matignon !

De Gaulle, sombre, avait pris sa décision. Il fallait aboutir. À plusieurs reprises il avait téléphoné à Évian.

« Alors, c'est pour bientôt ? »

Mais dans le même temps, il traitait ses délégués de « lâchards ».

« Mes lâchards d'Évian. »

Quant à Debré, il se montrait, d'après Robert Buron, prêt au pire :

« Oui, je me doutais bien qu'ils seraient insaisissables, dit-il au téléphone. Il n'y a rien à faire avec ces gens-là. Si vous êtes acculés à rompre, n'hésitez pas. Le Général ira vous installer un autre exécutif provisoire à Alger qui ne comportera pas de représentants F.L.N. et nous jouerons jusqu'au bout la carte nationale[23]... »

Il était temps d'en finir. Chacun le sentait.

Au fil des heures, apprenant les événements qui ensanglantaient l'Algérie la devise des négociateurs devenait : « Sauver les meubles. » Les deux parties étaient persuadées que l'annonce du cessez-le-feu entraînerait l'arrêt des crimes O.A.S. La partie étant jouée, les attentats ayant cessé, l'organisation ne pourrait justifier la poursuite des combats...

Le 18 mars, en début d'après-midi, les trois négociateurs français apposèrent leur signature auprès de celle — unique — de Krim Belkacem. Les autres plénipotentiaires algériens s'étaient dérobés.

« Ce n'est pas la peine que nous signions. Krim est le chef de notre délégation. Il signe seul au nom de l'Algérie. »

Alors, les hommes se levèrent et, pour la première fois, se serrèrent la main. Sans joie.

Le cessez-le-feu était fixé au lendemain 19 mars à midi. Buron avait souhaité qu'il fût effectif à l'aube, mais les Algériens avaient refusé. Il était matériellement impossible d'en transmettre l'ordre aux maquis.

Voilà, c'était fini. Le drame commencé sept ans plus tôt s'achevait. Le petit berger kabyle, le maquisard de 1947, venait au nom de l'Algérie de signer la paix, d'arracher l'indépendance — car l'issue de l'autodétermination ne faisait aucun doute —, mais que seraient les premiers jours de paix ? L'avenir s'annonçait peu encourageant. Le Front brisé par les luttes internes. Le pays ensanglanté. La guerre civile.

Chez les négociateurs français l'ambiance n'était pas à la joie. L'Algérie fraternelle dont certains avaient rêvé, la cohabitation, les chances de succès d'un nouveau peuple dans un nouveau pays... Finies, envolées, balayées. Mais il n'était plus temps de faire les comptes des occasions perdues, il ne fallait plus penser à l'Algérie mais à la France. Une France triste mais soulagée de son « boulet algérien ».

À Alger, Ailleret adressa à ses commandants de corps d'armée le bref télégramme suivant :

« Cessez-le-feu lundi 19 mars midi. Stop. Instructions pour application exécutable même jour même heure. Stop. Genesup. Fin. »

De son côté le « haut commandement de l'O.A.S. » annonça sa détermination de poursuivre le combat :

« Aveugle et sourd à la volonté d'un peuple, De Gaulle a signé avec les assassins.

« Notre guerre continue, notre drapeau est et restera le drapeau tricolore.

« En conséquence, dès le lever du jour, une grève générale de vingt-quatre heures marquera la honte et la trahison d'un chef d'État indigne et notre détermination de rester à jamais français.

« Les rues seront désertées par la population de manière à éviter tout incident.

« Portes, fenêtres et volets seront clos. »

Une brève casserolade suivit l'appel. Mais le cœur n'y était plus. Le couvre-feu, fixé à 21 heures, fut partout respecté. À 21 heures, les employés de l'E.G.A. coupèrent le courant. Alger s'éteignit brusquement. Les rues, les appartements furent plongés dans l'obscurité. L'ombre, le silence, l'accablement. Comme si la ville était morte.

Le 20 mars ceux qui n'avaient pas entendu la déclaration de guerre de Salan en prirent connaissance par tracts ou de bouche à oreille.

« Je donne l'ordre à nos combattants de harceler toutes les positions ennemies dans les grandes villes d'Algérie. Je donne l'ordre à nos camarades des forces armées, musulmans et Européens, de nous rejoindre dans l'intérieur de ce pays qu'il leur appartiendra de rendre immédiatement à la seule souveraineté légitime, celle de la France.

« Enfin, c'est toute l'armée secrète qui s'adresse au peuple de France auquel nous jurons la sauvegarde de ses libertés et la défense des richesses nécessaires à l'accomplissement de son destin.

« Une fois l'Algérie libérée, c'est sa volonté que nous suivrons et, soyons-en sûrs, elle ne nous décevra pas. »

Les positions « ennemies » étaient occupées par les fils de ces Français métropolitains que le Mandarin tentait une nouvelle fois — et en vain — de séduire.

Les commandos Delta, eux, savaient que c'était la dernière chance. Il fallait frapper plus durement que jamais. Alors commença la politique — si l'on peut dire — de liquidation des Arabes. L'Arabe anonyme devenu symbole du F.L.N.

Quelques musulmans arrêtés à la suite d'un attentat F.L.N. à Hussein-Dey furent mitraillés à bout portant dans les cellules du commissariat.. Puis on patrouilla dans les quartiers européens. De voitures anonymes partaient des rafales qui abattaient l'imprudent qui osait encore s'y déplacer. Ouvriers, femmes de ménage, marchands des quatre-saisons. Les commandos Delta interdirent totalement l'entrée de la ville européenne aux musulmans. Détruire jusqu'à l'esprit même des accords d'Évian. C'était la seule solution. Une solution désespérée mais une solution tout de même.

« À quoi vous servent ces accords d'Évian à vous qui, d'ordre de l'O.A.S., n'avez pas le droit (sous peine de mort) de sortir de vos ghettos ? »

L'après-midi du 20 mars, à l'heure où les musulmans de la Casbah prenaient le soleil sur la place du Gouvernement, bavardant entre eux, écoutant les conteurs ou savourant un beignet, quatre obus de mortier de 60 tombèrent dans la foule. D'une terrasse de Bab-el-Oued, l'équipe des « artilleurs » dirigée par le Toulousain, un déserteur parachutiste, et la Crevette, également déserteur, venait, à titre d'avertissement, de bombarder la place du

Cheval. 24 morts, 59 blessés. Le sang, la panique, puis la colère, la fureur.

« En avant, sur Bab-el-Oued, ça vient de là-bas. »

Un sous-officier français, paniqué, glissa sa main vers l'étui à revolver. Un officier qui avait surpris son geste se rua sur lui, le gifla violemment, calmant ainsi l'exaltation de la foule. Aussitôt, les responsables F.L.N. de la Casbah se présentèrent.

« Mon commandant, il faut empêcher nos compatriotes de descendre. »

Le service d'ordre F.L.N. se mit en place avec une rapidité stupéfiante.

« Allez, rentrez chez vous, ne faites pas leur jeu. Rentrez... Allez, rentrez... »

Des arguments frappants vinrent même convaincre les plus excités. L'émeute avait été évitée par miracle. Pour la première fois F.L.N. et armée française avaient collaboré pour éviter l'affrontement racial.

Le miracle pourrait-il se renouveler ?

Le 22 mars, à 21 heures, vingt hommes des commandos Z attaquèrent une patrouille de half-tracks de la gendarmerie mobile qui sortait du tunnel des facultés. Un tireur au bazooka, à plat ventre sur le trottoir, devant la vitrine du maroquinier Bissonet, au coin du boulevard Saint-Saëns et de la rue Michelet, atteignit le premier blindé. Ce fut le signal de la fusillade. Au fusil mitrailleur, à la mitraillette, à nouveau au bazooka, les troupes de l'O.A.S. firent reculer la patrouille. Les half-tracks tentèrent de faire marche arrière et de ressortir du tunnel vers l'avenue Pasteur. Ils y parvenaient lorsqu'une pluie de grenades MK.2 et M.26 lancées des jardins de la faculté, au-dessus du tunnel, pénétrèrent dans les caissons des véhicules. Des F.M. placés en embuscade rue Berthezène et avenue Pasteur, achevèrent le travail. Seul le servant du bazooka O.A.S. fut atteint d'une rafale de mitrailleuse. Les autres s'enfuirent, indemnes. Les gendarmes déploraient dix-huit morts et vingt-cinq blessés. Trois blindés étaient hors d'usage.

Les « ordres impératifs » de Salan étaient suivis. Degueldre allait-il voir son rêve se réaliser et Alger devenir un nouveau Budapest ?

Le lendemain du cessez-le-feu, l'O.A.S. adressa un « ultimatum » aux forces de l'ordre.

C'est le secteur Orléans-Marine — commandé par l'ex-sous-préfet Jacques Achard — qui le rendit public sous le tract n° 35 C.E.I./12/O.A.P.P./X.I. L'O.A.S. adorait ces sigles mystérieux qui donnaient à la moindre de ses déclarations l'apparence sérieuse d'une note d'état-major.

« Les forces de l'ordre, gendarmes mobiles, C.R.S. et unités de quadrillage, sont invitées à refuser toute action dans le secteur délimité par la caserne Pélissier, la caserne d'Orléans, Climat-de-France et Saint-Eugène.

« Quarante-huit heures de réflexion sont laissées aux officiers, sous-officiers et soldats qui, à partir du jeudi 22 mars 1962 à 0 heure, seront considérés comme DES TROUPES AU SERVICE D'UN GOUVERNEMENT ÉTRANGER. »

Depuis la mort de Le Pivain les gendarmes mobiles étaient devenus l'une des cibles préférées de l'O.A.S. Cette fois c'était à l'armée que l'organisation demandait de « réfléchir ». Et vite.

Jacques Achard et le colonel Vaudrey, forts de la directive n° 29 de Salan, avaient décidé d'ériger Bab-el-Oued en zone insurrectionnelle et de l'interdire à l'armée après

l'avoir interdite aux musulmans. C'était un test. L'armée, jusque-là très en retrait, oserait-elle tirer sur les membres de l'O.A.S. retranchés au cœur de la population française d'Alger ?

« Désarmez les militaires, ne tirez pas sur l'armée... » tels furent les ordres donnés par Achard et Vaudrey appuyés par Jean-Claude Pérez.

Persuadés que l'armée allait réfléchir et ne participerait pas à la réduction du « périmètre réservé », les chefs de l'O.A.S. pensaient implanter une zone insurrectionnelle qui, faisant tache d'huile, gagnerait toute la ville.

Que les gendarmes mobiles s'attaquent au bastion de Bab-el-Oued et ils n'auraient plus envie d'y revenir...

Degueldre décida de ne pas participer à l'action. Il y avait de l'eau dans le gaz entre le lieutenant légionnaire et les « civils » Pérez et Achard. « Delta », tout prêt à « flinguer du barbouze ou du gendarme », s'était violemment élevé contre l'exécution sommaire de malheureux facteurs ou de musulmans anonymes. Il accepta tout juste d'apporter l'aide « morale » de ses commandos en attaquant dans la nuit du 22 au 23 mars quelques P.C.

de gendarmerie. De la routine.

À Reghaïa, on ne prit pas au sérieux la menace de l'O.A.S. Orléans-Marine.

« Encore un coup d'action psychologique de Susini, un expert... », dit-on chez Ailleret.

Pourtant, la nuit du 22 au 23 mars fut particulièrement tendue. Ceux qui comme moi la vécurent ne dormirent guère. Explosions sourdes, rafales aigrelettes de mitraillettes, martèlement profond des 12,7. Le service d'ordre tirait sur tout *ce* qui bougeait.

Le 23 mars, à l'aube, l'ultimatum avait expiré. Jacques Achard qui avait établi son P.C. dans un bistrot du boulevard Guillemin, contrôla les emplacements des commandos Alpha. L'ex-sous-préfet avait baptisé ses groupes de choc de son nom de code. Il n'était pas fâché de prouver ainsi son indépendance à l'égard de Degueldre.

Pendant la nuit les habitants de Bab-el-Oued, suivant les consignes de l'instruction n° 29, avaient répandu des bidons d'huile de vidange et des clous sur les chaussées. Les rues étaient « piégées ». À plat ventre sur les terrasses, camouflés derrière les volets ou les rideaux de canisses, la mitraillette ou le F.M. pointé, les alphas attendaient. L'O.A.S. tenait le faubourg. Bab-el-Oued, ivre d'orgueil, devenait la capitale de la révolte. Le premier quartier à faire « sécession » !

À 8 heures, une patrouille militaire d'appelés fut désarmée sans résistance ! L'O.A.S. triomphait.

À 10 heures, deux camions dérapent dans une flaque d'huile, place Desaix. Deux camions de bérets noirs du C.I. 160 à Beni-Messous, des appelés du train. Immédiatement, plusieurs dizaines de jeunes gens de Bab-el-Oued les entourent. Ils tendent les mains vers leurs armes. À quelques mètres, attentif, un commando alpha les couvre. Mais à bord des camions, les bidasses ne veulent rien savoir pour livrer leurs mitraillettes. Surpris par la réaction hostile, les jeunes pieds-noirs hésitent. Les alphas arrivent à la rescousse. À bord d'un camion, un appelé musulman arme sa MAT. Et c'est le drame. Le commando O.A.S. ouvre le feu. Le pare-brise vole en éclats. Le chauffeur est tué. Sur le plateau du camion les soldats n'ont pas eu le temps de tirer. Pris sous le feu croisé ils tombent l'un après l'autre. À la hâte, les hommes de l'O.A.S. se saisissent de

leurs armes et s'enfuient. Le silence est revenu place Desaix. Rue Christophe-Colomb des têtes apparaissent aux balcons, puis très vite se réfugient dans l'ombre des appartements, volets tirés. En bas, sept garçons sont morts[24]. Onze sont blessés et gémissent en perdant leur sang.

Cette fois, l'irréparable était commis. L'O.A.S. avait ouvert le feu sur une patrouille d'appelés coupables de ne pas avoir « réfléchi ».

Le commandant en chef, Charles Ailleret, quitta immédiatement Reghaïa pour la caserne Pélissier, d'où il décida de conduire lui-même, aux côtés du général Capodano, commandant le secteur Alger-Sahel, la riposte à l'insurrection.

L'O.A.S. était allée jusqu'au bout de ses promesses. L'ultimatum expiré, elle considérait tout soldat français comme un soldat ennemi. Plus de quartier !

La lâche attaque de Bab-el-Oued fit le tour de la ville. Les appelés, qui, quarante-huit heures plus tôt, ne pensaient qu'à regagner leurs foyers, n'eurent plus qu'une idée : venger leurs copains tombés sous des balles françaises alors que le cessez-le-feu venait de mettre fin à sept années de guerre.

Pour éviter ces crimes aveugles, Ailleret fit intervenir dans un premier temps gendarmes et C.R.S. Eux avaient déjà durement payé mais ils avaient l'habitude du combat de rue. Et garderaient leur sang-froid.

Mais très vite, devant la réaction de Bab-el-Oued, il fallut se résoudre à appeler la troupe. De 10 heures à midi et demi, des combats sporadiques ensanglantèrent les points vitaux de Bab-el-Oued. Sept soldats et gendarmes y trouvèrent la mort. Cette fois, la riposte fut d'une violence extrême. Les blindés tirèrent sur les façades. Leurs mitrailleuses firent refluer les habitants terrorisés au fond de leur appartement. À 14 h 30, après une brève accalmie, Bab-el-Oued ressembla à Budapest. Les commandos Alpha avaient dû refluer et menaient le combat du haut des terrasses. Des chars tiraient sur tout ce qui bougeait. À 17 heures, Ailleret ordonna le bouclage complet de Bab-el-Oued et fit donner l'aviation. Il fallait aller vite. Réduire le camp retranché et éviter de. nouvelles « Barricades ». Une première vague de T-6 fit un « straffing » sur Bab-el-Oued, tirant des rafales au-dessus des terrasses. Au passage plusieurs appareils ainsi que des hélicoptères lance-grenades essuyèrent le feu des mitrailleurs de l'O.A.S. C'en était fini des coups de semonce. La deuxième vague tira sur les servants des F.M. situés sur les terrasses. C'était la guerre. Stupéfaite, la population tenta de se mettre à l'abri. Personne n'avait pensé un seul instant que l'armée puisse intervenir. Cris, hurlements, scènes d'hystérie. Implacables, les colonnes blindées se mirent en marche, arrosant les façades pour se libérer de la tension, pour faire peur, pour obliger l'O.A.S. à se retirer.

Cette fois, ce fut la débandade. Alertés, les commandos Delta de Degueldre tentèrent de dégager ceux de Jacques Achard. Certains parvinrent jusqu'au P.C. du boulevard Guillemin et « couvrirent » la retraite. D'autres, bloqués par les barrages, firent le tour de Bab-el-Oued, cherchant la faille dans le dispositif d'Ailleret. Ils la trouvèrent en début de soirée à Sgint-Eugène où un colonel « sympathisant », chargé de boucler le secteur, retarda à l'extrême l'exécution de ses ordres. Lorsque, à 21 heures, il mit en place le dispositif qui devait l'être à 19 heures, Bab-el-Oued, dévasté, n'abritait plus un seul commando O.A.S. Ne restait qu'une population affolée pour laquelle un atroce calvaire

allait commencer.

À l'Élysée, la nouvelle parvint lors d'un conseil des ministres des plus houleux. D'une humeur massacrante, De Gaulle venait d'« engueuler » sévèrement Louis Joxe, son ministre des Affaires algériennes. Il lui reprochait en bloc d'avoir annoncé à Évian la formation d'un exécutif provisoire qui n'était pas prêt et de ne rien faire pour rechercher vraiment Salan. Là-dessus arriva la nouvelle de la bataille de Bab-el-Oued.

« Notre armée, explosa De Gaulle, ne doit pas être moralement séparée de la nation. Celle-ci veut que l'O.A.S. soit écrasée... Si quelque cadre supérieur en marge de l'armée ne fait pas son devoir en cette affaire, il y a risque de dissociation et c'est le risque le pire. Il faut être ferme. »

Le Général précisa sa pensée :

« Alger est en proie à la subversion ? Bab-el-Oued se révolte ? Tous les moyens sont réunis. IL NE FAUT PAS LÉSINER. IL NE FAUT RIEN MÉNAGER. »

À la question d'un ministre, De Gaulle répondit :

« Se défendre ? Bien sûr, il ne manquerait plus que cela ! Mais il faut attaquer. Il ne faut pas laisser se développer le désordre. Il faut imposer notre autorité. »

Le ministre des Anciens Combattants, Raymond Triboulet, intervint alors :

« Il faut réduire, mon général, mais il faut aussi séduire. »

De Gaulle le fusilla du regard. Furieux, il lui répondit :

« C'est ça, monsieur le ministre... Séduisez... Séduisez vos anciens combattants ! »

Au sortir du conseil, De Gaulle traça à la hâte quelques lignes pour Michel Debré.

« Mon cher premier ministre,

Tout doit être fait sur-le-champ pour briser et châtier l'action criminelle des bandes terroristes d'Alger et d'Oran.

Pour cela, j'ai, sachez-le, entièrement confiance dans le gouvernement, dans le haut-commissaire de la République, dans le général commandant supérieur et dans les forces sous ses ordres.

Veuillez le dire aux intéressés.

Bien cordialement.

CHARLES De Gaulle. »

Ailleret avait le feu vert. Les 13 tués et les 75 blessés de la journée, résultat de l'application de la première partie de la directive n° 29 de Salan, lui donnaient tous les droits. Le moment était venu d'utiliser les fameuses réserves qu'il n'avait jamais voulu employer dans la ville. Morin, qui les avait tant réclamées, ne les verrait pas en action. Il avait quitté Alger le jour même, remplacé par Christian Fouchet, nommé haut-commissaire.

Bab-el-Oued, encerclé, puis investi, fut soumis au couvre-feu permanent. Les ménagères eurent une heure par jour pour faire leurs courses. À la demande de la Croix-Rouge, des ambulances sillonnèrent le quartier populaire pour emmener les blessés. Elles revinrent bredouilles. Les pieds-noirs conservaient leurs blessés et leurs morts. Oh ne jamais le chiffre exact des pertes civiles du 23 mars 1962. Au bas mot, vingt morts et quatre-vingts blessés.

Cinq bataillons des réserves du corps d'armée d'Alger interdirent à quiconque d'entrer ou de sortir de Bab-el-Oued. Alors commença la grande fouille. Six escadrons de gardes

mobiles, deux compagnies de C.R.S., deux bataillons d'infanterie, deux sections de grotte et deux équipes de détection des transmissions, appuyés par deux régiments blindés passèrent le quartier au peigne fin. Pendant le blocus 7 148 appartements furent « visités » et 3 309 hommes et adolescents arrêtés et envoyés en centre de transit pour « vérification d'identité ».

Pendant quatre jours les gendarmes firent payer en bloc leurs morts du 24 janvier 1960 et ceux des dernières semaines. Derrière leur passage *ce* ne furent qu'appartements dévastés, postes de télévision enfoncés, armoires brisées, linge répandu. Après le combat, le cataclysme.

Les malheureux pieds-noirs, cloîtrés dans les ruines de leur appartement, n'avaient plus le droit de sortir, pas même celui de paraître à leurs fenêtres ou à leurs balcons. Leur quartier jadis si joyeux présentait un aspect lamentable. Trottoirs jonchés d'ordures, voitures écrasées par les chars, fils des trolleys et du téléphone pendant lamentablement sur les façades écaillées par les obus de 37 et les balles de mitrailleuses lourdes.

En fait de camp retranché, d'État dans l'État promis par Achard et l'O.A.S., Bab-el-Oued n'était plus qu'un quartier dévasté par la guerre civile où hommes et femmes, abattus, désespérés, pleuraient leurs morts et le fol espoir perdu. Pour la première fois ils se sentirent réellement abandonnés. Brutalement, le voile s'était déchiré. Tous les mots d'ordre, toutes les images factices, tous les slogans qu'on leur avait jetés en pâture pour masquer la réalité tombaient en poussière.

« Nos-frères-musulmans-qui-suivraient-le-plus-fort » étaient là à deux pas, dans la casbah, masse hostile qui entendait elle aussi faire payer ses morts, venger ses fatmas étranglées, ses ouvriers lynchés, ses marchands des quatre-saisons poignardés.

« L'armé-qui-ne-nous-quitterait-jamais » n'existait plus. Envolés, la 10e D.P. et ses paras, la légion et ses bérets verts ! Ne restait qu'une armée inconnue à laquelle on avait voulu comme jadis imposer sa loi: Mais cette armée nouvelle avait changé. Elle ne tolérait pas que l'on tue les siens. Elle n'hésitait plus à intervenir.

Prompt à l'enthousiasme, Bab-el-Oued ne l'était pas moins au découragement. Ses habitants s'y plongèrent avec une sorte de frénésie. Personne ne trouva grâce à ses yeux. Pas même l'O.A.S. Les Jésus, les tueurs de Jacques Achard, on les avait aperçus au début. Et puis après, pfuitt'... envolés. Les Salan, les Susini, tous les colonels qu'on aimait tant, vous les avez vus, pendant la bataille ?

Bab-el-Oued, le centre de la résistance, la ville qu'« il faudrait prendre immeuble par immeuble », était brisé. Définitivement. Devant la réalité, les rodomontades d'hier paraissaient bien vaines. On ne le disait pas mais on le pensait. Les Français d'Algérie n'étaient pas faits pour la guerre civile. Sur les 674 revolvers et fusils de guerre saisis, peu..., bien peu, avaient servi. Presque pas ! On avait trouvé des grenades par centaines. Intactes.

Faute d'avoir su s'entendre avec les musulmans et de construire l'avenir avec eux, il fallait penser à partir. Le ressort était cassé. Jamais plus on ne pourrait le remonter. Du sommet de l'excitation activiste Bab-el-Oued passa à l'apathie. Le..» cœur d'Alger » ne battait plus à l'unisson de l'O.A.S. Hernandez était démobilisé.

À Oran, par contre l'O.A.S. régnait. Fusillades, ratonnades, hold-up se succédaient.

Jouhaud et ses adjoints étaient les maîtres de la ville. Pour bien le prouver aux autorités ils avaient même édité, dans les locaux de *L'Echo d'Oran,* une édition spéciale O.A.S. tirée à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires. Des commandos O.A.S. parcouraient la ville en uniforme. Le 20 mars un affrontement entre les troupes de l'organisation et les militaires avait fait dix morts et seize blessés.

L'autorité n'en avait plus aucune.

Le malheureux préfet de police vivait dans une préfecture sans escaliers, sans fenêtres, sans eau. Tout avait sauté. Quant au général Katz, nouveau responsable militaire de la ville, il ne savait où donner de la tête. Il était hanté par le risque d'affrontement entre Européens et musulmans. Ceux-ci, harcelés par les tirs de mortier, ne sortaient plus de leurs quartiers. Pénétrer dans la ville européenne, c'était la mort certaine. Les lynchages, les ratonnades les avaient inexorablement chassés. Les quelques réactions musulmanes furent atroces. Il fallait s'y attendre. Femmes éventrées, gosses massacrés à Mers el-Kébir, passants assassinés, puis brûlés en bordure du Village nègre. Là aussi c'était l'engrenage. Jouhaud avait dû donner l'ordre à certains « collines » (équivalent des deltas d'Alger) de Tassou Georgopoulos de veiller à interdire les ratonnades. En pure perte. Au mois de juin, à l'heure de l'exode, les pieds-noirs paieront cher les mois de domination O.A.S. Aucune ville d'Algérie ne verra tant d'enlèvements, tant d'exécutions sommaires...

Le 22 mars, on était encore loin de croire à la déroute. On se racontait avec force détails le plus grand hold-up de tous les temps. L'O.A.S. avait emporté tout l'argent liquide de la Banque d'Algérie, boulevard Gallieni. 2 milliards 200 millions ! Pour être plus précis, disons que les employés de la banque « remirent » à leurs amis de l'O.A.S. la totalité du contenu des coffres !

Le triomphe fut pourtant de courte durée. Trois jours plus tard, le dimanche 25 mars, le chef de l'O.A.S.-Oran était arrêté dans l'immense ensemble blanc du Panoramic, boulevard Front-de-Mer. Katz — grâce à une information venue de Paris à la suite de l'interrogatoire d'un officier sympathisant de l'O.A.S. qui avait avoué « avoir rencontré Jouhaud dans un immeuble du centre d'Oran, face à la mer » — lança une vaste opération de contrôle sur les buildings du boulevard Front-de-Mer. Mais la puissance de l'O.A.S. était telle à Oran qu'il fut obligé de lancer une gigantesque opération de diversion autour de la cathédrale, opération qui opposa deux mille gendarmes et militaires aux « collines » d'Oran. Une véritable bataille de rue. Quand elle se termina, Jouhaud était arrêté, reconnu et déjà en route pour la métropole !

Katz, servi par la chance, arrêta dans le même temps les deux adjoints militaires du général : le commandant Camelin et le lieutenant de vaisseau Guillaume.

Lorsqu'il apprit la nouvelle, Salan, terré à Alger dans un appartement de la rue Desfontaines, près du boulevard Saint-Saëns, nomma le général Gardy à la tête de l'O.A.S.-Oran.

Après la « catastrophe » de Bab-el-Oued — c'est ainsi que Susini qualifiait l'opération désastreuse menée par Jacques Achard —, l'arrestation de Jouhaud portait un coup très dur à la direction de l'O.A.S. Le général d'aviation, même s'il n'avait pas toujours partagé les vues du Mandarin — en particulier lors du putsch — avait très loyalement joué le jeu à son égard. Ce qui n'était pas le cas des colonels, qui, de plus en plus, prenaient du large et n'en faisaient qu'à leur tête. Le dimanche soir, 25 mars, en

même temps qu'il apprenait l'arrestation de Compagnon[25], Salan eut connaissance d'un tract O.A.S. qui appelait la population à manifester son soutien à la population de Bab-el-Oued. Personne ne lui avait signalé cette opération. Personne ne lui avait demandé son avis !

C'était pourtant — à la lettre — la mise en application de la deuxième partie de son ordonnance n° 29.

Le colonel Vaudrey et Jacques Achard, ulcérés de l'échec de l'opération Bab-el-Oued, avaient décidé de pousser la foule dans la rue. Si les bourgeois du centre d'Alger montraient à l'armée leur solidarité avec le petit peuple de la Baseta et des Trois-Horloges, tous les espoirs seraient permis. Briser le blocus était à leur avis la dernière chance de réussite de l'O.A.S. à Alger où il fallait faire oublier aux pieds-noirs l'échec de la bataille de Bab-el-Oued et l'arrestation de Jouhaud !

Aux premières heures de la matinée, tout Alger sait que l'organisation appelle à la manifestation.

Des milliers d'Algérois ont trouvé dans leur boîte aux lettres le tract T.Z. 109 émanant de la zone Alger-Sahel de l'O.A.S., commandée par le colonel Vaudrey :

« Halte à l'étranglement de Bab-el-Oued !

« Une opération monstrueuse, sans précédent dans l'Histoire, est engagée depuis trois jours, contre nos concitoyens de Bab-el-Oued. On affame cinquante mille femmes, enfants, vieillards, encerclés dans un immense ghetto, pour obtenir d'eux, par la famine, par l'épidémie, par « tous les moyens » ce que le pouvoir n'a jamais pu obtenir autrement : l'approbation de la politique de trahison qui livre notre pays aux égorgeurs du F.L.N. qui ont tué vingt mille Français en sept ans.

« — La population du Grand Alger ne peut rester indifférente et laisser se perpétrer ce génocide. Dans un grand élan de solidarité s'est manifesté spontanément par des collectes de vivres frais.

« — IL FAUT ALLER PLUS LOIN : en une manifestation de masse pacifique et unanime, tous les habitants de Maison-Carrée, de Hussein-Dey et d'El-Biar, rejoindront ce lundi, à partir de 15 heures, ceux du centre pour gagner ensemble et en cortège, drapeaux en tête, sans aucune arme, sans cris, par les grandes artères, le périmètre du bouclage de Bab-el-Oued.

« — NON, LES ALGÉROIS NE LAISSERONT PAS MOURIR DE FAIM LES ENFANTS DE BAB-EL-OUED. ILS S'OPPOSERONT JUSQU'AU BOUT À L'OPPRESSION SANGUINAIRE DU POUVOIR FASCISTE.

« Il va de soi que la grève sera générale à partir de 14 heures.

« Faites pavoiser. »

L'apparence du tract est anodine. Malgré ses outrances de langage destinées à enflammer l'esprit des Algérois, il ne s'agit que d'une manifestation pacifique. Mais qui doit briser le blocus de Bab-el-Oued et en réalité recréer au centre d'Alger une zone insurrectionnelle. C'est le seul moyen d'effacer ce qu'il faut bien appeler un échec. Cette fois, on ne renouvellera pas l'erreur d'Achard le 23 mars, on n'attaquera pas la troupe. On lui opposera les poitrines innocentes de la population. Et l'armée devra se déterminer. Ou elle laissera passer et la victoire sera au bout de la rue d'Isly, de la rue Bab-Azoun et

de la rue Bab-el-Oued. Ou elle refusera et il faudra tirer. C'est le « rush final » préconisé par Salan dans l'instruction n° 29.

Dès qu'il a connaissance de l'appel à la manifestation le préfet de police Vitalis Cros fait diffuser toutes les demi-heures le communiqué suivant :

« La population du Grand Alger est mise en garde contre les mots d'ordre de manifestation mis en circulation par l'organisation Séditieuse.

« Après les événements de Bab-el-Oued, il est clair que les mots d'ordre de ce genre ont un caractère insurrectionnel marqué. Il est formellement rappelé à la population que les manifestations sur la voie publique sont interdites.

« Les forces de maintien de l'ordre les disperseront, LE CAS ÉCHÉANT, AVEC LA FERMETÉ NÉCESSAIRE. ».

Des voitures à haut-parleurs militaires sillonnent la ville pendant toute la matinée, répétant inlassablement au long des rues la « mise en garde officielle ».

Ce lundi 26 mars 1962, aucun de ceux qui l'ont vécu à Alger ne l'oubliera jamais. Cette journée devait voir se produire l'inimaginable. Le massacre d'une, population désarmée. Le comble de l'horreur. Depuis, chaque partie s'est justifiée, s'est servie des tragiques événements pour soutenir sa politique. Aucun de ceux qui y ont assisté — j'en fus — ne comprirent quoi que ce soit, dans l'instant, à l'atroce boucherie. Ils n'entendirent que les coups de feu, les cris, ne virent que le sang, les larmes. Ensuite, chacun prit dans l'arsenal des justifications ce qui servait ses convictions, rejetant les arguments de l'adversaire.

Dix ans ont passé. Les langues se sont déliées. Les documents secrets concernant la tragédie ont pu être retrouvés après une longue enquête tant du côté gouvernemental que du côté de l'O.A.S. Ils permettent aujourd'hui de se faire une idée de ce que furent les responsabilités de chacun. Je ne tente de convaincre aujourd'hui aucun de ceux qui « sont convaincus d'avance » quel que soit leur camp. J'ai simplement cherché — témoignages et documents à l'appui — la vérité sur ces heures qui m'ont bouleversé, sur ces heures qui ont marqué la fin d'une époque.

Dès l'aube, le général Capodano, responsable militaire du maintien de l'ordre dans le Grand Alger, prend des mesures rendues nécessaires par l'interdiction de la manifestation. Outre les vingt-cinq escadrons de gendarmes mobiles, les compagnies de C.R.S. et les bataillons d'infanterie qu'il a à sa disposition, il fait appel à des éléments du 4e régiment de tirailleurs du colonel Goubard. On se souvient du rôle du colonel lors des journées d'avril 1961 auprès du général Arfouilloux dont il était l'adjoint à Médéa. Après le putsch, Goubard a pris le commandement du 4e R.T. formé en grande majorité de tirailleurs musulmans. De la fin de la trêve unilatérale au 19 février 1962, le 4e R.T. a fait « la chasse aux fells » dans la partie ouest de l'Ouarsenis et dans le secteur de Boghari. Du 19 février au 23 mars il a fait « de la présence » comme toutes les autres mutés de secteur. Etant une unité de réserve générale, ses compagnies sont éparpillées de Rocher-Noir à Djelfa. À l'heure de la lutte anti-O.A.S., Goubard s'inquiète. Son unité risque d'y être mêlée. Le 16 mars, lors d'une visite du général Ailleret à son P.C. de Berrouaghia, il s'ouvre de ses craintes au commandant supérieur.

« Pour se battre contre les fells nous sommes toujours d'accord, dit-il. S'il y a une guerre civile contre l'O.A.S. nous la ferons. À contrecœur, mon général, mais nous la ferons. Il ne faut pourtant pas compter sur le 4e R.T., composé en majorité de musulmans

dont certains sont d'anciens ralliés, pour participer au maintien de l'ordre à Alger. Mes hommes sont d'excellents combattants, ils ont fait leurs preuves, mais ils sont pour la plupart illettrés, frustes et se sentiraient désemparés dans une ville comme Alger où la population européenne — à travers l'O.A.S. — s'est montrée très hostile aux musulmans. »

Ailleret a compris. Il a promis à Goubard de donner les ordres nécessaires pour que le 4e R.T. ne soit pas mêlé aux opérations de police à Alger.

Or ces ordres — confirmés par le commandant supérieur — N'ONT JAMAIS ÉTÉ TRANSMIS.

Le 23 mars, le colonel Goubard doit mettre à la disposition d'Alger-Sahel son état-major technique n° 1 commandé par le chef de bataillon Pierre Poupat, et trois compagnies. La 1re compagnie, commandée par le capitaine Ducrettet, la 6e compagnie du capitaine Techer et une compagnie mixte formée pour moitié d'éléments de la 5e compagnie du 4e R.T. et de la compagnie d'appui. C'est le capitaine Gilet qui en est chargé. Au total 370 hommes, cadres compris. Goubard ne s'inquiète pas. Ses troupes ite doivent pas pénétrer à Alger. Pourtant, dès leur arrivée à Alger, ces trois compagnies sont engagées à Bab-el-Oued. Elles essuient le feu des commandos O.A.S. qui tirent du haut des balcons et des terrasses. Les 24 et 25 mars, elles sont employées à différentes tâches de contrôle aux alentours du Forum. Le 26 mars, à 3 heures du matin, elles bouclent un quartier européen de Maison-Carré pour permettre à une unité de gardes mobiles de procéder à un certain nombre de perquisitions.

À 11 heures, ce fatal 26 mars, elles reçoivent l'ordre de quitter immédiatement Maison-Carrée et de prendre place sur le plateau des Glières. Elles devront s'opposer au passage des manifestants dans les quatre voies qui, autour de la grande poste, conduisent du boulevard Laferrière vers Bab-el-Oued : le boulevard, Carnot, la rue Alfred-Lelluch, la rampe Bugeaud et la rue d'Isly.

À 13 h 30, le chef de bataillon Poupat met ses troupes en place. Il établit son P.C. au bastion 15, charge la 1re compagnie du capitaine Ducrettet de barrer le boulevard Carnot et la rue Alfred-Lelluch, et la 6e compagnie du capitaine Techer les rues d'Isly et la rampe Bugeaud. Le capitaine Techer établit son P.C. près du barrage de la rampe Bugeaud et confie la rue d'Isly au sous-lieutenant kabyle Ouchène Daoud, qui commandera, avec le sergent-chef Boucher, placé en 2e échelon, les 23 tirailleurs du barrage. Le convoi et une compagnie de réserve sont placés en attente boulevard Carnot.

Les barrages établis, Poupat envoie son adjoint, le capitaine Ardouin du Parc au quartier d'Orléans. Il faut savoir quels sont les ordres. En effet, le colonel Goubard, grand patron du 4e R.T., ne sait toujours rien de la mission assignée à ses compagnies. Il se trouve à cette heure sur les hauts plateaux de l'Atlas saharien avec le reste de ses moyens et d'autres unités. Il est parfaitement tranquille. Il croit ses tirailleurs en réserve dans les bases de Douera et de Dely-Ibrahim !

Au quartier d'Orléans, un commandant d'artillerie donne les consignes au capitaine Ardouin du Parc :

« Vous devez bloquer le square Laferrière. Si les manifestants "insistent", ouvrez le feu. »

Ardouin demande une confirmation écrite — selon le règlement. On la lui refuse ! Au bastion 15, le commandant Poupat, informé, réunit ses commandants de compagnie.

« Je reçois l'ordre d'arrêter la manifestation par tous les moyens y compris par le feu. Mais je n'exécuterai pas cet ordre dont la confirmation écrite ne m'a pas été donnée. Alors, interdiction d'ouvrir le feu sauf si, comme à Bab-el-Oued, on vous tire dessus depuis les immeubles. »

Chaque capitaine rejoint alors ses hommes et transmet les consignes. Le capitaine Techer, commandant la 6e compagnie, prescrit, dans le cas où la troupe serait trop « pressée », de tirer quelques coups de feu en l'air. Fatale imprudence.

Il est 14 h 15. La foule commence à se masser sur le plateau des Glières. Les moyens matériels mis à la disposition du 4e R.T. par Alger-Sahel se révèlent très vite insuffisants. Il n'y a de chevaux de frise que pour le boulevard Carnot, la rue Alfred-Lelluch et la rampe Bugeaud. Celui de la rue d'Isly est trop court. Les tirailleurs du lieutenant Ouchène Daoud sont très vite en contact avec les manifestants. Un barrage militaire mis en place rue Charles-Péguy entre les facultés et le plateau des Glières a été emporté à coups d'amicales bourrades dans le dos et de baisers féminins. Sur le boulevard Laferrière, entre le monument aux morts et la grande poste, la foule grossit. Par milliers, les Européens répondent à l'appel de l'O.A.S., se massent sur le plateau qui semble leur avoir été abandonné. « AL-GÉ-RIE-FRAN-ÇAISE... L'AR-MÉE-AVEC-NOUS »... les slogans relaient les Marseillaise qui fusent aux quatre coins des Glières. On entonne les « Africains ». Le cortège se forme. En tête, de très jeunes gens, presque des gosses, en blue-jean et chemise rose ou bleu ciel — l'uniforme de la jeunesse d'Alger, le printemps venu — brandissent des drapeaux tricolores. Hommes, femmes, enfants les suivent. Car on est venu en famille. Il y a même des vieillards qui marchent à petits pas. Le succès de la manifestation dépasse tout ce qu'on pouvait attendre. Tout Alger est descendu pour « voler au secours de ceux de Bab-el-Oued ».

Les premiers rangs du cortège hésitent. Le boulevard Carnot, la rue Alfred-Lelluch, la rampe Bugeaud sont bouclés par des chevaux de frise. Derrière, sur deux rangs, les tirailleurs ont l'arme au poing. Une seule voie semble moins hostile : la rue d'Isly. Le lieutenant Ouchène a disposé ses hommes en travers de la rue. Le seul élément de barbelé, insuffisant, est contourné sans difficulté. Pourtant les manifestants hésitent encore. Les tirailleurs algériens sont tendus. Quelques instants auparavant, une vingtaine de jeunes gens et de jeunes filles brandissant un drapeau O.A.S. les ont insultés.

« On se retrouvera, espèces de fellaghas... »

La plupart des tirailleurs ne parlent pas français. Au passage, ils n'ont, reconnu que le mot fellagha. La tension monte. Les armes sont braquées contre la foule.

« Vous n'allez pas nous tirer dessus », crie un homme. Le lieutenant fait relever quelques canons de MAT, puis s'avance vers la foule, les bras en croix.

« Halte ! crie-t-il.

Il est blond, rose, paraît très jeune sous son képi bleu recouvert d'une housse kaki. Il a des jumelles en sautoir, un pistolet au côté. Les manifestants voient en lui un « Européen » et non plus un quelconque de ces musulmans menaçants. On ignorera toujours qu'il est kabyle et s'appelle Ouchène Daoud. Un homme d'une quarantaine d'années, en costume marron clair, le regard caché par des lunettes aux verres fumés s'approche :

« Mon lieutenant, on veut simplement aller secourir ceux de Bab-el-Oued. On ne fait rien de mal. Vous êtes français comme nous…

— Impossible, j'ai des ordres. »

Ouchène, devant les supplications de l'homme et celles d'un porte-drapeau qui l'accompagne, laisse passer individuellement une trentaine de personnes. Soudain, le porte-drapeau revient vers le barrage.

« Allez, venez, crie-t-il. On passe un à un par toutes les rues possibles. Allez... TOUS À BAB-EL-OUED ! »

Environ trois cents personnes se précipitent, bousculent les tirailleurs de plus en plus affolés. Non seulement le barrage est brisé, mais les hommes sont pris à revers. En effet, AUCUN BARRAGE N'A ÉTÉ PRÉVU dans l'avenue Pasteur. Les tirailleurs d'Ouchène sont isolés dans la foule. Une femme embrasse le « petit lieutenant français », d'autres civils, au contraire, insultent les musulmans. Un homme d'une cinquantaine d'années écarte la veste de son costume gris foncé et, montrant la crosse d'un 11,43 qu'il porte dans un holster, dit à Ouchène :

« Moi, je suis capitaine de réserve. Vous voyez ce pistolet, il n'est pas pour vous mais pour De Gaulle, les gendarmes mobiles et les colonels d'Alger. Vive l'armée d'Afrique ! »

C'est l'hystérie. À quelques mètres, c'est déjà l'échauffourée. Des crachats pleuvent sur les soldats. Le sergent Lazzaroni — un Européen — est bousculé, frappé. Il se dégage et arme son P.M. Il le brandit. Va tirer en l'air selon les ordres du capitaine Techer qui a fait désigner un sous-officier européen à chaque barrage pour cette mission bien imprudente. Ouchène, conscient du danger, lui crie de désarmer sa MAT. Le sergent obéit.

Le lieutenant appelle son capitaine grâce à son A.N.P.R. C6.

Il est affolé.

« Mon capitaine, certains ont déjà passé le barrage.

— Arrêtez la manifestation. »

Le commandant Poupat envoie la compagnie de réserve du capitaine Gilet à la rescousse.

« Coupez le cortège », ordonne-t-il.

Gilet arrive par la rue de Chanzy avec ses tirailleurs. Il est 14 h 45. Soudain, une rafale de F.M. claque sur la gauche du lieutenant Ouchène, rue d'Isly.

« On nous tire dessus, crie celui-ci dans son émetteur-récepteur. Je riposte ?

— Affirmatif », répond le capitaine Techer.

Mais c'est déjà la boucherie. Les tirailleurs, affolés, tirent dans la foule. Tout va à la vitesse de l'éclair. Un instant figés, les manifestants tentent de s'égailler. On se rue sur les portes cochères, dans le renfoncement des boutiques. On s'abrite derrière les arbres. Devant la grande poste, neuf personnes se sont jetées à terre, tête contre tête, tragique étoile plaquée sur la chaussée. Un homme est frappé d'une balle de F.M. en pleine tête. Il s'écroule sans vie, le visage éclaté. Le vacarme est infernal. Aux claquements sonores des fusils mitrailleurs répondent les rafales aigrelettes des P.M. Les plus meurtrières. Certains tirailleurs paniqués ont cherché refuge dans les encoignures de porte mais d'autres tirent comme en campagne, par réflexe, l'arme à la hanche, sur les façades et aussi sur la foule. Ouchène a repéré deux armes automatiques, des F.M. qui tirent en feux croisés des étages supérieurs de l'immeuble 64, rue d'Isly, et de celui de la Warner Bros, au coin de la rue d'Isly et de l'avenue Pasteur. Il fait arroser les façades. Mais il n'y a pas

que ces armes qui tirent dans la foule, sur les militaires. Un autre F.M., placé sur un balcon de la rue Alfred-Lelluch, tire en enfilade dans la rue de Chanzy. Les impacts de balles qui ont atteint l'unique voiture en stationnement rue de Chanzy, une Volkswagen n° 760 GP 9A, en sont une preuve irréfutable. C est l'enfer. On tire de partout. De tous les barrages de tirailleurs, des immeubles, des toits, des terrasses, de la foule aussi. Des grenades explosent. Or aucun tirailleur du 4e R.T. n'en est muni, Hurlements, sifflements de balles, odeur de la poudre et déjà du sang. La fusillade nourrie dure à peine trois minutes.

« Halte au feu, nom de Dieu ! Halte au feu !... »

C'est Ouchène qui crie. Il a déjà crié une première fois, mais personne ne l'a entendu. Cette fois, la fusillade s'arrête.

Encore quelques coups de feu sporadiques. Puis de nouvelles fusillades. Celles-là plus lointaines. Elles viennent du Forum et du carrefour de l'Agha où des francs-tireurs O.A.S. ont tiré sur les gendarmes.

Déjà on se précipite vers les blessés. On néglige les morts. Un pompier-brancardier est touché à une cuisse par une dernière balle. Ses camarades le tirent à l'abri d'une porte cochère. Des hommes, par bonds successifs, tentent d'approcher des corps étendus sur les trottoirs, sur la chaussée, au milieu de flaques de sang. Le sol est jonché de morceaux de verre, de chaussures de femmes, de foulards, de vêtements, de débris de toute sorte. Sur le plateau des Glières, des colonnes de C.R.S. et de militaires progressent, lentement. Ils vont de palmier en palmier, le canon de la mitraillette ou du mousqueton dirigé vers les toits et les balcons. L'air est saturé de poussière, de poudre brûlée. Les hurlements des sirènes des premières voitures de pompiers et des ambulances succèdent aux rafales d'armes automatiques. Des infirmiers en blouse blanche chargent les blessés. Adossé contre un platane, rue d'Isly, un homme dépoitraillé se tient le ventre, du sang macule son pantalon. Avec précaution deux secouristes le placent sur un brancard puis, à la hâte, remontent l'avenue Pasteur vers la clinique Lavernhe toute proche. Les secours s'organisent. On charge les blessés dans les ambulances. On réserve les morts pour le camion militaire. Près d'un corps sans vie une petite fille pleure. C'est fini.

Sortant de leurs abris de fortune, les Algérois, hébétés, hagards, les vêtements souillés de poussière et parfois de sang, contemplent le spectacle. La rue d'Isly est un champ de bataille. Partout des flaques de sang, des cadavres, des blessés. Une femme hurle, trépigne sur place. Son mari la tient par le bras, impuissant à calmer sa crise de nerfs. Déjà un camion militaire s'éloigne. Les pieds des cadavres dépassent du plateau et bringuebalent à chaque cahot. Un prêtre à longue barbe est agenouillé près des corps sanglants. Il murmure une prière. Une jeune femme, exsangue, trempe un drapeau tricolore dans une flaque de sang. Des soldats progressent en colonne le long de la rue d'Isly. Alors elle leur crie :

« Pourquoi, pourquoi ?... Pourquoi avez-vous fait ça ? »

Puis elle éclate en sanglots.

Chez Claverie, une boutique de frivolités située face à l'immeuble de la Warner Bros, rue d'Isly, on dégage deux cadavres qui ont basculé dans la vitrine parmi les mannequins hachés par les rafales.

Le soir de ce 26 mars, à la morgue, 46 corps attendront qu'on vienne les reconnaître.

La tragique fusillade a fait 46 morts et 200 blessés. Beaucoup ne survivront pas à

leurs blessures. Les tirailleurs ont dix blessés, dont deux très graves.

Reprenant leurs esprits, les Algérois fuient maintenant le lieu du massacre et vont se réfugier chez eux, abasourdis devant l'atroce réalité : l'armée a tiré sur la foule. L'inimaginable s'est produit. Cette fois, la population est définitivement abattue. Pendant toute la soirée on va téléphoner à ses parents, à ses amis, pour prendre des nouvelles. Pour se rassurer aussi.

Les bruits les plus fous courent alors dans Alger. Dans l'excitation des conversations, les tirailleurs du 4e R.T. se transforment en fellaghas, on a vu l'insigne de la wilaya 4 peint sur leurs casques ! Ils ont ouvert le feu sur une foule désarmée et pacifique... Ils ont achevé des blessés.,.

L'O.A.S. amplifie ces bruits. C'est son ultime espoir de reprendre en main une population qui vient d'être durement touchée. Le colonel Vaudrey, qui a provoqué la manifestation et qui y a assisté d'uni appartement du centre d'Alger, n'a plus que ce moyen de se justifier. Non ! L'O.A.S. n'a pas attaqué les forces de l'ordre. Personne n'était armé. C'est une provocation délibérée du pouvoir. De Gaulle a ordonné que l'on tire sur la foule.

La réalité est bien différente. Elle n'excuse pourtant pas le massacre. Là seule question qui restera sans réponse est celle-ci : qui a tiré le premier ? Les officiers et soldats du 4e R.T. affirmeront que la première rafale est partie de l'étage supérieur du 64, rue d'Isly. L'O.A.S. dira que les « Arabes » ont ouvert le feu sur la foule. Qu'importent ces querelles ? Seuls les morts comptent.

Il est indéniable que l'O.A.S. avait donné l'ordre de manifester sans armes. Il est non moins indéniable que trois armes automatiques ont pourtant été repérées en plein cœur de la fusillade. L'une au 64, rue d'Isly, l'autre dans l'immeuble de la Warner, la troisième rue Alfred-Lelluch. Sitôt après le drame on retrouvera des traces d'huile et les douilles de F.M. sur les lieux. La présence du fusil mitrailleur au 64, rue d'Isly sera d'ailleurs confirmée par la concierge et les locataires de l'immeuble situé en face, au n° 57. Les emplacements de sept autres armes ayant tiré sur la foule et sur les forces de l'ordre seront localisés à la suite de l'enquête ouverte au lendemain du 26 mars. Le recoupement des témoignages venant des bords les plus divers le prouve avec exactitude.

Il n'en est pas moins vrai que les tirailleurs ont tiré. Très exactement 1 135 balles de mitraillette MAT 49, 427 de fusil MAS 56 et 420 de fusil mitrailleur AA 52. 102 tirailleurs ont fait usage de leurs armes, dont 15 Européens sous-officiers ou appelés. Mais si ces troupes aguerries au combat en campagne avaient tiré toutes ces balles sur la foule compacte dés manifestants ce n'est pas 46 morts mais des centaines qu'on aurait eu à déplorer.

Quant à l'histoire des casques peints « aux insignes de la wilaya 4 » voici ce qu'il en est : lent hommes du 4e R.T. avaient en effet tracé des marques de reconnaissance sur leur casque, cinq musulmans : Mohamed Hammadi (une tache verte), Mohamed Ghezala (une bande verte), Aïssa Ziane (une tache verte), Bouhoun Mohamed (une tache verte) et Beradia (une bande verte et trois taches). Illettrés, ils avaient trouvé ce moyen de reconnaître leur casque lourd. Quant au sixième soldat, un Européen, Jean-Claude Habib, il avait simplement tracé ses initiales J.C. H. sur le devant de sa « casserole ».

J'ai cherché à savoir si d'anciens rebelles incorporés au 4e R.T. se trouvaient sur les lieux du massacre. Quatre ex-M.N.A. de Bellounis se trouvaient rue d'Isly, tous farouches

anti-F.L.N. engagés volontaires depuis 1959-60 ou 61, et un ex-F.L.N. engagé en août 1961. Un ex-M.N.A. et un ex-F.L.N. se trouvaient boulevard Bugeaud. Seul Ghezala Mohamed, ex-M.N.A., avait une bande verte sur son casque ! En outre, tous les tirailleurs étaient encadrés de sous-officiers ou officiers français qui n'ont assisté à aucune provocation de leur part. L'hypothèse, pratique pour l'O.A.S., tombe à l'eau.

Les responsabilités de ce drame atroce sont partagées. Il est, certes, criminel d'avoir jeté des tirailleurs musulmans dans la fournaise d'Alger, compte tenu de l'attitude européenne des semaines précédentes. Et de les avoir placés aux « premières loges ». Il n'est pas moins criminel d'avoir poussé la population européenne à manifester, en ayant placé des armes automatiques sur les lieux où l'affrontement était inévitable. MÊME SI CES ARMES N'ONT PAS TIRÉ LES PREMIÈRES. Ce qui n'est ni certain ni prouvé.

Les organisateurs de la manifestation avaient voulu l'épreuve de force. En lançant délibérément la foule contre les barrages militaires, ils couraient le risque de les voir balayer et de pouvoir gagner Bab-el-Oued, victorieux. Ils couraient également celui de voir la troupe, réagir et, sachant la présence de leurs partisans armés dans les immeubles avoisinants, de provoquer le drame.

Ils avaient acculé l'armée « à prendre ses responsabilités », espérant jusqu'au bout la voir basculer. Ils étaient fixés.

Plus de cinquante morts innocents payaient leur aveuglement.

Au lendemain de la fusillade de la rue d'Isly, le général de Menditte, commandant le corps d'armée d'Alger, reçoit le colonel Goubard, qui lui dit son émotion.

« Je comprends, Goubard, dit Menditte. Je comprends votre émoi et je le partage. Mais dites-vous que de ce mal sortira un bien. Et puis pensez un peu à ce qui se serait passé si les manifestants, au lieu d'être arrêtés par vos tirailleurs, l'avaient été par le deuxième barrage. Les blindés du square Bresson ! »

Menditte exprime le sentiment des militaires d'Alger. Ailleret en tête. Ils sont bouleversés mais soulagés. Désormais, la population européenne trompée et manœuvrée ne manifestera plus. Jamais plus. Plus de ressort, plus d'enthousiasme. Du chagrin, du désespoir, parfois de la haine. Et plus que jamais la hantise de l'Arabe. Cette fois, la population se sent abandonnée, se sait abandonnée. Elle a compris qu'il ne faut plus croire à la passivité de l'armée à son égard. À Bab-el-Oued les commandos Alpha ont passé les bornes. Le basculement de l'armée, tant attendu, tant espéré, s'est enfin produit. Mais dans le sens contraire. Elle est maintenant prête à tirer. C'est fichu. Définitivement.

Les parlementaires d'Alger font un dernier effort. Sept ou huit députés assiègent, à Reghaïa, le bureau du commandant supérieur. Ailleret refuse de les recevoir, puis y consent. Il est entouré du colonel Buis[26], qui est revenu en Algérie comme directeur du cabinet militaire de Christian Fouchet, haut-commissaire, du colonel Viala et du commandant Bourgue, son porte-parole.

Acquaviva et Philippe Marçais prennent la parole au nom de la population d'Alger. Pathétiques, ils évoquent la tragique fusillade, le sang français versé. Ailleret, froid, digne, impassible, très « grand serviteur de l'État », les écoute. Puis les coupe, sèchement.

« Je regrette plus que personne le sang français versé et je suis d'autant plus

particulièrement en état de le faire que je viens de saluer les cercueils de l'officier et des hommes abattus par la population de Bab-el-Oued,. »

Marçais tente tout de même d'arracher au commandant supérieur l'engagement de ne plus faire d'opération contre l'O.A.S., de ne plus ouvrir le feu contre ses membres.

« Monsieur, réplique Ailleret, plus glacé que jamais, je n'ai pas à avoir de discussion avec vous. Je ne suis pas un homme politique discutant avec des élus et ne vous suivrai pas sur ce terrain. Par contre, sur le plan de l'ordre, je suis un technicien et vous répondrai en technicien. Si vous ne voulez plus que le sang coule dans des affrontements du style de ceux que nous avons déjà vus, il suffit que l'O.A.S. rende ses armes à l'armée française et *ipso facto* votre désir sera réalisé. »

Protestation des députés.

« Rendez vos armes, répète Ailleret, je ne sors pas de cette position.

Maintenant, c'est terminé, vous pouvez disposer. »

C'est bien la catastrophe. L'état-major de l'O.A.S. ne s'y trompe pas. Les notes, les correspondances, les témoignages le prouvent.

Ce con de Vaudrey s'est arrangé pour donner raison à Vitalis Cros », écrit l'un des leaders algérois à un responsable O.A.S.-Métro.

Le 26 mars marque aussi le commencement de la fin à la tête de l'O.A.S. Salan, qui vient de créer un Conseil national de la résistance présidé par Georges Bidault pour prendre la succession « en cas de malheur », est en butte à l'opposition de ses colonels.

Gardes, Godard et Vaudrey, de bons colonels, bien policés, bien respectueux de la hiérarchie, bien formés à la rude discipline de l'armée, jettent leur képi par-dessus les moulins. Ils mettent en accusation le chef qu'ils se sont choisi à la tête de l'O.A.S. !

Dans une note, publiée ici pour la première fois, ils placent le Mandarin au pied du mur, ils râlent ferme, ils menacent.

« Nous sommes dans l'obligation de constater, écrivent-ils à Salan, que de multiples et incessantes interférences dans l'exercice du commandement ont compromis l'efficacité de ce dernier et abouti à une situation qu'il est indispensable de redresser sans délai, d'une façon nette et définitive.

« Ou bien le commandement est réellement assuré à tous les échelons par ceux qui exercent la responsabilité officielle, ou bien il est exercé par des contacts que VOUS PRENEZ avec les échelons subordonnés et QUI N'ABOUTISSENT QU'À DES SITUATIONS QUE NUL NE PEUT PRENDRE AU SÉRIEUX, l'armée en particulier, cependant que disparaissent peu à peu les possibilités dont nous disposons.

« Dans le second cas, nous serions dans l'obligation de renoncer à nous associer à une action qui nous échappe totalement au stade de la conception et en grande partie au stade de l'exécution.

« Dans le premier cas, nous estimons DEVOIR EXIGER que :

1° Vous appliquiez votre action au seul échelon national qui est le vôtre ;

2° Vous nous donniez délégation avec les commandants de région pour orienter et diriger l'action en Algérie ;

3° Vous acceptiez de nous donner voix consultative dans les questions intéressant l'orientation d'ensemble de la cause qui nous est commune. Nous estimons qu'il est indispensable de définir au plus tôt dans la conjoncture née du cessez-le-feu :

a) la haute direction et en particulier l'orientation politique de l'organisation ainsi que

la composition et les attributions de votre état-major ;

b) l'organisation du commandement en Algérie que NOUS SOMMES EN MESURE D'ASSUMER sans que se pose aucun problème entre nous à condition qu'aucune interférence ne s'exerce en ce domaine.

« Nous estimons, par ailleurs, qu'il est de la plus grande urgence de désigner un responsable valable pour la métropole et un autre pour l'extérieur, ces désignations DEVANT ÊTRE PORTÉES À NOTRE CONNAISSANCE.

« Nous estimons enfin qu'il est capital de définir au plus tôt les objectifs que nous poursuivons, dans le cadre d'une plate-forme générale et de directives particulières pour l'action dans tous les domaines.

« *Signé :* GODARD, VAUDREY, GARDES. »

Les colonels ne cachent pas leur amertume devant la confiance « exagérée » portée par Salan au « soviet des capitaines » et à Susini. Ils veulent commander, ils exigent.

Alors Salan retrouve, pour répondre à cette note « comminatoire », le ton autoritaire, cassant, incisif et méprisant du commandant en chef. Cinq étoiles face à cinq galons. Ne l'oubliez pas, petits colonels ! Et le Mandarin « pond » trois pages de réponses que ni Gardes, ni Godard, ni Vaudrey ne seront près d'oublier !

« Les instructions que je me suis obligé de pratiquer jusqu'à vos échelons directement subordonnés, écrit notamment Salan, ne sont que la conséquence des difficultés que d'aucuns d'entre vous, ont eues pour exercer valablement leur commandement. Au cours du dernier entretien que j'avais avec Godard, et concernant le projet de remaniement du commandement, Godard a fait ressortir non seulement les difficultés, mais l'impossibilité pour Vaudrey d'exercer son autorité. Les mêmes réserves, Godard les soulevait quant à Gardes. »

Diviser pour régner. Après avoir lu cela, les colonels vont se livrer à un petit interrogatoire à trois qui ne manquera pas de saveur. « Alors comme ça, Godard, on « exécute » ses petits, camarades dans le dos ? Des incapables, dites-vous ? »

Salan poursuit, implacable :

« Faut-il vous rappeler la manière dont la totalité de vos subordonnés vous a traités en toute occasion ?

« Quant aux désordres créés au sein même de l'armée et de nos camarades militaires, je vous prie de vous référer au dernier échange de correspondance entre Godard et Château-Jobert pour en être éclairé. »

Château-Jobert, le célèbre Conan, l'ancien patron des paras de la France libre, a quitté la métropole et a gagné les rangs de l'O.A.S. Les colonels s'en sont débarrassés en le catapultant à la tête de l'O.A.S. Constantine, là où il y a une majorité de musulmans, là où l'action est quasiment désespérée. Personne ne tient à s'embarrasser de ce petit bonhomme à barbiche, brillant soldat mais piètre politique — eux, se prenant pour des « cerveaux » — qui va leur assener des évidences ! Mais, par lettre, Château-Jobert — en code 665 — ne leur fait pas de compliments. Ne leur en fera jamais. Car il y croit, à l'O.A.S. Il croit dur comme fer à une « O.A.S.-Algérie française » avec les musulmans unis aux Européens dans la grande fraternité du 13 Mai. Il est touchant. Complètement hors du coup. Incapable de voir que ses « camarades » d'Alger ont dépassé ce stade. Et font de la « grande politique » faute de pouvoir contrôler les bandes de petits tueurs qui

— en leur nom — assassinent aveuglément en pleine rue Européens et Algériens. Pour le plaisir ou guidés par une idéologie de bistrot où l'anisette tient un grand rôle. Alors il râle ferme, Château-Jobert, il s'étonne. Il s'étonnera toujours. Et lui aussi pond *des* notes très sérieuses pour Godard, Gardes et Gardy :

« De 6656 à 5656 6 — 466 — 475.

» »L'Organisation armée secrète, écrit-il, devait être la « troisième force » qui, entre un gouvernement français d'abandon et la menace « fell », se donnait comme but de rallier à elle toutes les forces de résistance pour l'Algérie française.

« Or le comportement de membres qui, probablement, appartiennent à l'O.A.S. et qui, en tout cas, ne sont pas hautement désavoués par elle, s'oppose à ce ralliement.

« Chez les Français — que ce soit en Algérie, en métropole, DANS L'ARMÉE — s'exprime maintenant sans réserve l'écœurement que soulèvent les actions aveugles contre la masse musulmane... Elles favorisent la séparation complète des deux communautés. C'est le début d'une ségrégation qui ne se fera d'ailleurs pas au profit des Européens. C'est une politique qui mène tout droit à la partition localisée, puis généralisée.

« Et on ne voit pas pourquoi 1 million et demi d'Européens prétendraient conserver pour eux seuls des régions auxquelles peuvent aussi bien prétendre 9 millions de musulmans. Admettre cette séparation, c'est entamer un processus d'abandon auquel précisément l'O.A.S. devrait s'opposer. »

Et aucun des « cerveaux » d'Alger ne peut répondre. Salan reprend la balle au bond et poursuit sa critique. Elle est amère.

« Je ne perdrai pas de temps, écrit-il à Godard-Gardes-Vaudrey, à retracer l'historique de la manière dont, depuis un an, aucune de mes directives n'a été appliquée. Il M'a fallu en effet franchir tous les échelons pour être à peu près certain que l'esprit en parvienne aux exécutants. »

Et quand un de ces brillants colonels se met à suivre son instruction n° 29, cela aboutit à la catastrophe du 26 mars rue d'Isly ! A ce propos, Salan écrit :

« Je fais une mention particulière, au passage, quant à la manière dont a été montée la manifestation du lundi 26, contrairement à toutes les instructions que j'avais données sur ce plan. J'en ai, certes, été informé par un tract dans ma boîte aux lettres et je vous rappelle qu'elle s'est soldée par un bulletin de victoire avec 50 morts et 150 blessés parmi la population civile. »

Il est à noter que Salan ne se répand pas en accusations contre l'armée et le service d'ordre. C'est aux colonels qu'il s'en prend. Et il conclut dans une belle envolée qui règle son compte à chacun :

« Ni les uns ni les autres n'avez jamais cru devoir me rendre compte ni même m'informer des actions entreprises, pour la simple raison que vous-mêmes n'avez jamais été en mesure d'exiger de vos subordonnés qu'ils vous tiennent au courant. C'est là une carence que nul ne peut nier. Il est vrai cependant que ces mêmes subordonnés étaient abondamment servis, à la place d'ordres, d'une documentation politique de premier plan et de commentaires avertis sur les articles de la presse mondiale... »

Cet échange de notes secrètes, enterrées jusque-là dans les archives d'État et dans celles de l'organisation, peut être considéré comme le faire-part de l'O.A.S. L'armée secrète n'existe plus. Désormais, il y a Salan, seul. Les colonels seuls. Et les commandos

qui tuent... seuls.

Salan est d'autant plus amer contre les colonels que Gardes vient de manquer une opération sur laquelle il comptait beaucoup : la création de zones insurrectionnelles dans le bled.

Au soir de la fusillade de la rue d'Isly, « Fleurette des maquis » est parti pour l'Ouarsenis afin de créer une zone de « rébellion française ». Le projet de Salan était de reprendre le bled — évacué par l'armée française conformément à la politique de dégagement — avant que le F.L.N. ne s'y installe. Gardy, avant de quitter Alger, avait exprimé de sérieuses réserves. Franchement il n'y croyait pas. Le vieux général était lucide. L'O.A.S. n'avait rameuté qu'une quantité infime de musulmans sans lesquels un maquis constitué d'éléments urbains ne pourrait survivre. Sans lien avec la population, ayant contre eux le F.L.N. et l'armée française, les nouveaux maquisards n'avaient pas une chance sur un million. L'expérience des maquis communistes qu'avait rejoints l'aspirant Maillot en 1956 aurait dû leur servir d'exemple[27]. Mais les « chefs » de l'OA.S. n'avaient pas de mémoire...

Gardes a quitté Alger fort des promesses du bachagha Boualem qui doit lui apporter son aide et celle de sa tribu. Le colonel compte aussi sur la participation d'unités de l'Ouest algérien. Car le but une fois de plus est de faire basculer l'armée d'Oranie où se trouve la légion — source intarissable d'espoirs les plus fous ! Gardes n'a pas hésité à « dégarnir » Alger et à emmener avec lui deux des chefs de secteur d'Alger : le capitaine Branca et le capitaine Montagnon. Cette opération a en outre l'avantage — inégalable pour les colonels — de réduire le « soviet des capitaines » au seul Jacques Achard qui ne l'est même pas.

Mais l'opération Ouarsenis, à peine commencée par un bref succès — la prise de la cote 505 —, a échoué lamentablement. Le bachagha Boualem, pas fou, « a retiré ses billes ». D'ailleurs il s'apprête, entouré de ses fidèles, à mettre la largeur de la Méditerranée entre lui et le F.L.N., gagnant inéluctable. Il sera le premier à placer ses hommes à l'abri dans le midi de la France. Pour lui, la guerre est terminée. Les officiers de certains régiments, qui — comme au putsch — ont fait de vagues promesses, se sont « dégonflés ».. Un commandant d'artillerie, le commandant Bazain, a été seul à tenir son serment. Mais la plupart de ses hommes et tous ses officiers ont refusé l'aventure. Il sera tué au cours d'un accrochage avec une katiba de la wilaya 4 alertée par les paysans de l'Ouarsenis. Et Gardes a découvert l'étendue du désastre : il a été attaqué par l'aviation française — plusieurs vagues de T-28 ont mitraillé le maquis O.A.S. — et par les troupes F.L.N. ! C'est la déroute. Il est parvenu à s'échapper et à regagner Alger avec le capitaine Branca. Montagnon, sept officiers et quatre-vingt-six hommes ont été faits prisonniers par 1 armée et déférés à la police. Salan a dû renoncer à son magnifique projet.

Désormais, l'O.A.S. se cantonne à Oran, où Gardy a repris la succession de Jouhaud et commande réellement, et à Alger, où Salan, terré dans son appartement du centre, ne cesse de s'engueuler avec ses colonels et où Degueldre, qui sent la fin proche, n'en fait plus qu'à sa tête et est résolu à tout casser avant de partir. Pour une fois Delta est d'accord avec Jean-Claude Pérez !

Au soir du 6 avril, le capitaine Montagnon, chef du secteur de Hussein-Dey, se retrouve dans le bureau de l'ennemi n° 1 de l'O.A.S. : le capitaine de gendarmerie

Lacoste...

Dans la nuit du 6 au 7 avril les hommes de Lacoste et de la, « mission C » interrogent sans relâche les « rescapés » de l'Ouarsenis. Lacoste a un objectif principal : Roger Degueldre.

Ce sont les deltas qui empoisonnent la vie d'Alger. Il faut à tout prix les supprimer. Et pour cela, arrêter Degueldre. Privés de la discipline que fait régner le lieutenant déserteur ils ne feront pas long feu.

Les colonels ? Lacoste s'en fout. Ces « politiques » se feront bien prendre l'un après l'autre. Il a failli avoir Gardes en arrêtant son chauffeur en plein Hydra, à 13 h 30. Lacoste l'a abordé comme un simple promeneur. Sous son journal il a un pistolet.

« Si tu bouges, je te descends. »

Autour d'eux des promeneurs, des gens qui prennent le soleil. Et aussi des hommes de l'O.A.S. Lacoste veut éviter l'attroupement, l'incident.

« Tu vas marcher à côté de moi, j'ai trois hommes devant, trois derrière. Tous en civil, tu ne peux les voir. Avance sans rien dire sinon tu es bon. »

Le chauffeur, terrorisé, suit le capitaine jusqu'à sa voiture.

« Où est Gardes ?

— Je n'en sais rien.

— Très bien, on verra ça entre quat'zyeux à Hussein-Dey. »

À l'école de police, le type meurt de peur. L'O.A.S. a tant dit que les gendarmes sont d'affreux tortionnaires qu'il révèle tout de suite que le colonel a l'habitude de rencontrer un de ses agents de liaison, 23, boulevard du Télemly. Mais quand ? Il l'ignore. Puis l'homme s'évanouit. On le ranime. Il a failli avoir une syncope. Lacoste enverra quelques hommes en embuscade autour du 23, boulevard du Télemly. Pour le principe...

Toujours rien de précis sur Degueldre. On a vu comment le capitaine s'est « mis dans la peau » des deltas, comment il a étudié leurs habitudes, leur vie quotidienne, avec quel soin il a dépouillé les archives les concernant. En ce mois d'avril, il sait que le lieutenant — qui est grimé — ne quitte pas le centre d'Alger. Les recoupements de ses informations lui donnent une centaine de possibilités de caches. Il n'est pas possible de faire cent opérations simultanées. Il faut sérier et choisir. Il faut aussi espérer des renseignements plus précis.

À l'aube du 7 avril, un lieutenant de gendarmerie — officier de P. J. — qui a procédé toute la nuit, aux premiers interrogatoires obtient d'un des rescapés de l'Ouarsenis un renseignement qui lui paraît important. Un légionnaire déserteur, proche de Degueldre, se cache à Guyotville dans la villa Janine, près de la Madrague. Le lieutenant fait une descente. Le déserteur dort encore. On l'arrête. Il a quitté la 13e D.B.L.E. pour rejoindre l'O.A.S. On saisit un colt, du matériel, des documents. Et le légionnaire parle. Il donne un nombre considérable de renseignements qui recoupent certaines informations que Lacoste possède star les deltas. Le capitaine les fait exploiter sur-le-champ tout en poursuivant lui-même l'interrogatoire de Montagnon. De 8 heures à 15 heures les gendarmes effectuent — grâce aux révélations du légionnaire — une quinzaine de perquisitions.

Puis, à 15 h 30, une nouvelle série de renseignements se recoupent. Tous concernent Degueldre. Le cercle se rétrécit. De cent le nombre des possibilités tombe à vingt. Puis à

dix. Il faut choisir. Lacoste brûle. Vingt des vingt-cinq escadrons de gendarmerie mobile sont mis en alerte. Parmi ces dix caches éventuelles plusieurs indiquent une même adresse : le 91, boulevard du Télemly, à la Robertsau. Le renseignement de « Saint-Eugène » recoupe celui de « l'Ouarsenis ». Tous deux sont récents. Le lieutenant de gendarmerie décide de faire une descente.

Il est 16 h 15 lorsqu'il arrive sur les lieux. L'immeuble portant le n° 91 se trouve dans, un des lacets du Télemly. Il a une double issue, par-derrière, dans une voie d'escaliers situés en contrebas, la rue Burdeau. Le lieutenant dispose de 90 hommes. Il fait encercler l'immeuble, fouiller chaque appartement et contrôler l'identité de tous les locataires. Il commence par le rez-de-chaussée.

Quelques étages plus haut, dans l'appartement de deux jolies pieds-noirs, Pérez et Degueldre discutent avec le capitaine Branca, de retour des maquis, Jacques Achard et le capitaine Mura — un para déserteur — à qui les chefs de l'O.R.O. viennent de confier la responsabilité d'un secteur. Très vite, les hommes se rendent compte que l'immeuble est encerclé. Pérez qui a aménagé une cache derrière une penderie y fait entrer ses compagnons. Mais Achard et Degueldre refusent.

« Je passe le barrage, dit l'ex-sous-préfet. Mes papiers sont en béton !

— Moi aussi je passe, ajoute Degueldre, et puis j'ai la baraka. »

Achard quitte le premier l'appartement. Il passe sans encombre la vérification d'identité et se perd dans la ville. Degueldre aborde à son tour les gardes mobiles qui surveillent la porte de l'immeuble.

« Papiers.

— Voilà. »

Il possède une carte d'identité au nom de Joseph Esposito, inspecteur de l'enseignement primaire.

« Merci, monsieur. »

Degueldre va partir lorsque le lieutenant de gendarmerie sort d'un appartement du rez-de-chaussée. Il appelle :

« Eh ! Vous. »

Degueldre se retourne.

« Moi ?

— Oui. Vos papiers ?

— Je viens de les montrer.

— Montrez-les encore. »

Le lieutenant n'a pas reconnu Degueldre mais les cheveux blond filasse sentent leur teinture à dix pas.

« Vous êtes inspecteur de l'enseignement ?

— Oui. Vous n'avez qu'à téléphoner à l'académie d'Alger pour vérifier. »

Degueldre est sûr de lui. Son identité n'est pas bidon. Joseph Esposito existe réellement. Et il est inspecteur primaire ! Manque de chance, le lieutenant de gendarmerie, natif d'Alger, a beaucoup d'amis dans l'enseignement. Il commence à poser des questions embarrassantes. Degueldre bredouille.

Sans savoir qu'il a Degueldre devant lui, l'officier sent que ce type n'est pas tranquille. C'est sûrement un O.A.S.

« Venez avec moi. On va faire une vérification d'identité à Hussein-Dey. »

Degueldre est fichu. Il ne peut ni résister ni s'enfuir. Le terrain est truffé de flics. Alors il continue à jouer le jeu.

« Je vous suis. Mais vous me mettez en retard. J'ai du travail, moi.

— Ce ne sera pas long, monsieur Esposito. »

À Hussein-Dey, Lacoste interroge Montagnon lorsqu'un gendarme lui glisse quelques mots à l'oreille. D'un bond, le capitaine se lève, abandonne son prisonnier et se précipite vers la petite villa mauresque dans la cour de l'Ecole de police où l'on a « isolé » le suspect.

Lacoste reconnaît Degueldre au premier coup d'œil. Il a trop regardé sa photo. Il lui a même fait subir toutes les transformations possibles. Avec barbe, avec moustache. Blond, brun. Avec lunettes, sans lunettes.

Dans la petite pièce, Degueldre, assis sur une chaise, tempête.

« Mais je vous dis que je suis Joseph Esposito, inspecteur primaire. Vous me faites perdre mon temps. »

Lacoste se plante dans l'encadrement de la porte.

« C'est pas à moi qu'il faut faire cela, dit-il. Vous êtes le lieutenant Degueldre. »

Le légionnaire paraît se transformer. Oh ! pas de trouille, mais de soulagement mêlé de fierté. Il repousse sa serviette, se lève, se met au garde-à-vous.

« Oui, je suis le lieutenant Degueldre. Et vous, vous êtes le capitaine Lacoste. C'était vous ou moi. Vous avez gagné. »

La nouvelle fuse à Hussein-Dey. « Degueldre est arrêté. Il est avec Lacoste ! » Tout le monde veut voir l'ennemi n° 1, le chef des deltas qui pendant près d'un an a mis la police en échec.

Lacoste et Degueldre sont toujours debout, face à face.

« Je serai fusillé, dit le légionnaire. Et vous, vous pouvez faire attention. Vous ne finirez pas votre séjour à Alger !

— Asseyez-vous, dit Lacoste.

— Ce n'est pas la peine de m'interroger, je ne vous dirai rien. La seule chose que je puisse vous dire c'est que vous n'irez pas loin. Il n'est que cinq heures de l'après-midi. Vous allez avoir du bruit quand mes gens vont être alertés. »

Jamais Degueldre ne dira un mot. Ni à Alger ni à Paris. Le soir du 7 avril, il est transporté sous bonne garde en métropole[28].

Ses deltas n'ont pas levé le petit doigt pour le sauver.

Mais, quatre jours auparavant, ils ont fait sauter la clinique Beau-Fraisier — « repaire F.L.N. », a dit l'O.A.S. — et ont mitraillé à bout portant les musulmans dans leur lit. Neuf malades ont été tués. Quatre jours après, les deltas assassineront le chef d'escadrons Bourgogne, chef du 2e bureau du corps d'armée d'Alger, « responsable de l'arrestation du lieutenant Degueldre, dira l'organisation, et des tortures auxquelles les maquisards de l'Ouarsenis ont été soumis ». Le malheureux officier n'avait rien à voir dans ces deux affaires dont seuls Lacoste et la « mission C » étaient responsables.

Le 8 avril, Degueldre passe sa première nuit à la Santé, tandis que la métropole, appelée à approuver par référendum la politique algérienne du général De Gaulle, apporte 90,70 % de ses suffrages au président de la République.

Les pieds-noirs n'ont pas été consulté !

Cette fois tout est joué. Il ne reste plus que l'autodétermination pour que l'Algérie soit

indépendante. C'est la fin des illusions.

Pour préparer l'Algérie à l'indépendance il fallait un homme exceptionnel. Morin ne pouvait poursuivre sa mission après la signature des accords d'Évian. Il était exclu que le délégué du gouvernement investi de tous les pouvoirs les partageât d'un jour à l'autre avec l'exécutif provisoire, devenant ainsi « simple » haut-commissaire. Et puis ni son équipe ni lui-même ne souhaitaient rester. Les derniers mois avaient été terribles. À Rocher-Noir on vivait dans l'affolement permanent. Et chacun était ravi de partir.

« Il fallait voir l'état d'esprit d'assiégé qui régnait à la cité administrative, me dira un officier supérieur. Tout ce beau monde trépignait d'impatience... Ils n'avaient qu'une idée : filer. »

La succession de Morin était lourde, la situation dramatique. La tâche ni facile ni agréable. Pour la remplir De Gaulle avait choisi Christian Fouchet, un fidèle de toujours, diplomate habile et homme politique libéral. C'est à ce colosse, au visage lourd et abrupt dont la sévérité était tempérée, dès qu'il ouvrait la bouche, par une grande humanité, qu'il avait confié la mission de sauver l'Algérie du chaos et les Européens du massacre.

Fouchet, s'il ignorait tout de l'Algérie, connaissait tout de même très bien l'Afrique du Nord. Et en avait gardé mauvais souvenir. Il avait en effet appartenu en 1955 au gouvernement Mendès France comme ministre des Affaires marocaines et tunisiennes et dès cette époque avait été frappé par le sentiment de haine et de passion que soulevaient les interventions des effroyables groupes de pression européens. Ceux qui ne toléraient pas qu'un « quelconque gouvernement » vienne léser — par une politique de réformes jugée indispensable — le moindre Je leurs intérêts. Les tenants du non à toute réforme. Le destin avait voulu que le ministre d'un gouvernement renversé par ce lobby algérois vienne constater sur place — sept ans après — les dramatiques résultats de cette politique réactionnaire.

Christian Fouchet était arrivé à Alger une semaine après la signature des accords d'Évian avec une triple mission : appliquer les accords, mettre sur rails l'exécutif provisoire et rétablir l'ordre en luttant contre l'O.A.S.

Pour remplir cette tâche il s'était entouré d'humanistes dont beaucoup lui ressemblaient. Froids, sévères, en apparence « serviteurs impitoyables de l'État », mais en réalité — derrière la façade austère — aimant profondément les hommes et la terre d'Algérie qu'ils auraient voulu libérale et fraternelle. Le lecteur connaît déjà deux d'entre eux. Le colonel Buis, directeur du cabinet militaire[29], et Bernard Tricot, délégué auprès du haut-commissaire. L'homme de confiance de l'Élysée — l'éminence grise du Général — était chargé de toute la partie administrative, Fouchet gardant les affaires politiques et les contacts. Le haut-commissaire avait complété sa petite équipe en priant le préfet Jean Dours, futur patron de la police nationale, et Léon Teyssot, ancien aide de camp du général De Gaulle à Londres, puis à Alger en 1942-44, d'occuper respectivement le poste de directeur du cabinet civil et de conseiller technique chargé des contacts algériens.

Dès son arrivée, Fouchet avait tenté de parler aux Algérois. Il s'était adressé à eux directement, à la télévision, en leur tenant un langage familier et lucide. Il avait rappelé le souvenir de son frère, le colonel Fouchet, héros de l'Escadron blanc, fondateur de Tindouf, mort aux côtés du maréchal Leclerc dans le ciel de Colomb-Béchar, puis il avait

appelé les pieds-noirs à la raison en leur montrant l'impossibilité de revenir sur les accords d'Évian.

« Le monde entier se liguerait contre vous si vous tentiez de revenir sur ce qui a été décidé et conclu... Vous en seriez les principales et les premières victimes... »

Mais c'est surtout contre l'O.A.S. que Fouchet les avait mis en garde.

« ... Ceux qui vous disent que votre avenir est de vous insurger contre la République, de protéger des assassins et de tirer sur des gendarmes et des soldats français sont des fous et des criminels. Pour eux, qu'ils le sachent, il n'y a plus de salut. Mais vous, au nom du ciel, ne vous solidarisez pas avec eux. Chassez-les car rien n'est perdu... Ne gâchez pas les chances d'une paix qui s'ouvre, qui est là, à portée de la main, après tant d'épreuves subies, après tant de sang versé par vous tons, Européens et musulmans. J'ai confiance... »

Que n'avait-on parlé ainsi aux pieds-noirs en temps nécessaire ! Mais depuis des mois on n'avait daigné leur adresser que des discours sibyllins ou leur opposer porte de bois !

Malgré le chaos, ce discours avait porté. Mais Bab-el-Oued avait déjà tiré sur le contingent et le lendemain l'O.A.S. appelait la population rue d'Isly. On sait la suite...

L'humanitarisme de Fouchet arrivait trop tard. Les pieds-noirs les plus raisonnables, la majorité — ceux qui étaient écœurés par les assassinats de l'O.A.S., comme disait Château-Jobert — ne pensaient plus qu'à partir. Les autres — surtout les petits Blancs très modestes et de très jeunes gens — s'étaient donnés à l'O.A.S. comme à une maîtresse exigeante et lui sacrifiaient leur avenir, apportant à cette Gorgone le sang et les destructions qu'elle exigeait. L'O.A.S., mouvement politique, n'existait plus — pour autant qu'il ait jamais existé ; ne restait qu'un amalgame de desperados insensibles au langage de la raison.

Alors l'équipe Fouchet se consacra à sa tâche politique et administrative : éviter une pagaille telle que les accords d'Évian soient inapplicables, assurer la survie du pays et le déroulement du référendum d'autodétermination, enfin — l'heure de l'indépendance venue — passer les affaires algériennes à un gouvernement qui se tienne et que celui-ci trouve une administration et des services en état de fonctionner.

Pour y parvenir, le haut-commissaire et l'exécutif provisoire travaillèrent main dans la main. L'exécutif, présidé par Abderrahmane Farès, était composé de trois délégués européens, cinq musulmans F.L.N. et trois musulmans nationalistes non F.L.N.[30]. Très vite les membres de l'exécutif provisoire, d'abord méfiants à l'égard de Fouchet, comprirent que la France jouait le jeu non pour leur « faire une fleur » mais parce que son intérêt était que le G.P.R.A. puisse prendre les rênes avec le moins de secousses possibles et avec la plus grande efficacité.

L'attitude adoptée par le haut-commissaire se résuma en une formule que le colonel Buis répétait à l'envi aux militaires :

« Quand on porte une indépendance sur les fonts baptismaux — de bon ou de mauvais gré — il faut mettre tout en œuvre pour qu'elle réussisse. À moins d'être un imbécile. Nous sommes là pour que cet État algérien naisse dans les meilleures conditions. »

Toute la politique des « Français » de Rocher-Noir allait être commandée par ce souci. Ils préparaient et même jouaient déjà la coopération avec le secret espoir qu'un certain nombre de pieds-noirs, comprenant enfin leur intérêt, les suivraient dans cette voie, créant ainsi une situation nouvelle qui leur permettrait de rester.

Pendant trois mois, le haut-commissaire et l'exécutif allaient œuvrer pour faire face à une situation catastrophique. Continuer à faire tourner la machine à Alger malgré 200 000 musulmans privés de travail par le terrorisme, démunis de tout, sans un sou depuis plus de deux mois, faire en sorte que dans la tourmente les chemins de fer circulent, que les écoles et les lycées ne soient pas désertés. Et tout cela avec des fonctionnaires fatigués, tristes, découragés, même s'ils restaient loyaux [31].

C'est à Rocher-Noir que naquit la force locale destinée à remplacer l'armée française et à servir d'armée nationale au premier gouvernement de l'Algérie indépendante. Malgré une durée éphémère sa constitution coûtera beaucoup de vains efforts car le G.P.R.A. arrivera avec sa propre armée et ne prendra jamais le pouvoir. Et puis il y eut le terrorisme, les terrorismes, car le Front ne pouvait tenir très longtemps la population musulmane et les crimes F.L.N. allaient se multiplier sans jamais toutefois atteindre ceux de l'O.A.S. C'est atroce d'avoir à le dire mais les faits et les chiffres — accablants — sont là. Le mois de mars avait vu se produire — uniquement à Alger — 866 attentats dont 611 imputables à l'O.A.S. ! En avril, les chiffres passèrent à 647 pour l'O.A.S. et à 32 pour le F.L.N. Mai : 864 et 80 ! De un à dix ! La préfecture de police, en accord avec Rocher-Noir, tentera alors de former un corps d'auxiliaires temporaires occasionnels, les A.T.O., qui ne donnera jamais de bien brillants résultats.

En fait, on peut dire que la catastrophe finale — le massacre général — sera évitée grâce aux contacts que le préfet de police Vitalis Cros n'hésitera pas à établir avec les dirigeants de la zone autonome d'Alger qui, depuis que les accords d'Évian avaient fait du F.L.N. un parti politique légal, avaient pris en main la population musulmane avec une rigueur toute militaire.

Depuis son « entrée » dans l'O.A.S. à travers la participation active du 4e secteur du Service d'assistance technique aux Français musulmans d'Algérie, Jean-Marie Lavanceau, adjoint du capitaine F..., avait fait de bon travail. Et le contrôleur général Parat — qui l'avait baptisé M. Denis — se réjouissait des informations que l'ancien adjudant-chef de la 10e D.P. lui apportait. Depuis la dissolution du F.A.A.D., le 4e secteur du S.A.T.F.M.A. procurait sans désemparer ordres de mission, autorisations d'entrée en Algérie et fausses « vraies » cartes d'identité aux officiers déserteurs qui désiraient rejoindre les rangs de l'O.A.S. en Algérie. Il va sans dire que grâce à Lavanceau, noms et signalements aboutissaient au ministère de l'Intérieur. Pourtant tout cela n'était que de la broutille.

Les affaires sérieuses commencèrent lorsque M. R..., l'ingénieur représentant du F.A.A.D. à Oran et organisateur de contacts avec les représentants du général Jouhaud, vint à Paris pour accélérer le passage du mouvement à l'O.A.S. R..., qui considérait Lavanceau comme un membre important de l'équipe du capitaine F..., lui fit quelques confidences sur la structuration de l'O.A.S.-Métro. C'est ainsi qu'il s'ouvrit des difficultés que rencontrait Canal, alias Le Monocle, pour obtenir des fonds de Salan.

« L'Oncle est dur à la détente, dit-il. Il ne veut rien lâcher. En outre, Monocle aurait besoin de deux ou trois types. Des officiers déserteurs de préférence... »

Lavanceau proposa de trouver de l'argent chez les anciens membres du F.A.A.D., Khelifa en particulier, et promit de trouver trois officiers.

« Peut-être serait-il bon que vous avertissiez Monocle », dit-il à R...

La conversation se déroula dans l'appartement d'un industriel, rue d'Abbeville. L'ingénieur, toujours flanqué de Lavanceau, se rendit alors dans un bureau de poste — rue Bleue — pour appeler un numéro en banlieue. Ce fut un jeu d'enfant pour l'officier de police Lavanceau de découvrir le numéro que R... voulait lui cacher en lisant à l'envers sur le carnet de la « demoiselle du téléphone ». Ce numéro, ainsi qu'une lettre de Canal que Lavanceau avait réussi à subtiliser dans l'appartement rue d'Abbeville, constituèrent la première information d'importance que l'ancien adjudant apporta à son patron réel, le contrôleur général Parat.

En quelques minutes le ministre de l'Intérieur repéra le numéro demandé. Il correspondait à une usine de Maisons-Alfort qui devait servir de boîte aux lettres et même de P.C. à Canal puisque R... avait su l'y joindre au milieu de l'après-midi. Lavanceau était sur une bonne piste. Grâce à l'ingénieur qui se disait en contact avec Jacques Achard à Alger il pouvait même remonter la filière jusqu'à Salan. À condition de laisser courir Le Monocle !

« Si on le prend, dit l'adjudant, je me grille.

— Oui, convint Parat. Concentrez vos efforts sur l'opération Soleil. »

Des opérations Soleil — nom de code donné à l'éventuelle capture de Salan — les services anti-O.A.S. en avaient connu des dizaines tant à Paris qu'à Alger dans le cadre de la « mission C ». Toutes avaient échoué. Il fallait risquer une nouvelle tentative. Parat accepta de ne pas coffrer tout de suite Canal et d'attendre que Lavanceau puisse prendre un contact direct avec Alger.

« Ouvrez l'œil monsieur Denis, et tenez-moi au courant. Vous êtes sur la bonne piste. »

C'est aux alentours du 15 mars que l'affaire se noua. Le capitaine F... — ami d'Achard — demanda à son subordonné d'aller à Alger et de négocier avec le chef de la zone Orléans-Marine — et si possible avec Salan — le passage des troupes du F.A.A.D. à l'O.A.S.

« Il nous faut absolument une lettre de Salan lui-même pour convaincre le comité directeur du F.A.A.D., le cadi Belhadi en tête, de passer à l'O.A.S., expliqua le capitaine. Vous allez partir à Alger et rencontrer Achard. »

Étant fonctionnaire de police en activité, Jean-Marie Lavanceau n'avait aucune difficulté pour se rendre « officiellement » en Algérie !

« À Alger, poursuivit F..., vous contacterez une certaine Mme Millet, C'est une P.F.A.T.[32] qui travaille au *Bled*, le journal militaire. Elle est en relation constante avec Achard. Vous vous annoncerez de la part de Jérôme. C'est mon nom de code. Elle vous pilotera. »

Le 22 mars Lavanceau arriva à Maison-Blanche. Sa première visite fut pour les locaux du journal militaire Le Bled. Là, déception, Mme Millet n'y travaillait plus.

« Elle habite 81, boulevard du Télemly », dit-on à l'adjudant.

Le 23 mars, après plusieurs visites infructueuses, Lavanceau dut se résoudre à se débrouiller par ses propres moyens. Mme Millet était introuvable. L'ancien para se mit en chasse. En 1957, lorsque, sous les ordres de Massu, il s'occupait de la jeunesse

musulmane, il fréquentait un bar, lieu de rendez-vous très prisé des paras : l'*A.B.C.*, rue Michelet. Il y avait fait connaissance de la barmaid, Maïté, et surtout d'une de ses amies, Yvonne, épouse divorcée d'un commandant de parachutistes. Si ces deux-là n'étaient pas en contact avec l'O.A.S., Lavanceau était prêt à avaler sa carte d'officier de police !

Il retrouva rapidement la trace de Maïté, qui avait quitté l'*A.B.C.* et tenait un bar rampe Bugeaud. Après les embrassades et les anisettes d'usage pour fêter les retrouvailles, Lavanceau s'ouvrit de ses ennuis à la jolie barmaid.

« Je me suis tiré de l'armée et je suis passé à l'O.A.S. J'arrive de Paris. »

Voilà qui n'était pas fait pour surprendre Maïté.

« Et alors ?

— Et alors il faut que je retrouve des pontes sans me faire pigeonner par les flics ! J'ai pensé à toi. Yvonne est toujours à Alger ?

— Tu mets dans le mille. Bien sûr qu'elle est à Alger. Elle est même dans le coup. Je vais te donner son adresse. Mais attention ! en ce moment elle « héberge » un légionnaire, un caïd, un vrai dur. Un tueur, quoi ! Et il flingue à vue. Alors, avant tout, dis que tu viens de la part de Maïté. »

Le 24 mars, pas très rassuré, Lavanceau se présenta au domicile d'Yvonne, au 3e étage d'un immeuble moderne dans le quartier de Télemly. Il sonna.

« Qui est là ? dit une voix d'homme.

— Un ami. Je voudrais voir Yvonne, De la part de Malté. »

La porte s'entrouvrit. Un malabar braquait un 11,43 dans sa direction. Heureusement, derrière lui, Yvonne reconnut immédiatement Lavanceau.

« Laisse entrer, Popoff, c'est un copain. Comment vas-tu, mon Jean-Marie ? »

Lavanceau était dans la place. À nouveau il répéta son « baratin ». Il avait des moyens importants à fournir à l'OA.S. mais il lui manquait le contact.

« Je suis attendu par Achard mais la personne que je devais rencontrer est absente.

— Tu es bien tombé, mon Jean-Marie. Je vais t'arranger cela. Mais pas avant demain. En attendant, je vais chercher de la bouffe. Popoff ne peut sortir qu'avec ses gorilles. On le recherche. Heureusement, tout le quartier est avec nous. Tu vas rester dîner et coucher là. Demain, on verra. »

Et Lavanceau fit plus ample connaissance avec Popoff, un sous-officier déserteur du 1er R.E.P. qui, pour tromper son ennui, sculptait des caravelles de l'époque de Christophe Colomb !

« Pour la voilure, expliqua-t-il avec un gros rire bien gras, je prends les culottes d'Yvonne ! »

Et ce personnage raconta sa vie. À un « ancien collègue » il pouvait tout dire. Il mima même son dernier « flingage »

« On a interdit les quartiers européens aux melons. Alors on sort à deux. En polo avec le colt dans la ceinture. On avance dans la foule. On en repère un. On le double puis on se retourne. Une balle dans la tête. De face. Oui... de face. Et hop, terminé ! On poursuit notre chemin. Les gens ont l'habitude... »

Lavanceau apprécia « en connaisseur » et complimenta sur la technique. Ce qu'il ne raconta pas c'est qu'il avait rencontré la veille, rue Michelet, deux jeunes Algériens, anciens de son centre de formation. Les deux gamins l'avaient reconnu, avaient bavardé avec lui.

« Ah ! on est contents de vous revoir, mon lieutenant... »

Ils avaient gardé l'habitude qu'ont souvent les subordonnés d'appeler un adjudant-chef par le grade supérieur. Officier, ça flatte. Lavanceau s'en fichait mais il aimait bien ces deux gars. Il les avait eus tout jeunes. Ils lui avaient raconté les difficultés auxquelles tout le monde se heurtait:

« Heureusement, mon lieutenant, tout cela va bientôt se terminer. »

Ils s'étaient serré la main et chacun avait poursuivi son chemin. Lavanceau n'avait pas fait cent mètres que deux coups de feu avaient éclaté. Instinctivement, l'ancien adjudant s'était retourné. Deux corps gisaient sur l'asphalte. Il s'était précipité, puis très vite s'était arrêté. Il avait reconnu la chemisette bleue et le polo vert de ses gamins. Pour eux il n'y aurait jamais plus de difficultés. Alors il avait repris son chemin. Pas la peine de se faire remarquer. Sa mission avait pris tout à coup une tout autre dimension.

Le 25 mars, Lavanceau, accompagné par Popoff et deux autres gardes du corps, commença sa « longue marche ». À 10 heures, ceux-ci le « larguèrent » dans un petit bar d'El-Biar où il fut pris en charge par un ex-sous-lieutenant d'artillerie qui le conduisit dans un appartement vide où il fut fouillé par deux deltas.

« Je n'ai pas d'arme. Je veux voir Jacques Achard. Dites-lui que je viens de la part de Jérôme. »

Lavanceau jouait sur du velours. Non seulement Achard serait rassuré par le mot de passe mais en outre il connaissait le nom de l'adjudant par les contacts que celui-ci avait entretenus avec son ami R...

Trois quarts d'heure plus tard, un nouveau venu entra dans l'appartement.

« C'est d'accord. "On" vous attend. Venez avec moi. » Lavanceau fut accompagné en voiture jusqu'au boulevard Gallieni à El-Biar. On lui dit de descendre.

« Adossez-vous au mur, là, et attendez. Ça ira vite. »

Il obéit. Comment l'affaire allait-elle évoluer ? Ce mur pouvait bien être celui des fusillés ! Un homme sortant du café situé de l'autre côté du boulevard vint vers lui.

« C'est vous qui venez de la part de Jérôme ?

— Oui.

— Vous voulez voir ?

— Jacques.

— Bien. Suivez-moi. Il est en face. »

Lavanceau, soulagé, entra dans le café.

« Asseyez-vous. Il va venir. »

L'adjudant ne connaissait pas le chef du secteur Orléans-Marine.

« Bonjour, mon vieux. Tu viens de la part de Jérôme ?

— Oui », balbutia Lavanceau.

L'homme qui d'emblée l'avait tutoyé était très sympathique. Quarante ans, vif, exubérant, bien habillé. Très sûr de lui.

« Je suis Achard. Alors raconte-moi ton histoire. Que devient Jérôme ?

— Eh bien, voilà. Comme tu le sais je travaille avec le capitaine F... et on a une bonne nouvelle... »

Et Lavanceau avait raconté une nouvelle fois que l'état-major du F.A.A,D. était prêt à passer à l'O.A.S. ainsi que F... et lui-même.

« Dans un premier temps nous allons faire partir nos éléments sûrs du F.A.A.D. Et

j'arriverai ensuite avec F...

— C'est très bon tout ça. Confirme à F... que s'il vient ici je lui donne « mille fusils ».

— Mille fusils ?

— Ben oui. Un commandement quoi ! Et toi tu auras la même chose. À moins que je ne te prenne avec moi. Qui commande le F.A.A.D. en dehors de vous ?

— Il y a Khelifa Khalifa.

— M'intéresse pas.

— Et surtout le cadi Belhadi. L'ancien compagnon de Messali.

— Ah ça, c'est passionnant. Et avec lui, on aurait tous les M.N.A. qui restent encore en Algérie.

— Bien sûr... »

Lavanceau hésita un instant. C'était le moment de porter sa botte !

« Mais il faudrait que je puisse m'entretenir avec le général Salan. On a arrêté l'action du F.A.A.D. à Paris et pour que ses éléments rejoignent en bloc l'Algérie il faudrait que le général leur expose sa position et la place qu'il compte leur réserver dans l'O.A.S. Certains sont encore hésitants.

— Ah ! tu sais, l'Oncle, c'est difficile pour le voir ! Il est bien fatigué.

— Il faut absolument que je lui explique le point de vue des gars du F.A.A.D.

— Je vais voir le général. Donne-moi toujours des explications. »

Achard prit des notes. Posa quelques questions sur ce qu'il faudrait proposer au cadi Belhadi. Puis il se leva.

« Je te donnerai une réponse écrite du général... disons demain. Non, pas demain. On prévoit une grande manifestation. Mais après-demain le 27. Trouve-toi à 11 heures au café du Carrefour 100.

— Le Carrefour 100... Où est-ce ?

— C'est au 100, rue Michelet. Tu ne peux pas te tromper. Allez, salut. Je préviendrai mes gars, qu'ils te fassent bon accueil. »

Quarante-huit heures plus tard Lavanceau revoyait Achard rue Michelet.

« J'ai vu l'Oncle. Voici sa réponse. À bientôt. Je m'en vais car j'ai à faire. »

L'ex-sous-préfet ne dit pas un mot de la terrible fusillade de la veille.

Rentré à son hôtel, Lavanceau ouvrit l'enveloppe remise pas Achard. Elle renfermait deux minces feuillets tapés à la machine sur papier pelure. C'était une lettre de Salan au cadi Belhadi. Elle commençait ainsi :

« Mon cher caïd... »

Eh bien, pensa Lavanceau, pour un chef qui dit bien connaître le monde musulman Salan confond cadi et caïd ! Ça promet.

Le chef de l'O.A.S. acceptait sans réserve toutes les troupes d'obédience M.N.A. dans les rangs de l'organisation. Il leur assurait la « conservation de leur personnalité idéologique et politique » ainsi que la représentativité du M.N.A. dans les terrains conquis. Les grades civils et militaires resteraient acquis. Quant à l'entretien matériel des opérations et à l'installation des M.N.A. en Algérie, ils incomberaient entièrement à l'O.A.S.

Sur le plan financier, Salan n'avait plus à se faire de souci. Outre les gigantesques hold-up perpétrés par ses troupes, le racket et les « impôts », il bénéficiait d'une aide d'importance En effet les services de la « mission C » venaient d'apprendre que les

syndicats patronaux affiliés à la Confédération générale du patronat de l'Algérie avaient fourni à l'O.A.S. 1 milliard 200 millions ! Blachette avait été imposé pour 13 millions 200 000 francs et Borgeaud pour 9 millions. Ce qui, somme toute, était modeste au vu de leurs rentrées annuelles !

Salan concluait ainsi sa lettre au « cher caïd ».

« Ainsi je vous demande, outre une prise de position officielle anti-F,L.N., qui j'en suis sûr aura le plus grand retentissement et le plus heureux effet, d'engager vos partisans à la lutte armée ouverte...

« Cette collaboration [...] me paraît être une première étape indispensable à la réalisation de l'avenir j'ai décidé depuis peu de créer une Commission de gouvernement et de défense nationale. La réalisation de cette première étape doit permettre d'avoir les assises territoriales suffisantes pour consolider les positions intérieures et extérieures de cette commission. La liste des responsables au sein de cette commission n'est pas arrêtée. Il est entendu que le M.N.A. doit obligatoirement y tenir la place qui lui revient à tous les échelons.

« J'attends vos décisions, et vous demande de recevoir, mon cher caïd, l'expression de mes sentiments très amicaux. »

À la main, Salan avait ajouté : « ... et de mon souvenir le meilleur ». Puis il avait signé.

Le chef de l'O.A.S. mordait à l'appât. Cette histoire de ralliement du M.N.A. lui ouvrait de nouveaux horizons.

Le 30 au matin, la photocopie de la lettre était sur le bureau du contrôleur général Parat ! Cette fois, la piste était sérieuse. Mais Lavanceau ne savait toujours rien du refuge de Salan. Il fallait y parvenir coûte que coûte.

« C'est formidable, mon vieux, dit Parat. Foncez dans le brouillard. Le ministre est d'accord. Vous avez carte blanche. »

À son « patron », le capitaine F..., l'adjudant fit un compte rendu fidèle et précis de ses contacts avec Achard et l'O.A.S.

« Maintenant ça chauffe à Alger, dit-il. Ce qu'il nous faut, c'est une réponse écrite du cadi Belhadi. »

F... organisa d'urgence une réunion de l'ancien comité directeur du F.A.A.D. qui se tint dans le bureau d'une journaliste amie du M.N.A., véritable « directrice de conscience » du cadi Belhadi après avoir joué un grand rôle dans l'ombre de Messali Hadj.

Outre R..., le cadi, la journaliste et Lavanceau, les mécènes du mouvement — fabricants de biscuits — assistaient à la réunion. La journaliste lut la lettre de Salan.

« Il faut que nous prenions une décision immédiate, intervint Lavanceau. Salan attend une réponse rapide. Je m'y suis engagé. »

Personne n'était très enthousiaste pour s'engager à l'exception de *R*... et de Lavanceau. Ces deux derniers pour des raisons bien différentes !

« Je suis magistrat musulman, dit Belhadi, je me suis déjà mis en difficulté avec le gouvernement français ; si je passe à l'O.A.S., je risque de gros ennuis... »

Quant à l'industriel et à sa femme, ils n'étaient plus du tout d'accord.

« Il faut détruire cette lettre de Salan, dit la journaliste.

— Oui, vous avez raison », approuva Lavanceau. Pendant que la journaliste brûlait le premier feuillet, Lavanceau fit prestement disparaître le second.

« Alors, interrogea l'adjudant. Quelle réponse allez-vous donner ?

— Je ne serais pas contre, dit Belhadi.

— Non, coupa la journaliste, il ne faut rien écrire.

— Alors préparez-moi une réponse verbale, dit Lavanceau.

— Bon, écoutez-moi bien, se décida Belhadi. Voyez le général et dites-lui que nous avons bien reçu son message. Nous sommes d'accord sur le principe de notre participation mais nous avons besoin de contacter encore quelques éléments. »

— Lavanceau se renfrogna.

— « Dites-lui bien que nous sommes décidés à le rejoindre. »

Il faudrait se contenter de cela. Le travail de

« M. Denis » s'avérait difficile !

Après la réunion, R... se montra très déçu. Dans une brasserie, devant un demi, Lavanceau entreprit de lui

« remonter le moral ».

« Écoutez, on peut encore tout sauver, dit-il. Vous allez essayer de les convaincre et moi je vais aller à Alger transmettre la réponse au général. Et puis, ne serait-ce que par fidélité... et politesse, F..., vous, moi et quelques autres nous rejoindrons Alger. »

Puis Lavanceau fit son rapport au capitaine F...

« Belhadi se dégonfle mais c'est la faute à cette journaliste. Nous, on va sauver l'honneur !

— Vous avez raison. Mais il ne faut pas donner de faux espoirs au général Salan. Il va falloir aller à Alger e lui expliquer que Belhadi fait marche arrière. »

Pour cette mission, Lavanceau était volontaire !

Plus de quinze jours furent nécessaires à la préparation du voyage. Quinze jours pendant lesquels F... avertit tous ses fidèles que l'on passerait incessamment à Alger et que Lavanceau employa à convaincre R... Cette fois, il devait obtenir de Paris un rendez-vous avec Salan.

« Il faut absolument que je voie le général en tête à tête, dit-il. Il faut que je lui explique de vive voix la situation. Et que je lui donne la réponse orale de Belhadi. C'est tout de même important pour lui. »

Le 14 avril, R... se décida à passer un message à Alger grâce au télex d'une société installée aux abords de la place Saint-Georges à Paris. Le message était destiné à l'antenne belge de l'O.A.S. qui le transmettrait à Alger en toute sécurité. Quarante-huit heures plus tard la réponse était là.

« Ça y est, annonça R..., le général vous attend, mais passez par Achard puisqu'il vous connaît. Tout le monde est averti à Alger. »

Le soir du 16 avril, Lavanceau alerta le contrôleur général Parat.

« C'est parfait, dit celui-ci, mais vous ne pouvez partir seul. Voici le commissaire Gauthier. Il voyagera avec vous. Vous ne vous connaîtrez pas mais à Alger il pourra prendre les mesures nécessaires. Prenez encore ceci, monsieur Legris. Pour cette mission, vous changez de nom. Et bonne chance.

— Je ferai tout pour réussir, monsieur le contrôleur général. Si j'ai Salan entre les mains, que dois-je faire ? Le ramener mort ou vif ?

— Allons, nous ne sommes pas des assassins, monsieur Legris. Si vous y arrivez tâchez de le ramener vivant ! ».

Lorsqu'il sortit du bureau de Parat, Lavanceau avait dans sa poche une carte d'identité nationale n° 6066732 VE 46514, établie au nom de Chérif Yousfi, commerçant, né le 25 septembre 1914 à Ifalène-Oued-Marsa, Bougie, de nationalité française et domicilié 2, passage du Petit-Cerf à Paris-17e. Le teint mat de l'adjudant lui permettait cette nouvelle identité musulmane. À la carte d'identité était jointe une autorisation de voyage n° 327855 valable pour aller et retour.

Lavanceau souhaitait vivement utiliser les deux passages car cette fois c'était quitte ou double. Ou il arrêtait Salan... ou il y laissait sa peau !

Avant de quitter Paris, Lavanceau, sur la demande de F..., rencontra la mère de Jacques Achard qui habitait près de la porte d'Italie. Dans le salon, derrière une vitrine, l'agent spécial reconnut des photos du chef algérois.

« Oui, c'est lui, monsieur, dit la vieille dame. Vous allez le voir. Vous avez de la chance. Embrassez-le pour moi. Dites-lui bien de faire attention. Qu'il soit prudent. Voici un paquet pour lui. Un livre. Et aussi une lettre. »

Mme Achard raccompagna Lavanceau et puis, arrivée devant la porte, le prit dans ses bras et l'embrassa maternellement. L'ancien adjudant aurait voulu se trouver à mille lieues. Un instant il se demanda s'il était ou non du bon côté de la barrière. Et puis il repensa à ses deux gosses de la rue Michelet, abattus sans raison. A salaud, salaud et demi. Même si ni Salan ni Achard n'approuvaient ces actions, c'est en leur nom qu'elles s'accomplissaient. Lavanceau se reprit et rendit son baiser à la vieille dame.

« Comptez sur moi, chère madame, je transmettrai votre commission... »

Le 17 avril, Lavanceau revit R... au buffet de la gare Saint-Lazare.

« Vous partez demain, Lavanceau, par Air Algérie. Je vous recommande surtout de ne pas parler, au cours de votre entretien avec le général, de la présence à Paris du Monocle. L'Oncle le croit à Bruxelles selon ses instructions.

— Entendu. Je ne dirai rien.

— Vous savez comment joindre Achard ?

— Oui, par un magasin de lingerie, rue d'Isly.

— Parfait. Votre avion doit décoller vers 15 heures. Il vient de Rome. Bonne chance.

— Merci.

Le 18 avril, la Caravelle d'Air Algérie décolla d'Orly avec trois heures de retard dues à un incident technique à Rome. Le hasard avait voulu que l'hôtesse plaçât Lavanceau près de son « ange gardien », le commissaire Gauthier qui ne s'appelait pas plus Gauthier que Yousfi ne s'appelait Yousfi ! Le contrôleur Parat prenait ses précautions.

Les deux hommes s'ignorèrent pendant tout le voyage. À Maison-Blanche une grève des transports les obligea à faire du stop pour gagner le centre d'Alger. À 21 h 30, Lavanceau entra le premier au Grand Hôtel de l'Agha, « maison suisse », 12, rue Charras à deux pas du Maurétania, où on lui donna la chambre n° 27. Quelques minutes plus tard, Gauthier toqua à sa porte.

« On ne vous a pas vu ? s'inquiéta Lavanceau à mi-voix.

— Non. Il n'y a personne dans le couloir. Et ma chambre est là tout près, n° 23. »

L'adjudant ouvrit les robinets du lavabo pour couvrir le bruit de leur conversation. Les deux hommes convinrent de deux lieux de rendez-vous. Un restaurant toujours bondé dans la petite rue de Tanger et un autre rampe Bugeaud, tout près du bar de Maïté.

« Les rendez-vous se feront toutes les deux heures rondes. Midi, 14 heures, 16 heures, etc. Si vous ne me voyez pas à l'un vous allez à l'autre. Si, comme je le suppose, je ne rencontre pas Salan tout de suite, on se retrouve demain soir ici même.

— Entendu. Moi dès demain je me mets en liaison avec la direction de la Sûreté et le P.C. de la police à Hussein-Dey.

— Pas trop de monde dans la confidence, hein ?

— Ne vous en faites pas. M. Parat est très prudent. Je ne dois contacter que la direction de la Sûreté et le préfet Cros qui me mettra en liaison avec la mission C. »

Le 19 avril à 9 heures du matin Lavanceau s'arrêta devant un magasin de lingerie rue d'Isly, jeta un coup d'œil à travers la vitrine, puis entra.

« Je viens de la part de Jérôme pour voir Jacques.

— Entendu, dit la jeune femme qui derrière son comptoir rangeait des piles de bas. Restez devant le magasin. Je reviens bientôt. »

Lavanceau commença à faire les cent pas sur le trottoir. Moins de cinq minutes plus tard, la jeune femme revint, accompagnée d'un homme d'environ trente-cinq ans, brun, le visage allongé, de type espagnol prononcé.

« Veuillez me suivre, monsieur. Vous êtes attendu. »

Ils n'eurent que la rue d'Isly à traverser. Ils entrèrent dans un bel immeuble de la rue Pélissier et gravirent l'escalier de marbre jusqu'au premier étage. Le « guide » sonna deux fois à la porte du cabinet d'assurances Le Phoenix espagnol. Un homme armé lui ouvrit. Dans l'entrée trois autres deltas étaient affalés dans des fauteuils de skaï gris. Sur une table, trois mitraillettes. Achard apparut au fond du couloir.

« Mon cher ami, je t'attendais. Entre; nous sommes en plein travail. »

Lavanceau. fut introduit dans une vaste pièce où, autour d'une table en noyer ciré, siégeaient quatre hommes et une femme. Deux gardes du corps se tenaient debout ainsi qu'un personnage qui visiblement s'était interrompu à l'arrivée de Lavanceau,

« On ne se gêne pas avec toi, dit Achard, notre ami, qui est fonctionnaire à Rocher-Noir, nous fait son rapport sur l'ambiance qui règne « en face ».

Lavanceau sourit.

« Je vous en prie, poursuivez... »

Il ne put s'empêcher de penser à une fuite possible sur sa mission. L'O.A.S. avait des agents partout. Il fut bien vite rassuré, le fonctionnaire n'était au courant que des mesures générales prises par Fouchet et de l'activité de l'exécutif provisoire.

« Merci, mon vieux, dit Achard. Continuez comme ça. Maintenant, passons à l'affaire de notre ami l'industriel. »

L'un des gardes du corps introduisit alors un petit monsieur, très mince, très correct, soigneusement cravaté, très notaire de province avec sa serviette sous le bras.

« Alors, comme ça, vous avez payé les vingt millions », dit Achard.

L'homme ne répondit pas. Il baissait la tête et semblait crever de trouille.

« Nous vous avions prévenu, dit Jacques Achard. Les impôts, ce n'est plus à l'État qu'on les verse mais à nous ! Vous avez choisi le percepteur, eh bien, vous en paierez les conséquences.

— Nous l'avions prévenu », ajouta l'homme assis à la droite d'Achard.

Puis se tournant vers le garde du corps :

« Vu. À exécuter immédiatement. »

Le « notaire » fut entraîné avant d'avoir pu dire un mot.

Les cinq hommes évoquèrent ensuite des affaires de récupération d'armes et de matériel. Lavanceau observait avec intérêt ce Jacques Achard, responsable de Bab-el-Oued et de ce qui s'y était passé. L'homme était pourtant sympathique, vif, intelligent. Il réglait ces problèmes d'armes, de matériel, d'exécution en homme d'affaires efficace et précis. Dans sa bouche, ses décisions perdaient leur poids de sang et de larmes.

« Voilà, nous en avons terminé, dit-il à Lavanceau. On va pouvoir discuter de notre problème.

— J'ai plusieurs choses pour toi.

— Bien. Où loges-tu ?

— À l'hôtel de l'Agha, rue Charras.

— Eh bien, allons-y. Nous serons tranquilles pour bavarder. »

Les deux hommes, accompagnés de la femme qui avait assisté à la séance, sortaient de la voiture, rue Charras, lorsque plusieurs coups de feu éclatèrent dans la rue Michelet. Achard bondit. Il allait s'y précipiter lorsque Lavanceau le retint.

« Ah non, mon cher Jacques, ce n'est pas le moment de te faire zigouiller. J'ai trop besoin de toi.

— Oui. Tu as raison. »

L'ancien adjudant ne manquait pas d'un certain humour noir !

À l'hôtel, Lavanceau remit à son « ami » le paquet et la lettre de Mme Achard.

« Merci, mon vieux. Tu as le document pour Salan ?

— Oui, je l'ai. »

Lavanceau mentait délibérément mais s'il commençait à expliquer que le message était verbal cela risquait de provoquer des difficultés de dernière minute.

« Bon, dit Achard. Ton rendez-vous est prévu pour demain matin. Mais auparavant tu vas aller cet après-midi au Carrefour 100. Tu prendras la rue Edith-Cavell — le bistrot du Carrefour 100 se trouve au coin de cette rue et de la rue Michelet — puis la deuxième rue à droite. Tu seras alors dans la rue Montalembert. Tu entreras au n° 2. Au premier étage, une dame t'attendra. Elle te dira la suite. Et merci pour le paquet de ma mère.

— Je t'en prie, c'est tout à fait normal. Elle se fait du souci pour toi.

— Ah ! »

Achard eut un geste fataliste

« Si je ne te revois pas, répète à F... que je vous attends ici très vite. Il aura « mille fusils ». Promis

— Entendu. À bientôt. »

Il était midi moins dix. En se pressant, Lavanceau pouvait contacter Gauthier à l'un des deux rendez-vous.

Rue de Tanger le restaurant était fermé. Heureusement le deuxième point de rendez-vous était à quelques dizaines de mètres. Gauthier attendait devant le restaurant *Le Berry*, rampe Bugeaud.

« J'ai le contact, glissa Lavanceau. Ce sera certainement pour demain. Rendez-vous ce soir à l'hôtel de l'Agha. »

Puis il entra au *Berry* et déjeuna, solitaire, d'un solide appétit.

À 14 h 30, il sonna au premier étage du 2, rue Montalembert.

« Bonjour, je viens de la part de Jérôme et de Jacques.

— Je vous attendais. Entrez. »

Lavanceau se trouvait, il le saura plus tard, dans une des principales caches de Godard. L'hôtesse était une très belle femme d'une quarantaine d'années, très distinguée.

« Asseyez-vous, monsieur. Je dois téléphoner pour annoncer votre arrivée.

— Merci, je préfère rester debout. »

La femme s'approcha d'un téléphone mural. Tournant le dos à Lavanceau elle composa un numéro que l'agent spécial s'efforça de reconstituer. Le 62.36.90 ou 96.

« Allô ! le représentant est arrivé avec les échantillons. Il serait préférable que vous le voyiez vous-même. Peut-il venir ? »

Lavanceau n'entendit pas la réponse. La femme raccrocha.

« On vous attend. 81, boulevard du Télemly. 2e étage à gauche. J'ai été très contente de vous connaître. »

81, boulevard du Télemly ! C'était l'adresse où Lavanceau avait tenté en vain de joindre Mme Millet, la P.F.A.T. qui selon le capitaine F... devait arranger son premier rendez-vous avec Achard ! Tout se recoupait. L'adjudant n'était pas loin du but.

À 16 h 15, il sonna à la porte de l'appartement. La P.F.A.T., qu'il avait enfin rencontrée en compagnie d'Achard à l'issue de sa première entrevue au bar d'El-Biar, l'accueillit comme un vieil ami.

« Alors, tu as fait des bises à Jérôme ? demanda-t-elle.

— Oui, tu vois, on arrive.

— M. Lavanceau ? »

L'agent spécial se retourna. Un homme brun, de taille moyenne, un peu empâté, se tenait au fond du salon.

« Oui, je suis Lavanceau.

— Je suis le capitaine Ferrandi. Très heureux de vous voir. »

Ce n'était pas tout à fait la vérité. Ferrandi faisait son possible pour éviter les contacts avec des gens de « l'extérieur ». D'autant plus, ce 19 avril, que le général Salan et lui-même avaient décidé de quitter Alger pour l'Espagne. Devant la répression policière il était nécessaire de diriger l'organisation de l'étranger. Alger, où l'autorité de Salan était pratiquement nulle, n'offrait plus aucun intérêt. Le chef de l'O.A.S. ne pouvait compter que sur Gardy et ses troupes oranaises et sur Bidault qui, à la tête du C.N.R., pouvait réunir un certain nombre d'hommes politiques hostiles à De Gaulle. En Espagne, Salan serait à mi-chemin entre Gardy et Bidault. Le départ était fixé au mardi 24 avril à bord d'un navire charbonnier[33].

« Il est prévu que vous ayez une réponse écrite de notre ami Belhadi, dit Ferrandi.

— Oui, mon capitaine.

— Faites voir ? »

C'était la catastrophe. Lavanceau joua le tout pour le tout.

« Ah ! mon capitaine, dans une affaire de cette importance j'ai pris mes dispositions. Je n'ai pas cette lettre sur moi. Je voulais d'abord savoir si j'arriverais bien à Alger et si je pourrais voir le général.

— Vous le verrez mais je dois auparavant discuter avec lui des termes de la réponse

de Belhadi.

— Je suis désolé mais je me suis fait adresser cette lettre sous double enveloppe en poste restante. Je l'aurai ce soir ou demain matin au plus tard. »

Ces précautions n'étaient pas faites pour déplaire au prudent Ferrandi.

« Bon, enfin.., vous verrez le général demain matin. Et vous lui remettrez le document. Où habitez-vous ?

— À l'hôtel de l'Agha, 12, rue Charras.

— Bien, alors voici les instructions. À 11 h 40, trouvez-vous à la porte de l'hôtel, une voiture viendra vous prendre.

— C'est mon fils qui conduira, intervint Mme Millet. Le voici. Il va déjà vous accompagner à votre hôtel. Vous ferez connaissance. »

Un jeune homme de dix-huit ans, blond, grand, très ouvert, se présenta.

« Je suis à votre disposition. La voiture est en bas. » L'entrevue était terminée.

« Cher ami, dit Ferrandi, je suis content de vous avoir avec nous.

— Mes respects, mon capitaine. »

Lavanceau, faisant son numéro, se figea dans le plus beau garde-à-vous de sa déjà longue carrière de sous-officier.

« À demain, mon capitaine... »

Cette fois, les dés étaient jetés.

Une fois de plus dans la chambre n° 27 du Grand Hôtel de l'Agha les robinets coulaient. Lavanceau et Gauthier étaient penchés sur un plan d'Alger.

« Ils doivent me prendre demain matin à 11 h 40 devant l'hôtel, expliqua Lavanceau. C'est un jeune homme blond, 1,80 m environ, qui viendra. Il a une Ami 6 crème. Notez le numéro : 2 FL 9A. Il m'a accompagné tout à l'heure. Je lui ai demandé incidemment combien de temps durerait le voyage. « Pas longtemps, » m'a-t-il répondu, vous irez au studio. » Y a-t-il des studios de cinéma dans le centre d'Alger ?

— Jamais entendu parler, répondit Gauthier.

— On verra. Donc la planque n'est pas loin du centre. Il faut qu'on me suive. Qu'a-t-on comme moyens ?

— Je dois rencontrer tout à l'heure le patron des gendarmes qui travaillent avec la « mission C ».

— C'est bien. Je n'ai confiance qu'en eux. La police, la sûreté, si elles faisaient leur boulot, l'auraient eu depuis longtemps. Je crois qu'il faut qu'on me suive en voiture et qu'il y ait aussi des motards en civil pour ne pas nous lâcher, voir où notre voiture s'arrêtera et où on m'emmènera. Car, jusqu'à maintenant, je suis toujours passé par deux échelons avant de voir un personnage important. Ils se méfient.

— Je vais transmettre vos instructions.

— Bien. Je vais me promener un peu pour me détendre. On se retrouve à 22 heures. Vous me tiendrez au courant du plan des gendarmes. »

À 18 heures, le capitaine Lacoste fut averti par le préfet de police Vitalis Cros qu'une grosse opération était sur le point de se déclencher.

« On peut prendre Salan ! Préparez-vous. Vous avez rendez-vous vers 20 heures au mess des officiers, square Bresson. Votre contact s'appelle Gauthier, c'est un inspecteur

de Paris. C'est lui qui a arrêté Castille[34]. En outre il a travaillé avec Gavoury. »

Prendre Salan ! Après Jouhaud et Degueldre, ce serait décapiter l'O.A.S. Ce serait aussi atteindre le but que s'était fixé la « mission C ». Lacoste décida de n'avertir personne. Pour que ça marche, qu'il n'y ait aucune fuite, il fallait monter une petite opération sans demander à l'avance de gros moyens. Un commando léger suffirait à enlever Salan. Il fallait profiter de l'effet de surprise avant que les deltas de protection n'entrent dans la danse.

À 20 heures Gauthier se présenta à Lacoste au mess du square Bresson. Il transmit les renseignements de « M. Yousfi », l'heure de prise en charge, le numéro de l'Ami 6.

« Il faut que je voie votre M. Yousfi, dit Lacoste.

— Pas question.

— C'est indispensable. Les hommes que je vais charger de la filature doivent connaître son visage. »

Lacoste craignait lui aussi de tomber dans un piège. Après tout, pour lui, ce M. Yousfi n'était qu'un type de l'O.A.S. qui acceptait de trahir pour des raisons qu'il voulait ignorer. Seule la capture de Salan l'intéressait. Gauthier céda.

« Bien. Comment faire pour que cela reste discret ?

— Dites à Yousfi d'aller prendre un verre à 10 h 30 précises au café de l'Aéroport, rampe Chasseriau, face à l'aérogare du Maurétania. On le repérera sans lui adresser la parole. Comment est-il votre gars ?

— Oh ça, vous ne pouvez pas vous tromper. Petit, 1,65 m environ, peut-être moins, mais des épaules de catcheur. Il a la carrure d'un type d'un mètre quatre-vingt-dix qui serait bien baraqué ! Visage carré, larges mâchoires. Les cheveux ras. Il sera habillé tout en gris.

— Enregistré. Qu'il tienne à la main *Le Journal d'Alger*. Pour plus de sûreté. Et n'oubliez pas. 10 h 30, café de l'Aéroport. Le reste me regarde. Qu'il ne se fasse aucun souci !

— Bien, mon capitaine.

Lacoste passa la soirée à mettre au point son plan d'intervention. Il convoqua pour le lendemain à l'aube douze de ses hommes de confiance — dix gendarmes départementaux et deux gardes-mobiles — sans leur dire le but de l'opération.

En voiture et à scooter leur mission serait de pister l'Ami 6 puis, la cache localisée, d'alerter les troupes de sécurité qui, très vite, devraient encercler le quartier. On ne pouvait employer d'émetteur-récepteur dont l'antenne serait trop révélatrice.

« Cela va se passer aux alentours de midi, pensa Lacoste, quelque part dans le centre d'Alger. Si les hommes de Salan ameutent la population on va se faire couper *en* morceaux. »

Alors, pour parer à toute éventualité, Lacoste fit placer en réserve un peloton de C.R.S. au palais d'Eté et un autre au pont d'Hydra. Il pouvait en outre compter sur trois escadrons de gardes mobiles, l'un au palais d'Eté, l'autre au G.G., le dernier aux Tagarins. Ces opérations de routine ne pourraient donner l'éveil.

Ayant pris ses dispositions, Lacoste alla se coucher. Le reste n'était qu'une question de chance. S'il y avait à improviser, il improviserait. Car, bien entendu, le capitaine dirigerait lui-même l'opération.

À 10 h 30, Lavanceau, rasé de frai, costume gris impeccable, chemise, cravate noire, *Le Journal d'Alger* à la main droite, serviette de cuir un peu fatiguée à la main gauche, entra au café de l'Aéroport. Le bistrot était bondé. C'était l'heure intermédiaire entre le café et l'anisette dont les odeurs se mêlaient à celle, plus âcre, de camionneurs en maillot de corps bleu foncé qui attendaient le chargement de leurs véhicules. Lavanceau s'approcha du bar.

« Un café, s'il vous plaît. »

Il regarda autour de lui. Où étaient les flics ? Dehors ? Parmi les consommateurs ? La veille au soir, Gauthier lui avait fait part du plan de Lacoste. Cela semblait se tenir mais n'y aurait-il pas de fuite ? Lavanceau n'était pas très rassuré. Il avait donné à Gauthier une enveloppe contenant ses dernières volontés et une autre avec une lettre pour sa femme. Ça faisait peut-être mélo mais tant d'hommes à Alger étaient morts pour moins que cela ces dernières semaines ! S'il était découvert par les deltas de protection, sa peau ne vaudrait pas cher !

Dès l'ouverture, ce matin à 9 heures, Lavanceau s'était présenté au bureau de poste restante au cas où Ferrandi ou Achard l'aurait fait suivre. Il n'y avait aucun client au guichet pas plus que de lettre adressée à M. Yousfi et pour cause ! Lavanceau avait pourtant ouvert sa serviette pour faire croire à un éventuel observateur qu'il y plaçait le fameux document annoncé à Ferrandi. Dans ce métier on ne prenait jamais assez de précautions !

« Voilà, jeune homme ! »

Le café était brûlant. Il le but à petites gorgées, parcourant les titres du *Journal d'Alger*. Puis en commanda un second pour faire passer le temps.

À 11 heures, il paya et sortit. Six consommateurs qui ne semblaient pas se connaître sortirent sur ses talons.

Lacoste, qui se trouvait dans une 403 noire garée à quelques mètres en contrebas, vit « M. Yousfi » se diriger vers le carrefour de l'Agha. Trois scooters à deux passagers s'ébranlèrent à petite vitesse.

« En route, tout doucement, dit-il à son chauffeur. Il a le temps. Il va retourner à son hôtel. Trouvez une place rue Charras. »

À quelques mètres de l'hôtel de l'Agha une camionnette de teinturerie stationnait. À l'intérieur deux hommes de l'équipe Lacoste surveillaient les abords. Le capitaine les dépassa, puis se gara un peu plus haut. Les « scootéristes » étaient en place. Tous en costume léger pour dissimuler leur pistolet. En outre chaque passager avait un sac de plage avec une MAT 49 chargeur replié.

À 11 heures et demie la circulation se fit plus dense.

« Ça ne va pas être facile, cette filature », pensa Lacoste.

Il se félicita d'avoir prévu six véhicules. Trois scooters et trois voitures, dont deux 4 CV parfaitement anodines.

À 11 h 38, Lacoste aperçut dans son rétroviseur la silhouette massive de M. Yousfi sur le pas de la porte de l'hôtel. L'Ami 6 arriva presque immédiatement.

« 2 FL 9A, c'est lui, dit Lacoste à son chauffeur. Embraye et ne le lâche pas ! »

Pour l'occasion, il avait pris l'un de ses meilleurs officiers de police comme chauffeur.

« Mon capitaine, je laisse une ou deux voitures entre nous pour qu'il ne nous repère

pas.

— Oh ! c'est un gosse.

— On ne sait jamais.

— Oui. Vous avez raison. »

Le jeune Millet conduisait sec. L'Ami 6 était neuve et nerveuse. Très vite, avant d'aborder le boulevard Laferrière, Lacoste s'aperçut que seuls deux scooters et une 4 CV suivaient, encore celle-ci fumait-elle dangereusement.

L'Ami 6 prit l'avenue Pasteur, le tunnel des facultés, puis le boulevard Saint-Saëns, qu'elle remonta à toute allure malgré la pente très rude.

« Il n'y a plus qu'un scooter, dit le chauffeur.

— Oui. Les autres sont lâchés. Attention ! il tourne. » L'ami 6 venait de s'engouffrer dans la rue Desfontaines.

« Ralentissez, mais pas trop. Ici, il n'y a plus personne, ils vont nous découvrir. »

La 403 noire passa devant le 23, rue Desfontaines tandis que le jeune homme blond suivi de M. Yousfi entraient dans l'immeuble.

Salan était-il là ? Etait-ce un immeuble à double issue ou un simple relais ?

« Continuez à rouler. Doucement. Faites le tour du pâté de maisons. »

Le scooter poussif arriva enfin à hauteur de la 403.

« Filez au palais d'Été, dit Lacoste au gendarme en civil. Que l'escadron d'alerte encercle discrètement la rue Desfontaines. On va essayer de tenir jusque-là. Exécution. Et vite !... Enfin si vous pouvez ! »

À l'arrière de la 403 le garde du corps de Lacoste sortit trois mitraillettes. Lacoste près du chauffeur arma son 9 mm. La voiture avait fait le tour du pâté de maisons et se gara à quelques mètres du n° 23.

« Merde ! dit le chauffeur. De la visite. »

Quatre jeunes gens, deux en pull-over, deux en veste kaki, s'avançaient vers la voiture. C'était sûrement la protection du refuge de Salan. Il allait falloir se battre. Pourvu que l'escadron arrive à temps avant que l'oiseau s'envole !

Les quatre hommes étaient visiblement armés. L'Un d'eux tenait une mitraillette à peine dissimulée sous sa veste. Lacoste étreignit la crosse de son pistolet. Son garde du corps attrapa l'une des trois mitraillettes. Les jeunes gens étaient déjà à la hauteur de la voiture. L'un d'eux vit les MAT 49 à l'arrière. Il se baissa légèrement pour voir le visage du capitaine Lacoste, lui fit un clin d'œil et poursuivit son chemin en disant quelques mots à ses camarades.

« Ils ont cru que nous aussi on était la protection de Salan.

— Oui, mon capitaine. On l'a échappé belle. Vite que les half-tracks arrivent, car il risque d'y avoir du sport dans quelques minutes s'ils s'aperçoivent de la vérité.

— Voilà le jeunot qui s'en va, signala le garde du corps. Tout seul. »

Cette fois, Lacoste tenait Salan. Il était forcément dans l'un des appartements du 23, rue Desfontaines !

Soudain, une femme toqua à la vitre de la 403. Elle était affolée.

« Vite... vite... filez. Voilà les gendarmes au bout de la rue. Prenez l'escalier, là, en face. Ça sort boulevard du Télemly. »

Puis elle s'enfuit.

« Brave femme, dit le chauffeur, elle aussi nous a pris pour "quelqu'un d'autre"... »

Lavanceau allait et venait dans une petite pièce du rez-de-chaussée sommairement meublée. Une table, deux chaises et derrière un rideau de plastique jaune un lavabo et une machine à écrire.

« Ne bougez pas, je vais prévenir le général », avait dit le jeune Millet.

Deux fenêtres grillagées; aux carreaux dépolis, donnaient sur la rue.

« Cher ami, je suis heureux de vous recevoir. »

Lavanceau se retourna. Il eut du mal à reconnaître l'ancien commandant en chef dont les cheveux blanc bleuté et l'élégance étaient jadis célèbres dans cet homme brun, épais, assez commun. Le visage barré d'une épaisse moustache avait perdu toute distinction.

Salan,. s'apercevant du désarroi de Lavanceau, lui dit :

« Que voulez-vous, j'étais trop connu, il a bien fallu changer un peu l'apparence ! Asseyez-vous. »

Salan prit place derrière le petit bureau. Ferrandi, qui l'accompagnait, resta debout.

« Alors, cher ami, vous avez cette réponse ?

— Non, mon général. »

Ferrandi blêmit. Salan s'agita sur sa chaise.

« Qu'est-ce que cela veut dire ?

— Je n'en sais rien, mon général. Je me suis rendu ce matin à la poste. Il n'y avait rien, mais rassurez-vous je connais les termes de la réponse puisqu'elle a été rédigée par le cadi Belhadi en ma présence.

— C'est embêtant cette histoire. Enfin, parlez-m'en. Vous récupérerez le papier plus tard. »

Lavanceau avait franchi le premier obstacle. Il fallait maintenant gagner du temps. Il se lança dans une longue explication sur la composition et l'action du FA.A.D. et sur la réaction de Belhadi à la lettre de Salan.

« Le cadi est prêt à mettre ses hommes à votre disposition, mon général. Moi-même et le capitaine F... allons rejoindre Alger. Mais je dois vous avouer que nous avons des difficultés financières pour assurer le passage de nos hommes en Algérie.

— Ferrandi, faites un bon que M. Lavanceau donnera à Achard. Deux millions. Ça ira ?

— Oui, je crois, mon général. »

Ferrandi traça à la hâte quelques lignes sur un papier. Salan signa.

« Vous qui arrivez de métropole, parlez-moi un peu de la température.

— Eh bien, je dois vous avouer, mon général, que la population métropolitaine n'est pas très favorable. Elle vous reproche sinon d'être responsable, tout au moins de couvrir des attentats aveugles comme celui qui a défiguré la petite Delphine Renard. Ce genre d'action nuit beaucoup à l'audience que pourrait avoir l'O.A.S. »

Salan écoutait avec attention.

« Mais enfin, Ferrandi, dit-il, j'ai donné des instructions à ce sujet. Pourquoi n'ont-elles pas été diffusées ?

— Canal, à Bruxelles, n'a pas du faire le nécessaire,
mon général.

— Celui-là, il commence à sérieusement m'ennuyer. Il est temps qu'il respecte les directives.

— Mon général, intervint Lavanceau, il y a de la trahison là-dessous. Monocle n'est

pas à Bruxelles mais à Paris !

— Comment ?

— Oui, mon général, j'ai eu l'occasion de le rencontrer ! »

Salan, furieux, jeta un bref regard à Ferrandi qui semblait être dans ses petits souliers. Puis il se rasséréna.

« Je réglerai cela plus tard. Revenons à notre affaire. Que voudrait Belhadi ?

— Sa participation est acquise, mon général, il voudrait simplement quelques explications sur son futur rôle.

— Bien. Je lui ferai transmettre des renseignements complémentaires, soit par vous, soit par une autre voie. »

Salan se renseigna ensuite sur le rôle que jouait Lavanceau au sein de la préfecture de police, cita quelques noms de fonctionnaires amis. Lavanceau sentit que le « moment » allait arriver d'une seconde à l'autre. Malgré son sang-froid, un frisson le parcourut. Il n'avait pas d'arme et Ferrandi en avait certainement une. Sans compter les commandos de protection qui devaient se trouver à proximité. Mais cela, ce serait l'affaire des hommes de Lacoste.

« Quand repartez-vous, Lavanceau ?

— Le plus vite possible, mon général.

— Vous allez voir Canal ?

— Si vous le désirez, môn général.

— Bien. Et puis vous irez voir Bidault en Italie. Je vais vous remettre un bref message pour chacun. Ferrandi, du papier. »

Salan traça quelques lignes adressées au Monocle :

« Canal, je vous confirme mes instructions précédentes : vous devez rester hors de France. Je vous prie d'exécuter mes ordres à la lettre pour m'éviter d'avoir à prendre contre vous certaines dispositions qui me seraient désagréables. »

Puis il signa. À Bidault, il écrivit simplement :

« Je vous confirme votre action de propagande à l'extérieur en faveur de notre mouvement. »

« Voilà, Lavanceau. Vous remettrez ceci à Canal et ceci au président Bidault.

— Entendu, mon général.

— Voyez Achard pour l'argent. Je fais le nécessaire pour Belhadi. Ferrandi, faites en sorte que notre ami ait l'autorisation de l'O.A.S. pour quitter Alger sans encombre. Au revoir, Lavanceau.

— Mes respects, mon général. »

Alors tout se joua très vite. Lavanceau se dirigea vers la porte et l'ouvrit de la main droite. Ferrandi se précipita.

« Non, le général d'abord. »

Lavanceau avait eu le temps d'apercevoir les gendarmes en uniforme et Lacoste le pistolet à la main à l'affût dans le couloir. Ferrandi, tirant la porte, les découvrit à son tour. Il repoussa brusquement le battant.

« Mon général, cria-t-il, il y a des soldats dans le couloir. »

Salan, affolé, se rua vers la fenêtre grillagée, tenta d'en écarter les barreaux. En un éclair, Lavanceau ouvrit toute grande la porte, bouscula Ferrandi et de toutes ses forces tenta de le maintenir coincé entre le mur et le battant.

« Vite, cria-t-il à l'adresse des gendarmes, ils sont là. »

Ferrandi, en se dégageant, projeta Lavanceau dans le couloir et claqua la porte. Lacoste n'eut pas le temps de réagir.

« Le général est là, dit l'agent spécial, haletant, vous avez réussi votre coup. »

Alors le capitaine frappa à deux reprises à la porte du rez-de-chaussée.

« Au nom de la loi, ouvrez. Vous êtes encerclés. »

La porte s'entrouvrit. Salan et Ferrandi hésitaient. Ils furent tirés sans ménagement et collés au mur du couloir.

« Mais que voulez-vous ? dit Salan livide. Je ne comprends pas

— Fouillez-les », dit Lacoste sans répondre.

Salan présenta une carte d'identité au nom de Louis Carrière, administrateur de sociétés. Celle de Ferrandi portait le nom de Jean-Paul Fournier.

« Filons, ordonna Lacoste qui redoutait une contre-attaque des deltas.

— Venez avec moi », dit-il à Salan.

Ferrandi fut emmené par les gardes mobiles ainsi que la femme et la fille du général Salan, qui se trouvaient dans un appartement au troisième étage.

Dans la 403, coincé entre Lacoste et un gendarme de son équipe, Salan toujours livide restait silencieux.

« C'est fini, dit Lacoste. Ce n'est plus la peine de perdre du temps, à cacher votre identité.

— Je ne comprends pas.

— Vous êtes le général Salan et vous êtes arrêté.

— Je ne comprends pas. »

Aux Tagarins, où deux chars M-24 avaient pointé leurs deux canons de 75 prêts à repousser une éventuelle attaque, Salan persista à nier. Puis refusa de parler. De 12 h 30 à 15 h 45 il n'accepta qu'un verre et demi de vin. Résigné il se laissa photographier par les policiers.

Au sous-sol de la caserne, Ferrandi, interrogé, avoua très vite son identité ainsi que celle de Salan.

Lacoste fit examiner le général par un dentiste. Il craignait que le chef de l'O.A.S. ne s'empoisonnât.

« Vos dents sont en très mauvais état, dit un aspirant dentiste, il est temps de les faire voir à un spécialiste. » Salan referma la bouche sans un mot.

À 16 h 30, trois Sikorsky H-34 décollèrent des Tagarins sous un orage effroyable. À bord de l'un d'eux, Salan, menottes aux poignets et flanqué de Lacoste qui ne lâchait pas sa proie, était entouré de gendarmes armés de MAT 49. Le Siko atterrit brutalement à Reghaïa, plaqué au sol par une bourrasque. Très droit, impassible, Salan sortit de l'hélicoptère.

« Par ici, mon général », dit Lacoste en l'entraînant vers un DC-3.

En silence, Salan le suivit. Averti de l'arrestation du chef de l'O.A.S., le commandant supérieur Charles Ailleret attendait près de la coupée.

« Vous me reconnaissez ? » dit-il d'un ton sec. Salan, le regardant dans les yeux, ne répondit pas.

« Vous avez fait tuer assez de gens, poursuivit Ailleret. Vous allez payer ! »

Blême, les dents serrées, Salan lui tourna le dos et monta dans le DC-3 qui s'envola

immédiatement pour Paris.

L'opération Soleil était terminée. Lacoste avait gagné son pari. Salan était sous les verrous.

Sur le port d'Alger, dans un poste de C.R.S. protégé par des grilles et des mitrailleuses, Jean-Marie Lavanceau déjeunait tranquillement. Gauthier l'avait fait récupérer d'urgence. Le soir même, il sera à Paris tandis que des commandos Delta sillonneront Alger à la recherche de l'homme en gris signalé par des voisins de la rue Desfontaines.

À l'Élysée, le général De Gaulle, à qui l'on venait d'annoncer la nouvelle, n'eut que ce mot :

« Eh bien, ce n'est pas trop tôt ! »

Ce 20 avril, à Alger, vingt-quatre musulmans tombèrent sous les balles des deltas.

Alors ce fut l'enfer. On croyait les limites de l'horrible atteintes depuis longtemps. Elles n'étaient que péripéties et bagatelles auprès de ce que l'on allait voir à Alger et à Oran. Le cataclysme, l'Apocalypse, la négation même du moindre sens moral. Depuis si longtemps on disait en Algérie : gagnons. Par n'importe quelles méthodes, mais gagnons ! L'efficacité avant tout, prônée par certains militaires depuis 1957, portait ses fruits. Des fruits épineux dont l'amertume procurait à leurs amateurs les sombres satisfactions du désespoir. Comme on ne pouvait plus gagner, on tuait, on cassait. Il fallait couper les ponts, supprimer tout contact avec les musulmans. Qu'il n'y ait plus rien de possible.

Il n'y avait plus de chefs. Degueldre avait été remplacé par un certain Paulo. Mais l'homme, nommé par Susini, *ne* pouvait régner sur la troupe anarchique des deltas que le lieutenant légionnaire avec ses manières rudes et sa poigne de fer ne parvenait même plus à maintenir[35].

Gardy avait remplacé Salan. Mais il restait à Oran. Il avait délégué ses pouvoirs algérois à Godard à qui personne n'obéissait, à commencer par Susini.

Gardy avait exposé son « plan ». Il se résumait à former des bastions dans les centres urbains à forte majorité européenne où toute la population refuserait la moindre « annexion » algérienne. Le vieux général était dépassé, incapable de se faire écouter à Alger où l'on ne comprit que ce qu'on voulait comprendre : éliminer les Algériens musulmans. Créer un véritable « apartheid ». On ne voulait plus les voir ces « ratons » dont venait tout le mal. Il fallait saboter toute tentative de rapprochement d'où qu'elle vienne, en particulier de Rocher-Noir, où Fouchet et Farès en donnaient l'exemple.

Le « commandement O.A.S. de la zone d'Alger » ordonna à ses « chefs d'îlot » d'appliquer les mesures suivantes :

— Mise à la porte progressive et discrète des domestiques musulmans ;

— Mise à la porte progressive, et lorsque c'est possible, du personnel musulman des ateliers (petites et moyennes entreprises, stations d'essence, etc.)

— Envisager le remplacement de ces travailleurs par les étudiants qui vont se trouver disponibles incessamment ;

— Envisager d'une manière discrète, mais RÉELLE ET EFFICACE, la campagne d'intoxication suivante :

— Jusqu'au 30 avril, inscriptions sur les murs : FARES = BAO DAI ;

— Du 1er au 5 mai, inscriptions : ALLEG[36] au pouvoir. Vive le P.C.A. »

Depuis le temps que l'on claironnait l'appartenance du F.L.N. au bloc communiste il fallait bien donner à la population européenne désespérée l'impression que c'était vrai ! Et puis surtout il fallait faire passer définitivement l'envie aux musulmans de paraître dans les quartiers européens 1

Le 2 mai à 6 heures du matin, alors que près d'un millier de dockers musulmans attendaient avec femmes et enfants sur le port d'Alger, en contrebas du front de mer, dans l'espoir d'obtenir une journée de travail, une voiture piégée, chargée de boulons et de ferrailles, explosa dans la foule des chômeurs. Une véritable, boucherie. Soixante-deux morts et cent dix blessés graves. Quelques heures plus tard, Belcourt, Climat-de-France et le quartier musulman d'Oran furent soumis à un intense tir de mortier. Les équipes spéciales des deltas s'en donnèrent à cœur joie. Ce jour-là, les attentats de l'O.A.S. firent cent dix tués et cent quarante-sept blessés.

Le 9 mai, Lacoste, ses gendarmes et la « mission C » arrêtèrent huit des onze membres du plus « actif » des commandos Delta, responsables de l'attaque des gardes mobiles sous le tunnel des facultés, du harcèlement de Champ-de-Manœuvre et surtout d'exécutions de nombreux musulmans. Mais le lendemain, 10 mai, dans le centre d'Alger, sept femmes de ménage, sept « fatmas », furent abattues d'une balle dans la nuque alors qu'elles allaient travailler dans des foyers où « elles faisaient partie de la famille ».

Quelques jours auparavant, l'héroïsme des pompiers d'Alger qui — pieds-noirs pour la plupart — faisaient leur devoir avec un courage que l'on ne saluera jamais assez, avait empêché un drame atroce. Des commandos de l'O.A.S. qui avaient volé un camion-citerne rempli de 16 000 litres d'essence l'avaient transporté sur les hauts d'Alger, puis l'avaient précipité, direction bloquée, vers la Casbah, espérant que les nappes d'essence enflammée se déverseraient sur l'antique quartier turc surpeuplé. L'intervention des pompiers sauva la Casbah de la catastrophe, mais l'explosion de la citerne tua deux d'entre eux.

C'en était bien fini de l'honneur que de nombreux membres de l'O.A.S. voulaient défendre en s'engageant dans les rangs de l'organisation à la fin de 1961.

Devant tant d'horreur, devant tant de crimes aveugles, les départs s'accentuèrent malgré l'interdiction de l'organisation. Il fallait fuir le chaos sanglant avant la catastrophe finale. Mais c'est surtout à l'intérieur de la ville que d'innombrables Algérois se déplacèrent. L'apartheid rêvé par certains illuminés de l'O.A.S. se réalisait. Les musulmans qui habitaient Champ-de-Manœuvre, El-Biar et à la limite des quartiers européens fuirent en hâte. Ils croisèrent les Européens de Belcourt et des quartiers périphériques mixtes. Chacun avait ramassé ses biens les plus précieux, abandonnant meubles, télévision et réfrigérateur. Un véritable *no man's land* s'établit entre le cœur de la ville — européenne — et les quartiers concentriques devenus totalement musulmans.

Le Dr Pérez, qui connaissait si bien Belcourt, n'y remit jamais les pieds. Mais le chef de l'O.R.O. s'en réjouissait. Il fallait se regrouper pour défendre le bastion européen. Il fallait multiplier les crimes, faire peur plus que jamais pour élever autour du centre une muraille de terreur qui puisse protéger avec « efficacité » la ville européenne ! Pérez, de même que Gardy à Oran, gardait solidement ancré le secret espoir d'un affrontement final entre Européens et musulmans où l'armée, enfin, prendrait parti. L'Algérie française était

morte et enterrée mais l'Algérie « Afrique du Sud » pouvait peut-être voir le jour.

Château-Jobert, chef de l'O.A.S. de Constantine, apporta la preuve de cette orientation dans une lettre datée de fin avril et codée « de 665 à 105 ».

« Je comprends très bien, écrivait le colonel, que l'on ait voulu à Oran et particulièrement à Alger *faire sortir à toute force les musulmans* pour que l'armée soit amenée à se manifester « par les armes » contre le F.L.N. Ceci mettait l'armée du côté de l'O.A.S. Or il se trouve qu'actuellement l'O.A.S., qui devait être la « 3e force » entre le F.L.N. et les forces gaullistes, et devait dans cette fonction « recueillir » l'armée et la masse musulmane, rend impossible par le jeu de ses actions et des exécutions qu'on lui impute, le rapprochement vers nous de l'armée et des musulmans. »

Les autorités civiles, tant à Rocher-Noir que chez le préfet de police Vitalis Cros, ne partageaient pas le « pessimisme » de Château-Jobert et cela ne faisait que multiplier leurs inquiétudes.

Depuis la fusillade de la rue d'Isly, l'armée était traumatisée. Elle ne bougeait plus, n'intervenait plus. Elle restait en apparence « spectatrice ». Mais les « civils » savaient le drame silencieux que vivaient ses officiers. Le général Fourquet avait remplacé sans enthousiasme le général Ailleret, sur lequel De Gaulle comptait pour transformer son armée « coloniale » déchirée en une armée « atomique » moderne, composée de techniciens sans « préoccupations politiques ». Fourquet, polytechnicien, aviateur mélancolique, « en avait assez de l'Algérie ». Il avait pourtant accepté par devoir une « promotion » qui ressemblait bien à une charge. Son principal problème était de maintenir la cohésion de l'armée. Qu'elle reste dans l'ordre et dans la discipline était tout ce qu'on pouvait lui demander. Ne pas bouger devant l'O.A.S. ! Ne pas bouger devant le F.L.N. ! Et cela représentait déjà un effort colossal. Car si les « maîtres » de l'Algérie française des années 58-59, ceux de la pacification et de « l'engagement des musulmans à nos côtés » étaient partis pour la France ou étaient passés à l'O.A.S., leurs officiers restaient. Et c'est à eux que revenait la douloureuse mission d'évacuer les cinq mille postes du bled, de désarmer les secteurs. Ils le faisaient la rage au cœur mais ils le faisaient.

« On évacue, c'est l'ordre du gouvernement. »

Très rares furent ceux qui firent sauter leur poste plutôt que de le savoir occupé quelques jours plus tard par le F.L.N.

Mais l'immense déchirement, la véritable crise de conscience de ces officiers qui au cours des années avaient promis aux populations que « la France resterait », fut d'avoir à désarmer et à se séparer des harkis et des autodéfenses qu'on avait bien imprudemment engagés[37]. Le regard de ces hommes — en 1959 ils avaient été 60 000 — fut, pour ceux qui les abandonnaient à leur destin, un remords qui ne s'éteindrait jamais. Il fallut les premiers égorgements, les premières tortures sadiques de la part des « maquisards de la dernière heure[38] » pour que l'on regroupe les harkis dans l'immense camp de Rouiba[39].

Quant aux disparitions d'Européens restés dans le bled ou vivant dans la périphérie d'Oran ou d'Alger l'armée devait les ignorer. Et les ignora. Elle ne pouvait rien faire. Partir à leur recherche c'était recommencer le quadrillage qui venait d'être abandonné.

En cette fin de printemps 1962, l'armée but son calice jusqu'à la lie. Elle aussi était brisée, cassée, abattue. Lui demander d'être passive était le maximum de ce que l'on pouvait exiger d'elle.

Pourrait-on le lui demander jusqu'au bout ? C'était le principal souci du préfet de police Vitalis Cros, hanté par l'idée de la riposte presque inévitable de la population musulmane d'Alger. Il fallait absolument interrompre l'action dévastatrice de l'O.A.S. Après l'assassinat des dockers sur le port, il interdit le stationnement de jour et de nuit dans certaines artères et sur certaines places névralgiques de la ville. Les véhicules en infraction furent, sans autre avis, « jetés à la décharge publique ou détruits par le feu des armes ». Mais qu'étaient ces mesures devant le redoublement de violence. ? Du 3 au 11 mai Vitalis Cros inscrivit dans ses comptes rendus d'attentats un chiffre qui le fit frémir. En une semaine l'O.A.S. venait de tuer 230 musulmans. Onze Européens avaient été tués dans le même temps. « Surtout des loyaux », remarqua le préfet.

Il devenait de plus en plus difficile aux dirigeants F.L.N. d'Alger, que Vitalis Cros rencontrait maintenant quotidiennement, de maintenir leurs troupes et surtout la population. Le préfet ne pouvait pas compter sur l'armée, ni sur la police inexistante. Il ne lui restait qu'un espoir : s'entendre avec Azzedine, le célèbre commandant de la wilaya 4 — l'ennemi préféré de Bigeardqui, venant de Tunis, était le nouveau chef de la zone autonome d'Alger.

Azzedine et Oussedik Boualem[40] avaient quitté Tunis quelques semaines, avant le cessez-le-feu avec mission du G.P.R.A. de reconstituer la zone autonome d'Alger qui depuis l'arrestation de Kheiddine et Djamal, et celle — en décembre 1961 — d'Alilat, vivait en pleine anarchie. *La menace* et l'emprise de l'O.A.S. sur Alger rendaient indispensable la reprise en main et le contrôle étroit de la population musulmane. Le travail était colossal car — malgré la tentative d'hommes comme Kheiddine, Djamal, Alilat et les membres du groupe Malik — le F.L.N. n'avait jamais réussi à se réimplanter « sérieusement et politiquement » dans la capitale depuis le coup fatal porté à son organisation par les parachutistes de la « bataille d'Alger » en 1957.

Le G.P.R.A. avait choisi pour cette mission délicate des militants de la première heure dont l'expérience révolutionnaire était considérable. Azzedine: modeste chaudronnier en 1954, était devenu l'un des membres les plus influents de l'état-major avant de s'en séparer au cours des multiples crises que le lecteur connaît. déjà. Quant à Oussedik Boualem, l'étudiant en lettres des années 1955, après avoir joué un rôle considérable en wilaya 4, après avoir échappé aux purges sanglantes d'Amirouche et de Si Mohamed, après être passé par miracle à travers les mailles des opérations du plan Challe, il avait gagné Tunis à demi mort de fatigue mais surtout très ébranlé nerveusement. Le G.P.R.A., pour lui refaire une santé et pour utiliser au mieux des qualités intellectuelles qui n'abondaient pas au sein du personnel F.L.N. de Tunis, l'avait envoyé en mission diplomatique en Scandinavie, au Mali, en Guinée et au Ghana où le jeune homme avait fait merveille.

Les deux hommes avaient regagné l'Algérie en passant... par Paris, où la Fédération de France les avait hébergés et leur avait fourni des papiers de sous-officiers de gendarmerie d'origine pied-noir espagnole ! Oussedik Boualem était « bombardé » adjudant-chef et s'appelait Juan Paraga ! quant à Azzedine — qui avait moins d'allure — il n'était que gendarme auxiliaire !

Ils étaient arrivés par avion à Alger puis, après un bref séjour en wilaya 4, où ils avaient pu constater le dénuement des maquisards écrasés par les troupes françaises, ils avaient regagné la capitale algérienne.

Au commandant Khatib Youssef — chef de la wilaya 4 —, qui allait, dès le cessez-le-feu, voir ses troupes se « gonfler » des prisonniers libérés des camps d'internement, ils laissèrent trois consignes : démocratiser l'action de l'A.L.N., interdire aux djounoud de quitter la montagne avant l'indépendance, renforcer l'action politique tant au sein de l'Armée de libération que parmi la population du bled. Puis, accompagnés de Bouchafa — le créateur du premier commando terroriste d'Alger en 1956[41], condamné à mort mais libéré récemment dans le cadre de la politique de libéralisation imposée par le général De Gaulle — ils se mirent au travail. Pour eux, la boucle était bouclée. Résistants de la première heure ils retrouvaient six ans après la ville où tout avait commencé. Mais une ville terrorisée où l'O.A.S. faisait la loi, où la population musulmane vivait dans une angoisse permanente, avec l'impression désespérante d'être abandonnée de tous. Le G.P.R.A. était loin, l'A.L.N. inexistante, la police et l'armée favorables aux seuls Européens. La première tâche était de lui rendre confiance et de faire face à l'O.A.S.

Dans les jours qui suivirent leur arrivée à Alger, Azzedine et Oussedik furent rejoints par d'anciens compagnons de la wilaya 4 venus de Tunisie ou récemment libérés. C'est parmi ces hommes, qu'il connaissait de longue date, qu'Azzedine, chef de la nouvelle zone autonome, choisit les membres de son état-major :

Omar Oussedik, adjoint politique ;

Oussedik Boualem : chef du S.P.I. (Service propagande et information) ;

Ali Lounici : chargé des finances et de la réorganisation économique, sociale et sanitaire de la Z.A.A.[42] ;

Bouchafa : chef des commandos terroristes ;

Oukid, dit Si Mohamed : responsable du service de renseignements.

En quelques semaines, Azzedine et Bouçhafa créèrent cinq zones dirigées par des hommes sûrs :

Zone I. Casbah : Dali Hamid ;

Zone II. Belcourt : Khemissa Abderrahmane, puis Kriouina Ahmed, dit le Boiteux ;

Zone III. Clos-Salembier-Birmandreis : Biskri Mohamed ;

Zone IV. Maison-Carrée : Blidi Mostefa ;

Zone V. El-Biar : Nachet.

La coordination des fida fut confiée aux capitaines Tahar, Nachet et Khemissa.

Lorsque arrivèrent la signature des accords d'Évian et la proclamation du cessez-le-feu chaque chef de zone pouvait compter sue 350 hommes armés.

Sur le plan de l'organisation des masses, Oussedik Boualem et Ali Lounici prirent en main la population. Pour secourir et soigner plus de 200 000 chômeurs et leurs familles que la politique de l'O.A.S. privait de travail, il fallait des méthodes nouvelles et directes.

Oussedik Boualem instaura la médecine gratuite pour tous. Cela faisait partie d'un style « socialiste » auquel — avec son ami Lounici — il tenait beaucoup. Il convoqua tous les médecins musulmans et quelques praticiens européens libéraux.

« À partir d'aujourd'hui, leur dit-il, vous êtes employés par la zone autonome. Lounici vous versera un million par mois. En échange de ce salaire, vous fournirez gratuitement vos soins à la population. »

Tous refusèrent :

« Nous soignerons gratuitement. »

Aidés par des médecins français progressistes que la Fédération de France avait envoyés en Algérie, ils installèrent aux quatre coins d'Alger des postes de secours et des cliniques clandestines. Depuis le massacre des malades de Beau-Fraisier, les chefs de la Z.A.A. avaient interdit à la population musulmane de se faire soigner dans les hôpitaux ou cliniques d'Alger.

Ensuite, Oussedik Boualem exigea la participation des musulmans aisés. Les riches devaient aider les pauvres à survivre. Il n'eut pas à menacer. La politique extrémiste de l'O.A.S. avait poussé dans ses bras ceux qui, de tout temps, s'étaient montrés « tièdes » à l'égard du F.L.N.

Grâce à ces fonds et à la participation des commerçants, chaque chef de zone put distribuer aux plus démunis des bons remplaçant l'argent dont ils manquaient.

« Le F.L.N. interdit la distribution de secours, expliquèrent les responsables. Il faut que chacun fasse un effort de solidarité. »

Oussedik et Lounici organisèrent également les femmes et la jeunesse.

« Il est nécessaire, écrivirent-ils dans une directive générale, de nous occuper sérieusement de nos sœurs algériennes qui ont souffert et combattu autant que nous... Chaque zone constituera un comité formé de militantes éprouvées qui diffuseront les principes politiques F.L.N. auprès de nos sœurs algériennes en vue de leur faire prendre conscience de leur rôle dans la société algérienne. Elles seront chargées de collecter des dons en nature qui seront distribués aux nécessiteux. »

Au 19 mars elles étaient 50 000 à Alger tandis que les jeunesses F.L.N. comptaient 20 000 membres.

« Vous êtes l'avenir de l'Algérie, leur dit Oussedik Boualem, à vous de créer des comités. Je ne vous imposerai jamais tel ou tel que vous n'ayez élu. Seule l'orientation dépend de nous : nous voulons une socialisation démocratique. »

Lorsque les jeunes enthousiastes commencèrent à discuter à perte de vue sur l'avenir de l'Algérie, les responsables les envoyèrent nettoyer les rues de la Casbah, de Belcourt, du Clos-Salerribier !

« Vous théoriserez plus tard, dit Oussedik, moqueur, et je le ferai avec vous... avec grand plaisir. Pour l'instant, nous avons des tâches plus urgentes et plus prosaïques. »

Après avoir réorganisé son état-major, Azzedine, lui, se consacra exclusivement à la lutte contre l'O.A.S. Les commandos de Bouchaf a et les renseignements d'Oukid permirent de mettre sur pied les premières opérations. Toute la population active fut mobilisée « pour venger les morts ». Les commerçants, les voisins — l'exode n'avait pas encore commencé —, les ouvriers, les fatmas devaient signaler à leur secteur toute présence suspecte. Les renseignements affluèrent par milliers.

Un gigantesque fichier fut constitué sous la direction d'Oukid dans la villa de Hamoud Boualem, à Belcourt. Membres des commandos Delta, colleurs d'affiches, sympathisants, collecteurs de fonds... même les « neutres » furent « mis en carte ».

Alors les commandos passèrent à l'action contre les deltas ou les principaux chefs d'îlot O.A.S. Liquidation ou enlèvement.

Azzedine faisait régner une discipline féroce. Chaque soir, il tenait une réunion et décidait des hommes à abattre, de ceux à enlever, de ceux à relâcher aussi. Il ne tolérait pas les « crises cardiaques ». Quand, ayant ordonné de libérer le directeur du Monoprix de Belcourt arrêté par le F.L.N. il apprit que celui-ci venait de mourir d'une « crise

cardiaque », Azzedine entra dans une violente colère. Il fit passer le chef militaire régional en jugement et le fit dégrader. On ne pouvait guère lui en demander plus car les atrocités O.A.S. faisaient monter dangereusement la tension de la population.

Au soir du 19 mars, date du cessez-le-feu, Azzedine n'avait reçu qu'une directive du G.P.R.A. : « Ne répondez pas à la provocation de l'O.A.S. Tenez la population jusqu'au bout. »

La consigne était simple. Encore fallait-il pouvoir l'exécuter !

Le F.L.N. étant devenu un parti légal, le chef de la zone autonome décida de prendre contact avec le préfet de police Vitalis Cros pour lui donner un numéro de téléphone où il pourrait joindre les chefs F.L.N. ! Désormais, l'ennemi commun était l'O.A.S. !

Dès le mois d'avril, dès que l'exécutif provisoire eut commencé ses travaux, le préfet de police rencontra les chefs de la zone autonome. Ensemble ils avaient à régler des problèmes de sécurité de plus en plus importants.

Devant la multiplication des attentats O.A.S. — c'était la période où l'organisation tentait encore d'empêcher l'application des accords d'Évian —, Azzedine établit un véritable service *de* police dans les quartiers musulmans où des hommes armés porteurs de brassards contrôlaient les passants et repéraient immédiatement tous les étrangers du quartier dont ils étaient chargés. Les membres de l'O.A.S. prenant souvent l'apparence de militaires français en uniforme, Azzedine en arriva à délivrer des laissez-passer et des cartes de circulation à certaines unités de l'armée chargées de « faire de la présence » à Alger !

Vitalis Cros, malgré les bonnes relations établies avec Azzedine et Omar Oussedik, se plaignit à ce dernier de la « nouvelle initiative » du Front. Que le F.L.N. délivre des laissez-passer à l'armée, c'était un peu fort ! Sans se démonter Omar Oussedik répondit posément :

« Quelqu'un est-il capable ici de prendre l'engagement de protéger la population musulmane ? Non ! Alors... »

Le préfet ne put rien répondre car, ce jour-là, l'O.A.S. avait mitraillé à bout portant les malades de la clinique de Beau-Fraisier — « centre de repos F.L.N. », disait la propagande de Susini. Et, au pied de la lettre, c'était vrai puisque à Alger tout ce qui était musulman était désormais F.L.N., pris en main, dirigé, nourri par le F.L.N. Désormais, l'O.A.S. pouvait justifier toutes ses « opérations ponctuelles ». Les fatmas étaient indicatrices, les dockers renseignaient le Front...

Quand, au matin du 2 mai, Vitalis Cros, se rendant sur le port, vit les cadavres d'hommes, de femmes, d'enfants, bouillie sanglante qui rougissait les pavés du quai principal, lorsqu'il vit la détermination des survivants — ils exigèrent de s'occuper de leurs morts et de leurs blessés sans l'intervention des pompiers ni d'ambulances européennes — et que, deux heures plus tard, il ne resta plus sur le port qu'une carcasse de voiture déchiquetée et calcinée sans autre trace visible du massacre, il sut qu'Alger musulman allait réagir. La catastrophe finale tant souhaitée par certains criminels allait-elle se produire ?

Cela faillit bien arriver. Ce même 2 mai, en fin de matinée, Oussedik Boualem et dix de ses compagnons arrêtèrent — par leur autorité et grâce à la discipline qu'ils avaient réussi à inculquer à leurs chefs de quartier — une marée humaine qui, descendue du Clos-Salembier et de Belcourt, se dirigeait, par la rue de Lyon, vers le quartier européen.

Les appels à la raison furent accompagnés de quelques arguments frappants qui calmèrent les plus excités. Déjà, au lendemain du bombardement de la place du Gouvernement, on avait frôlé la catastrophe.

Le 7 mai, au cours de la réunion avec Vitalis Cros, Azzedine prévint le préfet :

« Si ça continue, je vais être obligé, pour tenir mes troupes, de faire quelque chose. Il leur faut un dérivatif. J'ai peur que la marmite n'explose... et ni vous ni moi n'y pourrions rien[43]. »

Farès, le président de l'exécutif provisoire, avait promis au préfet de « tenir » Azzedine. Mais Cros ignorait qu'une crise grave opposait la Z.A.A. à l'exécutif. Azzedine avait non seulement demandé à Farès de l'argent pour faire vivre la population, mais il avait exigé le remplacement de certains policiers européens dont les noms figuraient sur ses fiches et de quelques officiers qui — tout en restant dans l'armée — renseignaient l'O.A.S. ou faisaient, au cours de « patrouilles », le guet pour elle.

À chaque demande, l'exécutif provisoire avait répondu par des promesses et des exhortations à la patience.

« On informe le G.P.R.A., avait dit Farès, attendez. »

Mais le peuple commençait à gronder. Il ne se rendait compte que de l'action spectaculaire et ignorait le travail souterrain de la Z.A.A. Il ne savait rien du noyautage de la force locale et des A.T.O. Il ignorait — dans son ensemble — la progression musulmane dans les quartiers mixtes où Azzedine faisait remplacer chaque famille européenne qui partait par une famille musulmane descendue des bidonvilles de la périphérie. Le chef d'Alger avait ainsi pratiquement encerclé Bab-el-Oued qui, déjà brisé par l'affaire du 22 avril, sentait la terreur le gagner.

Le peuple ne pouvait pas savoir non plus qu'une étroite collaboration s'était instituée entre le service Renseignement et Liaison de la Z.A.A. et la « mission C ». Le capitaine Lacoste recevait régulièrement de précieux renseignements sur l'O.A.S. Oukid n'avait qu'à puiser dans la masse d'informations apportées quotidiennement à son fichier.

Aucune de ces opérations psychologiques d'importance n'était capable de « concurrencer » dans l'esprit de la population le massacre du port.

Pour elle, malgré l'exécutif provisoire, malgré la présence de la zone autonome, l'O.A.S. restait la plus forte.

Le 12 mai, Azzedine, sentant qu'il allait être débordé, provoqua une réunion extraordinaire dans une villa de Laghiba.

Il avait convoqué non seulement ses adjoints directs mais aussi les chefs de zone et leurs responsables politico-militaires et de renseignement. En tout trente responsables.

Devant eux il fit le point de la situation :

« On enlève des hommes de l'O.A.S. mais la population l'ignore, dit-il. Rocher-Noir ne répond à aucune de nos revendications. Les Français n'appliquent pas les accords d'Évian et sont bien incapables de les appliquer tant que l'O.A.S. existe. Il faut que nous menacions Rocher-Noir, que nous fassions peur à l'OA.S., et que nous reprenions en main la population qui croit que nous nous laissons faire. C'est pourquoi — tout seul — je suis prêt à transgresser les ordres de l'exécutif provisoire et du G.P.R.A. Si l'on ne passe pas à l'action, l'anarchie va régner dans nos quartiers et nous ne pourrons pas contenir plus longtemps la fureur du peuple. Avant de prendre ma décision je veux l'avis de chacun de vous. »

Tous les responsables décidèrent de passer à l'action. Le jour J fut fixé au 14 mai. Azzedine demanda à chaque responsable de fixer deux ou trois objectifs dans sa zone. Ils choisirent en général des bars et des restaurants où se réunissaient des membres de l'O.A.S.

Le 14 mai, de 18 heures à 18 h 10, quarante-cinq voitures du F.L.N. participèrent à l'opération. Dans chaque voiture deux mitrailleurs et un « grenadier » avec six grenades. Dans dix-sept points de la ville le scénario fut le même : une voiture s'arrête, un homme lance une grenade dans un bar, deux autres mitraillent les survivants ! O.A.S. ? Pas O.A.S. ? Qu'importe ! Les deltas se soucient-ils des opinions politiques des dockers ou des fatmas ? Le 14 mai, le bilan officiel fut de dix-sept morts européens et trente-cinq blessés.

La riposte O.A.S. ne se fit pas attendre. Le 15 mai, il y eut dans les rues d'Alger un mort toutes les dix minutes ! Vitalis Cros ordonna le couvre-feu à 18 heures. Cette fois, on avait relevé 56 morts musulmans et 35 blessés !

Le 13 mai, à Tunis, Ben Khedda, au cours d'un discours, avait affirmé que jamais le F.L.N. ne répondrait aux provocations de l'O.A.S. Le 14, Saad Dahlab avait fait en Suisse une déclaration analogue.

Le lendemain de la « tuerie du Ruisseau » — ce quartier avait été particulièrement touché par les représailles F.L.N. — Abderrahmane Farès se précipita au P.C. d'Azzedine à Belcourt.

« Qu'est-ce que ça veut dire, commandant Azzedine ? Vous avez agi en contradiction totale avec les ordres qui vous ont été donnés ! Qu'est-ce qui ne va pas ?

— Tout. Je ne peux plus tenir la population. L'exécutif ne fait rien pour appuyer nos demandes auprès de Fouchet et des autorités françaises. Aucun policier européen dont nous avons donné la liste n'a été déplacé, pas plus que les unités notoirement favorables à l'O.A.S. Et pourtant ce n'était pas des ragots que nous avons fournis mais des dossiers !

— Oui... Oui. Mais nous ne pouvons endosser la paternité de ces attentats. Mostefaï va les démentir.

— Trop tard, monsieur Farès, je viens de tenir une conférence de presse ! »

Azzedine avait convoqué des journalistes de *France-Soir*, de *L'Observateur* et du *Monde* à son P.C. de Belcourt. Devant eux il avait revendiqué la responsabilité des attentats et avait menacé de les renouveler tant que les accords d'Évian me seraient pas appliqués, tant que l'OA.S. poursuivrait sa politique d'« élimination.» des musulmans.

« Est-ce une action isolée dé la zone autonome ? » avait demandé un journaliste.

Azzedine avait bluffé.

« Non, toutes les autorités sont d'accord. Du C.N.R.A. au G.P.R.A. Et s'il y a une reprise des hostilités ce ne sera pas la zone autonome seule qui interviendra mais toute l'Algérie ! »

L'exécutif était coincé. Farès, une nouvelle fois, tenta d'arranger les choses avec Azzedine, avec. Fouchet, avec Vitalis Cros. Avec tout le monde. Il obtint des Français la mutation de cent douze policiers pieds-noirs, et de quelques officiers pro-O.A.S. Il fit en outre débloquer une aide financière importante pour subvenir aux besoins de la population musulmane. Azzedine avait gagné sur toute la ligne. Il avait maintenant assez d'arguments pour calmer le peuple.

De leur côté, les chefs de l'O.A.S., devant l'absence de réaction de l'armée et des

autorités, sentirent que cette-fois tout était perdu. La panique gagna les quartiers européens. Les avions et les bateaux furent pris d'assaut. L'organisation pouvait toujours interdire, on ne lui obéissait plus.

Devant cet exode pied-noir qui prenait des allures de catastrophe pour l'avenir du pays, la zone autonome convia des Européens libéraux à visiter l'a Casbah, Belcourt, les hôpitaux, les installations sanitaires. C'est ainsi que l'architecte franco-suisse Emery fut invité par son ami Mouloud Amrane à parcourir la Casbah, qu'il trouva nettoyée et disciplinée comme jamais elle ne l'avait été. On lui Montra les cliniques, les centres hospitaliers. Outre les praticiens musulmans, vingt et un médecins et chirurgiens venus de France y travaillaient assistés de religieuses et de frères de Foucauld envoyés par le cardinal Duval, archevêque d'Alger.

Emery reprocha à son ami le raid du 14 mai où deux de ses chefs de chantier — qui jouaient aux boules — avaient trouvé la mort.

« C'était une nécessité absolue, répondit Amrane, car si nous n'avions pas lâché la vapeur maintenant que la partie est pratiquement jouée, c'était l'explosion de la Casbah et le massacre aveugle de la plus grande partie des Européens qui habitent Alger.

— Pourquoi m'avez-vous fait venir ? Pas uniquement pour me montrer vos installations sanitaires ni pour me permettre de rencontrer les quelques amis musulmans qui me restent ici ?

— Non. Vous avez raison. Voici pourquoi je vous ai fait demander de venir malgré tous les risques que cette visite comporte. Dans l'état actuel de la situation, il est absolument indispensable, pour nous comme pour vous, de montrer à la population musulmane d'Alger que nous avons encore des amis parmi les Européens. Je ne connaissais plus que vous qui puissiez me rendre ce service. »

Rentrant chez lui, Emery apprit que son gendre, M. Froscoso, qui partageait ses idées libérales et qui aimait passionnément l'Algérie, avait été invité la veille à visiter Belcourt !

Y avait-il encore un espoir ?

Peut-être ! Car, le 18 mai, quinze jours après le massacre du port, et quatre jours après la violente réaction F.L.N. l'incroyable, l'impensable se produisit.

Jean-Jacques Susini, la seule tête politique de l'O.A.S. encore en Algérie, rencontra Abderrahmane Farès !

L'un et l'autre — quel que fût leur passé — voulaient à toute force interrompre l'exode des pieds-noirs. Susini, parce que c'était sa dernière chance de jouer le rôle politique important pour lequel il se sentait fait, Farès parce qu'il était prêt à « traiter avec le diable » pour ramener la paix en Algérie. La politique de la terre brûlée que l'O.A.S. semblait vouloir appliquer tant à Oran qu'à Alger conduisait directement l'Algérie à la ruine.

La rencontre eut lieu dans le plus grand secret à Alma, à quelques kilomètres de Rocher-Noir. Farès, rompu aux négociations, diplomate jusqu'au bout des ongles, déploya tout son charme, toute sa sincérité, mit en avant le « pouvoir » qu'il avait sur les wilayas et la zone autonome, pour convaincre Susini de la possibilité qu'avaient encore les pieds-noirs de rester en Algérie.

« Leur passé est là, dit-il, mais aussi leur avenir. C'est leur patrie tout comme la nôtre. »

De son côté, Susini admit que l'Algérie française était dépassée, que la « terre, brûlée » était une solution de désespoir. Restait l'éventualité d'un accord avec les futurs chefs de l'Algérie !

Comme il fallait aller vite, les deux hommes rédigèrent un protocole d'accord prévoyant l'amnistie de tous les membres de l'O.A.S., la participation européenne à la force locale, une organisation mixte de la police et de l'administration à Alger et à Oran où tous les Européens s'étaient déjà regroupés, ainsi qu'une ébauche de Constitution prévoyant même le maintien de l'Algérie dans le bloc occidental. Farès s'engagea à plaider la cause de ce protocole d'accord auprès du G.P.R.A. Susini entrevit alors la possibilité de devenir à lui tout seul la troisième force dont avait rêvé Salan. Il traitait d'égal à égal avec le F.L.N. sans se soucier de cette métropole qu'il méprisait !

Farès essayait, en gagnant du temps, d'obtenir une trêve qui mette un terme au massacre et redonne confiance aux Européens. Il savait pouvoir compter sur l'appui de Christian Fouchet. Il désira obtenir celui des libéraux. C'est ainsi que Jacques Chevallier, l'ancien maire d'Alger, et son ami Jean-Marie Tiné[44] furent sollicités pour servir d'intermédiaires. Car il devenait impossible à Farès de rencontrer Susini et ses amis aussi souvent que la négociation l'exigeait.

Une série de contacts aboutit, le 1er juin, à une réunion au Bordj, la propriété que Jacques Chevallier possédait à El-Biar[45]. Dans la, nuit, Jean-Jacques Susini, pour montrer sa représentativité au sein de l'O.A.S., avait décrété une trêve des attentats. C'est donc dans une ambiance « positive » que se retrouvèrent face à face Farès et Susini, entourés de Jacques Chevallier, Jean-Marie Tiné, et du colonel Gardes. Celui-ci, qui avait pris des contacts en Espagne avec Boussouf — en vue d'un accord semblable à celui que Susini voulait négocier —, s'était rallié à l'ancien président des étudiants, tandis que Godard, irréductible, avait rejoint la position de Gardy à Oran.

Ce 1er juin — alors que, pour la première fois depuis des mois, Alger retrouvait un calme inhabituel — les « négociateurs » étalèrent leurs atouts sur la vaste table recouverte de carreaux de faïence ancienne de la salle à manger du Bordj.

Farès proposa un « traité » dont la base était constituée par les accords d'Évian mais comportait trois importantes concessions à l'O.A.S. : l'amnistie pour tous les actes commis avant l'autodétermination, l'intégration des Européens au sein des forces de l'ordre de la future République algérienne, enfin une plus grande étendue des garanties prévues à Évian.

Susini décida de montrer sa satisfaction en prolongeant la trêve. Le matin même, pour permettre aux négociateurs de poursuivre leurs entretiens, Vitalis Cros avait fait repousser le couvre-feu à minuit ! Chacun essayait d'apporter sa pierre et son ciment — si modeste soit-il — au fragile édifice sur lequel reposait la pais entre Européens et musulmans.

Lorsqu'il apprit la décision de Susini, le Dr Pérez entra dans une violente colère. La trêve des combats, l'arrêt des destructions signifiaient pour lui la fin de l'O.A.S. Il n'avait pas tort. Les commandos Delta n'avaient plus la foi. Paulo avait été arrêté et, aussitôt,

cinq chalutiers, bourrés d'hommes et d'armes, avaient quitté Alger pour l'Espagne. Les « rouleurs de mécaniques » qui mitraillaient les Arabes aussi bien que les malheureux pieds-noirs, voulant mettre leurs familles à l'abri « sans le consentement de l'O.A.S. », fuyaient comme des rats. Tant que la réaction gouvernementale avait été molle, tant que les Arabes n'avaient opposé à leurs crimes qu'un fatalisme ancestral, ils s'étaient crus les maîtres d'Alger mais maintenant qu'Azzedine réagissait, que les quartiers européens étaient isolés, que chaque expédition pouvait coûter la vie, ils se dérobaient. Ceux-là avaient montré les limites de leur courage.

Restaient les irréductibles et c'est sur eux que Pérez comptait pour détruire l'infrastructure d'Alger, faire sauter les objectifs économiques avant de poursuivre en Espagne le combat contre la métropole. Et c'est eux que Susini « démobilisait » par sa trêve imbécile ! Car le plus dur, le célèbre Jésus de Bab-el-Oued lui-même, avait accepté ! Le dernier, mais il avait accepté.

Lorsque au soir du 1er juin Pérez vit la foule d'Alger, avertie de la trêve par « radio-trottoir », envahir les terrasses des cafés et fêter à l'anisette et à la bière la paix un instant entrevue, il comprit que c'en était fini de l'O.A.S.

Il avertit les derniers commandos Delta, dont celui de Jésus, qu'il s'opposait à « la trahison de ce salaud de Jean-Jacques » et qu'il donnait jusqu'au 5 juin au F.L.N. pour répondre positivement aux propositions de l'O.A.S. Sinon il ferait tout sauter puis quitterait l'Algérie avec ses « derniers fidèles ».

Le 5 juin, Susini rencontra une nouvelle fois Farès. Cette fois, la réunion ne se déroula pas sous le signe de la coopération bonhomme. Le président de l'exécutif se dérobait. Il devait, disait-il, avoir l'assentiment du G.P.R.A. et celui-ci tardait. En réalité Mostefaï, au nom du F.L.N., avait démenti les tractations. Il ne pouvait faire autrement. Celles-ci étaient refusées à Tunis par les durs du G.P.R.A. et à Alger par les hommes d'Azzedine qui trouvaient que l'O.A.S. en avait assez fait et que l'heure était venue de lui donner le coup de grâce.

Farès, qui se voyait déjà président de la jeune République algérienne, avait joué une carte personnelle et se retrouvait dans une impasse. Il avait promis et ne pouvait rien tenir. Furieux, Jean-Jacques Susini fut saisi d'une de ces colères blanches qui le rendaient comme fou. Il menaça Farès, lui reprocha d'avoir sacrifié à ses ambitions personnelles une réelle chance de paix, puis se lança dans une improvisation apocalyptique sur ce qui resterait d'Alger après que lui, Susini, et ses hommes l'auraient détruit pierre par pierre ! Farès, blême, se leva, chancela, fut pris de nausées et dut quitter précipitamment la pièce.

Alors, tout le monde s'interposa pour sauver la négociation. Jacques Chevallier et Jean-Marie Tiné — tant de fois menacés de mort, tant de fois plastiqués, haïs, hués, honnis par leurs compatriotes Comme traîtres à la cause de l'Algérie française — promirent d'intervenir le soir même auprès de Farès et surtout de Mostefaï.

À Rocher-Noir, Fouchet, qui savait qu'en secret De Gaulle était favorable à ces négociations et qui — lui-même — ne voyait que des avantages à un règlement pacifique du problème F.L.N.-O.A.S., s'engagea à intervenir personnellement auprès de Farès.

Cette fois, le trop subtil notaire était au pied du mur et devait prendre ses responsabilités face au G.P.R.A. Ce que lui dit en termes fort secs et fort durs le Dr Mostefaï, qu'il avait négligé de prévenir officiellement !

« Nous allons nous faire taper sur les doigts par le G.P.R.A., dit le chef du F.L.N. à

Rocher-Noir. Mais tant pis. Vous allez aller à Tripoli où le C.N.R.A. est réuni et je vous accompagnerai. »

Mostefaï, homme d'une grande honnêteté, s'était laissé convaincre par Jacques Chevallier.

« Dès lors que l'O.A.S. accepte la République algérienne et les accords d'Évian, avait dit l'ancien maire d'Alger, vous devez vous entendre avec elle. C'est notre avenir que nous jouons. »

Chacun essayait de mettre de l'huile dans les rouages pour faire tourner à nouveau la machine si longtemps bloquée. On était sur le point d'y arriver lorsque les Algérois qui venaient de vivre leur sixième journée sans attentats entendirent, au cours d'une émission pirate, l'O.A.S. annoncer la fin de la trêve.

« Les pourparlers engagés par l'O.A.S. ont été sabotés par le pouvoir gaulliste. Nous nous trouvons aujourd'hui dans une impasse parce que nous ne pouvons accepter que seuls les accords d'Évian garantissent l'avenir de la communauté européenne et que celle-ci tombe sous le joug du F.L.N.

« L'O.A.S. reprend sa liberté d'action dès ce soir. Nous demandons à nos commandos de reprendre les opérations en visant surtout les objectifs économiques. »

Cette fois, Pérez semblait avoir gagné. Il l'avait, sa terre brûlée ! On cassait, on détruisait. En une seconde des dizaines d'années d'efforts étaient anéanties. Tout plutôt que de « leur » laisser notre belle ville, nos installations. Puisqu'on ne pouvait pas gagner, puisqu'on avait trop tardé à s'entendre, on partirait. Mais avant...

Le 7 juin, un panache de fumée couronna Alger. La bibliothèque de l'université venait de sauter. Six cent mille livres brûlaient. Et l'on criait de joie. Et les laboratoires des facultés furent plastiqués à leur tour, et deux amphithéâtres. On n'allait quand même pas leur laisser « notre » culture et « notre » science ! En fin de matinée ce furent la poste et la mairie d'El-Biar qui explosèrent. Puis deux collèges au centre d'Alger. Et une aile de la préfecture. Pour couronner cet exploit, Pérez fit bombarder le palais d'Eté. Une pluie d'obus de mortier s'abattit sur le palais mauresque.

Au milieu de ce cataclysme, Jean Sarradet, que nous connaissons déjà, fut pour la deuxième fois condamné à mort par l'O.A.S. Il avait osé crier « au fou » et conseillé de faire taire les armes !

Du fond de sa prison parisienne, le général Jouhaud — qui était déjà condamné à mort — tenta de faire entendre raison à ses compatriotes. Les colonels et leurs ambitions politiques; la poursuite de la lutte O.A.S. contre la métropole, les élucubrations des Pérez et des « jusqu'au-boutistes » il s'en foutait. Il s'était battu en pied-noir pour son Algérie. Il n'avait pas tout approuvé mais il avait assumé. Et là, devant le désastre il criait : assez ! Assez de sang, assez de crimes. Pourquoi casser ce qu'on avait eu tant de mal à édifier, ce qui "nous rendait si fiers ?

« Lorsqu'un chef estime que la bataille est sans issue, écrivit-il, lorsqu'il a conscience que tout a été tenté pour vaincre, que l'honneur est sauf, il est pour lui un moment douloureux, tragique, c'est d'arrêter les combats...

« Il faut chercher avec nos ennemis d'hier un terrain d'entente qui permette à tous les Français de continuer à vivre sur leur terre natale en toute dignité... Il importe que l'action de l'O.A.S. cesse au plus tôt, c'est son chef qui le demande à ceux qui se sont spontanément mis sous ses ordres. »

Rechercher un terrain d'entente ! Pour ces quatre mots, des Popie, des Schembri, des pieds-noirs libéraux étaient morts par dizaines, assassinés par l'O.A.S. !

Salan refusa de contresigner l'appel de Jouhaud, qui ne reçut ni à Alger ni à Oran le moindre écho.

Bien au contraire, à Oran, le successeur de Jouhaud et de Salan, le petit général Gardy, était saisi de la même folie destructrice que Pérez à Alger. Casser, tuer, brûler, il ne pensait plus qu'à cela.

Il était totalement opposé aux contacts de Susini avec Rocher-Noir.

« Dans une révolution comme celle entreprise par le F.L.N., dit-il à ses troupes, c'est la fraction la plus extrême qui gagne et non des fantoches comme Mostefaï et Farès. C'est Lénine et Trotski qui gagnent, pas Kerenski. L'A.L.N. ne reconnaîtra jamais des accords signés par des gens qui ne la représentent pas. Susini ne pense qu'à se faire une place dans la future République ! »

Les chefs O.A.S. de l'Oranie refusèrent à l'unanimité moins une voix la poursuite des contacts.

Gardy, dès qu'il sut que son espoir de faire basculer la légion toute proche, était vain, ouvrit les vannes sans se soucier du reste de l'Algérie. Il conseilla à la population européenne de partir et de ne rien laisser derrière elle.

« Détruisons tout, s'écria-t-il, pour ne pas le laisser au F.L.N. »

Il refusa pourtant tout baroud d'honneur, sauvant ainsi la vie à des dizaines de très jeunes gens prêts à se battre jusqu'au bout. Il ne voulait pas que cette action sans espoir fît encore plus souffrir une population qui avait déjà tant souffert.

Lorsque Gardy quittera Oran à la fin du mois, la ville tant aimée et jadis si joyeuse, sera coiffée d'un nuage de suie noir et orangé. L'O.A.S., en guise de dernier salut, aura fait sauter toutes les réserves d'essence et de pétrole. Dix millions de litres brûleront pendant trois jours.

Les Oranais en fuite ne pourront même pas apercevoir une dernière fois le ciel bleu qui jusque-là avait été toute leur vie...

L'« analyse » du général légionnaire sur la réussite des contacts O.A.S.-F.L.N., si elle n'était pas constructive, n'était tout de même pas dénuée d'une certaine lucidité.

Lorsque Mostefaï, flanqué d'un Farès piteux et tremblant, arriva à Tripoli, tout le monde était parti. Le sixième C.N.R.A. s'était terminé dans une noire pagaille. Le Conseil de la révolution qui venait d'arracher l'indépendance à la France avait été incapable de choisir le régime et le gouvernement dont serait dotée la première République algérienne. Ben Bella — libéré depuis le 19 mars — s'était sauvé au Caire puis à Benghazi en Libye. Il ne voulait avoir affaire ni de près ni de loin au G.P.R.A. qui avait regagné Tunis. Il comptait entrer seul en Algérie et, aidé de Boumediene et de son armée des frontières, y prendre le pouvoir. Ce qui se réalisera. Le G.P.R.A. aura beau dégrader le chef d'état-major et ses lieutenants Kaïd Ahmed et Menjli, il sera trop tard. Ben Bella, Boumediene et leurs hommes s'installeront à Tlemcen. Krim, Boudiaf et les forces de la wilaya 3 de Çaout El-Arab formeront le groupe de Tizi-Ouzou. Et là commencera la guerre à outrance entre le groupe de Tlemcen et celui des Kabyles. Mais laissons là ces querelles qui elles aussi se termineront dans le sang et l'intolérance. Il s'agira dès lors de l'histoire interne de l'Algérie. Les vainqueurs en sont aujourd'hui les maîtres.

Pendant que leurs compagnons, visant te pouvoir, se livraient une lutte sans merci,

Mostefaï et Farès tentèrent l'impossible pour régler le problème le plus urgent : celui d'un accord avec l'O.A.S. Ils eurent du mal. Les hommes qu'ils rejoignirent à Tunis se souciaient peu *de* ce qui se passait à Alger. Leurs préoccupations étaient ailleurs. Farès et Mostefaï obtinrent pourtant un accord de principe qui voulait dire : « Débrouillez-vous. Traitez si vous voulez au nom du G.P.RA. mais laissez-nous en paix. On a autre chose à faire ! »

Seul Krim Belkacem attacha une grande importance à cette affaire. Depuis toujours il avait souhaité que la majorité des pieds-noirs restât en Algérie et cette volonté l'opposait aujourd'hui au groupe Ben Bella-Boumediene. Il décida donc de rejoindre dans le plus grand secret Mostefaï et Farès à Rocher-Noir pour appuyer de tout son poids de vice-président du G.P.R.A. et de son immense popularité en Algérie, la réussite des négociations.

Fouchet reçut en tête à tête le signataire des accords d'Évian qui lui annonça que désormais le docteur Chouki Mostefai mènerait « au nom du F.L.N. » les négociations avec l'O.A.S. Il fallait tout reprendre à zéro mais cette fois les négociateurs seraient « représentatifs ».

Jacques Chevallier prit son bâton de pèlerin et recommença le va-et-vient entre les deux parties.

Il fallait aller vite. Très vite. Oran brûlait. Le général Ginestet, commandant le corps d'armée, y avait été assassiné alors qu'il s'inclinait devant le corps du colonel Mabille, médecin chef de l'hôpital militaire, abattu par l'O.A.S. Par dizaines de milliers les pieds-noirs quittaient le pays de la folie. À Alger, le docteur Pérez, après une ultime « strounga », avait fui à son tour avec ses « fidèles ». Les destructions avaient cessé mais Susini posait un ultimatum. Si au 15 juin tout n'était pas réglé la politique de la terre brûlée reprendrait. Godard était toujours dans la ville. Et lui, il n'était pas favorable aux accords... Susini se servait du colonel comme épouvantail.

Jacques Chevalier — devant les nouvelles exigences du jeune chef déchaîné qui, poussé par deux nouveaux participants : Marc Lauriol et Robert Abdesselam, réclamait de plus larges garanties remettant en cause la difficile négociation — menaça de se retirer. Affolement dans l'O.A.S. Susini accepta de reprendre le projet quand il s'aperçut que les deux députés algérois tenaient surtout à jouer une carte personnelle. Mais au moment où Chevallier, Tiné, Mostefaï et Susini allaient s'entendre sur le nouveau mémorandum, c'est de Tunis que parvint cette fois une remise en cause totale des accords sur le point d'être conclus ! Heureusement, tout le monde intervint. Fouchet, Tricot, Chevallier, Tiné, Mostefaï, Farès. Tous aboutirent à la même conclusion. Seul Krim Belkacem avait assez d'autorité pour passer outre. Mais Krim, profitant de ce séjour en Algérie, était parti en tournée d'inspection en Kabylie où il regroupait ses forcés en vue *de* l'inévitable lutte qui allait l'opposer à Ben Bella et à Boumediene. Il fallut trois jours pour le joindre. Trois jours pendant lesquels Susini menaça, tempêta, jura que tout sauterait, que ce serait le carnage.

Enfin, le 16 juin, la réponse de Krim arriva : il prenait tout sous son bonnet. Il s'expliquerait devant ses pairs, mais il fallait que l'accord réussisse, que le chaos se calme, que l'on préserve les quelques chances qui restaient aux deux communautés de vivre ensemble.

Il était temps. Une énorme charge explosive venait d'anéantir le nouvel hôtel de ville

en plein centre d'Alger. Un mort et quarante-trois blessés. Tous des appelés qui gardaient l'édifice. Jamais en sept ans de guerre pareille explosion n'avait ébranlé la ville. À la même heure, les blocs opératoires et les laboratoires de radiologie de l'hôpital de Mustapha explosèrent. Il fallut évacuer les malades du principal hôpital d'Alger. Susini était débordé par ses desperados. À la hâte, Mostefaï — fort de l'appui de Krim Belkacem — prépara, la déclaration d'accord. Jacques Chevallier, infatigable, le soumit à Susini qui l'attendait au Bordj.

« Oui, ça va... »

Chevallier se sentit soulagé, puis suspendit sa respiration :

« Ça va, mais il manque quelque chose, disait Susini. Mostefaï doit désigner nommément l'O.A.S. au lieu d'utiliser de vagues périphrases...

— Mais cela est impossible. Puisqu'il parle au nom du G.P.R.A. cela équivaudrait à une reconnaissance de l'O.A.S.

— C'est à prendre ou à laisser. Je ne pose qu'une condition mais elle est impérative. »

Le visage blême de Susini ressemblait à un bloc de marbre. Il était buté. Il n'y avait rien à faire. C'est sur cette position — « irréversible », précisa-t-il — qu'il quitta le Bordj.

Chevallier passa la nuit à chercher la formule que Mostefaï trouverait acceptable. En vain. À l'aube, il revit Susini, cette fois flanqué du capitaine Mura qui avait pris la suite de Paulo à la tête des débris des deltas.

Chevallier — agacé par la présence hostile du capitaine, qui lui semblait faire partie des « irréductibles » — mit au point avec Susini une, formule qu'il faudrait bien accepter sous peine de voir Alger s'effondrer dans le sang et les ruines.

En parlant de ses contacts avec les représentants de toutes les tendances de l'opinion européenne, Mostefaï devrait dire « ... Et en particulier avec les dirigeants de l'O.A.S. ».

Alors commença pour Chevallier, qui avait tant fait pour que l'Algérie soit un pays fraternel, la mission la plus insensée de toute sa carrière. Lui, le libéral, haï de ses compatriotes pieds-noirs, plaida auprès du docteur Mostefaï la cause de l'O.A.S. ! Il mit dans ses arguments tant de passion, tant d'amour, il usa de tant de persuasion sentimentale que Mostefaï se laissa toucher.

De son côté, Christian Fouchet dit au représentant du F.L.N. que, malgré l'importante concession que représentait cette citation de l'O.A.S., « Alger valait bien une messe ».

« Vous avez gagné, céda Mostefaï. Je citerai l'O.A.S. dans mon discours. Dites à Susini que je parlerai à Radio-Alger en début d'après-midi. »

À 14 heures, les Algérois qui n'avaient pas quitté la ville entendirent, stupéfaits, le docteur Chouki Mostefaï s'adresser à eux au nom du F.L.N. :

« Je sais le désarroi dans lequel vous êtes. Vous vous posez des questions sur votre avenir dans ce pays, sur votre sécurité, sur le respect de votre personnalité et de votre dignité d'homme.

« Ces sentiments ont été exprimés par les dirigeants des organisations syndicales et professionnelles, *et en particulier par les dirigeants de l'O.A.S.* avec lesquels nous nous sommes entretenus. Et si j'ai participé à tous ces entretiens c'est parce que leur utilité a été reconnue par les dirigeants algériens dont vous entendiez recevoir les assurances nécessaires. »

À 19 h 50, une brève émission pirate vint confirmer les « accords ».

« L'O.A.S. prend acte de ce que le F.L.N., par la voix de son délégué général, le docteur Mostefaï, vient de définir les bases d'un accord entre *Algériens*. Le haut commandement de l'armée sécrète se déclare solidaire de ces propositions et donne l'ordre de suspendre les attentats et les destructions. »

À son tour, Jacques Chevallier prit la parole et conclut sa brève allocution par ces mots prononcés en arabe et en français : « Le passé est mort. »

Le 19 juin, Salan, de la prison de Fresnes, « se rallia » aux accords.

« Le 17 juin, disait l'ancien chef de L'O.A.S., une voix du G.P.R.A. s'est élevée avec dignité. Son caractère humain fait honneur à celui qui vient d'assurer les Européens de leur sort dans l'Algérie de demain. À nous maintenant d'avoir le courage, dans l'intérêt de la patrie, de nous adapter à la situation nouvelle. Que mes amis qui se trouvaient à mes côtés il y a deux mois sachent qu'ils recueillent mon accord total pour avoir accepté que les combats prennent fin.

« Entre l'exode et la vie sur leur terre natale, je conseille aux Européens de rester dans leur pays. Qu'ils acceptent que, du fond de sa cellule, celui qui s'est sacrifié pour eux, avec son compagnon, le général Jouhaud, leur dise maintenant : "La voie nouvelle est » tracée." Mes amis, restez unis de Bône à Oran. Pas de plates-formes territoriales. Une seule Algérie fraternelle où vous devez trouver la place qui vous revient. Le sang a trop coulé entre les deux communautés. Tous ensemble, prenez-vous les mains pour bâtir un avenir commun de concorde et de paix. Gardez votre beau pays dans une coopération avec la France. »

Que n'avait-il prononcé ces paroles de paix, d'entente et d'amour quelques mois plus tôt ! Ces paroles qui auraient fait de lui le grand homme que recherchait depuis toujours et en vain une Algérie européenne déchirée et désorientée...

L'heure n'était plus aux regrets. Le 17 juin 1962, à 19 h 55, la guerre d'Algérie venait enfin de se terminer.

On n'osait y croire. Puis, la nouvelle courant, on vit des Algérois sortir de chez eux, craintifs, éblouis, clignant des yeux comme après une longue vie souterraine. Tout semblait nouveau : le ciel, le soleil — l'été arrivait et l'on avait oublié le printemps — et puis les rues aussi. Et les places. Il semblait étonnant que les ficus du square Bresson soient aussi sonores mais les milliers de moineaux ne savaient rien de la guerre, eux. Comme un condamné à mort retrouve la vie, les Européens qui voulaient rester, qui voulaient tenter la coopération fraternelle, refaisaient connaissance *avec* leur ville. Et c'est vrai qu'elle était belle, malgré les décombres, et c'est vrai qu'elle sentait bon. Oubliés, les fumées des plastics, la poussière des explosions, les gaz lacrymogènes des gardes mobiles ! Oubliés, la poudre et le sang ! Il n'y avait plus que l'odeur du soleil, le parfum des filles et celui de l'anisette. L'Alger de toujours.

Et puis le centre retrouva ses Arabes. Un instant on se regarda, sur la défensive, puis l'atmosphère se détendit. Ce n'était pas normal, cette ville dont les musulmans avaient disparu. Maintenant nous sommes tous frères, égaux ! Alors on vit l'incroyable. La fraternisation ! Les Européens et les musulmans mêlés. Bien Sûr. ce ne serait pas facile, la vie à deux. Mais il fallait tenter.

Factice, fébrile... cette activité était pourtant indispensable après les semaines de

crimes, les mois de terreur. Ce n'était plus l'heure de se jeter au visage les bombes de la « bataille d'Alger », les colons assassinés dans l'isolement de leur ferme, les tortures et les atrocités du F.L.N. Car les Arabes répondraient : Et l'O.A.S. ? 2 360. tués, 5 418 blessés en moins d'un an ! Il n'y avait pas de quoi se vanter, ni d'un côté ni de l'autre. Mieux valait oublier. Le passé est mort...

Dès le 20 juin le couvre-feu fut levé à Alger. Pour la première fois depuis six ans, depuis ce 16 mars 1956 où il avait été institué après l'attentat du garage Valentin[46] ! C'était vraiment le miracle... Vivre comme n'importe qui, dans une ville en paix... Etait-ce un rêve ?

Oui. Car il était trop tard. Trop tard pour compter sur les promesses du F.L.N. comme sur celles de l'O.A.S. La majorité des Européens ne croyait plus rien ni personne. Ils avaient trop vu d'assassinats, de règlements de comptes, ils avaient trop à reprocher et à se reprocher pour tenter la grande aventure. Ces mots d'espoir, de fraternité et de paix, on les avait trop rejetés, de tous côtés, pour les adopter aujourd'hui avec une chance de succès. À Alger, c'était le calme mais un calme peut-être temporaire. À Oran tout brûlait... Déjà les enlèvements, les égorgements répondaient à la terreur que l'O.A.S. y avait fait régner. Oui, tout était fini. Bien fini. Depuis des semaines, des Européens s'échappaient. Il fallait les suivre. Avant la catastrophe. Avant que le père, la mère ou un enfant ne laisse sa peau sur cette terre devenue celle de la division et de la haine, faute d'avoir su être celle de la fraternité.

Alors l'exode prit des proportions jamais vues jusque-là. Devant l'ampleur de la fuite il n'était plus question de déménagement. On vendit à vil prix les meubles d'une vie aux musulmans que l'on connaissait encore. Une voiture valait 500 francs, parfois 100 francs... Certains, saisis d'une folie destructrice — née de l'exemple donné par l'O.A.S. —, brûlèrent leurs meubles entassés sur la chaussée. Avec acharnement ils jetèrent dans le brasier les papiers de famille, les photos de jadis, celles de la colonisation, de l'arrière-grand-père en culotte de zouave, de la grand-mère en chapeau à fleurs. Plus de souvenir. Rien. Jamais plus. À quoi bon puisqu'on les abandonnait dans un cimetière qui n'était même plus terre française ! Les magasins fermèrent, les entreprises furent désertées. Au mois de mai, 100 000 Européens avaient déjà quitté l'Algérie. C'était l'avant-garde. En trois mois, plus de 800 000 suivirent !

Le mois de juin fut le pire. Ports et aéroports furent pris d'assaut. Partir. Partir très vite. Pour n'importe où. Espagne, France, Israël. Quelle importance ? Puisqu'on laissait son cœur en Algérie et que le corps, paniqué, ne souhaitait qu'une chose, passer la Méditerranée.

Deux valises par personne. Pas d'argent. Vous paierez plus tard. On ne voit plus rien. On ne connaît plus personne. Ces deux vieilles qui, épaule contre épaule, pleurent doucement à leur fenêtre devant l'exode des voisins. Qui est-ce ? Mais vous savez bien, Mme Mesqui et Mme Sauveur, deux sœurs. Leurs maris sont morts à la guerre, en 44. En France ou en Italie. Et leurs fils ? On ne sait plus. Morts aussi. Ou perdus dans la tourmente. Ne pas se retourner: Ne rien voir. Ne penser qu'à sa famille et à soi. Et par-dessus tout avoir ce billet d'avion, ce, passage de bateau. Le salut. À Alger, à Oran, c'est la noria des navires — du paquebot au chalut — et des *Caravelle,* des Bréguet, des DC-3, des Nord. On campe à Maison-Blanche, on vit sur le port d'Oran. Des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants attendent depuis des jours, anxieux, angoissés, nourris

par l'armée ou pas nourris du tout. Leur foyer, c'est un mètre carré de carrelage dans le hall de l'aéroport, un recoin protégé d'une toile entre des caisses abandonnées sur le port. Les hommes font queue, interminablement, aux guichets. Parfois l'un d'eux revient avec le passage tant attendu. Alors la femme se relève. Elle ne lisse même pas sa robe. On vit depuis des jours assis à même le sol souillé de mégots, de papiers gras et de peaux de saucisson. Plus rien n'a d'importance. On prend les valises, on tire les gosses épuisés et l'on embarque. Sans sourire. Le soulagement n'atteint que le ventre, pas les visages. Et l'on s'entasse, dans les cabines, dans la cale, sur le pont. On place les colis, on se réserve un coin. On s'installe. On respire. On a eu si peur.

Le 2 juillet 1962, au lever du soleil, le *Ville-d'Oran* quitta le port. À moins que ce soit *l'El-Djezaïr* ou le *Kairouan*. Il faisait déjà chaud. Des dizaines de familles avaient pris possession de la plage arrière, la plus vaste. Avec des valises, des caisses, des couffins et quelques toiles les hommes avaient construit des abris contre le soleil, le vent et la nuit qu'il faudrait affronter. Des femmes exténuées s'étaient étendues à même le pont. D'autres, déjà, faisaient sécher à la brise le linge qu'il avait fallu laver. Près d'une jeune femme brune, une grand-mère tenait dans ses bras un gosse endormi. Des enfants jouaient à quelques mètres de là. Ils ne savaient pas. Ils étaient innocents.

Un transistor grésilla. La veille, l'Algérie et la France avaient voté.

« 5 993 754 oui pour l'indépendance dans la coopération avec la France, dit le speaker, contre 16 478 non. »

L'aïeule, les yeux pleins de larmes, murmura quelques phrases incompréhensibles.

Voilà, c'était fini. L'Algérie était indépendante.

Sans un mot, la jeune femme caressa d'un geste tendre la joue de sa mère, puis se leva et s'appuya contre la lisse du paquebot. À l'horizon, le rivage du « pays » n'était qu'une ligne bleuâtre qu'elle tenta de fixer jusqu'au dernier moment. Son visage était sec. Ses yeux sombres bordés de bistre restaient parfaitement limpides. Lorsqu'il n'y eut plus que la mer, elle se retourna sur ces rescapés de la terreur qui, comme elle, avaient tout perdu.

Déjà ils s'organisaient. Il n'y avait plus de classes. Plus de société. Plus de riches. Plus de pauvres. Seulement des pieds-noirs qui fuyaient. Des hommes qui ne se connaissaient pas la veille se passaient de bouche à bouche une bouteille de vin, mordaient dans le même sandwich. La vie continuait. Une nouvelle vie pour des hommes nouveaux.

Et elle ne voulut plus voir sous les souffrances de ses compagnons que les signes cachés de l'Espoir.

Paris, juillet 1970 — juin 1971.

Remerciements

Dix ans ont passé depuis la fin du drame algérien mais bien des plaies — cicatrisées — démangent encore.

Nombre de protagonistes rencontrés dans tous les camps m'ont confié documents et souvenirs — parfois secrets d'État — à condition de conserver l'anonymat. Le lecteur qui a pu constater l'importance des révélations apportées dans ce volume comprendra facilement que je renonce à publier une liste de remerciements pour ne pas trahir la confiance de ces témoins qui m'ont ouvert leur mémoire, leurs archives et souvent leur cœur.

Que tous ceux — Français pieds-noirs ou métropolitains, gaullistes ou O.A.S., Algériens pro ou anti-F.L.N. — qui m'ont permis de mener à bien cette première *Histoire de la guerre d'Algérie* sachent que je leur garde une immense reconnaissance. Sans eux rien n'aurait été possible. Ni pour moi ni pour ceux qui, après moi, se plongeront dans l'étude de la tragédie algérienne.

Je tiens pourtant à remercier :

Charles Orengo, qui m'a apporté au fil de cinq années le soutien de son expérience incomparable et de son amitié.

Et ma femme, Estelle Courrière, qui a partagé toutes les minutes exaltantes et parfois aussi décourageantes et dangereuses d'une enquête de trente-six mois. Sans sa collaboration de tous les instants, cette première histoire du drame qui ensanglanta son pays natal n'aurait jamais vu le jour.

À tous, merci.

Y. C.

ANNEXE

LES ACCORDS D'ÉVIAN
texte complet

Les accords d’Évian (19 mars)

I — ACCORD DE CESSEZ-LE-FEU EN ALGERIE

ARTICLE PREMIER. — Il sera mis fin aux opérations militaires et à toute action armée sur l'ensemble, du territoire algérien le 19 mars 1962, à 12 heures.

ART. 2. — Les deux parties s'engagent à interdire tout recours aux actes de violence collective et individuelle.

Toute action clandestine et contraire à l'ordre public devra prendre fin.

ART. 3. — Les forces combattantes du F.L.N. existant au jour du cessez-le-feu se stabiliseront à l'intérieur des régions correspondant à leur implantation actuelle.

Les déplacements individuels des membres de ces forces en dehors de leur région de stationnement se feront sans armes.

ART. 4. — Les forces françaises stationnées aux frontières ne se retireront pas avant la proclamation des résultats de l'autodétermination.

ART. 5. — Les plans de stationnement de Farinée française en Algérie prévoiront les mesures nécessaires pour éviter tout contact entre les forces.

ART. 6. — En vue de régler les problèmes relatifs à l'application du cessez-le-feu, il est créé une commission mixte du cessez-le-feu.

ART. 7. — La commission proposera les mesures à prendre aux instances des deux parties ; notamment en ce qui concerne :

— la solution des incidents relevés, après avoir procédé à une enquête sur pièces ;
— la résolution des difficultés qui n'auraient pu être réglées sur le plan local.

ART. 8. — Chacune des deux parties est représentée au sein de cette commission par un officier supérieur et au maximum dix membres, personnel de secrétariat compris.

ART. 9. — Le siège de la commission mixte du cessez-le-feu sera fixé à Rocher-Noir.

ART. 10. — Dans les départements; la commission mixte du cessez-le-feu sera représentée, si les nécessités l'imposent, par des commissions locales composées de deux membres pour chacune des parties, qui fonctionneront selon les mêmes principes.

ART. 11. — Tous les prisonniers faits au combat détenus. par chacune des parties au moment de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, seront libérés ; ils seront remis dans les vingt jours à dater du cessez-le-feu aux autorités désignées à cet effet.

Les deux parties informeront le Comité international de la Croix-Rouge du lieu du stationnement de leurs prisonniers et de toutes les mesures prises en faveur de leur libération.

II — DÉCLARATIONS GOUVERNEMENTALES DU 19 MARS 1962 RELATIVES À L'ALGERIE

A) DÉCLARATION GENERALE

Le peuple français a, par le référendum du 8 janvier 1961, reconnu aux Algériens le droit de choisir, par voie d'une consultation au suffrage direct et universel, leur destin politique par rapport à la République française.

Les pourparlers qui ont eu lieu à Évian, du 7 mars au 18 mars 1962 entre le gouvernement de la République et le F.L.N., ont abouti à la conclusion suivante.

Un cessez-le-feu est conclu. Il sera mis fin aux opérations militaires et à la lutte armée sur l'ensemble du territoire algérien le 19 mars 1962, à 12 heures.

Les garanties relatives à la mise en œuvre de l'autodétermination et l'organisation des pouvoirs publics en Algérie pendant la période transitoire ont été définies d'un commun accord.

La formation, à l'issue de l'autodétermination, d'un État indépendant et souverain paraissant conforme aux réalités

algériennes et, dans ces conditions, la coopération de la France et de l'Algérie répondant aux intérêts des deux pays, le gouvernement français estime avec le F.L.N. que la solution de l'indépendance de l'Algérie en coopération avec la France est celle qui correspond à cette situation. Le gouvernement et le F.L.N. ont donc défini d'un commun accord cette solution dans des déclarations qui seront soumises à l'approbation des électeurs lors du scrutin d'autodétermination.

CHAPITRE PREMIER

De l'organisation des pouvoirs publics pendant la période transitoire et des garanties de l'autodétermination

a) La consultation d'autodétermination permettra aux électeurs de faire savoir s'ils veulent que l'Algérie soit indépendante et, dans ce cas, s'ils veulent que la France et l'Algérie coopèrent dans les conditions définies par les présentes déclarations.

b) Cette consultation aura lieu sur l'ensemble du territoire algérien, c'est-à-dire dans les quinze départements suivants : Alger, Batna, Bône, Constantine, Médéa, Mostaganem, Oasis, Oran, Orléansville, Saïda, Saoura, Sétif, Tiaret, Tizi-Ouzou, Tlemcen.

Les résultats des différents bureaux de vote seront totalisés et proclamés pour l'ensemble du territoire.

c) La liberté et la sincérité de la consultation seront garanties conformément au règlement fixant les conditions de la consultation d'au d'autodétermination.

d) Jusqu'à l'accomplissement de l'autodétermination, l'organisation des pouvoirs publics en Algérie sera établie conformément au règlement qui accompagne la présente déclaration.

Il est institué un exécutif provisoire et un tribunal de l'ordre public.

La République est représentée par un haut-commissaire. Ces institutions, et notamment l'exécutif provisoire, seront installées dès l'entrée en vigueur du cessez-le-feu.

e) Le haut-commissaire sera dépositaire des pouvoirs de la République en Algérie, notamment en matière de défense, de sécurité et de maintien de l'ordre en dernier ressort.

f) L'exécutif provisoire sera chargé notamment :

— d'assurer la gestion des affaires publiques propres à l'Algérie. Il dirigera l'administration de l'Algérie et aura pour mission de faire accéder les Algériens aux emplois dans les différentes branches de cette administration ;

— de maintenir l'ordre public. Il disposera, à cet effet, de services de police et d'une force d'ordre placée sous son autorité ;

— de préparer et de mettre en œuvre l'autodétermination.

g) Le tribunal de l'ordre public sera composé d'un nombre égal de juges européens et de juges musulmans.

h) Le plein exercice des libertés individuelles et des libertés publiques sera rétabli dans le plus bref délai.

i) Le F.L.N. sera considéré comme une formation politique de caractère légal.

j) Les personnes internées tant en France qu'en Algérie seront libérées dans un délai maximum de vingt jours à compter du cessez-le-feu.

k) L'amnistie sera immédiatement proclamée. Les personnes détenues seront libérées.

l) Les personnes réfugiées à l'étranger pourront rentrer en Algérie. Des commissions siégeant au Maroc et en Tunisie faciliteront ce retour.

Les personnes regroupées pourront rejoindre leur lieu de résidence habituel.

L'exécutif provisoire prendra les premières mesures sociales, économiques et autres destinées à assurer le retour de ces populations à une vie normale.

m) Le scrutin d'autodétermination aura lieu dans un délai minimum de trois mois et dans un délai maximum de six mois. La date en sera fixée sur proposition de l'exécutif provisoire dans les deux mois qui suivront l'installation de celui-ci.

CHAPITRE II

De l'indépendance et de la coopération

Si la solution d'indépendance et de coopération est adoptée, le contenu des présentes déclarations s'imposera à l'État algérien.

A) DE L'INDÉPENDANCE DE L'ALGÉRIE

I. — *L'État algérien exercera sa souveraineté pleine et entière à l'intérieur et à l'extérieur*

Cette souveraineté s'exercera dans tous les domaines, notamment la défense nationale et les affaires étrangères.

L'État algérien se donnera librement ses propres institutions et choisira le régime politique et social qu'il jugera le plus

conforme à ses intérêts. Sur le plan international, il définira et appliquera en toute souveraineté la politique de son choix.

L'État algérien souscrira sans réserve à la Déclaration universelle des droits de l'homme et fondera ses institutions sur les principes démocratiques et sur l'égalité des droits politiques entre tous les citoyens sans discrimination de race, d'origine ou de religion. Il appliquera, notamment, les garanties reconnues aux citoyens de statut civil français.

II.— *Des droits et libertés des personnes et de leurs garanties*

1. *Dispositions communes.* — Nul ne pourra faire l'objet de mesures de police ou de justice, de sanctions disciplinaires ou d'une discrimination quelconque en raison :

— d'opinions émises à l'occasion des événements survenus en Algérie avant le jour du scrutin d'autodétermination ;

— d'actes commis à l'occasion des mêmes événements avant le jour de la proclamation du cessez-le-feu.

Aucun Algérien ne pourra être contraint de quitter le territoire algérien ni empêché d'en sortir.

2. *Dispositions concernant les citoyens français de statut civil de droit commun.* — **a)** Dans le cadre de la législation algérienne sur la nationalité, la situation légale des citoyens français de statut civil de droit commun est réglée selon les principes suivants.

Pour une période de trois années à dater du jour de l'autodétermination, les citoyens français de statut civil de droit commun :

— nés en Algérie et justifiant de dix années de résidence habituelle et régulière sur le territoire algérien au jour de l'autodétermination ;

— ou justifiant de dix années de résidence habituelle et régulière sur le territoire algérien au jour de l'autodétermination et dont le père ou la mère né en Algérie remplit, ou aurait pu remplir, les conditions pour exercer les droits civiques ; -

— ou justifiant de vingt années de résidence habituelle et régulière sur le territoire algérien au jour de l'autodétermination, bénéficieront, de plein droit, des droits civiques algériens et seront considérés, de ce fait, comme des nationaux français exerçant les droits civiques algériens.

Les nationaux français exerçant les droits civiques algériens ne peuvent exercer simultanément les droits civiques français.

Au terme du délai de trois années susvisé, ils acquièrent la nationalité algérienne par une demande d'inscription ou de confirmation de leur inscription sur les listes électorales ; à défaut de cette demande, ils sont admis au bénéfice de la convention d'établissement.

b) Afin d'assurer, pendant un délai de trois années, aux nationaux exerçant les droits civiques algériens et à l'issue de ce délai, de façon permanente, aux Algériens de statut civil français, la protection de leur personne et de leurs biens, et leur participation régulière à la vie de l'Algérie, les mesures suivantes sont prévues :

Ils auront une juste et authentique participation aux affaires publiques. Dans les assemblées, leur représentation devra correspondre à leur importance effective. Dans les diverses branches de la fonction publique, ils seront assurés d'une équitable participation.

Leur participation à la vie municipale à Alger et à Oran fera l'objet de dispositions particulières.

Leurs droits de propriété seront respectés. Aucune mesure de dépossession ne sera prise à leur encontre sans l'octroi d'une indemnité équitable préalablement fixée.

Ils recevront les garanties appropriées à leurs particularismes culturel, linguistique et religieux. Ils conserveront leur statut personnel qui sera respecté et appliqué par des juridictions algériennes comprenant des magistrats de même statut. Ils utiliseront la langue française au sein des assemblées et dans leurs rapports avec les pouvoirs publics.

Une association de sauvegarde contribuera à la protection dès droits qui leur sont garantis.

Une Cour des garanties, institution de droit interne algérien, sera chargée de veiller au respect de ces droits.

B) DE LA COOPÉRATION ENTRE LA FRANCE ET L'ALGÉRIE

Les relations entre les deux pays seront fondées, dans le respect mutuel de leur indépendance, sur la réciprocité des avantages et l'intérêt des deux parties.

L'Algérie garantit les intérêts de la France et les droits acquis des personnes physiques et morales dans les conditions fixées par les présentes déclarations, En contrepartie, la France accordera à l'Algérie son assistance technique et culturelle et apportera à son développement économique et social une aide financière privilégiée.

1° Pour une période de trois ans renouvelable, l'aide de la France sera fixée dans des conditions comparables et à un niveau équivalant à ceux des programmes en cours.

Dans le respect de l'indépendance commerciale et douanière de l'Algérie, les deux pays détermineront les différents domaines où les échanges commerciaux bénéficieront d'un régime préférentiel.

L'Algérie fera partie de la zone franc. Elle aura sa propre monnaie et ses propres avoirs en devises. Il y aura entre la France et l'Algérie liberté des transferts dans des conditions compatibles avec le développement économique et social de l'Algérie.

2° Dans les départements actuels des Oasis et de la Saoura, la mise en valeur des richesses du sous-sol aura lieu selon les principes suivants :

a) La coopération franco-algérienne sera assurée par un organisme technique de coopération saharienne. Cet

organisme aura un caractère paritaire. Son rôle sera notamment de développer l'infrastructure nécessaire à l'exploitation du sous-sol, de donner un avis sur les projets *de* loi et de règlement à caractère minier, d'instruire les demandes relatives à l'octroi des titres miniers : l'État algérien délivrera les titres miniers et édictera la législation minière en toute souveraineté ;

b) Les intérêts français seront assurés notamment par :

— l'exercice, suivant les règles du code pétrolier saharien, tel qu'il existe actuellement, des droits attachés aux titres miniers délivrés par la France ;

— la préférence, à égalité d'offre, aux sociétés françaises dans l'octroi de nouveaux permis miniers, selon les modalités prévues par la législation minière algérienne ;

— le paiement en francs français des hydrocarbures sahariens à concurrence des besoins d'approvisionnement de la France et des autres pays *de* la zone franc.

3° La France et l'Algérie développeront leurs relations culturelles.

Chaque pays pourra créer sur le territoire de l'autre un office universitaire et culturel dont les établissements seront ouverts à tous.

La France apportera son aide à la formation de techniciens algériens.

Des personnels français, notamment des enseignants et des techniciens, seront mis à la disposition du gouvernement algérien par accord entre les deux pays.

CHAPITRE III

Du règlement des questions militaires

Si la solution d'indépendance de l'Algérie et de coopération entre l'Algérie et la France est adoptée, les questions militaires seront réglées selon les principes suivants :

— les forces françaises, dont les effectifs auront été progressivement réduits à partir du cessez-le-feu, se retireront des frontières de l'Algérie au moment de l'accomplissement de l'autodétermination : leurs effectifs seront ramenés, dans un délai de douze mois à compter de l'autodétermination, à 80 000 hommes ; le rapatriement de ces effectifs devra avoir été réalisé à l'expiration d'un second délai de vingt-quatre mois. Des installations militaires seront corrélativement dégagées ;

— l'Algérie concède à bail à la France l'utilisation de la base de Mers el-Kébir pour une période de quinze ans, renouvelable par accord entre les deux pays ;

— l'Algérie concède également à la France l'utilisation de certains aérodromes, terrains, sites et installations militaires qui lui sont nécessaires.

CHAPITRE IV

Du règlement des litiges

La France et l'Algérie résoudront les différends qui viendraient à surgir entre elles par des moyens de règlement pacifique. Elles auront recours soit à la conciliation, soit à l'arbitrage. À défaut d'accord sur ces procédures, chacun des deux États pourra saisir directement la Cour internationale de justice.

CHAPITRE V

Des conséquences de l'autodétermination

Dès l'annonce officielle prévue à l'article 27 du règlement de l'autodétermination, les actes correspondant à ces résultats seront établis.

Si la solution d'indépendance et de coopération est adoptée :

— l'indépendance de l'Algérie sera immédiatement reconnue par la France ;

— les transferts de compétence seront aussitôt réalisés ;

— les règles énoncées par la présente déclaration générale et les déclarations jointes entreront en même temps en vigueur.

L'exécutif provisoire organisera, dans un délai de trois semaines, des élections pour la désignation de l'Assemblée nationale algérienne à laquelle il remettra ses pouvoirs.

B) DECLARATION DES GARANTIES

PREMIERE PARTIE

DISPOSITIONS GENERALES

1° De la sécurité des personnes

Nul ne peut être inquiété, recherché, poursuivi, condamné, ni faire l'objet de décision pénale, de sanction disciplinaire ou de discrimination quelconque, en raison d'actes commis en relation avec les événements politiques survenus en Algérie avant le jour de la proclamation du cessez-le-feu.

Nul ne peut être inquiété, recherché, poursuivi, condamné, ni faire l'objet de décision pénale, de sanction disciplinaire ou de discrimination quelconque, en raison de paroles ou d'opinions en relation avec les événements politiques survenus en Algérie avant le jour du scrutin d'autodétermination.

2° De la liberté de circuler entre l'Algérie et la France

Sauf décision de justice, tout Algérien muni d'une carte d'identité est libre de circuler entre l'Algérie et la France.

Les Algériens sortant du territoire algérien dans l'intention de s'établir dans un autre pays pourront transporter leurs biens mobiliers hors d'Algérie.

Ils pourront liquider sans restriction leurs biens immobiliers et transférer les capitaux provenant de cette opération dans les conditions prévues par la déclaration de principes relative à la coopération économique et financière. Leurs droits à pension seront respectés dans les conditions prévues dans cette même déclaration.

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

De l'exercice des droits civiques algériens

Dans le cadre de la législation algérienne sur la nationalité, la situation légale des citoyens français de statut civil de droit commun est réglée selon les principes suivants :

Pour une période de trois années à compter de l'autodétermination, les citoyens français de statut civil de droit commun :

— nés en Algérie et justifiant de dix années de résidence habituelle et régulière sur le territoire algérien au jour de l'autodétermination ;
— ou justifiant de dix années de résidence habituelle et régulière sur le territoire algérien au jour de l'autodétermination, et dont le père ou la mère, né en Algérie, remplit ou aurait pu remplir les conditions pour exercer les droits civiques ;
— ou justifiant de vingt années de résidence habituelle et régulière sur le territoire algérien au jour de l'autodétermination,

bénéficieront, de plein droit, des droits civiques algériens et seront considérés de ce fait comme des nationaux français exerçant les droits civiques algériens.

Les nationaux français exerçant les droits civiques algériens ne peuvent exercer simultanément les droits civiques français.

Au terme du délai de trois années susvisé, ils acquièrent la nationalité algérienne par une demande d'inscription ou de confirmation de leur inscription sur les listes électorales ; à défaut de cette demande, ils sont admis au bénéfice de la convention d'établissement.

CHAPITRE II

Protection des droits et libertés des citoyens algériens de statut civil de droit commun

Afin d'assurer aux Algériens de statut civil de droit commun la protection de leurs personnes et de leurs biens et leur participation harmonieuse à la vie de l'Algérie, les mesures énumérées au présent chapitre sont prévues.

Les nationaux français exerçant les droits civiques algériens dans les conditions prévues au chapitre I ci-dessus, bénéficient de ces mêmes mesures.

1. Les Algériens de statut civil de droit commun jouissent du même traitement et des mêmes garanties en droit et en fait que les autres Algériens. Ils sont soumis aux mêmes devoirs et aux mêmes obligations.

2. Les droits et libertés définis par la Déclaration universelle des droits de l'homme sont garantis aux Algériens de statut civil de droit commun. Il ne peut être pris à leur égard, notamment, aucune mesure discriminatoire en raison de leur langue de leur culture, de leur religion et de leur statut personnel. Ces traits caractéristiques leur sont reconnus et

doivent être respectés.

3. Les Algériens de statut civil de droit commun seront, pendant cinq ans, dispensés du service militaire.

4. Les Algériens de statut civil de droit commun ont une juste part à la gestion des affaires publiques, qu'il s'agisse des affaires générales de l'Algérie ou de celles des collectivités locales, des établissements publics et des entreprises publiques.

Dans le cadre d'un collège électoral unique commun à tous les Algériens, les Algériens de statut civil de droit commun jouissent de l'électorat et de l'éligibilité.

5. Les Algériens de statut civil de droit commun ont, dans toutes les assemblées à caractère politique': administratif, économique, social et culturel, une juste et authentique représentation.

a) Dans les assemblées à caractère politique et dans les assemblées à caractère administratif (conseils régionaux, généraux et municipaux), leur représentation ne pourra être inférieure à leur importance au sein de la population. À cet effet, dans chaque circonscription électorale, un certain nombre de sièges à pourvoir sera, selon la proportion des Algériens de statut civil de droit commun dans cette circonscription, réservé aux candidats algériens de ce statut, quel que soit le mode de scrutin choisi.

b) Dans les assemblées à caractère économique, social et culturel, leur représentation devra tenir compte de leurs intérêts moraux et matériels.

6. ***a)*** La représentation des Algériens de statut civil de droit commun au sein des assemblées municipales sera proportionnelle à leur nombre dans la circonscription considérée.

b) Dans toute commune où il existe plus de 50 Algériens de statut civil de droit commun et où ceux-ci, nonobstant l'application des dispositions de l'article 3 ci-dessus, ne sont pas représentés au sein de l'assemblée municipale est désigné un adjoint spécial appelé à y siéger avec voix consultative.

Est proclamé adjoint spécial, à l'issue des élections municipales, le candidat algérien de statut civil de droit commun qui a recueilli le plus grand nombre de voix.

c) Sans préjudice des principes admis au paragraphe *a)* ci-dessus, et pendant les quatre années qui suivront le scrutin d'autodétermination, les villes d'Alger et d'Oran seront administrées par des conseils municipaux dont le président ou le vice-président sera choisi parmi les Algériens de statut civil de droit commun.

Pendant ce même délai, les villes d'Alger et d'Oran sont divisées en circonscriptions municipales dont le nombre ne sera pas inférieur à 10 pour Alger et à 6 pour Oran.

Dans les circonscriptions où la proportion des Algériens de statut civil de droit commun dépasse 50 %, l'autorité placée à la tête de la circonscription appartient à cette catégorie de citoyens.

7. Une proportion équitable d'Algériens de statut civil de droit commun sera assurée dans les différentes branches de la fonction publique.

8. Les Algériens de statut civil de droit commun sont en droit de se prévaloir de leur statut personnel non coranique jusqu'à la promulgation en Algérie d'un code civil à l'élaboration duquel ils seront associés.

9. Sans préjudice des garanties résultant, en ce qui concerne la composition du corps judiciaire algérien, des règles relatives à la participation des Algériens de statut civil de droit commun au sein de la fonction publique, les garanties spécifiques suivantes sont prévues en matière judiciaire :

A) Quelle que puisse être l'organisation judiciaire future de l'Algérie, celle-ci comportera, dans tous les cas, en ce qui concerne les Algériens de statut civil de droit commun :

— le double degré de juridiction, y compris en ce qui concerne les juridictions d'instruction ;
— le jury en matière criminelle ;
— les voies de recours traditionnelles : pourvoi en cassation et recours en grâce.

B) En outre, dans l'ensemble de l'Algérie :

a) Dans toute juridiction civile ou pénale, devant laquelle devra comparaître un Algérien de statut civil de droit commun, siégera obligatoirement un juge algérien de même statut.

En outre, si la juridiction de jugement comporte un jury, le tiers des jurés seront des Algériens de statut civil de droit commun.

b) Dans toute juridiction pénale siégeant à juge unique devant laquelle comparaît un Algérien de statut civil de droit commun et dans laquelle le magistrat ne serait pas un Algérien de même statut, le juge unique sera assisté d'un échevin choisi parmi les Algériens de statut civil de, droit commun et qui aura voix consultative.

c) Tout litige intéressant exclusivement le statut personnel des Algériens de statut civil de droit commun sera porté devant une juridiction composée en majorité de juges relevant de ce statut.

d) Dans toutes les juridictions où est requise la présence d'un ou plusieurs juges de statut civil de droit commun, ceux-ci peuvent être suppléés par des magistrats français détachés au titre de la coopération technique.

10. L'Algérie garantit la liberté de conscience et la liberté des cultes catholiques, protestant, et israélite. Elle assure à ces cultes la liberté de leur organisation, de leur exercice et de leur enseignement ainsi que l'inviolabilité des lieux du culte.

11. ***a)*** Les textes officiels sont publiés ou notifiés dans la langue française en même temps qu'ils le sont dans la langue nationale. La langue française est utilisée dans les rapports entre les services publics algériens et les Algériens de statut civil de droit commun. Ceux-ci ont le droit de l'utiliser, notamment dans la vie politique, administrative et judiciaire.

b) Les Algériens de statut civil de droit commun exercent librement leur choix entre les divers établissements

d'enseignement et types d'enseignement.

c) Les Algériens de statut civil de droit commun, comme les autres Algériens, sont libres d'ouvrir et de gérer des établissements d'enseignement.

d) Les Algériens de statut civil de droit commun pourront fréquenter les sections françaises que l'Algérie organisera dans ses établissements scolaires de tous ordres conformément aux dispositions de la déclaration de principes relative à la coopération culturelle.

e) La part faite par la radiodiffusion et la télévision algériennes aux émissions en langue française devra correspondre à l'importance qui est reconnue à celle-ci.

12. Aucune discrimination ne sera établie à l'égard des biens appartenant à des Algériens de statut civil de droit commun, notamment en matière de réquisition, de nationalisation, de réforme agraire et d'imposition fiscale. Toute expropriation sera subordonnée à une indemnité équitable préalablement fixée.

13. L'Algérie n'établira aucune discrimination en matière d'accès à l'emploi. Aucune restriction à l'accès d'aucune profession, sauf exigence de compétence, ne sera établie.

14. La liberté d'association et la liberté syndicale sont garanties. Les Algériens de statut civil de droit commun ont le droit de créer des associations et des syndicats et d'adhérer aux associations et syndicats de leur choix.

CHAPITRE III

De l'association de sauvegarde

Les Algériens de statut civil de droit commun appartiennent, jusqu'à la mise en vigueur des statuts, à une association de sauvegarde reconnue d'utilité publique et régie par le droit algérien.

L'association a pour objet :

— d'ester en justice, y compris devant la Cour des garanties pour défendre les droits personnels des Algériens de statut civil de droit commun, notamment les droits énumérés dans la présente déclaration ;
— d'intervenir auprès des pouvoirs publics ;
— d'administrer des établissements culturels et de bienfaisance.

L'association est dirigée, jusqu'à l'approbation de ses statuts par les autorités compétentes algériennes, par un comité directeur de neuf membres désignés par tiers respectivement par les représentants de la vie spirituelle et intellectuelle, de la magistrature ainsi que de l'ordre des avocats.

Le comité directeur est assisté par un secrétariat responsable devant lui ; il peut ouvrir des bureaux dans les différentes localités.

L'association n'est ni un parti ni un groupement politique. Elle ne concourt pas à l'expression du suffrage.

L'association sera constituée dès l'entrée en vigueur *de* la présente déclaration.

CHAPITRE IV

De la Cour des garanties

Les litiges sont, à la requête de toute partie algérienne intéressée, déférés à la Cour des garanties.

Celle-ci est composée :

— de quatre magistrats algériens dont deux appartenant au statut civil de droit commun, désignés par le gouvernement algérien ;
— d'un président désigné par le gouvernement algérien sur proposition des quatre magistrats.

La Cour peut délibérer valablement avec une composition de trois membres sur cinq au minimum.

Elle peut ordonner une enquête.

Elle peut prononcer l'annulation de tout texte réglementaire ou décision individuelle contraire à la déclaration des garanties.

Elle peut se prononcer sur toute mesure d'indemnisation. Ses arrêts sont définitifs.

TROISIÈME PARTIE

FRANÇAIS RESIDANT EN ALGERIE EN QUALITE D'ETRANGERS

Les Français, à l'exception de ceux qui bénéficient des droits civiques algériens, seront admis au bénéfice d'une convention d'établissement conforme aux principes suivants :

1. Les ressortissants français pourront entrer en Algérie et en sortir sous le couvert, soit de leur carte d'identité

nationale française, soit d'un passeport français en cours de validité.

Ils pourront circuler librement en Algérie et fixer leur résidence au lieu de leur choix.

Les ressortissants français résidant en Algérie, qui sortiront du territoire algérien en vue de s'établir dans un autre pays, pourront transporter leurs biens mobiliers, liquider leurs biens immobiliers, transférer leurs capitaux, dans les conditions prévues au titre III de la déclaration de principes relative à la coopération économique et financière et conserver le bénéfice des droits à pension acquis en Algérie, dans les conditions qui sont prévues dans la déclaration de principes relative à la coopération économique et financière.

2. Les ressortissants français bénéficieront en territoire algérien de l'égalité de traitement avec les nationaux en ce qui concerne :

— la jouissance des droits civils en général
— le libre accès à toutes les professions assorti des droits nécessaires pour les exercer effectivement, notamment celui de gérer et de fonder des entreprises ;
— le bénéfice de la législation sur l'assistance et la sécurité sociale ;
— le droit d'acquérir et de céder la propriété de tous biens meubles et immeubles, de les gérer, d'en jouir ; sous réserve des dispositions concernant la réforme agraire.

3. ***a)*** Les ressortissants français jouiront en territoire algérien de toutes les libertés énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

b) Les Français ont le droit d'utiliser la langue française dans tous leurs rapports avec la, justice et les administrations.

c) Les Français peuvent ouvrir et gérer en Algérie des établissements privés d'enseignement et de recherche, conformément aux dispositions prévues dans la déclaration de principes relative aux questions culturelles.

d) L'Algérie ouvre ses établissements d'enseignement aux Français. Ceux-ci peuvent demander à suivre l'enseignement dispensé dans les sections prévues à la déclaration de principes relative aux questions culturelle!.

4. Les personnes, les biens et les intérêts des ressortissants français seront placés sous la protection des lois, consacrée par le libre accès aux juridictions. Ils seront exemptés de la caution *judicatum solvi.*

5. Aucune mesure arbitraire ou discriminatoire ne sera prise à l'encontre des biens, intérêts et droits acquis des ressortissants français. Nul ne peut être privé de ses droits, sans une indemnité équitable préalablement fixée.

6. Le statut personnel, y compris le régime successoral, des ressortissants français sera régi par la loi française.

7. La législation algérienne déterminera éventuellement les droits civiques et politiques reconnus aux ressortissants français en territoire algérien ainsi que les conditions de leur admission aux emplois publics.

8. Les ressortissants français, pourront participer dans le cadre de la législation algérienne aux activités des syndicats, des groupements de défense professionnelle et des organisations représentant les intérêts économiques.

9. Les sociétés civiles et commerciales de droit français ayant leur siège social en France, et qui ont ou auront une activité économique en Algérie, jouiront en territoire algérien de tous les droits, reconnus par le présent texte, dont une personne morale peut être titulaire.

10. Les ressortissants français pourront obtenir en territoire algérien des concessions, autorisations et permissions administratives et être admis à conclure des marchés publics dans les mêmes Conditions que les ressortissants algériens.

11. Les ressortissants français ne pourront être assujettis en territoire algérien à des droits, taxes ou contributions, quelle qu'en soit la dénomination, différents de ceux perçus sur les ressortissants algériens.

12. Des dispositions ultérieures seront prises en vue de réprimer l'évasion fiscale et d'éviter les doubles impositions. Les ressortissants français bénéficieront sur le territoire algérien, dans les mêmes conditions que les ressortissants algériens, de toute disposition mettant à la charge de l'État ou des collectivités publiques la réparation *des* dommages subis par les personnes ou les biens.

13. Aucune mesure d'expulsion à l'encontre d'un ressortissant français jugé dangereux pour l'ordre public ne sera mise à exécution sans que le gouvernement français en ait été préalablement informé. Sauf urgence absolue, constatée par une décision motivée, un délai suffisant sera laissé à l'intéresse pour régler ses affaires instantes.

Ses biens et intérêts seront sauvegardés, sous la responsabilité de l'Algérie.

14. Des dispositions complémentaires feront l'objet d'un accord ultérieur.

C) DECLARATION DE PRINCIPES RELATIVE A LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

PRÉAMBULE

La coopération entre la France et l'Algérie dans les domaines économique et financier est fondée sur une base contractuelle conforme aux principes suivants

1. L'Algérie garantit les intérêts de la France et les droits acquis des personnes physiques et morales ;

2. La France s'engage en contrepartie à accorder à l'Algérie son assistance technique et culturelle et à apporter au financement de son développement économique et social une contribution privilégiée que justifie l'importance des intérêts

français existant en Algérie ;

3. Dans le cadre de ces engagements réciproques, la France et l'Algérie entretiendront des relations privilégiées, notamment sur le plan des échanges et de la monnaie.

TITRE PREMIER

CONTRIBUTION FRANÇAISE AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DE L'ALGERIE

ARTICLE PREMIER. — Pour contribuer de façon durable à la continuité du développement économique et social de l'Algérie, la France poursuivra son assistance technique et une aide financière privilégiée. Pour une première période de trois ans, renouvelable, cette aide sera fixée dans des conditions comparables et à un niveau équivalant à ceux des programmes en cours.

ART. 2. — L'aide financière et technique française s'appliquera notamment à l'étude, à l'exécution ou au financement des projets d'investissements publics ou privés présentés par les autorités algériennes compétentes, à la formation des cadres et techniciens algériens, à l'envoi de techniciens français ; elle s'appliquera également aux mesures de transition à prendre pour faciliter la remise au travail des populations regroupées.

Elle pourra revêtir, suivant les cas, la forme de prestations en nature, de prêts, de contributions ou participations.

ART. 3. — Les autorités algériennes et françaises compétentes se concerteront pour assurer la pleine efficacité de l'aide et son affectation aux objets pour lesquels elle a été consentie.

ART. 4. — Les modalités de la coopération dans le domaine administratif, technique et culturel font l'objet de dispositions spéciales.

TITRE II

ÉCHANGES

ART. 5. — Dans le cadre du principe de l'indépendance commerciale et douanière de l'Algérie, les échanges avec la France, établis sur la base de la réciprocité des avantages et de l'intérêt des deux parties, bénéficieront d'un statut particulier correspondant aux rapports de coopération entre les deux pays.

ART. 6. — Ce statut précisera :

— l'institution de tarifs préférentiels ou l'absence de droits ;
— les facilités d'écoulement sur le territoire français des productions excédentaires de l'Algérie, par l'organisation des marchés de certains produits eu égard, en particulier, aux conditions de prix ;
— les restrictions à la libre circulation des marchandises, justifiées notamment par le développement de l'économie nationale, la protection de la santé publique, la répression des fraudes ;
— les clauses de navigation aérienne et maritime entre les deux pays, en vue de favoriser le développement et le plein emploi des deux pavillons.

ART. 7. — Les ressortissants algériens résidant en France, et notamment les travailleurs, auront les mêmes droits que les nationaux français, à l'exception des droits politiques.

TITRE III

RELATIONS MONETAIRES

ART. 8. — L'Algérie fera partie de la zone franc. Ses relations avec cette zone seront en outre définies contractuellement sur la base des principes énoncés aux articles 9, 10 et 11 ci-après.

ART. 9. — Les opérations de conversion de monnaie algérienne en monnaie française et *vice versa*, ainsi que les transferts entre les deux pays, s'effectuent sur la base des parités officielles reconnues par le Fonds monétaire international.

ART. 10. — Les transferts à destination de la France bénéficieront d'un régime de liberté. Le volume global et le rythme des opérations devront néanmoins tenir compte des impératifs du développement économique et social de l'Algérie, ainsi que du montant des recettes en francs de l'Algérie tirées notamment de l'aide financière consentie par la France.

Pour l'application de ces principes et dans le souci de préserver l'Algérie des effets de la spéculation, la France et l'Algérie se concerteront au sein d'une commission mixte groupant les autorités monétaires des deux pays.

ART. 11. — Les accords relatifs à la coopération monétaire entre la France et l'Algérie préciseront notamment :

— les modalités de transfert du privilège d'émission, les conditions d'exercice de ce privilège durant la période qui précédera la mise en place de l'Institut d'émission algérien, les facilités nécessaires au fonctionnement de cet Institut ;

— les rapports entre cet Institut et la Banque de France en ce qui concerne les conditions de participation de l'Algérie à la trésorerie commune des devises, l'individualisation et le volume initial des droits de tirage en devises, l'octroi d'allocations supplémentaires éventuelles en devises, le régime des avoirs algériens en francs français correspondant aux droits de tirage en devises et les possibilités de découvert en francs français ;

— les conditions d'établissement de règles communes à l'égard des opérations traitées dans des monnaies étrangères à la zone franc.

TITRE IV

GARANTIES DES DROITS ACQUIS ET DES ENGAGEMENTS ANTERIEURS

ART. 12. — L'Algérie assurera sans aucune discrimination une libre et paisible jouissance des droits patrimoniaux acquis sur son territoire avant l'autodétermination. Nul ne sera privé de ces droits sans indemnité équitable préalablement fixée.

ART. 13. — Dans le cadre de la réforme agraire, la France apportera à l'Algérie une aide spécifique en vue du rachat, pour tout ou partie, de droits de propriété détenus par des ressortissants français.

Sur la base d'un plan de rachat établi par les autorités algériennes, compétentes, les modalités de cette aide seront fixées par accord entre les deux pays, de manière à concilier l'exécution de la politique économique et sociale de l'Algérie avec l'échelonnement normal du concours financier de la France.

ART. 14. — L'Algérie confirme l'intégralité des droits attachés aux titres miniers ou de transport accordés par la République française pour la recherche, l'exploitation ou le transport des hydrocarbures liquides ou gazeux et des autres substances minérales des treize départements algériens du Nord ; le régime de ces titres restera celui de l'ensemble des dispositions applicables à la date du cessez-le-feu.

Le présent article concerne l'ensemble des titres miniers ou de transport délivrés par la France avant l'autodétermination ; toutefois, après le cessez-le-feu, il ne sera pas délivré de nouveaux permis exclusifs de recherche sur des surfaces non encore attribuées, sauf si les zones intéressées ont fait l'objet d'un avis de mise à l'enquête publié avant cette date au *Journal officiel de* la République française.

ART. 15. — Sont garantis les droits acquis, à la date de l'autodétermination, en matière de pension de retraite ou d'invalidité auprès d'organismes algériens.

Ces organismes continueront à assurer le service des pensions de retraite ou d'invalidité ; leur prise en charge définitive, ainsi que les modalités de leur éventuel rachat, seront fixées d'un commun accord entre les autorités algériennes et françaises.

Sont garantis les droits à pensions de retraite ou d'invalidité acquis auprès d'organismes français.

ART. 16. — L'Algérie facilitera le paiement des pensions dues par la France aux anciens combattants *et* retraités. Elle autorisera les services français compétents à poursuivre en territoire algérien l'exercice de leurs activités en matière de paiements, soins et traitement des invalides.

ART. 17. — L'Algérie garantit aux sociétés françaises installées sur son territoire, ainsi qu'aux sociétés dont le capital est en majorité détenu par des personnes physiques ou morales françaises, l'exercice normal de leurs activités dans des conditions excluant toute discrimination à leur préjudice.

ART. 18. — L'Algérie assume les obligations et bénéficie des droits contractés en son nom ou en celui des établissements publics algériens par les autorités françaises compétentes.

ART. 19. — Le domaine immobilier de l'État en Algérie sera transféré à l'État algérien, sous déduction, avec l'accord des autorités algériennes, des immeubles jugés nécessaires au fonctionnement normal des services français temporaires ou permanents.

Les établissements publics de l'État ou sociétés appartenant à l'État, charges de la gestion de services publics algériens, seront transférés à l'Algérie. Ce transfert portera sur les éléments patrimoniaux affectés en Algérie à la gestion de ces services publics ainsi qu'au passif y afférent. Des accords particuliers détermineront les conditions dans lesquelles seront réalisées ces opérations.

ART. 20. — Sauf accord à intervenir entre la France et l'Algérie, les créances et dettes libellées en francs existant

à la date de l'autodétermination, entre personnes physiques ou morales de droit public ou privé, sont réputées libellées dans la monnaie du domicile du contrat.

D) DÉCLARATION DE PRINCIPES SUR LA COOPERATION POUR LA MISE EN VALEUR DES RICHESSES DU SOUS-SOL DU SAHARA

PRÉAMBULE

1. Dans le cadre de la souveraineté algérienne, l'Algérie et la France s'engagent à coopérer pour assurer la continuité des efforts de mise en valeur des richesses du sous-sol saharien ;

2. L'Algérie succède à la France dans ses droits, prérogatives et obligations de puissance publique concédante au Sahara pour l'application de la législation minière et pétrolière, compte tenu des modalités prévues au titre III de la présente déclaration ;

3. L'Algérie et la France s'engagent, chacune en ce qui la concerne, à observer les principes de coopération ci-dessus énoncés, à respecter et faire respecter l'application des dispositions ci-après :

TITRE PREMIER

HYDROCARBURES LIQUIDES ET GAZEUX

A) Garantie des droits acquis et de leurs prolongements

§ 1er. L'Algérie confirme l'intégralité des droits attachés aux titres miniers et de transport accordés par la République française en application du code pétrolier saharien.

Le présent paragraphe concerne l'ensemble des titres miniers et de transport délivrés par la France avant l'autodétermination ; toutefois, après le cessez-le-feu, il ne sera pas délivré de nouveaux permis exclusifs de recherche sur des surfaces non encore attribuées, sauf si les zones intéressées ont fait l'objet d'un avis de mise à l'enquête publié avant cette date au *Journal officiel* de la République française.

a) Par « titres miniers et de transport » il faut entendre essentiellement :

1. Les autorisations de prospection ;

2. Les permis exclusifs de recherche, dits permis H ;

3. Les autorisations provisoires d'exploiter ;

4. Les concessions d'exploitation et les conventions correspondantes ;

5. Les approbations de projets d'ouvrages de transport d'hydrocarbures et les autorisations de transport correspondantes.

b) Par « code pétrolier saharien », il faut entendre l'ensemble des dispositions de toute nature applicables, à la date du cessez-le-feu, à la recherche, à l'exploitation et au transport des hydrocarbures produits dans les départements des Oasis et de la Saoura, et notamment au transport de ces hydrocarbures jusqu'aux terminaux marins.

§ 2. Les droits et obligations des détenteurs de titres miniers et de transport visés au § 1er ci-dessus et des personnes physiques ou morales qui leur sont associées dans le cadre de protocoles, accords ou contrats, approuvés par la République française, sont ceux définis par le code pétrolier saharien et par les présentes dispositions.

§ 3. Le droit pour le détenteur de titres miniers et ses associés de transporter ou faire transporter par canalisations, dans des conditions économiques normales, sa production d'hydrocarbures liquides ou gazeux jusqu'aux points de traitement ou de chargement et d'en assurer l'exportation s'exerce, en ce qui concerne la fixation du tracé des canalisations, selon les recommandations de l'organisme.

§ 4. Le droit du concessionnaire et de ses associés, dans te cadre de leur organisation commerciale propre ou de celle de leur choix, de vendre et de disposer librement de la production, c'est-à-dire de la céder, de l'échanger ou de l'utiliser en Algérie ou à l'exportation, s'exerce sous réserve de la satisfaction des besoins de la consommation intérieure algérienne et du raffinage sur place.

§ 5. Les taux de change et les parités monétaires applicables à toutes les opérations commerciales ou financières devront être conformes aux parités officielles reconnues par le Fonds monétaire international.

§ 6. Les dispositions du présent titre sont applicables sans distinction à tous les titulaires de titres miniers ou de transport et à leurs associés, quelle que soit la nature juridique, l'origine ou la répartition de leur capital et indépendamment de toute condition de nationalité des personnes ou de lieu du siège social.

§ 7. L'Algérie s'abstiendra de toute mesure de nature à rendre plus onéreux ou à faire obstacle à l'exercice des droits ci-dessus garantis, compte tenu des conditions économiques normales. Elle ne portera pas atteinte aux droits et intérêts des actionnaires, porteurs de parts ou créanciers de titulaires de titres miniers ou de transport, de leurs associés- ou des entreprises travaillant pour leur compte.

B) Garanties concernant l'avenir
(nouveaux titres miniers ou de transport)

§ 8. Pendant une période de six ans, à compter de la mise en vigueur des présentes dispositions, l'Algérie accordera la priorité aux sociétés françaises en matière de permis de recherche et d'exploitation, à égalité d'offre concernant les surfaces non encore attribuées ou rendues disponibles. Le régime applicable sera celui défini par la législation algérienne en vigueur, les sociétés françaises conservant le régime du code pétrolier saharien visé au § 1er ci-dessus à l'égard des titres miniers couverts par la garantie des droits acquis.

Par « sociétés françaises » au sens du présent paragraphe, il faut entendre les sociétés dont le contrôle est effectivement assuré par des personnes morales ou physiques françaises.

§ 9. L'Algérie s'interdit toute mesure discriminatoire au préjudice des sociétés françaises et de leurs associés intervenant dans la recherche, l'exploitation ou le transport des hydrocarbures liquides ou gazeux.

C) Dispositions communes

§ 10. Les opérations d'achat et de vente à l'exportation d'hydrocarbures d'origine saharienne destinés directement ou par voie d'échanges techniques à l'approvisionnement de la France et des autres pays de la zone franc donnent lieu à règlement en francs français.

Les exportations d'hydrocarbures sahariens hors de la zone franc ouvrent, à concurrence des gains nets en devises en résultant, des droits de tirage en, devises au profit de l'Algérie ; les accords de coopération monétaire, visés à l'article 11 de la déclaration de principes sur la coopération économique et financière, préciseront les modalités pratiques d'application de ce principe.

TITRE II

AUTRES SUBSTANCES MINERALES

§ 11. L'Algérie confirme l'intégralité des droits attachés aux titres miniers accordés par la République française pour les substances minérales autres que les hydrocarbures le régime de ces titres restera celui de l'ensemble des dispositions applicables à la date du cessez-le-feu.

Le présent paragraphe concerne l'ensemble des titres miniers délivrés par la France avant l'autodétermination ; toutefois, après le cessez-le-feu, il ne sera pas délivré de nouveaux permis exclusifs de recherche sur des surfaces non encore attribuées, sauf si les zones intéressées ont fait l'objet d'un avis de mise à l'enquête publié avant cette date au *Journal officiel* de la République française.

§ 12. Les sociétés françaises pourront prétendre à l'octroi de nouveaux permis et concessions dans les mêmes conditions que les autres sociétés ; elles bénéficieront d'un traitement aussi favorable que ces dernières pour l'exercice des droits résultant de ces titres miniers.

TITRE III

ORGANISME TECHNIQUE DE MISE EN VALEUR
DES RICHESSES DU SOUS-SOL SAHARIEN

§ 13. La mise en valeur rationnelle des richesses du sous-sol saharien est confiée, dans les conditions définies aux paragraphes suivants, à un organisme technique franco-algérien, ci-après dénommé « l'organisme ».

§ 14. L'Algérie et la France sont les cofondateurs de l'organisme qui sera constitué dès la mise en vigueur des présentes déclarations de principes.

L'organisme est administré par un conseil qui comprendra un nombre égal de représentants des deux pays fondateurs. Chacun des membres du conseil, y compris le président, dispose d'une voix.

Le conseil délibère sur l'ensemble des activités de l'organisme. Sont prises à la majorité des deux tiers les décisions concernant :

— la nomination du président et du directeur général ;
— les prévisions de dépenses visées au § 16 ci-dessous.

Les autres décisions sont prises à la majorité absolue.

Le président du conseil et le directeur général doivent être choisis de telle sorte que l'un soit de nationalité algérienne, l'autre de nationalité française.

Le conseil fixe les compétences respectives du président et du directeur général.

§ 15. L'organisme a la personnalité civile et l'autonomie financière.

Il dispose de services techniques et administratifs constitués en priorité par des personnels appartenant aux pays fondateurs.

§ 16. L'organisme est chargé de promouvoir une mise en valeur rationnelle des richesses du sous-sol ; à ce titre, il veille particulièrement au développement et à l'entretien des infrastructures nécessaires aux activités minières.

À cette fin, l'organisme établit chaque année un projet de programme de dépenses, d'études, d'entretien d'ouvrages et d'investissements neufs, qu'il soumet pour approbation aux deux pays fondateurs.

§ 17. Le rôle de l'organisme dans le domaine minier est défini comme suit :

1. Les textes à caractère législatif ou réglementaire relatifs au régime minier ou pétrolier sont édictés par l'Algérie après avis de l'organisme ;

2. L'organisme instruit les demandes relatives aux titres miniers et aux droits dérivés de ces titres. L'Algérie statue sur les propositions de l'organisme et délivre les titres miniers ;

3. L'organisme assure la surveillance administrative des sociétés permissionnaires ou concessionnaires.

§ 18. Les dépenses *de* l'organisme comprennent :

— les dépenses de fonctionnement ;
— les dépenses d'entretien d'ouvrages existants
— les dépenses d'équipements neufs.

Les ressources de l'organisme sont constituées par des contributions des États membres fixées au prorata du nombre de voix dont ils disposent au sein du conseil.

Toutefois, pendant une période de trois ans à compter de J'autodétermination, éventuellement renouvelable, ces ressources sont complétées par un apport supplémentaire de l'Algérie qui ne sera pas inférieur à 12 % du produit de la fiscalité pétrolière.

TITRE IV

ARBITRAGE

Nonobstant toutes dispositions contraires, tous litiges ou contestations entre la puissance publique et les titulaires des droits garantis par le titre 1-A ci-dessus relèvent en premier et dernier ressort d'un tribunal arbitral international dont l'organisation et le fonctionnement seront fondés sur les principes suivants :

— chacune des parties désigne un arbitre et les deux arbitres nommeront un troisième arbitre qui sera le président du tribunal arbitral ; à défaut d'accord sur cette nomination, le président de la Cour internationale de justice sera prié de procéder à cette désignation à la requête de la partie la plus diligente ;
— le tribunal statue à la majorité des voix ; le recours au tribunal est suspensif ;
— la sentence est exécutoire, sans *exequatur*, sur le territoire du pays des parties ; elle est reconnue exécutoire de plein droit, en dehors de ces territoires, dans les trois jours suivant le prononcé de la sentence.

E) DÉCLARATION DE PRINCIPES, RELATIVE A LA COOPERATION CULTURELLE

TITRE PREMIER

LA COOPERATION

ARTICLE PREMIER. — La France s'engage, dans la mesure de ses possibilités, à mettre à la disposition *de* l'Algérie les moyens nécessaires pour l'aider à développer l'enseignement, la formation professionnelle et la recherche scientifique en Algérie.

Dans le cadre de l'assistance culturelle, scientifique et technique, la France mettra à la disposition de l'Algérie, pour l'enseignement, l'inspection des études, l'organisation des examens et concours, le fonctionnement des services administratifs et la recherche, le personnel enseignant, les techniciens, les spécialistes et chercheurs dont eue peut avoir besoin.

Le personnel recevra toutes les facilités et toutes les garanties morales nécessaires à l'accomplissement de sa mission ; il sera régi par les dispositions de la déclaration de principes sur la coopération technique.

ART. 2. — Chacun des deux pays pourra ouvrir sur le territoire de l'autre des établissements scolaires et des instituts universitaires dans lesquels sera dispensé un enseignement conforme à ses propres programmes, horaires et méthodes pédagogiques, et sanctionné par ses propres diplômes ; l'accès en sera ouvert aux ressortissants des deux pays.

La France conservera en Algérie un certain nombre d'établissements d'enseignement. La liste et les conditions de la répartition des immeubles entre la France et l'Algérie feront l'objet d'un accord particulier.

Les programmes suivis dans ces établissements comporteront un enseignement de la langue arabe en Algérie et un enseignement de la langue française en France. Les modalités du contrôle du pays de résidence feront l'objet d'un

accord particulier.

La création d'un établissement d'enseignement dans l'un ou l'autre pays fera l'objet d'une déclaration préalable, permettant aux autorités de l'un ou l'autre pays de formuler leurs observations et leurs suggestions afin de parvenir dans toute la mesure du possible à un accord sur les modalités de création de l'établissement en cause.

Les établissements ouverts par chaque pays seront rattachés à un office universitaire et culturel.

Chaque pays facilitera à tous égards la tâche des services et des personnes chargés de gérer et de contrôler les établissements de l'autre pays fonctionnant sur son territoire.

ART. 3. — Chaque pays ouvrira ses établissements d'enseignement public aux élèves et étudiants de l'autre pays.

Dans les localités où le nombre des élèves le justifiera, il organisera, au sein de ses établissements scolaires, des sections où sera dispensé un enseignement conforme aux programmes, horaires et méthodes suivis dans l'enseignement public de l'autre pays.

ART. 4. — La France mettra à la disposition de l'Algérie les moyens nécessaires pour l'aider à développer l'enseignement supérieur et la recherche scientifique et à assurer, dans ces domaines, des enseignements de qualité égale aux enseignements correspondants dispensés par les universités françaises.

L'Algérie organisera, dans la mesure de ses possibilités, dans les universités algériennes, les enseignements de base communs aux universités françaises, dans des conditions analogues de programmes, de scolarité et d'examens.

ART. 5. — Les grades et diplômes d'enseignement délivrés en Algérie et en France, dans les mêmes conditions de programmes, de scolarité et d'examens, sont valables de plein droit dans les deux pays.

Des équivalences entre les grades et diplômes délivrés en Algérie et eu France, dans des conditions différentes de programmes, de scolarité ou d'examens, seront établies par voie d'accords particuliers.

ART. 6. — Les ressortissants dé chacun des deux pays, personnes physiques ou morales, pourront ouvrir des établissements d'enseignement privé sur le territoire de l'autre pays, sous réserve de l'observation des lois et règlements concernant l'ordre public, les bonnes mœurs, l'hygiène, les conditions de diplômes et toute autre condition qui pourrait être convenue d'un commun accord.

ART. 7. — Chaque pays facilitera l'accès des établissements d'enseignement et de recherche relevant de son autorité aux ressortissants de l'autre pays, par l'organisation de stages et tous autres moyens appropriés, et par l'octroi de bourses d'études ou de recherches ou de prêts d'honneur, qui seront accordés aux intéressés, par l'entremise des autorités de leur pays, après consultation entre les responsables des deux pays.

ART. 8. — Chacun des deux pays assurera sur son territoire aux membres de l'enseignement public et privé de l'autre pays le respect des libertés et franchises consacrées par les traditions universitaires.

TITRE II

ECHANGES CULTURELS

ART. 9. — Chacun des deux pays facilitera l'entrée, la circulation et la diffusion sur son territoire de tous les instruments d'expression de la pensée en provenance de l'autre pays.

ART. 10. — Chacun des deux pays encouragera sur son territoire l'étude de la langue, de l'histoire et de la civilisation de l'autre, facilitera les travaux entrepris dans ce domaine et les manifestations culturelles organisées par l'autre pays.

ART. — 11. — Les modalités de l'aide technique apportée par la France à l'Algérie en matière de radiodiffusion, de télévision et de cinéma seront arrêtées ultérieurement d'un commun accord.

TITRE III

ART. 12. — L'aide prévue au titre de la coopération économique et financière est applicable aux domaines visés dans la présente déclaration.

F) DECLARATION DE PRINCIPES RELATIVE A LA COOPERATION TECHNIQUE

ARTICLE PREMIER. — La France s'engage :

a) À prêter à l'Algérie son appui en matière de documentation technique et à assurer aux services algériens une communication régulière d'informations, en matière d'études, de recherches et d'expérimentation ;

b) À mettre à la disposition de l'Algérie, dans la mesure des moyens disponibles, des services et des missions d'études, de recherches ou d'expérimentation, en vue, soit d'accomplir pour le compte de cette dernière, suivant ses directives, des travaux déterminés, soit de procéder à des études, de participer à des réalisations ou de contribuer à la création ou à la réorganisation d'un service ;

c) À ouvrir très largement aux candidats présentés par les autorités algériennes et agréés par les autorités françaises l'accès des établissements français d'enseignement et d'application et à organiser à leur intention des stages de perfectionnement, des cycles d'enseignement et de formation accélérés dans des écoles d'application, au sein de centres particuliers et dans les services publics ;

d) À mettre à la disposition de l'Algérie, dans la mesuré des moyens disponibles, des agents de nationalité française qui apporteront leur concours dans les domaines techniques et administratifs.

ART. 2. — Afin de préserver la continuité du service et de faciliter l'organisation de la coopération technique, les autorités algériennes s'engagent :

— à communiquer au gouvernement français les listes des agents français aux fonctions desquels elles entendent mettre fin, ainsi que la liste des emplois qu'elles souhaitent attribuer à des agents français ;
— à ne procéder au licenciement d'agents français en exercice au jour de l'autodétermination, qu'après en avoir communiqué les listes au gouvernement français et après avoir averti les intéressés dans des conditions de préavis à déterminer par un accord complémentaire.

ART. 3. — Les agents français, à l'exception de ceux bénéficiant des droits civiques algériens, qui sont en exercice au jour de l'autodétermination, et aux fonctions desquels les autorités algeriennes n'entendent pas mettre fin, sont considérer comme mis à la disposition des autorités algériennes, au titre de la coopération technique, à moins qu'ils n'expriment la volonté contraire.

ART. 4. — Au vu des listes visées à l'article 2, un état récapitulatif des emplois que le gouvernement français accepte de pourvoir sera établi d'un commun accord. Il pourra être revisé tous les deux ans.

Les agents visés à l'article 3 et les agents recrutés par l'Algérie conformément à l'article premier, § *d)*, seront mis à la disposition des autorités algériennes pour une durée fixée en principe à deux ans.

Toutefois les autorités algériennes auront le droit de remettre à tout moment les agents à la disposition de leur gouvernement dans des conditions de notification et de délai qui seront précisées par des accords complémentaires.

Les autorités françaises pourront, par voie de mesures individuelles, mettre lin au détachement d'agents français dans des conditions qui ne portent pas atteinte au bon fonctionnement des services.

ART. 5. — Les agents français mis à la disposition des autorités algériennes seront, dans l'exercice de leurs fonctions, souriais aux autorités algériennes. Ils ne pourront solliciter ni recevoir d'instructions d'une autorité autre que l'autorité algérienne, dont ils relèveront en raison des fonctions qui leur auront été confiées. Ils ne pourront se livrer à aucune activité politique sur le territoire de l'Algérie. Ils devront s'abstenir de tout acte de nature à nuire aux intérêts matériels et moraux tant des autorités algériennes que des autorités françaises.

ART. 6. — Les autorités algériennes donnent à tous les agents français l'aide et la protection qu'elles accordent à leurs propres fonctionnaires. Elles garantissent à ces agents le droit de transférer en France leurs rémunérations dans les conditions prévues par la déclaration de principes relative à la coopération économique et financière.

Ces agents français ne peuvent encourir d'autre sanction administrative que la remise motivée à la disposition de leur gouvernement. Ils ne peuvent être mutés sans leur consentement exprimé par écrit.

ART. 7. — Les modalités d'application des principes ci-dessus feront l'objet d'accords complémentaires. Ceux-ci régleront notamment, en fonction du statut *de* ces agents, les conditions de leur rémunération et la répartition entre la France et l'Algérie des charges financières correspondant au transport de l'agent et de sa famille, aux indemnités éventuelles, à la contribution de l'État en matière de sécurité sociale et de retraite.

G) DÉCLARATION DE PRINCIPES RELATIVE AUX QUESTIONS MILITAIRES

ARTICLE PREMIER. — L'Algérie concède à bail à la France l'utilisation de la base aéronavale de Mers el-Kébir pour une période de quinze ans à compter de l'autodétermination. Ce bail est renouvelable par accord entre les deux pays.

Le caractère algérien du territoire sur lequel est édifiée la base de Mers el-Kébir est reconnu par la France.

ART. 2. — La base de Mers el-Kébir est délimitée conformément à la carte annexée à la présente déclaration.

Sur le pourtour de la base, l'Algérie s'engage à accorder à la France en des points précisés sur la carte annexée et situés dans les communes d'El-Ançor, Bou-Tlélis et Misserghin ainsi que dans les îles Habibas et Plane, les installations et facilités nécessaires au fonctionnement de la base.

ART. 3. — L'aérodrome de Lartigue et l'établissement de l'Arbal délimités par le périmètre figurant sur la carte annexée à la présente déclaration, seront considérés pendant une durée de trois ans comme faisant partie de-la base de

Mers el-Kébir et seront soumis au même régime.

Après la mise en service de l'aérodrome de Bou-Sfer, l'aérodrome de Lartigue pourra être utilisé comme terrain de dégagement, lorsque les circonstances atmosphériques l'exigeront.

La construction de l'aérodrome de Bou-Sfer s'effectuera en une durée de trois années.

ART. 4. — La France utilisera pour une durée de cinq ans les sites comprenant les installations d'In-Ekker, Reggane et de l'ensemble de Colomb-Béchar-Hamaguir, dont le périmètre est délimité dans le plan annexé, ainsi que les stations techniques de localisation correspondantes.

Les mesures temporaires que comporte le fonctionnement des installations à l'extérieur de celles-ci, notamment en matière de circulation terrestre et aérienne, seront prises par les services français en accord avec les autorités algériennes.

ART. 5. — Des facilités de liaison aérienne seront mises à la disposition de la France dans les conditions suivantes :

— pendant cinq ans sur les aérodromes de Colomb-Béchar, Reggane, In-Amguel. Ces terrains seront ensuite transformés en terrains civils sur lesquels la France conservera des facilités techniques et le droit d'escale ;

— pendant cinq ans sur les aérodromes de Bône et de Boufarik où la F'rance aura des facilités techniques ainsi que des possibilités d'escale, de ravitaillement et de réparations ; les deux pays s'entendront sur les facilités qui seront ensuite consenties sur ces deux terrains.

ART. 6. — Les installations militaires énumérées ci-dessus ne serviront en aucun cas à des fins offensives.

ART. 7. — Les effectifs des forces françaises seront progressivement réduits à partir du cessez-le-feu.

Cette réduction aura pour effet de ramener les effectifs, dans un délai de douze mois à compter de l'autodétermination, à 80 000 hommes. Le rapatriement de ces effectifs devra avoir été réalisé à l'expiration d'un second délai de vingt-quatre mois. Jusqu'à l'expiration de ce dernier délai, des facilités seront mises à la disposition de la France sur les terrains nécessaires au regroupement, et à la circulation des forces françaises.

ART. 8. — L'annexe ci-jointe fait partie intégrante de la présente déclaration.

ANNEXE

En ce qui concerne Mers el-Kébir

ARTICLE PREMIER. — Les droits reconnus à la France à Mers el-Kébir comprennent l'utilisation du sol et du sous-sol, des eaux territoriales de la base et *de* l'espace aérien surjacent.

ART. 2. — Seuls les aéronefs militaires français circulent librement dans l'espace aérien de Mers el-Kébir dans lequel les autorités françaises assurent le contrôle *de* la circulation aérienne.

ART. 3. — Dans la base de Mers el-Kébir, les populations civiles sont administrées par les autorités algériennes pour tout ce qui ne concerne pas l'utilisation et le fonctionnement de la base.

Les autorités françaises exercent tous les pouvoirs nécessaires à l'utilisation et au fonctionnement de la base, notamment en matière de défense, de sécurité et de maintien *de* l'ordre dans la mesure où celui-ci concerne directement la défense et la sécurité.

Elles assurent la police et la circulation de tous les engins terrestres, aériens et maritimes. Les missions de gendarmerie sont assurées par la prévôté militaire.

ART. 4. — L'installation de nouveaux habitants sur le territoire de la base pourra faire l'objet des restrictions nécessaires, par accord entre les autorités françaises et les autorités algériennes.

Si les circonstances l'exigent, l'évacuation de tout ou partie de la population civile pourra être prescrite par les autorités algériennes à la demande de la France.

ART. 5. — Tout individu qui trouble l'ordre, dans la mesure où il porte atteinte à la défense et à la sécurité de la base, est remis par les autorités françaises aux autorités algériennes.

ART. 6. — La liberté de circulation sur les itinéraires. reliant entre elles les installations situées sur le pourtour de la base et reliant ces installations à la base de Mers el-Kébir est assurée en toutes circonstances.

ART. 7. — Les autorités françaises peuvent louer et acheter dans la base tous les biens meubles et immeubles qu'elles jugent nécessaires.

ART. 8. — Les autorités algériennes prendront à la requête des autorités françaises les mesures de réquisition ou d'expropriation jugées nécessaires à la vie et au fonctionnement de la base; Ces mesures donneront lieu à une indemnité équitable et préalablement fixée, à la charge de la France.

ART. 9. — Les autorités algériennes prendront les mesures pour assurer l'approvisionnement de la base en eau et en électricité, en toutes circonstances, ainsi que l'utilisation des services publics.

ART. 10. — Les autorités algériennes interdisent à l'extérieur de la base toute activité susceptible de porter atteinte

à l'utilisation de cette base et prennent, en liaison avec les autorités françaises, toutes les mesures propres à en assurer la sécurité.

En ce qui concerne les sites

ART. 11. — Dans les sites visés à l'article 4 de la déclaration de principes, la France maintient le personnel, les installations et entretient les équipements et matériels techniques qui lui sont nécessaires.

ART. 12. — Les autorités françaises peuvent, dans les aérodromes de Reggane, Colomb-Béchar, In-Amguel, maintenir le personnel, entretenir les stocks, les installations, équipements et matériels techniques qu'elles jugent nécessaires.

ART. 13. — Tout individu se trouvant sans titre ou troublant l'ordre public dans les sites et aérodromes visés ci-dessus est remis aux autorités algériennes par les autorités françaises.

En ce qui concerne les facilités aériennes

ART. 14. — La France dispose des radars de Réghaïa et de Bou-Zizi. Ces radars sont utilisés pour la sécurité de la navigation aérienne générale, tant, civile que militaire.

ART. 15. — Sur les aérodromes mentionnés au deuxième alinéa de l'article 5 de la déclaration de principes, les autorités algériennes assurent la sécurité extérieure et prennent éventuellement à l'extérieur les mesures propres à assurer le fonctionnement efficace des installations.

ART. 16. — Les aéronefs militaires français utilisent, en se conformant aux règles de la circulation générale, l'espace aérien reliant entre eux les aérodromes que la France a le droit d'utiliser.

ART. 17. — Les services météorologiques français et algériens coopèrent en se prêtant mutuellement appui.

En ce qui concerne les facilités de circulation terrestre

ART. 18. — Les éléments constitués des forces françaises et tous les matériels, ainsi que les membres isolés de ces forces, circulent librement par voie terrestre entre tous les points où stationnent ces forces, en utilisant les moyens ferroviaires ou routiers existant en Algérie.

Les déplacements importants se feront avec l'accord des autorités algériennes.

En ce qui concerne les facilités de circulation maritime

ART. 19. — Les bâtiments publics français transportant des personnels et des matériels militaires auront accès à certains ports algériens. Les modalités d'application seront réglées entre les deux gouvernements.

ART. 20. — L'accès de navires de guerre français à des rades et ports algériens fera l'objet d'accords ultérieurs.

En ce qui concerne les télécommunications

ART. 21. — La France a le droit d'exploitation exclusive des moyens de télécommunications de la base de Mers el-Kébir et des installations françaises situées dans les escales aériennes, et dans les sites visés à l'article 4 de la déclaration. Elle traitera directement des attributions de fréquences avec l'Union internationale des télécommunications.

ART. 22. — Les forces françaises pourront utiliser pour leurs liaisons les circuits télégraphiques et téléphoniques de l'Algérie, et en particulier les faisceaux hertziens d'infrastructure :

— Oran-Bône, avec les relais de Chréa, Sétif, Kef-el-Akkal et Bou-Zizi ;

— Oran-Colomb-Béchar, avec les relais de Saïda; Méchéria, Aïn-Sefra.

Des accords ultérieurs fixeront les conditions d'utilisation des installations techniques correspondantes.

En ce qui concerne le statut des forces en Algérie

ART. 23. — Sont désignés pour l'application du présent statut par le terme *membres des forces armées françaises :*

a) Les militaires des trois armées en service, en transit ou en permission en Algérie ;

b) Le personnel civil employé, au titre statutaire ou contractuel, par les forces armées françaises, à l'exclusion des nationaux algériens ;

c) Les personnes à la charge des individus ci-dessus visés.

ART. 24. — Les membres des forces françaises entrent en Algérie et en sortent sur la présentation des seules pièces suivantes :

— carte d’identité nationale ou militaire, ou passeport

— pour les personnes civiles, carte d'identité et attestation d'appartenance aux forces françaises.

Ils circulent librement en Algérie.

ART. 25. — Les unités, et détachements constitués sont astreints au port de l'uniforme. La tenue en ville des isolés fera l'objet d'un règlement ultérieur.

Les membres des forces armées en détachement sont autorisés au port d'arme apparente.

En ce qui concerne les dispositions judiciaires

ART. 26. — Les infractions commises par des membres des forces armées, soit en service ou à l'intérieur des installations françaises, soit ne mettant pas en cause des intérêts de l'Algérie, notamment en matière d'ordre public, sont de la compétence des juridictions militaires françaises. Les autorités françaises peuvent s'assurer de la personne des auteurs présumés de telles infractions.

ART. 27. — Les personnels de nationalité algérienne, auteurs d'infractions commises à l'intérieur des installations, sont remis sans délai, en vue de leur jugement, aux autorités algériennes.

ART. 28. — Toute infraction non visée à l'article 26 ci-dessus est de la compétence des tribunaux algériens.

Les deux gouvernements peuvent, toutefois, renoncer à exercer leur droit de juridiction.

ART. 29. — Les membres des forces françaises déférés devant les juridictions algériennes, et dont la détention est jugée nécessaire, sont incarcérés dans les locaux pénitentiaires dépendant de l'autorité militaire française, qui les fait comparaître à la demande de l'autorité judiciaire algérienne.

ART. 30. — En cas de flagrant délit, les membres des forces françaises sont appréhendés par les autorités algériennes et sont remis sans délai aux autorités françaises en vue de leur jugement, dans la mesure où celles-ci exercent leur jugement sur les intéressés.

ART. 31. — Les membres des forces françaises poursuivis devant un tribunal algérien ont droit aux garanties de bonne justice consacrée par la Déclaration universelle des droits de l'homme et la pratique des États démocratiques.

ART. 32. — L'État français réparera, équitablement, les dommages éventuellement causés par les forces armées et les membres de ces forces à l'occasion du service et dûment constatés. En cas de contestation les deux gouvernements auront recours à l'arbitrage.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, les tribunaux algériens connaissent des actions civiles dirigées contre les membres des forces armées. Les autorités françaises prêtent leur concours aux autorités algériennes qui en font la demande, pour assurer l'exécution des décisions des tribunaux algériens en matière civile.

En ce qui concerne les dispositions d'ordre économique et financier

ART. 33. — Les forces armées françaises et les membres de ces forces peuvent se procurer sur place les biens et services qui leur sont nécessaires, dans les mêmes conditions que les nationaux algériens.

ART. 34. — Les autorités militaires françaises peuvent disposer d'un service de poste aux armées et d'une paierie militaire.

ART. 35. — Les dispositions fiscales seront réglées par des accords ultérieurs.

H) DÉCLARATION DE PRINCIPES RELATIVE AU REGLEMENT DES DIFFERENDS

La France et l'Algérie résoudront les différends qui viendraient à surgir entre elles par des moyens de règlement pacifique. Elles auront recours soit à la conciliation, soit à l'arbitrage. À défaut d'accord sur ces procédures, chacun des deux États pourra saisir directement la Cour internationale de justice.

Réferences bibliographiques

AÏT AHMED : *La Guerre et l'Après-guerre* (Ed. de Minuit).
H. ALLEG : *La Question* (Ed. de Minuit).
G. ARNAUD, J. VERGES : *Pour Djemila Bouhired (Ed*. de Minuit).
R. ARON : *Les Origines de la guerre d'Algérie* (Fayard).
R. ARON : *Nouveaux Grands Dossiers de l'Histoire contemporaine* (Libr. Académique Perrin).
COMITÉ AUBIN : *Sans Commentaire* (Ed. de Minuit).
R. BARBEROT : *Malaventure en Algérie* (Pion).
GÉNÉRAL BEAUFRE : *L'Expédition de Suez* (Grasset).
S. DE BEAUVOIR, G. HALIMI : *Djemila Boupacha* (N.R.F.).
AHMED BENCHÉRIF : *L'Aube des mechtas* (Sned).
E. BEHR : *Dramatique Algérie* (Stock).
M. BIGEARD : *Contre-guérilla* (Baconnier, Alger).
L. BITTERLIN : *Des morts pour rien (inédit).*
L. BITTERLIN : *Journal d'un barbouze (Esprit* n° 354).
R. BONNAUD : *Itinéraire* (Ed. de Minuit).
M. et S. BROMBERGER : *Les 13 Complots du 13 Mai* (Fayard).
M. et S. BROMBERGER, G. ELGEY, J.-F. CHAUVEL : *Barricades et Colonels* (Fayard).
S. BROMBERGER : *Les Rebelles algériens* (Pion).
M. BROMBERGER : *Georges Pompidou* (Fayard).
H. BOURGES : *L'Algérie à l'épreuve du pouvoir* (Grasset).
R. BUCHARD : *Organisation armée secrète* (A. Michel).
G. BUIS : *La Grotte* (Julliard).
R. BURON : *Carnets politiques de la guerre d'Algérie* (Pion).
R. BURON : *Les Dernières Années de la IVe République* (Pion).
A. CAMUS : *Actuelles III* (Gallimard).
F. CARRERAS : *L'Accord FLN-OAS* (Laffont).
M. CHALLE : *Notre révolte* (Presses de la Cité).
J. CHARBY : *L'Algérie en prison* (Ed. de Minuit).
J. CHEVALLIER : *Nous, Algériens* (Calmann-Lévy).
Y. COURRIÈRE : *Les Fils de la Toussaint* (Fayard).
Y. COURRIÈRE : *Le Temps des léopards* (Fayard).
Y. COURRIÈRE : *L'Heure des colonels* (Fayard).
V. CROS : *Le Temps de la violence* (Presses de la Cité).
R. DAVEZIES : *Lé Front* (Ed. de Minuit).
M. DEBRÉ : *Ces Princes qui nous gouvernent* (Pion).
M. DÉON : *L'Armée d'Algérie et la pacification* (Pion).
J. DOUXEY : *S.O.S. Algérie* (Aux Carrefours du Monde).
J.-C. DUCHEMIN : *Histoire du FLN (La* Table Ronde).
A. DULAC : *Nos guerres perdues* (Fayard).
B. ETIENNE : *Les Problèmes juridiques des minorités européennes au Maghreb* (C.N.R.S.).
G. ELGEY : *La République des illusions* (Fayard).

G. EI.GEY : *La République des contradictions* (Fayard).
GÉNÉRAL ELY : *Mémoires* (Pion).
BERNT ENGUELMANN : *Mes amis les trafiquants d'armes* (Presses de la Cité).
F. FANON : *Sociologie d'une révolution* (Maspéro).
F. FANON : *Les Damnés de la terre* (Maspéro).
F. FANON : *L'an V de la révolution algérienne* (Maspéro).
J. FAUVET, J. PLANCHAIS : *La Fronde des généraux* (Arthaud).
N. FAVRELIÈRE : *Le Désert à l'aube* (Ed. de Minuit).
J. FERNIOT : *De Gaulle et le 13 Mai* (Pion).
J. FERRANDI : *600 jours avec Salan et l'O.A.S.* (Fayard).
M. FERRAOUN : *Journal* (Seuil).
CH. H. FAVROD : *Le FLN et l'Algérie* (Pion).
A. FIGUERAS : *Salan (La* Table Ronde).
J.-A. FOUCHER : *La Ve République* (Galic).
CH. FOUCHET : *Au service du général De Gaulle* (Pion).
CH. De Gaulle : *Mémoires d'Espoir. Le Renouveau* (Pion).
CH. De Gaulle : *Discours et Messages. Avec le Renouveau* (Pion).
P.-M. DE LA GORCE : *De Gaulle entre deux mondes* (Fayard).
P.-M. DE LA GORCE : *La République et son armée* (Fayard).
P. HÉNISSART : *Les Combattants du crépuscule* (Grasset).
R. HOLEINDRE : *Honneur ou Décadence* (Ed. du Fuseau).
R. JASSERON : *Wilaya Métro* (Les Presses du Mail).
R. JASSERON : *Les Harkis en France* (Ed. du fuseau).
C. et F. JEANSON : *L'Algérie hors la loi* (Le Seuil).
F. JEANSON : *Notre guerre* (Ed. de Minuit).
E. JOUHAUD : *O mon pays perdu* (Fayard).
H. KERAMANE : *La Pacification (La* Cité).
P. KESSEL, G. PIRELLI : Le *Peuple algérien et la guerre* (Maspéro).
J. LACOUTURE : *Cinq Hommes et la France* (Seuil).
P. LAFFONT : *L'Expiation* (Pion).
P. LAGAILLARDE : *On a triché avec l'honneur (La* Table Ronde).
A.-P. LENTIN : *Le Dernier Quart d'heure* (Julliard).
J. LE PRÉVOST : *La Bataille d'Alger* (Baconnier, Alger).
P. LEULIETTE : *Saint Michel et le Dragon* (Ed. de Minuit).
A. MANDOUZE : *La Révolution algérienne par les textes* (Maspéro).
F. MAURIAC : *Bloc-Notes 1952-1957* (Flammarion).
MORLAND, BARANGER, MARTINEZ : *Histoire de l'Organisation de l'Armée secrète* (Julliard).
R. MERLE : *Ahmed Ben Bella* (N.R.F.).
V. MONTEIL. : *Soldat de fortune* (Grasset).
R. MURPHY : *Un diplomate parmi les guerriers* (Laffont).
ALEX NICOL : *La Bataille de l'O.A.S.* (Les 7 Couleurs).
P. NORA : *Les Français d'Algérie* (Julliard).
J. ORTIZ : *Mes combats* (Pensée Moderne).
T. OPPERMANN : *Le Problème algérien* (Maspéro).
A. OUZEGANE : *Le Meilleur Combat* (Julliard).

H. PAJAUD : *La Révolution d'Alger* (Les 4 Fils Aymon).
C. PAILLAT : *Dossiers secrets de l'Algérie* (Presses de la Cité).
A. PASSERON : *De Gaulle parle* (Pion).
M. PEJU : *Le Procès Jeanson* (Maspéro).
G. PÉRIOT : *Deuxième Classe en Algérie* (Flammarion).
G. PERRAULT : *Les Parachutistes* (Seuil).
A. RAHMANI : *L'Affaire des officiers algériens* (Seuil).
P. RIBEAUD : *Barricades pour un drapeau (La* Table Ronde).
P. ROSTAGNY : *La Grande Honte* (V. Gonzales, Madrid).
P. ROUANET : *P. Mendès France au pouvoir* (Laffont).
J. ROY : *La Guerre d'Algérie* (Julliard).
J. ROY : *Autour du drame* (Julliard).
P. SERGENT : *Ma peau au bout de mes idées (La* Table Ronde).
J.-J. SERVAN-SCHREIBER : *Lieutenant en Algérie* (Julliard).
J. SERVIER : *Adieu, djebel* (France Empire).
J. SERVIER : *Les Portes de l'année* (Laffont).
P.-H. SIMON : *Contre la torture* (Seuil).
P.-H. SIMON : *Portrait d'un officier* (Seuil).
J. SOUSTELLE : *Aimée et Souffrante Algérie* (Pion).
J. SOUSTELLE : *L'Espérance trahie (La* Table Ronde).
R. STÉPHANE, R. DARBOIS : *Mémoires de notre temps* (Calmann-Lévy).
J.-J. SUSINI : *Histoire de l'O.A.S.* (La Tablé Ronde).
A. TALES : *Lettres de prison* (Sned).
L. TERRENOIRE : *De Gaulle et l'Algérie* (Fayard).
G. TILLION : *Les Ennemis complémentaires (*Ed. de Minuit).
J.-R TOURNOUX : *L'Histoire secrète. Secrets d'États* (Pion).
J.-R. TOURNOUX : *La Tragédie du Général* (Pion).
R. TRINOUIER : *Le Coup d'État du 13 Mai* (L'Esprit Nouveau).
J. VERGES, M. ZAVRIAN, M. COURREGÉ : *Les Disparus* (La Cité-Edit.).
P. VIDAL-NAQUET : *L'Affaire Audin* (Ed. de Minuit).
P. VIDAL-NAQUET : *La Raison d'État* (Ed. de Minuit).
YACEF SAADI : *Souvenirs de la bataille d'Alger* (Julliard).
Le Sous-Développement en Algérie (Études du secrétariat social, Alger).
La Cohabitation en Algérie (Études du secrétariat social, Alger).
La Gangrène (Ed. de Minuit).
Procès de l'attentat du Petit-Clamart (Albin Michel).
Procès d'Edmond Jouhaud (Albin Michel).
Procès de Raoul Salan (Albin Michel).
Revue Simoun, n° 32 (Ch. Poncet).
La Nouvelle Revue critique, n° 107.
L'Année politique 1955-1956-1957-1958-1959-1960-1961-1962 (Presses Universitaires de France).
Collections du « Monde », « l'Echo d'Alger », « l'Express », « Paris-Match », « El-Moudjahid », Témoignages et documents, Historia n° 293, « *Le Putsch* », *La Nef, n°* 12-13 (Julliard).
J. CAHEN ET M. POUTEAU : *Una Resistenza Incompiuta* (Saggiatore).



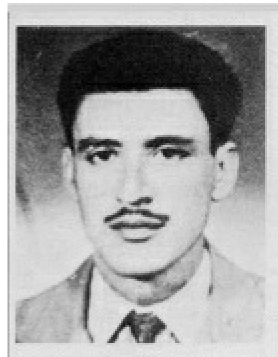
Le colonel François Coulet, directeur des Affaires politiques, face à de Gaulle.

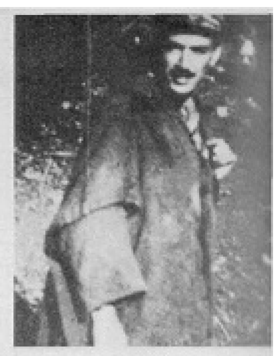


Le préfet de Constantine Belhaddad (lunettes noires) en compagnie du général Ducournau (de profil) et du commandant en chef, le général Crépin (à droite). *(Photo Bled)*.



Le lieutenant de vaisseau Guillaume, spécialiste de la lutte contre le trafic d'armes au sein du B.E.L. du colonel Jaquin. Sera à l'heure de l'O.A.S. l'adjoint du général Jouhaud à Oran.





à gauche : Si Salah, chef de la willaya 4, qui rendra visite à de Gaulle à l'Elysée ; au milieu : Si Mohamed, adjoint militaire ; il " retournera sa veste " après la visite à l'Elysée ; à droite : Si Salah au maquis.



à droite :
Si Lakhdar, adjoint politique. Fusillé par Si Mohamed au retour de Paris.

1960

Nom : Mohamed
Prénoms :
Adresse : Commandant militaire de la Wilaya 4
Téléphone : Domicile / Bureau : Maquis

En cas de nécessité, prévenir :
M. le GPRA d'Alger.
Adresse : Quartier Bab-el-Oued

En cas de perte, la personne qui trouvera cet agenda est instamment priée de le retourner à son propriétaire qui lui en sera très reconnaissant.

Première page du carnet de Si Mohamed, saisi après sa mort.



Les événements de Décembre 1960, ci-dessus, manifestation européenne rue Michelet ; au milieu et en bas, manifestations musulmanes à Belcourt.



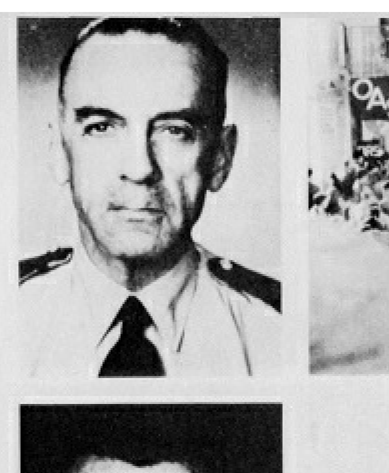
Les chefs du putsch à Télé-Alger (de gauche à droite : Challe, Jouhaud, Zeller). *(Photo Agence Dalmas)*.

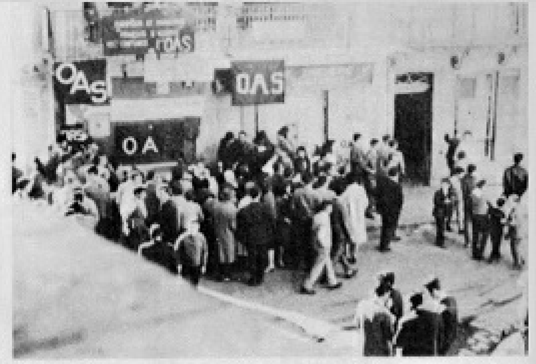


Salan arrive... en retard, car personne ne l'a averti ! *(Photo Tallandier)*.



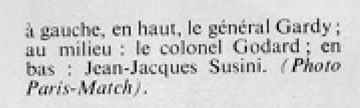
Photo de famille à la prison d'In Salah où les généraux putschistes ont envoyé les " loyalistes ".
de gauche à droite : le général de Pouilly (en robe de chambre) commandant le Corps d'Armée de Constantine ; Robert Buron (en short) ministre des Travaux publics ; le général Gambiez (sans ses lunettes) et Jean Morin (en chemisette sombre) délégué du Gouvernement, entourés de leurs collaborateurs.





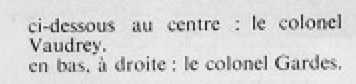
Alger aux mains de l'O.A.S.



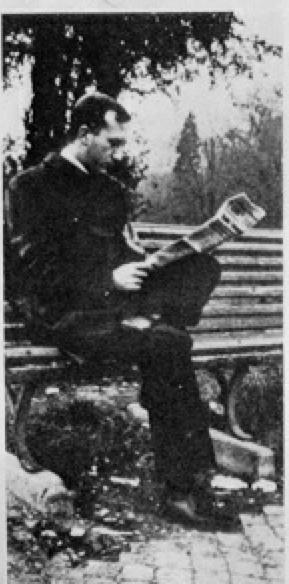


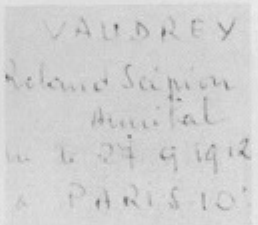
à gauche, en haut, le général Gardy ; au milieu : le colonel Godard ; en bas : Jean-Jacques Susini. *(Photo Paris-Match)*.





ci-dessous au centre : le colonel Vaudrey.
en bas, à droite : le colonel Gardes.













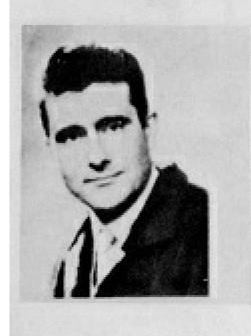
ROGER DEGUELDRE



Albert DOVECAR

ci-dessus : les effets d'une " strounga ". *(Photo Agence Dalmas)*.
à droite, de haut en bas : le lieutenant Degueldre, Bobby Dovecar, " Jo ", chef d'un commando Delta.

ci-dessous : Jésus de Bab El Oued.





SOUCHE DE CONTRÔLE

OFFICE D'ACTION SOCIALE

Nº 002551 | Nº 002551

100 NF | 100 NF

ORDRE DE MISSION

Par ordre du Général d'Armée Raoul SALAN, Commandant en Chef de l'Armée Secrète, la Mobilisation Générale étant décrétée sur l'ensemble du Territoire de la Province Française d'ALGÉRIE

M. .... demeurant ....

reçoit la mission temporaire suivante ....

Date .... Par ordre du Commandant en Chef

Le Commandant du Secteur ....

ATTENTION —

ticket d'imposition O.A.S.

à droite : ordre de mission O.A.S.

Affiche de mobilisation O.A.S.

AUX ARMES CITOYENS

OAS

ZAI/A/2/ORO
&
ZAI/A/ORO
Q. 1

BULLETIN DE RENSEIGNEMENTS

Origine : EVE/PAULETTE
Valeur : A 1

CORNU Georges

3, chemin des Glycines, Alger.

Se déplace toujours sur moto de marque "Ariel", A Ch. immatriculée 639 - p.C. - 9 [illegible]

Communiste notoire et propagandiste acharné. Cet individu a été mis à la porte plusieurs [illegible] à la suite de sa propagande en faveur du [illegible] Se targue avoir énormément voyagé et de tout connaître, mais, en fait, n'a aucun métier [illegible] les mains... Par contre possède une langue [illegible] dans nos intérêts, aurait certainement [illegible] raccourcie !

- R. 860/OR/74
Pour OPS ponctuelle

Bulletin de renseignements O.A.S.
En bas, la condamnation de la main de Degueldre. " Pour OPS ponctuelle "... c'est la mort !

Première affiche de l'O.A.S.

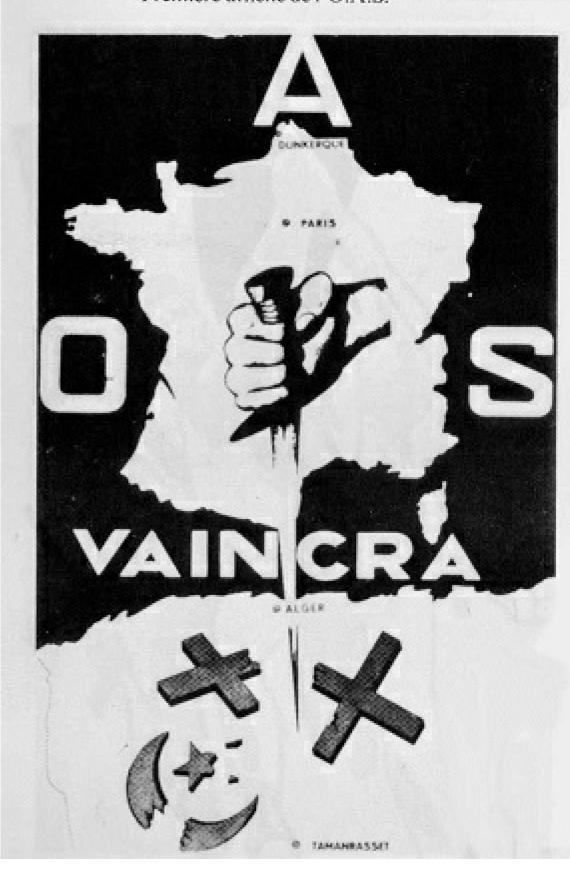




Photo prise à l'intérieur de la villa des " barbouzes ", rue Fabre, à Alger (de gauche à droite ; le " père " Peysson (assis), Lucien Bitterlin, Jim Alcheik, Bellaïch (lunettes), un barbouze non identifié).

Ci-dessous à gauche : fausse carte d'identité de Lucien Bitterlin, premier chef des barbouzes à Alger.

à droite : Mario Lobianco, ancien des Brigades internationales, fit partie de la première équipe de Bitterlin.



Nom : DULAC

Prénoms : Jacques

Né le 15 Juillet 1932

à Colombes (Seine)

Nationalité : Française

Domicile : 9, rue [illegible] La Redoute ALGER

Signes particuliers : néant

Taille 1m69

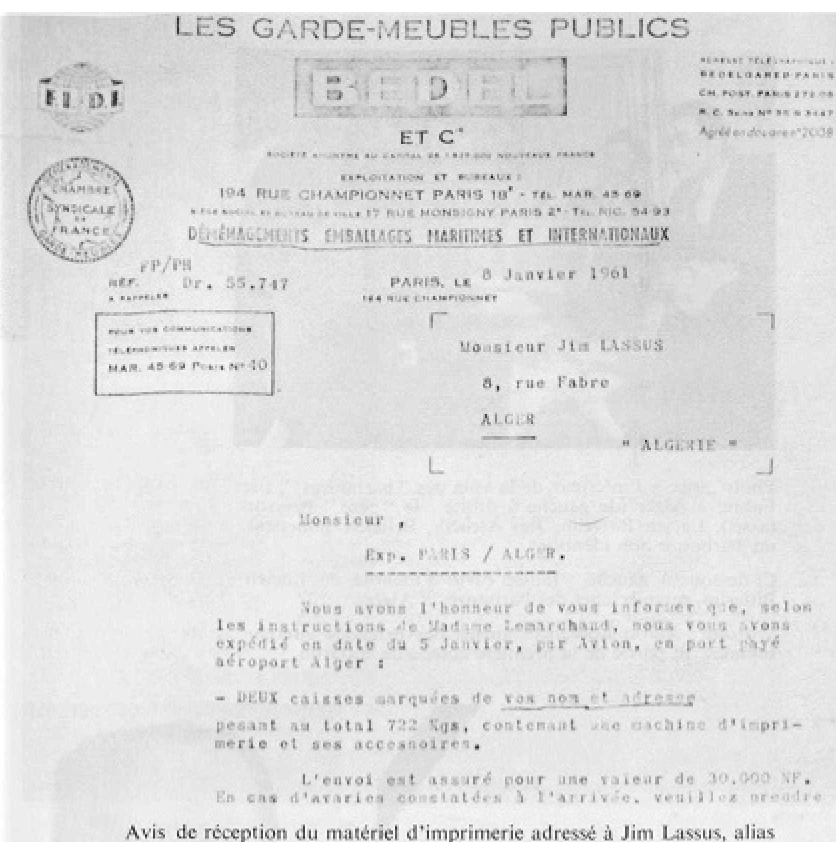
Signature du titulaire :

Dulac

Carte établie le 6 mai 1961

par





LES GARDE-MEUBLES PUBLICS

BEDEL

ET Cie

EXPLOITATION ET BUREAUX :
194 RUE CHAMPIONNET PARIS 18e - TÉL. MAR. 45-69
17 RUE MONSIGNY PARIS 2e - TÉL. RIC. 54-93
DÉMÉNAGEMENTS EMBALLAGES MARITIMES ET INTERNATIONAUX

CHAMBRE SYNDICALE DE FRANCE

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : BEDELGARED-PARIS
CH. POST. PARIS 272-05
Agréé en douane n° 2008

FP/PH
RÉF. Dr. 55.747
A RAPPELER

PARIS, LE 8 Janvier 1961
194 RUE CHAMPIONNET

POUR VOS COMMUNICATIONS TÉLÉPHONIQUES APPELER MAR. 45-69 Poste N° 40

Monsieur Jim LASSUS
8, rue Fabre
ALGER
" ALGERIE "

Monsieur ,

Exp. PARIS / ALGER.

Nous avons l'honneur de vous informer que, selon les instructions de Madame Lemarchand, nous vous avons expédié en date du 5 Janvier, par Avion, en port payé aéroport Alger :

- DEUX caisses marquées de vos nom et adresse pesant au total 722 Kgs, contenant une machine d'imprimerie et ses accessoires.

L'envoi est assuré pour une valeur de 30.000 NF. En cas d'avaries constatées à l'arrivée, veuillez prendre

Avis de réception du matériel d'imprimerie adressé à Jim Lassus, alias Jim Alcheik, chef du service Action des barbouzes.

A gauche : la villa " A " après l'explosion de la " machine infernale "

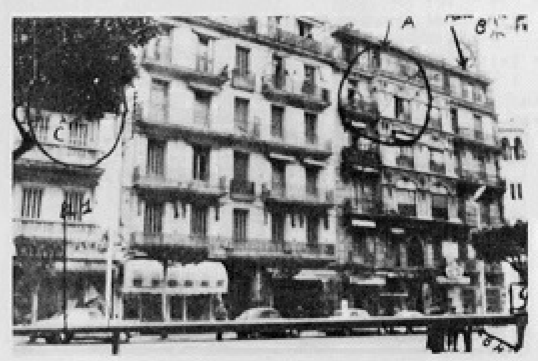
A droite : l'hôtel Radja dernière planque de la deuxième équipe de barbouzes après l'attaque de l'O.A.S.











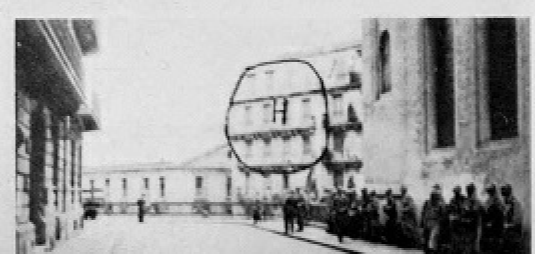
Ci-dessus, à gauche : le général Charles Ailleret, commandant supérieur en Algérie.

A droite : l'entrevue secrète d'Aulnoy.
De gauche à droite : Ben Bella, Ben Yahia, Rabah Bitat, Ben Tobbal, Khider, Krim Belkacem. Boudiaf, Aït Ahmed.

Emplacement du fusil mitrailleur O.A.S. qui tira l'une des premières rafales de la fusillade de la rue d'Isly. Point A (immeuble nº 64 rue d'Isly).



Emplacement " C " du deuxième F.M. O.A.S. au coin de la rue d'Isly et de l'avenue Pasteur immeuble dit de la Warner Bros.



Emplacement H de la troisième arme automatique O.A.S. rue Alfred-Lelluch (à droite : la Grande Poste).

(Ces trois photos ci-contre sont extraites du rapport secret " Renseignements judiciaires et militaires " établi au lendemain du 26 mars 1962).

Ainsi, je vous demande, outre une prise de position officielle anti-FLN, qui j'en suis sur, aura le plus grand retentissement et le plus heureux effet, d'engager vos partisans à la lutte armée ouverte. Si les principes que je vous ai exposé ci-dessus vous paraissent satisfaisants, vos elements armés actuellement en place en Algerie, doivent poursuivre les contacts qui ont déja été établis avec les commandements régionaux OAS. La collaboration et coordination de nos actions doit devenir reelle.

Je pense que si vous donnez l'ordre à vos fidèles et à vos troupes de joindre leurs efforts et leurs moyens aux notres, nous pouvons définitivement transformer la situation. Je renouvelle de mon coté les ordres que j'ai déja donnés à mes commandants régionaux dans ce sens.

Cette collaboration à l'echelon local des régions, me parait etre une première étape indispensable à la réalisation de l'avenir. J'ai décidé depuis peu, de creer une Commission de Gouvernement et de Défense Nationale. La réalisation de cette première étape doit permettre d'avoir les assises territoriales suffisantes pour consolider les positions interieures et extérieures de cette commission. La liste des responsables au sein de cette commission n'est pas arretée. Il est entendu que le MNA doit obligatoirement y tenir la place qui lui revient à tous les échelons.

J'attends vos décisions, et vous demande de recevoir, Mon Cher Caid, l'expression de mes sentiments très amicaux et de mes [illegible]

R. SALAN

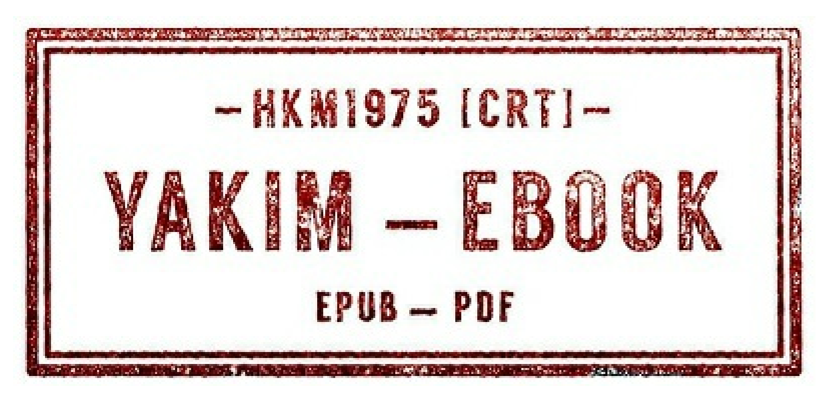
Monsieur le Caid
BELHADI.



Deuxième feuillet de la lettre adressée par le général Salan au cadi Belhadi, chef du F.A.A.D. C'est la réponse à cette lettre qui servira de prétexte à l'officier de police Lavanceau pour parvenir jusqu'au chef de l'O.A.S.

Fausse carte d'identité de Jean-Marie Lavanceau lors de l'arrestation du Général Salan.

MISE EN PAGE ÉLECTRONIQUE [Epub] :



Cet ouvrage a été réalisée sur Système Cameron

par la SOCIÉTÉ NOUVELLE FIRMIN-DIDIT MESNIL-SUR-L'ESTRÉE

pour le compte des Éditions Fayard

le 5 décembre 1988

Les Notes

PREMIÈRE PARTIE
Les occasions manquées

{1} . Voir *l'Heure des colonels.*

{2} . Dirigé par le général de Beaufort.

{3} . Voir *l'Heure des colonels.* Pendant les Barricades, les colonels Broizat et Argoud pressaient le général Challe de lire au micro de la radio des proclamations qui l'auraient amené à « basculer » du côté des officiers activistes.

{4} . Gouvernement général.

{5} . Siège de l'état-major.

{6} . 1er régiment étranger de parachutistes.

{7} . Noir *l'Heure des colonels.*

{8} . 3[e] R.P.I.Ma., ex-3[e] R.P.C. du célèbre colonel Bigeard.

{9} . Dropping Zone. Terrain d'atterrissage pour hélicoptères.

{10} . Voir *l'Heure des colonels.*

{11} . Voir *l'Heure des colonels.*

{12} . Au dernier jour du 3[e] C.N.R.A. (15 janvier 1960), la composition du nouveau G.P.R.A. était la suivante : Ferhat Abbas, à nouveau président après avoir été « renversé », était chargé de poursuivre le dialogue avec la France. Sortaient du G.P.R.A. Toufik El-Madani (nommé ambassadeur au Caire), Omar Oussedik (nommé ambassadeur en Guinée) et Ben Khedda (remplacé par Mehri) qui devenait ambassadeur itinérant. Mohammedi Saïd était nommé ministre sans portefeuille. Le Dr Lamine Debaghine souffrant d'une maladie nerveuse quittait le G.P.R.A. et le C.N.R.A. Ben Tobbal restait au ministère de l'Intérieur. De même que Boussouf conservait les Liaisons et Communications et prenait en main l'Armement dont l'ancien titulaire, Mahmoud Chérif, était dépossédé pour « insuffisance de gestion ».

{13} . Voir *l'Heure des colonels.*

{14} . Voir *le Temps des léopards* et *l'Heure des colonels.*

{15} . Voir *le Temps des léopards.*

{16} . Voir *les Fils de la Toussaint.*

{17} . Outre les mutations, la suppression du 5[e] bureau d'action psychologique (outil principal du colonel Gardes) et celle des unités territoriales avaient été la principale conséquence de l'échec des Barricades.

{18} . Voir *l'Heure des colonels.*

{19} . Voir *l'Heure des colonels.*

{20} . Gouverneur de l'Algérie après la Seconde Guerre mondiale

{21} . Voir *l'Heure des colonels.*

{22} . D.O.P. : Dispositif opérationnel de protection. En réalité centre d'interrogatoires. Voir *l'Heure des colonels.*

{23} . Voir *l'Heure des colonels.*

{24} . Biens religieux.

{25} . Groupe de liaison aérienne ministérielle.

{26} . Voir *l'Heure des colonels.*

{27} . Voir *l'Heure des colonels.*

{28} . Propos rapporté par l'un des assistants à R. Tournoux qui les cite dans son *Histoire secrète* (Plon).

{29} . Bien mieux, Si Salah quittera l'Algérois en direction de la Kabylie le 21 juin alors que, la veille, le G.P.R.A. a accepté d'aller discuter à Melun des modalités du voyage à Paris de Ferhat Abbas.

{30} . Pour autant qu'elle ait été prononcée. Mais l'auteur est résolu à exposer ici les thèses de chacun des partis sans lesquelles la suite de cette histoire tragique serait inintelligible ou franchement partisane.

{31} . Voir *l'Heure des colonels.*

{32} . Officiers de renseignement.

{33} . Voir *le Temps des léopards.*

{34} . Voir *l'Heure des colonels.*

{35} . Voir *les Fils de la Toussaint.*

[36]. Front national français. Mouvement fondé par Jo Ortiz en 1959.

[37]. Voir *l'Heure des colonels*.

[38]. Voir *l'Heure des colonels*.

[39]. Voir *l'Heure des colonels*.

[40]. Place très populaire de Bab-el-Oued.

[41]. Voir *l'Heure des colonels*.

[42]. C'est la première fois que les termes mêmes de cette réunion dramatique sont publiés. Et cela grâce à la confiance que firent à l'auteur ses principaux participants.

[43]. Rapporté également par E. Jouhaud dans *O mon pays perdu !* (Fayard).

[44]. Voir *le Temps des léopards et l'Heure des colonels*.

[45]. Voir *le Temps des léopards*.

[46]. Gâteau à la semoule et au miel.

[47]. Voir *l'Heure des colonels*.

[48]. Voir *l'Heure des colonels*. On se souvient que pendant la « semaine des barricades » Delouvrier et Challe avaient quitté le G.G. et s'étaient installés à Reghaïa pour échapper à l'atmosphère d'Alger et à la pression que certains colonels, en liaison avec Ortiz, tenaient d'exercer sur l'autorité civile et militaire.

[49]. Propos cités par P. Sergent dans son ouvrage : *Ma peau au bout de mes idées (La* Table Ronde) et confirmés à l'auteur.

[50]. Michel, convaincu de « trahison », sera exécuté par l' O.A.S. en 1961.

[51]. Vive De Gaulle !

[52]. Section administrative urbaine. Equivalent des S.A.S. dans les villes d'Algérie.

[53]. Dernière en date des opérations du plan Challe.

[54]. Voir *l'Heure des colonels*.

[55]. Voir *Les Fils de la Toussaint*.

[56]. Traîtres à la cause.

[57]. En réalité, Nikita Khrouchtchev ne reconnaîtra le G.P.R.A. « de jure » que le jour de la signature des accords d'Évian !

[58]. Guetteur.

[59]. Voir *le Temps des léopards*.

[60]. Voir *le Temps des léopards*.

DEUXIÈME PARTIE
La levée de boucliers

[1]. Journal des libéraux d'Algérie.

[2]. Dont l'auteur taira le nom, les protagonistes de l'affaire vivant toujours en Algérie.

[3]. Salah Bouakouir était le seul haut fonctionnaire algérien. Polytechnicien, il était directeur au G.G. Il trouvera une mort accidentelle lors d'une baignade avec plusieurs collègues.

[4]. Intelligence Service.

[5]. Rapporté par Merry Bromberger dans *le destin secret de George Pompidou* (Fayard)

[6]. H.S. : hors service.

[7]. Rien à signaler.

[8]. Jacques Fauvet, Jean Planchais : *la fronde des généraux* (Arthaud).

[9]. Deuxième surnom donné à Gambiez dans les états-majors.

[10]. Siège du corps d'armée d'Oran.

[11]. Groupe d'aviation tactique.

[12]. Ville natale de Jouhaud.

[13]. Témoignage de Louis Joxe dans le n° 293 d'*Historia*, consacré au putsch.

[14]. Salle des opérations.

[15]. Voir *l'heure des colonels*.

[16]. *O mon pays perdu !* E. Jouhaud (Fayard).

[17] . Voir *l'heure de colonels.*

[18] . Dispositif de protection urbaine. Etabli d'abord à Alger pendant la « bataille d'Alger » en 1957 (voir *le Temps des léopards)* et qui prévoyait un quadrillage des villes, villages, quartiers, blocs et immeubles permettant un contrôle permanent de la population. Système qualifié de « fasciste » par de nombreux officiers qui refusèrent de l'appliquer dans leur secteur.

[19] . *Ma peau au bout de mes idées,* P. Sergent (La Table Ronde).

TROISIÈME PARTIE
L'ultime espérance

[1] . Voir *l'Heure des colonels.*

[2] . Ahmed Boumendjel, dont le frère, Ali Boumendjel, avait été assassiné par les parachutistes lors de la « bataille d'Alger », avait quitté son cabinet d'avocat à Paris, où vivait encore son épouse française, pour rejoindre le F.L.N. (voir *le Temps des léopards* et *l'Heure des colonels).*

[3] . Automitrailleuses dont était dotée la gendarmerie.

[1] . Qui le rapporte dans son ouvrage : *Histoire de l'O.A.S.* (La Table Ronde).

[2] . Qui deviendra une romancière de talent. Dans *la Valise et le Cercueil* (Pion) elle racontera son étrange aventure au côté de Sarradet.

[3] . L'expérience sera abandonnée le 12 août. Le 16, le commandement annoncera la reprise des opérations locales contre le F.L.N. !

[4] . Le président Bourguiba, « persuadé » que le général De Gaulle voulait maintenir l'occupation de la base de Bizerte pour une durée indéterminée, avait pris l'offensive. Les éléments, tunisiens avaient été écrasés par les défenseurs de la base et par les renforts parachutistes français. On murmura à l'époque que Bourguiba, convaincu de l'échec des négociations franco-algériennes, avait voulu faire oublier à ses « frères algériens » par un conflit retentissant avec la France la politique systématiquement profrançaise qu'il avait menée depuis ses entretiens de Rambouillet avec le général De Gaulle.

[5] . Note cité par J.-J. Susini dans *Histoire de l'O.A.S.* (La Table Ronde)

QUATRIÈME PARTIE
L'apocalypse

[1] . Pseudonymes (N. de l'A.).

[2] . Que la métropole connaîtra sous le nom du Monocle lorsqu'il viendra au nom du Comité supérieur de l'O.A.S. « coiffer » Sergent et Godot. Le lecteur l'a vu publier le premier tract de l'O.A.S. quelques jours après l'échec du putsch.

[3] . Il faudrait un ouvrage entier pour traiter à fond de l'histoire de l'O.A.S. tant en Algérie qu'en métropole. L'auteur, qui tente dans cette série de raconter « l'Histoire de la guerre d'Algérie », n'y prétend pas. Il ne se penchera donc que sur les épisodes strictement algériens de l'histoire de l'organisation en apportant au dossier les révélations qu'il a pu obtenir en particulier sur le rôle des commandos Delta, sur celui des « barbouzes », et de la mission C, sur la fusillade de la rue d'Isly, ainsi que sur l'enquête qui a abouti à l'arrestation du général Salan, épisodes restés jusqu'ici très mystérieux. Le lecteur désireux d'approfondir ses connaissances sur l'O.A.S. pourra utilement se reporter à *l'Histoire de l'O.A.S.* de Morland, Barangé, Martinez (pseudonymes de trois fonctionnaires *de* police), Julliard éd., et *à Ma peau au bout de mes idées*, témoignage publié par le capitaine Sergent aux Editions de la Table Ronde, ainsi qu'à l'ouvrage de l'Américain Paul Hénissart, *les Combattants du crépuscule,* Grasset éd.

[4] . *Fidaï* (pluriel : *fidayin) :* terroriste chargé des missions spéciales. Dans le langage quotidien les hommes du F.L.N. les appelaient les *fida* sans se soucier du singulier ni du pluriel.

[5] . 7 mai 1954, soit sept ans auparavant !

[6] .amendement repoussé à l'Assemblée par 303 voix de majorité.

[7] . Le Comité de Vincennes sera dissous le 22 novembre.

[8] . Union générale des travailleurs algériens.

[9] . La direction générale des étude et renseignements. L'ancêtre du S.D.E.C.E.

[10] .S.A.C. : Service d'action civique, formé d'anciens membres du service d'ordre du R.P.F.

[11] . C.D.R. : Comité de défense de la république, organisme clandestin créé pour lutter contre l'O.A.S. sur le plan de l'action psychologique et comprenant de nombreux journalistes et membres de professions libérales.

[12] . Pseudonyme (N. de l'A.).

[13] . Otto Skorzeny : colonel S.S. qui, sur ordre de Hitler, parvint, en 1943, à arracher Mussolini de la résidence

surveillée où l'avait placé le gouvernement italien du roi Victor-Emmanuel. Skorzeny était considéré dans le monde des agents secrets comme le spécialiste des opérations coups de main.

{14} . La gendarmerie nationale est divisée en deux corps : la gendarmerie départementale (ou gendarmerie blanche) qui a des pouvoirs locaux de police judiciaire. Ce sont nos gendarmes des campagnes. Et la gendarmerie mobile : corps de réserve générale affecté au maintien de l'ordre, doté de moyens lourds (chars, half-tracks, canons). Les « mobiles » sont sans compétence sur le plan judiciaire.

{15} . Voir *l'Heure des colonels.*

{16} . La délégation algérienne comprenait : Krim Belkacem, Ben Tobbal, Yazid, Dahlab, Ben Yahia, Reda Malek et le docteur Mostefaï.

{17} . Plan, éditeur.

{18} . Au cours de laquelle les commandos O.A.S. avaient exécuté plus de cinquante personnes — Européens et musulmans.

{19} . Anne Loesch : *la Valise et le Cercueil,* Plon.

{20} . *Journal.* Mouloud Feraoun, Le Seuil, éditeur.

{21} . Lettre d'Ali Feraoun à Emmanuel Roblès *(op. cit.).*

{22} . Le lecteur qui voudrait se plonger dans les arcanes des accords d'Évian .pourra se reporter au texte complet qui figure en annexe.

{23} . *Carnets politiques de la guerre d'Algérie.*

{24} . Roger Oudin, Robert Nogrette, *Jean* Grasset, Philippe François, Daniel Doutre, Messaoud Secuh et Saïd Belmiloud, tous 2e classe.

{25} . Pseudonyme. de Jouhaud.

{26} . Voir *l'Heure des colonels.*

{27} . Voir *le Temps des léopards.*

{28} . Condamné à mort, il sera fusillé le 6 juillet au fort d'Ivry.

{29} . Voir *l'Heure des colonels.*

{30} . Roger Roth (vice-président) ; Jean Mannoni (finances) ; Charles Kœnig (travaux publics); Chouki Mostefaï (affaires générales); Belaïd Abdessalam (affaires économiques); M'hamed Cheikh (agriculture); Abderrazak Chentouf (administration) ; Abdelkader El-Hassar (ordre public); Hamidou Boumediene (affaires sociales); Hadj Brahim Bayou (affaires culturelles); Mohamed Benteftifa (délégué aux postes).

{31} . Le lecteur intéressé par les détails de l'œuvre accomplie par le haut-commissariat et l'exécutif provisoire pourra se reporter à deux excellents ouvrages : *le Temps de la violence,* par Vitalis Cros (Pion) et *Au service du général De Gaulle,* par Christian Fouchet (même éditeur).

{32} . Personnel féminin de l'armée de terre.

{33} . Voir *600 jours avec Salan et l'O.A.S.* par Jean Ferrandi.

{34} . Philippe Castille : l'un des homme de l'affaire du bazooka, passé à l'O.A.S. Fut arrêté à Paris le 3 janvier 1962.

{35} . Paulo sera arrêté par l'infatigable capitaine Lacoste le 31 mai 1962.

{36} . Henri Alleg avait été le secrétaire général du parti communiste algérien. Son arrestation ainsi que celle de Maurice Audin pendant la « bataille d'Alger » et les traitements qu'il subit de la part des parachutistes firent l'objet d'un livre fameux : *la Question,* qui déclencha en métropole une immense campagne anti-torture.

{37} . Voir *l'Heure des colonels.*

{38} . Les soldats « réguliers » des wilayas appelleront ces volontaires de dernière minute les « marsiens » par allusion à leur engagement F.L.N. qui ne datait que du 19 mars 1962... après le cessez-le-feu. Les marsiens furent responsables de la quasi-totalité des crimes contre les harkis et les Européens. Ils pensaient que leur « zèle » ferait oublier une trop longue hésitation. Toutes les révolution, toutes les libération connaissent leurs volontaires de la dernière heure. Ce ne sont pas les derniers à crier ni à tuer... sans risques !

{39} . 14 000 harkis furent rapatriés en France.

{40} . Voir *le Temps des léopards* et *l'Heure des colonels.*

{41} . Voir *le Temps des léopards*

{42} . Zone autonome d'Alger.

{43} . Vitalis Cros : *le Temps de la violence.* Plon.

{44} . Voir *le Temps des léopards et l'Heure des colonels.*

{45} . Le lecteur intéressé par le détail — très compliqué — de ces négociations O.A.S,-F.L.N. se reportera au remarquable ouvrage de Fernand Carreras : *l'Accord F.L.N.-O.A.S.* (Pion) ainsi qu'à celui de Georges Chaffard : *les*

Carnets secrets de la décolonisation (Calmann-Lévy).

[46] . Voir *le Temps des léopards*.